Aimé-Jules
BIZIMANA

Communiquer la « mission »

L'armée canadienne et les médias intégrés en Afghanistan

Communiquer la « mission »

Membre de L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec
Édifice Fleurie, 480, rue de la Chapelle, bureau F015, Québec (Québec) G1K 0B6
Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096
Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

CANADA
Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7H 1N7 – Tél. : 450 434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE ET BELGIQUE
Sofédis, 11, rue Soufflot
75005 Paris, France – Tél. : 01 53 10 25 25

Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
77403 Lagny, France – Tél. : 01 60 07 82 99

SUISSE
Servidis SA, chemin des Chalets 7
1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél. : 022 960.95.25

La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée — le « photocopillage » — s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Communiquer la « mission »

L'armée canadienne et les médias intégrés en Afghanistan

Aimé-Jules Bizimana

Presses de l'Université du Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Communiquer la « mission » : l'armée canadienne et les médias intégrés en Afghanistan / Aimé-Jules Bizimana.

Noms : Bizimana, Aimé-Jules, 1971- auteur.

Description : Comprend des références bibliographiques.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 20220020736 | Canadiana (livre numérique) 20220020744 | ISBN 9782760557680 | ISBN 9782760557697 (PDF)

Vedettes-matière : RVM : Canada—Forces armées—Afghānistān—Dans les médias. | RVM : Guerre en Afghānistān, 2001-2021—Participation canadienne—Couverture de presse. | RVM : Guerre en Afghānistān, 2001-2021—Opinion publique canadienne. | RVM : Missions militaires—Couverture de presse—Canada. | RVM : Forces armées et médias—Canada.

Classification : LCC DS371.41252.C3 B59 2022 | CDD 958.104/7371—dc23

Financé par le gouvernement du Canada | Funded by the Government of Canada | Canada

SODEC Québec

Révision
Marilyne Beauregard

Conception graphique
Julie Rivard

Images de couverture
Caporal-chef Lester Budden
Photo reproduite avec l'autorisation du ministère de la Défense nationale

Dépôt légal : 4e trimestre 2022

› Bibliothèque et Archives nationales du Québec
› Bibliothèque et Archives Canada

© 2022 - Presses de l'Université du Québec
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Imprimé au Canada
D5768-1 [01]

DÉDICACE

À Anaïs et Yoann

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage est issu d'un projet de recherche qui a bénéficié d'un soutien financier de démarrage du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS). L'auteur exprime donc sa gratitude à Éric George de l'UQAM, directeur du CRICIS, pour le soutien des projets de différents axes de recherche. Je remercie mes collègues Oumar Kane de l'UQAM, Michel Filion et Martin Laberge de l'UQO pour leurs suggestions à la suite de la relecture du manuscrit.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage. Un merci particulier au lieutenant-colonel Christian Lemay pour sa disponibilité et pour ses efforts en vue de faciliter l'obtention des autorisations nécessaires pour un projet de recherche auprès du personnel du ministère de la Défense nationale. Pour avoir suggéré des noms ou des documents pertinents, je remercie les officiers d'affaires publiques suivants : le lieutenant-colonel Marc Thériault, la lieutenante-colonelle Rita Lepage, le major Yves Desbiens, le major Ed Stewart, le capitaine Travis Smith et le capitaine Mark Peebles. Merci infiniment aux autres participant.es de la recherche – militaires, journalistes et experts – qui ont accepté de livrer leurs témoignages sur le programme des médias intégrés (*embedded*) durant la mission canadienne en Afghanistan.

Ce projet doit beaucoup au travail minutieux de plusieurs assistant.es de recherche qui y ont contribué à différents niveaux. Merci à Katia Brien-Simard qui a participé au lancement de la recherche et a mené quelques entrevues. Merci à Cyntia Henley, Sophie Théwissen-Leblanc, François Pigeon-Gagné, Valérie Charron, Yao Bély Élizer et Annie-Pier Caron Daviault de l'UQO et Solène Castex de l'UQAM pour différentes contributions à la constitution des bases de données. Merci à Léa Bacon et Valérie Bednar-Roy de l'UQO pour le codage d'une partie des entrevues ; à Rock Bisson Picard, Ariane Jean et Caroline Bednar-Roy de l'UQO ainsi qu'à Siavash Rokni et Jade Boivin de l'UQAM pour la transcription des verbatim.

Je remercie aussi Martine Des Rochers, la directrice générale des Presses de l'Université du Québec et son équipe pour l'accompagnement offert à ce projet et à d'autres auparavant. Merci aussi à Monsieur Robert Malenfant pour la transcription d'une partie des entrevues. Merci à Marilyne Beauregard pour sa révision linguistique minutieuse.

L'auteur remercie enfin le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et le Décanat de la recherche et de la création de l'UQO pour le soutien financier accordé sous divers programmes.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE ..... **vii**
REMERCIEMENTS ..... **viii**
TABLE DES MATIÈRES ..... **ix**

INTRODUCTION **1**
Communiquer la guerre 2
Négocier l'information 10
Le projet de recherche 17

CHAPITRE 1
L'OPÉRATION *APOLLO* AVANT L'INTÉGRATION **22**
1.1 L'arrivée des troupes canadiennes 23
1.2 Les affaires publiques au secours 26
1.3 Les débuts difficiles à Kandahar 29
1.4 L'opération *Harpoon* dans la vallée du Shah-i-Kot 34
1.5 Les quatre premiers morts dans la ferme de Tarnak 38
1.6 La chasse d'un ennemi invisible : les opérations *Torii* et *Cherokee Sky* 40
1.7 La méfiance entre l'armée et les médias 42

CHAPITRE 2
L'OPÉRATION *ATHENA* À KABOUL **50**
2.1 Un nouveau concept : l'*embedding* en Irak 51
2.2 La naissance du programme d'intégration canadien 53
2.3 Les premiers pas en patrouille avec le *3 RCR* 61
2.4 Une mine tue deux soldats 66
2.5 Un attentat-suicide coûte la vie à un soldat 69
2.6 La rotation du *Royal 22^{e} Régiment* et la visite de Peter Mansbridge à Kaboul 71
2.7 Les médias intégrés exclus des raids militaires 75
2.8 En patrouille pour les élections afghanes 80
2.9 La sécurité opérationnelle 84
2.10 Bilan globalement positif 88

CHAPITRE 3
LE RETOUR À KANDAHAR, *ATHENA II* 93
3.1 Au revoir Kaboul 93
3.2 La méfiance envers les médias au cours de la montée en puissance 96
3.3 Le premier contrat d'intégration du COMFEC 98
3.4 Le programme d'intégration démarre à Kandahar 102
3.5 Enfin, la lune de miel 110
3.6 Attaque à la hache contre Trevor Greene 115
3.7 Les mauvaises nouvelles s'accumulent 127
3.8 *Death watch*, quand les médias surveillent les morts 137
3.9 Les images de guerre et la sécurité opérationnelle 148
3.10 Le commandant, le *spin* militaire et l'opinion publique 155
3.11 Les défis journalistiques : proximité et propagande 160
3.12 Le point d'équilibre et les défis 163

CHAPITRE 4
À LA CONQUÊTE DU PANJWAI 170
4.1 L'opération *Medusa* : les médias vers l'objectif Rugby 170
4.2 La couverture au front 173
4.3 Le dispositif d'accès : conjoncture et limites 177
4.4 La mort de Josh Klukie crée des tensions 189
4.5 « L'allée des embuscades » : comment développer le pays sans la sécurité ? 196
4.6 Les difficultés de couvrir l'ACDI 200
4.7 Une guerre de relations publiques : l'opération *Baaz Tsuka* 204

CHAPITRE 5
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS 212
5.1 La route *Summit*: entre sécurité et guerre des cœurs et des esprits 213
5.2 Être sur le terrain 215
5.3 L'incident Megeney 219
5.4 L'opération *Achilles* et l'insécurité 221
5.5 Les médias révèlent la torture des prisonniers 234
5.6 Le temps vs le journalisme parachuté 240
5.7 Négocier l'information, entre coopération et conflit 246

5.8 Les facteurs du *death watch* 258

CHAPITRE 6
LE TOURNANT DU PROGRAMME D'INTÉGRATION 265
6.1 Familiarisation et visibilité médiatiques 266
6.2 Incident sur la colline Ghundy Ghar 271
6.3 Le choc à Kandahar 273
6.4 La visite de Bernard Derome et la couverture de Radio-Canada 278
6.5 Le service des affaires publiques en crise 284
6.6 Les sorties journalistiques: entre dispositif de clôture et risques 290
6.7 Le *pool* de CBC, Radio-Canada, CTV et Global 298

CHAPITRE 7
UNE GUERRE PEUT EN CACHER PLUSIEURS AUTRES 308
7.1 Retour à la case départ : la saison des combats et la guerre des *IED* 308
7.2 Couvrir les morts et les blessés 315
7.3 La guerre de l'information et la guerre des 3D 317
7.4 Une série d'opérations militaires et la guerre des *IED* 328
7.5 Restrictions, tensions et contrôle 337

CHAPITRE 8
DE KANDAHAR À OTTAWA ET VICE VERSA 351
8.1 Le « déficit informationnel » 351
8.2 Front militaire et front politique 353
8.3 L'attaque de la prison de Sarpoza 361
8.4 Le coût-bénéfice du reportage de guerre 368
8.5 Le cap du 100^{e} mort, *une nouvelle repère* 372
8.6 Les risques du métier : Mellissa Fung est kidnappée à Kaboul 374
8.7 Jennifer Madigan avec la compagnie Novembre 381
8.8 Les irritants dans le programme d'intégration 384

CHAPITRE 9
LA CONTRE-INSURRECTION DANS LE DISTRICT DE DAND 397
9.1 Couvrir le village modèle de Deh-E-Bagh 398
9.2 Le fixeur Jojo est mort 402
9.3 Les affaires publiques et la contre-insurrection 405
9.4 La continuité aigre-douce dans les relations 409
9.5 L'appréciation mitigée des commandants 415
9.6 La sécurité opérationnelle 418
9.7 La susceptibilité à certaines nouvelles 421
9.8 Les progrès de la contre-insurrection, entre renforts et *IED* 424
9.9 La mort de Michelle Lang du *Calgary Herald* 435
9.10 Mener les opérations, ne pas parler des blessés 446

CHAPITRE 10
L'ÉPILOGUE DE LA MISSION 449
10.1 La couverture de l'opération *Hamkari* : plus de négatif, moins de positif 449
10.2 « *Hard landing* » et le brouillard de la guerre 455
10.3 Un nouveau chérif en ville 458
10.4 Louie Palu, photographe au front 463
10.5 L'aiguillage planifié et filtré des médias 468
10.6 Roto 10, la dernière rotation de combat 479
10.7 Anne Nivat avec le *Royal 22e Régiment* 482
10.8 L'épilogue de la mission dans la corne du Panjwai 487

CONCLUSION 499

NOTES 516
BIBLIOGRAPHIE 540
INDEX ONOMASTIQUE 573
INDEX THÉMATIQUE 582

INTRODUCTION

Cet ouvrage a comme objet les relations entre l'armée canadienne et les médias intégrés durant la guerre en Afghanistan. Avec leur participation aux opérations de l'OTAN en Afghanistan à partir de 2002, les Forces canadiennes ont cherché à publiciser l'effort de guerre de la mission canadienne à Kaboul et à Kandahar. Si, au départ, l'accueil et l'attrait des médias semblaient timides, l'évolution vers une mission de combat a attiré des centaines de journalistes canadiens et internationaux. La mise en place d'un programme d'intégration des médias a été le point culminant de la politique de communication du ministère de la Défense nationale, avec le soutien de la Direction générale des affaires publiques (DGAP) à Ottawa et les affaires publiques opérationnelles.

Au début de la guerre en Irak, en 2003, on a vu émerger un nouveau concept, dit « *embedding* », qui consiste à intégrer des journalistes dans des unités militaires en opérations. Par la suite, ce système a été repris par plusieurs armées occidentales en Afghanistan, dont les Forces canadiennes au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN. D'une manière générale, la mise en place des dispositifs d'intégration journalistique dans les zones de guerre marque le passage d'un modèle de contrôle strict basé sur la censure préalable de l'information de guerre et sur le refus assumé de l'accès vers un contrôle plus souple basé sur les relations publiques, l'intégration médiatique et la surveillance (Bizimana, 2014 ; Maltby, 2012 ; Lewis *et al*., 2006 ; Arboit et Mathien, 2006 ; Fuchs, 2005 ; Charon et Mercier, 2004). Le modèle de la censure préalable, qui a été largement expérimenté dans les conflits du XX^{e} siècle, à l'exception notable de la guerre du Vietnam, a cédé le pas au modèle de l'intégration qui ne centre pas le contrôle sur la censure, mais ne l'abandonne pas totalement, et qui se fonde sur un contrôle plus permissif, mais efficace à verrouiller les zones d'inconfort.

L'armée canadienne a une longue histoire de relations avec les médias qui date de la guerre des Boers en 1899. Entre censure et propagande, les correspondants de guerre ont couvert les opérations canadiennes durant la Grande Guerre (Bizimana, 2009 ; Keshen, 1996) et la Deuxième Guerre mondiale (Balzer, 2011 ; Bourrie, 2011 ; Bizimana, 2007). Dans les années 1990, les dispositifs retenus par l'armée canadienne pour la couverture médiatique des opérations militaires offensives et de maintien de la paix étaient le *pool* et les visites ponctuelles. De manière générale, l'armée a accepté d'accueillir les médias sur les navires et dans ses camps ou au quartier général

(QG), en exigeant que les journalistes se soumettent à des directives de sécurité et parfois à la censure préalable, comme durant la guerre du Golfe et la guerre des Balkans (Bergen, 2019).

Dans la décennie 1990, le scandale de la Somalie a constitué sans doute l'événement le plus douloureux pour l'armée canadienne en raison des inconduites de soldats, du camouflage de l'information par la Direction générale des affaires publiques et du blâme formulé par une commission d'enquête. Durant cette période, les médias ont souvent évoqué la réputation d'une armée bureaucratique obsédée par le secret. Les relations entre l'armée et les médias étaient au plus bas (Stairs, 1998, voir aussi Horn, 2007). C'est ce contexte qui a mené à l'adoption de la nouvelle politique des affaires publiques, en 1998, qui promettait « ouverture et transparence » (Ministère de la Défense nationale, 2008 [1998]) et une révision des relations avec les médias (Hannaford, 2001). Le général Hillier, qui avait servi en Bosnie, notera que « le public doit apprendre à connaître ses forces armées – la relation doit être plus intime » (cité dans Croft, Hobson et Oliver, 1999, p. 14).

Quatre ans après l'adoption de la nouvelle politique des affaires publiques, la guerre en Afghanistan allait constituer le premier véritable test du changement d'attitude de l'armée canadienne en matière de communication interne et externe et envers les médias en contexte opérationnel. Plusieurs commandants qui avaient servi dans des missions des années 1990 seront déployés en Afghanistan. Le ministère de la Défense nationale et la Direction générale des affaires publiques avaient une occasion de faire les choses autrement.

Avant d'aborder les objectifs précis de ce livre, je vais revenir sur quelques éléments théoriques qui offriront des clés de lecture des événements qui se sont déroulés en Afghanistan. Je présenterai d'abord ce que veut dire « la communication de guerre », et ensuite, j'exposerai les thématiques des routines journalistiques, de l'influence dans la production de l'information et de la relation entre les journalistes et leurs sources.

Communiquer la guerre

L'information est une donnée cruciale dans toutes les guerres. Dans la littérature scientifique et le jargon militaire, on utilise généralement le vocable *guerre de l'information* pour référer aux activités qui sous-tendent l'usage de l'information comme une arme de guerre. De la guerre électronique à la propagande de guerre en passant par le renseignement, la bataille de l'information implique des outils sophistiqués, des agents dédiés et des audiences cibles. Comme la guerre des

armes létales, la guerre des flux d'information cherche à acquérir la supériorité informationnelle sur l'ennemi.

Les armées ont formalisé la guerre de l'information dans ce qu'elles nomment « les opérations d'information ». Ce terme est issu d'une longue évolution qui débute par la propagande de guerre et se poursuit avec la formalisation de la guerre psychologique (Villatoux, 2008). Dans son manuel des opérations d'information, l'armée américaine précise que « l'information est un outil puissant pour influencer, perturber, corrompre ou usurper la capacité d'un adversaire à prendre et à partager des décisions » (Joint Publication 3-13, 2012, p. I-1). En général, les doctrines militaires distinguent les opérations d'information et les affaires publiques. Cependant, cette distinction est relative, car dans la théorie et dans la pratique, il existe une proximité entre les deux. La directive des affaires publiques du ministère de la Défense nationale du Canada indique que « les Affaires publiques jouent un rôle important dans le soutien de la planification et de l'exécution des opérations ou activités d'information » (Ministère de la Défense nationale, 2008a). Nous n'entrerons pas ici dans le débat sur la démarcation qui les sépare. L'objet de ce livre étant les relations armée-médias, nous allons porter une plus grande attention à la dimension affaires publiques.

La plupart des armées disposent de services de communication qui portent différentes dénominations selon les pays : affaires publiques (Canada, États-Unis, Australie), opérations médiatiques (Royaume-Uni), information et communication de la défense (France). À partir des documents doctrinaires militaires, Bizimana propose la définition suivante : « les affaires publiques militaires sont un champ de communication institutionnelle et opérationnelle d'une entité militaire dont la fonction est d'informer et influencer des publics internes et externes par des moyens de communication internes et par l'intermédiaire des médias d'information » (Bizimana, 2017, p. 163). La relation avec différentes audiences se fait par l'intermédiaire des médias locaux, nationaux et internationaux. La directive canadienne des relations avec les médias note que les médias « constituent l'un des principaux moyens de communication avec le public canadien » et qu'« il est donc important d'entretenir des relations ouvertes et positives avec les médias, afin de rejoindre la population et de lui fournir des informations sur les activités des FAC[1] et du MDN » (Ministère de la Défense nationale, 2008c).

Comme ailleurs, l'armée canadienne fait la distinction entre les affaires publiques nationales et les affaires publiques opérationnelles. Dans les deux cas, les informations visent un

public national, mais l'information opérationnelle est centrée sur les activités militaires sur le théâtre d'opérations. « La communication opérationnelle vise à garantir une perception de l'action de la force susceptible d'une part d'en assurer la compréhension et le soutien par l'opinion, et, d'autre part, de faciliter l'action militaire par la contribution à la création d'un environnement favorable », décrit la doctrine française (CICDE, 2007, p. 6). En plus de la facilitation du travail des médias, les activités d'affaires publiques comprennent la production de l'imagerie de combat ainsi que l'analyse de l'environnement pour mesurer et comprendre l'information qui porte sur les forces armées.

La guerre de l'information menée par le truchement des services des affaires publiques est une guerre d'influence. Les services de communication militaires qui ont pris un essor marqué depuis les années 1990-2000 ont compris la nécessité de se positionner favorablement sur le terrain de l'information et de la communication. À partir de la guerre du Golfe de 1991, la guerre électronique des armes et la guerre satellitaire de la télévision ont poussé les armées à une plus grande prise de conscience de la composante informationnelle dans la conduite de la guerre. Le conflit du Golfe est « une guerre de la communication » par le double effet de l'information censurée des *pools* et le relais de l'information par des systèmes informatiques (Mattelart, 1992, p. 138-141). Plus que jamais auparavant, et c'est ce que démontre la canalisation de l'information vers le conduit très étroit du *pool*, les nouvelles capacités techniques allaient permettre aux médias de se déployer plus facilement sur le terrain et constituer une gêne considérable pour les opérations militaires.

La guerre de l'information est bien sûr de loin antérieure à la guerre du Golfe. Durant les deux guerres mondiales, les gouvernements et les armées ont mis en place des institutions de censure et de propagande pour influencer les populations nationales et étrangères ainsi que l'ennemi. La mobilisation planifiée d'un grand nombre de correspondants de guerre, surtout dans la Deuxième Guerre mondiale, est l'une des manifestations de la guerre de la communication orientée vers le front intérieur. Dans plusieurs pays, on voit alors apparaître des officiers de relations publiques chargés de diffuser les informations officielles et de contrôler le contenu de la presse. « Comme dans la Première Guerre mondiale, les succès militaires étaient exagérés pour renforcer la fierté nationale et les revers étaient minimisés pour maintenir le moral » (Desmond, 1984, p. 463). Le contrôle de l'information au front y a certes beaucoup contribué, mais cela a été

facilité par le fait que la presse a vu aussi cette guerre comme « une guerre de survie nationale » (Hudson et Stanier, 1997, p. 64).

Malgré l'absence de la censure préalable pour les médias au Vietnam, une vaste campagne d'information a été menée. Dans ce conflit, « le personnel des relations publiques des États-Unis a déployé des efforts considérables pour empaqueter la consommation nationale et internationale » (Carruthers, 2011, p. 98). Dans son ouvrage *The Uncensored War*, Daniel Hallin a noté que la guerre du Vietnam était une « guerre de relations publiques », non pas tant en raison de l'effort dévolu à la politique de l'information, mais en raison de l'objectif principal qui était, dans une guerre limitée, de briser la volonté de l'ennemi (Hallin, 1986, p. 35). Cette entreprise a été fortement handicapée par les problèmes de clarté et les incohérences de la stratégie politique. Cependant, cet aspect stratégique et psychologique de la politique et de la conduite de la guerre est indissociable de l'aspect tactique de contrôle et de surveillance de l'information médiatique. Les agences officielles d'information au Vietnam avaient comme objectif de « gagner les cœurs et les esprits du peuple vietnamien pour soutenir l'effort de guerre américain en essayant d'influencer favorablement les journalistes, recueillir des renseignements sur les tactiques de guerre psychologique de l'ennemi et saper son moral » (Mattelart, 1992, p. 131).

Communiquer la guerre, c'est chercher à briser le moral et la volonté de l'ennemi et c'est aussi mener la « guerre médiatique » (Badsey, 2008 ; Cottle, 2006 ; Mercier, 2004 ; Taylor, 2003 ; Prestat, 1992). À l'ère des réseaux de télévision, « les dirigeants politiques ont très bien compris non seulement l'influence que le mixte information-propagande, quotidiennement livré à domicile, pouvait avoir sur l'ensemble des téléspectateurs, mais aussi le rôle important que les médias audiovisuels pouvaient jouer dans une guerre » (Prestat, 1992, p. 49). Les médias sont comme la météo, une donnée bonne ou mauvaise, prévisible, mais pas complètement, et que les armées ne peuvent pas ignorer (Badsey, 2008, p. 12). L'arrivée des médias socionumériques offre de nouvelles opportunités de reportage aux journalistes (Matheson et Allan, 2009), mais elle s'accompagne aussi d'une plus grande menace de désinformation.

Commentant plus tard l'évolution des services d'affaires publiques comme entités de communication, Barry Zorthian, qui a dirigé le *Joint United States Public Affairs Office* (*JUSPAO*) au Vietnam, note qu'à l'époque déjà, l'armée ne faisait plus de propagande comme à l'ancienne et résume la nouvelle mentalité qui caractérise les affaires publiques modernes et le « communicateur » au fait des réalités politiques et médiatiques : « Il a un sens pour les gens d'un

pays, pour ce qu'ils pensent et comment ils pensent ; il peut sentir comment ils sont susceptibles de réagir à une politique ou une action donnée. Le professionnel de la communication sait également utiliser au mieux les médias. Il connaît leurs limites et leurs capacités et comment contourner l'une et exploiter l'autre » (cité par Braestrup, 1994, p. 15).

Après un verrouillage très strict de l'accès journalistique, notamment durant la guerre des Malouines et la guerre du Golfe, les armées ont adopté un contrôle de l'information plus ouvert sans se priver d'un droit de regard sur la sécurité opérationnelle et certaines dimensions sensibles, comme les images, les prisonniers et les victimes de la guerre. Au lendemain de la guerre du Golfe, la prédiction suivante s'inscrivait dans cette veine :

> Il sera sans doute nécessaire de trouver et d'envoyer dans la zone des combats de véritables correspondants de guerre, vivant avec les unités, partageant leurs fatigues et leurs risques. Ils ne pourront plus se contenter d'interroger des témoins et de fournir des images d'atterrissages d'avions, de bivouacs ou de colonnes de ravitaillement. Il faudra inventer un style, des formules dans des conditions de travail très rudes, où l'émission en direct ne tiendra peut-être plus la place essentielle (Prestat, 1992, p. 84).

La communication militaire en temps de guerre a évolué grâce à une institutionnalisation des services des affaires publiques en matière de politiques et de reconnaissance par les états-majors, une systématisation des pratiques par des équipes mieux formées et une mobilisation des ressources humaines et matérielles nécessaires pour la planification et l'exécution des directives opérationnelles.

Il faut néanmoins véritablement attendre la guerre en Irak, en 2003, pour voir une nouvelle formule qui délaisse les pratiques controversées du passé et table sur une coopération plus ouverte. C'est la formule de l'*embedding* qui consacre cette évolution. À la suite d'une directive du Pentagone, l'accréditation de centaines de journalistes dans les opérations militaires en Irak a constitué un tournant au sein des affaires publiques et de la communication militaire. L'*embedding* est un dispositif informationnel pensé à la fois pour encadrer les médias sur le terrain et pour servir les objectifs de communication de l'armée.

Communiquer la guerre, c'est surveiller les médias. L'approche théorique de la surveillance[2] se révèle féconde pour l'analyse des relations armée-médias. Le contrôle militaire s'effectue à travers différents dispositifs qui surveillent le front et l'arrière et qui incluent la mobilisation de l'opinion et la « guerre des cœurs et des esprits (Mattelart, 2007, p. 43, 112, 170 ; 1992). La stratégie d'intégration des journalistes en Irak a été analysée à travers le passage d'une stratégie répressive à une stratégie de contrôle basée sur la flexibilité (Fuchs, 2005, p. 198-199). La gestion

médiatique cherche plus à influencer et moins à contrôler les contenus des médias (Shaw, 2007, p. 133).

La coopération ouverte s'accompagne donc d'un contrôle plus souple et plus subtil. Dans cette approche de la surveillance, différents dispositifs agissent concomitamment pour gérer l'accréditation et la circulation journalistiques (dispositif de visibilité), pour réguler l'accès opérationnel des médias (dispositif de clôture), pour sanctionner les conduites journalistiques indésirables par des règles (dispositif de pénalité), pour prélever des renseignements utiles sur le corps journalistique (dispositif de capture), pour surveiller et repérer les communications médiatiques (dispositif panoptique), puis pour planifier la dimension affaires publiques et acquérir la supériorité informationnelle (dispositif informationnel) (Bizimana, 2014). Ultimement, l'influence consiste à générer une publicité positive et à éviter autant que possible une publicité négative tout en acceptant qu'elle soit parfois inévitable.

Pour la responsable des affaires publiques au Pentagone au moment de la guerre en Irak, l'*embedding* est un plan de communication avec des objectifs précis, une stratégie claire et des audiences cibles :

> […] les objectifs du programme d'intégration étaient de renforcer et de maintenir le soutien à nos troupes et de dissuader ou de neutraliser les tactiques de désinformation et de tromperie du régime irakien. La stratégie était tout aussi simple : atteindre la supériorité informationnelle [*information dominance*]. Employer autant de moyens que possible – principalement les médias d'information – pour remplir autant de vides d'informations que possible avec des informations précises sur les activités militaires (Clarke, 2006, p. 175).

Le plan de communication implique néanmoins de communiquer sur le plan lui-même. Le service des affaires publiques propose, le commandement dispose. Le reste est une question d'organisation avec la planification des ressources humaines et de l'infrastructure nécessaire pour exécuter le plan au moment opportun. Dans le recueil *Communicating War*, Sarah Maltby explique que l'évolution des dispositifs de la censure vers des systèmes de transparence démontre « comment les militaires sont de plus en plus soucieux de développer des mécanismes hautement sophistiqués pour vendre et justifier les opérations de guerre au public » (Maltby et Keeble, 2007, p. 5).

Tout bon plan de communication doit prévoir toutes les éventualités : « Dans les bons moments, cela signifie mettre un projecteur brillant et constant sur vos réalisations. Dans les moments difficiles, cela signifie se concentrer sur les erreurs avec la même agressivité, afin qu'elles soient nettoyées plus rapidement » (Clarke, 2006, p. 85). Les institutions de communication

militaire et de commandement sont porteuses d'un bagage historique sur les relations armée-médias et le travail des médias. La méfiance entre les militaires et les médias est bien documentée dans la littérature et, bien qu'elle ait été fortement plus ressentie dans l'ère post-Vietnam, elle trouve néanmoins ses racines dans les guerres du XIX^{e} siècle.

Si, dans le passé, certaines critiques ont porté sur le « péché originel d'indiscrétion » (Bizimana, 2013, p. 48), les armées ont également cherché à prendre en compte les effets du travail médiatique et de ses rouages dans son ensemble. La guerre de la communication passe par une compréhension plus fine du fonctionnement du champ médiatique, ses routines et ses codes. L'évolution de la communication militaire est donc passée par la professionnalisation des affaires publiques et la « formation aux médias » des corps de métier des armées. Dans le « jeu de relations dialectiques entre le politique, le militaire et le système médiatique », la méfiance des professionnels de la communication militaire est basée, par exemple, sur le fait que les journalistes « [cherchent] toujours à trouver la difficulté ou la faille à exploiter » (Ollivier-Yaniv, 2000, p. 34 et 81). La méfiance est en réalité réciproque, car, face aux restrictions et aux tentatives d'influence de leurs sources gouvernementales et militaires, plusieurs journalistes font preuve d'« une éthique de résistance à la manipulation de l'information en temps de guerre » (Tumber et Webster, 2006, p. 18). Les guerres récentes qui ne sont plus des guerres de survie nationale suscitent peu une adhésion presque aveugle à l'effort de guerre comme dans les deux guerres mondiales, mais des manifestations de patriotisme médiatique accompagnent toujours les conflits.

Dans les relations armée-médias, les rapports de force s'exercent à différents niveaux et peuvent aussi bien comporter la carotte que le bâton :

> Les militaires tentent une gamme de stratégies pour s'assurer qu'ils reçoivent des messages appropriés et acceptables sur leurs activités, de la culture à long terme des contacts dans les médias, à l'octroi d'un accès privilégié aux journalistes favorisés, aux menaces physiques agressives envers les journalistes qui se rapprochent trop des situations que les militaires ne veulent pas qu'ils voient (Tumber et Webster, 2006, p. 21).

La guerre médiatique se fait à double titre : « la guerre grâce aux médias », où les médias jouent un rôle d'adjuvant de l'action militaire, et « la guerre faite aux médias », quand les médias gêneurs ou ennemis deviennent eux-mêmes des cibles (Mercier, 2004). Dans l'optique des médias comme multiplicateurs de la force, « un commandant qui s'y connaît en médias cherchera également à utiliser les médias pour influer directement sur les plans de l'ennemi, dans le cadre d'une opération de déception militaire » (Payne, 2005, p. 85). Ce point de vue défend l'imbrication opérationnelle entre les affaires publiques et l'action psychologique.

La dimension communicationnelle de la guerre se fonde à la fois sur le journalisme intégré, les pressions gouvernementales, les manipulations et les relations publiques (Arboit et Mathien, 2006 ; Charon et Mercier, 2004). L'intégration médiatique est un espace de surveillance qui repose sur un dispositif disciplinaire qui codifie les mouvements et les pratiques journalistiques et un dispositif de contrôle qui vise l'accomplissement d'une visibilité permanente et subtile. Dans cette perspective, la surveillance militaire des journalistes s'exerce à travers une multitude de conduites qui sanctionnent les mauvais élèves, récompensent les bons et catégorisent entre les profils positifs, négatifs et neutres (Bizimana, 2014). La configuration de l'*embedding* comme dispositif favorise le point de vue principalement tactique et offre un très haut niveau de contrôle avec le choix que se réserve l'armée des sites opérationnels à couvrir par les médias (Payne, 2005, p. 86). C'est le contrôle de la performance militaire par « la régulation du contact » entre l'armée et les représentants des médias (Maltby, 2012, p. 78-79). Comme dispositif de clôture, l'*embedding* agit comme un espace de quadrillage et de filtrage du mouvement journalistique.

La communication de guerre est *un ensemble de politiques institutionnelles et de pratiques d'acteurs militaires portant sur des opérations de guerre et visant à générer et à canaliser des discours et des représentations destinés à des publics internes et externes à travers des dispositifs d'information et de surveillance.* Les publics internes renvoient aux publics des entités militaire, politique et civile domestiques tandis que les publics externes réfèrent aux mêmes entités étrangères amies et ennemies. En vue d'atteindre des objectifs de communication opérationnels, les relations planifiées avec les médias jouent un rôle de premier plan.

La guerre de l'information repose sur la compétition des discours sur les plans stratégique et tactique. Au « discours stratégique » des centres de décision politiques et militaires (*strategic narrative*) (Simpson, 2012) s'ajoute le « discours médiatique » sur les politiques et les opérations de la guerre. Le discours médiatique est produit par les professionnels de l'information, mais les sources militaires sont des interlocuteurs clés. L'histoire de la propagande de guerre et des relations armée-médias regorge de demi-vérités et de contrevérités, mais « une communication efficace repose sur la crédibilité » (Payne, 2008, p. 45) et la divulgation éthique (Williams, 2002). C'est d'ailleurs le credo de la profession des affaires publiques. Au sein des armées, certains appellent à une démarcation doctrinale et pratique claire entre la propagande des opérations d'information et l'information publique des affaires publiques pour ne pas risquer que la communication militaire perde la crédibilité (Nielson-Green, 2011). La bataille des discours cherche à peser sur la narration

de la guerre et à influencer les représentations et les discours sur la guerre (Carpentier, 2007). L'émergence des dispositifs journalistiques en temps de guerre traduit ce positionnement stratégique et tactique pour influencer la narration et les représentations des opérations militaires.

Négocier l'information

Le journalisme de guerre est un *beat*. Le concept journalistique de *beat* est défini comme un « *objet de reportage* complexe » qui est relié à des thématiques propres et à un territoire particulier (Fishman, 1980, p. 28-29). Le journaliste qui couvre la guerre est assigné à un territoire spécifique, et son travail s'inscrit dans des relations sociales et des rapports de force qui caractérisent ce territoire. Le journalisme de guerre est un journalisme de spécialité (Marchetti, 2002). Il s'est développé de manière spécifique avec ses propres règles dans l'espace opérationnel et un traitement particulier pour les correspondants de guerre. La codification du journalisme de guerre a véritablement commencé entre la fin du XIX^{e} siècle et le début du XX^{e} siècle. Le territoire de la guerre est un territoire de relations tendues (Carruthers, 2011 ; Allan et Zelizer ; 2004, Knightley, 2004 ; Mathien, 2001, Braestrup, 1985[3]) et un territoire de risques pour les journalistes (McLaughlin, 2016 ; Bizimana, 2006 ; Feinstein, 2003). Les relations et les risques ont une incidence sur la couverture médiatique des opérations militaires.

La guerre en soi est un événement extraordinaire, mais paradoxalement, le journalisme de guerre est un journalisme de routines. Étudier les relations armée-médias et la couverture journalistique de la guerre passe par une compréhension du fonctionnement des médias, des valeurs journalistiques et de la nature des interactions entre les journalistes et leurs sources. Un macroévénement aussi important que la guerre n'a de valeur informationnelle qu'à travers sa construction par les journalistes et une négociation constante avec les sources sociopolitiques et militaires.

> Les routines impliquées dans la relation médias-armée ont leur propre logique qui façonne le contenu des informations au-delà de la simple suppression ou censure des informations. Elles imposent un cadre d'interprétation qui agit contre des perspectives alternatives. Comme pour les autres relations avec les sources-médias, la forte dépendance des journalistes à l'égard de l'armée pour obtenir des informations peut produire une cooptation, conduisant à une acceptation sans réserve des cadres de référence militaires (Shoemaker et Reese, 1996, p. 130).

Dans le territoire du *beat*, un journaliste témoigne de ce qu'il a vu et de ce qu'il a entendu. Ce qu'il a entendu veut surtout dire ce qu'on lui a raconté. Pour ce faire, il est susceptible d'adopter des conduites répétitives qui rendent prévisibles ses mouvements et le rendent localisable

(Fishman, 1980, p. 43-44). Informer nécessite de parler à des sources qui connaissent la spécialité du journaliste. Sa quête de l'information passe par des points de contact précis comme l'officier d'information (Fishman, 1980, p. 43-44). Fishman réfute l'idée d'un événement objectif qui est simplement donné à voir et défend plutôt l'idée d'un événement construit à travers un filtre perceptif et une relation entre une personne dotée d'un schème d'interprétation et de pertinence ainsi que des comportements dans la réalité (Fishman, 1980, p. 77).

Les premières études sur le journalisme ont évoqué la fonction d'un sélectionneur (*gate keeper)* dans une chaîne de l'information (White, 1950). Cette approche théorique s'est complexifiée avec des études subséquentes, mais l'idée de base reste celle d'une production de l'information comme un processus de sélection dans une multiplicité de faits. À la suite des travaux de McCombs et Shaw (1972), le courant de recherche dit de *l'agenda-setting* a avancé que les médias pouvaient déterminer l'agenda, ou ordre du jour, et ainsi modeler la réalité politique. En sélectionnant certaines nouvelles et pas d'autres, les médias jouent un rôle dans le fait qu'on parle de certains sujets et pas d'autres.

Dans *Public Opinion*, Walter Lippmann a parlé ainsi de la nature de l'information :

> Les nouvelles ne vous disent pas comment la graine germe dans le sol, mais elles peuvent vous dire quand le premier germe perce la surface. Cela peut même vous dire ce que quelqu'un dit qu'il arrive à la graine sous terre. Cela peut vous dire que la germination n'est pas apparue au moment prévu. Plus il y a de points où tout événement peut être fixé, objectivé, mesuré, nommé, plus il y a de points où des nouvelles peuvent se produire (Lippmann, 1965, p. 216).

Cette assertion de Lippmann traduit bien ce qui se passe quand les journalistes rapportent la guerre. Les journalistes voient rarement la germination des opérations militaires. Ils peuvent être témoins de certains contacts avec l'ennemi, comme les combats, mais la plupart des points qui composent l'information de guerre sont des comptes rendus tiers sur la germination et l'éclosion de différentes étapes de la belligérance. Le reportage de guerre est un assemblage d'éléments hétérogènes, de fragments reconstitués qui rendent compte des événements de la guerre. Plusieurs facteurs influencent la couverture de ces événements.

Les médias construisent les événements qui se retrouvent dans l'actualité à travers plusieurs filtres organisationnels, culturels et conjoncturels. Plusieurs critères influencent ce qui a une valeur informationnelle. Dans leur étude sur l'information internationale, Galtung et Ruge ont relevé douze facteurs : la fréquence, l'ampleur, la clarté, la signification, la consonance, la rareté, la continuité, la composition [au sens de lien avec l'ensemble], la référence aux nations d'élite, la référence aux élites, la référence aux personnes et la référence à quelque chose de négatif (Galtung

et Ruge, 1965, p. 70-71). Plusieurs combinaisons entre ces facteurs sont possibles et certaines peuvent avoir une valeur informationnelle élevée. C'est le cas de la combinaison du caractère négatif avec la référence aux nations d'élite, aux élites ou aux personnes (Galtung et Ruge, 1965, p. 71). La liste de Galtung et Ruge a été revisitée en tenant compte, notamment, de l'influence des relations publiques, de l'agenda propre des médias et des médias socionumériques (Harcup et O'Neill, 2001, 2016). Même si les différents facteurs relevés par divers chercheurs peuvent fluctuer selon les pays et les époques, ils constituent un élément important de la production de l'information. En raison de leur prévisibilité, les facteurs qui déterminent la sélection de l'information deviennent des outils d'influence : « Les professionnels des relations publiques et les "spin doctors" utilisent leur connaissance des valeurs de l'information pour placer ou influencer des histoires dans les médias » (Harcup et O'Neill, 2001, p. 172).

Plusieurs études soulignent les critères de négativité et de conflit dans la sélection de l'information. Dans la couverture médiatique, « le conflit est intrinsèquement plus intéressant que l'harmonie » (Shoemaker et Reese, 1996, p. 106). « Presque tous les journalistes apprécient le conflit. Presque toutes les critiques des médias attaquent les journaux pour avoir mis l'accent sur le conflit. Mais les événements de type conflit fournissent une ressource récurrente pour embarrasser les puissants » (Schudson, 2012, p. 57). Dans l'histoire des relations armée-médias, ces critiques sont récurrentes. Un sondage auprès d'officiers américains a révélé que la majorité pensait que les médias étaient plus intéressés par des nouvelles négatives et des scandales que par des histoires positives (Aukofer et Lawrence, 1995, p. 183).

La guerre comme ensemble d'événements peut certainement être étudiée à travers les trois instances de construction des événements que sont les « promoteurs d'informations », les « assembleurs d'informations » et les « consommateurs d'informations » (Molotch et Lester, 1974, p. 104). Les promoteurs ont intérêt à ce que certains événements deviennent publics : « Penser aux couvertures possibles fait partie du travail du créateur des nouvelles et est essentiel à la création efficace d'événements » (Molotch et Lester, 1974, p. 104). Des promoteurs puissants qui disposent de ressources peuvent exercer des pressions sur le travail médiatique routinier de collecte et de sélection de l'information. Différents professionnels de la rédaction recueillent des informations auprès des promoteurs et jouent donc le rôle d'assembleurs. Dans ce rôle qui consiste à rendre publics des événements, les médias doivent sélectionner les plus extraordinaires, intéressants ou

importants (Molotch et Lester, 1974, p. 105). Les publics comme consommateurs façonnent également la construction d'événements même s'ils disposent de moins de ressources.

Les événements sont envisagés dans une partition de quatre éléments séparés par l'intentionnalité (les événements de routine et les scandales) et la non-intentionnalité (les accidents et les heureux hasards) (Molotch et Lester, 1974, p. 106-111). Les événements de routine sont des événements intentionnels prévisibles et souvent répétitifs, comme les conférences de presse (Molotch et Lester, 1974, p. 106). Les scandales sont des événements inattendus qui sont promus par d'autres sources que leurs auteurs (massacre du My Lai, Watergate). Les accidents sont non intentionnels et sont également promus par d'autres personnes que leurs auteurs (marées noires, cafouillages). Les heureux hasards sont des événements non prévus qui sont promus par leurs auteurs, mais qui sont peu fréquents et difficiles à déceler. L'analyse de Molotch et Lester démontre comment ce qu'ils appellent des « *occurrences* » (faits marquants ou significatifs) deviennent des événements publics (Molotch et Lester, 1996, p. 102-103). Avec les critères de prévisibilité et de cyclicité, « l'occurrence la plus fréquente du travail journalistique est bien l'événement de routine prévisible » (Neveu, 2002, p. 52).

Il existe donc un processus complexe qui sous-tend ce qui fera les nouvelles du jour, ce qui est d'intérêt informationnel (*newsworthiness*). Tuchman (1978, p. 190-191) réfère aussi à la différence entre les événements comme *occurrences* et les événements médiatiques. Les événements médiatiques sont ceux auxquels les journalistes ont accolé des attributs particuliers. De par leurs relations avec d'autres institutions et leurs propres organisations ainsi que leur connaissance des événements passés, les journalistes parviennent à créer des routines qui leur permettent d'accorder une valeur informationnelle à certains événements. La production de l'information est un processus continu de négociation qui implique les journalistes, les institutions qu'ils considèrent comme légitimes et les entreprises de presse (Tuchman, 1978, p. 211). Les institutions légitimes comme l'État ont un fort pouvoir d'influence. Les salles de rédaction sont des organisations hiérarchisées avec des rôles distribués où les rédacteurs en chef exercent une grande influence sur ce qui fera les nouvelles du jour.

Par ailleurs, les journalistes classifient les nouvelles en fonction de leur contenu. On retrouve la distinction classique entre les *hard news* et les *soft news*. Même si la distinction est relative à certains égards, les *hard news* réfèrent aux présentations factuelles dignes de faire l'actualité alors que les *soft news* réfèrent généralement aux faits divers ou à ce qu'on appelle les nouvelles d'intérêt

humain (Tuchman, 1978, p. 47-48). Les *hard news* requièrent urgence et vitesse dans la collecte et le respect des heures de tombée (Tuchman, 1978, p. 51 ; 1973, p. 118). Il y a aussi les *spot news* (événements inattendus de dernière minute), les *developing news* (événements en cours dont les faits prennent le temps à émerger) et les *continuing news* (événements traités sur le temps long). Les événements sont hiérarchisés et présentés (typifiés) par les journalistes selon la manière dont ils se produisent et selon la structure organisationnelle de leurs médias (Tuchman, 1978, p. 49-69). La catégorisation comme routine journalistique est une manière de gérer l'imprévu (Tuchman, 1973). Les journalistes travaillent dans un environnement où le temps de collecte de l'information et l'espace de livraison sont limités. Le travail journalistique est marqué par un double rapport au temps, « le travail en urgence et l'urgence dans le travail » : le premier rapport concerne l'urgence comme rationalisation planifiée du travail et le second rapport définit l'urgence en tant que rupture dans le temps urgent déjà planifié (Rozenblatt, 1995, p. 74). L'urgence est un élément de la culture du journalisme.

Gans (1979) s'est aussi intéressé au processus de production de l'information et comment les journalistes et différents autres acteurs décident ce qui fait l'information. Gans a choisi d'ignorer la couverture de la guerre du Vietnam dans son analyse quantitative parce qu'il s'intéressait plus à l'aspect domestique, mais il offre néanmoins quelques éléments intéressants sur la couverture de cette guerre. Ses conclusions offrent les clés pour comprendre les valeurs et les relations qui influencent le processus de production de l'information. Il lie la production de l'information à des valeurs sociétales que s'approprient les journalistes : « Beaucoup de nouvelles concernent la violation des valeurs ; la criminalité et les catastrophes ne sont pas signalées parce que ces phénomènes sont souhaitables, c'est pourquoi les journalistes et le public parlent de mauvaises nouvelles » (Gans, 1979, p. 40). Ces valeurs sont de plusieurs ordres et ne sont pas toujours décelables dans les nouvelles, mais la production de l'information tend vers la préservation de ces valeurs.

Dans les entreprises de presse, les journalistes jouent un rôle de suggestion. Ils doivent « vendre une histoire » aux responsables de la rédaction qui « achètent » ce qui fera l'actualité dans un environnement où l'offre dépasse souvent la demande (Gans, 1979, p. 90). Certes, une guerre ou une élection s'imposera en partant comme ayant une valeur informationnelle évidente, dit Gans, mais la transaction vendeurs-acheteurs reste une donnée fondamentale de la sélection des nouvelles. À partir de là, on peut bien sûr voir que même dans une guerre ou une élection, tous les

événements n'ont pas la même valeur d'évidence, et qu'ils restent sujets à une sélection négociée. Gans explique que durant la guerre du Vietnam, les journalistes couvraient les faits les plus marquants, comme les batailles et les opérations de type *Search and Destroy,* mais les rédactions choisissaient d'en montrer les scènes les plus dramatiques : « Les nouvelles sont donc souvent des faits marquants des faits marquants » (Gans, 1979, p. 92).

Les routines journalistiques sont un élément crucial au cœur de la relation entre les journalistes et leurs sources. Les sources influencent les journalistes, car ces derniers utilisent des « canaux de routine » pour collecter l'information et ont tendance à privilégier des sources officielles (Sigal, 1973). Gans a caractérisé la relation entre les journalistes et les sources comme une danse dans laquelle les sources mènent le plus souvent (Gans, 1979, p. 116). La recherche de l'accès par l'une ou l'autre des parties n'est pas désintéressée :

> Les journalistes voient les gens principalement comme des sources potentielles, mais les sources se voient elles-mêmes en tant que personnes ayant la possibilité de fournir des informations qui favorisent leurs intérêts, de faire connaître leurs idées ou, dans certains cas, avoir leurs noms et leurs visages dans les nouvelles (Gans, 1979, p. 117).

Le pouvoir des sources s'exerce en refusant l'accès journalistique et c'est la première forme de censure (Gans, 1979, p. 120). Gans donne deux exemples liés à la guerre du Vietnam. Le premier traite des militaires qui éloignaient les journalistes des batailles qui ne se passaient pas bien en limitant le transport vers le front, et le second évoque la difficulté qu'avaient les journalistes à interviewer les hommes de troupe, car ils étaient moins optimistes que les officiers (Gans, 1979, p. 120). Le contrôle de l'accès journalistique est un facteur crucial du contrôle de l'information militaire. On peut évoquer également l'accès verrouillé aux tranchées de la Première Guerre mondiale (Delporte, 2004 ; Farrar, 1998) et aux *pool*s de la période post-Vietnam (Combelles-Siegel, 1996), des Malouines (Mercer, Mungham et Williams, 1987 ; Farris, 1983) et du Golfe (MacArthur, 1992). Les fortes restrictions sur la couverture médiatique de la guerre du Golfe ont constitué « un type puissant de routine axée sur les sources et les journalistes étaient obligés de s'adapter en conséquence » (Shoemaker et Reese, 1996, p. 130). L'accès n'est pas nécessairement l'élément le plus important du contrôle médiatique dans chaque guerre, mais c'est certainement l'élément le plus marquant en raison des attentes journalistiques exigeant une présence là où se passent des événements. La présence d'un journaliste comme témoin oculaire est un gage de crédibilité (Zelizer, 2007). Dans l'approche de la surveillance, le contrôle de l'accès est obtenu par la gestion de la circulation dans un dispositif de clôture (Bizimana, 2014).

Selon Gans, la disponibilité et la pertinence (*suitability*) des sources sont des éléments importants qui déterminent leur désirabilité par les journalistes. Par ailleurs, les sources exercent un pouvoir dans la relation avec leur capacité de suggérer des informations propices. Gans donne l'exemple où le Pentagone fournissait aux médias, au Vietnam, des images de bombardements, car il était difficile de couvrir la campagne aérienne (Gans, 1979, p. 121-122). L'approvisionnement des médias en images par les armées date de la Première Guerre mondiale. Dans les guerres des XX^e^ et XXI^e^ siècles, la production de l'imagerie est devenue un élément incontournable de la communication de guerre. Dans la même veine que les événements de routine, Gandy (1982) a proposé le concept de « *subsides à l'information* » en référant aux efforts fournis par les relations publiques pour alimenter à moindre prix les médias avec des éléments qui facilitent leur travail de collecte et de sélection de l'information.

Les sources peuvent aussi créer des événements susceptibles d'être couverts par les médias. C'est ce que Gans appelle des « événements médiatiques » (*media events*). Les journalistes ne sont pas obligés de couvrir ces événements préprogrammés et peuvent même refuser d'y assister s'ils croient qu'ils sont instrumentalisés (Gans, 1979, p. 122-123). Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les médias participent régulièrement à des conférences de presse organisées par les promoteurs militaires. Ces points de presse s'accompagnent généralement de la publication d'un communiqué de presse qui décrit le contenu des événements discutés par les auteurs ou les porte-parole militaires. Évidemment, la conférence de presse du général Bernard Montgomery avec les correspondants de guerre alliés peu après le débarquement de la Normandie n'a rien à voir avec les *five o'clock follies* de la guerre du Vietnam. Les conférences de presse quotidiennes ont commencé avec la télévision au Vietnam et se sont intensifiées avec la télévision en direct à partir de la guerre du Golfe. Les conférences de presse sont un outil de planification et de promotion des affaires publiques et un événement de routine pour les journalistes qui couvrent les opérations militaires. Les relations publiques militaires deviennent de véritables « machines à histoires » en raison de leur capacité à « approvisionner » la bête médiatique (Bizimana, 2017, p. 173-177) dans une perspective de promotion d'intérêts particuliers (Cottle, 2003).

Nous inscrivons les relations armée-médias dans une relation fonctionnelle d'intérêt. Il existe entre l'armée et les médias une « affinité bureaucratique » au sens où un système médiatique bureaucratique attend d'un autre système bureaucratique organisé de la matière première nécessaire à la production de l'information (Fishman, 1980, p. 143). Dans cette relation, la production de

l'information repose en grande partie sur une matière première fiable et prévisible. Dans une étude sur la police, Fishman a remarqué que la sélection des nouvelles sur le crime était basée sur ce que la police rend disponible à la presse (Fishman, 1981, p. 382). Cette constatation cadre avec l'importance de la relation entre les journalistes et les sources légitimes. Hall *et al.* (1978) ont parlé des sources officielles hautement crédibles comme étant des « définisseurs primaires » de l'information, mais cette approche ne tient pas compte, notamment, des conflits organisationnels internes, des changements avec le temps ou de la proactivité des médias (Schlesinger et Tumber, 1994). La relation entre les sources et les journalistes est basée sur un processus dynamique de contrôle négocié complexe qui repose tant sur des aspects matériels que sur des relations sociales et culturelles (Ericson, Baranek et Chan, 1989 ; Berkowitz, 2009), ainsi que sur des perceptions et des tactiques d'acteurs (Charron, 1991) de même que sur des rôles particuliers (Bizimana, 2017). La négociation oscille entre la coopération et le conflit (Ericson, Baranek et Chan, 1989 ; Berkowitz, 2009 ; Charron, 1991).

La relation négociée entre les militaires et les journalistes commence par des étapes administratives comme l'accréditation puis s'étend vers la circulation dans l'espace opérationnel et les relations avec les services de communication militaires, les commandants et les soldats. Comme dans les autres grandes organisations publiques et commerciales, les services de relations publiques (affaires publiques) des armées constituent le point de jonction principal entre l'institution militaire et les médias : « L'approche des routines prédit que les médias concluent des accords qui fournissent le contenu le plus acceptable, même si cela signifie de se conformer à un contrôle militaire rigoureux de l'information » (Shoemaker et Reese, 1996, p. 130). Cette dernière assertion se rapporte à la guerre du Golfe, mais l'approche des routines est aussi utile pour analyser les accords qui régissent le dispositif d'intégration (*embedding*) et le contrôle souple et subtil qui le caractérise. La négociation entre les armées et les médias se matérialise à un niveau macro à travers les politiques et les plans opérationnels d'affaires publiques, mais aussi à un niveau micro à travers les relations individuelles et les rapports de force qui caractérisent les routines militaires et journalistiques.

Le projet de recherche

L'objectif général de cet ouvrage est donc de mieux comprendre cette nouvelle configuration des rapports armée-médias à travers le cas précis de la couverture médiatique de l'armée

canadienne durant la guerre en Afghanistan entre 2002 et 2011. La problématique est centrée sur deux questions générales : Quels sont les déterminants de la couverture médiatique de cette guerre ? Quelles sont les conditions d'exercice du reportage de guerre ? Plus précisément, il s'agira d'analyser le dispositif d'intégration et l'accès des médias au théâtre des opérations en Afghanistan. Pour comprendre comment l'armée canadienne a « communiqué la guerre », il faut comprendre la dynamique relationnelle entre les militaires et les journalistes sur le terrain. Pour ce faire, les référents théoriques présentés dans cette introduction seront mis à contribution. Quels jeux de négociation se matérialisent dans les rapports coopératifs ou conflictuels entre ces acteurs ? Négocier l'information de guerre est un processus complexe qui repose sur des règles, des routines et diverses interactions. Pour comprendre comment les médias intégrés informent sur la guerre, il faut aussi comprendre le contexte opérationnel dans lequel ils opèrent et comment ils se comportent dans leur environnement.

Dans les premières années de la guerre en Afghanistan, les journalistes canadiens et internationaux ont couvert les activités des Forces canadiennes avant la mise en place de l'intégration (*embedding*) comme politique d'affaires publiques du ministère de la Défense nationale. Le livre analyse d'abord la transition et se focalise ensuite sur le fonctionnement et l'opérationnalisation du « Programme des journalistes intégrés » (PJI) à travers différentes rotations des groupements tactiques de l'armée canadienne. Trois objectifs précis sont poursuivis :

1. Documenter les dispositifs d'accès journalistique aux opérations militaires de l'armée canadienne durant la guerre en Afghanistan entre 2002 et 2011 et leur mode opératoire. L'examen porte sur le rôle administratif et la structure bureaucratique du service des affaires publiques du ministère de la Défense nationale à Ottawa et du service des affaires publiques sur le théâtre opérationnel en Afghanistan.
2. Analyser les relations entre les militaires et les journalistes à travers leurs interactions. Il s'agit de révéler leurs stratégies et leurs tactiques respectives ainsi que les rapports de force qui s'exercent entre eux. Comment se négocie, d'un côté, la communication de la guerre auprès des médias et, de l'autre, l'accès journalistique aux opérations et aux sources militaires ? Dans une approche de la surveillance, l'analyse porte aussi sur les types de dispositifs de contrôle qui caractérisent les relations armée-médias, les conduites et les contre-conduites qui ont des effets sur les routines et les relations entre les différents acteurs.

3. Le troisième objectif consiste à analyser les conditions d'exercice du reportage de guerre. Il s'agit d'étudier les caractéristiques propres au territoire de la guerre et à l'environnement opérationnel et leurs effets sur la couverture médiatique. Je m'intéresse notamment à la question des risques auxquels les journalistes sont confrontés.

Pour étudier les relations armée-médias, parler aux acteurs en présence est indispensable. Cet ouvrage repose sur un corpus d'entrevues semi-dirigées avec des militaires qui ont été impliqués dans le programme canadien d'intégration et avec des journalistes qui ont été accrédités par l'armée canadienne. Les témoignages ont été recueillis auprès de 93 personnes, dont 63 journalistes intégrés, deux experts sur les risques travaillant pour les médias, sept commandants des forces opérationnelles et des groupes bataille, 19 officiers d'affaires publiques (OAP), un rédacteur du ministère de la Défense nationale et un soldat. Une grande majorité des journalistes interviewés étaient des Canadiens, mais trois étaient des journalistes internationaux (deux Américains et une Française). Parmi le personnel du service des affaires publiques, sept officiers étaient des OAP séniors. Seules huit personnes ont choisi de témoigner de manière anonyme.

Dans cet ouvrage, j'ai essayé le plus possible de reproduire l'atmosphère du moment pour mieux comprendre la portée des événements et les réactions des différents acteurs. Cela n'a pas toujours été facile pour une guerre qui a duré plus de dix ans avec une quinzaine de rotations de groupements tactiques, mais l'effort permet de situer les événements dans leur contexte. La trame narrative met également à contribution un large corpus documentaire constitué d'une variété de sources primaires (directives d'affaires publiques, différentes versions des contrats d'intégration, ou *ground rules*, rapports militaires d'incidents, documents internes de différents ministères obtenus par le processus d'accès à l'information et reportages médiatiques) et de sources secondaires (ouvrages écrits par les journalistes intégrés en Afghanistan, articles portant sur les relations armée-médias et la couverture de la guerre).

Rendre compte de ce qui s'est passé est une entreprise difficile, car on ne peut pas être exhaustif. Cet ouvrage essaie de raconter le plus important et le plus intéressant des relations entre les militaires et les journalistes en Afghanistan, des opérations tactiques de l'armée canadienne, des règles d'intégration et leurs violations, des conduites militaires et journalistiques, des politiques et des restrictions militaires de toutes sortes, des incidents sur le terrain, etc. Malgré une vaste collection de témoignages et de documents, la présentation n'offre que les expériences de ceux et celles qui ont accepté de témoigner. En ce sens, cet ouvrage n'a pas de prétention à

l'exhaustivité dans la mesure où d'autres acteurs ou expériences auraient pu orienter autrement certains éléments de la recherche.

Cet ouvrage est composé de dix chapitres qui s'enchaînent dans une séquence chronologique. L'organisation des chapitres est principalement centrée sur les rotations des groupements tactiques dont chacun opérait dans un contexte propre. Le premier chapitre traite de la couverture médiatique de l'opération *Apollo*, la première opération militaire canadienne à Kandahar, en Afghanistan, et du contact initial méfiant entre les journalistes et le service des affaires publiques. Le deuxième chapitre porte sur le début de la grande opération *Athena* et la première expérimentation du programme d'intégration par l'armée canadienne à Kaboul. Le troisième chapitre se penche sur le redéploiement des troupes à Kandahar (Force opérationnelle *Orion*) au cours de la deuxième phase de l'opération *Athena* et la mise en place d'un programme formel d'intégration par le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada. C'est une phase de consolidation du dispositif d'intégration malgré les défis. Le quatrième chapitre s'ouvre sur la couverture de l'opération *Medusa* et l'opérationnalisation de l'intégration au front. Dans la deuxième partie de ce chapitre comme dans les chapitres 5 à 8, la couverture médiatique se concentre sur la conquête difficile de la région du Panjwai et ses environs par les soldats canadiens. Les médias seront témoins de la « guerre des cœurs et des esprits dans les villages afghans. Plusieurs rotations seront marquées par la guérilla de l'ennemi et les défis de la reconstruction malgré le lourd tribut occasionné par les bombes artisanales des talibans. Un rapport fonctionnel va s'établir entre le service des affaires publiques de l'armée et les médias intégrés, mais plusieurs incidents vont créer des tensions dans leurs relations. La mort des soldats sera une priorité absolue des rédactions des médias au grand dam de l'armée. Le sixième chapitre traite de la plus grave crise de communication à la suite, entre autres, d'un incident impliquant les médias sur la colline Ghundy Ghar. L'emprise du gouvernement sur la communication de la guerre est évoquée dans le huitième chapitre, où Ottawa cherche à influencer la couverture médiatique en mettant l'accent sur le développement et la reconstruction. Le neuvième chapitre porte sur la mise en place de la stratégie de contre-insurrection dans le district de Dand et sur le désintérêt progressif des médias pour la guerre. Un incident fatal coûtera la vie à une journaliste et relancera la discussion sur les risques du journalisme de guerre. Le dixième et dernier chapitre concerne la dernière rotation de combat de la mission canadienne. La couverture médiatique est alors axée sur le retrait canadien de l'Afghanistan.

L’armée cherche à présenter les succès de la mission et les médias se demandent quel a été l’héritage de la guerre.

CHAPITRE 1

L'OPÉRATION *APOLLO* AVANT L'INTÉGRATION

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les correspondants étrangers des grands médias canadiens convergent au Moyen-Orient en vue de couvrir les opérations militaires visant à renverser le régime des talibans et à frapper les camps d'entraînement du réseau Al-Qaïda. Une poignée de journalistes se trouve déjà sur le terrain quand le ministre de la Défense Art Eggleton annonce l'envoi de 2000 soldats et de navires canadiens dans le cadre de l'opération *Apollo* en octobre 2001. Dans les derniers mois de 2001, la guerre en Afghanistan est essentiellement une affaire américaine, peu de médias canadiens sentent le besoin de commettre des ressources coûteuses en envoyant un correspondant dans la région. Le déploiement initial des forces spéciales canadiennes en décembre se déroule dans le secret.

Malgré les opérations navales, aériennes et spéciales déjà en cours, c'est l'arrivée du premier contingent canadien des troupes régulières à l'aéroport de Kandahar, au début de 2002, qui marque le début officiel de la contribution canadienne à la guerre contre le terrorisme et qui suscite un intérêt médiatique. L'entrée en scène des Canadiens s'accompagne de quelques controverses militaires et politiques. La communication dans cette guerre sera un défi immense pour les affaires publiques opérationnelles de l'armée canadienne. Au début de la guerre, les relations armée-médias sont pratiquement au point mort. Depuis le scandale de la Somalie, les affaires publiques dans l'armée canadienne sont un service poussif. Avec une demande de plus en plus forte d'information de la part des médias sur le terrain et au pays à mesure que les Forces canadiennes investissent le terrain, le service des affaires publiques doit organiser la couverture médiatique en partant de rien. Le plus grand défi ne sera pas d'ordre logistique, mais d'ordre philosophique. Les décennies de méfiance entre la presse et l'armée ne sont pas faciles à effacer et cela se fera sentir sur le terrain. Le travail des médias sera étroitement contrôlé avec des règles improvisées.

Le début des opérations militaires dans les montagnes afghanes sera largement couvert par les médias canadiens. La mort des premiers soldats canadiens va constituer un puissant électrochoc ressenti par le Canada et répercuté dans les médias. De nouveaux correspondants seront envoyés par les médias pour voir de plus près la tâche des Forces canadiennes sur le terrain. La couverture médiatique se concentrera alors sur la chasse des combattants de Ben Laden par les troupes

canadiennes et américaines. Les médias canadiens couvrent les premières opérations en Afghanistan sous de fortes contraintes militaires; leur couverture de la traque d'un ennemi invisible révélera une guerre parfois illisible.

1.1 L'arrivée des troupes canadiennes

Quand le lieutenant-colonel Pat Stogran est arrivé à l'aéroport de Kandahar à la mi-janvier 2002 pour préparer l'arrivée de ses troupes sur le terrain, la première journaliste qu'il a rencontrée a été Nahlah Ayed, alors correspondante de La Presse canadienne (PC). C'est à elle qu'il a livré ses premières impressions. Dans sa première entrevue, le tout premier commandant a dit à la journaliste qu'il se sentait comme un père excité en attente d'un bébé[1]. L'arrivée d'une équipe de reconnaissance avait été annoncée par la presse au Canada, mais cette rencontre sur le tarmac de Kandahar a surpris Stogran : « J'étais très impressionné que la première personne que j'allais rencontrer sur le terrain soit un journaliste[2] ». Avec le photographe de La PC Kevin Frayer, Nahlah Ayed était allée à la rencontre des troupes canadiennes à Kandahar après un passage dans les montagnes de Tora Bora aux côtés des moudjahidines de l'Alliance du Nord vers la fin de 2001. « L'Afghanistan m'a permis cette dernière poussée pour faire le saut en tant que correspondante à l'étranger », confiera plus tard Ayed (citée par Hanlon, 2008, p. 23). Dès son arrivée à Tora Bora, un citoyen dira à Ayed des paroles en oxymore qui donneront le ton à la présence occidentale et à la couverture médiatique du pays : « Les Afghans sont mieux connus pour deux choses – leur hospitalité et leur hostilité » (Ayed, 2002a, p. 15). Un terrain difficile attendait la mission canadienne, comme en témoigne une dépêche de la jeune correspondante de La PC: « La région de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, est un secteur anarchique, dévasté et imprévisible – sans parler des mines qui y pullulent. Les centaines de militaires canadiens qui seront bientôt sur place se retrouveront dans l'un des endroits les plus dangereux au monde » (Ayed, 2002b). Cette affectation, dira-t-elle ailleurs, équivaut au rêve de tout journaliste de couvrir un conflit que le monde entier regarde (Ayed, 2002c).

Pour le commandant Stogran, la présence inattendue de Nahlah Ayed dans cette zone de guerre traduisait en quelque sorte le journalisme audacieux et entreprenant : « Je me suis dit : "Ils sont professionnels et prennent beaucoup de risques ici"[3] ». Cette pensée du commandant augure-t-elle le mieux pour les autres correspondants de presse qui n'allaient pas tarder à affluer dans la zone de responsabilité canadienne, mais sous commandement américain ? Cette bonne disposition

allait-elle se manifester auprès de tout le commandement et de toute l'institution militaire ? Les journalistes allaient-ils satisfaire les attentes de professionnalisme ? Les pages qui suivent donneront quelques éléments de réponse.

Avant même que les premières troupes canadiennes n'arrivent sur le terrain, l'armée canadienne s'est retrouvée sur la sellette, notamment sur la question des uniformes des soldats et sur la logistique du futur déploiement. Mark MacKinnon du *Globe and Mail* a été l'un des premiers journalistes à se rendre à Kandahar. Il a écrit que les membres de l'équipe de reconnaissance étaient faciles à repérer dans leur accoutrement parmi les milliers de troupes stationnées sur la base aérienne :

> Alors que les troupes américaines – et l'équipe de déminage norvégienne qui a aussi un rôle de grande importance sur la base – portaient des uniformes de camouflage beiges conçus pour la guerre du désert, les soldats canadiens arboraient des uniformes qui semblaient avoir été conçus pour le combat d'arbre à arbre plutôt que de roc à roc (MacKinnon, 2002a).

Dans le même article, le commandant Stogran a reconnu que les uniformes verts étaient facilement repérables dans les sables de l'Afghanistan et pourraient représenter un inconvénient pour ses troupes au combat.

Par ailleurs, les médias canadiens ont rapporté les difficultés de l'armée canadienne à transporter à temps les troupes canadiennes et leur équipement en vue du premier déploiement. Le 23 janvier, une dépêche de La PC, publiée entre autres dans le quotidien *Le Droit,* reprend les paroles du ministre de la Défense Art Eggleton : « Le Canada souhaite toujours déployer 750 soldats en Afghanistan d'ici la mi-février, mais si leur départ est retardé, c'est parce que la logistique américaine s'est temporairement enrayée » (*Le Droit*, 2002, p. 22). À ce moment-là, l'armée et le gouvernement canadien essaient de minimiser les critiques sur l'incapacité du Canada à acheminer ses troupes en Afghanistan.

Ces critiques des médias sur les uniformes inappropriés et sur les difficultés de transport des Forces canadiennes ont causé l'embarras du ministère de la Défense nationale à Ottawa. Le commandant Stogran a été en réalité la première personne à être interpellée en privé sur l'histoire du manque de ressources pour le transport des troupes. Le 20 janvier 2002, CTV a diffusé un reportage où le journaliste Steve Chao à Kandahar a fait parler Peter Dawe, l'officier des opérations du 3e Bataillon *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (*PPCLI*). Celui-ci a expliqué que le transport des troupes à Kandahar était « un énorme problème logistique », évoquant un scénario où des avions civils pouvaient être loués (CTV – *CTV News,* 2002). À la suite de l'interview de son

officier d'opérations, le commandant Stogran a eu des échanges avec son commandement, et ses supérieurs ont manifesté leur mécontentement. Pour Stogran, l'officier Peter Dawe avait pourtant dit la vérité sur le fond, seulement il aurait pu préciser, entre autres, que l'une des raisons de la lenteur logistique était liée au fait que les vols militaires étaient programmés la nuit pour éviter les tirs ennemis pendant le jour[4]. Un commentateur du *Cape Breton Post* a résumé l'état d'esprit au sein des états-majors militaire et politique : « Ce qui aurait pu être un simple exercice de transport de troupes et de l'équipement est maintenant transformé en un cauchemar logistique et de relations publiques » (Cotter, 2002).

Sur le front politique, l'arrivée des premières troupes du Canada sur le sol afghan coïncide également avec une autre controverse liée au sort des prisonniers capturés par les troupes canadiennes. Les Américains avaient laissé entendre que les combattants ennemis capturés n'allaient pas avoir le statut de prisonniers de guerre, conformément à la Convention de Genève. Les forces spéciales canadiennes, déjà sur place, avaient déjà fait des prisonniers. C'est le ministre canadien de la Défense qui s'est retrouvé cette fois-ci dans le pétrin. Un article de La PC révèle : « Le gouvernement s'enfonce plus profondément dans l'embarras au sujet des prisonniers remis aux Américains par l'Armée canadienne : le ministre de la Défense, Art Eggleton, admet maintenant qu'il était au courant de l'affaire depuis le 21 janvier, mais qu'il a attendu plus d'une semaine avant d'en avertir le premier ministre Jean Chrétien » (Ducas, 2002).

Dès le début, le sort des prisonniers est devenu une source d'embarras pour le gouvernement et pour l'armée. Des réponses évasives aux questions des médias traduisent le malaise sur cet enjeu. Interrogé plus tard sur la question des prisonniers quand les premières troupes sont arrivées à Kandahar, l'officier d'affaires publiques (OAP) Luc Charron a souligné au *Globe and Mail* que cet enjeu n'était pas une préoccupation pour les troupes : « Ça ne nous concerne pas du tout. Les enjeux nationaux ne sont pas notre priorité. Nous faisons juste notre travail ici sur le terrain » (cité par MacKinnon, 2002b). Plus tard, la question des prisonniers reviendra encore hanter les autorités canadiennes.

Face à toutes ces controverses de diverses natures relayées par les médias, Pat Stogran explique que le ministère de la Défense nationale a senti le besoin d'envoyer des renforts pour s'occuper plus efficacement des affaires publiques[5]. La communication militaire allait donc être l'une des solutions à la controverse politico-militaire dans une période où l'armée canadienne cherchait encore sa voie dans cette guerre à venir dont on n'avait pas visiblement mesuré toutes les

implications opérationnelles et informationnelles. Durant ses échanges, Stogran dit qu'il a alors averti ses supérieurs qu'une armée d'officiers d'affaires publiques ne pouvait pas empêcher les médias de rapporter ce qu'ils veulent et que le seul contrôle que les militaires avaient était ce qu'ils pouvaient dire tout en considérant que « la merde » arrive parfois[6]. La couverture médiatique des premiers balbutiements du Canada en guerre a rapidement démontré la susceptibilité de l'appareil militaire au moindre son de cloche discordant. De plus, les officiels militaires à Ottawa se montraient avares de détails sur les opérations. Pour les cinq premiers mois de la guerre, le journaliste David Pugliese a parlé d'« un voile de secret qui mine l'image de l'armée » (Pugliese, 2002). Si la réalité de la guerre est pour une bonne part « merdique », selon l'expression du premier commandant canadien, comment l'armée canadienne allait-elle gérer une couverture médiatique susceptible d'exposer ses faiblesses et ses pertes ? Le défi ne sera pas simple pour le service de la communication militaire.

1.2 Les affaires publiques au secours

Au moment de l'annonce du déploiement des premières troupes canadiennes en Afghanistan pour le début de 2002, la planification médiatique de l'armée canadienne est quasi inexistante. Le service des affaires publiques est au strict minimum. Durant cette période, c'est le lieutenant de vaisseau Luc Charron qui officie à titre de porte-parole du *PPCLI*. Il mène plusieurs briefings pour les médias et il est souvent cité dans la presse écrite et audiovisuelle au Canada. Charron restera l'officier d'affaires publiques du 3e Bataillon *PPCLI* jusqu'à la fin de son déploiement en juillet 2002.

Dans le but de renforcer l'équipe d'affaires publiques sur le terrain, le major Christian Lemay a été dépêché en Afghanistan en prévision de l'arrivée des troupes canadiennes. Arrivé sur place le 22 janvier, Lemay s'est rapporté au colonel Francis Wiercinski, le commandant supérieur américain à Kandahar, et à l'équipe américaine d'affaires publiques. D'abord directeur des affaires publiques de l'armée de terre en 2000, Christian Lemay était officier supérieur pour le quartier général des opérations interarmées du groupe des opérations interarmées à Kingston avant d'être déployé en Afghanistan. Il restera trois mois, de janvier à mars 2002, et sera envoyé par la suite au commandement central américain à Tampa, en Floride. Christian Lemay savait comment s'y prendre avec les troupes, témoigne Pat Stogran[7]. « Un officier d'affaires publiques en théâtre n'est pas seulement la personne qui fait seulement les relations médiatiques, tu dois être prêt à faire

presque n'importe quoi[8] », confie Christian Lemay, que tout le monde appelle familièrement « Chris ». L'équipe d'affaires publiques comptera aussi le major Mike Audette, jusque-là officier d'affaires publiques du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre à la garnison d'Edmonton. Il avait déjà servi comme officier d'affaires publiques des Forces armées canadiennes de maintien de la paix au Kosovo en 1999. En tout, quatre officiers d'affaires publiques canadiens seront déployés sur le terrain en 2002. Le caporal Lou Penney sera le premier photographe militaire déployé en Afghanistan, et ses images seront publiées dans les médias canadiens et internationaux.

Au début de 2002, le camp militaire à Kandahar n'a pas encore toutes les commodités. Les officiers d'affaires publiques et les journalistes vivent dans des conditions austères. Le major Christian Lemay se souvient des longues journées de travail, avec toute une logistique à gérer avec la chaîne de commandement, notamment ses homologues américains au QG de Floride, avec lesquels il est en communication quotidienne par téléphone satellite, avec les médias sur place et ceux au Canada[9]. Les officiers canadiens partagent alors le même centre d'information que les Américains, explique le major Mike Audette (cité par Hadaway, 2006, p. 108). L'un des défis consiste alors à organiser la couverture journalistique avec l'intérêt grandissant des médias envers les futures opérations canadiennes. Cela ne sera pas toujours évident dans un contexte de commandement américain. Sur place, les médias internationaux se côtoient dans la tente qui sert de centre d'information. En raison des fuseaux horaires différents, se rappelle Bernard Weil, le photographe du *Toronto Star*, le centre grouille de monde à n'importe quelle heure, chaque journaliste essayant de respecter son heure de tombée[10].

Quand les forces régulières canadiennes arrivent à Kandahar, les Américains occupent déjà la base aérienne depuis décembre 2001. Avant l'arrivée du *3 PPCLI*, les forces spéciales canadiennes sont présentes à l'aéroport de Kandahar, mais hors de portée médiatique. L'expérience américaine en matière d'accréditation des médias a donc profité au service des affaires publiques canadien nouvellement en fonction. L'OAP Christian Lemay explique la mise en place de l'embryon du programme médiatique canadien :

> Quand on est arrivés en 2002, les Américains avaient un programme, donc c'était facile pour nous de prendre leur programme, dire aux journalistes canadiens venez-vous-en avec les troupes canadiennes, parce que les journalistes sont arrivés avec les troupes canadiennes. Et puis rendus sur place, on leur a fait signer les règles, les *ground rules*[11].

Pour les Américains comme pour les Canadiens, le processus d'accréditation des journalistes durant cette période est minimal. On est encore loin du modèle d'intégration journalistique qui

viendra plus tard. Il s'agit d'encadrer la présence médiatique avec un certain nombre de règles, à l'instar de ce qui avait été fait dans les guerres passées. « Ce n'était pas une longue liste de règlements mais c'était beaucoup de choses de base. Pas de lampes de poche la nuit, pas de photos du centre de détention[12] », se rappelle le photographe Bernard Weil.

Le défi pour les services d'affaires publiques sera immense. D'une part, le passé a laissé un goût amer dans les relations armée-médias durant la période post-Vietnam. Seules quelques interventions militaires humanitaires ont semblé réchauffer les relations ternies par des restrictions militaires sévères envers la presse, notamment durant la guerre du Golfe de 1991. Pour l'armée canadienne, le scandale de la Somalie était resté une cicatrice profonde susceptible de provoquer un réflexe de vouloir contenir les médias. D'autre part, le contexte politique immédiat est marqué par un renforcement de l'appareil sécuritaire au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Dans un tel contexte, la guerre au terrorisme ne sera pas facile à couvrir pour les médias internationaux.

En ce qui concerne les médias, la préoccupation première des affaires publiques est de publiciser les activités militaires en cours tout en préservant la sécurité des opérations. Dans la conception des affaires publiques, l'information médiatique est destinée à différents publics auprès de qui il faut diriger des messages. L'OAP Christian Lemay note :

> Si on ne démontre pas ce qu'on fait, nos actions sont cachées et donc, on n'a pas d'impact, non seulement l'impact sur l'information à la population canadienne, américaine, internationale, mais aussi la communication de nos opérations ; un impact sur les Afghans, un impact sur les pays qui entourent l'Afghanistan, un impact sur les talibans même, parce qu'ils voient nos opérations, ils voient le professionnalisme[13].

Il faut donc encadrer le travail des médias dans le but de communiquer le message militaire à un public diversifié. L'information médiatique peut influencer l'ennemi dans sa perception de l'adversaire, mais toute information ne doit pas parvenir à l'ennemi. L'OAP Lemay fait cette mise en garde contre les risques potentiels d'une information non filtrée : « C'est un couteau à deux tranchants aussi. Il faut faire attention de pas démontrer toutes nos activités, comment on opère, faire attention de ne pas se vendre à livre ouvert pour que le taliban puisse regarder nos vidéos, puis que ça devienne des vidéos d'entraînement pour eux[14] ». Prévenir que l'ennemi n'acquière une information utile par les médias ou toute autre source, voilà ce que les armées appellent la « sécurité opérationnelle ». Ce concept est crucial quand il est question de relations militaires-journalistes dans un théâtre opérationnel. Le paramètre de la sécurité opérationnelle sera au cœur de la couverture médiatique canadienne et internationale en Afghanistan. Le défi pour les militaires

sera de réussir à trouver l'équilibre entre l'accommodement des médias accrédités et le contrôle exercé sur l'information militaire. Pour les médias, ce sera une gageure de comprendre les contours de la sécurité opérationnelle et d'être confrontés à un encadrement militaire très étroit.

1.3 Les débuts difficiles à Kandahar

Au début de février 2002, le tout premier groupement tactique canadien arrive en Afghanistan pour combattre aux côtés des troupes américaines. C'est le 3e Bataillon *Princess Patricia's Light Infantry* (*3 PPCLI*) avec des éléments du *Lord Strathcona's Horse* (*Royal Canadians*) sous le commandement du lieutenant-colonel Pat Stogran. Les hommes de Stogran font partie de l'opération *Apollo,* qui est la contribution canadienne à la guerre contre le terrorisme et, plus particulièrement, le soutien canadien à l'opération américaine *Enduring Freedom* en Afghanistan. Le 3 février, Nahlah Ayed annonce l'arrivée des premières vagues du *Princess Patricia's Light Infantry* qui « ont installé leurs nouveaux quartiers dans l'austère aéroport de Kandahar et se préparent à commencer leurs opérations dans les prochains jours » (Ayed, 2002d). Le commandant Stogran déclare à ses troupes d'avant-garde que c'est « la première tâche offensive remplie par les troupes canadiennes depuis des décennies » et que « cette mission est taillée sur mesure pour [leurs] compétences » (cité par Ayed, 2002d). Avec le déploiement des troupes locales, un journal de la même ville ou de la même province sent évidemment le besoin de couvrir cette nouvelle plus que d'autres. L'*Edmonton Journal,* appartenant alors au groupe Southam Newspapers*,* vient d'envoyer Jim Farrell, qui a également rapporté l'arrivée des soldats du *PPCLI*.

Stogran est bien disposé à accommoder les médias en vue de couvrir les activités de ses troupes fraîchement débarquées, mais il tient en retour à mettre en garde les journalistes sur l'importance de la sécurité opérationnelle et sur la nécessité de faire la part des choses dans ce qui se dit sur le camp :

> Vous devez comprendre que vous pourriez tuer des gens en disant la mauvaise chose ou vous pourriez rapporter sur nos propos de vestiaire[15] parce que c'est sensationnel. Si je dis "Putain Chrétien[16] !", c'est sensationnel et ça vous donnera votre titre, mais je vais vous mettre dehors et vous ne verrez pas la guerre de notre côté[17].

Il a ensuite donné informellement quelques directives. Les journalistes ne devaient faire aucun reportage en temps réel à partir du camp et devaient rapporter les unités impliquées sans donner de détails précis permettant de les identifier. Même si les soldats ne voulaient pas au début être pris en photo, le commandant signifie aux journalistes qu'ils peuvent prendre des images.

Comme nous le verrons, l'ouverture du commandant sera généralement appréciée par bon nombre de journalistes à Kandahar. Cependant, cela n'empêchera pas parfois des rapports difficiles entre son service des affaires publiques et les médias.

Peu après l'arrivée des troupes, un article publié dans le *Toronto Star* donne déjà une indication des relations difficiles entre les militaires et les journalistes. Nous reviendrons sur les relations générales plus loin. Ici, nous allons rendre compte du contenu de cet article qui a mené à la première sanction d'un journaliste sur le terrain. L'article est publié le 10 février 2002 par le journaliste Mitch Potter. Sur un ton ironique, il a mentionné la présence partout sur le camp des commandos des forces spéciales de plusieurs pays de la coalition, dont le groupe canadien *Joint Task Force 2* (*JTF2*), qui opèrent dans l'ombre presque chaque nuit. Vers la fin de son article, Potter a décrit un endroit précis où les journalistes sur le camp n'étaient pas les bienvenus :

> La principale zone interdite pour les journalistes reste l'enceinte clôturée à l'intérieur de laquelle les prisonniers talibans et d'Al-Qaïda sont détenus. Huit tours de garde entourent la zone de détention avec des fusils braqués sur les prisonniers, qui dorment dans des tentes derrière un périmètre à double paroi surmonté de fils barbelés.
>
> Bien que rien ne puisse être vu à partir des marges extérieures du secteur des médias, les sentinelles de garde ont une tolérance zéro pour les fouineurs (Potter, 2002, p. B01).

Ces descriptions vont attirer des ennuis au journaliste. Deux jours après la publication de cet article dans le *Toronto Star*, Mitch Potter est devenu le premier journaliste canadien à être expulsé de l'Afghanistan pour avoir violé les règles d'accréditation. C'est l'OAP Christian Lemay qui a escorté Potter avec ses bagages vers la sortie du camp de Kandahar sous le regard d'autres journalistes. Lemay explique :

> Il avait outrepassé l'information, il mettait en danger la vie de tout le monde sur le camp, non seulement lui-même, ses collègues journalistes, les militaires canadiens, les détenus qu'on devait protéger aussi et tout le monde. Puis de parler que c'est la base d'où opèrent les forces spéciales, on avait toujours dit qu'on avait des forces spéciales canadiennes en Afghanistan, mais on disait jamais de quelle base. Puis là, quand il a donné ça, ça fait poche[18].

Le major Jamie Robertson, un OAP basé au commandement central américain à Tampa, en Floride, cité dans les médias au Canada, a confirmé que le journaliste du *Toronto Star* avait violé deux règles concernant la publication interdite d'informations sur les forces spéciales et le centre de détention (Cheadle, 2002).

Interrogé dans une émission de la CBC à propos de son expulsion et sur les règles en vigueur, Mitch Potter s'est justifié en ces termes :

> Ils nous ont fait une visite à pied… lorsque nous sommes arrivés et ils ont identifié le centre des détenus et nous ont dit de ne pas prendre des photos de celui-ci. Et en ce qui concerne les forces spéciales, nous sommes sous l'instruction stricte de ne pas approcher l'un d'eux, de ne pas leur parler, et même de ne pas poser des questions sur eux dans aucun contexte dans aucune des séances d'information ou aucune des relations avec les attachés de presse ici. Donc à mon avis, je n'ai pas violé… ces conditions telles que je les comprenais (CBC Radio-As it Happens, 2002a).

Revenant sur ce cas, le commandant Pat Stogran dit qu'il a réagi en expliquant au journaliste incrédule : « Vous comprenez que vous n'êtes plus le bienvenu ici. Vous nous avez peut-être mis en danger[19] ». Pour le commandant, la sortie du journaliste était délibérée et préméditée, car il savait qu'il prenait un avion pour retourner au Canada (Stogran, 2002, p. 16). Stogran indique qu'empêcher les journalistes de rapporter des renseignements sur les détenus d'un camp militaire ne vise pas à tromper les Canadiens, mais cela a comme but de prévenir que l'ennemi ne puisse utiliser cette information[20]. Il explique qu'il a lui-même appris à un moment donné la présence sur le camp d'un prisonnier soupçonné d'être l'expert d'Osama Ben Laden en armements chimiques ou bactériologiques et que si ce genre d'information était sue sur un prisonnier d'une telle valeur, le camp pourrait devenir une cible[21]. En janvier 2002, le photographe Dario Lopez Mills de l'agence Associated Press avait été lui aussi expulsé de Kandahar pour avoir publié une photographie des prisonniers d'Al-Qaïda à la sortie d'un avion militaire américain avec des soldats. Reprise par le *Globe and Mail* au Canada, cette photo va attirer beaucoup l'attention, car les soldats identifiés au départ comme américains étaient en réalité des commandos de la force *JTF2* (voir *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, 2002).

Au-delà de son infortune, Mitch Potter du *Toronto Star* a indiqué qu'il croyait que son sort malheureux était aussi lié au ton plaintif et à l'expression des frustrations des journalistes dans son article, qui avait déclenché les foudres de l'armée. Pour lui, les médias étaient si proches de l'action et pourtant ils ne savaient pas grand-chose, particulièrement sur les opérations spéciales (CBC Radio-As it Happens, 2002a). Il a confié au réseau anglais : « Nous ne sommes pas en mesure de raconter l'histoire de ce qui se passe réellement dans la guerre contre le terrorisme, même si elle a été lancée sous notre propre nez » (CBC Radio-As it Happens, 2002a). Mark MacKinnon du *Globe and Mail* venait aussi de publier un article sur le secret entourant les opérations des forces spéciales canadiennes à partir d'un témoignage anonyme d'un interprète afghan qui travaillait avec les forces spéciales américaines (MacKinnon, 2002c). Écrit à Kandahar, mais à l'extérieur de la base militaire, l'article du correspondant spécialisé en matière de sécurité du *Globe and Mail* ne pouvait être sanctionné en invoquant les règles d'accréditation. Les opérations des forces spéciales ont

toujours été entourées de secret, et les armées ont toujours éloigné les micros et les caméras des médias dans les sites où opèrent ces commandos. En Afghanistan, l'une des difficultés de la couverture médiatique internationale, surtout au début, en 2001, était liée au fait que les premières opérations étaient menées par les forces spéciales qui appuyaient l'avancée des combattants afghans de l'Alliance du Nord. Avec l'arrivée des troupes régulières, les forces spéciales étaient encore dans les camps militaires. Les journalistes et les civils afghans employés dans les camps les voyaient régulièrement, mais ne pouvaient leur parler. Les instructions des officiers d'affaires publiques les interdisaient de s'en approcher ou de faire des reportages sur eux[22]. « Vous ne deviez même pas regarder ces gars-là. Ils n'existent pas, ils ne sont pas ici. C'était quelque part une situation comique[23] », indique Bernard Weil, le photographe du *Toronto Star*. Stephen Thorne affirme aussi que les forces spéciales canadiennes se prenaient trop au sérieux et qu'elles étaient moins accueillantes que les forces spéciales américaines[24]. Référant au moment où le premier ministre canadien Jean Chrétien a visité les troupes à Kandahar, Thorne a dit qu'on a interdit aux journalistes de prendre les photos des membres des forces spéciales qui assuraient la protection rapprochée du premier ministre, mais que les photos ont fini par se retrouver sur le web[25].

Avec l'achèvement du déploiement, le 3e Bataillon *PPCLI* s'apprête à entrer en action parallèlement à l'opération américaine *Anaconda*. Avant même que les troupes canadiennes ne débutent leurs opérations, un incident rappelle aux journalistes que le reportage de guerre comporte des dangers. Kathleen Kenna, la correspondante du *Toronto Star*, son mari et interprète Hadi Danashian, le photographe Bernard Weil et un chauffeur afghan sont victimes d'une attaque par des hommes armés alors qu'ils se trouvent en convoi sur la route Kaboul-Gardez en vue de couvrir les opérations américaines dans le cadre d'*Anaconda*. « Quelqu'un a lancé un engin explosif improvisé et Kathleen a été très sérieusement blessée[26] », raconte Bernard Weil. Un autre véhicule qui transporte une équipe de l'Agence France-Presse (AFP) vient leur porter secours.

Transportée d'abord à l'hôpital de Gardez, les médecins recommandent d'évacuer Kathleen Kenna vers Kaboul. Présente sur place, c'est la journaliste canadienne Kathy Gannon de l'agence Associated Press qui donne un tuyau précieux qu'une base secrète américaine avec un hôpital se trouve dans les environs. Le photographe Bernard Weil raconte ce qu'elle lui a dit : « Au lieu de retourner à Kaboul, qui est un autre trois heures de route, elle pourrait mourir, vous pourriez être attaqués de nouveau, essayez d'aller à la base des forces spéciales qui se trouve à seulement 20 kilomètres. Les Américains pourraient vous aider[27] ». Weil et l'équipe transportent alors

Kathleen Kenna, blessée aux jambes, à cette base près de Gardez et supplient les forces spéciales de l'accueillir pour qu'elle soit traitée. Elle sera évacuée plus tard par les forces spéciales américaines et traitée d'abord dans un hôpital à Bagram, près de Kaboul, avant d'être transférée par la suite à la base militaire de Ramstein, en Allemagne. Kenna couvrait l'Afghanistan après avoir ouvert le bureau de l'Asie du Sud du *Toronto Star* au Pakiskan quelques mois plus tôt. Après l'expulsion du journaliste Mitch Potter, le photographe Bernard Weil avait rejoint la correspondante à Islamabad pour, en principe, l'accompagner faire un reportage sur des villageois menacés de famine et de froid en Irak[28]. Après avoir perdu ses deux compagnons, le premier expulsé par l'armée canadienne, la seconde blessée dans l'attentat, Bernard Weil ne retournera plus en Afghanistan. Il aura le regret d'avoir perdu la mémoire de son travail qui documentait l'arrivée des troupes canadiennes pour le *Toronto Star* car son sac avait été subtilisé durant la journée mouvementée de l'attaque au moment où sa priorité était de sauver la vie de sa collègue en danger de mort[29].

Au cours des premiers mois, les quelques journalistes qui étaient à Kandahar ont rapidement réalisé que l'armée canadienne n'était pas si coopérative. Ils ont baptisé les briefings quotidiens insipides les *12 o'clock follies* , et un slogan de la presse disait : « Les médias de Kandahar : si proches mais ils ne savent rien » (Farrell, 2002a). Les officiers d'affaires publiques ne disaient pas grand-chose sur les opérations en cours. Jim Farrell de l'*Edmonton Journal* explique :

> Plus de choses étaient tues qu'elles n'étaient communiquées. Tout ce qui nous était lu avait déjà été publié à Washington, Tampa, en Floride ou à Ottawa et toujours avec plus de détails et généralement une plus grande précision. Peu importait que cela se produise à 1000 mètres de notre centre de presse. Les journalistes de Washington obtenaient les faits en premier et ils en avaient plus (Farrell, 2002a).

Lors du premier déploiement des troupes canadiennes, la facilitation de la presse est au strict minimum. Les médias étaient frustrés de ne pas pouvoir sortir avec les troupes. Jim Farrell a essayé de suivre une patrouille dans une voiture civile :

> Après sept ou huit kilomètres, la patrouille a quitté l'autoroute et s'est dirigée vers un chemin de terre. Lorsque nous avons suivi, la patrouille s'est arrêtée. On m'a ordonné de partir. J'ai refusé. Le commandant de la patrouille a appelé par radio et a reçu l'ordre de retourner à la base, avec moi en remorque. J'ai été accueilli par un officier des affaires publiques furieux, qui a exigé que j'arrête de suivre la patrouille et a dit que je serais arrêté si je ne le faisais pas. Sur une vague promesse que je pourrais être autorisé à rouler avec eux dans quelques jours, j'ai obéi. Ce n'est jamais arrivé (Farrell, 2002a).

Une combinaison d'un manque de planification d'affaires publiques et des vieilles habitudes de la culture du secret a créé une atmosphère de tension entre les médias et l'armée.

L'attitude de l'armée envers la presse au début de la guerre laisse croire que la dimension de la communication n'avait pas été sérieusement planifiée et qu'elle comptait sur une présence médiatique la moins gênante possible.

1.4 L'opération *Harpoon* dans la vallée du Shah-i-Kot

Avec l'expectative de couvrir le début des opérations des Canadiens, les médias ont battu le rappel de leurs correspondants. La base militaire de Kandahar héberge alors environ une trentaine de journalistes internationaux[30]. Ils sont pris en charge par les officiers d'affaires publiques qui s'occupent de leur accréditation et de leur intendance. L'OAP Christian Lemay donne un aperçu de l'assignation aux activités :

> Les journalistes, on avait les Américains puis les Canadiens. Une fois qu'ils étaient sur le terrain, on avait toujours un tableau avec les activités puis on disait aux journalistes : "Mettez votre nom". Là, les officiers canadiens, les officiers américains arrivaient puis, ils partaient avec le journaliste untel pour une patrouille, un autre pour une activité, un autre pour ci, un autre pour ça[31].

Le 13 mars 2002, l'opération *Harpoon* est lancée par les Canadiens dans la province de Paktia à l'est de l'Afghanistan. Il s'agit d'une opération menée par le 3e Bataillon *PPCLI* en vue d'éliminer des poches de résistance de combattants talibans et d'Al-Qaïda dans les grottes montagneuses. Cette opération canadienne vise à nettoyer la zone de combattants ennemis qui tentent de fuir vers le Pakistan après une intense campagne de bombardements des avions américains. Le journaliste Stephen Thorne de La PC et le documentaliste Garth Pritchard[32] suivent les 500 hommes du *3 PPCLI* dans deux hélicoptères séparés.

Stephen Thorne est le seul journaliste de la presse quotidienne qui couvre le début de l'opération *Harpoon* avec les troupes canadiennes. Il a pu le faire, aux premières loges, grâce à une relation privilégiée avec le lieutenant-colonel Pat Stogran, qui lui a donné son aval. Thorne quitte la base de Bagram à bord d'un hélicoptère Chinook avec une section de reconnaissance et atterrit à flanc de montagne près de la ville de Gardez. Il raconte :

> Quand ils ont lancé leur assaut sur le dos de la baleine[33] dans la vallée du Shah-i-Kot, c'était leur premier assaut de combat depuis la [guerre de] Corée. Garth était sur le deuxième hélicoptère et moi j'étais sur le troisième sur seize ou dix-sept hélicoptères. Nous étions les seuls journalistes là-bas. À un certain moment, CBC s'est montrée quelques jours après. Ils se sont frayé leur propre chemin jusque-là. À ce moment-là vous savez, nous avions déjà eu l'histoire[34].

« Les Canadiens n'ont rencontré aucune résistance et ont pris le contrôle d'une crête offrant une vue imprenable sur les deux flancs de la montagne. Un contingent de troupes d'infanterie américaines s'est joint à eux », décrit la première dépêche du correspondant de La Presse

canadienne (Thorne, 2002a). Cette dépêche est largement diffusée dans les médias anglophones et francophones au Canada. Un reportage de la CBC confirme en quelque sorte le scoop de Stephen Thorne en indiquant qu'« il n'y avait pas de caméras de télévision là-bas » (CBC Television – *The National,* 2002a). Le *Globe and Mail* (2002) indique cependant que la dépêche de Stephen Thorne a été approuvée par les censeurs militaires.

Pour les officiers d'affaires publiques, c'est également le branle-bas de combat. Christian Lemay et Luc Charron doivent préparer des communiqués et des briefings pour la presse canadienne et internationale. Chris Lemay précise que « cette action se déroule près de Gardez dans le cadre de l'opération *Anaconda* en cours dans cette région », dans une dépêche de l'AFP décrivant l'opération *Harpoon* et reprise par le journal *La Presse* (2002, p. A16). Le lieutenant Luc Charron déclare notamment à la CBC : « Nous allons là pour détruire et tuer tout restant dans les poches des talibans et d'Al-Qaïda dans la région montagneuse de la province de Paktia » (CBC Television – *The National,* 2002b).

Journaliste expérimenté, Stephen Thorne a commencé sa carrière journalistique en 1980 au *Halifax Herald* avant de rejoindre l'agence PC en 1984. Avant l'Afghanistan, il a couvert l'armée canadienne au Kosovo en 1999. Pour son premier voyage en Afghanistan, en mars 2002, Thorne n'était pas un journaliste intégré. Il était d'abord basé dans la ville de Kandahar, dans une maison avec son fixeur et des gardes moudjahidines. Quand il a appris que les Canadiens préparaient une grande opération, et se doutant qu'il allait être probablement averti trop tard, il s'est organisé pour rester dans le campement canadien jusqu'au déploiement des troupes. Il a pu rester par la suite sur la base militaire et ne retournait dans la ville de Kandahar que de temps à autre. « En fait, pour une question de commodité, j'avais ma propre petite tente. Je suis resté avec les troupes. C'était une configuration très différente du programme d'intégration plus formel qu'ils ont mis en place plus tard[35] ». À la poursuite des combattants de Ben Laden dans les montagnes, le correspondant de La PC se trouve où n'importe quel journaliste de guerre aimerait être, c'est-à-dire sur le terrain avec les troupes en action. Le reportage de guerre implique ici plusieurs paramètres, de la relation avec les sources aux conditions et dangers du terrain en passant par les moyens de communication. Dans le cas de Thorne, c'est la technologie qui a été paradoxalement la source du danger.

Sur la crête ondulée où il avait été héliporté avec les troupes canadiennes, il avait à sa disposition, comme il se doit, un téléphone satellite qui constitue un lien vital du correspondant de guerre avec sa rédaction. Profitant d'un moment de répit en fin de journée, il sort son téléphone

satellite et s'installe pour envoyer une dépêche au bureau de l'agence à Toronto. Au moment où il achève sa nouvelle, un hélicoptère américain de type Cobra apparait juste devant lui. Debout, il fixe l'appareil qui se dirige directement vers lui en rase-mottes à la hauteur de son visage. À la dernière seconde, le pilote de l'hélicoptère tire le manche, passant juste au-dessus de Thorne, et actionne son système de protection libérant une traînée de leurres antimissiles[36]. Sur le coup, Thorne a pensé que le pilote voulait s'amuser, mais par la suite, il apprendra par l'intermédiaire du colonel américain qui commande les troupes américaines aux côtés des Canadiens que l'hélicoptère Cobra avait réellement le journaliste dans sa mire. Le colonel a expliqué à Thorne qu'il avait été chanceux, car ça aurait pu mal tourner. En fait, le signal satellite du journaliste a été intercepté par l'hélicoptère, ce qui a laissé penser à l'équipage qu'un système de lancement de missile avait été activé dans le coin et l'hélicoptère s'est alors dirigé vers la source du signal. Thorne s'estime lui-même chanceux, car l'hélicoptère aurait pu avoir un système défensif de tir automatique[37].

Durant quelques jours, Thorne accompagne les hommes de Stogran d'un bout à l'autre de la chaîne de montagnes. Vers la fin de leur randonnée de ratissage, les Canadiens découvrent un bunker intact et décident d'appeler les renforts américains pour le détruire. Une centaine d'hommes de la 10e division de montagne prennent position et ouvrent le feu. Assis derrière un rocher à quelques mètres de l'action avec son téléphone satellite, Stephen Thorne assiste à la pétarade spectaculaire en compagnie du commandant de la compagnie de reconnaissance et son opérateur radio. À ce moment-là, Thorne est en communication directe avec le bureau de La PC à Toronto et dicte sa nouvelle au milieu des tirs nourris et des explosions de grenades dans le bunker.

> Je pourrais tuer cette rédactrice en chef car elle a mis sur une bande et elle n'a jamais gardé la bande. Je lui ai dicté l'histoire et elle n'a pas cessé de m'interrompre car le bruit était assourdissant. Elle ne cessait de dire : "Est-ce que ça va ?" ; "Voulez-vous quitter ?" ; "Je crois que vous feriez mieux". Finalement, elle a dit : "Je pense que vous feriez mieux de partir". J'ai dit : "Non. Je suis tout à fait correct. Je suis derrière un rocher. Je suis bien". Donc, finalement cette histoire a été dictée et puis j'ai choisi la radio parce que c'était instantané. Je ne pouvais pas transmettre des images à partir de ce genre d'endroits. Je devais revenir sur la base pour envoyer des images. Ils n'allaient pas me permettre de transmettre des images de toutes les façons. Je ne pense pas[38].

Au cours de l'opération, Thorne demande au commandant américain s'il peut s'approcher pour prendre des photos. Il relate la suite :

> Il a dit : "Soyez mon hôte" ». J'ai couru tout le long. Nous étions à 8500 ou 8800 pieds, quelque chose comme ça, l'air est donc relativement raréfié. J'ai couru sur cette baleine et nous avions des tireurs embusqués là. Les tireurs d'élite avaient été avec les Américains pour le 26e ou le 28e jour de cette opération et puis ils se sont joints à nous. […] J'ai eu de belles photos d'eux. Je commençais à faire le tour à la position où ils tiraient et quelqu'un a crié : "Bombe de 10 livres. 1 minute". À ce moment, je savais que les charges de démolition qui étaient en train de tomber

> étaient de 3 livres et cette formation de rock avait été complètement changée. J'ai dit : "10 livres ! Putain, je dois sortir d'ici". Je me suis retourné et j'ai couru en rebroussant chemin. Je suis revenu et je suis tombé raide mort. [Les gars] riaient aux éclats. Parce qu'il n'y avait pas d'oxygène. Donc, ils ont fait sauter la baraque. Personne n'aurait pu survivre à cela. Ils n'ont jamais pu déterminer exactement combien de personnes étaient là[39].

Il faut noter ici que l'utilisation du téléphone satellite dans de telles circonstances est inhabituelle. Thorne a pu communiquer avec sa rédaction de Toronto à partir du front, mais il dit qu'il ne devait en principe pas le faire[40].

La correspondante Céline Galipeau de Radio-Canada couvre également l'opération *Harpoon*. Affectée jusque-là à Pékin, elle s'était rendue dans la région, précisément à Quetta, au Pakistan, en septembre 2001, au moment où les Américains préparaient la riposte au régime taliban. N'ayant pas été du départ initial avec des troupes de l'opération *Harpoon*, elle signe son premier reportage de la base de Bagram. Galipeau va par la suite rejoindre les troupes sur la montagne et faire des reportages sur le terrain pour les deux réseaux Radio-Canada et CBC. « Des hélicoptères et des hommes au sol passaient la vallée de Shah-e-Kot au peigne fin pour intercepter les fuyards », décrit l'un de ses reportages (Galipeau, 2002). Les premières images de l'opération canado-américaine diffusées à la télévision sont celles du caméraman qui accompagne Galipeau. D'autres correspondants de la CBC se trouvent aussi dans la région, entre autres Patrick Brown, Paul Workman et Bill Gillespie.

Du côté des officiers d'affaires publiques, il faut certes accréditer et assigner les journalistes, mais il faut aussi penser à obtenir la meilleure couverture médiatique des opérations. À cette fin, l'OAP Christian Lemay explique qu'il a demandé Galipeau et à son caméraman de couvrir les troupes pendant une période de 12 h pour pouvoir revenir et partager les images avec le *pool* des journalistes sur la base de Bagram. Cette stratégie a résulté en un scoop : « La seule image des gars en opération, c'était les Canadiens et les Américains qui se côtoyaient. Mais c'était les images du Canada sur les montagnes durant l'opération *Anaconda*. Donc on a fait la *BBC*, on a fait *CNN*, les images de la *SRC* ont fait toutes les nouvelles internationales avec des Canadiens qui étaient à la recherche [de l'ennemi]. Là, les Américains à Tampa étaient un peu mécontents que nous les Canadiens on ait fait ça[41] », se rappelle Christian Lemay.

Le photographe militaire Lou Penney a aussi pris des images de l'opération *Harpoon* dans le but de « rehausser le profil militaire du Canada », note Bill Gillespie de la radio de la CBC (CBC Radio – *The World at Six,* 2002). Dans l'optique des « subsides à l'information » (Gandy, 1982), les images des photographes militaires sont distribuées aux médias nationaux et internationaux

comme support à leur couverture. Les communicateurs militaires connaissent l'importance de l'image, qui est un élément clé de leur stratégie d'approvisionnement des médias. Gillespie précise que Penney a un accès à l'action que les photographes des journaux échangeraient volontiers contre leurs meilleures lentilles (CBC Radio – *The World at Six,* 2002).

Une semaine après le début des opérations, Céline Galipeau et les autres journalistes internationaux assistent à la cérémonie qui marque la fin de l'opération *Harpoon* sur la base aérienne de Bagram. Elle rapporte les paroles du commandant Stogran :

> Nous n'avons pas rencontré les 80 à 100 [combattants d'] Al-Qaïda que nous nous attendions là-haut, pour lesquels nous nous étions armés et pour lesquels nous nous sommes préparés mentalement mais personnellement, sur la base de l'expérience que nous avons eue là-haut, je suis prêt à rencontrer Al-Qaïda en tout temps, en tout lieu. (CBC Television – *The National,* 2002c).

La plupart des médias canadiens ont couvert cette première opération à distance en recourant principalement aux dépêches d'agence et aux experts militaires à Ottawa. La guerre en Afghanistan est sur les radars des rédactions dans le cadre de la guerre au terrorisme, mais elle n'est pas encore une priorité nationale.

1.5 Les quatre premiers morts dans la ferme de Tarnak

Plus que tout autre événement auparavant, la mort accidentelle de quatre soldats canadiens est l'événement de type *hard news* qui crée le plus d'émoi à Kandahar et dans l'opinion. Plusieurs reportages et analyses seront consacrés à cet événement tragique et à ses suites durant plusieurs semaines. Dans la nuit du 17 avril 2002, alors que la compagnie Alpha du 3e Bataillon *PPCLI* participe à un exercice d'entraînement nocturne à tir réel dans la ferme Tarnak, près de Kandahar, un avion américain F-16 largue par erreur une bombe à guidage laser de 250 kilos. Le tir ami tue quatre soldats canadiens et en blesse dix-huit autres. C'est la commotion à la base militaire de Kandahar et l'émoi au Canada. Stephen Thorne rapporte le choc et la stupeur sur le camp : « Au lever du jour, des groupes de soldats canadiens se sont réunis à un babillard devant le bureau des affaires publiques. Beaucoup sont apparus choqués par ce qu'ils lisaient d'un communiqué sur les décès et les blessures subis par leurs camarades » (Thorne, 2002d).

Interrogé au cours de la journée, à partir de Kandahar, par la radio de la CBC, le journaliste de La PC explique qu'il n'a pas été en mesure de parler aux membres de la compagnie touchée, car ils étaient en confinement et que les journalistes ne pouvaient se rendre dans leurs quartiers (CBC Radio – *As It Happens,* 2002b). Ce point explique le fait que les reportages avec les témoins de l'incident ne sont publiés par les médias qu'après plus de 48 heures. Dans le même entretien,

Thorne confirme aussi qu'un incident du même genre a failli se produire quelques semaines plus tôt durant l'opération *Anaconda*. Les médias vont par ailleurs dépêcher plusieurs correspondants pour couvrir l'arrivée des blessés de l'incident à la base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne, où s'est également rendue Adrienne Clarkson, la gouverneure générale du Canada.

Au Canada, les médias couvrent largement la mort des premiers soldats tués en Afghanistan, les premières victimes canadiennes en mission de combat depuis la guerre de Corée. Plusieurs sites d'intérêt et événements subséquents attirent une très grande attention médiatique. Durant les premiers jours, la couverture journalistique s'est concentrée sur les réactions politiques à Ottawa et à Washington ; sur les réactions militaires au ministère de la Défense nationale à Ottawa, au Pentagone et au commandement central américain à Tampa, en Floride ; ainsi que sur les réactions à la base militaire d'Edmonton, en Alberta, où est basé le *3 PPCLI,* et chez les familles des soldats. Par la suite, l'attention médiatique se poursuivra avec les funérailles officielles des quatre soldats au Canada, la mise en place des commissions d'enquête canadienne et américaine et la publication des rapports de ces commissions, qui, toutes les deux, vont blâmer les deux pilotes de l'avion F-16. Juste avant la publication du rapport canadien, des éléments de l'enquête américaine divulgués au *New York Times* ont révélé l'action inappropriée des pilotes impliqués dans le tir ami (Schmitt, 2002 ; voir aussi Friscolanti, 2005).

La mort des quatre soldats a braqué les projecteurs sur le conflit en Afghanistan et ses implications pour le pays. D'événement accidentel au départ, la mort des quatre soldats a évolué vers un événement médiatique à développement avec la couverture continue de ses ramifications. Cet incident est une première pour l'armée dans la gestion communicationnelle des décès. Le fait qu'il soit un incident de tir ami a rendu nerveux les services de communication militaires, qui ont cherché à ménager les susceptibilités nationales entre alliés. Les médias ont dû être patients avant de parler aux soldats impliqués. Cet accès est modulé en fonction de la sensibilité de l'incident. À ce moment-là, la mort des soldats était un événement médiatique de haute importance à titre de première dans la guerre. Matthew Fisher du quotidien *National Post* et du groupe CanWest, qui vient de débarquer pour la première fois à Kandahar, rappellera que les médias, invoquant la pauvreté, avaient jusque-là dépensé peu d'argent et de temps pour couvrir des missions dangereuses dans les Balkans, en Afrique et en Afghanistan (Fisher, 2002). À la suite de cet événement, plusieurs rédactions des médias canadiens vont dépêcher leurs correspondants en Afghanistan.

Dans une guerre, la mort d'un soldat est une priorité absolue dans la sélection médiatique de l'information.

1.6 La chasse d'un ennemi invisible : les opérations *Torii* et *Cherokee Sky*

Le 4 mai 2002, les troupes canadiennes lancent l'opération *Torii* dans la région de Tora Bora, à l'est de l'Afghanistan. Les hommes du 3e Bataillon *PPCLI* décollent de la base de Bagram à bord d'hélicoptères Chinook américains deux semaines après l'incident mortel avec le F-16 américain. Ils doivent ratisser le secteur, à la recherche de combattants ennemis, puis localiser, fouiller et détruire les grottes en haute altitude. L'opération *Torii*, qui est menée avec le concours des forces spéciales américaines et des combattants afghans, est l'un des éléments de l'opération *Mountain Lion,* qui regroupe toutes les actions de traque et de destruction de l'ennemi taliban et des fidèles de Ben Laden dans la région. « Les ingénieurs militaires ont déjà détruit certaines des cavernes qui ont été fouillées afin de bloquer tout accès d'Al-Qaïda à cette région » et les soldats continuent « à recueillir une quantité considérable d'informations susceptibles d'avoir une certaine valeur pour les services de renseignement », précise l'OAP Mike Audette aux médias (Ayed, 2002e). La plupart des journalistes couvrent l'opération de la base militaire à Kandahar.

Les Canadiens ne rencontrent pas de résistance dans cette tâche de mettre la main sur Ben Laden. Stephen Thorne suit encore une fois, à Tora Bora, un détachement d'une quarantaine de soldats canadiens en compagnie des forces spéciales américaines. Un ravin à la base d'une montagne était soupçonné d'être l'entrée d'un réseau souterrain de Ben Laden où ses lieutenants et ses gardes du corps avaient été enterrés. Thorne se souvient de sa dernière sortie avec les troupes : « Je suis allé avec eux. Ils ont déterré chaque tombe et c'était un village taliban, il y avait des gens qui nous regardaient tout le temps. Ils ont déterré chaque tombe, ont prélevé l'ADN sur tout le monde et bien sûr, ce n'était pas Oussama[42] ».

Dans une entrevue via un lien satellite accordée au réseau CTV au retour du *3 PPCLI*, le commandant Pat Stogran revient sur la mission de ses hommes et note :

> L'opération *Torii* était ce que nous appelons l'exploitation de site sensible. C'était dans la région de Tora Bora. Nous avons été chargés d'essayer les entrées de quatre ensembles de grottes présumés qui étaient l'emplacement de la dernière position de Ben Laden ici en Afghanistan. Ce que nous avons découvert était quelques-unes des tombes de certains des combattants qui sont morts dans la vallée (CTV – *Canada AM,* 2002).

À un journaliste qui lui demande si le combat sera gagné contre le terrorisme, Stogran donne la mesure d'un ennemi insaisissable :

> Est-ce que le combat va être gagné ? Je pense que la nature de la menace à laquelle nous faisons face en ce jour et ère est bien une chimère. Si vous coupez une tête, plusieurs autres apparaîtront à sa place. Ben Laden est bien sûr la figure de proue en ce moment d'Al-Qaïda. Mais nous pouvons nous attendre que le réseau terroriste va exister pour de nombreuses années. Et nous allons sans doute terminer les opérations ici en Afghanistan, mais il existe des preuves que les tentacules du réseau se sont propagés à travers le monde (CTV – *Canada AM,* 2002).

La poursuite de l'ennemi fantôme va continuer avec l'opération *Cherokee Sky*. Nahlah Ayed suit les soldats du *PPCLI* à Qalat, dans la province de Zabul, près de la frontière pakistanaise. « Faute de présumés terroristes, les Canadiens sont rentrés à leur base de Kandahar avec en main une grande quantité d'armes saisies au cours de l'opération par les forces afghanes », écrit la correspondante de La PC de la vallée de Shinkey (Ayed, 2002f). Les hommes de Stogran étaient déçus de ne pas avoir l'occasion de croiser le fer avec l'ennemi dont on leur a tant parlé. Après l'opération *Harpoon,* en mars, et l'opération *Torii,* en mai, l'opération *Cherokee Sky,* en juillet, est la dernière action entreprise par le 3e Bataillon *PPCLI*. Le 18 juillet, les journalistes accrédités à Kandahar assistent à la cérémonie d'abaissement du drapeau canadien et au dévoilement d'un inukshuk qui commémore les quatre soldats du *3 PPCLI*, trois mois exactement après leur mort le 18 avril. C'est la fin de la mission du commandant Pat Stogran.

Les premières opérations canadiennes dans le cadre de l'opération *Apollo* ont attiré une grande attention médiatique au pays. Pour l'armée canadienne, la guerre au terrorisme est arrivée sans prévenir. La dernière fois que l'armée avait accueilli les médias en grand nombre remontait à la Deuxième Guerre mondiale, avec une organisation de relations publiques militaire imposante et bien huilée (Balzer, 2011 ; Bizimana, 2007). Au lendemain de la guerre de Corée, le contexte militaire canadien a été plutôt marqué fortement par des opérations de maintien de la paix. Durant cette période d'environ une cinquantaine d'années, il n'y a eu pratiquement pas d'opérations offensives majeures avec une forte composante médiatique. Quelques exercices militaires ont impliqué un entraînement des forces avec les médias.

Avec le début de la guerre en Afghanistan, la planification médiatique a été mise en branle sur le tas. Contrairement à l'immense organisation de relations publiques dirigée par le colonel Dick Malone à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le service des affaires publiques de l'armée canadienne a évolué avec beaucoup de difficultés durant les années 1990 dans la foulée du scandale de la Somalie. La guerre en Afghanistan sera donc un nouveau terrain d'apprentissage pour un appareil d'affaires publiques qui peine jusque-là encore à trouver sa voie dans les Forces

canadiennes, dans un contexte totalement différent de celui de leurs prédécesseurs. Les débuts ne seront pas faciles.

1.7 La méfiance entre l'armée et les médias

La couverture médiatique du premier déploiement canadien en Afghanistan au début de 2002 a donc marqué la relance des relations armée-médias en veilleuse depuis quelques années. L'armée canadienne et les médias allaient devoir se réapprivoiser en Afghanistan dans un contexte opérationnel avec un passé commun récent empreint de méfiance et d'incompréhension de part et d'autre. Durant cette période de réactivation, les relations entre les journalistes, et particulièrement les officiers d'affaires publiques sur le terrain, ne sont pas au beau fixe. Des témoignages recueillis pour cette étude et d'autres publiés ailleurs soutiennent cet état de fait.

Le correspondant de La PC Stephen Thorne a pu, comme nous l'avons vu, couvrir de près les opérations canadiennes grâce à son excellente relation avec le commandant Pat Stogran; par contre, ses relations avec les officiers d'affaires publiques sont tendues. Dans les guerres passées, la proximité d'un journaliste à un commandant sur le terrain a servi de meilleure police d'assurance pour le journaliste. Thorne a certainement profité de la bonne grâce du commandant Stogran.

Le correspondant de La PC a été lui-même impliqué dans quelques incidents qui permettent de mettre en perspective l'évaluation qu'il fait des conditions de travail des médias en Afghanistan. En fait, Thorne a été expulsé en tout trois fois de la base militaire de Kandahar sans que ça fasse trop de bruit. Deux fois par un officier d'affaires publiques canadien, mais les deux fois, le commandant Stogran a ignoré les décisions de l'officier d'affaires publiques. Les circonstances de l'une de ces deux expulsions concernent la nouvelle d'un écrasement d'un hélicoptère américain. Des soldats canadiens ont été déployés pour secourir les victimes de l'hélicoptère, et Thorne, qui était sur le tarmac à côté de l'opérateur radio, a par la suite envoyé la nouvelle à sa rédaction. Le lendemain, un OAP a indiqué au journaliste que sa nouvelle avait été interceptée.

> Il a dit : "Vous avez envoyé une nouvelle à dix heures. Vous n'aviez pas l'autorisation d'envoyer cette nouvelle. Vous avez mis nos troupes en danger". Je lui ai dit : "Non, je ne l'ai pas fait". Je savais que nos troupes étaient saines et sauves lorsque j'ai envoyé la nouvelle. J'étais juste à côté de la radio. Il a alors dit : "Vous êtes dehors !". Je suis allé voir l'officier commandant Stogran. Il a dit : "Vous n'êtes pas dehors"[43].

Le cas d'expulsion le plus sérieux qui concerne Thorne a trait à la prise d'une image. Il n'y a rien d'étonnant ici, les images de guerre étant depuis toujours une source de conflit majeure entre les médias et les armées. Thorne a appris que quatre soldats américains du génie avaient été tués

par un piège tendu par l'ennemi. Ayant appris que des secours canadiens étaient sortis de la base pour les chercher, il a voulu demander la permission de rapporter cet incident à un OAP, mais l'hélicoptère est revenu avant qu'il ne puisse parler à celui-ci. Il est allé à la rencontre de l'hélicoptère et a pris des images de soldats transportant un sac contenant le corps d'un soldat tué[44]. Furieux, le commandant américain a demandé à son homologue canadien d'expulser Stephen Thorne de la base. Référant à l'héritage du Vietnam et à la très grande sensibilité des images de morts, Thorne explique qu'à ce moment-là, toutes les images des morts américains étaient des cercueils uniques avec le drapeau national[45]. Seulement, le journaliste a été déçu de voir la même image publiée trois jours plus tard dans le journal de l'armée américaine *Stars and Stripes*[46]. Commentant sur ce cas, Pat Stogran confirme que les Américains étaient très protecteurs de l'information[47]. Il ajoute qu'au pays, à tout le moins au début, plusieurs considéraient ce conflit comme une guerre sans effusion de sang, sans victimes[48]. Le commandant américain étant le supérieur de Pat Stogran sur le camp, cette fois-ci, le commandant canadien a demandé au journaliste de plier bagage et de quitter la base de Kandahar. Stephen Thorne s'est exécuté. Quelques jours plus tard, l'actualité brûlante l'a ramené sur la base lorsque les quatre soldats canadiens ont été tués par un tir ami d'un chasseur américain. Thorne est revenu sur la base, mais comme les gardes américains le connaissaient et qu'ils n'étaient pas au courant de son expulsion, il a pu réintégrer le camp. Le commandant canadien lui a juste conseillé de garder un profil bas[49].

À son retour d'Afghanistan, Thorne est revenu longuement sur les relations de méfiance entre les médias et l'armée en Afghanistan dans un article publié dans la lettre d'information de la *Canadian War Correspondents Association*. Ayant été durant plusieurs années le rédacteur en chef de cette publication, Thorne connaît bien les enjeux de la couverture médiatique de la guerre. Il a critiqué sans ambages la conduite des affaires publiques : « Durant trois mois en Afghanistan, j'ai eu une relation litigieuse avec les officiers d'affaires publiques de l'armée canadienne. La plupart des journalistes ont eu la même chose », note-t-il (Thorne, 2002b, p. 3). Thorne explique qu'il a cru au départ que l'armée allait faciliter la couverture médiatique des troupes canadiennes, mais qu'il s'est finalement retrouvé dans une relation épineuse avec les officiers d'affaires publiques : « Ils ont rendu la vie des journalistes le plus difficile qu'ils le pouvaient » (Thorne, 2002b, p. 3). Son diagnostic est accablant :

> En Afghanistan, il existait un manque fondamental de confiance entre les affaires publiques militaires et les médias. Ils semblaient parfois ne pas connaître leur propre boulot, ne comprenaient pas le nôtre et, le pire de tout, avaient aucune idée de ce que le public canadien voulait ou avait

> besoin de savoir sur leurs soldats au combat. Une fois, un PAFO[50] a essayé de me dire qu'il était de mon devoir de rassurer les Canadiens que leurs garçons (et quatre femmes) ne font pas face à des menaces sérieuses. Le colonel m'a dit que c'était de la M., puis m'a dit de rapporter les choses comme je les voyais. Et je l'ai fait (Thorne, 2002b, p. 3).

Si le journaliste Thorne et le documentaliste Pritchard, le duo qui a suivi dès le début l'opération *Harpoon* aux côtés des troupes, ont pu faire leur travail, ce n'est certainement pas avec la pleine coopération des officiers d'affaires publiques, comme le souligne le correspondant de La PC :

> Pritchard était toujours en désaccord avec les officiers des affaires publiques qui semblaient n'avoir aucune idée de qui il était, et qui cherchaient constamment à le freiner. Les troupes connaissaient bien Pritchard. Elles le respectaient, avaient confiance en lui et appréciaient sa compagnie. Si Pritchard ou moi avions besoin de quelque chose, les officiers d'affaires publiques étaient les dernières personnes que nous étions enclins à consulter. Nous évitions beaucoup une bureaucratie prenante si nous évitions les Pafos et allions directement aux personnes auprès de qui nous avions besoin l'aide – ce qui était le plus souvent fait avec un enthousiasme généreux (Thorne, 2002b, p. 3).

L'article de Thorne mentionne que la méfiance régnait aussi entre les officiers d'affaires publiques et les soldats :

> À tort ou à raison, [les soldats] ont blâmé les affaires publiques pour la plupart des problèmes d'image de l'armée. La plupart n'avaient même jamais rencontré les officiers des affaires publiques avec qui ils se sont déployés. Et peu, sinon aucun, n'a exprimé le genre de préoccupations que les Pafos disaient être les raisons pour lesquelles nous ne pouvions pas ou ne devrions pas parler aux troupes quand nous en ressentions le besoin. Au lieu d'une relation de coopération intégrée entre les affaires publiques et les opérations, il semblait y avoir un fossé entre deux branches de l'armée avec des agendas complètement différents (Thorne, 2002b, p. 3).

Après seulement une semaine à Kandahar, le journaliste Mitch Potter du *Toronto Star* a été l'un des premiers à critiquer publiquement les conditions de travail des journalistes canadiens sur place juste avant son expulsion. Potter a indiqué que c'était le « *blackout* de l'information » qui était le plus difficile à supporter pour les journalistes et non les conditions de vie difficiles et autres privations (Potter, 2002, p. B01). Il a ajouté que les briefings quotidiens étaient une risée et que les officiels militaires tenaient les journalistes sur une courte laisse (Potter, 2002, p. B01). Plus tard, Potter soutiendra : « Je crois qu'il y avait généralement un esprit de méfiance de la part des militaires envers les journalistes, juste une impression de fond que nous étions des personnes dont il fallait s'occuper et personne n'était enthousiaste avec ça. Il s'agissait plus de nous limiter plus qu'autre chose » (cité par Hobson, 2007, p. 8). Un autre journaliste a soutenu que les officiers d'affaires publiques essayaient de contrôler tous les mouvements. Pour parler aux soldats, il fallait faire une demande formelle et être escorté par un officier d'affaires publiques vers les tentes des soldats, a expliqué le journaliste Jim Farrell du groupe Southam Newspapers dans l'*Edmonton*

Journal (Farrell, 2002b). Pour lui, les contraintes imposées par les officiers d'affaires publiques rendaient difficile la tâche de rapporter les préoccupations premières des soldats, leurs espoirs ou leurs peurs. Les journalistes étaient, dit-il, une nuisance à tolérer (Farrell, 2002b).

Le commandant du premier contingent canadien en Afghanistan, le lieutenant-colonel Pat Stogran, fait lui-même écho à ces critiques des premiers correspondants canadiens en Afghanistan. Pour Stogran, la question de la presse dans les opérations n'était pas nouvelle. Il a notamment participé à l'exercice militaire *Sudden Flash* sur la base canadienne de Wainwright, en Alberta, à l'automne 1985, où il a travaillé de près avec la presse[51]. Certains membres de son groupement tactique *3 PPCLI* avaient servi dans le fameux Régiment aéroporté du Canada qui avait défrayé les manchettes et a été démantelé à la suite du scandale de la Somalie dans les années 1990. À la suite de la guerre du Golfe et du scandale de la Somalie, où on a sévèrement critiqué les conditions de travail des médias, l'armée canadienne a amorcé une timide réflexion pour instaurer une doctrine d'affaires publiques plus ouverte. Le commandant Pat Stogran est donc arrivé sur le terrain en Afghanistan déjà convaincu de l'importance de l'information et de la nécessité de travailler avec les médias. Il témoigne :

> Bien avant que je sois déployé en Afghanistan, j'ai accepté que la presse serait un outil important pour moi pendant les opérations. Je savais que la mésinformation ou la désinformation pouvaient être une arme puissante contre nos meilleurs efforts, même des rumeurs apparemment inoffensives dont les détracteurs du groupement tactique du 3 PPCLI pouvaient tirer profit dans la presse. Étant un "gars de type confrontationnel", j'ai décidé de m'attaquer tête première à cette menace en travaillant en étroite collaboration avec la presse, assurant que l'information précise serait publiée. Je voulais les traiter comme des professionnels ayant des objectifs complémentaires mais différents. Ils voulaient des nouvelles et le Groupement tactique allait en faire pour eux. Le Groupement tactique voulait qu'elles soient de bonnes nouvelles, mais les médias allaient prendre toutes les nouvelles qu'ils pouvaient obtenir, bonnes ou mauvaises (Stogran, 2002, p. 14).

Cependant, Stogran percevait à ce moment-là une tendance lourde des affaires publiques vers le secret et l'encadrement serré de la presse, qu'il fallait chaperonner et alimenter au compte-gouttes. Il a choisi plutôt d'établir une relation de confiance avec les journalistes qui étaient avec ses troupes, mais non sans résistance.

Stogran avait confiance en ses hommes. Il explique qu'il savait bien que ses troupes n'allaient pas partir là-bas comme une bande de sauvages ou de criminels, mais qu'elles voulaient faire les choses correctement, même s'il savait que des accidents se produiraient[52]. Cependant, il a dû imposer sa vision des choses, car les premiers contacts des troupes avec les médias n'étaient pas si chaleureux. Avec les premières demandes d'entrevues de la journaliste Nahlah Ayed de La Presse canadienne, certains soldats se sont sentis envahis dans leur intimité et se sont montrés plutôt

hostiles[53]. Il faut préciser ici que la présence à Kandahar des membres du commando des forces spéciales *JTF2* n'a pas arrangé les choses, ces derniers étant connus pour leur caractère ultrasecret et leur aversion des caméras. Face à la nervosité du début, Stogran a réagi pour calmer les choses :

> J'ai souligné à la chaîne de commandement ma théorie à ce propos. Nous devons connaître les journalistes qui étaient véritablement là pour rendre compte de nous versus ceux qui venaient pour les séances de photo et les unes. Mais pour tout journaliste qui était présent sur l'aérodrome de Kandahar, nous nous devions de le connaître[54].

Selon Stogran, connaître les journalistes, pour les militaires, est la première étape en vue d'établir une relation de confiance. Et vice-versa, il croit que les journalistes doivent connaître les troupes pour mieux rapporter leurs activités. Il se méfiait plutôt du journaliste inexpérimenté qui débarque en zone d'opérations sans maîtriser le b.a.-ba militaire.

La vision du commandant est cependant, à ce moment, confrontée au biais de l'armée envers les médias et à la résistance des officiers d'affaires publiques. Le biais défavorable des militaires envers la presse est une caractéristique récurrente dans la littérature sur les relations armée-médias. En ce qui concerne les soldats du groupement tactique *3 PPCLI*, l'accueil froid des premiers jours envers les médias s'est rapidement estompé à mesure que la confiance grandissait. Stogran explique par exemple que l'hostilité du début envers Nahlah Ayed n'a pas duré, car les soldats ont constaté le travail professionnel de la journaliste et l'effet des reportages sur les familles à la maison[55]. La correspondante dira qu'à force de la côtoyer, les soldats ont accepté d'accorder des entrevues (Ayed, 2012, p. 79).

Le commandant Pat Stogran a eu plus de difficultés avec les officiers d'affaires publiques. Dès le début, un OAP a été envoyé d'Ottawa pour coordonner les relations avec les médias, mais il n'y avait pas eu de séance de familiarisation avec les troupes. Stogran dit qu'au courant de la mission, il a demandé à ses officiers d'affaires publiques de donner accès aux médias et d'ouvrir les portes pour eux. Il voulait montrer les forces et les sacrifices de ses soldats et son mot d'ordre aux officiers d'affaires publiques a été de « célébrer les troupes[56] ». Sa politique prônait l'ouverture envers les médias à moins d'indications contraires exceptionnelles de sa part. Mais d'après lui, ce point de vue n'a pas été bien reçu par les affaires publiques qui voulaient tenir les médias à l'œil :

> Les gars des affaires publiques me disaient, "Nous ne pouvons pas être vus comme trop près des médias". Nous sommes parvenus à être professionnels et je suis d'accord avec cela. Mais en même temps, l'information a été l'une des armes que je devais contrôler, je devais faire en sorte que nous avions la nation derrière nous[57].

Ces exemples illustrent quelque peu le dilemme constant pour les militaires entre la volonté de tenir la presse à l'écart et la mise à profit des effets positifs de l'information médiatique.

Pour les Américains comme pour les Canadiens, l'ouverture envers les médias au début de la guerre va se révéler ardue en raison de la méfiance rampante chez les militaires. Le premier déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan s'est effectué sans qu'une véritable réflexion ait été engagée au sein des différents corps canadiens et au sein du commandement sur la place des médias dans les opérations. Sans cette réflexion, les relents du passé étaient susceptibles de remonter facilement à la surface et de teinter l'interaction entre les militaires et les médias sur le terrain. Stogran rappelle ici la profondeur du malaise entre l'armée et les médias :

> Les FC [Forces canadiennes] ont eu tellement une mauvaise expérience avec le sensationnalisme et la surveillance par la presse au Canada que ça a nourri un manque de confiance qui s'est incorporé dans la psyché de chaque soldat. Ça a également instillé un sentiment de paranoïa laissant les FC avec une préoccupation à temps plein d'essayer d'empêcher la presse de mettre dans l'embarras notre haut commandement (Stogran, 2002, p. 15).

Cette volonté héritée du passé de tenir à l'écart les médias s'est rapidement manifestée auprès du service des affaires publiques. Certes, il ne s'agissait pas de refuser totalement la présence des médias dans les parages des troupes, une position qui aurait été intenable pour les autorités militaires et politiques au Canada au moment où une opération militaire de grande envergure était en cours, mais il fallait encadrer étroitement les mouvements des journalistes qui étaient sur le terrain. Ce vieux réflexe n'était pas de nature à contenter les journalistes canadiens qui ont couvert cette période, comme en témoignent les critiques de Stephen Thorne mentionnées plus haut. Au retour de sa mission, le commandant Stogran est revenu sur son désaccord avec ses officiers d'affaires publiques :

> En Afghanistan, j'ai eu l'impression que la relation entre les journalistes et mes officiers d'affaires publiques (PaffOs) était loin d'être idéale. Alors que mes PaffOs étaient dévoués, des professionnels consciencieux et capables, nous avions des idées différentes sur la façon de traiter la presse. J'ai eu l'impression qu'ils voyaient leur travail comme consistant à n'ouvrir que des fenêtres restreintes pour les médias ; je l'ai vu dans l'autre sens. Je voulais qu'ils soient des facilitateurs, assurant que les médias avaient vu ou savaient pratiquement tout ce que nous faisions (Stogran, 2002, p. 15).

Stogran considère aussi que la plupart des journalistes qui ont couvert sa mission étaient professionnels, mais que certains ne l'étaient pas. Connu pour son franc-parler, le lieutenant-colonel Stogran ne mâche pas ses mots : « Il y a beaucoup de gens peu professionnels mais qui sont des rédacteurs créatifs[58] ». Il donne l'exemple d'un journaliste du magazine américain *Rolling Stone* qui a couvert une de ses opérations et qui a rapporté la « conversation de vestiaire » entre le commandant et ses troupes[59]. Il dit que l'article a causé une commotion, car il parlait de l'ennemi en termes peu élogieux. On pouvait lire dans le *Rolling Stone* : « Dans les sessions de briefing, il

réfère en plaisantant à l'ennemi taliban comme des « païens » (Wright, 2002). Pour Stogran, tout ce qu'un commandant dit aux troupes n'est pas d'intérêt pour le public des médias. Avec son légendaire franc-parler, il revient sur les paroles rapportées dans le magazine :

> Je parle aux troupes et je réfère aux méchants comme des païens et nous sommes les infidèles et c'est un genre de blague. Il faut laisser de côté ce genre de choses [il insiste]. Pour un public au Canada, ils vont dire : "Oh oh oh, cela est une croisade". NON ! Ce sont de putains de méchants. Je ne leur souhaite aucun mal. Je les tuerai si… parce que c'est ça qu'est le travail d'un soldat[60].

Le journaliste a la latitude de séléctionner des renseignements que le commandant a livrés dans un briefing à moins que celui-ci ne soit confidentiel. Ici, c'est un exemple de publicité négative que ne désire ni le commandant ni l'armée. En principe, soit le commandant est averti qu'un journaliste est présent et que ses paroles peuvent être rapportées, soit le journaliste est averti que les paroles du commandant sont confidentielles.

Dans l'ensemble, le commandant Pat Stogran a été satisfait de la relation avec les médias durant son déploiement en Afghanistan. Il y a eu bien sûr quelques ratés, mais il qualifie la somme des relations de « bonne[61] ». Sur la couverture que le *3 PPCLI* a reçue, il note ailleurs : « Les bonnes nouvelles dont le Groupe de bataille a joui à Kandahar ont surpassé toutes les mauvaises nouvelles que nous avons pu subir » (Stogran, 2002, p. 16).

En réfléchissant sur l'avenir, le commandant du 3e Bataillon *PPCLI* a souligné la nécessité d'entretenir les relations entre l'armée canadienne et les médias. Pour lui, une relation professionnelle devrait être nouée avec des correspondants de guerre professionnels capables de bien comprendre le fonctionnement de l'institution militaire, et cette relation devrait être basée sur la formation conjointe, à l'instar des autres corps militaires qui doivent s'entraîner ensemble pour cultiver leur cohésion (Stogran, 2002, p. 16). Dans un article publié dans le *Journal de l'armée canadienne* sur la mission du *3 PPCLI*, il a mentionné le travail avec les médias comme un domaine à perfectionner[62]. Même son de cloche avec le correspondant de La Presse canadienne Stephen Thorne (2002, p. 3), qui a lancé cet appel au retour de son séjour de trois mois en Afghanistan : « L'armée canadienne, jadis un leader dans l'information publique et la communication, doit réévaluer ses relations avec les médias et répondre à certaines des questions soulevées en Afghanistan. Le public canadien mérite rien de moins ».

Pour Thorne, l'un des journalistes canadiens qui a passé le plus de temps avec les Forces canadiennes sur le terrain en 2002, les conditions de travail des journalistes durant la guerre au terrorisme n'avaient rien de rassurant pour la profession : « Cela ne présage rien de bon pour le

reportage de guerre ou le journalisme en général » (Thorne, 2002b, p. 3). Pour sa couverture de l'Afghanistan, Thorne sera le premier lauréat du prix Ross Munro dédié à la mémoire du correspondant de La Presse canadienne durant la Deuxième Guerre mondiale[63].

Les différentes critiques exprimées par les journalistes sur l'information militaire et sur le service des affaires publiques durant les premières années de la guerre en Afghanistan traduisent le climat de méfiance qui a caractérisé les relations armée-médias dans le passé. L'armée canadienne ne pouvait cependant pas blâmer uniquement le contrôle plus serré des Américains, qui assuraient le commandement de la base militaire de Kandahar, où se trouvait le gros du contingent journalistique. Il faut plutôt chercher les raisons du dissentiment général entre les armées canadienne et américaine et les médias, de part et d'autre, dans les relations tumultueuses qui remontent au Vietnam et à après, pour les États-Unis, et aux années 1990 et à la Somalie, pour le Canada.

Le premier déploiement de l'armée canadienne en Afghanistan a certainement rappelé au commandement canadien l'importance de planifier les relations avec les médias. Si au début, on pensait garder un profil bas et tenir les médias à distance, l'intérêt accru des médias suscité notamment par la mort accidentelle des quatre soldats a allumé une lumière à Ottawa. Si l'engagement canadien devait se poursuivre, voire s'accentuer en Afghanistan, la Direction générale des affaires publiques n'aurait pas d'autre choix que de mieux planifier le chapitre médiatique dans le livre des opérations militaires. Cela n'allait pas être une mince affaire considérant l'ampleur du traumatisme passé fortement imprégné dans la mémoire de l'institution militaire. Une autre guerre américaine dans la région fournira aux armées américaine et canadienne les leçons d'une planification médiatique opérationnelle : l'Irak. Comme nous le verrons, avec une guerre canadienne qui allait prendre de l'ampleur en Afghanistan, les correspondants canadiens auront l'occasion de revenir dans les montagnes afghanes avec un nombre encore plus imposant de journalistes accrédités. Comme l'Afghanistan, l'armée canadienne aura deux choses contradictoires à offrir encore, l'hospitalité et l'hostilité.

CHAPITRE 2

L'OPÉRATION *ATHENA* À KABOUL

Après l'intervention canadienne sous commandement américain en 2002 dans la région de Kandahar, le Canada poursuit son engagement en Afghanistan, cette fois-ci auprès des forces de l'OTAN à partir de la capitale afghane, Kaboul. C'est le début de l'opération *Athena* en 2003. Avec la guerre en Irak de 2003, l'armée américaine dévoile un nouveau modèle de couverture médiatique des opérations militaires en intégrant des journalistes dans ses unités sur le terrain. C'est le modèle de l'*embedding*. Ce nouveau concept va retenir beaucoup l'attention des médias et des états-majors. L'armée canadienne va s'inspirer du modèle américain et va instaurer l'intégration des médias dans ses quartiers à Kaboul. L'accréditation des médias va devenir plus formelle, avec des règles précises, sous la supervision des officiers d'affaires publiques.

La mise en place de ce nouveau programme journalistique sera un défi organisationnel pour le service des affaires publiques en ce qui concerne l'accès des journalistes intégrés aux opérations ainsi que le transport et la communication des médias. L'accréditation des médias pour couvrir une guerre repose sur le principe cardinal de la sécurité opérationnelle. Comment cette articulation se manifestera-t-elle en Afghanistan dans un contexte à la fois canadien et multinational ? Comme dans les guerres passées, la mort de soldats va créer une grande émotion au pays et forcer l'armée canadienne à gérer les mauvaises nouvelles. La mort des soldats est une ligne de fracture génératrice de tension dans les relations armée-médias.

Au cours de la phase I de l'opération *Athena*, les médias intégrés seront invités à couvrir les milliers de patrouilles des groupements tactiques canadiens. La situation sera différente en ce qui concerne les opérations directes menées en vue de combattre des groupes terroristes et des bandes organisées. La plus grande déception des médias sera leur exclusion des raids sur des objectifs ciblés. Dans l'ensemble, le jeune programme d'intégration des médias va apporter beaucoup de visibilité aux activités de l'armée canadienne. Les relations entre les officiers d'affaires publiques et les journalistes intégrés seront grandement améliorées par rapport à la période précédente. Voyons d'abord l'origine de cette idée d'intégration.

2.1 Un nouveau concept : l'*embedding* en Irak

En plein milieu de la guerre en Afghanistan, l'armée américaine lance une opération militaire contre l'Irak en mars 2003. Une nouvelle politique médiatique baptisée *media embedding* avait été définie dans une directive d'affaires publiques émanant du Pentagone en février 2003. Contrairement au système décrié des *pool*s, qui avait jusque-là été le modèle officiel de la couverture journalistique des opérations militaires américaines, le nouveau programme permet à des centaines de journalistes d'être intégrés à des unités mobilisées sur le terrain. Le journaliste *embedded* est affecté à son unité et celui-ci vit avec les soldats tout au long de l'opération. La condition sine qua non de l'accréditation est l'acceptation par le journaliste *embedded* des *ground rules,* règlements régissant la couverture médiatique qui définissent ce qu'il faut publier et ce qu'il ne faut pas publier. Tout au long de la guerre, l'armée américaine a offert 920 places, et les médias ont finalement officiellement intégré 775 journalistes internationaux. Parmi eux, on compte, entre autres, les Canadiens Matthew Fisher, du *National Post,* intégré à une unité de reconnaissance de la 1re Force expéditionnaire des Marines, et Luc Chartrand, de Radio-Canada, intégré à l'unité de génie *Seabees*.

Sur la forme, les règlements de l'intégration ne sont pas très différents de ceux qui avaient déjà servi durant la Deuxième Guerre mondiale, la guerre du Vietnam ou la guerre du Golfe. Sur le fond, les règlements de l'*embedding* en Irak ne reposent pas sur la censure préalable de l'information. C'est un changement de philosophie majeur pour les relations armée-médias en comparaison aux règlements du passé, à l'exception de la guerre du Vietnam[1]. « Personne n'a tenté de censurer ce que j'écrivais. En effet, personne n'a regardé au-dessus de mon épaule pour voir ce que j'écrivais », affirme le journaliste du *National Post* Matthew Fisher (2003, p. 19). Comme plusieurs journalistes, Fisher a bénéficié d'un accès non négligeable en participant, notamment, aux briefings de son unité, y compris les briefings confidentiels. Selon Fisher, la compréhension mutuelle entre les journalistes et les commandants de terrain a été améliorée à la suite de l'intégration en Irak, les deux côtés ayant trouvé le processus gérable et utile (Fisher, 2003, p. 19).

Pour Bryan Whitman, qui était un des responsables du Bureau américain des affaires publiques, le Pentagone a évalué toutes les éventualités positives et négatives du programme *embedding* et a imaginé les actions appropriées pour juguler les mauvaises surprises liées à la présence des journalistes : « Nous avons fait la planification des affaires publiques comme nous le ferions pour toute autre forme de planification de guerre » (Whitman, 2003, p. 207). Selon Victoria

Clarke, la patronne des Affaires publiques au Pentagone, qui a joué un rôle déterminant dans l'instauration du programme, l'*embedding* a été mis en place, car l'armée américaine avait une bonne nouvelle à raconter comme antidote à la propagande irakienne en essayant d'être transparente malgré des erreurs inévitables (Clarke, 2006, p. 57). Durant la phase d'invasion entre mars et mai 2003, la couverture médiatique a été largement positive. D'après Clarke, l'*embedding* « a permis au public américain d'obtenir une meilleure vue de ce qui se passait et une meilleure appréciation de l'armée » (citée par Kelley, 2003).

Cependant, tout le monde n'a pas dit oui à la formule de l'*embedding* en Irak. La CBC a choisi de ne pas participer au programme du Pentagone. Dans un article publié dans le magazine *Maclean's*, Peter Mansbridge, le présentateur de la CBC, a posé la question suivante *:* « Est-ce que quelqu'un peut voyager avec les troupes américaines et rapporter quand même la guerre objectivement ? » (Mansbridge, 2003). Les correspondants de la CBC ont couvert la guerre en Irak de manière indépendante, mais ils ont été confrontés à d'énormes difficultés. Les journalistes indépendants, qu'on appelle les « unilatéraux », étaient de manière générale indésirables sur le front. Paul Workman de la CBC a signalé les défis de traverser la frontière irakienne à partir du Koweït pour les journalistes unilatéraux (Workman, 2003). Dans le dispositif *embedding*, la différenciation intégrés/non intégrés s'exerce par la dissuasion ou la répression en vue de canaliser la couverture sur le terrain militaire et non sur le journalisme tout-terrain[2].

Plusieurs critiques ont indiqué que l'intégration équivalait ni plus ni moins à être dans le même lit que l'armée (*In bed* au lieu d'*embed*). Ancien correspondant de guerre de La Presse canadienne devenu professeur de journalisme, Stephen Ward (2003, p. 7) a exprimé de graves réserves en suggérant aux médias qui avaient choisi d'intégrer leurs journalistes de prendre des mesures éditoriales pour minimiser les effets négatifs de l'intégration et s'assurer d'offrir une couverture exacte et diversifiée. Un autre danger qui a été souvent soulevé a été l'identification des journalistes intégrés aux soldats. En raison de la proximité, l'intégration pose un défi aux journalistes intégrés par rapport à leurs valeurs professionnelles (Tumber, 2004). « L'idée prioritaire de l'"*embedding*" était de permettre aux journalistes, en vivant le conflit de l'intérieur, de partager au plus près le quotidien des soldats jusqu'à éprouver de l'empathie pour ceux qu'ils suivent sur le terrain » (Rampton et Stauber, 2003, p. 217). Défenseur de l'*embedding*, Matthew Fisher a concédé que des amitiés se nouent à chaque fois qu'un journaliste passe du temps avec un

groupe, mais il a demandé pourquoi cela posait plus problème quand on parle de militaires et moins quand il s'agit de joueurs de hockey ou de politiciens (Fisher, 2004, p. 19).

Plusieurs observateurs ont souligné le succès de l'*embedding* à titre de stratégie de relations publiques. Une consultante en relations publiques a relevé la force de cette stratégie : « Tout le génie de cette formule est qu'elle repose sur les principes de base des relations publiques : les contacts. Plus vous aurez de bonnes relations avec un journaliste, plus vous aurez de chances qu'il soit réceptif à ce que vous lui dites et qu'il relaie votre message » (citée par Rampton et Stauber, 2003, p. 219). Cette stratégie sera au cœur de la communication de guerre du Pentagone en Irak.

Après les Américains et les Britanniques en Irak, les Canadiens ont très rapidement adopté le concept d'*embedding*. Les leçons médiatiques tirées de la guerre en Irak par l'armée américaine serviront donc aux Canadiens en Afghanistan[3]. Évidemment, « chaque conflit militaire va présenter un ensemble de circonstances uniques : défis, géographie et mission », a conclu, en référant au futur de l'*embedding,* Bryan Whitman (2003, p. 208). C'est exactement ce qui va se produire avec l'*embedding* canadien qui se déroule en Afghanistan dans une mission avec ses propres défis opérationnels et ses propres particularités géographiques à travers différentes temporalités.

2.2 La naissance du programme d'intégration canadien

Au sortir de l'expérience de 2002 avec le déploiement du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* du commandant Pat Stogran, des discussions internes ont eu lieu au ministère de la Défense nationale à Ottawa pour déterminer la marche à suivre en ce qui concerne les médias en Afghanistan. L'officier d'affaires publiques Christian Lemay a rencontré plusieurs responsables militaires pour discuter des relations avec les médias lors du premier déploiement et des défis futurs. Après des années de léthargie en ce qui concerne les relations armée-médias au Canada, la guerre en Irak va jouer un rôle déterminant en servant de bougie d'allumage. La Direction générale des affaires publiques de l'armée canadienne observe d'un œil très intéressé ce qui se passe en Irak entre mars et mai 2003 dans le programme américain, qui bénéficie lui-même d'une large couverture médiatique. L'idée de reprendre l'*embedding* va émaner du service des affaires publiques à Ottawa, qui a suivi l'expérience concluante pour l'armée américaine et avait pris note de l'appréciation positive des responsables militaires américains à tous les niveaux du commandement. Le processus menant à la mise en place du programme d'intégration canadien s'effectue à partir de deux sites. D'abord, sur le terrain avec les officiers d'affaires publiques

déployés qui doivent gérer les demandes des médias, et ensuite, au ministère de la Défense nationale, où la Direction des affaires publiques planche sur une directive opérationnelle.

En mai 2003, une équipe d'activation est déployée à Kaboul pour préparer l'arrivée de nouvelles troupes canadiennes. Cette fois-ci, il y aura une meilleure planification d'affaires publiques en vue de l'arrivée d'une nouvelle rotation à Kaboul. Le major Roland Lavoie est l'officier d'affaires publiques supérieur du commandement national au QG canadien, tandis que le capitaine Jay Janzen est l'officier d'affaires publiques du 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* (*3 RCR*), le nouveau groupement tactique en cours de déploiement. Dans les forces depuis 1989, Lavoie a occupé plusieurs fonctions liées à la planification stratégique des communications et aux affaires publiques. Il a appris à travailler avec les médias durant la guerre du Golfe et a servi dans plusieurs missions, notamment comme porte-parole pour la force de l'OTAN au Kosovo. Plus tard, il sera chef d'état-major des affaires publiques au ministère de la Défense nationale. Quant à Janzen, il s'est joint à la Direction des affaires publiques en 1999 après un transfert de la force régulière. Quand il débarque à Kaboul avec l'équipe d'activation, c'est sa première affectation d'affaires publiques en mission opérationnelle.

Au cours du printemps 2003, les relations avec les médias sont au menu de la préparation du nouveau déploiement en Afghanistan. Le nouveau commandant canadien et certains responsables d'affaires publiques à Ottawa prennent part aux discussions. D'après l'OAP Roland Lavoie, des consultations ont même eu lieu avec les médias. « On était conscients de l'expérience d'*embedding* américaine qu'on trouvait intéressante en dépit de certaines limitations, mais on ne cherchait pas nécessairement à la répliquer telle quelle[4] », note Lavoie. Son collègue Jay Janzen précise : « Avant le déploiement, la chaîne de commandement a indiqué clairement au personnel de tous les grades que le volet des médias était important pour le succès global de l'opération » (Janzen, 2004, p. 52). Après l'expérience américaine en Irak, il est de plus en plus évident que la formule de l'intégration des journalistes aux opérations militaires a séduit la branche des affaires publiques à Ottawa. Brett Boudreau de la Direction générale des Affaires publiques à ce moment-là avance que l'intégration était un essai pour permettre la couverture de l'armée canadienne avec tous ses défauts (cité par Wattie, 2004, p. 14). Le journaliste du *National Post* Chris Wattie évoque alors une « discrète offensive de relations publiques » (Wattie, 2004).

Après l'accueil informel, mais fonctionnel, des médias à Kandahar en 2002, l'armée canadienne institue l'accueil formel des médias dans ses opérations en Afghanistan à partir de 2003

à Kaboul. « C'est la première fois que nous avons formellement mis en place un programme de médias intégrés[5] », note l'OAP Jay Janzen. Certes, l'armée canadienne avait déjà invité les médias dans ses opérations, mais, à la suite des Américains en Irak, c'est la première fois que la branche des affaires publiques *J5PA* adopte la terminologie officielle du concept d'intégration (*embedding*).

La planification d'affaires publiques en vue de mettre en place l'intégration des journalistes est guidée par quelques principes. Dans le discours d'affaires publiques, il y a d'abord le principe politique général de transparence qui est au cœur de l'évolution même des affaires publiques au Canada au lendemain du scandale de la Somalie. L'officier d'affaires publiques Roland Lavoie note que c'est fondamental qu'une mission d'une telle ampleur, et qui allait exiger un flot continu d'informations, soit couverte au moyen d'une information perçue comme objective[6]. Autrement dit, les officiers d'affaires publiques ont un rôle à jouer, mais ils ne doivent pas se substituer au rôle des journalistes indépendants. « Dès le premier jour, nous avions un intérêt à être autant ouverts et transparents que possible[7] », avance Jay Janzen. Ce principe politique qui reconnaît le rôle de la presse est inscrit dans toutes les politiques et les documents d'orientation d'affaires publiques depuis au moins la Première Guerre mondiale. Cependant, les guerres passées ont largement démontré qu'un principe sur le papier est loin d'être automatiquement concrétisable dans la réalité du terrain. L'armée comme institution d'un pays démocratique ne peut ne pas reconnaître le principe politique d'une information indépendante. Il est plus difficile de mettre en pratique ce principe quand l'information peut être dommageable à l'armée en raison de différents facteurs. La couverture médiatique de la mission canadienne en Afghanistan n'échappera pas à cette dure réalité.

Il y a aussi, caractère militaire et opérationnel oblige, le critère logistique. La gestion de la logistique n'est pas nécessairement toujours inscrite dans les politiques d'affaires publiques, mais elle est cruciale en matière de planification. La concrétisation de la logistique nécessite alors une prévision des ressources matérielles. Pour éviter de mauvaises surprises, la planification médiatique se fait à plusieurs niveaux, y compris les éléments de base comme les moyens de communication. « Dans des missions austères, souvent les médias risquent de devenir un fardeau si on n'a pas planifié ça. On va quelque part, on prévoit qu'on doit nourrir 100 personnes avec tant de tentes et tout. Et tout à coup, il nous arrive quelqu'un qui n'a pas les moyens de transmettre son

information[8] », remarque le colonel Lavoie. Au-delà des ressources, plusieurs éléments doivent être pris en compte, renchérit son collègue Jay Janzen :

> Nous savions que ça allait être important d'arriver à la meilleure façon de gérer la logistique des médias et aussi de gérer toutes les implications des relations avec les médias sur les opérations, y compris comment gérer les questions de sécurité opérationnelle, la sécurité des médias, l'accès aux médias, les politiques sur qui peut parler aux médias et ce qu'ils peuvent dire. Toutes ces choses devaient être abordées[9].

Quand l'avant-garde des troupes canadiennes arrive à Kaboul en mai 2003 avec l'équipe d'affaires publiques, la phase offensive de la guerre en Irak vient tout juste de se terminer. Le service des affaires publiques à Ottawa compte aller de l'avant, mais la politique médiatique est en cours d'approbation. Les officiers d'affaires publiques à Kaboul ne disposent pas encore de tous les éléments pour démarrer le programme. Les choses vont prendre un peu de temps pour se mettre en place. « Quand nous avons commencé la rotation, nous n'étions pas en mesure d'intégrer les médias pendant les trois premières semaines quand j'y étais parce que nous ne disposions pas du plan et du programme en place[10] », explique Janzen. Au printemps 2003, les ébauches de la politique médiatique sont dans les mains des avocats du ministère de la Défense nationale, qui épluchent tous les points dans les documents avant de donner leur approbation. La mise en place du programme sur le terrain va se faire forcément « par essais et erreurs[11] », confie Janzen.

Sur le terrain, les officiers d'affaires publiques font appel encore une fois aux Américains. Les premiers documents d'accréditation qui ont servi au camp Julien à Kaboul sont donc des documents fournis par les officiers d'affaires publiques américains sur le modèle de l'*embedding* pratiqué en Irak. Il faut signaler ici que les relations entre les services d'affaires publiques canadiens et américains s'établissent à plusieurs niveaux. Il y a des officiers d'affaires publiques déployés en Afghanistan qui ont des contacts très étroits; des Directions d'affaires publiques à Ottawa et à Washington qui ont également des échanges réguliers; puis des échanges qui se font à travers la formation, car plusieurs officiers d'affaires publiques canadiens fréquentaient alors la *Defense Information School* (*DINFOS*) à Fort Meade, dans le Maryland.

Dans un article publié sur les médias durant la première rotation de l'opération *Athena*, Janzen revient sur les règles empruntées aux Américains :

> Ces documents ont constitué un excellent point de départ en vue de l'intégration de journalistes au groupe-bataillon du *3 RCR*. Il est toutefois vite devenu très évident qu'il existait des différences fondamentales entre la façon dont les médias étaient gérés en Irak et la réalité qui existait sur le terrain à Kaboul (Janzen, 2004, p. 50).

Avec les nouveaux documents d'intégration, l'arrangement de base consiste à accueillir les médias à la condition que les journalistes accrédités se conforment à un certain nombre de règlements. L'intégration journalistique se définit comme l'octroi d'un accès conditionnel à la sécurité des opérations militaires. Ici, l'*embedding* n'a rien d'innovant, car l'armée canadienne a commencé à utiliser ce type d'arrangement durant la Deuxième Guerre mondiale, avec les règlements régissant le travail des correspondants de guerre. Les différences sont ailleurs, comme nous le verrons.

Les journalistes canadiens présents à Kaboul ont été invités par l'équipe d'affaires publiques à signifier leur intérêt pour opérer à l'intérieur de la base canadienne. Ils sont hébergés dans une grande tente dédiée aux médias, sont nourris aux rations de l'armée et ont accès à un certain nombre d'installations dans le camp. Contrairement au système américain, où les journalistes vivaient avec les soldats de leur unité d'attachement, le programme canadien offre aux journalistes intégrés leur propre espace. « Afin de préserver la vie privée des troupes, il a été décidé que les journalistes intégrés n'allaient pas dormir avec elles et il leur serait interdit de visiter leurs quartiers sans invitation », explique Matthew Fisher (2004, p. 18). La tente des médias est dans le camp, mais à une certaine distance des soldats. C'est un espace mixte, hommes et femmes y opèrent et y dorment sans distinction. Une journaliste qui a requis l'anonymat indique néanmoins qu'elle aurait préféré une séparation entre les journalistes hommes et les journalistes femmes pour une question d'intimité dans un petit espace très occupé[12].

En mai 2003, la phase d'occupation en Irak vient juste de débuter, l'*embedding* dans ces conditions n'a donc pas encore été testé. Jusque-là, le programme américain avait été éprouvé dans les conditions d'invasion. Les centaines de journalistes qui ont suivi l'armada américaine dans le désert irakien étaient intégrés à des unités particulières, et chaque journaliste devait rester avec son unité en principe du début à la fin. À l'avant avec des unités d'assaut, à l'arrière avec des unités de soutien ou intégrés à des QG de commandement, les journalistes se déplaçaient avec leurs unités d'attachement jusqu'à la fin de la mission. Ils n'avaient pas beaucoup de marge de manœuvre pour aller et venir entre les unités ou quitter une unité et y revenir (voir Bizimana, 2014, p. 49-52).

Le contexte canadien en Afghanistan est différent. Les journalistes ne sont pas intégrés à des unités précises. Contrairement au modèle d'intégration américain, où les journalistes intégrés avaient eu peu de contacts avec les officiers d'affaires publiques, Janzen relève cette différence : « Durant l'Op Athena […] tous les journalistes étaient centralisés au camp Julien et vivaient dans

des locaux distincts de ceux des soldats. Le personnel des médias avait des contacts presque quotidiens avec les officiers des affaires publiques et des contacts réguliers avec les commandants supérieurs » (Janzen, 2004, p. 51).

Généralement, quand un journaliste arrive à l'aéroport de Kaboul, l'équipe d'affaires publiques lui envoie un transport militaire blindé pour qu'il puisse rejoindre le camp Julien. Le journaliste est responsable de la planification de son voyage du Canada ou d'ailleurs jusqu'à Kaboul. Dans la planification du programme d'intégration, le transport des journalistes jusqu'en Afghanistan était une possibilité, mais l'idée a été vite abandonnée, car les avions militaires transitaient par une base canadienne au Moyen-Orient qu'on ne voulait pas révéler. L'ancien officier d'affaires publiques Donald Roy signale que cette base aérienne devait rester secrète et que personne d'autre que les militaires ne devaient monter à bord d'un avion militaire en transit sur la base[13].

Une fois que le journaliste se trouve au camp canadien, un officier d'affaires publiques lui fait le tour du propriétaire en indiquant les endroits accessibles et les endroits inaccessibles. Sur le camp, plusieurs endroits étaient interdits aux journalistes intégrés, mais ces derniers avaient par exemple accès au mess des officiers (Thorne, 2004a, p. 3). Le journaliste intégré reçoit alors une copie des *ground rules* qu'il doit signer en guise de contrat d'accréditation. Comme pour les soldats, il est interdit aux journalistes de consommer de l'alcool sur le camp, exception faite aux deux consommations permises par jour[14].

Jay Janzen (2004, p. 51) distingue la guerre en Irak de la guerre en Afghanistan en parlant d'une opération de guerre pour la première et d'une opération de paix statique centrée sur une base pour la seconde. Avec le mandat de maintenir la sécurité dans leur zone de responsabilité, les troupes canadiennes à Kaboul ne sont pas dans un rôle offensif, d'où l'utilisation du vocable « opération de paix » par Jay Janzen. Plus tard, les troupes auront un rôle offensif, mais la configuration du modèle d'intégration restera la même. Pour les deux conflits, il faut distinguer une configuration d'intégration au camp pour le modèle canadien versus une intégration dans l'unité pour le modèle américain. Cette différence entre les deux modèles nécessite alors un réajustement du modèle par le service des affaires publiques canadien pour mieux refléter les conditions opérationnelles propres à l'armée canadienne en Afghanistan.

Comme toujours, le but des règles d'accréditation est de protéger la sécurité opérationnelle. C'est certainement la préoccupation première des officiers d'affaires publiques. Ici, la grande

différence entre les *ground rules* en Irak et en Afghanistan et les règlements des correspondants de guerre de la Deuxième Guerre mondiale, c'est l'abandon d'une censure militaire obligatoire. Les journalistes ne doivent plus faire approuver leurs copies par les censeurs militaires avant la publication. Cependant, la censure peut toujours être appliquée de manière ponctuelle, et les commandants peuvent toujours l'exiger s'ils le jugent nécessaire. L'OAP Roland Lavoie, qui était au commandement national, raconte : « Je leur lisais l'ébauche puis on s'entendait sur les principes. Autrement dit : "Vous couvrez ce que vous voulez. Il n'y aura pas de révision éditoriale". J'insistais sur tout ce qui était sécurité opérationnelle. Je leur disais : si vous n'êtes pas sûrs venez me voir, parce que très souvent les médias ne comprenaient pas les conséquences de certains aspects[15] ». Jay Janzen, qui était au groupement tactique, ajoute :

> Nous ne voulions pas être dans une position où les médias allaient publier l'information en raison de l'accès privilégié qu'ils avaient. Ce serait provoquer ou d'exposer nos soldats à un préjudice ou un risque accru de sorte que nous devions gérer ce risque. La façon dont nous avons fait ça a été à travers ces règles de base. Les médias devaient signer des documents officiels acceptant d'obéir à ces règles[16].

Les premiers mois ayant servi de rodage en adaptant les documents américains, le programme d'intégration canadien prend véritablement forme en septembre 2003. Le document de base qui contient les règles d'intégration (*ground rules*) sera modifié plusieurs fois par l'équipe des affaires publiques à travers les missions subséquentes en Afghanistan.

L'accueil des médias dans le programme d'intégration est en principe gratuit. L'armée canadienne offre des repas et l'hébergement aux journalistes, mais n'exige pas de frais obligatoires pour pouvoir y prendre part. La seule obligation est la signature par le journaliste intégré des *ground rules* qui régissent les paramètres de la couverture médiatique. C'est le contrat d'intégration qui lie le journaliste qui est hébergé par l'armée. Cependant, par souci de préserver leur indépendance, certains médias choisissent de rembourser les coûts associés à l'intégration de leurs journalistes. C'est le cas, notamment, des grands médias canadiens comme CBC/Radio-Canada et l'agence La Presse canadienne, qui remboursent à l'armée canadienne les dépenses occasionnées par leurs correspondants. La compensation est alors calculée selon la politique des frais de l'armée canadienne en vigueur. Une facture est envoyée au média qui doit payer la somme en question au nom du receveur général du Canada. Pour les médias de plus petite taille comme les médias locaux, leurs moyens financiers ne leur permettaient pas de rembourser les frais et ils profitaient donc de l'hospitalité offerte par l'armée pour couvrir la guerre à moindres frais.

Au ministère de la Défense nationale à Ottawa, le processus d'approbation et de validation d'une nouvelle politique médiatique rencontre des résistances internes et connaît des lenteurs. Dès décembre 2002, un brouillon de la politique médiatique était en cours de rédaction à la Direction générale des affaires publiques, indique son rédacteur Donald Roy[17]. Ce dernier travaille sous la responsabilité du colonel Yvon Desjardins. Cependant, tout le monde n'est pas favorable à l'adoption d'un nouveau plan pour accueillir les médias dans les opérations militaires. Selon Chris Wattie du *National Post*, certaines personnes dans le Bureau du Premier ministre, au Conseil privé et à la Direction générale des affaires publiques s'opposent à l'*embedding* au départ (cité par Hobson, 2007, p.10). Le colonel Yvon Desjardins indique que le programme a été difficile à vendre aux commandants de l'armée (Godin, 2013, p. 30). Ces réactions ne sont pas étonnantes si on se réfère à la relation difficile entre l'armée canadienne et les médias dans le passé. Les mêmes réactions ont été observées chez les Américains dans le processus d'adoption de leur programme d'*embedding*.

Malgré les réticences du début, la Direction générale des affaires publiques à Ottawa réussit à convaincre la hiérarchie militaire et civile du bien-fondé de la mise en place d'un programme médiatique basé sur le modèle que les Américains ont utilisé en Irak. Au-delà du simple calcul pour planifier la gestion des médias, qui allaient de toutes façons se présenter dans n'importe quel camp canadien en Afghanistan comme ça avait été le cas à Kandahar en 2002, il est évident que les images spectaculaires et la couverture largement positive des journalistes intégrés avec l'armée américaine en Irak ont fortement influencé le service des affaires publiques de l'armée canadienne à Ottawa. L'accès journalistique accordé par les Américains en Irak ne signifiait pas du tout l'abandon du contrôle sur l'information militaire. Sur les centaines de journalistes accrédités en Irak, seule une poignée a pu être intégrée en première ligne avec les unités d'assaut. Pour l'armée canadienne, c'est un risque calculé, mais l'occasion est trop belle pour ne pas saisir la balle au bond.

Quand les Américains ont envoyé à Ottawa leur directive d'affaires publiques ayant servi en Irak, le service des affaires publiques canadien a réactivé la rédaction de la mouture en préparation à l'interne. Il restait néanmoins plusieurs aspects à considérer et cela a contribué à retarder l'entrée en vigueur d'une directive d'affaires publiques. L'aspect légal a requis un soin particulier. Donald Roy, qui a travaillé sur le document, dit qu'il fallait s'assurer que la nouvelle politique médiatique serait conforme à la Loi sur la défense nationale (*National Defence Act*) et les Ordonnances et

règlements royaux applicables aux Forces canadiennes (*Queens Regulations and Orders*)[18]. Avec des responsabilités différentes à celles des soldats qui sont là pour faire la guerre, les journalistes doivent avoir des clauses médiatiques spécifiques à leur fonction d'informer. La préparation du document a requis aussi de prendre en considération les intérêts des commandants sur le terrain. La présence des médias ne devait pas interférer avec les besoins des commandants, et ces derniers gardaient la latitude de modifier les règles si la situation sur le terrain le commandait, explique Roy[19]. Il a fallu voir aussi à la question logistique, car l'accréditation des médias impliquait la prévision d'un budget pour l'unité déployée.

Après une révision complète par les avocats du ministère de la Défense nationale, qui ont passé au peigne fin chaque clause, et plusieurs va-et-vient entre différents paliers d'approbation aux affaires publiques, la version finale est fin prête en novembre 2003. C'est le chef d'état-major de l'armée canadienne, le général Raymond Hénault, qui donnera la sanction finale à la nouvelle politique médiatique. Il s'agit de l' *Instruction 0301: Intégration de Journalistes à des Formations et des Unités des Forces canadiennes* de novembre 2003, issue de la branche d'affaires publiques appelée *J5PA*.

2.3 Les premiers pas en patrouille avec le *3 RCR*

Le 21 août 2003, le 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* (*3 RCR*) est prêt à mener les opérations dans la zone de responsabilité canadienne. Sous le commandement du lieutenant-colonel Donald Denne, le groupement tactique est la première rotation[20] (Roto 0) de l'opération *Athena*, qui comprend en tout environ 2000 soldats. Cette opération constitue l'apport du Canada à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous les auspices de l'OTAN.

L'agence La Presse canadienne dépêche encore Stephen Thorne avec le photographe Tom Hanson. Thorne sera le premier correspondant à accompagner la première mission de reconnaissance du *3 RCR* dans les montagnes près de Kaboul. Les Canadiens viennent alors de prendre la relève des Allemands sur le terrain. Dans sa première dépêche des opérations, il rapporte la passation des pouvoirs entre les forces et l'ordre donné par la FIAS au *3 RCR* d'étendre son champ d'action (Thorne, 2003a). À la fin de la dépêche, il décrit les moyens de transport qui seront utilisés par les soldats canadiens pour leurs opérations :

> Les troupes canadiennes effectueront leurs patrouilles dans des véhicules blindés et dans des Iltis, des véhicules sans toit ressemblant à des jeeps – que tous les soldats canadiens détestent. Les militaires à bord de ces véhicules construits au Canada sont vulnérables dans les secteurs à forte

> densité de population et dans les bouchons de circulation. Les Iltis doivent être remplacés d'ici quelques mois par des véhicules Mercedes, qui seront plus lourds et qui seront munis d'un toit (Thorne, 2003a).

Cette mention péjorative du véhicule Iltis par le journaliste allait prendre tout son sens quelques mois plus tard avec un accident qui sera le point tournant de la mission du *3 RCR*. Comme l'indiquera plus tard le commandant de la compagnie C, la mission du *3 RCR* au début de la rotation 0 consiste « à aider les autorités afghanes à maintenir un environnement sûr à l'intérieur des frontières du pays pour contribuer à l'état final recherché par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), c'est à dire assurer un climat stable et sûr dans Kaboul » (Caldwell, 2006, p. 167). Cette tâche est principalement menée par des patrouilles quotidiennes dans la capitale afghane et ses environs pour assurer une présence sur le terrain.

Au tout début du programme d'intégration canadien en septembre 2003, huit journalistes sont accrédités à Kaboul (Janzen, 2004, p. 54). Comme dans les guerres passées, il y a des journalistes accrédités qui vivent en permanence sur la base militaire à Kaboul, mais il y a aussi des journalistes visiteurs qui viennent pour faire des reportages ponctuels sur les Forces canadiennes pendant un court laps de temps. Durant cette période, seuls quelques médias ont dépêché leurs correspondants sur le terrain.

Les journalistes accrédités à la base militaire ont quand même la possibilité de sortir du périmètre militaire pour effectuer des reportages à l'extérieur de la base. Plusieurs médias avaient l'habitude de réaliser aussi des reportages auprès de responsables d'ONG diverses, des officiels du gouvernement afghan ou des civils afghans. « Il était entendu que s'ils quittent notre zone, nous n'étions plus responsables d'eux, nous n'étions plus responsables de les protéger ou de les tirer d'ennuis[21] », précise l'OAP Janzen. L'entrée dans le camp pouvait être un peu laborieuse au début. Il est arrivé parfois que les téléphones cellulaires des journalistes soient confisqués par les gardes du camp, mais le major Janzen a produit une lettre avec les noms des journalistes accrédités pour faciliter leur mouvement (Thorne, 2004a, p. 3).

À Kaboul, les officiers d'affaires publiques se rapportent au commandant. « La communication est une responsabilité du commandement[22] », précise Janzen. Les contacts avec la Direction générale des affaires publiques à Ottawa se font à travers le réseau technique interne des affaires publiques, mais les ordres sur le terrain sont donnés par le commandant. En ce qui concerne les affaires publiques dans le secteur canadien, c'est Roland Lavoie et Jay Janzen qui coordonnent les activités de communication et qui s'occupent des relations avec les médias canadiens. Il y a

aussi un service des affaires publiques au camp *Warehouse* à la brigade multinationale (FIAS). Les échanges avec les affaires publiques de la FIAS existent, mais ils sont plus limités.

Les officiers d'affaires publiques informent normalement les journalistes des opérations à venir, et les journalistes manifestent leur intérêt à couvrir ces opérations ou pas. Réciproquement, les journalistes informent aussi les officiers d'affaires publiques de leurs intérêts de reportage et leur soumettent les demandes d'entrevue, puis les officiers d'affaires publiques se chargent alors de faciliter les reportages et de contacter les sources pour ces entrevues. « Quand ils étaient intéressés à couvrir une mission particulière, un convoi ou quelque chose comme ça, je devais travailler pour obtenir une place dans le convoi pour qu'ils puissent sortir avec les troupes et couvrir ce qui se passait[23] », explique Janzen. Évidemment, toutes les demandes et tous les souhaits des journalistes ne sont pas toujours exaucés par les officiers d'affaires publiques, et cela peut créer des frictions.

Au début, de manière générale, les officiers d'affaires publiques ne fournissent pas aux médias intégrés les moyens de communication nécessaires pour envoyer les reportages à leurs rédactions. Généralement, chaque journaliste possède son propre téléphone satellite pour communiquer avec sa rédaction. Contrairement à la presse écrite et à la radio, qui utilisent des moyens simples, la télévision nécessite les moyens de communication les plus importants avec un équipement de liaison satellitaire parfois lourd. Au début, les équipes de télévision faisaient affaire avec une compagnie turque basée à Kaboul qui avait une fourgonnette équipée d'une antenne satellite. Les journalistes filmaient leurs sujets, faisaient le montage dans leur tente sur la base militaire et se rendaient ensuite en ville pour transmettre leurs reportages via cette compagnie. Après quelques mois, les officiers d'affaires publiques ont pu utiliser les moyens de transmission vidéo destinés aux troupes pour communiquer, et certains médias ont pu réaliser des reportages avec ces outils internes de l'armée, selon l'OAP Roland Lavoie[24]. Le rôle de facilitation de la communication militaire est une stratégie planifiée des promoteurs militaires en vue d'aider les assembleurs intégrés à collecter l'information militaire et à communiquer efficacement les produits diffusables.

L'un des défis de l'armée canadienne est de satisfaire les demandes des journalistes intégrés en vue de couvrir les opérations en cours, car « tous les médias voulaient se diriger simultanément vers le même point qui leur semblait d'intérêt[25] », signale Lavoie. À ce moment-là, c'est le 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* qui est très en demande, car le groupement tactique

patrouille en armes et peut à tout moment se retrouver dans des situations intéressantes pour les médias. Évidemment, tout le monde ne peut pas couvrir la même unité en même temps. Ensuite, tous les journalistes ne peuvent espérer l'exclusivité avec une unité particulière. Les officiers d'affaires publiques doivent donc répartir les journalistes en fonction des opérations planifiées en essayant d'être le plus équitable possible dans un contexte concurrentiel. Jay Janzen (2004, p. 54) est revenu sur cette difficulté liée à l'accès aux opérations militaires :

> Les journalistes voulaient tous être jumelés à des compagnies de fusiliers, mais il n'y en a que trois. […] Il était clair qu'ils devraient passer régulièrement d'une unité à l'autre pour que chacun ait l'occasion de couvrir les troupes de première ligne. L'inconvénient, dans la rotation des reporters, est qu'elle ne favoriserait pas l'établissement de relations solides entre le personnel des médias et le personnel des sous-unités. C'est pourquoi nous avons préparé un calendrier permettant aux journalistes de couvrir deux sous-unités, soit une compagnie de fusiliers et une autre organisation.

Dans un théâtre difficile comme l'Afghanistan, la formule d'intégration offre aux médias plus d'occasions de reportage que le reportage libre hors de la zone militaire. Dans la formule libre, un journaliste opère seul avec son fixeur. Du premier contact avec les sources du reportage à la transmission du reportage, il réalise en général une nouvelle par jour en considérant tous les impondérables du terrain, notamment en matière de temps et de logistique, et tous les risques. Dans la formule d'intégration, un journaliste peut réaliser plus de reportages grâce à une temporalité et à une logistique plus maîtrisées. Dans un camp militaire, l'espace et le temps sont des données plus prévisibles. Il est beaucoup plus facile de réaliser plusieurs reportages dans la même journée en raison de la proximité des sources. De manière générale, cela s'applique évidemment aux reportages réalisés à même la base militaire, et non aux reportages en sortie opérationnelle, qui sont plus imprévisibles. L'OAP Roland Lavoie partage ce sentiment en se référant aux conversations qu'il a eues avec les journalistes intégrés :

> Ça leur permettait d'augmenter la fréquence et d'avoir une couverture plus variée et plus proche de ce qu'on appelle le *human interest*, parce qu'en termes de grosses nouvelles (*hard news*), il n'y en avait pas tant que ça au quotidien. Ça leur permettait d'avoir une variété de choses. Donc, il y avait assez de matériel pour eux pour fonctionner plusieurs semaines juste en puisant dans le vécu[26].

Quand la prévisibilité des produits médiatiques augmente, les promoteurs militaires ont plus de chances de s'immiscer dans le processus de production de l'information en suggérant les pistes de reportage aux journalistes intégrés.

Dans le programme d'intégration américain mis en place en Irak, les médias n'avaient en principe pas le droit d'utiliser leurs propres véhicules pour le déplacement dans la zone d'opération

de leurs unités tactiques. La directive d'affaires publiques stipulait que l'armée allait fournir les moyens de transport pour les médias intégrés (voir *US Department of Defense*, 2003, point 2.c). « Les [journalistes] intégrés affectés à des unités au sol ont généralement été assignés à rouler dans un véhicule particulier, comme chaque soldat ou marine est affecté à un véhicule » (Wright, 2004, p. VI-13). Malgré l'accessibilité du transport, certains journalistes ont exprimé des problèmes de mobilité inhérente au concept d'intégration (Bizimana, 2014, p. 49-52).

Dans le programme canadien en Afghanistan, la question du transport a été soulevée. Comparée à l'armée américaine en Irak, l'armée canadienne en Afghanistan avait des effectifs modestes sur le terrain et des ressources beaucoup plus limitées. Cette donne a constitué un défi pour les officiers d'affaires publiques quant au déplacement des journalistes intégrés. Jay Janzen donne l'exemple de l'organisation du transport des médias intégrés, notamment lors des patrouilles du *3 RCR,* qui se faisaient à l'époque dans les véhicules militaires de type Iltis :

> Conformément à la réglementation du théâtre, trois des quatre sièges de chaque Iltis devaient être occupés par des militaires. Les autres sièges devaient souvent être occupés par des adjoints médicaux et des interprètes, qui jouaient aussi un rôle vital dans la mission. Nous avons recouru à différentes solutions pour permettre aux membres des médias d'accompagner les troupes canadiennes en patrouille. Lorsque des véhicules et des équipages de rechange étaient disponibles, un troisième Iltis était déployé pour transporter les journalistes. C'était la formule préférée du point de vue de la sécurité. Toutefois, étant donné la cadence élevée des opérations, il était rare que des véhicules et du personnel de rechange soient disponibles (Janzen, 2004, p. 55).

Face à cette difficulté de garantir le transport aux journalistes, l'armée canadienne a permis l'utilisation de véhicules civils loués par les médias eux-mêmes. En général, la voiture comprenait un chauffeur afghan, un journaliste ou une équipe médiatique et un fixeur local. « Cette solution a été acceptée dans la mesure où le commandant de la patrouille était prévenu et pouvait prendre les dispositions tactiques nécessaires », précise Janzen (2004, p. 55). Pour des questions de mobilité, la disponibilité d'un moyen de transport autonome est la solution privilégiée par les journalistes intégrés de manière générale. L'expérience des journalistes en Afghanistan témoigne de ce fait, comme le souligne Janzen (2004, p. 55) : « Les journalistes qui ont décidé de louer des véhicules particuliers semblaient favoriser ce mode de fonctionnement. La plupart ont continué à se servir de leurs véhicules même lorsque des places étaient disponibles à bord des véhicules militaires ». Cependant, il faut noter ici que les opérations du *3 RCR* durant la roto 0 n'étaient pas de nature offensive. On peut facilement comprendre que, pour des raisons de sécurité opérationnelle, l'inclusion de véhicules civils dans les convois militaires ne soit pas souhaitée. Le cas du journaliste Jim Farrell, évoqué au chapitre précédent, est éloquent à ce titre.

2.4 Une mine tue deux soldats

Le 2 octobre 2003, deux soldats canadiens sont tués et quatre autres sont blessés à la suite de l'explosion d'une mine antichar TM-57 qui a soufflé leur jeep Iltis dans la vallée de Jowz. La mort des premiers soldats du 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* suscite une grande émotion à Kaboul et au Canada. « L'explosion est survenue vers 13 h 30, jeudi, au moment où deux véhicules faisaient une patrouille de routine à environ 3,5 kilomètres au sud-ouest de Camp Julien », indique Stephen Thorne (2003b), dans la première dépêche de La Presse canadienne. Signe de l'importance de l'événement, la dépêche rapporte les réactions du chef d'état-major de la Défense Raymond Hénault, du major-général Andrew Leslie et du premier ministre Jean Chrétien. « Les deux soldats qui se trouvaient du côté droit du véhicule de tête ont été tués lorsque ce dernier a été propulsé dans les airs par la force de l'explosion », rapporte Thorne (2003b).

Le lendemain, une conférence de presse est organisée au camp Julien pour informer les troupes et les médias intégrés de l'incident tragique. Michèle Ouimet, la correspondante du journal *La Presse,* relate : « Hier soir, le camp Julien était plongé dans la noirceur. Les soldats canadiens pleuraient leurs morts à l'abri du regard des journalistes » (Ouimet, 2003, p. A1). « Nous sommes tous très tristes », confie l'OAP Roland Lavoie aux journalistes (cité par Ouimet, 2003, p. A1).

Dans son allocution aux troupes, le général Andrew Leslie indique : « Je pense parfois que le véritable test de caractère d'une nation est peut-être pas dans la façon dont elle gère les bonnes nouvelles mais plutôt les mauvaises » (cité par Thorne, 2003c). Cette affirmation s'applique aussi au programme d'intégration de la roto 0 de l'opération *Athena,* qui vit alors sa première crise. Dans une guerre, le plus grand défi des affaires publiques est la gestion des mauvaises nouvelles. La mort de soldats en est une. Le service des affaires publiques à Kaboul s'est efforcé de donner régulièrement des briefings aux médias sur l'évolution des événements : « Le commandant de la force opérationnelle s'est mis à leur disposition le soir même de l'incident et les journalistes ont eu accès au commandant de la compagnie de parachutistes le lendemain » (Janzen, 2004, p. 57). Selon le correspondant Matthew Fisher du groupe CanWest, qui corrobore les dires de Janzen, l'incident a constitué le premier test réel de l'*embedding* canadien :

> Bien que ce fut un moment émouvant, le commandant canadien, le Maj. Gen. Andrew Leslie, a veillé à ce que les journalistes intégrés reçoivent l'information avant les médias au Canada. En même temps, l'équipe des affaires publiques au Camp Julien s'est organisée pour que les

> journalistes intégrés puissent obtenir un accès rapide aux principales sources d'information (Fisher, 2004, p. 19).

Durant les premiers jours, les médias intégrés ont rapporté l'incident à partir des informations fournies par le service des affaires publiques, des déclarations des commandants sur le terrain et des témoignages de soldats au camp Julien qui n'avaient pas été directement impliqués dans l'explosion. Les journalistes n'ont pas eu accès au véhicule détruit et n'ont pu rencontrer le personnel blessé qu'après plusieurs jours (Janzen, 2004, p. 57). Quelques jours après le drame, un rapport préliminaire sur l'incident sera donné aux médias intégrés par le major-général Andrew Leslie.

Les situations de décès provoquent généralement de la tension dans les rapports entre les militaires et les journalistes. En cas de mort de soldats, le contrôle militaire de l'information est plus alerte et cherche à atténuer les effets négatifs. Pour les médias, la mort de soldats est un événement grave qui mérite la plus grande attention. La rencontre d'un contrôle plus étroit et d'une attention médiatique accrue est susceptible de créer des frictions entre les officiers d'affaires publiques et les journalistes accrédités.

Cette tension inextricable s'est manifestée quand l'armée canadienne a subi ses premières pertes, avec la mort de quatre soldats du *3 PPCLI* à la suite d'un tir ami durant l'opération *Apollo,* et quand la jeep Iltis a explosé sous l'effet d'une mine et a fauché la vie de deux soldats du *3 RCR* durant l'opération *Athena*. Dans ces deux cas, on ne peut pas dire que les officiers d'affaires publiques ont empêché les journalistes de couvrir ces événements tragiques. Cependant, il est évident que les décès militaires en question ont constitué un moment de crise dans les relations armée-médias. Lors de l'incident de la mine qui a occasionné la mort de deux soldats, « les membres des médias ont alors fait savoir très clairement et avec impatience qu'ils exigeaient des informations, alors que les commandants des forces militaires tendaient à faire plus attention à ce qui pouvait être divulgué », comme l'a souligné l'OAP Jay Janzen (2004, p. 57). Dans le futur, les décès militaires ont continué à être une zone de friction dans le programme canadien des médias intégrés en Afghanistan.

Deux jours après l'incident, les journalistes intégrés assistent à la cérémonie de départ des dépouilles des deux soldats au camp Julien, devant notamment le lieutenant-colonel Don Denne, commandant du 3e Bataillon du *RCR*, visiblement secoué par la tragédie. « Les soldats se tenaient en rangs serrés, debout, au garde-à-vous. Pendant 40 minutes. La cérémonie s'est déroulée sous un soleil de plomb, sans ombre. L'air était chaud et immobile. Au moins une dizaine de soldats se sont

évanouis. Ils ont été discrètement amenés à l'infirmerie par des collègues », rapporte Michèle Ouimet dans le quotidien *La Presse* (Ouimet, 2003). « Le témoignage le plus émouvant a été celui du lieutenant-colonel Don Denne. Il a vanté les qualités des deux soldats morts en service. Il a dû interrompre son discours souvent, le temps d'écraser une larme, la voix brisée par l'émotion » (Ouimet, 2003 ; Thorne, 2003e). Trois jours après le calvaire de trois survivants, Stephen Thorne publie leur récit émouvant qui raconte les terribles moments qui ont suivi l'explosion (Thorne, 2003h). « C'était une entrevue à couper le souffle. Ils ont donné pratiquement chaque détail. C'est leur sergent-major qui leur a dit de le faire. Il leur a dit, "Cela vous aidera de parler". […] C'était juste une interview incroyable. Tout le monde pleurait[27] », se rappelle Thorne.

À la suite de l'explosion de la mine, les médias ont beaucoup parlé des véhicules Iltis et de leurs vulnérabilités. Au lendemain de l'incident, un présentateur de CTV n'a pas manqué de souligner la controverse soulevée par le véhicule Iltis impliqué dans l'incident et a demandé à Stephen Thorne d'en glisser un mot. Le journaliste a alors décrit les Iltis :

> Ils sont très légers. Et ils ont causé aux soldats beaucoup de problèmes mécaniques depuis qu'ils sont ici. Ils sont un genre de petit véhicule étroit. Ils sont plutôt inconfortables. Les soldats sont un peu inconfortables dans ces véhicules dans les marchés bondés et des choses comme ça. Ce sont des véhicules ouverts, très susceptibles à, disons, une grenade balancée dedans (CTV – *Canada AM,* 2003).

Cinq jours seulement après le début des opérations du *3 RCR*, Stephen Thorne avait déjà publié un article sur la jeep mal-aimée des soldats : « Ils se plaignent de l'exiguïté, du manque de puissance et de fiabilité des véhicules Iltis, un modèle conçu en Allemagne, il y a 17 ans, mais fabriqué par Bombardier à Montréal » (Thorne, 2003f). Au moment où les dépouilles sont rapatriées au Canada via l'Allemagne, les médias canadiens continuent de parler des jeeps Iltis. Très rapidement, le major-général Andrew Leslie a admis que la jeep Iltis n'offrait aucune protection à ses occupants (Thorne, 2003d). Après l'incident, plusieurs médias ont rapporté encore les mauvaises performances des jeeps Iltis et les plaintes des soldats. Au cours de sa dernière visite comme premier ministre aux troupes en mission à l'étranger, Jean Chrétien a dû aussi défendre les moyens mis à la disposition de l'armée. Dans un reportage à la CBC, Michel Cormier a indiqué que le tour du premier ministre au camp Julien a évité les Iltis (Cormier, 2003). Une dizaine de jours après l'incident, les médias ont rapporté le début des patrouilles canadiennes en véhicules blindés, surtout dans les zones rurales, et le remisage des vieux Iltis.

2.5 Un attentat-suicide coûte la vie à un soldat

À la fin du mois de janvier 2004, la transition entre le *3 RCR* en fin de déploiement et la nouvelle rotation des troupes est en cours. Ça sera une période occupée pour les correspondants canadiens à Kaboul. À ce moment-là, le président afghan Hamid Karzai promulgue la nouvelle constitution afghane après un long et douloureux processus d'adoption du texte par la *Loya Jirga*, le grand conseil traditionnel afghan. Les premiers soldats du 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* commencent à rentrer, et les nouveaux soldats arrivent de Valcartier. Encore une fois, c'est la mort d'un autre soldat qui va accaparer l'attention médiatique.

Le 27 janvier 2004, un soldat canadien périt dans un attentat-suicide au cours d'une patrouille. Vers la fin de la patrouille, non loin du camp Julien, un kamikaze déclenche une explosion dans un véhicule Iltis, tuant un soldat et en blessant trois autres. Un civil afghan trouve aussi la mort, et huit autres sont blessés. Quand l'incident est annoncé, c'est le branle-bas de combat au camp Julien. Officiers, soldats, officiers d'affaires publiques et médias, tout le monde est passé en mode urgence. « Ce fut l'affolement au camp Julien pendant les quelques heures qui ont suivi. Partout sur la base, des soldats casqués et vêtus de leur gilet pare-balles se sont précipités vers leurs positions respectives, les officiers couraient d'un briefing à l'autre, et les médias faisaient l'objet d'une restriction de communication » (Day, 2010a, p. 31). Interrogé par CTV, le correspondant Terry Pedwell de La Presse canadienne indique que l'attaque s'est produite au moment où la jeep ralentissait au niveau d'un dos d'âne (CTV – *Canada AM,* 2004a).

Au moment de l'attaque, Christopher Alexander, l'ambassadeur du Canada en Afghanistan, se trouve au camp militaire. Quand un appel radio confirme le décès, la tension palpable au Centre tactique des opérations (*Tactical operations centre* [*TOC*]) vire aux mines sombres des officiels, rapporte un article de Christine Dubé du *National Post* qui reprend le cours des événements heure par heure (Dubé, 2004). Don Denne, le commandant du groupement tactique, va s'adresser aux journalistes intégrés au camp Julien. Plus tard, c'est le major-général Andrew Leslie qui va révéler l'identité des victimes aux soldats et aux médias et rassurer ses troupes. Le major John Vass, qui était à la tête de la patrouille, va aussi décrire aux médias la déflagration. « Des morceaux ont été projetés jusqu'à 100 mètres du véhicule. C'était une scène dérangeante, c'est le moins qu'on puisse dire », dit Vass, dans un article du correspondant de La Presse canadienne Les Perreaux (2004).

Durant le processus de notification de la famille du soldat tué, les médias intégrés ne peuvent pas communiquer avec l'extérieur et ne doivent pas quitter la base militaire. Une journaliste qui a

requis l'anonymat dit que le « verrouillage de communication », qu'on appelle « *communication lockdown* », a créé de la tension entre les journalistes intégrés et les militaires lors de l'attentat, car les médias voulaient avoir la possibilité de communiquer avec leurs rédactions[28]. Nous reviendrons plus loin sur cette pratique qui concerne les cas de décès.

Le lendemain, les médias assistent comme d'habitude à la cérémonie d'adieux du défunt au camp Julien. Sous la neige, le correspondant Michel Cormier de Radio-Canada décrit : « La cérémonie n'était pas terminée que les terroristes frappaient à nouveau. Cette fois, un militaire britannique a perdu la vie et quatre autres ont été blessés lorsqu'un taxi bourré d'explosifs a sauté près de leur jeep » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2004a). Durant cette période, une série d'explosions sont rapportées à différents endroits de la capitale afghane. Malgré la tension durant le processus de notification de la famille, les journalistes intégrés ont pu parler aux soldats et aux amis de la victime. Les soldats qui souhaitaient s'exprimer sur l'incident ont rencontré les médias. « Ils nous ont informés autant qu'ils le pouvaient durant la journée. J'ai été capable de mener des entrevues et parler aux gens sur la base. J'ai été capable d'avoir beaucoup d'informations », souligne une journaliste qui désire rester anonyme[29].

Encore une fois, les véhicules Iltis sont pointés du doigt dans la presse. Le chef d'état-major de l'armée canadienne, le général Raymond Hénault, a dû réagir encore une fois à propos de l'efficacité des jeeps. La dépêche de Les Perreaux indique que des soldats, qui n'ont pas voulu s'identifier, ont critiqué les véhicules Iltis et le fait que le commandant Leslie s'est présenté au camp Julien dans un *Humvee*, un véhicule jugé plus sécuritaire (Perreaux, 2004). En entrevue, Terry Pedwell de La PC mentionne aussi la grogne des soldats, même si plusieurs d'entre eux estiment que ce type d'attaques est imparable (CTV – *Canada AM,* 2004b). Le commandant de la compagnie C du *3 RCR* écrira plus tard que « la tension et la peur étaient omniprésentes » auprès des soldats durant cette période (Caldwell, 2006, p. 178).

Évidemment, à l'arrivée des véhicules de remplacement plus tard à Kaboul, « les journalistes ont été les premiers civils invités à monter à bord », écrit la journaliste Monique Giguère (2004a) dans *Le Soleil*. Les médias seront conviés à accueillir les G-Wagen à leur arrivée à l'aéroport de Kaboul et feront le déplacement dans le convoi de l'aéroport de Kaboul au camp Julien. Au cours d'un point de presse prévu à cet effet, Alain Tremblay, commandant de la force opérationnelle, déclare : « Nous sommes très contents. C'est un atout. Les G-Wagen sont plus robustes. Plus

flexibles que les Iltis. Ils offrent une protection balistique supérieure et devraient nous permettre de faire une meilleure *job* » (cité par Giguère, 2004a).

Au moment de l'incident, Stephen Thorne de La Presse canadienne a déjà quitté Kaboul et se trouve à Petawawa, où il couvre l'arrivée des premiers éléments du *3 RCR,* de retour dans leur base d'attache en Ontario. Avant de partir, Thorne avait rappelé l'insécurité grandissante au-delà de la bulle canadienne au camp Julien et le défi à venir pour les prochaines troupes. Kaboul se reconstruit tranquillement, mais, disait-il dans un article repris par le *Chronicle Herald*, « en dehors de Kaboul, au-delà des montagnes qui l'entourent, l'Afghanistan reste un pays de non-droit dans la tourmente continue aux mains des seigneurs de la guerre en querelle, des talibans, Al-Qaïda et d'autres groupes » (Thorne, 2003g). Thorne complète alors sa deuxième affectation en Afghanistan, auprès du *3 RCR,* après celle de 2002 avec le *3 PPCLI*. À ce moment-là, il est le correspondant de guerre canadien qui a passé le plus temps avec les troupes sur le terrain en Afghanistan.

2.6 La rotation du *Royal 22e Régiment* et la visite de Peter Mansbridge à Kaboul

À la mi-février 2004, un nouveau groupement tactique arrive dans le secteur ouest de Kaboul. C'est le 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* (*3 R22eR*) sous le commandement du lieutenant-colonel Stéphane Roy. Le major Luc Gaudet dirige la nouvelle équipe d'affaires publiques. Le changement de garde se fait en présence du nouveau commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le lieutenant-général canadien Rick Hillier, et du nouveau commandant de la brigade multinationale de Kaboul, le brigadier-général québécois Jocelyn Lacroix. Dans son autobiographie, Rick Hillier a indiqué qu'il comptait entamer sa mission à Kaboul à la tête de la FIAS en gardant un profil bas comme stratégie de sécurité (Hillier, 2010, p. 284). Hillier arrive sur le terrain dans un contexte où l'OTAN n'a pas de stratégie claire pour l'Afghanistan (Hillier, 2010, p. 288). Les sensibilités politiques de l'alliance allaient-elles jouer un rôle dans ses relations avec les médias ?

Avec l'arrivée des soldats de Valcartier à la base de Kaboul, « […] le français est maintenant à l'honneur sur le camp », décrit le journaliste Denis Fortin (2004), nouvellement affecté par le groupe Transcontinental. Au début de la contribution canadienne aux opérations de l'OTAN, à l'automne 2003, un ancien colonel et commentateur dans les médias s'était interrogé sur le manque d'intérêt pour cet événement, surtout dans les médias francophones :

> Plus de 1800 militaires canadiens sont en train d'être déployés en Afghanistan sous l'égide d'une mission de sécurité à mandat onusien, où le degré de danger est considéré très élevé. Pourtant, les médias en parlent peu. Les médias francophones semblent encore moins intéressés que leurs homologues anglophones par l'événement. À part quelques lignes ou quelques minutes […], on semble déjà avoir oublié l'opération et ses dangers (Landry, 2003).

À l'exception du diffuseur public Radio-Canada, les médias francophones avaient jusque-là généralement brillé par leur absence sur le terrain. La plupart des nouvelles francophones publiées au pays sur l'Afghanistan étaient des traductions des dépêches de l'agence La Presse canadienne. Le quotidien *La Presse* a été un des premiers médias francophones à dépêcher des correspondants sur le terrain avec, notamment, les journalistes André Dufresne et Michèle Ouimet.

Le déploiement du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* suscite un grand intérêt pour les médias francophones qui avaient, jusque-là en général, boudé la guerre en Afghanistan. Plusieurs correspondants des journaux québécois nationaux et régionaux sont présents au camp Julien à Kaboul, certains avec le concours de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Dans les journaux locaux qui ne sont pas représentés par un correspondant sur le terrain, on remarque également plusieurs articles sur les soldats de Valcartier. Dans la tradition du reportage sur le soldat ordinaire (Jean-Baptiste, *G.I. Joe*), la formule « Un militaire de telle ville en mission à Kaboul » est très utilisée par la presse régionale. *Le Courrier de Laval* et *L'Édition de Quartier* (Vimont, Auteuil) publient aussi quelques lettres du soldat Dominic Robillard[30]. Tout au long de la guerre, l'armée canadienne va chercher à encourager la couverture des médias régionaux en vue de rehausser la visibilité des soldats dans leurs communautés d'attache. Le journalisme sur les troupes locales a été popularisé durant la Deuxième Guerre mondiale. La couverture médiatique locale est un vecteur de publicité positive et un amplificateur efficace du moral des troupes.

Durant les six mois de la roto 1 de l'opération *Athena*, de février à août 2004, les correspondants des médias canadiens couvrent les nombreuses patrouilles du *3 R22eR*. La tâche de sécurisation se poursuit avec l'installation de centaines de points de contrôle dans la capitale afghane en collaboration avec la police municipale de Kaboul. Le groupement tactique du Québec et les autres troupes de l'OTAN vont également mener des opérations directes de contre-terrorisme, mais les médias intégrés vont être généralement tenus à l'écart de ce type d'opérations, comme nous le verrons plus loin.

La rotation du *3 R22eR* débute avec la grande visite du chef d'antenne de la CBC, Peter Mansbridge. Le réseau public anglais a dépêché à Kaboul une équipe de sept personnes, et le présentateur du bulletin d'information *The National*. L'équipe de la CBC doit produire la série *A*

World of Difference sur les Canadiens qui font une différence en Afghanistan et ailleurs. La CBC reçoit un accueil des grands jours à l'armée. Dès son arrivée, Mansbridge participe à une patrouille conjointe entre les soldats du *3 RCR* bientôt en partance pour le Canada et les soldats du *3 R22eR* fraîchement débarqués. Le capitaine Alain Aubé du *Royal 22e Régiment* explique que les Canadiens mènent deux types de patrouilles : la patrouille de présence, pour montrer à la population afghane que les troupes occupent le terrain, et la patrouille à pied, qui sert à récolter des renseignements auprès de la population sur la situation sécuritaire (CBC Television – *The National,* 2004a).

En plus des simples soldats, Mansbridge rencontre de hauts gradés de la mission canadienne et internationale, dont le commandant de la FIAS, le lieutenant-général Rick Hillier ; le commandant de la brigade multinationale, le brigadier-général Jocelyn Lacroix ; et le commandant de la force opérationnelle, le colonel Alain Tremblay. Il visite une école afghane et rencontre aussi d'autres personnalités, notamment le président afghan Hamid Karzai. Peter Mansbridge prend le pouls de la mission sur le terrain et ne manque pas de poser des questions difficiles sur plusieurs aspects de la mission. Les réponses de ses interlocuteurs seront plutôt évasives, avec un fort accent de *spin*. Voyons-en quelques-unes. Au commandant de la force opérationnelle, Mansbridge demande ce qu'il pense du véhicule Iltis. Alain Tremblay répond :

> Afin d'être proche des gens, vous devez vous exposer, ce qui est un compromis que vous avez à faire. Mais le Iltis apporte également au théâtre certaines caractéristiques qui sont tout à fait uniques. Si vous allez dans les chemins de traverse et patrouillez les zones que les Canadiens ont à patrouiller, il y a très, très peu de véhicules vous permettant physiquement de faire ces patrouilles. Il est donc un compromis entre l'accomplissement de la mission et la protection de la force, ce qui est primordial dans ce cas (CBC Television – *The National,* 2004a).

Au lieutenant-général Rick Hillier, Mansbridge demande si l'histoire de l'Afghanistan, qui regorge de précédents où des généraux étrangers se sont butés à un terrain difficile, est dans ses pensées. Le commandant de la force de l'OTAN affirme :

> Je n'ai pas l'intention d'être l'un de ces généraux pour qui la situation n'a pas bien fonctionné. Nous sommes ici à l'invitation du peuple afghan. Chaque jour, partout où vous allez, nous n'entendons rien d'autre de ces gens que : "Nous vous aimons, nous vous voulons ici, vous êtes notre seul espoir dans la vie et nous souhaitons en fait plus de vous. Donc, nous sommes ici comme leurs invités et la relation est superbe. Je crois que les soldats ont gagné les cœurs et les esprits des gens et leur ont donné un peu d'espoir pour l'avenir. Et cela, je pense, nous donne une grande raison d'être optimistes pour ce que nous faisons ici (CBC Television – *The National,* 2004b).

Au président Karzai, le chef d'antenne demande son sentiment sur le front de la sécurité face à la menace, qui semble résurgente, des talibans et d'Al-Qaïda. Sans nier que les attaques sous forme de bombes, d'assassinats et d'attentats contre les soldats canadiens continueront, le président

Karzai balaie la question du revers de la main et déclare : « Pour nous, le terrorisme ne constitue pas une menace. Dans le sens où ça l'était il y a deux ans, dans le sens où ça l'était il y a trois ans, dans le sens où ça l'était il y a un an. Je pense qu'il y a une forte baisse, en particulier avec la reconstruction qui reprend » (CBC Television – *The National,* 2004b).

Peter Mansbridge termine son périple comme il l'avait commencé, en patrouille dans les rues de Kaboul avec le major Andrew Zdunich, le commandant d'un escadron de reconnaissance. *The National* diffusera aussi une entrevue du correspondant Michel Cormier avec l'ambassadeur Chris Alexander, qui patrouille lui aussi les rues de Kaboul avec les soldats canadiens.

La visite de Peter Mansbridge est considérée par l'armée comme un grand succès. C'est ce qui ressort de quelques témoignages militaires dans un article publié par Darren Steele, l'officier d'affaires publiques qui avait été spécialement affecté à la visite de la CBC. Pour le capitaine Alain Aubé du *3 R22eR,* qui a patrouillé avec le chef d'antenne,

> M. Mansbridge était très sympathique et il n'était pas encombrant du tout. Il s'est comporté en journaliste professionnel. Il était amical et coopératif, et il posait les bonnes questions au bon moment. Je crois qu'il est très important que nous ayons une certaine couverture médiatique lorsque nous sommes dans le théâtre des opérations, afin de montrer aux Canadiens ce que nous accomplissons à l'étranger (cité par Steele, 2004, p. 6).

Pour le commandant Alain Tremblay, l'appui des Canadiens est essentiel et « c'est pourquoi l'intérêt des médias envers notre mission en Afghanistan est apprécié et valorisé à ce point » (cité par Steele, 2004, p. 6). Peter Manbridge est bien sûr lui aussi satisfait de la visite : « Nous avons la possibilité de diffuser à partir de n'importe où, pourquoi ne pas le faire ? Il s'agit d'un dossier important et nous sommes après tout une société de radiotélévision publique. Aucun autre réseau ne pourrait faire cela. Nous sommes heureux d'avoir concrétisé ce projet » (cité par Steele, 2004, p. 6). La communication militaire voit un intérêt tactique dans ce type de couverture qui offre une grande visibilité et une occasion de distiller des messages clés à différents publics. Ici, il y a un intérêt mutuel. C'est le réseau qui décide de se rendre sur le terrain et qui demande une assistance. En général, quand un grand réseau est en visite, l'armée déroule le tapis rouge. C'est une « *visite de prestige* », au sens où c'est un média d'importance qui a une certaine influence et qui exerce un attrait pour l'armée. Il s'ensuit une facilitation conséquente de l'armée, car la présence du média signifie inévitablement une mention significative dans les nouvelles. Nous verrons ailleurs que ce traitement spécial peut créer des tensions.

2.7 Les médias intégrés exclus des raids militaires

C'était au début de 2004 que les médias canadiens avaient commencé à rapporter que les opérations de l'OTAN sur le terrain prenaient une tournure de plus en plus offensive contre des groupes terroristes qui continuaient de poser une sérieuse menace en Afghanistan. La phase I de l'opération *Athena* est essentiellement une mission de sécurisation, d'abord avec des patrouilles régulières, et par la suite, avec des raids contre des objectifs ciblés. Chaque groupement tactique déployé a mené, au cours de sa rotation, des centaines de patrouilles dans la capitale afghane. Les médias ont rapporté, par exemple, que les soldats du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* ont effectué 3800 patrouilles et 880 points de contrôle (La Presse canadienne, 2004). « Règle générale, ils étaient accueillis par les sourires et les salutations enthousiastes des jeunes. En échange, les militaires distribuaient régulièrement des vivres, des crayons et d'autres fournitures scolaires aux enfants », résume Claude Lévesque, qui a effectué un séjour de deux mois pour *Le Devoir* avec l'aide de l'ACDI (Lévesque, 2004).

Durant la phase I de l'opération *Athena*, les médias intégrés ont été en général écartés des raids menés par les groupements tactiques, particulièrement à partir de la roto 1. Comme nous l'avons vu plus haut avec le *3 RCR*, les opérations directes sont menées conjointement avec les forces afghanes, et parfois, d'autres membres de l'OTAN. « On a eu quelques opérations directes de ce type-là où les médias nous ont suivis et où on a dû négocier puis prévoir l'aspect sécurité[31] », explique l'OAP Roland Lavoie. Cependant, de manière générale, les médias ont été très peu affectés à la couverture de ces opérations. Il faut noter ici que par rapport aux milliers de patrouilles effectuées par les groupements tactiques canadiens, les opérations directes ont été limitées en nombre. En mars 2004, Monique Giguère avait notamment rapporté dans *Le Soleil* l'opération *Tanière* menée par la compagnie B du *3 R22eR* avec une poignée d'ingénieurs dans une grotte soupçonnée d'avoir servi aux talibans (Giguère, 2004b). En mai 2004, le *3 R22eR* a mené l'opération *Damoclès,* à l'ouest de Kaboul, où des armes ont été récupérées et détruites, mais très peu de médias en ont parlé. De manière générale, la plus grande déception des médias intégrés durant la période 2004-2005 de l'opération *Athena* a été leur exclusion des opérations directes contre des groupes terroristes, des bandits et des trafiquants de tout genre.

Stephen Thorne, de La Presse canadienne, et Paul Koring, du *Globe and Mail*, ont été les premiers à parler de l'exclusion des médias des raids menés par les troupes canadiennes. Le 13 avril 2004, Thorne publie un article qui rapporte un raid où une centaine de soldats canadiens ont assisté

en « deuxième rang » les soldats afghans et la police de Kaboul dans le district de Chahar Asiab en vue de l'arrestation d'individus, dont certains constituaient une menace imminente (Thorne, 2004d). Parlant du même raid, Paul Koring note que l'opération a permis d'arrêter un suspect de haut rang dans le groupe Hezb-e-Islami dirigé par l'ex-premier ministre afghan Hekmatyar Gulbuddin (Koring, 2004). Thorne et Koring précisent que c'est l'officier d'affaires publiques de la force internationale de l'OTAN, Chris Henderson, qui indique que les journalistes intégrés n'avaient pas été invités pour couvrir le raid pour des raisons de sécurité opérationnelle. Dans son article, Thorne rapporte néanmoins que le lieutenant-général Rick Hillier lui avait fait savoir que la sécurité opérationnelle n'était pas un enjeu sur ce genre d'opérations, mais qu'il s'agissait plutôt de considérations politiques, car, lors d'un raid précédent, la couverture médiatique n'avait pas assez donné le crédit aux forces afghanes dans un contexte où la FIAS cherchait à renforcer les autorités afghanes (Thorne, 2004d). Koring termine son article en soulignant que Hillier avait accepté de revoir la politique médiatique, mais qu'en attendant, les médias intégrés étaient les bienvenus seulement dans les patrouilles de routine (Koring, 2004).

Deux semaines plus tard, un autre article de Stephen Thorne revient sur le changement de cap de l'OTAN vers des opérations directes et souligne : « Hillier a banni la couverture médiatique des opérations directes » (Thorne, 2004e). Cette affirmation est un prélude à un article plus critique, qui sera publié dans la lettre d'information de la *Canadian War Correspondents Association*, sur l'absence de coopération des généraux de la FIAS avec les médias intégrés. Le correspondant de La Presse canadienne y pointe du doigt le lieutenant-général Rick Hillier et le brigadier-général Jocelyn Lacroix pour avoir interdit l'accès des médias aux raids les plus importants des troupes canadiennes en collaboration avec des forces internationales et afghanes (Thorne, 2004c, p. 1). Dans son entrevue pour ce projet, Thorne dit que Hillier ne permettait pas aux médias d'aller dans ces opérations alors qu'elles étaient les choses les plus intéressantes que les Canadiens faisaient sur le terrain[32]. Le journaliste était, dit-il, fatigué de faire des reportages sur des projets de bonne volonté, comme les écoles et les puits, et souhaitait que les médias puissent voir les opérations d'intérêt en cours ou, à tout le moins, avoir accès aux personnes qui y ont participé[33].

Plus tard, le lieutenant-général Rick Hillier a reconnu qu'il avait invoqué des raisons politiques pour exclure les médias des raids de l'OTAN, mais il a souligné tout de même que la sécurité opérationnelle avait été prise en considération, car les responsables du *Royal 22e Régiment* croyaient que la couverture médiatique avait causé l'attaque-suicide à l'encontre du 3e Bataillon

du *Royal Canadian Regiment* (Thorne, 2004c, p. 1). Avec la mise à l'écart des médias intégrés, c'est Chris Henderson, l'officier d'affaires publiques de Rick Hillier à la FIAS, qui s'est vu confier la tâche de mener les briefings sur les raids en cours, mais Thorne explique que les journalistes n'y apprenaient pas grand-chose (Thorne, 2004c, p. 18). L'évaluation concernant Rick Hillier est sans équivoque : « J'ai trouvé très inquiétant qu'un général canadien, dont le travail consiste à préserver et à protéger les valeurs démocratiques, bafoue la plus élémentaire des valeurs de la démocratie qu'il est chargé de défendre – celle d'une presse libre » (Thorne, 2004c, p. 18). Face aux demandes insistantes de Stephen Thorne, Hillier a promis de régler la situation, mais ses promesses ne se sont jamais matérialisées. Thorne a même senti le besoin d'écrire au ministre de la Défense nationale, David Pratt, mais en vain (Thorne, 2004b, p. 1). Quand Rick Hillier deviendra chef d'état-major de l'armée canadienne en janvier 2005, Stephen Thorne ne manquera pas de rappeler que « bien qu'il soit un ardent promoteur de l'armée, il a imposé des restrictions sévères aux médias intégrés à ses troupes » (Thorne, 2005b).

Devenu chef d'état-major de l'armée, Hillier a accordé une courte entrevue à Stephen Thorne, où il a expliqué que les médias en Afghanistan avaient accès à 95 % des opérations (*Canadian War Correspondents Association Newsletter*, 2005, p. 5). Tout en réitérant que sa décision d'exclure les médias sur les opérations avec les forces de l'OTAN et les forces afghanes était motivée par des raisons de sécurité, mais aussi par le fait qu'il ne pouvait pas imposer un programme d'intégration médiatique canadien dans des opérations impliquant sept autres nations, Hillier a reconnu quand même qu'il aurait pu faire les choses différemment (*Canadian War Correspondents Association Newsletter*, 2005, p. 6).

D'autres journalistes intégrés, pendant le déploiement de la roto 1 du *3 R22eR*, se sont également plaints de l'accès réduit aux troupes et aux raids menés avec la police afghane sur les enceintes soupçonnées d'abriter des talibans (Wattie, 2004). Sur la base des entrevues menées pour cette recherche, on peut noter une coupure quant à l'accès des médias intégrés aux opérations quand il y a eu le changement de garde entre le 3e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* et le 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment*. Le jeune programme d'intégration s'est crispé et est devenu plus strict. « Ils étaient moins intéressés à partager ce qui se passait sur le terrain[34] », note Les Perreaux, un des trois journalistes de La Presse canadienne intégrés durant cette période. Après une formation sur la couverture en zone de guerre dispensée par la firme Centurion, près de Londres, Les Perreaux a passé trois mois avec les troupes canadiennes pour son premier séjour en Afghanistan au camp

Julien. Pour lui, la période 2003-2004 était une bonne occasion pour apprendre à couvrir une zone de guerre, car le cadre était établi et les risques étaient minimes[35]. Selon Perreaux, le commandant du *3 RCR,* Don Denne, était très confortable avec les médias : « Il ne cherchait pas l'attention ou quelque chose comme ça mais il était beaucoup plus à l'aise avec ses soldats, avec ses officiers, partageant très ouvertement avec nous[36] ». Dans les relations armée-médias, l'attitude du commandant est une donnée très importante quant au ton des rapports militaires avec les journalistes. Dans l'étude que nous avons menée sur le programme d'intégration américain en Irak, les journalistes ont également souligné l'importance de la coopération du commandant (voir Bizimana, 2014, p. 64-68).

En ce qui concerne les patrouilles, l'armée canadienne a généralement permis aux médias intégrés au camp Julien à Kaboul de les couvrir. Cependant, Terry Pedwell de La Presse canadienne indique qu'il a senti, particulièrement quand le risque était plus grand, qu'il y avait une préoccupation venant de plus haut, au ministère de la Défense nationale ou au Bureau du Premier ministre, de ne pas mettre un journaliste en danger[37]. Il donne aussi l'exemple d'une patrouille où le commandant a carrément dit à ses soldats de ne pas parler au journaliste[38]. Il est évident que l'accès se négocie au cas par cas, commandant par commandant. L'intégration médiatique reste tributaire des susceptibilités nationales en contexte multinational et des susceptibilités personnelles en fonction du degré de confort des commandants.

Dans un document publié plus tard, Jocelyn Lacroix est revenu sur les difficultés d'appliquer le programme canadien des médias intégrés dans un environnement multinational et sur les facteurs qui ont mené à l'interdiction de couvrir les opérations directes pour les médias. Le manque de cohérence au sein des membres de la brigade multinationale de l'OTAN quant à l'interprétation de la sécurité opérationnelle a posé un défi aux commandants de la FIAS :

> Ce qu'un journaliste ou officier d'état-major du quartier général du contingent canadien évaluait parfois comme étant de l'information inoffensive pouvant être publiée, était au contraire perçue comme de l'information classifiée par le commandant responsable des opérations militaires et par la majorité des commandants tactiques des pays étrangers appartenant à la coalition. La publication de dates de départ du théâtre, la publication de l'information décrivant les limites d'un système militaire particulier ou celle détaillant après coup la participation d'une organisation à une opération directe sont des exemples d'informations considérées classifiées par la chaîne de commandement tactique multinationale (Lacroix, 2005, p. 19).

Lacroix donne alors une justification de la sécurité opérationnelle semblable à celle que le lieutenant-général Rick Hillier avait donnée au journaliste Stephen Thorne voulant que l'attaque-suicide à l'encontre du *3 RCR* était consécutive à la couverture médiatique :

> Plusieurs commandants étrangers croyaient à la thèse non prouvée des représailles, c'est-à-dire que ceux-ci étaient convaincus que si les forces opposantes savaient qui avait effectué telle ou telle opération le contingent impliqué serait ciblé. Cette croyance est une des raisons pour lesquelles les commandants étrangers refusaient de médiatiser certains types d'opérations (Lacroix, 2005, p. 19-20).

Plus loin, Lacroix note qu'aucune preuve ne permettait d'établir le lien entre la publicisation d'une opération et une action ennemie de représailles, mais que, pour les partenaires de l'OTAN, les « inquiétudes avaient suffisamment de poids pour pousser les chefs militaires de ces pays à prendre une position ferme, celle de ne pas participer à des opérations directes où les médias seraient présents et où les détails de ces opérations seraient publicisés » (Lacroix, 2005, p. 30). Enfin, Lacroix rappelle que les opérations étaient menées en soutien aux forces afghanes et souligne l'inconfort des autorités afghanes : « leur méfiance envers les médias et leur culture très secrète et fermée au public ne permettaient pas la participation des médias » (Lacroix, 2005, p. 30).

D'un point de vue de la sécurité opérationnelle, il est toujours possible de mettre en place des règles précises supplémentaires visant à limiter certains risques pour des opérations spécifiques. Il ne semble pas qu'une telle tâche aurait été insurmontable si les commandants avaient eu réellement la volonté d'intégrer les médias à toutes les opérations. Autrement, à quoi servent les *ground rules* selon lesquelles les journalistes s'engagent à respecter la sécurité opérationnelle ? D'un point de vue politique, il est plus difficile pour les commandants de naviguer entre les sensibilités de chaque partenaire dans une coalition militaire. Dans son autobiographie, Rick Hillier a soulevé, sans parler des médias, la question des petites batailles politiques au sein des membres de l'OTAN (Hillier, 2010, p. 288-299). On peut néanmoins douter que les sensibilités politiques à elles seules puissent déterminer le sort réservé aux médias eu égard à des opérations sur le terrain. La volonté du commandant responsable des opérations reste un élément crucial à ce propos. Si Rick Hillier voulait garder un profil bas durant son commandement, les promesses non tenues envers la politique médiatique ne peuvent que confirmer l'absence d'une volonté d'attirer l'attention dans sa zone de responsabilité. De plus, Hillier a indiqué que le groupement tactique canadien n'était pas son premier choix quand il devait planifier une opération rapide sur le terrain en raison de la lenteur du processus d'approbation au sein de la chaîne de commandement du côté canadien (Hillier, 2010, p. 208). À quel point cette situation a-t-elle handicapé la couverture des médias canadiens ? Les sensibilités politiques[39] constituent parfois un facteur limitatif de la couverture médiatique des opérations militaires. Qu'aurait-fait Hillier s'il avait fait les choses différemment, comme il l'a dit à Thorne ? Pour les médias, les raids étaient certainement les

opérations qui avaient la valeur la plus importante et la plus intéressante. Le profil bas du général Hillier a été vécu comme un déni d'accès.

2.8 En patrouille pour les élections afghanes

Après le *Royal 22e Régiment*, la roto 2 du 1er Bataillon *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (*1 PPCLI*) commence ses opérations à Kaboul, en août 2004, sous le commandement du colonel Jim Ellis. Alors que les deux précédentes rotations s'étaient attelées à la tâche de patrouiller les rues de Kaboul et ses environs, les deux rotations suivantes vont se concentrer à assurer la sécurité nécessaire aux élections afghanes, annonce le correspondant de CanWest Nicolas Van Praet dans le *Winnipeg Free Press* (Van Praet, 2004). Dans une entrevue diffusée par CTV, Jim Ellis fait allusion aux menaces terroristes et à l'imprévisibilité des seigneurs de guerre quant aux résultats des élections à venir (CTV – *Canada AM,* 2004c). La principale préoccupation est donc de sécuriser le processus électoral afghan. Au cours de la roto 2, le capitaine Brian Martin est l'officier d'affaires publiques du groupement tactique *1 PPCLI.* Il avait déjà supervisé les visites des médias en Bosnie-Herzégovine en 1998, non en qualité d'OAP, mais à titre d'officier des visites dans une compagnie du *3 RCR*.

Au moment où arrive la troisième rotation (roto 2) au camp Julien à Kaboul, le programme des médias intégrés de l'armée canadienne commence à être rodé. L'accréditation se fait grosso modo en trois phases. Le premier stade de l'accréditation se fait par l'intermédiaire du ministère de la Défense nationale à Ottawa. Avec l'aide de leur rédaction, les journalistes envoient leurs demandes avec une preuve de leur employeur et reçoivent ensuite un dossier de presse conçu par le service des affaires publiques à Ottawa. « Ce dossier a été monté en collaboration avec un groupe de rédacteurs en chef et de producteurs des médias[40] », note Brian Martin. Le second stade est l'accréditation sur le terrain. Cette partie est prise en charge par les officiers d'affaires publiques déployés. Ces derniers sont au courant des dossiers d'accréditation, savent qui va venir et accueillent les journalistes qui se présentent au camp Julien. Les journalistes reçoivent de la documentation sur le programme incluant les règles d'intégration ou *ground rules*. « Ils devaient également obtenir l'agrément avec nous en théâtre parce qu'ils devaient avoir notre laissez-passer pour entrer et sortir de telle sorte que nous savions que cette personne a été autorisée à se promener dans le camp[41] », précise Brian Martin. Avec le briefing des officiers d'affaires publiques, les journalistes intégrés avaient leurs repères du camp et savaient ainsi ce qu'il fallait faire et ce qu'il

ne fallait pas faire, où se trouvaient les choses, où aller et où ne pas aller sur le camp. Par exemple, on indique aux journalistes intégrés à quoi servent les sirènes du camp et la procédure en cas d'attaque dirigée contre le camp. Le troisième stade est l'accréditation au QG de la force multinationale de la FIAS. Dans une mission multinationale, les journalistes ont besoin d'une accréditation de l'OTAN. La démarche est généralement facilitée par les officiers d'affaires publiques canadiens après l'accréditation canadienne, mais les journalistes qui le désirent peuvent aussi demander eux-mêmes l'accréditation auprès des officiers d'affaires publiques de l'OTAN. L'accréditation de la FIAS permet aux journalistes intégrés de participer aux conférences de presse organisées au camp *Warehouse,* où se trouve le QG de l'OTAN, et d'établir des contacts avec les officiers d'affaires publiques des autres membres de l'OTAN. Les patrouilles des soldats canadiens dans leur secteur sont des opérations sous responsabilité canadienne, mais il y a d'autres opérations sous responsabilité de l'OTAN qui nécessitent une approbation du commandement multinational, et pour ces dernières, l'accréditation de la FIAS est nécessaire.

Pour les officiers d'affaires publiques canadiens, les rôles sont divisés suivant leur affectation à tel ou tel commandement. L'OAP du commandement national doit s'enquérir des demandes d'accréditation reçues au ministère de la Défense nationale à Ottawa et faciliter les démarches d'intégration des journalistes qui se présentent dans le secteur canadien. L'OAP du groupement tactique s'occupe de faciliter la couverture médiatique des opérations sur le terrain au sein de différentes compagnies. Au moment de la troisième rotation, c'est une division franco-européenne qui opère sous les auspices de l'OTAN, sous le commandement du lieutenant-général français Jean-Louis Py. Dans un contexte multinational, les officiers d'affaires publiques canadiens collaborent avec les officiers d'affaires publiques de l'OTAN. « Lorsque nous avions à faire des opérations, nous leur laissions savoir que nous envoyions les médias sur les patrouilles, de sorte qu'ils étaient au courant[42] », explique l'OAP Brian Martin. Il y avait donc un travail de coordination-liaison entre les deux entités d'affaires publiques. « Si l'un de nos soldats était décédé ou blessé, il était clair que la FIAS devait publier en premier un communiqué annonçant qu'un soldat de l'OTAN a été victime et les Canadiens allaient ensuite identifier la victime et communiquer les circonstances de l'incident », explique Brian Martin[43].

Durant la transition entre la roto 1 et la roto 2, le nombre de journalistes intégrés au camp Julien a fortement baissé. Le nombre a augmenté au milieu de la roto 2 avec une dizaine de journalistes, selon l'OAP Brian Martin[44]. Peu de temps avant le début des opérations de la roto 2,

le colonel à la retraite Rémi Landry avait publié dans *Le Soleil* un article intitulé « Les grands oubliés de l'opinion publique », où il parlait encore de l'absence d'intérêt médiatique pour la guerre en Afghanistan :

> Malgré cet effort colossal des Forces canadiennes à l'étranger, sans doute le plus important depuis la Bosnie durant les années 90, et son coût astronomique, l'opération Athéna (la composante canadienne de l'ISAF) ne suscite pas beaucoup d'intérêt de la part des médias et sombre dans l'oubli auprès du grand public (Landry, 2004).

Durant la roto 2, les médias canadiens couvrent principalement les patrouilles du *1 PPCLI*. Comme durant les rotations précédentes, les médias ont encore techniquement la possibilité de suivre les patrouilles dans des véhicules civils de location, mais ce n'est pas la voie privilégiée par l'armée. « Ce n'est pas arrivé sur ma rotation, dit l'OAP Brian Martin, parce que nous ne voulions pas des fixeurs ou des chauffeurs qui suivent nos routes de patrouille[45] ». Pour des raisons de sécurité, l'armée favorise donc les patrouilles où les journalistes circulent dans les mêmes véhicules que l'équipage militaire.

Il arrive parfois que les journalistes obtiennent des promesses de reportage sur des patrouilles ou sur des sections en discutant avec des soldats croisés par exemple au mess. Dans ces cas, il faut quand même obtenir l'autorisation du commandant de la compagnie, car un journaliste ne peut improviser de partir en patrouille sans que l'on sache où il est et avec qui, c'est la chaîne de commandement qui prend les décisions à cet égard, précise l'OAP Brian Martin[46].

Une fois que l'autorisation de couvrir la patrouille est accordée à travers la chaîne de commandement, c'est le commandant de la patrouille qui est responsable des journalistes intégrés. Ces derniers doivent suivre les instructions du commandant de la patrouille. Généralement, le commandant indique au journaliste intégré sa position dans la patrouille et explique ce qu'il faut faire si la colonne est attaquée en précisant qui est le soldat responsable d'assurer la sécurité du journaliste. Le commandant peut, par exemple, demander aux journalistes intégrés de se mettre à terre en cas de menace, de ne pas utiliser l'équipement de communication ou de ne pas prendre des images.

Dans les relations armée-médias, la nécessité d'établir une relation de confiance est primordiale. L'officier d'affaires publiques joue un rôle de facilitateur, mais une relation de confiance doit se développer entre le journaliste intégré et les soldats qu'il couvre. « Si un média va sur une patrouille avec nos troupes et ne développe pas de relation avec les troupes, les chances pour lui d'aller sur ce type de patrouille à nouveau avec cette troupe vont être assez minces[47] »,

analyse Brian Martin. Le journaliste intégré doit passer le test de la probation-séduction (Bizimana, 2014, p. 120) en vue d'établir une relation de confiance avec les soldats qu'il accompagne.

Les élections afghanes ont lieu le 9 octobre 2004 et suscitent un certain intérêt médiatique. Les journalistes canadiens et internationaux sont là pour couvrir un scrutin historique dans un pays ravagé par des années de guerre. Ils sont venus aussi constater la situation sécuritaire à Kaboul, qui était alors la principale préoccupation des forces de l'OTAN. Au jour de l'élection, Patrick Brown indique au *Téléjournal* de Radio-Canada : « On craignait une journée d'attaques à la roquette et à la voiture piégée, les électeurs ont plutôt subi une longue attente. Le président intérimaire, Hamid Karzai, était parmi les premiers à voter. Les Afghans choisissaient un président pour la toute première fois, les femmes afghanes, elles, avaient le droit de vote pour la première fois depuis des décennies » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2004b).

La responsabilité des soldats canadiens, en collaboration avec les autres forces de l'OTAN pour cette élection, est évidemment immense. La sécurité de l'élection elle-même, mais aussi du processus de comptage des voix, est cruciale. Le correspondant de CTV Matt McClure rapporte que les soldats canadiens patrouillent les vallées, près du centre de comptage, avec des recrues de l'Armée nationale afghane (ANA) et mettent en place des postes d'observation où ils peuvent surveiller des militants transportant des roquettes pour lancer une attaque-surprise (CTV – *CTV News,* 2004). L'OAP Brian Martin explique que les journalistes intégrés ont été les premiers à être informés que le principal centre de comptage des votes était juste à côté du camp Julien, alors qu'on avait laissé croire au départ, par manœuvre de diversion, que le centre de comptage était situé plutôt au nord de Kaboul[48].

Les soldats canadiens ont eu également la visite de médias internationaux. Une équipe de CNN est allée en patrouille avec le *1 PPCLI*. Les journalistes n'avaient pas le statut de médias intégrés, mais avaient celui de médias visiteurs. La demande du réseau américain avait été faite par l'intermédiaire du QG de la FIAS, et Brian Martin s'est assuré d'accompagner l'équipe de CNN en patrouille, dit-il, pour que ses journalistes ne mettent pas en danger la mission de nos troupes[49].

En février 2005, un nouveau groupement tactique prend la relève en Afghanistan. Les 700 hommes du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment* principalement en provenance de Petawawa en Ontario sont placés sous le commandement du colonel Walter Semianiw. Avec cette quatrième rotation (roto 3), les médias n'auront pas grand-chose à se mettre sous la dent avec toujours les mêmes patrouilles quotidiennes des Forces canadiennes. La couverture médiatique est

au point mort. Le 1er juillet 2005, le jour de la fête du Canada, un communiqué de l'armée canadienne exhorte les médias au Canada à rapporter les festivités des troupes en Afghanistan : « Les représentants des médias canadiens sont invités à diffuser au Canada les célébrations qui auront lieu au camp Julien à l'aide de rouleaux B, d'entrevues et de doublex avec les militaires de la force opérationnelle à Kaboul » (Canada NewsWire, 2005). L'armée permet alors aux médias de réaliser des vidéoconférences par Internet et des entretiens par téléphones mobiles GSN. Le programme d'intégration est le principal vecteur de la couverture médiatique, mais en l'absence d'une forte couverture, le service des affaires publiques offre des avenues complémentaires pour renforcer la visibilité médiatique à des moments prévisibles. Ces offres complémentaires sont des « subsides à l'information » (Gandy, 1982). Cette quatrième rotation est la dernière de la phase I de l'opération *Athena*, de février 2005 à juillet 2005. La nature de la mission restera inchangée, et là aussi, les rotations du *1 PPCLI* et du *1 RCR* s'achèveront sans pertes en vies humaines.

2.9 La sécurité opérationnelle

Durant les premiers déploiements lors de la phase I de l'opération *Athena*, la question de la sécurité opérationnelle (*OPSEC*) s'est naturellement posée. L'un des éléments qui a trait au concept de sécurité opérationnelle est l'information classifiée. Selon l'officier d'affaires publiques de la roto 0 Jay Janzen, les médias ont eu un accès modéré à l'information à caractère confidentiel, mais certains éléments n'étaient pas communiqués aux médias intégrés :

> Des plans relatifs à des opérations à caractère très confidentiel telles que l'arrestation possible de terroristes en action dans la capitale afghane ou des plans de contingence relatifs à la défense du gouvernement afghan ont en quelques occasions été préparés. Les journalistes (de même que le personnel militaire qui n'était pas directement en cause) n'était [sic] généralement pas au courant de ces plans, car les risques découlant d'une infraction à la sécurité étaient extrêmes (Janzen, 2004, p. 56-57).

Le commandant de la roto 2 a permis aux journalistes intégrés d'accéder au centre des opérations, un endroit sensible avec beaucoup de renseignements classifiés. Quand le journaliste entrait, il devait comprendre que rien de ce qu'il voyait ne devait être utilisé, mais on lui permettait d'avoir le contexte de ce qui se passait, explique Brian Martinv, un des officiers d'affaires publiques de la roto 2[50].

Selon les militaires, le concept de sécurité opérationnelle n'est pas toujours bien compris par les médias. L'OAP Janzen explique : « Ils ne pensent pas toujours à ça. Les médias, dans un cycle de 24 h, sont dans un état d'esprit où ils doivent obtenir autant d'informations pour le public, le

plus rapidement possible, aussi détaillées qu'ils peuvent les rassembler. Donc, avec cet état d'esprit, ils publient parfois des informations par inadvertance[51] ». Roland Lavoie, qui était le plus haut responsable des affaires publiques de la roto 0, précise qu'il devait expliquer aux journalistes intégrés de faire attention à certains détails dans la description du camp pour ne pas révéler ses vulnérabilités[52].

Cependant, le concept de sécurité opérationnelle reste un univers nébuleux considéré par beaucoup de journalistes comme un paravent élastique invoqué facilement pour exclure le regard des médias. Jay Janzen, l'OAP du *RCR*, réfère à cette incompréhension quant à l'OPSEC :

> Les médias pourraient ne pas comprendre pourquoi nous pouvons les empêcher d'avoir accès à quelque chose à un certain moment dans le temps et comment pourraient-ils comprendre s'ils ne sont pas au courant de l'ensemble de la situation opérationnelle? Donc, je peux facilement comprendre, j'ai vu de nombreuses fois que les médias étaient déçus de ne pas comprendre pourquoi ils ne pouvaient pas écrire quelque chose ou couvrir quelque chose[53].

La sécurité opérationnelle est omniprésente dans les rapports quotidiens entre les officiers d'affaires publiques et les journalistes intégrés. Selon l'OAP Brian Martin de la roto 2, les journalistes intégrés avaient beaucoup de questions en rapport à la sécurité opérationnelle et consultaient souvent les officiers d'affaires publiques pour vérifier s'ils pouvaient rapporter telle ou telle information ou publier telle ou telle photographie[54]. En général, les officiers d'affaires publiques sont disponibles en tout temps pour assister les journalistes en cas de doute sur la sécurité opérationnelle. Les officiers d'affaires publiques doivent donc s'assurer constamment que les journalistes ne compromettent pas la sécurité des opérations en expliquant les règles de base et en organisant des briefings réguliers pour les mises à jour. S'il le faut, des sanctions sont prises contre les journalistes fautifs. L'enjeu de la sécurité opérationnelle est donc un régulateur important du jeu de négociation entre l'armée et les médias intégrés.

D'après Janzen, il y a eu une dizaine de violations mineures et deux violations majeures de la sécurité opérationnelle durant la période de six mois de la roto 0[55]. Il donne l'exemple d'un journaliste français qui avait déjà été convoqué pour une violation mineure et qui a publié une seconde fois des détails d'une opération à venir. Il a été convoqué de nouveau, mais le commandant de la force a décidé de lui accorder une dernière chance et ne l'a pas expulsé[56]. Le journaliste du *National Post* Chris Wattie a publié un élément litigieux, mais il n'a pas non plus été expulsé (Hobson, 2007, p. 10). Janzen indique que l'équipe d'affaires publiques a pu régler, par le dialogue, 98 % des problèmes qui sont apparus avec les journalistes intégrés en 2003[57]. Son collègue Brian Martin de la roto 2 ne signale aucune violation de la sécurité opérationnelle.

L'expérience personnelle du journaliste joue un grand rôle dans sa compréhension de la sécurité opérationnelle. Généralement, on peut dire que la plupart des journalistes expérimentés ont une bonne compréhension de certains principes de base sur la sécurité des opérations et les risques associés à la publication de certaines informations. Cependant, le concept de sécurité opérationnelle peut poser un défi considérable aux journalistes néophytes en zone de guerre. Stephen Thorne de La Presse canadienne réfère ici à la question de l'expérience personnelle :

> Trop souvent, les journalistes qui ont pris part au programme d'intégration n'avaient aucune expérience que ce soit avec l'armée. Ils ne comprenaient pas la mission, la structure ou la culture. Ils ont violé la sécurité opérationnelle sans comprendre pleinement ce que la sécurité opérationnelle est ou pourquoi elle est importante. Beaucoup n'avaient aucune formation formelle sur la façon de fonctionner dans une zone de guerre. En outre, ils sont arrivés complètement non équipés pour la tâche à accomplir et attendaient que l'armée canadienne les équipe (Thorne, 2004b, p. 1).

Beaucoup de journalistes ont couvert la guerre en Afghanistan pour la première fois de leur vie. Si le journaliste ne couvre pas habituellement le *beat* militaire, il y a un apprentissage normal à faire sur le terrain pour comprendre l'institution militaire et notamment les paramètres de la sécurité opérationnelle. La plupart des organisations de presse ont peu ou pas d'expérience dans la couverture de la guerre et ont appris sur le tas, indique Les Perreaux[58] de La PC, qui en était lui-même à sa première expérience de reportage de guerre en 2003. Une journaliste de la presse écrite, qui a préféré garder l'anonymat, dit qu'elle ne connaissait rien de l'armée quand elle a débarqué au camp Julien et que ça aurait été mieux si elle avait été plus documentée sur l'armée avant de partir[59]. Cela ne veut pas dire qu'un journaliste expérimenté n'aura pas de litige sur l'interprétation du concept de sécurité opérationnelle. Il est difficile de réconcilier de manière définitive les points de vue militaire et médiatique sur la question de la sécurité opérationnelle. Plusieurs facteurs conjoncturels et personnels entrent en ligne de compte ici.

Même si l'OAP Janzen a invoqué la nécessité de la sécurité opérationnelle sur certaines opérations au cours de la première rotation, il a néanmoins averti aussi que « les Canadiens risquent d'avoir l'impression que les Forces canadiennes prennent part à une mission de maintien de la paix toute simple, alors que les troupes sont en fait affectées à des missions dangereuses et à caractère confidentiel » (Janzen, 2004, p. 57). Ce commentaire est important particulièrement dans le cadre de la rotation 0, en 2003, et par extension à la phase I de l'opération *Athena*. Est-ce que les médias pouvaient alors trouver exagérées certaines limitations liées à l'OPSEC dans ce contexte ? L'invocation de la sécurité opérationnelle pour exclure les médias des raids militaires contre les bandes armées a certainement été un point de litige entre l'armée et les médias durant la première

phase de l'opération *Athena*. Pour certains journalistes, c'est une position tout simplement intenable pour l'armée de justifier l'exclusion des médias par la sécurité opérationnelle dans un système médiatique qui fonctionne sur le principe général d'un accès conditionnel au respect de la sécurité opérationnelle.

Par ailleurs, les attaques à la roquette au camp Julien ont constitué un enjeu de la sécurité opérationnelle en rapport avec les médias intégrés. En cas d'attaque à la roquette, une sirène retentit dans le camp militaire pour donner l'alerte générale. La procédure obligatoire en vigueur est que tout le monde, militaires et journalistes, doit enfiler son équipement de protection et se diriger immédiatement dans un bunker en béton armé aménagé dans un endroit précis sur la base. Souvent, une première attaque peut être suivie par d'autres attaques. Ici, le réflexe journalistique naturel de couvrir un événement en cours entre en contradiction avec le principe militaire de la sécurité avant tout. L'OAP Jay Janzen revient sur les attaques de roquette :

> La dernière chose que nous voulons, ce sont les journalistes qui courent autour de la base pour essayer d'obtenir une histoire et finissent par se faire frapper par plus de roquettes qui arrivent et donc créant un impact sur nos ressources s'ils sont blessés et que nous devons prendre soin d'eux. Je peux vous dire que plusieurs fois, les journalistes ont exactement fait cela. Ils ont ignoré de manière flagrante les règles que nous avions mises en place pour la protection de soi et ont couru autour de la base avec leurs caméras pour essayer d'obtenir l'histoire[60].

En général, les roquettes utilisées par les assaillants pour attaquer les bases militaires occidentales n'étaient pas très précises. De fabrication artisanale, elles étaient régulièrement lancées à partir des environs des camps et ont quand même causé des pertes en vies humaines. En octobre 2003, une fausse alerte d'attaque à la roquette avait mené à l'évacuation précipitée du premier ministre Jean Chrétien, en visite à Kaboul. Quelques semaines plus tard, un avertissement d'attaque à la roquette a envoyé le ministre de la Défense nationale, John McCallum, et les journalistes intégrés se réfugier dans les bunkers du camp Julien. L'OAP Janzen explique les conséquences potentielles d'une couverture médiatique trop précise sur les attaques de roquette :

> Dans un cas, une roquette a touché la salle à manger. Aux heures de pointe de diner, il pouvait y avoir des centaines de personnes dans cette salle à manger. Donc, s'ils parviennent à frapper là, ils peuvent rapporter jusqu'à un certain degré, mais nous ne voulions pas dire "vous venez de tuer 50 personnes parce que vous avez frappé notre salle à manger" car ils vont le faire de nouveau et ils vont tuer 50 autres personnes[61].

Les tensions les plus accentuées entre les officiers d'affaires publiques et les journalistes intégrés se sont manifestées notamment au cours des attaques à la roquette : « La seule manière de contenir les journalistes dans ces circonstances consistait à les faire escorter par un officier des affaires publiques et à les tenir au courant de l'évolution de la situation » (Janzen, 2004, p. 57). En

cas d'attaque à la roquette, les journalistes intégrés ne sont pas autorisés à utiliser leur équipement de communication. « Nous ne pouvions pas bloquer leur téléphone satellite, mais ils savaient, en étant intégrés, qu'ils ne pouvaient pas l'utiliser, par exemple, sous une attaque à la roquette[62] », explique l'OAP Brian Martin. En raison des risques accrus à la sécurité du camp, le contrôle de l'information est plus aiguisé dans les cas d'attaque à la roquette. Dans le jeu de négociation, la sécurité prime sur l'information. « Il est plus important pour nous d'assurer la sécurité de nos gens que de publier une nouvelle[63] », indique l'officier d'affaires publiques Jay Janzen.

2.10 Bilan globalement positif

En dépit de l'exclusion des médias en ce qui concerne les raids et de quelques tensions au moment des décès de soldats et des attaques à la roquette sur le camp Julien, les relations entre les militaires et les journalistes durant la première phase de l'opération *Athena* ont été généralement positives. Il faut souligner ici que les plaintes des journalistes intégrés à ce moment-là ont été dirigées, la plupart du temps, contre les hauts gradés de l'armée et non contre les officiers d'affaires publiques responsables du fonctionnement quotidien du programme d'intégration sur le terrain.

Contrairement aux relations difficiles avec les officiers d'affaires publiques lors du tout premier déploiement canadien, en 2002, et malgré les critiques sur le fonctionnement du programme d'intégration, Stephen Thorne de La Presse canadienne a encensé le travail des officiers d'affaires publiques au moment de l'opération *Athena* : « J'ai senti un véritable engagement envers le processus d'intégration parmi presque tous les officiers d'affaires publiques, que je compte parmi les meilleurs avec qui j'ai jamais travaillé[64] » (Thorne, 2004b, p. 3). Les officiers d'affaires publiques ont également souligné les bons rapports qui ont caractérisé le programme d'intégration. Pour Jay Janzen du *3 RCR*,

> […], les relations de travail étaient beaucoup plus cordiales avec les journalistes qui ont été intégrés dans le camp qu'avec ceux qui ont décidé de ne pas être intégrés. La couverture assurée par les journalistes intégrés pour une longue période tend à avoir été plus exacte que celle assurée par les journalistes qui n'ont effectué qu'un court séjour ou qui ont décidé de vivre à l'extérieur du camp. Les désaccords entre les militaires et les journalistes tendent à avoir été plus faciles à résoudre dans le cas des médias intégrés (Janzen, 2004, p. 52-53).

Le service des affaires publiques au camp Julien, au moment de la première rotation, a joué un rôle important de facilitation. D'après Janzen, l'intégration, en 2003, était un nouveau concept pour beaucoup de commandants qui n'étaient pas habitués à l'idée d'avoir un journaliste avec leurs

soldats au cours des missions potentiellement dangereuses[65]. Il a fallu créer des ponts en vue d'une familiarisation mutuelle. Janzen explique :

> Une attitude proactive envers les journalistes est une autre forme très efficace de relation avec les médias que les commandants ont employée. Il est souvent arrivé que les officiers supérieurs se joignent aux membres des médias pour manger ou pour prendre un café. Ces rencontres impromptues ont suggéré aux journalistes qu'ils n'étaient pas considérés comme des gens qui dérangent ou qu'il faut éviter. Elles ont de plus permis des discussions libres entre les deux parties au cours desquelles, souvent, des sujets de reportage positifs allaient être communiqués aux journalistes. De nombreux commandants de compagnie sont aussi allés voir les journalistes lorsque leur personnel était sur le point de partir accomplir des missions intéressantes ou importantes. Les reporters ont été reconnaissants du fait qu'ils recevaient de l'information sur les activités prévues au lieu d'avoir à la chercher. En alimentant les médias en informations, le bataillon a aussi pu influer dans une certaine mesure sur ce que les journalistes décidaient de couvrir. Lorsque l'occasion de couvrir une mission ou un événement était présentée de façon proactive à un reporter, un reportage suivait presque toujours (Janzen, 2004, p. 52).

Pour le correspondant de La Presse canadienne Les Perreaux, l'impression générale qui se dégage est que le programme d'intégration était flexible à ses débuts durant l'opération *Athena*[66]. En 2003, c'est le service des affaires publiques qui est responsable des accréditations et des affectations, et cela va de soi, mais la gestion du programme sur le terrain est détendue et souple. « Vous pouviez aller voir un commandant de section, un commandant de compagnie et demander d'aller dans une patrouille[67] », dit Les Perreaux. Ce point de vue est partagé par Sat Nandlall, qui était un caméraman de la CBC. Pour lui, le programme d'intégration au camp Julien était facile et ne nécessitait pas trop de paperasse[68]. Nandall avait déjà couvert la guerre dans les Balkans et au Kosovo pour le réseau public anglais. « Les officiers d'affaires publiques étaient raisonnables et ouverts et ont tout fait pour combler mes besoins en tant que journaliste[69] », raconte une correspondante anonyme. Durant la roto 2 (août 2004-février 2005), le commandant Jim Ellis était ouvert et transparent avec les médias, indique l'OAP Brian Martin[70]. Dans l'ensemble, pour la phase I de l'opération *Athena*, on peut noter un rapport plus cordial entre les officiers d'affaires publiques et les journalistes intégrés. Selon les statistiques du ministère de la Défense nationale, sept officiers d'affaires publiques étaient enregistrés au camp Julien en 2003, 13 en 2004 et cinq en 2005. Pour la période couvrant les quatre rotations, le nombre de journalistes inscrits atteint 65, même si plusieurs d'entre eux y sont allés plus d'une fois (Hobson, 2007, p. 10).

Certes, il y a eu quelques irritants de part et d'autre. L'OAP Jay Janzen considère, de manière générale, que la relation avec les médias intégrés a été positive, mais qu'il y a eu des périodes de tension : « Il est arrivé, dit-il, que des membres des médias fassent des commentaires très choquants pour les militaires » (Janzen, 2004, p. 52-53). Selon le journaliste Stephen Thorne, qui avait goûté

aux plaisirs de la proximité avec le commandant Pat Stogran au moment du déploiement du *3 PPCLI* en 2002, son séjour en 2003 a été un peu plus difficile. Pour lui, « l'accès a été sporadiquement bon[71] ». Les soldats étaient plus accessibles, alors les leaders militaires semblaient moins confiants envers les médias (Thorne, 2004a). Selon Matthew Fisher, le correspondant du *National Post* et du groupe CanWest, les lacunes du programme canadien d'intégration pouvaient être facilement corrigées en donnant l'occasion aux journalistes intégrés de toujours sortir avec les troupes et d'avoir un meilleur accès aux briefings confidentiels, d'autant plus qu'ils signent des règles où ils s'engagent à la confidentialité (Fisher, 2004, p. 19). Pour faciliter les sorties, Fisher recommandait que les officiers d'affaires publiques aient accès à un véhicule dédié (Fisher, 2004, p. 19). Faisant la comparaison entre les programmes d'intégration américain et canadien, Fisher laisse entendre que le premier offrait un meilleur accès quant à l'information sensible et opérationnelle que le second durant le déploiement du *3 RCR* (Fisher, 2004, p. 18). Il a aussi évoqué la question du transport, où les Américains qui avaient banni les véhicules privés offraient néanmoins un transport militaire aux journalistes intégrés, tandis que les journalistes canadiens devaient souvent se résoudre à rester derrière ou à suivre les patrouilles dans des véhicules civils loués, car les Canadiens invoquaient un manque de ressources (Fisher, 2004, p. 18).

L'apprentissage des relations armée-médias, commencé difficilement à Kandahar avec le déploiement du *3 PPCLI* en 2002, continue donc avec une attitude moins conflictuelle entre les militaires et les journalistes dans le nouveau programme d'intégration formalisé. Pour l'armée canadienne, il y avait une acceptation mesurée des conséquences de l'intégration. Cette acceptation est propice, jusqu'à un certain point, à apaiser les tensions avec les médias. « Ils avaient accepté qu'ils ne pouvaient pas contrôler tout ce qui sortait[72] », note Les Perreaux de La Presse canadienne. On peut certainement penser ici à la couverture des vulnérabilités des véhicules Iltis et à la couverture liée à la mort de soldats. Par ailleurs, il s'est produit un phénomène de fatigue médiatique chez les troupes qui étaient constamment exposées au regard des médias dans leur espace de vie, explique l'OAP Roland Lavoie[73].

À l'instar des Américains en Irak, l'armée canadienne cherche à établir une relation bénéfique avec les médias en mettant en place un programme d'intégration. Cette relation peut se résumer par la maxime suivante : *les soldats doivent apprendre à connaître les journalistes et les journalistes doivent apprendre à connaître les soldats*. Comme l'explique Les Perreaux de La

Presse canadienne, l'armée canadienne pensait simplement que plus les journalistes apprenaient à connaître les soldats, mieux ça se refléterait sur les Forces canadiennes[74].

La décision de la Direction générale des affaires publiques au ministère de la Défense nationale à Ottawa d'intégrer les médias a produit des dividendes. Une forte présence médiatique en théâtre opérationnel augmente forcément la visibilité de l'armée. Sur le plan national, les reportages des journalistes intégrés ont fait plusieurs fois la une des journaux et des téléjournaux. Sur le plan local, la couverture médiatique dans les villes d'où provenaient les groupements tactiques et autour a attiré une forte attention sur leurs activités, du déploiement au retour à la maison. Dans la tradition des histoires du soldat du coin que les correspondants de guerre de la Deuxième Guerre mondiale ont efficacement racontées et que les armées semblaient avoir oubliées au sortir de la guerre du Vietnam, les journalistes intégrés en Irak et en Afghanistan, de par leurs reportages de proximité, ont ravivé de manière non négligeable la flamme des villes et des nations en guerre pour les soldats sous les drapeaux[75]. Il faut souligner ici la difficulté pour les médias, durant la phase I de l'opération *Athena*, de couvrir les milliers de patrouilles à travers différentes rotations. Dès le début de 2004, les rédacteurs en chef de certains journaux canadiens avaient commencé à dire à leurs journalistes de ne plus envoyer les « histoires de patrouilles » (Day, 2010a, p. 19).

Pour les journalistes intégrés, la proximité avec les soldats est un grand défi. « Une fois que vous passez du temps avec les soldats, la couverture tend à être positive parce que vous les connaissez personnellement[76] », admet Les Perreaux de La Presse canadienne. Cela ne veut pas dire que l'intégration produit automatiquement des reportages positifs, tant s'en faut. Le facteur conjoncturel reste déterminant quant à la saveur de la couverture médiatique sur le terrain. Cependant, la configuration générale d'un programme d'intégration et les routines journalistiques de production de l'information favorisent une quantité importante de reportages sur la vie des soldats et non sur les événements de la guerre elle-même. Ces occurrences médiatiques constituent un élément important de la visibilité dont bénéficie l'armée auprès du public. Selon l'historien Jack Granatstein, l'intégration a fonctionné brillamment en contribuant à changer la perception négative de l'armée; c'est un pari gagné par le ministère de la Défense nationale (cité par Wattie, 2004, p. 15).

Pour l'armée canadienne, le concept d'intégration en Afghanistan est une nouvelle façon de « communiquer la guerre » (Maltby et Keeble, 2007). L'armée canadienne ouvre ses camps aux

médias, mais elle doit s'assurer de garder le contrôle sur la circulation des journalistes dans son périmètre opérationnel. Avec la phase I de l'opération *Athena*, l'armée canadienne a formalisé l'accueil des médias par le processus d'accréditation-intégration au camp Julien. On n'a pas censuré l'information médiatique comme ça se faisait durant la Deuxième Guerre mondiale. Pour être intégrés aux troupes, les médias devaient respecter de nouveaux règlements (*ground rules*) qui n'abandonnent pas complètement la censure, mais qui ne s'y fondent pas comme principe directeur. Dans le jeu subtil du contrôle militaire, l'armée canadienne a laissé les journalistes couvrir les patrouilles des soldats, mais elle s'est montrée plus réticente à donner l'accès aux opérations directes qui comportaient un risque opérationnel plus important. Durant la Deuxième Guerre mondiale et dans les Balkans lors des années 1990, l'armée canadienne avait déjà accueilli des journalistes dans ses camps. « En fait, l'hospitalité et l'accès donnés aux journalistes intégrés en Afghanistan ont été à peu près similaires à ce que les Forces canadiennes avaient toujours offert aux journalistes suivant les Casques bleus canadiens dans les Balkans et en Afrique », décrit Matthew Fisher (2004, p. 1).

La phase I de l'opération *Athena* donne un aperçu du contrôle qui s'exerce avec le processus d'intégration. Il y a un calcul permanent qui repose sur la conjoncture opérationnelle avec, d'une part, l'ouverture aux activités militaires courantes (vie des soldats, patrouilles régulières…) et la fermeture aux opérations plus risquées militairement ou politiquement (raids, transfert de prisonniers). Il est important ici de noter que ce calcul ouverture-fermeture qui s'effectue dans un processus d'intégration est particulier à chaque situation et à chaque commandant. Dans la logique de la guerre de l'information, l'intégration est définie par une double visibilité. Les journalistes intégrés évoluent dans un espace de visibilité codifié qui est géré par le service des affaires publiques en théâtre opérationnel. Par ailleurs, l'intégration des journalistes auprès des soldats place l'armée dans une visibilité médiatique avec comme résultante une quantité importante de reportages sur les activités militaires. À ce titre, l'hospitalité offerte aux médias intégrés a été payante pour l'armée canadienne. Pour les opérations suivantes, la conjoncture opérationnelle sera là aussi déterminante sur le jeu ouverture-fermeture et sur l'articulation hospitalité-hostilité.

CHAPITRE 3

LE RETOUR À KANDAHAR, *ATHENA II*

Dans ce chapitre, nous examinerons la continuation de l'intégration des médias au moment du transfert des troupes canadiennes vers la région de Kandahar. La présence des Canadiens dans une région réputée comme un sanctuaire des combattants talibans a suscité un engouement des médias canadiens. Les médias ont largement couvert les opérations militaires du nouveau groupement tactique, mais les efforts de reconstruction de la mission canadienne n'ont pas bénéficié d'une grande attention médiatique.

Les paramètres de l'intégration journalistique seront définis par le service des affaires publiques du nouveau Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Un contrat d'intégration contient les règles sur le fonctionnement de l'intégration sur le terrain et les obligations du journaliste intégré. Cependant, au début du déploiement, plusieurs militaires n'étaient pas encore convaincus de la nécessité d'avoir les médias à leurs côtés. Les réticences du début vont rapidement s'estomper et, de manière générale, l'apprivoisement mutuel sera satisfaisant malgré un certain nombre d'irritants dans la relation.

La roto 1 (*Athena II*) a été marquée par une augmentation significative du nombre de morts parmi les soldats canadiens. Un incident qui a blessé gravement un soldat canadien a été un épisode déterminant dans les relations armée-médias en Afghanistan. L'accroissement des attaques talibanes sur les Forces canadiennes contribuera au repli des médias canadiens en raison du niveau élevé des risques encourus par les journalistes. Néanmoins, l'attention démesurée à l'égard des décès militaires sera un des éléments les plus critiqués de la couverture médiatique dans le programme d'intégration.

3.1 Au revoir Kaboul

En juillet 2005, une équipe d'activation débarque dans la région de Kandahar. L'armée canadienne prépare alors la transition annoncée de la capitale, Kaboul, vers une nouvelle mission au sud de l'Afghanistan. Cette mission doit installer une Équipe provinciale de reconstruction (EPR[1]) sous le commandement du colonel Steve Bowes. Le capitaine Richard Perreault est l'officier d'affaires publiques qui accompagne l'équipe d'activation. Peu de journalistes sont

présents à Kandahar. Perreault avait d'abord été déployé comme officier d'affaires publiques en 2003 sur les navires de l'opération *Apollo,* dans le Golfe persique, mais sera plus tard muté au COMFEC[2].

Le métier d'officier d'affaires publiques exige la polyvalence. L'OAP doit bien sûr accueillir les médias intégrés et répondre à leurs demandes de reportage, mais la planification d'affaires publiques est beaucoup plus large. La tâche de l'OAP inclut aussi l'écriture d'articles et la prise de photos pour les médias militaires, notamment le site web de l'armée canadienne. Perreault a même tourné des images : « J'ai pris du film puis je l'ai envoyé par messagerie express parce qu'on avait DHL qui livrait à partir de Kandahar vers le restant de la planète. J'ai envoyé du B-roll, je ne sais pas s'ils s'en sont servi, mais j'avais pris du B-roll avec les Américains[3] ». Il a aussi eu recours au programme Caméra de combat, qui emploie des photographes et des caméramans militaires, et dont les images peuvent ensuite être reprises par les médias.

Au début du mois d'août 2005, Terry Pedwell de La Presse canadienne rapporte que le rôle de la nouvelle rotation sera de démanteler le camp Julien et de déplacer l'équipement militaire vers le sud de l'Afghanistan (Pedwell, 2005a). Pendant que la nouvelle rotation de 700 soldats en provenance de Petawawa s'installe à Kaboul, l'Équipe provinciale de reconstruction prend pied à Kandahar avec un contingent de 250 hommes en provenance d'Edmonton. À ce moment, deux opérations canadiennes sont concomitantes. Premièrement, l'opération *Athena,* qui comprend les troupes déployées au camp Julien à Kaboul et celles plus limitées du camp Mirage aux Émirats arabes unis ; deuxièmement, l'opération *Archer,* qui vient de débuter en août 2005 avec l'installation de l'Équipe provinciale de reconstruction au camp Nathan Smith[4] à Kandahar. L'opération *Athena* s'effectue dans le cadre de la brigade multinationale de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) alors que la nouvelle opération Archer est menée sous le chapeau de l'opération américaine *Enduring Freedom*.

Dans une interview accordée à La Presse canadienne, le colonel Bowes donne la mesure de sa mission : « À court terme, l'accent est mis sur les élections. Mais à plus long terme, il sera mis sur l'élaboration du programme de développement – pas seulement en termes de reconstruction, mais en termes de capacité de gouverner, du développement des forces de sécurité, de la mise en place d'un appareil juridique fonctionnel » (cité par Pedwell, 2005b). La mise en place de l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar fait partie de l'approche dite des « 3D », c'est-à-dire défense, diplomatie et développement. Sur le terrain, l'Équipe provinciale de reconstruction

regroupe les troupes canadiennes, les représentants du ministère des Affaires étrangères du Canada, les agents de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ainsi que de Service correctionnel Canada (SCC). Comme l'explique Terry Pedwell, « cette politique en elle-même n'est pas nouvelle, mais la façon dont le Canada fusionne les affaires étrangères et les travailleurs de l'aide humanitaire directement avec les soldats en Afghanistan l'est » (Pedwell, 2005b). Au cours d'une entrevue au réseau CTV, le commandant Steve Noonan avait précisé que les différentes composantes de la stratégie des 3D devaient « travailler ensemble pour soutenir d'abord le gouverneur local à Kandahar et ensuite les autres provinces qui entourent la province de Kandahar elle-même » (CTV – *Question Period,* 2005). Pedwell sera aux côtés des soldats qui assurent la protection de l'Équipe provinciale de reconstruction au cours de leur première patrouille à pied pour tâter le pouls de la région redoutée de Kandahar (Pedwell, 2005c).

Avec le retrait canadien de Kaboul et le début de l'opération *Archer*, les rédactions des principaux médias canadiens doivent réorganiser leur couverture journalistique à partir du nouveau site à Kandahar. Quand un soldat canadien est tué le 24 novembre 2005, il ne reste pratiquement plus de journalistes intégrés au camp Julien à Kaboul. Un véhicule blindé de type VBL III avait fait un tonneau au cours d'une patrouille de routine près de Kandahar, tuant le soldat Braun Scott Woodfield et faisant quatre blessés au sein du 2e Bataillon du *Royal Canadian Regiment*. Il s'agit, à ce moment-là, du 8e soldat canadien tué en Afghanistan. Le colonel Steve Noonan participera de Kaboul à une conférence de presse organisée par le ministère de la Défense nationale avec les médias canadiens à Ottawa.

Le 29 novembre, le correspondant Stephen Thorne annonce d'Ottawa la fermeture du camp Julien et le transfert de ses infrastructures au gouvernement afghan (Thorne, 2005a). C'est la fin d'un chapitre qui avait vu l'instauration du programme des médias intégrés à Kaboul. D'août 2003 à novembre 2005, le camp Julien avait hébergé plus de 70 journalistes intégrés et 25 officiers d'affaires publiques à travers cinq rotations des Forces canadiennes. Le nouveau chapitre de la contribution canadienne et du programme des médias intégrés doit s'écrire désormais au sud, dans la région de Kandahar. Dans sa dépêche, Thorne n'a pas manqué de rappeler le danger qui guette la nouvelle mission : « Le nouveau centre des opérations canadiennes en Afghanistan est un endroit beaucoup plus dangereux, l'ancien fief du régime taliban étant souvent aux prises avec des actes de violence et des attentats » (Thorne, 2005a). Selon les prévisions de l'armée canadienne, la force

opérationnelle à Kandahar doit atteindre 2000 hommes au cours de la nouvelle année. Les médias seront nombreux à s'intéresser à la consolidation de la présence canadienne en Afghanistan dans le nouveau théâtre de Kandahar.

3.2 La méfiance envers les médias au cours de la montée en puissance

Avant le déploiement du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (*1 PPCLI*) à Kandahar, les hommes du commandant Ian Hope s'étaient entraînés, comme les autres groupements tactiques, à la base de Wainwright en Alberta en vue de leur montée en puissance. « Les médias faisaient partie de notre entraînement[5] », indique le lieutenant-colonel Ian Hope. Pour les troupes et pour le commandant, l'idée d'avoir les médias dans les opérations n'a pas été initialement bien accueillie, mais la situation va évoluer pour le mieux par la suite.

La méfiance des troupes envers les médias a commencé à poindre à l'horizon dès la formation pré-déploiement. Cela a constitué un défi pour l'officier d'affaires publiques Mark Peebles, qui allait se déployer avec le groupement bataille. Peebles dit que lorsqu'il faisait son briefing d'affaires publiques aux soldats, il sentait de fortes réticences, particulièrement auprès de sergents d'un certain âge : « Au début, je faisais face à la résistance, je faisais face à beaucoup de méfiance de ces gars-là. Et encore une fois, non pas tant les soldats et les caporaux, les gars qui ont peut-être 5-6 ans. Ce sont les gars qui étaient là depuis 10, 15, parfois 20 ans. Les gars qui étaient là autour dans les années 1990 quand nous nous faisons malmener par les médias pour diverses choses[6] ». Les années 1990 réfèrent bien sûr à la Somalie et aux répercussions du scandale qui a fortement ébranlé l'armée canadienne et porté un dur coup à sa politique de communication. La mémoire de la Somalie est loin d'avoir été totalement résorbée au sein de l'armée canadienne. Peebles poursuit : « Certains de ces sergents ont été dans le régiment aéroporté. Ils avaient déjà leur image de ce que les médias étaient et ce n'était pas favorable. Ils avaient une opinion négative de ce que les médias étaient […], ils ne voyaient pas nécessairement les médias intégrés les aider dans leur travail au niveau tactique. Ils avaient une prédisposition de les voir négativement[7] ».

Quand le 1er Bataillon *PPCLI* se déploie à Kandahar, le défi du programme d'intégration journalistique est donc encore de surmonter la méfiance envers les médias, qui est un fort relent de la mésaventure somalienne dans les Forces canadiennes. Même si le commandant et les troupes avaient été entraînés quelque peu à la présence des médias au cours de leur formation pré-déploiement, le concept d'intégration des médias reste encore à ce moment-là nouveau. Selon

l'OAP Mark Peebles, ç'a été un défi significatif, car le *1 PPCLI* était confronté pour la première fois à une situation de combat, et les soldats vivaient aussi leur première véritable expérience de combat et considéraient le programme médiatique comme une distraction[8].

À la question de savoir s'il avait été bien préparé comme officier d'affaires publiques à travailler avec les médias avant d'être déployé à Kandahar en 2006, le lieutenant-colonel Marc Thériault répond positivement tout en indiquant la différence de préparation avec les soldats d'autres branches :

> Ce qui nous a bien préparés, les officiers d'affaires publiques canadiens, c'est que d'une part, chez nous, les affaires publiques [sont] une spécialisation militaire, donc on connaît un peu plus la poutine de ce qui est attendu des médias, on connaît leur langage, on connaît le travail qu'ils sont attendus de faire. Ce qui n'était pas le cas de nos vis-à-vis chez qui ils se sont fait dire quelques semaines avant leur déploiement par exemple : "Vous êtes en support aux journalistes". Pour un officier d'artillerie, un officier blindé, il y a pas cette compréhension mutuelle ou encore le partage du mandat de communication comme étant une valeur commune[9].

Pour le lieutenant-colonel Ian Hope, le commandant du groupement tactique, les réticences envers les médias ont été plutôt dictées par la conjoncture opérationnelle durant le déploiement de son bataillon à Kandahar. Sur le plan personnel, Ian Hope ne cache pas du tout qu'il a effectué son parcours dans l'armée en esquivant l'attention médiatique : « J'ai évité les relations avec les médias et les affaires publiques le gros de ma carrière parce que je suis assez timide et je suis assez privé et je n'aime pas être en face de la caméra. Ça ne me dérange pas de parler en public mais je n'aime pas être en face de la caméra[10] ». Hope note que beaucoup d'officiers ne veulent pas être cités ou être interviewés par les médias, car ils y voient un danger à leur carrière[11]. C'est en fait un sentiment très répandu dans les armées. Dans notre étude sur les médias intégrés en Irak, nous avons parlé de l'« effet Fontenot » pour caractériser les conséquences négatives des interventions médiatiques par les militaires[12].

Le lieutenant-colonel Ian Hope savait certainement, de par les discussions internes, qu'un programme d'intégration allait éventuellement être mis en place sur le terrain, mais il ne l'attendait pas de sitôt. « Le programme d'intégration a été une surprise, dit-il, il a démarré dans les deux semaines après notre arrivée »[13]. En fait, le commandant Hope voulait d'abord installer ses hommes et son équipement et ensuite gérer la question des médias. Il décrit le contexte et le potentiel négatif de la présence des médias :

> Nous étions encore en train d'acheminer nos soldats et notre équipement et nous avions une pénurie importante d'équipements que je ne voulais pas télégraphier aux talibans ou à nos partenaires afghans parce que leur confiance allait baisser. [Inaudible]. Alors je suis allé à mon patron et j'ai dit : "Écoutez, c'est un mauvais moment pour les médias intégrés parce qu'ils sauront

> la vérité que nous sommes sous-équipés et que notre matériel manque des choses essentielles. C'était le général David Fraser et on m'a dit "Prends ça sur toi et passe à autre chose, les médias intégrés arrivent". Et j'ai dit : "Bien, mais il y a un risque ici"[14].

Le commandement supérieur ayant accepté l'idée d'intégrer les médias, Hope devait donc se résoudre à les accepter auprès de ses soldats. Le risque que les médias intégrés exposent les faiblesses de ses troupes ne pouvait constituer un argument suffisant pour les tenir à l'écart. Ces réticences du commandant traduisent la crainte séculaire de l'armée de devoir accueillir les médias sur le champ de bataille. Cependant, le commandant Ian Hope trouvera rapidement un intérêt à exploiter l'instrument tactique que constituent les médias dans les opérations d'information.

3.3 Le premier contrat d'intégration du COMFEC

À Ottawa, le programme des médias intégrés est géré par le nouveau Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC[15]). Créé en septembre 2005 et opérationnel à partir de janvier 2006, le COMFEC est l'une des quatre composantes issues de la transformation des Forces canadiennes amorcée par le chef d'état-major de la Défense Rick Hillier. Commandé par le major-général Michel Gauthier, le COMFEC est responsable de toutes les opérations internationales, qu'elles soient de combat, de maintien de la paix ou de type humanitaire, sauf les opérations spéciales qui relèvent d'une autre entité. À ce moment-là, l'équipe des affaires publiques du COMFEC à Ottawa est dirigée par la lieutenante-colonelle Rita Lepage. Auparavant officière d'affaires publiques de Rick Hillier, Lepage a été promue pour s'occuper de la nouvelle entité d'affaires publiques du COMFEC. Elle avait travaillé de près avec le général Walter Natynczyk, qui était responsable de la transformation des Forces canadiennes, et comme elle savait très bien comment se déroulait toute la transformation au sein de l'armée, Lepage a donc hérité du mandat d'acter le plan des affaires publiques et la répartition des actifs d'affaires publiques au sein des Forces canadiennes[16]. Elle avait aussi suivi avec intérêt l'expérience américaine de l'*embedding*. À la fin de la guerre en Irak, elle a été la seule non-Américaine à participer à une grande conférence sur le sujet au Collège militaire de Carlisle, en Pennsylvanie, où le programme avait été décortiqué d'un triple point de vue médiatique, opérationnel et stratégique. « Cela m'a vraiment informée de certains des défis qu'ils ont rencontrés, note Lepage, et je pense que cela nous a vraiment aidés à établir le type de programme d'intégration que nous avions, ce qui est probablement une autre raison pour laquelle ils m'ont demandé d'y aller parce qu'ils savaient que j'avais un peu ce bagage[17] ».

Le programme des médias intégrés avait été pensé en prévision des nouveaux déploiements des Forces canadiennes à Kandahar. À Kaboul, dans le passé, les officiers d'affaires publiques canadiens pouvaient toujours compter sur le programme américain ou sur celui de l'OTAN. Avec la nouvelle mission dans le sud de l'Afghanistan, la conjoncture est propice pour lancer un programme entièrement canadien. Le lieutenant-colonel Christian Lemay, qui va aussi travailler aux affaires publiques du COMFEC, explique :

> Si sur la base de Kandahar, il y avait eu un centre d'accréditation et un centre qui avait déjà un programme de la FIAS en place, on n'aurait pas développé [un nouveau programme], on aurait dit on rentre à travers le programme de la FIAS sur le camp, donc vous êtes accrédités, vous êtes escortés, les médias sont tous mis ensemble, le programme aurait été complètement différent. Mais là comme on était les seuls qui géraient le camp, on a développé notre propre programme[18].

La conception du nouveau programme des médias intégrés, en 2006, a été amorcée sous la direction de Tom Ring, alors sous-ministre adjoint des Affaires publiques au ministère de la Défense nationale à Ottawa. Ring avait aussi travaillé étroitement avec Hillier. La concrétisation du programme a été menée au départ par une équipe d'affaires publiques sous la supervision de la lieutenante-colonelle Rita Lepage, qui était alors l'officière d'affaires publiques supérieure du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada.

Le contrat d'intégration est un document d'une vingtaine de pages intitulé *Instructions relatives au programme des journalistes intégrés – Op Archer*[19]. Le commandant du COMFEC, à titre de représentant du chef d'état-major de la Défense, est l'autorité qui supervise l'intégration des médias à Ottawa, mais c'est le commandant de la force opérationnelle à Kandahar qui exécute le programme en théâtre avec l'aide de son équipe des affaires publiques. Le document-cadre du programme contient des informations sur les modalités d'accréditation, les règlements de base, les lignes directrices du programme et un certain nombre de renseignements, notamment sur les différends, la procédure quand les journalistes sont blessés ou tués, l'équipement et le transport, puis les reportages sur certains sujets précis, comme les détenus, les blessés ou les morts. Pour être accrédité, chaque journaliste doit présenter une lettre de son employeur et sa carte de presse. Les pigistes sont également tenus de fournir une lettre d'un média qui les emploie. Le journaliste et le superviseur de son média doivent signer les quatre documents suivants : une entente relative à l'intégration et aux règlements de base ; un accord d'indemnité et d'abandon de recours ; un engagement auprès du ministère de la Défense nationale et une fiche de renseignements personnels (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 1). Comme les places sont limitées, l'accréditation se fait selon les priorités suivantes : « (1) Priorité 1 – Média national,

comprenant un reporteur ou, s'il s'agit d'un média télévision, une équipe de deux personnes de chacun des principaux réseaux en tenant compte du fait qu'il doit y avoir des reportages dans les deux langues officielles ; (2) Priorité 2 – Média régional canadien et média international ; (3) Priorité 3 – Pigistes » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 2).

La conception de ce document de 2006 a été fortement inspirée, dans ses grandes lignes, par les instructions des médias intégrés qui avaient été préparées en novembre 2003 par l'entité *J5PA*. Cellule du sous-ministre adjoint des Affaires publiques, l'entité *J5PA* (*J5 Public Affairs*), qui s'occupait des opérations internationales, vient de migrer vers le commandement COMFEC. Le nouveau contrat d'intégration précise que les règlements de base ont pour objet de protéger les renseignements classifiés et ne visent en aucun cas à empêcher la divulgation de renseignements péjoratifs, gênants, négatifs ou peu élogieux (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 2). L'acceptation des règlements de base (*ground rules*) est obligatoire. En cas de violation, le journaliste intégré peut être expulsé du théâtre des opérations. En ce qui concerne l'accès des médias, le document parle certes d'accès, en principe, mais il est évident, vu le libellé de la clause, que cette question se joue au cas par cas, au bon vouloir du commandant :

> Les journalistes intégrés auront accès aux missions opérationnelles, y compris les préparatifs en vue de la mission et les débriefings, dans la mesure du possible. Il faut tenir compte des préoccupations du commandant en matière de sécurité lorsqu'il est question de déterminer les secteurs que les journalistes seront autorisés à visiter ou les renseignements qui leur seront donnés. Les commandants détermineront par conséquent le degré d'accès qui sera accordé aux médias (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 6).

Il faut rappeler ici que l'aménagement d'une marge de manœuvre pour les commandants a été un élément crucial pour l'acceptation d'un programme médiatique au sein de l'armée canadienne dès les débuts en 2003. Le nouveau contrat d'intégration du COMFEC reprend le principe de l'*embedding* américain. « On n'avait pas de censure, je n'ai jamais pris la copie d'un journaliste pour dire : "Bon ben regarde, passe-moi ça puis je vais te laisser publier ou non"[20] », précise l'officier d'affaires publiques Marc Thériault. L'abandon du modèle de la censure trop associée à la répression de la liberté de presse est l'un des indicateurs du passage d'une stratégie de contrôle de l'information rigide à une stratégie fondée sur un contrôle plus subtil axé sur les relations publiques militaires. À partir de la guerre en Irak, le journalisme de guerre ne se pratique plus sous la férule de la censure. Les journalistes intégrés sont surveillés de près par l'appareil d'affaires publiques sans nécessairement qu'on applique la censure, qui est honnie par la presse. Cependant, il arrive très souvent que les journalistes consultent eux-mêmes les officiers d'affaires

publiques pour une vérification préalable de la conformité des informations contenues dans leurs reportages aux règles d'intégration. Le modèle de l'intégration recourt à des techniques de surveillance multiples, subtiles et souples (voir les différents dispositifs de l'*embedding* en Irak dans Bizimana, 2014; Maltby, 2012). Et pourtant, la censure reste un élément de l'arsenal de surveillance. Le contrat d'intégration canadien comporte une règle censoriale qui avait aussi été utilisée par l'armée américaine en Irak[21].

> Le commandant de la FOA[22] se réserve le droit de demander que soit examiné tout reportage sur des questions qui pourraient avoir une incidence sur les opérations avant diffusion par le média afin d'assurer que ce reportage ne comporte aucune infraction à la sécurité. Autrement, aucune restriction ne sera imposée sur le contenu (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 7).

À la lecture du document qui fonde le programme des médias intégrés, on sent bien l'insertion de certaines leçons apprises à travers les précédents déploiements d'affaires publiques à Kaboul. « Si un journaliste ou une agence médiatique prend l'habitude d'interrompre un programme d'intégration, volontairement ou non, les AP COMFEC peuvent refuser d'intégrer à nouveau cette agence ou organisation » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 1-2). Cette disposition réfère vraisemblablement à la souplesse qui permet, depuis le début de la mission canadienne en Afghanistan, aux journalistes intégrés de couvrir les activités canadiennes, mais également de couvrir d'autres sujets de reportage à l'extérieur des bases militaires avec les officiels ou les civils afghans. L'armée canadienne ne cherche pas à interdire cette pratique très appréciée par les médias canadiens, mais elle veut prévenir ici les abus des journalistes qui veulent profiter du camp et de sa sécurité sans véritablement couvrir les opérations militaires canadiennes. Le document revient aussi sur un élément qui avait été soulevé dans le passé. « Les journalistes et les médias doivent respecter la vie privée des membres des FC et respecter leur droit de se détendre à l'abri des caméras et des questions des journalistes. Des soldats se sont plaints du fait que certains journalistes s'installaient dans la Maison du Canada pour interviewer des soldats qui voulaient se détendre pendant leurs heures de repos » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 3). Parmi les autres dispositions, on note la suivante, qui rappelle étonnamment aux médias que l'armée a des personnes qualifiées pour parler des opérations en cours :

> Les agences médiatiques devraient être conscientes du phénomène des "journalistes qui interviewent d'autres journalistes". En effet, bien qu'un journaliste intégré comprenne de mieux en mieux le contexte dans lequel se déroulent les opérations des FC, le fait d'avoir passé quelques semaines à Kandahar ne fait pas de lui un expert en la matière. Les journalistes intégrés devraient

> autant que possible continuer d'interviewer le commandant ou le porte-parole des FC approprié afin de présenter un portrait fidèle des opérations des FC et d'éviter le plus possible les suppositions (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 3-4).

Cette disposition réfère à une compétition entre les discours militaire et médiatique. La régulationn positionne ici le discours militaire dans une logique de « discours stratégique » qui doit exprimer l'action militaire (Simpson, 2012). La question du transport est également abordée dans le contrat d'intégration du COMFEC. Les journalistes intégrés sont responsables des démarches de voyage et doivent assumer les frais y étant relatifs jusqu'à la base aérienne de Kandahar. « Les journalistes intégrés ne seront pas autorisés à utiliser leurs propres véhicules pendant leur intégration au sein de la FOA (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 5). L'armée est évidemment responsable du déplacement des journalistes au cours des opérations.

Enfin, le contrat d'intégration comporte une annexe intitulée « Accord d'indemnité et abandon de recours », où le journaliste s'engage à ne pas intenter des poursuites contre les Forces canadiennes advenant toute atteinte à sa sécurité physique ou tout dommage matériel pendant son intégration. On peut y lire :

> Je reconnais et conviens qu'effectuer un reportage d'une opération militaire ou d'une opération de combat est fondamentalement dangereux et susceptible d'entraîner la mort, des blessures personnelles, de nature physique ou autre, ou des dommages matériels. Souhaitant, quelles que soient les circonstances, effectuer un reportage d'une opération militaire ou une opération de combat, j'assume de mon plein gré tous les risques susceptibles associés à cette visite (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. C-1).

Ce type de garanties n'est pas unique à la guerre en Afghanistan. L'armée canadienne exige cet accord de non-responsabilité de la couronne depuis la Deuxième Guerre mondiale dans le tout premier permis pour les correspondants de guerre délivré par le quartier général canadien à Londres en 1941.

3.4 Le programme d'intégration démarre à Kandahar

L'arrivée des troupes canadiennes à Kandahar s'est faite sous le signe du danger. L'année 2006 débute avec un attentat qui signale les risques auxquels la nouvelle mission sera confrontée. Le 15 janvier, le diplomate Glyn Berry est tué et trois soldats sont gravement blessés lorsqu'une voiture piégée explose dans un convoi canadien. Berry était le directeur politique du ministère des Affaires étrangères, qui travaillait avec la nouvelle Équipe provinciale de

reconstruction. « Ils n'ont pas vu l'assaillant et n'ont pas eu le temps de réagir », expliquera le commandant Steve Noonan aux médias (cité par La Presse canadienne, 2006a). Selon une dépêche de l'agence Associated Press reprise par La Presse canadienne, un porte-parole des talibans a appelé l'AP pour revendiquer cette attaque et a averti que d'autres kamikazes étaient prêts à poursuivre la même stratégie jusqu'à ce que toutes les forces étrangères quittent l'Afghanistan (La Presse canadienne, 2006b).

La mort du diplomate Glyn Berry constitue pour les journalistes et pour la mission canadienne un rappel criant de l'environnement risqué qu'est le sud de l'Afghanistan. Plus tard, le commandant de la nouvelle rotation notera que la mort de Berry a brisé l'élan de l'Équipe provinciale de reconstruction, le financement de celle-ci ayant été par la suite arrêté six mois par le ministère des Affaires étrangères et l'Agence canadienne de développement international (Hope, 2008, p. 235-236).

En janvier 2006, la première vague des troupes canadiennes qui allaient constituer le groupement tactique arrive à Kandahar. Progressivement, le 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry,* sous le commandement du lieutenant-colonel Ian Hope, se met en place au sein de la Force opérationnelle Orion. « Nous avons passé d'un bataillon de 600 hommes à 850 et nous avons commencé à nous déployer en janvier 2006. Nous allions être pleinement opérationnels dans la province de Kandahar et prendre le contrôle de celle-ci des Américains en février 2006, le 19 février pour être précis[23] », confie le lieutenant-colonel Ian Hope. La Force opérationnelle Orion doit aider les autorités afghanes à établir une saine gouvernance et à instaurer un climat de sécurité et de stabilité ainsi que mettre en œuvre la reconstruction de Kandahar (Hope, 2008, p. 232). Matt McClure du réseau CTV rappelle encore une fois le danger qui guette les Canadiens quand il rapporte une explosion qui s'est produite alors qu'il accompagnait une patrouille de la force américaine *Gun Devil* dans la vallée du Shah Wali Kot (CTV – *CTV News,* 2006a).

Avec l'arrivée des troupes du *1 PPCLI* au sein de la roto 1 (phase II de l'opération *Athena*), les rédactions des médias canadiens dépêchent encore leurs journalistes sur le terrain à Kandahar. L'intérêt des médias étant élevé, le COMFEC veut s'assurer d'avoir une couverture nationale en donnant la priorité aux grands médias, note la lieutenante-colonelle Rita Lepage[24]. Les journalistes et les militaires vont apprendre à s'apprivoiser véritablement à partir de février 2006. La méfiance du début va rapidement s'estomper à mesure que les opérations s'effectuent dans la région de

Kandahar. Chris Wattie du *National Post* et du groupe CanWest annonce les premières patrouilles canadiennes dans la région, que les soldats appellent « le pays des Talibans » (Wattie, 2006). Quelques jours plus tard, Les Perreaux de La Presse canadienne rapporte les premiers échanges de tirs entre les soldats canadiens et les insurgés dans un poste avancé à Gumbad (Perreaux, 2006a). Parlant du premier noyau de journalistes sur le terrain à Kandahar, l'OAP Marc Thériault dit que la plupart d'entre eux avaient une connaissance étendue des choses internationales, ils sont arrivés relativement au fait de ce qui se déroulait[25]. Le commandant Ian Hope abonde dans le même sens en indiquant que c'était un groupe de haut vol, les meilleurs du Canada[26]. Cela ne sera pas toujours le cas, surtout quand la guerre commencera à drainer plus de journalistes sur le terrain.

Le 24 février, à l'aéroport de Kandahar, les journalistes intégrés voient la passation de commandement entre le lieutenant-colonel américain Bert Ges de la force opérationnelle *Gun Devil* et le lieutenant-colonel canadien Ian Hope, qui prend la relève. Le même jour, les médias canadiens commencent à parler d'une possible visite du nouveau premier ministre canadien Stephen Harper, qui venait de remporter les élections au Canada en janvier 2006. Le commandant Ian Hope avait alors indiqué aux journalistes que cette visite aurait un effet très positif sur le moral des troupes (CTV – *CTV News,* 2006b).

Quatre jours plus tard, les médias intégrés annoncent que le brigadier-général David Fraser prend la tête du Commandement régional Sud. Fraser devient alors le commandant de la brigade multinationale à Kandahar supervisant les opérations canadiennes et celles de sept autres pays membres de la coalition. Le groupement tactique du lieutenant-colonel Ian Hope et le QG de la brigade multinationale se trouvent à l'aéroport de Kandahar, tandis que l'Équipe provinciale de reconstruction est basée au camp Nathan Smith, dans la ville de Kandahar. Contrairement à la situation de 2002 avec le groupement tactique de Pat Stogran, l'arrivée de David Fraser fait partie d'un changement de la structure de commandement où un échelon supérieur doit gérer les communications avec Ottawa pour laisser les coudées franches au commandant du groupement tactique (Hillier, 2010, p. 259-260).

La journaliste Lisa Laflamme de CTV va demander au nouveau commandant David Fraser de réagir aux propos du ministre de la Défense nationale canadien, qui disait que les Canadiens ne se battraient pas s'ils ne doivent pas se défendre. Fraser répond : « On ne va pas se battre à moins que nous devions le faire. Mes soldats sont formés pour se battre. Mais ils sont également formés dans l'aide humanitaire et le maintien de la paix. Et voilà notre objectif. Et nous sommes ici pour

travailler avec les Afghans, de travailler sur les aspects sans combat, parce que c'est la voie du succès, c'est la route à l'avenir pour donner de l'espoir et les possibilités » (CTV – *Canada AM,* 2006a). La journaliste intégrée revient à la charge et demande au commandant de la mission : « Est-ce que le Canada est en guerre ? ». Fraser poursuit :

> C'est une bonne question. Et je dirais que le nouvel environnement dans lequel nous travaillons est, je veux dire, est-il la guerre ? Est-ce le maintien de la paix ? C'est une évolution. L'environnement, la menace, a changé. Donc, en réalité, l'évolution de ce que le Canada était réputé pour, le maintien de la paix, inclut maintenant le côté plus difficile du maintien et du rétablissement de la paix. Les principes fondamentaux sont encore là pour aider les gens à se prendre en main eux-mêmes (CTV – *Canada AM,* 2006a).

Pour mieux comprendre cette réponse sibylline du commandant Fraser, il faut rappeler le contexte social de l'époque. Le quotidien *The Globe and Mail* venait de publier un sondage indiquant que les Canadiens désapprouvaient la nouvelle mission de combat, avec 62 % de répondants en désaccord (76 % au Québec). Référant à ce sondage, le correspondant Patrick Brown avait souligné que les « Canadiens acceptent difficilement le nouveau rôle agressif des troupes canadiennes » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006a). Communiquer la guerre sans dire que le Canada est en guerre, voilà le discours ambiant de la « mission » canadienne. Aider les Afghans est le message clé de la source militaire de CTV.

Sur le terrain à Kandahar, le programme des médias intégrés est géré par une équipe d'affaires publiques composée par le major Marc Thériault, l'OAP supérieur à l'élément de commandement national, le lieutenant de vaisseau Mark MacIntyre, lui aussi à l'élément de commandement national à titre d'adjoint, et le capitaine Mark Peebles, l'OAP du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*.

Quand ils arrivent en théâtre opérationnel, les médias intégrés sont accueillis par les officiers d'affaires publiques de l'élément de commandement national qui gèrent et coordonnent le programme à l'aéroport de Kandahar. Comme l'explique le lieutenant-colonel Marc Thériault, l'armée fournit le logement et le couvert et l'intention était d'intégrer les journalistes accrédités à des sous-unités opérationnelles[27]. Le programme, lancé en 2006, a accueilli un nombre de 25 journalistes intégrés. « On avait aménagé des locaux de travail, ce qui a permis aux journalistes de reproduire l'environnement de travail dans lequel ils étaient confortables. Ils ont reproduit une espèce de salle de rédaction avec câble. On avait la connexion Internet, qu'on leur fournissait[28] », indique Thériault. Initialement, le programme devait compter un maximum de 15 journalistes intégrés, mais la demande a été plus forte que prévu.

À Kandahar, l'exécution du programme des médias intégrés a ses propres défis. L'équipe d'affaires publiques ne chôme pas. Les demandes médiatiques vont être en croissance constante. Les documents balisant le programme, qui ont été écrits dans le confort du ministère de la Défense nationale à Ottawa, sont une chose, mais la concrétisation du programme en théâtre en est une autre. « C'est beau de décider voici tels sont les accords d'incorporation, ce qui est essentiellement un document juridique. Sur le terrain, il a fallu définir ce que tout cela voulait dire, comme pratique concrète[29] », confie l'OAP Marc Thériault. Dans le giron des affaires publiques depuis 1998, Marc Thériault a été auparavant déployé notamment avec la première intervention de l'Équipe canadienne d'intervention en cas de catastrophe des forces armées[30], lors de l'Ouragan Mitch au Honduras, en 1998, et à Sarajevo, en 1999, et sera plus tard, entre autres, chef du Centre d'apprentissage en affaires publiques de la Défense puis directeur général des Affaires publiques au quartier général de la Défense nationale à Ottawa.

L'un des défis auquel réfère le commentaire de Thériault a trait à l'affectation des journalistes intégrés en vue de couvrir les opérations des troupes. « On avait au départ tenté d'établir un système que nous avons cru équitable, qui accordait des sièges spécifiques aux médias en disant : CanWest vous venez d'y aller, la prochaine fois c'est CBC qui y vont. Et il y a tant de places médias maximum, donc on va aller avec TV puis radio[31] », décrit Marc Thériault. Ce système d'affectation rotative n'a pas tenu très longtemps. En effet, les médias dont les journalistes n'avaient pas été affectés en opération n'étaient pas du tout satisfaits par ce système. Les pressions des responsables de rédaction se faisaient rapidement sentir à Kandahar. Thériault décrit ce qu'il appelle leur « *bargaining power* » (pouvoir de négociation) : « Le bureau de Toronto téléphonait à Ottawa pour dire : "Ça me coûte une fortune avoir mis mon monde en Afghanistan, c'est ma gang qui y va"[32] ». La solution choisie a été finalement de laisser les médias décider eux-mêmes de la répartition des affectations, comme l'explique Marc Thériault : « Là, on leur a dit : on ne se mêle plus de ça. Regardez les médias, il va y avoir un convoi qui part dans 24 heures, pour en principe trois jours, j'ai six positions médiatiques, organisez-vous et dites-moi qui vient. On laissait nos collègues des médias s'organiser[33] ». L'une des solutions aurait pu être le partage des ressources entre les médias, mais ce n'est pas dans leur ADN. Marc Thériault a vu juste : « Les médias n'ont jamais aimé le *pooling system*[34] ». Plus tard, cette avenue sera considérée par certains médias pour d'autres raisons.

Les médias étant eux-mêmes chargés de déterminer qui allait couvrir quoi et où en fonction des offres présentées, le service des affaires publiques devait quand même planifier le nombre de personnes pour les formations en vue de maximiser la couverture médiatique. À la question de savoir combien de personnes pouvaient être autorisées à suivre une formation, le lieutenant-colonel Marc Thériault relate :

> Il y avait un ratio qu'on essayait de ne pas passer pour une compagnie de trois. Puis trois c'est parce qu'on se disait qu'on peut avoir une caméra, un journaliste télé puis un *print*, trois pour une compagnie. Parce que c'est des gens qui n'ont pas d'armes, s'il se passe quelque chose ils deviennent un *burden* plutôt qu'un atout. On pouvait en avoir mais on essayait de *gager*, il y avait des compagnies qui étaient plus permissives. Ça a donné lieu parfois à des synergies splendides entre certaines compagnies et certains journalistes[35].

Pour les médias qui veulent couvrir les patrouilles, l'officier d'affaires publiques du groupement tactique est l'entremetteur avec les sous-unités. Mark Peebles joue ce rôle durant la roto 1 : « J'étais un fixeur pour le groupement tactique. Je suis celui qui cherchait les places pour les journalistes intégrés sur les patrouilles qui allaient sortir, avec les opérations au niveau des compagnies. J'étais celui qui agissait en tant que porte-parole du groupement tactique quand la chaîne de commandement n'était pas là[36] ». Ici, il s'agit du rôle de facilitateur que jouent les officiers d'affaires publiques avec les médias. Ce rôle consiste à aiguiller les demandes médiatiques en fonction des sorties opérationnelles. L'officier d'affaires publiques joue un rôle de liaison entre les commandants de terrain, les troupes et les journalistes intégrés. Et quand les choses ne tournent pas rond, l'officier d'affaires publiques est sollicité pour régler les problèmes. Mark Peebles explique : « J'étais aussi le premier à entendre les plaintes ou entendre parler de litiges au niveau tactique. Si les troupes ne sont pas satisfaites de ce que le journaliste a fait, je l'ai entendu. Si les journalistes ne sont pas satisfaits de ce qu'ils recevaient, j'en ai entendu parler. Donc, j'étais un peu l'interface[37] ». Avant son déploiement à Kandahar, le capitaine Mark Peebles venait tout juste de sortir de la nouvelle école des affaires publiques de l'armée canadienne à Gatineau en 2004. Il avait ensuite passé deux ans à titre d'OAP du 1er Groupe-brigade mécanisé du Canada basé à Edmonton en Alberta. Quand il arrive à Kandahar, il connaît donc très bien la plupart des hommes du groupement tactique en provenance de l'ouest.

L'équipe d'affaires publiques doit aussi composer avec le défi récurrent du transport pour les médias intégrés. Le groupement tactique *1 PPCLI* devait mener plusieurs patrouilles dans différents secteurs de la province de Kandahar, qui est une grande région. Le souhait de l'équipe d'affaires publiques était de faciliter les médias en offrant le plus d'occasions possible de sortir de

la base pour accompagner les soldats. Ça se faisait relativement bien, mais comme ça avait été le cas dans les déploiements précédents, la question des places limitées pour le transport des médias est restée entière. Là aussi, l'équipe d'affaires publiques a dû être entreprenante. Le lieutenant-colonel Marc Thériault explique :

> Dans un convoi, je suis désolé mais il n'existe pas une place dans la doctrine militaire, chez les fabricants d'équipements militaires, prévoir une place ou deux pour une caméra et puis un journaliste de la presse écrite dans un véhicule blindé. Ça n'existe pas. On a accommodé dans les véhicules de patrouille, là où on avait de la souplesse, on a accommodé le plus qu'on le pouvait[38].

Enfin, sur la disponibilité du transport et la question de couvrir les convois, la roto 1 de la deuxième phase de l'opération *Athena* a également connu le problème posé par les véhicules civils loués par les journalistes qui essayaient de suivre les formations militaires. Comme dans les déploiements antérieurs, cette pratique où le journaliste et son fixeur se présentent derrière un convoi ne fait pas l'affaire de l'armée canadienne, toujours soucieuse de préserver la sécurité de ses activités en évitant au maximum leur prévisibilité par quiconque observant ses mouvements. De plus, à cet égard, la question de la sécurité peut se poser à rebours pour l'équipe journalistique qui suit un convoi militaire. Marc Thériault décrit une situation qui aurait pu tourner au drame :

> Là vous avez un véhicule qui suit un convoi militaire, un véhicule civil, puis quelqu'un en arrière qui a une caméra mais ça ressemble à un bazooka qui suit un convoi. On a été chanceux, on n'a jamais eu de problème là-dessus mais ça a été rapporté à quelques fois pour que nous rappelions aux médias que ce n'est pas n'importe quoi l'activité dans laquelle nous sommes. S'il s'avère qu'on est suivis longtemps puis on regarde avec les longues-vues puis quelque chose d'une forme étrange à l'arrière qui est pointée vers nous, ça aurait pu facilement être interprété qu'il s'agissait là d'un attentat, parce qu'il y en a eu des masses[39].

Plusieurs autres défis vont se manifester dans la gestion du programme d'intégration des médias au fur et à mesure que les opérations militaires prennent de l'ampleur, et conséquemment, que l'intérêt médiatique croît.

Très rapidement, le 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* a fait l'apprentissage de l'intégration médiatique. Le commandant Ian Hope témoigne :

> Dès que le processus d'intégration a commencé, je pense qu'ils étaient au départ 10 ou 12 […], ils ont été liés aux pelotons et aux soldats et ils ont eu la liberté d'aller où les soldats allaient, de parler avec eux librement. Les soldats ont été mis au courant de la réglementation et de la sécurité opérationnelle et des choses comme cela, mais c'était nouveau pour la plupart d'entre eux[40].

Cependant, au début de la rotation, certains reportages des médias n'ont fait que confirmer les craintes préexistantes du commandant Hope sur la présence des journalistes aux côtés de ses troupes, lui qui voyait l'intégration comme un risque et qui en avait déjà fait part à sa hiérarchie.

Le colonel Hope dit qu'il a été confronté à certaines révélations embarrassantes de la presse, mais que les craintes se sont dissipées par la suite :

> J'étais un peu inquiet, il y avait quelques articles qui sont sortis au début du tour en février 2006, qui ont cité quelques soldats qui chialaient au sujet du manque d'équipement, qui se demandaient si le matériel allait jamais arriver. J'ai prévenu le patron à ce sujet. Quand ces rapports sont sortis, j'ai été pris de côté en privé : "Mes soldats disent des choses qu'ils ne devraient pas dire". Le processus d'intégration est le processus d'intégration. Vous ne pouvez pas alors bâillonner vos soldats avec les journalistes intégrés, ça ne fonctionne pas de cette façon-là. Il l'a compris après ça et disait essentiellement : "Ok, ça va être mauvais". Heureusement pour nous, la qualité des médias qui ont été incorporés, très expérimentés, ils ont suivi le protocole traditionnel des relations médias-clients. Ils n'étaient pas agressifs et antagonistes[41].

Les Perreaux de La PC a notamment publié un article, repris dans d'autres journaux, soulignant que les soldats canadiens ont relevé le défi de trouver de l'espace sur la base américaine à Kandahar et surmonté l'inconfort des tentes temporaires, que les soldats appellent les *BATS* (*Big-Assed Tents*). L'article réfère, entre autres, à la lenteur de livraison de l'équipement : « Certains soldats se plaignent qu'ils ont encore besoin de tout, des sacs à dos pour porter l'eau aux derniers fusils. La plupart des soldats expérimentés disent que tout sera livré avec un nouveau déploiement » (Perreaux, 2006b).

Plus tard en mars, le correspondant du groupe CanWest Richard Foot a lui aussi publié un article où les soldats canadiens ont dénoncé le fait qu'ils devaient s'approvisionner eux-mêmes en payant de leurs poches les vêtements et certains équipements, car ceux fournis par l'armée canadienne étaient inadéquats. Dans cet article repris, là aussi, par plusieurs journaux, Foot décrit :

> Plus d'une douzaine de soldats interrogés au cours des opérations ce mois-ci au nord de Kandahar disent que l'équipement sans tir fourni par l'armée n'est tout simplement pas confortable, assez robuste ou assez sécuritaire pour cette mission dure et dangereuse.
>
> Alors que leurs uniformes actuels sont militaires, de nombreux soldats disent qu'ils ont dépensé des centaines, dans certains cas des milliers de dollars, de leur propre argent sur tout, des bottes de désert à des gilets à munitions avant de venir en Afghanistan (*Amherst Daily News*, 2006).

Certains soldats se demandent pourquoi ils sont traités comme des « citoyens de seconde classe » à la base de l'aérodrome de Kandahar (*Amherst Daily News*, 2006). Richard Foot est aussi revenu sur l'inconfort des tentes réservées aux hommes de troupe : « Les *BAT* n'offrent aucune intimité. Elles fuient quand il pleut. Et au lieu des planchers en béton, le sol à l'intérieur, c'est du gravier et de la terre. Les BAT sont également remplies avec des rangées de minuscules lits superposés, si petits et si fragiles que beaucoup de soldats ne peuvent pas tenir sur eux » (*Amherst Daily News*, 2006). À la fin de son article, le journaliste rappelle que les soldats ont fait savoir leur mécontentement au commandement : « Les soldats du premier bataillon ont grillé le général Rick

Hillier, le chef d'état-major de la Défense du Canada, à propos de la controverse sur les BAT lors de sa visite surprise aux troupes sur le terrain plus tôt ce mois-ci » (*Amherst Daily News*, 2006).

Le commandant Ian Hope a certainement raison ici de rappeler qu'on ne peut pas instaurer un programme d'intégration des médias et ensuite s'inquiéter des doléances des soldats dans les médias. Ce commentaire traduit la crainte permanente dans les armées des conséquences potentielles d'une mauvaise couverture médiatique. Dans les armées, cette crainte est aussi ancienne que la couverture médiatique des guerres. Il est difficile de saisir ce réflexe si on ne le rapporte pas à l'histoire des relations armée-médias au Canada et ailleurs. On peut parler ici d'un « *syndrome de la mauvaise presse* ». Cette crainte est profondément ancrée dans la mémoire collective des armées. Le seul effet neutralisant de ce syndrome est, inversement, « *la publicité positive* » qui est appréciée par les armées dans un contexte où l'information fait désormais partie de l'arsenal militaire d'un point de vue opérationnel et politique. La roto 1 du *1 PPCLI* va en faire l'expérience à Kandahar à titre de cobaye du programme des journalistes intégrés du COMFEC. Cette tension permanente entre le « *syndrome de la mauvaise presse* » et « *la publicité positive* » fonde les relations armée-médias qui ont émergé depuis le XIX^{e} siècle. Les conflits et les scandales récents, comme la guerre du Vietnam et la Somalie, ainsi que leurs répercussions, n'ont fait que mettre en lumière cette tension ancienne. Certainement, cette étude démontre la manifestation de cette tension dans les relations armée-médias en Afghanistan.

3.5 Enfin, la lune de miel

Malgré les réticences du début envers les médias et les quelques récriminations des soldats dans les pages des journaux concernant leurs conditions de vie et leur équipement, le programme des médias intégrés connaît rapidement un succès sur le terrain. Les journalistes intégrés suivent les soldats canadiens dans leurs nombreuses patrouilles à Kandahar et rapportent les nouvelles du soldat ordinaire dans la poussière afghane. Les journalistes intégrés ont l'occasion de suivre les trois compagnies d'infanterie (Alpha, Bravo et Charlie) du 1er Bataillon du *PPCLI* dans leurs opérations et couvrent plusieurs autres aspects de la vie militaire, à la fois au QG de Kandahar, à l'Équipe provinciale de reconstruction et dans d'autres bases d'opérations avancées.

Durant les premiers mois de 2006, l'intérêt des médias canadiens pour la guerre en Afghanistan croît rapidement dans un nouveau contexte marqué par la dangerosité du terrain et la multiplication des accrochages avec l'ennemi taliban et des incidents dans plusieurs secteurs de la

zone de responsabilité canadienne. On est bien loin des beaux jours du camp Julien à Kaboul et des patrouilles monotones des environs de la capitale afghane. D'un point de vue médiatique, le transfert des troupes canadiennes à Kandahar dans le fief des talibans est porteur d'un grand intérêt informationnel (*newsworthiness*). Le programme des médias n'aura donc pas de difficultés à dépasser rapidement les places initialement prévues par le contrat d'intégration du COMFEC. L'OAP Marc Thériault explique quelques éléments qui ont alimenté l'appétit des médias : « On a fait un tir d'artillerie la première fois depuis la Corée, on s'est fait tirer dessus la première fois depuis la Corée, c'était tout ça[42] ».

Durant les précédents déploiements, les journalistes intégrés ont eu l'occasion de sortir du camp pour réaliser des reportages sur les militaires ou les civils, mais le contexte de Kandahar, qui commence avec la roto 1 du *1 PPCLI,* est autre. Pour Mark Peebles, l'OAP du groupement tactique, qui devait trouver les occasions de reportage pour les médias intégrés, un des premiers défis a été de gérer la demande :

> Notre déploiement était construit comme la première rotation de cette toute nouvelle mission de combat. Donc, ils étaient impatients de sortir. Ils voulaient avoir ce genre d'expérience de combat. Donc, ils étaient tous : "Quand est-ce je peux sortir en dehors de la base ? Quand est-ce je peux sortir en dehors de la base ? ". Et, mon défi, au début, était de m'occuper des demandes de sortie[43].

Au début, la demande quant aux sorties est très forte, mais les sous-unités ne sont pas toujours partantes pour offrir des places aux journalistes intégrés. Il a fallu que les officiers d'affaires publiques soient plus persuasifs auprès des sous-unités pour desserrer l'étau de la méfiance. Petit à petit, l'offre des sorties a augmenté. Peebles indique : « Je suis parvenu à les obtenir vers la fin du premier mois. Mais même là, dans les deux premiers mois, la demande a été définitivement plus forte que l'offre. Mais alors, les soldats se sont habitués aux journalistes. Et puis, ils ont constaté : "Hé, attendez une minute, dit-il, ces gars ne sont pas tous mauvais[44] ». Peebles explique qu'il a tenu à sortir avec les journalistes intégrés au début pour servir de caution auprès des sous-unités. Il poursuit : « Après quelques fois […], ils ont réalisé que ces gars-là ne mordent pas. Et ils sont comme : "Hé, ils ont réellement écrit une histoire positive. Ils ne sont pas ici pour nous avoir" »[45].

Dans les relations armée-médias, il y a toujours au début une période de prise de contact où les soldats jaugent les journalistes pour voir ce qu'ils ont dans le ventre. Les premiers reportages permettent généralement d'atténuer la méfiance envers la presse. Les soldats aiment toujours voir leurs portraits dans les journaux. Le journaliste Chris Wattie de CanWest écrit : « Après deux

semaines à sonder et à tester les soldats canadiens qui patrouillent leur territoire dans le sud de l'Afghanistan, les insurgés talibans dans les collines et les montagnes dangereuses autour de Kandahar ont appris à se méfier des soldats avec la feuille d'érable sur leurs épaules (Wattie, 2006b). Son collègue Richard Foot décrit le travail dédié d'une section de la première compagnie loin de la famille et cite l'un de ses six membres : « Être un soldat est ce que je voulais faire à partir du moment où j'ai vu mon premier film de guerre » (Foot, 2006a). Les reportages peuvent certainement flatter l'égo des troupes.

Après la prise de contact, les journalistes intégrés font désormais partie du décor. « Nous ne savions même plus qu'ils étaient là, nous avons oublié qu'ils étaient à l'arrière des VBL. Les prendre en charge était facile[46] », confie le commandant Ian Hope. Si les soldats doivent apprivoiser les médias, vice-versa, les journalistes apprennent également à connaître les soldats. Le commandant Hope décrit :

> J'ai trouvé cependant que beaucoup d'entre eux n'avaient jamais vraiment parlé aux soldats canadiens avant leur déploiement. C'était quelque chose qu'ils avaient vu au défilé, ils faisaient des reportages mais ils n'avaient jamais été au coude à coude avec les jeunes soldats canadiens. Après la troisième ou quatrième semaine, même pas si longtemps, peut-être la deuxième semaine du processus d'intégration, nous étions dans le nord de Kandahar, on n'avait pas vu beaucoup d'action, quelques embuscades, quelques *IED*[47], mais nous pourchassions les groupes talibans partout et ils se cachaient assez bien. Nous étions à pied, beaucoup de journalistes ont dû transporter leurs bagages dans les montagnes et vivre avec les soldats.

Au cours des sorties avec les trois compagnies du *1 PPCLI*, les journalistes intégrés ont rapidement appris à connaître les soldats et à partager leurs conditions de vie. C'est le propre même de l'intégration de forger cette proximité. La journaliste Christie Blatchford effectue son premier voyage en Afghanistan pour le *Globe and Mail* avec la roto 1 du *1 PPCLI*. Elle avait déjà couvert les Canadiens dans les Balkans, notamment à Sarajevo. À l'époque, on ne parlait pas d'intégration médiatique, les journalistes effectuaient des visites ponctuelles auprès du contingent canadien, mais ils ne vivaient pas avec les soldats. Blatchford dit que le programme d'intégration canadien en Afghanistan a très bien fonctionné :

> Il nous a permis de voyager avec des soldats dans leurs véhicules, dormir à la dure avec les soldats, apprendre à les connaître un peu. Ce fut donc une façon de les voir dans une situation plus intime que j'aurais pu le faire normalement, et je sais que cela est vrai parce que j'étais à Sarajevo pendant six ou huit semaines, encore une fois, essayer de parler aux soldats canadiens, c'était juste beaucoup mieux quand vous viviez avec eux. Je n'ai certainement jamais connu aucune censure. Personne de l'armée n'a jamais exprimé tout plaisir ou déplaisir avec ce que j'écrivais[48].

Le commandant Hope constate le résultat, côté plaisir : « Sur les patrouilles, et il n'y avait pas de casernes, il n'y avait pas de bases fortifiées confortables, nous avons dormi sur le sol à côté

de nos véhicules, ils firent la même chose. Et très rapidement, ils ont noué des liens avec les soldats[49] ». Hope a lui-même l'occasion de sentir l'enthousiasme des médias intégrés :

> Un soir, témoigne-t-il, j'ai une compagnie, nous avions une maison, un petit enclos que nous avons loué à un [Afghan] afin que nous puissions y aller et d'être en sécurité au milieu de celui-ci avec la protection du mur intérieur et il y avait un foyer au milieu de sorte que nos gars pouvaient se détendre. J'ai toute la compagnie sur les murs autour de moi et je leur faisais un peu le discours d'encouragement à propos de ce qu'ils faisaient de bon et ce qu'ils faisaient de mal et qu'ils avaient besoin d'être des professionnels. Et après, parce que nous avions amené la compagnie de trois emplacements, nous avions au moins quatre, cinq, six médias là-bas. Christie Blatchford, Lisa Laflamme, Patrick Brown je pense est là, quelques autres. Et ils sont venus en tant que groupe et ont commencé à faire l'éloge de certains soldats. "Êtes-vous en train de me dire… ? Je sais ça très bien. Dites-le au monde entier"[50].

Pour le commandant du *1 PPCLI*, qui avoue s'être toujours tenu à distance des médias auparavant, la dynamique entre ses soldats et les journalistes intégrés est une révélation :

> J'ai commençé à voir l'impact de l'intégration dans le sens où si vous n'êtes pas intégrés, vous êtes à la merci de l'agenda d'un rédacteur en chef. En plus de ça, quand vous êtes intégrés, vous êtes toujours à la merci, mais vous pouvez ensuite utiliser les relations humaines pour trouver un terrain d'entente. Et la qualité des journalistes intégrés que nous avions à ce moment-là, ils étaient à la recherche d'un terrain d'entente, ils ne cherchaient pas à attaquer[51].

La recherche d'un « terrain d'entente » est cruciale pour le fonctionnement du programme d'intégration. Cette quête s'effectue au cas par cas dans la sphère des relations humaines. Le système médiatique est en situation d'« affinité bureacratique » (Fishman, 1980) avec les sources du système militaire. En général, les journalistes comprennent le rôle dévolu aux militaires, qu'il soit de maintenir la paix ou de combattre l'ennemi. Ils s'attendent en principe que l'institution et les soldats communiquent leurs activités qui sont, cela va de soi, d'intérêt public. Pour cela, les journalistes comprennent aussi la nécessité d'imposer certaines restrictions dans ce contexte qui est particulier. De leur côté, les militaires comprennent qu'ils ne peuvent pas totalement éviter la presse, qui est une institution importante dans un pays démocratique, même en situation opérationnelle. L'existence même du programme d'intégration se fonde sur cette acceptation. Dans les relations humaines qui se nouent sur le terrain, on remarque souvent une volonté de part et d'autre de trouver un terrain d'entente qui permet aux rôles de chaque institution de s'exprimer. Autrement, l'échec serait constant. Cela dit, cette volonté de trouver un terrain commun se heurte toujours aussi à d'autres intérêts en fonction du déroulement des événements. Elle est présente et réelle dans plusieurs situations, mais elle n'est pas permanente. Les situations susceptibles de générer des nouvelles négatives, comme les décès et les erreurs, sont les cas qui mettent le plus à

mal la recherche d'un terrain d'entente entre les journalistes et les militaires, forçant le repli de ces derniers vers des réflexes de contrôle et de manipulation.

Durant les premières semaines de la rotation, l'officière d'affaires publiques Julie Roberge de l'Équipe provinciale de reconstruction au camp Nathan Smith a publié quelques billets personnels pour le journal régional *Le Quotidien* du Saguenay et sur le site *Cyberpresse.ca*. Le ton envers les médias est presque admiratif : « J'ai CBC Radio Steve Puddicombe et CTV Steve Chao qui sont intégrés avec moi au PRT […]. C'est pas mal intéressant de les regarder travailler. Wow ! Ils sont très courageux » (Roberge, 2006a). Dans un second billet, elle explique le rôle des journalistes intégrés au PRT : « Ils suivent nos activités, ils accompagnent même nos soldats en patrouille. Le but, c'est d'être témoins de notre travail afin d'expliquer aux Canadiens et Canadiennes à travers leurs reportages » (Roberge, 2006b). Stephen Puddicombe de la CBC a certainement apprécié le travail de Julie Roberge qui, dit-il, n'a rien ménagé pour offrir les occasions de sortie : « Elle me réveillait au milieu de la nuit et me disait qu'ils partaient en patrouille maintenant et qu'ils voulaient que je viennes. Je partais. C'était bon[52] ».

Le constat du commandant Hope est on ne peut plus clair. Les médias s'acquittent bien, même trop bien, de leur rôle.

> Ce que j'ai vu est qu'ils ont commencé à tomber en amour avec les soldats. Ce qui ne devrait pas être une bonne chose, mais c'est presque inévitable quand vous êtes avec ces jeunes canadiens, ils sont un aimant, ils le sont vraiment. Ils ont commencé à écrire et puis, il y a eu une vague de choses qui sont sorties de l'Afghanistan entre février et mars 2006, c'était vraiment positif, en fait très positif à l'armée canadienne[53].

Durant cette lune de miel, la « publicité positive » crée même un phénomène de compétition entre les différentes sous-unités du *1 PPCLI*. À mesure que les reportages mettaient la lumière sur les soldats au cours de la rotation, l'attrait d'avoir le nom de sa compagnie mentionné dans les journaux devenait plus grand, comme en témoigne Mark Peebles, l'OAP du groupement tactique : « Tout ce qu'il faut, c'est une bonne histoire à propos de la compagnie Charlie. La prochaine chose qui se passe, après un peu de discussions, la compagnie OC Alfa vient et dit : "Écoutez, nous partons, j'ai quelques places"[54] ». Deux mois après le début du programme médiatique à Kandahar, les officiers d'affaires publiques n'avaient plus aucune difficulté à trouver les sorties des journalistes intégrés à l'extérieur des camps avec les soldats. En dépit des réticences qui peuvent se manifester au départ envers les médias et le refus initial d'avoir les journalistes à leurs côtés dans les opérations, les relations humaines permettent d'atténuer la méfiance à mesure que les

personnes apprennent à se connaître, et les soldats peuvent être progressivement conquis par la publicisation positive de leurs activités personnelles ou collectives.

Malgré quelques hésitations, le démarrage du programme des médias intégrés au cours de la roto 1 est un succès retentissant. Grâce au travail de liaison et de facilitation des officiers d'affaires publiques à tous les niveaux, les soldats du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* ont rapidement surmonté leur méfiance pour ouvrir leurs activités aux journalistes intégrés. La mort du diplomate Glyn Berry avait secoué l'arrivée de la nouvelle mission à Kandahar autour de l'Équipe provinciale de reconstruction. Tout le monde avait souligné le danger que représentait l'ennemi dans son fief à Kandahar. Un mois après son déploiement comme officière d'affaires publiques de l'Équipe provinciale de reconstruction, Julie Roberge rappelle le risque. Elle écrit : « Chaque jour, des patrouilles quittent la sécurité de la base avec nos jeunes soldats, je prie pour eux. Jusqu'à maintenant nous avons eu quelques accidents de véhicules où il y a des blessés. C'est une mission dangereuse mais nous espérons tous revenir au pays sains et saufs » (Roberge, 2006c). Le vent va tourner dans la suite de la rotation, comme nous le verrons plus loin. Les médias, qui avaient tant réclamé de sortir avec les troupes au début, vont progressivement s'encabaner au grand dam du service des affaires publiques et du commandement de l'armée canadienne sur le terrain et à Ottawa. Voyons d'abord un événement, qui, malgré son apparente banalité, s'est révélé significatif quant aux relations armée-médias en Afghanistan. C'est un moment clé de la roto 1.

3.6 Attaque à la hache contre Trevor Greene

Le 4 mars 2006, des soldats canadiens participent à une *choura*, une rencontre avec les sages du village de Shingai, dans la vallée de Gumbad, à 70 km au nord de Kandahar. C'est la troisième rencontre des quatre prévues ce jour-là par les soldats canadiens accompagnés par une section de la coopération civilo-militaire (COCIM[55])[56]. Les soldats qui prennent part à la rencontre ont déposé leurs casques et leurs lunettes de protection en signe de respect et discutent avec les villageois, assis en cercle. Autour, des soldats afghans et canadiens ont établi un périmètre de sécurité. Tout à coup, un individu se lève et sort une hache dissimulée dans ses vêtements et assène un coup à la tête de Trevor Greene, un officier de la coopération civilo-militaire. L'assaillant est immédiatement abattu par les soldats canadiens. C'est la panique générale, les villageois se dispersent en

débandade. Un deuxième assaillant lance une grenade en direction des soldats afghans, qui ripostent, mais l'homme réussit à s'enfuir. Les soldats canadiens doivent appeler à l'aide.

Au moment de l'attaque, le journaliste Mitch Potter et le photographe Rick Madonik, du quotidien *Toronto Star*, se trouvent à Gumbad dans la base d'opérations avancée de l'armée canadienne d'où sont partis les soldats du premier peloton de la compagnie Alpha. Les deux reporters avaient le mandat de raconter l'histoire de ce que ça signifiait, être sur le terrain dans un rôle de combat pour la première fois depuis la guerre de Corée. Le premier peloton de la compagnie A dans la base d'opérations avancée a offert un microcosme parfait pour faire un portrait de la vie des soldats dans une unité de l'armée canadienne. Le journaliste Mitch Potter était de retour comme journaliste intégré après son expulsion de Kandahar en 2002 pour violation des règles d'intégration[57].

Quand l'appel au secours arrive par radio, c'est l'alerte à la base d'opérations avancée à Gumbad. Le photographe Rick Madonik constate que les soldats sont nerveux et rejoint immédiatement Micth Potter à la tour d'observation du camp : « J'ai dit : "Qu'est-ce qui se passe ?", vraiment tout doucement et Mitch s'est tourné vers moi et a dit : "Ils ont été frappés"[58].

Le journaliste Mitch Potter se trouve alors avec l'adjudant Justin MacKay et écoute les échanges radio entre le peloton touché et la base avancée. Le capitaine Kevin Schamuhn, qui commande le premier peloton de la compagnie Alpha, appelle les secours. La compagnie Charlie attend l'ordre de sortir du camp. Potter va publier cet échange radio :

> "Orion One-One" est le nom de code radio pour l'équipage de Schamuhn, actuellement empêtré dans des problèmes inconnus. Il est informé que des renforts sont prêts. Schamuhn répond à la hâte, "Ici Orion One-One. Lancez Charlie maintenant !"
>
> Des minutes tendues passent. Schamuhn appelle Red Devil Inn[59], en leur disant de se préparer à recevoir un "Nine-Liner", les données avec lesquelles un hélicoptère d'évacuation médicale peut être appelé sur la scène.
>
> "Orion One-One: nombre de patients – urgence, urgent", appelle Schamuhn.
>
> "Orion One-One: Numéro d'identification [ZAP] du patient – 6013. Je répète, 6013. Urgent"
>
> La fumée pourpre sera lâchée pour marquer la zone d'atterrissage pour l'hélicoptère, dit-il. L'emplacement est un *wadi* ouvert ou vallée de la rivière. La zone semble sécurisée pour l'instant.
>
> Mackay cherche dans sa poche et tire une liste maîtresse des numéros ZAP militaires, qui permet de faire correspondre les noms aux numéros des soldats. Ses mains tremblent au moment où il cherche l'identité de l'homme blessé.
>
> Lieut. Trevor Greene. Le représentant COCIM. Le seul homme dans le peloton dont le seul but dans ce pays est d'aider les villageois afghans (Potter, 2006a).

Quand il a appris que les renforts allaient quitter la base avancée de Gumbad pour aller secourir le peloton, le photographe Rick Madonik s'est rapidement préparé et s'est tenu prêt avec ses appareils photo, au cas où on leur permettrait de sortir. Avec l'urgence de la situation, l'offre de sortie n'est jamais venue. L'attente pour l'hélicoptère médical a semblé interminable.

Le choc de cet incident est aussi venu de l'arme qui a été utilisée. Personne ne s'attendait à ça. Une hache ? C'est la dernière chose à laquelle on s'attend, s'étonne Rick Madonik : « Comment diable cela se produit dans une guerre moderne ?[60] » La conversation publiée par son collègue Mitch Potter dans le *Toronto Star* en témoigne également :

> "Orion One-One: la victime est (inintelligible). Il a reçu un coup de hache à la tête".
>
> Silence radio.
>
> Puis le QG [à Kandahar] réitère sa requête : "Orion One-One, ici Orion Zero: Dites à nouveau la nature de la blessure. Terminé".
>
> Schamuhn ajuste son micro pour répéter : "Orion One-One. Je dis encore une fois la nature de la blessure est une hache à la tête. Terminé" (Potter, 2006a).

D'un point de vue journalistique, pour l'équipe du *Toronto Star*, l'incident de la hache est à la fois un moment frustrant, mais aussi un scoop. La frustration s'explique par le fait que le journaliste Mitch Potter et le photographe Rick Madonik n'étaient pas sur les lieux de l'incident. Et pourtant, ce matin même, Kevin Schamuhn, le commandant du premier peloton, et Trevor Greene, l'officier de la coopération civilo-militaire, leur avaient offert de les suivre pour couvrir les rencontres avec les villageois. En effet, Potter et Madonik ont décliné l'invitation, car leur rédacteur au *Toronto Star* leur avait indiqué la veille que le journal allait réserver un espace spécial pour rapporter l'histoire du peloton avec lequel ils étaient intégrés à Gumbad depuis quelques jours. Madonik raconte ce que leur patron a dit :

> Les gars, vous avez 12 pages ouvertes sans annonces publicitaires à raconter cela et Mitch, vous avez 10 000 mots à écrire. Et il est comme : "Putain de merde, c'est comme un livre !" Mais quand est-ce que vous obtenez 10 000 mots en tant que journaliste ? Donc ils ont dit, prenez peut-être une journée de congé demain, commencez à faire les identités, et Mitch, vous commencez à penser à la narration et comment ça va s'enchaîner[61].

Ils avaient déjà recueilli plusieurs témoignages et photos après de nombreux jours d'intégration avec le peloton à Gumbad. Peu avant le départ du peloton, Kevin Schamuhn et Trevor Greene sont passés les voir : « Ok, 20 minutes, nous partons[62] », se souvient Madonik. Avec la grosse commande de leur rédaction, Potter et Madonik ont donc préféré ne pas sortir. Madonik se rappelle :

> Je me suis rendu compte que l'adjudant, qui était le seul gars qui connaissait tout le monde par son nom et son visage, restait en arrière. Et j'ai dit : "Bien, si Justin reste ici, je vais rester ici et faire les identités avec lui quand il aura une heure". Et, il a dit : "Parfait !"[63]

Quand l'incident est arrivé, Potter et Madonik ont beaucoup regretté leur absence. « Merde ! Je suis assis ici à la base d'opérations avancée, c'est ce que je suis venu faire et je suis coincé ici[64] », déplore le photographe. De plus, le lieu[65] de l'incident était si proche que l'équipe du *Toronto Star* pouvait voir l'hélicoptère américain qui assurait la couverture aérienne au moment de l'arrivée des secours. L'absence de l'équipe sur les lieux est liée à une commande éditoriale de la rédaction. Les rédacteurs en chef ont un pouvoir de négociation important dans la détermination de ce qui fera les nouvelles (Tuchman, 1972, p. 30-38).

Néanmoins, la présence de Potter et de Madonik à la base d'opérations avancée à Gumbad a été un immense avantage par rapport au reste des journalistes intégrés, très loin de l'action au camp principal à Kandahar. Quand le premier peloton de la compagnie Alpha est revenu à la base, l'équipe du *Toronto Star* a eu accès rapidement aux témoins de l'événement. Certes, la tension était à son comble dans la petite base après l'attaque. « Je suis allé à l'extérieur quand les véhicules revenaient, j'avais tout mon équipement. J'étais sur le point de soulever l'appareil photo sur Kevin quand il est sorti de la G-Wagon, et il est passé près de moi et il a dit : "Pas maintenant !"[66] », raconte Madonik. Loin d'être hostile à ce moment, le commandant Kevin Schamuhn voulait d'abord parler à ses hommes. « Il y a des moments où les journalistes doivent tout simplement disparaître. Lorsque le capitaine Schamuhn et ses hommes sont revenus à la Red Devil Inn, c'était ce moment-là » (Potter, 2006a). Après avoir parlé à ses hommes en privé pendant quelques minutes, le commandant Kevin Schamuhn a fait savoir à Potter et à Madonik qu'ils étaient libres de faire leur travail. Le message de Schamuhn aux hommes du peloton et aux journalistes était clair. Rick Madonik en témoigne, un peu surpris : « "Si vous voulez parler, parlez. Si vous ne voulez pas parler, ne parlez pas". Je suis choqué par ça parce qu'habituellement, c'est juste : "Taisez-vous". À tout le moins, c'est à ça que je m'attendais[67] ». Ces moments sont révélateurs du processus informel de négociation entre les journalistes et les militaires dans le contexte d'un incident tragique.

Le photographe prend alors les photos des soldats après une petite prière du peloton. Madonik demande et obtient la permission de prendre la photo de la fameuse hache, l'arme du crime qui avait été confisquée après l'incident. De son côté, le journaliste Mitch Potter recueille les témoignages des soldats, notamment le capitaine Kevin Schamuhn. Son article « *Ambush in*

Afghanistan » rapporte le déroulement de l'incident avec de nombreux détails basés sur le témoignage du capitaine :

> De derrière, un jeune homme avança brusquement parmi la foule des villageois et a soulevé une hache au-dessus de sa tête. Avec un seul cri de « Allahu Akbar », il balança la lame dans la partie supérieure de la tête de l'officier canadien.
>
> Le lieutenant Trevor Greene, un résident de Vancouver au service de l'unité de la coopération civilo-militaire des Forces canadiennes (CIMIC), était dans un état critique la nuit dernière, en route vers l'Allemagne, où une équipe de neurologues attendait d'évaluer l'étendue des dommages au cerveau. Ses signes vitaux étaient censés être satisfaisants et il respirait sans assistance.
>
> L'assaillant non identifié de Greene, estimé à moins de 20 ans, était mort en quelques secondes de l'attaque. Trois soldats canadiens accompagnant Greene ont ouvert le feu, injectant 14 balles dans l'attaquant, qui se tenait sur sa victime, ne faisant aucun effort pour s'échapper (Potter, 2006b).

L'article se poursuit avec d'autres faits sur l'évacuation du blessé et le compte rendu de Schamuhn : « Je pouvais voir le poison dans ses yeux », « ses yeux étaient exorbités. Et après avoir balancé la hache, il se tenait là, gelé. Il savait ce qui allait se passer » (Potter, 2006b). L'article identifie les soldats qui ont ouvert le feu sur l'assaillant : « Le sergent Rob Dolson, un vétéran de neuf ans de la compagnie Alpha, a été le premier à répondre, tirant sur l'agresseur, qui a trébuché mais n'est pas tombé. Schamuhn et le soldat Matt McFadden ont suivi avec des rafales de leurs fusils d'assaut semi-automatiques C8 » (Potter, 2006b). Deux jours après l'attaque, on apprendra que l'assaillant est Abdul Karim, un garçon de 16 ans « en colère contre les tactiques agressives et le manque de sensibilité de la coalition dirigée par les Forces américaines à l'égard des traditions tribales », alors qu'un leader afghan conteste les affirmations de l'armée canadienne selon lesquelles le garçon avait des liens avec les talibans (Perreaux, 2006c).

Les reportages de Mitch Potter et du photographe Rick Madonik sur l'attaque de Trevor Greene sont indéniablement un scoop en raison de leur présence à Gumbad et de l'accès dont ils ont bénéficié dans le peloton. Certes, ils n'ont pas eux-mêmes assisté à l'incident, mais, d'un point de vue journalistique, l'accès aux témoins directs de l'incident dans un très court laps de temps après les faits constitue un élément important pour réussir un reportage qui requiert l'urgence au plus près de l'événement et qui traduit l'état d'esprit immédiat des acteurs. Les hommes de la compagnie touchée étaient, pour les journalistes, les sources les plus crédibles, les plus pertinentes et les plus désirables (Gans, 1979).

Mince consolation pour les journalistes intégrés à Kandahar qui devaient attendre les comptes rendus des porte-parole militaires, une conférence téléphonique a été organisée avec le capitaine Kevin Schamuhn à partir de la base avancée, dans la nuit de l'incident, sur un téléphone satellite.

Stephen Puddicombe de la radio de la CBC a pu prendre de loin une photographie de l'arrivée de Trevor Greene sur une civière à l'hôpital sur l'aérodrome de Kandahar. Il est évident que la couverture du *Toronto Star* était meilleure que celle des journalistes à Kandahar. L'équipe du *Star* n'avait pas été présente au sens du témoin oculaire (Zelizer, 2007), mais l'accès immédiat et considérable aux acteurs de l'incident a été déterminant dans la réalisation du reportage le plus crédible en fonction des valeurs journalistiques. Le photographe Rick Madonik confie : « Le reportage de 10 000 mots était juste phénoménal. J'étais avec lui et je pleurais quand je lisais sa description de l'attaque, les sentiments autour de l'attaque et tout ça. Et j'étais comme : "Mon gars, c'est la meilleure chose que j'ai jamais lue". Si cela ne te fait pas gagner le NNA[68], rien ne le fera jamais[69] ». Quelques jours après l'incident, le *Toronto Star* publie un dossier spécial intitulé « *War : Canadian Style* » avec plusieurs reportages de Mitch Potter et des photographies de Rick Madonik sur le premier peloton de la compagnie Alpha du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (Potter, 2006a). Mitch Potter sera effectivement le gagnant du *National Newspaper Award* en 2006 pour la catégorie reportage élaboré (*long feature*).

De cet incident de l'attaque à la hache dans le village de Shingai, on peut tirer deux enseignements, le premier sur la réaction au sein de l'armée canadienne et ses motivations, le second sur la relation entre les journalistes et les soldats.

Le premier enseignement est que cet incident, qui a causé une victime avec de graves blessures, tombe dans la catégorie d'événements négatifs qui actionnent inévitablement le réflexe du contrôle de l'information. Au moment de l'incident, Rick Madonik souligne que la base de Kandahar a rapidement demandé, par communication radio, si les médias étaient sur les lieux : « "Nous savons que les médias étaient avec vous, étaient-ils avec vous aujourd'hui ?". Et nous avons entendu : "Non, négatif, aucun média sur le terrain"[70] ». Madonik explique que les officiers d'affaires publiques à Kandahar étaient inquiets de ce que l'équipe du *Toronto Star* savait sur l'incident, comme ils étaient intégrés avec le peloton impliqué[71]. Le rapport d'incident de la force opérationnelle indique que l'intérêt des médias était estimé comme très élevé en raison de la présence des médias intégrés à Kandahar (Task Force Afghanistan, 2006a).

Au-dessus de tout, c'est le témoignage du capitaine Kevin Schamuhn aux médias qui a clairement causé des vagues. Comme l'a écrit Mitch Potter dans le dossier publié par le *Toronto Star*, Schamuhn a parlé « avec une franchise et un degré de détails qui ont envoyé des ondes de choc à travers le haut commandement des Forces canadiennes » (Potter, 2006a). Le photographe

Rick Madonik revient sur les raisons présumées des ennuis du capitaine Kevin Schamuhn à la suite de son témoignage détaillé :

> Kevin a été un peu dans le trouble parce qu'il a parlé trop précisément de combien de balles ont été tirées à partir de trois types différents pour maîtriser l'assaillant. Et, plus tard ce soir-là, il a dit : "Peut-être que je ne devrais pas avoir dit cela. Maintenant, je suis inquiet. Ça va ressembler à un excès de tir". Parce que c'était comme 13 ou 14 tirs et je lui ai dit : "Mon gars, vous n'avez pas vidé vos chargeurs. Vous n'avez pas mis 90 tirs dans l'enfant. Vous êtes corrects. Trois gars, 14 balles, c'est de la retenue si vous me demandez mon avis. Mais il a été dans la merde plus tard car je suppose qu'il a fourni de l'information tactique, que trois personnes ont répondu, un gars a tiré cinq coups, un gars a tiré trois, un gars a tiré sept[72].

L'OAP Marc Thériault explique que le capitaine Schamuhn a raconté l'incident avec beaucoup plus de détails que ce qui avait été rapporté à la chaîne de commandement[73]. L'entrevue a créé un malaise au sein du service des affaires publiques à Kandahar, relate Thériault : « Là on disait : "*Oh, my God!*" On est allés trop loin avec cette entrevue-là. Est-ce que le bon capitaine Schamuhn était en état de choc ? On n'était pas en mesure de le vérifier. L'information était extrêmement détaillée, c'était de l'information genre d'enquête de police. Là on aurait dû sans doute dire : On vous en a donné assez pour aujourd'hui. Mais on est allés trop loin[74] ». Le correspondant Stephen Puddicombe de la radio de la CBC indique que les journalistes à Kandahar ont fortement apprécié le fait que les officiers d'affaires publiques organisent l'entrevue avec le commandant du peloton et confirme que certains détails de l'entrevue ont été censurés[75].

Dans un article publié dans la *Revue militaire canadienne*, l'officier d'affaires publiques Chris Henderson a mentionné que l'incident de l'attaque à la hache a suscité la réaction du service des affaires publiques et motivé la possibilité de modifier les règles d'intégration :

> Ceci a donné lieu à la décision de mettre certains éléments de l'entrevue sous embargo, étant donné qu'ils pouvaient mettre les soldats nommés à risque et nuire à la vie privée d'une personne. Voilà qui suggère que les règles de l'intégration des médias pourraient être modifiées pour empêcher que l'on nomme les soldats impliqués dans des actions entraînant la mort de combattants ou d'insurgés ennemis, ou encore de forces amies, ou que l'on dévoile les détails précis de telles actions qui sont interdits par les autres lignes directives sur l'intégration des médias. Il faudrait analyser cette question plus en profondeur si les soldats veulent éventuellement parler eux-mêmes avec les médias (Henderson, 2006, p. 87).

Le dernier commentaire de l'extrait ne tient pas compte, visiblement, du fait que le capitaine Schamuhn avait clairement indiqué, comme nous l'avons vu plus haut, que les soldats avaient le choix de parler ou de ne pas parler aux journalistes intégrés à la suite de l'incident. Après l'incident, une nouvelle règle a effectivement vu le jour dans le contrat d'intégration : « Les journalistes intégrés ne doivent pas divulguer les noms des membres des FC qui tuent ou blessent des militants anticoalition sans l'autorisation du commandant de la force opérationnelle » (Commandement de

la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. A-3/3). « Ils ne voulaient pas que les gens soient identifiés publiquement comme des tueurs[76] », explique Les Perreaux de La PC.

Par ailleurs, Henderson a avancé une autre raison justifiant de limiter le contact entre les soldats et les médias :

> L'incident de l'attaque à la hache a aussi souligné la nécessité de protéger les soldats participant à des opérations de combat contre tout contact avec les médias immédiatement après une action du genre. Bien qu'il n'existe pas de norme ou de période d'exclusion recommandée sur le plan de la santé mentale, les soldats concernés devraient éviter le contact avec les médias au moins jusqu'à ce qu'ils aient reçu une séance de verbalisation suivant un incident critique, si la chaîne de commandement juge qu'une telle séance est nécessaire. S'il n'y a pas de séance, la chaîne de commandement doit évaluer la capacité du soldat de participer à des entrevues en restant toutefois dans les limites de la sécurité opérationnelle et de la bienséance. Les officiers des affaires publiques doivent être présents pour fournir des conseils à la chaîne de commandement et pour aider à préparer les participants intéressés aux entrevues, au besoin. Une telle rigueur ne cherche pas à outrepasser la politique actuelle des FC en matière d'affaires publiques (Directives et ordonnances administratives de la Défense 2008) mais il semblerait que, dans des situations où il y a des décès ou des blessures, il faut prendre des mesures supplémentaires pour protéger les soldats et la sécurité opérationnelle (Henderson, 2006, p. 87).

Sur la question de la santé mentale, cet extrait s'accompagne d'une note qui indique que selon Marshall Hayes, un psychiatre de l'aviation américaine, il est recommandé « de ne pas du tout exposer les soldats qui sont impliqués dans des incidents extrêmement graves » (Henderson, 2006, p. 88, note 7).

L'extrait ci-haut indique la nécessité de préparer les soldats aux entrevues. Au moment de l'incident, on ne peut pas dire que cette pratique d'affaires publiques est inexistante. Il faut rappeler ici que les soldats impliqués étaient dans une base avancée et n'avaient pas un accès direct aux officiers d'affaires publiques qui se trouvaient à Kandahar. Est-ce que les officiers d'affaires publiques pouvaient assister les soldats à distance ? Qu'à cela ne tienne, cet incident mènera plus tard à une nouvelle règle selon laquelle les journalistes intégrés ne pourront plus parler aux soldats avant le départ en avion du cercueil d'un soldat tué lors de la cérémonie d'adieux. La journaliste Christie Blatchford écrira plus tard qu'un officier d'affaires publiques lui avait dit, quelques jours après l'incident, que plus jamais un soldat impliqué dans un incident ne serait immédiatement disponible pour les médias (Blatchford, 2008, p. 128).

La question de la sécurité opérationnelle est invoquée par Henderson, de manière générale, même si l'extrait concerne l'incident particulier de l'attaque à la hache. Il est difficile de voir un lien entre l'incident, que ce soit les circonstances sur le terrain, les témoignages des soldats ou la couverture médiatique, et la question de la sécurité opérationnelle. Est-ce que les situations de

décès et de blessures sont si particulières en matière de protection de la sécurité opérationnelle, comme le suggère l'article ? Il y a lieu d'en douter sérieusement. L'incident lui-même permet de réfuter cette association.

La suite de l'extrait ci-haut traduit l'inconfort qu'a suscité l'incident de l'attaque à la hache même si la couverture médiatique s'est déroulée conformément au contrat d'intégration en vigueur et que la sécurité opérationnelle n'avait pas été compromise. Henderson écrit :

> Notons que, dans des situations où les médias sont témoins d'un combat ou d'un incident grave, on ne peut pas s'attendre à contrôler la diffusion des déclarations de témoins oculaires au-delà de ce qu'on peut normalement contrôler en vertu de l'entente d'intégration. En outre, si la chaîne de commandement juge qu'il n'est pas approprié que les médias s'entretiennent avec les soldats concernés, les officiers des affaires publiques doivent s'entendre avec les autorités hiérarchiques sur le niveau adéquat d'information qu'ils peuvent fournir pour que les journalistes puissent parler des incidents avec l'aide de sources officielles secondaires (Henderson, 2006, p. 87-88).

Autrement, l'équipe du *Toronto Star* qui était intégrée avec les soldats du peloton impliqué n'aurait pas du tout eu accès aux témoins de l'événement, et ses reportages auraient pu uniquement être basés sur les sources secondaires. Dans ce cas-là, pourquoi alors intégrer des journalistes dans une base avancée ? La question se pose ultimement, plus largement, sur l'existence même du programme d'intégration, si seules les sources secondaires sont appelées à communiquer les renseignements à chaque fois qu'il y a un décès ou un incident grave. Et pourtant, l'article reconnaît : « Potter a pu rédiger un article détaillé, convaincant et émotionnel au sujet de l'incident » (Henderson, 2006, p. 88, note 6).

Par comparaison, une dépêche de La Presse canadienne publiée le même jour par un journaliste à Kandahar à partir des sources secondaires contient plusieurs imprécisions. La dépêche indique, notamment : « Des représentants militaires à l'extérieur d'Ottawa ont d'abord fait état que les coups de feu avaient été tirés durant l'attaque, ce qui semble ne pas avoir été le cas » (Perreaux, 2006d). La « réponse aux médias » préparée dans les premières heures de l'incident par l'OAP adjoint Mark MacIntyre à Kandahar et approuvée par le commandant adjoint Tom Putt ne mentionne même pas la hache comme arme du crime (Task Force Afghanistan, 2006b).

La réaction à l'incident de l'attaque à la hache ne concerne pas la sécurité opérationnelle. Elle traduit plutôt le réflexe de contrôler l'information quand il y a des décès et des blessés, qui sont des événements dommageables pour l'image et le moral de l'armée. Même si le témoignage de Kevin Schamuhn contient certains éléments sensibles aux yeux de l'armée, il n'y a pas lieu d'en faire un exemple de révélation de haute gravité. Ce qui reste étonnant, c'est que la réaction à cet incident est celle du choix d'un marteau pour écraser une mouche. Normalement, l'esprit de

l'intégration médiatique est guidé par le principe de « sécurité à la source », c'est-à-dire qu'il appartient aux sources militaires de se garder de révéler aux médias des renseignements jugés sensibles. La plupart des solutions avancées cherchent à éviter le fait que les soldats s'expriment directement aux médias en érigeant un mur d'incommunicabilité ou alors un filtre entre les sources primaires et les journalistes. Aucune solution ne vise la responsabilisation des sources militaires. Si une entrevue contient plus de détails que les rapports militaires internes, est-ce que la solution est d'interdire les entrevues ou d'améliorer la procédure en ce qui concerne les renseignements contenus dans les rapports ? Les officiers d'affaires publiques jouent constamment un rôle d'intermédiation en aiguillant les médias vers des sources militaires. Cependant, ce rôle d'aiguillage ne doit pas, comme le suggère l'article d'Henderson, viser à substituer les véritables sources des événements avec des filtres de l'information.

Le deuxième enseignement de l'incident concerne les relations entre les soldats et les journalistes intégrés et le processus de probation qui s'établit lors de la négociation de l'accès. L'équipe du *Toronto Star* a réussi à établir un contact cordial avec les soldats du premier peloton de la compagnie Alpha. Cependant, cela ne s'est pas fait du premier abord. Le photographe Rick Madonik témoigne du processus de prise de contact :

> Au début, [le capitaine] Kevin [Schamuhn] ne voulait pas de nous mais nous étions assignés à lui et comme un bon soldat, il a avalé ça, mais il nous a dit : "Vous êtes un handicap pour nous. Vous n'avez pas d'armes et nous avons à nous soucier de vous plutôt que juste de nous-mêmes". Donc, il n'était fan de ça particulièrement. Quand nous sommes arrivés à la base opérationnelle avancée, ils parlaient de faire une patrouille à pied le lendemain pour passer la nuit et nous étions comme : "Est-ce qu'on peut venir ?" Il était absolument comme : "NON ! EN AUCUNE FAÇON ! Vous les gars pouvez aller sur des patrouilles montées dans les véhicules, mais il n'y a aucun putain de moyen que je vous emmène dans une patrouille à pied[77].

Dans les relations militaires-journalistes, il arrive souvent que le premier contact soit méfiant et froid. Beaucoup de militaires considèrent la présence de journalistes comme un handicap, car les journalistes ne sont pas armés, ce qui pourrait s'avérer dangereux si une patrouille était attaquée. Il arrive souvent que les militaires offrent aux journalistes de se munir d'armes avant d'aller en opération, mais les règles d'intégration interdisent aux journalistes de porter des armes.

Les soldats considèrent souvent les journalistes comme un fardeau. La plupart des journalistes suivent une formation pour le travail en zone de guerre, et ce type de formation est exigé par les compagnies d'assurance, mais n'est pas une exigence à l'accréditation comme journaliste intégré. À cet égard, le point de vue du photographe Rick Madonik va dans le même sens que celui des militaires. Il contextualise son avis :

> Je ne vois pas comment vous n'êtes pas un handicap. […] Ils ont à se soucier non seulement de retourner le feu mais de couvrir votre cul. Donc voilà, c'est comme pour moi de prendre un stagiaire dans une émeute. Et l'émeute arrive et je suis toujours en train de voir où est le stagiaire. Je ne peux pas vraiment faire mon travail aussi efficacement parce que je suis plus préoccupé par la sécurité de quelqu'un d'autre[78].

Selon le témoignage de Madonik, la confiance du peloton envers l'équipe du *Toronto Star* a été améliorée par deux choses. Premièrement, le commandant du peloton a voulu vérifier qui était le journaliste Mitch Potter. Il a demandé à l'officier de la coopération civilo-militaire Trevor Greene de vérifier les antécédents du journaliste. Madonik raconte :

> Mitch avait été dans le Moyen-Orient pendant cinq ans, donc [Trevor Greene] a parcouru un tas d'articles passés et d'autres choses. Il les a lus et il nous a dit qu'il leur a dit que "c'est l'un des journalistes les plus équilibrés que j'ai jamais rencontré. Il démolit Israël quand Israël a besoin d'être démoli et il démolit les Palestiniens quand ils ont besoin d'être démolis. Il raconte, de ce que je vois, la vérité honnête de l'une des régions les plus compliquées du monde"[79].

Normalement, ce sont les officiers d'affaires publiques qui effectuent ce type de vérification d'antécédents dans le processus d'accréditation. C'est ici qu'opère un *dispositif de capture* des données sur le journaliste intégré. Ici, la capture d'antécédents se fait de manière informelle, mais c'est un rituel d'évaluation rassurant pour les militaires.

Deuxièmement, le photographe Rick Madonik a gagné la confiance des hommes du peloton avec une simple présentation d'un diaporama. Avant d'arriver à la base d'opérations avancée, l'équipe du *Toronto Star* a passé la nuit dans le désert avec les soldats du peloton et Rick Madonik a pris plusieurs photographies des soldats. Lors de leur première nuit à la base avancée, Madonik a enfin tenu sa promesse de montrer les photos aux soldats. Il a organisé une séance de diaporama avec une vingtaine de soldats autour de son ordinateur portable. Le commandant du peloton, Kevin Schamuhn, n'a pas regardé les photos, mais a vu ce qui se passait. Après avoir juré que les journalistes n'iraient pas en patrouille avec ses hommes, tard cette nuit-là, il a signifié à l'équipe du *Toronto Star* d'être prête le lendemain tôt le matin pour partir en patrouille, comme l'explique Madonik[80]. Il ajoute : « Il m'a dit plus tard que c'est en partie à travers le diaporama qu'il pouvait voir que nous n'étions pas seulement là pour obtenir ce que nous voulions, que nous étions presque une partie d'eux. Juste montrer à ces gars-là ce que je faisais tous les jours, bon ou mauvais, a été la construction d'une relation. Et, cela a aidé[81] ». Il faut préciser ici qu'il arrive aussi que les soldats ne soient pas aussi réceptifs à la présence des journalistes. Dans ces cas-là, ils ne peuvent pas refuser l'intégration, qui est une politique officielle de l'état-major, mais peuvent être peu coopératifs.

Au-delà d'un moment de partage des photographies, l'équipe du *Toronto Star* a beaucoup rassuré les soldats pour gagner leur confiance. Le journaliste et le photographe ont fait comprendre aux soldats du peloton qu'ils ne devaient pas s'inquiéter de leur présence constante, car ils n'allaient pas profiter de cette présence pour enregistrer en cachette les conversations ou prendre des photographies sans s'annoncer, relate Madonik[82]. Le photographe fait une observation très importante sur les relations militaires-journalistes dans un contexte d'intégration : « Je pense qu'il était important d'avoir un peu de temps où ils savaient qu'ils n'étaient pas en train d'être enregistrés ou, je ne veux pas dire jugés, mais observés[83] ». Un rapport respectueux du journaliste permet de gagner la confiance des soldats. Sans cette confiance, il est très difficile de bâtir une relation fonctionnelle. L'équipe du *Toronto Star* a certainement réussi à rassurer les hommes de la compagnie Alpha dans la base avancée.

L'incident tragique a provoqué un rapprochement encore plus personnel entre les reporters et les soldats. Dans l'article qui décrit l'incident, Mitch Potter a noté la difficulté de rester neutre en pareilles circonstances :

> Ceci est un terrain dangereux, nous le savions. Le journalisme repose sur la pratique du détachement. Mais il n'y avait pas de détachement cette nuit, alors que Trevor Greene est couché immobile à l'hôpital de l'aérodrome de Kandahar. Il était – il est – tout simplement un homme trop sympathique pour revenir en arrière à la neutralité avec laquelle nous avons rejoint les Red Devils (Potter, 2006a).

Avec la relation de confiance établie au fil du temps avec les soldats, il a été très facile pour l'équipe du *Toronto Star* de couvrir les activités du peloton à Gumbad. Le caractère tragique de l'incident a transformé le lien professionnel en un lien plus émotionnel qui repose sur la proximité et l'empathie. L'attentat terrible et sordide à l'arme blanche et presque fatal pour Trevor Greene a été dévastateur pour le peloton et pour les reporters qui les suivaient. Le fait que Greene était un officier de la coopération civilo-militaire chargé des questions de développement a contribué à l'empathie. « Le mec n'est pas là pour faire du mal à personne, le pire gars possible à être frappé. Nos cœurs se sont juste effondrés[84] », confie le photographe Rick Madonik. À la question de savoir quel défi représente le fait d'être proche des soldats que l'on couvre, Madonik répond :

> Avec les gars sur le terrain, je ne pense pas que cela posait un problème parce que nous ne nous sommes pas assis et parlé comme des copains. Nous avons toujours été l'*outsider* indépendamment de ce qui se passait là-bas. Vous ne faites pas partie de leur culture. Nous sommes là pour deux semaines, ils sont là pour six mois. Peut-être, le plus proche que je me suis senti pour une personne était Rob Dolson, le sergent de l'escouade A qui avait un bébé un matin et a tué le gars qui a attaqué Trevor le lendemain. Donc, c'est devenu comme un cercle de la vie.

> Et juste le fait qu'il avait un bébé et il était un sergent vraiment intelligent et un de nos grands protecteurs. Mais en même temps, ça ne m'a pas empêché de faire ce que je devais faire[85].

Dans les relations militaires-journalistes, la proximité avec les soldats ne signifie pas que le journaliste perd automatiquement ses référents professionnels et son sens critique. Certains journalistes vont jusqu'à avouer leur attachement émotionnel pour les soldats. Dans ces circonstances, il est évident que l'identification (Tumber, 2004) du journaliste devient un défi au devoir professionnel. Les circonstances particulières de l'incident et la proximité avec les soldats ont eu un effet combiné qui a pesé sur les valeurs journalistiques. La relation avec la victime de l'incident est devenue plus personnelle :

> Aujourd'hui, je pense avoir ce problème avec Trevor parce que je vais le voir chaque année […]. Je sens que je suis une partie de sa famille. Il y a deux ans, nous avons fait une histoire sur sa réadaptation et où il est rendu et tout ça. Et oui, je me suis retrouvé à ne pas demander des choses que je voudrais demander à d'autres personnes […]. Je me disais : "Oui, peut-être que je suis trop proche de tout ça" […]. Je peux avoir franchi la ligne avec eux. Je suis un peu trop près d'eux[86].

Trevor Greene était responsable de l'équipe du *Toronto Star* lors de son séjour à la base avancée de Gumbad. C'est lui, l'ancien journaliste devenu soldat, qui a fait la liaison que ferait normalement un officier d'affaires publiques. Lors des patrouilles, les journalistes étaient toujours entre Trevor Greene et le technicien médical. Il était leur protecteur en cas de pépin. L'attentat contre lui a profondément bouleversé le peloton et les deux correspondants du *Star*. Mitch Potter et Rick Madonik sont allés voir Trevor Greene à l'hôpital à Vancouver pour raconter l'évolution de sa réadaptation. L'officier que tout le monde croyait mort à la suite de l'agression à la hache a fait depuis des progrès immenses après plusieurs années extrêmement pénibles sur le plan médical et social[87].

3.7 Les mauvaises nouvelles s'accumulent

Au début de mars 2006, dans une entrevue de type questions-réponses publiée par le journal *The Western Star*, le correspondant de La Presse canadienne Les Perreaux dit que le plus grand défi des soldats qui mènent les patrouilles est de rester en vie face aux assaillants (*The Western Star,* 2006). Et le plus grand défi pour un journaliste intégré, ajoute Perreaux, est de « trouver le moyen le plus sécuritaire d'avoir les nouvelles » (*The Western Star*, 2006). Plus que jamais auparavant, le défi sécuritaire va se poser sérieusement au sein de la mission canadienne et auprès des médias.

Le 2 mars 2006, les journalistes intégrés rapportent un accident entre un véhicule blindé canadien LAV III et un taxi afghan au cours d'une patrouille de routine. Cet accident coûte la vie au caporal Paul James Davis et blesse six autres soldats et un interprète afghan après un tonneau du blindé. Les Perreaux rappelle qu'à ce moment, les accidents de la route ont fait plus de morts et de blessés que les affrontements avec l'ennemi (Perreaux, 2006e). L'OAP Chris Henderson expliquera plus tard que lors de cet incident, le service des affaires publiques a dû enfreindre la procédure normale qui consiste à ne pas communiquer des renseignements durant « un verrouillage de communication » (*communication lockdown*) :

> […] une journaliste de [l'agence] Associated Press a communiqué avec le service des affaires publiques de la Force opérationnelle Afghanistan et a informé le personnel qu'elle allait relater la mort de deux personnes provoquée par cet incident. À ce point, il n'y avait qu'une seule perte de vie, celle du caporal Paul Davis. Une interdiction de communiquer avait alors été imposée au camp, et même si les journalistes intégrés avaient les faits exacts, il leur était défendu d'en faire le reportage. On jugea bon d'informer Associated Press qu'il n'y avait eu qu'une seule perte de vie, même si cette décision représentait une entorse à la politique et une infraction à l'interdiction de communiquer. La chaîne de commandement a ultérieurement approuvé la décision et on évita ainsi la diffusion d'une information erronée. Tragiquement, le caporal-chef Tim Wilson a fini par succombé [sic] à ses blessures, portant à deux le total des pertes de vie causées par l'accident (Henderson, 2006, p. 88 note 5).

Le 3 mars, cinq soldats canadiens sont blessés à la suite d'une attaque-suicide à la voiture piégée à l'explosif. Le convoi transportait les membres d'une commission d'enquête sur l'attentat qui avait coûté la vie au diplomate Glyn Berry. Lors de cet incident, le véhicule blindé du commandant Ian Hope est touché, blessant gravement le maître-caporal Mike Loewen, comme l'écrira plus tard la journaliste Christie Blatchford (2008, p. 96). Des officiers du renseignement confirmeront plus tard les suspicions du commandant Hope qu'il était lui-même la cible de l'ennemi (Wattie, 2008, p. 78). Le lendemain, c'est l'attentat à la hache contre Trevor Greene. Les médias parlent alors d'une « semaine dévastatrice », de « série noire » pour l'armée canadienne avec deux morts et plusieurs blessés, dont Trevor Greene, alors dans un coma artificiel. L'officière d'affaires publiques de l'Équipe provinciale de reconstruction, Julie Roberge, publie un texte intitulé « Dure semaine » et écrit : « Eh bien, les Forces canadiennes ont vécu une semaine très difficile comme vous avez dû le constater aux nouvelles » (Roberge, 2006d). Plus loin, elle explique aux lecteurs le travail qu'elle fait à la fois avec les médias afghans et les médias canadiens. Pour les premiers, avec lesquels elle vient d'organiser une première conférence de presse, elle note : « J'ai confiance qu'en communiquant avec la population à travers les médias, les gens seront plus réceptifs à nos projets et à notre présence à Kandahar » (Roberge, 2006d). Pour les seconds,

elle rappelle son rôle avec les journalistes canadiens qui couvrent l'Équipe provinciale de reconstruction :

> […] j'essaie de leur donner le meilleur soutien et la meilleure information possible. C'est difficile de faire mon travail dans un tel environnement de sécurité opérationnelle. Il y a beaucoup de renseignements que je ne peux pas divulguer comme l'heure et la date exactes de nos patrouilles et de nos activités. En fin de compte, tout ce que je ne veux pas que l'ennemi sache, je ne peux pas le dire aux médias parce que nous savons que l'ennemi nous surveille et qu'il est à l'écoute. Les journalistes comprennent bien cette réalité et sont très coopératifs (Roberge, 2006d).

Après ce début de mars difficile, les soldats du groupement tactique *1 PPCLI* lancent l'opération *Peacemaker* le 9 mars. Le correspondant du groupe CanWest News Service Richard Foot est l'un des journalistes intégrés qui accompagnent les soldats canadiens dans cette opération visant à affirmer la présence canadienne sur le terrain.

> Le but, rapporte Foot, n'est pas de tuer ou de capturer un grand nombre d'ennemis, mais de déstabiliser leurs mouvements, montrer le drapeau canadien dans les territoires ruraux disputés et aider à engager le dialogue et persuader les leaders de village locaux que les Forces canadiennes ne seront pas intimidées par la menace talibane grandissante (Foot, 2006b).

Patrick Brown de la CBC/de Radio-Canada rapporte également le début de cette opération *Sola Kowel,* « qui veut dire pacificateur dans la langue pachto » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006b). Pour le commandant Ian Hope, il s'agit de gagner la confiance des gens pour qu'ils donnent des renseignements sur les talibans et leur dire que l'époque des talibans est définitivement révolue (cité par Patrick Brown dans SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006b). Dans le reportage de Richard Foot, le capitaine Kevin Schamuhn, commandant de peloton de la compagnie A, a choisi de mettre en garde ses collègues officiers sur les fausses informations fournies par des leaders locaux au cours des rencontres (cité par Foot, 2006b).

C'est d'ailleurs à la sortie de l'une de ses rencontres avec des leaders de village, au deuxième jour de l'opération, qu'une nouvelle explosion de mine touche le convoi dans lequel se trouve le général Rick Hillier, sans faire de blessés. Les Perreaux de La Presse canadienne rapporte : « Les soldats se sont précipités pour emmener le général Rick Hillier, chef d'état-major de la Défense, dans un autre véhicule blindé qui s'est aussitôt dirigé vers un poste avancé de l'armée canadienne à Gumbad, sur une route réputée pour être la cible des bombardements de l'insurrection » (Perreaux, 2006f). La dépêche indique que le commandant du *1 PPCLI* Ian Hope a précisé que l'attaque ne visait pas spécifiquement Rick Hillier, qui a senti l'explosion à quelque 800 mètres. Hillier venait de rencontrer le chef du village de Pada en compagnie du commandant Hope et du capitaine Schamuhn. Le journaliste intégré Les Perreaux accompagne les soldats du

1 PPCLI pendant plusieurs jours dans leur périple de « pacification ». Depuis l'attaque à l'endroit de Trevor Greene, les chefs de village sont fouillés au moment des rencontres avec les soldats canadiens. Au cinquième jour de l'opération, le détachement du commandant Ian Hope se trouve dans le village de Zangatan, et Les Perreaux rapporte la frustration que partagent les Canadiens et les Afghans quant aux attentes de part et d'autre :

> Si plusieurs soldats canadiens sont las des promesses non tenues des chefs de villages afghans, ceux-ci n'hésitent pas à leur renvoyer la balle.
>
> Les soldats de la coalition ont visité son village pour la première fois en 2002, a signalé Haji Ara Mohammed lors de sa rencontre avec le capitaine Schamuhn. Où sont les routes, les écoles et les hôpitaux qui avaient été promis ?, lui a-t-il demandé.
>
> "Vous avez fait beaucoup de promesses, mais vous n'avez rien fait. Pourquoi nous mentez-vous ?"
>
> "Si je ne sais pas qui est l'ennemi, je ne peux le combattre", répond le capitaine Schamuhn aux chefs du village de Zangatan (Perreaux, 2006g).

La journaliste Lisa Laflamme et le caméraman Al Stevens du réseau CTV accompagnent aussi la compagnie Charlie lors de l'opération *Peacemaker*. CTV présentera un documentaire sur l'expédition de 12 jours qui a mené l'équipe, notamment, à la base avancée de Gumbad. Laflamme est allé dans les villages isolés avec les soldats et décrit l'atmosphère : « Il s'agit de gagner la confiance. Gagner la population locale avec des soins médicaux, des ballons de football ou des stylos pour les enfants qui n'ont pas d'écoles. Une campagne de propagande pour séparer ceux qui respectent la loi des sans foi ni loi (CTV – *W-FIVE,* 2006). Laflamme a demandé au commandant Hope : « Est-ce que nous poursuivons des fantômes ? ». Le commandant a répondu : « Pas du tout. Nous savons où certains d'entre eux sont. Nous savons dans quels villages ils sont. Il est extrêmement difficile pour nous de distinguer entre qui est un taliban et qui est un local. Pas vraiment des fantômes, c'est juste la loi et les règles d'engagement que nous devons suivre (CTV – *W-FIVE,* 2006). Tout au long de la guerre, les commandants s'exprimeront par demi-vérités et par énigmes. Les messages militaires voilés répondent bien sûr à des objectifs de communication particuliers.

Le 12 mars 2006, le premier ministre Stephen Harper effectue une visite surprise aux troupes pour son premier voyage à l'étranger. À bord d'un avion Hercule, Harper atterrit à la base de Kandahar à partir du Pakistan dans le plus grand secret. Les journalistes qui l'accompagnent sont sous embargo depuis le départ d'Ottawa. Il s'adresse aux soldats le lendemain et visite en hélicoptère l'Équipe provinciale de reconstruction. La visite surprise du premier ministre tombe en fait mal, en pleine opération des troupes. La plupart des hommes du *1 PPCLI* avaient quitté la

principale base. Patrick Brown rapporte à Radio-Canada : « Personne n'ose le dire publiquement, mais des soldats chuchotent que le premier ministre aurait pu choisir un meilleur moment pour venir ici » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006b).

Au moment de l'opération *Peacemaker*, la correspondante Céline Galipeau effectue un séjour de trois semaines en Afghanistan. À son retour, elle s'entretient avec son collègue Bernard Derome à l'émission *Le Point* du *Téléjournal* et parle entre autres de son expérience d'intégration avec l'armée canadienne :

> BERNARD DEROME (LECTEUR) :
>
> Alors, intégrés, ça veut dire quoi ? Ça veut dire pris en charge ?
>
> CÉLINE GALIPEAU (ENVOYÉE SPÉCIALE DE RETOUR D'AFGHANISTAN) :
>
> Pris en charge et soumis à certaines contraintes et à certaines règles de l'armée canadienne.
>
> BERNARD DEROME (LECTEUR) :
>
> Par exemple ?
>
> CÉLINE GALIPEAU (ENVOYÉE SPÉCIALE DE RETOUR D'AFGHANISTAN) :
>
> Par exemple, s'il se passait un attentat, il y avait toujours un délai entre le moment où nous, on apprenait la nouvelle et le moment où on pouvait diffuser, rendre publique cette information. Alors il y avait des choses, par exemple, en mission, on n'avait pas le droit de tourner certaines images, par exemple, si l'armée décidait qu'on ne pouvait pas. On ne pouvait pas s'arrêter. On partait en mission avec eux. On ne pouvait pas s'arrêter et dire : j'aimerais arrêter dans tel village pour parler aux Afghans et voir comment ils réagissent. Alors il fallait qu'on suive l'armée. En fait, on participait, d'une certaine façon, à leur mission. Je pense que pour l'instant, ça va, parce qu'on aurait eu de la difficulté à faire le travail et à couvrir, même, l'armée canadienne à partir de la ville de Kandahar, à cause de l'insécurité qui règne là-bas. Comme journalistes étrangers, ça aurait été extrêmement difficile pour nous de nous installer en ville avec des caméras, etc., mais à la longue, je pense que ça peut créer certains problèmes pour la couverture qu'on peut faire et puis pour la distance qu'on peut garder avec l'armée canadienne (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006c).

Galipeau accompagne alors un convoi de ravitaillement du 12e régiment blindé. Elle donne un autre exemple des contraintes de la couverture de la guerre :

> On a croisé un convoi de la police afghane, plusieurs voitures. Et quelques minutes après, on est arrivés à l'endroit où nous, on devait s'arrêter. Et le sergent Masson, qui était le commandant de la mission, est venu me voir en me disant : vous savez, le convoi qu'on vient de croiser est tombé dans une embuscade et il y a plusieurs morts. Et sur le coup, il ne m'a pas donné toute l'information. Mais par la suite, on a appris qu'il y avait 11 morts. Mais on n'avait pas le droit ni de donner les détails ni de tourner d'images de cet incident (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006c).

Le mois de mars 2006, qui avait commencé avec plusieurs mauvaises nouvelles, se termine sur une autre mauvaise note. Le 29, le soldat canadien Robert Costall et le soldat américain John

T. Stone sont tués à la suite d'une attaque féroce des talibans dans le district de Sangin, dans la province de Helmand. Murray Brewster de La Presse canadienne note que Robert Costall est le premier soldat canadien à être tué en combat frontal (Brewster, 2006a). Le brigadier-général David Fraser fera le point sur ce décès à la base de Kandahar, mais les reportages des journalistes intégrés indiquent qu'il a refusé de fournir plus de détails sur l'affrontement qui a duré plusieurs heures avec les talibans. Murray Brewster reviendra plus tard sur la conférence de presse expéditive de Fraser à propos de l'incident :

> C'est la première fois que je me sentais comme un otage de l'armée. Ils pouvaient nous dire autant ou aussi peu qu'ils le voulaient, ils ont souvent choisi le peu. Dans ce cas, ils ont choisi de ne rien dire ou presque rien, ce qui était probablement pire. Les nouvelles, en particulier les grandes nouvelles abhorrent le vide (Brewster, 2011a, p. 19).

Les médias ne peuvent que rapporter ce que divulguent les sources militaires. L'urgence médiatique des grandes nouvelles (*hard news*) est une exigence journalistique, mais les sources communiquent des renseignements en fonction de leurs propres intérêts institutionnels.

Les officiels canadiens réfutent aussi la fameuse « offensive du printemps » que les médias canadiens et internationaux n'arrêtent pas d'évoquer. La veille, le commandant Ian Hope déclarait aux médias :

> Je ne m'attends pas à une offensive de printemps ici. Je m'attends à une poursuite de leurs efforts pour avoir des attaques spectaculaires et les attentats-suicides, en particulier contre les forces de la coalition. Ils visent plus à créer un effet sensationnel sur la scène internationale qu'arrêter réellement nos efforts ici, ce qu'ils ne feront pas (cité par Brewster, 2006b).

Alors qu'il avait indiqué clairement s'attendre à une « offensive du printemps » dans un article du groupe CanWest News Service publié dans *The Daily News* d'Halifax deux semaines plus tôt, au moment où il se trouvait à la base avancée de Gumbad, Ian Hope reconnaît l'augmentation probable des attaques, mais évite visiblement ce terme. Le 30, un soldat canadien est blessé dans un attentat à la voiture piégée. Ce jour-là, l'OAP Marc Thériault indique lui aussi aux journalistes intégrés à Kandahar que « les attaques ennemies se font de toute évidence plus nombreuses, mais nous estimons que qualifier ses actions d'"offensive du printemps" est un peu exagéré. Et, de toute façon, ça ne diminue en rien notre engagement à poursuivre notre mission » (cité par La Presse canadienne, 2006c). Reconnaître une offensive, c'est donner le crédit à l'ennemi. Qu'elle soit vraisemblable ou pas, qu'elle ait lieu ou pas, la communication militaire cherche à ne pas donner un quelconque avantage psychologique à l'ennemi. C'est une stratégie d'atténuation d'un discours concurrent.

En cette fin de mars 2006, la mission canadienne a déjà connu plusieurs attaques sanglantes, et la guerre défraie les manchettes au Canada. Avec une présence soutenue de journalistes intégrés sur le terrain à ce moment-là, la couverture médiatique est plus forte que jamais auparavant. Les grands médias canadiens sont représentés par plusieurs correspondantes et correspondants sur le terrain. Ils sont surtout à la base principale de l'aéroport de Kandahar, mais couvrent également occasionnellement les activités des troupes canadiennes à l'Équipe provinciale de reconstruction au camp Nathan Smith et aux deux bases d'opérations avancées à Gumbad et à Sangin.

Dans le premier contrat d'intégration du COMFEC, il est indiqué que « la durée de l'intégration doit être déterminée à l'avance, convenue avant le déploiement et ne doit pas dépasser quatre semaines » (COMFEC, 2006, p. 3). Cependant, sur le terrain, le programme est beaucoup plus flexible, car ce délai est parfois largement dépassé par certains journalistes intégrés. Même chose avec le nombre maximal prévu pour les accréditations, qui était fixé à 15, mais qui a été largement dépassé. L'OAP Mark Thériault indique l'un des pics au moment de la visite du premier ministre Stephen Harper : « On avait 25 incorporés puis le PM arrive avec 15 autres je pense. C'était gigantesque[88] ». Mark Peebles, l'OAP du groupement tactique, souligne : « Chaque incident, que ce soit des attaques de roquettes, les accidents de la circulation ou les cérémonies officielles, avait une couverture nationale en première page » (Peebles, 2006).

L'attention médiatique canalisée dans le programme des journalistes intégrés offre beaucoup de visibilité à l'armée canadienne, mais pose un défi au service des affaires publiques, qui ne s'attendait pas à un tel engouement de la part des médias canadiens. Les reportages positifs sur l'armée canadienne dans les premières semaines du déploiement et les reportages négatifs du mois de mars occupent une grande place dans les pages des journaux et le contenu des téléjournaux. Pour le commandant Ian Hope, l'attention médiatique a eu un effet de sensibilisation au Canada et peut-être sur l'appréciation de la mission des soldats[89]. Au moment où il se trouvait à Kandahar au début de l'opération *Peacemaker*, le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, a déclaré que les « actes de violence ont forcé l'opinion publique à porter l'attention à la mission des soldats en Afghanistan » (cité par Perreaux, 2006h).

La multiplication des attaques et des incidents a capté une grande attention et les demandes d'accréditation et d'assistance ont été soutenues. L'appétit médiatique était sans fond, confie Mark Thériault, l'OAP supérieur au commandement national à Kandahar :

> Là on réalise qu'on est soudainement à 24[h]/7 sans arrêt. Donc comment est-ce qu'on fait pour assurer une continuité lorsqu'on n'est pas en mesure de récupérer ou de faire le suivi avec une

> poignée d'officiers d'affaires publiques pour répondre à l'appétit insatiable des médias ? Il y a les incorporés, mais toutes les requêtes, demandes d'entrevues qui arrivent du pays aussi, il faut associer ça. Le journal de Cape Breton veut son angle local, donc vous avez sûrement *PPCLI* qui vient du Cape Breton, donc on fait des recherches pour rencontrer leur *deadline*, c'est à six heures de décalage[90].

Les ressources sont effectivement limitées, car à ce moment-là, seuls deux officiers d'affaires publiques, Marc Thériault et son adjoint Marc MacIntyre, sont assignés à l'élément de commandement national et ce sont eux qui gèrent la vingtaine de journalistes sur le terrain, les journalistes visiteurs et les demandes des médias au Canada puis qui coordonnent toutes les communications avec le COMFEC à Ottawa. L'OAP Mark Peebles, qui était en appui au groupement tactique, écrit : « Je travaillais 18 heures par jour avec le reste de l'équipe des affaires publiques pour assurer que l'histoire sorte aussi rapidement, complètement et précisément que possible (Peebles, 2006). L'équipe du COMFEC travaille aussi de longues heures. Lors d'un décès, la lieutenante-colonelle Rita Lepage au COMFEC à Ottawa dit qu'elle recevait un appel de l'OAP supérieur à Kandahar, et se dépêchait au milieu de la nuit au bureau pour communiquer d'une manière sécurisée[91]. Alors qu'auparavant, au camp Julien à Kaboul, les annonces de décès étaient faites à Ottawa, Lepage a proposé de confier cette tâche à l'équipe d'affaires publiques à Kandahar, où se trouvaient les médias intégrés. Le COMFEC reste quand même le point focal du processus :

> J'écrivais généralement la déclaration tout au long de la nuit, précise Lepage, nous obtenions toutes les photos, nous recevions la notification que le plus proche parent était avisé et nous autorisions le commandant en Afghanistan à Kandahar à faire l'annonce et généralement à 7 heures le matin, nous étions donc dans le cycle des nouvelles tôt dans la journée. Et cela a très bien fonctionné. C'était la première fois que nous le faisions[92].

Pour la visite des téléjournaux de la CBC et de Radio-Canada, le service des affaires publiques a dû dépêcher des renforts pour s'occuper des équipes emmenées par Peter Mansbridge et Céline Galipeau. L'équipe du *National* de la CBC, avec Peter Mansbridge, a réalisé la série intitulée *Road Stories* au cours de la semaine éprouvante au début de mars. Directement envoyé d'Ottawa, le lieutenant de vaisseau Chris Henderson était l'accompagnateur de l'équipe de la CBC. Avant d'arriver à Kandahar, l'équipe de la CBC a été retardée par une tempête de neige dans un aéroport en Allemagne, et l'armée canadienne a dépêché un avion Hercule du camp Mirage aux Émirats arabes unis pour aller les chercher. Les grosses équipes des téléjournaux du service public bénéficient généralement d'un traitement spécial. Elles arrivent en principe pour une courte visite d'environ une semaine, afin de prendre le pouls de la situation sur le terrain en essayant de voir le maximum d'acteurs militaires et civils possible et de participer au plus grand nombre d'activités possible. C'est une excellente occasion de visibilité pour l'armée canadienne, mais tout cela

demande une attention particulière de la part du service des affaires publiques. Marc Thériault explique que les demandes urgentes ont parfois créé un peu de friction avec l'équipe de la CBC, car les affaires publiques étaient déjà débordées et elles savaient aussi que les autres journalistes intégrés n'allaient pas apprécier ce traitement royal des visiteurs de marque[93]. Cette question se posera encore plus tard.

Le 2 avril 2006, les troupes canadiennes lancent l'opération *Ketara*[94]. Quatre reporters intégrés accompagnent un contingent de la compagnie Charlie du *PPCLI,* qui se dirige vers la base d'opérations avancée Robinson. Christie Blatchford et le photographe Louie Palu du *Globe and Mail*, Rosie DiManno du *Toronto Star* et le réalisateur pigiste Richard Fitoussi parcourent les 110 km qui séparent Kandahar et la FOB Robinson en presque 24 h (Blatchford, 2008, p. 202-203). Blatchford rapporte que le camp avancé est situé dans « la partie la plus volatile du sud de l'Afghanistan » (Blatchford, 2006a). Avant de quitter Kandahar, le commandant de la compagnie Charlie, le major Bill Fletcher, a déclaré dans un briefing que « le centre spirituel des talibans peut être dans la ville de Kandahar, mais leur portefeuille réside dans la culture du pavot dans la province de Helmand », décrit la journaliste (Blatchford, 2006a). À la fin de son article, Blatchford indique néanmoins que les quatre journalistes ont été aussitôt mis à la porte de la base avancée, car le brigadier-général David Fraser avait reçu du renseignement évaluant les risques comme inacceptables, et la journaliste conclut ainsi son article : « Il était difficile d'argumenter » (Blatchford, 2006a).

Quelques mois plus tard, on apprendra que la raison de la sécurité invoquée par le général Fraser pour ramener les quatre journalistes en hélicoptère de la région de Sangin était en réalité un mensonge. Des documents obtenus par la Loi d'accès à l'information vont révéler que les journalistes ont été rapatriés à la demande d'autres pays de la coalition (Esau, 2006). Selon des rapports internes de l'OAP Marc Thériault à Kandahar, « les médias intégrés aux troupes canadiennes qui participent à des opérations de la coalition génèrent de l'inconfort chez nos alliés » et « malgré nos explications, la plupart des nations alliées considèrent que notre position médiatique est très progressive et risquée » (cités par Esau, 2006). Interviewé à cette occasion, le réalisateur Richard Fitoussi a vanté le programme d'intégration canadien : « Il est bien connu que le Canada détient le meilleur programme d'intégration là-bas, et la plupart des pays de l'Otan font savoir leur mécontentement à ce sujet au Canada » (cité par Esau, 2006). Des responsables

militaires canadiens ont alors clairement expliqué que les inquiétudes des alliés devaient être apaisées en priorité au programme national d'intégration des médias (Esau, 2006).

Si on pouvait soupçonner, comme l'indique l'article de La Presse canadienne, que la présence des forces spéciales américaines aux côtés du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* était l'une des raisons qui ont provoqué l'inconfort à l'endroit des quatre journalistes intégrés canadiens, Christie Blatchford du *Globe and Mail* avancera plus tard une autre hypothèse liée aux circonstances de la mort des deux soldats à la base d'opérations avancée quelques jours plus tôt. « La possibilité que Costall et Stone auraient été tués par un tir ami était déjà en l'air comme une mauvaise odeur quand nous avons quitté *KAF* pour le FOB », écrira-t-elle dans son livre *Fifteen Days* (Blatchford, 2008, p. 205). Quelques jours après le renvoi des journalistes, au moment de la visite des membres du Service national des enquêtes des Forces canadiennes, Murray Brewster a rapporté que les premières indications partielles selon lesquelles le soldat canadien avait été victime d'un tir ami ont été connues à l'hôpital militaire de Kandahar quand le brigadier-général David Fraser s'était rendu au chevet des soldats blessés lors de l'attaque (Brewster, 2006d). Selon Blatchford, la question des tirs amis, surtout après la mort accidentelle de quatre soldats canadiens par un tir ami américain en 2002, a éveillé la sensibilité du public canadien au fait que les Américains ont la gâchette facile et elle suspecte donc que le renvoi des journalistes visait à éviter d'enflammer ce sentiment et d'alimenter les doutes sur la mission en Afghanistan (Blatchford, 2008, p. 205). Elle poursuit : « L'armée n'a pas confiance que nous, dans la presse, comprenons et pouvons mettre en contexte ce qu'une mort par un tir ami veut et ne veut pas dire. Garder la chose secrète ne fait que nourrir le sentiment qu'il y a quelque chose à cacher » (Blatchford, 2008, p. 205).

Par ailleurs, l'article de La Presse canadienne rappelle aussi qu'une demande d'accréditation d'un journaliste hollandais dans le programme canadien avait été refusée après que le service des affaires publiques eut vérifié « le niveau de confort des Hollandais » et appris que le ministère de la Défense hollandais n'y était pas favorable (Esau, 2006). Cette information avait été publiée quelques semaines plus tôt par le journal *Ottawa Citizen,* qui révélait alors qu'un journaliste et un photographe se sont vu refuser l'accréditation, car les Canadiens ne voulaient pas susciter une pression médiatique dans un pays où un débat houleux avait eu lieu sur la participation de la Hollande à la guerre et où les sondages montraient une forte opposition de l'opinion publique à l'envoi des troupes à Kandahar (Blanchfield, 2006b). Après la publication de cet article, le journaliste Joeri Boom a pris l'initiative de contacter le journal d'Ottawa pour confirmer son

histoire et s'est dit surpris que le Canada ait joué le jeu du ministère de la Défense hollandais, qui voulait garder toute information négative hors des médias (Blanchfield, 2006c).

Le 22 avril, les médias intégrés rapportent la mort de quatre soldats canadiens dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur convoi blindé en direction de Kandahar. « C'est l'attaque la plus meurtrière subie par les Forces canadiennes dans ce pays depuis leur déploiement en 2002 », rapporte Murray Brewster (2006e). Le caporal Matthew Dinning, le bombardier Myles Mansell, le lieutenant William Turner et le caporal Randy Payne faisaient partie de la protection personnelle du brigadier-général David Fraser, qui effectuait une visite à Gumbad la veille. Les bases avancées de la coalition sont dans les coins isolés en territoire ennemi, et leurs voies d'accès sont très vulnérables aux attaques à la bombe et aux embuscades des talibans. Dans la stratégie de « pacification », la présence canadienne, notamment à Gumbad, est essentielle. Un journaliste de l'agence AFP décrit ainsi *Gumbad Platoon House* : « Cet avant-poste de l'armée canadienne ne paie pas de mine avec sa maigre barrière de barbelés, sa cour poussiéreuse et son baraquement en pisé, mais il représente l'autorité du gouvernement dans le district de Shah Wali Kot, l'un des plus dangereux d'Afghanistan » (Vogt, 2006).

Vers la fin avril, la compagnie Bravo du *1 PPCLI* commence à se déployer dans la région du Panjwai avec des éléments de l'armée et de la police afghanes. Murray Brewster rapporte deux engagements sérieux entre les troupes canadiennes et les talibans : le premier, complet avec artillerie et couverture aérienne, a duré plus de 72 heures dans le district de Panjwai, à 45 km au sud de Kandahar; et le second a eu lieu lors d'une embuscade tendue contre un groupe de soldats canadiens (Brewster, 2006d).

L'inauguration de la FOB Martello est aussi une occasion pour la coalition de tâter le pouls de cette région indomptée et, pour cette occasion, les journalistes ne sont pas les seuls passeurs de l'information ; une flopée d'officiers des opérations d'information et de la guerre psychologique sont de la cérémonie.

3.8 *Death watch*, quand les médias surveillent les morts

Dans la pratique du journalisme, le concept de « *death watch* » est défini comme « l'attente par les journalistes et les organisations de presse de la mort anticipée d'une célébrité majeure ou figure de la politique mondiale dont l'annonce va déclencher la publication de la réaction instantanée avec des nécrologies préparées à l'avance » (Harcup, 2014, p. 82). Pour comprendre

comment ce concept est apparu dans les relations armée-médias en Afghanistan, il faut revenir sur le contexte qui prévaut sur le terrain durant la roto 1 et le déploiement du *1 PPCLI*. Dès l'arrivée des Canadiens à Kandahar après leur transfert de Kaboul, le danger et les risques accrus dans cette région, connue pour être un sanctuaire ennemi, étaient omniprésents dans les reportages des journalistes intégrés.

Grosso modo, la première rotation d'environ six semaines des journalistes intégrés à *KAF,* à partir de février, a connu une période très calme. On a beaucoup parlé du danger sans en faire l'expérience. Durant cette période, la journaliste Christie Blatchford du *Globe and Mail* dit qu'il y a eu quelques inquiétudes avec des bombes artisanales, mais que les combats n'avaient pas encore commencé[95]. Dans l'un de ses billets d'Afghanistan, l'officière d'affaires publiques de l'Équipe provinciale de reconstruction Julie Roberge rendait compte du travail des journalistes intégrés au camp Nathan Smith : « Ils sont courageux car couvrir l'information, ils doivent souvent aller en ville, seuls, sans avoir toute la protection requise. Ça m'inquiète » (Roberge, 2006d). Dans un article publié par le journal *Medecine Hat News*, l'OAP du *1 PPCLI* Mark Peebles notait :

> Chaque pierre et bloc dans la campagne pourrait cacher un homme avec un détonateur de bombe. Chaque voiture, *tuk-tuk*[96] ou moto pourrait être une bombe suicide. Le même vieux qui nous a offert du thé pendant une *choura* – ou un conseil de village – pourrait aider les talibans. C'est un environnement incertain que l'ennemi exploite au grand dam des Afghans aussi bien que de nous. Nous devons être vigilants et prêts à réagir en une fraction de seconde à tous moments où nous sommes "en dehors du camp" lors des opérations (Peebles, 2006).

Lors de sa visite ponctuelle en mars 2006, Céline Galipeau de Radio-Canada expliquait : « On ne pouvait pas tourner plus que 15 minutes à un endroit, on ne prenait jamais le même chemin deux fois. Fallait faire attention » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006c). Au présentateur Bernard Derome, qui lui demande quel regard les gens portaient sur elle comme étrangère et si elle portait le pantalon, Galipeau répond :

> Je portais le pantalon et ça, ça n'a pas plu à tout le monde. Parce qu'il y a même une fois, j'étais entourée de militaires canadiens, et il y a quand même un homme qui a réussi à m'envoyer une assez grosse pierre dans les jambes. Mais c'était pas… Il ne voulait pas viser la tête, il ne me visait pas. Il voulait juste me faire comprendre que, franchement, j'aurais dû porter une robe longue. Et je crois qu'il y a des traditions qui demeurent, quand même (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006c).

Comme nous l'avons vu, les attaques contre les soldats canadiens et les troupes de la coalition ont commencé à se faire sentir en mars puis en avril 2006. Depuis plusieurs semaines déjà, les médias intégrés évoquaient la possibilité d'une « offensive du printemps » par les talibans, et les commandants essayaient toujours de minimiser cette menace. L'offensive talibane a

commencé en avril, comme l'écrira plus tard le journaliste pakistanais Syed Shahzad Saleem dans *Le Monde diplomatique* :

> Une nouvelle stratégie est maintenant appliquée. Dès que l'aviation américaine entre en action, un retrait dans des zones sûres est opéré. Puis, lorsque les armées de la coalition interviennent, épaulées par des forces afghanes, des bombes dissimulées ainsi que des attentats-suicides infligent des pertes que la coalition n'avait pas connues depuis la défaite des talibans en 2001 » (Shahzad, 2006).

Durant la première moitié du déploiement du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, le danger est certes présent, mais la question du risque n'est pas, à proprement parler, dans l'esprit des journalistes intégrés, et leur couverture de la mission se fait normalement. Les relations avec le service des affaires publiques sont en général au beau fixe et les sorties opérationnelles sont fréquentes. En décembre 2005, peu avant le début de la roto 1, le journaliste britannique Tim Albone de Global Radio News s'en était tiré avec quelques blessures légères d'une explosion qui a blessé trois soldats canadiens du *3 PPCLI* et détruit le moteur de leur véhicule G-Wagon au cours d'une patrouille de routine (Pedwell, 2005d).

Lorsque les quatre soldats ont été tués par une bombe artisanale le 22 avril, le réalisateur pigiste Richard Fitoussi était dans un véhicule blindé de type Bison juste derrière le G-Wagon qui a été touché près de Gumbad. Avec l'énorme explosion et l'onde de choc qui a suivi, « c'était difficile de respirer avec la pression contre ma poitrine », se rappelle Fitoussi (cité par Brewster, 2006f). Après la panique et le chaos des premiers instants, Fitoussi a commencé à tourner des images de l'incident. Il venait de passer deux semaines avec les mêmes soldats à la base d'opérations avancée de Gumbad. Quand on lui a appris que trois soldats étaient morts et qu'un autre était mal en point, il a raconté : « J'ai commencé à pleurer parce que certains de ces gars ont des enfants. Moi non » (cité par Brewster, 2006f).

Avant la fin de sa première affectation en Afghanistan, le correspondant de La Presse canadienne Murray Brewster a eu une entrevue avec le brigadier-général David Fraser, à la tête de la brigade multinationale, et celui-ci a déclaré qu'« assurer la sécurité dans le sud de l'Afghanistan s'avérait un exercice périlleux » (cité par Brewster, 2006g). Dans cette dépêche, Brewster note que « la mort de quatre soldats canadiens dans un attentat la fin de semaine dernière a marqué les mémoires » (Brewster, 2006g). Dans son témoignage à cette étude, Brewster est revenu sur la dimension du risque dans le reportage de guerre en disant qu'il devait sous-peser le danger à chaque fois qu'il devait sortir à l'extérieur de la base.

Au mois de mai 2006, l'intensité des affrontements entre les troupes de la coalition et les combattants talibans augmente de manière significative, et les attaques de ces derniers se multiplient. Le 15 mai, les forces de la coalition lancent l'opération *Mountain Thrust*, une large offensive pour frapper les points névralgiques de l'ennemi dans les districts de Zhari et du Panjwai. Le 17 mai 2006, l'armée canadienne encaisse un autre coup dur. Cette fois-ci, les médias intégrés annoncent la mort de la première femme militaire en Afghanistan. La capitaine Nichola Goddard, âgée de seulement 26 ans, observatrice avancée d'artillerie, est tuée quand son véhicule blindé est touché par une grenade propulsée par fusée dans le district de Panjwai. Elle participait à l'opération *Bravo Guardian* dans le district de Zhari. La mort de Goddard, première femme militaire tuée depuis la Deuxième Guerre mondiale, a suscité un hommage émouvant fortement ressenti à Kandahar et partout au Canada. « C'était une femme officier, ça a frappé l'imaginaire », confie l'OAP Richard Perreault[97]. Le brigadier-général David Fraser indique aux journalistes intégrés à Kandahar qu'elle aurait été tuée dans un échange de tirs et précise que Nichola Goddard a été le prix à payer parce qu'un nombre significatif de talibans ont été tués et capturés au cours des combats, comme le rapporte Bob Weber de La Presse canadienne (Weber, 2006a). Le commandant du *1 PPCLI* Ian Hope indique aux médias que Goddard a péri dans un affrontement majeur avec un groupe de talibans. Jim Farrell de CanWest News Service précise qu'un convoi canadien a été pris pour cible et qu'une pluie d'éclats a frappé la tourelle du blindé dans lequel se trouvait Goddard, tête et épaules à l'extérieur (Farrell, 2006).

Durant la première moitié de la roto 1 avec les troupes du commandant Ian Hope, les journalistes intégrés ont eu l'occasion de couvrir plusieurs types d'activités impliquant les trois compagnies du 1er Bataillon du *PPCLI* dans différentes missions opérationnelles. Les journalistes ont suivi de nombreuses patrouilles et ont participé à plusieurs *chouras* dans les villages avec les soldats et les commandants canadiens. Les visites des bases d'opérations avancées par les journalistes intégrés à Gumbad et à Sangin ont été parmi les déplacements les plus dangereux en territoire taliban.

Une autre base opérationnelle, la FOB Martello, sera construite par l'armée canadienne, et les journalistes intégrés la visiteront régulièrement. Quand Murray Brewster a annoncé la construction de cette base d'opérations avancée par des ingénieurs de l'armée canadienne à la mi-avril 2006, la situation était encore stable, comme l'expliquait le major Kirk Gallinger, commandant de la compagnie A (cité par Brewster, 2006h). À la mi-mai, Bob Weber, qui venait

de relever Brewster pour La PC, se retrouvera dans une situation extrêmement dangereuse, alors qu'il accompagnait un large convoi de ravitaillement en direction à la fois de Gumbad et de la FOB Martello, vers où une partie se dirigeait. Le véhicule blindé Bison, dans lequel se trouvaient Weber et deux autres journalistes intégrés du *Globe and Mail* et du réseau Global, est tombé en panne en pleine campagne dans un endroit très exposé et a dû être remorqué la nuit vers Gumbad. Un des soldats a raconté au correspondant que la panne les avait peut-être sauvés, car le véhicule Nyala qui roulait en avant du Bison a été frappé plus loin par une grosse bombe artisanale (Weber, 2006). Presque un mois plus tard, le 10 juin, c'est John Cotter, le correspondant suivant de La Presse canadienne, qui participera enfin, avec plusieurs autres journalistes intégrés, dont Steve Chao de CTV et David Common de la CBC, à l'ouverture officielle de la FOB Martello à El Bak en présence du brigadier-général David Fraser (Cotter, 2006a). L'officière d'affaires publiques Julie Roberge était maître de cérémonie de l'ouverture de la FOB Martello avec les commandants militaires, les dignitaires afghans, les chefs de village et les journalistes canadiens et afghans. Dans un autre billet publié par le journal *Le Quotidien*, elle décrit la FOB Martello dans un « *stronghold* » des talibans :

> Au sommet d'une montagne rocailleuse et poussiéreuse, des soldats canadiens, hollandais et afghans ont monté des tentes, installé des systèmes de communication, placé des canons et créé des points de surveillance. Cette base sert également à sécuriser le chemin de Tirin Kot se rendant vers Myan Shin, village reconnu pour son soutien aux Talibans (Roberge, 2006e).

Située dans le village d'El Bak, dans la vallée du Shah Wali Kot, la base opérationnelle Martello fait partie de la stratégie de la coalition d'occuper le territoire et de couper les lignes de communication des combattants talibans. Le correspondant de la CBC Darrow MacIntyre, qui y effectuera une visite lors de la roto 2, rappellera plus tard que lors de sa construction durant l'été, la FOB Martello subissait des tirs de mortier presque tous les jours (CBC Television – *The National,* 2006a).

Cette évolution du contexte opérationnel avec un niveau de risques qui a crû de manière significative entre février et mai 2006 a mené vers le phénomène de *death watch,* où les journalistes sont devenus les « sentinelles de la mort ». Comme nous l'avons vu dans la définition du concept plus haut, le *death watch* concerne l'anticipation de la mort par les médias et l'attente y étant relative. C'est une manière de prévoir l'imprévisible (Tuchman, 1973). Le contexte opérationnel explique ce phénomène de *death watch,* comme nous allons le voir, mais d'autres éléments permettent de comprendre pourquoi les sorties des journalistes intégrés ont diminué.

La première raison qui explique la frilosité de certains journalistes intégrés à sortir à l'extérieur de la base de Kandahar au milieu de la roto 1 est la dangerosité croissante associée au contexte opérationnel. Évidemment, le journalisme de guerre est un métier qui comporte des dangers, et la plupart des correspondants sont formés au reportage en zone de guerre. Les journalistes intégrés ont été exposés aux dangers, entre autres, avec les attaques à la roquette sur la base aérienne de Kandahar, les attentats-suicides et les explosions de bombes artisanales. Durant la première moitié de la roto 1, les médias ont effectué de nombreuses sorties opérationnelles dans la nouvelle zone de responsabilité canadienne à Kandahar et dans le secteur sud de l'Afghanistan. L'OAP du groupement tactique, Mark Peebles, qui avait travaillé fort pour obtenir les places des journalistes lors des sorties des différentes sous-unités du *1 PPCLI,* explique : « Nous étions confiants dans ce que nous faisions et dans la capacité du journaliste de rapporter fidèlement ce que nous faisions[98] ».

Cependant, le comportement du journaliste varie en fonction du niveau de risques sur le terrain. Cela peut dépendre à la fois du journaliste à titre individuel ou de son employeur avec qui il reste en contact permanent. Selon l'OAP Peebles, qui a eu l'occasion d'observer le comportement des journalistes en ce qui concerne les sorties, certains d'entre eux ont vécu des situations où ils l'ont échappé belle : « Ils sont devenus un peu réticents à sortir. Et cela est une chose personnelle. C'était une décision personnelle[99] ». Ici, le comportement du journaliste est induit par l'expérience personnelle. Il peut s'agir d'incidents dangereux dans lesquels un journaliste a été impliqué comme il peut s'agir simplement de la fréquence des sorties, qui peut aussi influer sur la décision de sortir ou pas.

De manière générale, comme nous l'avons vu, la deuxième partie de la roto 1 a été caractérisée par un niveau plus élevé de risques opérationnels pour les soldats et pour les journalistes intégrés. Les responsables de rédaction sont alors intervenus pour limiter les risques de leurs correspondants. L'OAP Marc Thériault explique :

> Les maisons-mères étaient de plus en plus réticentes, nous disent nos collègues journalistes, à les laisser quitter la périphérie du camp de Kandahar. Parce qu'il y a des questions d'assurances. Si je comprends bien Radio-Canada ou *La Presse*, etc., devaient payer une prime particulière lorsque les journalistes étaient *outside the wire*, en opération avec le groupement tactique, ou avec le PRT, à l'extérieur de la protection de Kandahar[100].

Le refus de certains journalistes à sortir en reportage à l'extérieur de la base a désarçonné le service des affaires publiques à Kandahar. Au début de la rotation, les officiers d'affaires publiques avaient de la difficulté à satisfaire les demandes insistantes des médias, mais là, les

journalistes intégrés ne se bousculaient plus pour combler les offres de sortie. Évidemment, ne pas sortir ne veut pas dire ne pas couvrir. Il s'est développé, dit Thériault, une dynamique « Hôtel Kandahar » avec des journalistes opérant principalement dans leur tente des médias sur la base, une situation qui mettait de la pression sur le service des affaires publiques :

> Nous devenons les pourvoyeurs des nouvelles. Et les attentes sont que bon : "Ok donne-moi la liste de ce qui se passe aujourd'hui puis je vais choisir ce que je vais faire là-dessus". Vous êtes pas au restaurant, c'est pas une *sushi list*, vous êtes supposés être incorporés, on vous donne l'accès et là vous faites vos recherches[101].

Cette situation particulière dans le programme d'intégration n'a pas échappé au commandant du groupement tactique. Le lieutenant-colonel Ian Hope explique qu'il a remarqué un changement entre avril et mai 2006 :

> Beaucoup d'agences ont commencé à demander à leurs intégrés de ne plus aller en patrouille. Ils ont dû rester à l'aérodrome de Kandahar et il y avait alors beaucoup de tension, car ils n'étaient plus intégrés, ils devaient quitter. Maintenant, un certain nombre d'entre eux sont sortis de nouveau en mai et en juin avec des autorisations spéciales avec leurs agences pour couvrir [la guerre], mais l'idée d'une intégration permanente avait été perdue[102].

Le risque personnel encouru par le journaliste diminue les sorties opérationnelles, mais il n'est pas responsable du *death watch*. L'attitude des médias, qui consiste à anticiper les décès militaires en vue de les rapporter sans délai, est une pratique journalistique qui a émergé avec l'augmentation du nombre d'incidents mortels à l'encontre des soldats. La prévisibilité des décès a poussé les salles de rédaction à demander à certains journalistes intégrés d'être en mode vigile. L'OAP Marc Thériault explique que les médias intégrés tendaient de plus en plus à demeurer à Kandahar parce qu'ils ne voulaient pas perdre un scoop :

> Si quelque chose arrivait alors qu'ils étaient avec la compagnie A, quelque chose arrivait avec la compagnie B, ils n'allaient pas être briefés, ils n'allaient pas recevoir l'information initiale que nous leur donnions sous forme de briefs. Les médias aiment les briefs, parce que ça peut être réduit en clip facilement. Donc ils étaient de plus en plus réticents à quitter les confins de Kandahar, de la base de Kandahar, *KAF*[103].

Stephen Puddicombe de la CBC a couvert la roto 1 et décrit l'atmosphère de l'époque : « J'y étais à l'été et l'automne 2006 et chaque semaine, nous avons eu de jeunes gars tués. Il y en avait tellement. C'était incroyable. Je pense qu'il y en avait 12 ou… un nombre important cet été-là. Et à un moment donné, j'ai dit que je ne peux plus aller aux cérémonies d'adieux, c'était juste trop[104] ». Durant une cérémonie d'adieux (*Ramp ceremony*) à l'aéroport de Kandahar, même si leurs mouvements étaient limités à certains endroits, les journalistes intégrés ont couvert la cérémonie et les caméramans ont pris des images largement diffusées sur les écrans de télévision au Canada. À ces occasions de deuil très suivies par les médias, la question n'est pas celle du

contrôle, mais plutôt celle de la décence, précise Christie Blatchford du *Globe and Mail* : « Je n'avais pas besoin d'officiers d'affaires publiques pour me dire comment me comporter. Voyez-vous ce que je veux dire ? J'ai été à des funérailles avant et c'est la même chose[105] ». Partant de la partition de Hallin[106] pour décrire la couverture post-11 septembre, Schudson prolonge la « sphère de consensus » en parlant de « journalisme pastoral », quand les journalistes cherchent à rassurer la communauté et pas nécessairement à l'informer (Schudson, 2012, p. 82). C'est par exemple le ton journalistique lors des funérailles. En Afghanistan, la couverture médiatique des cérémonies d'adieux s'inscrivait dans une posture pastorale avec une déférence singulière.

Seulement, la décision d'aller ou de ne pas aller aux cérémonies d'adieux n'appartient pas nécessairement au journaliste. À la question de savoir si les rédacteurs en chef exigeaient que les journalistes restent à la base au cas où, Puddicombe répond :

> Oui, il y a un moment où j'allais vraiment couvrir une histoire, je voulais aller le faire et il y avait une bataille en cours. Nous avons dû attendre parce que vous ne pouviez pas manquer la cérémonie d'adieux qui était une chose importante quand nous perdions un soldat canadien, c'était toujours une grosse nouvelle. Je ne me souviens pas vraiment du rédacteur en chef me disant : "Vous ne pouvez pas quitter". Mais nous ne pouvions pas ignorer ces nouvelles[107].

En refusant de sortir en reportage pour attendre la future cérémonie d'adieux d'un soldat tué, les médias intégrés ont donc rapidement acquis la réputation de « sentinelles de la mort ». L'OAP Doug MacNair a indiqué que les médias sont devenus réticents à quitter Kandahar, où se trouvait le centre tactique des opérations, l'endroit névralgique où convergeaient toutes les informations sur les décès et où étaient rapatriés les blessés et les morts (cité par Hobson, 2007, p. 13).

Impuissants, les officiers d'affaires publiques[108] parlaient régulièrement du *death watch* et déploraient son effet sur la couverture de la mission canadienne. Dans sa une, un numéro de la publication *Media* de l'Association canadienne des journalistes attirera l'attention sur le sujet avec le titre « *Death Watch* » sur une photo des soldats portant des cercueils de leurs camarades lors d'une cérémonie d'adieux[109]. En répondant au fait que les médias s'intéressent trop aux morts, l'OAP Marc Thériault relate :

> C'est sûr que ça score très haut, on est dans les médias, on connaît l'appétit médiatique pour certaines nouvelles. Je me souviens d'avoir fait des pieds et des mains pour tenter de rendre intéressante une histoire d'inauguration d'école et puis je me souviens plus qui était le journaliste qui me dit : "Regarde Marc, peu importe ce que tu fais pour ta maudite école, ton école va devenir intéressante quand elle va être détruite par les talibans. *I don't care before that*". C'est extrêmement frustrant mais on comprend ce qui détermine la nouvelle. Une nouvelle positive, [ils ne sont pas] preneurs[110].

Avec le temps, la couverture des décès est devenue une routine par la double action de la fréquence, donc de la prévisibilité et de la commande éditoriale des rédactions auprès de leurs correspondants à Kandahar. Le décès d'un soldat est considéré par les rédactions comme ayant une forte valeur informationnelle, et les ressources disponibles sont dirigées vers cet aspect du *beat* militaire. Les ressources limitées de l'armée quant au déplacement des journalistes ont contribué quelque peu à ce phénomène de *death watch*.

Évidemment, l'attention médiatique soutenue sur les morts n'était pas de nature à contenter l'armée canadienne et le nouveau gouvernement conservateur, qui avait déjà pris des mesures tendant vers un resserrement du contrôle de l'information. Le chroniqueur Lawrence Martin du *Globe and Mail* a repris les craintes du gouvernement conservateur à propos de l'intérêt démesuré des médias canadiens aux morts des soldats en Afghanistan (Martin, 2006). « On ne gagne pas les guerres de cette façon. Vous les perdez parce que vous sapez totalement le moral du public » (Martin, 2006). Il ajoute : « Beaucoup de conservateurs se demandent, et beaucoup dans l'armée aussi bien, si la couverture-fleuve s'arrêtera un jour . Quand les médias vont-ils accorder autant d'importance au nombre de morts de l'ennemi qu'au nôtre ? » (Martin, 2006).

À la tente des médias de la base de Kandahar, l'anticipation de la mort est même devenue objet de plaisanterie entre journalistes confie Stephen Puddicombe de la CBC :

> Quand un nouveau reporter ou une nouvelle personne venait à la tente des médias, nous lui disions toujours : "Pouvons-nous prendre votre photo ?" Ils riaient et disaient : "Comment ça ?" Et nous disions : "Juste au cas où vous êtes tué." La nouvelle personne devenait vraiment rouge et ils disaient que ce n'était pas drôle et nous disions : "On ne plaisante pas"[111].

Par ailleurs, la baisse des sorties hors du camp à Kandahar était liée à une certaine fatigue par rapport à la répétitivité des histoires couvertes par les journalistes intégrés. L'OAP Mark Peebles note :

> À la fin du tour, beaucoup d'histoires de guerre à l'extérieur, du moins celles que nous voulions communiquer à eux de façon proactive, avaient déjà été faites. Je veux dire, combien de programmes de proximité médicaux voulez-vous leur proposer avant que ça ne soit comme : "Je suis allé à combien d'entre eux ? C'est la même histoire X, je ne suis pas intéressé"[112].

Le journaliste Mitch Potter du *Toronto Star* fera écho à cette fatigue de reportage plus tard : « Il y avait peu à dire, à partir des bases d'opérations avancées, qui n'avait pas déjà été dit, encore et encore » (Potter, 2014a). Après avoir couvert plusieurs fois les mêmes opérations, il devient difficile pour les journalistes de trouver des angles nouveaux qui justifient la nouveauté dans les nouvelles journalistiques. Les risques encourus par les journalistes et la fatigue médiatique ont contribué à baisser la fréquence des sorties journalistiques, mais c'est l'impératif dicté par les

responsables de rédaction de couvrir les cérémonies d'adieux des soldats tués qui a créé véritablement la situation de *death watch*.

En raison, entre autres, des éléments que nous venons de décrire, très peu de journalistes couvrent les opérations militaires de juin et juillet 2006. Par ailleurs, juillet étant le dernier mois de la rotation pour le groupement tactique, la plupart des correspondants se préparent à partir, car les rédactions organisent généralement leurs propres rotations pour faire coïncider l'arrivée de leurs journalistes avec la nouvelle rotation des soldats. La fin de la rotation du *1 PPCLI* sera donc paradoxalement la période la moins couverte par les médias intégrés, alors qu'elle concentre plusieurs opérations offensives. Les troupes canadiennes vont, entre autres, épauler les forces afghanes au cours de l'opération *Jagra* à partir du 11 juin. Puisqu'il s'agit d'une opération afghane, les journalistes intégrés canadiens n'y sont normalement pas invités, même si les Canadiens y participent. Ce sont les officiers d'affaires publiques qui annoncent aux médias canadiens que deux soldats ont été blessés dans les affrontements au deuxième jour de cette opération. Le 15 juin, Matthew Fisher du *National Post* rapporte cette fois-ci la participation des Canadiens à l'opération *Mountain Thrust Thrust* dans les montagnes au nord de Kandahar et indique que le commandant Ian Hope a annoncé à ses soldats « que c'est chaud et sale, mais qu'il faut faire le travail » (Fisher, 2006a). L'article rapporte que 500 combattants talibans avaient déjà été tués depuis leur offensive du printemps (Fisher, 2006a). Cependant, le commandement américain CJTF-76 avait banni les médias de l'opération *Mountain Thrust Thrust,* car son existence avait été annoncée par les médias internationaux avant même que la Force opérationnelle Orion ne soit déployée, mais des rumeurs ont circulé voulant que les médias canadiens avaient peur de sortir ou de quitter le confort de *KAF* (Maloney, 2011). Il y a lieu de douter qu'une révélation prématurée des médias ait causé la mise à l'écart de ceux-ci, car les porte-parole militaires américains et le major-général Benjamin Freakley, commandant opérationnel américain, avaient eux-mêmes fait part aux médias des objectifs de l'opération (*The New York Times*, 2006).

En juillet, quelques journalistes intégrés couvrent la bataille de Zhari et de Panjwai, dans laquelle sont impliquées les trois compagnies du 1er Bataillon du *1 PPCLI,* au cours de l'opération *Zahar*[113]. Le correspondant Matthew Fisher du *National Post* parle des combats les plus intenses depuis les guerres civiles de Chypre et la guerre de Corée, notamment ceux dans le village de Pashmul (Fisher, 2006b). L'intensité des combats était telle que Christie Blatchford du *Globe and Mail*, intégrée à la compagnie Charlie, ainsi que Steve Chao et le caméraman Tom Michalak de

CTV, intégrés à la compagnie Bravo, n'ont jamais pu se voir alors qu'ils n'étaient séparés que par 50 mètres (Blatchford, 2006d). À cette occasion, le caporal-chef Ronald Duchesne, un technicien en imagerie du programme Caméra de combat, a tourné des images spectaculaires de l'opération *Zahar*, les premières images de combat de l'armée canadienne depuis la guerre de Corée. Juillet représente le point culminant des opérations de la Force opérationnelle Orion avec des engagements dans plusieurs secteurs (Hope, 2008, p. 242-243). Le journaliste Chris Wattie (2008, p. 15) écrira plus tard, dans son livre *Contact Charlie,* que la bataille du Panjwai est restée méconnue malgré la présence de plusieurs journalistes intégrés.

C'est près du village de Pashmul que le caporal Anthony Joseph Boneca est tué le 9 juillet. Un communiqué du ministère de la Défense nationale à Ottawa indique, à ce moment-là, que « l'opération *Zahar* est une opération de sécurité conjointe de l'Armée nationale afghane/Coalition visant à éliminer la menace talibane pour les citoyens afghans dans la région à l'ouest de la ville de Kandahar tout en renforçant l'autorité du gouvernement afghan dans la région » (CCNMatthews, 2006). Le brigadier-général David Fraser déclare aux médias à Kandahar que les troupes canadiennes ont eu beaucoup de contacts dans leurs opérations mais, dit-il, « malheureusement, nous avons subi la perte tragique du caporal Boneca » (cité par Cotter, 2006b). Le 22 juillet, Terry Pedwell de La Presse canadienne rapporte la mort du caporal Francisco Gomez et du caporal Jason Patrick Warren dans un attentat-suicide, alors que leur véhicule blindé a été embouti par un véhicule bourré d'explosifs (Pedwell, 2006a). Selon la correspondante Brooks DeCillia de la CBC, les commandants canadiens sur le terrain avaient espéré claironner les progrès récents dans leur poussée dans les bastions des insurgés, mais la mort de deux soldats est venue assombrir les bonnes nouvelles (CBC Television – *Sunday Night,* 2006). À ce moment-là, le nombre de soldats canadiens tués en Afghanistan s'élève à 20. Durant cette période, plusieurs attaques à la roquette sont également dirigées contre la base de l'aérodrome de Kandahar où se trouvent les journalistes intégrés, qui ont pu rapporter des morts et des blessés à la suite de ces attaques. Le déploiement du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* prend fin en ce mois de juillet, après quelques mois d'intenses engagements pour les troupes canadiennes et d'attaques talibanes. Avant d'aborder les déploiements suivants, voyons d'abord un certain nombre d'enjeux qui se sont posés dans le programme d'intégration des médias durant la roto 1 de l'opération *Athena II*.

3.9 Les images de guerre et la sécurité opérationnelle

Durant la roto 1, le service des affaires publiques à Kandahar a géré quelques situations impliquant l'interprétation des *ground rules* et le paramètre de la sécurité opérationnelle. La gestion de ces cas traduit certes un processus d'apprentissage continu pour l'armée canadienne en ce qui concerne le programme d'intégration des médias, mais elle est indicative aussi de certains enjeux récurrents des relations armée-médias, par exemple la question des images.

Le 11 mai, Bob Weber de La Presse canadienne publie une dépêche annonçant que des responsables militaires ont suggéré à un photographe de l'Agence France-Presse de supprimer des photographies de détenus talibans qui avaient été capturés par les troupes canadiennes au cours d'un raid près de Gumbad (Weber, 2006c). C'est en effet, note Weber, la première fois que les Forces canadiennes ont à faire face à la question de la suppression des photos de détenus (Weber, 2006c). Une dizaine de prisonniers talibans avaient été capturés dans une enceinte. « C'est la plus grande saisie de détenus par les Canadiens », indique alors l'OAP Marc Thériault (cité par Weber, 2006c). Le photographe en question est John McHugh, un Irlandais qui travaille pour l'agence AFP. Il venait de passer un séjour intégré de plusieurs jours avec les Canadiens. Il accompagne alors les soldats de la compagnie A, quand le groupe de talibans est arrêté, et c'est là qu'il prend les images des détenus. Aucune information sur cette arrestation ne sera divulguée avant trois jours (York, 2006a). À son retour à *KAF*, John McHugh se présente à la tente des médias et montre les photos à ses collègues et à l'OAP Marc Thériault. Ce dernier raconte cet instant :

> Marc, j'ai des photos extraordinaires. Puis il me montre ça. Puis c'est des photos qui ont fait le tour du monde, elles sont presque toutes en format vertical, John McHugh AFP. C'est des photos de bon goût, on ne voit pas les visages, mais ils ont des *tie wraps* en arrière, puis les soldats canadiens avec des armes, c'est des détenus. Et puis je les vois puis je dis : "Ah c'est vraiment des belles photos". Puis je vais vérifier l'accord d'incorporation, photo des détenus, grosso modo ça dit d'accord en autant qu'on ne puisse pas identifier l'identité[114].

Réflexe d'officier d'affaires publiques oblige, il faut bien sûr vérifier les photos et voir si elles ne violent pas le règlement précis concernant les détenus dans le contrat d'intégration du COMFEC. À cet égard, dans la section des informations à ne pas diffuser, l'annexe A du contrat d'intégration stipule ceci : « Le journaliste ne peut prendre aucune photographie (ou utiliser un autre média visuel) où le visage, l'insigne nominatif ou un autre trait ou article caractéristique d'un prisonnier peut être reconnu » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. A-2). Il y a aussi bien sûr la convention de Genève, dont l'article 13 stipule : « Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. […] Les prisonniers de guerre doivent de même

être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique[115] ». En se fondant sur le contrat d'intégration, rien ne permet à l'OAP Marc Thériault d'interdire la publication des photos d'AFP, car les visages ne sont pas reconnaissables, mais il tient quand même à en informer le commandement et les conseillers juridiques à Kandahar :

> J'ai dit écoute c'est dans l'accord d'incorporation qui a été vérifié par vos amis avocats à Ottawa, il est écrit ici, si on ne peut pas vérifier l'identification. [Un conseiller juridique] dit : "La coupe de cheveux, la façon dont ils sont habillés ça révèle l'identité d'un détenu". "Es-tu en train de me dire qu'il y aurait dû y avoir aucune photo de détenus ?". Il dit : "Oui, oui, moi je connais ça"[116].

La dépêche de Bob Weber dans La Presse canadienne indique que le photographe John McHugh a été convoqué à une rencontre avec le commandant adjoint Tom Putt et deux avocats militaires. Son appareil photo n'a pas été confisqué, mais on lui a fait savoir que la publication des images allait violer la convention de Genève sur les droits des prisonniers (Weber, 2006c). John McHugh souligne que les photographies ne contiennent pas de détails permettant d'identifier les détenus et précise que les prisonniers n'ont pas été maltraités (cité par Weber, 2006c).

La question des images dans une guerre a toujours été sensible et le cas des photographies de détenus ligotés de John McHugh s'est rapidement retrouvé dans le bureau du commandant supérieur à Kandahar, le brigadier-général David Fraser. Malgré l'absence de violation de règlement du contrat d'intégration, il y a eu une forte résistance à laisser sortir les images des détenus talibans. L'armée a une mémoire longue, et le scandale de la Somalie, qui a mené au démantèlement du régiment aéroporté, n'est jamais loin dans ce genre de situations. Sentant une interprétation trop élastique de la Convention de Genève et une tentative de camouflage, le photographe John McHugh n'a aucune intention d'obtempérer à la suggestion de l'armée canadienne, et les médias intégrés à Kandahar se préparent à sonner l'alerte. L'officier d'affaires publiques Marc Thériault doit gérer la crise. Il relate :

> Puis là les médias se sont regroupés : "Les maudits militaires, etc.". La pression qui monte, etc. Ils nous voient arriver : "Ce n'est pas vrai que vous allez l'empêcher de publier ces photos-là, etc.". Je monte ça à Ottawa finalement, puis je me demande si ça n'a pas été le chef d'état-major de la défense ou le général Gauthier qui a téléphoné à *Task Force Commander* pour lui dire : "Regarde t'as pas compris, ces photos-là vont sortir. Ils vont sortir" [sic]. Ça aurait été catastrophique, [les journalistes] se préparaient déjà à écrire leurs articles, ils me parlaient de ça : "Vous allez passer pour une belle bande de désorganisés puis de poivrons parce que si vous empêchez ces photos-là de sortir, c'est des photos de la vérité"[117].

Finalement, l'ordre est venu d'Ottawa, et le photographe John McHugh d'AFP a publié les photographies des détenus canadiens. Les images de prisonniers ont un grand potentiel de ternir

l'image de l'armée, car elles peuvent évoquer à tort ou à raison de mauvais traitements. Elles font donc souvent l'objet d'une négociation quant à leur publication en dépit du fait que les règles les régissant offrent des balises claires. Les tentatives de bloquer ce type d'images potentiellement embarrassantes sont des conduites militaires prévisibles. Le photographe Louie Palu du *Globe and Mail* résume parfaitement les situations d'incident comme celui que nous venons d'évoquer :

> Ce qui doit être compris est que la plupart du temps, les OAP sont envoyés pour faire face aux journalistes sur un problème dans lequel une personne en position hiérarchique de commandement conteste une histoire ou une image. Ils ont besoin de faire rapport parfois à leurs supérieurs avec une réponse. Quelle réponse allez-vous avoir ? Parfois, les soldats doivent plaire à des hommes politiques jusqu'en haut dans la chaîne de commandement […][118].

L'armée canadienne s'est certainement évité ici une bataille avec les médias et une accusation légitime de manque de transparence. Dans une nouvelle version du contrat d'intégration, régulièrement mis à jour, la disposition sur les détenus sera remaniée comme suit :

> Les Forces canadiennes tiennent à examiner toutes imageries de détenus afin de s'assurer que les droits de ces derniers sont respectés. Cette mesure vise également à protéger les détenus contre la curiosité publique conformément à l'article 13 de la Troisième Convention de Genève. Il est interdit de montrer sur des photos ou d'autres supports visuels le visage d'une personne détenue, son insigne nominatif ou tout [sic] autre caractéristique ou article permettant de l'identifier (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006b, p. A-2).

Il faut rappeler ici qu'en ce qui concerne les violations des règles d'intégration (*ground rules*) et l'application des sanctions, s'il y a lieu, les officiers d'affaires publiques font une recommandation d'une mesure de sanction ou pas en passant par la chaîne de commandement. Le commandant de la force opérationnelle sur le terrain fait ensuite lui-même une recommandation, mais c'est le commandant de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) qui prend la décision ultime.

Comme dans les déploiements passés, la question de la sécurité opérationnelle s'est posée par moments. Un autre cas d'images a mené à une interdiction de publier. L'armée canadienne a exigé de voir les images tournées par le réalisateur Richard Fitoussi à la suite de l'incident qui a causé la mort de quatre soldats canadiens en avril 2006, près de Gumbad. Les dommages causés au véhicule et la taille du cratère ont été considérés matière à sécurité opérationnelle, et les commandants de la coalition craignaient que la description de la scène puisse aider les fabricants de bombes talibans à parfaire leurs prochains forfaits (Brewster, 2006f).

Le journaliste Geoffrey York du *Globe and Mail* a également indiqué que le service des affaires publiques à Kandahar a interdit une nouvelle sur le retrait des troupes canadiennes d'une base d'opérations avancée en invoquant la sécurité opérationnelle, mais plus tard, il a mis en doute

cette justification en avançant que c'est quelque chose qui devait déjà être évident pour les combattants de la résistance qui prêtaient attention à cet endroit (York, 2006b). En effet, en juin 2006, les troupes canadiennes ont quitté la base d'opérations avancée de Gumbad, qui était sous la pression de la résistance talibane, et dont la route d'approvisionnement était la cible constante d'attaques à l'explosif improvisé.

Dans un autre cas, un journaliste intégré a publié une nouvelle indiquant à quel moment une compagnie allait retourner à Kandahar à partir de la province de Helmand, mais comme le journaliste était nouveau, le service des affaires publiques a recommandé de ne pas le désaccréditer, rapporte l'OAP du groupement tactique Mark Peebles[119]. Durant la roto 1, un seul cas de violation de la sécurité opérationnelle a mené à l'expulsion d'un journaliste intégré. Ethan Baron du journal *The Province* et du groupe CanWest News Service a été expulsé vers la fin de la rotation, en juillet, après avoir cité le commandant en second du *1 PPCLI,* Tom Putt, indiquant quand les troupes seraient en mouvement opérationnel dans la région de Darvishan : « Nous allons continuer à nous déplacer dans la région, à partir de demain » (Baron, 2006). Le commandant Ian Hope indique néanmoins que cette violation était plutôt technique que sérieuse et qu'il aurait pu donner une seconde chance au journaliste s'il l'avait su à temps[120]. Ian Hope dit qu'il a demandé aussi qu'un journaliste soit retiré de son groupement tactique, car celui-ci avait une attitude revendicatrice en arguant qu'il avait le droit d'aller où il voulait et avait essayé de s'introduire dans le secteur du commandement[121]. Dans son livre *Contact Charlie*, le journaliste Chris Wattie a mentionné qu'un journaliste intégré dans le groupement tactique avait été banni après avoir mal cité le commandant à plusieurs reprises et déformé l'issue des opérations dans le Panjwai (Wattie, 2006, légende d'une photo du commandant Hope).

Il est plus rare qu'un journaliste divulgue des renseignements sur les opérations à venir dans son journal ou en ondes à la radio ou à la télévision, mais cette précaution est moins présente dans les conversations tenues sur les téléphones satellites. L'OAP Marc Thériault relate :

> Lorsqu'ils sont au téléphone en train de dire, bon sur le téléphone satellite : "Je quitte demain pour un convoi, on va partir à huit heures puis on s'en va dans Panjwai". Mais ça c'est des communications non protégées, on vient de violer l'intégrité d'une patrouille qui est organisée pendant une semaine. Alors là l'officier d'affaires publiques a la pénible tâche d'aller voir le centre des opérations tactiques puis de dire : "Je viens d'entendre un journaliste qui parlait de ça avec le Canada. Qu'est-ce qu'on fait ?" Est-ce qu'on met en jeu la vie de 150 personnes dans la compagnie ou on change le plan, on remet la patrouille, qu'est-ce qu'on fait ?[122]

Ces échanges téléphoniques sont en principe privés, et les journalistes peuvent s'imaginer qu'ils le sont réellement et qu'ils ne représentent pas un grand danger. Cependant, pour les

militaires, il y a toujours une présomption que les conversations téléphoniques peuvent à tout moment être écoutées par l'ennemi. Ici, la sécurité opérationnelle ne concerne pas la publication d'informations dans un média, mais il s'agit d'une question de surveillance qui touche l'écoute des communications par l'ennemi. Il faut préciser ici que les règles d'intégration (*ground rules*) n'ont pas de dispositions précises sur les conversations privées entre le journaliste et la salle de rédaction sauf au moment des verrouillages de communication. Marc Thériault explique : « C'est beau lorsqu'on contrôle tous les moyens de communication, mais lorsque nos collègues des médias ont des téléphones satellites, on ne contrôle pas ça. Ou lorsqu'ils ont un BGAN, vous savez une petite antenne, ils peuvent transmettre leurs nouvelles directement à partir de n'importe où sur la planète[123] ».

La question des communications privées entre le journaliste et la salle de rédaction s'est particulièrement posée durant les périodes de « verrouillage de communication » qui ont été imposées aux militaires et aux journalistes lors des incidents tragiques. Concernant les « reportages sur les blessés, les morts et les disparus », le contrat d'intégration stipule : « on fournira le plus de renseignements possible sans nuire à la sécurité des opérations et en prenant soin d'aviser le PPP [plus proche parent] au préalable (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 6). En principe, la procédure de « verrouillage de communication » ne concerne pas nécessairement la sécurité opérationnelle, mais elle a trait principalement au processus de notification des familles. Quand un incident se produit et qu'il y a des blessés ou des morts, il y a littéralement un arrêt des systèmes de communication. L'accès Internet est coupé à la tente des médias, et un cadenas verrouille l'accès des combinés téléphoniques du camp pour les militaires, d'où le vocable *lockdown*. Il s'enclenche alors un processus de notification des plus proches parents, qui doivent être informés le plus rapidement possible par des officiers du ministère de la Défense nationale. Cela se fait généralement à l'intérieur d'une période de 24 h. Il est arrivé que les représentants du ministère de la Défense nationale ne parviennent pas à localiser rapidement la famille. Durant cette période, les journalistes intégrés ne peuvent pas divulguer les noms des victimes, dans le but de prévenir que la famille n'apprenne le décès de l'un de ses membres dans les médias. Marc Thériault se souvient du cas d'une famille qui était en camping à l'Île-du-Prince-Édouard, et des agents de la GRC qui faisaient le tour des campings pour identifier les gens à qui ils devaient annoncer qu'ils avaient perdu leur garçon, et ç'a été tellement long que le service des affaires publiques a considéré une levée partielle du *lockdown*[124].

Cependant, l'interdiction totale de communiquer pour les médias durant une période de *lockdown* s'est avérée difficile à faire respecter par le service des affaires publiques à Kandahar. L'OAP Marc Thériault se rappelle : « On constatait que nos médias étaient en arrière de la tente des médias avec leurs téléphones satellites, ils disaient : "Il vient d'y avoir une attaque à l'explosif improvisé". Là ça violait la sécurité opérationnelle[125] ». Le plus souvent, c'est la nécessité de signaler à la rédaction qu'une nouvelle importante allait être publiée et qu'il fallait donc réserver de la place dans le journal qui menait les journalistes à communiquer avec la rédaction malgré l'interdiction. Les journalistes ont même utilisé des codes dans leurs communications avec les rédactions pour indiquer, par exemple, que quelque chose d'important s'en venait. Avec le temps, le service des affaires publiques, qui était bien sûr au courant de cette pratique, a toléré que les journalistes contactent leurs rédactions sans divulguer des renseignements précis. Les OAP pouvaient communiquer des renseignements sur les incidents, et les journalistes commençaient alors à préparer leurs papiers. Dès que la notification des proches parents était confirmée, les officiers d'affaires publiques procédaient à l'annonce officielle, et les journalistes pouvaient immédiatement envoyer leurs reportages en dévoilant l'identité des victimes.

Sur la question de la sécurité opérationnelle, il est arrivé que les journalistes canadiens et le service des affaires publiques ne s'entendent pas sur la définition du concept. Lors du renvoi des quatre journalistes de la base d'opérations avancée Robinson dans la province de Helmand, le service des affaires publiques a invoqué la « sécurité opérationnelle » pour ne pas parler des raisons ayant motivé le renvoi. Le secteur de Helmand était sous contrôle des troupes spéciales britanniques, et celles-ci ont exigé le renvoi des journalistes intégrés canadiens. Évidemment, les journalistes intégrés ont protesté en refusant la justification par l'OPSEC. L'OAP Marc Thériault, qui a argumenté avec les journalistes, explique : « Ce n'est pas nous qui décidons, c'est un autre pays. On n'est plus dans notre carré de sable. Eux disent, c'est OPSEC [et] c'est OPSEC, ça finit là[126] ». Sur ce cas, comme nous l'avons vu plus haut, la justification initiale fournie par le général David Fraser sur les conditions de sécurité a maintenu les médias dans « le brouillard de la guerre » avant qu'ils ne découvrent plus tard la véritable raison par la Loi d'accès à l'information.

Le commandant du *1 PPCLI* Ian Hope se dit satisfait en général des journalistes intégrés quant à la question de la sécurité opérationnelle : « La plupart des journalistes […] autant que je sache, ont respecté notre sécurité des opérations. Ils connaissaient nos horaires et ils ont suivi les règles de rapporter seulement après 24 heures ou quand on leur donnait l'autorisation[127] ». En juin

2006, un tir de roquette artisanale a frappé la salle à manger de la base de Kandahar au moment où le lieutenant-colonel Ian Hope sortait de son poste de commandement. Il y avait plusieurs blessés et c'est Hope lui-même qui a accouru sur les lieux avec sa trousse de premiers soins, qui a commencé à organiser les secours et coordonné l'évacuation des blessés. Quand l'ambulance est arrivée, il y avait une équipe de CTV avec une caméra de télévision. Le commandant Hope décrit la suite :

> Je me suis rendu compte : "Ok, si les talibans savent qu'ils ont frappé la salle à manger, c'est une réelle grande victoire pour eux et s'ils voient nos pertes, c'est une réelle grande victoire pour eux. La confiance de la population locale va baisser. À partir d'où ils ont envoyé la roquette, ça sera répété, ils vont le refaire parce qu'ils savent que c'est au bon endroit et le public canadien sera en état de choc". J'ai couru et j'ai demandé aux médias de ne pas prendre des images des victimes en train de sortir[128].

Pour Hope, le fait que l'équipe de CTV a rapidement acquiescé à sa demande de ne pas filmer traduit le respect journalistique nécessaire à bâtir une relation de confiance avec l'armée. Comme nous l'avons vu précédemment, les attaques de roquette ont toujours constitué un défi de reportage pour les journalistes intégrés en raison des restrictions qui les concernent. À la question de savoir si c'est impossible de couvrir les attaques de roquette, Hope résume : « Non, non. On peut dire quelque chose mais on ne doit pas tout dire[129] ».

Par ailleurs, le service des affaires publiques de l'armée canadienne à Kandahar a eu quelques difficultés avec les journalistes intégrés sur la divulgation des renseignements personnels des soldats au moment des décès. Marc Thériault explique : « C'étaient des questions d'ordre purement juridique, encore une fois divulgation de l'âge ou du statut conjugal d'un militaire, ville de naissance, ils ont besoin de tout ça pour faire un tableau de quelqu'un, mais on n'est pas supposés divulguer ça. C'est pas OPSEC, c'est la Loi sur la protection des renseignements personnels[130] ». L'application à la lettre de la loi a été difficile, car les médias étaient capables d'obtenir facilement ce type de renseignements, comme l'âge ou le statut conjugal, souvent auprès des amis des soldats décédés ou de leurs familles. Avec la multiplication des décès à partir du printemps 2006, le service des affaires publiques a été inondé de demandes médiatiques en lien avec les renseignements personnels. Finalement, certains renseignements ont été inclus dans les communiqués de presse officiels au moment des décès. « Il était simplement souhaitable de dire : Bon ben il est décédé. On manque le point du respect en s'obstinant sur un point juridique. Des fois c'est ça, l'aspect juridique va à l'encontre de ce que le bon sens dit[131] », souligne Marc Thériault.

3.10 Le commandant, le *spin* militaire et l'opinion publique

Dans une guerre, l'information est une donnée stratégique planifiée et utilisée avec méthode par les belligérants. Cette donnée a trait à une multitude de paramètres et requiert divers conducteurs vers des cibles précises. Les médias d'information jouent ici le rôle de conducteur. Nous allons examiner comment le commandant de la roto 1 a utilisé la donnée de l'information médiatique et le processus de ciblage qui accompagne l'instrumentalisation des médias.

Selon le journaliste Geoffrey York du *Globe and Mail*, « l'intégration est une arme à double tranchant. La propagande est toujours au centre des tactiques de toute armée, et l'armée canadienne tente certainement d'exploiter les médias » (York, 2006). Pour l'armée canadienne, le programme d'intégration médiatique est également un *dispositif informationnel* qui vise à influencer différentes audiences à travers le service des affaires publiques et d'autres acteurs militaires.

> Il est important de se rappeler que la priorité de l'armée dans l'exercice d'intégration est d'utiliser les organes d'information pour construire un message public et de façonner les bulletins de nouvelles sur la mission canadienne en Afghanistan. L'armée n'intègre pas les journalistes sur la conviction que le public a le droit de savoir ce qui se passe en Afghanistan. Le mandat de l'armée est de renforcer le soutien à la mission en Afghanistan en utilisant les médias pour montrer les troupes en action, de "pousser l'information" (Thompson, 2007, p. 11).

Pour les armées, l'intégration médiatique est un outil d'influence stratégique dans la sphère publique. D'un point de vue militaire, il s'agit d'un dispositif pragmatique au sens où il vise le succès dans l'action de communication. Les relations armée-médias sont envisagées ici dans une perspective du contrôle de la communication. La rotation du *1 PPCLI* donne un aperçu intéressant du rapport commandant-médias dans l'optique de la maîtrise de l'information dans un théâtre opérationnel.

Le service des affaires publiques de l'armée est le principal outil du dispositif informationnel du commandement. Les affaires publiques jouent un rôle de liaison entre les commandants et les médias, qu'ils soient intégrés ou pas. Le service de communication militaire a un mandat d'influencer le débat public avec des objectifs planifiés. Les officiers d'affaires publiques jouent un rôle d'approvisionneur auprès des médias intégrés tout en ayant leurs propres intérêts. « Nous avions nos propres objectifs à atteindre en termes d'information au public sur ce que nous faisions. De plus, il y avait des objectifs de communication à satisfaire. Il y avait des objectifs opérationnels à avoir en laissant tout le monde savoir [par exemple que] nous avions nettoyé le Panjwai[132] », note l'OAP du groupement tactique *1 PPCLI* Mark Peebles. La facilitation des médias par le service des affaires publiques est un double processus, d'une part, de satisfaction des besoins des médias,

mais, d'autre part, de satisfaction des objectifs communicationnels de l'armée. L'arrimage entre les deux tâches requiert un certain doigté, car les objectifs sont différents. L'OAP Mark Peebles observe : « Ils sont les médias. Ils ont leurs propres agendas. Donc, chaque fois que nous pouvons aligner nos agendas. Génial. Il faut comprendre bien sûr qu'ils ne vont pas toujours être les mêmes[133] ». La subtilité de ce double processus est qu'il est mené sur la prémisse d'une facilitation transparente des médias.

Le journaliste Murray Brewster explique que les officiers d'affaires publiques proposaient des histoires qu'ils voulaient que les journalistes couvrent et qui étaient destinées spécifiquement à montrer ce que l'armée canadienne était en train de faire[134]. Pour lui, cette façon de faire s'apparente à la propagande : « Ils essayaient de commander une bonne couverture comme ils commandent les bombes et les balles[135] ». Dans la poursuite de cet agenda médiatique planifié, les officiers d'affaires publiques mettaient parfois de la pression sur les journalistes intégrés et cela a créé parfois des frictions avec ces derniers.

La réalisation des objectifs de communication n'a rien à voir avec la question de la sécurité opérationnelle. « Il s'agit de la volonté du public et de façonner la volonté du public à la guerre. Aussi mauvais que cela puisse paraître, c'est la guerre[136] », tranche le commandant au franc-parler Ian Hope. Pour lui, la lutte de contre-insurrection doit être menée non pas au niveau tactique, mais au niveau stratégique. Les Forces canadiennes et l'ennemi en Afghanistan devaient livrer une bataille de l'information par médias interposés. « Les talibans étaient bons à passer des messages et à communiquer leurs messages à travers les médias[137] », souligne le commandant du *1 PPCLI*.

Dans cette guerre de communication, les messages sont adressés à des cibles précises. Ian Hope explicite ce processus de ciblage par l'information qui devient une arme :

> Les mots, les idées et passer des messages sont vos munitions et vos cibles sont la confiance des populations locales, la confiance du public à la maison et la confiance du gouvernement et en fin de compte, vous tirez votre message en conséquence. Vous le faites. Ne jamais mentir, mais vous tirez vos messages, vous utilisez les médias et vous façonnez votre opinion publique à votre objectif, ce qui est dans mon esprit simple[138].

Les commandants recourent au service des affaires publiques pour communiquer leurs messages aux médias intégrés dans leur zone de responsabilité, aux médias nationaux, aux médias internationaux et aux médias locaux. Les officiers d'affaires publiques entraînent les commandants à parler aux médias et leur préparent des lignes médiatiques à utiliser lors des interactions avec les journalistes.

Au moment de la roto 1, le lieutenant-colonel Ian Hope comprend très bien la valeur de l'information dans ses opérations sur le terrain[139]. Sa vision comporte, entre autres, deux éléments qui justifient l'utilisation des médias dans un contexte opérationnel. Le premier élément a trait au contrôle du message classique qu'on peut associer à la propagande au sens d'une communication axée sur l'influence d'un public donné. Hope explique le rapport aux médias dans cette perspective :

> J'étais toujours conscient du fait que nous pouvions perdre la guerre non pas sur un, mais sur deux fronts. Nous pouvions être retirés des opérations, laissant un vide à Kandahar, si les choses tournaient mal dans la presse et dans la sphère publique ici pour deux ou trois semaines, le gouvernement pouvait écrire et dire : "Sortez, nous n'avons pas convenu de ça. Ceci est une guerre et non une opération de maintien de la paix, non une opération de stabilisation. Ceci est une guerre, sors" et j'étais conscient de cela. Donc, j'ai utilisé les médias. Et les meilleurs d'entre eux savaient que je communiquais mes messages au public par eux pour élever le niveau de confiance, mais ne jamais mentir, ne jamais dire des choses qui sont fausses, toujours dire des choses qui étaient vraies, mais pas leur dire tout[140].

Communiquer sur la mission au public canadien est vital pour maintenir la confiance et le soutien du pays à l'engagement militaire canadien. Pour cela, la courroie de transmission des messages est notamment le programme des médias intégrés, mais aussi d'autres médias canadiens qui sollicitent régulièrement des interventions des officiels militaires, y compris des commandants. Le commandant Ian Hope savait très bien que son groupement tactique était bien en vue dans les médias, mais était souvent frustré par la couverture simpliste de certains de la douzaine de journalistes intégrés qui ont suivi ses opérations (Wattie, 2006, légende d'une photo du commandant Hope).

La fin de la dernière citation indique que cette communication planifiée ne repose pas sur le mensonge, mais sur la vérité ou une partie de la vérité. La source militaire a la latitude de cadrer son message sans nécessairement mentir. C'est le contrôle du message par omission. Le commandant Hope explique comment ça marche avec un exemple concret :

> Graeme Smith a contesté un jour le fait que les Canadiens avaient tiré sur un ANP [Afghan National Police]. Et la vérité est que le Canadien n'a pas tiré sur un ANP. Les Américains l'ont effectivement abattu. Donc, je lui ai dit absolument pas, il n'y a pas de Canadiens qui ont tiré sur un ANP. Êtes-vous fou ou quoi, je vous le dirais s'ils l'avaient fait. Mais je n'ai pas dit toute la vérité qui était qu'il y avait eu un accident ici où un hélicoptère américain a tiré sur un ANP. Je ne suis pas obligé de donner cette information parce que ce n'est pas nos capacités nationales. Ceci est la partie sinistre, de savoir jusqu'où une personne peut aller avant de franchir la ligne. Et leur crédibilité pourrait être entachée parce que les gens disent que c'est un fait important que vous avez oublié et donc vous pouvez plus leur faire confiance. Donc, il n'y a pas de modèle ici, il n'y a pas de recette, c'est une dynamique en constante évolution, en changement constant, et la seule façon dont ça fonctionne et que c'est logique d'établir des relations et la confiance [inaudible]. Ça ne peut pas être un protocole car ça échouera[141].

Le second élément concerne cette fois-ci le contrôle de la communication d'un commandant par rapport aux besoins internes de la force et du commandement. Ici, la communication militaire cherche à préserver le moral des troupes et la cohésion du commandement. Hope s'appuie sur le livre de Graeme Smith, qui a critiqué, dit-il, le « spin positif » des commandants qui ne disaient pas la vérité, et défend sans ambages un point de vue plutôt rare à entendre publiquement dans l'institution militaire :

> Vous ne pouvez pas commander des soldats au combat et dire la vérité. Je veux dire la vérité de vos peurs. Vous ne pouvez pas exprimer des craintes car c'est toxique et immédiat comme effet négatif sur votre commandement. Si quelqu'un disait : "Le patron vient de dire aux nouvelles, il ne pense pas que nous allons gagner. C'est impossible de remonter le moral, la confiance disparait à jamais. Donc, vous avez ce *spin* positif, vous devez le faire. C'est la seule façon dont vous pouvez soutenir le moral. Même dans le pire des cas, vous êtes dans l'obligation d'avoir un *spin* positif à des fins de moral[142].

En suivant cette logique, l'effet de la communication recherché est destiné aux troupes en opérations et non au public premier des médias, qui est secondaire dans ce cas-ci. Les renseignements fournis aux médias ne doivent pas contribuer à éroder le moral des soldats, et le commandant s'autocensure à cette fin. Ian Hope confie : « J'avais des doutes sérieux au printemps 2006 au sujet de notre capacité à battre cet ennemi. Mais je ne pouvais jamais exprimer ça aux médias. Ça, c'était pour mes supérieurs et moi[143] ».

Ian Hope n'est pas dupe, il sait bien qu'il y a des critiques sur le contrôle de l'information, mais pour lui, la guerre, c'est la guerre, et ça sera toujours comme ça[144]. Il poursuit :

> Un Graeme Smith venait et disait : "Hé, c'est de la merde" et je revenais et disait : "Oui, vous avez raison. J'ai fait du spin positif, j'ai communiqué des messages, je vous ai utilisé. J'ai tiré mes balles à travers votre mécanisme pour atteindre les objectifs que je voulais et je savais que je le faisais". Christie Blatchford l'a vite compris, autant que Patrick Brown, ils ont compris tout de suite. D'autres, il a fallu un an ou deux pour dire : "Attendez une minute, nous étions utilisés"[145].

Pour le commandant du *1 PPCLI*, ceux qui critiquent les commandants croient qu'il s'agit de naïveté, mais il réaffirme, sans détour, une position totalement assumée :

> Nous étions au courant de la situation. Vous étiez juste dans un casse-tête que vous ne pouviez pas exprimer publiquement. Les mauvaises nouvelles qui mettent en danger les soldats, qui portent atteinte au moral et encouragent l'ennemi et sapent la confiance du public et la confiance du gouvernement, il est vrai, cela n'arrivera pas. Je pense que cela était vrai depuis le début de l'ère où l'esprit public est devenu un champ de bataille[146].

Comme les autres guerres précédentes, le conflit en Afghanistan n'allait donc pas faire exception. L'information militaire a une valeur stratégique et sa divulgation répond à divers impératifs entourés de secret. De l'aveu même de ceux qui mènent la guerre, les médias ont un accès partiel à l'information militaire et servent de caisse de résonance à la publicisation des

messages du commandement et du gouvernement. Les responsables militaires croient légitime une information partielle. La communication militaire se fonde ici sur des demi-vérités, pourvu qu'elle ne bascule pas, en principe, dans le mensonge. L'abandon d'un système de contrôle de l'information militaire basé sur la censure préalable des productions médiatiques a évolué vers un dispositif de contrôle plus subtil, où le secret est toujours prégnant, mais sans la connotation négative de la censure a priori.

Par ailleurs, le commandant lui-même pouvait servir de courroie de transmission des messages de l'état-major. Une anecdote est révélatrice de cet état de fait. Ian Hope raconte comment un jour, lors d'une visite du chef d'état-major Rick Hillier à Kandahar, ce dernier lui a suggéré un message à passer aux médias :

> "À un certain moment, quand ça sera approprié, mentionne que nous pourrions utiliser vraiment un gros hélicoptère" […]. On n'avait pas d'hélicoptères du tout. Nous comptions sur les Américains. Donc, j'étais utilisé par le chef d'état-major de la Défense pour passer un message dans la sphère publique canadienne sur une exigence qu'il aimerait avoir. Je comprenais que j'étais utilisé[147].

Hope explique que, par la suite, le journaliste Patrick Brown de la CBC est venu le voir avec une question précise : « N'aimeriez-vous pas avoir un hélicoptère canadien ?[148] ». Cependant, le commandant a choisi d'attendre pour ne pas froisser les Américains à ce moment-là[149]. Plus tard, une seconde occasion s'est présentée avec le journaliste Matthew Fisher du *National Post,* qui est revenu à la charge avec le sujet des hélicoptères :

> Il est venu, raconte Hope, et il a formulé de la bonne façon alors que Patrick, c'était une question directe. Il a formulé à un tel point que j'étais en mesure de saisir l'occasion : Ce que nous pourrions vraiment utiliser est ceci et cela". "Quel est le problème de ne pas avoir ça ?" "Eh bien, je dis que nous avons perdu la vie en étant pas capables de nous déplacer par les airs". Woh, c'est allé partout au Canada. La vie et le terrain sont en train d'être perdus parce que les Canadiens n'ont pas d'hélicoptères. [Inaudible]. J'ai dit : "Monsieur, faites un appel à Rick Hillier parce qu'il est le gars qui passe ses messages à travers moi pour ce besoin. Mais je le crois et je maintiens ce que je dis. Je peux donner des noms et des chiffres des soldats que nous avons perdus par incident si vous voulez à la presse pour prouver ma déclaration parce que nous n'aurions pas eu ces victimes si ce n'était pas de notre dépendance à l'égard des hélicoptères. Parce que les Américains n'en avaient pas assez pour en donner un aux Canadiens[150].

Pour Ian Hope, il est important de faire comprendre que ces messages ne sont pas des mensonges et que l'état-major avait raison de faire ces demandes qui correspondaient à des besoins réels de l'armée canadienne. De manière générale, l'instrumentalisation se fait à l'insu des journalistes. Les journalistes expérimentés peuvent bien sûr être conscients de ce type d'instrumentalisation, mais, dans ces situations, les médias dansent un tango inégal (Gans, 1979) avec leurs sources militaires.

3.11 Les défis journalistiques : proximité et propagande

La couverture médiatique de la guerre en Afghanistan a été parfois critiquée. Les critiques sont de plusieurs ordres et renvoient à certains défis auxquels sont confrontés les journalistes dans l'exercice du reportage de guerre. Certains se sont interrogés sur la proximité des journalistes intégrés avec leurs sujets, d'autres sur l'objectivité des reportages de certains journalistes, ou encore sur l'absence de la critique face à la propagande gouvernementale. Les défis du journalisme intégré en matière de proximité et d'identification ont déjà été soulevés avec la guerre en Irak. À propos de cette guerre, Howard Tumber a parlé notamment d'un processus de socialisation qui se crée dans le cadre de l'intégration et qui représente un défi pour le détachement et l'objectivité des journalistes intégrés (Tumber, 2004). L'objectivité représente une norme qui a évolué au sein du journalisme avec un accent sur les faits et non sur l'émotion (Schudson, 2001, p. 150).

En Afghanistan, au moment de la roto 1, le service des affaires publiques et le commandement ont bien remarqué la socialisation entre les soldats et les journalistes intégrés. Pour les militaires, la proximité entre les journalistes et les soldats est perçue comme une arme à double tranchant. D'une part, la socialisation crée une identification génératrice de visibilité avec potentiellement des nouvelles positives et sympathiques aux troupes, mais, d'autre part, on craint que les liens de proximité ne rendent les soldats trop confortables avec les médias, ce qui comporte un risque en matière de dérapages. Cette préoccupation a été soulevée par les officiers d'affaires publiques de la roto 1.

Vivre avec les soldats que l'on couvre représente un défi par rapport à la distance critique nécessaire qui sépare le sujet et le journaliste. Le lieutenant-colonel Ian Hope a raconté une anecdote qui traduit quelque peu le journalisme admirateur des soldats :

> Lorsque Matt Fisher est arrivé, tout d'abord, je l'ai mis dans mon quartier général parce que nous ne marchions pas au champ de bataille avec un grand poids sur le dos. Nous étions assez statiques ou dans des véhicules. Je l'ai emmené là-bas et la première chose qu'il m'a dit est : "J'ai lu les reportages de Christie Blatchford sur vous les gars, je vous connais les gars et je vous dis que j'ai été intégré avec les Marines et je ne suis pas tombé en amour avec les soldats. Je vais rapporter les choses aussi précisément que je les vois, mettons ça au clair. Je lui ai dit : "Ok Matt", puis il a dit : " Quelles sont mes restrictions ?" Alors, il dit : "Eh bien, dans quels véhicules suis-je autorisé à entrer et dans quels véhicules ne le suis-je pas, à qui je peux parler et à qui je peux pas parler, qu'est-ce que je peux rapporter" et je lui ai dit : "Écoute mon gars, je m'en fous. Faites ce que vous voulez, parler à qui vous voulez, allez où vous voulez, vous êtes intégré dans ce quartier général et il n'y a pas de restrictions". "Eh bien, vous ne voulez pas lire ce que je vous envoie ?". "Je n'ai pas le temps de lire ce que vous envoyez, même si je le fais, ce n'est pas la censure, vous êtes intégré. " Dans les 48 h, il est revenu à moi et m'a dit : "Ce sont les meilleurs soldats que j'ai

> jamais vus. Ils sont de loin meilleurs que les *US Marines*" et blablabla. Et je lui ai dit : "Et voilà Christie Blatchford!"[151].

Tomber en amour avec les soldats, c'est une critique qu'on a entendue parfois envers certains journalistes durant la guerre[152]. Dans la chute de l'un de ses articles, on peut voir le style très intimiste de Christie Blatchford quand elle parle d'un soldat : « Quand je l'ai vu hier sur le tarmac, je voulais ébouriffer ses cheveux et le remercier de s'être mieux occupé de moi que de lui-même » (Blatchford, 2006d). Elle explique qu'elle était *columnist* (chroniqueuse) : « Ma force est de colliger l'information et ensuite d'écrire sur ça avec mon opinion[153] ». À la question précise de savoir ce que représente le défi d'être proche des soldats que l'on couvre, Blatchford répond :

> C'est un défi pour moi de toutes façons, c'est un défi dans tout ce que je couvre quand j'écris sur les athlètes olympiques canadiens, je les aime ; quand j'écris sur les joueurs de hockey, je les aime ; quand je couvre le crime, j'aime ou je n'aime pas, mais j'aime beaucoup la compagnie des avocats et des procureurs et parfois de connaître les familles des victimes. Donc je veux dire, c'est toujours un défi. Je pense que vous pouvez être honnête, je ne pense pas que vous devez être une personne neutre pour écrire équitablement sur les gens […]. J'ai trouvé l'expérience plus intense que tout autre type d'expérience que j'avais, mais cela est logique parce que dans les autres endroits, ma vie n'était pas en danger. Elle était en danger là-bas. Donc, je pense qu'il y avait une chose ajoutée, il fallait être prudent pour toujours être capable d'écrire de manière critique sur les choses, et écrire équitablement au moins sur les soldats parce que vous leur deviez en quelque sorte de vous garder en vie. Donc, je ne pense pas que ce soit un problème, mais j'étais consciente des problèmes potentiels[154].

Son collègue photographe du *Globe and Mail* Louie Palu a répondu aussi à la même question sur l'influence de la proximité avec les soldats :

> La proximité de la vie avec les soldats n'a jamais influencé mon travail, la plupart d'entre eux voulaient que je montre la guerre pour ce qu'elle était vraiment et je pense que j'ai fait un travail efficace. J'ai une expérience de publier quelques photos très difficiles de blessés et de morts. Je fais ce que je dois faire. Il s'agit de bâtir une compréhension de mon rôle et non une relation[155].

Palu distingue le travail professionnel de ce que l'on peut appeler une camaraderie de circonstance[156] :

> Ce que la proximité du soldat influence est mon bonheur affectif, psychologique et surtout physique en dehors du journalisme quand je dois vivre sur une base. Lorsque vous êtes sur la ligne de front, fondamentalement, vous vivez ensemble, mangez ensemble et attendez et devenez dingues ensemble. Je veux dire que vous pouvez vous asseoir dans un espace sur une petite base dans une météo de 50 degrés C à devenir fous pendant des semaines de monotonie, à êtres mordus par les punaises, rien à faire, pas d'Internet, pas de télévision, pas d'électricité, pas de douches. Si quelqu'un est un con ou se comporte mal, les conditions de vie peuvent se dégrader très rapidement et faire une situation de merde. Encore une fois, j'ai un code d'éthique que je suis et les soldats ont leurs règles quand ils travaillent. Je n'oublie jamais ça, cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas être agréables l'un et l'autre et respecter ce qui nous a amenés là[157].

Le chroniqueur Lawrence Martin du *Globe and Mail* a été l'un des critiques du journalisme intégré en dénonçant la couverture déséquilibrée des médias alors qu'ils sont censés, à son avis,

rapporter tous les côtés du conflit dans une proportion de 50-50 (Martin, 2006a). Sur ce point, certains journalistes conviennent qu'il est très difficile de couvrir la partie ennemie. Certes, il y a quelques journalistes qui ont essayé de parler aux talibans en ayant recours aux services des fixeurs afghans, qui avaient des contacts avec la résistance, mais il faut préciser ici que l'Afghanistan est l'un des terrains les plus dangereux pour les journalistes occidentaux. Stephen Puddicombe de la CBC avoue que la chose la plus difficile a été l'incapacité de pouvoir mettre en perspective pourquoi les talibans se battaient et concède que les médias se sont beaucoup plus concentrés sur les détails pratiques du genre : qui est mort, combien de balles ont été tirées, combien de civils ont été tués, etc[158]. Il donne l'exemple d'une histoire intéressante sur une femme seigneuresse de guerre qu'il n'a pas pu raconter, car ses patrons trouvaient que c'était trop dangereux[159].

La critique de Lawrence Martin a irrité la journaliste intégrée Christie Blatchford, qui a répliqué en dénonçant un journalisme confortable à Ottawa, bien loin de la réalité : « Croit-il que 50-50 constitue l'objectivité ? Moi non. Et je pense que le journaliste intelligent ne doit pas viser l'objectivité de toutes façons, ce qui à mon avis est un faux idéal, mais plutôt l'équité, qui, en plus de ses autres vertus, est beaucoup plus facile à mesurer » (Blatchford, 2006b[160]).

Pour les journalistes intégrés, faire la part des choses est un grand défi. Dans l'environnement opérationnel avec les soldats, faire du reportage est essentiellement une entreprise à sens unique. « Quand t'arrives avec un soldat canadien à côté de toi, comment les enfants perçoivent les soldats, comment ils les voient avec ces armes, ces grosses lunettes et tout ça[161] », se demande Manon Globensky de Radio-Canada. Comme le prisme militaire est prépondérant, Globensky note qu'il « faut essayer de jamais être tellement intégré qu'on a une espèce de syndrome de Stockholm[162] ».

Par ailleurs, au moment de la visite de Stephen Harper en Afghanistan en mars 2006, l'éditorialiste Jean-Robert Sansfaçon du journal *Le Devoir* a critiqué les grands médias, et particulièrement la télévision de Radio-Canada, pour leur concours à la « mise en scène de propagande militaire », « tout sens critique éteint, pour mousser la version conservatrice du rôle du Canada dans le monde de George W. Bush » :

> Fallait les voir, nos valeureux journalistes de guerre radiocanadiens, bomber le torse fièrement au côté de notre chef suprême des armées. Une belle grosse équipe déléguée par la société d'État pour accompagner le premier ministre au front et rendre compte à la Nation des dangers qu'il y a à se balader la nuit, dans le bruit infernal des hélicoptères fournis par l'armée américaine et le plus grand secret militaire, entre Kandahar et Kaboul. Quelle leçon d'information formidable en terrain miné par la propagande. CNN n'aurait pas fait mieux ! (Sansfaçon, 2006).

Face à cette charge contre Radio-Canada, Louis Lalande, alors directeur général des programmes, Information-télévision française, a senti le besoin de défendre ses journalistes, dans une réplique au *Devoir*, en indiquant qu'ils ne se sont jamais livrés au jeu de la propagande en accompagnant le premier ministre, et trouvant indignes les accusations du *Devoir* (Lalande, 2006). Dans une courte réponse au texte de Lalande, Jean-Robert Sansfaçon s'est défendu d'attaquer le « bon travail des journalistes à l'international » de Radio-Canada, mais a conclu de manière cinglante : « La mise en scène et les commentaires qui ont accompagné l'action de propagande du premier ministre sont l'exception qui explique peut-être que j'aie confondu diffuseur public et télévision d'État » (réponse de Jean-Robert Sansfaçon dans Lalande, 2006).

Il faut néanmoins replacer cette critique dans un contexte journalistique plus large. Un *pool* de 17 journalistes représentant plusieurs médias a accompagné la visite de Harper à Kandahar. Le Bureau du Premier ministre offre ici un subside informationnel (Gandy, 1982) en rendant disponible un transport conséquent aux médias. La visite du premier ministre est considérée par les médias comme une visite de « haute priorité » (*Edmonton Journal*, 2006), et donc, d'un grand intérêt informationnel. C'est une personnalité de l'élite au sens de Galtung et Ruge (1965, p. 68). De plus, c'était la première visite de Harper aux troupes, ce qui constitue un critère de nouveauté important pour les médias. Cette visite s'inscrivait également dans un débat national sur l'orientation de la mission canadienne en Afghanistan. La combinaison de ces critères génère une large couverture qu'on ne peut simplement pas résumer à de la propagande. Le caractère secret de la visite a, par exemple, retenu une grande attention.

3.12 Le point d'équilibre et les défis

Après les expériences de 2002 à Kandahar et de 2003-2005 à Kaboul, un programme d'intégration des médias robuste a été mis en place avec l'arrivée du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*. Au début de la deuxième rotation d'*Athena II* (roto 1), le commandant du groupement tactique Ian Hope s'est montré réticent à accueillir les médias dans sa zone de responsabilité, mais il a dû composer avec les directives de son commandement supérieur. L'intégration médiatique est devenue une politique d'état-major et elle a dû être appliquée comme telle par les commandants de terrain avec le concours du service des affaires publiques.

Même si l'armée canadienne avait formalisé le concept d'intégration à partir de 2003 avec le déploiement du *3 RCR* et les autres qui ont suivi en 2004-2005, le programme est encore méconnu

pour plusieurs unités. À l'arrivée du *1 PPCLI* en février 2006, les différentes sous-unités du groupement tactique ont eu quelques réticences à travailler avec les médias, mais rapidement, le programme d'intégration est devenu opérationnel, avec un succès fulgurant au début grâce à l'équipe d'affaires publiques sous la supervision du major Marc Thériault.

Le retour dans la région plus dangereuse de Kandahar a signifié, pour les médias, un potentiel réel d'affrontement entre l'armée et l'ennemi et partant, un intérêt plus élevé pour une mission plus offensive et ses conséquences tragiques prévisibles dans un contexte politique d'incertitude avec un nouveau gouvernement minoritaire et un soutien national pour la mission très fragile. Dès le début, les médias ont afflué à Kandahar en grand nombre, et le service des affaires publiques s'est assuré d'accueillir le maximum de journalistes intégrés possible, dépassant même le nombre prévu initialement.

Pour le commandant Ian Hope, la chose la plus importante qu'il a apprise du programme des médias intégrés est la nécessité de « nouer avec les médias des relations basées sur la confiance et la compréhension mutuelle[163] ». En général, au cours de sa rotation, la confiance des différentes compagnies envers les médias a certainement augmenté sensiblement par rapport aux préjugés préexistants. Évidemment, cette confiance s'est développée avec les reportages positifs des journalistes intégrés et l'établissement des relations de proximité entre les soldats et les journalistes. Même si elle n'est pas représentative de l'ensemble de la rotation, la relation qui s'est développée entre les soldats de la compagnie A et l'équipe du *Toronto Star* lors de son séjour d'intégration à la base d'opérations avancée de Gumbad traduit cette proximité qui peut faire tomber les barrières. Le photographe Rick Madonik du *Toronto Star* fait quelque peu référence à cette confiance en décrivant le rapport avec le peloton du capitaine Kevin Schamuhn avant l'attaque sur Trevor Greene : « Nous avions mis en place une règle selon laquelle si les choses tournaient au vinaigre, nous étions autorisés à travailler peu importe[164] ».

Au-delà des règles écrites, la relation entre les journalistes intégrés et les soldats des différentes sous-unités était basée sur un code d'honneur selon lequel les journalistes avaient accès aux soldats et aux activités dans les compagnies, et, en retour, ils ne devaient pas être une nuisance ou se comporter de manière irresponsable, explique l'OAP Mark Peebles[165]. Au milieu de la rotation, les relations étaient si cordiales que le service des affaires publiques se demandait même si le groupement tactique ne se sentait pas trop confortable avec les journalistes intégrés, note Peebles, qui parle de « relation symbiotique »[166]. Peebles donne l'exemple d'un seul cas de « coup

bas » où un journaliste a enfreint ce code d'honneur en publiant une nouvelle après avoir noté discrètement, assis dans un véhicule blindé LAV, les conversations des soldats entre eux après un *TIC* (*Troops in contact*). Les soldats étaient très déçus, et l'officier d'affaires publiques a dû intervenir pour avertir le journaliste afin de cesser cette pratique qui compromettait ses relations avec les soldats[167]. En principe, les *ground rules* stipulent que toutes les entrevues sont enregistrées (*on the record*).

Appréciée par les journalistes intégrés, la flexibilité du programme, qui permet le reportage militaire et le reportage civil, est cependant un moindre mal pour le service des affaires publiques de l'armée canadienne. À cet égard, l'OAP Marc Thériault rappelle la différence entre les programmes d'intégration canadien et américain en Afghanistan :

> Les Américains […] en Afghanistan, quelqu'un arrive trois semaines, il y a un hélicoptère qui l'envoie avec une compagnie, il est avec une compagnie pendant une ou deux semaines. C'est très limité, puis après ça *out*, de retour. Donc on avait un programme qui était plus un buffet chinois qu'un programme d'incorporation parce que ceux qui voulaient rester sur la base, ils restaient sur la base[168].

Si les médias considéraient le programme comme flexible, les officiers d'affaires publiques le voyaient parfois comme trop permissif. L'OAP Mark Peebles note qu'il y avait une inquiétude que les médias couvrent d'autres aspects de la guerre au détriment de la mission et il se faisait un devoir de rappeler régulièrement aux journalistes qu'ils étaient là pour couvrir l'armée canadienne[169]. Marc Thériault donne l'exemple du journaliste Graeme Smith, qui a parfois utilisé le programme d'intégration comme un hôtel, revenant le soir pour se coucher et avoir les repas sans couvrir assez l'aspect militaire[170].

Le programme canadien était flexible par rapport aux entrées et aux sorties des journalistes de la base militaire de Kandahar et était plus ouvert quant à la disponibilité des sources d'approvisionnement de l'information. Le journaliste Geoffrey York du *Globe and Mail*, qui a effectué un court séjour à Kandahar en mai 2006, a indiqué que le système d'intégration canadien était plus ouvert et plus accessible que les autres programmes : « Certains journalistes américains et britanniques préféraient en fait être intégrés avec les Forces canadiennes, car leur système était plus facile et moins secret que le système américain ou britannique » (York, 2006b). L'OAP Luc Gaudet, qui était de l'équipe des affaires publiques du commandement COMFEC à Ottawa avant d'être muté à l'OTAN, rappelle qu'il n'y a pas beaucoup de pays de l'OTAN qui font de l'incorporation des médias en théâtre opérationnel[171]. L'OAP Marc Thériault abonde dans le même sens en évoquant cette fois-ci la dimension d'approvisionnement de l'information aux médias :

> Mes collègues des autres pays, les Américains, Hollandais, ils venaient nous voir puis ils disaient : "Vous êtes débiles et malades les Canadiens de faire ça, vous êtes en entrevue continuelle pendant six mois avec vos 20, 25 médias constamment dans votre poche arrière. Constamment, devoir les *feeder* de nouvelles". Eux faisaient un petit *round trip*, ils arrivaient avec les médias, un tour de douze heures puis ils repartaient. Chez nous, c'était complètement différent[172].

Au cours de la roto 1, le programme d'intégration a posé certains défis au service des affaires publiques. Selon Thériault, sa mise en place était hautement risquée : « C'était vraiment inviter un *rock band* au monastère, on s'en est sans doute pas rendu compte dès le départ à quel point ça allait affecter les façons de faire. Donc, c'est une mosaïque, c'est des centaines de petites affaires auxquelles on n'avait pas pensé[173] ». Ce commentaire réfère à la disparité qu'il y a entre la planification sur papier et l'exécution du programme sur le terrain.

L'intérêt élevé des médias dès le départ a provoqué un démarrage du programme sur les chapeaux de roue. Rétrospectivement, Thériault croit que c'était un démarrage audacieux et qu'il aurait peut-être fallu y aller plus progressivement :

> On l'avait ouvert, on était pris avec. Si on avait été intelligents, on aurait pu dire on commence petit, on va en avoir cinq, on va en avoir dix, on va voir comment ça va aller, on va aller à quinze. Là, on commence avec vingt-cinq. Puis on commençait les opérations dans le sud de l'Afghanistan à Kandahar. On ne se doutait pas qu'on allait faire des annonces de décès à succession comme cela[174].

Le nombre élevé de journalistes intégrés et les demandes médiatiques soutenues tout au long de la rotation ont mené à un réajustement avec l'ajout d'officiers d'affaires publiques par rapport à ce qui avait été prévu au départ.

Par ailleurs, note Thériault, le défi du nombre de journalistes intégrés dans le programme s'accompagne du défi créé par les attentes élevées en matière de briefings des médias[175]. Pour le service des affaires publiques, la gestion d'un appétit médiatique insatiable a été un défi constant. Les médias intégrés en voulaient toujours plus, poussant le service des affaires publiques dans ses derniers retranchements :

> On faisait les briefs pour pouvoir alimenter le puits sans fond des requêtes médiatiques, dit Thériault. Mais le problème c'est qu'à chaque fois, on va au travers d'un décès, on va au travers de deux décès, trois décès puis là, l'appétit des médias [c'est] toujours pour aller plus loin. Ils veulent toujours faire plus que ce qui a été fait par le précédent. Donc, on n'a pas tant de souplesse que ça nous, une fois que vous avez été avec vos douze caméras à distiller les quatre cercueils puis qu'on vous dit trois semaines plus tard : "Ça marche pas, c'est pas suffisant". Qu'est-ce que tu veux que je fasse de plus ? T'es à dix pieds de quatre cercueils, veux-tu que j'ouvre le cercueil, qu'est-ce que tu veux de plus ?[176]

La gestion du programme d'intégration par le service des affaires publiques canadien n'était pas toujours aisée dans un environnement opérationnel multinational. Il y avait des différences de

perception des différents commandements quant à l'approche de communication avec les médias intégrés. Le rappel de quatre journalistes canadiens de la base d'opérations avancée de Gumbad à la demande de certains alliés en est la manifestation la plus probante. Thériault avance que la trop grande visibilité des activités canadiennes en Afghanistan constituait une gêne :

> On a été accusés parfois d'être beaucoup trop visibles même, parce que lorsqu'un soldat canadien mourait, il mourait quatre fois, quatre fois ou plus. L'annonce initiale, le *Ramp Ceremony* [à Kandahar], le *Ramp Ceremony* en arrivant à Trenton et ensuite les funérailles. Ça fait quatre *hits* médiatiques majeurs ça. Donc, d'une perspective de communication publique, si on cherche à réduire l'impact négatif des décès, c'était pas tout à fait ce qui "drivait" notre initiative, c'était beaucoup plus la dignité et le respect, la dignité de notre personnel[177].

Chaque membre de l'OTAN a ses propres objectifs de communication en fonction des intérêts nationaux et opérationnels. L'opérationnalisation de ces objectifs communicationnels différenciés dans une même politique n'est pas toujours facile, sans oublier le facteur concurrentiel dans un environnement où chaque membre espère aussi bénéficier d'une publicité positive.

Pour Thériault, qui a supervisé l'intégration médiatique à Kandahar entre février et juillet 2006, « ça n'a pas explosé [mais] il y avait tout pour que ça explose[178] ». Selon lui, le programme canadien a été dans un sens un succès, car il a atteint un point d'équilibre fonctionnel, mais cet équilibre a été paradoxal, car tout le monde en était insatisfait :

> Comment juge-t-on le succès d'un programme d'incorporation ? Si on demande aux médias, ils vont dire : "J'ai pas eu assez d'accès". Ils seront jamais satisfaits, je me souviens jamais d'avoir entendu un média me dire : Merci Marc, merci aux Forces canadiennes pour le programme d'incorporation. Bien qu'ils ne pouvaient pas incorporer dans aucun autre pays, ils se sont quand même plaints abondamment du programme d'incorporation canadien[179].

Par ailleurs, comment être certain que les journalistes rapportent la vérité ? À cette question, Peter Armstrong de la CBC répond en évoquant le double défi de travailler à la fois avec les sources militaires et les sources civiles. Pour les sources militaires, les renseignements proviennent principalement, dit-il, du langage édulcoré des officiers d'affaires publiques (CBC Radio – *The House,* 2006). Ce commentaire est suivi d'un extrait qualifié de « distillé » de l'officier d'affaires publiques Scott Lundy sur un engagement entre les soldats canadiens et des combattants talibans durant la bataille du Panjwai (CBC Radio – *The House,* 2006). C'est un exemple d'*euphémisation* où les soldats ont décrit au journaliste une bataille « terrifiante », mais qu'un OAP a résumée dans un langage technique (CBC Radio – *The House,* 2006).

Pour les sources civiles, Armstrong donne l'exemple d'un cas où il a eu recours à un citoyen afghan pour couvrir les suites d'un bombardement et décrit également les limites du travail avec les fixeurs :

> Les routes tout au long de Panjwai avaient été fermées à toute personne sauf la police et l'armée. Les journalistes occidentaux ne pouvaient aller nulle part près de là. Même les journalistes locaux à Kandahar ne pouvaient aller nulle part près de là. Mais les habitants pouvaient, les gens de ce village d'Azizi. C'est là que l'importance d'un bon fixeur entre en jeu. Le nôtre a trouvé un gars local qui pouvait éviter les points de contrôle, il pouvait aller là-bas, il pouvait obtenir quelques photos et même interviewer certains des habitants qui se trouvaient dans cette ville et avaient survécu au bombardement. Et bizarrement, cela est de plus en plus le meilleur moyen, l'un des principaux moyens pour médias de couvrir ce conflit. Le problème, bien sûr, est que c'est la même question que vous venez de poser : comment savez-vous que vous obtenez la vérité d'eux ? Et c'est vraiment la partie difficile. Vous filtrez à travers ça et essayez d'être aussi judicieux que vous le pouvez, mais pour beaucoup, nous sommes de plus en plus dépendants d'autres personnes pour nous dire ce qui s'est produit (CBC Radio – *The House,* 2006).

Pour les militaires, intégrer ne signifie pas que tous les objectifs de communication vont être atteints. Dans un discours devant l'Institut canadien des études stratégiques[180], le brigadier-général David Fraser est revenu sur la couverture médiatique de la mission canadienne durant son mandat à Kandahar : « Je vais vous dire en ce moment, l'histoire que les Canadiens reçoivent est comme un iceberg. Ils ne voient qu'un tiers de celle-ci » (cité par Brewster, 2006i). Référant à la couverture durant l'été 2006, David Fraser a critiqué les médias pour leur seul intérêt à l'égard de la guerre contre les talibans et du décompte des morts en oubliant les efforts de reconstruction et de *nation-building* : « Personne n'a rapporté le fait que j'ai dépensé 20 millions de dollars pour la construction de routes, d'écoles, de puits et de formation et de mentorat du commandant du corps afghan » (cité par Brewster, 2006i). L'OAP Mark Peebles a souligné aussi la difficulté d'intéresser les médias aux histoires de développement en raison de leur répétitivité[181]. Si la relation entre les sources militaires et les médias est une danse (Gans, 1979), l'armée contrôle une bonne partie de la danse en tentant d'atténuer les effets d'une publicité négative, mais elle ne contrôle pas tout, car les médias ont la latitude de décider ce qui est d'intérêt en fonction des critères organisationnels de leurs rédactions.

La plus grande déception de la roto 1, pour les militaires, a été certainement le phénomène de *death watch* et le désintérêt des médias à couvrir les activités militaires en dehors de la base principale de Kandahar. Comme nous l'avons vu, la situation de risques personnels encourus par les journalistes intégrés à la suite de l'augmentation des attaques talibanes a contribué à la baisse des sorties journalistiques. Cependant, c'est le *death watch* comme pratique médiatique attentiste et opportuniste qui a le plus déçu le service des affaires publiques de l'armée canadienne qui, au départ, avait tout fait et réussi à obtenir les places pour les journalistes face à la réticence de plusieurs des unités militaires du *1 PPCLI*. Pour l'armée canadienne, le *death watch* des médias était perçu comme un abus de l'hospitalité qui leur était offerte à Kandahar.

Lors de la roto 1, la mort de Nichola Goddard a rappelé qu'Ottawa n'est jamais loin de Kandahar. Contrairement à la procédure habituelle, où les décès sont annoncés par le service des affaires publiques de l'élément de commandement national à Kandahar, celui de Goddard a été d'abord annoncé à Ottawa. La mort de Goddard a coïncidé avec le vote crucial pour le gouvernement Harper sur la prolongation de la mission à la Chambre des communes. La nouvelle aurait été coulée par le Bureau du Premier ministre au journaliste Eric Sorensen de la CBC avant l'annonce du général David Fraser à Kandahar. Le bureau du ministre de la Défense nationale Gordon O'Connor a également publié un communiqué sur le décès. Selon l'OAP Marc Thériault, c'est la seule fois que la nouvelle d'un décès n'est pas sortie d'Afghanistan, car c'était toujours le commandant de la force opérationnelle qui faisait l'annonce officielle[182]. Il explique que le Bureau du Premier ministre a voulu s'assurer que les choses allaient être sues avant que le vote ne se tienne en chambre, parce que le gouvernement pouvait se faire accuser d'avoir tenu l'incident secret[183]. Après un débat houleux, les députés ont voté en faveur de la motion du gouvernement conservateur prolongeant la mission en Afghanistan jusqu'en février 2009.

Par ailleurs, lors des funérailles de la capitaine Nichola Goddard, son père a critiqué la décision du gouvernement Harper de bannir les médias lors de cérémonies de rapatriement des corps de soldats morts au combat. Dans son éloge funèbre, le père de Goddard a déclaré : « J'estime troublant de voir qu'on tient la presse à l'écart. Je veux croire que Nichola est morte pour protéger la liberté, pas pour la réduire » (cité par Graveland, 2006a). Calquée sur celle des Américains durant la guerre en Irak, la décision du gouvernement Harper avait été prise au moment du décès des quatre soldats morts en avril et avait provoqué de nombreuses critiques partout au pays[184]. Le gouvernement conservateur avait également décidé de mettre fin à la mise en berne du drapeau au Parlement à Ottawa chaque fois qu'un soldat canadien était tué au combat (La Presse canadienne, 2006d). Après la sortie du père de Nichola Goddard, Stephen Harper a dû réagir face à la controverse soulevée par la mise à l'écart des médias et a précisé que les médias pouvaient couvrir les cérémonies après consultation et accord des familles concernées.

CHAPITRE 4

À LA CONQUÊTE DU PANJWAI

La région du Panjwai est au cœur de la mission canadienne en Afghanistan. Elle constitue un objectif primordial de l'opération *Medusa* qui sera, sans conteste, le plat de résistance au menu de la couverture journalistique à l'automne 2006. Est-ce que l'intégration va fonctionner dans une grande opération cinétique ? Cette offensive majeure sera suivie de près par les journalistes intégrés au front avec les compagnies du *1 RCR* et constituera un repère marquant des relations armée-médias durant la guerre en Afghanistan. Par la suite, les médias intégrés vont couvrir plusieurs opérations moins offensives. Avec leurs alliés de l'OTAN et des forces afghanes, les troupes canadiennes vont s'atteler à défendre les acquis de l'opération *Medusa* dans la région du Panjwai et mener une guerre de persuasion auprès des Afghans. Les médias découvriront le sacrifice immense que les soldats canadiens paieront en vue d'accomplir cette tâche alors que l'ennemi taliban se montrera entreprenant avec des tactiques de guérilla.

Des frictions se feront sentir entre l'armée et les médias sur un certain nombre de reportages. Pour les médias, couvrir la mort consiste à rapporter le plus de détails possible, mais pour l'armée, il s'agit d'en donner le moins possible. Comment négocier ces positions aux antipodes ? Un cas précis illustrera le jeu de négociation. Il y a un consensus selon lequel la mort des soldats doit être couverte par les médias, mais il y a des divergences sur le contenu à propos des décès. Les relations armée-médias seront caractérisées par un jeu inégal à la fois de coopération et de conflit.

Malgré la bataille engagée avec l'opération *Medusa*, la conjoncture sur le terrain ne va cesser de se détériorer, comme en témoignera la couverture médiatique. Ce contexte va avoir une incidence sur la mise en place des projets de développement et de reconstruction. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) aura des difficultés à communiquer sa contribution à la mission en Afghanistan.

4.1 L'opération *Medusa* : les médias vers l'objectif Rugby

Au début du mois d'août 2006, un nouveau contingent canadien prend ses quartiers à Kandahar. C'est la roto 2 autour du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment* (*1 RCR*) sous le commandement du Lieutenant-colonel Omer Lavoie. L'arrivée du nouveau groupement tactique

est assombrie par la mort de quatre soldats canadiens du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, le groupement précédent qui doit être relevé, lors d'affrontements avec les talibans, principalement près du village de Pashmul, à l'ouest de Kandahar, au cours de l'opération *Bravo Corridor*. Terry Pedwell de La Presse canadienne rapporte alors que c'est la journée la plus meurtrière pour les troupes canadiennes et que leurs pertes s'élèvent à vingt-trois morts, dont quinze dans les six derniers mois (Pedwell, 2006b). À Kandahar, comme d'habitude, les rotations médiatiques suivent les rotations militaires. Les correspondants des grands médias canadiens sont affectés à ce nouveau déploiement qui allait poursuivre la tâche ardue, jusque-là menée par la force Orion du commandant Ian Hope, de traquer les talibans dans leur fief. Le 31 août, les médias intégrés annoncent l'imminence d'une grande opération. Mike Drolet de Global News indique que les responsables militaires ont convoqué d'urgence une conférence de presse incluant beaucoup de journalistes locaux pour être certains que le message allait se rendre aux civils dans la région (Global News, 2006a). Les points de presse sont ici un élément d'une campagne d'information plus large, qui inclut le largage de tracts et la diffusion d'émissions.

Le 2 septembre 2006, après avoir reçu les ordres du brigadier-général David Fraser, qui dirige les forces internationales de l'OTAN au sud de l'Afghanistan, le groupement tactique *1 RCR* lance l'opération *Medusa* dans la région du Panjwai avec le concours de certaines troupes de l'OTAN et des forces afghanes. Fraser indique que les talibans visent un objectif politique, celui, dit-il, « d'impliquer la communauté internationale dans un combat d'attrition sur le terrain tactique de leur choix pour causer le plus grand nombre de pertes possibles et ainsi attaquer notre centre de gravité (c'est-à-dire le soutien du public canadien) » (Fraser, 2008, p. 271). Avec une stratégie basée sur un combat d'attrition doublé d'un combat d'information, l'ennemi taliban n'est pas à sous-estimer.

Quand l'opération est déclenchée, des éléments de la force opérationnelle 3-06, le fer de lance des formations impliquées, doivent s'emparer des montagnes Ma'Sum Ghar et Mar Ghar pour s'assurer d'une domination tactique sur le Panjwai. L'opération *Medusa* est la plus grande offensive menée alors par les troupes canadiennes et l'OTAN en Afghanistan. Une opération de grande envergure est certainement un test pour le service des affaires publiques et le dispositif d'intégration journalistique. L'équipe d'affaires publiques a pris part à la planification de la mission. Selon Ed Stewart, l'OAP du *1 RCR*, le commandant Lavoie, comprenait que la

composante affaires publiques était particulièrement importante dans une opération de cette ampleur[1].

Alors que d'habitude, les représentants des médias étaient intégrés dans les opérations à partir de la base principale à l'aérodrome de Kandahar, Ed Stewart a proposé au commandant Omer Lavoie de prendre le contingent journalistique avec le bataillon.

> J'ai dit franchement que ce serait plus facile si nous les avions tous en aval. S'ils se trouvent sur le terrain d'aviation de Kandahar, à environ 60 km, nous allons devoir les mettre constamment sur les convois. Il serait plus facile de les amener par lots. Ensuite, ils se joignent aux compagnies d'infanterie lorsqu'ils reviennent pour le ravitaillement parce que la base avancée que nous utilisions était aussi le centre de ravitaillement. Et il a accepté, mais quelqu'un devait [les] superviser pendant qu'ils étaient là et il a dit que ce serait moi[2].

Les journalistes intégrés pour l'opération *Medusa* opèrent donc à partir de la base de patrouille Wilson dans la zone des opérations. À ce moment-là, quatre journalistes intégrés se trouvent à la base de Kandahar et une dizaine d'autres allaient suivre les soldats en opérations et dormir en plein air avec eux, se rappelle Stewart[3]. Le journaliste Les Perreaux de La Presse canadienne fait aussi le même constat et parle d'une quinzaine de journalistes à Kandahar, dont une dizaine ont couvert différents aspects de l'opération[4].

De la base avancée, l'OAP Stewart a alors la tâche de trouver des occasions de reportage au front pour les journalistes intégrés, au gré des mouvements des différentes compagnies impliquées dans l'opération. Le fait que Stewart opère de la base avancée et non de la base de Kandahar le rapproche de l'action. Il est en contact avec le commandant Lavoie, mais surtout avec l'officier des opérations du groupement tactique, le major Jay Harvey. C'est par l'intermédiaire de ce dernier que Stewart organise les interactions médiatiques avec le groupement tactique. Stewart, qui a effectué une formation d'officier d'affaires publiques à la Defense Information School à Fort Meade, dans le Maryland, aux États-Unis, et servi comme OAP au quartier général de la Brigade de la Réserve à Halifax, dit que ça lui a pris du temps avant de s'acclimater à l'environnement opérationnel qui, somme toute, est très différent de celui de l'entraînement de pré-déploiement que le *1 RCR* a suivi durant 40 jours sur la base de Wainwright en Alberta[5]. Un simple système sert à gérer les allées et venues des correspondants de presse, décrit Stewart :

> J'avais un formulaire comme un itinéraire ou un billet que j'envoyais avec les reporters et ils les déposaient au poste de commandement de leur compagnie, ça disait qui ils étaient et combien de temps ils étaient autorisés à être là. Ils revenaient à notre poste de commandement et me laissaient savoir où ils étaient et je prenais leurs nouvelles tous les jours. C'était trop facile[6].

Avec les unités du *1 RCR*, les correspondants intégrés vont se rendre à l'objectif principal de l'opération *Medusa,* portant le nom de code « objectif Rugby ».

4.2 La couverture au front

Au premier jour de l'opération, Les Perreaux de La Presse canadienne annonce que « les forces de l'OTAN dirigées par les troupes canadiennes ont rencontré peu de résistance depuis le début de leur offensive vendredi dans un château fort taliban, à l'ouest de Kandahar » (Perreaux, 2006i). La dépêche indique néanmoins que l'écrasement d'un avion de surveillance britannique a fait 14 morts. Un communiqué taliban n'a pas manqué de souligner que l'avion avait été abattu, tandis que les responsables de l'OTAN ont indiqué qu'il s'agissait d'un accident dû à des problèmes techniques (Perreaux, 2006i). La guerre des perceptions sera présente à petites doses dans la couverture médiatique de *Medusa*.

Au deuxième jour, les journalistes intégrés rapportent cette fois-ci des affrontements violents avec les talibans dans le district de Panjwai. Reprise par les journaux affiliés à La Presse canadienne, la dépêche de Les Perreaux indique que quatre soldats ont été tués et que plusieurs autres ont été blessés dans des combats intenses (Perreaux, 2006j). Intégré à une unité d'observation, Mike Drolet de Global News se trouve avec le caméraman Gary Donnelly et rapporte cette nouvelle au téléphone (Global News, 2006b). Le brigadier-général David Fraser avait communiqué l'information lors d'une conférence de presse avec les médias. Le correspondant de La Presse canadienne écrit :

> L'attaque canadienne a débuté au petit matin avec un assaut lancé par des blindés légers. Auparavant, l'artillerie et l'aviation de l'OTAN avaient bombardé pendant plus de 24 heures les positions talibanes dans ce qui est considéré comme un bastion de leur rébellion. Les insurgés ont offert une farouche résistance face aux troupes canadiennes, répliquant avec des armes légères et des lance-grenades (Perreaux, 2006j).

Le journaliste du réseau CTV Matt McClure rapporte : « Après l'assaut aérien, le coup suivant était sur le terrain, prendre cette rivière à l'aube. Mais quand les Canadiens ont traversé, l'ennemi attendait » (CTV – *CTV News,* 2006c). Il s'agit de la rivière Arghandab que devaient traverser les soldats de la compagnie Charlie pour atteindre leur objectif. C'est là que la compagnie a perdu ses quatre soldats. « Franchement, j'ai été surpris de la résistance qu'ils ont démontré. J'avais bien l'impression qu'on allait leur donner un solide coup de poing », déclare le major Geoff Abthorpe, commandant de la compagnie Bravo (cité par Perreaux, 2006j). La dépêche de Perreaux poursuit : « Malgré les pertes, des représentants de l'OTAN ont qualifié l'opération de succès.

L'alliance estime les pertes du côté taliban à 200 morts et 80 rebelles ont été capturés » (Perreaux, 2006j). Le reportage de guerre avec les troupes au front s'exerce dans des conditions particulières. Les journalistes rapportent généralement l'action militaire à laquelle ils sont attachés. Un conflit implique deux ou plusieurs camps, mais l'accès à l'ennemi est difficile. Graeme Smith du *Globe and Mail* citera un combattant taliban qui a averti : « les étrangers vont mourir ici » (Smith, 2006a). On peut lier l'inclusion de la réaction de l'ennemi à la « sphère de la controverse légitime » (Hallin, 1989, p. 116) même si ce réflexe journalistique est très difficile dans le contexte opérationnel.

Le journaliste Matt McClure de CTV indique que les civils avaient été avertis avant le début de l'assaut canadien, dans un effort de minimiser les victimes, mais que certains soldats regrettaient la perte de l'élément de surprise (CTV – *CTV News,* 2006c). Dans le même reportage, le commandant Omer Lavoie explique que l'ennemi peut certainement en profiter à chaque fois que les plans sont ouvertement publicisés à l'avance. Le major Geoff Abthorpe de la compagnie C répétera exactement les mêmes mots[7] (cité par Perreaux, 2006k). En effet, le brigadier-général David Fraser précisera plus tard : « Nous avons également largué des affiches à effet psychologique disant aux non-combattants et aux civils de quitter la zone et leur affirmant que nous combattions les talibans et non le peuple. La plupart des habitants avaient quitté les lieux avant le début du combat » (Fraser, 2008, p. 273). Le largage des tracts (*leaflets*) est un outil des opérations psychologiques, qui est l'une des composantes des opérations d'information.

Le 4 septembre, un incident de tir ami par un avion américain touche les soldats de la compagnie Charlie et suscite une forte couverture médiatique. Les Perreaux de La Presse canadienne indique que « des avions de l'OTAN ont mitraillé par accident des soldats canadiens en Afghanistan, faisant un mort et plus de 30 blessés » (Perreaux, 2006l). Sylvain Desjardins de la radio de Radio-Canada vient tout juste d'arriver à Kandahar à ce moment-là et rapporte que Fraser a ordonné une enquête sur l'incident de tir ami (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006d). Comme toujours, les médias canadiens rappellent que le nombre de soldats canadiens tués en Afghanistan dépasse, à ce moment-là, la trentaine. « Les cinq morts survenues dans le district de Penjwaii [sic], à l'ouest de Kandahar, représentent les pertes les plus lourdes subies par les Canadiens en une période de 24 heures depuis que le Canada a commencé à déployer des troupes en Afghanistan, au début de 2002 », note La Presse Canadienne (Perreaux, 2006l). « Lorsque nous lui avons demandé s'il était préoccupé par le fait que cette dernière éruption de décès au Canada affecterait davantage le soutien du public à la mission au Canada, le général Fraser a simplement

dit : "Je laisserai cela aux politiciens" », rapporte Carolyn Dunn (CBC Television – *The National,* 2006b).

Les journalistes intégrés dans l'opération *Medusa* ont pu prendre le pouls du front en suivant les soldats sur le terrain à quelques occasions lors de la bataille du Panjwai. Le 12 septembre, Les Perreaux publie un article où il suit pas à pas la progression du 5e peloton de la compagnie Bravo du *1 RCR* dans la bataille du Panjwai. On peut aisément sentir la tension du front et la camaraderie des soldats du peloton. Une tension palpable causée par la menace des roquettes des talibans et une camaraderie ponctuée par les blagues, les ordres et les nouvelles sur l'état des compagnons blessés (Perreaux, 2006m). Également avec la compagnie Bravo, le correspondant du *Globe and Mail* Graeme Smith parle de l'avancée des soldats et rapporte les propos du major Geoff Abthorpe, qui encourage ses hommes à tenir leur position (Smith, 2006b).

Dans son livre *The Dogs are Eating them Now*, Smith explique qu'à un certain moment, il s'est senti assez confortable pour se promener dans un terrain ouvert avant d'être ramené à la réalité du front par une balle d'un insurgé qui a sifflé dans ses oreilles (Smith, 2013, p. 63). Au-delà des risques, les correspondants mesurent certainement le caractère historique de cette opération. « J'étais essentiellement un gamin excité, en enregistrant ce qui ressemblait à certains égards à une bataille épique entre les forces de la barbarie et la civilisation […] », écrira plus tard le correspondant du *Globe and Mail* (Smith, 2013, p. 64).

Parmi les autres journalistes dans le Panjwai, il y avait aussi Renata D'Aliesio du *Calgary Herald* et du groupe CanWest News Service. Elle a été intégrée aux soldats de la compagnie Alpha. « Elle est restée avec eux, elle était sur le terrain je pense presque quatre semaines sans arrêt. Ils étaient heureux de l'avoir là[8] », se rappelle l'officier d'affaires publiques Ed Stewart, qui l'a accueillie sur le terrain quelques jours après le début de l'opération *Medusa*. Carolyn Dunn et le caméraman Jim Hoffman de la CBC couvraient également l'opération. Dans l'un de ses reportages, Dunn rapporte une visite au front aux côtés du major Geoff Abthorpe en pleine ligne de feu : « Le fossé à notre droite est le lieu désigné pour se couvrir si les talibans tirent ou lancent des roquettes sur nous » (CBC Television – *The National,* 2006c). La nervosité des journalistes est palpable, car être sur le front avec les soldats représente un plus grand risque d'être blessé ou tué. Ils arrivent dans le village de Pashmul, objectif principal de l'opération, tombé sans résistance.

Les médias indiquent alors que les commandants canadiens et leurs homologues afghans crient victoire en annonçant des centaines de combattants ennemis éliminés. Dans le *Globe and*

Mail, un article de Graeme Smith mentionne plus de 500 combattants tués tout en indiquant que ces chiffres ont été démentis par les insurgés (Smith, 2006c). Il écrira plus tard qu'il avait incité sa rédaction à demeurer sceptique face à ces revendications sur le nombre d'ennemis tués, expliquant que les talibans étaient un mouvement et non un nombre isolé de combattants (Smith, 2013, p. 80). Le brigadier-général David Fraser reviendra sur ce bilan contesté :

> Bon, combien de gens avons-nous tués ? Je ne sais pas. Il existe des chiffres qui paraîtront bien dans les romans historiques. Je pense que nous avons probablement tué entre 300 et 400 talibans, que nous en avons capturé 136 (qui sont détenus par les forces de sécurité afghanes) et que nous avons probablement éliminé 5 commandants supérieurs sur le terrain. Ce fut une défaite importante, probablement la pire défaite des talibans en près de 40 ans selon le ministre de la Défense afghan (Fraser, 2008, p. 278).

Le commandant du groupement tactique Omer Lavoie relèvera aussi, plus tard, les nombreux défis de l'opération *Medusa* en évoquant un environnement opérationnel complexe marqué, entre autres, par les attentes irréalistes du commandement supérieur pressé par les politiciens, le manque de ressources nécessaires en temps opportun, l'infiltration des forces de l'armée et de la police afghanes par les talibans, et les limites de la collaboration au sein de l'OTAN en raison des restrictions nationales (voir Horn, 2008).

Le 17 septembre, Les Perreaux rappelle néanmoins la dure réalité de l'Afghanistan :

> En juin, à l'issue d'un mois de combats sporadiques, mais intenses, un commandant canadien avait soutenu que les coalisés avaient "brisé les reins" des talibans dans ce territoire. Toutefois, les talibans étaient revenus presque immédiatement en plus grand nombre encore et avaient même établi des positions fortifiées dans les champs de vigne et les enceintes de cette zone, en plus de prévoir des réseaux d'approvisionnement, des installations médicales de campagne et des arsenaux cachés (Perreaux, 2006n).

Le lendemain, les médias annoncent la mort de quatre soldats canadiens et plusieurs autres blessés, dont des civils, dans un attentat-suicide à vélo dans le village de Kafirr Band, dans la même région du Panjwai. « Les soldats marchaient, ils dialoguaient avec les gens, ils font cela pour rassurer les gens, pour appuyer la police et l'armée nationale afghane », déclare le brigadier-général David Fraser (cité par Perreaux, 2006o). Les médias indiquent que les soldats canadiens en patrouille distribuaient des bonbons et des cadeaux à des enfants au moment de l'attaque. Le commandant Omer Lavoie soulignera plus tard le défi pour les soldats que constitue la « menace asymétrique » en dépit de l'entraînement :

> […] il est difficile, explique Lavoie, d'accepter l'idée que quelqu'un soit capable de s'approcher d'un groupe de soldats entourés d'un groupe de non-combattants et de déclencher la bombe qu'il transporte pour tuer les soldats ainsi qu'une demi-douzaine ou plus de civils par la même occasion. C'est un tout nouveau défi. Les soldats doivent être prudents et conscients de la menace, mais en même temps ils doivent gagner le cœur et l'esprit de la population (cité par Horn, 2008, p. 255).

Durant l'offensive *Medusa*, les opérations tactiques des soldats au front ont bien sûr accaparé l'attention des médias intégrés avec l'armée canadienne. Le déploiement des troupes, les bombardements, les combats, les morts et les blessés, l'avancée des compagnies vers les différents objectifs et bien d'autres actions en zone d'opérations ont constitué des occasions uniques de reportage pour les médias intégrés en Afghanistan. Aux premières loges, les journalistes intégrés étaient dans le désert afghan, suivant la progression des quatre compagnies du *1 RCR*. Ils ont également participé à plusieurs patrouilles aux côtés des soldats, et parfois durant plusieurs jours d'affilée. L'officier d'affaires publiques Ed Stewart, qui était responsable des relations avec les médias pour le groupement tactique, résumera plus tard : « Au moyen de terminaux satellites portatifs, les représentants des médias ont pu présenter aux Canadiens, et au monde entier, les aspects d'une opération canadienne qu'ils n'avaient jamais eu l'occasion de voir auparavant, d'autant plus qu'il s'agissait d'une opération de combat dirigée de grande envergure » (Stewart, 2006, p. 23).

4.3 Le dispositif d'accès : conjoncture et limites

Être intégré, « c'est la même chose qu'être sur un autobus de campagne avec un politicien[9] », note Ed Stewart. L'OAP explique qu'il y avait certaines attentes voulant que 60 à 65 % des nouvelles des journalistes intégrés portent sur l'effort canadien[10]. Comme durant les rotations précédentes, les relations entre les soldats et les médias sont marquées à la fois par l'histoire institutionnelle et par la conjoncture opérationnelle. En ce qui a trait à l'aspect historique, l'officier d'affaires publiques Ed Stewart note un héritage du scandale de la Somalie dans le fait que beaucoup de soldats de la roto 2 ont dit qu'ils ne voulaient jamais parler aux journalistes[11]. Cependant, l'aspect conjoncturel influe également sur la relation entre les médias intégrés et les soldats à différents niveaux. On peut ici en noter deux.

Le premier niveau est la relation immédiate dans le quotidien opérationnel. Lorsque soldats et journalistes se côtoient pendant un certain temps, des relations moins méfiantes peuvent se développer entre eux. L'OAP du *1 RCR* a constaté qu'une relation convenable s'était effectivement développée durant l'opération *Medusa,* car les journalistes intégrés vivaient avec les troupes et partageaient leurs conditions[12]. Cette relation prend corps dans certains gestes de conduite visant à gagner la confiance[13]. La proximité a permis aux journalistes intégrés d'accéder directement aux informations des soldats canadiens et cela a mené à des récits intéressants et vivants durant la

campagne du Panjwai. Pour l'armée canadienne, cette proximité a l'avantage de montrer les soldats dans leur environnement opérationnel. Selon Ed Stewart, cet accès accordé aux médias s'avère payant quand on voit, sans que personne s'y attende, des reportages du type : « Nous aimons nos soldats, nous sommes fiers de ce qu'ils font[14] ». Avec tant d'informations disponibles, les journalistes ont donné à l'armée canadienne une bonne campagne de relations publiques (Li, 2009). Ici, l'intégration joue un rôle de dispositif informationnel visant à occuper le plus possible l'espace médiatique pour gagner la guerre de l'information contre l'adversaire. L'ennemi taliban est connu pour ses propres campagnes d'information. Les médias intégrés vont certainement parler abondamment des soldats et des opérations en cours. L'intégration permet à l'armée de s'assurer d'une couverture substantielle, mais le dispositif ne garantit pas la teneur positive de la couverture, qui dépend en grande partie de la conjoncture opérationnelle. Une large couverture de l'opération *Medusa* dans le Panjwai n'a pas empêché des reportages sur les pertes significatives dans les premiers jours de l'opération. Le contrôle de l'information dans un dispositif d'intégration journalistique d'une armée s'effectue à différents niveaux, mais cela ne signifie pas que les journalistes ont totalement les mains liées. Parler des pertes ne signifie pas non plus montrer ses pertes. Le journaliste peut être présent dans le périmètre opérationnel, mais il n'est pas attaché aux unités en première ligne, qui sont les plus susceptibles d'absorber les pertes. Ici, on invoque souvent l'aspect sécuritaire, mais c'est aussi une dimension du contrôle des images.

Le deuxième niveau concerne la conjoncture opérationnelle elle-même en matière de succès ou d'échec. C'est un trait récurrent des relations armée-médias. Quand les opérations connaissent un succès sur le terrain, les médias sont les bienvenus en vue de publiciser les succès des troupes, mais quand les opérations se trouvent dans l'impasse ou qu'elles subissent des revers, les médias risquent d'être éloignés pour étouffer les échecs. Durant l'opération *Medusa*, très peu de restrictions ont été imposées aux médias intégrés. Ed Stewart fait allusion à la dimension conjoncturelle : « Pour le dire franchement, il est très facile d'être généreux quand vous gagnez. À ce moment-là, nous faisions mieux que nous l'avons été plus tard [dans la mission][15] ». Stewart ajoute qu'un constat s'est imposé au cours de son déploiement : « Si vous ne cachiez pas les choses aux journalistes, ou du moins si vous leur donnez un accès ouvert, il est vraiment très difficile d'avoir des problèmes[16] ». Dans l'histoire des relations armée-médias, des restrictions sévères à l'accès aux opérations ont généralement créé des tensions et un antagonisme générateur de mauvaise publicité pour l'armée.

Avec *Medusa*, l'intérêt médiatique était tel que des journalistes britanniques et des journalistes locaux ont été intégrés pour couvrir les opérations dans le Panjwai. Les commandants étaient disponibles pour parler aux journalistes. Quelques conférences de presse ont été organisées directement de la base de patrouille Wilson, où se trouvait le quartier général de campagne du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment*.

L'opération *Medusa* en septembre 2006 a été certainement un moment marquant des relations armée-médias au Canada et a bénéficié d'une très large couverture médiatique. Durant cette offensive, l'accès des médias aux opérations des Forces canadiennes a été généralement bien apprécié par les journalistes intégrés. En couvrant *Medusa* avec les troupes sur le terrain au cours d'une opération cinétique d'envergure, les journalistes intégrés ont bénéficié de l'accès le plus grand durant la roto 2. « Nous avons été invités à cette occasion. Et ils étaient heureux de nous avoir[17] », confie Les Perreaux de La Presse canadienne, l'un des journalistes les plus en vue sur cette opération. Ed Stewart, l'OAP du *1 RCR*, se souvient de l'une des sorties de Les Perreaux, où il était caché dans un caniveau sous le feu avec les soldats d'une section du *1 RCR* : « C'est aussi proche qu'il était. Il était juste là[18] ».

La première offre d'intégration consistait en deux places, et c'est Les Perreaux de La Presse canadienne et Graeme Smith du *Globe and Mail* qui les ont comblées. D'après Perreaux, comme l'offre était de deux places alors qu'il y avait trois journalistes, ces derniers ont conclu un arrangement pour permettre au reporter de CanWest News Service de recevoir des informations recueillies sur le terrain, et lui aussi s'engageait à partager, si nécessaire, des renseignements officiels qui émergeraient pendant que les deux journalistes seraient sur le terrain avec les troupes[19]. En fait, la technologie de reportage a quelque chose à voir avec cette situation. Stewart, qui a présenté l'offre aux journalistes, y fait référence ici : « Certains reporters sont très faciles, d'autres sont plus exigeants. Ceux de la presse écrite sont toujours plus faciles, parce que c'est juste eux. Ceux de la télé sont toujours un peu plus difficiles parce qu'à un certain point, ils ont besoin du visuel[20] ». Le journaliste Les Perreaux renchérit : « Les gens de la télévision étaient sérieusement désavantagés parce qu'ils ne pouvaient jamais être trop loin d'une antenne parabolique. Donc, sortir pendant 6 jours était un engagement énorme pour eux et ça exigeait qu'ils aient une personne de secours sur la base ou un arrangement spécial[21] ».

En dépit de l'accès des journalistes intégrés à la zone des opérations et au succès de la couverture de manière générale, Les Perreaux croit cependant que la planification médiatique par

le service des affaires publiques n'était pas établie dès le départ pour l'opération *Medusa*. Il avance que le service des affaires publiques n'avait pas un plan précis, mais qu'il a été décidé de laisser les journalistes intégrés sortir en gérant la situation au jour le jour[22]. Il donne l'exemple d'une situation où il était sur terrain avec les soldats sans que les directives soient claires quant à l'endroit et à la durée de l'intégration :

> Je me souviens qu'à un moment donné, j'étais assis dans un véhicule blindé et un appel à la radio est arrivé, m'informant que je devais être laissé quelque part pour qu'ils puissent me renvoyer à l'aérodrome de Kandahar. Et nous sommes retournés en fin de compte à une base d'opérations avancée. J'ai juste dit : "Pourquoi ai-je besoin de revenir ? Ai-je vraiment besoin d'y retourner ? Pouvez-vous leur demander ?". Et puis finalement, c'était comme : "Eh bien non, nous avons juste pensé que votre temps était écoulé. Mais, vous pouvez y allez !"[23].

Les Perreaux est parmi les journalistes intégrés qui ont couvert à la fois la mission du 1 *PPCLI*, au début de 2006, et celle du *1 RCR,* à l'automne 2006. Il indique qu'il a eu l'impression que les opérations du *1 PPCLI* semblaient s'appuyer sur un plan médiatique mieux orchestré, tandis que celle du *1 RCR* lors de l'opération *Medusa* ne semblait pas reposer sur un plan précis[24]. Cette impression est probablement liée au fait que la décision d'intégrer les journalistes à la base de patrouille Wilson n'avait pas été planifiée dès le départ par l'équipe des affaires publiques à Kandahar, comme nous l'avons vu. L'officier d'affaires publiques du groupement tactique a proposé au commandant Omer Lavoie d'intégrer directement les médias auprès des unités de l'opération *Medusa*. Cet arrangement a certes bien fonctionné en donnant aux journalistes l'accès le plus près des soldats dans la région du Panjwai, mais la mise en œuvre de cette intégration médiatique a certainement été improvisée au gré des opérations.

Durant l'offensive dans le Panjwai, la question du transport des journalistes intégrés n'a pas été un enjeu important. L'OAP du groupement tactique fonctionnait avec le principe suivant :

> Si les journalistes voulaient sortir avec nos soldats, nous devions fournir leur transport à destination et en provenance de cet endroit. Et la raison était que je ne voulais pas des gens en habits se présenter dans des voitures civiles à travers nos bases de patrouille. Je ne voulais pas non plus qu'il y ait un risque que des journalistes soient enlevés et que cela facilite un peu la façon d'entrer dans le camp et de faire exploser les choses[25].

Contrairement à l'expérience de la roto 0 de l'opération *Athena* avec le *3 RCR* en 2003, la question de la sécurité opérationnelle était de mise en 2006 par rapport au transport des médias. Exceptionnellement, cette politique de transport des journalistes intégrés dans la zone des opérations a connu une entorse passagère, mais la brèche s'est refermée fermement, comme l'explique l'OAP Ed Stewart :

> Pendant que j'étais en permission, un journaliste voulait s'éloigner de la base de patrouille, il était journaliste de télévision, et l'officier des opérations et l'OAP, qui couvrait pour moi pendant mon absence, a fait une exception et a dit "vous pouvez avoir votre fixeur pour vous prendre". Et dès que cela s'est produit, les gens ont commencé à utiliser leurs fixeurs pour aller et venir de divers endroits. Quand je suis revenu, j'ai dit : "Cela ne se reproduira plus". C'était la seule fois où j'ai vraiment eu une grosse dispute avec un gars. Il voulait se battre. Parce que c'était très commode pour lui, il serait beaucoup plus facile pour lui de rapporter presque quotidiennement sur ce que nous faisions. Mais j'ai dit sèchement : "Pas question". Et nous avions en fait une grosse dispute devant tous les journalistes[26].

Durant les opérations, il y avait des convois quotidiens et c'était facile de déplacer les journalistes intégrés sur le terrain. Le groupement tactique n'avait pas ses propres moyens aériens, mais parfois, les journalistes pouvaient être déplacés par des hélicoptères américains. Selon Stewart, il a pu accommoder presque toutes les demandes des médias[27].

L'accès des journalistes aux opérations a cependant ses limites. Le journaliste Mike Drolet du réseau Global News explique que les soldats sont très conscients de la présence des journalistes durant les opérations. Durant la rotation 2 du *1 RCR* en 2006, Drolet a été intégré pour une période de deux mois, après une formation sur les risques en zone de guerre en Virginie, aux États-Unis. Il a donné l'exemple d'une opération où les soldats ne voulaient pas se rapprocher davantage, en raison de la présence des journalistes dans un VBL, pour engager le combat avec les talibans qui tiraient sur eux. Les soldats ont sorti leurs mortiers pour pilonner les talibans, mais n'ont pas voulu s'avancer pour un combat frontal comme les autres VBL de leur formation. « Ils ont été très prudents avec nous en 2006. Très prudents avec nous pour ne pas nous laisser atteindre la ligne de front. Parce qu'ils ne voulaient pas avoir un journaliste mort[28] », dit Drolet.

Renata D'Aliesio du *Calgary Herald* et de CanWest News Service a également souligné les limites de la couverture de *Medusa* en indiquant qu'on ne lui a permis d'entrer à Pashmul que quand la situation était jugée sécuritaire (citée par Bergen, 2009, p. 60). Même si les journalistes ont été intégrés dans les compagnies, le sentiment du fardeau exprimé par certains soldats dans d'autres rotations a été encore une fois entendu. D'Aliesio relate qu'elle a senti cette préoccupation qu'ont les soldats envers le journaliste en tant que personne supplémentaire dont ils doivent s'occuper (citée par Bergen, 2009, p. 60). Dans son cas, elle ne pouvait pas, par exemple, aller faire ses besoins dans la brousse sans demander un garde armé (citée par Bergen, 2009, p. 60).

Durant l'opération *Medusa*, il n'y a pas eu d'incidents ayant trait directement à la sécurité opérationnelle. Les points litigieux ont plutôt concerné les règles d'intégration. La violation la plus sérieuse des règles d'intégration a été celle de Matt McClure de CTV. Celui-ci aurait eu des

soupçons que les Canadiens avaient des prisonniers et que ces derniers étaient maltraités dans la prison du camp. Il a alors profité de l'ouverture de la porte de la prison pour s'y introduire brusquement avec une caméra et a commencé à filmer. Selon les règles d'intégration, la prison du camp est une zone interdite. Par contre, il est possible de mener des entrevues avec des détenus, mais il faut une autorisation du ministre de la Défense nationale au cas par cas. La violation du contrat d'intégration a valu à Matt McClure une exclusion de la zone des opérations. L'officier d'affaires publiques Ed Stewart se rappelle :

> Il avait entendu quelque chose et il est arrivé à la mauvaise conclusion et a décidé que ça valait le risque et il s'est avéré que sa conclusion était incorrecte. Nous n'avions pas d'autre choix que de le faire. C'était presque la fin de *Medusa*, nous n'avions d'autre choix que de dire à la force opérationnelle de l'Afghanistan que nous ne l'emmènerions plus jamais avec le groupement tactique[29].

McClure a donc été forcé de quitter la base de patrouille avancée pour rejoindre la principale base de Kandahar. Il n'a pas été désaccrédité[30] officiellement par le service des affaires publiques à Kandahar pour violation du contrat d'intégration. Le patron de CTV est même venu à Kandahar pour gérer cet embarras. McClure a alors été rappelé par le réseau et a quitté le programme d'intégration. L'instinct journalistique peut pousser à transgresser une règle dans l'optique plus large de dénoncer des pratiques militaires qui contreviennent à des valeurs sociétales (Gans, 1979), mais une conduite journalistique contraire au contrat d'intégration est, pour l'armée, un motif raisonnable de sanction.

Au cours de l'offensive, une des rares règles d'intégration qui impliquaient la censure des images a été appliquée. Deux journalistes intégrés ont croisé une unité canadienne qui avait capturé deux combattants talibans. Les prisonniers avaient les mains attachées et les yeux bandés assis dans un véhicule. Les journalistes ont alors demandé de prendre les photos des prisonniers. L'OAP Stewart a accepté à condition que lui-même et un capitaine de la police militaire vérifient préalablement les photographies qui devaient être publiées. « Nous nous sommes assis et avons dit : "Vous pouvez utiliser celle-ci et celle-là" et nous avons supprimé le reste[31] », raconte Stewart. En principe, le contrat d'intégration n'est pas basé sur la censure préalable. Cependant, le cas que nous venons de mentionner repose sur la règle suivante :

> Les Forces canadiennes tiennent à examiner toutes les photographies de détenus afin de s'assurer que les droits de ces derniers sont respectés. Cette mesure vise également à protéger les détenus contre la curiosité publique conformément à l'article 13 de la Troisième Convention de Genève. Il est interdit de montrer sur des photos ou d'autres supports visuels le visage d'une personne détenue, son insigne nominatif ou tout autre caractéristique ou article permettant de l'identifier (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006b, annexe A, p. 3).

Lors de l'opération *Medusa*, un élément difficile à couvrir pour les journalistes intégrés a été les pertes de l'ennemi. Le bilan disponible rapporté dans la plupart des médias est principalement venu des déclarations des commandants de l'OTAN et des responsables afghans à Kandahar et à Kaboul. Les chiffres oscillaient entre 300 et plus de 1000 combattants tués durant les combats et les bombardements. Sur le terrain, les journalistes qui suivaient certaines opérations recevaient des informations sur des dizaines de combattants ennemis tués, mais il était difficile de confirmer les chiffres officiels. Le journaliste Les Perreaux, qui a passé plusieurs jours sur le front, explique qu'en général, les soldats pourchassaient les talibans sur le terrain et qu'ensuite, le soutien aérien prenait la relève pour les décimer[32]. En général, les journalistes pouvaient certainement voir les échanges de coups de feu et de tirs de mortiers lors d'escarmouches ainsi que les hélicoptères et les avions de la coalition en action. Comme journaliste intégré, cependant, il était très difficile de vérifier l'état des pertes ennemies. Même les bilans officiels avaient leur part d'ombre, relate Perreaux :

> Je me souviens, à un moment donné, d'un officier des affaires publiques que j'interrogeais sur ces chiffres des pertes : "Où obtenez-vous ces chiffres ?" Et il m'a dit qu'il avait des images qu'il pourrait être en mesure de partager avec moi ou me montrer. Des camions pleins de talibans blessés dans le désert. Et ça n'a jamais été partagé et je n'ai aucun doute que ça existe. Mais, c'est le genre d'informations qui aurait miné la crédibilité de ce qu'ils prétendaient et ils n'étaient pas toujours intéressés à le partager, car ça aurait été la description des mitrailleuses d'hélicoptères en train de décimer les gars dans les camionnettes[33].

La couverture de l'incident de tir ami par un avion américain A-10 sur la compagnie Charlie au début de l'opération *Medusa* a été difficile pour les journalistes intégrés. Le service des affaires publiques à Kandahar a décidé de limiter l'accès aux blessés de l'incident. Les blessés les plus graves avaient été évacués en Allemagne puis au Canada, mais plusieurs autres blessés étaient à l'hôpital militaire de Kandahar. Au dispositif de clôture, les journalistes vont tenter une stratégie de contournement. Mike Drolet du réseau Global a senti les entraves sur les tentatives de reportage sur les blessés de l'incident :

> Nous essayions d'avoir accès à eux et les Paffos [officiers d'affaires publiques] disaient : "Non, vous ne pouvez pas aller à l'hôpital. Non, ils ne veulent pas vous parler". Et nous disions : "Leur avez-vous demandé ?". "Oh oui, nous leur avons demandé, ils ne veulent pas vous parler". Ils étaient catégoriques à ce sujet. Et, vous savez, l'hôpital est un site assez sécurisé. Vous ne pouvez pas juste y entrer[34].

Avec un peu de persévérance, le correspondant du réseau Global a su que les prétentions des officiers d'affaires publiques n'étaient pas fondées, car les soldats touchés ont manifesté en privé l'intention d'accorder des entrevues au journaliste, qui avait déjà couvert la compagnie C et qu'ils

connaissaient bien. Mike Drolet et son caméraman sont finalement allés à l'hôpital militaire pour rendre visite aux soldats blessés, au départ sans caméra. Drolet raconte l'atmosphère : « Les infirmiers sont venus et ont dit : "Est-ce que ces gars vous dérangent ?" Et ils ont dit : "Non, ce sont nos amis". Parce que les soldats étaient furieux de la façon dont tout était fermé, comment ils essayaient de garder l'information parce qu'ils ne voulaient pas que les gens parlent d'un incident de tir ami[35] ». L'équipe de Global a alors demandé aux soldats s'ils accepteraient d'être filmés, et les soldats ont rapidement acquiescé. L'équipe est repartie en courant chercher la caméra et a commencé à mener l'entrevue. Drolet décrit ce qui s'en est suivi :

> Nous avons commencé à interviewer et puis […], les gens à l'hôpital sont comme :"Putain, qu'est-ce qui se passe ?", alors ils ont appelé les Paffos. Les Paffos sont entrés et ils sont tous nerveux et tous en colère. Et ils sont comme : "Hé, qu'est-ce que vous faites ? Vous ne pouvez pas le faire. Vous ne pouvez pas faire cela. Nous sommes comme : "Bien sûr. Nous sommes autorisés à parler aux gens fournis". Et c'est là qu'ils ont essayé d'utiliser le programme d'intégration contre nous et nous avons dit : "Non, nous sommes autorisés à parler aux gens fournis, ils sont d'accord pour nous parler. Nous ne l'avons pas inventé. Ils nous ont réellement demandé de faire une entrevue". Et les soldats […] ont dit : "Non, nous voulons parler à Mike". Nous avons donc fait l'entretien. Et donc nous avions une exclusivité avec tous ces gars qui avaient été enfermés. […]. Et les Paffos sont comme : "Bien, il aurait été agréable pour vous de nous avertir que vous alliez faire cela" et j'ai dit :" Nous vous l'avons demandé depuis deux jours et vous nous avez dit qu'ils ne veulent pas nous parler, ce qui est clairement pas vrai. Donc, vous ne nous aidez pas du tout. Vous travaillez contre nous. Pourquoi est-ce que je vais vous le dire afin que vous sabordiez la chose avant que je le fasse réellement". Et ils étaient comme : "Bien, c'est juste"[36].

Il y a les règles, mais il y a aussi des tactiques particulières pour empêcher la circulation de l'information à propos des zones d'inconfort. Ce cas illustre la difficulté pour les journalistes de couvrir les incidents de tir ami, qui sont des situations très sensibles pour l'armée. À la suite de l'incident de Trevor Greene, le service des affaires publiques pouvait certes établir une très courte période de décompression pour les soldats blessés, mais limiter l'accès en prétendant que les soldats ne voulaient pas parler aux médias n'était pas conforme au contrat d'intégration. L'hôpital d'un camp ou tout autre endroit où se trouvent des soldats blessés constitue ce que nous appelons une « zone d'inconfort » pour l'armée où le contrôle est susceptible d'être plus strict. Une des conséquences de cet épisode de contrôle de l'information à l'hôpital du camp de Kandahar a été évidemment l'incompréhension des autres réseaux de télévision quand le reportage exclusif de Global a été diffusé. Les officiers d'affaires publiques ont dû composer avec la déception du correspondant de CTV, qui se sentait floué.

Ce cas met en lumière aussi le décalage qui existe parfois entre la volonté de l'institution militaire de contrôler certaines informations jugées sensibles et le désir des soldats de raconter leur

histoire personnelle. À la question de savoir si certaines unités avaient réagi en voyant les actions des autres unités être publicisées dans les médias, l'officier d'affaires publiques Ed Stewart a confirmé que les soldats de la compagnie C qu'on avait soustraits du regard médiatique après l'incident de tir ami avaient eux-mêmes demandé par la suite qu'on leur envoie des journalistes[37].

Comme ça avait été le cas auparavant, les journalistes avaient toujours la latitude de s'intégrer avec les Forces canadiennes, mais aussi de réaliser des reportages indépendants en dehors du dispositif militaire. Pour les rédactions, il est essentiel de diversifier les points de vue dans leur couverture de la guerre. L'intégration dans l'armée est pratiquement le seul moyen accessible pour les journalistes de couvrir le point de vue militaire sans prendre des risques indus. Avec le journalisme non intégré, les journalistes n'ont pas à signer un contrat contraignant avec l'armée.

Sylvain Desjardins de la radio de Radio-Canada a été intégré brièvement à la base canadienne de Kandahar en 2006, au moment de l'opération *Medusa*. Cependant, Desjardins préfère la liberté du reportage indépendant, loin de ce qu'il appelle le « carcan militaire » :

> Mon choix, c'était de ne pas être emprisonné, embrigadé avec les militaires dans toutes leurs excursions et surtout de dépendre d'eux, non seulement pour avoir du contenu mais pour mes déplacements. Quand tu es là-bas, tu es totalement isolé. Alors moi, mon choix ç'a été plutôt, parce que j'étais déjà allé, parce que on avait toute une série de contacts à Radio-Canada avec des fixeurs-chauffeurs locaux et puis mon choix ç'a été de fonctionner avec eux[38].

Avant d'être intégré avec l'armée canadienne à Kandahar en 2006, Desjardins avait déjà couvert l'Afghanistan, d'abord dans les zones tenues par l'Alliance du Nord en 2001, au lendemain des attentats du 11 septembre, ensuite en 2002 à l'arrivée des Américains à l'aéroport de Kandahar, puis en 2004 à Kaboul, principalement comme journaliste indépendant, même s'il a accompagné les militaires canadiens à quelques reprises.

La première expérience de Desjardins avec le dispositif militaire date de 2002, quand l'aéroport de Kandahar a été réquisitionné par les troupes américaines pour opérer leur base militaire après la chute du régime taliban. « Je me suis installé là, et là j'ai donc été, si tu veux, accrédité comme journaliste canadien mais auprès des Forces internationales qui étaient dirigées par les Américains pour couvrir les activités à la base et dans la ville[39] », décrit Desjardins. À ce moment-là, les journalistes internationaux doivent signer un contrat d'accréditation avec un certain nombre de directives, mais on est encore loin des contrats formalisés d'intégration qui vont se généraliser au lendemain de la guerre en Irak en 2003.

Desjardins décrit les avantages du journalisme non intégré :

> Étant souvent seul, je préférais avoir plus de mobilité, plus d'indépendance, avec un interprète fixeur qui connaît des gens un peu partout dans le pays, qui avait plein de contacts, qui pouvait me trouver les bons chauffeurs selon les zones où on avait à se déplacer, puis avoir plus d'autonomie comme ça, quitte à ce que ce soit plus risqué. Il est arrivé des fois où j'ai dû m'habiller en vêtements locaux pour passer le plus inaperçu possible pour aller dans certains endroits, pour aller rencontrer certains chefs de guerre, certains chefs de choura en ville. J'ai eu accès à beaucoup de monde en faisant ce type de reportage là[40].

Au cours de l'automne 2006, Sylvain Desjardins a été quelque peu forcé par l'actualité à s'intégrer sur la base de Kandahar au moment où l'armée canadienne a connu ses premières victimes au cours de l'opération *Medusa* et il a pu recueillir les témoignages des soldats qui avaient pris part aux combats dans le Panjwai ou qui connaissaient les victimes de ces combats-là.

Le journalisme non intégré lui a permis de couvrir un peu la question des victimes civiles, une des limites de l'intégration militaire, comme il en témoigne ici :

> L'armée canadienne me disait que dans tous ces combats-là, il n'y avait pas de victimes civiles. Or moi avec mon fixeur, qui était très branché avec des anciens talibans, on a réussi à avoir des témoignages de gens de la région de Panjwai qui fuyaient les zones de combat, puis qui venaient vivre en ville à Kandahar, à qui j'ai pu parler derrière des portes closes, dans des endroits très discrets, qui me racontaient qu'ils avaient vu de leurs voisins se faire tuer par ces bombardements-là. Donc j'avais de l'information qui, à mon avis, était beaucoup plus pertinente en adoptant le type d'attitude journalistique et de reportage que j'ai fait[41].

Le journaliste Les Perreaux a également publié une dépêche dans La Presse canadienne où il évoque la question du bilan des victimes civiles en indiquant que les familles déplacées qui revenaient dans le district de Panjwai après l'opération *Medusa* affirmaient que les combats avaient fait plus de morts que la dizaine de personnes selon les chiffres officiels (Perreaux, 2006p).

De manière générale, les relations entre les militaires et les journalistes durant la roto 2 du *1 RCR* ont été cordiales. Durant l'opération *Medusa*, le commandant du groupement tactique avait accepté que les journalistes intégrés soient logés dans les bases avancées près de ses soldats. Le journaliste Les Perreaux explique que la relation entre le commandant et les journalistes intégrés était très professionnelle malgré une certaine réserve.

> Omer Lavoie, pendant l'opération *Medusa*, il était colonel sur le terrain et il n'était pas vraiment convaincu de tout ça, c'était clair. Mais, il vous traitait avec respect et vous aviez ce genre de relation respectueuse et il partageait toutes les informations qu'il pouvait. Il était en fait étonnamment ouvert, même s'il était un peu méfiant de la relation. Mais, il n'essayait pas de vous courtiser, il n'essayait pas de vous embobiner, il n'essayait pas de faire semblant que les choses n'étaient pas comme elles étaient[42].

En général, les contacts entre les commandants et les journalistes intégrés sont limités. Les journalistes peuvent faire des demandes spéciales pour parler aux commandants, ou alors les commandants prennent eux-mêmes l'initiative de rencontrer les médias.

Durant *Medusa*, le travail de l'officier d'affaires publiques du groupement tactique a été très apprécié par les journalistes intégrés. Les Perreaux de La Presse canadienne témoigne de cette appréciation :

> Tout ce qu'il pouvait faire pour nous garder avec les troupes de première ligne au cours de l'opération *Medusa*, c'était sa ligne de conduite avec nous, c'était sa ligne de conduite avec les patrons, c'est ce qu'il a fait. Pour nous, c'était un très bon succès médiatique. C'était une opération réussie. Je pense que nous avons eu un aperçu de cette opération qui aurait été impossible à partir de la base[43].

La journaliste Christie Blatchford du *Globe and Mail*, qui a couvert la roto 2, abonde dans le même sens quand elle évoque le travail des officiers d'affaires publiques : « Il y avait un OAP super, Ed Stewart, qui était avec le *RCR*. Il est juste un chic type brillant, c'était merveilleux de travailler avec lui, il ne se souciait pas où vous alliez. Si vous vouliez sortir avec le peloton X, peu importe, son travail était de vous y amener. Donc, c'était formidable de travailler avec lui[44] ».

Quand on lui pose la question de savoir si, dans l'ensemble, il a été satisfait par rapport à ce qu'il souhaitait couvrir dans la mission canadienne, Les Perreaux répond :

> Dans l'ensemble, pendant tout mon séjour là-bas, je dirais que oui. Et c'était en grande partie à cause de l'opération *Medusa* [qui] a en quelque sorte sauvé la mise, car on a vraiment senti que nous étions, je ne dis pas sans entraves, mais nous avons été autorisés en quelque sorte à faire notre travail comme ça devait se faire dans ce programme. La raison d'être de l'intégration est d'obtenir le genre d'aperçu que nous avons eu sur l'opération *Medusa* et c'était l'un des seuls moments où je pense où ça a effectivement fonctionné comme ça devait se faire pour les deux côtés[45].

L'appréciation générale par l'officier d'affaires publiques du groupement tactique *1 RCR* est également positive. « Dans l'ensemble, la plupart des journalistes sont assez professionnels et vous êtes professionnel pour eux, ça ne demande pas beaucoup d'efforts. C'est comme s'entendre avec n'importe qui[46] », confie Ed Stewart. De même, quand on lui demande s'il a été satisfait par la couverture médiatique, Stewart répond avec enthousiasme : « Notre couverture était superbe ». D'après l'OAP, l'opération *Medusa* était une grande opération menée efficacement par les soldats canadiens avec beaucoup de succès, car un ennemi massif s'était présenté à eux[47]. Il reconnaît par le fait même que cette configuration opérationnelle de la roto 2 était beaucoup plus simple que celle que connaîtront les rotations suivantes.

De manière générale, la couverture de l'opération *Medusa* a contribué à l'amélioration des relations armée-médias. Dans les rotations précédentes, nous avons vu que les préjugés des soldats envers les médias ont la vie dure. Le *1 RCR* ne fait pas néanmoins exception. L'OAP Ed Stewart le sait très bien, lui qui a vu évoluer l'attitude militaire envers les médias : « Je pense que par défaut,

et encore une fois, je pense que c'est un vestige de la Somalie, beaucoup de soldats voient naturellement les journalistes avec suspicion[48] ». C'est une vieille rengaine de la littérature sur les relations armée-médias, et plusieurs participants de cette recherche l'ont encore souligné à plusieurs reprises au sein de différentes rotations. La suspicion des militaires est basée, entre autres, sur l'idée que les journalistes peuvent écrire n'importe quoi malgré ce qu'on leur dit. Par ailleurs, l'armée craignait que les soldats aillent dire des choses dommageables aux journalistes. Ed Stewart note que les soldats et les journalistes se sont bien entendus en dépit des craintes qu'il pouvait sentir avant le déploiement du *1 RCR*[49]. De manière générale, nos travaux de recherche sur les programmes d'intégration américain en Irak et canadien en Afghanistan montrent que cette suspicion s'estompe rapidement quand les militaires apprennent à connaître les journalistes, quand chacun découvre, comme nous l'avons vu, le professionnalisme de l'autre. Il existe généralement une période de prise de contact où l'apprentissage mutuel s'établit.

Du côté des journalistes, il y a peut-être moins une suspicion qu'une méconnaissance, souvent, du fonctionnement de l'institution militaire. « La chose la plus surprenante pour moi était le professionnalisme des soldats auxquels nous étions attachés[50] », relate Rick Madonik, le photographe du *Toronto Star* qui a effectué son deuxième voyage en Afghanistan en septembre-octobre 2006. Chez les militaires comme chez les journalistes, quelques cas exceptionnels ont été signalés concernant des individus avec qui il était plus difficile de travailler.

La mission de combat a suscité un grand appétit médiatique, et les rédactions ont dépêché des dizaines de correspondants en relais pour suivre les opérations des troupes. L'opération *Medusa* sera, somme toute, le point culminant de l'intégration et de l'intérêt médiatiques durant la guerre en Afghanistan. Durant l'année 2006, l'accroissement notable du nombre de morts et de blessés canadiens, comme nous allons le voir, a également attiré l'attention des médias et de l'opinion publique au pays. L'offensive *Medusa* a été certainement un repère important de la relation entre les médias et l'armée canadienne durant la rotation 2. Mais, par la suite, quelques frictions se feront beaucoup plus sentir dans le programme d'intégration. Nous allons présenter un incident qui caractérise ces frictions et poursuivre ensuite avec la période d'insécurité que connaîtra la suite de la rotation 2 après l'opération *Medusa*.

4.4 La mort de Josh Klukie crée des tensions

Les relations avec les commandants étaient en général bonnes jusqu'à ce qu'il y ait des écrits qu'ils n'aiment pas, précise Les Perreaux de La PC[51]. Stephen Puddicombe de la CBC abonde dans le même sens : « Ils n'aimaient pas ça visiblement quand j'écrivais une mauvaise nouvelle[52] ». Le cas conflictuel symptomatique de la relation a été bien sûr l'incident de la mort du soldat Josh Klukie. Comme dans le passé, l'armée canadienne devient très réactive en ce qui concerne la couverture médiatique des morts et des blessés. C'est un trait de la négociation de l'information.

Le 29 septembre 2006, les médias canadiens annoncent la mort d'un soldat dans le sud de l'Afghanistan. Son identité sera dévoilée 24 heures plus tard. Il s'agit de Josh Klukie, 23 ans, du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment*. Il est mort à la suite d'une puissante explosion d'une bombe artisanale quand il a marché sur l'engin lors d'une patrouille à pied dans le district de Panjwai. Les médias rapportent alors les messages de condoléances, entre autres, de la gouverneure générale, du premier ministre et du ministre de la Défense. Un message confidentiel envoyé par le commandement de la force opérationnelle à Kandahar au quartier général de COMFEC à Ottawa le même jour indique que les attaques d'engins explosifs improvisés (*IED*) et de mines sur le même itinéraire constituent une pression sur les ressources de la force opérationnelle (Task Force Afghanistan, 2006c). Le même message avertit CEFCOM que l'intérêt médiatique sera élevé vu le nombre de morts subies jusque-là (Task Force Afghanistan, 2006c). Josh Klukie devient en effet le 10e soldat canadien tué en Afghanistan durant le seul mois de septembre 2006.

Dans son premier article sur ce décès, le correspondant de La Presse canadienne Les Perreaux indique que la bombe était assez puissante pour constituer une mine antichar (Perreaux, 2006q). Il signale que le caporal James Miller a été également blessé lors de l'explosion et que ce dernier, qui souffre de surdité de l'oreille gauche et qui a possiblement subi une commotion cérébrale, dit « ne rien se rappeler de l'explosion, sauf de voir l'équipement de son frère d'armes décédé voler au-dessus de sa tête » (cité par Perreaux, 2006q).

Deux jours après l'incident, au moment de la cérémonie d'adieux sur l'aérodrome de Kandahar, Les Perreaux précise : « La patrouille de la section Alpha, 4e peloton, s'est déplacée sur une route poussiéreuse. Plusieurs soldats ont franchi le piège caché avant que Klukie ne le déclenche » (Perreaux, 2006r). Dans ce deuxième article, les camarades de Josh Klukie lui rendent un hommage et décrivent comment ils ont porté secours à cet ancien technicien paramédical qui

s'était enrôlé dans l'armée canadienne. L'article décrit les derniers instants de Josh Klukie à partir du témoignage poignant du caporal Mike Blois :

> Klukie a été projeté de plusieurs mètres, avec des morceaux de son équipement volant dans toutes les directions.
>
> Blois trouva son ami avec l'aide d'un technicien médical américain. Klukie était vivant mais clairement en état de choc.
>
> "Il respirait, ses yeux bougeaient, il m'a reconnu dès que je suis arrivé", dit Blois. "Il m'a regardé droit mais il ne pouvait pas parler".
>
> Blois et le technicien médical ont posé des garrots aux membres saignants de Klukie.
>
> "Je le regardais, essayant de l'encourager, mais je ne pouvais rien faire", a déclaré Blois.
>
> Après quelques minutes, Klukie a cessé de respirer et son cœur s'est arrêté. Blois a essayé de le ressusciter.
>
> "J'ai commencé à voir à son cœur. Je crois que je lui ai même cassé une côte" dit Blois. "Il ne souffrait pas, il ne ressentait rien, il ne pleurait pas de douleur. Il était juste là et en état de choc" (Perreaux, 2006r).

Dans le *Globe and Mail*, Graeme Smith reprend également les témoignages des camarades de Klukie, dont le caporal Blois, qui ont entendu « son dernier souffle et ont vu son sourire triste avant qu'il ne meure » (Smith, 2006d).

> "Tu pouvais voir qu'il ne pouvait rien entendre, mais il pouvait me reconnaître, vous savez. Je le regardais droit, il ne pouvait rien dire. Je lui disais juste de continuer à lutter, vous savez, luttez, luttez !".
>
> Les amis du soldat Klukie disent qu'il était un grand soldat bien bâti et en pleine forme physique, qui rêvait de rejoindre les forces spéciales d'élite JTF2. Mais l'explosion qui s'est passée sous ses pieds était probablement suffisante pour détruire un véhicule[53], oubliez un homme.
>
> "Il respirait", dit le capitaine Blois. "Il avait un pouls, ses yeux bougeaient… Il me regardait droit, c'était bizarre, il ne pouvait pas parler".
>
> Cette scène tranquille et désespérée a duré peut-être trois minutes, dit le capitaine Blois. "J'ai eu ce dernier garrot sur lui, je l'ai pris par l'épaule, je suis comme : "Ce n'est rien Josh, ce n'est rien". Il m'a juste regardé, a souri, et c'est tout. Il est mort là" (cité par Smith, 2006d).

La publication dans les médias canadiens de ces témoignages crus sur la mort du soldat Josh Klukie va provoquer une onde de choc dans les relations entre les journalistes intégrés et l'armée canadienne à la base de Kandahar. À partir des témoignages recueillis auprès des soldats qui ont été des témoins directs de l'attentat, les articles de Les Perreaux et de Graeme Smith traduisent avec détails la réalité brutale et le caractère cruel et sanglant de la guerre.

Cependant, le problème est venu du fait qu'il y avait des versions contradictoires sur la mort de Klukie. D'après le journaliste Les Perreaux, la tempête dans les relations armée-médias a été

apparemment causée par la mère du soldat, qui aurait été déçue par la couverture médiatique de l'incident. Il raconte :

> Je crois comprendre que quelqu'un lui aurait dit qu'il était mort instantanément et puis nous avions ces histoires sur la façon dont il était encore en vie et ils s'occupaient de lui et ce genre de choses. Donc, leur tentative d'atténuer en quelque sorte le coup pour elle en ne partageant peut-être pas toute l'histoire de sa mort a été minée par notre couverture[54].

Cette explication est corroborée par Christina Stevens de Global, qui était également à Kandahar au moment de l'incident[55].

Avant l'incident qui a coûté la vie à Josh Klukie, les journalistes intégrés Les Perreaux et Graeme Smith avaient suivi le peloton endeuillé du *1 RCR* dans la poussière du Panjwai lors de l'opération *Medusa* au début de septembre 2006. C'est là qu'ils avaient connu le caporal Mike Blois, qui leur avait livré un témoignage émouvant et puissant, mais cru. Pour certains, ce témoignage peut être vu comme un ultime effort de la part d'un soldat de communiquer comment les camarades ont tout tenté pour sauver leur confrère d'armes en très mauvais état avant de se résoudre à la dure réalité d'accepter la mort en plein visage. Pour d'autres, cette réalité cruelle ne doit pas se retrouver dans les pages des journaux ni sur les écrans de télévision. Ed Stewart, qui était l'officier d'affaires publiques du *1 RCR* au moment de l'incident, résume la réaction de certains dans les cercles militaires : « Les gens étaient tout simplement époustouflés qu'un soldat pouvait donner des détails aussi intimes à un journaliste[56] ». Stewart croit cependant que le soldat qui a accepté de témoigner n'a même pas pensé qu'il faisait quelque chose de répréhensible[57].

À Kandahar, une dispute a éclaté entre l'armée et les journalistes à la suite de l'incident, comme l'a raconté dans le magazine Légion, et plus tard dans son ouvrage, le journaliste Adam Day :

> Puis, alors que j'assistais à l'échange entre le colonel Lewis et les journalistes, un officier des affaires publiques s'est exclamé derrière moi : "C'est un programme volontaire ; vous êtes libres de partir s'il ne vous plait pas". Il avait de toute évidence raison : le programme d'intégration des médias est bel et bien volontaire. Mais une remarque semblable n'a pas sa place dans une discussion. On ne se fait pas d'alliés en lançant de tels ultimatums lorsqu'on se trouve en situation de pouvoir (Day, 2010a, p. 181).

Cet incident ramène encore la question du contrôle de l'information en temps de guerre quand les nouvelles ne sont pas reluisantes. Il y a certes la dichotomie officielle « ce qu'il faut publier/ce qu'il ne faut pas publier », qui a toujours régi la couverture médiatique de la guerre à travers les directives émises à l'endroit des correspondants de guerre sur la base fondamentale de la sécurité opérationnelle. Mais il y a aussi la dichotomie officieuse « ce qu'il faut dire ou montrer/ce qu'il ne

faut pas dire ou montrer », qui repose sur la volonté de contrôler les messages et les représentations de la guerre dans le but d'éviter toute nouvelle journalistique négative ou démoralisante. La réaction militaire négative à la couverture journalistique de cet incident relève de cette seconde catégorie.

D'un point de vue de la sécurité opérationnelle et des règlements en vigueur à ce moment-là, rien n'interdit aux journalistes de publier les témoignages des soldats, aussi crus soient-ils. Le contrat d'intégration spécifie bien que les entrevues sont permises quand les missions sont terminées. Le journaliste Les Perreaux note :

> Les soldats étaient très professionnels, ils se sont très bien comportés. Ils réconfortaient leur ami qui était en train de mourir, ils essayaient tout ce qu'ils pouvaient pour essayer de sauver ce gars, mais il est mort. Et je pense qu'ils ont décidé qu'ils auraient été juste heureux avec une petite dépêche disant : Josh Klukie est mort. Parce que c'est ce que c'est devenu plus tard[58].

Le cas de la couverture de l'incident de Josh Klukie rappelle quelque peu celui de l'attentat sur Trevor Greene, où les journalistes intégrés du *Toronto Star* avaient révélé des détails sensibles à partir des témoignages oculaires des camarades de peloton de Greene. Comme le souligne Perreaux, les soldats qui se sont exprimés après l'incident de Klukie étaient des participants volontaires et les officiers d'affaires publiques étaient au courant[59]. Comme ça s'était passé lors de l'incident de l'attaque à la hache sur Trevor Greene six mois plus tôt, le problème a été soulevé par le niveau de détails révélés dans les articles publiés.

L'onde de choc de la couverture médiatique de l'incident a été telle que l'armée canadienne a considéré revoir les règles d'intégration qui régissent les médias. Les journalistes accrédités à Kandahar ont certainement eu vent du changement de règles envisagé par l'armée. Certains militaires n'avaient pas du tout apprécié la couverture de l'incident. Perreaux pense qu'on n'allait plus permettre aux journalistes de réaliser des entretiens avec des soldats après l'action ou, à tout le moins, ne plus permettre des entrevues non supervisées[60]. Cependant, comme en témoigne l'OAP Ed Stewart, le changement envisagé concerne un amendement d'une règle existante sur la couverture des victimes :

> Il y avait des discussions sérieuses dans certains cercles exprimant une volonté de modification de l'accord d'intégration. À l'origine, il était que vous ne pouvez pas prendre des photos des soldats morts ou blessés. Ils voulaient changer pour dire que vous ne pouvez pas écrire des descriptions détaillées des morts ou blessés non plus[61].

L'éventualité de restreindre la couverture médiatique après cet incident a engendré une foire d'empoigne, et les médias à Kandahar se sont fortement opposés à cette mesure. Les Perreaux explique le sentiment qu'éprouvaient alors les médias : « Si nous ne pouvons pas interviewer ces

gars après l'action, nous ne pouvons pas sortir avec eux pendant l'action, pourquoi diable sommes-nous ici ? Si nous n'avons pas accès aux soldats, pourquoi couvrons-nous les soldats ?[62] ». En fin de compte, l'armée canadienne a reculé sur la position initiale et n'a pas imposé une nouvelle règle sur les détails ayant trait à la couverture des morts et des blessés. Néanmoins, la leçon avait été retenue.

L'incident a certainement eu des suites, même si le contrat d'intégration n'a pas finalement été modifié. Perreaux témoigne :

> Il est devenu de plus en plus difficile de savoir ce qui s'est passé exactement. Et en effet, comme dans l'incident de Trevor Greene, par exemple, les récits de ce qui lui est arrivé à l'époque sont aussi détaillés que tout ce que vous lirez dans le livre de quelqu'un qui a été écrit depuis. Mais pour les morts qui sont venues plus tard dans la mission, les détails dans les livres des gens sont beaucoup mieux que tout ce qui a été écrit à l'époque, probablement à cause de la répression qui a été associée à ces décès[63].

Selon le correspondant de La Presse canadienne, l'incident Klukie a provoqué un changement d'attitude chez les militaires :

> Ils ont simplement décidé que le compte rendu exact des actions des soldats canadiens, même les actions courageuses des soldats canadiens, ne valait pas la peine de la douleur causée aux Forces canadiennes, mais aussi la douleur politique causée à leurs maîtres par la description des choses horribles qui étaient arrivées aux Canadiens. Et plus ces descriptions sont détaillées, plus c'est affreux[64].

Il faut préciser aussi que lors d'incidents tragiques ou en cas de nouvelles négatives, les réactions fortes à propos de la couverture médiatique proviennent souvent de la hiérarchie militaire sur le terrain ou à Ottawa et pas nécessairement du service des affaires publiques qui gère le programme d'intégration. À Kandahar, les officiers d'affaires publiques se réfèrent normalement au contrat d'intégration et aux directives précises que doivent respecter les journalistes intégrés avant d'intervenir sur des cas précis. Les réactions qui viennent d'en haut mettent alors la pression sur le service des affaires publiques sur le terrain pour limiter l'accès journalistique. La hiérarchie bureaucratique au ministère de la Défense nationale a une grande influence dans le jeu de négociation. Quand une situation est jugée problématique, la voie officielle est principalement d'émettre une directive qui balise le travail journalistique sur tel ou tel aspect. Généralement, le service des affaires publiques s'assure que la mesure instituée est justifiée. Si l'aspect en jeu a trait à la sécurité opérationnelle, il est évident que la justification sera aisée à fournir. Les choses se compliquent quand la hiérarchie ne désire pas voir dans les médias les informations sur la brutalité et le caractère atroce de la guerre et comment meurent les soldats. Reprenant les paroles d'un responsable des affaires publiques au moment de l'incident Klukie, qui traduisaient un certain

dilemme, Ed Stewart indique : « Ce n'est pas le travail des militaires de déterminer ce qui est de bon ou de mauvais goût. Ça ne l'est pas. Notre travail, en particulier les affaires publiques, est d'informer les gens. Il s'agit de leur donner le plus d'informations possible et de leur donner les moyens de prendre leurs propres décisions[65] ». La communication militaire s'exerce dans un environnement où diverses opinions peuvent s'affronter sur des cas particuliers, comme l'incident que nous venons d'évoquer. Les officiers d'affaires publiques ont ici un rôle crucial de conseil auprès du commandant pour éviter des ordres qui peuvent contrecarrer les objectifs de communication plus généraux. Un gain communicationnel tactique peut avoir un effet négatif sur un objectif de communication stratégique.

Ed Stewart indique que le service des affaires publiques était encore en apprentissage en 2006, car tout était nouveau[66]. Ce commentaire peut étonner si on considère que l'armée canadienne était dans une quatrième année de guerre en Afghanistan. Cependant, il faut tenir compte également du contexte opérationnel et de la mécanique des déploiements en rotations successives aux six mois, où un nouveau service des affaires publiques se déploie avec un nouveau groupement tactique. Même si les officiers d'affaires publiques qui avaient déjà été déployés produisent des rapports après leur tour et qu'ils fournissent des renseignements utiles qui peuvent être utilisés dans la formation pré-déploiement, une grande partie de l'apprentissage se fait sur le terrain au gré des événements de l'actualité. À propos de l'incident sur la mort de Josh Klukie, Ed Stewart confie : « C'était un épisode très intéressant et c'était la seule fois que j'ai personnellement vu une vraie tension entre les journalistes intégrés et la force opérationnelle[67] ». Sur cet incident, Adam Day du magazine Légion a écrit : « Il est clair que certains renseignements doivent être filtrés. En revanche, l'imposition de nouvelles restrictions, sur un terrain où elles n'ont pas nécessairement prise, procède d'une autre logique qui s'apparente davantage à la censure[68] » (Day, 2010a, p. 181). De manière plus générale, sur ce type d'incidents, le contrôle de l'information cherche à effectuer une double censure. D'abord, l'autocensure des sources militaires, qui ne doivent pas communiquer de renseignements crus pendant leurs interactions avec les médias. C'est ce qu'on appelle le principe de « sécurité à la source ». Ensuite, une sorte de « censure a posteriori[69] », dans le sens où les journalistes qui choisissent de publier des renseignements négatifs ou sensibles sont alors susceptibles de subir les foudres de l'appareil militaire après coup. La pression par menace de sanctions sur les journalistes Les Perreaux et Graeme Smith lors de l'incident Klukie relève de ce type de contrôle.

Plusieurs journalistes interviewés pour cette recherche indiquent que le programme d'intégration de l'armée canadienne est devenu beaucoup plus restrictif quant à la couverture des morts après 2006. Cette année est caractérisée par l'incident que nous venons de décrire et par une détérioration de la sécurité, particulièrement les mois d'octobre et de novembre. Les journalistes ont noté que les officiers d'affaires publiques communiquaient moins de détails sur les événements tragiques ayant entraîné des morts et des blessés, contrairement à ce à quoi ils étaient habitués auparavant. L'incident de Josh Klukie a constitué le sable dans l'engrenage des relations jusque-là plus ou moins cordiales dans le dispositif d'intégration au cours de la roto 2. « Nous n'avons plus eu accès aux soldats après l'action de la même manière[70] », affirme Les Perreaux de La Presse canadienne. « Nous essayions d'approcher certains des soldats qui étaient là et ils étaient comme : "Non, nous voulons contrôler quand vous leur parlez"[71] », explique Christina Stevens de Global, qui a vécu la levée des boucliers journalistique à Kandahar.

Dans les relations armée-médias, il s'exerce constamment des rapports de force entre les protagonistes du jeu informationnel. Les événements de l'actualité militaire opérationnelle rythment ces rapports de force, qui oscillent entre la coopération et le conflit. Comme nous l'avons étudié ailleurs[72], les acteurs militaires cherchent souvent à dicter les conduites aux journalistes intégrés, et ces derniers peuvent résister par des contre-conduites. Durant la roto 2, l'incident Josh Klukie a certainement révélé ce type de rapports de force conflictuels entre l'armée canadienne et les médias intégrés. La pression exercée sur les journalistes Les Perreaux de La Presse canadienne et Graeme Smith du *Globe and Mail*, entre autres, a été forte. Comme nous l'avons vu, le service des affaires publiques a tenté de modifier les règles du jeu à la suite de leur couverture de cet incident. Un journaliste intégré qui a requis l'anonymat note la nécessité pour les journalistes de ne pas se laisser faire dans ce jeu en donnant l'exemple du journaliste Les Perreaux : « Il était dur. Tu aurais dû le voir en action. Je l'ai vu en 2004 et en 2006, ce sont les deux fois que j'étais avec lui. Je l'ai vu crier à l'officier des affaires publiques […] quand ils ont menacé de l'expulser [lui] et Graeme [Smith] de la base pour avoir écrit une histoire sur Josh Klukie[73] ». La résistance journalistique après les réactions militaires a certainement eu un effet sur les velléités de sanction et de régulation ad hoc de la part de l'armée canadienne.

Au lendemain de l'opération *Medusa*, l'incident qui a coûté la vie au soldat Josh Klukie a ouvert, en quelque sorte, une nouvelle période d'insécurité avec des attentats et des attaques-suicides qui ont provoqué plusieurs décès au sein des troupes canadiennes. Cette période à

l'automne 2006 prolongeait en réalité l'insécurité qu'on avait commencé à sentir dès le début de cette année-là avec la rotation du *1 PPCLI* à Kandahar. L'année 2006 constitue donc un tournant où l'opinion publique au Canada réalise soudainement, grâce à la couverture médiatique, que la mission militaire en Afghanistan est plus dangereuse que certains avaient pu l'imaginer en pensant uniquement à une mission de reconstruction. Selon l'officier d'affaires publiques Ed Stewart, l'armée canadienne n'était pas préparée, tant par rapport au nombre de pertes qu'au degré de l'intérêt médiatique pour les victimes et de la concurrence entre les médias, particulièrement la télévision[74]. C'est ce que nous allons voir dans le prochain point.

4.5 « L'allée des embuscades » : comment développer le pays sans la sécurité ?

Après l'opération *Medusa*, l'armée canadienne a entrepris une phase de reconstruction dans la région du Panjwai, sous la supervision de l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR). De leur côté, les talibans vont multiplier les attentats et les tactiques de guérilla. « Certaines des troupes étaient ravies de leur nouveau rôle d'aider à la reconstruction de la région, croyant que c'était l'objectif de l'offensive. Mais d'autres ne se sentent pas à l'aise pour faire passer le commutateur si vite de combattant à pacificateur » (D'Aliesio, 2006).

Conformément au programme de l'OTAN, l'EPR basée au camp Nathan Smith, à Kandahar, doit en effet, entre autres, participer à la construction d'une route entre les districts de Zhari et de Panjwai. Le nom de code militaire de cette voie est *Route Summit*, mais les soldats vont rapidement la baptiser « allée des embuscades » (*Ambush Alley*). Cette dénomination se retrouve maintes fois dans les reportages médiatiques et révèle le nouveau contexte opérationnel marqué par les attentats meurtriers. Dans le *National Post*, Brian Hutchinson parle de cette route, qui constitue la ligne de front, comme « l'une des initiatives d'infrastructure les plus dangereuses de la planète » (Hutchinson, 2006a).

Durant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2006, la couverture médiatique de la mission canadienne sera fortement caractérisée par les morts et les blessés causés par l'ennemi et le sentiment évident de la résurgence des combattants talibans. Les commandants canadiens sur le terrain disent aux médias intégrés à Kandahar que les talibans ont abandonné les méthodes de la guerre conventionnelle pour privilégier les tactiques de guérilla. Au début d'octobre, le harcèlement taliban par des attaques éclairs et des attentats à l'explosif artisanal improvisé inflige trois morts à l'armée canadienne, portant à 40 le nombre total de victimes depuis le début de la

mission. Deux journalistes pigistes allemands de la radio Deutsche Welle seront également abattus dans leur tente, dans la province de Baghlan, alors qu'ils se rendaient dans la province de Bamiyan.

Dans un article consacré à une embuscade qui a fauché deux soldats à la mi-octobre, Renata D'Aliesio indique que « plus de soldats canadiens sont morts dans les semaines suivant l'opération *Medusa* que pendant les deux semaines de combat » (D'Aliesio, 2006b). Durant cette période, Christina Stevens du réseau Global a accompagné les convois de l'armée canadienne, notamment pour aller voir certains projets de développement, tantôt la construction d'un puits d'eau dans un village, tantôt la distribution des fournitures dans une école, mais elle rappelle : « C'était un temps où il y avait beaucoup de morts canadiens, donc il y avait beaucoup de cérémonies d'adieux quand j'étais là[75] ». Comme le résume Jane Armstrong du *Globe and Mail*, les opérations des soldats canadiens durant cette période alternent entre des heures d'ennui et des secondes de terreur (Armstrong, 2006).

Le 1er novembre, le brigadier-général canadien David Fraser cède le commandement des forces de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan au major-général néerlandais Ton Van Loon. Au même moment, le brigadier-général Tim Grant devient le nouveau commandant du contingent canadien à Kandahar. Sue Bailey de La Presse canadienne, qui a assisté la veille à la passation du commandement entre Fraser et Van Loon à Kandahar, résume la cérémonie où les leaders de l'OTAN affirment que la région est plus sûre malgré les attaques et les attentats : « L'objectif qui ressortait des discours est qu'il faut conserver les anciens fiefs talibans regagnés au prix de durs combats, tout en faisant davantage pour s'assurer un appui durable de la population afghane. Il faut absolument bâtir de nouvelles routes et écoles, et creuser de nouveaux puits » (Bailey, 2006a). Dans une entrevue accordée à la correspondante, le brigadier-général David Fraser déclare néanmoins : « Je n'ai jamais servi sur un théâtre d'opération aussi dangereux que celui-ci. Ici, tout le monde est une cible. Les talibans ne respectent rien. Un journaliste, le Comité international de la Croix-Rouge, un membre de l'ONU, un soldat ou un citoyen afghan, c'est du pareil au même pour les talibans. Pour eux, ce sont des cibles » (cité par Bailey, 2006b). La couverture médiatique qui émane de l'Afghanistan fait clairement sentir que la situation sécuritaire se détériore au jour le jour. Dans un climat de terreur, un commandant de l'OTAN met en garde de ne pas commettre l'erreur d'écouter l'une des meilleures machines de propagande qui pourrait faire croire que les talibans sont en train de gagner (CTV – *CTV News,* 2006d). « Propagande ou pas, les experts militaires disent que pour que les forces de l'OTAN réussissent en Afghanistan, [les] attaques

doivent être stoppées. La seule façon, plus de troupes », note Steve Chao (CTV – *CTV News,* 2006d).

Il y aura une certaine accalmie les premières semaines de novembre, mais le mois se termine là aussi avec deux autres victimes canadiennes. Alexandra Szacka de Radio-Canada vient d'arriver à Kandahar pour un séjour d'intégration de quatre semaines avec le caméraman Paul Préfontaine. Le 27 novembre, Szacka décrit au *Téléjournal* un attentat meurtrier, quelques minutes après avoir elle-même circulé sur le même tronçon :

> Il était un peu passé 8 h du matin quand un convoi de militaires canadiens […] a quitté le camp principal des forces de l'OTAN pour le sud de l'Afghanistan en direction du district de Panjwai. À 8 h 35, à moins de 500 mètres des portes de la ville de Kandahar, un kamikaze a foncé sur le véhicule blindé de type Bison. Deux soldats canadiens ont trouvé la mort dans l'explosion » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point*, 2006e).

Bill Graveland de La Presse canadienne rapporte par la suite une cérémonie émouvante à l'aérodrome de Kandahar, où le commandant Omer Lavoie salue avec émotion le sergent-major régimentaire et son « meilleur ami dans le groupement tactique », l'adjudant-chef Robert Girouard, tué en compagnie du caporal Albert Storm dans cet attentat à la voiture piégée contre un véhicule blindé (Graveland, 2006b). Plus tard, la correspondante Christie Blatchford parlera du « lien sacré » qui unissait le commandant Lavoie et Girouard, probablement le premier sergent-major régimentaire tué depuis la Deuxième Guerre mondiale[76]. Le bilan global s'établit alors à 44 morts, dont 36 seulement durant l'année 2006.

Dans une dépêche clôturant son séjour d'intégration de l'automne 2006, le journaliste Les Perreaux évoque comment les soldats canadiens ont tout fait pour chasser les talibans, mais comment les Canadiens, impuissants, ont vu les talibans revenir au même endroit (Perreaux, 2006s). À son troisième voyage en Afghanistan, Perreaux a passé quarante-sept jours dans le programme d'intégration à Kandahar, dont plus de deux semaines sur le front avec les hommes du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment*. « Quelques fois, les soldats ont été touchés alors que je regardais à un kilomètre ou moins », écrit Perreaux (2006s). S'estimant chanceux de s'en être tiré indemne, il donne par ailleurs la mesure des risques associés à la couverture journalistique des troupes en action :

> Durant mes 19 jours avec les troupes de première ligne, la balle d'un tireur embusqué a volé au-dessus de ma tête (je n'ai pas entendu le tir, les soldats de la compagnie Bravo m'en ont parlé plus tard avec leur humour) ; une roquette a sifflé quelques mètres au-dessus de nous et a frappé à des dizaines de mètres de distance ; un autre RPG a atterri à proximité au cours d'une promenade dans un champ ouvert avec l'adjudant-chef Jim Murnaghan, le meilleur porte-bonheur qu'un journaliste ait jamais eu. Des éclats d'obus pleuvaient régulièrement des deux côtés (Perreaux, 2006s).

Dans sa première patrouille à pied avec les soldats canadiens en dehors de la base de Kandahar, Bill Graveland de La PC indique l'extrême précaution des troupes dans les villages et sur les routes où elles doivent, malgré tout, faire sentir leur présence aux Afghans :

> À en juger par la lenteur des progrès que nous faisions, les troupes ne prenaient aucune chance. La simple vue d'un homme solitaire à bicyclette, l'absence d'enfants ou même quelqu'un assis dans une voiture suffisait à tout arrêter. Les troupes s'accroupissaient derrière un abri, les armes étaient prêtes, surveillant attentivement jusqu'à ce que la côte soit dégagée (Graveland, 2006c).

Dans une dépêche publiée par La Presse canadienne, la journaliste canadienne Kathy Gannon, qui travaille à l'agence Associated Press en Afghanistan, explique que le retour en force des talibans est alimenté en grande partie par la corruption : « Leur résurgence semble liée à la colère d'une partie des Afghans contre un gouvernement perçu comme corrompu et incapable d'assurer la sécurité dans le pays, et les bavures de la coalition internationale », écrit Gannon (2006). Elle présente le chiffre faramineux de 600 attaques lancées chaque mois en moyenne, en 2006, contre les soldats de l'OTAN, les forces afghanes et les responsables du gouvernement afghan. « Pour le citoyen afghan ordinaire, les bandes criminelles soutenues par la police ou l'armée représentent une menace aussi grave que les talibans », selon les propos d'un responsable de la police (cité par Gannon, 2006). Avec un gouvernement gangréné par la corruption et les dégâts causés par les troupes de la coalition de l'OTAN, les talibans savent très bien exploiter ces failles pour rallier les populations déçues ou éprouvées à leur cause. Par ailleurs, les promesses occidentales sur les projets de développement ne sont pas rapidement suivies d'effets. « Les routes, les puits, les écoles et les cliniques médicales promis tardent à venir, surtout dans les régions rurales où ils sont possiblement le plus nécessaires », écrit Sue Bailey (2006c) juste avant son départ de l'Afghanistan. Évidemment, les médias intégrés parlent beaucoup de la détérioration de la sécurité et des dommages que les combattants talibans causent aux soldats canadiens et moins des problèmes de gouvernance de l'Afghanistan.

Au début de décembre, la situation sécuritaire continue toujours d'attirer l'attention des médias. Le 5 décembre, un convoi dans lequel se trouvent le journaliste de La Presse canadienne Bill Graveland, un caméraman du réseau CTV et plusieurs soldats est touché par un attentat-suicide sur la fameuse route 1 près de Kandahar. Une énorme explosion a secoué le véhicule blindé de type Bison dans lequel se trouvait l'équipe intégrée, mais c'est un camion militaire à l'arrière du Bison qui a absorbé le gros du choc (Graveland, 2006d). Le convoi s'en est tiré avec quelques blessés sans crainte pour leur vie. Quelques jours plus tard, Graveland revient sur l'intensification des

attaques talibanes contre les soldats canadiens. Le message officiel reste néanmoins quelque peu édulcoré, comme en témoigne la réponse de l'officier d'affaires publiques de la force opérationnelle à Kandahar : « À première vue, il semble qu'il y ait eu recrudescence des attaques, mais je ne suis pas sûr que l'on puisse confirmer qu'une tendance se dessine en ce sens » (cité par Graveland, 2006e).

Dans une conversation au *Téléjournal*, la présentatrice Céline Galipeau a demandé à Alexandra Szacka si elle a vu des projets de reconstruction sur le terrain. La correspondante intégrée répond :

> Il y a très peu de reconstruction qui se fait parce que c'est dangereux, parce qu'on manque d'effectifs […] c'est un petit peu au point mort, actuellement, je dirais. Et, par exemple, on a suivi des soldats qui devaient, une journée, bon, on le voit ici, c'est un des commandants canadiens qui devait faire, cette journée-là, une rencontre avec la population locale pour donner des compensations pour une route qui a été construite par les Canadiens. Il n'y a rien qui s'est fait parce qu'il y a eu une alerte au mortier, il y a eu trois tirs de mortier, cette journée-là (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006f).

Précédemment, Szacka avait bien résumé le dilemme de la mission canadienne en Afghanistan en ces termes : « L'équilibre n'est pas facile à faire entre la sécurité et le développement » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006g). Ce contexte aura un impact sur la couverture de l'ACDI.

4.6 Les difficultés de couvrir l'ACDI

La couverture médiatique de la mission canadienne en Afghanistan a achoppé sur la dimension du développement. Au début de la roto 2 du *1 RCR*, il est évident que l'opération *Medusa* a monopolisé l'attention des journalistes intégrés. Certes, il y aura plus de reportages sur les activités de l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR) et de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), mais les projets de développement ne domineront pas l'espace médiatique comme l'aurait souhaité le gouvernement.

En octobre 2006, le Bureau du Premier ministre Stephen Harper a indiqué à l'armée canadienne qu'il était préoccupé par la teneur de la couverture médiatique et a demandé aux responsables militaires des affaires publiques de pousser pour les nouvelles de développement et de reconstruction (Chase, 2008). Ces contacts entre le bureau de Stephen Harper et l'armée canadienne ont été révélés plusieurs mois plus tard par le *Globe and Mail*. Le Bureau du Premier ministre a demandé quels journalistes étaient sur le terrain et ce qu'ils faisaient, et l'armée a fourni

les noms et les mouvements des journalistes pour démontrer que le service des affaires publiques avait réussi à orienter l'attention des journalistes intégrés ailleurs que sur les opérations cinétiques (Chase, 2008). Le *Globe and Mail* écrit : « Avec une éventuelle élection au printemps 2007, le gouvernement minoritaire de Harper avait commencé un blitz de relations publiques pour vendre la guerre et était impatient de voir une couverture plus positive sur la façon dont la mission militaire controversée allait récolter les fruits » (Chase, 2008).

Dans un témoignage devant le Comité permanent de la défense nationale du Sénat canadien en novembre 2006, le général Michel Gauthier, à la tête du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, a fait lui aussi allusion à l'absence de l'intérêt médiatique pour les projets de développement : « Les meilleurs résultats concernent le renforcement de la capacité et la gouvernance, ce qui permettra des progrès soutenables dans le Sud, des sujets qui n'attirent pas l'attention des médias » (Comité permanent de la défense nationale, 2006, p. 5).

Et pourtant, alors que les responsables politiques et militaires se désolaient de l'absence de couverture médiatique pour les projets de reconstruction menés par l'EPR canadienne, la mécanique de la vision pangouvernementale avec le principe des 3D – défense, diplomatie et développement – était difficilement assumée à l'interne, avec une absence de cohérence dans la stratégie globale (voir ministère de la Défense nationale, 2007).

En novembre 2006, le lieutenant-colonel Simon Hetherington, qui était commandant de l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar, a accordé une entrevue à CTV. La première question du journaliste est centrée sur la méconnaissance du rôle de l'EPR : « Beaucoup de Canadiens sont au courant des pertes que nous subissons vous savez, du conflit lui-même. Beaucoup ne savent pas ce qui est fait ici pour améliorer la vie des Afghans. Pourquoi ne pas nous dire ce que vous faites ? » (CTV – *Canada AM,* 2006b). Hetherington répond en expliquant la stratégie des 3D en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (CTV – *Canada AM,* 2006b). L'ACDI est l'acteur principal pour la dimension développement. Alec Castonguay du *Devoir* explique :

> Quand tu veux visiter des sites de reconstruction, c'est eux qui sont souvent en charge de ça donc, mais ils ont du monde sur place là-bas qui s'occupent de ça. Tu parles un peu avec eux, ils donnent des chiffres, notamment sur les projets qui sont en marche, les montants investis, comment ils fonctionnent parce qu'ils fonctionnaient avec des appels d'offres même en Afghanistan, donc c'étaient des entrepreneurs afghans qui refaisaient l'irrigation par exemple d'un village, financés par l'ACDI, mais c'était pas une compagnie canadienne qui venait faire l'irrigation du village, c'était un Afghan. Ils font une soumission avec, combien ils pensent que ça va coûter puis le nombre de pelles qu'ils vont utiliser[77].

Mike Drolet du réseau Global rappelle, lui aussi, les contacts qui se faisaient entre les journalistes intégrés et les agents de l'ACDI sur le terrain :

> Ils venaient et ils avaient leurs gars des médias et leurs gars des médias ne sont pas basés à Kandahar, ils sont généralement sur le terrain. Et, mais ils venaient et ils disaient : "Ok, voici une liste de choses que nous faisons". Ils venaient à chaque tour toutes les deux semaines ou quelque chose comme ça et disaient : "Ok, voici une liste de choses que nous faisons et êtes-vous intéressés à l'une de ces choses ? Ok, trouvons un moyen de vous sortir là-bas" […]. Puis, ils essayeraient de vous vendre des histoires[78].

Cependant, selon plusieurs journalistes intégrés, les relations avec l'ACDI étaient très difficiles. Il y a eu des reportages avec des responsables de l'agence de développement, mais la mécanique derrière était lourde, avec des restrictions sévères sur la couverture médiatique. D'après Sylvain Desjardins de Radio-Canada, qui a passé du temps à la base Nathan Smith avec l'EPR en 2006, les relations avec les responsables de l'ACDI étaient pénibles, l'agence se comportait, dit-il, comme l'armée sans avoir les capacités des porte-parole militaires :

> C'est assez épouvantable à partir de 2006 comment l'information était contrôlée à partir d'Ottawa, et puis comme ces gens-là étaient moins habitués peut-être que les porte-parole officiels de l'armée à avoir un rôle de porte-parole auprès des médias, ils étaient encore plus nerveux, en disaient encore moins, c'est encore plus frustrant. Puis ça a tout pris pour que je puisse accompagner des membres de l'ACDI avec des militaires pour aller dans certains villages pour voir les réalisations de l'ACDI. On avait l'impression que finalement ils se desservaient eux-mêmes parce qu'on en venait à se méfier, à se dire que peut-être c'était même pas vrai qu'ils avaient construit tant d'écoles et réparé tant de maisons parce qu'ils voulaient pas nous les faire voir, c'était vraiment difficile. Comme je te dis, ils m'ont donné accès à un petit village un moment donné, avec une route qui avait été électrifiée, mais c'était pas très impressionnant non plus comme type d'intervention. L'ACDI franchement, j'ai couvert beaucoup l'ACDI après aussi, pour leurs activités ailleurs en Afrique, dans le monde. Puis plus les années passent, plus le contrôle d'information est accru, les activités des gens de l'ACDI, [c']est cadenassé, c'est épouvantable[79].

Son collègue Frédéric Nicoloff renchérit : « C'était très pénible. Pénible dans le sens que l'ACDI, sous l'emprise des conservateurs, ne parlait pas, ne disait rien ».

> Je me souviens d'une fois, dit-il […] lors d'un voyage du premier ministre Harper, qui était accompagné par la responsable de l'ACDI et je me souviens d'une conférence de presse conjointe avec le président Karzai. Et à un moment donné, les journalistes canadiens voulaient poser des questions à la représentante de l'ACDI. Ah non, non, on pouvait pas. Alors on a posé une question directement au premier ministre là-dessus et finalement, il a autorisé la personne de l'ACDI à nous parler, à répondre à quelques [questions]. Mais l'ACDI était directement impliquée dans les programmes de reconstruction. Mais c'était ahurissant de voir ça. J'avais jamais vu une telle emprise sur une agence gouvernementale de la part du gouvernement[80].

Stephen Puddicombe de la CBC, qui a déjà fait affaire à l'ACDI plusieurs années auparavant en Éthiopie, est aussi du même avis que l'agence gouvernementale était très fermée, mais il établit une distinction entre l'ACDI et les autres ONG :

> Nous avons fait une histoire spécifiquement sur le développement et vous savez, les gens de l'ACDI ne nous parlaient pas du tout. C'est une relation très très dure. Je ne pense même pas que nous avions une relation. On ne peut pas l'appeler une relation avec l'ACDI. Mais les ONG, il n'y avait jamais aucun problème[81].

Si les médias intégrés à Kandahar avaient facilement accès aux responsables militaires à propos des opérations en Afghanistan, ce n'était donc pas le cas pour les responsables civils qui avaient en charge les projets de reconstruction et de développement. Plusieurs participants à cette recherche ont exprimé la difficulté d'avoir des réponses de la part des agents de l'ACDI et de ceux du ministère des Affaires étrangères qui étaient attachés à l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR). Il y a un décalage paradoxal évident dans la stratégie pangouvernementale des 3D, avec le D de la défense qui bénéficie de toute l'attention médiatique alors que les deux autres D, développement et diplomatie, restent dans une ombre en grande partie créée par le contrôle de l'information à Ottawa.

Il y avait un processus lourd où les journalistes sur le terrain en Afghanistan devaient soumettre des questions écrites aux agents du ministère Affaires étrangères et de l'ACDI à Kandahar. Les questions des médias étaient ensuite envoyées à Ottawa avec les réponses suggérées pour approbation ou modification par Ottawa. Les réponses approuvées ou modifiées étaient alors retournées à Kandahar pour être livrées aux journalistes. Stephanie Levitz de La Presse canadienne explique qu'il y a des histoires sur le développement qu'elle n'a pas pu rapporter, car elle a manqué de temps pendant que les responsables attendaient jusqu'à trois jours l'approbation des réponses en provenance d'Ottawa[82].

Le général Tim Grant a lui-même déploré ce processus et affirme qu'il a soulevé la question avec le premier ministre Stephen Harper lors de sa visite en Afghanistan. D'après Grant, les journalistes ne voulaient pas entendre l'histoire du développement de lui, mais voulaient l'entendre directement des agents de développement sur le terrain et cela constituait un problème[83]. Il explique :

> Quand je suis arrivé en théâtre, les règles autour de la capacité des militaires à parler aux médias étaient très différentes des règles autour des civils d'autres ministères, les Affaires étrangères, l'ACDI qui étaient absolument restreints dans leur capacité d'interagir avec les médias. Donc, la seule façon de dire ce qui se passait en Afghanistan était à travers une voix militaire ce qui, à mon avis, était un immense défi car la meilleure voix pour raconter l'histoire du développement et l'histoire de la diplomatie était les gens des Affaires étrangères et de l'ACDI mais ils étaient très restreints dans leur capacité d'interagir avec les médias[84].

L'armée avait une longueur d'avance sur l'ACDI, explique Stephanie Levitz de La Presse canadienne :

> Je ne connais pas un seul reporter qui ne soit pas allé en Afghanistan pour essayer de faire une histoire d'aide et juste abandonné disant : "Oubliez ça. Je vais aller avec l'armée", parce que, vous savez, et les militaires le savaient, ils ne sont pas stupides. Ils savaient à quel point c'était difficile et vous savez, vous pouviez facilement écrire sur les militaires distribuant des bonbons et des livres scolaires et… parce qu'ils vous emmèneraient avec eux pour le voyage et qu'ils vous donneraient les photos et donneraient… vous savez, aux gars de la télévision leurs images. Et l'ACDI n'avait pas cette infrastructure. Alors, c'était extrêmement, extrêmement frustrant. Vous essayiez de suivre l'argent, ou, vous savez, suivre un projet et vous ne pouviez pas obtenir d'information[85].

Le reportage sur les projets de développement était donc très handicapé à la fois par le contrôle de l'information exercé à partir d'Ottawa et par l'absence de capacités de communication comparables à celles de l'armée pour publiciser les réalisations ayant trait au développement et à la reconstruction. L'efficacité de la communication de l'armée est liée ici à la capacité de fournir les « subsides à l'information » (Gandy, 1982). Les autres agences du gouvernement avaient des services de communication, mais avec des ressources limitées dans un contexte opérationnel difficile. À cela s'ajoute la question des risques de sécurité qui ont limité les déplacements des responsables de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères après la mort du diplomate Glyn Berry en 2006. « Mon travail là-bas n'était pas le meilleur qu'il pouvait être parce que je n'ai jamais eu tous les faits et la raison pour laquelle je n'ai jamais eu tous les faits était que je ne pouvais pas obtenir une réponse[86] », résume Levitz. Les entraves reliées au reportage sur les questions de développement et de diplomatie créent une situation paradoxale où, d'un côté, les responsables politiques et militaires déplorent le désintérêt des médias à d'autres nouvelles que les décès des soldats, mais, d'un autre côté, les agents de l'ACDI et les diplomates n'ont pas eux-mêmes tout fait pour faciliter la couverture médiatique sur les enjeux de leur ressort, contrairement aux questions de défense.

4.7 Une guerre de relations publiques : l'opération *Baaz Tsuka*

Le 15 décembre 2006, les responsables militaires informent les médias intégrés à Kandahar que l'OTAN s'apprête à déclencher une offensive militaire. Il s'agit de l'opération *Baaz Tsuka,* aussi connue sous le nom de *Falcon's Summit*. Comme ça avait été le cas lors de l'opération *Medusa* quelques mois plus tôt, l'OTAN a choisi de mener une opération d'information visant à avertir les civils de quitter la zone des opérations. Des tracts ont été largués sur une vaste zone du district de Panjwai. Et comme beaucoup d'Afghans ne savent pas lire, le message sur les tracts est simple, à savoir une image d'un taliban mort barrée par un signe X, rapporte le journaliste

Graveland (2006f). Cependant, contrairement à l'approche de l'opération *Medusa*, les responsables militaires indiquent que celle de *Baaz Tsuka* sera différente, moins agressive. À la question de savoir ce qui détermine si les journalistes couvrent ou pas cette opération, le major-général Tim Grant, qui commandait la force opérationnelle en Afghanistan, répond que cela dépend uniquement de l'intérêt des journalistes à y aller ou pas[87]. L'opération *Baaz Tsuka* vise à chasser les talibans du Panjwai et à réaffirmer l'autorité de l'OTAN et du gouvernement afghan sur ce territoire.

Les journalistes intégrés se trouvent à la base avancée de Ma'Sum Ghar quand les troupes canadiennes, les chars et les blindés se mettent en branle vers la localité de Howz-e Madad le 20 décembre. « Les forces canadiennes sont entrées dans la localité sans qu'un seul coup ne soit tiré », rapporte Bill Graveland de La Presse canadienne (Graveland, 2006g). Dans le *Toronto Star*, Omer Lavoie, le commandant du groupement tactique *1 RCR,* affirme : « Une grande partie de l'opération ici est de convaincre les talibans d'arrêter de combattre » (cité par Oakland, 2006a). La couverture médiatique insiste sur l'approche « *soft-knock* »[88] dont le but est d'essayer de gagner les cœurs et les esprits des villageois (Hutchinson, 2006b). Avec cette approche de velours, les troupes canadiennes et l'Équipe provinciale de reconstruction distribuent également des vivres et des fournitures médicales dans les districts de Panjwai et de Zhari, puis discutent avec les dirigeants locaux, notamment en vue des compensations liées à la construction de la route *Summit* dans la région (Graveland, 2006h). « La bataille n'est pas pour ce morceau de terrain ou cette ville. La bataille est entre les oreilles des gens », déclare le major Alex Watson, un officier de liaison canadien (cité par Oakland, 2006a). Correspondant du *Toronto Star*, Ross Oakland vient d'arriver sur le terrain avec la photographe Charla Jones. En ce mois de décembre, ils sont parmi un nouveau contingent de journalistes intégrés en relève de ceux qui avaient grosso modo couvert l'opération *Medusa* et les premiers mois de l'automne.

Après juste quelques jours, l'opération *Baaz Tsuka* entre dans sa phase finale avec comme objectif d'éliminer les poches de résistance talibane dans la zone située au sud de Howz-e Madad. « Le fait qu'il n'y ait eu aucune victime canadienne pendant l'opération *Baaz Tsuka* représente le plus beau cadeau de Noël », fait savoir le commandant des forces canadiennes en Afghanistan, le brigadier-général Tim Grant, alors que le général Rick Hillier, chef d'état-major de la défense, est en Afghanistan pour fêter Noël avec les troupes canadiennes (cité par Graveland, 2006i). Entre-temps, Ross Oakland du *Toronto Star* accompagne un convoi militaire dans la ville de Sanjaray, où il a vu l'autre guerre que mènent les soldats canadiens, pas celle des fusils et des mortiers, mais

« la guerre des relations publiques » avec des billets de banque du gouvernement canadien pour sous-traiter des entrepreneurs locaux et ainsi gagner la faveur de la population contre les talibans (Oakland, 2006b).

Une semaine après le début de l'opération, Frédéric Nicoloff de Radio-Canada rapporte que

> selon l'ISAF, la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, une cinquantaine de talibans auraient trouvé la mort jusqu'à présent dans cette opération. Un chiffre impossible à vérifier, mais qui rend mal à l'aise les supérieurs de l'armée canadienne sur le terrain qui reconnaissent néanmoins que plusieurs chefs de guerre talibans ont été mis hors de combat dernièrement (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006h).

Nicoloff vient aussi d'arriver en Afghanistan pour son troisième voyage dans le pays pour le réseau public après des séjours en 2001 et en 2002. Il est accompagné pour l'occasion du caméraman Charles Dubois avec, entre autres, le projet d'effectuer des reportages sur les fêtes de fin d'année avec les Canadiens. Dans le reportage de Nicoloff, le commandant Miguel Pelletier fait allusion, lui aussi, à « la guerre des cœurs et des esprits » : « C'est une opération de manœuvres et d'informations avec le but de dire aux talibans, de leur donner un message très clair et direct : ils ne sont pas les bienvenus dans la région et que les gens de la région ne les veulent pas et qu'ils doivent partir » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006h). Le journaliste conclut ainsi : « Les forces internationales cherchent donc à diaboliser les talibans mais les talibans eux, savent bien que les opinions publiques canadiennes ou internationales sont chancelantes face à ce genre d'intervention. D'autres victimes occidentales ne feraient que fragiliser encore plus la situation » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006h). En arrivant à Kandahar, Nicoloff, qui avait déjà une vaste expérience à l'international, ne se fait pas d'illusions : « Par définition, dit-il, un journaliste, c'est fait pour poser des questions. Un soldat, c'est fait pour ne pas répondre aux questions et pour ne pas poser des questions[89] ». Les journalistes expérimentés savaient qu'il fallait travailler les sources militaires. Du côté de l'armée, intégrer les journalistes dans les opérations de pacification est l'un des objectifs de la stratégie de communication militaire pour relayer différents messages aux publics canadiens et afghans. La « guerre de relations publiques » se joue à double titre : d'une part, l'armée canadienne et l'OTAN cherchent à saper les efforts de l'ennemi par une communication de proximité dans les villages afghans et, d'autre part, l'information médiatique locale et intégrée offre un certain relais aux initiatives de développement et de reconstruction. Cependant, la communication dans les villages est loin d'être fluide. Les journalistes sentent la gêne des villageois face aux troupes étrangères. Nicoloff parle d'une communication difficile, car les villageois savaient qu'une fois les soldats de l'OTAN repartis, les talibans viendraient les voir[90].

À Noël, les soldats n'ont pas droit à une trêve, mais à une dinde. Nicoloff explique : « En temps normal, les soldats se contentent d'une simple ration au contenu lyophilisé, dont le seul avantage, racontent-ils, est de provoquer une constipation durable. Mais il y a quand même des traditions dans l'armée. Dans la mesure du possible, chaque soldat, la nuit de Noël, a droit à un repas cuisiné et chaud » (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006i). La levée de l'interdiction de consommation d'alcool est une petite gâterie pour les soldats, contents de voir le général Hillier, rapporte Oakland (2006c). Dans une entrevue réalisée par La Presse canadienne sur un téléphone satellite, un porte-parole taliban dénonce néanmoins l'occupation des non-musulmans et affirme que « le djihad va continuer jusqu'à ce que nous les expulsions d'Afghanistan » (cité par Graveland, 2006j).

Pour les médias, les fêtes de fin d'année constituent des occasions parfaites pour réaliser des nouvelles de type *soft news*. Les célébrations habituelles sont des événements de routine propices à la réalisation de reportages sur le répit dans la guerre, l'humeur des soldats et la visite des personnalités. Au Nouvel An, Ross Oakland publie dans le *Toronto Star* un article sur la réunion des frères Dubois de Gatineau ; Martin Dubois est soldat mitrailleur dans le groupement tactique, Charles Dubois est caméraman pour Radio-Canada. Peu avant Noël, le cadet Martin a surpris son grand frère Charles dans la tente des médias à Kandahar, alors qu'il revenait de la base avancée de Ma'Sum Ghar. Les Dubois racontent entre autres au journaliste du *Star* leur crainte des *IED*, les engins explosifs improvisés, dans les convois (Oakland, 2007a). Cette préoccupation sécuritaire est évidemment dans la tête de tout le monde, soldats et journalistes. Elle reviendra plus tard hanter les Dubois. Pour Nicoloff, avoir le frère de son caméraman à proximité a bien sûr facilité le contact. Il dit qu'il s'est senti privilégié d'avoir beaucoup plus d'informations que ses collègues[91]. Une bonne source en appelle plusieurs autres.

Au début de janvier 2007, les responsables de l'OTAN font le bilan et indiquent aux médias à Kandahar que les principaux objectifs de l'opération ont été atteints. Aux nouvelles du soir, Laurie Graham de la CBC, Frédéric Nicoloff de Radio-Canada et Murray Oliver de CTV sont parmi les journalistes qui rapportent la fin de l'opération *Baaz Tsuka*. « Le général Grant affirme que la mission a été un énorme succès, accomplissant tous ses objectifs avec peu de sang », note Laurie Graham au téléjournal de la CBC (CBC Television – *The National,* 2007a). Grant indique que les aînés dans les villages ont contribué en fournissant du renseignement, mais ajoute que ses

troupes ne mettront pas un terme définitif aux talibans, comme l'écrit Brian Hutchinson dans le *National Post* (2007).

À ce moment-là, les médias intégrés rapportent également la visite du ministre canadien des Affaires étrangères, Peter MacKay, à Kandahar. Un haut responsable du gouvernement a des messages à communiquer sur la conduite de la mission, mais encore faut-il que la conjoncture sur le terrain offre un contexte cohérent aux objectifs de communication. Lors de la conférence de presse de MacKay, quatre questions sont attribuées aux médias. « C'était vraiment limité. Donc, avant la conférence, nous nous sommes mis d'accord sur ce que les quatre questions seraient plutôt que d'arriver à des situations stupides où quelqu'un en gaspille une en posant une question idiote[92] », se rappelle Ross Oakland du *Toronto Star*. Le ministre MacKay a passé beaucoup de temps à parler de reconstruction provinciale à Kandahar. Cependant, la question de la sécurité et la présence des talibans ont continué à monopoliser l'attention. Durant cette visite, deux roquettes ont été tirées sur la base de Kandahar, ce qui a retardé le vol de Peter Mackay vers le Pakistan d'une quinzaine de minutes, rapporte Bill Graveland (2006k).

L'opération *Baaz Tsuka* a permis d'améliorer grandement la sécurité mais n'a certainement pas fait disparaître la menace talibane, même si l'ennemi a été déstabilisé dans ses mouvements autour du secteur de Panjwai et dans ses tactiques d'opération. Mais pour combien de temps ?

Durant la rotation 2 du *1 RCR*, l'intérêt médiatique a été très élevé, surtout avec l'offensive d'envergure qu'a été l'opération *Medusa*. Entre le mois d'août 2006 et le mois de janvier 2007, l'officier d'affaires publiques Ed Stewart a compté plus de 80 journalistes canadiens et étrangers intégrés avec les troupes canadiennes (Stewart, 2007). Dans cette compilation, Stewart indique que la couverture médiatique a généré 1100 nouvelles en anglais et en français et que toutes les composantes de la mission ont été couvertes. « Les médias étaient physiquement présents à toutes les opérations majeures », précise Ed Stewart (2007). L'OAP du groupement tactique a noté trois catégories : l'équipe habituelle (*The Globe and Mail*, Canadian Press, CanWest News Service, CBC, CTV, Global News) ; les participants occasionnels (SRC, RDI, *Toronto Star*, Sun Media, Associated Press) et les visiteurs uniques (BBC News, *Times of London, Sunday Telegraph* [R.-U.]), CBC, *BBC Documentaries*, *LA Times, La Presse* [presque : CNN, Fox News et Al Jazeera]) (Stewart, 2007). Il est évident que le groupement tactique a attiré une plus grande attention avec les opérations au front dans le Panjwai. L'Équipe provinciale de reconstruction (EPR) et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) ont certes reçu la visite des journalistes intégrés,

mais, en général, leur couverture a été éclipsée par celle des opérations tactiques du groupement *1 RCR*.

Plusieurs reportages portent la signature du terrain dans la zone de responsabilité canadienne de l'armée canadienne, comme les localités de Panjwai, Ma'Sum Ghar, Pashmul, Baazar-e-Panjwai, Sperwan, Zangabad et Howz-e-Madad. Les journalistes intégrés sont principalement basés à la base principale de l'aérodrome de Kandahar, mais ils ont suivi les compagnies du *1 RCR* dans leurs bases avancées, notamment la base de patrouille Wilson, FOB Zettelmyer, FOB Ma'Sum Ghar, FOB Sperwan Ghar et FOB Martello. Ils ont également effectué des sorties au camp Nathan Smith, où se trouve l'Équipe provinciale de reconstruction. Ce n'est donc pas étonnant que les éditeurs des médias au pays désignent la mission en Afghanistan comme actualité canadienne de l'année, et que le soldat canadien soit choisi personnalité canadienne de l'année 2006 selon un sondage de La Presse canadienne (Perreaux, 2007).

L'armée canadienne a intégré un nombre record de 175 journalistes, dont 148 canadiens et 27 internationaux en 2006. Ces journalistes représentent 37 médias, 22 canadiens et 15 internationaux. Ces chiffres de 2006 concernent une période qui couvre une partie de la roto 0 du *2 RCR*, la roto 1 du *1 PPCLI* et une partie de la roto 2 du *1 RCR* (16 janvier-12 décembre 2006[93]). Si la rotation des soldats dure six mois, celle des journalistes des grands médias comme La Presse canadienne et CBC/Radio-Canada dure environ un mois à un mois et demi. La force opérationnelle accueille généralement une quinzaine de journalistes et techniciens intégrés en tout temps pour une période de six semaines. Cette période peut être prolongée, mais le contrat d'intégration stipule : « Aucune agence médiatique ne devrait s'attendre à ce que les périodes d'intégration soient prolongées "automatiquement", car les conditions opérationnelles pourraient exiger une réduction du nombre de journalistes intégrés dans le théâtre d'opérations à un moment donné » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2006a, p. 3).

Si l'accès journalistique aux opérations durant *Medusa* a été le plus fluide, cela n'a pas été nécessairement le cas durant toute la période de déploiement de la rotation 2. Plus tard dans la mission, l'accès a été plus intermittent, comme l'explique le journaliste Les Perreaux : « Il y avait souvent des périodes où vous deviez avoir à lutter pour les amener à vous laisser sortir avec eux, et tout d'un coup, ils vous laissaient partir avec eux pendant deux semaines[94] ». Ce qui est certain est qu'en novembre 2006, le groupement tactique *1 RCR* a donné une pause médiatique à ses

soldats pour une courte période. L'OAP Ed Stewart, qui avait tout fait pour intégrer les journalistes dans les compagnies du *1 RCR*, a cru nécessaire d'accorder un répit aux troupes.

> J'ai effectivement regardé ça et réalisé que, fondamentalement, chaque compagnie avait un journaliste avec elle cinq jours sur sept depuis août. Donc, ne serait-il pas gentil si les gars pouvaient avoir quelques semaines sans intégrés. Donc, je suis allé simplement de l'avant et j'ai trouvé une période de deux semaines où j'étais assez sûr que rien ne se passerait et c'était vers le jour du Souvenir de toute façon. Donc tous les reporters seraient de retour sur la base. J'ai juste dit aux journalistes :"Voici l'affaire ! Nous allons avoir un *blackout* médiatique. Vous les gars n'allez pas sortir avec aucune des troupes. Cependant, je vous promets que si quelque chose de vraiment fou se produit pendant ces deux semaines, nous allons lever le *blackout* et vous pourrez sortir". C'est juste pour donner aux soldats une pause d'avoir des journalistes autour. Et ça s'est très bien passé[95].

Quand on demande à Ed Stewart la raison de cette pause médiatique, il explique : « Les soldats font beaucoup de travail misérable et il [est] agréable pour eux d'être en mesure de s'asseoir autour et de traîner ; et de fumer des cigarettes et manger un morceau la nuit sans avoir à se soucier d'un journaliste étant là[96] ». Dans le premier programme d'intégration américain en Irak, en 2003, cette pratique de pause médiatique aurait été impossible, car le journaliste était intégré à une unité militaire du début à la fin. Certes, il y a une grande différence entre l'invasion de l'Irak en 2003, qui était une opération cinétique de grande proportion, et la configuration canadienne statique de la base de Kandahar, mais il y a cependant une différence de philosophie entre l'intégration unitaire en aval avec les soldats et l'intégration groupale à l'échelon d'un quartier général du commandement en amont.

Avec la bataille du Panjwai qui a débuté à l'été avec le *2 PPCLI* et s'est poursuivie avec les opérations *Medusa* et *Baaz Tsuka* à l'automne avec le *1 RCR*, l'année 2006 a connu une augmentation significative du nombre de journalistes accrédités dans le programme d'intégration à Kandahar. Comme nous allons le voir, la couverture médiatique de la nouvelle rotation sur le terrain après le déploiement du *1 RCR* ne sera pas de nature à apaiser les craintes du public au Canada. À une question de sa collègue Céline Galipeau sur ce qui l'a le plus frappé en côtoyant les militaires canadiens, le journaliste Frédéric Nicoloff a répondu, à son retour à Montréal en janvier 2007 :

> En fait, il y a une constatation qui est faite chez les anglophones chaque fois qu'on rencontre, par exemple, des soldats anglophones. Ils nous posent la question : "Au Québec, est-ce qu'on nous appuie ? Est-ce qu'on appuie sur le terrain ce que nous faisons ?" Là, je suis obligé de leur dire qu'au Québec, il existe un débat, que ce n'est pas tout à fait unanime et tout ça. Quand le général Hillier, le chef d'état-major de l'armée canadienne, est arrivé à Kandahar pour passer Noël avec les troupes, pendant 20 minutes de son discours, il a parlé de l'appui que la population canadienne donnait, donc, à l'action de ces soldats-là. Alors, on sent chez les soldats canadiens qu'on se pose

> encore la question : "Est-ce que ce que nous faisons est bien compris, bien accepté chez nous ?" Le fait de se poser la question, ça veut peut-être dire que ce n'est pas tout à fait le cas (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007a).

L'augmentation du nombre de morts ne fera que miner l'appui de l'opinion publique. Cette situation mènera le gouvernement à pousser son bras armé à recentrer le message sur les efforts de développement. Cela va-t-il fonctionner ?

CHAPITRE 5

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

À l'exception de l'opération *Medusa*, le contexte de la roto 3 (*Athena II*) ressemble sur plusieurs points à celui de la roto 2. C'est la continuité de la « guerre des cœurs et des esprits » pour convaincre à la fois les Afghans de tourner le dos à un ennemi insaisissable et rusé, et les Canadiens d'appuyer leurs soldats malgré les cérémonies d'adieux dans les reportages des médias en provenance de Kandahar. Mais l'année 2007 est une année charnière, car elle cristallise un nouvel environnement opérationnel qui occasionnera une augmentation significative du nombre de morts.

> Selon la doctrine occidentale de la guerre, trois catalyseurs fondamentaux peuvent influer sur le résultat ou le succès d'une mission, abstraction faite de la réalité sur le terrain. Le premier est un scandale majeur, ou une série de scandales, comme celui de la prison d'Abu Ghraib ainsi que le viol/les meurtres en Irak ou, dans le cas des Canadiens, le meurtre par la torture d'un détenu en Somalie en 1993. Un scandale de cette nature peut miner abruptement la confiance du public à l'égard des militaires et de la mission en question. Le deuxième catalyseur est un dommage collatéral inacceptable chez la population civile dans la zone de conflit, et le troisième, et probablement le plus dangereux, est le nombre de pertes subies par nos propres forces (Horn, 2008, p. 250).

Si ces éléments peuvent avoir une incidence sur une mission militaire, il serait illusoire de penser que l'armée canadienne ne s'entraîne pas à éliminer, ou à tout le moins, à minimiser ces facteurs aux effets potentiellement déstabilisants pour toute mission comme elle s'entraîne au combat pour neutraliser tout ennemi. La communication militaire s'inscrit dans cette optique du contrôle de l'information en vue d'atténuer les impacts informationnels néfastes sur les opérations et la mission.

Le contrôle de l'information de guerre est multiforme et conjoncturel. Dans ce chapitre, nous verrons comment se traduit l'accès des médias sur le terrain, comment se négocie la publication des images de guerre, comment les pertes militaires sont rapportées et comment les pertes civiles sont difficiles à couvrir dans le dispositif militaire. Des trois catalyseurs évoqués plus haut, nous verrons que les pertes civiles (et ennemies) resteront pratiquement invisibles, que les pertes militaires seront visibles, mais très chorégraphiées, qu'un scandale qui sera révélé par les médias aura moins un coût militaire pour l'armée canadienne, mais un coût politique pour le gouvernement canadien. Les journalistes vont avoir la latitude de suivre les soldats dans les convois, mais

l'insécurité grandissante et les restrictions des rédactions vont constituer un frein aux sorties médiatiques, comme ça avait été le cas dans les rotations précédentes.

5.1 La route *Summit*: entre sécurité et guerre des cœurs et des esprits

Paul Workman de CTV est l'un des correspondants canadiens les plus expérimentés et connaît très bien le programme d'intégration à Kandahar[1]. Peu avant le début de la roto 3, Workman a rapporté notamment une escarmouche de trois heures entre les soldats canadiens et les insurgés près de la nouvelle route *Summit,* en construction par les Canadiens. « Construisez une route, disent les Canadiens, et le commerce et la stabilité suivront », note Workman, avant de conclure son reportage comme suit : « Il y a aussi un dicton en Afghanistan : "Où le pavage se termine, le taliban commence" » (CTV – *CTV News,* 2007a). On retrouve, encore là, le dilemme de la guerre : développer malgré la menace omniprésente. « Il est presque impossible de distinguer l'innocent de l'ennemi – jusqu'à ce qu'il soit trop tard », écrit Ross Oakland du *Toronto Star* (Oakland, 2007b). Workman rapporte par la suite que les talibans ont pris la ville de Musa Qala dans la province de Helmand malgré un accord négocié par les Britanniques (CTV – *CTV News,* 2007b).

C'est dans ce contexte qu'arrive en théâtre un nouveau groupement tactique en février 2007. C'est la roto 3 du 2e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* (*2 RCR*) avec le commandant Robert Walker. Les médias intégrés vont suivre les nouvelles troupes en provenance de la base de Gagetown, au Nouveau-Brunswick, qui viennent parachever la construction de la route *Summit*. Depuis plusieurs mois, on s'attend à des attentats et à des attaques-suicides, mais on sent qu'il n'y aurait pas d'affrontements de type combat rapproché comme ça avait été le cas lors de l'opération *Medusa*. On peut certainement sentir, dans la couverture de la presse, l'état d'esprit de la bataille des « cœurs et des esprits » qui caractérise la mission canadienne.

Après avoir accompagné un peloton de reconnaissance dans le village de Lwar Sohbat, Ross Oakland du *Toronto Star* revient sur la stratégie de gagner la faveur des Afghans : « C'est le récit d'un peloton de reconnaissance canadien, d'un seul village afghan et d'un autre chapitre ambigu dans une guerre têtue et incertaine, une compétition plus pour les cœurs et les esprits des êtres humains que pour les endroits qui peuvent être marqués sur une carte » (Oakland, 2007b). Doug Schmidt de CanWest News Service a accompagné une équipe de la coopération civilo-militaire qui travaillait avec la police afghane pour distribuer des articles de première nécessité afin de gagner

les cœurs et les esprits dans les villages (Schmidt, 2007). Peter Harris de Global rapporte le lancement de Rana FM, une radio créée par l'armée canadienne qui émet en Afghanistan en direct de Kingston avec le message que le Canada n'est pas là pour tuer, mais pour aider (Global News, 2007a). Pour les agriculteurs et les villageois qui ont été affectés par la construction de la route *Summit,* les compensations négociées par l'armée canadienne sont un baume, mais ils préfèrent la sécurité à l'argent (Brewster, 2007a). Un rapport d'un comité du sénat résumera le contexte de la roto 3 que plusieurs reportages des médias exprimaient déjà :

> Le Canada a bien contribué à la construction d'une route qui rend les incursions militaires moins dangereuses, mais ce n'est pas un kilomètre de route, aussi importante soit-elle sur le plan stratégique, qui va nous gagner les cœurs et les esprits. Des journalistes disent avoir vu des signes d'activités utiles, mais elles semblent limitées. Il nous apparaît évident qu'il faudra d'abord que la situation militaire soit stabilisée à Kandahar pour qu'on puisse réaliser, dans ce qui est actuellement à toutes fins pratiques une zone de guerre, des programmes généraux d'aide au développement comme ceux dont on dit qu'ils nous gagnent les cœurs et les esprits dans d'autres régions du pays (Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité, 2007, p. 8-9).

Murray Brewster de La PC a souligné le frein qu'a constitué la mort du diplomate Glyn Berry pour les projets canadiens de reconstruction en raison de l'insécurité. « Nous nous sommes retrouvés avec d'énormes difficultés qui nous ont empêchés de fournir les efforts de reconstruction et d'aide au développement qu'on aurait voulu », dira le brigadier-général Tim Grant, qui commande les troupes canadiennes en Afghanistan (cité par Brewster, 2007b). Brewster fera savoir que le Canada a financé le creusage de plus de 1000 puits et la rénovation d'écoles, de ponts et de routes :

> Mais la plupart de ces travaux avancent lentement, parce qu'après avoir demandé aux anciens des villages ce dont ils ont besoin, les Canadiens allouent les contrats pour les travaux à faire à des Afghans. Le brigadier-général Tim Grant, le commandant des troupes canadiennes en Afghanistan, justifie ce processus en disant qu'il contribue à donner un visage afghan aux efforts de reconstruction. Ce faisant, les Canadiens contribuent à bâtir une économie locale autonome, composée de commerces et de bureaux d'affaires afghans (Brewster, 2007c).

Durant cette période, plusieurs nouvelles des journalistes intégrés portent sur les projets de reconstruction. John Cotter, qui va relever Brewster en mars, notera que l'aide canadienne dans plusieurs districts, dont Panjwai et Zhari, est toujours handicapée : « Des responsables de l'ACDI estiment que la sécurité est la plus importante barrière à la livraison de nourriture et aux projets de développement » (Cotter, 2007).

Avec une situation sécuritaire délétère, les journalistes intégrés ont rapporté la mort de civils dans des incidents impliquant les Canadiens. Ces incidents ont provoqué néanmoins un « cauchemar de relations publiques », note Graham Thomson de CanWest News Service

(Thomson, 2007a). Les responsables de l'OTAN reconnaissent volontiers que la mort des civils est un obstacle à la guerre pour gagner les cœurs et les esprits (Graveland, 2007a).

5.2 Être sur le terrain

Avec la roto 3, une nouvelle équipe d'affaires publiques arrive en théâtre avec le *2 RCR*. « Je pense que la courbe d'apprentissage était grande, mais nous y sommes arrivés assez rapidement[2] » confie Martell Thompson, l'OAP du groupement tactique. Ce dernier était auparavant officier d'affaires publiques à la base militaire de Gagetown au Nouveau-Brunswick. C'est la première fois qu'il est déployé dans un théâtre opérationnel. Avant l'Afghanistan, son expérience est plutôt de nature politique avec la gestion, à titre d'OAP, du camp Gagetown, de la question des essais d'herbicides, dont l'agent orange, par l'armée américaine dans les années 1960[3].

Comme pour leurs prédécesseurs dans le service de communication de l'armée canadienne en Afghanistan, la tâche des membres de l'équipe d'affaires publiques du *2 RCR* consiste à raconter au public canadien l'histoire des troupes en théâtre pour s'assurer d'un soutien le plus large possible. Cela passe par les journalistes intégrés qui doivent être sur le terrain. L'OAP Thompson précise :

> Mon mode opératoire est de raconter l'histoire de la ligne de front chaque fois que possible et cela voulait dire être en avant avec les médias sur une opération chaque fois que c'était possible. Au lieu que moi j'aille à l'avant pour dire ce qui s'est passé, les médias venez avec moi pour voir ce qui s'est passé. Même concept pour les gars de caméra de combat, il fallait les amener afin qu'ils puissent avoir accès et fournir des images pour raconter une histoire qui était évidemment difficile à obtenir parce que j'avais des places limitées en avant.[4].

Durant les trois premiers mois de l'année 2007, on compte 40 journalistes intégrés canadiens et internationaux, principalement des médias anglophones. Les médias francophones sont encore sous-représentés dans le programme d'intégration. L'agence La Presse canadienne et le groupe CanWest News Service continuent à couvrir l'Afghanistan sur une base régulière avec un correspondant posté en permanence à la base de Kandahar. CBC, CTV, Global et le *Globe and Mail* dépêchent également continuellement des correspondants dans le programme. Radio-Canada et le *Toronto Star* sont très présents, mais sans avoir une présence permanente.

Plusieurs autres médias de moindre taille ou locaux effectuent des visites occasionnelles à Kandahar. Doug Beazley et le photographe Alex Urosevic ont effectué un séjour en décembre 2006 pour le groupe Sun Media. « Notre mission en Afghanistan était la première mission multimédia de Sun Media dans une zone de guerre. Donc, je bloguais et j'écrivais [inaudible] aux journaux.

Alex, le cadreur, prenait des images numériques et vidéo et les préparait en tant que segments de télé pour la première version de Sun TV […][5] », dit Beazley. Ce dernier note que si un programme d'intégration n'existait pas, plusieurs médias au pays n'auraient jamais envoyé quelqu'un en Afghanistan[6] C'est aussi un peu le cas d'Alec Castonguay du *Devoir* ainsi que du journaliste Chris Lambie et du photographe Christian Laforce du *Chronicle Herald,* en Nouvelle-Écosse, qui s'y trouvent également en avril 2007. Couvrir l'Afghanistan demande des moyens considérables, et l'armée essaie de faciliter la couverture locale. « Le reportage à l'étranger représente un gros engagement pour un journal provincial, d'autant plus lorsque l'affectation est dans une zone de guerre », comme l'a fait savoir le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, quand la rédaction a dépêché son correspondant Marty Klinkenberg (*Telegraph-Journal*, 2007).

Contrairement aux journalistes des grands médias canadiens plus nantis, Castonguay du *Devoir* et Beazley de Sun Media n'ont pas suivi une formation sur les risques en zone de guerre avec les grandes firmes comme AKE au Royaume-Uni, ou Centurion aux États-Unis. « Ça coûtait je pense dix mille dollars pour une semaine, c'était quelque chose de très cher[7] », indique Castonguay. Avec les contraintes financières des entreprises médiatiques, la question des coûts peut certainement constituer un handicap pour les médias de petite taille et moins riches. En plus de la formation sur les risques, il y a aussi l'assurance. Castonguay, qui est retourné plus tard pour *L'actualité*, note : « […] le moins cher que le magazine a trouvé c'était autour de 1650 dollars pour deux semaines à peu près[8] ». Et ce n'est pas tout, comme il en témoigne ici : « Vous pouvez vous imaginer quand vous avez ça, plus les billets d'avion, plus le reste, ça commence à faire beaucoup d'argent pour les journaux ou les magazines du Québec qui restent, qui évoluent dans un petit marché comparativement aux États-Unis ou ailleurs[9] ». Le programme d'intégration de l'armée canadienne a donc grandement facilité la tâche de certains médias moins nantis, par exemple, pour le transport des journalistes. Cette option de transport a permis à certains de minimiser les coûts de déplacement, mais elle n'était pas toujours disponible en tout temps et ne sera pas toujours offerte aux médias plus tard dans la mission.

Plusieurs journalistes intégrés accompagnent encore les patrouilles des soldats sur le terrain. Rares sont les journalistes qui écrivent sur leurs propres conditions de travail. Dans ce qu'on pourrait appeler « la chronique de la vie ordinaire du correspondant et du soldat », Michèle Ouimet de *La Presse* donne un aperçu :

> Mercredi, 7 h du matin, le capitaine Jérémie Gauvreau me réveille. "On part dans cinq minutes !"

> Je me suis couchée deux heures plus tôt, à 5 h. La nuit, j'ai fait le trajet Kandahar-Ma Sum Ghar enfermée dans un blindé envahi par les vapeurs d'essence. J'avais l'impression de rouler dans un cercueil. Deux heures pour franchir 60 km.
>
> Les convois militaires se déplacent la nuit. Il y a moins de risques d'attentats suicide ou d'embuscades. Je me suis écroulée sur mon lit de camp à 5 h, avec les premières lueurs de l'aube.
>
> On part dans cinq minutes !
>
> Je cherche mon linge à tâtons, l'esprit embrouillé. Il fait froid et sombre. Des soldats ronflent tranquillement pendant que j'enfile mon casque, ma veste et mes lunettes pare-balles, 20 livres d'équipement. Je file. Le moteur du blindé tourne, prêt à partir.
>
> On rejoint le capitaine Mark Shepperd, qui me regarde de travers. Il n'a pas envie de s'encombrer d'une journaliste, mais il finit par accepter, sans trop rechigner.
>
> On marche en file indienne. Quatorze soldats silencieux, lourdement équipés, fusil d'assaut en main, prêts à tirer. On traverse un chemin aux ornières profondes, puis on longe des maisons en terre battue abandonnées par les villageois, où les talibans ont peut-être entassé des armes et des explosifs.
>
> Un chien accompagne le bataillon. Il a été dressé aux États-Unis. Il court, renifle partout. Un soldat passe le détecteur de métal, un autre s'installe sur le toit pour surveiller les alentours. Les talibans ne sont jamais loin.
>
> Les autres attendent. Il n'y a pas d'explosifs, le temps se réchauffe, la tension tombe, les soldats échangent quelques mots en grillant une cigarette. David Thistle vient de Montréal. Il est en Afghanistan depuis six mois et il attend avec impatience son retour au pays. Son départ a été retardé quatre fois. Dur pour le moral. "Ma femme est enceinte, elle doit accoucher en avril", confie-t-il.
>
> La patrouille revient sur ses pas, l'opération est terminée. Demain, il y en aura une autre. Et David Thistle sera peut-être en train de boucler ses valises pour rentrer au pays.
>
> J'ai écrit un texte sur la vie de soldat au poste avancé de Ma Sum Ghar. J'y parlais de l'attente, le pain quotidien des militaires. L'attente aveugle où les ordres ne sont jamais discutés ni contestés (Ouimet, 2007a).

Couvrir les patrouilles permet aux journalistes intégrés de voir de près la réalité des soldats et parfois cela permet, sans excuser les bavures inacceptables, de relativiser certaines réactions sur le terrain. Alec Castonguay du *Devoir* revient notamment sur la question des morts civiles dans ces incidents impliquant les soldats canadiens et note l'importance d'être sur place pour mieux comprendre la décision des soldats et mieux refléter cette réalité avec nuances dans ses comptes rendus :

> Quand je suis allée là-bas un moment donné, j'étais sur un barrage routier, je parlais avec les gens, etc., puis un moment donné, j'ai entendu un coup de semonce parce qu'il y a un véhicule qui s'en venait à très grande vitesse, puis qui ralentissait pas comme il était supposé de le faire avant le barrage. Puis ça a pris un deuxième coup de semonce puis le véhicule ralentissait toujours pas, et là j'ai senti la tension des soldats autour qui te repoussent sur le côté, puis qui se disent : "S'il ralentit pas, on va descendre le véhicule, on va trouver un moyen". Finalement, je sais pas si le chauffeur était dans la lune ou s'il a pas entendu, ou s'il jouait avec les nerfs des soldats, mais finalement il ralentit probablement juste avant qu'il reçoive la salve dans les pneus ou quelque

> chose comme ça. Je me souviens donc d'avoir été confronté à la réalité que les soldats vivent parce que j'étais là à ce moment-là. Puis je me souviens d'avoir eu la réflexion que s'il s'arrêtait pas, j'espérais que les soldats fassent arrêter le véhicule peu importe la manière, parce qu'il peut être bourré d'explosifs, il peut se faire exploser au *check point* puis toi tu vas y passer. Puis je me suis dit là, je comprends les décisions en très peu de temps qu'il faut qu'ils prennent […]. Quand t'es proche, tu le sens, quand t'es ici, c'est facile de dire : "il y a eu une bévue de la coalition"[10].

Durant les rotos 2 et 3, les journalistes ont beaucoup visité les bases d'opérations avancées et les postes avancés qui surveillent la route *Summit*. Ross Oakland du *Toronto Star* explique que la négociation des sorties ressemble au journalisme pratiqué au Vietnam, où le journaliste devait se débrouiller pour trouver un transport en parlant aux soldats et aux commandants :

> Au début, parce que vous ne saviez pas comment faire cela, vous étiez très dépendants des officiers d'affaires publiques pour assurer la liaison entre vous et vos soldats. Mais, très rapidement, après ça, vous commencez à comprendre comment vous déplacer vous-mêmes et par vous-mêmes[11].

Ce sont les commandants des compagnies ou des différents pelotons qui décident d'offrir les places sollicitées par les officiers d'affaires publiques. Une fois les places accordées, il appartient généralement à ces commandants ou à leurs représentants désignés dans la formation de discuter particulièrement des mesures de sécurité avec les journalistes qui vont voyager avec eux. Quoi faire, par exemple, en cas d'attaque ? Ross Oakland explique qu'un journaliste qui n'est pas armé ne peut pas sortir d'un véhicule attaqué à moins de recevoir un ordre lui enjoignant de sortir, alors que les soldats doivent souvent sortir et se positionner pour retourner le feu[12].

À force de côtoyer les soldats à Kandahar et dans les bases d'opérations avancées, les journalistes intégrés ont certainement l'occasion de mieux connaître l'armée. Bill Graveland a écrit, entre autres, sur les réservistes qui représentent une nouvelle génération, loin du stéréotype du macho sans éducation (Graveland, 2007b). Ce type de reportages se construit avec le temps. Chris Brown de la CBC dit qu'il a été aussi fasciné de parler aux réservistes, des guerriers occasionnels qui ne sont pas soldats à temps plein et qui n'avaient pas vraiment à être là :

> Je n'ai jamais vraiment pensé à eux avant et pourtant, il s'agissait de gardiens de sécurité, de gens qui travaillaient dans des épiceries, des comptables, certains d'entre eux avaient des diplômes universitaires et étaient même des avocats et ils ont simplement abandonné ce qu'ils faisaient et ont pris un congé de leur emploi et sont venus pour six mois, et ils étaient indiscernables des personnes de la force régulière quand ils étaient là. Ils ont servi à côté d'eux et ainsi de suite. Et j'ai compris les gens qui l'ont fait pour une carrière, les gens qui l'ont fait pour le plaisir ou pour eux-mêmes. C'était une chose très intéressante pour moi[13].

Doug Beazley de Sun Media abonde dans le même sens :

> J'ai trouvé le plus stimulant […] parler aux réservistes, parce que personne n'avait vraiment remarqué […] que la guerre avait été essentiellement reprise par les employés à temps partiel et

> c'était comme si Walmart avait pris l'armée canadienne et juste mis dans les positions les plus dangereuses les gens les plus mal payés qui soient[14].

Être sur le terrain avait clairement des bénéfices pour mieux comprendre l'armée, mais un autre incident démontrera que la présence sur le terrain ne suffit pas pour être bien informé.

5.3 L'incident Megeney

La mort d'un autre soldat canadien à la base de Kandahar va encore créer des remous dans le programme d'intégration. Le nom du caporal Kevin Megeney est officiellement annoncé dans un communiqué du ministère de la Défense nationale le 6 mars 2007. Rapidement, les médias indiquent que les informations manquent sur ce décès. « La mort d'un soldat canadien est enveloppée dans un mystère ce soir », ouvre le téléjournal de la CBC (CBC Television – *The National,* 2007). Sur la base de Kandahar, les journalistes intégrés ont de la difficulté à obtenir plus de détails sur les circonstances du décès du jeune réserviste originaire de la Nouvelle-Écosse. La « réponse aux médias » préparée par le service des affaires publiques à Kandahar indique : « Aucun autre détail n'est disponible pour le moment en ce qui concerne les circonstances entourant cet incident, bien que l'action de l'ennemi ait été exclue puisque l'incident s'est produit dans les limites sécurisées de l'aérodrome de Kandahar » (Task Force Afghanistan, 2007a).

Une dépêche de La Presse canadienne publiée à Halifax révèle cependant que le caporal Megeney « aurait été tué par un tir ami » (Auld, 2007). « Il y a probablement plus d'informations au Canada qu'il n'y en a à Kandahar », souligne le correspondant intégré Tom Clark sur CTV (CTV – *Canada AM,* 2007). L'information selon laquelle il s'agissait d'un tir ami a été en fait communiquée par la sœur du caporal défunt après qu'elle eut rencontré des responsables militaires avec la famille. « Il criait à quelqu'un d'appeler sa mère », confie la sœur (citée par Auld, 2007). Une autre dépêche publiée par John Cotter de La PC précise que Megeney, un membre d'un peloton qui assure la sécurité du camp à Kandahar, a été atteint à la poitrine et qu'il est mort 20 minutes plus tard à l'hôpital (Cotter, 2007b). Selon cette dépêche, le porte-parole de la force opérationnelle « ne disait pas où s'est passé le tir sur la base, comment cela s'est passé, si d'autres étaient impliqués ou combien de personnes étaient interrogées » (Cotter, 2007b).

Le service des affaires publiques est visiblement avare de commentaires sur ce cas et demande aux journalistes intégrés d'attendre les conclusions de l'enquête. Un article du journal *La Presse*, avec des éléments de la correspondante Michèle Ouimet, indique que « la famille était

d'autant plus ébranlée que l'armée avait commencé par leur annoncer, en matinée, que leur fils avait été blessé, mais qu'il "allait bien"[15] » (Sirois, Ouimet et AFP, 2007). Trois jours après l'incident, le journal *Chronicle Herald* d'Halifax indique que Megeney a été atteint par un camarade de son peloton (Lambie, 2007).

La couverture médiatique de cet incident donne certainement l'impression que les services de communication tentent de cacher quelque chose. Dans les circonstances de tirs accidentels susceptibles de mener à des accusations criminelles, il est certainement prudent pour l'armée de mesurer l'information qui sera divulguée aux médias pour ne pas nuire à l'enquête militaire. La ligne adoptée pour cet incident de tir ami de ne rien dire a certainement été mise à mal par la révélation de certains renseignements fournis à la famille et qui se sont finalement retrouvés dans les pages des journaux.

Les journalistes intégrés à Kandahar étaient frustrés d'écrire leurs articles sur un incident sur place avec des détails en provenance du Canada. Un des articles de Joe Friesen du *Globe and Mail* à Kandahar a repris les éléments de La Presse canadienne à Halifax (voir Friesen, 2007a). À une question liée à ses relations avec les officiers d'affaires publiques en Afghanistan, Joe Friesen a évoqué cet incident pour illustrer les cas de frictions :

> La friction avec eux a commencé quand ils m'ont compliqué la vie en essayant d'interroger les soldats après que Megeney eut été tué. Je n'ai vraiment pas aimé ça et vous savez qu'il y a une tendance à développer une sorte de [relation] semi, pas adversaire, mais proche d'adversaire, c'est proche. Ma perception est qu'ils essaient en quelque sorte de modifier votre rapport aux événements[16].

Voilà un événement inattendu de type *hard news* dans l'environnement immédiat des journalistes intégrés, mais qui s'avère difficile à couvrir, car l'armée ne communique pas les circonstances de la mort d'un soldat. Le contrat d'intégration ne comporte pas d'indications sur ces cas. Il faut donc négocier l'information. À la suite de cet incident, les journalistes intégrés à Kandahar ont essayé de parler des mesures de sécurité à la base de Kandahar, mais ces derniers se sont butés aux restrictions de l'armée, comme l'a écrit Graham Thomson dans l'*Edmonton Journal* :

> Pour des raisons de sécurité opérationnelle, les militaires ne voulaient pas que l'ennemi sache que même si tous les soldats portaient des armes en tout temps sur la base, les armes n'étaient pas toujours chargées.
>
> Ce n'est qu'après que nous nous sommes plaints que les journalistes au Canada expliquaient librement les règles dans leurs histoires que l'armée a cédé et permis aux journalistes intégrés de signaler que les troupes à *KAF* ne marchaient pas avec des armes chargées tout le temps, une information qui a tranquillisé l'esprit des gens à la maison quand ils ont appris que *KAF* n'était

> pas une bombe à retardement où les armes étaient prêtes à se déclencher chaque fois que quelqu'un trébuchait en sortant de la tente du mess (Thomson, 2007c).

La tension a continué entre les journalistes et l'armée quand les journalistes ont continué d'enquêter sur l'incident. Thomson décrit :

> Après le tir accidentel sur le caporal Kevin Megeney, par exemple, certains journalistes se sont approchés subtilement des soldats qu'ils rencontraient pendant qu'ils étaient en ligne à la tente du mess pour découvrir ce qui s'est passé et pour en savoir plus sur Megeney. Ces soldats se sont plaints apparemment à leurs officiers au sujet des questions et en quelques minutes, les officiels militaires étaient à la tente des médias avertissant les journalistes de cesser. Les officiels ne pouvaient pas ordonner aux journalistes comment faire leur travail mais ont fortement insinué que les journalistes qui insisteraient pour parler aux soldats au sujet de Megeney seraient moins bienvenus à bord des convois futurs à l'extérieur du camp.
>
> C'était la plus douce des menaces, mais une menace néanmoins et soulignait la position précaire du journaliste intégré dans l'armée. Nous pouvions pousser une question seulement jusqu'à ce que les militaires fassent barrage. Mais dans ce cas nous avons continué à pousser. Nous pensions, à tout le moins, que les gens à la maison méritaient d'en savoir plus sur le jeune soldat qui était mort, pour mettre un visage derrière le nom.
>
> En fin de compte, les journalistes et les officiels sont parvenus à un compromis lorsque quelques amis de Megeney se sont portés volontaires pour parler aux journalistes – à condition que les journalistes ne puissent pas poser de questions sur les détails de l'accident (Thomson, 2007c).

Cet incident illustre à la fois le contrôle de l'information par un dispositif de clôture qui empêche les journalistes intégrés de parler aux sources militaires à propos de l'incident, et le jeu de négociation, qui repose sur les conduites journalistiques visant à faire desserrer l'étau du contrôle, sur les menaces de sanction de l'appareil d'affaires publiques et sur la recherche d'un modus vivendi pour aplanir la tension.

5.4 L'opération *Achilles* et l'insécurité

Les médias canadiens ont couvert l'opération *Achilles* à distance. Durant l'offensive, d'autres nouvelles ont accaparé l'attention journalistique, comme on le verra. À des degrés divers, ces nouvelles sont caractérisées par le contrôle et la négociation de l'information. Le 6 mars 2007, les journalistes intégrés annoncent le début de l'opération *Achilles*. Plus de 200 soldats canadiens participent à la plus grande offensive de l'OTAN dans la province de Helmand, connue pour la production de l'opium. Graham Thomson de l'*Edmonton Journal* note que l'opération *Achilles* ressemble plus à l'opération *Baaz Tsuka,* qui s'est concentrée sur la conquête des cœurs et des esprits dans la province de Kandahar, et moins à une bataille conventionnelle, comme l'a été l'opération *Medusa* (Thomson, 2007b). Le brigadier-général Tim Grant affirme aux journalistes que les Canadiens ne s'attendent pas à engager le combat : « Si tout se passe bien, dit-il, nous ne

tirerons pas un coup de feu. Si les forces talibanes décident d'engager le combat, elles verront de quel bois on se chauffe » (cité par Cotter, 2007b). Les médias précisent également que l'opération vise à assurer la sécurité nécessaire pour le développement du barrage stratégique de Kajaki.

Les dépêches et les reportages des grands médias canadiens sont tous signés à Kandahar. C'est une opération principalement britannique, et les Canadiens n'ont qu'un rôle de soutien. L'essentiel des informations utilisées par les journalistes intégrés a été obtenu dans les briefings des commandants canadiens et de l'OTAN à la base de Kandahar. Les articles journalistiques sont bien documentés, mais on sent la prépondérance du point de vue officiel.

Le début de l'opération *Achilles* a coïncidé avec l'incident qui a causé la mort de Kevin Megeney. Les médias ont continué à mentionner l'opération, mais rapidement, la couverture s'est concentrée sur la nouvelle à développement qu'a été l'incident. À part le décès accidentel du soldat Megeney, le mois de mars sera plutôt calme avec notamment la visite de la gouverneure générale Michaëlle Jean à Kandahar, qui rendra hommage aux femmes soldats. Une dépêche de John Cotter soulignera qu'elle a pu visiter la base et voir les engins explosifs improvisés, mais que « les médias ont été tenus à l'écart et n'ont pu photographier la scène, au cours de laquelle on lui a montré notamment des véhicules blindés légers dont les roues avaient été arrachées par des explosions, des camions percés de trous de balles et la carcasse tordue d'un véhicule blindé Nyala » (Cotter, 2007c). Lors de cette visite, la gouverneure générale du Canada a rappelé, en quelque sorte, ce qui caractérise l'état de la mission canadienne à ce moment-là : « Vous ne pouvez pas penser au développement sans avoir de stabilité et de sécurité » (citée par Cotter, 2007c). Les médias précisent que Jean n'a pas pu visiter les troupes dans les positions avancées, car c'était trop dangereux.

Le 20 mars, un véhicule de reconnaissance Coyote est frappé par un engin explosif. Le véhicule est endommagé, mais il n'y a pas de blessés. Une deuxième équipe avec un chien détecteur d'explosifs est dépêchée sur place. Une deuxième explosion se produit. Le chien est tué, le maître-chien et un soldat canadien sont blessés. Cette histoire ordinaire dans cette guerre sanglante est racontée dans un point de presse par un officier d'affaires publiques aux journalistes intégrés à Kandahar. Une semaine plus tard, sur le camp, le journaliste Joe Friesen croise par hasard, durant la nuit, le soldat blessé lors de l'explosion. Friesen décrit :

> J'ai vu un type qui était clairement en pansements et je lui ai dit : "Hé, comment allez-vous, qu'est-ce qui s'est passé". Il a dit : "Eh bien, j'ai été explosé" et j'ai dit : "Étiez-vous le type dans le déminage ?" Et il a dit : "Ouais" et j'ai dit : "Ok attends ici, je vais chercher mon bloc-notes et

> nous faisons une interview". Alors j'ai couru dans l'obscurité dans cette base militaire et il y a des dos d'âne partout mais je ne peux pas les voir. Donc, j'ai massacré mon orteil, j'ai foulé ma cheville, sérieusement foulé ma cheville en essayant de courir dans la tente des médias et je dois faire mine de rien pour ne pas que quelqu'un d'autre sache ce que je suis en train de faire parce que j'y arrive, c'est une exclusivité. Donc, j'arrête de courir peut-être 10 pas avant de m'approcher tranquillement : "Hé les gars qu'est-ce qui se passe ? Ouais je vais juste vérifier quelque chose d'autre, à plus tard". Alors je retourne en courant vers le gars, il est toujours là, heureusement […][17].

Cette rencontre fortuite avec le sergent Sheldon Herritt sera évidemment publiée à la une du *Globe and Mail*. « Un ingénieur avec 12 ans dans les Forces, le sergent Herritt, est la première ligne de défense dans une guerre qui, à part les kamikazes, est combattue à distance, contre un ennemi invisible », écrit Friesen (2007b).

L'article témoigne de l'expérience personnelle d'un soldat dans la guerre, mais note au passage le contraste avec les premières informations officielles publiées par les médias sur cet incident : « C'était un jour où les Canadiens ont été informés brièvement d'un soldat qui n'a subi que des blessures mineures. Le sergent Herritt glousse ironiquement de la description. Personne ne lui a demandé comment sont les blessures mineures, a-t-il dit » (Friesen, 2007b). Comme on peut le voir avec cette nouvelle, la guerre est une fresque constituée tant de grandes opérations publicisées à grand renfort de communiqués officiels que de milliers d'histoires ordinaires, mais tout autant extraordinaires pour chaque soldat impliqué dont le vécu au front oscille constamment entre la vie et la mort. En général, à propos de ces incidents, la stratégie officielle qui ressort est de révéler le moins d'informations possible. Il est certainement de la responsabilité des journalistes d'être entreprenants pour raconter cette fresque en allant au-delà des lignes de communication et des points de presse officiels. Quand il y a des incidents où l'armée ne souhaite pas révéler certains renseignements, le meilleur moyen de contrôler l'information est d'imposer un événement planifié comme un point de presse avec des messages préparés à l'avance. L'armée exerce alors une restriction sur les sources directes de l'incident. Si les journalistes se contentent de couvrir les points de presse officiels, le contenu de l'information médiatique sera dominé par le point de vue des sources officielles en fonction de leurs intérêts communicationnels. Souvent, les journalistes essaient de contourner le dispositif de contrôle. Dans le cas que nous venons de voir, la chance a souri au journaliste du *Globe and Mail*.

Durant l'opération *Achilles*, les troupes canadiennes n'ont eu que des escarmouches mineures avec l'ennemi. Le commandant du groupement tactique *2 RCR* Robert Walker précise : « Nous perturbons leurs opérations, en ce sens qu'ils n'ont pas attaqué la police nationale afghane depuis

notre arrivée » (cité par Cotter, 2007d). Néanmoins, dans la même dépêche, Cotter indique que « les talibans ont eu recours à ce que les militaires appellent les "attaques asymétriques" – les attentats-suicides, les bombes routières et les tactiques de tirer et filer [*shoot-and-skoot*] » (Cotter, 2007d). Dans une entrevue accordée au journal *La Presse* à la fin mars, le général Rick Hillier a confirmé que la menace des talibans était toujours là : « Ils vont revenir, dit le général Hillier. Ils vont avoir des tactiques différentes. Ils vont utiliser plus d'engins explosifs improvisés. Il y aura plus d'attentats-suicides. Ils vont davantage faire usage d'armes légères. Et, en conséquence, il y aura plus d'embuscades » (Duchesne[18], 2007).

Au début d'avril, Jonathan Fowlie du *Vancouver Sun* et de CanWest News Service rapporte l'avance du *RCR* dans la province de Helmand au début de l'opération *Silver,* menée dans le cadre de la grande opération *Achilles* (Fowlie, 2007). Durant cette période, certaines dépêches de Fowlie et Cotter sont signées à Maywand et à Sangin. Alors que les soldats célèbrent Pâques, l'explosion d'une bombe artisanale tue six soldats canadiens de la compagnie Hotel à bord d'un véhicule blindé LAV-3 dans la région de Maywand. C'est « la journée la plus meurtrière pour les Forces armées canadiennes en Afghanistan », écrit John Cotter dans La Presse canadienne (Cotter, 2007e). « Pour tout le succès que les Canadiens ont eu ici, les talibans ont encore le pouvoir de frapper fort », rappelle Paul Workman (CTV – *CTV News,* 2007c). Pour le commandant du *2 RCR*, Robert Walker, le véhicule LAV n'est pas ici en cause, mais plutôt la puissance de la bombe (cité par Cotter, 2007f). Les militaires et les médias n'ont pas oublié de faire le lien entre ces morts et les morts de Vimy, dont on célèbre à ce moment-là le 90e anniversaire.

Les médias intégrés avaient certainement couvert plusieurs cérémonies d'adieux, mais celle-là est particulière. On peut sentir l'émotion du moment dans le reportage de Paul Workman à CTV :

> Nous avons vu cette cérémonie tant de fois auparavant, mais jamais six cercueils, côte à côte sur le tarmac, drapés dans des drapeaux canadiens, l'un après l'autre, jusqu'à ce qu'il y ait six véhicules blindés dans une rangée portant les cercueils d'un sergent, de trois caporaux et de deux jeunes soldats et autour d'eux, des amis et camarades de huit nations différentes. Une opération dans le désert, une énorme bombe talibane et le Canada a six autres victimes de ce conflit lointain (CTV – *CTV News,* 2007d).

Plus loin, Workman poursuit : « La cérémonie d'adieux est devenue un rituel solennel et familier de cette mission afghane et maintenant, il y a six soldats canadiens de plus sur leur chemin à la maison pour l'enterrement » (CTV – *CTV News,* 2007d). Cependant, l'armée canadienne avisera les médias au Canada qu'à la demande des familles des six soldats tués, les journalistes ne

seront pas les bienvenus à la cérémonie de rapatriement à la base de Trenton (The Canadian Press, 2007).

Même si les caméras de télévision faisaient le pied de grue à l'aérodrome de Kandahar pour voir défiler les cortèges funèbres, couvrir les morts n'était pas chose aisée pour les journalistes. À la question de savoir ce qui a constitué le plus grand défi de son parcours de journaliste intégré, Mike Drolet de la chaîne Global News pointe sans hésiter les cérémonies d'adieux pour les soldats tués, communément appelées « *ramp ceremonies* ».

> Elles sont horribles à regarder. Couvrir les cérémonies d'adieux était terrible. Je veux dire même sortir sur le terrain n'était pas aussi mauvais que cela. Je détestais juste ça. En 2006, lorsque j'étais là-bas, ils sont passés d'un mois à l'autre de 12 morts à 38 morts ou quelque chose comme ça parce que le nombre de morts a augmenté. Tous les jours, c'était : "Ok quelqu'un est mort". Maintenant, demain je sais que je viens à la cérémonie d'adieux. La cérémonie d'adieux est faite et ils sont comme : "Quelqu'un d'autre est mort". Merde, vous retournez et faites cette histoire. Et c'était comme ça pendant deux ou trois semaines où quelqu'un mourait presque chaque jour et puis il y avait une cérémonie d'adieux, quelqu'un d'autre est mort et il y avait une cérémonie d'adieux. C'était horrible[19].

La couverture des cérémonies d'adieux pour les soldats canadiens par les journalistes intégrés à Kandahar était un moment empreint d'émotions au moment de la procession des cercueils des victimes en direction de la rampe d'accès à l'arrière des avions de transport militaires. Le moment est solennel et marquant, la peine et les larmes se voient sur les visages des amis et des camarades. Les journalistes intégrés étaient personnellement affectés par la mort des soldats qu'ils avaient côtoyés, comme l'écrira Graham Thomson de l'*Edmonton Journal* : « Quand les soldats sont morts, les journalistes ont ressenti le coup, surtout si nous avions vécu avec eux, voyagé avec eux ou tout simplement serré leur main et pris leur photo quand ils se dirigeaient à l'extérieur pour la dernière fois » (Thomson, 2007c). L'intérêt des médias pour ces cérémonies d'adieux sera encore, comme nous le verrons plus loin, un point de dispute entre les médias intégrés et l'armée.

Trois jours après la journée pénible des six morts, la nouvelle de la mort de deux autres soldats sera annoncée à Ottawa par Robert Fife, chef de bureau de CTV. Cette annonce court-circuite la procédure habituelle de publication des décès, car un « verrouillage des communications » était encore en vigueur pour tous les journalistes intégrés à Kandahar. Cette semaine difficile porte le nombre total de soldats morts en Afghanistan à 53. À la question de savoir si l'armée canadienne considérait ces attaques comme la fameuse offensive du printemps, Lisa Laflamme précise, en citant les responsables militaires, qu'elles sont plutôt considérées comme des « actes de désespoir » (CTV – *CTV News,* 2007e).

Durant la roto 3, le mois d'avril 2007 sera un cauchemar, d'une part, pour le 2e Bataillon du *RCR,* avec un regain de l'activité ennemie qui matérialise la menace évoquée par les médias et le haut commandement ; d'autre part, pour l'armée canadienne, et surtout pour le gouvernement à Ottawa, avec des révélations sur le traitement des prisonniers qui vont raviver de mauvais souvenirs. Nous allons consacrer un point particulier à cet épisode, qui aura des répercussions politiques importantes. Poursuivons ici avec la suite de la couverture journalistique de la roto 3.

Dans l'un de ses premiers articles en Afghanistan à la mi-avril, Alec Castonguay décrit dans *Le Devoir* une nouvelle installation mortuaire de l'armée canadienne :

> Confronté [sic] à une hausse rapide des décès en Afghanistan et s'attendant visiblement à d'autres victimes dans les prochains mois, l'armée canadienne vient tout juste d'ouvrir une morgue permanente aux portes de l'Afghanistan. Les Forces canadiennes veulent ainsi pouvoir s'occuper dignement des soldats qui reviennent du champ de bataille dans une boîte de fer, mais aussi être en mesure de faire face à la recrudescence de violence anticipée cet été.
>
> Les huit soldats décédés la semaine dernière, et qui ont fait monter le compte des morts à 53 (plus un diplomate) depuis le début de la participation canadienne au conflit afghan, n'ont pas eu droit au même traitement que les dépouilles précédentes. L'armée canadienne a jugé bon d'ériger une morgue permanente au camp Mirage, la base secrète qui sert de tête de pont logistique à la mission en Afghanistan (Castonguay, 2007a).

L'article rappelle que le Canada ne peut rendre public l'emplacement du camp Mirage en raison d'un engagement avec le pays hôte. Plus loin, le texte poursuit :

> Auparavant, les soldats décédés qui arrivaient au camp Mirage en provenance du champ de bataille étaient examinés dans une tente qui pouvait devenir un véritable four dans ce pays aux chaleurs extrêmes en été. "Ça n'avait pas de sens, ce n'était pas digne de l'effort qu'ils ont fourni pour leur pays. Il fallait être mieux équipé" a expliqué un officier. Même si les corps partent de Kandahar enrobés de glace, celle-ci fond durant le trajet, ce qui oblige donc les officiers et médecins du camp Mirage à travailler dans des conditions difficiles. La nouvelle structure, bien équipée, est climatisée, dit-on (Castonguay, 2007a).

Un article qui mêle décès et moral des troupes sur le front à la une d'un journal n'est certainement pas de nature à plaire à l'armée canadienne. Au départ, le journaliste du *Devoir* avait en effet remarqué qu'on construisait une nouvelle morgue pour l'agrandir et la climatiser. « J'avais demandé au commandant : Pourquoi ? Il avait dit : On risque d'avoir plus de décès, on s'en va vers la saison des combats, il faut s'y préparer[20] », raconte Castonguay. Ce qui fait sens ne fait pas toujours consensus, comme l'a appris le journaliste. Il décrit :

> C'est un militaire qui prévoit que, il va y avoir plus de morts, donc il faut que les installations soient plus adéquates, c'est tout à fait logique. Mais quand tu publies ça en première page que l'armée se construit une nouvelle morgue, les gens vont s'attendre à ce qu'il y ait plus de morts, puis là, il y a un stress qui augmente. Le relationniste était pas très heureux d'avoir une première page du *Devoir* qui disait qu'on construisait une morgue parce qu'il y avait plus de soldats qui allaient mourir, c'est sûr que l'image est pas très bonne. Ça veut dire que le conflit va pas très

> bien, si tes morts, tu penses que tu vas en avoir plus. Je me souviens que ce matin-là, on m'avait dit : "Ouais tout un texte Castonguay à matin !" "Regarde, c'est vrai le commandant me l'a dit". "Ouais c'est vrai, mais tabarnak, je me suis fait appeler moi par Ottawa ce matin". Mettons que le ministre de la Défense devait pas être super heureux que j'aie écrit ça[21].

Castonguay, qui couvre habituellement les arcanes politiques à Ottawa, prend le soin néanmoins de préciser que la réaction des militaires aux nouvelles négatives n'a rien d'exceptionnel. « Ça fait des années que je suis en politique, puis c'est sûr que quand tu écris quelque chose de difficile à digérer pour un chef de parti, ou pour un député, ben quand tu vas le croiser, il va t'en parler[22] », compare-t-il. Le retour agacé sur une couverture défavorable fait partie des règles du jeu de la négociation entre les journalistes et leurs sources. Dans les relations armée-médias, les nouvelles défavorables provoquent presque toujours une réaction indignée, voire des pressions ou représailles de la part du commandement ou de l'appareil d'affaires publiques. Ici, le rapport devient conflictuel, surtout si les réactions ne sont pas justifiées par quelque disposition du contrat d'intégration, mais plutôt par le souci de minimiser l'impact négatif auprès de l'opinion publique.

Durant la roto 3, Lisa Laflamme de CTV a pu voir de près une des rares escarmouches entre les soldats canadiens et les combattants talibans au début de mai. Laflamme et son caméraman Dave Brunet accompagnent la compagnie Hotel à la recherche d'engins explosifs improvisés près de la ville de Nalgham, à l'ouest de Kandahar, quand ils sont surpris par une attaque ennemie. Dans son reportage, elle raconte :

> En quelques minutes, ils étaient sous le feu, le tir rapide, les armes légères et les grenades propulsées par fusée. Pendant deux jours, les insurgés se sont battus à chaque avance, ont utilisé des champs de pavot pour se couvrir et des vignes de raisin comme bouclier. Au-dessus des murs de boue, à travers les eaux jusqu'à la cuisse, l'équipe de combat Hotel a fait face à sa bataille la plus féroce et a tiré quelques-unes des armes les plus lourdes de l'armée dans ce qui a commencé comme une embuscade qui a tourné brusquement contre les talibans (CTV – *CTV News,* 2007f).

Quand le présentateur lui demande de décrire les forces de chacun dans ce combat entre les Canadiens et les talibans, Laflamme résume :

> Eh bien, certainement, les talibans ont l'avantage du terrain, dans ces champs, ces monticules et gouttières incroyablement difficiles qu'ils traversent si rapidement. Heureusement, cependant, ils ne semblent pas atteindre une cible. Vous savez qu'ils apparaissent avec leurs armes, tirent sans même regarder et se retirent à nouveau. Donc, quand il s'agit de combat corps à corps, il n'y a tout simplement pas de comparaison avec la précision militaire et la puissance de feu bien sûr. Maintenant, en ce qui concerne les *IED*, c'est une histoire très différente, comme nous le savons. Ils ont eu un impact dévastateur sur nos forces, ce qui, bien sûr, explique pourquoi ils sont si populaires auprès des insurgés. Mais ces rouleaux maintenant accrochés aux camions-citernes pourraient devenir une vue très familière sur ces routes de terre mortelles dans et autour de la région de Nalgham (CTV – *CTV News,* 2007f).

Rosie DiManno du *Toronto Star* a également rapporté l'escarmouche entre les forces canadiennes et afghanes contre les talibans dans le district de Zhari. Fait rare dans les reportages des journalistes intégrés, DiManno donne un bilan des pertes ennemies : « Quand la fumée s'est estompée […], deux dizaines de talibans avaient été tués et au moins six autres avaient été faits prisonniers » (DiManno, 2007a). Cependant, quand les journalistes demandent la confirmation du nombre de pertes ennemies, un officier d'affaires publiques de la force opérationnelle répond : « Nous ne mesurons pas le succès par le nombre de victimes » (DiManno, 2007a).

Le vendredi 18 mai, le quotidien *La Presse* ainsi que les autres grands médias canadiens reçoivent un appel du Bureau du Premier ministre : « Seriez-vous intéressés à envoyer quelqu'un ce dimanche pour accompagner Stephen Harper pendant quelques jours, dans une destination secrète ? » (De Grandpré, 2007). Une trentaine de journalistes accompagnent alors, dans le plus grand secret, le premier ministre pour une deuxième visite surprise de deux jours en Afghanistan. Les journalistes intégrés à la base de Kandahar sont eux aussi informés avec la consigne stricte de ne rien dire jusqu'à l'arrivée du premier ministre. « La visite de Harper arrive à un moment où les sondages révèlent que la guerre en Afghanistan est profondément impopulaire au pays. Mais Harper dit que c'est « une noble mission », indique le journaliste Robert Fife (CTV – *CTV News,* 2007g).

Au deuxième jour de sa visite, Stephen Harper est allé voir les soldats sur le terrain à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar, à 25 km au sud de Kandahar. Une dépêche conjointe d'Alexander Panetta, qui se trouve dans le contingent qui accompagne le premier ministre, et du journaliste intégré James McCarten précise :

> Cependant, l'événement – qualifié d'historique par le commandant adjoint des Forces canadiennes – a largement échappé aux représentants des médias, exception faite d'une poignée de photographes, le cabinet du premier ministre ayant décidé d'annuler le convoi militaire prévu à l'intention des journalistes qui devaient accompagner M. Harper (Panetta et McCarten, 2007).

En effet, l'annulation du voyage a été très frustrante pour les journalistes accrédités à Kandahar. Les responsables militaires de la force opérationnelle avaient au départ clairement indiqué aux journalistes intégrés à Kandahar qu'ils allaient naturellement couvrir la visite de Stephen Harper à la base avancée de Ma'Sum Ghar. Les promesses des responsables militaires et la raison d'être du programme d'intégration n'ont pas néanmoins pesé lourd contre les risques politiques certainement anticipés par le Bureau du Premier ministre. Un voyage *photo op* est chorégraphié du début à la fin et, dans une région aussi volatile que le Panjwai, la décision a été

rapidement prise de ne pas risquer de gâcher les images contrôlées de Stephen Harper. Le directeur des communications du premier ministre a ainsi informé les responsables militaires à Kandahar que les journalistes n'allaient pas être de la visite à Ma'Sum Ghar. Dans ce cas-ci, une décision politique du Bureau du Premier ministre a prévalu sur une décision militaire qui autorisait la participation des journalistes intégrés au déplacement de Stephen Harper à la base d'opérations avancée.

L'emprise d'Ottawa se manifeste aussi par d'autres manières. En ce qui concerne les règles d'intégration, il n'y a pas eu de changements majeurs des dispositions générales dans le contrat du COMFEC durant les rotos 2 et 3, mais on a tout de même observé un petit changement dans la terminologie. Entre la version d'octobre 2006 des règles d'intégration et la version de février 2007, le texte qui, au départ, exposait un programme dont le but est de fournir au public canadien la plus grande quantité possible de renseignements exacts « sur les opérations des FC », a été modifié pour évoquer les « efforts déployés par le gouvernement du Canada » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2007, p. 3). C'est un petit indice de l'opérationnalisation de l'approche paragouvernementale.

Peu après la visite de Harper, les médias intégrés rapportent la mort du soldat Matthew McCully. Victime d'un engin explosif improvisé, McCully était membre de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO). « Il était à pied, pas de véhicule blindé pour le protéger. Il a marché sur une bombe, un engin explosif improvisé et il est mort », rapporte Derek Stoffel, qui vient de compléter un mois d'intégration (CBC Television – *The National,* 2007c). À ce moment-là, une nouvelle opération baptisée *Hoover* est en cours pour nettoyer, encore une fois, les districts de Zhari et de Panjwai. La plupart des dépêches sont signées de la base avancée de Ma'Sum Ghar. Dans une entrevue à la base avancée, Robert Walker, le commandant du groupement tactique, explique que les troupes afghanes et canadiennes ont fouillé les alentours, mais qu'elles n'ont pas trouvé de talibans (cité par McCarten, 2007).

Le mois de mai se termine sur une autre mauvaise nouvelle avec la mort d'un photographe militaire. Le caporal-chef Darrell Jason Priede, cinq soldats américains et un soldat britannique sont tués lorsqu'un hélicoptère Chinook américain s'écrase dans la province de Helmand lors d'une attaque à la roquette revendiquée par les talibans. Le journaliste intégré Steve Chao précise sur CTV que Priede prenait part à l'opération *Axe Handle*[23] visant à sécuriser et réparer un barrage hydroélectrique (CTV – *CTV News,* 2007h). Tom Blackwell de CanWest News Service écrit dans

le *Winnipeg Free Press* qu'une patrouille à terre de l'OTAN a été également prise à partie par les insurgés avant de solliciter un soutien aérien (Blackwell, 2007).

Ce décès a d'abord été annoncé par une dépêche de l'agence Associated Press à Kaboul. C'est l'un des cas où le système d'annonce des décès canadiens a été devancé par une source externe, au grand dam des journalistes intégrés. Comme le photographe Priede accompagnait les troupes britanniques au moment de l'écrasement de l'hélicoptère, les règles d'intégration canadiennes n'ont pas pu s'appliquer aux journalistes qui couvraient les britanniques, et c'est ainsi qu'AP a pu révéler qu'un soldat canadien avait été tué sans indiquer son nom pendant que les journalistes intégrés à Kandahar, sous verrouillage des communications, n'avaient pas encore la permission de révéler ce décès. Stephanie Levitz de La PC, qui venait d'arriver à Kandahar pour sa première affectation en Afghanistan, se rappelle que dans pareilles circonstances, les officiers d'affaires publiques essayaient de ne rien confirmer ni rien dire[24]. Plus tard, explique-t-elle, l'OTAN a mis en place une procédure où le quartier général de l'alliance pouvait annoncer qu'un soldat de l'OTAN était décédé, mais il appartenait désormais à la nation concernée d'annoncer la nationalité du soldat tué[25].

Durant le mois de juin, les médias intégrés rapportent en tout quatre victimes canadiennes, encore de bombes artisanales. Darryl Caswell est mort le 11 juin dans un véhicule Coyote faisant partie d'un convoi de ravitaillement vers une base de l'OTAN. Les trois autres victimes, le sergent Christos Karigiannis, le caporal Stephen Frederick Bouzane et le soldat Joel Vincent Wiebe, ont été tuées le 20 juin près de Sperwan Ghar alors qu'elles étaient à bord d'un petit véhicule tout-terrain non blindé, que les militaires appellent *Gator*. Répondant aux questions des journalistes intégrés à Kandahar sur le fait d'utiliser ce genre de véhicules sans protection, le commandant du contingent canadien Tim Grant déclare : « Non, c'est un accident malheureux. Ce véhicule était approprié pour ce type de tâche […]. Il était dans un type de terrain qui lui convient, contrairement à d'autres [véhicules] » (cité par Levitz, 2007a).

L'armée doit encore une fois gérer une crise concernant ses véhicules militaires en théâtre. Le journaliste expérimenté Paul Workman s'interroge :

> J'ai été surpris d'apprendre que ces véhicules étaient utilisés sur les voyages d'approvisionnement réguliers. Je sais qu'ils sont très utilisés à l'intérieur des bases d'opérations avancées, mais je ne me suis pas rendu compte qu'ils étaient dans des zones où ils étaient beaucoup plus exposés aux bombes talibanes et aux attaques des talibans. Je suis sûr que les militaires vont se pencher très sérieusement sur ce qu'il faut faire maintenant et peut-être se demander si on n'aurait pas dû assouplir les règles et utiliser ces véhicules à l'extérieur (CTV – *CTV News,* 2007i).

Deux jours plus tard, l'armée canadienne interdit l'utilisation du véhicule tout-terrain de type *Gator* hors des zones jugées sécuritaires. « À la lumière de l'évolution de la situation de sécurité dans le district de Panjwaï en général, et surtout maintenant que nous sommes spécifiquement ciblés, nous avons certainement réévalué l'utilisation de cet équipement », déclare le lieutenant-colonel Robert Walker, comme le rapporte Stephanie Levitz (2007b).

Au début de juillet, Mellissa Fung, la jeune correspondante de la CBC, rapporte une nouvelle opération : « Sous la couverture de l'obscurité, la compagnie India entre dans une zone du district de Zhari connue pour être une cachette pour les talibans. Et à la première lueur, ils attaquent. Il s'agit de l'opération *Dragon*, un effort conjoint entre les Forces canadiennes et les forces de sécurité nationales afghanes » (CBC Television – *The National,* 2007d). À sa première affectation, Mellissa Fung connaît son baptême de feu avec la compagnie India au cours de cette escarmouche de quelques heures.

Après les célébrations de routine du 1er juillet à la base de Kandahar, l'armée canadienne encaisse un nouveau coup dur avec la mort de six soldats[26] et d'un interprète afghan, rapportent les médias intégrés. Une autre puissante bombe artisanale a explosé au passage d'un véhicule dans le village de Salavat, à 20 km de Kandahar. Mellissa Fung raconte :

> Le RG-31, ou Nyala, est considéré comme l'un des véhicules les plus sûrs que les militaires canadiens utilisent en Afghanistan destinés à résister à une explosion équivalente à celle de deux mines antichars détonant simultanément. Mais aujourd'hui, même lui n'était pas assez sûr pour six soldats, même pas sur une route bien connue dans une partie de la province de Kandahar considérée comme relativement sûre (CBC Television – *The National,* 2007e).

Dans ce reportage, Fung rappelle que 19 des 22 soldats tués durant la roto 3 l'ont été par les bombes placées en bordure de route. Le commandant Tim Grant souligne alors que les échecs sont plus rapportés que les succès :

> Lorsque les *IED* réussissent, ils sont signalés. Ce qui n'est pas signalé, c'est le nombre de fois… les nombreuses fois où nous neutralisons les *IED*, où ils nous ont été signalés par les locaux ou nous les trouvons nous-mêmes, nous les démantelons et nous pouvons les exploiter afin que nous apprenions à les vaincre (CBC Television – *The National,* 2007e).

Comme le déplore le commandant Grant, les médias intégrés accordent une valeur informationnelle plus élevée aux échecs. On peut lier cela au critère de négativité (Galtung et Ruge, 1965). Cependant, il faut relativiser cet état de fait et le resituer dans son contexte singulier que nous exposerons ici en trois points. Premièrement, il est clair que les échecs dont on parle ici sont les succès de l'ennemi qui inflige, par ce fait, des pertes notables à l'armée canadienne malgré un rapport de force sur le papier inégal. Pour les médias, les échecs d'une armée d'élite contre un

ennemi qui n'est pas censé faire le poids ont une plus grande valeur dans la sélection de l'information. Deuxièmement, les succès de l'armée canadienne vers lesquels pointe le commandant ne sont pas du même ordre que, par exemple, les succès d'une opération majeure comme l'offensive *Medusa*. Ils sont certes d'intérêt public, mais, pour les médias, ils relèvent des opérations ordinaires. Ce type d'opérations ne bénéficie pas de la même attention médiatique que les grandes opérations. Ces dernières sont généralement accompagnées d'une campagne de communication par le service des affaires publiques, et, si nécessaire, d'une opération d'information par le service de guerre psychologique. « Lorsque des *IED* réussissent », leur occurrence médiatique condense les critères de fréquence, de non-ambiguïté, de consonance et d'imprévisibilité comme événements négatifs (Galtung et Ruge, 1965). Les explosions d'*IED* comme événements inattendus sont plus rares, mais plus évidentes, alors que les neutralisations d'*IED* font partie de la « conduite normale » de la guerre de contre-insurrection. Une explosion qui tue un soldat acquiert une haute valeur informationnelle. L'armée elle-même ne rapporte pas ces deux types d'événements de la même manière. Dans la sphère du consensus (Hallin, 1986, p. 116-117), les morts sont sacrés pour l'armée et les médias. Troisièmement, il faut préciser que les opérations de neutralisation et de démantèlement d'engins explosifs improvisés (*IED*) sont souvent de nature secrète, et les médias y sont rarement conviés. Il est arrivé que les médias accompagnent des opérations de recherche d'armes et d'*IED* dans les caches présumées, mais il y a un autre pan, qui concerne les techniques de contre-insurrection, qui reste dans le secret pour ne pas révéler à l'ennemi les tactiques visant à le contrer ou les points faibles de ses propres tactiques. Ce sont en principe des opérations de l'ombre, et cela explique en grande partie pourquoi les journalistes n'en parlent pas souvent. Durant la guerre en Irak, l'armée américaine a sanctionné un journaliste intégré qui avait écrit sur les tactiques utilisées pour contrer les *IED,* et le service des affaires publiques avait instauré un règlement interdisant aux médias de parler de cet enjeu (voir Bizimana, 2004, p. 84-85, 189).

Au début de juillet 2007, la rotation du 2e Bataillon du *Royal Canadian Regiment* touche presque à sa fin. Le bilan des pertes est significatif. Paul Workman résume l'état d'esprit qui caractérise la fin de la roto :

> Je dirais dans un état d'anxiété temporaire. Il y aura une cérémonie d'adieux avec le choc de voir six cercueils transportés à un avion en attente, la deuxième fois que nous avons vu cela ici. Les soldats vont faire le deuil puis leurs commandants les renverront parce que c'est ce que font les armées. Mais avec beaucoup de ces troupes arrivant à la fin de leur rotation et sur le point de

> rentrer très bientôt, leur enthousiasme pour la mission peut ne pas être ce qu'il était (CTV – *CTV News,* 2007j).

Durant la dernière semaine de la rotation à la fin de juillet, un incident a failli assombrir la fin du tour du *2 RCR*. Le convoi de trois véhicules blindés dans lequel se trouve le brigadier-général Tim Grant, commandant des Forces canadiennes en Afghanistan, est touché par un attentat à la voiture piégée alors qu'il se dirige au camp Nathan Smith, où se trouve l'Équipe provinciale de reconstruction, mais tout le monde s'en tire indemne. Grant se rendait en effet à la petite base pour donner des médailles aux troupes qui s'apprêtaient à retourner à la maison. À ce moment-là, un journaliste intégré du réseau Global se trouve au camp Nathan Smith et attend l'arrivée du commandant. Tim Grant raconte la suite :

> Donc le journaliste savait que je venais, savait qu'il y avait un kamikaze parce que c'est de là qu'est venue l'Équipe de réaction rapide. Donc, il a commencé à poser des questions parce qu'il avait accès et ils ont dit : "Oh oui le général Grant, c'était son convoi et un véhicule a été touché". Donc, il pose la question, il dit : "Y a-t-il des blessés ?" et spécifiquement s'il y a des blessures au général Grant. Et la réponse était : "Non, il n'y a pas de blessures". Donc, il savait exactement la bonne question à poser et, même s'il y avait une opération en cours, les règles laissaient clairement entendre que s'il n'y avait pas de blessés, il pouvait le rapporter et il l'a fait[27].

Conformément aux règles d'intégration, un journaliste ne peut pas en principe rapporter des décès ou des blessés avant que l'armée n'informe la famille. Normalement, quand les plus proches parents sont informés, le service des affaires publiques à Kandahar lève le « verrouillage des communications » (*Communication lockdown*) et avise les journalistes intégrés qu'ils peuvent envoyer leurs reportages au Canada ou ailleurs. Dans l'incident sur le convoi du général Grant, personne n'avait été blessé et rien n'interdisait donc au journaliste du réseau Global de publier la nouvelle.

Cependant, cette nouvelle a créé une petite commotion à la base de Kandahar. Le général Grant relate :

> Au cours des six heures qui se sont écoulées entre le déclenchement de l'attentat-suicide en allant à l'EPR et après vers l'aérodrome, je ne savais pas qu'on rapportait au Canada que mon convoi avait été attaqué. Mais ma femme oui. Et ma femme était à la maison et elle était très mécontente qu'elle l'ait appris de la télévision de Global ou quelque chose du genre, l'alerte Google, que mon convoi avait été attaqué. Mais ce reporter fonctionnait dans les règles[28].

Cette interprétation du général Grant n'était pas néanmoins partagée par tous. Certains voulaient que le journaliste soit sanctionné pour avoir violé l'esprit du contrat d'intégration. En fin de compte, le général Grant a tranché en disant que le journaliste n'avait pas violé les règles : « Il a posé la bonne question, nous lui avons donné une réponse et cela lui a donné la liberté de rapporter la nouvelle sur ce sujet comme il l'a jugé bon[29] ».

Comme nous venons de le voir, la couverture de la roto 3 a été aussi marquée par l'insécurité causée par la menace des attentats et des attaques-suicides des talibans. Dans le prochain point, nous allons aborder la question des prisonniers de guerre, qui a été l'un des moments marquants de la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan.

5.5 Les médias révèlent la torture des prisonniers

Durant la guerre en Afghanistan, la question des prisonniers est apparue sur le radar médiatique d'abord en janvier 2002, dès l'arrivée des troupes canadiennes, avec la controverse impliquant le ministre de la Défense nationale Art Eggleton sur le traitement réservé aux prisonniers remis aux Américains. Le gouvernement Chrétien avait géré tant bien que mal cette controverse sérieuse, mais l'enjeu des prisonniers afghans s'est par la suite estompé de la couverture médiatique. En 2005, les médias américains ont évoqué les sévices subis par les prisonniers afghans aux mains de l'armée américaine. Ce n'est que plus tard que la question des prisonniers reviendra dans l'actualité canadienne avec une couverture robuste du *Globe and Mail* et d'autres médias. Ça sera l'une des couvertures médiatiques les plus dommageables pour l'image de l'armée canadienne.

Le 18 mars 2006, le ministre de la Défense nationale Gordon O'Connor a pour la première fois déclaré, à l'émission *Question Period* de CTV, que le Canada avait une entente formelle sur le transfert des prisonniers :

> Nous avons conclu un accord avec le gouvernement afghan, un accord signé, que si nous prenons des prisonniers, nous remettrons ces prisonniers au gouvernement afghan. Le gouvernement afghan a promis de les traiter conformément à la Convention de Genève et à toutes les lois, les lois de la guerre. Donc nous ne gardons pas les prisonniers. Si nous obtenons des prisonniers, nous les remettons au gouvernement afghan. Rappelez-vous que nous sommes en Afghanistan pour appuyer le gouvernement afghan, alors nous leur livrons des insurgés (CTV – *Question Period,* 2007).

Cette entente avait été signée à Kaboul en décembre 2005 entre le général Rick Hillier, chef d'état-major du Canada, et le ministre afghan de la Défense. Signée en secret, l'entente a échappé aux médias intégrés à Kandahar, qui ne l'ont donc pas rapportée. En mai 2006, le premier ministre Stephen Harper a publiquement défendu l'entente, affirmant qu'il avait toutes les raisons de croire que les Afghans allaient respecter leurs obligations (cité par Rusk, 2006). Avant cette entente, l'armée canadienne remettait ses prisonniers aux Américains, mais le sujet était très délicat pour le gouvernement canadien avec notamment les controverses sur les prisonniers à Abu Ghraib, en Irak, et à Guantanamo.

En juin 2006, une dépêche conjointe de Bob Weber et de Murray Brewster de La Presse canadienne a rapporté que des soldats canadiens sont intervenus à au moins deux reprises pour éviter l'exécution sommaire de prisonniers talibans ayant été remis à l'armée afghane (Weber et Brewster, 2006). Cité dans cette dépêche, un responsable de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan[30] indique également que près du tiers des prisonniers capturés par les troupes canadiennes et remis à l'armée afghane sont torturés dans les prisons afghanes (Weber et Brewster, 2006). Questionné sur ces allégations, le général Rick Hillier a vigoureusement soutenu l'entente : « C'est la bonne chose à faire et nous prenons des mesures pour essayer et nous assurer de toutes les meilleures façons possibles que leur traitement soit absolument juste et approprié. Nous sommes confiants en cela » (cité par Bailey et Weber, 2006). Dans cette dépêche, le ministre afghan de la Défense a également nié les allégations d'abus de traitement. Au cours d'une entrevue avec le *Globe and Mail*, le brigadier-général David Fraser a affirmé qu'il était confortable avec l'entente de transfert des prisonniers, indiquant qu'il s'assurerait que les droits des individus soient respectés (cité par Smith, 2006e). Plus tard, Graeme Smith relatera l'entrevue nerveuse qu'il avait eue avec le général David Fraser à Kandahar (Smith, 2013, p. 128-130). Les reportages des médias rappellent alors que d'autres ententes existent avec les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège, mais qu'elles prévoient, contrairement au Canada, l'accès aux prisonniers par ces pays.

Au début de février 2007, la question des prisonniers est réapparue dans les médias quand la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire a reçu la plainte d'Amir Attaran, un professeur de droit de l'Université d'Ottawa qui avait obtenu des documents en vertu de la Loi sur l'accès à l'information dans lesquels il y avait des indications selon lesquelles trois prisonniers afghans auraient été maltraités alors qu'ils se trouvaient aux mains de l'armée canadienne. À partir de ce moment-là, la couverture médiatique sur la question va prendre de l'ampleur avec, entre autres, l'annonce de plusieurs enquêtes par la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire. Pressée de questions par les médias, l'armée canadienne a refusé de dévoiler des informations sur les prisonniers en invoquant la sécurité opérationnelle (Koring, 2007a). Les médias ne manquent pas alors d'établir un parallèle entre l'Afghanistan et la Somalie, où l'armée canadienne a connu un épisode pénible de mauvais traitements de prisonniers.

Le 28 février 2007, Murray Brewster annonce de Kandahar la signature d'une entente secrète entre le bureau de la Commission des droits de la personne d'Afghanistan à Kandahar et le brigadier-général Tim Grant, commandant des Forces canadiennes en Afghanistan, pour assurer

que les plaintes d'abus de détenus sont examinées (Brewster, 2007d). Avec cette nouvelle entente, l'armée canadienne doit également informer le Comité international de la Croix-Rouge quand elle transfère un prisonnier aux Afghans. Brewster note que cette entente pourrait atténuer la controverse qui s'accroche déjà depuis plusieurs mois (Brewster, 2007d). Cependant, la controverse ne fera que s'aggraver pour le gouvernement et l'armée canadienne dans les semaines suivantes.

Au début de mars, le *Globe and Mail* rapporte que trois détenus présumés maltraités par des militaires canadiens en Afghanistan avaient disparu alors qu'ils étaient sous détention afghane, ce qui serait une violation de l'entente entre le Canada et les autorités afghanes (Koring, 2007b). Quelques jours plus tard, le quotidien révèle cette fois-ci que la Croix-Rouge a été informée de l'entente de transfert entre le Canada et l'Afghanistan, mais que l'organisme dément qu'il en est partie prenante pour superviser le transfert des détenus (Koring, 2007c). Cette révélation va provoquer un débat houleux à la Chambre des communes, et le ministre de la Défense nationale Gordon O'Connor sentira l'obligation de répondre directement aux informations du *Globe and Mail* par communiqué.

Le 11 mars, le ministre O'Connor effectue une visite surprise à Kandahar et dit aux journalistes intégrés qu'il vient s'enquérir de la situation du transfert des prisonniers et qu'il entend rencontrer le directeur de la Commission des droits de la personne en Afghanistan. « Je veux regarder l'homme dans les yeux et confirmer qu'ils vont faire ce qu'ils disent qu'ils vont faire », déclare O'Connor (cité par Friesen, 2007c). Le ministre ira aussi visiter la prison de Sarpoza, mais les journalistes seront exclus de cette visite à la dernière minute, supposément pour des raisons de sécurité (La Presse canadienne, 2007). Cette dépêche n'est pas signée, mais c'est le correspondant John Cotter qui se trouve à Kandahar pour l'agence de presse. Au même moment, le général Rick Hillier est également en visite surprise à Kandahar et déclare qu'il n'est pas opposé au transfert des détenus aux autorités afghanes (La Presse canadienne, 2007).

À son retour au Canada et face à de fortes critiques et à des appels à la démission, O'Connor sera forcé de s'excuser pour avoir précédemment soutenu à tort que la Croix-Rouge était impliquée dans l'entente de transfert des prisonniers canadiens. Il affirme qu'il prend toute la responsabilité pour avoir fourni à la Chambre des communes une information inexacte (Koring, 2007d). Jusque-là, la couverture médiatique de la question des prisonniers avait été faite principalement à partir du Canada. Quelques reportages des journalistes intégrés à Kandahar avaient soulevé passablement la

question. Le correspondant du *Globe and Mail* à Kandahar Graeme Smith va attirer davantage les projecteurs sur la question, contribuant ainsi à une couverture fort remarquée du quotidien.

Le 23 avril 2007, Smith révèle dans le *Globe and Mail* les pratiques de torture à l'endroit des prisonniers afghans transférés par l'armée canadienne. Dans une « enquête exclusive » avec une trentaine de prisonniers, il écrit : « Les Afghans détenus par des soldats canadiens et envoyés dans les prisons notoires de Kandahar disent qu'ils ont été battus, fouettés, affamés, gelés, étouffés et soumis à des chocs électriques pendant l'interrogatoire » (Smith, 2007a). L'article expose « une litanie d'histoires horribles et un *pattern* clair d'abus par les autorités afghanes qui travaillent en étroite collaboration avec les troupes canadiennes, malgré les assurances du Canada que les droits des détenus sont protégés » (Smith, 2007a). L'article prend le soin de préciser que les Canadiens n'ont pas pris part aux abus envers les prisonniers, mais il fait cependant voler en éclats les prétentions officielles des autorités politiques et militaires canadiennes selon lesquelles les droits des détenus ne sont pas bafoués en vertu de l'entente avec les autorités afghanes. « Avez-vous des faits ? », avait notamment demandé, plus tôt, le général David Fraser au *Globe and Mail* (Smith, 2007a).

Les révélations-chocs de Graeme Smith provoquent une tempête politique à Ottawa. En dépit des allégations et de la pression politique aux Communes, le premier ministre Stephen Harper continue de défendre l'entente de transfert des prisonniers. Le 24 avril, Graeme Smith révèle encore que la Commission des droits de la personne en Afghanistan, le « chien de garde » qui était censé superviser le transfert pour éviter les cas d'abus, a été bannie des centres de détention contrôlés par les services de renseignement afghans (Smith, 2007b).

Un autre journaliste du *Globe and Mail* obtient un document rédigé par des diplomates canadiens en Afghanistan, mais le document est lourdement censuré, pendant que le gouvernement nie les accusations de dissimulation (Koring, 2007e). Le ministère des Affaires étrangères avait d'abord nié l'existence du document et ce n'est qu'à la suite d'une plainte formelle au bureau du commissaire de la Commission d'accès à l'information que le document censuré a été fourni au *Globe and Mail*. Selon le journal *La Presse*, des diplomates canadiens à Kaboul entre 2003 et 2005 avaient averti le gouvernement libéral que la torture était une pratique courante dans les prisons afghanes (Bellavance, 2007a). Plus tard, le *Globe and Mail* recevra une copie des directives envoyées aux ambassades canadiennes leur demandant de séparer les informations publiques et les

informations secrètes dans les rapports sur les droits humains dans les pays étrangers (Campbell, 2008).

Au début de mai 2007, le général Rick Hillier dit aux journalistes intégrés à Kandahar qu'il ne regrette pas l'entente qu'il a lui-même signée avec les Afghans, mais concède qu'elle ne contient pas les garanties nécessaires pour prévenir la torture (Smith et Campbell, 2007). Cet article indique que Hillier n'a signé l'entente que par hasard parce qu'il se trouvait en visite en Afghanistan. Un article de *La Presse* démontre pourtant que l'ancien ministre de la Défense nationale Bill Graham avait bel et bien donné l'autorisation au général Hillier de négocier et de signer un protocole de transfert des prisonniers avec le gouvernement afghan (Bellavance et Toupin, 2007). Deux mois plus tard, le *Globe and Mail* révélera que le général Hillier a interdit la divulgation des renseignements sur les prisonniers par le processus des demandes d'accès à l'information en prétendant que ces renseignements mettraient en danger les troupes et la sécurité nationale (Freeman et Esau, 2007).

Au moment où Hillier tente de minimiser son rôle à Kandahar, une nouvelle entente, qui prévoit cette fois-ci l'accès des prisonniers aux Canadiens, est signée à Kaboul entre l'ambassadeur du Canada en Afghanistan, Arif Lalani, et le ministre afghan de la Défense, Abdul Rahim Wardak. « Bizarrement, l'entente a été annoncée non pas par le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, ou le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, à la Chambre des communes, comme le voudrait la tradition, mais par des avocats du gouvernement en pleine Cour fédérale », rapporte *La Presse* (Bellavance, 2007b). Ces avocats défendaient le gouvernement à la suite d'une demande d'injonction déposée par Amnistie internationale pour bloquer le transfert des prisonniers. En juin, La Presse canadienne révèle par ailleurs la bataille juridique secrète autour des conditions de détention des prisonniers afghans où une disposition peu connue de la Loi sur la preuve au Canada a été invoquée par la Couronne pour bloquer la divulgation des documents et garder secrète l'existence de la contestation judiciaire (Brewster, 2007e).

Dénis des allégations par les responsables politiques du gouvernement et les hauts gradés de l'armée, censure des documents, contradictions dans les déclarations officielles, tentatives d'évitement et de minimisation ainsi que d'autres tactiques dilatoires et dénégatoires, l'affaire de l'abus des prisonniers transférés par l'armée canadienne aux autorités afghanes a toutes les allures d'un scandale. La couverture tenace du *Globe and Mail* et d'autres médias canadiens a certainement permis de démasquer le cafouillage et la manipulation du gouvernement

conservateur, la censure de l'état-major et la désinvolture de l'armée canadienne sur un dossier extrêmement sensible.

En tant que journaliste, Graeme Smith estimait la couverture de la question de l'abus des prisonniers durant la guerre en Afghanistan cruciale :

> Couvrir les détenus, je pense que c'était une chose très importante parce que l'essence de la guerre était de se débarrasser des gens qui ont des armes à feu qui se comportent mal et de les remplacer par des gens avec des armes qui pourraient mieux se comporter […] [pour] offrir aux Afghans une meilleure sécurité et une meilleure redevabilité. Et si les forces afghanes ne faisaient pas cela, si elles torturaient des gens ou les exécutaient arbitrairement, cela représentait un échec de la mission[31].

Le journaliste se place ici sur le terrain des valeurs morales. La couverture médiatique de la guerre s'inscrit dans cette logique. La question des prisonniers est propice à cette attitude, car, d'une part, elle renvoie à l'échec des valeurs alors que la justification de la guerre est en quelque sorte de rendre l'Afghanistan un meilleur pays, et d'autre part, elle renvoie l'institution militaire à sa propre histoire avec le scandale de la Somalie. Avec une haute valeur sociale et morale, il s'agit d'un effort journalistique pour tisser un « réseau de faits[32] » collectif pour révéler de manière crédible une grande histoire. En Afghanistan, Graeme Smith est un habitué du programme d'intégration de l'armée à Kandahar. Il a été intégré dans les armées canadienne, américaine, britannique et estonienne. Il pratique à la fois le journalisme intégré avec l'armée et le journalisme non intégré en dehors du périmètre militaire :

> Quand j'ai écrit cette histoire en avril 2007, j'étais intégré. À aucun moment j'ai été non intégré, mais toutes les recherches se sont déroulées indépendamment de la base militaire alors que je portais des vêtements civils, voyageant sans la protection de l'armée canadienne. Alors, légalement, j'étais intégré parce que j'avais signé un document pour cette période de temps, je dormais à la base militaire la plupart des nuits, mais […] de façon pratique, je dirais que j'étais non intégré[33].

Pour leur couverture notable sur la question des prisonniers afghans, le rédacteur en chef du *Globe and Mail* a souligné le travail des journalistes Graeme Smith et Paul Koring (Greenspon, 2007). Ce travail d'investigation a valu à Smith d'être reconnu par ses collègues comme un excellent correspondant en Afghanistan considérant les conditions dans lesquelles il a réalisé ses reportages. Christie Blatchford, sa collègue du *Globe and Mail* qui a été intégrée plusieurs fois, note les risques que Smith prenait : « Je l'admire d'avoir les couilles pour couvrir l'Afghanistan sans la protection de l'armée canadienne, absolument, c'est risqué[34] ».

Pour le journalisme non intégré en dehors du dispositif militaire, Smith couvrait le pays avec son fixeur. Cette façon de faire n'est pas exceptionnelle, car plusieurs autres journalistes ont

pratiqué les deux formes de reportage, soit militaire et civil. Michèle Ouimet du quotidien *La Presse*, qui a fait les deux, revient sur le risque associé au reportage non intégré et sur Smith :

> C'est sûr qu'il y a plus de risques, c'est insécurisant quand je sors du cocon de la base puis que tu es plus avec l'armée, mais moi personnellement je trouvais ça moins dangereux de travailler avec un *fixer* puis un chauffeur qui venait me chercher le matin, je me promenais incognito avec ma burqa à Kandahar, je pense que c'était plus dangereux pour Graeme parce que lui il a pas l'air d'un Afghan.
>
> Ils avaient des prisonniers sur la base, on l'a jamais su, ils nous disaient rien. Ils disaient juste ce qui faisait leur affaire, une victoire ici, une victoire là, une victoire ici. Graeme, il sortait et ça agaçait vraiment beaucoup l'armée canadienne. Puis je pense que l'armée canadienne […], je pense qu'un moment donné, ils ont essayé aussi de s'en débarrasser en disant qu'il couvrait pas les affaires canadiennes, puis il se promenait à droite à gauche comme il voulait, puis il faisait à sa tête, ça les agaçait beaucoup[35].

En ce qui concerne les risques, Smith a certainement eu son lot de moments périlleux, ayant survécu, comme il le raconte, à des bombardements, des tirs de balles et de roquettes, et des attaques-suicides, même s'il note que ses amis ont subi pire que lui[36]. Le *Globe and Mail* a été l'un des rares médias à avoir un bureau, mais il a été attaqué, rappelle Smith :

> Il n'était pas non plus habituel qu'un journaliste étranger ait un bureau à Kandahar à cette époque. Pour autant que je le sache, à Kandahar en 2007, il y avait une américaine, ancienne correspondante de NPR et à l'époque travailleuse d'ONG appelée Sarah Chase, elle avait une maison dans la ville de Kandahar mais elle a vraiment arrêté d'être là je dirais à partir de l'automne 2007. Et pour autant que je sache, j'étais le seul autre étranger avec le genre de présence indépendante là-bas et nous avions un petit bureau et il a été attaqué par des hommes armés [inaudible] en 2007 et j'ai fermé le même jour et après cela, je vivais surtout sur les bases militaires[37].

Plusieurs journalistes ont salué le travail remarquable de Smith durant la guerre. Son cas offre certainement quelques enseignements sur l'intégration et la pratique du journalisme en général. Voyons lesquels.

5.6 Le temps vs le journalisme parachuté

Graeme Smith a passé beaucoup de temps en Afghanistan. Quand il a révélé la torture des prisonniers, il en était à sa septième rotation en Afghanistan (Greenspon, 2007). Là aussi, il n'y a rien d'exceptionnel si on tient compte uniquement du facteur temps, parce que plusieurs journalistes ont fait de nombreux voyages. Comme l'explique Susan Ormiston de la CBC, « ce n'est pas une question du temps que vous passez dans un pays, ce sont les décisions que vous prenez en tant que journaliste[38] ». C'est la maîtrise du pays qui constitue la clé. Smith fait partie des journalistes canadiens qui connaissent bien l'Afghanistan. « Il a un profond respect pour les Afghans et a pris soin de s'habiller comme eux et d'apprendre les nuances culturelles » (Brewster,

2011a, p. 133). Il pouvait compter sur des gens connectés et il avait un bon réseau de fixeurs, témoigne Mike Drolet de Global News[39]. Stephen Puddicombe de la CBC, qui a aussi effectué plusieurs voyages dans le pays, note :

> Graeme s'est consacré à l'Afghanistan, il n'était pas comme la plupart d'entre nous. C'est sa vie. […] Il a passé des mois et des mois à la fois en Afghanistan […], je me considère comme l'un des gars qui sont allés là-bas beaucoup pour le Canada. Je pense que j'étais là dix ou douze fois, pas toujours intégré évidemment, en fait la plupart du temps pas intégré, mais j'étais un néophyte par rapport à lui. Il y allait tout le temps. Je me souviens de l'avoir rencontré une fois lors d'une situation d'intégration et c'était vraiment intéressant. Il ira plus tard et vivra à Kandahar pour quelques mois. La plupart d'entre nous ne le faisaient pas. Ou la plupart d'entre nous n'étions pas autorisés à le faire. Je pense qu'il est important de reconnaître ce qu'il a fait[40].

Si plusieurs ont mentionné le nom de Graeme Smith dans cette recherche, c'est qu'il a couvert l'Afghanistan sous plusieurs angles et sur plusieurs sites. Il a suivi l'armée canadienne comme journaliste intégré, mais surtout, il a proposé plusieurs reportages sur l'ennemi taliban, le gouvernement, la société civile, ainsi que les civils afghans en tant que journaliste non intégré. Plusieurs collègues considèrent qu'il a fait un travail original et excellent[41]. Un journaliste qui a requis l'anonymat dit que Smith avait un niveau d'initiative, d'audace et de compétence qui n'était pas commun[42]. Cette audace était bien servie par sa capacité de se fondre dans le paysage afghan et ainsi passer inaperçu. Dans son livre, Smith a raconté en détail comment il se déguisait et les précautions qu'il prenait (voir Smith, 2013, p. 116-124). Il confie :

> Je pense que j'ai fait certaines choses que je n'aurais pas dû faire. […] Je pense qu'un avantage, une raison pour laquelle mes reportages étaient différents des reportages de certains de mes collègues, c'était juste que j'étais jeune et stupide, j'avais vingt-six ans quand je suis entré pour la première fois dans la zone de guerre et j'ai pris des risques que […] je n'aurais pas dû prendre. J'ai aussi l'avantage de ressembler physiquement un peu à un Afghan, je pense, avec une grosse barbe sombre. Sous le soleil, ma peau devient sombre et donc ça m'a permis de me déplacer plus librement à Kandahar que mes collègues le pouvaient[43].

Tout le monde n'est cependant pas d'accord avec certaines pratiques de Smith. Sa collègue Christie Blatchford a notamment critiqué son usage d'un fixeur pour interviewer les talibans sans indiquer qu'il n'avait pas lui-même rencontré ses sources :

> J'ai des grandes réserves à propos du genre de journalisme qu'il a fait. Cela ne sera pas une surprise pour lui. Je l'ai soulevé quand j'étais au *Globe*[44], en particulier la série Talibans[45] qui a remporté tellement de prix […], mais il n'a jamais vu les gens avec qui il a parlé. Les gens qui ont interviewé, c'était un fixeur qui a interviewé tous les hommes qui étaient couverts de leurs visages et j'ai pensé que le *Globe* avait fait un très mauvais travail de dire au lecteur : "C'est une histoire qui est différente du journalisme habituel. D'habitude, nos journalistes voient ceci et cela et ils écrivent à ce sujet dans cette perspective et ils font leurs jugements. C'est un peu différent, c'est différent". Donc, je ne suis pas une grand fan de ce genre de journalisme[46].

Smith répond à cette critique en défendant sa méthode journalistique dans un environnement de risques :

> J'ai effectivement rencontré les talibans face à face, comme c'est écrit dans mon livre. Après avoir rencontré les talibans face à face, j'ai alors décidé de faire un projet plus systématique de [inaudible 17 h 2] au lieu des questions. David Rohde du *New York Times* a été kidnappé peu de temps après. Après qu'il eut été libéré de nouveau [inaudible], sur le site web du *New York Times*, il disait qu'il souhaitait avoir fait des recherches sur les talibans en utilisant mes méthodes parce que le fait d'être capturé en essayant d'interroger un taliban n'apportait pas beaucoup d'informations, bien sûr, c'était très dangereux alors qu'une approche plus systématique, vous savez, peut parfois conduire à des résultats plus intéressants. Je pense que toute situation où vous pouvez couvrir un conflit sans obtenir des informations de tous les côtés de la bataille est ridicule et c'est du très mauvais journalisme[47].

Interroger les sources de « tous les côtés » renvoie à la notion d'« équilibre politique » (Gans, 1979, p. 175). En temps de guerre, couvrir l'ennemi est une entreprise difficile. Historiquement, les armées ont toujours découragé ou carrément interdit aux médias de couvrir l'ennemi. C'est l'une des dimensions de la guerre de l'information pour limiter ou museler les flux d'informations de l'ennemi. En Afghanistan, les armées n'interdisaient pas aux journalistes de parler à l'ennemi, mais les talibans sont difficilement approchables par les médias occidentaux, qu'ils considèrent comme des alliés de leurs ennemis, et donc des cibles. Pendant la guerre, très peu de journalistes occidentaux ont pu interviewer personnellement des combattants talibans. La plupart ont utilisé des fixeurs locaux pour établir le contact. Graeme Smith a été l'un des rares à recourir à cette pratique. Un journaliste anonyme qui a bien connu le programme d'intégration à Kandahar croit que le reportage de guerre à la Graeme Smith nécessite des qualités personnelles et un état d'esprit que la plupart des journalistes n'avaient pas en raison de la passivité :

> Bien couvrir le conflit exigeait l'agressivité dans votre ethos personnel. Et si vous n'aviez pas cette agressivité, vous ne le faisiez pas, n'est-ce pas ? Et beaucoup de choses peuvent brouiller l'agressivité de quelqu'un, la question structurelle avec le contrat d'intégration, bien sûr, la résistance des affaires publiques et leurs tentatives pour vous canaliser dans ce qu'ils considèrent comme des histoires positives, certainement. Vous savez, simplement ne pas savoir comment le faire, comment sortir de la base, ne pas avoir les contacts, donc l'incompétence, ce n'est pas l'incompétence, mais pas la compétence ouais, qui définitivement revient à l'aversion pour le risque personnel. Et puis, l'autre chose […] est de savoir si oui ou non ça en vaut la peine. Ce qui n'est pas vraiment l'aversion pour le risque, mais plutôt comme une évaluation professionnelle si ça vaut le coup, si ça vaut la difficulté et beaucoup de gens ne pensaient pas que ça l'était et c'est leur droit d'évaluation. Vous savez pour beaucoup d'entre eux, ils ne le faisaient pas de la même façon dont Graeme le faisait, c'était son affaire à lui. Vous savez, regardez n'importe lequel des journalistes de Radio-Canada, de La Presse canadienne ou de Postmedia qui s'y sont succédé, ils n'y étaient pas en grande partie pour gagner, pour être le meilleur. Ils le faisaient parce que, professionnellement, ils avaient probablement eu envie de faire un tour, mais ils n'étaient pas des journalistes militaires, ils n'étaient pas des journalistes de guerre, ils étaient juste des journalistes […] Je pense que beaucoup de journalistes […], ils ne se sont jamais imaginés dans ce rôle, donc juste aller à

> l'aérodrome de Kandahar était quelque chose. Sortir sur les excursions de temps en temps était un peu poussé. Sortir comme Graeme le ferait, pour s'intégrer, faire cela, le travail de terrain et ça c'est aller trop loin et je pense que tous étaient comme ça[48].

À la question de savoir pourquoi les autres grands médias ne pouvaient pas offrir une couverture semblable, Smith pointe vers le système de rotation de certains médias :

> Je pense que c'était une erreur pour eux de ne pas envoyer les mêmes personnes à plusieurs reprises à Kandahar […]. Je pense que La Presse Canadienne a commencé à comprendre cette stratégie à la fin et a commencé à envoyer les mêmes personnes, encore et encore sont venus [inaudible]. CTV a également commencé à apprendre et a commencé à envoyer les mêmes personnes encore et encore et ainsi ç'a commencé à aider au fur du temps. Les réseaux câblés […] ont continué à envoyer de nouvelles personnes tout le temps, ce qui était vraiment difficile pour ces journalistes qui venaient pour comprendre l'environnement et envoyer ensuite une histoire[49].

Selon Susan Ormiston de la CBC, débarquer à Kandahar pour n'importe qui implique une importante courbe d'apprentissage, et les rédacteurs en chef, dit-elle, devraient tenter de faire mieux et envoyer des personnes plusieurs fois[50]. En fin de compte, le manque d'expérience du terrain désavantage le journaliste, comme en témoigne Ormiston :

> Le programme d'intégration a vu des centaines et des centaines de journalistes passer par les portes battantes. Et je pense que, d'une certaine façon, c'était un avantage pour les militaires parce que les gens qui sont nouveaux ne savent pas ce qu'ils ne connaissent pas et, par conséquent, ils ne peuvent pas exceller aussi soigneusement que quelqu'un comme Graeme Smith et beaucoup d'autres pourraient le faire[51].

Durant les premières années de la guerre, il y avait beaucoup plus de journalistes chevronnés, dont plusieurs qui avaient l'habitude de couvrir les événements internationaux. Avec le temps et le rythme quasi mensuel des rotations, les différentes rédactions ont été obligées d'envoyer des journalistes moins expérimentés sur la scène internationale. Plusieurs journalistes, dont des jeunes, ont ainsi effectué des séjours parfois uniques dans le programme d'intégration à Kandahar.

L'envoi ponctuel de plusieurs correspondants en Afghanistan par les rédactions renvoie au phénomène qu'on appelle le « journalisme parachuté » (*parachute journalism*). Mark Pedelty a effectué une ethnographie du corps des correspondants étrangers au Salvador dans les années 1990. Selon lui, le journalisme parachuté est caractérisé par le manque de familiarité avec l'environnement dans lequel le journaliste opère, le manque de contacts, la méconnaissance du pays (Pedelty, 1995, p. 109-112). Le journaliste parachuté est un nomade sans racines : « Se déplaçant d'un pays à l'autre, de culture en culture, on devient un peu perdu » (Pedelty, 1995, p. 111). En reconnaissant les différences conjoncturelles et logistiques entre les deux environnements, on peut néanmoins établir un parallèle de principe entre le Camino Real Hotel

décrit par Pedelty au Salvador et *KAF* (Kandahar Airfield) en Afghanistan, surnommé par certains « Hotel Kandahar », où les parachutés pouvaient « rester nichés dans un cocon du premier monde tout en rapportant les réalités discordantes du tiers [monde] » (Pedelty, 1995, p. 111). Susan Ormiston de la CBC reconnaît les difficultés de ce type de journalisme qu'elle relie aux difficultés financières des médias :

> Le reportage parachuté, ce n'est pas idéal, mais beaucoup de choses dans cette industrie ne sont pas idéales. Je suis une pragmatique, je me contente de ce qui est. Je suis parachutée dans beaucoup de pays que je ne comprends pas et ce n'est pas la meilleure façon. Mais, c'est mieux que de ne pas aller dans les pays du tout. C'est la dynamique des budgets[52].

Le recours aux journalistes parachutés par les rédactions du monde entier s'est généralisé pour minimiser les coûts reliés à la présence permanente d'un correspondant étranger en zone de conflit ou ailleurs (voir Hamilton et Jenner, 2004). Graeme Smith explique aussi qu'il s'agit d'une question de ressources en parlant de celles du *Globe and Mail* :

> Nous dépensions beaucoup d'argent et nous avions deux traducteurs à temps plein dans la ville de Kandahar. Nous avions un chauffeur à temps plein. Et ces ressources font une grande différence ; nous avons été en mesure d'embaucher un recherchiste taliban lorsque nous avions besoin d'interviews des talibans. Donc, c'est une différence fondamentale[53].

Même son de cloche du correspondant du *Toronto Star* Ross Oakland, qui a beaucoup d'expérience à l'étranger : « J'ai eu trois affectations à l'étranger où j'y étais pour un certain nombre d'années et il ne fait aucun doute que vous développez une profondeur de compréhension qu'un journaliste parachuté ne peut pas avoir. Mais, c'est la réalité économique de l'industrie[54] ». Oakland sait très bien que l'expertise d'un correspondant étranger se développe avec le temps sur le terrain, mais il ne se fait pas d'illusions : « Mais, dit-il, il ne fait aucun doute que le journalisme parachuté sera de plus en plus courant dans l'avenir[55] ».

Le temps est également un atout pour la photographie de guerre. Le photographe Louie Palu, qui a été intégré en 2007, cette fois-ci pour l'agence américaine ZUMA Press, explique qu'au-delà des photographies d'actualité, il faut passer plusieurs mois de travail, à la manière de Graeme Smith ou de Murray Brewester, pour obtenir des photographies fortes[56].

> Je ne suis pas, dit-il, tellement intéressé par le reportage "parachuté" où les journalistes débarquent pendant 2-3 semaines et partent ; je crois que ce type de reportage a un rôle à jouer dans le cycle des nouvelles. […] Beaucoup d'entreprises de presse (mais pas toutes) à l'ère d'Internet sont assez restreintes dans leur façon de travailler parce qu'elles doivent signaler rapidement que les nouvelles se produisent et si elles ont un certain temps, elles peuvent élaborer un papier solide plus tard. L'information a évolué, à certains égards, de manière étonnante avec la publication rapide en ligne, mais qui a également un mauvais côté. Au lieu de quitter la base militaire, leur bureau et collecter de bonnes recherches, de nombreux journalistes doivent s'asseoir à leur ordinateur et écrire l'histoire au lieu d'être sur le terrain, témoin et témoin de première main[57].

Cependant, Graeme Smith rejette l'idée d'un dispositif d'intégration qui serait un dispositif de contrôle. « Je ne comprends pas, dit Smith, comment vous pensez que les militaires peuvent contrôler ce que je dis[58] ». Il ajoute : « Lorsque j'étais journaliste, j'ai essayé d'obtenir des informations de qui que ce soit que je pouvais, où que ce soit, dans les limites de la loi et je publiais tout ce que je pouvais qui ne causait pas la mort ou les blessures et ça s'applique à couvrir l'armée ou couvrir toute institution[59] ». Certes, les militaires ne contrôlent pas ce qu'il dit, il serait autrement un automate et on ne parlerait plus de contrôle, comme l'a si bien expliqué Burroughs (1981, p. 130) :

> Je contrôle un sujet hypnotisé (au moins partiellement) ; je contrôle un esclave, un chien, un ouvrier ; mais si j'établis un contrôle complet, par exemple en mettant des électrodes dans le cerveau, alors mon sujet est un peu plus qu'un magnétophone, qu'une caméra, qu'un robot. […] Tous les systèmes de contrôle s'efforcent de rendre le contrôle aussi étroit que possible, mais, en même temps, s'ils y parviennent complètement, il n'y a plus rien à contrôler.

Le dispositif d'intégration est un macrodispositif de contrôle qui repose sur un assemblage d'instances de surveillance, comme nous l'avons démontré avec la guerre en Irak (Bizimana, 2014) et dans le présent projet. Les succès de Graeme Smith, principalement à l'extérieur du dispositif militaire, ne doivent pas faire totalement oublier les limites qu'il a connues dans le programme d'intégration, où il était particulièrement surveillé par certains commandants qui n'appréciaient guère son style de travail, comme nous le verrons plus loin.

L'armée ne contrôle pas ce qu'on dit, mais contrôle certainement ce qu'on fait et ce qu'on voit, et, par le fait même, ce qu'on est capable de dire. Un des nombreux exemples des limites du reportage intégré que Smith a connues a été avec les forces spéciales américaines. En mai 2007, Smith a visité une base d'opérations avancée à Sangin, dans la province de Helmand, et couvrait à ce moment-là les troupes américaines. À la suite d'un bombardement américain la veille, il a assisté à l'arrivée de civils en colère portant des morts et des blessés à la base avancée. Smith raconte :

> J'ai commencé à prendre des photos de cela. Les forces spéciales se sont fâchées essentiellement, à un moment elles ont parlé aux Canadiens parce que j'étais intégré avec les Canadiens, ont dit aux Canadiens de me confiner dans un coin. Et, on a suggéré que si je n'obéissais pas à cet ordre, que je pourrais être jeté hors de la base militaire, ce qui bien sûr pouvait probablement entraîner ma mort. Donc, je devais me conformer. Et je n'étais pas content[60].

Sylvain Desjardins de Radio-Canada a raconté aussi un épisode avec l'armée américaine, en 2002, où un réalisateur de la CBC s'était fait arrêter et questionner pour s'être approché d'un centre de détention dans un camp militaire. L'incident est remonté jusqu'au commandement central en Floride, qui a alerté ensuite le gouvernement canadien. Desjardins raconte :

> Quand il a franchi la ligne, c'était une allée qui menait au centre de détention où il pouvait y avoir des détenus auxquels on nous donnait pas accès. Des gens qui étaient arrêtés dans les combats ou qui étaient détenus là pour interrogatoire, c'était hors de question qu'on s'approche, puis c'est un peu une petite bravade ridicule, enfantine que le collègue avait fait, on l'avait vu tout de suite que ça pouvait avoir des conséquences assez graves[61].

De manière générale, les journalistes intégrés à Kandahar avaient en effet les mains liées quant à la question des détenus. Couvrir toute question reliée aux prisonniers de guerre est l'une des plus grandes difficultés du reportage de guerre. Les règles sur les prisonniers sont très strictes. Certes, il y a la Convention de Genève qui interdit de bafouer les droits des prisonniers et cela est bien rappelé dans les règles d'intégration des journalistes, qui ne doivent pas, par exemple, montrer leurs visages. Cependant, toute demande journalistique sur la question des prisonniers est une zone d'inconfort pour le service des affaires publiques et l'armée canadienne, qui active immanquablement les leviers du contrôle. Comme l'écrira Graeme Smith lui-même, « les détenus tombent dans le même trou noir du secret qui engloutit les opérations de renseignement et les forces spéciales » (Smith, 2013, p. 130).

5.7 Négocier l'information, entre coopération et conflit

Au moment où commençait l'opération *Baaz Tsuka* à la mi-décembre 2006, la correspondante Alexandra Szacka a discuté brièvement des conditions de travail dans le programme d'intégration au *Téléjournal* de Radio-Canada :

> CÉLINE GALIPEAU (LECTRICE) :
>
> […] il y a beaucoup de gens qui se demandent si, quand on est intégré à l'armée, on réussit quand même à travailler. Vous diriez quoi, rapidement ?
>
> ALEXANDRA SZACKA (REPORTER) :
>
> […] c'est un mariage de raison entre le journalisme et l'armée, parce que c'est vraiment… on est aux antipodes. On est là, on pose des questions tout le temps. On respecte pas toujours les hiérarchies, c'est pas facile. Mais on réussit quand même à travailler, comme vous l'avez vu, et on…
>
> CÉLINE GALIPEAU (LECTRICE) :
>
> Pas de censure ?
>
> ALEXANDRA SZACKA (REPORTER) :
>
> Pas de censure du tout, plutôt, bon, certaines résistances quand on veut aller plus loin dans certaines questions, on ne donne pas accès à tout. Mais je dirais qu'on a quand même un privilège de voir les soldats travailler, de voir qu'est-ce qu'ils pensent, qu'est-ce qu'ils font et il n'y a rien qui nous empêche de faire des choses un peu en dehors… (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2006f).

Cet échange résume bien le fonctionnement du dispositif d'intégration à Kandahar. Il n'y a pas de censure formelle qui repose sur une vérification systématique préalable des informations avant leur publication. Il peut y avoir des vérifications ponctuelles sur des éléments précis, par exemple les images des prisonniers de guerre. Cependant, les relations entre l'armée et les médias reposent sur des résistances de part et d'autre. Le programme d'intégration à Kandahar est un ensemble de relations contractuelles où s'exercent des rapports de pouvoir entre des acteurs aux intérêts différents et souvent divergents. Ces rapports sont de plusieurs types et oscillent entre la coopération, le conflit et la négociation. Nous allons voir comment ces éléments se manifestent au gré des interactions dans les relations entre les militaires et les journalistes sur le terrain lors des rotos 2 et 3.

Les journalistes intégrés ont eu accès aux opérations militaires du *1 RCR* (roto 2) et du *2 RCR* (roto 3) ainsi qu'aux responsables militaires. Comme nous l'avons vu, la couverture de l'opération *Medusa* a été un moment fort du programme d'intégration en 2006. Plusieurs journalistes ont vu de près les compagnies du *1 RCR* en opérations dans la région du Panjwai. Les journalistes ont semblé apprécier particulièrement le rôle de facilitateur d'Ed Stewart, OAP du *1 RCR* lors de la roto 2. Par la suite, les journalistes intégrés ont suivi les soldats canadiens dans les convois le long de la nouvelle route en construction sous la menace constante d'engins explosifs improvisés et d'attaques-suicides.

Avec l'opération *Baaz Tsuka*, l'armée canadienne a permis aux journalistes de suivre les soldats. « Nous étions préparés pour cela. Christie Blatchford a été intégrée avec une compagnie d'infanterie durant cette période. Bref, si les journalistes étaient prêts à partir, nous étions prêts à les laisser en toutes circonstances », se rappelle le commandant Tim Grant[62]. En effet, Christie Blatchford du *Globe and Mail* a suivi les fantassins de la compagnie Charlie pendant plusieurs jours. Le commandant Grant indique aussi que c'était le souhait de la compagnie de garder Blatchford intégrée avec eux le plus longtemps possible[63]. Cependant, Tim Grant explique qu'il a dû refuser l'accès à l'aérodrome de Kandahar à un journaliste canadien qui ne voulait pas signer les règles d'intégration[64].

Comme d'habitude, les journalistes ont eu les contacts les plus fréquents avec les officiers d'affaires publiques. Stephen Puddicombe, qui a effectué deux séjours d'intégration en 2006 pour la CBC, dit que les relations avec les officiers d'affaires publiques ainsi qu'avec les capitaines et majors responsables des opérations à la base de Kandahar étaient très bonnes[65]. Tout se passait

bien avec les officiers d'affaires publiques qui étaient francs aussi longtemps que les journalistes respectaient les règles[66] », note Puddicombe. Pour Frédéric Nicoloff de Radio-Canada, la confiance constitue le principal défi : « C'est la confiance réciproque à un moment donné, parce que c'est comme ça qu'on peut avoir des contacts et qu'on peut obtenir de l'information[67] ».

Parmi les journalistes étrangers qui ont été intégrés par l'armée canadienne durant cette période, Laura King du *Los Angeles Times* note aussi que les relations avec les officiers d'affaires publiques canadiens étaient cordiales : « D'une manière générale, les Canadiens étaient ouverts et serviables et ils ont accueilli également des ressortissants non canadiens qui travaillent pour les entreprises de presse qui n'étaient pas canadiennes, ce qui était toujours très apprécié[68] ». Elle indique que c'est un point positif pour le programme canadien, car certaines nations de l'OTAN ne coopéraient qu'avec les médias de leur propre pays[69]. Ici, on peut noter une relation de coopération quant à l'accès général aux opérations militaires, particulièrement durant la roto 2. De manière générale, le rôle de facilitation de la grande majorité des officiers d'affaires publiques est très apprécié par les journalistes, et il existe un réel rapport coopératif durant le processus d'accréditation dans le programme et le processus d'affectation pour les sorties opérationnelles. Ce point est une constante dans l'ensemble des rotations de la mission en Afghanistan.

Les officiers d'affaires publiques sont certes des facilitateurs, mais jouent également un rôle d'interface de surveillance dans leur relation avec les journalistes intégrés. Joe Friesen du *Globe and Mail* a vu les deux côtés de la médaille des affaires publiques durant la roto 3. Comme nous l'avons vu, il a eu des difficultés avec eux en lien avec la couverture de l'incident de la mort du soldat Megeney à Kandahar. Il croit également que les officiers d'affaires publiques ont d'abord *briefé* les trois collègues de Megeney à qui il a parlé. Friesen reconnaît aussi leur rôle de facilitateurs :

> Ils sont entre les deux, ils sont un filtre, mais ils peuvent être utiles aussi. Je n'aurais pas su à quel colonel américain téléphoner au sujet des installations si les affaires publiques ne me l'avaient pas dit. Je n'aurai jamais su qu'un Canadien était dans un attentat à la bombe, le démineur si les affaires publiques ne me l'avaient pas dit et avec ce peu d'informations, je pouvais aller trouver le type, obtenir une entrevue et obtenir une bonne histoire. Donc, il y a des avantages à la relation pour moi et des inconvénients[70].

Pour les journalistes, les officiers d'affaires publiques sont un verrou dans l'atteinte des sources compétentes qui ont une connaissance du *beat*. Les OAP ont une position particulière, à la fois d'intermédiaires, mais aussi de « connaisseurs compétents » (Fishman, 1980, p. 53-55). Dans le jeu de négociation entre les OAP et les journalistes, les premiers font régulièrement comprendre aux

derniers quand les nouvelles négatives risquent de ternir l'image de l'armée. Friesen a noté, par exemple, que les officiers d'affaires publiques n'étaient pas contents quand il a écrit un article sur la ségrégation des toilettes sur la base de Kandahar où les employés afghans avaient des « toilettes pour locaux »[71].

Selon Ross Oakland du *Toronto Star*, les meilleurs officiers d'affaires publiques sont ceux qui essaient d'aider le journaliste de leur mieux en acceptant ce qu'il adviendra, alors que d'autres essaient de manipuler ou de pousser le journaliste dans une direction qu'ils désirent, mais cela va créer de la tension, de la méfiance, voire de l'animosité[72]. À l'inverse, ajoute-t-il, le journaliste qui essaie de piéger les officiers d'affaires aura lui aussi des difficultés à faire son travail[73].

Martell Thompson, l'OAP du *2 RCR*, explique que les journalistes intégrés dans la rotation 3 ont eu un accès aux opérations sans difficulté. Il donne l'exemple de l'escarmouche avec l'ennemi que les médias ont pu suivre, notamment Lisa Laflamme de CTV. « Nous sommes allés aussi loin qu'elle voulait aller[74] », relate Thompson. Pour ce dernier, il est nécessaire d'établir une relation professionnelle avec les journalistes intégrés. Il faut, dit-il, leur communiquer rapidement les occasions de reportage, les informer sur les opérations à venir, leur donner une indication sur le plan en cours et sur les activités à venir dans un cycle de sept jours. Bref, cette relation professionnelle passe par « leur donner le plus d'informations possible, aussitôt que possible[75] », résume Thompson. Une relation professionnelle positive ne signifie pas, cependant, qu'il n'y a pas de désaccords.

La présence des médias sur le terrain à elle seule ne confère aucunement, néanmoins, la garantie de recueillir des informations utiles. La conjoncture opérationnelle joue un rôle important. Le reportage est tributaire à la fois de l'événement et des conditions dans lesquelles se trouve le journaliste intégré. L'OAP Thompson décrit cet état de fait :

> Vous allez de l'avant et il y a une opération planifiée, mais parfois l'opération ne se produit pas. Maintenant, j'ai également été avec les médias et nous étions sous les tourelles [de blindés], si vous voulez, parce que nous étions dans une embuscade et ça c'est une situation très difficile pour les médias parce que c'est une situation difficile pour tout le monde et quelque chose se passe à l'extérieur du véhicule et vous ne pouvez pas le voir et il va y avoir des informations minimales à ce sujet[76].

Selon Thompson, le commandant du groupement tactique avait une relation positive avec les médias[77]. Il explique que les commandants doivent toujours sous-peser la décision de laisser ou pas les médias aller dans les opérations, car il s'agit de non-combattants dans une zone de guerre, et conclut, somme toute, que l'accès des médias était très satisfaisant durant la rotation du *2 RCR* :

> Je dirais que les médias qui faisaient partie de notre groupement tactique ou qui étaient intégrés dans le programme pendant notre temps, avaient un accès important à la ligne de front. Donc, j'étais seulement au camp assez longtemps pour accomplir certaines choses qui doivent être accomplies pendant que j'étais dans le camp comme je ne pouvais pas passer toute la rotation à l'extérieur du camp. Mais nous avons passé beaucoup de temps à l'extérieur du camp. […] Mais plus important, je déplaçais mes intégrés à Ma'Sum Ghar car il était plus facile pour moi de les envoyer de là et avoir beaucoup de travail accompli de Ma'Sum Ghar. Parce qu'il y avait les ressources dont j'avais besoin pour le faire[78].

Le général Tim Grant, dont le mandat couvrait les deux rotations du 1er août 2006 au 31 juillet 2007, a souvent voyagé lui-même avec les médias sur le terrain :

> J'ai toujours fait de la place, j'ai encouragé […] des gars qui se rendaient dans la région pour y aller. Christie Blatchford voulait toujours être intégrée, on la mettait avec des soldats d'infanterie. Don Bell, il est sorti pour un jour et a eu besoin de passer onze jours juste à cause des circonstances, donc certainement de mon point de vue, les médias qui étaient là pendant mon tour voulaient être dehors, ils voulaient être impliqués, ils voulaient voir ce qui se passait[79].

Comme tout commandant des Forces canadiennes en Afghanistan, le major-général Tim Grant a eu à faire avec les médias à Kandahar. Grant n'a pas hésité à établir un rapport personnel avec un journaliste, surtout quand il le jugeait nécessaire, et parfois le journaliste pouvait aussi exprimer le manque de faits quand ça s'imposait :

> J'ai rencontré formellement et informellement les médias en Afghanistan et j'ai connu assez bien certains d'entre eux même s'ils se relayaient souvent. Essayer d'avoir une relation avec eux, je pensais que c'était important, ce n'était pas toujours agréable et parfois j'ai critiqué la façon dont ils avaient écrit des articles et ce qu'avait été leur regard[80].

Grant a l'expérience d'interagir avec les médias à l'international et au pays. Officier supérieur des opérations au quartier général international de la Défense entre mai 2001 et décembre 2002, il était le porte-parole pour les opérations des Forces canadiennes. Plus tôt, il a également eu à composer avec les médias lorsqu'il était commandant des troupes canadiennes en Bosnie en 2000 ; commandant d'un groupement tactique, toujours en Bosnie, en 1997 ; ainsi que lorsque son unité a été déployée à Winnipeg pour lutter contre les inondations en 1997. Comparée à la couverture médiatique qu'il a vue durant ses précédents déploiements en Bosnie, Grant croit que la couverture en Afghanistan était d'envergure nationale par rapport à la dimension locale axée sur l'histoire individuelle du soldat. Les histoires individuelles ont certainement été racontées en Afghanistan, mais à travers les grands thèmes, comme le rôle d'aide et de développement, qui ont beaucoup retenu l'attention des médias, note Grant[81].

Les commandants sont des sources de premier plan pour les journalistes. Ils entrent dans la catégorie des sources officielles et légitimes (Sigal, 1973). Le commandant a un service de communication à sa disposition, mais il joue aussi un rôle de porte-parole opérationnel. Tim Grant,

qui a invité les journalistes intégrés pour l'accompagner lors de ses sorties sur le terrain afin de voir les opérations des troupes, croit, de manière générale, que les relations avec les journalistes intégrés étaient bonnes, mais il percevait auprès des journalistes une certaine incompréhension des choses :

> J'ai l'impression qu'ils sont tous Canadiens, qu'ils font leur travail, qu'ils rendent compte de leurs activités au Canada et s'ils se trompent et je dirais qu'il y a de mauvais cas où ils se sont trompés, ce n'était pas par malice [inaudible]. Je n'ai jamais cru que les médias étaient là pour nous prendre en défaut ou nous piéger sur des choses. Je pense que s'ils ont eu tort, c'est parce que nous n'avions pas eu la diligence pour s'assurer qu'ils avaient accès à toutes les informations pour écrire une histoire équilibrée[82].

Alec Castonguay du *Devoir* parle de l'homme occupé qu'est un commandant sur le terrain, mais indique qu'il a eu une relation cordiale avec les commandants qu'il a rencontrés :

> Les commandants n'ont pas beaucoup de temps, donc c'est pas différent d'un politicien en fait, moi qui couvre la politique. C'est des gens, les commandants militaires, qui sont très occupés, qui ont beaucoup de gens sous leur charge, qui ont beaucoup de missions à planifier, de crises à gérer quand il y a des explosions, des ci, des ça. Donc, ils ont à peu près les mêmes temps qu'un politicien, c'est-à-dire des entrevues très courtes, 15, 20, 25 minutes au maximum, après ça, ils sont occupés puis ils passent à d'autres choses, puis il faut qu'elle soit prévue dans leur horaire, tu peux pas cogner à la porte puis parler au commandant aussi facilement[83].

Si les médias peuvent accéder au commandant, on peut ici aussi relever une relation de coopération. Le commandant est une figure d'autorité importante dans une opération militaire et, à ce titre, il est la source première des médias pour discuter et expliquer tous les paramètres et enjeux relevant de sa zone d'opérations. Évidemment, les demandes médiatiques ne doivent pas constituer un fardeau alors qu'il a des tâches urgentes à son agenda. L'évolution de la communication militaire fait du commandant le porte-parole principal d'une action militaire, et les officiers supérieurs sont maintenant formés en vue d'interagir avec les médias en théâtre avec le concours des officiers d'affaires publiques déployés en fonction de la taille de la mission. Le refus d'un commandant d'interagir est susceptible de créer de la tension avec les médias et de faire ainsi basculer la relation dans un registre conflictuel. On se rappellera ici que certains journalistes ont reproché au général Rick Hillier de ne pas répondre aux demandes des médias quand il était commandant de la FIAS en 2004.

Si le général Tim Grant a souvent rencontré les médias à Kandahar, les relations ont été parfois déplaisantes, comme il l'illustre en donnant deux exemples où il a dû personnellement intervenir pour corriger la première impression d'un journaliste. Dans le premier exemple, dit Grant :

> Un journaliste est sorti sur une patrouille prolongée avec des soldats, il a passé plus d'une semaine et la raison pour laquelle les troupes étaient là en train de faire une opération spécifique n'était pas claire pour les soldats à l'arrière du véhicule avec lesquels voyageait ce journaliste. Et il a écrit à ce sujet. Fondamentalement, il a dit : "C'est stupide. Ce que nous faisons ici est stupide". Et quand il est revenu, je me suis assis avec lui et j'ai dit : "Alors voici pourquoi vous étiez là-bas, voici ce qui se passait et voici pourquoi c'est important que le Canada fasse partie de cette opération". Ça avait à voir avec le président de l'Afghanistan, l'armée afghane et la politique [inaudible]. Et il a dit : "Oh…, c'est une perspective très différente" parce qu'il avait la perspective d'un soldat sur le terrain versus quelqu'un à l'interface politique militaire. Donc, vous avez une conversation avec eux, vous dites : "Voici une perspective différente" et ils répondent : "Oh cela fait du sens", mais en fin de compte, principalement parce que nous n'avions pas fait un très bon boulot pour assurer que les gens avaient toutes les informations pour écrire un article plus équilibré[84].

Dans le deuxième exemple, Grant relate :

> Un journaliste est arrivé et au deuxième ou troisième jour, il s'est rendu dans la province d'Uruzgan au nord de Kandahar pour visiter une Équipe provinciale de reconstruction australienne, et les Australiens font les choses très différemment des Canadiens. Et donc, cet individu a écrit un reportage disant que les Australiens sont bons, les Canadiens mauvais et je les ai contestés publiquement et j'ai dit : "Je pense que c'était un article terrible que vous avez écrit et parce que vous n'avez pas été vraiment voir ce que les Canadiens font, donc vous ne pouvez dire que les Canadiens sont mauvais parce que vous ne les avez pas vus". Alors je me suis arrangé pour qu'il sorte le lendemain. En fait, il est allé avec moi. Je lui ai montré ce que les Canadiens faisaient et pourquoi ils le faisaient, et il a pu écrire une approche beaucoup plus équilibrée, un article équilibré sur les différentes approches que les différentes nations adoptaient pour aider à reconstruire l'Afghanistan[85].

Ce journaliste est Graham Thomson de l'*Edmonton Journal*, qui a lui-même écrit sur cette critique qu'il n'a pas du tout appréciée :

> Lors de ma première conférence de presse avec le brigadier-général Grant, il a voulu dire devant son personnel et d'autres journalistes qu'il venait de lire mon dernier article. "Et je n'ai pas aimé ça", a-t-il dit.
>
> Il semble qu'il n'ait pas apprécié la façon dont j'avais comparé la mission canadienne, plus axée sur les combats en Afghanistan, à celle des politiques de reconstruction des Australiens. Normalement, je ne m'oppose pas à la critique de mon travail et, en fait, j'en suis persuadé, mais ce n'étaient pas des circonstances normales. J'étais un auditoire captif sous la coupe de l'armée et venait d'être pointé par l'homme qui avait le pouvoir de me désaccréditer.
>
> Rien ne s'est passé, et quelques jours plus tard, Grant m'a invité à faire un tour des bases d'opérations avancées. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de sentir qu'il venait de tirer un coup d'avertissement sur ma tête (Thomson, 2007c).

Ces exemples présentés par le commandant Grant rentrent dans la catégorie du rapport conflictuel en raison d'une certaine irritation et du désaccord qui les caractérisent. La « publicité négative » provoque une réaction de l'armée. Comme le dit Grant, il est vrai que les médias n'avaient pas toujours une compréhension des enjeux sur le terrain au-delà de la perspective immédiate du bout de la lorgnette (*keyhole view*). Le jeu de négociation comporte des mesures correctives pour influencer positivement la couverture médiatique. Ces exemples se différencient

néanmoins d'interactions marquées par une plus grande animosité. On est ici dans un conflit de « faible intensité ».

Sur le terrain, les journalistes doivent suivre les règles convenues pour ne pas provoquer un rapport conflictuel. Certaines demandes sont jugées déraisonnables. L'OAP Martell Thompson donne l'exemple d'un journaliste d'une chaîne de télévision française qui voulait prendre trop de risques :

> Je me souviens d'une fois que nous étions en train d'atteindre un objectif et il a couru devant nous, l'unité de tête, montait la colline, à reculons parce qu'il voulait nous avoir arrivant vers l'objectif, ce qui signifiait que je devais aller après lui. Ce même type voulait aller dans un village qui n'était pas sécurisé et faire des entrevues. Nous ne pouvions pas permettre cela parce que cela compromettrait l'opération et la sécurité de tous les autres participants. Nous ne pouvions pas nous permettre de nous écarter [inaudible], pour qu'il fasse des entrevues ad hoc[86].

Durant les rotos 2 et 3, la sécurité opérationnelle n'a pas été un enjeu conflictuel malgré quelques cas problématiques. À cet égard, le général Tim Grant note : « Je n'ai jamais eu un problème avec quelqu'un qui a rapporté des informations qui étaient sensibles. Ils ont toujours pris le soin de demander si la chaîne de commandement était à l'aise s'ils allaient rendre compte d'un certain incident[87] ». Lors de la roto 2 du *1 RCR*, un journaliste a rapporté l'heure d'une cérémonie d'adieux à l'aérodrome de Kandahar que l'armée a dû déplacer. L'OAP Martell Thompson du *2 RCR* précise que les journalistes ont parfois eu des difficultés à comprendre le concept d'OPSEC et qu'ils ont commis quelques erreurs[88].

Durant la rotation 3 du *2 RCR* en 2007, il y a eu une violation des règles d'intégration. L'OAP Martell Thompson se rappelle comment les yeux s'étaient tournés vers lui :

> Chaque intégré regardait pour voir ce que j'allais faire, pour voir comment je gère la situation […]. [Nous nous sommes] assurés que notre réponse à cette violation était certainement ferme et équitable. À mon avis, il fallait être assez ferme pour s'assurer que ça ne se reproduise plus, certainement pas sous mon regard, mais juste assez pour la perspective que cette personne est en Afghanistan en ce moment et nous ne pouvons pas complètement enlever sa capacité à faire son travail[89].

En principe, les règles d'intégration interdisent aux journalistes de consommer de l'alcool sur la base de Kandahar. Contrairement aux Britanniques et aux Français, les Canadiens et les Américains ne permettaient pas la consommation d'alcool aux soldats ni aux civils sauf à certaines occasions spéciales comme Noël. Cependant, cette règle n'était pas très surveillée à *KAF*. Ross Oakland du *Toronto Star* explique que l'alcool se rendait clandestinement sur la base par toutes sortes de moyens, aussi bien par les soldats que par les journalistes[90].

Dans un programme d'intégration, il y a une relation tripartite entre le commandant, les officiers d'affaires publiques et les journalistes intégrés. On pense naturellement à la relation armée-médias et on oublie souvent la relation commandant-officier d'affaires publiques. Le commandant Tim Grant note qu'il est important, à titre de commandant, d'établir une relation avec son officier d'affaires publiques[91]. En principe, le commandant et son quartier général, qui comprend un officier d'affaires publiques, s'entraînent ensemble dans un exercice de pré-déploiement dont les buts sont une familiarisation à plusieurs niveaux en vue d'une montée en puissance jusqu'au déploiement effectif en théâtre. Généralement, lors de ces exercices de pré-déploiement, qui se déroulent à la base militaire de Wainwright, en Alberta, les commandants et les officiers d'affaires publiques apprennent à se connaître et à travailler ensemble. Dans le cas du général Grant, son déploiement était à cheval entre les rotos 2 et 3. Quand il est arrivé en théâtre à l'automne 2006, le *1 RCR* était déjà sur place, et il a rencontré, à ce moment, pour la première fois, les officiers d'affaires publiques qui avaient jusque-là travaillé avec un autre commandant. Quand la roto 3 est arrivée en théâtre en août 2007, Grant a fait là aussi connaissance avec une nouvelle équipe d'affaires publiques. Il indique que ce n'était pas une situation idéale, mais qu'il a rapidement développé sur le tas une bonne relation avec les officiers d'affaires publiques dans les deux rotations[92]. Grant explique :

> Le commandant et son officier d'affaires publiques ont la possibilité pendant la formation de travailler sur des activités, de simuler les annonces médiatiques et de voir comment ils pourraient développer les communiqués de presse et ce genre de choses. Donc normalement ça fonctionne très bien en formation et je n'ai pas eu l'occasion de le faire moi-même. Mais en raison de la position que j'avais dans l'armée dans l'Ouest canadien, j'avais formé des quartiers généraux allant en Afghanistan et j'ai pu ainsi me concentrer sur la formation des commandants et des officiers d'affaires publiques de la bonne façon, ce qui n'était pas parfait pour moi mais cela a fonctionné raisonnablement bien en bout de ligne, je pense[93].

Selon Grant, une décision consciente a été prise par le général Rick Hillier pour s'assurer que l'histoire de ce que faisaient les Canadiens, ainsi que leur impact en Afghanistan, serait racontée et à cet égard, il était donc important de veiller à ce que les médias aient accès aux soldats, aux histoires et aux activités en train de se passer[94]. Avant même son arrivée sur le terrain, alors qu'il préparait les troupes d'Edmonton à leur déploiement imminent, le major-général Tim Grant dit qu'il a bien senti le message de Rick Hillier, qui essayait de préparer les Canadiens en vue des défis auxquels leurs militaires seraient confrontés en Afghanistan. « Il nous a donné une très grande latitude et un énorme soutien pour nous assurer que nous étions capables de continuer à raconter l'histoire du bon travail que les soldats canadiens faisaient à l'étranger[95] ». D'un point de vue

militaire, les signaux officiels de l'état-major pointent donc vers la nécessité de communiquer l'effort de guerre canadien.

Selon la volonté de l'état-major, il fallait donc s'assurer que les médias savaient ce qui se passait, et surtout, qu'ils étaient au bon endroit pour voir eux-mêmes les opérations des soldats canadiens. La volonté du commandement d'état-major devait par la suite être exécutée par le commandement en théâtre à travers le service des affaires publiques, qui était en contact régulier avec les médias intégrés.

Comme nous l'avons vu, il est arrivé que des soldats racontent aux journalistes intégrés des éléments que le service des affaires publiques a jugés sensibles, comme dans le cas de l'incident Klukie. Cependant, de manière générale, les journalistes n'avaient pas trop de difficultés à trouver des soldats pour des entrevues. Il est certain que le service des affaires publiques suggérait aux soldats de ne pas dire certaines choses, comme des descriptions trop crues des blessés, et les mettait aussi en garde face aux risques associés à donner leur nom aux médias. Doug Beazley de Sun Media a apprécié l'accès aux soldats :

> Je pense vraiment qu'ils ne se préoccupaient pas de maintenir la glorieuse image du soir des soldats canadiens. […] Tant qu'ils ne causaient pas à d'autres personnes de se faire tuer, ils s'en fichaient. Vous pouviez poser n'importe quelle question que vous vouliez, vous pouviez ne pas obtenir une réponse, mais ils n'avaient pas un problème avec ça. Non, l'accès aux troupes n'était pas un problème. Surtout à la base d'opérations avancée, où, vous savez, les gens avaient des choses à faire. Ils n'avaient pas le temps de nous suivre[96].

À moins que des circonstances exceptionnelles ne l'exigent, les journalistes préfèrent toujours nommer leurs sources. Il est arrivé que les sources militaires négocient l'attribution nominale des propos. Laura King du *Los Angeles Times* a couvert les troupes canadiennes au moment de la transition entre la roto 2 et la roto 3 et a dit qu'elle a généralement apprécié l'accueil des Canadiens. Elle donne néanmoins l'exemple d'un commandant de rang intermédiaire avec lequel elle a longuement échangé, mais qui, à la dernière minute, a demandé à la journaliste de ne pas utiliser son nom. Surprise par cette demande, King a cherché à savoir pourquoi :

> Il a dit qu'il s'inquiétait de sa famille au Canada. À l'époque, je pensais que c'était un peu paranoïaque. Je ne pensais pas vraiment que les talibans allaient pourchasser sa famille là où sa famille vivait, mais, je veux dire, j'ai respecté ça, je n'ai pas utilisé son nom, mais cela signifiait aussi que beaucoup de choses qu'il m'avait dites, j'ai fini par ne pas les utiliser dans l'histoire, soit parce que mon rédacteur en chef a vraiment préféré avoir des gens dont nous pouvions divulguer l'identité sur le dossier s'il n'y a aucune raison impérieuse de ne pas le faire. Et c'était la seule fois où il y avait une raison sur le terrain, vous savez, que quelqu'un avait peur pour la sécurité de sa famille[97].

Ce n'est certainement pas la première fois que cette menace est invoquée en Afghanistan. L'officier d'affaires publiques Jay Janzen confiera que certains soldats craignaient, dès 2003, que leurs familles soient ciblées s'ils étaient identifiés par les médias, et qu'il a consulté le renseignement et le commandement militaires, qui ont conclu que cette menace était infondée (cité par Bergen, 2009, p. 51). Dans les relations armée-médias, la menace sur les familles des soldats avait déjà été évoquée durant la guerre du Kosovo en 1999. À la suite des menaces proférées par les rebelles serbes sur la famille des pilotes d'avion américains qui menaient les bombardements en Serbie, l'armée américaine avait interdit aux journalistes accrédités d'utiliser les noms des soldats dans leurs articles. Cette pratique a peu été utilisée par la suite. Aucune disposition officielle à ce sujet n'est contenue dans les règles d'intégration de l'armée américaine en Irak (et en Afghanistan) et de l'armée canadienne en Afghanistan. « Généralement les gens étaient disposés à avoir leurs noms utilisés. Je veux dire, en fait, beaucoup de soldats aimaient l'idée que leur famille ou un ami lise sur ce qu'ils faisaient[98] », note Laura King du *Los Angeles Times*.

Durant la roto 3, les révélations concernant la question des prisonniers en Afghanistan ont certainement créé des remous dans les cercles politiques et militaires, comme nous l'avons vu plus haut avec la couverture du *Globe and Mail*. Un scandale sur les prisonniers, c'est le genre de sujets sensibles que l'institution militaire cherche à contrôler. Même si Graeme Smith était intégré au moment des révélations des cas de torture sur les prisonniers afghans transférés par l'armée canadienne, son enquête concernait les pratiques des prisons afghanes et, à cet égard, les règles d'intégration n'avaient aucune prise sur lui. L'officier d'affaires publiques Martell Thompson, qui était à Kandahar, se rappelle néanmoins très bien cet épisode peu édifiant pour l'armée canadienne et en parle avec circonspection :

> J'étais là quand Graeme Smith a révélé l'histoire sur l'abus des prisonniers. Et puis, c'est correct. Je ne ferai pas de commentaire sur leur couverture, mais si Graeme Smith m'appelle aujourd'hui, je prendrais son appel, puis j'ai parlé à Graeme et cherché des interviews sur d'autres sujets pour Graeme depuis mon départ. C'est la nature de la bête. L'histoire d'un homme est un potin pour un autre homme, vrai. Je vais juger quelqu'un sur le fait de raconter une histoire non factuelle, si j'ai fourni les faits. Si vous savez que 2 + 2 n'est pas égal à 4, nous le savons tous. Si vous avez les faits et je sais que vous comprenez ces faits et que vous avez choisi d'aller dans une autre direction, c'est un problème. Nous ne pouvons pas respecter cela. Mais si vous avez une perception différente de ces faits et je peux regarder ça et dire : "Hé, je suis en désaccord avec cela", mais vous savez je peux comprendre comment ils en sont arrivés là. Je peux respecter ça, mais je peux être en désaccord, nous pouvons discuter à ce sujet, mais je peux respecter ça[99].

De manière générale, les restrictions entourant la question des prisonniers entrent dans la catégorie des rapports de conflit à double titre. D'une part, une couverture négative qui fait mal

paraître l'armée crée un rapport conflictuel même si l'institution militaire sait qu'elle n'a pas de prise sur le journaliste qui a réalisé l'enquête. D'autre part, les restrictions qui entourent les conditions de reportage sur les prisonniers sont considérées par les journalistes comme étant trop strictes.

Il n'y a pas de doute que la couverture médiatique sur le traitement des prisonniers a été très négative. Les journalistes se sont placés en position de gardiens de l'ordre moral comme valeur et ont forcé les responsables de l'armée canadienne et de l'armée afghane à défendre leurs pratiques à titre de « transgresseurs » (Gans, 1979, p. 56-57). Pour les médias, la « faiblesse morale » de l'accord de transfert des prisonniers (DiManno, 2007b) avait une résonance particulière avec le scandale de la Somalie en 1993. Comment l'armée canadienne pouvait-elle encore être prise en défaut sur cet enjeu ? Cette question a été traitée dans la « sphère de la controverse politique légitime » (Hallin, 1989), où l'opposition à Ottawa a dénoncé le manquement de l'armée à « ses obligations morales et légales » (Brewster, 2007f ; Thomson, 2007d).

En 2007, il y a une certaine impression se dégageant des entrevues réalisées que le contrôle de l'information était un peu plus serré qu'en 2006. Les incidents où les soldats ont divulgué des renseignements jugés sensibles sur leurs camarades ont mené à un resserrement de la disponibilité des amis des soldats pour les entrevues. Chris Brown de la CBC, qui a été intégré en 2006 et en 2007, note, par exemple, que les journalistes devaient insister beaucoup plus en 2007 pour aller à l'infirmerie qu'auparavant, même si certains ont pu y entrer[100]. Stephanie Levitz de La Presse canadienne note aussi un certain resserrement :

> Selon ce que je sais de mes collègues, même avant mon arrivée en 2007, c'était beaucoup plus facile… et il était facile d'interroger des soldats. Vous pouviez essentiellement parler à n'importe qui que vous vouliez. Vous pouviez en quelque sorte écrire sur n'importe quoi […] cela a changé. C'est devenu beaucoup plus restrictif… par rapport à quand vous leur proposiez des idées[101].

Ici, il faut distinguer la « sécurité à la source », qui définit le principe où une source se garde de communiquer des renseignements sensibles ou dommageables au cours de son interaction avec les médias, de la « sécurité des sources », où l'armée contrôle l'accès des médias aux soldats et aux officiers en vue de limiter l'exposition médiatique des sources et la divulgation de renseignements jugés dommageables. Malgré ces restrictions, plusieurs journalistes ont dit avoir bénéficié en général d'un accès convenable aux opérations militaires au sein du programme d'intégration. Toute couverture négative des activités de l'armée canadienne a créé des frictions faibles ou fortes entre

l'armée et les journalistes intégrés. La prévisibilité d'une publicité négative est susceptible de déclencher les deux mécanismes de « sécurité à la source » et de « sécurité des sources ».

5.8 Les facteurs du *death watch*

Comme ça avait été le cas lors du déploiement du *1 PPCLI* à l'été 2006, la question du *death watch* a continué à être un irritant pour l'armée canadienne. Les rotations 2 et 3 de la phase II de l'opération *Athena* ont été particulièrement marquées par l'insécurité et plusieurs décès. Comme dans les rotations précédentes, l'attention des médias pour les décès était très élevée. Encore une fois, la combinaison de l'insécurité et des risques encourus par les journalistes, et de l'intérêt élevé des rédactions pour les morts, ont favorisé le phénomène de « veillée mortuaire », ou *death watch*. Jusqu'à la fin de la rotation 3 en juillet 2007, il n'y a pas eu d'incidents graves portant directement atteinte à la sécurité des journalistes intégrés canadiens. Quelques journalistes intégrés l'avaient échappé belle dans les convois militaires, mais la plupart des incidents avaient principalement touché des journalistes étrangers couvrant l'Afghanistan.

Les récits et les images des décès canadiens ont occupé une grande place dans les nouvelles télévisées du soir et les pages des journaux. Les rédactions des médias canadiens ont continué à demander à leurs correspondants intégrés, surtout ceux de la télévision, de ne pas trop s'éloigner de la base de Kandahar pour ne pas rater les cérémonies d'adieux. Ed Stewart, l'officier d'affaires publiques du *1 RCR* durant la roto 2, revient sur le contexte de cet intérêt des médias pour les décès :

> Quand les pertes ont vraiment commencé à être sérieuses à l'été 2006, ces cérémonies d'adieux ont été une chose importante. C'était une grosse nouvelle. La mort d'un soldat était une nouvelle de première page […]. C'était le grand visuel et c'est ce que les réseaux voulaient. Vous pouviez parler comme vous le vouliez, nous avons offert des images de *pool* ou nous avons offert de filmer ça pour eux. Mais beaucoup de fois, leurs bureaux disaient de rester. La chose est juste parce que si vous sortez, vous allez en dehors de l'aérodrome de Kandahar, ça ne signifie pas naturellement que vous allez voir quelque chose d'intéressant, c'est juste la réalité des choses. Parfois, vous avez de la chance, parfois vous n'en avez pas. Parfois, il n'y a rien à voir. Mais une cérémonie d'adieux est un visuel profond et émouvant. Il y avait des gens qui ne voulaient pas quitter l'aérodrome de Kandahar, c'est vrai mais je dirais que la plupart des journalistes ont surtout intérêt à obtenir l'histoire vraie et à se rendre là où elle était[102].

En raison de la nécessité de montrer et pas seulement de raconter, les reporters de la télévision devaient donc beaucoup plus se soucier de l'image que leurs confrères de la presse écrite. Partant, la pression des rédactions de CBC/Radio-Canada, CTV et Global pour rester à la base de Kandahar afin de filmer la cérémonie d'adieux était plus grande pour eux. Un journaliste anonyme de la

télévision confirme qu'il devait rester à la base, car on s'attendait à ce que le journaliste soit disponible pour la cérémonie d'adieux[103]. Pour les médias, les cérémonies d'adieux constituent des « événements intéressants » (Gans, 1979, p. 155-157). C'est un critère important de la sélection des nouvelles. Les adieux d'un soldat conjoignent une histoire personnelle et émouvante à une histoire de héros. La cérémonie d'adieux en Afghanistan est la première étape d'une procession mortuaire qui culmine vers « l'autoroute des héros ». C'est l'un des puissants liens entre les médias canadiens et leurs audiences, avec le pouvoir évocateur de la mort comme sacrifice personnel, familial et collectif.

Qu'en est-il de la répétitivité ? Certains militaires se posent la question de savoir pourquoi les décès seraient à cet égard différents d'autres événements qui avaient déjà été couverts. Un journaliste anonyme répond à cette interrogation en soulignant son caractère exceptionnel et télévisuel :

> C'est encore une mort, c'est vraiment rare. C'est fait pour un événement de télévision. Belle dans le sens où vous avez les troupes alignées, il y a un caractère solennel à la cérémonie, c'est un événement, la télévision fait très bien des événements. C'est du visuel, c'est une histoire visuelle avec le cercueil et les Canadiens qui entrent et l'avion et la levée aussi[104].

Il situe la couverture des décès dans le cadre plus général de la mission canadienne et de la question de sa durée[105].

L'autre difficulté était liée au fait que l'équipement technique disponible ne permettait pas de réaliser des reportages loin du lien satellitaire installé à Kandahar. Il était plus facile pour les journalistes de la presse écrite de sortir en reportage, car ils pouvaient aisément envoyer les reportages à partir des bases d'opérations avancées ou de n'importe quel autre endroit éloigné de la base de Kandahar (*KAF*). Pour la télévision, il y avait une lourdeur technique à pouvoir réaliser des reportages en dehors de *KAF*. Comme le visuel est crucial pour le média (Gans, 1979, p. 157-158), les rédactions obligeaient leurs correspondants à rester sur la base.

La couverture des décès est caractérisée à la fois par la coopération et le conflit. Martell Thompson, OAP du *2 RCR* durant la roto 3, rappelle ici le cycle de l'information en ce qui a trait à la publicisation des décès :

> Nous veillions également à ce que les médias aient accès, donc que nous amenions les membres de l'unité pour parler aux médias ; à ce que les médias aient accès à la cérémonie d'adieux. Nous veillions à ce que les médias aient accès au leadership des membres et nous le faisions rapidement. Donc, je dirais 48 heures après, vous aviez l'histoire, vous aviez eu accès à ses amis, vous aviez eu accès à sa chaîne de commandement et nous espérions que vous auriez accès à son unité à la maison, au Canada. Je pense donc que c'est un peu équilibré et je crois que nous avons trouvé le juste équilibre[106].

Cet accès est dans le registre coopératif, mais la question du *death watch* ne l'est pas. Pour les militaires, elle est source de conflit avec les médias. Thompson se montre diplomatique en disant que ce qui compte est de s'assurer que l'histoire est racontée correctement, et pas nécessairement où est allé ou n'est pas allé le journaliste : « Ce type ne vient pas, quel type de couverture font-ils ? Et je ne parle pas de ce qui est favorable ou non, je parle de, est-ce que c'est valable, racontent-ils une histoire que les Canadiens ont besoin de savoir ?[107] ». Sur ce point, le brigadier-général Tim Grant est beaucoup plus critique envers les médias en évoquant le défi qu'il a observé à propos de leur désintérêt de sortir :

> Nous avons vu le nombre de victimes et de morts augmenter au cours de cette période, il y avait 24 soldats qui ont perdu la vie durant mon tour. Et, parce qu'il y avait plus de victimes et moins de journalistes, de plus en plus vers la fin de mon tour, à l'été 2007, beaucoup de journalistes ont été contraints de rester à l'aérodrome de Kandahar. Pour qu'ils soient disponibles pour rendre compte des cérémonies d'adieux, le départ des restes des soldats. Il devenait de plus en plus difficile de les faire sortir pour voir ce que les soldats faisaient, voir ce qui se passait sur le terrain. Donc, ils communiquaient des informations de seconde main et ce genre de choses. Donc, je pense que c'était le changement majeur pour moi […] les médias étaient toujours là, mais il y avait moins d'efforts à se concentrer sur ce qui se passait à l'extérieur qu'à l'intérieur du camp[108].

Un journaliste intégré qui a requis l'anonymat est également plus critique à l'endroit de ses pairs quant à cette question :

> Je vais juste être honnête, ce genre de journalisme est pourri de toutes façons, ils attendent là pour que quelque chose se produise et puis, ils attendent que les sources soient paradées devant eux. Un instant SVP et puis, ils se plaignent parce que les sources ne sont pas paradées devant eux, ce n'est pas du journalisme de toutes façons. Vous êtes alimentés à la cuillère, car c'était l'habitude de le faire ainsi quand quelqu'un était mort, ils amenaient quelques-uns de ses amis et vous leur parliez, mais ces gars avaient juste perdu leurs amis et ils disaient des trucs assez loufoques et donc ils ont arrêté et puis les journalistes étaient comme : "Ça, c'est terrible". Eh bien, sortez et faites du reportage[109].

Ce journaliste a vu des journalistes qui ne voulaient pas quitter le confort de Kandahar.

> J'ai dit à chaque nouveau journaliste […] : "Vous voulez faire du bon travail, rapportez vos nouvelles de Ma'Sum Ghar, installez-vous à la base canadienne principale, Ma'Sum Ghar. Vous obtiendrez toutes les histoires qui reviendront à *KAF* mais vous serez sur le terrain et c'est une belle grande base sécuritaire, personne n'écoute parce qu'ils veulent seulement être à l'aérodrome de Kandahar[110].

La question du *death watch* est un enjeu complexe avec différentes dimensions. Par ailleurs, le réflexe de surveiller les morts des soldats est lié à la compétition que se livrent les réseaux de télévision comme l'explique le photographe Louie Palu :

> Je pense que le *death watch* était quelque chose qui a été propagé par les gens aux sièges des entreprises de presse pas autant par les journalistes en tant qu'individus sur le terrain. C'est vraiment devenu qui a rapporté le premier ou qui a dû le rapporter parce que c'était une "grosse"

> nouvelle et si la station de télévision A l'avait fait, alors aussi le faisait la station de télévision B[111].

Chris Brown de la CBC, qui a fait deux séjours d'intégration en 2006 et en 2007, ne minimise pas le phénomène et regrette jusqu'à un certain point la fixation des médias sur le nombre de morts, mais il avance cependant qu'il ne faut pas perdre de vue le contexte volatile des deux rotations :

> Il y avait tant de soldats qui mouraient et c'était une grosse histoire. Il était impossible de les ignorer et il y avait des questions au sujet du type de matériel dans lequel les gens conduisaient, nos tactiques et notre stratégie. Nous allions dans ces villages [dans] le Panjwai […] et nous prenions un village, nous restions un peu et nous partions, puis les talibans revenaient et cette route que nous laissions serait couverte d'*IED* à notre retour, vrai ? C'étaient des incidents qui ont mené à la mort, donc le *death watch* est trop simpliste, je veux dire que c'est une critique raisonnable, mais elle ne couvre pas tout. […] Il y avait beaucoup de médias là-bas et pas tous ne sont restés en arrière et ont juste attendus que les gens meurent. Beaucoup de gens sortaient, ils cherchaient des histoires. Je peux vous dire que, comme vous le savez, nous avons voyagé autant, sinon plus que quiconque et donc, je ne voulais certainement pas que ce soit le *death watch*, mais il y a eu inévitablement beaucoup de décès[112].

Quand on lui demande s'il est juste pour les militaires de se plaindre de l'intérêt démesuré des médias pour les morts, Les Perreaux de La PC répond :

> Je ne pense pas que ce soit juste. Et la raison pour laquelle je ne pense pas que ce soit juste est que, d'après mon expérience, j'ai fait une tonne de reportages au cours des six mois ou plus que j'ai vécu en Afghanistan. J'ai fait une tonne de reportages sur un million d'autres choses que l'armée fait. Maintenant, ai-je obtenu les mêmes résultats ? […] L'une de mes histoires préférées en Afghanistan concerne ces deux gars, deux météorologues des Forces canadiennes qui avaient un petit camion qui est la station météorologique et ils fournissaient essentiellement les prévisions météorologiques pour l'ensemble du pays en 2004 parce que, comme je l'ai vu de mes propres yeux, le département météorologique de l'Afghanistan était essentiellement un tas de décombres. Pas d'ordinateurs, rien. Ils n'avaient aucune ressource. Je suis allé visiter le gars et il m'a dit, ouais, nous pouvons utiliser un thermomètre. Vous savez, ils n'ont rien. Toutes ces données provenaient donc de ces deux soldats québécois qui étaient assis dans leur petite remorque sur une petite colline du camp Julien et ils fournissaient les données. Donc, cette histoire a-t-elle obtenu autant d'attention que le jeune soldat qui est mort à mon deuxième jour là-bas ? Non. Les réalisations sont agréables, mais les sacrifices, pour la plupart des gens, sont plus remarquables et plus importants je dirais. C'est bien que vous accomplissiez des choses, mais il est également important de noter les pertes dans la poursuite de ces réalisations. Donc, c'est un peu dans la nature des médias que les mauvaises nouvelles reçoivent plus d'attention que les bonnes nouvelles[113].

Christina Stevens, qui a également couvert la roto 2 pour la chaîne Global, comprend les critiques militaires sur le refus des médias de sortir pour ne pas rater un mort, mais nuance sur l'intérêt démesuré envers les décès :

> Si nous n'avions pas couvert la cérémonie d'adieux et nous n'avions pas couvert la mort du soldat, ils seraient profondément offensés en disant pourquoi ça ne nous importe pas ? Donc, je pense que c'est un couteau à double tranchant. Ils disent cela, mais en même temps, si nous ne l'avions pas couvert, imaginez s'il y avait eu un décès et que nous ne l'avions pas fait, nous étions là et nous

> n'allions pas à la cérémonie d'adieux et nous ne mettions pas cela [en ondes], ils seraient très vexés[114].

Par rapport à cette question, Stephanie Levitz de La Presse canadienne met en perspective le travail d'un journaliste d'une agence de nouvelles, qui n'a pas les mêmes obligations que d'autres médias :

> Dans mon cas, parce que je travaille pour une agence, j'ai une responsabilité différente que quelqu'un qui travaille pour le *Globe* ou Postmedia ou CanWest à l'époque […]. Je sais par exemple que si Peter MacKay, alors ministre de la Défense nationale, venait à l'aérodrome de Kandahar, on s'attendait à ce que le journaliste de La Presse canadienne soit là pour couvrir Peter MacKay. Et parce que notre copie ou tout ce que j'écrivais irait au *Globe and Mail* et à CanWest et à tous les gars de la télévision […] – ces gars pouvaient rester sur le terrain. Je devais revenir. Et mes patrons s'attendaient à cela, aussi. […] Il y avait aussi cette crainte de manquer un soldat mort. Et je sais que les médias ont été beaucoup blâmés pour cela – par les officiers d'affaires publiques, qui disent : "Vous avez trop peur de sortir parce que vous avez trop peur de manquer la mort d'un soldat et manquer la cérémonie d'adieux et toutes ces choses". Et il y a une certaine vérité à cela, parce que nous sommes là pour couvrir la mission canadienne et si un Canadien meurt, c'est l'histoire […]. Il y a une obligation de le couvrir. […] Encore une fois, l'agence a effectué ce travail d'une manière que d'autres médias ne devaient pas nécessairement le faire parce qu'ils pouvaient utiliser [tout ce que j'écrivais][115].

Certains médias assurent donc une sorte de permanence alors que d'autres viennent de manière ponctuelle pour des projets particuliers. Ils viennent parfois pour un projet planifié d'avance et ne se préoccupent pas nécessairement de couvrir chaque aspect de la mission même si l'événement peut être d'intérêt informationnel, comme un décès. Alec Castonguay, qui a été intégré durant la roto 3 pour le quotidien *Le Devoir* en 2007, abonde dans le même sens :

> Moi j'ai pas écrit sur ces décès-là. J'étais occupé ailleurs, je faisais d'autres choses, j'ai laissé justement La Presse canadienne, qui est là en permanence, puis *Le Devoir* est abonné à La Presse canadienne, donc on peut prendre le texte de mon collègue qui est là-bas puis qui écrit sur le soldat canadien qui est tombé en haut d'une antenne […]. Moi j'allais pas là pour les mêmes raisons, donc c'est un peu, chaque journaliste est un peu différent[116].

Bref, plusieurs facteurs expliquent la décision de sortir ou de ne pas sortir en reportage pour les journalistes intégrés. Il y a le facteur visuel avec les reporters de la télévision, qui avaient la commande des rédacteurs en chef de rapporter l'histoire forte de l'événement émouvant et hautement rituel qu'est la cérémonie d'adieux pour tout soldat mort. La cérémonie d'adieux est ici une cérémonie télévisuelle rituelle au sens d'une monstration performative (Dayan, 2009). Il y a aussi le facteur contractuel pour les reporters d'une agence de nouvelles comme La Presse canadienne. Les agenciers sont des généralistes qui ont l'obligation contractuelle de distribuer les nouvelles d'actualité aux abonnés du service y compris d'autres médias. Un journaliste intégré de La Presse canadienne subit la pression de couvrir tout événement significatif et doit prendre des

dispositions pour être en position de transmettre ses reportages le plus rapidement possible alors qu'un autre journaliste peut se contenter de couvrir un angle particulier. Enfin, il y a un facteur risque qui pèse certainement lourdement dans la décision d'un journaliste intégré de sortir de la base pour aller en reportage sous des conditions de danger.

Pour les journalistes intégrés, le facteur risque est une décision de nature personnelle et institutionnelle. En raison des risques, la décision de sortir ou pas de la base principale peut peser sur le journaliste. Ross Oakland du *Toronto Star* pense qu'un journaliste doit briser la glace rapidement et ne pas trop penser à ce qui arrivera pour aller découvrir comment les choses se passent à l'extérieur et comment on réagit psychologiquement[117]. Les risques encourus dans les convois militaires sur les routes afghanes étaient assez notables pour influencer l'envie des journalistes à sortir sur le terrain. Avec la détérioration de la situation sécuritaire en 2006-2007, plusieurs journalistes intégrés se sont posé la question de savoir si les sorties opérationnelles en valaient la chandelle considérant l'absence de manœuvres majeures de nature cinétique. Craignant pour la sécurité de leurs représentants, les rédactions pouvaient aussi parfois intervenir pour limiter les sorties. À cet égard, les choses ne feront qu'empirer dans les rotations subséquentes.

L'interrogation personnelle sur les risques encourus par rapport à la conjoncture opérationnelle est nécessaire en tout temps pour les journalistes de guerre. Cependant, il est évident que certains journalistes ont été poussés par leurs rédactions à se concentrer sur les décès et les images fortes qui les accompagnent en oubliant de couvrir certains autres aspects de la mission. D'un point de vue journalistique, l'intérêt public ne peut pas uniquement reposer sur les images fortes comme celles des cérémonies d'adieux. Ici, les critiques des commandants et des officiers d'affaires publiques sont fondées. Mais il faut reconnaître que, dans l'ensemble, la situation de la couverture médiatique est beaucoup plus complexe si on tient compte de l'imbrication entre tous les facteurs que nous venons de décrire.

Après la quatrième rotation (roto 3) de la phase II de l'opération *Athena* en 2007, le programme d'intégration à Kandahar a du rodage dans l'engrenage. En réalité, si on compte, dès le début en 2003, huit rotations s'étaient écoulées, quatre à Kaboul et quatre à Kandahar, avec des dizaines d'officiers d'affaires publiques déployés et des dizaines de journalistes accrédités. Par rapport aux tâtonnements des débuts, la perfectibilité du programme a résulté de l'expérience du terrain. Chaque rotation a fait rapport à la Direction générale des affaires publiques à Ottawa, et certains enseignements d'affaires publiques ont été appliqués dans les formations de pré-

déploiement au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres de la base de Wainwright en Alberta. L'apprentissage de la communication militaire a donc beaucoup bénéficié d'un retour précieux des officiers d'affaires publiques qui terminent leur mission.

Pour la période des rotos 2 et 3, la question de la sécurité était certainement dans l'esprit des journalistes intégrés en raison de l'insécurité grandissante qui a caractérisé la mission avec l'augmentation des attentats. Christina Stevens de Global, qui a couvert la fin de la roto 2, indique que la sécurité a été un gros défi et traduit l'angoisse des journalistes qui devaient effectuer des allers-retours de la base principale de Kandahar en racontant le sentiment qu'elle a éprouvé lors d'un incident, un jour où elle se trouvait à la petite base qui abrite l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar :

> Il y a une grosse explosion de l'autoroute et toute la fumée sort, la prochaine chose qu'on voit, le convoi qui s'y précipite et ils avaient été touchés par un *IED*. Et la prochaine chose à laquelle je pense était comme : "Oh, je vais reconduire là-bas dans cette petite Honda qui a 20 ans avec mon fixeur, nous devions reprendre la route alors qu'ils ont juste essayé d'exploser un [convoi] des Forces canadiennes, vous voyez ce que je veux dire. Donc, le défi était que vous deviez calculer[118].

Avec l'insécurité ambiante, plusieurs journalistes ont donc éprouvé le dilemme de sortir en reportage. Il faut préciser ici que la perception du risque peut dépendre du contexte opérationnel. Durant l'offensive *Medusa,* en septembre 2006, la perception du danger ne semblait pas alarmante malgré un niveau de risques sur les journalistes qui n'était pas négligeable si on tient compte du caractère offensif des opérations en cours et de l'environnement opérationnel dans le Panjwai. Cependant, la perception du risque chez les journalistes a été plus accentuée avec l'augmentation des incidents consécutifs aux attentats à l'encontre de l'armée canadienne et de l'augmentation du nombre de soldats canadiens tués. Malgré cette conjoncture, il n'y a pas eu d'incidents graves portant atteinte à la sécurité d'un journaliste accrédité dans le programme à Kandahar durant les huit premières rotations des opérations *Athena* I et II. Dans le prochain chapitre, nous verrons, entre autres, que les journalistes seront confrontés au défi de leur sécurité personnelle plus que dans toute autre rotation précédente.

CHAPITRE 6

LE TOURNANT DU PROGRAMME D'INTÉGRATION

Ce chapitre s'ouvre sur une rotation militaire avec les soldats du Québec. C'est donc une rotation sensible d'un point de vue politique. Les responsables de la communication militaire vont chercher à rendre visible un déploiement francophone en mobilisant la presse de la Belle Province. Mais la planification de la visibilité médiatique comporte toujours des impondérables. Un incident critique sur le terrain va déstabiliser le plan de communication initial et sera l'un des éléments qui déclencheront une grave crise du service des affaires publiques à Kandahar. Nous distinguons la « visibilité médiatique », qui constitue l'un des objectifs de la communication de guerre, au sens de rendre visibles les opérations et les accomplissements militaires, du « dispositif de visibilité » (Bizimana, 2014, p. 59-68), qui définit la surveillance exercée par les services de la communication militaire en vue de rendre visibles et localisables les journalistes intégrés dans les opérations militaires.

Pourquoi un point tournant comme l'indique le titre ? D'une part, parce qu'un incident impliquant une équipe de télévision gravement touchée à la suite de l'explosion d'un *IED* va avoir des effets néfastes et profonds sur le programme d'intégration. Premièrement, la gestion de l'incident et les ratés communicationnels occasionneront une sérieuse crise d'affaires publiques avec des ramifications sur la communication de la mission. Deuxièmement, pour les journalistes, la question des risques va certainement se poser avec plus d'acuité à la suite de l'incident. La crainte des bombes artisanales plantées par l'ennemi sur les routes afghanes va avoir un effet dissuasif sur les sorties journalistiques.

D'autre part, un tournant parce que la décision des réseaux de télévision de mettre en place un *pool* médiatique à Kandahar aura aussi des ramifications profondes sur la couverture journalistique de la mission. Cette stratégie de mise en commun des ressources est un indice du fardeau économique qu'a représenté une couverture régulière pour chaque média. Par ailleurs, après plusieurs années de guerre, une certaine fatigue commence à s'installer dans les rédactions avec des implications sur les décisions éditoriales. La roto 4 commencera sur les chapeaux de roue avec une presse québécoise en renfort, mais elle révélera par la suite les premiers signes d'une décroissance de la couverture journalistique sur le terrain.

6.1 Familiarisation et visibilité médiatiques

Entre la fin janvier et la fin février 2007, plusieurs journalistes québécois ont suivi le premier entraînement pré-déploiement des soldats de la base de Valcartier à Fort Bliss au Texas. Il s'agit de l'exercice REFLEXE RAPIDE dans un camp situé à la frontière mexicaine où les conditions climatiques sont similaires à celles de Kandahar. C'est la première étape du battage médiatique que l'armée canadienne prépare en vue du déploiement du *Royal 22e Régiment*. « C'est le Québec qui part en guerre cet été. C'est le petit gars de Chicoutimi et le petit gars de Trois-Rivières qui s'en vont. […] C'est pour ça qu'on a une approche plus ouverte qu'avant avec les médias, parce qu'on veut que les gens prennent conscience que c'est leurs voisins, leurs proches, qui y vont », déclare l'un des officiers du service des affaires publiques de Valcartier, service qui vient de passer de deux à six personnes pour mener la bataille de la communication (cité par Porter, 2007). En mars, les médias seront conviés cette fois-ci à Valcartier pour un exercice de commandement et pour se familiariser avec l'équipement militaire. Le communiqué officiel indique :

> Les médias pourront observer le véhicule RG-31 pour la première fois à Valcartier et en faire l'essai comme passager. Un spécialiste sera sur place pour répondre aux questions et aborder les aspects techniques du véhicule. Le RG-31 est un véhicule blindé conçu afin d'assurer un niveau élevé de protection aux troupes qui effectuent des missions de patrouille, de commandement et de liaison. Il constitue une acquisition récente des Forces canadiennes qui est présentement utilisée en théâtre opérationnel en Afghanistan (Le 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada, 2007).

Le 22 avril, le brigadier-général Guy Laroche participe à l'émission *Tout le monde en parle*, grand-messe dominicale sur les ondes de Radio-Canada. « J'ai eu l'opportunité d'aller à Guy A. Lepage, d'aller à *Tout le monde en parle* et ça évidemment, ça nous prépare à échanger davantage avec le public parce qu'on reconnaît le besoin d'informer le public de ce que l'on fait[1] », confie Laroche. En 1982, à Chypre, et en 1999-2000, en Bosnie, Laroche avait déjà été déployé avec l'armée canadienne et avait certainement fait affaire avec les médias canadiens, mais, avec l'Afghanistan, l'environnement communicationnel au sein de l'institution a changé.

Trois mois avant le départ des soldats québécois pour l'Afghanistan, les journalistes vont suivre la dernière étape pré-déploiement, l'exercice MAPLE GUARDIAN, au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres de la base militaire de Wainwright en Alberta. Durant plusieurs mois, le service des affaires publiques de Valcartier a battu le rappel des journalistes au Québec, à coup d'invitations, en vue d'une « montée en puissance médiatique ». Cette campagne a sensiblement augmenté la visibilité du *Royal 22e Régiment* dans les médias. À Fort Bliss et à

Wainwright, l'armée canadienne a familiarisé les journalistes avec l'environnement opérationnel et a également fourni un cours 101 sur les risques, entre autres certaines techniques de survie en cas de blessures. Alain Gauthier, le commandant du *Royal 22e Régiment*, se souvient notamment du journaliste Patrice Roy : « Il est venu à certains des exercices d'entraînement qu'on a faits, des exercices de validation, donc il a appris à connaître un peu l'environnement militaire[2] ». Guy Laroche revient sur l'évolution des pratiques en entraînement :

> Ce qui a changé beaucoup pour nous au fil des années, c'est la période d'entraînement pour ces missions, donc évidemment dans un premier temps, lorsqu'on allait à Chypre, l'entraînement était minime et par la suite, la Bosnie c'était un cran plus haut, point de vue danger, etc. Donc la période d'entraînement était plus longue et à ce moment-là, on se familiarisait rapidement avec les médias parce que même dans l'entraînement, les médias nous visitaient de façon régulière. Et en Afghanistan, un entraînement en vue d'une mission d'une durée de près d'un an, l'entraînement est aussi lent. On voit les médias, on échange avec les médias, de façon régulière même durant la période d'entraînement. Donc évidemment, il y a une progression là-dedans et je pense qu'y'a une acclimatation qui se fait graduelle entre les médias et les forces armées malgré que les rôles évidemment sont très différents et on sait que, de part et d'autre, on se doit de travailler ensemble jusqu'à un certain point[3].

Le battage médiatique pré-déploiement vise un double objectif. Comme dans d'autres rotations auparavant, l'armée cherche à préparer les médias à travailler avec les militaires sur le terrain. Mais surtout, dans le contexte du Québec qui est particulier, l'armée canadienne cherche également à préparer l'opinion publique québécoise, historiquement sensible aux questions de participation et d'intervention militaires. Cette préparation vise à rehausser l'acceptabilité sociale de la mission au moment où les sondages ne sont pas très favorables, mais également à paver la voie à l'éventualité des pertes, car cela allait être inévitable au vu de la conjoncture sur le terrain. « Avec l'espoir de faire tourner l'opinion en leur faveur, un premier contingent de quelques dizaines de soldats du *Royal 22e Régiment* ont posé le pied sur le sol afghan », écrit Martin Ouellet (2007a) de La Presse canadienne à la mi-juillet. Au même moment, le quotidien *Le Soleil* rappelle que c'est au Québec où l'opposition à la mission canadienne en Afghanistan est la plus vive, avec un sondage Décima précisant que « 76 % des Québécois estiment que le nombre de soldats morts en Afghanistan est inacceptable. Au Canada, cette proportion est plutôt de 67 %, soit une avance de cinq points comparé à un sondage similaire réalisé à la fin juin » (Dion-Viens, 2007). Martin Ouellet indiquera que cette opposition du public irrite tout de même les soldats québécois qui viennent de débarquer à Kandahar (Ouellet, 2007c).

C'est donc un déploiement particulier dans un contexte particulier. Patrice Roy de Radio-Canada revient sur les reproches des militaires québécois envers les médias :

> Les soldats en général reprochent aux journalistes de ne pas vraiment rendre compte de ce qu'ils font là-bas. Ça je me suis fait dire ça beaucoup, beaucoup, spécialement chez les francophones. Parce que la couverture francophone n'est pas du tout comme la couverture anglophone dans un conflit comme ça. Les anglophones sont beaucoup plus, par culture, proches des Forces canadiennes, je veux dire, nous, il y a une réticence vis-à-vis le militaire au Québec. Les gens se disent pacifistes sans savoir ce que ça veut dire le mot, mais beaucoup de gens le disent des fois et confondent des fois pacifisme et absence d'armée[4].

Le battage médiatique au Québec cherche à rehausser le soutien populaire, et plusieurs manifestations d'appui sont organisées à cet effet. Cependant, la couverture médiatique doit être canalisée pour éviter les questions délicates. « À Valcartier, des militaires répondent avec diligence aux requêtes des journalistes mais les instructions sont claires : pas de commentaires sur les motifs de l'intervention en territoire afghan. L'attention médiatique tourne dès lors autour des familles des militaires, des départs et des retrouvailles », note Isabelle Porter dans *Le Devoir* (Porter, 2007b).

Quand le brigadier-général Guy Laroche descend de l'avion Hercule qui l'amène en Afghanistan, il fait savoir, au cours de son tout premier point de presse improvisé sur le tarmac de l'aérodrome de Kandahar, qu'il sera difficile d'améliorer le bilan des victimes en raison de la menace des *IED* (Ouellet, 2007b). Le 1er août 2007, Laroche prend officiellement le commandement de la Force opérationnelle interarmées de l'Afghanistan (*Task Force 3-07*). À la suite d'une déclaration du ministre de la Défense nationale Gordon O'Connor indiquant que les nouvelles troupes seraient prochainement en réserve pour laisser les Afghans livrer le combat, les critiques ont fusé du Canada anglais, et le brigadier-général Laroche a dû démentir tout traitement de faveur envers les francophones, rapporte Ouellet (2007d).

Sous les ordres du lieutenant-colonel Alain Gauthier, le 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* (3 R22eR) est le fer de lance de la force opérationnelle au sein de la roto 4. Le *3 R22eR* est composé de plusieurs bataillons avec des unités de la Force régulière et des unités de réservistes. Les commandants québécois se préparent à mener le combat contre les talibans sans oublier la bataille de l'information. Comme durant la Deuxième Guerre mondiale, « Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre[5] » et l'armée doit communiquer l'effort de guerre des « petits gars du Québec ».

Pour le général Laroche, commandant des troupes canadiennes en Afghanistan, le programme d'intégration a un objectif simple : « Transmettre de l'information aux médias pour leur expliquer la façon dont nous opérons et la façon que les choses sont faites sur le terrain[6] ». Le commandant du groupement tactique, Alain Gauthier, explique la gestion médiatique à son niveau :

> On gardait le quartier général de la force opérationnelle informé de tout ce qui bougeait sur le terrain, de ce qu'on avait. Eux voyaient les opportunités et ils nous avisaient […] l'officier des affaires publiques arrivait puis il nous disait, j'ai un ou deux journalistes qui sont intéressés à participer à telle opération ou telle base de patrouille ou telle affaire, ce que je devais synchroniser, c'est comment je les amène sur le terrain sans créer de risques inutiles[7].

La synchronisation et la coordination des sorties médiatiques entre le commandement tactique et le commandement des opérations se font par l'intermédiaire des officiers d'affaires publiques qui assistent les différents commandants : « Au niveau du groupement tactique, j'avais un conseiller d'affaires publiques qui travaillait directement pour moi, alors dans tous les groupes de planification et toutes les opérations qu'on planifiait, cette personne-là était toujours là[8] », explique Alain Gauthier. Il faut rappeler ici que la participation de la composante affaires publiques à la planification opérationnelle est l'une des manifestations de l'évolution et de l'importance de la communication de guerre. Ça n'a pas toujours été le cas dans les opérations militaires dans le passé au Canada et ailleurs.

Selon le commandant Gauthier, l'officière d'affaires publiques du *3 R22eR* avait une vision de ce qui se préparait :

> Les opérations habituellement étaient planifiées deux à trois jours à l'avance, donc il n'y avait rien qui se faisait ou très peu qui se faisait de surprise où on n'était pas capable d'aviser et de dire voici les opportunités qui se présentent. Là, elle revenait et elle disait "j'ai un ou deux journalistes. Comment on peut les intégrer ?" Pis là je disais "ok, il y a une compagnie, il y a un véhicule de telle compagnie qui revient sur le camp, s'ils sont prêts à partir demain à telle heure, on peut les ramener avec ce convoi-là, pis ils peuvent faire partie de l'opération avec telle et telle compagnie"[9].

La communication de guerre est un art de la planification. Les armées recherchent une visibilité pour leurs opérations, mais il s'agit ici d'une visibilité planifiée. Cette planification commence par les sorties médiatiques, comme en témoigne Alain Gauthier :

> S'ils nous disaient à la dernière minute, "ben je veux faire partie de l'opération, trouvez-moi un convoi qui va m'amener à telle place pour l'opération", probablement que je dirais non parce qu'on crée un convoi qui est non essentiel à l'opération, on crée… à chaque fois qu'on se déplace sur les routes, parce que les menaces principales, c'étaient les engins explosifs, fait qu'à ce moment-là, j'aurais dit non. Mais, s'il y a une opportunité où il y a un convoi qui, de toutes façons, doit aller là-bas oui on a l'opportunité, embarquez dedans et faites-le[10].

L'intérêt médiatique pour la mission du *Royal 22e Régiment* est très élevé. « Tout le monde voulait suivre les Québécois[11] », témoigne Hugo Meunier du journal *La Presse,* qui avait suivi le *22e* à l'entraînement pré-déploiement. Les médias de la ville de Québec ont particulièrement réalisé plusieurs reportages sur les activités entourant le départ des soldats de Valcartier. Il y a une convergence d'intérêts entre la valeur informationnelle du déploiement pour les médias et les objectifs de communication de l'armée, qui veut maximiser cette fenêtre d'opportunité médiatique.

Dès les premières semaines de la rotation du *Royal 22e Régiment*, les correspondants francophones arrivent en force dans le programme des médias intégrés à Kandahar. La Presse Canadienne dépêche le francophone Martin Ouellet ; Radio-Canada envoie le chef de bureau à Ottawa, Patrice Roy, et le caméraman Charles Dubois puis annonce que Jean-François Bélanger prendra le relais en septembre et que le présentateur Bernard Derome animera aussi *Le Téléjournal* de Kandahar ; Richard Latendresse et le caméraman Jean-Maurice Bousquet constituent la toute première équipe du réseau TVA en Afghanistan ; Hugo Meunier et le photojournaliste Martin Tremblay représentent *La Presse*. *Le Journal de Montréal* n'envoie pas de correspondant au début, mais conclut une entente spéciale avec Martin Forgues, soldat du *22e* qui signera des chroniques. Au moment où le *22e* arrive en théâtre, les correspondants anglophones sont : Stephanie Levitz de La Presse canadienne ; Brooks DeCillia de la CBC ; Paul Workman, Denelle Balfour et Adam Blair de CTV ; Barry Donnelly de Global ; Christie Blatchford du *Globe and Mail* ; Bruce Campion-Smith du *Toronto Star* ; ainsi qu'Andrew Mayeda de CanWest News Service (*Ottawa Citizen*).

Avec cet afflux médiatique au cours de la roto 4, les demandes d'accréditations ont rapidement dépassé la capacité d'accueil à *KAF,* comme en témoigne l'OAP Josée Bilodeau : « Le programme de médias intégrés était assez musclé puisqu'on est montés presque jusqu'à 24-25 journalistes intégrés d'un peu partout, bien sûr des Canadiens pour la plupart, mais aussi des journalistes internationaux. À un point tel qu'à un moment donné, on ne pouvait plus les accepter[12] ».

Le nombre habituel de 16 journalistes a été surpassé, et le service des affaires publiques a dû ajouter une troisième tente pour les journalistes à Kandahar. On a même fait appel aux Américains et certains journalistes ont été hébergés dans leurs quartiers, mais venaient couvrir les Canadiens pendant la journée. La gestion d'un grand nombre de journalistes a posé un défi au service des affaires publiques. Hugo Meunier de *La Presse* a vu le roulement journalistique à Kandahar et témoigne de ce défi lié à une grosse demande médiatique : « Moi je voulais des entrevues avec telle, telle personne, les autres, mes collègues la même chose, donc ils avaient de la misère à fournir. C'est sûr que ça faisait de l'insatisfaction, surtout qu'on était là très longtemps[13] ».

Le 19 août 2007, les médias intégrés rapportent le premier mort du *Royal 22e Régiment*. Il s'agit du soldat Simon Longtin, tué à la suite de l'explosion d'une bombe artisanale dans un convoi de ravitaillement entre Kandahar et la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar. Patrice Roy de Radio-Canada rapporte :

> Le constat qu'on a fait est assez simple, c'est que dès que les soldats sortent de cette grande base ici, à Kandahar, le défi sécuritaire est immense. En fait, c'est presque une équation insoluble : comment se rapprocher du peuple afghan alors que les routes qui mènent aux villages, aux villes, à Kandahar, sont piégées ? Une équation qui a été soulignée par la mort de Simon Longtin. C'est la nuit que les soldats du *22e* appréhendaient, en espérant qu'elle ne vienne jamais (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point*, 2007b).

Les journalistes rappellent la crainte des engins explosifs improvisés, un cauchemar pour les convois militaires. Il y avait déjà eu des échanges de coups de feu avec l'ennemi, mais, à ce moment-là, le *3 R22eR* prépare sa première grande sortie opérationnelle. L'équipe d'affaires publiques en place allait gérer la plus grave crise du programme des médias intégrés à Kandahar.

6.2 Incident sur la colline Ghundy Ghar

Le 21 août 2007, après avoir reçu l'aval du commandement, le service des affaires publiques à Kandahar approche l'équipe de Radio-Canada, le journaliste Patrice Roy et le caméraman Charles Dubois. « "Il y a une première opération d'importance du *22e* dans quelques heures, êtes-vous intéressés à venir ?" On a dit oui. "Voici comment ça va se passer, on va partir à minuit, soyez là avec votre sac, bon… pour trois, quatre jours, on peut pas rien vous dire de plus". Et on est partis[14] », raconte Patrice Roy. Seule l'équipe de Radio-Canada a été informée de l'opération. Le convoi est parti dans la nuit, et les journalistes du réseau public sont arrivés à la base de patrouille Wilson à l'aube. Ils sont alors repartis avec les hommes de la compagnie B du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* vers l'objectif de la mission. « C'était l'opération. Il y avait une douzaine de chars, on était dans l'avant-dernier avec le médecin, avec le traducteur, il y avait nous, les deux seuls journalistes, Charles et moi[15] », relate Roy.

Ce premier mouvement tactique d'envergure du *3 R22eR* est l'opération *Eagle Eye,* qui converge vers le district de Zhari. Cette opération, aussi connue sous le nom *Barkheh Sterbeh,* est menée conjointement avec les forces afghanes. Le *3 R22eR* doit s'assurer de la maîtrise du secteur ouest de Zhari et avance vers l'objectif : la montagne Ghundy Ghar. Le commandant du groupement tactique, Alain Gauthier, explique :

> Cette montagne se trouvait très près d'un secteur qui s'appelait Sangisar, puis on savait que c'était un des points chauds pour les belligérants où il y avait énormément de gens qui se cachaient à partir de ce point-là et ils lançaient des opérations contre les civils et les militaires à partir de ce secteur-là. Alors c'est un point où on allait sécuriser l'endroit et prendre le contrôle de la place[16].

Le *Royal 22e Régiment* doit donc chasser l'ennemi du secteur et neutraliser ses points d'observation et de communication. Le commandant Gauthier dispose de renseignements et sait que les combattants ennemis sont là :

> Cette montagne-là, dit-il, c'était un point critique parce qu'il était sur un point très élevé et il y avait une visibilité sur l'autoroute 1, qui était l'autoroute principale qui entrait à Kandahar. On savait qu'il y avait des opérations des belligérants qui étaient situées dans ce secteur-là, puis qui attaquaient régulièrement les civils qu'ils voyaient sur l'autoroute 1[17].

Le commandant de la force opérationnelle 3-07, le général Guy Laroche, ajoute : « C'était une opération qui avait pour but de contrôler une certaine zone qui était hors d'atteinte pour nous initialement. Et c'était d'avoir accès aux terres dans la région parce qu'évidemment, à partir des hauteurs, vous êtes en mesure de déterminer les déplacements des troupes, etc.[18] ». Laroche note : « Un journaliste comme Patrice Roy qui a l'opportunité d'être avec le soldat dans le cadre d'une opération réelle, je pense que c'est une expérience incroyable[19] ».

Le sommet de Ghundy Ghar est le premier secteur à tenir. Le commandant Gauthier se rappelle :

> Il y avait certainement des positions d'observation. Tu vois une grosse partie de la région une fois que tu es sur la montagne et tu as une visibilité 360, c'est un site de communication important parce que même avec des radios portatives, du fait que c'est élevé, ils étaient capables de communiquer d'un peu partout donc, c'était d'enlever ce point stratégique là aux belligérants puis nous, l'occuper parce qu'on avait besoin d'une visibilité sur la plaine qui se trouvait là. Ça a servi de base pour d'autres opérations qui ont suivi après[20].

Pour Gauthier, qui a autorisé l'intégration des médias dans son opération, la présence d'un journaliste est très utile : « Plus qu'il est intégré, mieux il va comprendre la réalité et la difficulté qui existe sur le terrain, mais je pense qu'il est encore capable avec son professionnalisme d'expliquer avec ses termes à lui, ce qu'il voit, comment il le voit et ce que ça représente comme difficulté comme défi sur le terrain[21] ». Parlant du journaliste de Radio-Canada qu'il avait vu dès l'entraînement du groupement tactique au Canada, Gauthier fait savoir : « C'était très ouvert, il faisait partie de l'équipe comme de façon intégrale[22] ». Après la phase planification, c'est l'exécution opérationnelle de l'intégration.

À 6 h du matin le 22 août, l'équipe de Radio-Canada quitte la base avancée de Wilson et se dirige vers Ghundy Ghar avec la force du 22e. L'avancée sera longue, 13 heures. Patrice Roy raconte : « Il y a eu des attaques, on s'est fait attaquer, ça a été compliqué[23] ». Dans le blindé, le caméraman Charles Dubois tourne des images de la progression. Au cours de la journée, les talibans tentent d'opposer une résistance à l'arme légère et au mortier, mais les hommes d'Alain Gauthier parviennent à l'objectif principal, la colline Ghundy Ghar qui porte le nom de code *Mont Castor*. L'équipe de Radio-Canada se trouve dans le véhicule de queue avec l'adjudant-maître qui est le guide attitré des journalistes. « On est montés sur la colline qu'ils visaient à sécuriser. Donc, clairement enlever les talibans qui avaient repris le contrôle de cette région-là[24] », relate Patrice

Roy. Le blindé n'est monté seulement qu'une fois la zone sécurisée par un véhicule détecteur de mines, enfin presque.

Vers 18 h 15, le blindé qui transporte l'équipe de Radio-Canada recule pour se stationner et soudain, une explosion ! Une mine vient de sauter. Selon le rapport d'incident, le blindé est sorti du sentier sécurisé de seulement quatre pouces et la roue arrière côté droit a roulé sur une plaque de pression, actionnant ainsi l'engin explosif improvisé dissimulé sous le sable (Groupement tactique *3 R22eR*, 2007). « L'explosion s'est produite sous le véhicule, en son centre près de la rampe arrière. L'explosion a éventré le VBL et la rampe a été arrachée » (Groupement tactique *3 R22eR*, 2007). Le commandant Gauthier révèle :

> Le véhicule était monté sur la colline pour avoir de meilleures communications parce qu'ils étaient dans un terrain mort, la communication n'était pas bonne. Alors, avec les antennes sur les véhicules quand t'es plus haut placé, t'as des meilleures communications, les véhicules sont en train de monter et c'est là qu'il est monté sur des engins explosifs[25].

Un *9 liner*, code d'appel radio pour l'évacuation médicale aéroportée, est transmis à Kandahar. Deux hélicoptères sont dépêchés sur les lieux de l'incident. Le caméraman Charles Dubois (priorité A) et Patrice Roy (priorité C) sont évacués dans le premier hélicoptère avec le caporal Magnan et l'interprète afghan. Dubois est grièvement blessé à la jambe droite; Roy n'est que légèrement blessé, mais secoué. Le caporal Christian Duchesne et l'adjudant-maître Mercier, sans signes vitaux, sont évacués dans le deuxième hélicoptère. Duchesne, Mercier et l'interprète afghan sont déclarés décédés à leur arrivée à l'hôpital de Kandahar. Charles Dubois doit subir une intervention chirurgicale d'urgence. Il sera opéré la nuit même et sa jambe sera amputée.

6.3 Le choc à Kandahar

À Kandahar, l'incident est un choc terrible pour l'armée canadienne et pour les journalistes intégrés à la base militaire. C'est la première fois que les journalistes intégrés canadiens sont directement et gravement touchés depuis la mise en place du programme. Alors, évidemment, panique à l'autre bout, à Kandahar, où on suit les opérations par radio. Un premier message secret envoyé par la force opérationnelle au commandement CEFCOM à Ottawa indique simplement que l'intérêt médiatique pour l'incident sera élevé, car des soldats et des civils sont blessés. Un deuxième message clarifie : « Des soldats canadiens et des journalistes canadiens sont victimes. Ceci va refléter l'intensité et la menace dans ce théâtre » (Joint Task Force, 2007).

Avec la panique de tout le monde sur plusieurs sites, la gestion de la crise sera difficile pour le service des affaires publiques à *KAF*. Josée Bilodeau, l'OAP du *3 R22eR*, témoigne :

> On se dit, il est possible qu'un jour on perde un journaliste. Mais de le vivre, d'être là et de le vivre […] [c'est] un choc, un choc, ouais, ouais. Très très très difficile aussi, avec les autres collègues qui sont là, on avait peut-être une quinzaine de journalistes sûrement qui étaient présents à ce moment[26].

Lors de l'incident, Bilodeau se trouve au quartier général et suit avec l'équipe d'affaires publiques le déplacement de l'équipe de Radio-Canada, d'heure en heure, via le centre des opérations. « On sait où ils sont, avec qui ils sont et qu'est-ce qu'ils font, on a des rapports qui nous sont envoyés parce qu'on est quand même responsables d'eux, on veut savoir quand est-ce qu'ils vont revenir, si tout se passe bien, etc. », décrit-elle. L'intégration est un dispositif de visibilité où les journalistes sont localisables en tout temps.

Quand l'appel radio annonçant l'incident est arrivé au QG, le service des affaires publiques s'est mis en mode urgence, mais l'information est arrivée par couches successives. L'OAP Bilodeau relate :

> On sait qu'il y a des morts alors avant que l'information s'organise et soit claire, ça se fait rapidement, mais là on sait au quartier général, on est tous là peut-être 25, 30, 40 dans nos différents postes et là on sait qu'on a deux militaires, qu'on a un interprète afghan et qu'on a un journaliste gravement blessé et même deux, avant qu'on sache s'ils sont blessés. Au départ, on pense qu'on les a perdus quoi. À un moment donné, on a l'information, l'information est claire et là, on les attend, on sait qu'ils vont être évacués, qu'ils vont s'en venir. Alors, je suis allée les accueillir à l'hôpital. Charles est rentré au bloc opératoire[27].

L'urgence à ce moment-là est de « prendre toute l'information et de la valider, valider, valider et revalider jusqu'à ce qu'on ait l'information vraiment complète[28] », précise Bilodeau. Cette information doit être rapidement partagée avec les officiers d'affaires publiques au *desk* à Ottawa et par les Commandements des Forces expéditionnaires desquels relève le QG canadien.

Comme d'habitude, la première chose a été l'instauration d'un *lockdown* pour les médias avant le processus de notification des familles. Cependant, le brouillard des premiers moments a créé la confusion dans les premières nouvelles reçues à la tente des médias. Le journaliste Hugo Meunier de *La Presse*, qui venait tout juste de débarquer à Kandahar, se souvient du *lockdown* :

> Le responsable des médias qui est venu nous annoncer qu'il y avait eu des pertes parmi les journalistes, puis qu'ils savaient pas encore la gravité de la situation. Nous, on n'a aucune idée de ce qui se passe. Là, on essaie d'avoir des communications, ils ont réouvert les communications, là c'est la panique un peu à Montréal, ils savent pas c'est qui. Ici à la radio ce qu'ils entendaient, c'est qu'il y avait des journalistes qui avaient été tués, Québécois, ça reste assez vague. La table était mise pour la panique dans les familles de tout le monde[29].

Le caméraman de TVA Jean Maurice Bousquet revient sur la longue attente de l'information :

> Ç'a été long avant qu'on puisse avoir des informations, on a essayé, on s'est rendus à l'hôpital qui était à côté de notre tente médias, pas tellement loin, on a essayé d'avoir de l'info de son état de santé puis tout, parce qu'au départ, on nous a annoncé que tout le monde était décédé incluant nos confrères. Ça, ça nous a beaucoup choqués dans le sens qu'on était tous anéantis, puis on a vu l'hélicoptère-ambulance arriver à la base […]. C'est par nous-mêmes qu'on a réalisé que nos chums étaient encore en vie. Mais ça, on n'a pas pu l'avoir cette info-là, ils voulaient pas nous la donner, pourquoi ?

Il faut rappeler ici que la procédure du *lockdown,* ou « verrouillage des communications », concerne les incidents impliquant les morts et signifie qu'il est interdit aux journalistes intégrés de communiquer avec l'extérieur avant sa levée officielle. Ce protocole est jusque-là rodé dans le programme d'intégration, et les journalistes connaissaient bien la routine de confirmation officielle des noms. Dans sa première conférence de presse, le brigadier-général Guy Laroche n'avait pas communiqué les noms des victimes. La famille de l'un des soldats tués a également demandé au début de ne pas révéler le nom de la victime.

Qu'en est-il pour les journalistes blessés ? Le contrat d'intégration que doit signer chaque journaliste stipule, en principe :

> Si un journaliste intégré est blessé ou tué au cours d'opérations militaires, il faut suivre les procédures suivantes :
>
> **a)** L'unité à laquelle le journaliste intégré est affecté doit immédiatement aviser la chaîne de commandement qui se chargera ensuite d'informer les AP COMFEC ;
>
> **b)** Les AP COMFEC doivent communiquer avec l'agence d'appartenance du journaliste, à qui il incombera d'aviser le plus proche parent (PPP). Les agences médiatiques devraient se préparer à s'acquitter de cette responsabilité importante ;
>
> **c)** Après avoir avisé le PPP du journaliste, l'agence médiatique devra informer sans délai les AP COMFEC, qui coordonneront ensuite la divulgation de l'information avec la chaîne de commandement, le personnel des AP dans le théâtre et les autres journalistes intégrés ;
>
> **d)** Le QG COMFEC et l'agence médiatique s'occuperont par la suite de coordonner le retour du journaliste au Canada, tâche qui incombera principalement à l'agence médiatique. Dans certains cas, il peut être possible que des ressources aériennes de la FIAS ou des FC évacuent ou rapatrient les représentants des médias blessés ou tués pendant leur intégration avec les troupes des FC (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2007, p. 5).

Cette disposition a été visiblement pensée pour les journalistes tués. Avec les deux journalistes blessés lors de l'incident, les choses ne se sont pas déroulées comme sur papier. Les journalistes intégrés ont contourné la procédure officielle pour avertir leurs familles. Patrice Roy de Radio-Canada, qui était au cœur de l'incident, raconte :

> Moi j'étais dans l'hôpital parce qu'ils m'ont comme mis dans une pièce parce que j'ai plein de sang, ils voulaient me monitorer, ma pression était au plafond. Mais je tenais à appeler, je voulais appeler Montréal, je voulais appeler Gatineau, ma femme qui était là, je voulais appeler parce que déjà il y avait eu des messages envoyés. Global à Montréal avait reçu un message, parce que même s'il y a un *lockdown,* il y en a qui réussissent et la rumeur était qu'on était tous morts et je voulais pas que cette rumeur-là se rende à ma femme avant, et je ne pouvais pas appeler. Là j'ai dit à l'officier de

> communications qui était avec moi : "Regarde si tu me laisses pas appeler, moi je sors d'ici en sang, je vais à la tente des médias et j'ai mon téléphone satellite, ils peuvent pas le bloquer et je le fais, tu choisis. Soit, je fais une scène ou…" Il a dit : "Ok, viens t'en". Il a pris la décision qui était la bonne selon moi, il m'a fait venir dans le bureau en haut des officiers, le général Laroche m'a vu : "On est désolés". […] Moi j'étais un peu en état de choc évidemment, c'était pas le *small talk*. J'ai rejoint ici un *boss* [à Radio-Canada], j'ai laissé un message à ma femme, que j'ai pas pu rejoindre, en disant : "Regarde Charles est très gravement blessé, je sais pas ce qu'ils vont lui faire". Moi je savais pas qu'ils l'amputaient à ce moment-là. Je suis redescendu à l'hôpital, puis là, ils m'ont mis un officier avec moi pour que je fasse pas de folies j'imagine[30].

Les autres journalistes n'ont pas non plus respecté le *lockdown*. Hugo Meunier de *La Presse* avoue :

> Je le savais que c'était la une du lendemain […], il était pas question que j'appelle pas au bureau durant ce temps-là, j'ai appelé, je leur ai dit ce qui se passait. Je me souviens plus si je m'étais fait chicaner pour ça […]. Mais on n'était pas supposés de le faire, mais je pense qu'il y en avait qui contournaient un peu le règlement[31].

Même chose pour le caméraman de TVA, Jean-Maurice Bousquet, qui a tenu à joindre sa femme pendant le *lockdown* : « J'étais encore en vie parce que je m'imaginais, et avec raison, qu'elle devait être dans tous ses états […] c'est la seule fois que j'ai vraiment triché à mes règles d'engagement, parce que j'ai pensé à ma famille en premier[32] », confie-t-il.

Pour les commandants, il y a aussi une procédure technique d'information, mais elle est quelque peu différente. À chaque incident critique où des soldats sont tués, il y a une enquête qui est immédiatement menée pour déterminer ce qui s'est passé et, armée oblige, voir s'il y a des leçons à retenir. « Les policiers militaires viennent de façon indépendante, ils font l'analyse, ils regardent tout ça et c'est remis au commandant supérieur pour dire ok, tout a été fait en conformité. Voici les choses qui auraient dû être améliorées[33] », décrit Alain Gauthier. Les rapports sont acheminés au commandement à Ottawa.

> Ils doivent comprendre pourquoi c'est arrivé, précise Gauthier, qu'est-ce qui est arrivé pour pouvoir discuter au niveau politique, plus l'aspect médiatique au Canada, comment on informe la population exactement de ce qui est arrivé au lieu d'écouter les histoires qui sortent, parce que dans un monde où tout est numérisation, tu peux avoir des gens qui commencent à envoyer des courriels à gauche et à droite et tu as toutes sortes d'histoires qui ne sont pas nécessairement la réalité. Alors, le rôle du commandant de la force est d'envoyer exactement ce qui s'est passé dans les plus brefs délais[34].

À Kandahar, le choc est immense pour les confrères intégrés. Une fois les fausses nouvelles sur la mort des journalistes passées, l'heure est grave dans la tente des médias avec l'état des survivants. Au lendemain de l'incident, Patrice Roy a pu voir ses collègues. Hugo Meunier de *La Presse* se rappelle : « Je l'ai vu le lendemain puis il était complètement ébranlé. J'ai fait une entrevue avec lui à chaud un peu, il fumait à la chaîne, il était stressé encore, puis c'était très tôt. Je pense qu'il a vécu quelque chose de traumatisant puis ça a cassé l'ambiance pour tout le

monde[35] ». CBC a également diffusé une entrevue avec le journaliste de Radio-Canada en évoquant les « horreurs de la guerre » (CBC Television – *The National,* 2007f).

Ce premier grave accident d'un journaliste canadien avec l'armée canadienne durant la mission a suscité une grande conversation dans les médias sur les risques du métier. « À partir de cet incident-là, c'est devenu le sujet de l'été[36] », se rappelle Hugo Meunier de *La Presse*. L'armée a fait savoir à ce moment-là que le programme d'intégration avait accueilli jusque-là 250 journalistes provenant de 50 différents médias depuis janvier 2006.

Cet incident tragique a certainement eu des suites par rapport au fonctionnement du programme d'intégration et à la pratique du journalisme de guerre. On peut observer trois types de conséquences. Le premier concerne la procédure d'évacuation des journalistes blessés ou tués. Le rapatriement des journalistes blessés n'a pas été une mince affaire. En principe, les blessés militaires sont traités à l'hôpital de Kandahar. Dans le jargon militaire, l'installation médicale du camp de Kandahar est un hôpital de rôle 3, car il peut offrir des soins avancés incluant des chirurgies. Ce type diffère des installations de rôle 2 et rôle 1, plus petites, qui offrent des soins moins élaborés. En général, les soldats canadiens blessés sont ensuite évacués par des avions militaires vers l'hôpital militaire américain de Landstuhl, en Allemagne, qui est de rôle 4, pour des soins élaborés et complets ou de réhabilitation. Mais voilà, les journalistes de Radio-Canada ne sont pas des soldats.

> Mais eux [les Américains] n'autorisent pas des civils, fait savoir Patrice Roy, il y a pas de civils qui voyagent là-dedans, ils ont dit non. Charles, sa jambe, oui ils l'avaient amputée à Kandahar mais il fallait des soins plus avancés. Donc ça a été, il y a eu un deux jours où Charles est à l'hôpital de Kandahar, où je comprenais pas. "Vous partez pas, vous partez pas. Qu'est-ce qu'on fait ?" Finalement après deux jours, moi j'ai su après par des canaux diplomatiques, écoute, le ministre a même appelé la secrétaire d'État à l'époque, américaine, on veut les rapatrier ce monde-là[37].

Après ces tractations, Charles Dubois et Patrice Roy ont d'abord été transférés à la base américaine de Bagram en Afghanistan et ont finalement été évacués à Landstuhl. Le rapport d'incident note : Charles Dubois (journaliste) – jambe droite inférieure amputée ; Patrice Roy (journaliste) – stress au combat (Groupement tactique *3 R22eR*, 2007). Le projet d'intégration de l'équipe de Radio-Canada prend donc fin abruptement. Pour leur séjour, les journalistes avaient prévu au départ de couvrir l'armée à Kandahar, mais aussi de couvrir les civils, entre autres, à Kaboul.

Le reportage sur l'incident avec les images tournées par Charles Dubois sera diffusé pour la première fois dans l'émission *Une heure sur terre,* en format long. À partir du départ des soldats

de la base de Wilson, c'est un condensé de l'opération du point de vue de l'équipe, agrémenté d'entrevues à chaud des soldats. On voit des images à l'intérieur du VBL III, mais aussi à l'extérieur, entre autres, l'explosion d'obus sur les positions de l'ennemi lors d'un tir d'artillerie de riposte. Les images à l'intérieur du blindé sont tournées en plan rapproché, certainement pour se conformer au contrat d'intégration, qui interdit aux médias de montrer certains équipements dans les véhicules. Selon Patrice Roy, les soldats leur avaient aussi montré des choses à filmer et des choses à ne pas filmer[38].

Cependant, dans le reportage, on entend clairement les conversations radio entre le commandant et ses hommes, à qui il donne des ordres sur la colline Ghundy Ghar. La tension est palpable :

> Rassure-moi que t'es en train de *clearer* le niveau1 ? [Inaudible] À vous. Que le niveau 1 était dégagé de tout *IED* ? À vous.
> [Inaudible] Négatif. Le niveau 1 est encore à dégager.
> Vous allez dégager maintenant le niveau 1, après ça vous allez bouger au niveau 2, 3 puis finalement 4. Il faut que ça bouge cette affaire-là (SRC Télévision – *Une heure sur terre,* 2007).

La question des communications radio a posé un problème, car l'armée canadienne ne voulait pas que Radio-Canada les utilise. Avec l'inquiétude qu'il y ait des images sensibles, l'armée canadienne a tout fait pour récupérer les cassettes du caméraman blessé. « Moi j'ai dit : "On diffuse les communications quand même, tant pis"[39] », confie Roy. L'équipe de Radio-Canada a utilisé les images à sa guise.

> Alors bien que l'organisation veut contrôler ce qui sort, expose Roy, là, il y avait une perte de contrôle totale au niveau du message. C'était voici, puis sais-tu quoi, raconte ce que t'as vu. Ben c'est ça, c'est ça la mission. Puis un moment donné, tu peux pas chanter une pomme, une pomme c'est une pomme, tu peux pas transformer ça en d'autres choses[40].

C'est un cas exceptionnel de négociation de l'information où les affaires publiques n'ont pas apprécié l'attitude d'un journaliste intégré. Une conduite journalistique a provoqué un rapport conflictuel avec l'armée. L'incident du 22 août 2007 a tout changé pour Charles Dubois et Patrice Roy. Au retour des deux journalistes, la petite caméra qu'avait Charles Dubois au moment de l'incident a été exposée dans un corridor par Radio-Canada.

6.4 La visite de Bernard Derome et la couverture de Radio-Canada

Le lendemain de l'incident impliquant ses collègues de Radio-Canada, le présentateur-vedette Bernard Derome prend l'avion en direction de Kandahar. Le voyage était prévu depuis longtemps, et Derome devait au départ se rendre en Afghanistan pour livrer *Le Téléjournal* à partir

de Kandahar pour le début de septembre. Avec l'accident de Charles Dubois et de Patrice Roy ainsi que les nombreuses questions suscitées en rapport avec la sécurité des journalistes, la direction de Radio-Canada a réévalué ce voyage pour finalement le maintenir. « Les médias continuent la couverture », titre le quotidien *La Presse,* dans un article où les responsables des médias dans différentes rédactions font savoir que rien ne change dans leurs plans au lendemain de l'incident impliquant l'équipe de Radio-Canada (Fontaine, 2007).

Seulement, Derome y va en simple reporter et ne présentera pas l'émission phare du réseau public de Kandahar. Il est accompagné du caméraman Gilbert Drouin et du réalisateur Bruno Bonamigo pour une dizaine de jours. « On continue notre travail, on a un mandat de service public. Ce débat-là sur l'Afghanistan est un des débats les plus importants de l'heure au pays et il est important que comme service public, comme journalistes, on soit présents sur le terrain », précise Alain Saulnier, directeur de l'information des services français de Radio-Canada (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007b).

Il est arrivé dans le passé que des médias se retirent de certaines zones jugées extrêmement dangereuses. Vu le niveau de risques connu jusque-là dans le programme d'intégration en dépit de l'incident, la décision de ne plus envoyer les reporters aurait été certainement trop prématurée. « On a demandé à nos équipes d'y aller avec un risque calculé. Avant que nos journalistes partent en reportage, on veut toujours participer à leur décision », ajoute Alain Saulnier (cité par Lacoursière, 2007). Radio-Canada ne peut cependant pas forcer ses journalistes à partir en zone de guerre. En fin de compte, la décision a été prise par Bernard Derome.

Peu après son arrivée, le présentateur visite la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar. L'armée canadienne a mis à disposition de Derome et de son équipe un hélicoptère et a survolé la région en compagnie du brigadier-général Guy Laroche, commandant du contingent canadien. C'était une grosse affaire et Derome a bénéficié d'un accès spécial, se rappelle un journaliste qui a requis l'anonymat[41]. Un article de Christie Blatchford dans le *Globe and Mail* dénonce le traitement de faveur accordé par l'armée canadienne à l'équipe de Radio-Canada et sa « vedette intégrée » (Blatchford, 2007). Nul besoin de savoir qui est Derome, décrit l'article, sur un ton sarcastique, « il est reconnaissable par la foule – un général ou deux habituellement autour et au moins un et parfois un groupe d'officiers d'affaires publiques de l'armée ou des PAFFO – qui le suivent et la poussière céleste d'excitation soulevée sur leur passage » (Blatchford, 2007). Andrew Mayeda et Blatchford révèlent les faveurs des « gros canons de Radio-Canada » : une officière

d'affaires publiques spécialement attitrée à Derome et à son équipe, un barbecue en compagnie du général Laroche et d'autres hauts-gradés et un tour dans un véhicule blindé RG-31 bien protégé avec le commandant de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (Mayeda, 2007a ; Blatchford, 2007).

Pour le survol de la zone des opérations, la journaliste du *Globe and Mail* précise que les autres journalistes ont quand même eu deux places dans un autre hélicoptère derrière celui de Derome, mais qu'ils n'avaient pas été informés de la présence du commandant Laroche. « Dans notre tente, nous avons ragé contre l'injustice » (Blatchford, 2007). L'officier d'affaires publiques Sylvain Chalifour a indiqué que Derome bénéficiait de plus grands privilèges, car il avait des besoins spéciaux différents de ceux des autres journalistes (cité par Mayeda, 2007a). Michèle Ouimet de *La Presse* a commenté l'article de Blatchford, expliquant pourquoi l'armée a « amadoué » Derome : « L'enjeu est important : obtenir une couverture positive. L'opposition à la guerre a atteint des sommets au Québec lorsque des soldats de Valcartier sont morts au combat » (Ouimet, 2007b). Plus loin, elle indique : « Quand je pense à la nourriture infecte servie à la cafétéria du camp, le barbecue devient une arme redoutable pour séduire un journaliste » (Ouimet, 2007b).

Il faut rappeler ici que, contrairement aux journalistes intégrés réguliers, les équipes des téléjournaux nationaux ont toujours été traitées différemment par le service des affaires publiques sur le terrain. En général, ce type de visites est négocié longtemps à l'avance entre les rédactions des réseaux de télévision et l'armée canadienne. Le déplacement d'une équipe de téléjournal implique de gros moyens et on cherche donc à maximiser la présence sur le terrain en rencontrant tous les acteurs clés, dont les commandants, et en visitant les sites importants pour faire le point sur la mission canadienne. Généralement, le service des affaires publiques fait tout pour satisfaire les demandes particulières pour ces déplacements considérés comme des visites de marque. Comme elles offrent une grande visibilité à la mission au pays, elles sont bien préparées, et des ressources supplémentaires de l'armée sont mobilisées, par exemple, l'affectation spéciale d'un officier d'affaires publiques. Les visites de prestige représentent un bénéfice communicationnel élevé pour la communication militaire. Dans le passé, le présentateur-vedette de la CBC, Peter Mansbridge, était venu présenter le *National* lors du déploiement du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* au camp Julien, à Kaboul, en 2004. Plus tard, Mansbridge et Céline Galipeau sont allés

à Kandahar en mars 2006 au cours de la rotation du *1 PPCLI*. À cette occasion, l'armée a dû spécialement dépêcher un avion pour aller récupérer l'équipe de la CBC à Dubaï.

En général aussi, ce traitement de faveur ostensible irrite les autres membres du programme d'intégration qui ne bénéficient pas d'un accès aussi généreux de la part du service des affaires publiques. Certains attendent des semaines pour avoir une entrevue avec les commandants et voient arriver une vedette de la télévision qui se fait offrir sur un plateau d'argent les meilleures occasions de reportage. Dans le rapport Hoffman sur les relations armée-médias aux États-Unis, des journalistes accrédités lors de l'opération *Just Cause* au Panama en 1989 ont critiqué le traitement de faveur du présentateur du réseau américain ABC : « Quand Sam Donaldson est arrivé, c'était comme si le Président s'était présenté au centre des médias » (Hoffman, 1990, p. 14). En novembre 2006, le présentateur Kevin Newman du réseau Global est allé présenter une émission spéciale pour l'Action de grâce à Kandahar. La correspondante du réseau, Christina Stevens, qui était déjà sur place et dans la dernière semaine de son séjour, indique que les choses sont devenues tout à coup plus accessibles avec les officiers d'affaires publiques à la suite de la visite du présentateur[42]. Une visite de marque bénéficie donc d'un plus grand accès et d'un rôle d'aiguillage privilégié aux sources et aux sites militaires.

Les précédentes visites de Mansbridge, Galipeau et Newman en 2004 et 2006 n'avaient pas soulevé de fortes critiques. Le cas de 2007 est particulier et il faut le mettre en perspective par rapport au déploiement du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment*. En fait, pour les journalistes anglophones à Kandahar, l'accueil attentionné de Bernard Derome s'est ajouté à une frustration déjà présente en raison du sentiment d'exclusion ressenti depuis que Radio-Canada avait eu la priorité sur la première opération du *22e* vers la colline Ghundy Ghar. Patrice Roy et Charles Dubois de Radio-Canada avaient été les seuls journalistes à accompagner le groupement tactique vers l'objectif de l'opération. Un autre journaliste avait été alerté, mais il n'avait pas suivi la force principale comme Radio-Canada. Il a accompagné une patrouille de diversion dans une direction opposée. Un journaliste qui a requis l'anonymat mentionne que l'impression des autres médias à ce moment-là était que Radio-Canada avait été choisie pour montrer le *22e* Régiment au combat dans un contexte où les critiques dénonçaient le fait qu'on cherchait à préserver les soldats francophones des zones dangereuses en vue de minimiser les pertes[43]. Dans son article, Christie Blatchford, référant à la première opération du 22e, a également indiqué que Radio-Canada était déjà favorisée avant même l'arrivée de Derome (Blatchford, 2007). Nous reviendrons plus loin là

aussi sur cette division francophone-anglophone et ses répercussions en ce qui a trait aux affaires publiques.

Dans le dispositif d'intégration, il existe des différenciations au cœur des rapports de force entre journalistes et militaires (voir Bizimana, 2007, p. 105). La différenciation journalistes vedettes/journalistes réguliers est du même ordre que d'autres différenciations (grands médias/petits médias, journalistes intégrés/journalistes non intégrés, médias amis/médias ennemis). Le traitement des journalistes au sein de ces paires de différenciations oscille entre la faveur et l'indifférence en fonction des effets producteurs de visibilité positive. Le traitement de faveur accordé aux visites de prestige est un rapport de différenciation qui répond aux bénéfices escomptés par la communication militaire.

Durant le séjour de Derome à Kandahar, la couverture de la guerre du réseau public français était critiquée au pays. Les réponses de Radio-Canada à ces critiques permettent de comprendre certains aspects des conditions d'exercice du reportage de guerre en Afghanistan. Un groupe de cinq organismes membres de coalitions pacifistes a déposé une plainte au bureau de l'ombudsman de Radio-Canada pour dénoncer les informations « non objectives, incomplètes, biaisées et profondément déséquilibrées », le fait que « seule la position gouvernementale est couverte de façon systématique », les invités qui sont d'ex-militaires ou experts en stratégie militaire, et, par le fait même, la censure des voies opposées à la mission canadienne (Shields, 2007). La plainte avance aussi :

> Les journalistes de Radio-Canada utilisent les ressources des Forces canadiennes pour effectuer une couverture terrain du conflit et côtoient des militaires envers lesquels ils se rendent dépendants pour leur sécurité, leur bien-être, leur logement et leur transport ; ceci affecte l'équilibre du traitement effectué. Leurs reportages sont donc teintés d'une profonde sympathie envers les militaires, mais hélas aussi envers leur mission controversée (citée dans Miville-Dechêne, 2007, p. 2).

Par ailleurs, on dénonce le fait que

> tous les événements relatifs au conflit : départs de soldats, arrivées de soldats en Afghanistan, offensives, morts de soldats, rapatriements de soldats, funérailles de soldats et retours des militaires deviennent autant d'occasions pour "louanger le courage des soldats qui perdent leur vie pour le bien de la population afghane" (extrait dans Miville-Dechêne, 2007, p. 2).

Dans une lettre publiée dans les journaux à Montréal, le directeur de l'information de Radio-Canada, Alain Saulnier, a répondu aux critiques en soulignant les reportages de nombreux journalistes sur plusieurs sujets dans un environnement risqué et la présentation d'une information sans complaisance :

> Nous couvrons l'armée parce qu'une information complète doit aussi s'intéresser à cet aspect de l'engagement canadien. La présence des journalistes en Afghanistan et, plus encore, dans le sud, où

> se trouvent les troupes canadiennes, est essentielle. Comment une société démocratique pourrait-elle débattre du bien-fondé de la mission, de ses succès ou de son échec, sans qu'on sache quels sont les résultats obtenus sur le terrain et quels sont les dommages physiques ou mentaux subis par les soldats, autrement dit, sans que les journalistes soient là ? (Saulnier, 2007)

Le directeur de l'information explique également que « même les reportages sur les retours des dépouilles mortelles n'ont rien de complaisant et font partie de l'information essentielle », avant de préciser que d'autres critiques reçues par Radio-Canada souhaiteraient, au contraire, qu'on cesse de couvrir les craintes des soldats ou de leurs familles pour ne parler que des aspects positifs de la mission (Saulnier, 2007).

Sur le point particulier des ressources de l'armée, le directeur de l'information et la révision de l'ombudsman ont bien précisé que le réseau public paie toujours la note pour les dépenses de ses journalistes à Kandahar. Il faut noter ici que cela est vrai pour Radio-Canada et CBC, mais pas pour la plupart des autres médias qui prennent part au programme d'intégration de l'armée. La réponse de Saulnier ajoute :

> De laisser entendre que tous les journalistes expérimentés et aguerris qui se sont rendus sur le terrain pour Radio-Canada ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité. Bien sûr, à Kandahar comme ailleurs, il faut travailler et chercher à contourner les relationnistes pour faire son travail et décrocher la vérité morceau par morceau (Saulnier, 2007).

Dans une autre réplique interne aux plaignants, Saulnier a noté : « Les journalistes qui côtoient les soldats ne risquent pas plus d'être influencés par la sympathie qu'ils pourraient éprouver envers eux, que n'importe quel journaliste qui couvre un autre secteur d'activité pendant une longue période » (cité dans Miville-Dechêne, 2007, p. 4).

Après une première réponse à la plainte initiale, les organismes pacifistes sont revenus à la charge, mais la révision de l'ombudsman de Radio-Canada a statué que la plainte n'était pas fondée bien que la couverture du réseau entre le 19 juin et le 31 août ait été imparfaite et incomplète (voir Miville-Dechêne, 2007). On peut y lire :

> […] la proximité des soldats et du danger, et le fait d'être témoin direct d'opérations risquées influencent les journalistes. Certains sont plus capables que d'autres de s'en tenir aux faits et de rester le plus neutres possible dans la description de ce qu'ils voient, qu'ils soient employés de Radio-Canada ou d'un autre média (Miville-Dechêne, 2007, p. 7).

Plus loin, le document de révision note :

> Le risque d'être « sympathique » aux soldats existe donc bel et bien pour un organe de presse, mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas aller sur place. C'est en raison de ce risque que Radio-Canada doit s'assurer d'offrir une couverture plus critique de l'engagement canadien dans d'autres reportages émanant d'ailleurs (Miville-Dechêne, 2007, p.7).

Cette plainte soulève certainement des questions légitimes et importantes sur les limites de la couverture de la guerre. Cependant, comme nous l'avons vu à travers différentes rotations, le

travail sur le terrain de Radio-Canada et de la CBC a toujours essayé de couvrir l'armée, mais également la dimension civile. Cette précaution de la rédaction visant à équilibrer les points de vue reste néanmoins imparfaite en raison notamment des risques liés à la couverture non intégrée. Cette contrainte contribue à favoriser une nette domination des reportages militaires dans la couverture médiatique, mais on ne peut parler ici de complaisance. Le réseau de télévision le plus important au Québec, et concurrent de Radio-Canada, n'a envoyé une première équipe en Afghanistan qu'au moment du déploiement du *22e* Régiment en 2007, après cinq ans de guerre. Une porte-parole de TVA a admis : « Ils sont accompagnés de l'armée canadienne en tout temps. C'est le seul moyen d'y aller. C'est clair qu'on n'a pas les deux côtés de la médaille. Mais ils n'ont pas cette prétention » (citée par Gaudet, 2007). Des facteurs internes, comme les coûts, et des facteurs externes, comme les risques, déterminent ce qui fera les nouvelles. Par ailleurs, plusieurs médias n'ont envoyé leurs correspondants que quand des troupes locales étaient déployées. C'est vrai pour les médias francophones et anglophones. Pour augmenter sa visibilité médiatique, l'armée canadienne offrait certainement un coup de pouce pour le transport et l'hébergement en théâtre à ceux qui hésitaient à dépenser ou à ceux qui n'avaient simplement pas les moyens.

6.5 Le service des affaires publiques en crise

Au cours de la roto 4, le service des affaires publiques a connu un décollage difficile et a atteint difficilement sa vitesse de croisière dans la gestion du programme d'intégration à Kandahar. Dès la première opération du *3 R22eR*, l'incident malheureux sur la colline Ghundy Ghar le 22 août a mis du sable dans l'engrenage. Cet épisode a sans doute été pénible à plusieurs égards. Nous allons aborder ici quelques éléments qui pointent vers une crise interne au sein de l'appareil d'affaires publiques.

Quand les premières nouvelles de l'incident sont arrivées par radio au QG des opérations à Kandahar, il y a eu un premier cafouillage dans la transmission des nouvelles à la tente des médias. Le caméraman de TVA Jean-Maurice Bousquet, qui était présent, affirme qu'un officier d'affaires publiques a communiqué des renseignements qui n'étaient pas vérifiés et qui laissaient croire au pire[44]. Y a-t-il eu empressement à annoncer la nouvelle avant les confirmations nécessaires ? Y a-t-il eu une pression de la part des journalistes qui aurait poussé le service des affaires publiques à dévoiler des informations incomplètes ?

Quelques jours après l'incident, Richard Latendresse de TVA a publié un texte dans *Le Journal de Québec* dans lequel il évoque l'incertitude des premières nouvelles lors de l'incident et le brouillard de la guerre de manière plus générale :

> Évoquer le fog of war (comme un officier des relations publiques l'a fait), c'était une façon de justifier les informations incomplètes, la vision partielle, l'absence de description claire d'événements dramatiques, dans ce cas-ci les combats livrés contre les talibans. Il reposait effectivement là, en pleine action, un mystère sur l'issue des affrontements qui ajoutait à la gravité du moment.
>
> Mais l'expression engendre aussi quantité de frustrations. Exaltant peutêtre [sic] que de laisser planer l'incertitude sur ce que l'on retrouvera de l'autre côté du brouillard. Mais c'était aussi, ce jourlà [sic], ouvrir la voie à toutes les spéculations, les rumeurs les plus délirantes, les racontars les plus fous.
>
> Une photo, dans un autre quotidien, nous montre d'ailleurs – nous, la poignée de journalistes à couvrir cette mission – stupéfaits, abattus par les nouvelles. On venait de nous dire que des collègues avaient été blessés dans l'attaque, un d'entre eux très grièvement. En fait, il fallait craindre le pire. Et puis, plusieurs soldats seraient aussi tombés. Mais pas un mot de plus, on n'en savait pas encore assez.
>
> On sait maintenant qu'un caméraman de Radio-Canada a été grièvement blessé à une jambe et que son journaliste a subi un choc nerveux. Deux soldats ont été tués, en effet, ainsi qu'un interprète afghan. Mais les confirmations ne sont venues que des heures et des heures plus tard.
>
> Je vous raconte tout cela pour que vous saisissiez que c'est dans ce "fog of war", ce brouillard opaque, que les journalistes doivent décrire ce que vivent les soldats canadiens. Le territoire à couvrir est immense, les communications, déficientes, et les contraintes militaires, oppressantes. Il faut protéger l'identité des soldats, respecter la douleur des familles, ne pas violer, surtout, les secrets militaires. Et apparemment, à peu près tout ce qui est intéressant à décrire ici se classe dans cette catégorie (Latendresse, 2007).

Comme nous l'avons vu plus tôt, le deuxième cafouillage a concerné le respect du *lockdown*. Certains journalistes n'ont pas attendu la levée du *lockdown* pour contacter leurs familles. Un officier d'affaires publiques a facilité l'appel de Patrice Roy de Radio-Canada, qui menaçait de faire une scène. Avec le cafouillage du *lockdown* et de l'annonce des journalistes blessés, on a vu les enseignements de l'incident apparaître dans la mise à jour du contrat d'intégration. La note suivante sera ajoutée : « Si l'agence de presse décide d'annoncer la blessure ou le décès d'un journaliste avant que le MDN [Ministère de la Défense nationale] ne publie officiellement l'information sur l'incident, le communiqué de presse ne doit pas contenir aucune information sur l'incident ou les membres des FC impliqués » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2007, p. 8). Le paragraphe suivant précise :

> Bien que l'agence de presse soit principalement responsable d'obtenir les soins médicaux et le rapatriement d'un journaliste blessé, un transport aérien militaire peut être mis à disposition pour évacuer ou rapatrier les journalistes blessés ou tués pendant leur intégration avec les FC. Les décisions sur l'usage du transport aérien militaire sont prises au cas par cas et le seul critère est la disponibilité (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2007, p. 8).

Une nouvelle section sur le reportage des blessures, des décès et des pertes militaires a fait son apparition dans le contrat d'intégration :

> A [sic] la suite d'un incident impliquant un décès et/ou des blessures sérieuses ou mortelles à un membre des FC, les organisations médiatiques représentées par les journalistes intégrés sont mises sous embargo pour protéger la sécurité opérationnelle et permettre aux FC d'aviser les proches des victimes. La décision de lever l'embargo sera prise par le commandant COMFEC, en consultation avec le commandant de la Force opérationnelle.
>
> **Note :** Le statut d'intégration sera immédiatement terminé pour tout journaliste ou réseau intégré qui publie de l'information fournie par les FC sous embargo. Le plus d'information possible sera fournie, limitée comme toujours par les pré-requis de sécurité opérationnelle et l'exigence d'aviser les proches des victimes en premier.
>
> Pendant un embargo, les organisations médiatiques sont autorisées à faire écho aux rapports se trouvant déjà dans le domaine public. Ces rapports cependant n'auront pas de confirmation des FC ou du gouvernement à propos des événements et devront être clairement identifiés à l'effet que les journalistes intégrés sous embargo ne fournissent pas le contenu de ces rapports (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2007, p. 8).

Par ailleurs, l'incident du 22 août a eu d'autres répercussions sur le service des affaires publiques à Kandahar. Les ratés dans la gestion de la crise ont-ils eu des conséquences sur certains officiers d'affaires publiques ? « Le général qui était là, je pense a mesuré qu'est-ce que ça pourrait faire en termes de relations publiques, mais là bon bref c'était comme trop tard », argue Patrice Roy. Selon le journaliste de Radio-Canada, l'officier d'affaires publiques qui lui a permis d'appeler au Canada a été renvoyé par le général Guy Laroche. « Nous, on a écrit une lettre pour le défendre, nous étant Radio-Canada. Il y avait peut-être d'autres choses[45] », ajoute-t-il. Par rapport à ces autres choses, le journaliste du réseau public croit que le général Guy Laroche a réalisé après coup que les médias ne devaient peut-être même pas être dans cette opération : « Qui leur a offert d'être là, qu'est-ce qu'ils foutaient là ?», se doute Roy. À ses dires, une discussion avait eu lieu au sein du service des affaires publiques avant l'opération pour jauger l'intégration des médias.

> Les gens disaient : "Non, c'est pas une bonne idée". Là, c'est là que c'est intéressant pour les relations publiques, les gens disaient : "C'est bon de montrer le 22e, première opération, ça va être du gâteau, puis on va monter là". D'autres disaient : "On sait jamais, on est en Afghanistan ici. Alors il y avait eu un débat à savoir est-ce que c'est une bonne idée ou pas[46].

Il faut ici préciser deux choses. La première est qu'il est parfaitement normal d'avoir une discussion entre le commandement et le service des affaires publiques lors de la planification opérationnelle sur les modalités de l'intégration médiatique. La seconde est qu'il serait anormal de blâmer à rebours le service des affaires publiques, car les commandants doivent approuver toute intégration avant le début des opérations. Le commandant du groupement tactique, Alain Gauthier, et le commandant de la mission canadienne, Guy Laroche, ont approuvé l'intégration des médias pour la première opération du *3 R22eR* sur Ghundy Ghar. Cependant, il faut aussi préciser que

l'armée a toujours la latitude d'intégrer ou d'exclure les médias d'une opération. Une chose est certaine, l'incident du 22 août avec le *3 R22eR* a suscité une crise qui a pu conforter les militaires sceptiques quant à la présence des médias sur cette opération. De manière plus générale, cette position est intenable par rapport à une politique d'affaires publiques de l'armée canadienne qui vise à informer le public canadien de « manière transparente » par l'intégration des médias.

En se basant sur les politiques officielles d'affaires publiques, on peut avancer les prémisses suivantes sur les paramètres de la couverture médiatique de la guerre : 1) en principe, toute opération peut être couverte par les médias accrédités par l'armée en fonction de prérequis physiques et logistiques (sauf, par exemple, des opérations spéciales qui sont des exclusions nommées) ; 2) les journalistes acceptent les risques liés à la couverture de la guerre et leur participation est totalement volontaire et éclairée ; 3) à chaque opération militaire, il est probable qu'un journaliste soit blessé ou tué au même titre que les soldats qu'il accompagne. L'étude des relations armée-médias prouve que ces principes sur papier sont très malléables dans la réalité. Plusieurs facteurs personnels, institutionnels et conjoncturels jouent un rôle dans les relations armée-médias qui se matérialisent sur le terrain.

Interrogé précisément sur une déception du commandement ou une déception politique, et à savoir s'il avait reçu, à cet égard, un quelconque message quant à la présence des médias, le général Guy Laroche répond partiellement :

> Non personnellement non. Encore une fois, les médias n'étaient vraiment pas forcés d'embarquer avec nous, ils n'étaient pas forcés de participer même s'ils étaient *embedded*, ça ne veut pas dire qu'ils devaient participer à chacune des opérations qu'on conduisait, mais lorsqu'ils participaient, on leur expliquait de façon très claire les risques possibles lors de ces opérations-là et on leur expliquait où est-ce qu'on s'en allait et le but, et les dangers potentiels pour eux[47].

Sur la question des sanctions, plusieurs acteurs de l'incident se sont exprimés à ce sujet, mais personne d'autre n'a corroboré le renvoi d'un officier d'affaires publiques. Sur les conjectures de rappel ou de mutation d'un officier d'affaires publiques, Laroche précise : « L'individu qui a été rappelé, il n'a pas été muté, il a été rappelé, il a été retourné au Canada et ce n'était pas à cause de cet incident-là. C'était pour d'autres choses[48] ». Nous verrons plus loin d'autres facteurs qui ont contribué au remplacement de l'OAP en question.

Des journalistes qui couvrent une opération, c'est le but même de l'intégration avec l'armée et avec les risques que ça implique. Pourquoi cet incident crée-t-il une grande commotion tant à Kandahar qu'à Ottawa ? À la question de savoir si elle a été surprise par la réaction militaire, l'officière d'affaires publiques Josée Bilodeau explique : « Tout le monde a fortement réagi, je

pense que ça a secoué tout le monde, c'est sûr. Ça ne peut pas être autrement. Le contraire aurait été anormal, on a beau être habitué, mais est-ce qu'on peut s'habituer, est-ce qu'on s'habitue ?[49] ». Le commandant Gauthier compare la réaction à l'incident avec la même commotion qu'avaient suscitée les morts du premier diplomate et de la première femme au combat. L'OAP Bilodeau pointe tout de même vers un élément qui a fait réagir à Ottawa :

> Je me souviens qu'à l'époque, Patrice Roy, dès le lendemain, avait donné une entrevue à CBC […]. Il était sous le choc. Alors on lui avait dit : "écoute on te montrera pas à faire ton métier, on ne va pas te montrer [comment te] soucier des œufs, tu le sais plus que nous. C'est peut-être pas le meilleur temps pour donner une entrevue, peut-être que tu devrais laisser un peu retomber la poussière". Ce qu'on dit à n'importe qui finalement. […] Ça a généré beaucoup de requêtes médiatiques, beaucoup de questionnements, ça a fait jaser beaucoup[50].

Dans cette entrevue avec le journaliste Brooks DeCillia de la CBC et les autres reporters à Kandahar, Patrice Roy décrit l'incident, les difficultés de l'avancée militaire et la tension du moment, ainsi que le stress intense sur la scène de l'explosion avec la crainte d'autres *IED*. « Ils nous ont dit que les talibans ne tireront pas parce que nous sommes autant de chars. C'est une démonstration de force, alors ils vont fuir. Ils n'ont pas fui. Ils étaient là. Ils ont attaqué le convoi et ils ont attaqué les premiers soldats qui étaient là » (CBC Television – *The National,* 2007f). Roy parle aussi du secours difficile durant les premiers moments : « Le carburant s'écoulait du VBL donc j'avais peur d'une explosion, alors j'étais un peu… pas un peu, très stressé et je voulais enlever Charles de là et les autres militaires aidaient leurs frères, les militaires. Et donc quelqu'un est venu m'aider et nous avons éloigné Charles » (CBC Television – *The National,* 2007f). Le journaliste décrit dans *La Presse* : « Cette scène-là était apocalyptique » (cité par Meunier, 2007a).

Au sein de l'armée, l'insinuation des militaires qui aident leurs camarades et non les journalistes n'a pas plu. Le mécontentement, d'abord interne, se frayera un chemin dans la presse quelques semaines plus tard dans un article du *Nouvelliste* :

> Ils n'ont pas beaucoup aimé les interviews que Roy a donnés [sic] après l'événement tragique qui a coûté la vie à un traducteur afghan et à deux soldats. Ils n'ont pas digéré qu'il ait douté que l'armée allait prendre soin de son cameraman blessé. "Patrice Roy devrait revenir en Afghanistan finir sa job", a même lancé un soldat excédé (Plante, 2007c).

En rapport avec les sanctions envers le responsable des affaires publiques en poste au moment de l'incident, l'OAP Josée Bilodeau explique, avec précaution : « Je ne pense pas qu'il ait été sanctionné à cause de cette histoire. Je pense que c'était multifactoriel et pour toutes sortes de raisons XYZ, on a décidé qu'il devait aller à Ottawa à ce moment, il a été muté […] [et] après promu lieutenant-colonel […] je ne pense pas qu'il a été sanctionné[51] ».

L'autre facteur de la crise au sein des affaires publiques a été la gestion de la dimension politico-linguistique de la mission. Comme nous l'avons vu, les médias anglophones ont fortement critiqué la priorité accordée aux médias francophones pour la mission du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment*. C'est certainement une erreur d'appréciation dans la gestion du programme des médias intégrés. Il était certainement naturel et prévisible que la couverture par la presse francophone d'un régiment francophone soit plus remarquée. Le service des affaires publiques du 3 *R22eR* s'était rodé en formation pré-déploiement principalement avec les médias du Québec. Une fois sur le terrain, la réalité du programme d'intégration était certainement autre. Les journalistes anglophones ont senti à certains moments qu'ils étaient négligés.

Comme nous l'avons vu, les acteurs militaires ont démenti que l'incident impliquant l'équipe de Radio-Canada ait mené à quelque sanction disciplinaire pour le responsable des affaires publiques à Kandahar. Dans l'ensemble « multifactoriel », une autre explication du départ précipité du lieutenant-commandant Hubert Genest, l'OAP principal, repose sur cette question du clivage linguistique. Le journaliste de *La Presse* Hugo Meunier avance : « Ils ont changé un des responsables médias qui avait clairement dit que les médias anglophones, c'était pas leur priorité. Tu peux le penser mais t'as pas le droit de le dire[52] ». Alors que dans d'autres circonstances, ça aurait été presque anecdotique, le traitement spécial de Bernard Derome s'est ajouté à la tension ambiante. Le journaliste Andrew Mayeda de l'*Ottawa Citizen* et du groupe CanWest News Service a écrit sur cette question :

> Lorsqu'un journaliste de CTV s'est plaint récemment du porte-parole senior de l'armée sur l'accès inégal [entre francophones et anglophones], on lui a dit que l'armée se concentrait délibérément sur la couverture médiatique québécoise. Ce porte-parole a été remplacé plus tard, et les militaires ont depuis rejeté la notion qu'ils sont biaisés à l'égard de la télévision québécoise. Ils promettent que tous les médias recevront désormais un accès égal (Mayeda, 2007a).

Les journalistes anglophones à Kandahar ont remarqué que les médias francophones bénéficiaient d'une attention particulière de la part du service des affaires publiques. Un journaliste qui a requis l'anonymat dit que les officiers d'affaires publiques venaient faire du *spin* auprès des médias québécois à la tente des journalistes en ignorant quasiment les médias anglophones[53]. La différenciation entre les médias francophones et les médias anglophones a contribué à une crise de confiance dans le programme. C'est une conduite militaire qui a provoqué un rapport conflictuel.

Gestion difficile de l'incident, accent avoué sur les médias du Québec, le programme d'intégration a certainement traversé une zone de fortes turbulences au cours de la roto 4. Deux questions restent en suspens. Est-ce que le responsable du service des affaires publiques a eu un

problème avec le commandement en théâtre ? Est-ce qu'il a décidé par lui-même de quitter ses responsabilités dans un environnement difficile ? Le fait est que le responsable des affaires publiques, le lieutenant-commandant Hubert Genest, a quitté ses fonctions à Kandahar et est revenu au Canada en plein milieu du déploiement du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment*. Il n'aura servi en Afghanistan grosso modo que la moitié des six mois normalement prévus pour la rotation. Ce départ exceptionnel et unique au milieu de la mission traduit en soi la crise qu'a traversée le service des affaires publiques en 2007. C'est le lieutenant-commandant Pierre Babinsky qui a remplacé Genest comme officier d'affaires publiques supérieur pour la force opérationnelle en Afghanistan dans la deuxième moitié de la rotation du *3 R22eR*.

6.6 Les sorties journalistiques: entre dispositif de clôture et risques

Sur l'ensemble de la roto 4, le bilan des relations armée-médias sur le terrain est mitigé. Les militaires semblent voir les relations dans un verre à moitié plein alors que les journalistes intégrés les voient dans un verre à moitié vide. Pour le commandant de la mission canadienne Guy Laroche, le programme d'intégration est bénéfique au sens où il permet aux deux entités de se connaître davantage; et ce dernier se montre satisfait de l'expérience mutuelle et du message livré par les soldats. Laroche témoigne :

> Ça permet par exemple à des forces armées de transmettre leurs messages et de mieux se faire connaître également puis, de transmettre à la population canadienne les actions que les soldats canadiens, leurs soldats fassent sur le terrain en vue d'accomplir la mission qui leur est donnée et pour les médias, ben évidemment pour eux c'est une source d'information, je pense, très importante. Et le fait d'être sur le terrain avec le soldat, ça leur permet de mieux comprendre la réalité terrain et de transmettre une information qui est plus précise. Donc, à toutes fins pratiques, je pense que c'est un peu un mariage nécessaire[54].

Laroche déplore cependant le niveau de connaissance des médias sur l'institution militaire (ses grades, sa hiérarchie, la compréhension du niveau de risques), qu'il attribue à l'inexistence d'une culture guerrière au Canada :

> Même en temps de paix, je pense qu'il serait à l'avantage des médias et des forces armées d'intégrer de façon régulière des journalistes dans le cadre de leur entraînement [pour] comprendre pourquoi et comment on fait les choses et également connaître la structure qui existe au sein des forces armées et également ça leur permettrait de mieux comprendre les risques potentiels. Donc, je pense qu'encore une fois ça pourrait être une formule gagnante/gagnante[55].

Du côté des médias, c'est plutôt l'application de la culture militaire aux visiteurs qui est parfois incomprise. Hugo Meunier de *La Presse* donne des exemples (le premier en dehors de l'Afghanistan) :

> Je me souviens que j'avais été à Katrina avec les marins[56], puis moi ils m'avaient donné une chambre d'officier vu que je suis journaliste, puis mon collègue photographe, qui avait pourtant deux fois mon âge, lui avait été dormir dans la soute avec les marins. Quand je leur ai expliqué pourquoi ils faisaient ça, parce que ça pourrait être mon père, ça devrait être le contraire, ils disaient : "Excusez-nous on a déduit que vous êtes journaliste puis lui est juste photographe". L'armée fonctionne comme ça, je pense qu'ils fonctionnent encore comme ça. Il y avait déjà eu un porte-parole qui s'était échappé en disant : "S'il meurt [Bernard Derome], c'est comme pire que si vous autres vous mourez". Eux autres pensent comme ça, ils voient pas la valeur humaine, pour eux, c'est en grades[57].

D'après Laroche, la majorité de ses échanges avec les journalistes intégrés, qu'il qualifie de professionnels, ont été cordiaux et positifs. Parfois, il pouvait diverger d'opinions avec ce qu'un journaliste rapportait, comme il en témoigne avec le cas suivant, qui renvoie aux réflexes journalistiques de sélection de l'information :

> On avait fait entre autres une clinique médicale dans le secteur sud de Kandahar sur la frontière et une clinique, c'est une opération. Donc, lorsque vous faites ce genre de chose là, vous devez un, transmettre l'information aux Afghans disant écoutez, vous allez avoir accès à des docteurs, des dentistes, des infirmières, des soins médicaux, si vous avez besoin d'assistance venez durant tel, tel jour, etc. La période qu'on a fait cette opération-là, nous avons aidé des centaines et des centaines de personnes. Un moment donné, il y a une personne qui arrive sur civière transportée par quatre Afghans. Et cette personne était quadraplégique. Évidemment, une personne qui est quadraplégique, même au Canada, on ne peut rien faire pour cette personne-là, c'est extrêmement difficile, il faudrait que cette personne ait des soins de façon continue et sans savoir si on pouvait le guérir, mais par exemple, l'article en question a focusé sur ce cas-là, en omettant de dire que nous avions aidé des centaines et des centaines de personnes[58].

Le commandant du contingent canadien est en contact étroit avec le responsable des affaires publiques à Kandahar et l'état-major à Ottawa. Il est le premier informé des questions reliées au programme d'intégration, car c'est son QG qui a la responsabilité du programme sur le terrain. Le commandant du groupement tactique est en relation avec un officier d'affaires publiques attitré au groupe bataille, mais le programme d'intégration est un élément secondaire à ses tâches. Le commandant Alain Gauthier parle de son expérience :

> Une fois que tu es sur le terrain et que tu es sur une opération, le focus est vraiment le focus opérationnel. Pas le temps de t'arrêter et de dire voilà l'article était pas bon, je vais arrêter et prendre deux heures de mon temps pour trouver une réplique aux médias pour essayer d'expliquer, de mieux expliquer comment ou ce que je voulais dire. Non, [il faut] continuer. À l'arrière, ils vont s'en occuper, s'ils décident de répondre ou de ne pas répondre, tu continues de faire ta tâche[59].

Le commandant du groupement tactique est informé des requêtes médiatiques, des sorties opérationnelles et des entrevues par son officier d'affaires publiques. Durant la roto 4, c'est la capitaine Catherine Larose qui est la conseillère du lieutenant-colonel Alain Gauthier. Avec les requêtes reçues, l'OAP du groupement tactique fait les recommandations au commandant en fonction des opérations en cours ou à venir et coordonne les relations avec les journalistes sur le

terrain. À l'instar du commandant du contingent canadien, le commandant du groupement tactique participe aux annonces officielles des décès des soldats. Alain Gauthier se rappelle : « Dans ma rotation, j'ai perdu douze soldats. Dans les sept mois de l'opération que j'étais sur le terrain et je dirais qu'[en] majorité, j'ai réussi à faire les entrevues initiales. Quand je n'étais vraiment pas disponible, ça revenait la responsabilité au général Laroche ou à son adjoint sur le terrain qui était le colonel Juneau, de faire l'annonce initiale[60] ».

Durant la roto 4, l'appréciation des journalistes intégrés sur leur accès aux opérations est mitigée. Le pire moment pour les sorties opérationnelles a été apparemment les jours qui ont suivi l'incident du 22 août. Le caméraman de TVA Jean-Maurice Bousquet en témoigne : « À un moment donné dans le temps de l'accident de Charles, cette zone-là, c'était une zone chaude, on savait que ça brassait là, *big time*. Dans cette zone-là, c'était vraiment le front. Puis, on a voulu y aller puis, on nous a expliqué qu'il y avait pas de moyens de se rendre là, il y avait pas de place pour nous […][61] ». Bousquet se doute néanmoins que l'excuse du manque de transport n'est pas la véritable raison au lendemain de l'accident. « Tu vas leur demander de retourner dans ce coin-là, dans les mêmes conditions, c'est sûr qu'ils vont dire non[62] », croit-il. Il s'agit ici moins d'un véritable manque de transport que de l'exercice d'un dispositif de clôture par la modulation de l'accès physique dans le périmètre opérationnel. L'accès est modulé par la « régulation du contact » en fonction d'un risque calculé (Maltby, 2012, p. 78-79, 83).

Quand on demande au général Guy Laroche s'il y a eu des changements durant sa rotation, il répond :

> Certainement pas une directive qui a été transmise à ce moment-là, de moins échanger avec les médias parce que si vous regardez les reportages 2007-2008, du moins lorsqu'on avait le contingent canadien-français qui était en opération, les échanges avec les médias, il y en avait énormément et je pense que l'Afghanistan a pris une place considérable dans les médias au Québec entre juillet 2007 et janvier 2008 au moment du retour du contingent québécois. Donc à ce moment-là, il n'y a certainement pas eu de directive à l'effet d'échanger moins avec les médias, ce n'est certainement pas le cas[63].

Il est certainement improbable pour l'armée de mettre en place une directive officielle limitant le déplacement des journalistes intégrés. Cela ne veut pas dire cependant que les déplacements ne peuvent pas être limités. L'armée a la latitude de faire fonctionner le dispositif de clôture pour contrôler la circulation des journalistes en zone d'opérations en invoquant diverses raisons. Après l'incident du 22 août, le QG du général Laroche a certainement réévalué l'intégration des journalistes dans les opérations, ne fût-ce que de manière informelle. « Il n'y a pas de politique qui a été mise en place. Je pense que ce qui a changé, c'est un peu un meilleur regard

sur quel niveau de risques on est prêt à accepter pour les journalistes. Est-ce qu'on a une communication qui est franche avec les journalistes pour qu'ils comprennent le niveau de risques qui est en place ?[64] », exprime le commandant Alain Gauthier.

Un journaliste qui a requis l'anonymat a certainement senti le dispositif de clôture. Accrédité au début de la roto 4, il a comme impression générale que le *22e* était très prudent à intégrer les journalistes en raison des sensibilités politiques au Québec, où on ne voulait pas que les morts deviennent un gros enjeu. « C'était très serré quand je suis arrivé là. Ils ne laissaient personne sortir à l'extérieur avec les militaires, puis Derome est venu, et, après son arrivée, on a relâché un peu[65] », résume-t-il. La séquence chronologique de cette assertion est importante. Elle correspond à ce qui ressort globalement de l'analyse de plusieurs autres entrevues. On peut la disséquer de la manière suivante : le début de la séquence coïncide grosso modo avec l'incident du 22 août ; il s'en est suivi une fermeture perçue par les journalistes lors des demandes de sortie ; la visite de Bernard Derome a créé une controverse sur le favoritisme pour le présentateur qui a bénéficié d'un accès spécial et sur l'accent mis sur les médias québécois ; enfin, le desserrement de l'étau et l'ouverture progressive après les protestations des médias intégrés à Kandahar. Après la visite critiquée de Bernard Derome, sur fond de clivage francophone/anglophone, les journalistes intégrés ont senti un peu plus d'ouverture de la part du service des affaires publiques. Ce fait atteste quelque peu d'une certaine correction à l'interne pour juguler la crise des affaires publiques jusque-là en cours. Bruce Campion-Smith du *Toronto Star*, qui était là, dit aussi que le service des affaires publiques a essayé de faire sortir les journalistes intégrés[66].

L'officière d'affaires publiques Josée Bilodeau dit avoir eu un excellent rapport avec les journalistes de la roto 4. « Une de mes meilleures expériences je vous dirais d'un point de vue professionnel, strictement quand on parle de relations médiatiques, absolument[67] », confie-t-elle. Son témoignage confirme néanmoins une partie de la séquence chronologique que nous avons exposée plus haut et contient une indication de la correction mise en œuvre par le service des affaires publiques à Kandahar :

> Est-ce qu'il y eut des anicroches, je vous dirais oui au début de cette roto-là. C'était un petit peu moins facile parce que les journalistes trouvaient qu'il manquait d'informations, donc ce qu'on a fait, c'est qu'on a réglé ça tout de suite. On est allés voir le chef des opérations […] qui planifie toutes les missions, les opérations, on a sorti une carte, on a fait comme on doit faire, on a réuni tous les journalistes et une à deux fois par semaine, on faisait venir les opérateurs, les planificateurs et on leur donnait un briefing d'information sur où on était, qu'est-ce qu'on faisait, qu'est-ce qui s'en venait, c'était quoi les opérations, c'était quoi les défis, c'était quoi ci, c'était quoi ça. Quelles étaient les opportunités qui s'en venaient pour eux de couvrir ou de sortir alors on le faisait avec les

> experts qui étaient capables de vraiment leur donner le topo général sur la mission et ça, ça a été extrêmement apprécié[68].

Ce dernier point est corroboré par le caméraman de TVA Jean-Maurice Bousquet : « Il y avait une entente à tous les jours à telle heure, il y avait un rapport qui était émis par eux autres, qui faisait état de différentes opérations qui avaient eu lieu dans la journée. C'était de l'information qui était complémentaire pour nous autres[69] ».

Durant la suite de la rotation, il y a eu une amélioration en ce qui concerne l'accès aux opérations et à l'information, mais le niveau de risques sur le terrain a posé un énorme défi, d'une part, pour la disponibilité du transport militaire, et, d'autre part, pour l'acceptation personnelle des risques par les journalistes eux-mêmes.

Hugo Meunier de *La Presse* dit qu'il a apprécié l'accès accordé par l'armée. D'après lui, les tournées dans les villages afghans avec les soldats pour aller s'enquérir des besoins de la population étaient de bonne foi et étaient bien menées[70]. Cependant, les sorties en reportage n'étaient pas toujours faciles en raison de la disponibilité du transport militaire.

> C'est ça qui nous a fait gueuler beaucoup, on a gaspillé de la salive juste pour les déplacements parce [que] nous, on était là pour se promener, pour couvrir le plus possible, pour voir la guerre. Puis eux, ils comprenaient pas des fois notre travail. Fallait être patients puis des fois un petit peu trop. On a été sur une FOB […] à Wilson, puis je pense qu'ils nous ont oubliés là pendant quoi une semaine. Mais tu sais il y a rien à faire là-dessus, fait qu'on a fait un reportage ou deux puis après ça on attendait, le ton montait pas mal. Puis fallait qu'on hurle pour pouvoir sortir de là parce qu'on avait plus rien à faire à cette place-là. […] un moment donné on gueulait tellement qu'on s'est dit : "Regarde, ils sont peut-être tannés de nous, ils nous ont laissé un peu poireauter sur la FOB un peu plus long, tranquilles pendant ce temps-là, on les fait pas chier". Ça ressemblait à ça parce qu'on a été là comme sept jours, puis on aurait pu rester là deux jours. Mais là, ils avaient pas de transport, ils nous disaient que c'était dangereux, que la route était pas sûre. C'était peut-être tout vrai mais comment qu'on peut savoir, on en a aucune idée. Ça c'était compliqué les transports[71].

Jean-Maurice Bousquet de TVA évoque également les difficultés de sortie :

> Les relationnistes, on sentait qu'ils étaient pas à l'aise parce qu'ils pouvaient pas tout nous donner ce qu'on voulait, il fallait qu'ils demandent la permission, des fois c'était compliqué, on leur demandait, on voulait aller mettons dans une base éloignée : "Y a-tu de la disponibilité pour un déplacement ?" Je me souviens que ce qu'on voulait avoir on pouvait pas l'avoir mais, par contre, ils nous offraient d'autres choses puis ça faisait la job[72].

Les journalistes intégrés qui ont couvert l'opération *Medusa* en 2006 ont beaucoup parlé de la facilité de mouvement sur le terrain à ce moment-là. Certes, l'officier d'affaires publiques du *1 RCR,* Ed Stewart, a été encensé par les journalistes pour son attitude proactive concernant les sorties opérationnelles lors de la roto 2 avec le commandant Omer Lavoie. Cependant, le début de la campagne talibane des *IED* a changé considérablement la donne. La roto 3 du *2 RCR* a encaissé plusieurs attentats à l'*IED*. Ce contexte volatile s'est poursuivi avec la roto 4 du *3 R22eR,* qui a été

confronté à une liberté de mouvement limitée sur le terrain, et cela aura des conséquences sur les sorties des médias. Le commandant du groupement tactique *3 R22eR*, Alain Gauthier, contextualise :

> Quand les engins explosifs sont arrivés, ça a comme ralenti l'engouement de se déployer rapidement et un peu partout et il y avait encore, moi j'ai vu des journalistes qui me disaient : "Aille, moi j'ai besoin demain d'aller à telle place et à telle base" et je disais : "Regarde, moi je n'ai pas de convoi qui va là, je ne peux pas t'amener là-bas". "Ouais, mais je veux y aller". "Je ne ferai pas un convoi particulier, à chaque fois que je mets un convoi sur la route, je mets en danger la vie de mes soldats. Je n'ai pas de problème de le faire, mais je veux qu'il y ait des raisons opérationnelles. Je veux qu'il y ait une raison de se déplacer du point A au point B pour déplacer les soldats. Fait que est-ce que ça a limité certains de se déployer ? Peut-être, c'est peut-être ça la perception. Y'avait peut-être plus de liberté avant et à un moment, il a fallu dire "on contrôle"[73].

Il est évident que la prémisse de l'intégration comme politique n'est pas un principe des militaires qui suivent les journalistes, mais bien un principe des journalistes qui suivent les militaires sur des opérations planifiées. À ce titre, un commandant ne mettra jamais en danger ses soldats pour satisfaire les médias. C'est une justification plus que raisonnable et surtout facilement communicable. Est-ce que cette justification a toujours été communiquée aux journalistes intégrés ?

Dans les relations armée-médias, le contrôle du mouvement des journalistes sur le terrain est une pratique courante des commandants. La guerre en Irak avec les Américains a donné plusieurs exemples. La dimension de la personnalité est un facteur impondérable qui influe grandement sur les relations avec les médias et le contrôle des interactions dans l'espace opérationnel. Dans l'évolution des relations armée-médias au Canada, il ne faut pas perdre de vue que le programme d'intégration des médias dans les opérations militaires a obtenu le feu vert du commandement après l'assurance donnée aux commandants qu'ils auraient toute la latitude nécessaire de l'opérationnaliser. Certes, l'intégration est devenue une politique officielle des Forces canadiennes et il serait difficile pour un commandant de refuser totalement la présence des médias. C'est la même chose pour l'armée américaine. Mais le commandant, à titre d'autorité ultime dans une zone d'opérations donnée, a une grande marge de manœuvre dans le fonctionnement du dispositif d'intégration. Le commandant Alain Gauthier rappelle un élément important dans le système canadien : « Chaque commandant avait un certain degré de liberté. Y'avait pas une politique stricte qui disait : "C'est comme ça que vous allez le faire et vous allez le faire de la même façon". Et donc, je pense qu'il y avait des changements de façons de faire avec les changements de rotation parce que c'était basé sur la personnalité de l'individu qui était en place[74] ».

Pour le journaliste Patrice Roy de Radio-Canada, qui a été pourtant accueilli à la première opération de la roto 4, la dimension de la personnalité du commandant est déterminante. « Le niveau de restriction est établi par le général qui est en poste là-bas. Il y a des généraux qui sont très ouverts, d'autres qui sont pas ouverts. Laroche n'est pas ouvert, même s'il peut donner cette impression-là, n'est pas ouvert aux médias[75] », laisse tomber Roy. Le facteur personnalité est certes difficile à mesurer, surtout s'il s'insère dans un ensemble de facteurs. Avec la mission du brigadier-général Laroche en 2007, le niveau de risques sur le terrain avec la menace grandissante des *IED* a certainement joué un rôle dans les relations avec les médias intégrés. La roto 4 du *3 R22eR* a fait les frais de la guerre des *IED* dès la première opération avec deux journalistes blessés sur les bras du QG et une couverture médiatique de l'incident négative dans un contexte politique sensible. C'est une situation difficile pour tout commandant. La combinaison des facteurs personnel, conjoncturel, communicationnel, militaire et politique a pesé fortement sur le contrôle des mouvements journalistiques lors de la roto 4.

À la décharge de l'armée canadienne, la guerre des *IED* n'a pas seulement échaudé les généraux. Après l'incident qui a blessé les journalistes de Radio-Canada en août 2007, la considération des risques encourus lors des sorties opérationnelles par les journalistes eux-mêmes a grandement influencé leur couverture sur le terrain. Le commandant Guy Laroche avance :

> À cause des mines et explosifs improvisés, il y a peut-être moins de journalistes également qui voulaient se déplacer sur le terrain à cause des risques que ça comportait et il faut réaliser aussi que le contingent canadien n'a pas d'hélicoptères à ce moment-là. Donc, le déplacement des journalistes était plus difficile parce que les hélicoptères appartenaient à la division multinationale et n'étaient pas canadiens[76].

L'équipe de TVA a clairement fait le choix : « Après l'accident de Charles, on a décidé, Richard [Latendresse] et moi, qu'on volerait, qu'on roulerait plus, c'était trop dangereux. Quand on volait, on volait dans des hélicoptères [quand il y avait] de la place. Il y en avait pas tout le temps[77] », confie Jean-Maurice Bousquet, le caméraman de TVA.

Le commandant du groupe bataille, Alain Gauthier, fait également écho à l'appréhension des risques par les médias :

> Où j'ai eu le plus de réticences, c'étaient des journalistes qui ne voulaient plus venir ou leur bureau au Canada disait non tu ne sortiras pas de *KAF* sans qu'on aille une bonne visibilité de quelle opération tu vas faire pis t'es limité dans tes déplacements pis c'est ci, pis c'est ça. Donc, la restriction ne venait pas du milieu militaire dans ma perception, elle venait plus du côté des employés civils de ces journalistes-là[78].

Hugo Meunier de *La Presse*, qui était là au moment de l'incident du 22 août, en témoigne :

> Les patrons marchaient sur des œufs parce qu'ils se disaient, on a envoyé des journalistes là-bas mais dans quoi on les a envoyés exactement, est-ce que on les a envoyés à l'abattoir. Il y avait de la pression puis certains de mes collègues que leur patron leur a demandé de plus sortir de la base parce qu'ils voulaient pas avoir ça sur la conscience s'il arrivait de quoi[79].

L'officière d'affaires publiques Josée Bilodeau a aussi remarqué la frilosité des médias à laisser sortir leurs correspondants. Bilodeau se souvient d'un patron de Radio-Canada qui l'a contactée pour savoir si l'endroit où devait se rendre un journaliste du réseau était sûr : « Il m'a dit : "Est-ce que c'est sécuritaire, est-ce qu'il y a un risque ?". Je lui ai dit "écoutez monsieur, on est en Afghanistan, bien sûr qu'il y a un risque, ce serait [anormal] qu'il n'y ait pas de risque […] mais on prend les mesures pour atténuer les risques, mais oui bien sûr il y a un risque[80]" ».

Comme dans les rotations précédentes, la diminution des sorties a été amplifiée par les besoins particuliers des réseaux de télévision. Josée Bilodeau observe :

> Le plus difficile à un moment donné, c'était de faire sortir les réseaux de télévision parce qu'ils ne voulaient pas sortir […] ils avaient peur de manquer quelque chose. Nous on se disait, est-ce qu'ils font du *death watch*, on trouvait ça un peu navrant, mais aussi, il faut dire qu'on avait souvent des visites : le premier ministre, le ministre de la Défense […] différentes visites à haut profil alors ils voulaient être partout à la fois et c'était plus difficile de les faire sortir, mais il y en a qui sont sortis avec moi. […] Est-ce que ça a été plus difficile après ? Oui, mais ça l'était de toutes façons avec les réseaux de télévision, ce n'était déjà pas facile et c'est sûr que Radio-Canada, la maison à Montréal, ils sont devenus très très frileux[81].

L'OAP Bilodeau a bien vu l'impact des incidents sur les journalistes avec le cas de la journaliste Dene Moore de La Presse canadienne. Moore a été impliquée dans deux incidents rapprochés causés par les *IED* en septembre 2007. « Il n'était plus question qu'elle retourne et donc je vous dirais que pendant quelques jours, le désir de couvrir et de sortir sur des convois était moins là », raconte Bilodeau. Lors du premier incident durant l'opération *Keeping Goodwill* (*Khar-Khowai*), Dene Moore a fait sentir sa crainte : « Pour moi, c'est choquant. Mais j'ai vu aujourd'hui vraiment la réalité des soldats ici et je ne sais pas si, pour moi, je veux le refaire » (citée dans SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007c).

Il est clair que l'incident qui a touché l'équipe de Radio-Canada au début de la roto 4 a déclenché la sonnette d'alarme sur les risques encourus par les journalistes canadiens en Afghanistan. Juste après l'incident, Alec Castonguay du *Devoir* a rappelé la nécessité de la couverture journalistique sur les routes dangereuses en Afghanistan et l'imprévisibilité des risques : « Des journalistes doivent prendre ces risques, c'est vital. Mais j'avais aussi l'impression de jouer à la roulette russe sur les chemins de l'Afghanistan. J'ai été chanceux, mon heure n'était pas venue » (Castonguay, 2007b). Ceux qui continueront à couvrir le conflit auront ce même sentiment de jouer à la roulette russe. « La route, c'est un coup de dés », c'est le titre d'un article

de Fabrice de Pierrebourg du *Journal de Montréal* qui revient sur l'angoisse de sortir avec les soldats :

> "La trousse de premiers soins est là, les munitions ici, sous le banc, au cas où on aurait besoin de vous. Restez toujours avec le sergent Hudon. Si la porte s'ouvre, restez dedans, sauf avis contraire."
> Pendant tout le trajet, j'ai eu les yeux fixés sur l'écran vidéo où le paysage défilait. Le haut-parleur crachait les mises en garde du major Smith.
> À un moment, notre convoi a stoppé. La porte s'est ouverte et deux soldats sont sortis pour ausculter la route et les bas-côtés.
> Assis sur la caisse de munitions, je regardais parfois nerveusement mes pieds. Je me suis même surpris à les soulever. Ma bouche était sèche.
> J'ai eu une pensée pour les deux soldats et l'interprète morts ainsi pour que [sic] le collègue de Radio-Canada, grièvement blessé le 22 août lorsque leur LAV a sauté sur trois mines antichars empilées les unes sur les autres (De Pierrebourg, 2007b).

La frilosité des commandants, des patrons de presse et des journalistes eux-mêmes après l'incident très publicisé du 22 août et les autres incidents d'*IED* a affecté la couverture de la guerre sur le terrain. Les sorties en opérations ont baissé, mais certains journalistes ont continué à couvrir le conflit en accompagnant les convois militaires vers les bases d'opérations avancées, et avec leurs fixeurs, par le reportage non intégré. Pour l'armée, les risques font craindre une couverture négative. Pour les médias, ils font craindre une atteinte à la sécurité des journalistes. La combinaison de ces considérations va continuer de caractériser la suite de la mission en Afghanistan avec des effets limitatifs sur l'information de guerre.

Au calcul des risques par les rédactions s'ajoutera le calcul budgétaire, comme nous allons le voir, une situation qui ne fera que peser davantage sur une couverture médiatique de la guerre déjà handicapée.

6.7 Le *pool* de CBC, Radio-Canada, CTV et Global

À l'automne 2007, les responsables des quatre grands réseaux de télévision canadiens (CBC, Radio-Canada, CTV et Global) se mettent d'accord pour mettre en commun leurs ressources humaines et techniques afin de minimiser leurs frais d'exploitation liés à la couverture de la guerre en Afghanistan. Cette entente consacre la naissance d'un *pool* médiatique qui allait avoir des conséquences considérables sur le travail des journalistes des quatre réseaux et surtout sur la couverture de la guerre elle-même. En réalité, la mise en place du *pool* sonne le début de la fin d'une couverture journalistique soutenue. À partir de la fin 2007-début 2008, l'effritement de la présence médiatique canadienne en Afghanistan sera inéluctable jusqu'à la fin de la guerre. Nous

allons examiner le fonctionnement du *pool*, le contexte particulier dans lequel il s'inscrit et ses contraintes sur le terrain.

Les activités du *pool* des quatre chaînes de télévision commencent en novembre 2007 au cours de la roto 4. L'OAP Josée Bilodeau se rappelle :

> Ces quatre réseaux-là étaient présents depuis le début de la mission en Afghanistan, depuis le début du programme des médias intégrés, mais durant ma rotation, ils ont décidé de *pooler* et d'envoyer plus qu'un réseau à la fois. Il y avait un seul réseau sur place qui partageait ses images et ses histoires avec les trois autres réseaux[82].

La motivation première des réseaux est économique. Pour chaque réseau, les coûts d'exploitation liés à la présence d'une équipe de reportage à Kandahar, généralement un journaliste et un caméraman, sont très élevés. Avec les coûts des billets d'avion, les coûts d'hôtel (en transit vers Kandahar, notamment à Dubaï), les coûts de la formation sur les risques en zone de guerre, les coûts de l'équipement de protection, les coûts des assurances, les coûts volontaires d'intendance remboursés à l'armée (CBC/SRC) et les coûts de transmission satellite, la facture globale est salée. Un correspondant du réseau Global fait une large estimation à 20 000-25 000 $ comme coût mensuel : « C'est beaucoup d'argent pour une salle de presse qui dit avoir un public fragmenté, n'est-ce pas ? Moins de revenus entrants. Je veux dire, n'en faisons pas une question de revenus mais cela coûte de l'argent. Nous sommes une société du secteur privé[83] ». À raison d'une équipe de reportage environ toutes les six semaines, et cela depuis plusieurs années, le fardeau financier se fait sentir dans les rédactions à Montréal et à Toronto. Piya Chattopadhyay de la CBC arrive à Kandahar en novembre 2007 comme première journaliste-productrice. Elle explique l'idée du *pool* après plus de six ans de guerre :

> Il y avait deux sentiments. Nous ne pouvions simplement pas nous le permettre. Par là, je veux dire financièrement et aussi de bien d'autres façons, de continuer à envoyer des gens. Et deux, les mêmes histoires étaient continuellement racontées. Nous sortons en convoi avec les Forces canadiennes. Mais, cela semblait être répétitif à l'époque et c'était la pensée derrière le changement du rôle[84].

Le principe du *pool* est une mutualisation basée sur le partage des coûts, des ressources et des informations. Dans le système mis en place, chaque réseau de télévision envoie une équipe qui comprend un journaliste-producteur et un caméraman dont la fonction est d'alimenter en information et en images les quatre membres partenaires du *pool*. Le caméraman Mike Heenan de la CBC se trouve également à Kandahar en novembre 2007. Les responsables ont développé, dit-il, une rotation où les réseaux se succédaient sans envoyer d'équipe éditoriale et où chacun avait un accès au matériel tourné[85]. Le caméraman Michel Durand de Radio-Canada précise : « Il y avait un technicien pour quatre journalistes. De cette façon-là, chaque station avait à envoyer un

technicien à chaque quatre rotations, ce qui était un peu plus économique[86] ». Les réseaux se partagent équitablement donc les coûts d'exploitation du journaliste-producteur et du caméraman-monteur, et chaque réseau a son mot à dire.

À Kandahar, l'équipe intégrée membre du *pool* participe aux conférences de presse officielles et enregistre des entrevues. Selon Cameron McIntosh de la CBC (roto 7), l'information recueillie était alors comprimée grâce à la technologie FTP et ensuite les fichiers étaient transmis à Toronto pour la CBC[87]. Le réseau en rotation à Kandahar recevait les informations à son siège et se chargeait alors de les relayer aux autres rédactions membres.

L'évolution de la technologie de communication dans la politique internationale est passée d'une technologie liée à la vitesse des transports terrestres à la communication instantanée (Neuman, 1996). La technologie du reportage de guerre n'a pas cessé de s'améliorer avec plus de rapidité, de portabilité et de mobilité. Quand l'OTAN a effectué les premières frappes contre les talibans en 2001, le nouveau gadget technologique que les réseaux américains ont embrassé pour rapporter la guerre sur le terrain était le vidéophone (Wasserman, 2001). Au cours de la guerre en Afghanistan, la technologie a beaucoup évolué au fil du temps. La plupart des journalistes canadiens en Afghanistan étaient équipés avec un BGAN, qui permet d'envoyer des textes et des images à partir de n'importe quel endroit où on peut établir un lien avec le satellite. La « guerre du vidéophone » (Wasserman, 2001) est devenue plus tard la « guerre du BGAN ». Par contre, pour la télévision, les choses n'étaient pas si simples pour transmettre les reportages. Un correspondant de Global et membre du *pool* télévisuel explique :

> Nous avions un Internet qui n'était pas super rapide mais était assez rapide au point que nous pouvions éditer une histoire et l'envoyer, cela prenait environ une heure, une heure et demie dans les premiers moments. Alors Internet s'est amélioré puis il fallait environ quarante minutes, quarante-cinq minutes, puis nous avons eu une boîte à flux technologique qui permet d'envoyer des images via Internet. Et nous pouvions littéralement transmettre une histoire en bande brute en temps réel au Canada. Nous pouvions donc être en direct de l'Afghanistan, en tout temps[88].

En tout temps, mais pas nécessairement de n'importe où. Techniquement, les réseaux de télévision canadiens pouvaient envoyer des reportages en dehors de Kandahar, mais le temps de transmission était trop long. En réalité, la capacité de transmission rapide était à la base de Kandahar et cela obligeait les réseaux à ne pas trop s'éloigner de l'aérodrome militaire. À distance, un journaliste de la presse écrite qui pouvait envoyer un papier rapidement d'un ordinateur via BGAN pouvait facilement battre le journaliste de la télévision, signale l'OAP Travis Smith (roto 7), qui a souvent vu les journalistes du *pool* refuser de sortir de la base de Kandahar[89]. Chris Brown de la CBC

confirme : « Les gens de la presse écrite étaient un peu plus libres. Ils pouvaient encore envoyer leurs histoires sur le terrain. Nous n'avions aucun moyen de prendre un satellite avec nous à une base d'opérations avancée […] C'était notre bouée de sauvetage pour envoyer nos histoires[90] ». Cette contrainte va avoir une incidence majeure sur la couverture offerte par la télévision et donc le *pool*. En matière de coûts, un journaliste anonyme estime à 10 000-15 000 $ les frais mensuels pour la transmission des images par boitier *streambox*[91].

Le partage des ressources concerne aussi l'utilisation de l'antenne satellite. Par exemple, au moment de l'incident de la mi-novembre 2007 où deux soldats canadiens et un interprète afghan ont été tués dans le district de Zhari, tous les réseaux voulaient être en ondes, c'est donc pourquoi ce genre de situations avait été prévu dans l'entente. « Nous devions faire la file, essentiellement. Et, je pense que nous l'avons fait sur une base de rotation[92] », précise Piya Chattopadhyay de la CBC, qui a couvert l'incident à Kandahar. Lors d'incidents de type *breaking news*, les réseaux utilisent donc les ressources satellitaires pour la retransmission *live* sur une base rotative. Le réseau en service doit informer les autres membres de la mise en place du *lockdown* qui accompagne généralement les incidents impliquant les décès.

Les équipes du *pool* se relaient à Kandahar pour une période d'intégration de cinq semaines. Le document de l'entente entre les quatre réseaux stipule : « La responsabilité principale de l'équipe sur la base est envers le *pool* et, bien qu'ils puissent transmettre pour leur propre réseau, ils doivent d'abord servir le *pool* avant de le faire » (voir annexe 1 dans Arnould, 2009). Alan Waterman de la CBC note : « Je n'étais pas là pour faire des reportages pour CTV et Global, mais je devais envoyer toutes les informations générales sur l'histoire et les prises que vous voyiez[93] ». Le partage de l'information dans le *pool* est assez élargi, car il touche donc aux informations contextuelles (*background*). L'équipe en service envoie aux partenaires une liste de prises de vue disponibles.

Les journalistes du *pool* qui assurent la permanence à la base de Kandahar peuvent sortir en reportage à l'extérieur de *KAF,* mais l'équipe doit d'abord obtenir la permission des autres réseaux. Les reportages réalisés à l'extérieur sont également partageables par tous. Cette pratique n'est pas nouvelle, car, avant l'entente officielle, les réseaux s'entraidaient déjà en partageant certaines informations, surtout quand une équipe était en reportage à l'extérieur. Stephen Puddicombe de la CBC dit que son collègue de CTV a accepté de monter la garde pour lui en envoyant certaines

informations à CBC pendant qu'il était sorti en reportage pour une période d'une semaine[94]. Le caméraman du réseau Global, Barry Acton, explique :

> Nous avions des accords informels. Si vous alliez à l'extérieur et vous aviez quelque chose qui était gros et important, vous aviez une fenêtre de 12 heures où c'était à vous et exclusif et ensuite c'était partagé avec tous les autres. Parce que, si quelque chose se passait sur la base, par exemple, si un soldat était tué et qu'il y avait une cérémonie d'adieux, mon réseau souhaitait ces images aussi. Donc, nous nous mettions d'accord avec l'un des autres réseaux que nous allions sortir et couvrir le convoi d'un programme d'aide ou de construction d'un point. "Vous les gars, vous couvrez la base et partagez vos images avec notre réseau". Et, une fois que nous revenons et nous racontons notre histoire que nous avons tournée, nous vous donnerons accès à ces images. Donc, c'était un peu informel car les réseaux n'avaient pas nécessairement envie de mettre en commun les choses[95].

Avec le *pool* formel des quatre réseaux, le partage des reportages est devenu plus systématique, surtout pour les événements de type *breaking news*. Les images tournées de manière indépendante par les fixeurs de chaque réseau sont également incluses dans le partage du *pool*. Il y a une certaine flexibilité dans la planification des reportages, comme le décrit Frédéric Arnould[96], qui a commencé la première rotation du réseau français Radio-Canada dans le *pool* :

> Si par exemple Global veut avoir un peu de tournage de telle chose, par exemple peut-être une entrevue qu'ils ont réussi à négocier ou, je sais pas, avec quelqu'un qui fait partie d'une ONG qui est sur la base à qui ils peuvent parler. Mais en même temps, même si ils demandent ça, ben on l'envoie quand même à tous les membres du *pool*[97].

L'entente prévoit que chaque journaliste du *pool* doit s'assurer de demander des clips en anglais et en français et d'envoyer les enregistrements des briefings dans les deux langues (voir annexe 1 dans Arnould, 2009). Pour Sat Nandlall, un caméraman de la CBC, le *pool* avait une bonne dynamique et a bien fonctionné[98]. Mais, comme il le dit lui-même plus loin, la formule comportait des irritants.

Le *pool* télévisuel s'inscrit dans un contexte particulier. Nous avons vu que le phénomène de *death watch* a commencé au printemps 2006 avec la roto 1 du *1 PPCLI,* avec l'augmentation du niveau de risques et du nombre de morts. Le phénomène a continué dans les rotations subséquentes et s'est même accentué avec la guerre des *IED* de 2007. L'arrivée du *pool* télévisuel va considérablement aggraver le phénomène de *death watch,* avec des incidences sur la couverture médiatique de la guerre. La question des risques, qui a surgi avec acuité durant la roto 4 en raison de l'incident qui a gravement blessé un caméraman et secoué un journaliste de Radio-Canada, a mis de la pression sur les rédactions et les journalistes. Plus que jamais auparavant, les médias se sont posé la question suivante : Y a-t-il une plus-value informationnelle qui justifie de sortir faire des reportages et de risquer la vie d'un de nos représentants ?

De surcroît, le *pool* est motivé par le réflexe de l'image, l'image cérémonielle et sacrificielle des décès. C'était une question de morts et de tout ce qui entoure la cérémonie d'adieux des soldats sur deux ou trois jours, résume Piya Chattopadhyay, la première journaliste-productrice du *pool*[99]. Événement symbole de la mission canadienne en Afghanistan, la cérémonie d'adieux constitue une opportunité de reportage de première importance pour les médias intégrés à Kandahar, et particulièrement la télévision. David Common de la CBC fait comprendre que la télévision avait un besoin crucial d'images de la cérémonie d'adieux, mais il concède que la guerre ne se passait pas sur la base où les réseaux cantonnaient leurs journalistes[100]. Il y a les cérémonies d'adieux pour les soldats sur le tarmac de *KAF,* mais aussi les visites des personnalités que les équipes du *pool* ne pouvaient pas rater. Frédéric Arnould n'y va pas par quatre chemins : « Il faut pas se leurrer, c'est un peu cynique de dire ça, mais à partir du moment où ils ont créé les *pool*s, c'était vraiment beaucoup plus du *death watch* que vraiment de la couverture[101] ». Avant, on pouvait compter sur les images d'un concurrent par esprit de camaraderie, mais, avec une seule caméra dans le *pool*, le caméraman était pratiquement condamné à opérer dans le périmètre de la base de Kandahar.

Le *pool* formel quadripartite se révélera un arrangement difficile avec plusieurs contraintes qui ne faciliteront pas le travail des journalistes. La première contrainte du *pool* concerne la liberté de mouvement et de décision. Le périmètre du *pool* est principalement *KAF,* et une équipe en service ne peut quitter la base sans l'approbation des quatre partenaires. Même après avoir obtenu l'approbation multiple, la liberté de mouvement reste réduite. Jennifer Madigan de Global explique que les équipes n'avaient que très rarement la permission pour des séjours dépassant un aller-retour la même journée[102]. Pour Alan Waterman de la CBC, la situation du *pool* créait une frustration, car un journaliste avait les mains liées et ne pouvait pas être plus entreprenant avec des projets de reportage plus intéressants en raison de la menace constante de ce qui pourrait arriver sur la base[103]. D'après Frédéric Arnould, le travail dans le *pool* était handicapé par deux choses qui s'additionnent et compliquent davantage la tâche : le manque de liberté du journaliste assigné à résidence et la sécheresse des sujets largement déjà traités à la base[104]. Arnould et le caméraman Michel Durand ont été intégrés en janvier 2008 et ont pu passer trois nuits à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar pour voir le quotidien des soldats, mais l'essentiel de leur travail s'est réalisé à *KAF*. « Ça a vraiment beaucoup conditionné le résultat des reportages et le résultat de la couverture en général[105] », note Arnould.

La seconde contrainte a trait aux ajustements imposés aux journalistes dans la nouvelle configuration du *pool*. Arnould évoque l'aspect de la coordination et de la gestion des horaires dans un contexte de communications difficiles : « Avec le décalage horaire, je finissais ma journée à 5 h, en fait elle commençait à Montréal, ils commençaient à 9 h, c'étaient des journées de 17 heures en général en moyenne, il fallait toujours être là pour si jamais il y avait quelque chose qui se passait[106] ». Pour certains, l'ajustement a nécessité une formation supplémentaire avec, là aussi, une incidence sur la charge de travail. Le caméraman de la CBC, Sat Nandlall, qui a effectué deux séjours d'intégration dans le *pool* à Kandahar, témoigne :

> Ils m'ont appris comment établir un lien satellite. Donc, non seulement nous avions à produire, à filmer, à monter ; vous êtes le confident pour la personne avec qui vous êtes pendant six semaines. Et puis, vous travaillez des heures folles et vous devez aller faire cette chose satellitaire qui, selon moi, était dangereuse car vous pouvez causer de sérieux dégâts aux satellites[107].

Cette allusion aux risques de bris d'équipement s'ajoute à toutes sortes de problèmes d'ordre technique qu'impliquait la gestion des retransmissions satellitaires. L'équipe de Radio-Canada a, par exemple, eu de la difficulté à faire fonctionner l'antenne parabolique satellitaire au début et ça a nécessité l'intervention d'un entrepreneur privé. Par ailleurs, Frédéric Arnould (2009, p. 70), référant au contexte des élections au Pakistan, ajoute : « lors de notre présence, l'utilisation de notre coupole satellite a été rendue impossible à cause de la réservation de toutes les fenêtres de diffusion par d'autres réseaux et agences de presse internationales. Dans le *pool*, le technicien-monteur est beaucoup plus sollicité, car il est appelé à assister les collègues des autres réseaux pour opérer le lien satellitaire. « Journaliste puis technicien de transmission pour quatre personnes, c'est pas une mince tâche. Quand il y a rien, il y a rien, mais quand il y a de quoi, il y a de quoi. C'est des *stand-ups* un par derrière l'autre, puis là, tu fais du montage, tu *feeds* du stock, puis chacun veut son [affaire][108] », raconte le caméraman Michel Durand de Radio-Canada.

La formule du *pool* induit un autre ajustement qui force les journalistes des quatre réseaux qui étaient jusque-là des concurrents à collaborer à travers une mise en commun contre nature. C'est la trêve des compétiteurs le temps de soulager les finances. Piya Chattopadhyay de la CBC réfère à une certaine difficulté à ramer à contre-courant :

> C'était étrange d'aller en Afghanistan. C'était une expérience très différente de la façon très indépendante dont j'ai l'habitude d'être journaliste dans tout pays, de toutes les manières, mais spécialement dans un pays étranger. De la technologie à l'éditorial à cette approche réellement collaborative non seulement avec les militaires mais avec nos concurrents[109].

Qu'est-ce qui arriverait si un journaliste-producteur était expulsé du programme des médias à Kandahar après avoir enfreint un règlement du contrat d'intégration ? Dans son mémoire,

Frédéric Arnould a soulevé ce scénario hypothétique, mais bien plausible, qui « priverait les quatre réseaux participants de nouvelles » (Arnould, 2009, p. 64).

Par ailleurs, le principe de partage du *pool* a une conséquence sur l'information elle-même, qui est offerte par les médias. Quatre réseaux de télévision canadiens qui se mettent ensemble pour partager ressources et reportages, « ça devient une couverture très uniformisée parce que dans le fond tout le monde a accès exactement à la même affaire[110] », fait remarquer Arnould de Radio-Canada. L'uniformisation fait sans doute penser à la formule de « l'information en uniforme » durant la guerre du Golfe (Ferro, 1991). L'ouvrage cité ici critiquait, entre autres, la répétitivité des images offertes par les chaînes de télévision qui promettaient l'ère du direct. Au *pool* de CBC, Radio-Canada, CTV et Global durant la guerre en Afghanistan, on peut certainement appliquer cette formule judicieuse : « Tel est le fruit du système de la télévision elle-même, il est le produit brut de la télévision » (Ferro, 1991, p. 33). Il faut toutefois préciser que la formule *pool* formalise un processus déjà en cours dans la couverture des réseaux de télévision. Avant le *pool*, l'insistance des réseaux sur les cérémonies d'adieux ne proposait pas mieux en matière de diversité d'images et de points de vue, car toutes les caméras couvraient le même événement. Le *pool* a éliminé en quelque sorte même les angles de vue différents.

Le réseau français Radio-Canada a été le premier à quitter le *pool* en septembre 2008. « Le réseau a évalué que le "rapport qualité-prix" de la couverture ne vaut pas la dépense des dizaines de milliers de dollars déboursés tout au long de la durée de l'expérience » (Arnould, 2009, p. 72). Radio-Canada va quand même continuer à bénéficier des images et des reportages du partenaire public CBC.

CTV a emboîté le pas et s'est retiré du *pool* en 2009. « Ils ont décidé qu'il n'y avait pas assez de choses qui se passaient à Kandahar pour justifier leur présence[111] », décrit Alan Waterman de la CBC. Waterman indique que CTV a décidé de mener ses opérations de manière indépendante, principalement à Kaboul, car c'était là le centre d'intérêt[112]. Le retrait de Radio-Canada et de CTV a sérieusement fragilisé les fondations du *pool*. « Global disait : attends un peu, on peut à peine se permettre de payer un tiers de ceci, maintenant nous payons la moitié de cela ?[113] », se rappelle Waterman. En réalité, le retrait de CTV a porté le coup fatal au *pool*.

L'arrivée du *pool* télévisuel à Kandahar traduisait une fatigue dans la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan. Les quatre réseaux étaient parmi les médias les plus réguliers du programme d'intégration depuis ses débuts. La mise en commun des ressources signifiait moins de

journalistes sur le terrain. « L'Afghanistan était peut-être moins, le premier sujet que les journalistes voulaient couvrir donc c'est normal avec le temps, il y a eu moins d'intérêt, donc moins de journalistes intégrés[114] », note l'OAP Josée Bilodeau, qui était à Kandahar quand le *pool* a commencé durant la roto 4. L'inamovibilité des membres du *pool* n'était pas de nature à contenter l'armée canadienne à Kandahar. « Les militaires canadiens, ils disaient : "Voulez-vous aller sur cette patrouille ?" et je disais : "Ouais, quand est-ce qu'il revient ?" Et ils disaient : "deux ou trois jours" et je disais : "Ne peux pas y aller". Ma perception était qu'ils étaient un peu irrités par ça, pour être honnête. Pas par moi, mais par le nouveau rôle[115] », confie Piya Chattopadhyay de la CBC. Le caméraman Mike Heenan note que CBC voulait avoir les clips des événements de routine : « Nous voulions toujours revenir à la base aérienne principale de Kandahar parce que c'est là que se trouvaient tous les principaux briefings et c'est aussi là que se déroulaient toutes les cérémonies d'adieux quand quelqu'un était tué[116] ». Chattopadhyay ajoute : « Ils n'aimaient certainement pas que la CBC réduise notre couverture. C'était très clair pour moi. En fait, l'OAP m'a dit ça, tous les soldats avec qui j'ai parlé n'aimaient pas cela. Je suppose, je ne peux que déduire qu'ils ont aimé la couverture qu'ils recevaient jusque-là[117] ».

Bob Weber de La Presse canadienne dit avoir remarqué une baisse de la couverture médiatique entre son premier séjour en 2006, où la tente des médias était assez occupée, et son second en 2008, où une seule équipe de télévision était là[118]. Un journaliste de Global parle d'une fatigue de la guerre et d'une perception selon laquelle le public était fatigué de ce genre d'histoires[119]. L'armée canadienne a calculé que l'arrivée du *pool* entre CBC, Radio-Canada, CTV et Global en novembre 2007 avait réduit la moyenne générale du nombre de journalistes intégrés de 11,5 à 7 (Ministère de la Défense nationale, 2009, p. 4). Cela représente une baisse de 39 %. La situation était différente pour la presse écrite. Nul besoin de former un *pool,* car les journaux peuvent toujours s'alimenter auprès de l'agence La Presse canadienne ou CanWest News Service.

Par ailleurs, limiter la présence sur le terrain en raison des risques et des impératifs du *pool* a eu des implications subtiles sur la couverture. Quand les journalistes passent du temps avec les soldats sur le terrain, il devient plus facile de développer une relation qui permet de cultiver les sources. Le caméraman Mike Heenan de la CBC témoigne :

> Nous nous rendions à une base d'opérations avancée en ravitaillement en hélicoptère et vous y passiez quelques heures et vous reveniez en hélicoptère à *KAF*. Et j'ai trouvé que dans ces situations, oui, il n'y avait pas la même connexion. Et dans ces situations, vous rencontriez des soldats moins désireux d'être filmés. Lorsque vous êtes littéralement juste parachutés pour essayer d'obtenir quelques images et je pense qu'ils savaient que vous repartiez également vers la base[120].

Diminution de l'intérêt pour la guerre, risques accrus pour les journalistes, coûts considérables pour les médias sur plusieurs années, la combinaison de ces facteurs a présidé à la création du *pool* par les réseaux de télévision. La conséquence a été un effritement progressif de la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan, avec moins de journalistes canadiens sur le terrain, et, partant, moins de sujets couverts. Ce repli médiatique amorcé avec le *pool* à la fin de l'année 2007 va se poursuivre, voire s'accélérer dans les années suivantes.

La fatigue médiatique était ressentie par les journalistes auprès de leurs rédactions et cela créait une situation en porte-à-faux entre les offres d'opportunités militaires et les attentes des rédactions, particulièrement sur les histoires concernant les projets de développement. Les rédacteurs en chef président les négociations sur ce qui constitue les nouvelles importantes (Tuchman, 1978, p. 32). Frédéric Arnould témoigne de cette situation :

> Les affaires communautaires, tout ça, ils en avaient déjà beaucoup. Ils me donnaient une liste des choses : "Est-ce que ça t'intéresserait ?" Oui, moi ça m'intéresse. Allo Montréal : "On l'a déjà fait, regarde aujourd'hui il y a une grosse affaire qui vient vraiment de tomber". C'est toujours la même chose, c'est la dictature du *line up*, c'est l'espèce [de] "*if it bleeds, it leads*", ça reste une *business* malheureusement, c'est ça quand même[121].

Le service des affaires publiques à Kandahar poussait donc constamment pour des sujets de reportage principalement sur les projets de développement, mais les journalistes ne pouvaient pas toujours garantir que ces sujets allaient trouver preneur dans leurs rédactions. « Le journalisme, ça reste du journalisme, c'est de la *business* de mauvaises nouvelles malheureusement, s'il y a pas d'intérêt, je peux aller tourner ton affaire d'ONG qui est en train de reconstruire des jupes en paille, des choses de quoi, mais en même temps, si c'est pas diffusé, ça n'apporte rien[122] », poursuit Arnould. Le journaliste de Radio-Canada a réalisé 14 reportages pour la radio et la télévision et explique que la radio est généralement toujours plus preneuse que la télévision pour des raisons de format. La radio diffuse en fait plus de bulletins de nouvelles que la télévision. La majorité de ses reportages sont des topos *human* sur le quotidien des soldats. « Un moment donné la machine se tanne de toujours voir les mêmes affaires[123] », dit Arnould. À chaque nouvelle, le défi est d'intéresser la rédaction. « Les journalistes, on est des vendeurs en fait, on vend à des pupitres puis à la fin, [la décision appartient à] celui qui décide d'acheter ou pas[124] », fait remarquer Arnould.

CHAPITRE 7

UNE GUERRE PEUT EN CACHER PLUSIEURS AUTRES

Pour l'armée canadienne en Afghanistan, la région du Panjwai est comme un palimpseste écrit et sans cesse réécrit. Les opérations militaires s'y succèdent au rythme des saisons. Les journalistes intégrés ont souvent parlé de « la saison des combats ». Ce mot est lui-même devenu un champ de bataille de la communication. Plus que le combat direct, c'est néanmoins la menace des *IED* qui va constituer le plus grand défi pour les opérations de l'armée canadienne et la couverture des médias intégrés sur le terrain. La guerre des *IED* menée par les talibans va créer un environnement de risques avec beaucoup de soldats blessés et tués. On sentira un certain inconfort de l'armée à communiquer sur les blessés de guerre. Plusieurs incidents vont aussi rappeler le danger associé au reportage de guerre dans la deuxième moitié de la roto 4.

L'insécurité qui a débuté au lendemain de l'opération *Medusa* va se poursuivre sur le terrain. Encore une fois, comment promouvoir les projets de développement et de reconstruction dans un tel environnement ? Sous la pression du gouvernement à Ottawa, l'armée canadienne tentera de minimiser la publicité négative des horreurs de la guerre et de rehausser les bonnes nouvelles en lien avec les enjeux de développement et de reconstruction. Différentes stratégies d'influence seront mises en œuvre, notamment à travers les médias afghans ainsi que les médias canadiens nationaux et régionaux. Assurer le soutien de l'opinion canadienne à la mission dépend de la guerre de l'information qui doit être menée par le biais de l'approche pangouvernementale. Dans le programme des médias intégrés, un contrôle plus étroit se fera sentir.

7.1 Retour à la case départ : la saison des combats et la guerre des *IED*

Dans la nuit du 7 au 8 septembre 2007, l'opération *Keeping Goodwill* (ou *Khar Khowhai*) commence pour reprendre le contrôle du district de Zhari. Encore une fois, le groupement tactique fait une démonstration de force avec des chars d'assaut et des blindés dans cette opération à laquelle participent aussi les forces afghanes. Dene Moore de La Presse canadienne se trouve avec les soldats du *Royal 22^{e} Régiment* qui se dirigent vers le poste avancé de Ghundy Ghar. La veille, elle a passé la nuit à la belle étoile à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar. Dans l'une de ses dépêches, le commandant Alain Gauthier parle encore de la menace des *IED* « au pays des talibans » (cité par Moore, 2007a). Au deuxième jour de l'opération, le VBL dans lequel se trouve

Dene Moore est touché par un engin explosif improvisé en bordure de route. Dans sa dépêche sur l'incident, Moore explique que le capitaine dans le VBL a baissé la tête pour vérifier si tout le monde était sain et sauf, et chacun a fait le signe du pouce en signe de ok. À son tour, elle relate : « J'ai jeté un coup d'œil pour voir si mes jambes étaient là où elles devraient être et ensuite, [j'ai] tourné le pouce vers le haut aussi » (Moore, 2007b). Tous les soldats dans le VBL et la journaliste s'en sortent indemnes, mais secoués. Le rapport d'incident indiquera que le blindage du véhicule a protégé l'équipage des effets de la mine (Task Force Afghanistan, 2007b).

Plus de peur que de mal, mais les soldats avaient eu raison de dire à Moore avant l'incident que les *IED*, c'est un peu un tirage chanceux. En effet, c'était un gros *IED* avec plusieurs bombes empilées sur le dessus, mais il ne s'est pas bien déclenché. Seule une petite bombe a explosé et a fait sauter une roue. Quand Moore a sauté par la tourelle pour sortir du blindé, elle était terrifiée de sauter à terre, de peur d'atterrir sur un autre *IED* ; les soldats lui ont alors indiqué de sauter dans les traces des pneus (Moore, 2007b). Tout le monde s'attendait par la suite à une embuscade comme les talibans avaient l'habitude de le faire en perpétrant des attaques subséquentes sur les sites d'explosion d'*IED*. Les soldats n'ont pas manqué de taquiner la journaliste : « Baptême par le feu. Bienvenue en Afghanistan » (Moore, 2007b). L'attaque n'est jamais venue, mais les soldats étaient impressionnés par Dene Moore, qui a sorti sa petite caméra et a commencé à tourner des images, prête au pire. Les journalistes hésitent toujours à faire partie de la nouvelle, mais Moore a produit une dépêche à la première personne. Dans la culture du journalisme, écrire au « je » est considéré en principe comme une intrusion dans les faits. De plus en plus, cependant, les cas d'atteinte à la sécurité des journalistes font l'actualité comme pour rappeler la fragilité du métier.

Le journaliste Hugo Meunier et le photographe Martin Tremblay de *La Presse* accompagnent également un gros convoi des soldats du *22e* à partir de la base de patrouille Wilson avec l'objectif de s'emparer d'un poste de contrôle près du village de Lakokhel. « Avec de puissantes décharges de 25 mm, une dizaine d'obus et des gaz fumigènes tirés par les artilleurs postés en retrait, des avions-espions et des tirs rapprochés, la poignée de talibans qui gardait le poste n'a eu aucune chance. D'épaisses colonnes de fumée noire enveloppent l'objectif », rapporte l'équipe de *La Presse* (Meunier et Tremblay, 2007). Meunier se souvient : « J'avais intitulé le reportage : "Tuer une mouche avec un bazooka", parce que c'était un peu ça. On est arrivés, l'armée avec plusieurs VBL, plusieurs véhicules, l'artillerie lourde, l'appui aérien, tout le *kit*. Puis finalement au final, on se battait contre qui ? J'ai eu de la misère à avoir cette information-là[1] ». Ce reportage est en fait

un encadré sous l'article principal. Le reportage est accompagné d'une photo de Martin Tremblay où on voit un combattant taliban tué qui est recouvert par une toile ; le haut de la tête avec les cheveux, le bras gauche et le pied gauche dépassent de la toile et un fusil de type AK-47 est visible. La publication de cette photo par *La Presse* ne s'est pas faite sans résistance. Meunier témoigne :

> L'armée avait demandé qu'on diffuse pas la photo du gars qui est mort, sous prétexte qu'ils voulaient pas donner une image négative de la guerre. On leur a expliqué que la guerre en soi était une image négative […], je me demandais c'est quoi une guerre positive. Puis on l'a quand même mis parce que c'est ça la guerre, on va pas juste mettre le beau côté. Il y a des victimes dans une guerre puis c'en est une. On a tenu notre bout, on l'a passée[2].

Cet exemple touche à une zone d'inconfort pour les armées qui est la publicisation des images de morts et de blessés, amis ou ennemis. Cette zone d'inconfort est reconnaissable par le réflexe du contrôle de ce type d'images. C'est une attitude qu'on a vue dans beaucoup de guerres auprès de plusieurs belligérants.

Le 22 septembre, l'explosion d'une bombe artisanale blesse quatre soldats canadiens et un interprète afghan. Dene Moore de La Presse canadienne et Pierre-André Normandin du *Soleil* accompagnent le convoi de ravitaillement de nuit vers la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar et en sont quittes pour une bonne frousse. Une première explosion a frappé un véhicule RG-31 Nyala, blessant les soldats et l'interprète. Une seconde explosion d'une roquette de RPG a frappé juste à l'avant du Bison dans lequel se trouvaient les deux journalistes. Dans l'obscurité totale, les soldats sont sortis pour évaluer les dommages et établir un cordon de sécurité. « L'obus a beau avoir manqué sa cible, la peur, elle, a frappé tout le monde de plein fouet » (Normandin, 2007).

Avec la multiplication des incidents durant cette période, les médias intégrés ont beaucoup parlé des *IED,* qui constituent la principale menace pour les convois de l'armée canadienne. Dans le reportage de Radio-Canada sur cet incident, Jean-François Bélanger rapporte :

> Selon les forces canadiennes, la majorité des bombes artisanales sont trouvées et désamorcées avant de faire des dommages. N'empêche, on estime qu'en moyenne un véhicule par semaine est frappé par une charge explosive, placée sur le bas-côté de la route : une arme sournoise et redoutable qui a tué 38 des 70 soldats canadiens morts en Afghanistan. De plus en plus de voix aux pays s'élèvent pour que le Canada trouve d'autres moyens de ravitailler ses bases avancées que les convois routiers très vulnérables. Ainsi, la Hollande, qui opère elle aussi dans le sud de l'Afghanistan, compte beaucoup moins de victimes parce qu'elle utilise des hélicoptères pour ravitailler ses bases avancées (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007d).

Par ailleurs, comme les journalistes étaient sur place et qu'ils avaient été témoins de l'événement, l'armée canadienne a été obligée de divulguer l'incident et les blessés. Le reportage de Bélanger fait savoir :

> Il n'est en effet pas dans l'habitude des forces canadiennes de rapporter des incidents qui n'ont fait que des blessés, pour ne pas trop inquiéter la population canadienne, une population déjà majoritairement réfractaire à cette mission en Afghanistan. Pourtant, impossible de le nier, la situation reste extrêmement volatile ici, même dans les zones que l'armée canadienne considère sous son contrôle (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007d).

Pour une journaliste qui a requis l'anonymat, la réaction des militaires à la présence des journalistes dépend, dit-elle, du niveau de confort individuel des militaires et du commandant qui est là[3]. Lors de l'incident du 22 septembre, les journalistes sont allés à la base de Ma'Sum Ghar, d'où les blessés ont été évacués. La journaliste décrit : « Ils ne voulaient pas nous en parler. […] ils nous ont amenés là-bas, nous ont déposés et nous ont abandonnés, et, nous nous sommes assis là pendant des heures et des heures, sans savoir ce qui se passait. Ils nous ont plus ou moins abandonnés et nous n'avons pas été autorisés à proximité [du véhicule touché][4] ». On peut certainement se poser ici la question de savoir si la présence des blessés a contribué à l'attitude des militaires envers les journalistes lors du deuxième incident.

Vers la fin septembre 2007, l'armée canadienne lance une autre opération, cette fois-ci dans le district de Panjwai. Les soldats sont de retour encore une fois dans cette région où l'opération *Medusa* avait pourtant chassé l'ennemi. Menée conjointement avec les forces afghanes, l'opération *Sadiq Sarbaaz,* ou *Soldat honnête,* fait partie de la stratégie plus large d'établissement des postes avancées et des sous-stations de la police. Le groupement tactique cherche à établir une présence de sécurité et à rétablir la liberté de mouvement dans cette région volatile. La tâche des hommes de Gauthier est de permettre la fluidité de la circulation, notamment entre les différentes bases d'opérations avancées.

Plusieurs médias intégrés ont repris les paroles du général Laroche, qui explique que la guerre de contre-insurrection est très difficile et qu'il ne sera jamais possible de défaire complètement l'ennemi.

Au moment d'une attaque qui a coûté la vie à un soldat et blessé quatre autres militaires, David Common de la CBC a eu la chance de se trouver en compagnie d'une équipe américaine d'évacuation médicale quand l'appel de secours est arrivé, et il a été héliporté jusqu'à une base d'opérations avancée. CBC a montré des images exclusives de l'évacuation, et Common a expliqué que les troupes canadiennes avaient dû se frayer un chemin au milieu d'un tir nourri de l'ennemi afin d'évacuer leurs blessés (CBC Television – *The National,* 2007g).

D'un point de vue des contraintes de la couverture de la guerre, ce n'est pas le reportage de Common qui est intéressant, mais un blogue que ce dernier va publier après son périple dans

l'hélicoptère médical, qui revient sur la question des blessés. Le journaliste souligne d'abord que la majorité des blessés évacués par les hélicoptères américains étaient des Canadiens. Il se pose ensuite la question de savoir pourquoi on ne parle pas de ces blessés. Au moment de l'incident impliquant l'équipe de Radio-Canada en août, Common était allé à la rencontre des blessés à l'hôpital de Landstuhl, en Allemagne, et, à cette occasion, il avait souligné aussi qu'on entendait souvent parler des morts et peu des blessés.

Dans son blogue, Common fournit une explication qui renvoie aussi à la zone d'inconfort dont nous avons parlé un peu plus haut :

> Une nouvelle politique est apparue clairement. Les décès sont encore signalés, mais les blessures ne le sont pas, sauf si l'un des deux scénarios existe. Le premièr est si la blessure est si sévère qu'elle peut très bien entraîner la mort. Le second est si les journalistes le savent déjà. Si un journaliste se trouve dans un convoi qui est frappé et voit la blessure, ils le sauront évidemment.
>
> Les blessures sont de plus en plus fréquentes ces jours-ci. Il y a eu jusqu'à quatre attentats à la bombe au bord de la route chaque semaine. Les soldats sont blessés dans le processus, certains d'entre eux sérieusement. Certains d'entre eux perdront des membres. D'autres auront leur vie irrémédiablement endommagée. Nous ne le saurons pas. Que devrions-nous savoir, c'est une autre question.
>
> Alors, qu'est-ce qui a changé ? Il y a l'argument selon lequel les politiciens – craignant une nouvelle perte de soutien public à cette mission – ne veulent pas révéler le nombre réel de blessures. Une autre école de pensée est que les blessures sont devenues si routinières que les militaires ne les considèrent pas comme un « nouveau développement » et ne sont donc pas d'actualité (ou publiables officiellement). Un dernier argument est qu'il y a maintenant tant de violence que les soldats déployés préféreront réduire la publication de mauvaises nouvelles qui inquiéteront davantage leurs familles au Canada.
>
> […]. Les États-Unis, qui sont engagés dans leur propre guerre en grande partie impopulaire en Irak, diffusent toujours les statistiques sur les blessures. Le Canada ne le fait pas (Common, 2007a).

Selon l'hypothèse du journaliste, ne pas révéler les blessés est une stratégie de communication pour atténuer l'impact de la publicité négative auprès du public et des familles des soldats. Peu après, Matthew Fisher du groupe CanWest a publié les données suivantes, basées, entre autres, sur un questionnaire de l'armée canadienne auprès de 4700 troupes : 243 blessés depuis février 2006, dont 136 pour des blessures graves nécessitant une évacuation en Allemagne, près de 400 soldats souffrant de problèmes de santé mentale et 5 % souffrant de symptômes du trouble de stress post-traumatique (Fisher, 2007a).

Au cours de cette période, les journalistes intégrés suivent les opérations de nettoyage dans la zone de responsabilité des Canadiens. Une journaliste anonyme explique qu'il s'agissait d'accompagner les soldats sur ces opérations de nettoyage sur une route ou dans un village en vue de démanteler les *IED*, de saisir des armes et du matériel de fabrication de bombes artisanales, et ensuite, de revenir à la base[5]. Avec un tempo opérationnel exigeant et beaucoup de journalistes à

satisfaire, le programme d'intégration a des offres limitées. « C'est pas nous qui menons la barque, c'est l'armée qui décide quand on se déplace, qu'est-ce qu'on fait, à qui on parle […]. Le désavantage c'est que c'est pas toi qui es maître de tous tes déplacements, c'est l'armée[6] », affirme Hugo Meunier de *La Presse*, qui voit dans les déplacements la plus grosse contrainte du programme.

Les sorties opérationnelles des journalistes intégrés reposent sur un principe d'offres circonstancielles à prendre ou à laisser. Les journalistes intégrés choisissent l'offre disponible et pas nécessairement l'option souhaitée. À la question de savoir s'il y a des opérations qui ne peuvent pas être couvertes par les médias, le commandant Alain Gauthier répond : « Non, aucune[7] ». Pour Gauthier, ce qui détermine l'acceptation des médias est beaucoup plus une question de risques : « Il y a une gestion du risque et il y a une discussion qu'on doit avoir et il y a des leçons qui sont apprises au fur et à mesure que les opérations ont lieu », dit-il. Durant la roto 4 du *3 R22eR*, il y certainement un avant et un après l'incident du 22 août, où des journalistes ont été blessés en sortie opérationnelle.

Après avoir couvert la roto 3 du *2 RCR* en mars 2007, Michèle Ouimet de *La Presse* est de retour en octobre pour la mission québécoise. À Kandahar, il y a eu quelques changements. « Je dois suivre un cours de trois heures sur les premiers soins, les bombes artisanales et les mesures d'urgence à prendre en cas d'attaque. Depuis que le blindé du journaliste Patrice Roy et de son caméraman, Charles Dubois, a sauté sur une mine, le cours est obligatoire », décrit Ouimet (2007c). Elle est par ailleurs accueillie dans une atmosphère de tension : « Le camp vit dans un état d'alerte élevée depuis une dizaine de jours. Le soir, tout le monde, soldats et journalistes confondus, doit porter sa veste pare-balles et son casque. Du jamais vu. Pourquoi ? Opsec » (Ouimet, 2007c).

Dans la troisième semaine d'octobre, Bill Graveland parle d'une explosion impliquant le nouveau véhicule antimines de l'armée canadienne : « Le véhicule utilise différentes technologies, dont des rayons X et des systèmes de détection du métal. S'il détecte un objet suspect, il marque l'endroit d'une tache d'encre pour vérification ultérieure » (Graveland, 2007c). Le lendemain, Graveland assiste à la démonstration du Husky par le caporal Pierre Brûlé, le conducteur impliqué dans l'explosion la veille, devant le général Rick Hillier, venu visiter les soldats du *22e* sur le terrain. À son arrivée pour contrer la guerre des *IED*, le véhicule blindé Husky de fabrication sud-africaine avait été présenté fièrement aux médias intégrés à Kandahar à la fin septembre. Montrer

l'équipement militaire fait partie de la logique de promotion des nouvelles positives dans un contexte où l'équipement inadéquat a suscité une publicité négative dans le passé.

À la fin octobre, Matthew Fisher de CanWest visite le Centre des opérations provinciales à *KAF*. C'est un accès privilégié pour un journaliste intégré, car ce centre névralgique est en principe une zone interdite. Lors de sa visite en août, le présentateur Bernard Derome avait visité le centre, mais il n'avait pas parlé de ses capacités. L'*Athena Tactical System* est un centre équipé d'outils technologiques en circuit fermé qui permet de mener la guerre sur les écrans en temps réel grâce aux données et aux images satellites directement retransmises du champ de bataille. C'est un espace de codes et de symboles caractéristique de la grande optique panoptique (Virilio, 1999). Fisher écrit :

> La capacité de la vidéo en direct est particulièrement éblouissante lorsqu'elle transporte des images à partir de caméras aériennes sophistiquées, qui peuvent révéler avec une grande précision comment se déroulent les combats avec les talibans. Il existe également une capacité de vidéoconférence absente dans les nouveaux systèmes américains et britanniques similaires. Avec cette capacité, les commandants sur le terrain n'ont pas besoin de faire des parcours routiers dangereux pour discuter des opérations avec leurs supérieurs (Fisher, 2007b).

Ce centre ultrasophistiqué de l'armée canadienne suit la progression des soldats en temps réel et peut les informer aussi en temps réel des menaces potentielles, notamment la présence des forces ennemies et les sites d'engins explosifs improvisés. Grâce aux transpondeurs des forces sur le terrain, le système est conçu pour éviter les tirs amis. C'est un réseau d'information et de communication qui constitue en quelque sorte la quintessence de la société de contrôle deleuzienne (Deleuze, 2003). En Afghanistan se joue donc aussi la guerre *high tech* contre la guerre des *IED*. Le commandant du groupement tactique, le lieutenant-colonel Alain Gauthier, n'est pas dupe quant à la supériorité informationnelle : « C'est un outil de prise de décision. La menace de cette insurrection reste réelle. Nous devons encore aller au sol » (cité par Fisher, 2007b). Durant la guerre en Irak, l'armée américaine a accepté d'intégrer en permanence quatre journalistes à un centre semblable, le Combat Operations Center de la 1re Force expéditionnaire des Marines, à condition de les soumettre à la censure (*security review*), contrairement au reste des journalistes intégrés (Bizimana, 2014, p. 73-74). La société de contrôle est basée sur ce type de réseaux d'information et de communication sophistiqués qui surveillent le champ de bataille, mais également sur ce que les armées appellent les opérations d'information, qui peuvent se servir des médias pour assurer la supériorité informationnelle.

7.2 Couvrir les morts et les blessés

Dans la communication de guerre, la question des morts et des blessés constitue un espace de contrôle des représentations de la guerre, et, partant, des perceptions. Les armées cherchent à contrôler les flux d'information sur les morts et les blessés. Si, dans les guerres passées, il a été possible d'interdire totalement la publication des photographies[8] des morts et des blessés, la situation s'est complexifiée avec les conflits, surtout au début du XXI^{e} siècle. Les belligérants ont progressivement autorisé la publication des photographies par les correspondants de presse tout en maintenant des leviers de contrôle sur le contenu des images.

Comme nous l'avons vu, les médias canadiens ont largement rapporté les images des morts, surtout lors des cérémonies d'adieux sur le tarmac de l'aérodrome de Kandahar. Le visuel de la cérémonie d'adieux est une chorégraphie liturgique où le cercueil est au centre d'une procession empreinte d'émotion. Mais, on ne peut pas dire que les médias ont montré les horreurs de la guerre. Très peu d'images de corps blessés, mutilés et inanimés ont été montrées. Même si c'est une réalité des soldats, le visuel des corps en souffrance est absent de la couverture médiatique de la guerre. Les représentations de la souffrance et de la mort sont une zone d'inconfort pour les armées. Michèle Ouimet de *La Presse* a rapporté les déboires du docteur Kevin Patterson, qui a publié un article dans le magazine américain *Mother Jones* où il décrit la mort du caporal Megeney à Kandahar :

> "Blessure par balles ! crient les soldats en déposant le blessé sur une civière. L'uniforme du caporal Kevin Megeney est maculé de sang, là où la balle est entrée, à la droite de sa poitrine, sous son bras. Ses yeux sont grands ouverts. Ses pupilles sont dilatées, fixes. Il n'a pas de pouls. Un des hommes qui l'a amené explique. "On marchait près de sa tente et on a entendu le coup. Ça ressemblait à un neuf millimètres. Je ne sais pas ce qui est arrivé."
>
> "J'ouvre sa bouche. Sa langue et sa gorge sont flasques. Je vois ses cordes vocales. J'insère un tube dans sa trachée. Je hurle que nous avons besoin d'un chirurgien." (cité par Ouimet, 2007b)

Cette description est une évocation directe du corps et de la cruauté de la guerre. L'article de Michèle Ouimet indique que l'armée canadienne a lancé une enquête concernant la violation des secrets officiels[9] et conclut : « Des scènes trop crues, trop vraies. Ce n'est pas avec ces images que les Canadiens vont appuyer la guerre. L'armée le sait » (Ouimet, 2007b). Il est vrai que le docteur Patterson avait un accès aux corps que les journalistes n'avaient pas, mais peu de journalistes ont osé être aussi crus que lui dans leurs reportages. Référant à la couverture médiatique, Patterson dira plus tard que « la représentation des morts dans cette guerre a été faite avec une sorte d'anonymat aseptisé » (cité par Austen, 2009). Ne pas montrer les horreurs de la guerre n'est pas toujours une

question de contrôle. Il existe des restrictions liées à ce que Gans (1979, p. 243-244) appelle le « goût » et qui traduisent la crainte des rédactions à indisposer leurs audiences. Les médias en Afghanistan se sont imposés une autocensure dans la description des scènes macabres et des corps des soldats.

Dans le même ordre d'idées, la zone d'inconfort concerne aussi la publicisation du nombre de morts et de blessés. Comme David Common (2007a) de la CBC l'indique dans son blogue, les médias intégrés se sont rendu compte que l'armée canadienne avait choisi de ne pas révéler les blessés de la guerre en Afghanistan. Il s'agit d'un contrôle de l'information par omission, car la révélation des blessés se fait uniquement quand il y a un témoin oculaire intégré. Un officier d'affaires publiques avait néanmoins répondu au journaliste de la CBC en réfutant le fait que l'armée canadienne cache ses blessés :

> Lorsque notre personnel médical détermine que les blessures ne sont pas graves et ne mettent pas la vie en danger, nous n'informons pas toujours les médias. Ce n'est pas une tentative de prédéterminer ce qui est digne d'intérêt ; il s'agit plutôt d'une simple évaluation de ce qui est important pour nos opérations. La réalité dans un environnement de combat est que ces blessures légères se produisent fréquemment et la nécessité d'informer le public chaque fois que quelqu'un a une coupure ou une ecchymose, n'est pas réaliste[10].

Le gouvernement afghan n'est pas en reste dans la guerre des images et des chiffres. Un article d'Alec Castonguay dans *L'actualité* avance :

> Pour ne pas décourager le recrutement, le gouvernement de Hamid Karzaï garde secret le nombre de morts et de blessés. Mais des officiers occidentaux sur le terrain estiment que l'armée afghane a perdu autant de soldats, sinon plus, que les forces de la coalition qui, elles, déplorent plus de 600 pertes humaines depuis 2001. À l'hôpital de l'OTAN (dirigé par le Canada), situé à l'aéroport de Kandahar, 45 % des 1 900 blessés traités en 2006 étaient des soldats afghans ou des policiers, contre 19 % de membres de la coalition, alors que les deux groupes comptent le même nombre de militaires à l'œuvre. (Le reste des blessés étaient des civils occidentaux ou afghans.) (Castonguay, 2007c)

Durant la Deuxième Guerre mondiale, la publicisation des pertes de Dieppe avait été effectuée au compte-gouttes (Balzer, 2011, p. 101-102 ; Bizimana, 2007, p. 319 ; Richard, 2002, p. 62-65). Durant la guerre du Vietnam, le service des affaires publiques a instauré une politique selon laquelle les pertes allaient uniquement être rapportées de manière hebdomadaire sous les qualificatifs « légères, modérées ou lourdes » (Hammond, 1998, p. 55). Ce type de restrictions contestées par la presse a néanmoins ses limites. Au Vietnam, le service des affaires publiques de l'armée américaine savait très bien qu'il était difficile de cacher le fardeau humain de la guerre à une population dans un état moderne, car même en Corée, où il n'y avait pas d'images télévisées, le soutien populaire avait aussi diminué au prorata de l'augmentation du nombre de morts

(Hammond, 1998, p. 57). Malgré un contrôle sévère, même l'Union soviétique n'a pas réussi à cacher l'augmentation du nombre de morts en Afghanistan dans les années 1980 (Hammond, 1998, p. 57).

7.3 La guerre de l'information et la guerre des 3D

La guerre de l'information est multiforme. Elle prend appui sur la couverture médiatique pour atteindre des audiences ciblées. En tant que « promoteurs de nouvelles », les agents de communication de l'armée exercent une influence sur la production de l'information en facilitant la couverture de la guerre et en essayant de peser sur les routines journalistiques. En Afghanistan, les objectifs de la communication militaire sont arrimés aux objectifs politiques du gouvernement canadien. La promotion des événements de la guerre repose à la fois sur des aspects visibles à travers la négociation qu'elle implique avec les médias et sur des aspects invisibles liés à la coordination et à l'exécution des plans de communication par différents acteurs militaires et politiques.

En parallèle à la guerre des codes et des satellites dans les airs et sur les écrans, il y a aussi la « guerre des cœurs et des esprits ». Dans les rotations précédentes, les journalistes ont évoqué cette bataille sans armes. Bill Graveland rapporte, en octobre : « Le ciblage non létal se fait avec l'utilisation de conseillers afghans ainsi que d'informations recueillies auprès des soldats menant des opérations psychologiques, les médias locaux, les conseils tribaux connus sous le nom de *chouras* et l'engagement des leaders locaux » (Graveland, 2007e). Ici, c'est la population locale qui est la cible de ce déploiement d'énergie visant à influencer les perceptions. Depuis le début de la guerre, l'action combinée des opérations de guerre psychologique et des affaires publiques est dirigée vers les Afghans, civils et officiels, à travers les médias locaux, qui sont souvent intégrés, et d'autres outils de communication comme les radios. Avant la mise en place de la stratégie médiatique d'intégration (*embedding*) au début de la guerre, l'action psychologique de l'OTAN se passait dans un « vide informationnel » (Taylor, 2003, p. 106).

En ce qui concerne la force opérationnelle, le commandant Alain Gauthier pouvait compter sur une cellule d'information plus élargie qu'il appelle « un multiplicateur de force » :

> J'avais accès à leurs services pour des opérations. Je pense que ce qui est un peu plus complexe dans une guerre de contre-insurgence comme on a en Afghanistan, c'est pas une guerre traditionnelle, c'est d'essayer de comprendre tout l'aspect informatique ou d'information qui se passe sur le terrain, ce n'est pas juste important de comprendre ce que les belligérants font, mais il

> faut comprendre où est la population dans leur façon de penser, est-ce qu'ils sont assis sur la clôture, est-ce qu'ils penchent sur un bord. Il y a tout le *hearts and minds* qui fait partie du concept. Essayer de comprendre tout l'aspect gouvernance. Au début, c'était de mettre en place un système de gouvernance dans la province de Kandahar. Donc, est-ce que les éléments de gouvernance qui sont en place sont des éléments qui sont efficaces ou est-ce qu'ils sont corrompus ? Est-ce qu'ils fonctionnent bien ou ils travaillent à l'opposé de ce qu'on essaye d'atteindre comme objectif ? Les ONG qui sont sur le terrain, les organismes non-gouvernemental où est-ce qu'ils sont, qu'est-ce qu'ils font et comment ils opèrent ? Donc une connaissance et une visibilité de l'ensemble des joueurs sur le terrain d'opération, c'était essentiel[11].

Durant la guerre en Afghanistan, les commandants avaient généralement donc à leur disposition une cellule des opérations d'information (*IO Cell*) pour soutenir leurs opérations militaires. Le général Guy Laroche ajoute :

> C'est important pour un commandant de savoir ce qui se passe au niveau provincial, c'est-à-dire au niveau canadien, mais également, c'est important de se tenir informé de ce qui se passe localement évidemment en Afghanistan si vous êtes à Kandahar, vous voulez savoir ce qui se passe à Kandahar et ce que les gens pensent à Kandahar et par la suite évidemment vous élargissez votre rayon si on veut d'information pour évidemment la stabilité de l'Afghanistan avec Kaboul et par la suite à travers les frontières et également vous devez vous informer de ce qui se passe chez vos alliés parce qu'on travaille avec des forces multinationales donc si vous travaillez avec des Britanniques, il est important de savoir ce qui se passe au Royaume-Uni. Parce que ça peut avoir un impact sur les opérations et les échanges ; et également lorsque vous êtes en théâtre vous avez énormément de visiteurs d'un peu partout[12].

Par ailleurs, les médias canadiens constituent aussi une caisse de résonance de la stratégie du gouvernement canadien dans le conflit afghan. C'est une autre dimension de la guerre de l'information plus large qui se joue dans cette guerre. Pour le gouvernement et l'armée, le programme d'intégration canadien est un outil de publicisation de l'effort de guerre canadien. À cet égard, les dispositifs d'intégration (*embedding*) qui se sont généralisés depuis la guerre en Irak ne sont pas si différents des pratiques observées dans les conflits antérieurs. Le mode d'organisation du contrôle diffère légèrement quand on compare le correspondant de guerre classique et le journaliste intégré, mais pour les armées, ce qui est important n'est pas tel ou tel statut, c'est plutôt le rôle que les médias, qu'ils acceptent avec réticences à leurs côtés, doivent jouer en lien avec les objectifs de la communication de guerre.

Durant la rotation 4 du *3 R22eR*, on va observer encore des tentatives d'instrumentalisation des médias pour arrimer la couverture médiatique à la stratégie du gouvernement à Ottawa. Le public canadien en est la cible. Dans le contexte du déploiement d'un régiment francophone en Afghanistan, le public québécois est particulièrement concerné.

Il faut noter ici qu'il y a une différence de principe entre les modes opératoires quant aux outils de mise en œuvre des différentes stratégies d'influence. Dans la doctrine militaire

canadienne, les opérations de guerre psychologique (*PSYOP*) ne visent pas en principe le public domestique, mais une audience étrangère. Le public canadien peut néanmoins être influencé via les canaux d'affaires publiques, notamment le programme d'intégration des médias à Kandahar. À la question de savoir s'il y a une séparation claire, le général Guy Laroche répond :

> Il y en a une séparation naturelle je dirais, entre les deux, parce que les affaires publiques pour un commandant, c'est beaucoup plus transmettre une information factuelle sur ce qu'on fait et également, c'est un échange entre nos citoyens et nous jusqu'à un certain point, le PSY OPS, c'est un autre volet. C'est d'influencer et faire en sorte de transmettre des messages qui parfois peuvent être des messages plantés comme on dit pour un but particulier, donc il y a vraiment une différence marquée entre les deux[13].

Nous ne développerons pas davantage ici sur cette question, mais il y a lieu d'émettre des doutes sur le caractère absolu de cette séparation.

La guerre de l'information se fait aussi par la guerre des ondes. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la radio a joué un rôle important dans la publicisation de la guerre et dans l'entraînement du Québec à la contribution à l'effort de guerre national : « La guerre, en effet, n'est pas seulement à dire ou à interpréter. Il faut aussi la justifier auprès de cette opinion québécoise réticente » au moyen des correspondants de guerre et des émissions radiophoniques (Laurence, 1985, p. 309). Près de 80 ans plus tard, les médias ont beaucoup changé, mais les velléités de contrôle des perceptions et des représentations de la guerre de la part des belligérants sont toujours intactes même si elles se présentent sous de nouveaux atours.

Dans la stratégie militaire, le public canadien est considéré comme le centre de gravité des opérations. La guerre des ondes cherche à arrimer la couverture médiatique aux objectifs de communication de l'armée et de la stratégie gouvernementale. Pilotée par le Bureau du Premier ministre, la guerre de l'information en Afghanistan passe par les points focaux ministériels à travers lesquels se déploient les messages officiels au public domestique par l'intermédiaire des médias. Cette guerre de communication est axée sur la stratégie pangouvernementale des 3D (défense, diplomatie et développement). Sa mise en place n'est pas nécessairement une tâche aisée, car il s'agit d'établir un rapport de force avec les médias.

Depuis le début de la rotation du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* en août 2007, la couverture médiatique s'est principalement concentrée sur les opérations cinétiques dans Zhari et Panjwai. Comme dans les rotations précédentes, il y a certes eu des reportages sur les projets de développement et de reconstruction, et, pour la roto 4, sur les projets de formation de la police afghane avec l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, mais les opérations strictement

militaires ont été les plus suivies par les médias. La guerre des *IED* a dominé la couverture journalistique avec les multiples incidents qui ont touché les convois militaires parmi lesquels se trouvaient des journalistes intégrés. En coulisses, des efforts sont en train d'être menés pour corriger le tir en déployant une campagne de communication mettant de l'avant les aspects développement et reconstruction.

Le 6 octobre 2007, *Le Journal de Québec* a publié une chronique du caporal-chef Martin Forgues dans laquelle il parle de la couverture médiatique du conflit afghan.

> La plupart des grands médias qui couvrent la mission afghane parlent presque exclusivement de ce que j'appellerais les "trois C" : combats, cercueils et controverses. Certains opposants parlent, à tort, de "guerre d'agression" et d'"occupation" (je me demande d'ailleurs si une force militaire qui est locataire du terrain sur lequel elle campe peut être considérée comme un "agresseur" ou "occupant").
>
> Certes, le volet comprenant les missions de combat sont importants [sic], et elle [sic] produit de belles images à la télé. Cependant, tout un pan de la contribution canadienne en Afghanistan est, pour des raisons que j'ignore, constamment oublié.
>
> Je parle ici de l'Équipe Provinciale de Reconstruction de Kandahar, un groupe de quelque trois cents militaires dont la tâche est complètement à l'opposé de celle des unités de combat.
>
> Contrairement au groupement tactique, qui tâche à sécuriser et à stabiliser la région, l'ÉPRK est chargée principalement de guider les autorités afghanes au travers des différents projets de développement. Par le fait même, elle soutient le gouvernement local dans ses efforts pour faire reconnaître sa légitimité, de la ville de Kandahar jusqu'aux régions les plus reculées comme Panjwayi et Zhari, points chauds de l'insurrection (Forgues, 2007).

Les 3C sont une allusion aux 3D. Coïncidence ou pas, à ce moment même, la couverture médiatique des 3D (Défense, Diplomatie et Développement) était débattue à l'interne entre le gouvernement et les ministères impliqués, et la stratégie allait commencer à être déployée sur le terrain. Avec les éléments que nous allons présenter dans les prochaines pages, le contenu et le *timing* de la chronique du caporal-chef Forgues ne sont pas anodins.

Au début de septembre 2007, les responsables du ministère de la Défense nationale, du ministère des Affaires étrangères et de l'ACDI rencontrent les médias canadiens à Ottawa sur cette question. L'ambassadeur du Canada en Afghanistan, Arif Lalani, participe à la rencontre par téléphone de Kaboul. Désormais, les responsables de ces ministères vont rencontrer les médias chaque mois. « L'objectif avoué du gouvernement est de permettre aux journalistes et à la population de mieux mesurer les progrès accomplis en Asie centrale par la coalition internationale dont le Canada fait partie » (Fortin, 2007). Encore une fois, les responsables blâment les médias de ne pas parler des progrès réalisés par la mission canadienne sur le terrain en matière de développement et de reconstruction.

Au début d'octobre, l'armée canadienne invite plusieurs journalistes canadiens et québécois des médias locaux pour aller couvrir la mission sur le terrain. Les Québécois Louis Tremblay, du *Quotidien* du Saguenay–Lac-Saint-Jean, et Louise Plante, du *Nouvelliste* de Trois-Rivières, sont les journalistes québécois invités. Lors du départ de Louis Tremblay pour son deuxième séjour à Kandahar, le rédacteur du journal *Le Quotidien* indique que la couverture régionale du conflit est importante puisque plusieurs militaires originaires du Saguenay–Lac-Saint-Jean sont en mission en Afghanistan (Bergeron, 2007). Cependant, cette couverture est possible parce qu'elle s'insère dans la stratégie gouvernementale. Le voyage des huit journalistes en Afghanistan est parrainé par le ministère de la Défense nationale. On peut déjà sentir la ligne officielle des 3D dans le premier article de Louis Tremblay (2007a) :

> Le Canada travaille à la sécurité (opérations militaires), à la gouvernance et au développement. Il met beaucoup l'accent sur cette façon d'expliquer la mission alors que, généralement, les médias et les partis d'opposition ne font que s'attarder au conflit. "On travaille à la préparation de la génération qui suivra les talibans et qui relancera l'Afghanistan sur la voie de la modernité", nous dit-on.

Le premier arrêt des journalistes a été l'ambassade canadienne à Kaboul pour rencontrer l'ambassadeur Arif Lalani. « Il a attiré l'attention des journalistes sur le leadership du pays dans cette mission et sur le fait que le Canada est le quatrième à contribuer aux différents programmes de reconstruction et d'amélioration de la gouvernance », rapporte Tremblay (2007b), dans un article au titre évocateur qui reprend les propos de l'ambassadeur : « "Un progrès exceptionnel dans tous les domaines" ». Louis Tremblay écrira également sur les soldats du Régiment de Saguenay.

Avant son départ, la journaliste Louise Plante du Nouvelliste expose le dilemme de partir ou de ne pas partir en Afghanistan :

> Est-ce que cela vaut le coup pour un journaliste régional d'aller mettre son nez en Afghanistan ? Après tout, nous ne sommes pas des correspondants de guerre. Nous ne sommes pas formés pour faire ce genre de travail. Saint-Luc-de-Vincennes, d'accord, mais Kandahar ?
>
> Ça discute ferme dans les salles de rédaction sur la pertinence de voyager encadrés (embedded) par les Forces canadiennes. Aucun des débats n'a tranché la question. "S'il y a des Canadiens là-bas, on doit y aller aussi, même avec l'armée", et généralement la réponse qu'on entend le plus souvent. C'est au journaliste sur place qu'il revient de faire preuve de discernement.
>
> […]
>
> Par ailleurs, aller en Afghanistan ne signifie pas qu'on approuve le conflit. Les journalistes qui ont couvert la guerre du Vietnam, (même encadrés par l'armée) ne peuvent sûrement pas être accusés d'avoir appuyé cette guerre. Mais leur travail, par contre, a sans conteste contribué à y mettre fin.
>
> […]
>
> Au Nouvelliste, on a tranché la question assez rapidement : "y'a des gars et des femmes du coin en Afghanistan, on va aller voir ce qu'ils ont à raconter",… en espérant qu'ils se trouveront au bon

> endroit au bon moment, lors du passage du Nouvelliste dans des zones sécuritaires. Car même à ce sujet, il n'y a aucune assurance (Plante, 2007a).

Plus loin, une note de la rédaction précise :

> Votre quotidien a accepté l'invitation de la direction des communications externes de la Défense nationale de constater par lui-même quelle forme prend l'engagement du Canada en Afghanistan. C'est une première pour votre quotidien régional.
>
> Cette visite devrait permettre de mieux comprendre les activités des autres ministères canadiens ou organismes gouvernementaux et de l'ensemble des interventions de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN (Plante, 2007a).

Dans l'un des reportages du *Nouvelliste*, un soldat responsable des communications au Camp Nathan Smith indique, entre autres, à la journaliste :

> "Je suis content que l'appui aux Forces canadiennes augmente au Québec même si ce n'est pas encore unanime. J'étais de la parade à Québec et les gens sortaient tous des bars pour nous regarder passer et nous applaudir. Ça m'a impressionné."
>
> Mais il ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec le comportement des Ontariens envers les militaires canadiens. "Les gens là-bas nous arrêtaient pour nous dire qu'ils nous appuyaient et nous souhaiter bonne chance. Partout en Ontario, on voit le ruban jaune "Nous supportons nos troupes" (Plante, 2007b).

À Kaboul et à Kandahar, les journalistes invités par l'armée canadienne ont rencontré les soldats de leur coin de pays, ont visité des projets financés par l'ACDI et ont été en contact avec les responsables de la diplomatie canadienne. Ces visites encadrées correspondent donc à la stratégie de communication des 3D. Le fait que les journalistes soient hébergés au camp Nathan Smith, où se trouve l'Équipe provinciale de reconstruction, n'est pas un hasard. En un court laps de temps, cette visite coordonnée crée une attention remarquée sur les projets de développement et sur les lacunes de la couverture médiatique à *KAF*.

Également en visite à Kandahar, Michael Den Tandt, le rédacteur en chef du *Sun Times* de Owen Sound, en Ontario, et *columnist* pour le groupe Osprey Media écrit :

> À l'EPR, les efforts humanitaires se sont poursuivis et ont augmenté. COCIM, le bras de reconstruction humanitaire de l'armée, compte quelque 200 projets d'aide actifs dans la province de Kandahar. L'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, dirige six grands projets d'infrastructure dans la province. Son budget pour Kandahar au cours de cette année financière est de 39 millions de dollars (Den Tandt, 2007).

Dans cet article, un soldat déplore l'absence des actions et des pertes de l'armée afghane de la couverture médiatique alors que 90 % des combats sont menés par les Afghans (cité par Den Tandt, 2007).

Un texte d'opinion publié dans *Le Nouvelliste* dit tout haut ce que l'armée et le gouvernement canadien disent tout bas en comités secrets.

> Ce qu'on voit au Téléjournal ne nous aide pas toujours à comprendre : on y pleure plus les morts qu'on ne célèbre les victoires.
>
> Merci à Louise Plante de nous avoir aidés à mieux saisir la conjoncture en Afghanistan en nous montrant les deux visages de notre présence : la guerre et la mission humanitaire et, ce, à travers des gens de la région qui sont là parce qu'ils l'ont voulu, recherché ou accepté (Matteau, 2007).

Même réaction du côté du *Winnipeg Free Press*, où un lecteur félicite la journaliste Lindsey Wiebe, qui était parmi le groupe de journalistes invités par l'armée.

> Félicitations à Lindsey Wiebe pour ses articles sur l'Afghanistan qui représentent les aspects humains de la vie dans ce pays déchiré par la guerre. Il est facile pour les médias de couvrir le sensationnalisme des décès et la controverse politique en jeu, mais enfin quelqu'un ose dire l'autre côté de l'histoire : l'aide, l'assistance, la vraie raison pour laquelle nos troupes sont là. En signalant uniquement la politique et les décès, les médias ont influencé les attitudes des Canadiens. Je vous défie de continuer à informer les Canadiens sur le bon fonctionnement de l'équipe de reconstruction provinciale en Afghanistan (Faucher, 2007).

La journaliste Lindsey Wiebe a cependant bien senti « la campagne de relations publiques » lors de son séjour et revient sur cette « visite de familiarisation » organisée par le ministère de la Défense nationale :

> Tout d'abord, cela semblait être le même vieux *spin* du gouvernement : les avertissements des fonctionnaires, les douces suggestions des diplomates et les insistances des commandants militaires. Tout cela se rapportait à ceci :
>
> Les Canadiens ne connaissent pas les bonnes histoires de l'Afghanistan. Et le blâme incombe aux médias, trop obsédés par les victimes pour se soucier de l'aide et de la reconstruction.
>
> C'est une critique difficile, surtout si vous êtes journaliste. Imaginez qu'une infirmière soit blâmée pour l'état de la médecine de couloir ou un travailleur de la construction accusé de causer des nids de poule […] (*Winnipeg Free Press*, 2007).

Wiebe déplore l'absence d'informations lors de son séjour en Afghanistan. Au lieu d'avoir une contextualisation conséquente sur la situation de l'aide et du développement, dit-il, « nous avons eu une séance d'information rapide, des briefings *off-the record* et une panoplie de tableaux PowerPoint. Les demandes d'informations supplémentaires ont été adressées à Ottawa, une commande impossible lorsque vous n'êtes pas muni d'un téléphone satellite dans un pays au bout du monde » (*Winnipeg Free Press*, 2007). Il reconnaît que le développement ne fait pas la une des journaux par rapport aux combats et aux morts, mais conclut : « J'aurais simplement aimé que nous ayons pu constater le même niveau de transparence et d'ouverture que les gens avec la vision d'ensemble du rôle du Canada en Afghanistan – ceux qui sont les plus capables de fournir l'histoire complète des Canadiens manquent » (*Winnipeg Free Press*, 2007).

En 2007, une forte pression continue donc à être exercée par le gouvernement, particulièrement le Bureau du Premier ministre, sur le service des affaires publiques de l'armée canadienne pour canaliser la publicisation de la guerre en fonction des objectifs gouvernementaux.

Plusieurs participants, journalistes, officiers d'affaires publiques et commandants attestent de cette nouvelle donne. La priorité officielle et injonctive du gouvernement Harper est d'infléchir la couverture axée sur une mission de guerre vers une mission d'aide au développement.

Cependant, les difficultés rencontrées dans les rotations précédentes par les journalistes intégrés en ce qui a trait à la dimension du développement ont continué en 2007. Avant son accident, Patrice Roy de Radio-Canada a eu la même expérience que les journalistes qui avaient couvert la dimension développement auparavant. Il a pu avoir un briefing de l'ACDI, mais, dit-il, « c'était l'enfer, il a fallu que je passe par des contacts à Ottawa[14] » pour débloquer la demande. Une journaliste anonyme dit qu'elle a pu faire des entrevues avec les responsables de l'ACDI, mais qu'elle y voyait un problème logistique, car c'était difficile de sortir voir les réalisations[15]. Si le développement était une priorité clé de la mission, on penserait qu'ils tenteraient de le montrer, souligne Bruce Campion-Smith du *Toronto Star*[16]. L'expérience de Michèle Ouimet de *La Presse* en dit long :

> J'ai croisé le grand responsable de l'aide canadienne pour la province de Kandahar, Michel De Salaberry, quasiment tous les jours. Un civil. Un homme d'expérience qui a été ambassadeur du Canada à Téhéran pendant trois ans, un passionné du Moyen-Orient qui connaît ses dossiers sur le bout des doigts.
>
> Nos échanges sont restés prudemment anodins. Quand je lui posais des questions sur l'aide canadienne, il enrobait ses réponses dans une incroyable langue de bois. "Je n'ai pas le droit de vous parler, a-t-il fini par me dire. Appelez Ottawa." Il m'a aussi suggéré de consulter le site web du gouvernement canadien. Sacré conseil, merci, je n'y avais pas pensé.
>
> J'ai donc traversé la moitié de la planète pour me retrouver pendue au bout de mon téléphone satellite, essayant, en vain, de mettre la main sur un fonctionnaire à Ottawa.
>
> J'étais à Kandahar, les projets étaient à Kandahar, les responsables étaient à Kandahar, mais je devais parler à des gens assis dans leur bureau à Ottawa.
>
> J'ai tellement insisté qu'Ottawa a fini par dédouaner le patron de l'ACDI à Kandahar, Ron Schatz. Il m'a donné une entrevue. Rien de transcendant.
>
> Et les prisonniers torturés ? lui ai-je demandé. "Je ne m'occupe pas de ce dossier. Vous devez parler à Ottawa", a-t-il répondu.
>
> J'ai donc repris mon téléphone satellite. Allo Ottawa, ici Kandahar (Ouimet, 2007d).

Il y a le développement, mais il y a aussi d'autres pans de la mission que les journalistes intégrés avaient des difficultés à couvrir. « Dès qu'on arrivait dans quelque chose d'un peu plus litigieux, les accès se fermaient un peu plus[17] », affirme Hugo Meunier de *La Presse*. Là aussi, l'exemple de sa collègue Michèle Ouimet, qui l'a remplacé durant la roto 4, illustre bien cet état de fait. En octobre 2007, Ouimet a essayé d'obtenir certaines réponses pour compléter un reportage sur la prison de Sarpoza. Les réponses ne viendront pas. « Pas étonnant, le sujet était explosif. […] Une patate chaude que les relationnistes civils et militaires se lançaient d'Ottawa à Kandahar, en

passant par l'ambassade du Canada à Kaboul », écrira-t-elle plus tard (Ouimet, 2010). Ce n'est que deux ans plus tard, par le biais d'une demande d'accès à l'information, qu'elle saura le sort de sa demande auprès de Service correctionnel Canada. Un courriel d'une officière d'affaires publiques à Kandahar indique :

> On tourne en rond avec cette demande. Mme Ouimet ira de l'avant avec son article sans la contribution des Services correctionnels qui sont en train de perdre une belle chance de montrer ce qu'ils font en Afghanistan. Ça fait une semaine que les Services correctionnels à Ottawa nous envoient aux Affaires étrangères et vice-versa (Ouimet, 2010).

La publication de l'article de Ouimet le 29 octobre révèle en effet que les prisonniers afghans sont d'abord torturés par les services secrets avant d'être emmenés à la prison insalubre et surpeuplée de Sarpoza (Ouimet, 2007e). L'article a provoqué une forte réaction au pays et a mené le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, à nier les allégations en parlant de propagande talibane. Avec l'aide de son fixeur et d'une source à Kandahar, Ouimet avait réussi à entrer dans la prison de Sarpoza à deux reprises[18]. À la question de savoir quel était le plus grand défi de son travail comme journaliste intégrée, la réponse est sans ambages :

> C'était d'avoir de l'information, de leur tirer l'information, ça c'était un grand défi et c'était […] extrêmement frustrant. Moi j'avais pas le choix quand j'ai fait les prisonniers torturés ça me prenait le point de vue d'Ottawa. Qu'est-ce que vous dites ? C'est comme sortir l'eau d'une roche parce que c'était extrêmement sensible, mais ils niaient non, non, on savait pas. Est-ce que ces talibans-là ont vraiment été capturés par les soldats canadiens ? Est-ce qu'ils ont vraiment été entre les mains des services secrets ? Est-ce qu'ils ont vraiment été torturés ? Alors finalement le ministre des Affaires étrangères avait dit à la Chambre des communes que mon article c'était de la propagande de talibans. Ensuite il y a un diplomate canadien extrêmement courageux qui a dit : Oui il y en a de la torture. Il y a eu une commission, il a témoigné à Ottawa […], il a mis sa carrière en jeu pour dénoncer la torture. En fait, l'aveuglement volontaire d'Ottawa […], parce que le Canada avait un problème […][19].

Revenons un moment sur la chronique du caporal-chef Forgues, un cas riche d'enseignements sur la couverture médiatique et la guerre de l'information. Martin Forgues était commandant-adjoint d'une section d'infanterie chargée de la protection du camp Nathan Smith à Kandahar. Auparavant, il avait été, pendant trois ans, membre d'une unité de guerre psychologique. Au début du déploiement du *3 R22eR*, Forgues a conclu une entente pour tenir une chronique dans *Le Journal de Montréal* jusqu'à la fin de la mission en février 2008.

> Avec *Le Journal* je m'étais entendu, moi je parle de notre petit monde à nous. […] moi ce que je trouve plate dans la population canadienne, puis même après avoir quitté l'armée ça me dérange un peu, c'est ces mythes qui existent autour des soldats, un soldat c'est un colon, c'est un pas éduqué. Cette chronique-là permettait de changer un peu cette perception-là, là j'étais content de le faire pour ça. Mais bon, comme je disais des fois il y a une incompréhension chez les soldats de ce qui est la job de journaliste, de ce qui est la job d'informer le public. Des fois, c'est dans ton intérêt mais tu t'en rends pas compte[20].

L'armée accepte difficilement l'idée de la chronique, et Forgues a des consignes strictes sur ce qu'il peut ou ne peut pas écrire, contrairement aux journalistes intégrés. Il est en contact régulier avec l'officière d'affaires publiques du camp Nathan Smith, Joanne Blais. Les papiers du caporal-chef Forgues constituent une chronique de la vie ordinaire du soldat au front. « C'était un compte rendu des activités de la semaine, des activités de patrouille. *Le Journal de Montréal* étant très *human*. Parle-nous de la vie des gars à l'interne, des petites histoires à gauche, à droite[21] », confie Forgues. Comme nous l'avons vu, une bonne partie de la couverture des journalistes intégrés repose également sur cette chronique de la vie ordinaire du soldat.

Forgues est fortement intéressé par les médias, mais se montre critique de leur travail, notamment quant à l'absence des projets de reconstruction :

> C'est sûr que la couverture, je la suivais énormément parce que j'avais l'ambition d'être journaliste, donc je suis une espèce de *news junkie* par définition. Mais c'est sûr que les médias s'intéressent toujours aux morts, aux blessés, ben là c'était difficile parce que l'information était presque scellée. Parce que, c'est sensationnel, un moment donné on se cachera pas que les médias, c'est une *business*, ils vont vers ce qu'ils pensent que leurs lecteurs ou leurs auditeurs ou leurs spectateurs vont vouloir[22].

Pour lui, la couverture médiatique déséquilibrée est attribuable au sensationnalisme des patrons de presse. Cependant, il ne balaie pas sous le tapis le jeu d'influence qui s'exerce envers la presse.

> Par contre, c'est sûr que l'envers de la médaille, il faut pas se laisser avoir par l'officier d'affaires publiques qui va essayer, il va t'intéresser au projet de reconstruction ou à la rencontre avec le gouverneur, pas juste parce que c'est intéressant, ça peut l'être, mais c'est pour te détourner l'attention du fait qu'il y a eu une attaque à tel endroit, puis il y a eu trois militaires blessés. C'est ça, mais ça c'est leur job, juste pour faire un mauvais jeu de mots dans le contexte, c'est de bonne guerre[23].

Ce dernier exemple est ce qu'on peut appeler une « promotion de diversion ». Contrairement au plan initial, la chronique de Martin Forgues dans *Le Journal de Montréal* a été discontinuée seulement après trois mois pour diverses raisons. La première raison est qu'elle lui a causé quelques ennuis, dont une réprimande pour avoir écrit, entre autres, sur la vie intime des soldats : « On m'a reproché beaucoup de sortir notre linge sale de la maison[24] », confie Forgues.

La seconde raison est plus pertinente pour notre propos. La cellule des opérations d'information de l'armée canadienne a voulu se servir de la chronique comme plateforme d'influence. Forgues décrit : « C'était saisir ma chronique pour y insérer des messages pour le front domestique. C'est-à-dire s'en servir comme d'une espèce de petite propagande, ça j'ai complètement refusé. Et ça a été une autre des raisons pour laquelle j'ai tiré la *plug* finalement parce que pour moi, c'était inacceptable[25] ».

La troisième raison est aussi intéressante, car elle renvoie au contexte de la mission qui influence grandement la couverture journalistique. « En octobre, il y avait un chef de guerre afghan qui est mort dans le secteur où on était, puis lui c'était un anti-talibans. Et là, le fait qu'il soit mort, ça a affaibli la position de la résistance anti-talibane si on veut chez les Afghans. Donc, il y a eu des incursions, il a fallu que je travaille un peu plus fort de ce côté-là[26] ». Ce chef de guerre est le Mollah Naqibullah, qui est décédé d'une crise cardiaque, et dont la mort a poussé les talibans à se réorganiser pour occuper le terrain qui donnait accès à la ville de Kandahar. Avec les incursions talibanes, l'armée canadienne a lancé des opérations pour stopper la menace, et Martin Forgues a été appelé donc à s'occuper plus souvent de ses tâches de soldat que de celles de sa passion de « chroniqueur de guerre ». Ce contexte opérationnel est important dans le débat sur la couverture médiatique de la guerre, car il sert de contre-argument au gouvernement qui pousse alors pour une couverture centrée sur une mission d'aide humanitaire. La situation sur le terrain se détériore et on demande aux soldats de faire le combat, mais on demande aux médias intégrés de parler plus de développement et de reconstruction.

Une visite de journalistes invités au camp Nathan Smith, une chronique d'un soldat du camp Nathan Smith, des reportages de plusieurs journalistes, des réactions de lecteurs, des sources militaires, diplomatiques et civiles : tous ces éléments convergent sur le même enjeu avec des lignes de réponse et de réaction similaires. Ce n'est pas d'une « visite de familiarisation » pour comprendre la mission dont il faut parler, mais d'une « visite de persuasion » pour soutenir l'agenda du gouvernement grâce à une opération d'information. C'est ça la guerre de persuasion qui s'exerce sans bruit dans les relations de pouvoir entre les médias et l'armée au service du gouvernement. Dans le feu de l'actualité, il est extrêmement difficile pour un citoyen moyen de parvenir à une triangulation des sources pour se rendre compte de la stratégie de communication dont il est la cible, tant lui que les médias. Il y a des traces visibles et lisibles dans la couverture médiatique qui donnent certains indicateurs sur les efforts de persuasion des officiels militaires et politiques, mais il y a plusieurs paramètres discursifs et conjoncturels qui restent difficiles à déceler.

La guerre de l'information vise la publicisation de l'effort de guerre en canalisant la couverture médiatique vers les zones de confort, comme la vie ordinaire des soldats et les renseignements soigneusement contrôlés sur les projets du gouvernement, tout en limitant l'information concernant les zones d'inconfort, telles les blessures, les bavures et la torture. En couvrant la guerre, les journalistes intégrés sont confrontés à une guerre de l'information qui est

souvent invisible et dans laquelle ils sont des acteurs conjoncturels. À cet égard, Michèle Ouimet, la correspondante de *La Presse*, énoncera plus tard un diagnostic évocateur après avoir pris du recul sur son expérience : « La guerre peut avoir plusieurs visages : guerre des nerfs, guerre de pouvoir, guerre d'usure et guerre de l'image. C'est ça aussi, la guerre. Ou plutôt les guerres » (Ouimet, 2010). Durant la roto 4, la guerre des 3D venait juste de commencer. Les journalistes des rotations suivantes y seront encore confrontés.

7.4 Une série d'opérations militaires et la guerre des *IED*

Dans la deuxième moitié de la roto 4, plusieurs journalistes ont continué de couvrir les activités de l'armée canadienne dans le programme d'intégration à Kandahar. La couverture sera marquée par une succession d'opérations et par la poursuite de la guerre des *IED*. Les journalistes vont suivre quelques opérations, mais il est évident que l'incident du 22 août a échaudé l'armée canadienne, qui ne veut plus avoir les médias trop près des opérations offensives. De près ou de loin, la menace principale restera néanmoins les engins explosifs artisanaux sur les routes empruntées par les soldats et les journalistes. Les risques seront un facteur qui pèsera sur les conditions d'exercice du reportage de guerre.

Le 29 octobre 2007, le commandant du groupement tactique, Alain Gauthier, reçoit un appel urgent du brigadier-général, Guy Laroche, pour se présenter au centre du district d'Arghandab, où des leaders afghans apprennent aux Canadiens que les talibans sont en mouvement pour prendre le contrôle du district, un verrou stratégique vers la ville de Kandahar (Fowler, 2016, p. 226). Deux jours plus tard, les médias intégrés annoncent l'opération déjà en cours des troupes afghanes, canadiennes et américaines pour couper court à l'incursion des talibans.

Selon la journaliste et travailleuse humanitaire américaine Sarah Chayes, qui vivait à Kandahar depuis 2001, les talibans ont réussi une opération psychologique efficace en prenant le contrôle de Chahar Ghulba, le village du Mollah Naqibullah, célébrant sur les toits et pénétrant même dans sa maison (citée par Shah, 2007). Selon Graeme Smith du *Globe and Mail*, des villageois s'étaient organisés en miliciens informels pour résister, mais ils ont été submergés par les talibans (Smith, 2007c). D'après les médias canadiens, entre 150 et 300 insurgés se trouvaient dans le district d'Arghandab.

La bataille est l'un des engagements les plus organisés de la part des talibans, déclare aux journalistes à Kandahar le major Éric Landry, chef des plans de la force opérationnelle (cité par

Graveland, 2007f). Se basant sur les chiffres fournis par la police dans le district, Paul Workman de CTV donne le bilan de 50 talibans tués et 50 talibans blessés (CTV – *CTV News,* 2007k). Après trois jours d'affrontements, les talibans prennent la fuite et il ne reste que des poches de résistance dans le district, rapporte Bill Graveland (2007e) de La Presse canadienne.

À en juger par la couverture médiatique, la plupart des dépêches ont été écrites de Kandahar, ce qui signale que les journalistes n'étaient pas sur le terrain lors de l'opération. Il faut rappeler ici qu'elle a été montée d'urgence. Après les combats, les journalistes canadiens et afghans ont pu se rendre dans le district d'Arghandab et dans le village de Chahar Ghulba. « Pour réassurer les villageois qui fuyaient le district et réduire le dommage de relations publiques causé par l'attaque des talibans, les autorités locales ont organisé une visite bien publicisée sur la ligne de front », décrit Graeme Smith (2007c). Mike Armstrong du réseau Global News indique cependant que seulement cinq insurgés ont été faits prisonniers malgré le fait que les talibans étaient supposés avoir été encerclés (Global News, 2007b).

Le 6 novembre, trois journalistes intégrés se trouvent à la base de patrouille Wilson au moment où Peter MacKay, ministre de la Défense nationale, visite le camp avancé. Une première roquette est tirée sur le camp, et le ministre MacKay est emmené dans un véhicule blindé et évacué par hélicoptère après un deuxième tir qui atterrit à une cinquantaine de mètres d'un groupe de journalistes et de soldats abrités contre un mur, rapporte Bill Graveland (2007g). Quand la première roquette a explosé, les journalistes menaient une entrevue avec le commandant de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, le colonel Stéphane Lafaut, en attendant l'arrivée du ministre. C'est le colonel Lafaut qui a enjoint aux journalistes de s'abriter vers les véhicules du camp avancé. « Nous avons entendu un sifflement dans le ciel. On nous a dit de nous jeter au sol. Nous l'avons fait », racontera plus tard MacKay, comme l'écrit Kelly Cryderman du groupe CanWest (Cryderman, 2007). La deuxième roquette a blessé légèrement quatre soldats. « Pour le ministre de la Défense du Canada, ce fut véritablement son baptême du feu », a commenté Frédéric Nicoloff de Radio-Canada, joint par la rédaction à Kaboul (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2007e). Le général Rick Hillier a indiqué qu'il ne croit pas que MacKay ait été ciblé. Quelques jours après le débarquement de Normandie en juin 1944, le château occupé par les correspondants de guerre canadiens a été bombardé et a pris feu. Marcel Ouimet de Radio-Canada a soupçonné que le bombardement était probablement lié à la présence des dignitaires alliés dans le secteur (Bizimana, 2007, p. 169-171 ; Halton, 2014, p. 208).

Plusieurs personnalités canadiennes et internationales ont visité le front durant la guerre en Afghanistan. En 2007, le risque des *IED* rendait l'option routière non désirable pour ce type de visites. L'option aérienne n'était pas non plus sans danger, car les Talibans observaient attentivement les mouvements. Le commandant Alain Gauthier explique :

> Ils sont sur le terrain de façon permanente et ça fait deux semaines que tu n'as pas vu un hélicoptère blindé atterrir sur un camp spécial, il y a quelque chose qui se passe. On tire des roquettes. Il y a quelqu'un d'important qui vient d'atterrir sur le camp […]. Il n'avait pas le temps de prendre la route parce qu'il visitait cinq-six places, pis prendre la route, c'est aussi dangereux parce que tu ne sais jamais quand est-ce qu'il y aura un engin explosif[27].

Après plusieurs semaines sans décès, l'armée canadienne perd deux soldats à la mi-novembre. Les médias intégrés rapportent la mort du caporal Nicholas Raymond Beauchamp, du soldat Michel Levesque et d'un interprète afghan ainsi que les blessures de trois soldats à la suite de l'explosion d'une mine sur un blindé de type LAV III dans le district de Zhari. Pour frapper le véhicule favori des troupes canadiennes, les talibans augmentent de plus en plus la taille des *IED* en empilant un engin sur l'autre, explique Bill Graveland (2007h). Dans un reportage de Piya Chattopadhyay à la CBC, le colonel Christian Juneau fait savoir : « Vous devez comprendre que les insurgés sont désespérés pour un événement spectaculaire ou une victoire spectaculaire qui les aiderait à terminer la saison des combats sur une note positive » (CBC Television – *Saturday Report,* 2007).

Quelques médias canadiens rapportent que les soldats étaient en route pour l'opération *Tashwish Mekawa* dans le district de Zhari. Deux semaines après le début de l'opération, Bill Graveland est dans le village de Sangisar, à 40 km de Kandahar. « L'opération Tashwish Mekawa (pas de soucis) était destinée à envoyer un message aux talibans. Le village poussiéreux, entouré d'enclos en murs de boue et de vergers de raisin est l'endroit où le chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, a fondé le mouvement armé en 1994 » (Graveland, 2007i). Après l'opération, l'armée canadienne a publié une vidéo filmée par un caméraman militaire du service Caméra de combat sur la bataille. On peut y voir le mouvement des troupes durant la nuit et à l'aube, une escarmouche avec l'ennemi et la construction de la base fortifiée par des éléments de génie.

Les caméramans de Caméra de combat sont des militaires armés d'appareils de prise d'images, mais aussi de fusils. Les caméramans civils envient généralement l'accès privilégié de leurs confrères militaires aux opérations militaires. « C'est écœurant ce qu'ils font, c'est bon en tabarouette, mais là tu as la vraie affaire, mais ça on n'a pas accès à ça[28] », confie le caméraman de

TVA Jean-Maurice Bousquet. Pourquoi les caméramans civils n'ont pas le même accès que les techniciens de Caméra de combat ? La réponse nous ramène encore une fois à la question du risque.

Le risque est un facteur considéré par l'armée dans ses offres de sortie. En général, les journalistes et les caméramans intégrés ne sont pas en première ligne avec les fantassins[29]. Le commandant Alain Gauthier explique :

> Si le journaliste demande à être sur la ligne de front où ça tire à côté d'un fantassin qui tire, je vais avoir une bonne discussion avec lui, on va lui expliquer c'est quoi le danger puis probablement que d'un autre point de vue, on est capables de le positionner ailleurs pour qu'il ait une visibilité sur ce qui se passe sans être sur la première ligne de feu[30].

Pour ceux qui sont prêts à assumer les risques, il n'est pas certain que l'armée acquiescera à la demande. « Dans la majorité des cas, on a essayé de le faire. Si on pense que le risque est excessif, on va probablement dire non. Mais à part ça, je pense que c'est une décision du commandant sur place », indique Gauthier. Dans le contexte de la roto 4, les sorties risquées étaient particulièrement surveillées après l'incident avec l'équipe de Radio-Canada. Durant la guerre en Afghanistan, l'exception sera Louie Palu, qui se taillera une réputation de photographe au front avec des images spectaculaires. Il faut préciser que certains caméramans ont souvent refusé de sortir en opérations avec l'armée par crainte du danger. La participation à une opération étant volontaire, le caméraman, comme le journaliste, n'est pas obligé de la suivre contre son gré. La multiplication des incidents causés par les *IED* entre 2006 et 2007 a été pour certains un facteur important dans leur prise de décision quant aux sorties opérationnelles. Cependant, le plus grand facteur de limitation des sorties des caméramans a été les restrictions rédactionnelles, principalement en raison de la routine du reportage des décès et de ses exigences visuelles.

Durant cette période, le risque est omniprésent sur le terrain. Le 6 décembre, le journaliste Raymond Saint-Pierre et le caméraman Sylvain Castonguay de Radio-Canada se trouvent en mission pour l'émission *Une heure sur Terre* et suivent les soldats dans un convoi de ravitaillement à partir d'une base d'opérations avancée.

> On les entendait, raconte Saint-Pierre, les communications du commandant de la base, il leur parlait chaque jour, puis ça canardait vraiment chaque jour, ça tirait des roquettes et tout, c'était vraiment un endroit assez infernal. C'était pas drôle d'être basé là. Chaque fois, il fallait envoyer un convoi complet, puis d'ailleurs, il y avait un avion américain qui avait filmé des talibans en train de préparer le terrain sur la route qu'on a empruntée, on a vu des photos. Donc, ils plaçaient des marmites dans lesquelles ils plaçaient leurs bombes, donc on s'attendait à ce qu'il y ait des problèmes. Donc ça a pris du temps, ça a pris quelques jours avant de bâtir un convoi avec devant une espèce d'énorme engin antimines sud-africain, d'autres véhicules et tout. On est partis le matin pour se rendre, pour franchir les trois kilomètres prudemment, ça a facilement pris un bon trois, quatre heures, trois heures. Là, on est débarqués à cet endroit-là puis, dès qu'on a débarqué, ça a commencé à attaquer,

> explosions, bing, bang, bing, bang. Le déchargement, le remplacement du personnel se fait très, très vite dans ce cas-là et là, on est repartis[31].

Le chemin du retour sera encore long et plus difficile pour l'équipe de Radio-Canada. Les soldats canadiens ont d'abord détecté une bombe qu'ils ont fait exploser avant que le convoi ne poursuive la route. Puis une seconde bombe a explosé sous le véhicule Husky chargé de détecter les mines. « C'était vraiment une grosse explosion, ça a vraiment rendu cette énorme affaire-là inefficace[32] », décrit Saint-Pierre. À chaque fois, le convoi doit procéder avec prudence, et le processus prend des heures pour un court tronçon de trois kilomètres. Il est 11 h du soir quand le convoi entreprend finalement le dernier droit, Raymond Saint-Pierre est dans le dernier blindé du convoi, et, à environ trois cents mètres de la base avancée, le véhicule actionne un *IED*.

> Ça a sauté juste à côté [du conducteur], décrit le journaliste, puis ça a percé sous le bras de vitesse. Alors là évidemment, toute l'électricité s'éteint, on sait pas ce qui se passe, on peut pas ouvrir la grande porte, faut sortir par l'espèce d'écoutille et il fait noir, c'est silencieux, puis le reste du convoi est déjà rendu à la base, on est tout seuls, on avait très peur d'être attaqués. Le traducteur qui était à côté de moi, lui, a figé, il était comme une barre de fer, il a fallu que je lui foute un coup de poing pour qu'il se réveille, qu'il s'enlève, j'avais peur que ça brûle cette histoire-là. Je savais pas si ça allait resauter encore, on était vraiment juste collés dessus. On a réussi à sortir puis ça a pris quand même une autre bonne heure avant qu'ils arrivent à refaire un convoi pour revenir nous chercher, parce que ça aurait pu être un guet-apens, ça aurait pu être plein de choses[33].

L'équipe de Radio-Canada et les militaires s'en tirent indemnes de l'incident, mais le blindé a subi des dommages à l'avant. D'après Saint-Pierre, la machine à rumeurs a devancé encore une fois les nouvelles officielles, et Radio-Canada a été forcée de réagir :

> J'étais pas blessé donc j'avais demandé à Radio-Canada de pas en parler parce que bon, il y avait pas de blessés et tout. Mais ce qui est une chose moderne aujourd'hui qu'on oublie c'est que les militaires maintenant ont des communications avec leurs familles. […] Ça s'est entendu en haut qu'on venait de sauter, ça a fait un énorme bang dans la nuit et tout de suite la rumeur a passé que j'étais mort. Donc, il y a des gens qui ont commencé à prévenir leurs familles à Valcartier que j'étais mort ou gravement blessé, c'étaient toutes les rumeurs folles qui peuvent partir. Alors là, j'ai été obligé de dire à Montréal : "Arrêtez ça". Si mon père entend ça, il va en mourir, ma femme puis tout, j'avais pas eu le temps de communiquer avec personne. Donc, finalement, on a fait un petit communiqué, machin est venu parler peut-être 20 secondes en ondes pour dire voilà. Mais moi au départ, je voulais pas qu'on fasse les manchettes avec ça, il y avait pas de morts, il y avait pas de blessés, voilà. […] il y avait pas place pour faire des nouvelles avec ça sauf que maintenant, le chat était sorti du sac puis là ça risquait de devenir assez laid au fil des heures[34].

Plusieurs médias ont rapporté l'incident, et un très court extrait du journaliste sera présenté au *Téléjournal* du réseau public. Le reportage complet sera diffusé plus tard à l'émission *Une heure sur terre*. Saint-Pierre relie le reportage au contexte général de la mission :

> Ce fameux trajet-là de trois kilomètres, c'était le titre du reportage, c'était de montrer combien en Afghanistan on prépare nos gars au combat et tout, mais est-ce qu'on les prépare à ça, de vivre cette crainte-là, de constamment sauter parce que dans un convoi, de perdre ses amis qui brûlaient vifs dans un convoi, est-ce qu'on peut préparer les gens à ça. Quand ils sautent deux, trois fois, est-ce

> qu'on peut les préparer à ça ? Qu'est-ce qu'on fait après, parce que c'est des gens incroyablement secoués. C'est un trois petits kilomètres, le commandant de la base me disait "mon rêve, c'est de paver cette foutue route-là parce que au moins ils pourront plus faire des trous". Il disait, c'est un petit objectif comme objectif de guerre mais lui, c'était son obsession parce qu'il perdait des gars régulièrement ou s'en faisait blesser pour aller ravitailler ce petit poste avancé. Donc c'est un peu montrer à la fois les dangers qu'on connaît pas de ces guerres-là, la futilité de certaines choses, le degré de préparation. Est-ce qu'on peut préparer des gens à ça ? C'est un drôle de sujet de notre histoire, l'histoire était pour nous très authentique, elle était très vraie, plus intéressante que ce qu'on avait pensé au départ[35].

Le 16 décembre, les médias intégrés rapportent l'opération *Tereh Toora,* ou *Sharp Sword,* dans le district de Zhari. L'opération surprise a été menée par les troupes canadiennes épaulées par les troupes afghanes et les Gurkhas britanniques sur un enclos abritant les talibans. C'est le nouveau responsable du service des affaires publiques à Kandahar, le lieutenant-commandant Pierre Babinsky, qui indique aux médias que l'opération s'est déroulée avec succès dans le secteur de Fiay Choy. Le commandant adjoint du groupement tactique, le major Richard Moffat, rencontre les journalistes à Kandahar pour confirmer le succès de l'opération, avec quarante et un insurgés tués et quatre prisonniers. Moffat déclare que les Forces canadiennes ont basé leur évaluation du succès sur la valeur tactique ainsi que l'absence de pertes de la coalition et non sur le nombre de talibans morts, car l'armée canadienne est consciente de la critique que l'armée américaine a reçue pendant la guerre du Vietnam pour avoir utilisé le nombre de victimes ennemies comme mesure de succès, rapporte Allison Lampert de la *Montreal Gazette* et de CanWest (Lampert, 2007). Par ailleurs, le commandant-adjoint concède : « Il est tout à fait surprenant de voir tant d'insurgés dans la région. Nous avons eu quelques opérations importantes au cours des deux dernières semaines. Je n'ai aucune explication pour vous dire maintenant pourquoi ils restent et pourquoi ils sont si résilients » (cité par Lampert, 2007).

Lors de l'opération *Sharp Sword*, le photographe Louie Palu de l'agence ZUMA Press se trouvait avec les soldats et a filmé des images spectaculaires de l'affrontement. Les réseaux CBC/Radio-Canada, CTV et Global ont utilisé les images vidéo du photographe. Avec la roto 4 du *3 R22eR* en 2007, c'est le début, pour le photographe Palu, d'une nouvelle aventure vidéo sur le champ de bataille qui le mènera plus tard vers un projet de film documentaire sur son expérience en temps de guerre.

Sharp Sword est le dernier affrontement sérieux de 2007, une année qui a été fortement marquée par la guerre des *IED*. Le bilan de 2007 est de 30 morts, dont la majorité par des engins explosifs improvisés, et un total de 74 soldats tués depuis le début de la mission canadienne. Les médias canadiens ont largement couvert les opérations de 2007, qui se sont étalées sur les rotos 3

et 4. De janvier 2007 à décembre 2007, un nombre total de 154 journalistes ont été intégrés par l'armée canadienne à Kandahar. Les journalistes québécois sont venus en nombre record pour le déploiement du groupement tactique, principalement en provenance du Québec. L'incident qui a impliqué l'équipe de Radio-Canada lors de la première opération au début de la roto 4 a rappelé à tout le monde les risques encourus par les journalistes et a considérablement freiné les ardeurs des rédactions à envoyer leurs correspondants. Les grands médias canadiens ont certes continué à envoyer leurs correspondants en Afghanistan, mais certains ont beaucoup limité les sorties des journalistes à l'extérieur du camp Kandahar.

L'année 2008 commence sur de mauvaises nouvelles avec une succession de décès durant le dernier mois de la roto 4 du *3 R22eR*. En janvier, les médias intégrés annoncent la mort du caporal Éric Labbé et de l'adjudant Hani Massouh le 6, du cavalier Richard Renaud le 15, et du caporal Étienne Gonthier le 23. Les décès du 15 et du 23 ont été encore une fois causés par les *IED*. Éric Labbé et Hani Massouh sont morts au cours de l'opération *Teng Azem,* ou *Steadfast Decision,* qui vise à chasser l'ennemi dans les secteurs de Nalgham et Mushan, dans le district de Zhari. Aucun journaliste intégré n'avait rapporté cette opération avant la mort des deux soldats. C'est le service des affaires publiques à Kandahar qui a informé les médias dans le point de presse qui accompagne l'annonce des décès que l'opération *Teng Azem* était partie intégrante de la grande opération *Garranday Zmaray* (*Iron Lion*) visant à rétablir une présence dans les districts de Zhari et de Panjwai. Les lignes médiatiques préparées par le service des affaires publiques indiquent : « Op TENG AZEM établira les conditions de promotion de la gouvernance et du développement dans les régions de Nalgham et Mushan en barrant l'influence des éléments antigouvernementaux dans la région » (Task Force Afghanistan, 2008).

Lors du décès d'Étienne Gonthier à la suite de l'explosion d'un *IED*, le service des affaires publiques se doutait bien que les médias allaient poser des questions sur la menace des *IED* et a anticipé la réponse. La ligne médiatique préparée indique, uniquement si la question est posée :

> Nous comprenons que les journalistes vont probablement demander le nombre et le type d'*IED* utilisés par les insurgés mais nous ne fournirons pas un nombre spécifique, un pourcentage ou un ratio d'*IED* détectés vs. *IED* explosés parce que ça fournirait à l'ennemi des informations sur le degré de succès de nos efforts de lutte contre les *IED* (Task Force Afghanistan, 2008).

Le lendemain, la première dépêche de Stephanie Levitz de La Presse canadienne, de retour pour son deuxième séjour à Kandahar, revient sur la menace des *IED* depuis le début de la mission canadienne et sur certaines mesures pour les contrer. L'article, qui est basé sur des estimations

maison et quelques statistiques précédemment fournies par l'OTAN, indique que durant une bonne partie de 2006 et de 2007, il y a eu au moins une explosion mensuelle fatale (Levitz, 2008a).

L'intégration de Cathy Senay de Radio-Canada à Québec à la fin de la mission du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment* en janvier-février 2008 condense plusieurs éléments qui ont caractérisé la roto 4. Après une formation d'AKE sur les risques en zone de conflit à Atlanta, Senay arrive à Kandahar à la mi-janvier pour un projet transculturel de la station de Québec et de la CBC et réalise des reportages dans les deux langues. Basée à Québec, elle a beaucoup suivi le *3 R22eR* juste avant son déploiement en Afghanistan et a réalisé de nombreux reportages de la base de Valcartier à l'été 2007. « J'ai connu beaucoup de militaires avant d'y aller, ce qui a aidé beaucoup quand on a été déployés[36] », confie Senay. Plus que toute autre auparavant, cette mission québécoise a été beaucoup suivie par les médias du Québec, en partie grâce à une stratégie de communication vigoureuse de l'armée canadienne, qui sera critiquée aussi en partie pour n'en avoir que pour les médias québécois. Quelques éléments de contrainte caractérisent l'intégration de la journaliste.

Avant son arrivée, Cathy Senay a contacté le service des affaires publiques à Kandahar à partir du Liban pour faire savoir ses objectifs de reportage. Elle a dû envoyer trois fois son courriel avant d'obtenir une réponse :

> C'est beaucoup de coordination parce que tu le sais que tu veux aller à telle place à un certain moment, parce que t'as besoin de rencontrer tel militaire pour telle chose. T'essaies autant que possible de coordonner le mieux que tu peux pour te donner le plus de chances possible pour avoir du bon contenu, une bonne cueillette à la fin[37].

Plusieurs journalistes de la roto 4 ont signalé la frustration d'être totalement dépendants du bon vouloir de l'armée pour réaliser des reportages sur le terrain. Dans les rotations passées, il a toujours existé un problème de transport des médias intégrés, mais il y avait aussi une volonté d'amener les journalistes sur le terrain.

L'une des sorties de Senay est un mélange de projet personnel et d'aiguillage d'affaires publiques dans un contexte de contrainte des risques. Dès le départ, Senay souhaitait se rendre à Spin Boldak pour voir un groupe du 12e régiment blindé à la frontière pakistano-afghane. Après beaucoup d'insistance, le service des affaires publiques, dont elle connaissait plusieurs personnes à Valcartier, a offert une sortie en hélicoptère à l'équipe de Radio-Canada pour aller couvrir une clinique médicale d'un jour de l'armée canadienne. À cette période, tout journaliste rêve de voyager en hélicoptère pour minimiser les risques d'*IED*. « Ça a été le reportage qui a probablement été le plus apprécié à Radio-Canada puis à CBC, la clinique d'un jour, parce que c'étaient des Afghans qui avaient l'impression que la médecine occidentale allait les sauver[38] », dit Senay.

De la frontière pakistanaise, elle présente aussi un reportage sur un service d'appel 9-1-1 mis en place par les soldats de Valcartier avec les forces afghanes pour améliorer la sécurité dans le district de Spin Boldak. La nouvelle réalité des risques a rendu nerveux les commandants, mais aussi les chefs de rédaction, et Senay ne tardera pas à le savoir :

> Moi à chaque déplacement, fallait que Radio-Canada soit au courant, même que la clinique d'un jour, il aurait fallu que je le dise, je me souviens, j'avais reçu un appel de mon patron, il dit : "Hein je t'ai vue à la frontière, Cathy, eh ben je t'ai pas donné mon accord pour ça, fais juste attention". Mais il était pas en maudit, il m'a juste rappelé que pour aller à la frontière, il aurait aimé ça le savoir avant que ça soit diffusé. Mais moi honnêtement, je savais pas que tous les déplacements, je me suis dit il m'a donné son accord pour aujourd'hui, mais non, parce qu'on est allés à la frontière, la frontière c'était l'enfer, il y avait des milliers de personnes à partir dans toutes les directions. Je le comprends aussi d'avoir voulu, de m'avoir dit : "Ouais Ok, la prochaine fois dis-le moi". C'est un rappel poli mais j'avais compris[39].

En raison d'un environnement volatile sur le terrain et des risques encourus, les déplacements des journalistes seront de plus en plus surveillés par les rédactions au Canada.

La crainte est également directement vécue par les journalistes eux-mêmes. Au cours d'un autre déplacement à la base d'opérations avancée de Sperwan Ghar, Cathy Senay et Bruno Boutin sont encore en hélicoptère à l'aller, mais le retour héliporté est annulé en raison d'un plafond bas. Ce contretemps ne laissera pas beaucoup de choix à l'équipe de Radio-Canada qui doit se résoudre à regagner Kandahar par voie terrestre :

> On commencera pas à chialer pour ça. Si j'avais commencé à piquer une crise parce que : "Voyons je peux pas revenir en hélicoptère, voyons franchement, c'était un aller-retour que vous nous offriez". Mais non, là votre option, soit vous attendez l'hélicoptère, le prochain vol ça peut être dans cinq, six jours, ça marchait pas, on allait rater toutes nos connexions, ça marchait pas, on était en fin de parcours, on allait rater l'hôtel à Dubaï, l'arrêt à Dubaï, tous les vols. Ou bien on revenait en véhicule blindé, ça implique que t'embarques dans un véhicule blindé pendant deux heures puis que cette route-là ben, ça s'appelle l'autoroute de la mort, puis que ça se pourrait que tu sautes, ça se pourrait que ton caméraman saute. Puis ça c'est dur, c'est tellement dur, mais t'as pas le choix, c'est la guerre puis t'es là, puis c'est ça les règles. Puis le mieux que tu peux faire c'est de t'assurer que ton collègue caméraman est d'accord avec la décision, parce que s'il se passe quelque chose tu veux tellement pas vivre avec le sentiment de culpabilité que tu l'as forcé à faire quelque chose qu'il voulait pas faire. Ça c'est la pire affaire. Donc moi, je me souviens j'en tremblais quand on est embarqués dans le blindé, j'arrêtais pas de demander à Bruno s'il était correct, puis on était pas dans le même véhicule en plus[40].

L'intégration de Cathy Senay à la fin de la mission québécoise a permis à la journaliste du réseau public de sentir le pouls à la fin de la rotation en visitant, entre autres, la compagnie C à la base de Sperwan Ghar.

> Il y avait tellement une fatigue énorme là-bas qu'on a commencé à m'expliquer que l'on avait vraiment voulu occuper tout le territoire de la province de Kandahar, c'était impossible, les militaires canadiens ne fournissaient pas et c'était clair là que c'était un réel problème et que tout le monde était fatigué, fatigué[41].

Pour tout journaliste intégré, il faut naviguer à travers les méandres du dispositif militaire. « On n'est pas libres de faire tout ce qu'on veut quand on veut, dans le sens que c'est pas du journalisme, c'est du journalisme terrain qui est encadré[42] », résume Senay. Cependant, le séjour s'est déroulé avec le sentiment gratifiant de boucler la boucle avec cette rotation du *3 R22eR* qu'elle a suivie au début à Québec et à la fin en théâtre :

> Pour les avoir vus partir de Valcartier, je pense que tout le monde était tellement gonflé à bloc, l'énergie était là exponentielle et pas que personne avait peur, mais je pense que la place du doute était très petite. Mais en comparaison, c'est qu'à la fin, ils ont vécu leur mission, ils ont eu des pertes, ils ont vu des confrères mourir ou ils ont entendu leurs confrères parler de l'autre confrère qui est décédé, l'espèce d'odeur de mort quand ça se produit, quand il faut qu'ils fassent le pied de grue jusqu'à temps que les secours arrivent. C'est des, ils ont vécu des expériences qui les ont transformés. On s'est retrouvés avec la compagnie C à Sperwan Ghar qui avait été la plus affectée de toutes les compagnies. Donc, t'as des gars qui ont pris énormément de maturité en si peu de temps, puis devant moi j'avais des gars posés, en plus ils avaient le goût d'en parler. Puis en plus, ils t'en parlaient puis ils avaient la chienne parce qu'il leur restait peut-être deux, trois semaines puis ils avaient juste pas le goût de perdre la vie alors qu'ils avaient passé à travers tout ça[43].

Au moment où Cathy Senay quitte l'Afghanistan vers la mi-février, un nouveau groupement tactique prend ses quartiers à Kandahar, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

7.5 Restrictions, tensions et contrôle

Au cours de la roto 4, les relations entre les journalistes et les officiers d'affaires publiques ont été souvent tendues, principalement en raison des restrictions senties par les médias. Hugo Meunier de *La Presse* fait remarquer :

> Il y avait beaucoup de tension avec les relations publiques à l'époque. Il y a eu des tempêtes assez orageuses, c'était pas évident. Eux aussi devaient s'habituer à avoir beaucoup de journalistes en même temps, ils étaient pas habitués de gérer ça, c'est pas tout le monde qui comprenait le travail qu'on faisait dans les officiers de l'armée non plus, les relations publiques pensaient qu'on allait pas faire une publicité de l'armée. On allait raconter la guerre puis si il y avait des choses qui étaient négatives pour l'armée, ben on allait pas se censurer. Mais donc dans cette optique-là on a fait notre travail comme il faut, mais c'est sûr que tu réalises tout le temps que les limites c'est l'armée qui te les fixe[44].

La tension émanait, entre autres, de la lenteur des réponses aux demandes des journalistes intégrés. Les officiers d'affaires publiques eux-mêmes étaient sous pression. « Il fallait crier, quelqu'un qui s'en va là puis qui dit pas un mot, on n'aurait jamais rien eu. Il a vraiment fallu se battre beaucoup pour avoir qu'est-ce qu'on a eu[45] », indique Meunier. Une journaliste anonyme parle d'un rapport d'obstruction avec les officiers d'affaires publiques :

> La première fois que je suis allée, j'ai trouvé que c'était une relation combative. C'était difficile et je sentais que certaines personnes des communications là-bas considéraient leur travail comme étant plus pour nous empêcher de faire quoi que ce soit ou d'avoir des histoires que faire autre chose. Il

> y a eu beaucoup de conflit entre le groupe des journalistes et les gens des affaires publiques des Forces canadiennes là-bas[46].

Toutes sortes d'excuses étaient présentées aux journalistes quand leurs demandes étaient refusées. Les journalistes trouvaient que ce n'était pas toujours justifié. Hugo Meunier est en désaccord avec certaines excuses :

> "La route est pas sûre ces temps-ci, on aime mieux envoyer un soldat de plus qu'un journaliste". […] On va tout le temps prioriser les soldats, les soldats, les soldats. Mais en même temps pourquoi d'abord vous acceptez des journalistes ? C'est comme s'ils acceptent les journalistes, mais qu'après ça, faut que tu te battes pour pouvoir faire ton travail. Ça a été ça qui a été le plus difficile[47].

Plusieurs journalistes ont mentionné l'incompréhension de certains officiers d'affaires publiques du travail des médias. Un journaliste qui a requis l'anonymat a visité une fois une base d'opérations avancée et son intérêt était de faire un reportage sur les entrepreneurs afghans qui aidaient les Canadiens, entre autres, à construire les routes. Après quelques semaines, l'officier d'affaires publiques est venu le voir pour lui demander où en était son histoire. Le journaliste avait utilisé des éléments recueillis lors de cette sortie sur les entrepreneurs afghans, mais n'avait pas utilisé les éléments sur les soldats. L'OAP a dit au journaliste que les soldats étaient très déçus, car ils espéraient se voir dans le journal[48]. Au-delà de cette visite dans une base avancée, le journaliste s'est beaucoup intéressé au travail des différents entrepreneurs sur la base de Kandahar, mais c'est un sujet qui s'est révélé sensible au goût de l'OTAN. Les responsables de l'OTAN ont découvert qu'il faisait le tour de *KAF* pour parler aux différents entrepreneurs et lui ont demandé d'arrêter[49].

Les relations armée-médias sont basées sur une combinaison complexe de la personnalité et de la culture. L'analyse du dispositif d'intégration américain en Irak a montré une méfiance latente de l'armée envers les médias (Bizimana, 2014, p. 115-119). Aux États-Unis, la suspicion des médias s'est exacerbée au lendemain de la guerre du Vietnam, mais le conflit culturel entre les médias et l'armée existe depuis bien avant le Vietnam (voir Braestrup, 1985, p. 133-142). Au Canada, le scandale de la Somalie a été un fort catalyseur de la méfiance de l'armée canadienne à l'endroit de la presse. La mise en place d'un service de relations publiques au sein de l'armée canadienne durant la Deuxième Guerre mondiale s'est effectuée là aussi en surmontant difficilement les réticences culturelles déjà fortes.

Au sujet du facteur de la personnalité, que nous avons abordé précédemment dans le cadre des autres rotations, une journaliste anonyme explique que certains officiers d'affaires publiques de la roto 4 étaient bons et honnêtes sans pour autant subvenir à toutes les demandes ni répondre à toutes les questions, alors que d'autres voyaient leur travail comme étant d'empêcher les

journalistes d'obtenir des informations et avaient donc une attitude obstructive[50]. D'un point de vue culturel, elle constate comme d'autres que de manière générale, ce sont les officiers d'affaires publiques les plus jeunes qui démontrent la meilleure ouverture envers les médias, alors que les OAP plus âgés sont moins confortables[51].

Se référant à la relation qu'il a eue sur le terrain, notamment le jeu de cache-cache avec l'armée lors de son enquête sur les entrepreneurs civils à la base de Kandahar où, afin de parvenir à ses fins, il devait tenir tête à l'autorité en défiant les ordres, un journaliste qui a requis l'anonymat expose les différences culturelles qui s'exercent dans les relations entre les OAP et les journalistes, puis entre la culture militaire et la culture du journalisme :

> Dans l'armée, vous avancez dans une certaine mesure en jouant selon les règles, en suivant les ordres, en étant professionnel, en étant présentable, et si vous voulez, je pense, le contrat tacite est si vous agissez de cette façon, vous montez vers le haut. Vrai ? Et vous devez également avoir du talent, vous devez être intelligent, mais si vous êtes talentueux, vous êtes intelligent et vous savez comment jouer les règles, jouer selon les règles et vous respectez l'autorité et vous jouez le jeu, vous montez. Maintenant, dans les médias, oui, vous devez être quelque peu talentueux, vous devez être quelque peu intelligent, mais vous savez que vous ne progresserez pas dans le monde des médias en jouant selon les règles et en respectant l'autorité. Vous allez monter, en fait, la chose la plus importante que vous pouvez dire en tant que journaliste est de dire aux éditeurs de bas niveau d'aller se faire foutre. Parce que si vous ne faites que s'asseoir à votre bureau toute la journée et les rédacteurs en chef sont comme "faire ceci, faire cela, faire cela, faire cela, bien. Bernard Derome n'a pas été là où il est parce qu'il était assis à son bureau toute la journée et était comme "Oh, oui, monsieur, je ferai ceci, je ferai cela". Non. Il est arrivé quelque part parce qu'il était flamboyant, probablement. Il a contesté l'autorité. C'est presque dans la nature du travail. Vous devez vous coller au visage des gens, vous devez défier les gens. […] J'ai entendu parler de l'OTAN qui disait aux gens de ne pas me parler, si j'avais la mentalité militaire, je dirais : "Oh, oui, absolument, oui, oui monsieur. Je vais arrêter de parler avec les gens" ! Il y a donc ce choc. Certaines personnes s'immergent dans une culture et ne voient pas que c'est tout simplement, c'est un jeu, c'est un jeu professionnel, comme ils ont leur jeu et nous avons notre jeu[52].

Soldat et chroniqueur durant la roto 4, Martin Forgues connaît bien le conflit culturel sous-jacent dans les relations armée-médias. Il expose :

> Oui dans la culture militaire il y a, j'irai pas jusqu'à dire un mépris, une méfiance envers les journalistes parce qu'ils sont extrêmement critiques. Puis je pense qu'il y a une incompréhension de la part des militaires. Des fois oui ils sont critiques, mais des fois le but recherché de la critique c'est de chercher à améliorer les choses, c'est de pointer des lacunes. T'écris un article très critique sur telle ou telle opération, sur le travail de l'armée, ben dans le fond c'est peut-être dans l'intérêt du soldat. Je pense qu'il y a cette incompréhension qui existe aussi. Puis oui dans la culture militaire on n'aime pas les journalistes, il y a toujours cette perception-là, les journalistes c'est une gang de communistes, à cause de l'aspect critique qu'ils amènent, c'est une question d'incompréhension. Est-ce que c'est culturel ? Oui, mais une question de personnalité parce qu'à l'intérieur de cette culture-là, il y a des soldats qui sont très ouverts[53].

Parfois, quand les militaires se rendaient compte que les personnes avec eux étaient des journalistes, « il y avait un certain dédain et il y avait une suspicion, nous étions traités avec

suspicion[54] », note Murray Brewster de La Presse canadienne, qui a couvert plusieurs rotations. Un journaliste montréalais explique que cette méfiance est parfois liée aux mauvaises expériences des militaires avec des journalistes avec qui ils ont eu affaire auparavant ou ceux qui tiennent à leur petit confort[55]. Sur ce dernier point, il indique qu'il s'assure d'être toujours dans les mêmes conditions que les soldats, car il faut être un caméléon et se faire oublier[56]. Des journalistes qui ont couvert la guerre en Irak ont expliqué l'importance des gestes de bonne volonté pour établir la confiance avec les militaires (Bizimana, 2014, p. 122-124). Au-delà de la personnalité, le professionnalisme est crucial pour bâtir la confiance. « Je pense que le respect mutuel est important et vous le gagnez en citant les gens correctement, en écrivant des histoires équilibrées[57] », précise Tobi Cohen, qui a couvert la guerre pour La Presse canadienne.

Durant la roto 4, certains journalistes ont senti de près la méfiance des militaires. Certains l'ont directement liée à la personnalité des individus. Les rapports entre les médias et les militaires sur le terrain s'exercent constamment à travers des relations de pouvoir dans une matrice complexe qui mêle l'attitude personnelle, la culture institutionnelle et l'exercice permanent du contrôle. Le journaliste Hugo Meunier de *La Presse* a mentionné une attitude qui traduit un rapport de force dès l'arrivée des journalistes à *KAF* :

> Quand t'arrives à la base, tu t'en vas avec un officier quelconque […] puis il épluche tous les règlements. Le document est gros comme ça. Ça c'est une bonne façon en partant de te dire : "C'est pas toi qui décides, c'est nous". Ça l'a un effet dissuasif quand même assez fort, puis il ajoute aussi que s'il y a quelque chose qui marche pas puis qui contrevient ce règlement-là, ils vont pas avoir douze mille avertissements, ils vont te prendre, ils vont te mettre dans un avion puis ils vont te retourner chez vous. J'ai jamais vu ça de mon vécu. […] Ils sont patients, mais c'est sûr qu'ils te font peur. Dès le départ, ils te montrent c'est qui qui décide, ils te font peur, t'es chez eux, ils te font sentir que t'es chez eux[58].

Le processus d'accréditation constitue un premier palier du dispositif disciplinaire avec notamment le contrôle de l'identité et le passage en revue des règles d'intégration. C'est un passage obligé pour tous les journalistes intégrés. La plupart des journalistes rencontrés pour cette recherche n'ont pas évoqué le même climat de dissuasion au moment de la finalisation de l'accréditation à Kandahar. Est-ce que cette attitude est liée à la personnalité de l'OAP qui a accueilli le journaliste de *La Presse* ? C'est une hypothèse plausible si on tient compte d'un autre témoignage impliquant la même personne. En effet, le caméraman de TVA Jean-Maurice Bousquet dit avoir été marqué par un officier d'affaires publiques lors de son séjour au cours de la roto 4 :

> Cet officier-là parlait à tous les soldats sur le terrain en leur disant de se méfier des médias, de pas parler aux médias, d'entretenir aucune relation avec les médias. Les médias, c'était presque l'ennemi autant que les talibans pouvaient l'être. Mettons que ça partait mal notre séjour sur ce

> discours-là de cet officier-là qui nous avait accueilli en plus à la base, quand on a débarqué de l'avion, qui est venu nous chercher, qui est venu nous reconduire à nos tentes, qui nous a montré où était la cafétéria, moi je pensais que c'était quelqu'un de sympathique, mais j'ai découvert que cette personne-là en avait vraiment contre les médias. Il a sûrement ses raisons, mais mettons que c'était peut-être pas le gars idéal à avoir avec nous autres à ce moment-là[59].

Bousquet distingue cependant la relation exécrable avec cet officier en question des rapports plus cordiaux avec d'autres officiers d'affaires publiques : « À part capitaine Chalifour avec qui ç'a été dramatique les relations, cette personne-là en avait vraiment contre les médias, je pense qu'il était pas à sa place, ça a été vraiment impeccable les gens avec qui on a fait affaire pendant notre séjour là-bas[60] ». Dans son premier article, Hugo Meunier avait mentionné le nom du capitaine Sylvain Chalifour, qui était venu accueillir l'équipe de *La Presse* sur le tarmac de l'aérodrome de Kandahar sans laisser transparaître une quelque tension à ce moment-là (Meunier, 2007b).

En plus de la personnalité et de la culture, un autre facteur qui influence l'état des relations entre les journalistes et les officiers d'affaires publiques est la relation entre ces derniers et les commandants. Plusieurs témoignages des journalistes intégrés indiquent des relations cordiales avec certains officiers d'affaires publiques, mais réfèrent aussi à une tension permanente, car les OAP n'étaient pas toujours en mesure de satisfaire aux demandes soumises. Cela suggère quelque peu une autre tension qui s'exerce plus haut entre les commandants et les officiers d'affaires publiques. Dans les entrevues avec les participants militaires, cette tension transparaît peu.

Le général Guy Laroche dit avoir apprécié grandement le rôle-conseil du dernier responsable du service des affaires publiques à Kandahar lors de la roto 4. Il témoigne :

> Il a joué son rôle de conseiller auprès du commandant que j'étais à ce moment-là. Puis, il est là pour évidemment, éviter les problématiques aussi, il est là pour vous aviser et vous informer sur le type, par exemple, de journaliste qu'on a devant nous. C'est important de comprendre avec qui vous échangez et de comprendre également, pour qui par exemple ce journaliste travaille et qui est l'audience ou quel est le public qui lit ses commentaires ou voit ses reportages. […] Échanger avec des médias par exemple régionaux versus des médias nationaux, c'est différent. Donc, l'officier des affaires publiques pouvait très bien me conseiller dans ce cas-là parce que si je rencontrais les médias de Trois-Rivières, mes commentaires étaient beaucoup plus orientés vers la région. Si c'étaient des Radio-Canada de ce monde, c'était différent parce que c'était beaucoup plus de nature nationale évidemment. Donc, cette confiance qu'on a avec les officiers d'affaires publiques, je pense aussi qu'elle se développe au fil du temps. Mais également, il est important d'avoir une confiance mutuelle et aussi il est important pour l'officier des affaires publiques de faire en sorte d'éviter les pièges pour son patron et de connaître son patron aussi. On n'a pas tous les mêmes habiletés vis-à-vis les médias. Il y en a qui aiment beaucoup les médias, il y en a qui aiment échanger avec eux et il y en a qui préfèrent se tenir loin[61].

En général, le commandant supérieur assure l'autorité du programme d'intégration dans son QG à Kandahar, et, à ce titre, il est en contact régulier avec les officiers d'affaires publiques. Le commandant du groupement tactique a un officier d'affaires publiques qui accompagne son

commandement, mais son champ de visibilité sur les questions médiatiques est plus limité. Le commandant Alain Gauthier a également apprécié le rôle-conseil et de coordination de son OAP :

> La personne qui m'appuyait et qui me donnait les conseils, numéro 1, donc c'était très bien, elle n'était pas là pour me dicter quoi faire, comment le faire, mais pour amener les conseils nécessaires, voici les opportunités, voici ce qu'on peut faire, voici comment on peut l'intégrer et j'ai trouvé ça très utile, très efficace[62].

Sachant la crise importante qui a affecté le service des affaires publiques à Kandahar dans les premiers mois de la roto 4, il est évident qu'elle a influé sur la relation entre les commandants et les officiers d'affaires publiques, et, partant, sur les relations générales avec les journalistes intégrés. La personnalité du commandant a aussi une influence sur la relation entre l'OAP et le journaliste en aval de la chaîne de transmission.

Avec la roto 3, on avait remarqué une plus grande présence des officiers d'affaires publiques en dehors de *KAF*. Cette pratique a continué au moment de la rotation 4. « Dans toutes les bases qu'on est allés, il y avait un officier de relations publiques[63] », se rappelle Jean-Maurice Bousquet de TVA. Pour les journalistes qui avaient connu les rotations antérieures, la présence des OAP sur le terrain n'était pas de bon augure, car elle signifiait un contrôle plus serré des journalistes intégrés. Graeme Smith a noté qu'à partir de 2007, un OAP était envoyé sur le terrain pour superviser les journalistes (cité par Bergen, 2009, p. 57).

Dans l'histoire des relations armée-médias, le phénomène de chaperonnage a été observé dans plusieurs guerres et constitue en général un irritant pour les journalistes. L'armée canadienne a utilisé des « officiers accompagnateurs » pour surveiller les déplacements des correspondants de guerre de la Deuxième Guerre mondiale. Durant la guerre du Golfe, la présence des *minders* pour surveiller les membres des *pools* de l'armée américaine a créé beaucoup de tension avec des cas d'interposition dans les entrevues. « Le pire cas était un OAP qui était là debout et vous pouviez voir le soldat se sentir inconfortable, jetant le regard sur le côté[64] », se rappelle Piya Chattopadhyay de la CBC. Bill Graveland de La Presse canadienne a également indiqué qu'un OAP était présent lors d'une entrevue avec les soldats après que le journaliste eut précédemment été convoqué pour un article qui n'avait pas plu au service des affaires publiques (cité par Bergen, 2009, p. 55). La journaliste Cathy Senay de Radio-Canada Québec, qui a couvert la fin de la roto 4, a pu visiter les bases d'opérations avancées de Sperwan Ghar et de Spin Boldak sans être accompagnée par un OAP, mais elle a raconté ceci : « C'est arrivé qu'une relationniste intervienne pendant une entrevue parce qu'elle trouvait que le militaire répondait pas de façon claire. Ça j'avais trouvé ça particulier,

parce qu'elle était pas supposée du tout, je voyais qu'il était pas hyper à l'aise pour m'accorder une entrevue non plus[65] ».

Le chaperonnage n'a pas été systématique, mais c'est un indicateur d'un contrôle de l'information par l'armée qui n'existait pas auparavant. Observateur intéressé du programme d'intégration durant la roto 4, le caporal-chef Martin Forgues témoigne du phénomène :

> Chaque sous-unité a son officier d'affaires publiques de sorte que quand les journalistes se rendent dans ces équipes-là, ils sont toujours chaperonnés. Parce que bon évidemment un officier serait pas suffisant pour faire faire le tour, chaque sous-unité a son officier d'affaires publiques, donc ils sont toujours bien chaperonnés peu importe où ils vont. Ça fait partie du contrôle parce que ça voulait dire que les journalistes pouvaient pas aller nulle part sans frapper un chaperon finalement[66].

Les journalistes en Afghanistan ont senti une transition vers plus de surveillance des mouvements des journalistes intégrés. L'appareil d'affaires publiques devient ici un dispositif de visibilité où chaque journaliste est visible en tout temps. La mise en visibilité des journalistes dans l'espace opérationnel est un rapport de force qui vise à réguler la circulation médiatique. L'absence d'un officier d'affaires publiques sur le terrain ne signifie pas néanmoins une absence de visibilité. En principe, un journaliste intégré a toujours une personne responsable dans une unité militaire sur le terrain, et cette personne est en contact régulier avec un OAP au QG à Kandahar.

La transition vers un contrôle plus serré a été beaucoup ressentie par les journalistes qui s'étaient intégrés dans les premières rotations à Kandahar. Martin Forgues, qui écrivait une chronique à titre de soldat et qui a côtoyé plusieurs journalistes à *KAF* durant la roto 4, relate :

> Il y avait un inconfort je pense […] dû à cette espèce de volonté de contrôle de l'information par l'armée. En même temps, bon en 2006, les Canadiens au combat c'était une chose nouvelle, donc la gestion de l'information au combat c'était une chose nouvelle pour les affaires publiques. Donc j'imagine qu'ils ont commencé à tirer des leçons de leur expérience de 2006 pour les intégrer en 2007, et là on a commencé à serrer la vis[67].

En octobre 2007, Fabrice de Pierrebourg du *Journal de Montréal* a visité les soldats du *3 R22eR* à la base d'opérations avancée de Sperwan Ghar. « Ils sont tellement bien là que rares sont ceux qui ont hâte de retourner à la base de Kandahar. Même pour manger des beignes et de la pizza. Trop impersonnelle, trop grande, trop rigide, disent-ils. "Pas pressés de se faire chier", lance même un soldat », a décrit de Pierrebourg (2007a). Plusieurs journalistes interviewés pour cette recherche ont décrit ce même sentiment de liberté, quand ils étaient seuls avec les soldats sur le terrain, loin du cadre rigide de Kandahar. Murray Brewster de La Presse canadienne a beaucoup visité les bases d'opérations avancées en Afghanistan et confirme :

> À l'aérodrome de Kandahar, tout était plutôt enrégimenté, c'était très orienté quartier général, vous étiez regardé avec une sorte de suspicion. Mais, si vous étiez dans certaines bases d'opérations

> avancées ou certains des avant-postes de combat, la routine était un peu relâchée parce que chaque zone avait son propre rythme de bataille[68].

Il y a certes l'aspect de la taille de la base qui entre en ligne de compte, mais c'est l'aspect procédurier qui est beaucoup plus lié au contrôle. La présence d'un officier d'affaires publiques dans une base d'opérations avancée n'est pas appréciée par les journalistes quand elle introduit un palier intermédiaire entre le soldat et le journaliste dans une démarche d'interférence. Un journaliste anonyme indique aussi que pour un journaliste, être sur le terrain donne également plus d'occasions de connaître les soldats : « Il y a des militaires avec qui ça va cliquer, on va dire tiens lui il a beau être sous l'uniforme, il n'a pas perdu son regard critique, puis c'est intéressant ce qu'il fait, c'est intéressant ce qu'il dit[69] ». Lors d'une autre sortie avec la coopération civilo-militaire qui négociait l'argent dans un village, le journaliste dit qu'un officier n'a pas hésité à se montrer critique de ce que son unité faisait[70].

Pour une journaliste anonyme, la pire expérience de l'intégration s'est produite dès sa première semaine dans le programme alors qu'elle visitait la base de patrouille Wilson dans le district de Zhari, où elle a pu prendre une photo d'un détenu taliban :

> Ils ont saisi ma caméra au milieu de la nuit, dit-elle, et m'ont dit que je violais toutes sortes de règles. C'est très intimidant. [...]. C'était une question de "vous avez une image qui est potentiellement embarrassante" […] maintenant ils violaient l'accord pour essayer de supprimer ces images. Je pense que c'était le problème le plus extrême que j'ai eu[71].

Lors de cet incident, un militaire a rapporté que la journaliste avait pris une photographie du détenu qui avait un sac sur la tête et quelques heures plus tard, des soldats sont venus pour forcer la journaliste à rendre son appareil photo. Elle disait alors :

> "Eh bien, je vais vous donner la caméra, mais je ne suis pas en violation de l'accord, vous l'êtes. Et j'appellerai mon patron dès que nous reviendrons à la base et il traitera avec vos supérieurs à Ottawa, parce que nous avons un accord sur la façon dont vous pouvez agir et ceci est en dehors de cela". C'était très inconfortable[72].

Les soldats ont remis par la suite l'appareil photo, mais ils n'ont pas effacé les images du prisonnier. La journaliste a alors transmis les photos à son bureau et a laissé le soin à ses patrons de régler l'affaire. Elle dit que le bureau a choisi d'abandonner et n'a pas utilisé les photos, mais que ce n'était pas sa décision[73]. La journaliste était en désaccord, car elle estimait que c'était justifié d'utiliser les photos tant que les images respectaient la règle de ne pas montrer les visages reconnaissables. « Je pense qu'en acceptant de ne pas couvrir la partie la plus controversée, alors nous devrions clairement nous demander si nous devrions être là[74] », s'interroge-t-elle, déçue par la décision de son bureau. Avec ce cas notable d'intimidation, elle indique : « Pour moi, 2007, avec

l'équipe qui était là et avec ce que je sentais comme tactiques oppressives, c'était le plus dur, oui. Ils étaient très difficiles[75] ».

En ce qui concerne les *ground rules,* la roto 4 en 2007 a connu quelques modifications. L'incident du 22 août a mené le service des affaires publiques à Kandahar à rappeler fermement l'importance de respecter le *lockdown* et l'embargo concernant les décès. De manière générale, à travers différentes rotations, le processus du *lockdown* se passe globalement bien et les délais sont très raisonnables. Seulement quelques cas ont impliqué de longs délais.

Lors de l'incident de la mi-novembre 2007 où deux soldats canadiens et un interprète afghan ont été tués à bord d'un VBL III dans le district de Zhari, le *lockdown* a été anormalement long. Piya Chattopadhyay de la CBC raconte :

> Deux choses se sont passées, le véhicule a brûlé pendant longtemps après avoir explosé donc ils ne pouvaient pas s'y rapprocher. Après cela, les restes ont disparu, ils ont eu du mal à identifier quelle personne était l'interprète afghan et lesquelles étaient les soldats. […] Bien, nous avons su rapidement que quelqu'un était mort. [...]. Le verrouillage des communications était extraordinairement long. Quelque chose comme 14 ou 17 heures. Et, il a continué à être retardé[76].

Dans ce cas particulier, le délai a été causé par les difficultés d'identification des corps. Chattopadhyay explique les discussions de coulisses qui sont parvenues informellement aux journalistes à Kandahar :

> Ce que nous avons entendu, c'est que le gouvernement canadien a dit : "Ramenons les trois restes au Canada parce que nous avons un meilleur mécanisme d'identification". Les dossiers dentaires et ainsi de suite. Et, peu importe, ce qui n'est pas identifiable, nous retournerons en Afghanistan pour l'enterrement. Et, l'argument pour l'Afghan, et je comprends que cela est allé jusqu'à un niveau gouvernemental très haut, peut-être même présidentiel ; c'est que dans la culture musulmane, bien sûr, nous enterrons la personne dans une période déterminée. C'était l'attente entre le va-et-vient entre les gouvernements de ce qu'il fallait faire avec les dépouilles. Donc, nous ne savions rien à ce moment-là. Nous étions absolument dans l'obscurité et frustrés parce que personne ne nous donnait des réponses. C'était juste attendre et attendre[77].

Durant les verrouillages de communication (*lockdowns*), le service des affaires publiques ne confirme ni n'infirme des informations recueillies par les journalistes. L'officière d'affaires publiques Josée Bilodeau rappelle le processus qui se met en place en commençant par quelques cas problématiques :

> On a vécu toutes sortes de situations, entre autres, je me rappelle d'une dame qui était partie faire, je pense, du *hiking* dans les montagnes dans le coin de la Colombie-Britannique, c'est la GRC après des heures, des heures et des heures qui a réussi à la trouver. Un autre dont le père était en voyage au Mexique, c'était très compliqué de le rejoindre. Alors il arrive toutes sortes de situations où ça peut prendre des heures pour qu'on rejoigne la famille. Une fois que la famille est avisée et une fois que la famille a donné l'autorisation qu'on peut divulguer l'information relative aux membres, à ce moment s'organisait un petit point de presse sur le camp où on allait donner l'information à tous les journalistes en même temps. Donc, c'est le commandant, normalement c'était le général Guy

> Laroche, qui descendait et là on réunissait tous les médias et il faisait une petite allocution et répondait aux questions des journalistes[78].

Pour les familles des soldats, l'information arrive d'abord de Kandahar pour être traitée à Ottawa. Ensuite, le cabinet de l'état-major transmet l'information à l'unité concernée, et l'équipe de notification prend la route pour annoncer la nouvelle à la famille, qui effectuera le voyage à la base de Trenton, en Ontario, aux frais de l'armée (voir Weber, 2007). Les journalistes intégrés à Kandahar ont la priorité sur l'annonce initiale. « C'est normal, ils ont fait le voyage, ils ont payé, ils se sont déplacés, ils couvrent la mission sur le terrain[79] », précise l'OAP Bilodeau. Une fois que le *lockdown* est levé, les journalistes intégrés disposent en principe d'une période d'environ 30 à 45 minutes avant qu'un communiqué national soit publié par l'état-major à Ottawa pour les médias partout au pays.

Dans le programme des médias intégrés à Kandahar, le verrouillage des communications n'a jamais été totalement hermétique, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents. La pratique d'alerter les rédactions pour réserver l'espace était toujours tolérée tant que l'information explicite n'était pas divulguée. Durant des années, des codes de ce style ont été utilisés via le courriel par les journalistes : « Je vais commander une pizza », pour un mort, ou « Je vais commander un beigne », pour un blessé. Dans l'histoire du journalisme de guerre, certains correspondants de guerre des conflits précédents ont également eu recours à des codes dans leur correspondance pour éviter les ciseaux des censeurs.

Au cours de la roto 4, il y a eu une violation mineure de la sécurité opérationnelle. « On a eu peut-être un petit incident avec un jeune journaliste du *Globe and Mail* […], on lui a expliqué et il a compris[80] », explique l'OAP Josée Bilodeau. Dans l'un de ses articles, le journaliste Colin Freeze du *Globe and Mail* avait décrit les techniques utilisées par l'armée canadienne sur le terrain : « Les essais sur le terrain que les ingénieurs militaires canadiens ont effectués sur les suspects ont indiqué qu'ils avaient récemment été en contact avec des explosifs » (Freeze, 2007). Il n'y a pas eu de sanction pour ce cas, mais plutôt un simple avertissement dans une démarche éducative. « On lui a expliqué pourquoi tel type d'informations c'est trop, que ça peut avoir telle ou telle conséquence[81] », se souvient Bilodeau.

Selon Bruce Campion-Smith du *Toronto Star*, les officiers d'affaires publiques étaient très efficaces et très disciplinés à ne pas déroger des restrictions qui étaient souvent hors de leur contrôle[82]. Référant à la transition d'un programme ouvert à un programme plus restrictif, Campion-Smith explique que le rétrécissement de l'information observé est lié à la réalisation par

l'armée qu'elle avait besoin du soutien du public et, qu'à cet égard, elle devait essayer de cadrer beaucoup plus le message en fonction de cet objectif[83].

Raymond Saint-Pierre de Radio-Canada dit qu'il a eu une expérience positive lors de son intégration en décembre 2007 et qu'il a eu accès à ce qu'il souhaitait couvrir lors de son séjour en Afghanistan. Il associe l'absence de restrictions au contexte de la mission et à son expérience personnelle :

> Je pense que les militaires canadiens étaient très conscients qu'ils avaient une pente à remonter ici avec la population locale, car il y avait opposition à la participation canadienne à cette guerre-là, surtout au Québec en tout cas, assez évidente, il y a eu des manifestations et tout. Je pense qu'ils avaient très envie que l'on montre ce qui se faisait vraiment là-bas puis à la fois les difficultés de la mission, pourquoi ils étaient là, qui étaient ces soldats-là aussi, qu'est-ce qu'ils faisaient, est-ce qu'ils croyaient dans ce qu'ils faisaient, des choses comme ça, je pense qu'ils voulaient vraiment qu'on montre ça. On essayait pas de nous mettre des choses dans la tête. En plus c'est ça les gens savent que je fais ça depuis longtemps, il y avait des gars qui étaient là que j'avais connus en Croatie, les gars ils savent, tu peux essayer de nous bourrer la pipe[84].

Il donne ici un exemple qui illustre l'accès qu'il a reçu quand il a visité une base d'opérations avancée juste avant l'incident dans lequel il a été impliqué :

> On a demandé au commandant, il venait de recevoir une photo d'un F-16 américain qui montrait ces gens-là qui avaient creusé un trou dans la route qu'on allait emprunter le lendemain ou le surlendemain. Puis on les voyait très bien les gars, puis c'étaient des images qui bougent en plus. Ils nous ont permis de les prendre puis de les mettre dans notre reportage, ça m'a étonné parce que c'était quand même un outil de renseignement assez précis, puis ça montrait qu'ils avaient l'œil vraiment, qu'ils pouvaient tourner jour et nuit à une très, très grande distance puis avoir un détail assez précis, on voyait très bien ce que les gars faisaient, c'était assez étonnant. Ils nous ont permis de le faire, fallait juste cacher certaines coordonnées, les chiffres autour parce que, c'est comme les GPS là ça aurait identifié des choses, mais l'image comme telle au centre on a pu l'utiliser, j'étais étonné. Et on a souvent tourné dans le poste de commandement pendant qu'ils communiquaient avec les gars, pendant qu'ils étaient sous attaque et tout, on a tourné sans arrêt[85].

Pour Raymond Saint-Pierre, l'enjeu concernait plutôt la relation de confiance qu'il faut établir pour pouvoir travailler avec les militaires que la question des restrictions. Le plus grand défi, explique-t-il :

> C'est de se faire accepter, de prendre ça tranquillement, de pas être trop pressé, puis je pense d'arriver à faire parler les soldats de façon très sincère et très ouverte, je pense pas qu'on ait vu ça souvent dans cette guerre-là du côté canadien. Je pense que ça a été ça d'arriver à se faire accepter puis à établir un niveau de confiance, pour que les gens savent qu'on était pas des têtes folles, qu'on allait pas les mettre en danger. C'est souvent la très grande peur des militaires en général quand ils trainent des journalistes, c'est qu'ils vont les mettre en danger. Je l'ai vu souvent, ils détestent ça, l'armée britannique, entre autres, je me souviens il y avait une reporter de la BBC, personne voulait être avec elle, parce qu'ils trouvaient qu'elle portait malchance, jamais il la laissait monter dans un hélicoptère, jamais ils voulaient patrouiller avec elle. Il y a tout ça aussi, il faut les mettre en confiance, c'est établir un niveau de confiance, qu'il semble pas qu'on ajoute à leurs problèmes ou à leurs dangers, qu'on est tous dans le même bateau d'une façon, on n'est pas un poids[86].

Intégré à la fin de la roto 4 dans le *pool*, Frédéric Arnould de Radio-Canada a connu la « tension relationnelle » avec le service des affaires publiques à Kandahar. « C'est des empêcheurs de tourner en rond parce que c'est leur job de faire ça aussi jusqu'à un certain point puis d'encadrer, puis de contrôler ce qu'on fait[87] », note Arnould.

Le contrôle de l'information militaire repose à la fois sur une économie de l'information par le rationnement des sources (qui parle) et sur une économie de l'information par le rationnement du contenu (quoi dire). Dans le registre du quoi dire, la communication planifiée procède là aussi par parcimonie. « C'est un peu comme un PR de la police de Montréal, il va juste dire ce qu'il a, il va élaborer avec plus de phrases, mais dans le fond ce qu'il dit c'est voici, c'est ça c'est mon *statement*, je peux pas en dire plus[88] », compare Frédéric Arnould de Radio-Canada. Au cours de la roto 4, le service des affaires publiques informe les journalistes intégrés qu'il ne révélerait plus l'identité des soldats blessés. Le rationnement de l'information concerne donc à la fois la non-divulgation des incidents qui ne causent que des blessés et les noms des soldats blessés pour des incidents rendus publics. C'est à partir de novembre 2007, au moment où arrive le nouveau responsable des affaires publiques à Kandahar, le lieutenant-commandant Pierre Babinsky, que la politique de ne pas divulguer les noms des blessés est instituée comme « procédure normale » même si elle était inexistante dans les rotations précédentes.

L'intégration fonctionne comme un dispositif de visibilité qui, au besoin, agira comme un dispositif de pénalité. Frédéric Arnould de Radio-Canada se souvient du rapport avec les officiers d'affaires publiques : « Si vous faites ça dans notre dos, on vous donnera plus d'histoires, des sujets intéressants, non, non c'est fini les sorties[89] ». Autrement dit, si vous faites un reportage à notre insu, on appliquera une punition par la clôture, par l'enfermement. Le journaliste intégré doit évoluer dans un sillon disciplinaire tracé par le service des affaires publiques. Les écarts sont mal tolérés. Arnould parle d'une officière d'affaires publiques qui pétait souvent un câble quand l'équipe de Radio-Canada faisait des trucs qui n'avaient pas été téléguidés par les affaires publiques[90]. De manière générale, un téléguidage d'affaires publiques trop marqué est certainement un accélérateur de tension entre les journalistes intégrés et les officiers d'affaires publiques. Voyons deux épisodes qui caractérisent la tension.

Le 30 janvier 2008, Frédéric Arnould a envoyé un reportage sur le courrier reçu par les soldats québécois à Kandahar. Le précède[91] introduisant le reportage se lit comme suit :

> La mission canadienne en Afghanistan ne jouit pas de l'appui espéré et cela se ressent jusqu'à Kandahar. Depuis leur arrivée là-bas, les soldats du Québec reçoivent bien des messages

> d'encouragement, mais la plupart sont en anglais. Indifférence de la part des Québécois ou tradition différente dans le reste du pays ? (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2008).

Selon Arnould, le reportage basé sur les témoignages des soldats n'a pas plu, et une officière d'affaires publiques en colère ne s'est pas gênée de le faire savoir : « "Regarde ça suffit là, là vous arrêtez de faire des trucs comme ça sinon on vous donne plus de coups de main, on vous fait plus sortir, on vous trouvera plus de sujets"[92] ». Le journaliste est cependant en désaccord : « C'est ma job, j'ai rien fait de mal, j'ai respecté ton document, on n'a pas brisé la sécurité, on n'a mis personne en danger, puis personne n'est mort non plus. C'est pas comme si on avait dévoilé, on a trouvé le Graal à Ma'Sum Ghar, c'est pas ça du tout. Mais effectivement ça les piquait au vif, dès qu'on sortait du cadre[93] ».

Frédéric Arnould s'est aussi attiré les foudres de l'armée en publiant un texte sur le blogue de Radio-Canada. En plus de leurs topos, les correspondants de Radio-Canada et de la CBC à Kandahar avaient commencé à écrire leurs carnets de voyage, des textes un peu plus légers destinés au site web sur leurs impressions et leurs expériences sur place[94]. Publié le 4 février 2008, le carnet intitulé « La poésie des bécosses » décrit : « S'il est un endroit où convergent tous les soldats à un moment ou à un autre de la journée ou de la nuit dans la base militaire de Kandahar, ce sont les toilettes. Et ce qui semble unir certains visiteurs de ces lieux "fréquentés", c'est assurément la bêtise humaine » (cité par Miville-Dechêne, 2008, p. 1). Le carnet contient plusieurs citations qu'on retrouve sur les murs des toilettes militaires avec les photos de ces écrits. « Mais je disais en même temps, c'est parfois des commentaires qui sont dignes d'un adolescent attardé de 16 ans. Et là ce passage-là n'est vraiment pas passé chez les PR de l'armée. Ça a l'air qu'ils ont alimenté toute une campagne », explique Arnould.

L'ombudsman de Radio-Canada a finalement reçu quatre plaintes sur le caractère dénigrant de ce carnet et de tous les autres écrits par le journaliste, et une des plaintes émanait de l'association L'Autre Peloton, qui regroupe des conjointes et familles de militaires et des militaires. Insatisfaite d'une première réponse de Radio-Canada, une plaignante est revenue à la charge et dans la révision, l'ombudsman a statué :

> Là où j'éprouve un malaise, c'est dans l'utilisation répétée de mots cinglants comme « bêtise humaine », « stupidités », « idioties », « niaiseries ». Si ce sont des militaires qui posent ce jugement sur les graffitis, Frédéric Arnould aurait dû le mentionner. Il n'était pas tenu de donner les noms des militaires à qui il a parlé, mais il aurait pu simplement écrire « des soldats m'ont dit que… ». Étant donné l'absence totale d'attribution, M. Arnould semble poser un jugement de valeur tranchant. L'accumulation de qualificatifs frappants équivaut à un jugement de valeur. En ce sens, il ne respecte pas la notion d'équilibre incluse dans les *NPJ [Normes et pratiques journalistiques]* de Radio-Canada (Miville-Dechêne, 2008, p. 13)**.**

Des corrections ont été effectuées sur le site de Radio-Canada dans le carnet sur les toilettes, mais l'ombudsman a jugé que les autres carnets ne dénigraient pas les militaires.

La roto 4 a débuté en août 2007 avec le battage médiatique sur l'arrivée d'un contingent francophone du Québec. L'armée et le gouvernement canadien avaient un grand intérêt à publiciser l'effort de guerre du Québec pour une province pas comme les autres dans la confédération. L'appareil d'affaires publiques a été mobilisé pour gagner le « cœur et l'esprit »de l'opinion québécoise dans un contexte d'impopularité grandissante de la guerre en Afghanistan. Sur le terrain à Kandahar, l'armée devait également montrer les faits d'armes du *Royal 22e Régiment* au pays des talibans. Cependant, l'incident du 22 août sur la colline Ghundy Ghar a gâché le plan de communication initial dès la première opération. Il n'y avait pas d'exploits à montrer, mais des soldats tués et des journalistes blessés. C'était le cauchemar à Kandahar et dans les officines militaires et gouvernementales à Ottawa. À partir de ce moment-là, la relation entre les journalistes et les militaires sur le terrain s'est dégradée avec l'imposition de restrictions sur la couverture journalistique. Les rédactions ont également limité les sorties de leurs correspondants en raison des risques sécuritaires. Le contrôle militaire téléguidé par le gouvernement à Ottawa va se poursuivre dans les rotations suivantes.

CHAPITRE 8

DE KANDAHAR À OTTAWA ET VICE VERSA

Au début de l'année 2008, la mission du Canada en Afghanistan entame une septième année de présence militaire sur le terrain. Le gouvernement mandate l'ancien ministre John Manley pour évaluer le rôle futur du pays en Afghanistan. Parmi les recommandations, l'équipe de Manley suggérera de mieux communiquer sur l'effort de guerre canadien. Cette recommandation sera néanmoins en porte-à-faux avec la politique de contrôle de l'information du gouvernement. La stratégie de communication du gouvernement était de communiquer la guerre en soulignant particulièrement les efforts de développement et de reconstruction en minimisant certains sacrifices. Les journalistes intégrés à Kandahar vont sentir de plus en plus la guerre de l'information menée à la fois par le Bureau du Premier ministre et le service des affaires publiques de l'armée.

Sur le terrain, les journalistes intégrés vont aussi continuer à couvrir la guerre des *IED* avec un ennemi toujours invisible. Des indices clairs pointeront vers une détérioration de la situation sécuritaire, mais les discours officiels continueront à claironner le *spin* des progrès accomplis. La question des risques journalistiques va se poser encore.

Lancé en 2003 à Kaboul durant la phase I de l'opération *Athena* puis consolidé en 2006 à Kandahar lors de la phase II d'*Athena*, le programme des médias intégrés a vu passer des centaines de journalistes. L'année 2008 verra une baisse du nombre de journalistes à la tente des médias de Kandahar. Cette baisse est attribuable à la fois aux coûts et à la répétitivité de la couverture médiatique. Sur fond de fatigue médiatique, les rapports entre les journalistes et les militaires continueront à être caractérisés par une relation fonctionnelle, mais tendue. De part et d'autre, de nombreux irritants marqueront les relations dans un contexte de contrôle politique de la communication de guerre. L'enthousiasme certes mesuré, mais réel, des premières années du programme est désormais chose du passé.

8.1 Le « déficit informationnel »

En janvier 2008, le groupe d'experts indépendant dirigé par l'ancien ministre John Manley publie un rapport très attendu sur l'Afghanistan. Le rapport ne traite pas du tout de la question des

médias intégrés, mais aborde des réalités qui étaient connues par les journalistes sur le terrain. « Guerre et reconstruction, tueries et progrès – voilà les réalités inconciliables et complexes qui découlent du conflit et des efforts de développement en Afghanistan » (Manley, 2008, p. 8). Ce constat dans l'introduction du rapport renvoie au contexte rapporté par les journalistes intégrés depuis la fin de l'opération *Medusa*. Il y a eu certes des progrès pour établir la liberté de mouvement dans la zone de responsabilité canadienne par plusieurs opérations tactiques, mais la guerre des *IED* a accaparé une grande attention médiatique avec de nombreuses pertes dans les rangs canadiens. Réalité complexe, car elle nous renvoie aussi à la question « Comment développer les villages afghans sans assurer d'abord la sécurité » ? Les journalistes intégrés avaient quelque peu évoqué ce dilemme qui a sérieusement handicapé notamment la liberté de mouvement de l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR) à Kandahar et sa capacité à montrer ses réalisations aux médias.

> Disons-le sans ambages, depuis le début de la présence canadienne en Afghanistan, les gouvernements n'ont pas su entretenir des communications équilibrées et franches avec la population pour exposer les raisons de la participation du Canada et les risques, les difficultés et les résultats attendus.
>
> L'information gouvernementale reçue par les Canadiens a émané en quasi-totalité du ministère de la Défense nationale. C'est tout juste s'il a été question de certains enjeux pourtant importants reliés aux activités diplomatiques et à l'aide du Canada en Afghanistan, et les ministres et fonctionnaires responsables n'ont que rarement fait des déclarations à ce propos sur la place publique. Les ambassadeurs du Canada à Kaboul, auprès de l'OTAN et dans d'autres capitales n'ont pas été entièrement en mesure d'expliquer la politique canadienne. Le Groupe est d'avis que ce déficit informationnel doit être comblé sans délai, au moyen d'une stratégie de communication systématique et plus équilibrée, mettant l'accent sur des échanges ouverts et constants avec les Canadiens (Manley, 2008, p. 22).

Ce déficit informationnel souligné par le rapport Manley a été en effet la réalité des journalistes intégrés à Kandahar, qui se sont souvent butés aux difficultés d'obtenir des réponses satisfaisantes auprès des représentants de l'ACDI ou du ministère des Affaires étrangères sur leur rôle dans la mission. Cet état de fait est en grande partie lié au contrôle de l'information étroit exercé par le Bureau du Premier ministre à Ottawa et au musèlement des représentants civils du gouvernement en Afghanistan. Il est dommage que le rapport Manley ne contienne pas de constats ni de recommandations sur le programme des médias intégrés à Kandahar, qui auraient pu davantage mettre en perspective le déficit informationnel soulevé. Avec ce constat, le rapport Manley a naturellement recommandé un « rééquilibrage des communications du gouvernement avec les Canadiens au sujet de nos activités en Afghanistan, de manière à fournir plus de

renseignements et de travaux d'analyse au sujet des activités diplomatiques et des initiatives de reconstruction et de développement » (Manley, 2008, p. 42).

Au moment de la publication du rapport Manley en janvier 2008, vers la fin de la roto 4, le portrait communicationnel de la mission canadienne en Afghanistan est très complexe avec l'incommunication des agences civiles gouvernementales, les difficultés de mouvement de l'EPR, les défis d'application de la stratégie communicationnelle pangouvernementale des 3D, les jeux de coulisses entre le ministère de la Défense nationale et le Bureau du Premier ministre sur le contrôle des médias, l'affermissement du contrôle militaire sur l'information (sorties opérationnelles, blessés), les routines journalistiques et rédactionnelles (*death watch*) ainsi que l'impact des risques sur la zone de confort des journalistes, des rédacteurs en chef et des commandants, et, partant, sur la couverture médiatique.

Dans la foulée de la sortie du rapport, le journaliste Brian Stewart de la CBC a évoqué le facteur risque: « Comme dans de nombreux pays de l'OTAN, les gouvernements minoritaires craignent qu'une ruée soudaine de pertes puisse entraver le soutien à la mission afghane. Tous les commandants de groupe bataille savent qu'ils doivent éviter une catastrophe sur le terrain » **(**CBC Television – *The National,* 2008a). À la question de savoir si les Canadiens doivent prendre plus de risques, John Manley a répondu :

> Nous sommes très susceptibles au risque, bien sûr, parce que nous sommes préoccupés par les pertes et la réaction que nous avons aux victimes est spontanément négative envers la mission. Une fois de plus, il serait très important de prévoir que les risques augmenteront, que les Canadiens comprennent exactement ce que nous essayons de faire, mais que les précautions soient adéquates **(**CBC Television – *The National,* 2008a).

Comme nous l'avons vu avec la roto 4, la question des risques a eu une influence sur les sorties opérationnelles des journalistes intégrés en raison de la susceptibilité à la fois des journalistes et des commandants. Diminution de la couverture en raison des risques et diminution de la couverture des pertes (blessés) pour ménager le soutien à la mission, le facteur risque occupe donc une grande place dans la réalité de la communication militaire et gouvernementale sur le terrain. Ce contexte complexe de susceptibilité aux risques et la guerre des *IED* vont continuer à affecter négativement la couverture médiatique des rotations suivantes.

8.2 Front militaire et front politique

Au début de la roto 5 du 2e Bataillon *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (*2 PPCLI*), la mission militaire en Afghanistan est au cœur d'une bataille politique entre les conservateurs et

les libéraux à la Chambre des communes à Ottawa, sur fond d'élections. Sur le terrain à Kandahar, la discussion sur la prolongation de la mission ne change pas grand-chose dans l'immédiat pour les journalistes accrédités à Kandahar. Stephanie Levitz de La Presse canadienne parle d'un projet de 4,5 millions de dollars pour paver 6,5 kilomètres de route qu'un aîné afghan appelle « la colonne vertébrale du Panjwai », une entreprise de deux ans qui donnera des emplois à plus de 400 Afghans (Levitz, 2008b). Un officier de la coopération civilo-militaire indique que ce n'est pas toujours un besoin de niveau tactique, mais bien une opération d'information pour montrer aux Afghans qu'ils peuvent compter sur les Canadiens (cité par Levitz, 2008b). Brian Hutchinson du *National Post* rapporte les difficultés de sécuriser la route qui constitue la cible de choix des talibans (Hutchinson, 2008a). La situation ressemble quelque peu à celle qui prévalait au moment de la roto 3 avec la construction de la route *Summit*. On a le même objectif de développer le réseau routier au milieu d'une lutte de contre-insurrection avec un ennemi invisible qui a peaufiné au fil du temps ses tactiques avec l'arme de choix qu'est l'*IED*. Dans une rencontre avec les journalistes à Kandahar, le lieutenant-général Michel Gauthier, à la tête des Forces canadiennes, évalue que les Canadiens ne sont pas près de la ligne d'arrivée, mais qu'ils avancent dans la bonne direction (cité par Hutchinson, 2008b). La couverture médiatique continue donc dans ce contexte de guerre des *IED* et de guerre des cœurs et des esprits.

En mars 2008, les médias intégrés rapportent trois soldats canadiens tués, dont deux par des *IED*. Le soldat Michael Yuki Hayakaze a été tué le 2 dans un VBL à Mishan lors d'une mission de ravitaillement, le bombardier Jérémie Ouellet a été retrouvé mort à *KAF* le 11 et le sergent Jason Boyes a été tué le 16 lors d'une patrouille de routine. Ouellet était le 80e membre des Forces armées canadiennes à mourir en Afghanistan, comme le rappellent les médias. Dans son livre *The Savage War*, Murray Brewster décrira le désagréable sentiment qu'un journaliste peut ressentir lors de certaines situations, comme celui qu'il a vécu quand il a appris la mort de Jason Boyes, qu'il avait interviewé quelques semaines plus tôt (Brewster, 2011a, p. 204-206). Les correspondants à Kandahar rappellent encore une fois l'approche de la saison des combats. Matthew Fisher écrit :

> Mars a été traditionnellement quand les talibans sont retournés sur les champs de bataille du sud de l'Afghanistan depuis leurs sanctuaires d'hiver dans les zones frontalières sans loi du Pakistan. Les insurgés utilisent normalement les mois d'hiver pour recruter, récupérer et se réarmer pour les offensives printanières et estivales (Fisher, 2008a).

Toujours en mars, le *Globe and Mail* présente une série sur l'insurrection du mouvement avec des textes basés sur des entrevues vidéo de 42 combattants provenant de cinq districts de la province de Kandahar. Cette série, « *Talking to the Taliban* », du correspondant Graeme Smith, est

un projet multimédia qui dresse le portrait des combattants talibans, leurs motivations et leurs buts. Smith a embauché un fixeur taliban pour mener les entrevues. À la question de savoir si la technologie a un impact dans le reportage de guerre, Smith a mentionné que la disponibilité des téléphones cellulaires avec une capacité vidéo avait permis l'enregistrement des entrevues dans les districts reculés et du projet sur les talibans[1]. Selon le quotidien, le recherchiste afghan a été formé pour trouver les bons sujets, utiliser une caméra, poser des questions à partir d'une liste et écouter les réponses pour formuler de nouvelles questions (Northfield, 2008). « Cela a été dit que pour défaire ton ennemi, il faut d'abord le comprendre », a résumé le rédacteur en chef international du *Globe and Mail* (Northfield, 2008).

Dans cette enquête, Smith explique, par exemple, que l'insurrection est motivée par les victimes des bombardements aériens à la fois des Soviétiques, dans le passé, et de l'OTAN ainsi que les campagnes d'éradication des cultures de drogue, car, pour le petit combattant, les champs de pavot sont un mode de vie et une source d'emploi (Smith, 2008a). Reliant ses motivations au contexte plus large, Smith écrit :

> Les troupes internationales se plaignent parfois qu'elles combattent trois guerres en Afghanistan : la guerre contre le terrorisme, la guerre contre les insurgés et la guerre contre la drogue. Les premiers conflits sont considérés comme incontournables, mais la campagne contre la drogue fait mal au reste de l'effort de guerre (Smith, 2008a).

L'enquête du *Globe and Mail* auprès des Talibans a attiré beaucoup d'attention et d'éloges sur l'initiative du correspondant. Dans l'histoire du journalisme de guerre, il est toujours difficile de couvrir le camp ennemi, soit parce que les belligérants « amis » s'y opposent, soit parce que l'ennemi est inaccessible.

Au début de mai, Graeme Smith du *Globe and Mail* et Murray Brewster de La Presse canadienne rapportent que les troupes canadiennes contemplent pour la première fois l'idée de négocier avec les talibans. Brewster expliquera l'impasse dans la mission canadienne plus tard dans son livre. Les médias intégrés avaient été conviés maintes fois par l'armée à suivre les *chouras*, des rencontres avec les aînés dans les villages. Brewster note que ces rencontres étaient devenues une sorte de dance rituelle où

> les mêmes mots et les mêmes anciennes promesses de coopération étaient échangés dans les mêmes mots et les mêmes étapes ennuyeuses jusqu'à ce qu'un côté ou l'autre sorte de la porte. C'est arrivé si souvent que certains des soldats qui assuraient la protection de la force lors de la réunion pouvaient prédire à la minute quel temps ça durerait (Brewster, 2011a, p. 206).

Le changement de stratégie qui se dessine au printemps 2008 se traduit ainsi :

> "Dites-nous où les talibans pourraient se trouver afin que nous puissions les 'avoir' et vous aider" est devenu "dites aux talibans qu'ils ne vont pas gagner et s'ils viennent, nous sommes prêts à parler et à leur trouver des emplois ». S'il y avait un moment où la contre-insurrection (gagner les cœurs et les esprits) s'est affirmée sur le contre-terrorisme (éliminer les mauvais gars), c'est arrivé pendant ces mois (Brewster, 2011a, p. 206).

Selon Brewster, l'armée canadienne, qui avait accumulé les pertes depuis deux ans, s'est adaptée à la réalité sur le terrain, mais le gouvernement conservateur, qui avait décidé de réorienter le message central à l'objectif d'aider les Afghans, n'était pas prêt à concéder à la négociation avec l'ennemi taliban (Brewster, 2011a, p. 207). Le ministre Peter MacKay a personnellement appelé Brewster à Kandahar pour rectifier le message de l'armée sur la possibilité de parler aux talibans.

Le 6 mai, le caporal Michael Starker est tué et un autre soldat est blessé à la suite d'une attaque talibane sur une patrouille d'une équipe de coopération civilo-militaire (COCIM) à Pashmul, dans le district de Zhari. « Le but des coopérations civilo-militaires est de créer des liens de communication entre les soldats, qui ont parfois du mal à bien comprendre les besoins des villageois, et les Afghans, qui se montrent toujours méfiants envers eux », écrit Murray Brewster (2008a). Les médias intégrés signalent que la mort d'un soldat à la suite de ce type d'attaques en plein jour est plutôt rare.

Le lendemain, le brigadier-général Denis Thompson arrive à Kandahar pour remplacer Guy Laroche. Thompson indique que la mission privilégiera davantage la dimension civile de développement et de reconstruction même si la composante militaire reste (cité par Brewster, 2008b et Cormier, 2008). Avant son départ, Laroche fait savoir que la stratégie en cours de laisser les forces afghanes prendre l'initiative donne des résultats avec notamment un bataillon déjà chargé de la sécurité dans le district de Zhari (cité par Brewster, 2008c).

La stratégie militaire a également une incidence politique, note Brewster (2008c) : « La stratégie a permis de stabiliser les pertes canadiennes au cours des derniers mois, en enlevant la pression politique sur le gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper ». Reconnu pour son expertise sur les questions de défense, Murray Brewster commande le respect de ses collègues à la tente des médias à Kandahar et entretient en général d'excellentes relations avec les commandants sur le terrain sans être complaisant. « Plus j'étais là, plus j'avais de connaissance institutionnelle. Et, en fait, certains des commandants que j'ai couverts ont apprécié cette perspective[2] », précise Brewster. Sa compréhension de l'institution militaire et sa couverture étendue et bien informée du conflit font de Murray Brewster l'un des meilleurs correspondants de guerre en Afghanistan.

Au début de la roto 5, la synchronisation habituelle entre la rotation du groupement tactique et du quartier général de la force opérationnelle n'est plus de mise. Contrairement au groupement tactique, qui fonctionne sur une rotation de six mois, le quartier général de la force opérationnelle opère sur une rotation de neuf mois. Cela explique pourquoi une partie de l'équipe d'affaires publiques de la roto 4 avec la force 3-07 du brigadier-général Guy Laroche se trouve toujours en Afghanistan quand le groupement tactique de la roto 5 arrive en théâtre.

En mai 2008, c'est donc la transition des quartiers généraux à Kandahar avec l'arrivée du brigadier-général Denis Thompson à la tête de la force opérationnelle 5-08. Le major Jay Janzen dirige la nouvelle équipe d'affaires publiques de la force opérationnelle. C'est un retour en théâtre pour Jay Janzen, qui avait présidé à l'implantation du premier programme d'intégration des médias de l'armée canadienne au camp Julien en 2003 avec le groupement tactique *3 RCR*.

L'équipe d'affaires publiques qui a suivi la force opérationnelle du brigadier-général Denis Thompson (*Task Force 5-08*) restera à Kandahar neuf mois. Si auparavant, il y avait une synchronisation dans les rotations sur six mois, le télescopage des équipes avec certaines rotations de six mois (groupements bataille) et d'autres de neuf mois (QG) a eu certaines conséquences. Pour la formation de pré-déploiement de l'équipe d'affaires publiques, tout le monde ne pouvait plus s'entraîner en même temps pour la montée en puissance. Cependant, il y avait un gain sur le terrain. L'OAP Alain Blondin explique que la nouvelle façon de faire rendait la transition à Kandahar plus facile et causait peu de chambardements à l'arrivée de nouvelles équipes[3].

Sous la responsabilité de l'OAP Jay Janzen, Blondin avait la responsabilité du programme des médias intégrés à Kandahar et a eu à bien connaître les journalistes accrédités avec qui il avait un contact quotidien. « On leur donne un briefing à tous les jours, qu'est-ce qui se passe, les différentes occasions où ils peuvent aller sur le terrain, ou des choses peuvent se passer aussi à Kandahar sur le quartier général canadien ou même les autres quartiers généraux. C'est là ma responsabilité[4] », rappelle-t-il. L'OAP expérimenté note que l'environnement sur le terrain change peu la double nature du rôle des affaires publiques :

> C'est de faire une bonne révision de la situation dans le public, dans les médias, d'écouter qu'est-ce qui se passe et d'aviser le commandement sur qu'est-ce qui se passe au grand public en réaction aux opérations militaires. Ça, ça aide le commandement à comprendre le contexte et à modifier les opérations comme nécessaire, parce que s'il y a des inquiétudes au sujet de quelque [chose], un enjeu ou un autre, on a la chance de s'ajuster. L'autre faisceau, c'est d'informer le public de nos opérations. Donc, le boulot d'un [officier d'] affaires publiques, il y a deux côtés, c'est que je prends l'information du public pour informer le commandement et je prends l'information du

> commandement pour informer le public. C'est anciennement connu comme le rôle du prophète et du prêtre, on faisait entre les deux[5].

Blondin avait certes déjà travaillé avec les médias sur des navires de la marine canadienne, mais le programme des médias intégrés à Kandahar dans un théâtre opérationnel est différent. « On a l'occasion d'être dans un environnement beaucoup plus intime avec les journalistes, il va aussi de leur santé, leur bien-être, on est responsables pour tout pour eux. Puis ça, ça a été, j'ai trouvé ça très vital comme expérience », dit-il. Durant son séjour de neuf mois, à cheval entre les rotos 5 et 6, il estime à 70 le nombre de journalistes accrédités à Kandahar.

Pour Fraser Clark, officier d'affaires publiques à l'Équipe provinciale de reconstruction, l'expérience avec les médias a été quelque peu différente. L'EPR était à Kandahar, mais cette petite unité était située en dehors de la grande base militaire dans la même ville. Clark a travaillé avec les journalistes intégrés, mais en plus petit nombre. Cependant, la conjoncture de la roto 5 est particulière dans la foulée de la publication du rapport Manley, qui incitait le gouvernement canadien à mieux communiquer sur la mission en Afghanistan quant aux volets militaire, diplomatique et humanitaire.

La roto 5 se déploie quelques mois après la publication du rapport. L'équipe d'affaires publiques est bien au courant de ses recommandations. Cependant, la tâche sur le terrain n'est pas facile. « Le défi, bien sûr, de raconter des histoires de reconstruction est qu'elles sont des histoires qui évoluent et qui se développent lentement[6] », confie Fraser Clark. Ce défi a certainement été le lot de tous les officiers d'affaires publiques qui ont travaillé à l'Équipe provinciale de reconstruction. Contrairement à leurs collègues des groupements tactiques et des opérations, qui avaient plus de facilité à intéresser les journalistes intégrés, les officiers de l'EPR sentaient que les médias étaient moins preneurs pour des histoires de reconstruction et de développement. « Avec le journalisme, c'est que ça doit être chaud, ici et maintenant[7] », rappelle Fraser. Ce commentaire réfère aux critères de sélection de l'information journalistique. « Chaud » comme l'explosion d'un *IED* qui aura un intérêt informationnel plus élevé que la construction d'une école, qui se réalise sur un temps plus long et qui n'actionnera pas le temps en mode urgence, caractéristique de l'actualité.

Avec ces difficultés, Fraser Clark a commencé à écrire lui-même et a proposé des histoires à des médias locaux et nationaux. Il a démarché le journal local *The Barrie Examiner,* où il a publié des articles dans une série intitulée « *A Barrie Soldier's Letter Home* ». « Barrie est une ville située à côté de la base de Borden et j'avais donc déjà côtoyé les médias locaux pendant deux ans. Il m'a été facile de leur envoyer des histoires[8] », explique l'OAP. Dans l'un de ses articles publiés par le

Globe and Mail, il raconte une patrouille avec le commandant de l'EPR où les Canadiens voulaient demander aux enfants de ne pas leur lancer des pierres et qui s'est terminée dans une ambiance bon enfant avec des soldats charmés par l'innocence des petits Afghans (Fraser, 2008a). Dans un courrier au ton plus intimiste qu'il a publié dans une infolettre d'un club militaire, Clark dit qu'il accompagne généralement deux patrouilles par semaine à l'extérieur du périmètre de la base de l'EPR. « À certains égards, je suis leur "journaliste intégré". Si quelque chose d'intéressant arrive, je vais concocter un reportage » (Fraser, 2008b).

Produire des articles maison est une vieille pratique des affaires publiques depuis la Deuxième Guerre mondiale. Comme nous l'avons vu plus tôt avec le cas de Forgues durant la roto 4, les articles écrits par le personnel militaire sont généralement vérifiés par des voies hiérarchiques avant publication et sont susceptibles de comporter des messages plantés pour influencer les audiences ciblées. Pour les médias locaux, qui n'ont pas de correspondants sur le terrain, ce type de propositions présente certainement un attrait. Mais cela est plus surprenant pour les médias nationaux qui se montrent parfois preneurs. « Si vous avez une histoire à raconter et qu'elle est bien écrite, ils l'accepteront[9] », note l'OAP Clark.

À la fin mai, les médias intégrés rapportent l'opération *Rawa Tander,* ou *Rolling Thunder,* dans la région de Zhari. Cette opération conjointe avec les forces afghanes vise à détruire les cellules et les réseaux de fabrication de bombes artisanales. Les médias n'ont été informés qu'après la levée d'un embargo de plusieurs jours sur l'opération secrète. La plupart des dépêches sont signées à Kandahar. Paul Workman de CTV note que l'afflux des Marines américains pour mener essentiellement le combat en Afghanistan alors que les troupes canadiennes réorientent leur mission sur l'aide et le développement et ont désormais une date de sortie (CTV – *CTV News,* 2008a).

Au début de juin, les journalistes intégrés annoncent la mort du capitaine Richard Leary au cours d'une patrouille à pied lorsque le peloton qu'il commandait a essuyé des tirs ennemis, et celle du capitaine Jonathan Snyder, mort accidentellement en tombant dans un puits ouvert. « Ses camarades sont venus à son secours et ont réussi à le sortir du puits, mais son décès a été constaté par la suite à l'hôpital militaire de Kandahar », écrit Brewster (2008d). Dans son livre, Brewster mentionne deux éléments sur cet incident. Le premier concerne le fait que le général Denis Thompson avait expliqué aux journalistes à *KAF* que le capitaine Snyder avait sauvé une patrouille conjointe des Canadiens et des Afghans, mais qu'il a omis de raconter l'embuscade qui s'était

déroulée quelques jours avant la mort de Snyder. Après une question de suivi, c'est le commandant adjoint de l'équipe de mentorat qui avait expliqué que la patrouille avait subi un feu nourri et que le capitaine Snyder avait incité les Afghans terrifiés à retourner le feu (Brewster, 2011a, p. 211). Cet épisode a mené le journaliste à la réflexion suivante sur l'information militaire : « Pour une institution qui se plaignait que ses soldats et leurs actions héroïques n'étaient pas assez couverts, la réticence était renversante » (Brewster, 2011a, p. 212).

Le deuxième élément souligné par Brewster a trait aux paroles du commandant Thompson sur le soldat décédé. Même si l'éloge était plein de bonnes intentions à l'endroit du défunt, il était aussi composé des mêmes phrases mécaniques et creuses que le quartier général utilisait pour tout le monde, écrit Brewster (2011a, p. 211). Pour tout journaliste intégré attentif qui a couvert plusieurs points de presse lors des cérémonies d'adieux à Kandahar, la ressemblance des éloges funèbres était facilement remarquable. Une analyse attentive des « réponses aux médias » qui servent de supports de communication pour les commandants révèle certainement une répétitivité des messages préparés par le service des affaires publiques à Kandahar. Les mêmes phrases sont souvent répétées des dizaines de fois et reprises telles quelles par les commandants puis se retrouvent ainsi dans les médias. La répétitivité de certains messages traduit une tendance à la communication mécanique dans la routine des cérémonies d'adieux avec des commandants qui ne s'expriment pas avec leurs tripes, mais à travers leurs scribes. Il en résulte des éloges parfois désincarnés et impersonnels en raison d'une trop grande dépendance à la communication planifiée à travers les lignes médiatiques du service des affaires publiques.

Depuis l'arrivée du gouvernement conservateur à Ottawa en 2006, l'emprise du Bureau du Premier ministre Stephen Harper sur la communication de guerre s'est progressivement raffermie. L'étau du contrôle que les journalistes intégrés à Kandahar avaient senti durant la roto 3 en 2007 va se poursuivre en 2008 sur le terrain. Murray Brewster a signalé, par exemple, la tenue à l'écart des médias d'une visite de parlementaires canadiens venus constater le changement d'orientation de la mission canadienne à la fin mai. Les journalistes intégrés n'ont eu accès aux parlementaires que quelques heures avant la fin de leur visite à la suite d'une directive émanant d'Ottawa et d'un avis du Bureau du Conseil privé (Brewster, 2008e). Le correspondant de La Presse canadienne, qui a plusieurs séjours à Kandahar à son actif, a vu évoluer le programme des médias intégrés sur la tangente du contrôle politique. « Malgré l'appel lancé par la Commission John Manley pour que le gouvernement conservateur soit transparent sur la mission afghane, le contrôle de l'information sur

le terrain en ce qui concerne les activités de reconstruction et de développement est devenu plus étroit », fait savoir Brewster (2008e). L'évolution de la mission militaire a été accompagnée par une réorientation de la communication politico-militaire. Brewster témoigne :

> Plus la guerre a duré, plus il était difficile de répondre à vos questions. Vous posiez une question sur une histoire particulière sur laquelle vous travailliez et souvent, le quartier général devait remonter au COMFEC […]. Et puis, parfois, ça remontait tout au long de la chaîne au BCP, Bureau du Conseil privé, le Bureau du Premier ministre et les lignes approuvées étaient renvoyées plus bas. Il y avait un comité du BCP qui surveillait les communications pour la guerre afghane. Donc, parfois, vous aviez des réponses à vos questions. D'autres fois, vous étiez juste ignorés[10].

Ce nouvel environnement de contrôle et de secret a été difficilement vécu par les journalistes intégrés, dont plusieurs avaient connu l'avant-Harper, une époque plus clémente. C'était, résume Brewster, une tentative d'ajouter un formatage, un emballage et une discipline très stricts des messages, une discipline des messages politiques sur la guerre[11].

Après la présence forte des journalistes intégrés à Kandahar durant les premiers mois du déploiement du *3 R22eR,* qui avait été dopée par l'accréditation record des médias québécois, le nombre de journalistes dans le programme a beaucoup baissé dans les derniers mois du *3 R22eR* et au début de la roto 5. Un événement va susciter un regain d'attention médiatique.

8.3 L'attaque de la prison de Sarpoza

En juin 2008, il y a quelques nouveaux visages dans le programme des médias intégrés à Kandahar. Alexander Panetta arrive afin de relever Murray Brewster pour La Presse canadienne. C'est sa première intégration à Kandahar, mais Panetta avait déjà visité l'Afghanistan deux fois avec les premiers ministres Jean Chrétien et Stephen Harper. Dans son livre sur la guerre en Afghanistan, Brewster dira de son jeune collègue qu'il est l'une des plumes et l'un des reporters politiques les plus talentueux qu'il connaît (Brewster, 2011a, p. 141). Paul Hunter de la CBC arrive en solo, car, à ce moment-là, c'est Emmanuelle Latraverse et le caméraman Yves Chartrand de Radio-Canada qui sont là pour alimenter le *pool* CBC, Radio-Canada, CTV et Global. Hunter avait couvert l'intifada dans le conflit israélo-palestinien et la guerre en Irak en tant que journaliste non intégré au Centcom, à Doha, mais l'Afghanistan est sa première véritable zone de guerre. Doug Schmidt du *Windsor Star* est déjà sur place depuis mai pour le groupe CanWest. C'est son deuxième voyage en Afghanistan et celui-ci publie le blogue *Outside the Wire*. Alors qu'au départ, CanWest s'était reposé sur des correspondants expérimentés à l'international comme Matthew Fisher pour sa couverture, le groupe médiatique avait commencé, depuis 2007, à effectuer des

rotations successives avec des correspondants provenant de ses affiliés partout au pays. Cela a permis de voir sur le terrain des journalistes de plus petites publications.

Le 10 juin, les médias intégrés annoncent le plus grand projet canadien de construction en Afghanistan, un projet de 50 millions de dollars visant la rénovation du barrage de Dahla. L'initiative de Dahla est l'un des projets emblématiques avec l'éradication de la poliomyélite et la construction d'écoles que le gouvernement conservateur met de l'avant conformément aux recommandations du rapport Manley. Mais ce qui aurait pu être une excellente occasion de mousser la nouvelle politique du gouvernement canadien axée sur la reconstruction et le développement est vite éclipsé par un coup fumant des talibans trois jours plus tard.

Le 13 juin, il est 21h 30 à Kandahar quand un camion bourré d'explosifs vole en éclats devant la porte principale de la prison de Sarpoza, tuant les policiers qui montent la garde et causant l'effondrement de deux murs. Quelques minutes plus tard, un autre kamikaze s'explose et perce un trou à l'arrière de la prison. L'assaut à l'explosif est suivi par une attaque d'une trentaine d'hommes armés, notamment de fusils AK-47 et de lance-roquettes. Les échanges de tirs s'ensuivent, mais les talibans ont pénétré dans l'enceinte et réussissent à libérer tous les prisonniers. Le tout est bouclé en trente minutes. C'est le branle-bas de combat à la tente des médias à *KAF*. « C'était une attaque effrontée et audacieuse par des militants sur le cœur symbolique du champ de bataille dans la lutte contre eux », rapporte Paul Hunter à la CBC (CBC Television – *The National,* 2008b). L'armée canadienne dépêche une force de réaction rapide à partir du camp Nathan Smith pour repousser les assaillants et sécuriser ce qui reste de la prison. C'est une nouvelle brûlante pour les médias, mais une patate chaude pour l'armée et le gouvernement.

Trois heures après l'attaque, le major Jay Janzen, officier d'affaires publiques de la force opérationnelle, affirme aux journalistes intégrés que la situation est sous contrôle, qu'un cordon de sécurité a été établi et qu'une opération nocturne massive de recherche est en cours dans la ville (Panetta, 2008a et Schmidt, 2008). Paul Hunter de la CBC indique que l'attaque est intervenue juste quelques jours après que le chef de police de Kandahar eut déclaré que la situation de sécurité dans la ville s'améliorait (CBC Television – *The National,* 2008b). L'OAP Janzen répète que, malgré l'attaque, la situation de sécurité à Kandahar s'améliorait peu à peu et indique : « De toute évidence, il y a toujours des défis et nous continuerons à relever ces défis » (cité par O'Neil, 2008 et plusieurs autres médias). Les médias citent aussi un porte-parole taliban qui expose fièrement le succès de l'assaut. Les reportages évoquent environ 1200 prisonniers, dont 400 talibans. « C'est un

coup profond pour la coalition internationale qui a été engagée dans de féroces combats avec des insurgés dans les zones rurales chaotiques de la province de Kandahar », écrit Alexander Panetta de La PC (Panetta, 2008a). En l'absence d'un correspondant sur place en raison du *pool*, les premiers détails de l'attaque ont été livrés à CTV par Katherine O'Neil du *Globe and Mail* à Kandahar.

L'armée canadienne savait que les talibans observaient les militaires canadiens pour apprendre et essayer de prévoir leurs mouvements, et les commandants canadiens le rappelaient souvent dans leurs points de presse et leurs entrevues. L'attaque de Sarpoza a donné une illustration de l'observation ennemie qui a mené à une tactique de diversion efficace. Un militaire qui a requis l'anonymat a raconté ce que les soldats ont appelé un « classique » :

> Ils connaissaient nos tactiques, nos techniques et nos procédures et tout ça. Les Talibans ont explosé une bombe dans le secteur nord-ouest de la ville […]. La FRR [Force de réaction rapide], 15 minutes plus tard. Ils partent et vont répondre à l'appel […]. Bien sûr, c'était une feinte, c'était une ruse. Ils sont allés là-bas, il n'y avait pas eu de morts, c'était juste une petite bombe, mais ils savaient qu'une fois que notre FRR était sortie, il n'y avait plus d'actifs que nous pourrions envoyer dans une zone de sécurité potentielle pour sauver la situation. Donc, alors qu'ils étaient tous dans le secteur nord-ouest de la ville, une demi-heure plus tard, "KABOUM", la grosse bombe […][12].

Pour les journalistes qui se trouvent à *KAF*, l'envie immédiate de sortir de la base pour couvrir la nouvelle ne manque pas, mais cette entreprise est très risquée. Alors que d'habitude, il y avait peu de demandes de sortie, l'OAP Alain Blondin explique que les journalistes présents à *KAF* voulaient tout à coup sortir avec l'armée, mais que les ressources dont il disposait ne lui permettaient pas d'accommoder tout le monde et c'est pourquoi il a proposé une situation de *pool*[13]. Après l'attaque, Paul Hunter de la CBC a notamment pu se rendre dans la ville de Kandahar avec un convoi de l'armée canadienne. Sarpoza est la première nouvelle pour Hunter, qui vient tout juste de débarquer à Kandahar. « Nous sommes allés, dit-il, dans la vallée de l'Arghandab, la compréhension était que beaucoup de prisonniers qui s'étaient échappés de la prison étaient là-bas[14] ». L'essentiel des images utilisées pour couvrir l'après-attaque ont été tournées par le fixeur de la CBC.

L'officier d'affaires publiques Alain Blondin était en permission au Canada au moment de l'attaque, mais a fait savoir qu'il y a eu un afflux de journalistes à Kandahar à la suite de l'attaque sur Sarpoza[15]. Parmi ceux-ci, Graeme Smith du *Globe and Mail* n'était pas là quand l'attaque est survenue, mais il a rapidement regagné Kandahar et a rapporté notamment la saisie par les Talibans d'une douzaine de villages dans la région d'Arghandab et l'organisation de la contre-attaque par

les troupes canadiennes en coordination avec les Afghans (Smith, 2008b). Une semaine après l'attaque, le brigadier-général Denis Thompson a tenu une conférence de presse dans les montagnes surplombant la rivière Arghandab, où des tirs étaient échangés encore la veille (Panetta, 2008b).

L'événement de Sarpoza a eu des incidences sur la couverture médiatique. Le jour de l'attaque, Alexander Panetta de La Presse canadienne, qui n'était à Kandahar que depuis quelques jours, devait partir le lendemain pour sa première sortie à l'extérieur de *KAF* avec le groupement tactique. Il s'est fait réveiller par deux collègues avec les nouvelles de l'assaut. « J'ai dû annuler mon voyage là-bas comme il y a une énorme histoire qui se passe dans la ville de Kandahar. Je ne peux pas sortir avec le groupement tactique maintenant. Et en fait, cela a changé complètement ma visite[16] », confie Panetta. Si certains collègues l'encourageaient à suivre le groupement tactique comme prévu, l'instinct journalistique a poussé Panetta à reconsidérer ses plans de couverture dans le contexte de Sarpoza. L'attaque de Sarpoza se range dans la catégorie des *spot news* (Tuchman, 1978, p. 53). Avec la multiplication des attaques, les autorités afghanes et la population de Kandahar exprimaient à ce moment-là des craintes d'un effondrement de Kandahar. Panetta a alors décidé de couvrir d'autres aspects du conflit en s'intéressant à la population civile et à la porosité de la frontière pakistano-afghane. Cette décision implique évidemment de moins couvrir la mission canadienne. « Après l'attaque et l'évasion à Sarpoza, des choses très sérieuses se déroulent à très grande échelle, que ce soit à la frontière ou dans la ville de Kandahar et je veux raconter ces histoires », dit Panetta[17]. À la question de savoir pourquoi les journalistes canadiens couvrent peu ce type d'histoires, Panetta pointe vers le danger et vers une certaine zone de confort avec les militaires :

> Il est tellement plus facile d'être à côté du gars que vous connaissez, une personne de Toronto ou Flin Flon et c'est réconfortant. Ce sont des gars qui reviennent sur la base et regardent les finales de la Coupe Stanley sur leur téléviseur. Vous avez l'impression que vous êtes à la maison et la maison vous manque et vous avez peur de l'inconnu. Quand vous roulez dans un convoi militaire et les enfants jettent des pierres sur le convoi, votre premier instinct dans la vie n'est pas de dire : "Oh, j'ai hâte d'y aller par moi-même". Ça fait peur[18].

Avec un niveau de risques élevé sur le terrain, les sorties journalistiques avaient considérablement diminué. Selon l'OAP Alain Blondin, il y avait des journalistes qui sortaient plus souvent que d'autres, comme Graeme Smith et Murray Brewster, mais il y en avait d'autres qui faisaient beaucoup plus attention[19]. Les journalistes craignent le double danger à la fois de suivre les convois militaires malmenés par les *IED* et le danger de faire le reportage indépendant avec un fixeur. Panetta dit qu'il s'intéresse alors à l'armée dans un contexte plus large et ne cherche pas

nécessairement à couvrir les escarmouches dans les postes avancés à moins d'un engagement majeur.

> Je ne risquerais pas ma vie, note-t-il, pour raconter cette histoire qui, franchement, est significative dans un certain contexte, mais elle le devient quand le contexte est explosé comme ça l'a été quand j'étais là. Non, je prendrai des risques plus intelligents et pour moi le risque le plus intelligent était de rejoindre un traducteur, d'entrer dans la ville de Kandahar et de parler à des Afghans[20].

Il faut dire que l'armée canadienne continue de mener plusieurs opérations militaires sur le terrain, mais pas d'affrontements majeurs de l'ordre de *Medusa*. Dans ce contexte-là, le calcul des risques a beaucoup influencé la couverture journalistique, comme en témoigne le correspondant de La Presse canadienne.

Avec le début de la guerre des *IED*, le reportage intégré a généralement couvert la réalité des soldats dans leur vie quotidienne, les journalistes canadiens prenant le moins de risques possible. En principe, le reportage intégré n'est pas le meilleur moyen pour couvrir une vision d'ensemble de la guerre. Les journalistes qui ont suivi la guerre en Irak intégrés ont témoigné de la vision étroite de leur couverture (Bizimana, 2014, p. 52-55). C'est la nature du dispositif d'intégration. Peu de journalistes intégrés ont pris le recul pour dresser un portrait général de la guerre. Dans ce contexte, il n'était pas toujours évident pour les journalistes, et donc l'opinion publique canadienne, de mesurer la réalité globale sur le terrain. La mesure la plus tangible dont disposaient les Canadiens pour jauger de l'évolution de la mission militaire était les images du rapatriement des soldats tués qui ne pouvaient laisser qu'une impression d'une guerre difficile. La publicisation de ces images du sacrifice national était néanmoins toujours tempérée par le *spin* militaire des commandants et des officiers d'affaires publiques à Kandahar sur le progrès des opérations. D'un point de vue tactique, le progrès est mesurable par rapport à des objectifs précis, mais l'augmentation graduelle et constante des décès constitue aussi une mesure fiable.

À quel point le public canadien pouvait-il se faire une idée réaliste de la guerre à partir des reportages intégrés ? La réponse à cette question n'est pas évidente. Dans le rapport Manley, on retrouve aussi le contraste des discours sur la situation sécuritaire :

> Selon de nombreux témoignages dignes de foi, la sécurité s'est détériorée de façon générale dans le Sud et l'Est de l'Afghanistan en 2006 et en 2007, y compris dans la province de Kandahar, où sont cantonnées les Forces canadiennes. Les insurgés talibans se sont quelque peu regroupés au cours des 18 derniers mois ; la fréquence de leurs petites attaques et le nombre de victimes civiles causées par celles-ci ont augmenté en 2007 par rapport à 2006. Les insurgés ont continué à trouver refuge au Pakistan, où ils peuvent regarnir leurs coffres, se réarmer et recruter de nouveaux membres, dont certains viennent de l'étranger. Le désarroi politique qui sévit en ce moment au Pakistan même

> amplifie la menace déstabilisante que représente l'insurrection à la fois pour le Pakistan et pour l'Afghanistan.
>
> Parallèlement, les Forces canadiennes et d'autres membres de la FIAS mentionnent que leur stratégie de libération, de protection et d'aide au développement a produit de très bons résultats, citant en exemple des collectivités où la violence a diminué et où des activités de reconstruction et de développement sont en cours (Manley, 2008, p. 13).

Avant le rapport Manley, la rhétorique du progrès dans la mission est omniprésente dans le discours militaire des commandants à Kandahar. Entre 2007 et 2008, plusieurs « Réponses aux médias » préparées par le service des affaires publiques de l'armée reprennent machinalement la même phrase suivante : « Nous progressons en Afghanistan, mais la route est longue ». Au lendemain de la publication du rapport, il y a dans les messages officiels approuvés par le Bureau du Premier ministre une certaine acceptation que la situation sur le terrain se détériore, mais que la nouvelle stratégie des projets « signature » va faire une réelle différence dans la vie des Afghans.

Le discours militaire sur le progrès de la mission canadienne est en porte-à-faux avec le discours médiatique sur la sécurité dans la province de Kandahar. Dans les points de presse et les entrevues, les commandants indiquent souvent qu'il y a du progrès sur le terrain, mais ce discours contraste avec les nombreuses dépêches des journalistes intégrés qui rapportent des dizaines d'attentats et de décès civils et militaires, qui traduisent malgré tout une situation sécuritaire volatile qui prévaut dans la zone de responsabilité canadienne.

L'attaque de la prison de Sarpoza a été perçue par les journalistes comme le contre-argument le plus solide à la version officielle du progrès dans la guerre. Alexander Panetta avance que l'explosion de la prison de Sarpoza a aidé les gens à réaliser qu'il y avait un gros problème. « Je pense, dit-il, que l'explosion de la prison par elle-même a été un réveil pour les gens ici. Je pense que nous avons fait de notre mieux pour dire la vérité sur ce qui se passait sans le glorifier ou être excessivement négatifs. Je pense que nous avons essayé d'être aussi précis que possible[21] ».

Prise par surprise par l'attaque talibane d'une ampleur sans précédent, l'armée canadienne a mis à contribution le service des affaires publiques à Kandahar pour gérer la crise des perceptions pendant que les journalistes s'organisaient pour rassembler les informations sur cet événement majeur. « L'armée, à ce moment-là, était en train de présenter la perspective la plus positive possible sur les événements. Au point de mentir ? Eh bien, ça dépend de celui qui observe. Je dirais que tout était gris et ils ont exposé le côté le plus brillant de l'échelle du gris[22] », note Panetta. Le point de presse organisé à *KAF* par l'officier responsable des affaires publiques était très enthousiaste par rapport à ce qui venait tout juste de se passer, se rappelle le correspondant de La

Presse canadienne[23]. Après l'attaque, le général Denis Thomspon affirme : « Nous devons déterminer comment aller de l'avant et poursuivre les progrès réalisés » (CBC Television – *Sunday Night,* 2008).

Le gouvernement du Canada a également préparé une réponse communicationnelle à l'incident de Sarpoza. Une « proposition de message » préparée par le Bureau du Premier ministre pour Elissa Goldberg, la représentante du Canada en Afghanistan, énumère quelques objectifs stratégiques de communication et les messages clés à communiquer aux médias. Le premier objectif est « de démontrer la réponse rapide du Canada en répondant à l'appel de réparer la prison de Sarpoza » (Bureau du Conseil privé, 2008). Appelée en anglais « *Message Event Proposal* » (*MEP*), une proposition de message est un outil de communication institué par un comité stratégique au Bureau du Premier ministre Harper en vue de contrôler les messages gouvernementaux diffusés sur la guerre en Afghanistan. Une *MEP* contient généralement les informations suivantes : l'événement, l'organisateur, le porte-parole, les objectifs stratégiques, les groupes ou audiences cibles, les types de médias attendus, les clips médiatiques désirés et les supports de communication. Obtenue par le processus d'accès à l'information, la *MEP* préparée pour Ellisa Goldberg à titre de réponse à l'incident de Sarpoza indique que la réponse du gouvernement du Canada est une stratégie de communication tripartite, mais une partie de la proposition est caviardée. Le bureau du ministre des Affaires étrangères David Emerson a également publié un communiqué repris par les médias canadiens et internationaux qui reprend certains des messages clés de la stratégie de communication. Référant à la propagande, Graeme Smith a raconté qu'un agent de communication du gouvernement avait indiqué aux journalistes à la tente des médias à Kandahar que l'attaque sur la prison était une bénédiction, en quelque sorte, car elle allait permettre de revamper l'installation (Smith, 2013, p. 227-228).

La réponse communicationnelle du service des affaires publiques à Kandahar et des responsables du ministère des Affaires étrangères élude évidemment les questions difficiles. Comment des hommes armés en haillons ont-ils réussi à pénétrer une ville protégée par deux bases militaires étrangères et des milliers de soldats des forces de sécurité afghanes et internationales ? (Smith, 2013, p. 216). « C'était une grande victoire pour les talibans », a confié le gouverneur de Kandahar à Graeme Smith (2013, p. 217). La réaction du service des affaires publiques à Kandahar après l'attaque de la prison de Sarpoza est une forte illustration du contrôle de l'information qui procède par omission et par euphémisation. Durant la guerre, ce processus de contrôle s'exerce de

manière récurrente dans les relations armée-médias. Dans leur pratique professionnelle, les officiers d'affaires publiques revendiquent une profession qui dit la vérité et où le mensonge est un risque pour leur crédibilité. Dire que la situation est sous contrôle après l'arrivée de la force de réaction rapide à la prison de Sarpoza n'est certainement pas un mensonge, mais cette assertion est un euphémisme flagrant qui noie le constat alarmant voulant que la force de réaction soit en fait venue constater les dégâts et que les prisonniers, comptant des centaines de combattants ennemis, aient pris la poudre d'escampette. Ahmed Wali Karzai, le président du conseil provincial de Kandahar et frère du président afghan, avait déclaré que tous les prisonniers avaient fui et qu'il n'y avait plus personne (cité par Panetta, 2008a). « C'est un immense embarras », a aussi concédé Ahmed Wali Karzai (cité par O'Neil, 2008). Après l'attaque de la prison de Sarpoza, la « communication stratégique » de l'armée canadienne et du gouvernement canadien par le biais des messages planifiés et pré-approuvés était plus dommageable à leur crédibilité que la communication brouillonne, mais authentique, des réactions à chaud de certains officiels afghans peu rompus aux techniques de relations publiques.

8.4 Le coût-bénéfice du reportage de guerre

Les journalistes de la roto 5 ont continué à faire l'expérience du double risque : d'un côté, les risques du reportage non intégré, et de l'autre, les risques des convois de l'armée canadienne. Alexander Panetta de La Presse canadienne raconte comment il a vécu les deux situations durant son intégration. Dans le reportage non intégré en dehors de l'armée, le journaliste fait affaire avec un fixeur qui organise les sorties pour visiter des lieux d'intérêt et rencontrer des sources. En principe, les journalistes essaient d'éviter les foules pour ne pas être coincés en cas de pépins. Un jour, Panetta s'est retrouvé dans une foule avec son fixeur et la situation s'est rapidement tendue quand les gens ont commencé à poser des questions sur lui : « "Hé, qui est ce mec ? Nous ne le reconnaissons pas". Et mon assistant local était très nerveux et il a dit à tout le monde : "Oh, il est Palestinien. Il ne parle pas pachtou". Donc, je suppose que ça me rendait moins susceptible d'être une cible[24] ».

Par ailleurs, des risques conjoncturels ont trait au contexte de bavures émanant des soldats de l'OTAN. Plusieurs incidents de tirs sur des véhicules civils s'étaient déjà produits en raison de la nervosité des soldats par crainte d'attentats. Panetta se souvient des chauffeurs de taxi qui essayaient d'éviter les endroits où se trouvaient des « étrangers[25] ». Les journalistes avaient les

mêmes craintes en ce qui concerne les convois militaires. Panetta témoigne du stress associé aux convois à la fois comme passager intégré et lors des passages de convois dans les situations de reportage non intégré :

> Vous êtes dans le convoi, vous voyez le bouton rouge et le pouce du gars, le pouce du tireur est juste au-dessus du bouton et vous voyez une voiture là-bas et vous êtes comme, il y a une partie de vous qui dit : "Appuyez sur le bouton, Appuyez sur le bouton". Et vous êtes dans la voiture après et vous dites : "Oh mon Dieu, n'appuyez pas sur le bouton, n'appuyez pas sur le bouton"[26].

Panetta a vécu ce stress de près au passage d'un convoi de véhicules militaires américains alors qu'il retournait à l'aérodrome de Kandahar en provenance de la ville de Kandahar. Le véhicule de tête a pointé le canon sur la Toyota Tercel dans laquelle il se trouvait avec son fixeur :

> Je commence à paniquer et à suer. Et j'indique aux gars, je dis : "Les gars, s'il vous plaît, pas de mouvements soudains du tout. Il y a un gars maintenant qui regarde un écran, un écran noir et blanc avec un bouton rouge et il essaie de décider quoi faire. Et si vous bougez brusquement, il va paniquer et tout peut arriver[27].

Le correspondant a essayé de communiquer avec des gestes et a sorti sa carte d'accréditation pour voir finalement la bouche du canon remonter, au grand soulagement de l'équipe.

Paul Hunter de la CBC raconte également un épisode qui revient sur le contexte difficile dans lequel opèrent les soldats canadiens et qui démontre encore une fois l'importance d'accompagner les soldats pour comprendre leur réalité. Souvent, les talibans posaient des *IED* et tendaient ensuite une embuscade aux occupants des convois.

> Nous sommes sortis avec des soldats et il y avait un soldat qui a sorti son arme et il regardait au loin dans le grand champ et il a dit : "Paul regarde ça" et il a dit : "Vous voyez cela avec vos lentilles de zoom, ces deux gars là-bas ?" Et j'ai dit : "oui" et il avait l'arme pointée et a dit : "Que pensez-vous qu'ils tiennent là-bas, des armes à feu ? Est-ce que c'est des AK-47 ? "J'ai dit : "Je ne sais pas" "ou ne cultivent-ils pas ? " J'ai dit : "Je ne sais pas" et il a dit : "C'est le problème, si je tire ces gars parce que je pense qu'ils pourraient nous tuer parce que je pense qu'ils sont talibans et que ce sont des fusils, mais si je les tire et il s'avère qu'ils sont des agriculteurs, c'est mauvais et nous sommes en difficulté et c'est un peu difficile, n'est-ce pas ?" Et j'ai dit : "Oui, ça l'est". Et j'ai beaucoup appris juste avec ce petit échange, ce que ces gars vivent tous les jours, vous savez ce que je veux dire. Donc, c'est un petit exemple de la valeur de sortir avec les troupes et ils s'ouvrent à vous et vous racontent ces choses. Je veux dire qu'il voulait probablement exprimer cette idée[28].

Durant la roto 5, la question des risques a continué de peser sur la couverture médiatique de la guerre. Pour les journalistes, l'évaluation du risque se fait par un processus difficile de type analyse coût-bénéfice. Selon Alexander Panetta de La Presse canadienne, le défi le plus difficile a été d'évaluer le coût d'opportunité d'une histoire : « Est-ce que ça vaut la peine de faire cette histoire ?[29] ». Clairement, les journalistes se demandent pourquoi ils doivent risquer leur vie pour couvrir certaines occasions de reportage. Il y a une impression générale, à ce moment-là, que la

plupart des angles ont été traités sur cette guerre et qu'il est difficile d'avoir de la nouveauté. Des choix difficiles s'imposent donc pour les journalistes quant aux sorties à faire ou à ne pas faire. « Sortir parce que l'armée a dit : "Hé, écoutez, nous avons un convoi à tel endroit, vous voulez venir ?" À moins que vous sachiez quel est votre objectif, il est stupide de sortir sans savoir quel est votre objectif[30] », défend Panetta. Il fait cette analogie :

> C'est comme un quart de football, des choses arrivent vers vous et vous dites :"D'accord, qu'est-ce que je fais maintenant?" Et le plus stupide que vous puissiez faire, c'est : "Bien, je vais lancer la balle de cette façon parce que c'est ce que je vois." Non, c'est votre vie que vous prenez entre vos mains ; vous ne partez pas sur une mission sans savoir pourquoi. Et je pense que certaines personnes l'ont fait. Je pense que certaines personnes ont dit : "Bien, je vais sortir et en quelque sorte rejoindre un convoi pendant quatre ou cinq jours juste parce que, je suis là pour ça." Eh bien, non, vous n'êtes pas là pour cela. Vous êtes ici pour raconter aux Canadiens des histoires qui comptent et si vous ne savez pas pourquoi vous y allez, alors vous ne devriez pas y aller, d'accord, alors c'est ce que j'ai fait. […] J'a dû sortir 15 à 20 fois sans l'armée. Et je suis sorti avec les militaires probablement environ huit ou neuf fois. Et, je pense, j'aimerais croire que chaque fois que je suis allé, je savais qu'il y avait un objectif en tête[31].

Pour Paul Hunter de la CBC, il fallait informer son rédacteur en chef à Toronto avant tout déplacement en dehors de *KAF,* et la question du coût-bénéfice était toujours en arrière-plan. « Est-ce une histoire à valeur ajoutée pour vous ?[32] », demandait la rédaction, dit Hunter.

Le commentaire de Panetta touche en fait à l'organisation des sorties journalistiques. Pour l'armée, le calcul coût-bénéfice en ce qui concerne l'opportunité des sorties est basé sur le niveau de risque en matière de potentiel de perturbation d'une opération essentiellement si les choses tournent mal. Pour les médias intégrés, le calcul coût-bénéfice repose sur l'acceptabilité du risque en rapport avec la plus-value informationnelle espérée de la sortie opérationnelle. À partir de 2007, malheureusement, les deux positions évoluent dans des directions diamétralement opposées. Au moment de l'opération *Medusa* en 2006, l'armée canadienne avait montré une plus grande tolérance des risques. Elle avait accepté d'accueillir les journalistes dans un programme des médias intégrés et il fallait les accommoder au mieux pour suivre les opérations. Plus tard, la combinaison du contrôle politique exercé par Ottawa et l'intolérance des risques de certains commandants a mené vers une couverture beaucoup plus axée sur des sorties à faibles risques, alors que des opérations tactiques importantes continuaient à se dérouler sur le terrain. La nature conjointe des opérations canadiennes avec des troupes afghanes et plus tard américaines a également peut-être contribué à limiter les sorties opérationnelles offertes aux médias.

Le 24 août, Tobi Cohen de La Presse canadienne et Scott Deveau du *National Post* sont touchés par l'explosion d'un *IED* alors qu'ils sont en route vers Kandahar dans un convoi de

ravitaillement en provenance d'une base d'opérations avancée dans le district de Panjwai. Scott Deveau, qui venait de passer trois jours avec l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel sur le terrain, raconte :

> La conversation s'est naturellement portée sur les *IED* et quel véhicule blindé était plus sûr quand ils sont frappés par un. Puis tout à coup, la terre s'est ouverte et nous a crachés. La chose la plus proche à laquelle je puisse comparer [l'évenement] est un accident de voiture. Vous êtes en train de rouler en écoutant vos chansons à la radio, quand tout d'un coup vous vous retrouvez dans le fossé et la réalité limpide de la situation vous frappe comme une tonne de briques. L'*IED* nous a frappés en plein milieu de la phrase. Il a renversé le véhicule et nous a suspendus de nos ceintures de sécurité. L'explosion avait soufflé mon casque et mes lunettes de ma tête et honnêtement, je n'avais aucune idée de ce qui s'était passé jusqu'à ce que j'entende Tobi crier "Putain de merde ! Putain de merde !". J'ai détaché ma ceinture de sécurité et je suis tombé par terre (Deveau, 2008).

Les deux journalistes et les soldats dans le LAV sont sérieusement secoués. « La bombe a frappé le côté avant droit de notre véhicule, le virant alentour et le tournant sur son côté, laissant un cratère profond sur la route », décrit Cohen (2008a). Cinq soldats et Scott Deveau sont évacués à Kandahar par hélicoptère, mais ils ne souffrent que de blessures mineures.

Un officier d'affaires publiques s'est présenté à la tente des médias pour annoncer l'incident sans donner trop de détails sur le sort des journalistes. « Il y avait beaucoup d'heures anxieuses à attendre que mes amis reviennent et j'étais très reconnaissant de les voir franchir la porte, même avec des pansements sur la tête[33] », se rappelle Gloria Galloway du *Globe and Mail*, qui était à Kandahar. « Ils ont été très chanceux[34] », note l'OAP Alain Blondin. Durant cette période, l'explosion d'un *IED* au passage d'un convoi militaire est loin d'être un fait exceptionnel, mais pour Tobi Cohen, qui fête ce jour-là son 30e anniversaire, l'explosion sera certainement un souvenir impérissable.

Cet incident renvoie aussi à la nécessité, pour les journalistes, d'être présents pour se rendre compte de la réalité des soldats. Pour l'officier d'affaires publiques Alain Blondin, les journalistes qui suivaient les soldats pouvaient voir les vrais risques que les troupes prenaient quotidiennement[35]. Ayant été témoin d'au moins un incident qui a causé la mort d'un soldat au milieu d'une bataille intense et confuse, Tobi Cohen de La Presse canadienne, qui a été intégrée vers la fin de la roto 4 en janvier-février 2008, puis durant la roto 5 en août-septembre 2008, souligne l'importance d'être sur le terrain pour les journalistes intégrés.

> Être là était extrêmement utile. Ce n'est pas à chaque fois que vous allez être sur les lieux d'un incident. Mais, la plupart du temps, lorsque nous entendons parler de décès de très loin, nous sommes loin des personnes proches de l'incident, nous avons un accès limité. Donc, sur ces occasions rares, et c'était l'une de ces occasions exceptionnelles où j'étais là. C'est pourquoi il est important d'avoir les médias là-bas ou sinon ces histoires ne vont pas être racontées et beaucoup

> d'entre elles publiquement ne le sont pas parce que nous n'étions pas toujours là où les choses se passaient. En fait, le plus souvent, nous n'étions pas là où les choses se passaient[36].

Premièrement, si le journaliste n'est pas là, l'incident ne sera pas rapporté par le service des affaires publiques sauf s'il y a un décès. Deuxièmement, défend Cohen, la présence du journaliste fait la différence, car le reportage contiendra des détails importants contrairement aux déclarations reçues par les journalistes qui se trouvent à *KAF*[37]. Entre les risques et les paramètres liés à la nécessité d'une présence journalistique, le calcul du coût-bénéfice est une décision à la fois personnelle et rédactionnelle qui influe sur le reportage de guerre.

8.5 Le cap du 100e mort, *une nouvelle repère*

Dès le début de la guerre, la mort des soldats a constitué une priorité informationnelle pour les médias canadiens. Chaque décès de soldat était couvert avec urgence comme *breaking news* et avec déférence comme symbole ultime de l'effort de guerre national. Pour les médias, les chiffres ronds sur les décès étaient des marqueurs importants de l'état de la mission canadienne. La veillée mortuaire (*death watch*), une routine journalistique, a été ressentie avec le plus d'acuité à l'approche du chiffre symbolique de 100 soldats tués durant la mission militaire en Afghanistan. L'OAP Alain Blondin témoigne de l'attente particulière pour le 100e mort :

> Il y a une période de temps, c'était près de l'automne en 2008 où on a passé, je pense, c'était près de deux mois sans personne, sans victimes. Puis, ils attendaient parce que c'était la centième qu'ils attendaient, ils attendaient, ils attendaient, il y en avait pas de victimes. Puis en fait, ils se sont même plaints à nous pour nous dire "est-ce que vous avez été dirigés du gouvernement de ne pas faire autant de missions pour pas qu'il y ait de victimes", wow[38].

À Kandahar, tout le monde a remarqué la longue période sans pertes. Le dernier mort canadien remontait au début de septembre 2008. « Je me disais, peut-être que nos opérations commencent à avoir du succès, peut-être qu'il y a quelque chose là, qu'à long terme, que ça commence à s'améliorer[39] », dit Blondin. L'OAP entreprend même une recherche à ce sujet dans l'espoir d'en parler aux journalistes intégrés. Le 5 décembre 2008, Alain Blondin se trouve au centre des opérations quand la lumière rouge qui annonce habituellement que les troupes sont en contact avec l'ennemi s'allume soudainement. « J'ai entendu qu'on avait perdu un soldat, se rappelle l'OAP, après ça un autre. J'ai pris mon papier de recherche, je l'ai lancé dans les vidanges[40] ».

Dans les médias, la nouvelle du jour est certainement le jalon des 100 victimes canadiennes durant la guerre en Afghanistan. Le caporal Mark Robert McLaren, le soldat Demetrios Diplaros

et l'adjudant Robert John Wilson, tous membres de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel à Kandahar, venaient d'être tués par l'explosion d'une bombe artisanale lors d'une patrouille dans la vallée de l'Arghandab. Ce sont les premières victimes de la roto 6 du *3 RCR*, le nouveau groupement tactique en provenance de Petawawa. « Déjà, on parle de chiffres et d'événement marquant, mais j'espère que l'on restera centré sur les vies et les sacrifices de ces braves soldats qui ont servi le Canada pour ramener la paix et la stabilité en Afghanistan », déclare le commandant Denis Thompson dans son point de presse (cité par Graveland, 2008). On sent très bien la stratégie d'atténuation dans le discours militaire, car l'armée anticipait aussi la couverture intensive de la 100e victime. La mort d'un soldat a toujours été un événement important pour les médias, mais le chiffre 100 est un événement marquant (Gans, 1979, p. 91-92). Le chiffre apparaît dans les titres de plusieurs quotidiens et certains ont reproduit au complet les noms des 100 victimes. Pour les médias, c'est clairement un « *événement repère* ». Une *nouvelle repère* est un événement marquant qui constitue un jalon significatif dans la couverture d'un sujet d'actualité.

La marque des 100 victimes agace néanmoins les militaires. L'OAP Alain Blondin témoigne : « Chaque victime était importante pour nous. Le sentiment des militaires sur le terrain, ils ont vraiment pas aimé ça. C'est important de souligner le sacrifice de chacun de nos soldats, mais le sacrifice du centième est pas plus important que celui du 88e ou quoi que ce soit[41] ». Dans une entrevue avec Tobi Cohen de La Presse canadienne à Kandahar, l'aumônier Doug Friesen a souligné que « pour les familles qui ont perdu quelqu'un, c'est 100 % de leur bien-aimé » et que le chiffre 100 n'aurait pas d'effet notable sur le moral des troupes (cité par Cohen, 2008b). D'autres entrevues des militaires publiées dans les médias à ce moment-là minimisent l'importance des 100 soldats et insistent sur les sacrifices consentis par les soldats.

Pour le service des affaires publiques à Kandahar, l'attente des médias pour le 100e mort n'a pas plu. L'OAP Blondin avait connu plus d'une trentaine de victimes durant son déploiement avec le *2 PPCLI* et le *2 RCR* et s'explique mal pourquoi la 100e victime retient tant l'attention. « Ça nous choque comme militaire, dit-il, parce qu'on se dit écoute, pour nous le nombre 100, c'était pas un nombre magique[42] ». La déception était d'autant plus grande que le service des affaires publiques voyait les médias refuser les occasions de reportage pour ne pas rater le moment fatidique. Blondin note que certains journalistes devaient suivre les consignes de leurs rédactions :

> Il y en a plusieurs qui me disaient, par exemple : "Écoute Alain, j'aimerais très bien sortir, mais mon *boss* me dit non". Parce qu'il fallait qu'ils suivent la direction de leur éditeur. Quand on parle de communiquer avec le public, on voyait que c'était pas toujours un objectif, il y avait une

> intention puis l'agence décidait d'avance c'était quoi qu'ils allaient sortir comme histoire. Ils allaient pas là pour voir qu'est-ce qui se passait, eux décidaient qu'est-ce qui était pour se passer, sur quoi écrire. Puis là, ça mettait en question un peu, sur le côté d'éthique un peu, c'est quoi le rôle d'un journaliste, c'est de rapporter les nouvelles ou de créer des nouvelles ? […] Là, on a eu des conflits, mais je dois dire, par exemple, que plusieurs des journalistes, ça les embêtait eux aussi de se faire dire c'était quoi qui allait être *the story*[43].

Ce commentaire réfère à la latitude des rédactions de décider ce qui fera l'actualité dans leur gestion de l'imprévu (Tuchman, 1973). L'événement repère du 100e mort était une nouvelle anticipée et prévisible de par la conjoncture opérationnelle. Le caractère de repère lui confère une haute valeur informationnelle et les rédactions organisent leurs ressources en conséquence. D'un autre côté, l'anticipation d'une couverture négative permet aux sources militaires de se préparer avec des messages d'atténuation.

Les journalistes intégrés à Kandahar vont encore rapporter plusieurs décès de soldats canadiens en décembre 2008 et en janvier 2009, tous par les *IED*. Durant ces deux mois qui clôturent le déploiement de la roto 6 du *3 RCR*, 11 morts et plusieurs soldats blessés sont évoqués par les médias. De manière générale, après sept ans de guerre, la question des annonces de décès était devenue un rituel suffisamment rodé dans le programme des médias intégrés à Kandahar. « Vous ne pouvez pas écrire une histoire et dire que quelqu'un est mort en Afghanistan. Vous avez besoin de plus de détails que cela de toutes façons[44] », note Gloria Galloway. Quand la correspondante du *Globe and Mail* est arrivée à Kandahar pour son premier séjour d'intégration à cheval entre la fin de la roto 5 et le début de la roto 6, elle a remarqué que le service des affaires publiques avait perfectionné le rituel en divulguant rapidement certains détails sur les soldats tués[45]. La couverture médiatique des sacrifices de la guerre a donc reposé sur plusieurs paramètres : la veillée mortuaire des journalistes pour les soldats tués, les annonces ritualisées des décès par le service des affaires publiques et les restrictions de divulgation sur les blessés de guerre.

8.6 Les risques du métier : Mellissa Fung est kidnappée à Kaboul

Mellissa Fung est arrivée en Afghanistan pour la première fois en juin 2007. Elle venait couvrir la guerre pour le réseau public CBC. Sa première affectation dans le programme des médias intégrés à Kandahar coïncidait avec la passation des responsabilités entre la roto 3 du 2e Bataillon du *RCR* et la roto 4 du 3e Bataillon du *Royal 22e Régiment*. Quand l'armée canadienne avait perdu six soldats d'un coup en juillet 2007, Fung avait raconté à la CBC cet incident :

> Notre convoi s'est coincé lorsque la route a cédé en territoire taliban alors qu'il commençait à faire sombre, le commandant, le major Dave Quick, a fait descendre tout le monde et a pris des positions défensives autour du convoi parce qu'il était si sûr qu'on était des cibles faciles pour une attaque insurgée. Il m'a dit de rester dans le véhicule parce qu'il a dit que c'était l'endroit le plus sûr où nous pouvions être, et le RG-31 est vraiment l'un des véhicules les plus sûrs contre les mines que l'armée utilise ici en Afghanistan (CBC Radio – *World Report,* 2007).

Ce jour-là, Mellissa Fung et son caméraman Sat Nandlall sont rentrés sains et saufs à la base avancée de Ma'Sum Ghar. Sur le plan des risques journalistiques, il y avait eu des incidents mineurs, mais rien pour alerter les rédactions au Canada. Même le grave incident sur la colline Ghundy Ghar avec l'équipe de Radio-Canada avait suscité une réaction timide par rapport à la gestion des risques encourus par les journalistes. Encore une fois, les risques vont peser sur les conditions d'exercice du reportage de guerre.

Le 12 octobre, Mellissa Fung et Shokoor Feroz, son fixeur afghan, visitent le camp de réfugiés de Charahi Qambar, une localité de la capitale, Kaboul. Les correspondants de la CBC/de Radio-Canada avaient toujours l'habitude de faire quelques reportages intégrés avec les militaires puis des reportages civils par leurs propres moyens. Avec les militaires, la principale menace était les *IED* lors de déplacements en convois entre Kandahar et les bases d'opérations avancées, mais l'armée offre tout de même une protection en cas d'attaques ennemies. Avec les fixeurs, on ne pouvait pas compter sur une protection armée, la menace était autre, et quelques précautions s'imposaient. « Nous avions passé à peu près une heure là-bas, pas plus longtemps. Shokoor était très prudent en m'emmenant en ville, sachant qu'il y a toujours un risque quand des étrangers en Afghanistan s'aventurent dehors. J'ai essayé de me fondre autant que possible et j'ai toujours gardé la tête couverte d'un voile » (Fung, 2011, p. 3). Éviter de se faire repérer, dans le temps et dans l'espace, voilà le principe cardinal de la prévention des risques en reportage indépendant.

Après avoir réalisé quelques entrevues avec des familles afghanes dans le camp de réfugiés, Fung et Feroz se sont dirigés vers la sortie où les attendait leur chauffeur, le frère du fixeur. Dans son livre-témoignage *Under an Afghan Sky*. *A Memoir of Captivity*, Mellissa Fung (2011, p. 4) raconte la suite :

> Juste à ce moment-là, une voiture bleue s'est précipitée vers nous à partir de l'entrée du camp et a produit un crissement en arrêtant à côté de nous, soulevant une petite tempête de poussière. Trois hommes armés sont sortis et ont pointé des armes sur nous. Le plus petit d'entre eux m'a attrapée et a essayé de me pousser tête première dans la voiture. "Shokoor !" J'ai crié pendant que je luttais avec l'homme. Dans une action réflexe, j'ai balancé mon poing droit à son nez. J'ai remarqué une lueur de la pointe d'un couteau et j'ai senti quelque chose collé dans mon épaule. Mon cœur battait, mais je ne ressentais pas de douleur et je n'avais pas peur pour moi-même. Au contraire, ma principale crainte était qu'ils tueraient Shokoor. Je l'ai vu se couvrir la tête avec son bras alors

> qu'un des hommes pointait une arme sur son visage. J'ai fermé les yeux pour me préparer au bruit inévitable d'un coup de feu.

Dans son livre, Fung explique en détail les premiers moments de sa captivité, poignardée à l'épaule, dans les mains de ravisseurs très préoccupés d'être repérés par des avions militaires à partir d'un dispositif GPS dont disposerait la journaliste. Mais rapidement, le motif de l'enlèvement est avoué par l'un des ravisseurs : « *I not kill you. We just want money* » (Fung, 2011, p. 15). Contre toute attente, les ravisseurs ont permis à la journaliste captive de faire un bref appel à son ami Paul Workman, le correspondant de CTV, qui était à Kandahar.

Dès les premières heures de l'enlèvement de Mellissa Fung, nombre d'actions, par plusieurs acteurs et sur divers sites vont s'enchaîner. Shokoor Feroz, le fixeur, et Paul Workman, l'ami de Fung, ont immédiatement alerté l'armée canadienne à Kandahar. L'officier d'affaires publiques Alain Blondin se rappelle de la conversation qu'il avait eue avec la journaliste avant son départ pour Kaboul : « Elle était sortie, puis je l'avais prévenue que nous, on pouvait pas la protéger parce qu'elle sortait, elle avait décidé d'aller à un endroit, il y avait pas de nos troupes, pas de Canadiens, elle allait là *unembedded* puis là, elle s'est faite kidnapper[46] ». Depuis le début de la mission canadienne, l'armée canadienne avait toujours permis aux journalistes intégrés de quitter la base pour faire du reportage indépendant, mais en les mettant, cependant, souvent en garde contre les risques d'une telle aventure. Pour les journalistes des grands médias, sortir faisait partie des routines. C'était juste une autre manière de couvrir la guerre en Afghanistan, du côté des civils.

« En dépit du fait qu'elle était pas sous notre protection à ce moment-là, on l'a fait, on a commencé les démarches tout de suite[47] », fait savoir l'OAP Blondin. En plus de l'armée canadienne, l'ambassade du Canada à Kaboul s'est rapidement impliquée dans le dossier. Une cellule de crise nommée « *Mission Response Team* » a été formée à l'ambassade et agissait en contact régulier avec l'armée canadienne, la GRC, le ministère des Affaires étrangères, le Bureau du Premier ministre et d'autres agences à Ottawa, ainsi que les autorités afghanes et la direction de la CBC. Le journaliste Paul Workman et son caméraman Al Stevens de CTV se sont également rendus à Kaboul pour suivre l'évolution de la situation.

Du côté de la CBC, la direction du réseau a également mis en place une équipe chargée de mener les négociations sur le terrain en collaboration avec l'agence AKE, qui forme habituellement les journalistes du réseau accrédités en zones hostiles. CBC a également retenu les services de Control Risks, une agence spécialisée dans les enlèvements et les paiements de rançons (Fung, 2011, p. 355). Par ailleurs, CBC a demandé aux médias nationaux et internationaux de ne pas parler

du cas de Mellissa Fung dans le but de garder un profil bas pendant que des négociations avaient cours avec les ravisseurs pour obtenir sa libération.

Du côté afghan, la police a rapidement arrêté le fixeur de la CBC et son frère ainsi que quelques autres suspects dans le camp des réfugiés où l'enlèvement avait eu lieu. Dans l'une des lettres de Paul Workman à son amie en captivité, il écrit : « La police afghane croit qu'ils vous ont vendue aux talibans, mais toi et moi savons que c'est absurde » (cité dans Fung, 2001, p. 54). Plus loin, il note : « Les Américains soupçonnent le chef de la police » (cité dans Fung, 2001, p. 55).

Les demandes d'information sur l'enlèvement de la part des médias internationaux auprès de l'ambassade du Canada à Kaboul et à Ottawa étaient tellement nombreuses et insistantes que le personnel consulaire canadien était convaincu que l'embargo allait céder. Les services consulaires avaient déjà préparé les lignes médiatiques à fournir aux médias advenant le bris de l'embargo sur la nouvelle. Dans l'un des nombreux courriels échangés entre plusieurs agents gouvernementaux canadiens, on peut voir qu'on se préparait en évoquant « un ensemble de lignes médiatiques pour un bon scénario » et « un ensemble de lignes médiatiques pour un mauvais scénario[48] ». Certains médias locaux afghans et pakistanais ont publié quelques détails sur l'enlèvement, mais les médias canadiens et internationaux ont respecté scrupuleusement les vœux de la CBC de ne pas divulguer la nouvelle.

Dans une note interne secrète préparée pour le ministre des Affaires étrangères, un fonctionnaire rappelle la dure réalité des prises d'otages : « D'autres pays et entreprises ont payé des rançons substantielles pour résoudre les enlèvements. Dans certains cas, des rançons ont été payées et les victimes ont été assassinées ». Plus loin, la note précise les quatre principes qui guident le gouvernement canadien en matière d'enlèvements terroristes : « 1) pas de concessions substantielles ou changements aux positions ou aux politiques du GdC ; 2) pas de paiement de rançon ; 3) travailler avec la famille des victimes et tenir compte de leurs souhaits ; 4) coordonner les efforts et parler "d'une seule voix"[49] ».

Le 8 novembre, Mellissa Fung est libérée après 28 jours de captivité dans le village de Maidan, dans la province de Wardak. Elle a été remise au chef des services de renseignement afghan. Les premières images de l'ex-otage ont été tournées dans les bureaux de la *National Directorate of Security* (*NDS*). Fung a alors révélé pour la première fois qu'elle avait été retenue dans une petite cave sous terre, sous un régime de biscuits et de jus et qu'elle avait été enchaînée

durant sa dernière semaine de captivité. La journaliste a ensuite passé quelques jours à l'ambassade du Canada à Kaboul avant de rejoindre sa famille au Canada.

Le fixeur de Fung est resté incarcéré plusieurs jours avec son frère à Kaboul. La CBC a entrepris des démarches pour le faire libérer. L'organisme Reporters sans frontières a publié un communiqué en sa faveur : « S'il existe des preuves matérielles contre Shokoor Feroz et Qaem Feroz, ils [sic] doivent être présentés devant un juge. Mais il semble de plus en plus évident que leur détention prolongée par la NDS est une erreur » (Reporters sans frontières, 2008a). Deux semaines après la libération de Fung, les frères Feroz retrouvent leur liberté à la suite de diverses pressions canadiennes et internationales auprès des autorités afghanes.

Plus tard, craignant pour sa vie, Shokoor Feroz, le fixeur de la CBC, quittera l'Afghanistan. « Il savait qu'il y avait un prix sur sa tête et il était dans la mire donc, il devait sortir[50] », affirme Alan Waterman, un correspondant du réseau public. Les collaborateurs locaux des médias étrangers sont souvent la cible de représailles (voir Bizimana, 2006, p. 96-97). Alan Waterman était à Kaboul quand CBC a secrètement organisé le départ de Feroz. Ce dernier, note Waterman, est d'abord allé voir une parenté en Inde, puis CBC l'a parrainé avec sa famille pour rejoindre le Canada, où il a été inscrit dans un programme en journalisme[51].

L'embargo sur les nouvelles de l'enlèvement avait tenu tout au long de la captivité. Les rédactions du monde entier avaient accepté de retenir la nouvelle à la demande de la CBC, malgré certaines réticences. Les responsables de presse et les journalistes étaient confrontés au dilemme entre taire ou publier la nouvelle. Le rédacteur en chef de CBC News, John Cruickshank, a plaidé : « Nous devons faire passer la sécurité de la victime avant notre instinct habituel pour une transparence et une divulgation totales » (cité par Perreaux, 2008).

Qui étaient réellement les ravisseurs ? Y avait-il eu une monnaie d'échange ? Plusieurs informations contradictoires ont circulé sur les conditions de détention et de libération de l'otage de la CBC. Un article de Graeme Smith dans le *Globe and Mail* a indiqué que les talibans avaient prétendu qu'ils détenaient l'otage, qu'elle avait changé de mains et que les ravisseurs avaient exigé jusqu'à cinq millions de dollars (Smith, 2008b). Dans la première entrevue qu'elle a accordée à la CBC, Fung a réfuté les informations du *Globe and Mail* et a indiqué que ses geôliers n'étaient pas des talibans. Plus tard, elle écrira : « Mes ravisseurs étaient juste une bande de simples voleurs essayant de survivre de la seule façon qu'ils connaissaient, pris entre les talibans et la police » (Fung, 2011, p. 347).

Concernant sa libération, l'OAP Alain Blondin, qui était à Kandahar pendant les négociations, dit que ce sont les forces de sécurité afghanes qui ont libéré la journaliste par leurs propres tactiques[52]. Le premier ministre canadien Harper, le président afghan Karzai et le chef des services de renseignement afghans ont tous insisté pour dire qu'aucune rançon n'avait été payée. Le gouvernement canadien a également souligné qu'il n'y avait pas eu d'échange de prisonniers. Dans son entrevue à la CBC, Mellissa Fung a fait savoir : « Je comprends maintenant que les services de renseignement afghans avaient repéré la famille du chef de ce gang et en avaient arrêté plusieurs membres et cela a été un échange de prisonniers, ils ont accepté de libérer la famille si le groupe me relâchait, et c'est ce qui s'est finalement passé » (CBC News, 2008).

La prise en otage de Mellissa Fung a sonné l'alarme dans les rédactions des médias canadiens. L'incident qui avait blessé gravement le caméraman Charles Dubois et secoué le journaliste Patrice Roy de Radio-Canada avait suscité un débat sur les risques journalistiques en zones de guerre, mais peu de mesures avaient été prises par les rédactions. « Beaucoup d'organes de presse ont vraiment mis un frein sur ce qu'ils permettaient à leurs journalistes de faire. Certains journalistes ont été informés qu'ils n'étaient plus autorisés à quitter la base, point barre », note le journaliste Bob Weber, qui était à Kandahar au moment de la prise d'otage. Ces restrictions de sortie sont en réalité venues aggraver une situation de risques déjà compliquée par la menace des *IED* avec les convois militaires.

La question des risques encourus par les journalistes avait été beaucoup débattue durant la guerre en Irak, qui était devenue le conflit le plus meurtrier pour les médias (voir Bizimana, 2006). Mais l'Irak était un conflit essentiellement américain, et la plupart des médias canadiens l'avaient couvert principalement à distance. Quand l'armée canadienne a commencé sa mission de combat en Afghanistan en 2006, les rédactions canadiennes ont dépêché leurs correspondants en grand nombre, mais le facteur risque était beaucoup plus une question de routine avec la formation obligatoire exigée par les assureurs. C'était la routine des grands médias, car les médias moins nantis n'offraient même pas ce type de formation à leurs journalistes accrédités. Connaissant l'hostilité de certains groupes armés, les journalistes occidentaux prenaient des précautions d'usage durant leurs déplacements non intégrés. La formation se passait entre le journaliste et le prestataire de services et les conseils s'échangeaient entre les journalistes qui se relevaient sur le terrain. La prévention des risques était minimale. Il y avait très peu de conversation sur les dangers avec la

direction, précise David Common de la CBC[53]. « Je crois, relate-t-il, que l'histoire de Mellissa Fung a radicalement changé la manière dont ils couvraient [la guerre][54] ».

À CBC/Radio-Canada, l'enlèvement de Mellissa Fung a donc changé la donne en matière de prévention des risques. À Toronto comme à Montréal, la direction du radiodiffuseur public a décidé d'engager des experts en gestion des risques, comme c'était déjà le cas pour de grands joueurs de l'information internationale tels CNN et la BBC. « Je suis l'expert en la matière pour les services anglais et je donne des conseils à la direction de l'information sur le processus de gestion des risques, pour définir le risque et élaborer une stratégie d'atténuation fondée sur les affectations[55] », note Harris Silver, un ancien militaire engagé par la CBC. La prise en compte du risque dans la couverture de la guerre et ailleurs a donc été renforcée. « Tout le monde a accordé beaucoup plus d'attention à l'endroit où tout le monde était, à ce qu'ils faisaient et avec qui ils étaient, etc.[56] », explique le correspondant David Common. Le réseau français Radio-Canada a également, par la suite, retenu les services de Benoît Suire, un ex-officier de l'armée française, pour occuper le poste de « chef du déploiement des activités à hauts risques ». Suire explique :

> La gestion de risque, ici c'est d'abord à déterminer naturellement lorsqu'on fait des évaluations comme on a des journalistes, des reportages dans des zones dites hostiles ou non, à déterminer déjà quelle va être la nature du risque, quelle est la menace. Quel est le différentiel entre ce risque et cette menace, au prorata aussi naturellement de la tâche qu'ils vont exercer, c'est-à-dire qu'ils vont aller dans des endroits où il y a de forts risques, mais exercer une tâche qui est à risque très faible. Inversement, l'inverse peut arriver aussi et on mesure tout ça[57].

Les experts en gestion des risques des deux réseaux travaillent ensemble et sont en étroite collaboration avec les directions de l'information, les affectateurs à l'international et les firmes privées qui s'occupent de la formation des journalistes. À chaque affectation, un protocole précis est établi pour baliser le trajet complet du journaliste dans le pays qu'il ou elle va couvrir.

Après la prise en otage de Mellissa Fung, les journalistes de la CBC/de Radio-Canada et d'autres médias continueront de couvrir la guerre en Afghanistan. Malgré la menace, certains feront encore le journalisme indépendant en dehors du programme des médias intégrés et sans la protection de l'armée. Couvrir l'armée canadienne à titre d'intégré n'est pas moins risqué. Comme le note Suire, « la dimension militaire doit être couverte avec tous les risques qu'elle suppose ». Il s'agit, dit-il, de « donner les moyens pour qu'ils puissent faire le maximum en prenant le moins de risques[58] ». Avant la fin de la guerre, les journalistes canadiens apprendront encore une fois qu'on peut certes réduire les risques, mais qu'on ne peut complètement les éliminer.

8.7 Jennifer Madigan avec la compagnie Novembre

L'intégration de la journaliste Jennifer Madigan en Afghanistan est riche d'enseignements sur le fonctionnement du programme et sur les relations armée-médias de manière générale. Journaliste-vidéographe à la station A Channel, une station affiliée au réseau CTV, Madigan était affectée au bureau de Pembroke en Ontario. Avec le début de la mission de combat en Afghanistan, la base militaire de Petawawa, non loin de Pembroke, grouillait d'activités, et Madigan a réalisé des reportages militaires pour l'émission *A News*. Un jour, après un reportage sur le *2 RCR*, le commandant à la base lui a demandé si elle était intéressée à suivre un groupe de soldats en formation et ensuite à les suivre en action en Afghanistan. « J'étais vraiment excitée parce que j'ai toujours voulu faire ce genre de choses. Et à ce moment-là, ils allaient faire un an de préparation à leur mission[59] », décrit la journaliste.

Environ une fois par mois, Madigan a donc suivi le 6e peloton de la compagnie Novembre du *3 RCR* en formation pré-déploiement à Petawawa (Ontario), à Wainwright (Alberta) et au Nouveau-Mexique (États-Unis). Pendant de courts séjours, la journaliste a observé la montée en puissance de la compagnie en entraînement à travers les scénarii réalistes comme si c'était en Afghanistan. « Il s'agit de différents types d'entraînements tout au long de l'année pour s'assurer qu'ils sont bien préparés au moment où ils iront en Afghanistan, en s'assurant qu'ils maîtrisaient toutes les armes, en s'assurant, comme ils le disaient tout le long, que la chose la plus importante est de rendre cette équipe cohésive, en s'assurant qu'ils travaillent bien ensemble[60] », note-t-elle. Alors que la plupart des troupes en formation avaient eu affaire à des étudiants en journalisme qui faisaient office de médias à Wainwright, Madigan était là pour rapporter l'entraînement de la compagnie du début à la fin. Le contact pré-déploiement entre la journaliste et le peloton s'est très bien passé. « À la fin, le commandant du peloton disait : "D'accord, voici ce que nous faisons, Jennifer, vous voudrez peut-être être là pour les meilleures images ou vous pourriez être ici". Et j'ai remarqué que quand je suis allée en Afghanistan, ils avaient beaucoup plus confiance[61] ».

Une autre équipe de la chaîne *Discovery*[62] suivait au même moment le 1er peloton de la compagnie Mike du 3e Bataillon du *3 RCR*. Le producteur Cal Schumiatcher a plus tard indiqué que l'armée avait accepté la demande des journalistes de suivre le peloton à condition que les militaires puissent vérifier les images au cas où ils filmeraient des choses qu'ils ne devaient pas voir (cité par Treble, 2009).

Jennifer Madigan est arrivée à Kandahar le 11 février 2009. C'est sa première affectation à l'étranger, mais elle ne sera pas trop dépaysée, elle qui connaissait plusieurs personnes sur place, dont le commandant Denis Thompson et le commandant du groupement bataille *3 RCR*. Le commandant du groupement de Petawawa a certainement donné instruction qu'elle pouvait aller où elle voulait et qu'elle pouvait visiter les bases d'opérations avancées. Après une semaine à *KAF*, Madigan est allée rejoindre le 6e peloton de la compagnie Novembre sur le terrain. « Une fois que vous quittez *KAF*, vous ne prenez pas un officier d'affaires publiques avec vous. Donc, vous avez le champ libre une fois que vous sortez, vous faites ce que vous voulez faire, tout ce que les soldats vous laissent faire[63] », clarifie-t-elle.

Une fois sur le terrain, c'est là que l'investissement pré-déploiement devient payant pour la journaliste. En effet, les soldats de la compagnie Novembre avaient hâte de la revoir dans leurs quartiers. « Parce que je venais de Petawawa, ils me connaissaient tous, donc c'était plus facile de dire : "Oh, cette fille […] est ici, peut-elle venir raconter cette histoire ?". "Ouais, bien sûr, on va la laisser sortir". Alors, je pense que ça a aidé. J'ai eu accès à beaucoup de choses sur la base auxquelles d'autres m'ont dit qu'ils ont difficilement eu accès[64] ». Quand les soldats connaissent personnellement les journalistes, il est évident que la relation est grandement facilitée. La journaliste a profité de la confiance bâtie durant la formation pré-déploiement avec les soldats et cela lui a conféré un avantage sur les journalistes à *KAF,* qui n'ont pas suivi le même processus d'apprivoisement. Cela ne veut pas dire que les journalistes à *KAF* ne peuvent pas développer cette relation, mais la probation de Madigan avec l'unité avait déjà été faite, et le lien de confiance était déjà établi.

Il faut souligner ici que cette relation de confiance existait avec le peloton de la compagnie Novembre, mais pas avec toutes les troupes. Jennifer Madigan s'en est rendu compte avec une formation de Gagetown qui était au camp Natham Smith à Kandahar, où l'accueil a été plus distant. « Je suis allée à leur camp, confie-t-elle, j'ai remarqué une grande différence dans l'information que vous avez avec les soldats qui ne vous connaissent pas[65] ». Avec une autre formation, la relation est beaucoup plus formelle, voire formatée. L'accès journalistique est plus limité en matière de briefings offerts. Les instructions données sont plus formelles et plus incisives. « "Jennifer, c'est ta force de protection rapprochée, tu ne fais rien à moins qu'il te dise de le faire"[66] », se rappelle la journaliste. La relation militaires-journalistes part en général sur la prémisse de la méfiance, et la confiance se développe par la suite à travers une série de conduites de validation de part et d'autre.

Madigan s'est sentie définitivement plus confortable avec l'unité de Petawawa qu'elle avait suivie durant plusieurs mois avant son déploiement.

Madigan a pu visiter les trois bases d'opérations avancées canadiennes et a passé trois semaines à la FOB Wilson. Elle a accompagné les soldats canadiens sur plusieurs patrouilles. Elle a pu filmer, entre autres, une courte escarmouche entre les soldats canadiens en patrouille et l'ennemi. Dans l'un de ses reportages sur *A News*, on voit les soldats prendre position pour retourner le feu et on entend des coups de feu (Madigan, 2011). Les reportages de Madigan sont en fait en partie une chronique de la vie ordinaire des soldats au front, mais aussi en partie la chronique des programmes de formation canadiens en Afghanistan. C'est en effet le type de couverture *soft news* qu'affectionne le service des affaires publiques à Kandahar.

Le séjour de Madigan est quelque peu atypique par rapport à ceux des autres journalistes intégrés qui étaient à la base principale de Kandahar. Elle a pu suivre différentes unités sur le terrain sans trop interagir avec le service des affaires publiques à *KAF*. De temps en temps, un officier d'affaires s'enquérait de ce qu'elle faisait, mais elle a été capable d'opérer à partir d'une base avancée sur une longue période. Elle avait accès à une connexion Internet sur la FOB et pouvait donc alimenter sa rédaction. « J'avais mon ordinateur portable avec moi, dit-elle, je montais mes histoires. C'est en fait comment nous faisons les choses maintenant. C'était la façon dont nous l'avons rendu [le travail] abordable. Je compressais simplement mon fichier et je l'envoyais sur un site FTP, puis ma société le récupérait et le mettait sur bande ou sur tout ce que nous faisions à ce moment-là[67] ». Les journalistes du *pool,* qui dépendaient de leur lien satellitaire à *KAF,* ne pouvaient pas se permettre de partir longtemps à l'extérieur. Étant une journaliste locale dans une petite station, Madigan devait composer avec des moyens plus modestes. Son voyage en Afghanistan a été annulé plusieurs fois pour des raisons de coûts au moment même où sa station traversait une période de coupures. C'est grâce à un technicien de la station qu'elle a trouvé un moyen de faire des reportages à faibles coûts. En plus des fichiers compressés via FTP[68], elle a, par exemple, utilisé Skype pour alimenter la rédaction.

Madigan a connu un séjour d'intégration presque à l'américaine. Avec l'armée américaine en Irak, le journaliste intégré vivait avec son unité d'attachement et suivait toutes les activités des soldats. Cette configuration permet plus d'opportunités de sorties, car le journaliste reste avec l'unité. Avec les Canadiens en Afghanistan, un journaliste intégré à Kandahar n'avait en principe que les opportunités proposées par le service des affaires publiques. Madigan avait plus de facilité

à suivre, par exemple, toutes les patrouilles menées à partir des FOB si les unités sur place ne s'y opposaient pas. Certains journalistes expérimentés ont quand même réussi à bâtir une relation de confiance avec les unités et ont profité aussi d'opportunités de sortie et d'un meilleur accès aux sources militaires.

8.8 Les irritants dans le programme d'intégration

Un certain nombre d'éléments ont constitué des irritants dans le fonctionnement du programme des médias intégrés durant les rotos 5 et 6. La plupart des éléments de friction dans le programme n'étaient pas nouveaux par rapport aux rotations précédentes. Cependant, les journalistes ont continué de sentir le resserrement du contrôle de l'information.

De manière générale, les journalistes accrédités en 2008 pouvaient encore faire du reportage intégré auprès de l'armée canadienne et du reportage non intégré de manière indépendante. En ce qui concerne les sorties en reportage militaire des journalistes intégrés, les rotos 5 et 6 ont eu les mêmes difficultés que les rotations de 2007. Il y avait une offre très limitée de sorties opérationnelles. À la question de savoir son plus grand défi avec les médias intégrés, l'OAP Alain Blondin répond : « C'était de rencontrer les attentes des journalistes avec les ressources que j'avais […]. Parce que leurs attentes, ils en demandent beaucoup, puis, il y avait des contraintes sur le côté des ressources, des occasions, des opportunités. L'échéance des différentes missions qu'on faisait, c'était difficile de mettre les bonnes personnes à la bonne place, au bon temps, ça c'était un grand défi[69] ». Le service des affaires publiques organisait les sorties opérationnelles, mais parfois, la disponibilité des ressources rendait la chose difficile. « On a eu un peu plus accès à des hélicoptères plus tard dans la mission, mais c'était un transport en grande priorité[70] », note Blondin.

Certaines occasions de sortie étaient certes offertes, mais, pour les journalistes, cela ne veut pas dire que c'était un accès ouvert aux opérations. Faisant écho à ce qui a été souvent dit par d'autres, Paul Hunter de la CBC revient sur les limites de cet accès : « Vous êtes limité aux voyages où ils vous permettent d'aller. Et donc, vous ne savez pas ce que vous ne voyez pas et vous partez, ils viennent et ils proposent des histoires douces qui les font bien paraître[71] ». Mike Drolet du réseau Global, qui est revenu à Kandahar pour un deuxième séjour d'intégration en juillet-août 2008, compare la situation de la roto 6 avec son premier séjour en 2006 :

> En 2008, ils venaient et ils disaient : "D'accord, nous avons cette disponibilité". Et c'était comme un truc de merde dont on se foutait un peu. "On a de la place pour une caméra". Vraiment ? Et c'était n'importe quoi. Donc, en 2008 par rapport à 2006, je devais être beaucoup plus créatif en

> ce qui concernait les sorties de la base et pour obtenir des histoires. Parce qu'ils disaient : "Ouais, tu veux venir ? Nous allons distribuer de l'eau à un groupe d'agriculteurs" ou quelque chose comme ça. C'était quelque chose qui n'était pas du tout original[72].

Pour l'officier d'affaires publiques Jay Janzen, qui avait connu le programme d'intégration à ses débuts à Kaboul, les choses avaient évolué pour le mieux, car les commandants étaient plus réceptifs. « Je devais, dit-il, moins convaincre les gens en 2008 que des journalistes devaient se rendre dans des missions alors que je faisais un peu plus de boulot en 2003 pour convaincre certaines personnalités militaires que c'était une bonne idée de balancer un journaliste à l'arrière de leur véhicule quand ils partaient en patrouille[73] ».

Par ailleurs, Janzen précise que le changement avait également trait à l'information fournie aux journalistes intégrés : « Nous avons donné beaucoup plus d'informations, beaucoup plus d'informations classifiées au fil du temps, car les gens devenaient plus confiants dans le fait que le programme fonctionnait, que les journalistes suivaient les règles[74] ». L'OAP ajoute qu'il faisait régulièrement des sessions d'information en mettant à contribution le personnel des opérations dans le but de donner des informations détaillées sur une mission qui allait être menée dans une région particulière pour que les journalistes comprennent du début à la fin le processus, c'est-à-dire, comment planifier, préparer, exécuter et évaluer les opérations[75]. Pour les militaires, il y a eu donc une amélioration sur la réceptivité des commandants et sur l'information partagée. Mais pour les journalistes, il y a eu un recul, particulièrement pour les sorties opérationnelles.

Le nom du photographe Louie Palu a été souvent mentionné par d'autres journalistes comme quelqu'un qui a eu un accès considérable aux opérations militaires. Il explique ce fait par le temps qu'il a passé sur le terrain, son expérience en situation de combat et sa personnalité.

> J'ai refusé, dit-il, de laisser la vitesse du cycle des nouvelles et de petites fenêtres de temps limiter la façon dont j'ai couvert la guerre. C'est ainsi que j'ai créé un "bon" accès, en passant beaucoup de temps sur le terrain pour avoir beaucoup d'accès. La majorité des journalistes canadiens ont passé quatre à six semaines ou moins de leur voyage à Kandahar. Couper le temps de déplacement sur les lignes de front et attendre une opération à couvrir, on pouvait passer deux semaines à ne rien faire. Si je n'avais pas l'impression d'obtenir ce dont j'avais besoin d'une unité militaire en particulier, je passais à une autre[76].

Le photographe a couvert les militaires, mais a également fait du reportage indépendant. À force de couvrir les opérations au front, Louie Palu s'est fait une réputation auprès des unités.

> Je suis devenu bien connu dans toute l'armée pour mon expérience. Les unités sur le terrain dans certains cas appelaient à la maison et demandaient aux déploiements précédents comment j'étais en combat. Parfois, les unités militaires de première ligne refusaient les intégrés parce qu'ils n'avaient pas le conditionnement physique ou l'expérience de combat nécessaire qu'un soldat voudrait au milieu d'une bataille entre la vie et la mort. Beaucoup de soldats me voulaient avec

> eux et n'étaient pas toujours d'accord avec le message du gouvernement sur la guerre. Cependant, ils ne voulaient pas non plus que quelqu'un se lève dans une fusillade et se fasse tuer[77].

Entre 2007 et 2008, Louie Palu a été très actif sur le terrain avec des séjours d'intégration de trois mois au minimum. La durée de ses séjours est de loin plus élevée que la moyenne de la majorité des autres journalistes intégrés. Les limitations de sortie des caméramans membres du *pool* de CBC/Radio-Canada, CTV et Global ne pouvaient certainement pas leur permettre de faire le type de reportages au front que faisait Palu. Les relations entre journalistes et militaires peuvent être certes compliquées par des personnalités abrasives de part et d'autre, mais, pour lui, l'attitude du journaliste y est aussi pour beaucoup :

> Certains journalistes voulaient se présenter et être lâchés dans une fusillade, ce qui était ridicule, certains se plaignaient de ne pas voir une bataille. Certains journalistes ont eu des batailles verbales avec les officiers d'affaires publiques et certains n'étaient tout simplement pas de très bons journalistes. Certains journalistes n'ont pas fait leurs devoirs et lorsqu'on leur a demandé où ils voulaient aller, ils n'avaient aucune idée de ce qu'il fallait demander. Il n'y a pas une raison pour laquelle l'accès est bon ou mauvais, il y en a plusieurs. La façon dont vous surmontez cela en tant que journaliste, c'est de passer beaucoup de temps à travailler sur le terrain et à être aussi gentil que possible et avoir une attitude positive. Ça ne marche pas toujours, mais c'est un bon début[78].

Les médias ne pouvaient pas toujours blâmer les Forces canadiennes, car, comme avant, la question des risques a continué à peser dans la balance du côté des rédactions, qui ont limité les sorties de leurs journalistes intégrés de la base militaire de Kandahar. « Je me suis fait dire par des journalistes qu'ils sortaient pas, qu'ils ne désiraient pas sortir[79] », indique l'OAP Alain Blondin. Malgré les réticences des rédactions, certains journalistes ont continué à sortir. Les correspondants des grands médias pouvaient toujours compter sur les services de leurs fixeurs et faire des sorties à l'extérieur du programme. La continuation de la guerre des *IED*, l'incident de Cohen et de Deveau et le sort malheureux de la journaliste de la CBC Mellissa Fung ont été un rappel criant du danger encouru par les médias en zone de guerre, et les rédactions se sont montrées prudentes, surtout dans une phase de la mission canadienne où l'intérêt national commençait à faiblir.

Durant la roto 5, l'attente des médias pour le cap du 100e mort a contribué à limiter les déplacements des journalistes à l'extérieur de la base. Le service des affaires publiques ne pouvait que regretter cette situation, comme en témoigne Blondin : « Je peux comprendre qu'ils voulaient pas manquer ça, mais là nous, notre rôle c'était de parler de la mission, c'est quoi les effets, qu'est-ce qu'on accomplissait sur le terrain. Puis cette histoire-là, les Canadiens, j'ai entendu souvent les Canadiens dire ils l'ont pas entendue cette histoire-là, tout ce qu'ils entendaient, c'était nos victimes[80] ».

De manière générale, les relations entre les journalistes intégrés et l'armée canadienne ont continué à être mi-figue, mi-raisin. Il s'agissait d'une relation fonctionnelle dans un jeu d'interdépendance mutuelle avec des périodes de tension. Évoquant sa relation avec les officiers d'affaires publiques, Paul Hunter de la CBC note : « Ils pensaient qu'ils rendaient à l'armée canadienne un bon service en étant fermés et évasifs dans leur rhétorique[81] ». La situation n'était guère mieux avec les commandants sur le terrain. « Je sentais que plus on était haut dans la hiérarchie, moins ça devenait bon, plus on allait dans la hiérarchie, plus ils étaient fermés et je ne parle pas seulement du gars qui était au sommet, quiconque était proche de lui, je sentais qu'ils en avaient assez de nous au détriment de leur message[82] », ajoute Hunter. Le journaliste déplore les conversations de façade qu'il a eues avec plusieurs interlocuteurs militaires. Face à cette situation, il se disait : « Je n'ai pas besoin de toi dans mon histoire. Je n'ai pas besoin de vos descriptions bidon et je n'ai pas besoin de votre bureaucratie, je vais juste contourner cela. Je peux raconter mes histoires sans toi[83] ». Contourner la bureaucratie militaire n'était pas néanmoins chose aisée. Après tout, le journaliste a besoin de sources militaires pour raconter la guerre. Faisant écho à ce que d'autres journalistes ont souligné, Hunter indique que les rencontres les plus intéressantes pour lui ont été les rencontres fortuites avec les soldats sur la base de Kandahar ou lors des sorties. L'intérêt de ces rencontres non planifiées est qu'elles permettent le plus souvent qu'une conversation sincère se développe au lieu d'une entrevue préparée où le soldat a reçu les lignes d'expression de la part du service des affaires publiques. Dans une communication planifiée, le pas de danse est beaucoup plus dicté par les sources du journaliste. Dans une communication spontanée, le pas de danse est plus aléatoire et donne une marge de manœuvre au journaliste. La communication de guerre est en général une « communication planifiée » en vue de canaliser les flux d'information sur les opérations militaires. Une planification élevée des relations entre les sources militaires et les journalistes intégrés est un enjeu crucial en vue de maîtriser le dispositif informationnel et l'accès médiatique. Dans un espace planifié, les sources militaires mènent la danse et contrôlent l'accès journalistique (Gans, 1979).

Dans les relations armée-médias, le respect et la confiance sont régulièrement évoqués. L'OAP Blondin a expliqué la nécessité d'une confiance mutuelle en racontant une prise de bec avec un journaliste de la CBC qui croyait qu'il lui cachait quelque chose. « Il y a des fois, je vais te le dire : "Je peux pas te le dire", mais je te dirai pas des menteries, je te conterai pas de mensonges, je t'assure ça, puis je lui dis ma job est sur la ligne, parce que si je te mens, j'ai pas

d'affaire d'être officier d'affaires publiques[84] », dit-il. Comme dans les autres conflits, les relations cordiales se développent quand les gens se côtoient. « Si les soldats vous croient et croient en vous, ils s'ouvriront au-delà des restrictions d'intégration. Ils te parleront, ils te parleront sur le terrain quand tu auras les mains sales avec eux et tu mettras ta vie en jeu avec eux, ils te parleront, parce qu'ils vont vous respecter et ils vous respecteront en tant que personne et cela contournera toute règle d'intégration, mais vous devrez aller avec eux[85] », explique Paul Hunter.

Des relations humaines se tissent, bien sûr, et les journalistes parlent souvent des personnalités militaires avec qui ils s'entendent bien sur le plan humain. Mais cela n'empêche pas qu'ils évaluent autrement leur relation sur le plan institutionnel et professionnel. David Common de la CBC relate : « L'idée pour les militaires était qu'ils n'étaient pas là pour nous permettre de faire notre travail. L'officier des affaires publiques était et reste là pour protéger l'image de l'armée d'abord et avant tout et ensuite la mission[86] ». Son collègue Paul Hunter abonde dans le même sens : « Le plus difficile sur le plan journalistique était de faire affaire avec des gens qui semblaient obtus et plus disposés à dresser des barrières qu'à les faire tomber. Et pour cela, je parle des officiers d'affaires publiques et de la bureaucratie militaire[87] ». L'appareil bureaucratique d'intégration est bien sûr un dispositif de clôture destiné à contrôler les occasions de reportage et à réguler les messages de l'armée. Il est certain que les journalistes intégrés qui ont couvert la mission canadienne en 2007-2008 ont senti la pesanteur de ce dispositif de clôture.

Cependant, personne n'a autant senti la méfiance de l'armée canadienne que le journaliste Graeme Smith du *Globe and Mail* durant la roto 5. Parlant des militaires, David Common de la CBC note : « Ils étaient certainement clairs à propos de qui ils aimaient et qui ils n'aimaient pas[88] ». Graeme Smith était certainement dans la deuxième catégorie. Plusieurs journalistes interviewés pour cette recherche ont mentionné la relation difficile entre l'armée canadienne et Smith à Kandahar. Très estimé par ses collègues pour ses reportages en profondeur sur l'Afghanistan, il s'est particulièrement fait remarquer avec ses révélations sur la torture des prisonniers dans les prisons afghanes en avril 2007. Pour beaucoup de commandants, Smith, dont les reportages contenaient souvent la version de l'ennemi, n'était pas le bienvenu, car ses méthodes et ses écrits dérangeaient. Certains ont donné instruction de le tenir subtilement à l'écart.

Durant les rotos 5 et 6, des cas liés à la sécurité opérationnelle ont été signalés. En juillet 2008, Paul Hunter de la CBC a visité la base d'opérations avancée de Sperwan Ghar dans un convoi où se trouvait Denis Thompson, commandant de la force opérationnelle. Une bombe artisanale a

explosé au passage d'un autre véhicule militaire à quelque 150 mètres, mais personne n'a été blessé. Hunter et les autres journalistes à *KAF* ont rapporté cet incident, mais pas la présence du commandant Thompson dans les parages. « Nous n'avions pas le droit de signaler cela : "sécurité opérationnelle"…,"pourquoi ?", nous avons demandé. "Parce que les talibans savent alors quel type de véhicule il conduit et ils peuvent cibler celui-là". "Vous plaisantez !" "C'est comme ça"[89] », raconte Hunter. À travers la mission, ce cas de figure est resté sujet à multiples interprétations.

Durant la roto 5, des journalistes intégrés ont commis des infractions en rapport avec la sécurité opérationnelle. La plupart des violations, soit environ une demi-douzaine, étaient mineures. Une violation majeure de la sécurité opérationnelle a retenu l'attention du service des affaires publiques. Un jeune journaliste de La Presse canadienne a révélé certains détails d'une mission à venir. « L'ennemi savait à quel endroit et à quel moment on était pour être à une certaine place avec des gens civils. En fait, il y avait même un ministre qui était pour être là, on a dû [annuler] tout à cause de ça[90] », déplore l'OAP Blondin. Le service des affaires publiques à Kandahar a fait la recommandation à Ottawa de renvoyer le journaliste, mais finalement, il n'a pas été renvoyé.

Comme dans les rotations précédentes, l'inexpérience de certains journalistes dans leur première accréditation en théâtre opérationnel a été parfois un facteur qui a mené à des erreurs d'appréciation quant au principe d'OPSEC. « C'était plutôt des erreurs à cause d'un manque de connaissances de l'environnement militaire, des erreurs honnêtes, dans ce cas-là, on allait les voir, je les prenais de côté, je […] discutais [avec eux] [91] », précise Blondin. Néanmoins, ajoute-t-il, de telles situations sont déplorables parce qu'elles renforcent les préjugés des soldats envers les journalistes.

Une journaliste a rapporté qu'une bombe artisanale ennemie n'avait pas sauté parce que le fil qui avait été utilisé était d'un petit calibre. Pour l'OAP Blondin, ce cas illustre le type d'erreurs où les journalistes peuvent penser que ce n'est pas OPSEC. « Moi je suis un technicien en hydraulique pneumatique, je sais que la résistance d'un fil va grandement avoir de l'influence sur sa capacité de passer un courant, le plus gros le fil, le plus facilement le courant passe. Si tu te sers d'un fil trop petit, il y a des chances que ça passe pas, puis c'est ça l'erreur qu'elle a faite à ce moment-là[92] », démontre-t-il. La journaliste s'est excusée de son erreur. Blondin insiste : « Si tu dévoiles de l'information qui va donner un avantage à l'ennemi, c'est OPSEC, parce que le résultat

dans ce cas-là, ils vont améliorer leurs procédures, la prochaine fois ils vont tuer une douzaine de soldats canadiens, c'est ça le risque, c'est très sérieux[93] ».

Dans les rotations marquées par les *IED*, la couverture des dommages subis par l'armée canadienne s'est révélée être un défi pour les journalistes intégrés, particulièrement lors d'incidents ayant causé des dommages aux véhicules. « C'était toujours une dispute, toujours une bataille entre le journaliste et l'officier des affaires publiques[94] », résume Tobi Cohen, qui a couvert un incident durant la roto 5 pour La PC. En principe, les règles d'intégration interdisent de montrer certaines technologies à l'intérieur des véhicules blindés. Il est aussi interdit de montrer les dommages susceptibles de révéler les vulnérabilités techniques que l'ennemi pourrait exploiter. Jusqu'à la fin 2007, ce dernier point est connu par les journalistes, mais il n'est pas officiellement inscrit dans le contrat d'intégration. « Je trouve difficile de croire que ma photo d'un cratère, un véhicule militaire renversé, va nécessairement aider les ennemis à comprendre ce qu'ils font ou les aider à élaborer des stratégies. Je pense que parfois c'était farfelu[95] », indique Cohen.

La disposition sur les dommages dans les véhicules sera formalisée dans la nouvelle version du contrat d'intégration datée de novembre 2008 : « Aucun enregistrement visuel ne doit être fait : […] Des dommages causés aux véhicules ainsi qu'aux aéronefs des FC ou de la FIAS par l'explosion d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides ou d'autres types d'attaques lancées par des rebelles, à moins d'une autorisation spécifique du commandant de la FOI-Afg » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2008a). Un autre élément a été ajouté à la disposition qui était déjà dans les versions antérieures sur l'interdiction de filmer l'intérieur des véhicules : « Une permission spéciale peut être obtenue par le journaliste afin de prendre des photos/vidéo à partir d'un véhicule de la sorte s'il accepte qu'un officer [sic] d'affaires publiques visionne le matériel visuel final pour fins de Sécurité opérationnelle avant sa publication » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2008a). Plusieurs journalistes ont critiqué l'allongement du contrat d'intégration. « C'était frustrant parce que les règles étaient claires et elles semblaient toujours changer et cela dépendait de l'officier d'affaires publiques dans la salle à ce moment. Donc, c'était vraiment ennuyant[96] », se désole Tobi Cohen.

Par ailleurs, la couverture des victimes de la guerre a constitué une pomme de discorde entre l'armée et les médias intégrés. Dès la fin 2007, la question des blessés avait déjà été soulevée par les journalistes intégrés à Kandahar. L'armée canadienne n'a pas officiellement annoncé un

changement dans le contrat d'intégration, mais les journalistes sur le terrain ont senti progressivement les restrictions sur la couverture des blessés.

> Tous les jours, nous nous adressions à l'officier des affaires publiques et nous disions : "des mises à jour ?", "non", "des chiffres sur les victimes", qui se rapportent aux morts et aux blessés, "non". Nous avons donc pu faire une histoire que l'officier des affaires publiques ignore ou ne veut pas dire et nous avons révélé qu'il y a maintenant une politique ; en fin de compte que, la politique a été qu'ils n'allaient plus en parler, explique David Common de la CBC[97].

Dans les rotations précédentes, la retenue de l'information sur les noms des victimes était uniquement liée à la notification des familles. Après l'achèvement du processus de notification, le service des affaires publiques annonçait les noms des victimes aux journalistes. Cela a changé et le service des affaires publiques ne divulguait plus que les noms des soldats morts. Pour les médias, c'était une manière pour l'armée d'influencer leur couverture. D'après Common, cela avait le potentiel de changer la perspective des Canadiens sur le conflit, car il s'agissait en quelque sorte de parler de ce que l'armée faisait en termes généraux et non de parler de ce que faisait réellement les soldats et du coût pour le Canada[98].

La minimisation des pertes sur la mission en Afghanistan était une commande politique imposée par le gouvernement Harper, et l'armée canadienne devait se débrouiller avec ça. Parfois, les journalistes intégrés à Kandahar obtenaient des informations par les fixeurs afghans qui se précipitaient souvent sur les sites d'attentats pour prendre et tourner des images. Quelquefois, l'armée canadienne était forcée d'admettre qu'il y avait eu des blessés sur le terrain parce qu'on avait appris que les fixeurs avaient déjà des preuves.

À la fin de 2008, la question des blessés est revenue encore une fois dans l'actualité. Un article du *Journal de Montréal* a dénoncé le fait que le ministère de la Défense nationale tenait secret le bilan des blessés canadiens (Dufour, 2008). Le journal avait logé une demande d'accès à l'information pour connaître le nombre de blessés ainsi que la nature et la gravité des blessures : « Les fonctionnaires fédéraux ont mis près de cinq mois pour répondre à notre missive. Résultat : ils ont envoyé un tableau tenant sur une page dont 80 % du contenu était caviardé », a écrit la journaliste Valérie Dufour (2008). Quand le journal a demandé des explications sur l'absence du nombre de blessés, une porte-parole a répondu : « Quand il est question de blessures, on négocie de façon très serrée avec des questions de sécurité opérationnelle. […] Quand on donne de l'information sur le type de blessure, il peut y avoir une corrélation entre les activités des activistes et leurs actions » (citée par Dufour, 2008). Cet article a mentionné que le gouvernement a finalement divulgé le chiffre de 675 blessés entre 2002 et 2007. Quelques jours plus tard, Murray

Brewster de La Presse canadienne a publié un rapport obtenu du ministère de la Défense nationale qui révélait que 360 soldats avaient été blessés à partir de 2006, cette dernière année ayant été la plus éprouvante avec 180 blessés (Brewster, 2008f). Arrivé à Kandahar pour un premier séjour de six semaines à la mi-décembre, le jeune correspondant Steve Rennie a rapporté dans La Presse canadienne que les responsables militaires à Kandahar disaient que les neufs morts du mois de décembre étaient le résultat de la malchance et non de l'insurrection des Talibans (Rennie, 2008).

Pour Murray Brewster, les choses avaient évolué vers un contrôle de nature plus politique en vue d'aseptiser la couverture médiatique de la guerre[99]. Il donne l'exemple de l'interdiction d'indiquer les noms de lieux :

> Vous ne pouviez le faire que par district. Donc, comme dans le district de Panjwai c'est un grand district. C'était à peu près la taille du Grand Toronto. […] Par exemple, ce soldat en particulier mort à Zangabad en 2008. Nous n'avons pas été autorisés à signaler qu'il est mort à Zangabad. Vous n'aviez le droit de dire que dans le district de Panjwai. Donc, il y avait tout un contexte qui accompagnait [le fait] que le soldat est mort à Zangabad parce que les Canadiens se battent depuis des mois à Zangabad et que, tout à coup, on nous dit que nous ne pouvons pas dire que c'est Zangabad[100].

Selon Brewster, l'armée canadienne était utile sur le terrain même si elle avait trop tendance à vouloir séparer les nouvelles positives des nouvelles négatives. Mais, lui qui enquête souvent sur la défense, il replace la communication de la guerre à ce moment-là dans le contexte politique plus large, avec un gouvernement très préoccupé par le contrôle des messages sur la mission.

Durant l'année 2008, l'implantation de la stratégie pangouvernementale des 3D était en cours. Comme le note le lieutenant-colonel Christian Lemay, devenu conseiller-chef en affaires publiques pour le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) après avoir supervisé l'embryon du programme médiatique à Kandahar en 2002, « la décision du gouvernement de nommer Mme Elissa Goldberg à titre de représentante du Canada à Kandahar (RoCK) dans le but de gérer les activités diplomatico-humanitaires, élargissant ainsi l'empreinte diplomatique sur le terrain, annonce un changement dans la gestion des OI [opérations d'information] auprès de la population locale et des médias canadiens et internationaux (Lemay, 2009, p. 37). L'évaluation de Lemay revient sur les difficultés observées sur le terrain quant au succès de la communication sur le volet développement :

> Pour l'équipe des officiers d'affaires publiques (OAP) du COMFEC et les OAP déployés en Afghanistan responsables de la gestion de la quasi-totalité des communications médiatiques de la FOI-A et de l'ÉRP, l'arrivée de la RoCK rend plus difficile leurs relations avec les médias intégrés. Comme bien des canadiens ont noté, les reportages démontrent encore en 2008 un faible intérêt pour les activités de développement civilo-militaires dans la région de Kandahar. Malgré les

> efforts des OAP, les journalistes semblent encore peu intéressés par les activités humanitaires. (Lemay, 2009, p. 38).

Pour mieux arrimer les stratégies de communication militaire et civile, Lemay propose de « repenser l'opérationnalisation des affaires publiques » (Lemay, 2009, p. 39). L'officier d'affaires publiques du COMFEC situe cette perspective dans « la bataille des cœurs et des esprits » :

> Pour les OAP déployés tout comme pour l'équipe du QG COMFEC, il est primordial de planifier au-delà de la simple application des directives des FC et de la simple théorie de communication. Ceux-ci doivent comprendre autant l'état final politico-stratégique et l'objectif militaire à atteindre. Ils doivent chercher à améliorer leurs relations avec le personnel civil des autres agences gouvernementales et ONG et développer un excellent réseau d'échange d'information. Au sein du contingent, l'OAP doit être un joueur à part entière dans la conduite des OI tout en gardant son statut de conseiller du commandant (Lemay, 2009, p. 42).

Sur le terrain, les journalistes intégrés avaient déjà remarqué l'arrivée de quelques officiers d'affaires publiques civils à l'Équipe provinciale de reconstruction.

L'armée canadienne va continuer à se conformer aux doléances du gouvernement pour arrimer toutes les composantes de la stratégie des 3D. L'emprise politique sur la communication de guerre va donc se poursuivre dans les rotations suivantes. Cependant, la stratégie gouvernementale sur papier ne semble pas tenir compte de la réalité propre du programme des médias intégrés à Kandahar, et, surtout, de la force de gravité propre à l'univers médiatique.

La proposition d'une nouvelle opérationnalisation des affaires publiques est-elle consécutive aux pressions gouvernementales en vue d'une maîtrise de la communication politique ou correspond-elle, au fond, à la vision même de l'armée sur ce que doit être la communication de guerre ? Dans cette mission canadienne en Afghanistan, nous croyons que les deux éléments de la question ont convergé dans la même direction en vue d'une maîtrise de la communication de la guerre.

L'analyste de défense Sharon Hobson a souligné l'emprise frustrante pour les journalistes et les officiers d'affaires publiques du Bureau du Premier ministre sur la communication de l'armée canadienne et s'est posé, à cet égard, la question de savoir pourquoi le chef d'état-major Rick Hillier, connu pour son franc-parler, n'avait pas tenu tête au contrôle obsessif du gouvernement pour exiger plus d'ouverture (voir Hobson, 2008). Hobson a avancé que le contrôle du gouvernement était probablement dans l'intérêt de Hillier, qui avait lui-même mis en place une équipe pour revoir et contrôler la divulgation de l'information sur l'Afghanistan au public et aux médias à travers le processus d'accès à l'information (Hobson, 2008, p. 36).

Le tandem communication politique/communication militaire qui tend vers l'instrumentalisation des médias n'est pas de bon augure pour les relations armée-médias. Dans la perspective des relations de pouvoir qui s'y exercent, le gouvernement avait une stratégie claire, même chose pour l'armée. Qu'en est-il des médias ? Il n'est pas certain que les journalistes intégrés et les responsables des rédactions aient collectivement mesuré l'ampleur des rapports de force auxquels ils devaient faire face.

En juin 2008, les responsables d'affaires publiques et les responsables des médias nationaux se sont rencontrés au ministère de la Défense nationale à Ottawa pour discuter du programme des médias intégrés. Des représentants du Bureau du Premier ministre, de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères y ont également pris part. Un certain nombre de questions ont été discutées, parmi lesquelles : l'information durant les verrouillages de communication (*lockdown*), les reportages des médias externes sur les incidents, les images des véhicules endommagés, les entrevues des collègues des soldats blessés, le reportage qui ne concerne pas les Forces canadiennes et le gouvernement du Canada, le reportage sur le terrain, le reportage sur le développement, la mobilité du *pool*, la formation pré-déploiement des journalistes, etc. (Thompson, 2008).

Le compte rendu de la rencontre indique que les responsables des médias ont soulevé, entre autres, la question du règlement qui interdit de filmer les véhicules après un incident et ont demandé si des images pouvaient être prises à distance. Les responsables d'affaires publiques ont indiqué que ces images permettraient toujours d'identifier les véhicules et d'évaluer les dommages de combat. Les médias ont alors souligné que c'est un élément important de couverture en rappelant que les jeeps Iltis avaient été remplacées à la suite des reportages, soulignant le fait que ce véhicule ne pouvait pas protéger les soldats à l'extérieur de la base (Thompson, 2008, p. 4-5).

Les responsables des médias ont également exprimé de grandes réserves sur la disposition prévoyant un ratio de 80/20 sur le contenu des reportages journalistiques qui doit porter sur les activités de l'armée et du gouvernement. Ils ont avancé que tous les reportages avaient un impact direct sur le Canada, et les responsables d'affaires publiques ont consenti de retirer la disposition tout en gardant le principe général que le programme est axé sur les activités de l'armée et du gouvernement.

Les responsables des médias ont par ailleurs, là aussi, soulevé la question des sorties opérationnelles en pointant le fait que peu d'offres de sortie sur le terrain étaient présentées aux

journalistes à Kandahar. Les responsables d'affaires publiques ont justifié le faible niveau d'offres de sortie par des questions d'ordre logistique et sécuritaire.

Les représentants du *pool* (CBC, Radio-Canada, CTV et Global) ont suggéré au COMFEC, notamment, de considérer des sorties de trois jours ou moins, car les sorties plus longues étaient systématiquement refusées pour assurer une présence à Kandahar. L'armée a aussi suggéré au *pool* d'avoir une deuxième caméra pour faciliter une couverture élargie, mais les responsables ont invoqué des contraintes budgétaires. À cet égard, les responsables des médias ont indiqué que si l'armée fournissait une caméra pour enregistrer les conférences de presse à *KAF*, le représentant du *pool* pourrait sortir plus régulièrement. Là aussi, l'armée se retrouverait dans l'obligation de déployer un technicien supplémentaire, et les responsables militaires ont jugé peu probable la faisabilité de cette demande. Il est surprenant que les médias se soient attendus à ce que l'armée leur fournisse une caméra à *KAF* ; capter les images, c'est leur spécialité après tout. En 2008, les coûts de la couverture devaient être certes tenus en compte par les rédactions, mais c'était plutôt une fatigue médiatique généralisée qui s'était installée dans un programme qui permettait de parler de l'armée en Afghanistan sans montrer les véritables opérations contre les talibans ni les coûts humains et matériels de la guerre au-delà des cérémonies d'adieux.

Sur les nouvelles liées au développement, les médias ont avancé qu'elles étaient compliquées à couvrir, car les sites de développement étaient difficiles d'accès, ces nouvelles étaients moins attirantes pour le public et la durée des projets rendait laborieuse leur couverture. Les responsables des médias ont aussi souligné qu'aussi longtemps que les représentants civils du gouvernement canadien en Afghanistan n'avaient pas le droit de s'exprimer, les médias continueraient à s'intéresser plus aux opérations militaires et aux représentants de l'armée, qui eux, avaient la possibilité de s'exprimer et d'être cités.

Le compte rendu de la rencontre confirme que l'armée, à un moment donné, a considéré déplacer le programme des médias du camp principal *KAF* au camp Nathan Smith pour faciliter une plus grande couverture des questions de développement. Le document indique que l'idée était de « revitaliser le programme » avec l'intention de rapprocher les journalistes des opportunités de nouvelles (Thompson, 2008, p. 8), mais il est très facile d'imaginer le tollé qu'une telle mesure aurait suscité auprès des médias canadiens.

Durant l'année 2008, le programme des médias intégrés à Kandahar a accueilli un total de 122 journalistes intégrés (95 canadiens et 27 internationaux). Cette période couvre plus ou moins

les rotos 5 et 6. Pour les journalistes canadiens, on remarque un recul avec un passage de 132 journalistes en 2007 à 95 en 2008. Ce recul confirme une fatigue médiatique amorcée à la fin de 2007 avec une couverture qui commençait à être très répétitive. « À mesure que la guerre se prolongeait, nous avions couvert presque tout ce qu'il y avait à couvrir qu'ils offraient[101] », note Susan Ormiston de la CBC. Cette tendance ne sera pas inversée par la suite alors que le Canada s'achemine tranquillement vers la fin de la mission prévue en 2011.

CHAPITRE 9

LA CONTRE-INSURRECTION DANS LE DISTRICT DE DAND

Comme l'avait dit un citoyen afghan à la correspondante Nahlah Ayed au début de la guerre, l'Afghanistan sait offrir à la fois l'hospitalité et l'hostilité. Ces deux notions traversent la mission canadienne et se sont souvent retrouvées dans les récits des journalistes. Michèle Ouimet de *La Presse* a résumé l'accueil qu'elle a ressenti quand elle faisait du reportage non intégré :

> À Kandahar, je me suis parfois aventurée dans les restaurants. Par nécessité, bien sûr. Mon arrivée provoquait un silence gêné. Les hommes me regardaient avec une curiosité hostile. Le patron s'empressait de m'installer dans le fond du restaurant, quasiment dans les rideaux, et il lançait les menus sur la table d'un air maussade. Une certaine hostilité couve face aux soldats de l'OTAN. "Beaucoup d'Afghans détestent les étrangers parce qu'ils sont très durs avec nous, m'a raconté un médecin que j'ai rencontré à l'hôpital de Kandahar. Et les gens exècrent le gouvernement Karzaï parce qu'il travaille main dans la main avec ces étrangers" (Ouimet, 2007f).

Après sa captivité, Mellissa Fung de la CBC racontera que quand elle avait demandé à ses ravisseurs s'ils détenaient d'autres otages, l'un d'eux a insisté pour dire qu'« otage » était un mauvais choix de mot, car elle était leur « hôte ». Elle a rétorqué : « Vous poignardez vos hôtes et vous les enfermez dans des trous sous terre ? C'est ça votre idée de l'hospitalité ? » (Fung, 2011, p. 68). La jeune journaliste a vécu jusque dans sa chair l'absurdité de l'idée même d'hospitalité. L'enlèvement de Mellissa Fung a rappelé aux journalistes occidentaux que l'Afghanistan était pour eux un terrain inhospitalier. Pour la suite de la mission, des précautions supplémentaires s'imposeront pour les journalistes en situation de reportage indépendant.

Dans son ouvrage *Témoin de la guerre*, Adam Day du magazine *Légion* a décrit l'atmosphère chez les soldats canadiens lors de son intégration en 2008 :

> Pour le meilleur ou le pire, pour de bonnes ou mauvaises raisons, après ce séjour, j'ai quitté Kandahar en ayant l'impression que de nombreux soldats se contentaient désormais de "pointer". L'empressement qu'ils mettaient à établir des relations avec la population dont j'avais été témoin par le passé était devenu, eh bien, une chose du passé. L'agressivité était certainement présente, mais cela frisait maintenant l'hostilité (Day, 2010a, p. 189).

Le cheminement vers la fin de la mission canadienne sera marqué par le sentiment désagréable de réalisation que la guerre dans ce terrain inhospitalier allait encore coûter des sacrifices malgré l'impossibilité de la gagner. « Il y avait non seulement la possibilité pour ces soldats d'être tués à tout moment, mais également le fait que la complicité des civils avec les poseurs d'*IED* était désormais un fait établi parmi les fantassins, ce qui avait une foule de ramifications subtiles » (Day,

2010a, p. 190). C'est dans ce contexte de suspicion réciproque que l'armée canadienne va mettre en œuvre la guerre de contre-insurrection. Cependant, plus que toute autre menace, les *IED,* que le capitaine Simon Mailloux, une victime des bombes artisanales en 2007, a appelés « l'arme de la peur » (cité par Hunter, 2014, p. 50), continueront de représenter, pour les soldats et les journalistes intégrés qui suivent les convois de l'armée, le symbole le plus craint de l'hostilité en Afghanistan.

9.1 Couvrir le village modèle de Deh-E-Bagh

Alors qu'il prend le commandement à Kandahar le 19 février 2009, le brigadier-général Jonathan Vance explique alors aux médias intégrés que l'armée canadienne va se concentrer sur la sécurité de Kandahar pendant que les nouvelles troupes américaines, qui allaient bientôt se déployer, devaient mener le combat en territoire taliban. Durant le mois de février, huit journalistes sont intégrés (six canadiens et deux internationaux). La dernière fois que le nombre total de journalistes avait atteint 15 à la tente des médias remontait à décembre 2007.

Le brigadier-général Vance commande le quartier général de la force opérationnelle 5-09. Commandant de brigade à Edmonton juste avant son déploiement à Kandahar, Vance connaissait très bien les médias à la fois en contextes national et international. « J'étais, dit-il, officier des opérations de bataillon en Croatie dans les années 1990 pour deux tours et nous avons également eu affaire avec les médias là-bas. Donc, je dirais que je suis entré en Afghanistan avec une manière confortable de travailler avec les médias. J'étais à l'aise avec les médias et j'étais très conscient de leur importance ou de leur capacité de communiquer avec les Canadiens[1] ». Vance n'a pas pris part aux discussions sur la mise en place de l'intégration médiatique comme politique d'état-major, mais il dit qu'il soutenait le programme. Selon lui, l'intégration (*embedding*) est utile à montrer où l'armée, qui est une composante d'un acte politique, est utilisée comme instrument de pouvoir en permettant une couverture médiatique fiable, exacte et contextuelle[2]. Puisque l'armée est une institution fière, précise-t-il, montrer ses soldats en opérations est généralement une bonne chose :

> Ce sont de jeunes hommes et femmes qui travaillent fort, qui font ce que leur pays leur demande de faire, qui font face à des circonstances incroyablement difficiles et cela étant montré avec toute la qualité en évidence, cela reflète positivement l'institution des Forces armées canadiennes et le ministère de la Défense nationale. Et bien sûr, c'est une bonne chose de notre point de vue. Et cela aide toutes sortes de choses en ce qui concerne la compréhension canadienne de ce qui se passe, c'est parfois bon pour le moral national de voir leurs gens bien faire et être ainsi rapportés. Mais l'inverse peut être vrai, le jour où un mort et un blessé sont rapportés, nous ne le cachons pas, mais cela peut ébrécher le moral. Et c'est correct aussi[3].

En février 2009, les journalistes intégrés ont l'occasion de voir la nouvelle escadrille aérienne en action. Murray Brewster de La PC et Jennifer Madigan d'A Channel seront choisis pour accompagner la première mission de l'escadrille. Un hélicoptère Chinook, flanqué de deux Griffon d'escorte, a amené une section de soldats américains dans une base d'opérations avancée (Brewster, 2009a). Encore une fois, la relation privilégiée de Jennifer Madigan avec le *3 RCR* lui a permis d'être de la mission. La compagnie Novembre était impliquée dans cette première mission et le commandant en second a appelé Kandahar pour indiquer qu'il y avait deux places disponibles pour des journalistes à condition que l'un d'eux soit Madigan. Le service des affaires publiques à *KAF* s'est opposé à cette demande, invoquant qu'il y avait des médias nationaux qui devaient prendre part à la mission. Avec le veto du QG à Kandahar, Madigan n'avait d'autre choix que de négocier. « Je suis retournée à l'aérodrome de Kandahar, dit-elle, et j'ai conclu un marché avec l'autre équipe de télévision pour que je puisse y aller et j'allais leur donner mon matériel[4] ». Avec la promesse de partager ses images et ses entrevues, Madigan a pu ainsi accompagner la première mission de l'escadrille aérienne.

Au début de mars, Brewster rapporte qu'un nouveau manuel canadien des opérations de contre-insurrection vient d'être publié et qu'il allait dorénavant déterminer la façon de faire la guerre (Brewster, 2009b). Dans une entrevue à partir d'Ottawa, le général Andrew Leslie indique que le brigadier-général Vance allait avoir l'occasion de mettre en pratique le contenu du nouveau manuel de contre-insurrection qu'il avait contribué à rédiger (Brewster, 2009b). À ce moment-là, le plan d'opération *Kantolo* est en place pour mener la guerre de contre-guérilla.

Durant cette période, les médias integrés vont rapporter la mort de plusieurs soldats canadiens tués par des IED. La menace des bombes artisanales était toujours une haute priorité de l'OTAN. C'est dans ce contexte que débute la roto 7 avec le groupement tactique du 2e Bataillon du *Royal 22e Régiment* sous le commandement du lieutenant-colonel Jocelyn Paul en avril 2009. Les journalistes de la roto 7 vont entendre beaucoup parler de la stratégie contre-insurrectionnelle que doit mener le général Vance.

À la mi-avril, le vétéran Matthew Fisher du *National Post* fait savoir que la ville de Deh-E-Bagh, dans le district de Dand, au sud de Kandahar, fera l'objet d'une attention soutenue dans le cadre d'une nouvelle stratégie afghano-canadienne visant à vaincre l'insurrection ville par ville (Fisher, 2009a). Le brigadier-général Jonathan Vance indique que c'est une opération complexe ciblant les communautés au niveau très local et où les Afghans joueront un rôle de premier plan

(cité par Fisher, 2009a). L'article ne le mentionne pas nommément, mais il s'agit en fait du début de l'opération *Kalay I* dans la vallée du Panjwai. *Kalay* (village en langue pachto) est l'opération qui met en branle la nouvelle stratégie de contre-insurrection qui consiste à nettoyer et à sécuriser la région de Kandahar village par village et à la reconstruire avec des partenaires civils et locaux. Les journalistes intégrés vont certainement sentir la nouvelle approche sur le terrain. Pour Jean Laroche du *Journal de Québec*, qui est aussi venu couvrir le contingent québécois, la chose la plus intéressante de son expérience a été le contact avec la population afghane et le fait d'aller au cœur des villages rencontrer les gens[5].

La contre-insurrection est essentiellement une guerre de l'information que les talibans gagnent facilement. C'est ce qu'avance le professeur Thomas Johnson de la Naval Postgraduate School, en Californie, dans une dépêche de La PC qui fait mention de la nouvelle stratégie canadienne de contre-insurrection : « L'objectif est de créer des "villages modèles", où une activité normale quotidienne et économique peut s'épanouir dans un environnement sécurisé sous la direction de dirigeants afghans locaux », écrit colin Perkel (2009b). Le journaliste indique que les détails exacts de l'opération en cours ne peuvent être révélés, à la demande de l'armée. Cependant, cette fois-ci, la teneur de la dépêche a contrarié le commandement, mais il ne s'agit pas de sécurité opérationnelle. « La nouvelle stratégie n'avait pas encore été dévoilée au plus haut niveau[6] », fait savoir l'OAP Godin. Mais, c'était plutôt une question de malentendu que de malice, explique-t-elle : « Le journaliste pensait que ce n'était plus sous embargo parce qu'il a changé de camp, il est venu à notre camp, le commandant lui en a parlé, en tout cas c'était notre erreur à nous de pas avoir rappelé que non, non, c'était encore sous embargo[7] ».

Le 23 juin, le brigadier-général Jonathan Vance et d'autres officiels canadiens et afghans participent à une *choura* avec les leaders locaux du village de Deh-E-Bagh, dans le district de Dand. Cette fois-ci, c'est le grand jour, et le service des affaires publiques a convié les journalistes intégrés. Pour la première fois, le nom de l'opération *Kalay* est mentionné dans la presse par Craig Pearson, le nouveau correspondant du *Windsor Star* (CanWest News Service) qui vient d'arriver pour un séjour de six semaines. Les Afghans semblent avoir choisi le futur plutôt que le taliban, commente Pearson (2009a), dans un article portant un titre souvent utilisé par les journalistes intégrés tout au long de la mission (« Gagner les cœurs et les esprits des Afghans ») : « Nous essayons de passer de la sécurité au bout d'un fusil, qui est la défense, à la sécurité humaine », déclare le commandant Vance tout en qualifiant la nouvelle approche de point tournant pour le

Canada en Afghanistan (cité par Pearson, 2009a). Le correspondant de la CBC et du *pool*, James Murray, notera que le général Vance avait rencontré durant des mois, dans un secret presque total, les leaders locaux en posant une simple question : « De quoi avez-vous besoin, vraiment besoin, pour recommencer ? » (CBC Television – *Saturday Report,* 2009). Révéler les opérations de la guerre aux médias au moment opportun planifié par l'armée, c'est ça aussi la guerre de l'information. La stratégie de contre-insurrection dans le village modèle était connue depuis des mois, et le commandant avait commencé à l'opérationnaliser sur le terrain, mais son annonce officielle devait correspondre aux objectifs de communication du commandement.

Deux jours plus tard, Pearson rapporte la visite du général américain Stanley McChrystal dans le village modèle de Deh-E-Bagh. « Les Canadiens ont fait un travail incroyable ici », note McChrystal, en soulignant que l'initiative devait être reprise ailleurs (cité par Pearson, 2009b). « Dans la ville de Deh-E-Bagh, les insurgés ne veulent rien dire, ils ne sont pas pertinents. Ce que nous devons faire, c'est simplement répandre ça de plus en plus », affirme le général Vance, qui supervise la stratégie canadienne de contre-insurrection (cité par Pearson, 2009b et Perkel, 2009c). Les médias ont rapporté la mise en place de cette nouvelle stratégie opérationnelle, mais il n'est pas certain que tous les journalistes voyaient à ce moment-là une différence avec ce que l'armée canadienne faisait dans le passé. À la question de savoir la chose la plus intéressante de son expérience, Colin Perkel répond que c'était de voir comment la guerre était menée à ce moment et comment le peuple afghan composait avec ça[8]. À cet égard, Deh-E-Bagh était un microcosme intéressant sans être représentatif de la nature de la guerre.

Dans le village modèle, le service des affaires publiques de l'armée canadienne n'a rien ménagé pour que la *choura* soit un succès médiatique. Stéphanie Godin, qui était aux premières loges à titre d'OAP de l'Équipe provinciale de reconstruction, explique le nouveau contexte opérationnel :

> C'était une nouvelle stratégie qui était la stratégie du *ink spot*. L'idée, c'était qu'on travaille sur un village. En fait l'idée, c'était de travailler sur plusieurs villages en même temps, mais nous, notre équipe, on travaillait sur un village, à le sécuriser complètement, construire les infrastructures, que les gens à l'intérieur du village se sentent en sécurité, et que bon qu'il y ait du travail disponible. […] Le portrait d'un taliban, c'est pas les hauts dirigeants tout le temps, c'est souvent des fermiers qui essaient juste d'avoir un petit peu plus de sous pour nourrir leur famille. Donc l'idée, c'était que si ces gens-là sont sécurisés, ils n'ont pas besoin de ces revenus-là et peut-être qu'ils vont eux-mêmes dire non aux insurgés, vous ne rentrez pas ici. Donc c'était la théorie, donc nous, on a mis beaucoup, beaucoup d'efforts sur un village en particulier[9].

Les médias intégrés avaient déjà couvert les *chouras* des centaines de fois durant la mission et avaient déjà parlé de la « guerre des cœurs et des esprits ». Cependant, avec un intérêt médiatique pour la mission en général sur le déclin, la stratégie de contre-insurrection n'a pas bénéficié de toute l'attention journalistique dans la perspective plus large de l'« approche de tout le gouvernement ». Au moment de la *choura* de juin, James Murray de la CBC était le seul journaliste de la télévision pour le *pool* tandis que Colin Perkel, Craig Pearson et Colin Freeze étaient les trois seuls journalistes canadiens de la presse écrite accrédités dans le programme des médias intégrés à Kandahar[10].

Comme les autres commandants de la force opérationnelle, le général Vance avait à sa disposition une cellule des opérations d'information. Ce type d'opérations vise, dit-il, à changer le comportement ou à influencer le comportement des personnes qui sont encore indécises ou à essayer d' « indiquer aux Afghans ou à toute autre audience ciblée ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons[11] ». La dimension des opérations d'information n'était pas nouvelle dans la mission canadienne, mais elle est cruciale dans une guerre de contre-insurrection. La stratégie expérimentée par l'armée canadienne essaie alors de détourner les villageois du district de Dand de l'insurrection en échange d'une participation rémunérée aux projets de reconstruction et de développement.

9.2 Le fixeur Jojo est mort

En Afghanistan, les fixeurs ont été un maillon clé du journalisme de guerre. Le journalisme non intégré, qui était essentiel à la couverture des médias, était pratiquement impossible sans leurs services. Le 10 mars, la tente des médias à Kandahar et les rédactions au Canada sont en émoi à la suite de la mort du fixeur surnommé Jojo. De son vrai nom Jawed Ahmad, Jojo était une figure connue par les journalistes intégrés. Principalement fixeur du réseau CTV, Jojo offrait aussi ses services de guide, traducteur et preneur d'images à d'autres médias canadiens en Afghanistan. Il circulait en voiture quand un autre véhicule s'est rangé à côté du sien et qu'un tireur a fait feu, l'atteignant à la poitrine et le tuant sur le coup (Brewster, 2009c ; Galloway et Smith, 2009). « Nous lui avons fait confiance pour nos vies à Kandahar et nous sommes profondément attristés que la sienne se soit terminée si violemment », souligne, dans le bulletin de CTV, la présentatrice Lisa Laflamme, qui l'avait bien connu (CTV – *CTV News,* 2009a). Le président de *CTV News*, Robert Hurst, lui rend également hommage : « C'est une perte pour le journalisme afghan, en plus d'être une perte pour le journalisme international et le journalisme canadien » (cité par Brewster, 2009c).

Les organismes Canadian Journalists for Free Expression (CJFE) et Reporters sans frontières (RSF) ont également publié des communiqués déplorant la mort du collaborateur afghan. Dans un blogue, Manon Globensky de Radio-Canada témoigne :

> Jojo savait ce qu'il faisait, il comprenait les dangers auxquels s'exposaient des étrangers dans sa ville : ne pas prendre d'habitudes, changer de voiture tous les jours pour se déplacer, ne pas s'attarder à un endroit plus de 20 minutes. Jojo était extrêmement business, il aimait l'argent rapide. Il connaissait tout le monde, avait les mains dans plusieurs affaires à la fois. Il souriait beaucoup, parlait un anglais qui sortait tout droit des films d'action qu'il aimait tant (Globensky, 2009).

En octobre 2007, Jojo avait été arrêté à Kandahar par les forces spéciales américaines et détenu par la suite durant près de 11 mois à la base militaire de Bagram, près de Kaboul, sous des accusations d'être un combattant ennemi. Plusieurs médias, dont CTV et des organisations de défense des droits journalistiques, avaient activement réclamé aux autorités américaines de porter des accusations formelles ou alors de libérer le journaliste. Une action en justice a été entreprise à cet effet. Ces organismes avaient décidé de se porter à la défense de Jojo, car ils estimaient que sa détention faisait partie d'une tactique plus large des militaires pour intimider les médias en Afghanistan et en Irak (Brewster, 2011a, p. 188).

Les médias avaient rapporté que son sort était dû aux contacts fréquents qu'il avait avec les talibans. « Mais comment peut-on travailler comme reporter dans le sud de l'Afghanistan sans contacter les taliban [sic] ? », s'était défendu le fixeur auprès de Reporters sans frontières au moment de sa libération en septembre 2008 (Reporters sans frontières, 2008b). « C'est son puissant réseau de contacts qui le rendait si précieux. Mais c'est ça, aussi, qui a causé sa perte », note Michèle Ouimet de *La Presse*, qui avait rencontré le « jeune, brillant [et] allumé » fixeur à Kandahar (Ouimet, 2009a).

« Il est devenu la cible de l'armée américaine[12] », explique Barry Acton, le caméraman du réseau Global qui avait eu recours aux services de Jojo lors de son intégration en 2006. Global n'ayant pas voulu offrir un salaire à Jojo, c'est le concurrent CTV qu'il l'avait en fait embauché. D'après Murray Brewster, Jojo avait reçu des menaces de la part des forces spéciales américaines dès l'été 2007, et son accès facile à l'aérodrome de Kandahar avait été considérablement réduit (Brewster, 2011a, p. 185-186). Aux dires des militaires canadiens qui soupçonnaient Jojo d'être informé par les Talibans lors des attentats-suicides, ce qui pour eux expliquait ses images exclusives, le correspondant de La Presse canadienne rétorquera ceci : « C'était une affirmation

totalement ridicule qui montre largement l'ignorance de certains en uniforme quant à la façon dont les journalistes faisaient leur travail dans les zones de guerre » (Brewster, 2011a, p. 187).

Référant à son expérience avec Jojo, Barry Acton explique le rôle déterminant des collaborateurs locaux :

> "Fixeur" est le terme que nous utilisons le plus souvent. Ils traduisent pour nous, ils cherchent l'accès, ils ont les contacts. Donc, c'est important. C'est une partie intégrante de ce que nous faisons. Nous ne pourrions pas le faire sans eux. Ils facilitent en quelque sorte nos expériences en dehors de l'armée. Les militaires n'aiment pas ça parce qu'ils perdent le contrôle de ce que nous faisons et de ce que nous couvrons et de la manière dont nous le couvrons[13].

Visiteur régulier de la tente des médias sur la base de l'OTAN, Jojo était apparu sur le radar des services de renseignement à Kandahar, et ses communications cellulaires étaient vraisemblablement sous écoute. L'officier d'affaires publiques Marc Thériault, qui était à Kandahar durant la roto 1 en 2006, dit que Jojo offrait plus que des images aux médias :

> Il offrait tout : "Avez-vous besoin d'un véhicule blindé ? Avez-vous besoin de ci, de ça ?". Puis un moment donné, il offrait plus que des véhicules blindés, il avait des armements, il savait que l'alliance cherchait à acheter sur le marché pour pas que ce soit utilisé contre l'alliance. Il jouait sur tous les côtés. Donc, à quel point Jojo, comme fixeur, a-t-il pu utiliser le couvert ou les bonnes informations des médias pour favoriser l'information qu'il ensuite rendait disponible à d'autres ? Je ne le sais pas. Mais il est légitime de se poser la question. Ça avait donné lieu à beaucoup d'indignation de la part des médias lorsque Jojo s'était vu interdire l'accès à Kandahar Air Base, à *KAF*, parce que le côté du renseignement avait dit : Ce gars-là trempe dans tout, ça a aucun sens[14].

Dans une entrevue accordée à Paul Workman de CTV lors de sa libération, Jojo a fait savoir qu'il avait été battu et qu'il avait subi d'autres mauvais traitements et avait accusé aussi l'armée canadienne d'avoir informé les Américains qu'il constituait un risque (CTV – *CTV News,* 2008b). Plus tard, Jojo dira à Brewster de se rappeler que : « Les journalistes n'ont pas de droits dans cette guerre » (Brewster, 2011a, p. 188).

Ceux qui avaient connu le jeune journaliste souriant et entreprenant avant son incarcération ont plus tard remarqué son changement. Brewster dira qu'il avait été surpris de découvrir un Jojo transformé, loin de l'attrait occidental qui avait exercé un fort ascendant sur lui (Brewster, 2011a, p. 188). Mellissa Fung écrira aussi que le séjour en prison avait aigri Jojo, qui estimait que la moitié des prisonniers à Bagram étaient des Afghans comme lui, battus et devant souffrir uniquement sur la base de soupçons (Fung, 2011, p. 160).

Au lendemain de la mort du fixeur de CTV et collaborateur de plusieurs médias canadiens, de nombreux articles lui ont rendu hommage. « Je suis tombée sous le charme de Jojo, comme tous les journalistes étrangers. J'ai été séduite par son intelligence vive, touchée par l'attachement

viscéral qu'il éprouvait pour son pays déchiré par la guerre », confie Michèle Ouimet (2009a). La chute de la chronique de Rosie DiManno (2009a), la correspondante du *Toronto Star*, en disait long sur l'appréciation que le jeune homme avait suscitée chez plusieurs journalistes : « Un collègue et un ami cher. Je suis tellement désolée, Jojo ».

Au-delà de l'infortune de Jojo, les fixeurs ont joué un grand rôle dans le journalisme de guerre en Afghanistan. Grâce à eux, les correspondants intégrés ont pu couvrir la dimension civile du conflit en reportage indépendant. Les fixeurs disposent d'un savoir local indispensable pour que les correspondants étrangers puissent opérer efficacement dans un territoire culturel et linguistique qu'ils ne maîtrisent pas. La négociation de l'accès aux sources locales en dépend. Par ailleurs, les fixeurs jouent un rôle de conseil auprès des correspondants et offrent une certaine protection dans un environnement hostile. Le fixeur est un élément crucial de la gestion du risque. Plusieurs journalistes interviewés ont témoigné du fixeur comme gage de sécurité. Enfin, les fixeurs participent au processus de production de l'information par la collecte d'images et la réalisation d'entrevues avec les sources locales[15].

9.3 Les affaires publiques et la contre-insurrection

Pour l'armée canadienne, mener la guerre de contre-insurrection impliquait plus qu'auparavant de mener une guerre de communication mettant à contribution le service des affaires publiques. La communication militaire vise à la fois le public canadien, à travers les médias intégrés, le public afghan, à travers les médias locaux et l'ennemi, à travers des campagnes d'information ciblées. Le général Vance croit que les officiers d'affaires publiques doivent être professionnels et faciliter le travail des médias intégrés en mettant de l'avant la vérité. Il décrit ici les rôles de facilitateur des médias et de conseiller du commandant :

> Je m'attends à ce que l'officier d'affaires publiques soit apte à comprendre le contexte plus large de ce qui se passe, à répondre aux questions *off the record* des médias pour les aider à se situer et je m'attends à ce que l'officier d'affaires publiques me conseille sur mon rôle, me fournisse conseil et soutien lorsque je traite avec les médias, que ce soit pour m'assurer de comprendre la nature de l'entrevue, s'il y a quelque chose de particulier que je dois savoir sur le journaliste, un intérêt particulier ou même s'il y a quelqu'un qui, dans le passé, a essayé de dénaturer les faits, nous faisons aussi nos devoirs. Et je m'attends donc à ce que l'officier d'affaires publiques soit un conseiller et m'aide dans l'accomplissement de mon rôle[16].

Le commandant de la force opérationnelle interagit quotidiennement avec l'équipe d'affaires publiques au QG. Chaque jour, et parfois deux fois par jour, l'OAP supérieur est présent avec le commandant pour suivre les briefings confidentiels fournis par les officiers supérieurs des

opérations. « Les affaires publiques sont dans la salle, note Vance, elles sont un membre précieux de l'équipe. Elles ont besoin de comprendre ce qui se passe et doivent comprendre mon opinion sur ce qui se passe[17] ».

L'équipe d'affaires publiques informe le commandant sur la couverture médiatique et les relations avec les journalistes intégrés, prépare ses interventions publiques et conseille celui-ci sur les enjeux communicationnels de l'intégration et de la mission. Dans le contexte de la stratégie « tache d'huile » à Dand, le général Vance était certainement l'interlocuteur le plus apte à expliquer et à défendre la contre-insurrection. « Nous essayons très fort de nous assurer que le visage de l'opération est quelqu'un qui mène les opérations[18] », indique Vance. Mais la disponibilité des commandants ne leur permet pas toujours de s'acquitter de cette tâche de communication, et c'est alors au service des affaires publiques de communiquer les messages clés de la stratégie opérationnelle.

Au moment de la rotation du QG de la force opérationnelle 5-09, la question des sorties journalistiques a été au menu des interactions entre le commandant et son équipe d'affaires publiques. Il faut que les médias puissent voir sur le terrain l'opérationnalisation du nouveau contexte de la mission.

> J'étais généralement tout à fait disposé, témoigne le général Vance, à amener les médias intégrés lorsque je me déplaçais dans la zone des opérations. Après un certain temps, il est devenu assez clair que beaucoup de rédacteurs en chef étaient très nerveux au sujet de leurs personnes quittant le camp et donc l'une des interactions que j'avais avec le personnel des affaires publiques était de savoir ce qu'il faisait pour que les journalistes soient mieux en mesure de quitter le camp, parce que vous ne pouvez pas grand-chose pour faire du bon reportage intégré de la sécurité de l'aérodrome de Kandahar. Vous devez aller voir ce qui se passe. Vous pourriez faire certaines choses à partir de l'aérodrome de Kandahar, mais pas tellement[19].

Au moment du premier déploiement du *Royal 22e Régiment*, en 2004, au cours de la roto 1 durant la phase I de l'opération *Athena* à Kaboul, le programme des médias intégrés n'avait que quelques mois d'existence, et les relations armée-médias se trouvaient dans une phase expérimentale. Avec le déploiement du *22e* en 2007, le programme d'intégration était plus rodé, et les relations armée-médias avaient mûri. « Les forces armées canadiennes ont choisi des officiers d'affaires publiques francophones pour accompagner le premier groupe, mais ils ont aussi doté des positions au Québec d'officiers d'affaires publiques qui connaissaient bien le Québec à différents postes pour pouvoir gérer la mission de là-bas mais aussi au pays[20] », explique le capitaine Mathieu Dufour, l'OAP du groupement tactique, qui a été recruté en 2007 à la base de Valcartier dans cette optique de renforcer les ressources communicationnelles.

À l'EPR au camp Nathan Smith, l'OAP Stéphanie Godin était certainement la plus concernée par l'approche des 3D préconisée par le gouvernement. Elle côtoyait les militaires, principalement de la force de protection, de la coopération civilo-militaire et des ingénieurs, mais aussi des membres de la GRC ainsi que des civils de Service correctionnel Canada, du ministère des Affaires étrangères et de l'ACDI.

> On engageait des Afghans, dit-elle, pour travailler sur la construction d'écoles ou n'importe quel projet, des puits, des routes, etc. Il y a certains projets par contre qui étaient en collaboration avec nos ingénieurs ou bien que c'est nos ingénieurs qui participaient à la construction ou quoi que ce soit. Donc, on avait un petit groupe d'ingénieurs militaires, mais c'était vraiment une approche pangouvernementale dans le *PRT* [EPR][21].

Comme d'habitude, les médias étaient basés à la base principale à *KAF,* et l'intérêt principal était centré sur les opérations du groupement tactique. À l'EPR, c'était toujours plus difficile d'attirer des journalistes. Contrairement à ses collègues du QG et du groupement tactique, l'OAP de l'EPR avait une plus large palette d'activités en affaires publiques. Godin a aussi travaillé avec les médias afghans, a offert du mentorat au directeur des communications du gouverneur de la province de Kandahar sur une base hebdomadaire et a monté un projet de formation en journalisme en collaboration avec d'autres partenaires canadiens qui ont fourni des fonds à cet effet dans l'optique du développement[22]. Les journalistes afghans qui collaboraient avec l'EPR pour des formations n'étaient pas dans le programme des médias intégrés.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la question de la reconstruction et du développement constituait déjà une pomme de discorde entre les médias et les autorités politiques et militaires. Avec la nouvelle stratégie de contre-insurrection et son approche « tache d'huile » dans les villages modèles, le service des affaires publiques est conscient des critiques. L'OAP Godin en témoigne :

> Les gens pourraient être portés à croire que parce que le gouvernement nous a dit clairement "vous allez mettre une emphase sur le travail du PRT", quand c'était ma roto à moi, les gens pourraient dire : "Ah, c'est une évidence claire que le gouvernement essayait de monter l'agenda pour les journalistes". Mais moi au contraire, je pense que c'était pour rétablir un déséquilibre parce que la couverture médiatique au Canada à ce moment-là était très, très focusée sur les opérations de combat, alors qu'il se passait plein, plein d'autres choses [dont] les Canadiens étaient pas au courant[23].

Cet objectif de rétablir l'équilibre dans la couverture médiatique a porté certains fruits grâce à la proactivité des officiers d'affaires publiques, mais, dans l'ensemble, l'intérêt des médias pour les projets de reconstruction et de développement est resté moindre par rapport au fort attrait des opérations offensives et très en deçà des attentes du gouvernement. En réponse au sentiment de

plusieurs journalistes selon lequel le service des affaires publiques voulait insister sur les nouvelles positives de développement, Colin Perkel de La Presse canadienne note une contradiction qui traduit le dilemme de l'armée dans la guerre de l'information : « J'étais d'accord, dit-il, pour couvrir certaines de ces histoires parce que la construction d'écoles, qui étaient très importantes, ce genre de choses se produisait, mais [les militaires] étaient déçus lorsque vous indiquiez le fait que malgré la construction des écoles, les écoles étaient détruites encore. Ils ne voulaient pas que ces informations soient diffusées[24] ».

Dans de nombreuses entrevues de cette recherche, les journalistes intégrés ont souvent questionné la répétitivité des histoires sur la construction d'écoles ou la construction des ponts qui rendait difficile leur couverture. Le contre-argument de l'OAP Stéphanie Godin est important à saisir dans le contexte particulier de la roto 7 et de la nouvelle stratégie de contre-insurrection :

> Le même argument pourrait servir pour les missions de combat, puis en fait, il y avait toutes sortes d'aspects à la mission qui fait en sorte que la construction, par exemple d'une école, mais c'est dans quel contexte ? […]. Ok couvrir la construction d'une route si on couvre ça en isolation, qu'on couvre la construction d'une autre route en isolation du contexte, ça peut devenir peut-être répétitif, mais si on le met dans le contexte de la stratégie plus large, ben là, ça devient intéressant. Même chose pour les missions de combat, si on fait juste couvrir le micro, ben ça devient répétitif, c'est quand on met ça dans le macro que ça devient intéressant[25].

Par ailleurs, comme nous l'avons évoqué dans d'autres rotations, Godin n'a pas caché les difficultés des médias avec les autres partenaires de l'approche « tout le gouvernement » en matière de rapidité de communication :

> C'est certain que du côté des militaires c'est plus facile, on a une directive, une politique qui nous permet de répondre aux médias quand les médias nous posent une question sans que on ait besoin d'approbations préalables ; tandis que tous les autres départements fédéraux gouvernementaux ont besoin d'une approbation préalable. Donc, les médias naturellement savent ça, savent que s'ils se tournent vers nous ils vont avoir une réponse rapide, s'ils se tournent vers les instances civiles, ça va être plus long[26].

Le brigadier-général Jonathan Vance savait bien sûr que l'ennemi avait déjà démontré des habiletés et une certaine efficacité à mener des campagnes d'information. Les porte-parole talibans étaient notamment souvent cités par certains journalistes intégrés à travers des témoignages recueillis par des fixeurs locaux. Vance revient sur la question de la propagande talibane et parle d'une évidence :

> Les talibans bien sûr, ils n'avaient pas de règles à respecter. Ils n'étaient pas responsables envers une nation ou une population, de rapporter avec précision, d'essayer de dresser un portrait aussi précis que possible et ainsi, ils utilisaient toutes les occasions pour que la situation semble beaucoup plus désespérée de notre côté et beaucoup mieux de leur côté[27].

Avec la guerre des *IED*, les talibans disposaient d'une arme redoutable contre les forces de la coalition internationale, mais les engins explosifs faisaient aussi des victimes civiles. La population locale devenait donc un élément déterminant de la communication de tous les belligérants. Le brigadier-général Vance admet que l'armée canadienne a parfois été prise de vitesse par la propagande talibane avant d'en tirer les leçons au cours de la mission : « Nous avons de mieux en mieux appris à communiquer avec les médias, en particulier les médias afghans, pour leur faire savoir que l'explosion qui vient de se produire n'est pas un char canadien qui vient de tirer dans une école. Cette explosion qui vient d'avoir lieu est un *IED* posé par les talibans qui vient de tuer une famille dans une camionnette[28] ». L'armée canadienne devait contrer les talibans sur le front de l'information, mais déplorait les méthodes d'un ennemi qui se foutait de toute considération morale. « Le problème avec un adversaire dans un environnement d'opérations d'information qui n'a pas vraiment un code d'éthique ou une pratique standard ou même une sorte d'obligation morale de rapporter la vérité, est qu'il utilise simplement les médias comme arme de guerre[29] », affirme Vance. Tout au long de la mission, l'armée canadienne a mené des opérations d'information principalement en direction de l'audience locale en Afghanistan. « Nos meilleures pratiques sont de dire que nous ne mentons pas. Nous essayons de rapporter avec précision, nous essayons de le faire en temps opportun et nos meilleurs outils sont généralement de mettre l'accent sur certaines choses plutôt que sur d'autres[30] », défend Vance. Le commandant de la force opérationnelle réfère ici aux principes directeurs. Comme l'a bien dit le sénateur américain Hiram Johnson lors de la Première Guerre mondiale, « la première victime de la guerre, c'est la vérité ». Tous les belligérants savent qu'il y a une grande marge entre « dire la vérité » et « ne pas mentir ». Dans les relations armée-médias, la démarche d'influence consiste certainement à « insister sur certaines choses et pas sur d'autres ». La démarche journalistique procède de la même manière, généralement pour des raisons différentes.

9.4 La continuité aigre-douce dans les relations

Durant la roto 7, les relations entre l'armée et les journalistes intégrés étaient toujours dans la même cohabitation fonctionnelle. Les journalistes ont apprécié un certain degré de coopération, mais les mêmes irritants, de part et d'autre, ont continué à caractériser les relations dans le programme sur le terrain. Les questions d'accès, de sécurité opérationnelle et de susceptibilité à certains reportages ont entre autres été soulevées.

De manière générale, les relations entre l'équipe d'affaires publiques du major Mario Couture et les journalistes intégrés étaient cordiales. Jean Laroche du *Journal de Québec* affirme qu'il a été bien accueilli, qu'il a bénéficié d'un excellent accès et parle même d'« un esprit de camaraderie »[31]. Pour un correspondant francophone, c'est un contexte plus familier avec les militaires de Valcartier. « Ils étaient contents de voir qu'on s'intéressait à leur travail, qu'il y avait un intérêt pour ça[32] », précise Laroche. Alan Waterman de la CBC évoque aussi la collaboration et la confiance envers les journalistes de la part de l'OAP du groupement tactique. « Il pouvait, dit-il, vous dire exactement où nous allions, ce que nous faisions, la route que nous prenions, tout. Il y a donc énormément de confiance et vous devez respecter cela. Donc, vous faites votre travail en tant que journaliste, mais vous respectez aussi le fait qu'il pourrait y avoir des choses, certains détails que si vous les laissiez sortir, pourraient mettre en péril des vies[33] ».

Le correspondant de la CBC note également la disponibilité de l'information au moment des décès. Les officiers d'affaires publiques donnaient l'information de fond, qui était le soldat tué, d'où il venait, quelle était son unité, comment il avait été tué et dès que le feu vert était donné, les journalistes pouvaient envoyer leurs reportages, décrit Waterman[34]. Il est arrivé un cas de rappel de l'information, mais c'était plutôt l'exception à la règle. Un officier d'affaires publiques avait déjà donné le feu vert pour la publication, mais il a avisé par la suite l'équipe de la CBC qu'il fallait encore attendre un peu. Cependant, la nouvelle avait déjà été envoyée à la rédaction. Waterman a rapidement alerté la rédaction à Toronto et la nouvelle a été rappelée 20 minutes après avoir été publiée en ligne.

En ce qui a trait aux relations avec les soldats, le cas de Jennifer Madigan est intéressant. La journaliste de la télévision locale A Channel avait suivi la compagnie Novembre dès la formation pré-déploiement avant de rejoindre les soldats en théâtre à cheval entre la roto 6 et la roto 7. Son parcours est particulier avec la relation de confiance qu'elle a su développer avec les soldats, mais elle est quand même passée par le processus normal de probation qui caractérise les relations armée-médias, de la réticence à l'acceptation. « Ils ont résisté que je sois là toute l'année, mais dès que je suis allée là-bas, parce que je pense que j'étais quelqu'un de la maison, j'étais vraiment beaucoup plus acceptée une fois arrivée là-bas et c'était comme si je faisais partie de cette cohésion[35] », confie Madigan. D'après elle, les soldats ont une certaine mentalité de ce que font les journalistes et parlent, à qui veut l'entendre, des fois où ils ont été brûlés par les médias[36].

Les militaires brûlés par des journalistes, voilà un trait récurrent des relations armée-médias qui explique en partie la méfiance permanente de l'armée envers les médias. Durant la guerre en Afghanistan, il est arrivé plusieurs fois que des déclarations des commandants et d'autres officiers causent à tort ou à raison des réactions négatives en provenance du ministère de la Défense nationale à Ottawa. C'est un appel désagréable qu'aucun militaire ne souhaite recevoir de la hiérarchie. Plusieurs militaires fuient les journalistes pour éviter de se retrouver dans ce genre de situations. Dans ses interactions avec la compagnie Novembre, la journaliste Jennifer Madigan a bien senti la nervosité des soldats, qui craignaient de se retrouver dans l'eau chaude en lui parlant, même si ses reportages étaient de type « intérêt humain ». Elle dit qu'elle devait constamment rappeler aux soldats qu'ils avaient le droit de parler de leur expérience : « "Vous pouvez parler de votre expérience dans le combat. Si je vous demande quelque chose en dehors de cela, vous m'arrêtez mais vous pouvez parler" parce qu'ils sont définitivement nerveux et encore une fois, ils parlent d'être brûlés et de leurs informations utilisées hors contexte[37] ».

Au-delà du fait que Madigan avait passé par un long processus de familiarisation en formation pré-déploiement, elle explique que sa présence sur le terrain a également fait la différence. « C'est comme si vous étiez ici pour raconter leur histoire et parce que tant de médias étaient bloqués à l'aérodrome de Kandahar, ils sont comme : "Oh quelqu'un est ici et va montrer aux gens ce que nous faisons"[38] ». Durant plusieurs jours, Madigan est restée avec les soldats dans les bases d'opérations avancées loin de Kandahar. « Si vous souhaitiez partir en patrouille avec eux, cela signifiait aussi beaucoup de choses pour eux comme si vous alliez sortir et risquer votre vie et que vous alliez montrer aux gens ce qu'ils font. Ils étaient très réceptifs à ça[39] », témoigne Madigan.

Grâce à sa relation privilégiée avec la compagnie Novembre, Madigan a bénéficié d'une attention que ses autres collègues n'avaient pas nécessairement. À la question précise de savoir si elle a eu un avantage par rapport à un autre journaliste qui ne connaissait pas bien les soldats d'une compagnie, Madigan répond : « J'ai eu accès à beaucoup de choses en dehors de la base auxquelles d'autres m'ont dit qu'ils avaient difficilement eu accès[40] ». Dans ce cas, la proximité de la journaliste avec une unité crée une différenciation de privilège en matière de facilité de sortie et d'accès. Puisque la compagnie Novembre avait confiance que Jennifer suivrait les instructions, cette dernière dit qu'elle sentait que les militaires lui donnaient beaucoup plus d'informations : « J'étais plus à l'aise d'être avec eux et j'avais un peu plus de liberté quand j'étais avec eux

aussi[41] ». Elle passait beaucoup plus par le commandant de l'unité que par les officiers d'affaires publiques à *KAF*. Madigan a eu accès plus facilement aux bases d'opérations avancées, y compris accès à l'Internet du poste de commandement, ainsi qu'aux patrouilles des soldats. Elle participait, entre autres, aux briefings confidentiels auxquels tous les journalistes n'avaient pas accès.

Est-ce que cette proximité avec le sujet est un défi pour le travail journalistique ? La journaliste concède que c'est une possibilité. « Je ne critiquais pas les soldats. Cela ne voulait pas dire que je ne pouvais pas critiquer la situation dans son ensemble[42] », défend-elle. Elle note que son statut de journaliste locale l'obligeait à écrire des histoires différentes de celles d'une journaliste nationale. On peut certainement formuler une hypothèse qui reste à vérifier par la recherche sur la différenciation des écrits entre les médias locaux et les médias nationaux en lien avec l'identification journalistique aux soldats.

Durant son séjour, la seule fois que Jennifer Madigan a subi une restriction a été quand les soldats lui ont demandé de ne pas filmer un prisonnier. En principe, les journalistes intégrés ne doivent pas montrer le visage reconnaissable d'un prisonnier. Mais depuis toujours, l'enjeu des prisonniers est d'une grande sensibilité pour l'armée. Madigan prenait part aux briefings confidentiels avec les soldats de la compagnie Novembre. Un jour, alors qu'elle participait à un *ROC drill*[43], la journaliste a senti la nervosité quand le sujet des prisonniers a été abordé. Elle témoigne de la sensibilité sur cette question :

> Avec moi, ils étaient comme : "vous pouvez rester dans la pièce si vous comprenez que cela ne doit pas être rapporté et éteignez votre caméra" et ensuite ce qu'ils disaient était si inoffensif, genre : "voici notre procédure pour les détenus, voici ce qu'il faut faire" et dans mon esprit, c'est comme : "il n'y a rien de controversé dans ce que vous dites" mais, ils sont très inquiets de ce qui peut sortir sur tout ce qui concerne les détenus[44].

Sur la question de l'accès aux opérations de combat, certains journalistes ont déploré le fait qu'il était difficile de les couvrir. Certains photographes et caméramans disaient qu'ils étaient frustrés de voir que des photographes et caméramans militaires bénéficiaient d'un meilleur accès au front alors qu'eux étaient souvent à l'arrière. Pour les images au front, couvrir la guerre n'était pas une chose aisée. Mike Heenan de la CBC a fait neuf voyages en Afghanistan. Il avait d'abord couvert la guerre pour CNN en 2001 puis pour Global comme journaliste intégré avant d'être engagé par la CBC en 2006. Heenan indique que ses expériences ont été marquées par la vie de camp à *KAF* et les patrouilles : « Vous ne faites que voyager. Nous avons vu très peu de combats réels […]. Et puis les deux fois dont je me souviens quand nous y étions, nous avons été obligés de

rester dans le VBL[45] ». Une grande partie des limitations pour les preneurs d'images du *pool* étaient néanmoins liées aux restrictions des rédactions.

Comme nous l'avons vu auparavant, les sorties en reportage sont basées sur des offres sollicitées par les OAP auprès des unités en opérations. « Quand moi je trouve des places, c'est pas nécessairement des places qui vont être sur la zone de combat première ligne[46] », explique l'OAP Mathieu Dufour. Généralement, lors des opérations cinétiques, les journalistes intégrés ne sont pas placés en position de tête. « La position du journaliste sera probablement pas celui qui va faire l'attaque de flanc à pied en pleine zone ennemie pour prendre de revers l'ennemi simplement parce que c'est dangereux[47] », précise Dufour. Il s'agit donc d'abord d'une question sécuritaire. Même s'il accompagne une opération, un journaliste n'est pas placé dans une position où le risque est très élevé. Durant la Deuxième Guerre mondiale, certains correspondants de guerre ont pu suivre la première vague d'assaut lors des débarquements, comme en Normandie. L'OAP Dufour explique que les considérations sécuritaires s'appliquent aussi aux fonctionnaires civils et même aux photographes militaires. « C'est juste qu'avec le photographe militaire, précise-t-il, je sais qu'il est entraîné pour se battre, c'est peut-être moins insécurisant pour moi que d'envoyer un journaliste[48] ». Par ailleurs, être à l'avant ne signifie pas que c'est la meilleure position pour couvrir une opération. Selon Dufour, le journaliste est placé en principe dans une position plus stable, où il peut couvrir l'ensemble du front, et pas nécessairement à l'avant, où il ne verra qu'une fraction de l'opération[49].

La question de l'accès des journalistes aux opérations de combat est aussi une question de volonté. « Il ne faut pas oublier que ces gens-là ne veulent même pas embarquer dans les opérations militaires pour la majorité[50] », note Dufour. Au-delà de la question de la durée des opérations, qui a été un obstacle pour certains journalistes qui ne souhaitaient pas trop s'éloigner de *KAF*, il faut souligner que le programme d'intégration permettait aux journalistes qui le désiraient de couvrir les opérations de combat. Après quelques années de guerre, certains journalistes avaient réussi à établir des liens avec certaines unités à force de couvrir des opérations sur le terrain. De sortie en sortie, le journaliste entreprenant bâtit des relations qui lui permettent d'avoir un plus grand accès. La répétitivité du contact est un atout dans la négociation de l'accès. Quand la confiance s'établit avec un journaliste, « les militaires vont probablement le laisser aller beaucoup plus proche, peut-être changer ses positions, ça va se négocier, d'ailleurs c'est ce que les photographes faisaient[51] », explique Dufour. Le champion en la matière était le photographe Louie Palu, qui a beaucoup

couvert les combats auprès des troupes. Il ne s'agissait pas des offres habituelles des officiers d'affaires publiques, mais des invitations personnelles des commandants qui avaient confiance en lui. Faisant écho à ce que d'autres journalistes ont également signalé sur l'accès aux opérations, l'OAP Dufour conclut : « Vouloir, c'est pouvoir[52] ».

La question du transport a été encore une fois soulevée par les OAP de la roto 7. La disponibilité du transport constituait une difficulté pour les journalistes sous contraintes rédactionnelles et un défi pour le service des affaires publiques. Stéphanie Godin, l'OAP de l'EPR, témoigne :

> Admettons que je leur préparais un programme dans le sens qu'il y avait plusieurs choses intéressantes qui allaient arriver dans la même semaine. Là, je planifiais un quatre jours puis je savais qu'il y avait un transport. Donc, je planifiais le transport, mais les journalistes me disaient "je peux pas venir passer quatre jours sur ton camp parce que s'il arrive quelque chose, un décès, moi il faut que je sois de retour à *KAF*". Mais moi je pouvais pas leur garantir qu'on pourrait les rapporter à temps parce que ça dépendait des opérations, ça dépendait de plein de choses. Donc, moi je pouvais pas leur garantir ça, donc il y en a qui choisissaient de pas venir[53].

L'OAP aurait souhaité une meilleure couverture des activités de l'EPR. « On faisait vraiment des beaux projets, avance-t-elle, puis d'essayer de le montrer aux Canadiens, je trouvais ça pas frustrant, mais difficile, c'était vraiment un défi[54] ». Ce défi a pu être particulièrement senti par le service des affaires publiques dans le contexte de la nouvelle stratégie de contre-insurrection qui avait besoin d'être publicisée au moment où l'intérêt médiatique avait faibli. En Afghanistan, les ressources limitées quant aux moyens de transport ont constitué un défi opérationnel plus large qui dépassait le programme d'intégration des médias. « J'aimerais bien avoir plus de transport pour mes médias tandis que les opérateurs, eux, aimeraient peut-être avoir plus de transport pour autre chose, donc c'est de faire le juste milieu dans tout ça[55] », dit Godin. Durant l'invasion de l'Irak, la question du transport des journalistes intégrés avec l'armée américaine s'était moins posée, car les journalistes étaient constamment en mouvement avec leurs unités d'attachement. Exceptionnellement, les grands réseaux de télévision comme CNN avaient leurs propres moyens de transport. Dans le modèle canadien, l'option d'autoriser le transport autonome avait déjà été envisagée. Après l'expérience de la toute première rotation de l'opération *Athena* en 2003, l'OAP Jay Janzen avait recommandé de « permettre aux journalistes d'utiliser des moyens de transport particuliers si c'est possible du point de vue tactique » (Janzen, 2004, p. 56). Si l'armée canadienne s'était montrée plus ouverte à cette option au temps des patrouilles en Iltis, il est très peu probable que la recommandation eût été considérée durant la mission de combat et dans le contexte des *IED*. Le transport est donc resté un défi logistique pour le service des affaires publiques.

9.5 L'appréciation mitigée des commandants

Comme la plupart des autres commandants, le brigadier-général Jonathan Vance a accueilli les journalistes intégrés dans son convoi protégé pour les visites aux troupes dans les bases d'opérations avancées. Pour celui qui a mis en œuvre la nouvelle stratégie de contre-insurrection, l'une de ses interactions avec les médias était de contextualiser les opérations en cours. « Je profitais de l'occasion au moins une fois durant un cycle d'intégration pour rassembler tous les intégrés [pour] un briefing contextuel ou un "voici la guerre de mon point de vue", *off the record*, sans être cité. Évidemment, information privilégiée, dans l'optique de fournir une sorte d'occasion intime avec moi pour comprendre ce que nous essayions de faire[56] ».

Le journaliste Alan Waterman de la CBC indique qu'il a eu de bonnes relations avec les commandants canadiens. Quand il est arrivé à Kandahar en mars 2009 avec un groupe de correspondants, le brigadier-général Jonathan Vance les a accueillis une semaine plus tard. Vance a dit : « Je veux m'excuser de ne pas vous avoir reçu plus tôt, vous devriez être ici depuis le premier jour parce que j'aime donner à tout le monde un briefing pour qu'ils sachent ce qu'ils regardent sur les cartes, qui sont les acteurs clés, à quoi ressemble la salle des opérations et tout le reste[57] », se rappelle Waterman. Durant près de deux heures, Vance a offert un briefing *off the record* complet des opérations à Kandahar. L'OAP Dufour confirme que les journalistes étaient conviés aux briefings opérationnels : « On leur donnait même souvent des informations qui étaient à caractère secret, ils avaient vraiment beaucoup d'informations[58] ». Ce type de briefings est très apprécié par les médias et traduit une relation de coopération.

Durant la mission canadienne en Afghanistan, l'un des plus grands défis des médias canadiens a été de comprendre et d'expliquer le contexte particulier des opérations en cours. Ce défi a été la conséquence d'au moins deux facteurs. Le premier facteur est lié à la configuration même de l'intégration, qui cantonne le journaliste à une vision étroite de la guerre. Ce que voit le journaliste est en général son horizon de reportage. Seuls quelques journalistes expérimentés sur les questions de défense pouvaient mettre en perspective les opérations tactiques dans un contexte stratégique plus large. Le second facteur a été l'absence d'un cadre formel de communication militaire et gouvernementale sur les aspects stratégiques de la guerre au-delà de quelques entrevues distillées au compte-gouttes. L'atmosphère paranoïaque de contrôle de l'information au Bureau du Premier ministre a exacerbé la situation et scellé toute avenue d'amélioration de la communication

stratégique gouvernementale malgré la recommandation du rapport Manley de mieux communiquer sur la mission. La conséquence de cet état de fait a été une couverture médiatique approximative sur les enjeux stratégiques de la mission canadienne en Afghanistan.

Au moment de la rotation de la force opérationnelle 5-09, le programme des médias intégrés avait déjà dépassé son âge de maturité. L'armée canadienne avait déjà suffisamment jaugé les risques associés à l'entreprise d'accepter des journalistes dans la formule américaine de l'intégration. Les bénéfices en valaient la chandelle malgré les réticences intégrées dans l'ADN de l'institution militaire. « Les reporters canadiens, en particulier ceux des médias grand public, que ce soit la vidéo ou l'imprimé, sont de bonnes personnes, des gens instruits, des gens qui ont souvent plus de vocabulaire que votre citoyen canadien moyen[59] », indique Vance. Dans les relations armée-médias, la question de la confiance va de pair avec celle de la méfiance. Confiance et méfiance sont deux faces d'une même médaille. « S'il y a du sensationnel à faire à partir d'une histoire, ils vont le faire parce que ça se vend et ça se vend bien[60] », explique Vance, selon qui la confiance est basée sur la compréhension de la nature de l'entreprise médiatique. Au lendemain du scandale de la Somalie, la phrase suivante aurait certainement sonné creuse, mais la mission en Afghanistan a permis un rapprochement réel entre l'armée et les médias canadiens. « Je pense que c'est un peu le respect et la compréhension mutuels du rôle de chaque partie dans un conflit[61] », résume Vance. Le programme n'était pas parfait, mais il était fonctionnel pour les deux parties.

Si le brigadier-général Vance dit qu'il a eu une bonne relation avec les journalistes intégrés en général, il note cependant qu'il ne respectait pas tous les journalistes de la même façon. « Certains d'entre eux étaient de meilleurs journalistes que d'autres, avance-t-il. Certains d'entre eux sont clairement arrivés et ont rapporté avec un peu de partialité, peu importe comment nous avons essayé de dire : "voici ce que nous essayons de faire". Le fait est que certains d'entre eux viennent avec un peu de penchant politique ou ont leurs biais[62] ». Il déplore le reportage qui utilise les faits, mais en les détournant de leur contexte au détriment de l'intégrité journalistique. Vance ajoute : « Le conflit afghan et la participation du Canada était un sujet chaudement débattu et discuté à fond. La mission en Afghanistan était quelque chose qui galvanisait les opinions et ainsi, certains journalistes ont rapportée en essayant de renforcer l'opinion de ceux qui étaient en faveur et [l'opinion] de certains de ceux qui étaient contre la mission[63] ».

Pour illustrer ses relations avec les médias intégrés, le colonel Gregory Burt, qui commandait l'ELMO, a donné deux exemples, l'un positif et l'autre négatif. Il a certainement pris avec un grain

de sel un article de Jean Laroche dans *Le Journal de Québec* sur les séries de hockey et les soldats à la Maison du Canada à *KAF*. « Ils sont tous avec les chandails du Canadien de Montréal et j'arrive avec un chandail des Bruins de Boston et je me suis assis juste à côté de lui », décrit Burt. Le lendemain, l'article de Laroche décrit la scène et parle du « traître » colonel (Laroche, 2009). L'article décrivait l'atmosphère du moment, dit Burt, qui a apprécié en fait le travail de Laroche. Ce dernier est allé voir les soldats de l'ELMO dans le Panjwai. « Il est venu sur les opérations avec nous aussi et il a écrit de bonnes histoires[64] », note le commandant.

Le colonel Burt revient aussi sur une entrevue de 45 minutes qu'il a eue avec un journaliste et qui l'a déçu de par l'angle de traitement et surtout le titre du papier publié. L'entrevue avait couvert différents éléments, mais l'article est axé sur un seul angle. En octobre 2009, Bill Graveland de La Presse canadienne a en effet publié une dépêche sur l'absence d'incitatifs financiers qui pousse les soldats afghans à quitter Kandahar (Graveland, 2009a). L'article porte en réalité sur la cessation d'une prime de risque dans la zone dangereuse au sud et cite le colonel Burt en ces termes : « En d'autres mots, le gars qui fait son tour de garde à Kaboul reçoit la même prime que celui qui se fait tirer dessus chaque jour dans le sud » (Graveland, 2009a). D'après Burt, l'entrevue parlait d'arrêt de la prime, mais la rédaction de l'agence a parlé de coupes de salaires. Cela réfère en effet au titre d'une dépêche non signée de la section « Broadcast Wire » de l'agence (*Pay cut prompting many Afghan soldiers to quit in Kandahar*) (The Canadian Press – The Broadcast Wire, 2009). « Et ça a provoqué un gros scandale. Alors j'ai dit au journaliste : "Je ne pourrai plus te parler". "Ce n'était pas moi, c'était le rédacteur". "Vous n'avez aucun contrôle sur le rédacteur ? Je ne vous parle plus"[65] », se rappelle le colonel Burt, qui avait reçu un appel des autorités militaires afghanes à propos de l'article. Dans les médias, il est vrai que le journaliste n'a pas toujours le dernier mot sur les titres publiés. C'est le pupitre qui a cette prérogative. Le choix d'un titre accrocheur qui ne reflète pas la teneur d'un échange est néanmoins un risque de brûler sa source.

Pour Burt, le travail des médias en Afghanistan souffrait de certaines lacunes. « Je pense, note-t-il, que les médias ne semblaient pas comprendre parfois quelles étaient les priorités nationales[66] ». Cette critique est mieux compréhensible dans le contexte de la stratégie militaire, qui consistait à former l'armée afghane et à développer ses capacités opérationnelles, et dans le contexte de la guerre de contre-insurrection. Durant la mission canadienne, il y a eu un hiatus médiatique entre les nouvelles de reconstruction et de développement et les nouvelles de sécurité.

Avec un gouvernement conservateur très axé sur le contrôle de l'information et l'antagonisme avec la presse, les journalistes se sont montrés très suspicieux du réalignement sur la reconstruction et le développement, en y voyant le prétexte d'une démarche visant à cacher les aspects négatifs de la dimension sécuritaire. Pour les médias, la véritable guerre, c'étaient les opérations contre l'ennemi et le sacrifice occasionné par les *IED* et non les projets de développement dans les villages avec les gouvernements corrompus à Kaboul et au niveau provincial et local.

Comme d'autres l'ont fait, le colonel Burt déplore le déséquilibre dans la couverture journalistique. Si les médias s'intéressent aux bas et non aux hauts de la mission, quelle image le public reçoit-il à la maison, s'interroge-t-il[67]. Beaucoup dans l'armée canadienne considéraient que les nouvelles des médias étaient centrées sur les points faibles comme les décès.

> C'était aussi des nouvelles que Deh-E-Bagh en Afghanistan nous a acceptés et que des écoles ont été construites et que des irrigations et des éclairages ont été faits et que l'on faisait de l'asphalte et des fossés d'irrigation, ces choses sont à peine connues. C'était un village en train d'être recréé, des gens vont à l'école, des écoles sont construites et ils aident à la construire. Ce sont les points forts[68], défend le colonel Burt.

Pour lui, un décès est une nouvelle ponctuelle qu'il faut toujours replacer dans un contexte particulier. Lorsque les policiers et les pompiers sont tués, les médias rapportent aussi le bon travail qu'ils faisaient, mais ce n'est pas le cas avec les soldats, déplore Burt : « Si la perte d'un soldat aide une communauté à avoir une école, vous voyez ce que je veux dire, où est cela ?[69] ». Avec une couverture médiatique déséquilibrée, le gouvernement et l'armée canadienne avaient l'inquiétude que l'opinion publique ne soutienne pas la mission, et une guerre impopulaire n'est certainement pas bonne pour le moral des troupes ni celui de la nation.

9.6 La sécurité opérationnelle

Depuis le début de la mission canadienne en Afghanistan, chaque rotation a eu à gérer l'enjeu de la sécurité opérationnelle en lien avec la couverture des médias. Plusieurs cas de violations ont été relevés par le service des affaires publiques à Kandahar. Cependant, la plupart des violations étaient considérées comme mineures et n'ont pas mené à une procédure de désaccréditation. Par rapport aux premières instructions pour les médias de 2003, certaines dispositions sur l'information à ne pas divulguer avaient été clarifiées et quelques autres avaient été ajoutées en fonction des cas survenus dans différentes rotations. Dans les règles d'intégration de novembre 2008, on note, entre autres, cette nouvelle insertion : « Des précisions concernant la visite de dignitaires avant que le commandant de la FOI-Afg en ait autorisé la publication et la confirmation du lieu visité par les

dignitaires lorsque des incidents se produisent dans le théâtre » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2008a, p. 17).

L'OAP Mathieu Dufour indique que durant la roto 7, parmi les journalistes intégrés qui ont couvert la mission, certains comprenaient très bien le principe de la sécurité opérationnelle alors que d'autres en avaient une compréhension moyenne. Il fait savoir que l'application des règles de la sécurité opérationnelle est souvent perçue comme du contrôle sans que les journalistes aient compris toutes les subtilités[70]. Il donne un exemple sur la mention de noms. Dufour raconte qu'une journaliste de La Presse canadienne avait fait une entrevue avec un officier des relations civilo-militaires avec des informations en *background,* dont un nom qui ne devait pas être publié. Dans le premier envoi, le nom a été mentionné et l'OAP a demandé qu'on enlève le nom. « Il y avait eu une violation là, dit Dufour, peut-être pas une violation grave, compromettante, mais quand même une violation[71] ». Les règles d'intégration précisent, par exemple, qu'un journaliste ne doit pas révéler l'identité des tireurs d'élite, des pilotes, des agents de renseignements et des policiers civils sans autorisation préalable.

Un cas de violation des règles a impliqué une équipe de télévision française qui avait réussi à se faire inviter dans le périmètre canadien sans passer par le processus d'accréditation formelle. D'après l'OAP Stéphanie Godin, les journalistes ont notamment filmé des interprètes et des tours de communication du camp, enregistré des conversations en cachette et pris des photos à l'intérieur des véhicules militaires[72]. Pour Godin, qui avait pourtant briefé brièvement l'équipe à son arrivée, ce cas lui a démontré l'importance du processus formel d'accréditation où les journalistes s'engagent à respecter les règles d'accréditation et reçoivent un briefing officiel plus élaboré[73]. L'équipe française, dont les agissements ont été portés à l'attention du service des affaires publiques à *KAF,* a été obligée de quitter le camp Natham Smith.

Godin a aussi donné l'exemple où un journaliste peut rapporter un événement tout en respectant la sécurité opérationnelle. En patrouille avec une unité de la coopération civilo-militaire attachée à l'EPR, Colin Perkel de La Presse canadienne a écrit un article sur les soldats qui voulaient savoir si les habitants avaient entendu parler des élections, mais personne n'était au courant (Perkel, 2009a). À la fin de la dépêche, Perkel a brièvement mentionné un incident: « Un véhicule afghan se dirigeant vers le groupe de soldats n'a pas réussi à s'arrêter immédiatement, comme ordonné. Un soldat canadien a tiré une seule balle dans le sol en guise d'avertissement. L'homme s'est arrêté. La foule d'Afghans qui vaquait à ses occupations ne semblait pas

impressionnée » (Perkel, 2009a). Godin, qui était là, note que le journaliste s'est concentré sur la méconnaissance des élections et non sur l'incident. « Pendant cette patrouille-là, indique-t-elle, on a eu une escalade de la force, donc les journalistes auraient pu rapporter ce qui se passe lors d'une escalade de la force mais ça c'est protégé, c'est OPSEC parce qu'on veut pas dévoiler nos processus[74] ». Pour elle, cet incident traduisait en quelque sorte le rôle de l'intégration à double titre. D'abord, être présent sur le terrain : « De le vivre soi-même aussi en étant à pied et non dans un véhicule, c'était peut-être hors de l'ordinaire ». Ensuite, ne pas tout dire : « C'est ça aussi être *embedded*. C'est de comprendre, ok si je dévoile cette information-là, la prochaine fois la vie des soldats sur le terrain peut être en danger[75] ».

Durant la mission canadienne, les attaques de roquettes sur la base militaire de Kandahar ont continuellement rythmé la vie de camp pour les soldats et les journalistes accrédités. Vu le nombre minimal de victimes des engins tirés par les talibans sur la base, les roquettes constituaient plus une nuisance, avec les déclenchements des sirènes d'alerte de tirs et l'obligation de prendre refuge dans les bunkers de béton, qu'une véritable menace sécuritaire. Les journalistes intégrés à Kandahar avaient connu plusieurs de ces attaques de roquettes, d'habitude imprécises, sans que celles-ci suscitent un intérêt de reportage, mais quand l'une d'elles a causé une victime, les médias en ont parlé.

En mars 2009, Murray Brewster a publié une dépêche indiquant qu'une roquette avait tué un entrepreneur civil et blessé six autres personnes à Kandahar, selon des renseignements fournis par un responsable de l'OTAN (Brewster, 2009d). C'était le premier décès attribuable aux roquettes en plus de trois ans. Quelques mois plus tôt, Andy Fryer, le commandant britannique responsable de la sécurité à Kandahar, avait noté que la base subissait en moyenne cinq attaques à la roquette par mois, à raison d'au moins deux roquettes par attaque (cité par Weber, 2008).

Pour la télévision, couvrir une attaque à la roquette n'a jamais cependant été une chose facile en l'absence d'images. Cette difficulté est bien sûr liée à la sécurité opérationnelle, comme en témoigne la journaliste Jennifer Madigan d'A Channel : « Je me souviens que CTV m'a appelée parce qu'ils étaient propriétaires de notre compagnie et m'ont demandé de faire un reportage sur [le cas où] le gars avait été tué. C'est là que, pour des raisons d'OPSEC, nous ne pouvions rien dire sur l'endroit où elle [la roquette] a atterri ou ce qui est arrivé[76] ». CTV a mentionné l'attaque ayant causé un décès civil, mais Madigan n'a pas pu faire un topo avec images. Dans les règles d'intégration, la disposition suivante enjoint aux journalistes de ne pas divulguer « des

renseignements sur l'efficacité du camouflage, de la déception, du choix des objectifs, du tir direct et indirect (ex. attaques à la roquette, même à l'intérieur du périmètre de l'aérodrome de Kandahar), de la collecte de renseignement et des mesures de sécurité de l'ennemi » (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2008b, p. 16[77]).

L'OAP Godin a mentionné un cas inusité dans les relations armée-médias. Des journalistes français ont demandé au service des affaires publiques de fournir un transport pour aller voir des écoles que l'armée canadienne construisait. En fait, il s'agissait d'écoles pour filles qui étaient en construction par des compagnies afghanes sous contrat avec l'armée canadienne. Godin explique que la demande des journalistes a été refusée : « Nous, on leur disait mais non, si les militaires étrangers, des étrangers point qui sont là, il risque d'y avoir des représailles exactement contre les gens qui construisent l'école ou les étudiantes ou le professeur, les enseignantes ou qui que ce soit, si les talibans se rendent compte que ces écoles-là sont financées par les étrangers[78] ». En octobre 2007, un article de Dene Moore avait souligné les défis de l'éducation féminine dans un contexte de violence meurtrière contre des écolières et des enseignants ainsi que de destruction de plusieurs écoles (Moore, 2007c). D'autres journalistes ont écrit sur la question. À son retour durant la roto 7 en juillet 2009, Moore a reparlé d'autres attaques contre des écolières et rapporté que la plupart des écoles étaient fermées en raison des menaces des talibans (Moore, 2009a). Dans ce contexte, même l'armée canadienne prenait le soin de ne pas se présenter sur les chantiers qu'elle finançait pour éviter des représailles à l'endroit des écoles. « C'est sûr que la demande peut sembler irraisonnable […] mais une fois qu'on expliquait le raisonnement, les médias comprenaient très bien pourquoi[79] », relate l'OAP Godin. Ce cas est particulier à un double titre. Il constitue une restriction de couverture en raison de la sécurité, mais il ne touche pas directement aux opérations militaires. Par ailleurs, même si l'OAP Godin fait savoir avec raison que l'armée ne tentait pas de cacher quoi que ce soit et qu'un agent de l'ACDI a parlé aux journalistes en révélant que le progrès sur la question était lent (Godin, 2013, p. 46-47), ce cas illustre quelque peu la difficulté, évoquée ailleurs dans cet ouvrage, de couvrir les aspects de développement et de reconstruction qui étaient pourtant mis de l'avant dans l'approche pangouvernementale canadienne.

9.7 La susceptibilité à certaines nouvelles

Dans les relations armée-médias, certaines nouvelles et images publiées par les médias suscitent des réactions négatives de la part de l'armée sans qu'il ait eu nécessairement violation de

la sécurité opérationnelle ou des règles d'intégration. Le contrôle de l'information n'est pas uniquement déterminé par l'enjeu de la sécurité opérationnelle, mais il est aussi lié à la teneur du message en dépit des circonstances qui ont présidé à sa publication. Communiquer la guerre, c'est polir le message. Le rôle des affaires publiques est de prévoir autant que possible et d'anticiper les aspérités dans les messages, mais il y a toujours des impondérables. Nous verrons quelques exemples signalés dans la couverture des rotations 7 et 8.

Le réseau Global a diffusé un reportage au jour de la Saint-Valentin sur les amours à la base militaire de Kandahar. Dans ce reportage de routine (*soft news*), on peut entendre une coordonnatrice d'événements militaires noter qu'il y a des romances qui se créent sur la base : « Je veux dire, c'est le paradis pour une femme ici, sérieusement. Il y a tellement d'hommes » (Global News, 2009). Le topo du journaliste Stuart Greer précise néanmoins que les soldats sont strictement soumis à la politique de non-fraternisation, mais que les cours de salsa du centre de récréation américain constituent l'exception à la règle du toucher. Le reportage sur les Cupidons n'a pas plu à tout le monde. Les journalistes accrédités à Kandahar l'ont su quand un officier d'affaires publiques s'est présenté à la tente des médias pour parler à l'équipe de Global. Ils ont alors su que le reportage avait suscité des réactions au Canada. « Ils pensaient que pour le moral à la maison, nous ne devrions pas en parler. […] Ils étaient très inquiets que les gens à la maison seraient comme : "Aïe, qu'est-ce qui se passe avec mon mari ou ma femme là-bas"[80] », témoigne la journaliste Jennifer Madigan. Ce cas ne concerne pas vraiment les règles d'intégration, mais la susceptibilité démontrée traduit plutôt l'importance pour l'armée du moral des familles des soldats.

Dans la même veine, il arrive aussi parfois que des soldats s'inquiètent des images qui parviennent à leurs familles à la maison. Quand des soldats ont visionné une vidéo d'une escarmouche tournée par Jennifer Madigan, ils lui ont demandé si les images avaient été diffusées. « "Nos familles voient cela ? C'est effrayant", "Oh mon dieu, maintenant ma femme va être fâchée"[81] », ont-ils confié à la journaliste. Il ne s'agit pas ici d'un cas de contrôle, mais d'inquiétudes personnelles légitimes des soldats. De manière plus générale, la susceptibilité des familles des militaires aux informations et aux images de guerre a toujours constitué un point sensible pour les armées, qui cherchent alors à en resserrer le contrôle.

Dans les relations armée-médias, les histoires négatives retiennent toujours l'attention. Au cours de la roto 7, un média a réalisé une entrevue avec le chef du poste de police dans le village modèle de Deh-E-Bagh. « Il était couché, je pense qu'il avait même pas de chemise, sur un matelas

pendant qu'il répondait aux questions. Il y avait des plants de marijuana pas trop loin, en tout cas ça a vraiment mal paru[82] », se rappelle l'OAP Stéphanie Godin. Ici aussi, le cas n'est pas lié au contrat d'intégration à proprement parler, mais il renvoie à une attitude expectante permanente au sein de l'armée d'une couverture médiatique positive. Les nouvelles sur des sujets controversés ou sensibles et des nouvelles perçues comme négatives sont en général susceptibles de provoquer des réactions d'insatisfaction de la part de l'armée.

Dans un autre registre, un incident a créé des tensions entre les soldats et une équipe de la CBC en mars 2009. Le journaliste Alan Waterman et son caméraman avaient tourné des images à la suite d'un incident à l'explosif artisanal en patrouille qui a coûté la vie à deux soldats canadiens du *3 RCR* et à un interprète afghan[83]. Les images étaient crues avec les soldats qui mettaient les parties des corps dans les housses mortuaires. Comme CBC était en situation de *pool*, l'équipe devait partager toutes les images de l'incident avec les réseaux partenaires CTV et Global (Radio-Canada s'était déjà retirée de l'entente). Waterman a prévenu les réseaux partenaires du caractère cru des images en espérant qu'ils les utiliseraient en conséquence. Le reportage de Waterman au téléjournal *The National* ne montre aucune image crue[84]. Ici, on se rappellera que le « bon goût » à l'heure du souper est toujours une préoccupation des journalistes et des rédactions.

Cependant, la section web de la CBC a publié l'entièreté des images brutes en ligne. Waterman n'a pas tardé à entendre la réaction furieuse des soldats :

> "Vous les abrutis avaient tous mis en nous montrant en train de mettre des morceaux de nos copains dans les sacs". J'ai dit : "Quoi ? Ce n'était pas dans mon histoire". "Non, c'est en ligne". J'ai regardé et j'ai dit : "Oh mon dieu, chaque image est là". Je suis devenu fou furieux. J'ai téléphoné Toronto : "Retirez ce truc de fou immédiatement. Ce n'est utile pour personne à la maison. Ils comprennent ce qui se passe, ils n'ont pas besoin de voir une main et une pièce, un morceau de chair entrant dans un sac. Cela ne sert aucun but. De plus, cela me met dans une situation difficile avec les gars avec qui je dois vivre ici parce qu'ils sont maintenant sur notre cas"[85].

Les images ont été retirées du site Internet de la CBC, mais le mal était déjà fait pour les soldats de la compagnie Novembre. Waterman a parlé de l'incident d'images publiées par mégarde au général Vance. Ce dernier a dit : « Désolé, mes gars sont en colère contre vous, mais ils savent que c'est ça la réalité et ils savent qu'ils ont une caméra avec eux. C'est ce qui se passe[86] », confie Waterman. Le service des affaires publiques a promis de parler aux soldats pour calmer la situation. Encore une fois, les paramètres et les paliers organisationnels internes des médias ont une incidence sur la publication de l'information même si ce n'était pas l'intention du journaliste sur le terrain. Par

contre, c'est ce dernier qui doit gérer l'ire des soldats et négocier l'accès subséquent en conséquence.

En fait, les soldats étaient d'autant plus en colère qu'ils pensaient dès le départ que la scène n'avait pas été filmée. Le caméraman de la CBC avait caché le fait que sa caméra tournait lors de la récupération des corps. Quand les soldats de la compagnie Novembre ont terminé leur tour, Waterman a tenu à s'excuser en indiquant que c'était une erreur et que tout ça n'aurait pas dû se produire[87]. Cet épisode a créé un conflit et a certainement compromis la relation de confiance entre les soldats et l'équipe intégrée de la CBC. Comme ça se fait régulièrement dans les rédactions des médias, le journaliste a fait preuve d'autocensure dans son propre reportage, mais les images ont été publiées par quelqu'un d'autre qui n'a pas exercé le même jugement sur la nécessité de publier versus les risques de mauvais goût. Cela est lié à ce que Gans appelle la « considération de l'audience » (Gans, 1979, p. 241). Il est clair que de telles images crues n'allaient pas passer la rampe éditoriale en général rigoureuse du téléjournal de la CBC. Le relâchement semble lié au fait que c'étaient des images brutes destinées à être publiées sur Internet.

9.8 Les progrès de la contre-insurrection, entre renforts et *IED*

Alors qu'on s'achemine vers la roto 8, la guerre de contre-insurrection se poursuit dans un environnement toujours volatile. Durant le mois de juillet 2009, les Forces canadiennes et américaines vont subir plusieurs pertes en raison d'une intensification des attaques talibanes par des *IED* et des attentats-suicides. Le 3 juillet, les journalistes intégrés rapportent la mort du caporal Nicholas Bulger du 3e Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*. Ce 121e décès canadien a retenu un peu plus d'attention, car Bulger était dans le convoi du général Vance, juste à quelques mètres derrière. Le véhicule de Vance était passé au-dessus de l'engin explosif sans déclencher la charge. Dans le reportage de James Murray de la CBC, l'hommage du général sera appuyé : « Nick était un membre précieux de mon équipe tactique. Il a voyagé avec moi depuis le début de cette rotation en Afghanistan. Même s'il s'agissait de son premier déploiement à l'étranger, il se comportait toujours comme un soldat d'infanterie expérimenté » (CBC Television – *The National,* 2009a). Plusieurs commandants canadiens avaient fait un point d'honneur d'emprunter la même route que leurs soldats malgré la menace des engins explosifs. Comme Vance, d'autres l'avaient échappé belle sur les routes dangereuses de l'Afghanistan. Les talibans n'auront jamais l'occasion de faire de la propagande sur la perte d'un commandant canadien.

En juillet, Matthew Fisher de CanWest News Service a rapporté, entre autres, le transfert de responsabilité entre les Canadiens et les Américains pour la zone nord de Kandahar. Il est ensuite allé rendre visite aux soldats de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) dans leur poste avancé en territoire ennemi. Le correspondant du *National Post* écrira que le commandant de l'ELMO, Gregory Burt, disait souvent à ses troupes et aux Afghans, qu'ils avaient la tâche de former, qu'entraîner une armée requérait « le courage de David, la sagesse de Salomon et la patience de Job » (cité par Fisher, 2009b). Durant la roto 7, les journalistes intégrés ne se bousculaient pas pour aller visiter les soldats de l'ELMO loin de Kandahar. Les visites de Matthew Fisher ont bien sûr enchanté le commandant Burt, qui avait une bonne relation avec le correspondant du *National Post*. « Matthew Fisher sortait beaucoup et il était respecté parce qu'il racontait beaucoup de choses et il n'y avait pas de glorification, c'étaient des faits. C'est ce que j'ai aimé chez lui[88] », confie Burt. Ce dernier avait connu les visites des médias dans le passé durant les opérations de maintien de la paix à Chypre, en Croatie, en Somalie et en Bosnie, même si c'était très différent de l'intégration. Il se souvient bien, entre autres, de la couverture en Somalie, et, bien sûr, de l'excitation médiatique au moment du scandale[89].

Pour le commandant Burt, la relation avec les médias intégrés à Kandahar avait mal débuté. « La priorité canadienne était d'aider les Afghans à s'aider eux-mêmes, note-t-il. Bâtir la capacité de leurs forces pour pouvoir se gouverner eux-mêmes[90] ». À partir de 2006, les membres de l'ELMO étaient chargés de former et de conseiller les troupes de l'armée afghane. Quand Burt a pris la responsabilité de l'ELMO en présence de ses homologues afghans en 2009, les médias avaient été invités à la cérémonie de passation des pouvoirs, mais aucun journaliste intégré ne s'est présenté, car c'était tôt le matin, à 8 h. Cette absence a grandement déçu le commandant de l'ELMO. S'il y avait eu un mort, Burt se dit convaincu que les journalistes auraient été là[91]. « J'ai dit, se rappelle-t-il : "Nous sommes une priorité et vous ne vous êtes pas présentés à notre défilé". Alors, à chaque fois qu'ils voulaient une entrevue avec moi, j'ai dit "Oui, à 7h 30". "Eh bien, c'est trop tôt !", "Eh bien, tant pis !"[92] ». Les relations armée-médias en Afghanistan ont été souvent caractérisées par une disparité entre les attentes de l'armée sur ce qui devrait être couvert par les médias et ce que les médias considéraient comme des événements intéressants et importants. En général, les médias intégrés ont couvert les cérémonies officielles à Kandahar. Ce sont des événements de routine importants. Pour les médias, néanmoins, une cérémonie de passation de pouvoir de la force opérationnelle ou du groupement tactique n'a pas la même valeur

informationnelle qu'une passation de pouvoir d'un commandement inférieur. En 2009, seuls les « faits marquants » des événements de routine pouvaient susciter un intérêt élevé des médias. Contrairement à l'EPR, qui avait à sa disposition un officier d'affaires publiques, l'ELMO pouvait compter sur l'OAP de la force opérationnelle à Kandahar pour organiser les entrevues et les visites. Burt ne s'est pas gêné à faire comprendre à l'OAP que les journalistes qui voulaient lui parler devaient se conformer désormais à l'heure matinale. Entre février et août 2009, la période de la roto 7 du *Royal 22e Régiment*, 55 journalistes ont été comptabilisés dans le programme des médias intégrés, dont 35 canadiens et 20 internationaux. Très peu d'entre eux sont allés couvrir l'ELMO. Les médias ont certes parlé du village modèle de Deh-E-Bagh, mais l'intérêt journalistique a porté encore beaucoup sur la guerre de nettoyage et de sécurisation plutôt que sur la guerre de reconstruction. Avec les agences La Presse canadienne, CanWest News Service et le *pool* (CBC et Global), le *Globe and Mail* a été le seul quotidien canadien à maintenir une présence quasi ininterrompue dans le programme d'intégration entre mai et août 2009.

Juillet 2009 aura été le mois le plus meurtrier pour les forces de l'OTAN depuis le début de la guerre, avec plus de soixante-dix soldats tués, dont cinq canadiens. « Oui, il y a des moments où nous avons des morts ou des blessés au combat, mais ce n'est rien en comparaison des tués et blessés que comptent les insurgés lorsqu'ils nous font face », affirme le brigadier-général Jonathan Vance, qui parle de déroute de l'ennemi (cité par Perkel, 2009e). Sans oublier que la guerre des *IED* qui menace en permanence les Canadiens occasionne également un lourd tribut civil : « Les militaires canadiens estiment que pour chaque soldat de la coalition tué par une explosion, la vie de douzaines d'Afghans est fauchée » (Moore, 2009b). Citant un rapport de l'ONU, Moore a parlé de 1013 victimes civiles durant la première moitié de 2009.

Le 20 août 2009, les journalistes intégrés couvrent les élections présidentielles en Afghanistan, la plupart à partir de Kaboul. Les médias avaient auparavant rapporté les menaces talibanes sur le scrutin et les préparatifs des forces internationales, notamment la formation de la police afghane par l'armée canadienne. La veille du vote, Pierre-André Normandin fait savoir dans *Le Soleil* que le ministère des Affaires étrangères de l'Afghanistan a demandé aux journalistes locaux et étrangers de taire les incidents pendant la durée du vote afin de ne pas décourager les Afghans d'aller voter (Normandin, 2009a).

Le jour du scrutin, rien de spectaculaire ne s'est matérialisé en matière d'attaques talibanes. « En fin de compte, il n'a pas plu les roquettes », indique la dépêche de Dene Moore (2009c). « Un

vote timide sous les roquettes », titre *Le Soleil* (Normandin, 2009b). Pour Gregory Burt, commandant de l'ELMO, les élections s'étaient déroulées sans décès avec une bonne participation, sauf que certains médias se sont focalisés, déplore-t-il, sur les roquettes en toute fin du scrutin[93]. Qu'à cela ne tienne, le brigadier-général Vance, n'a pas manqué de signaler avec force l'« échec misérable » de l'ennemi : « Il n'y a pas eu une seule attaque-suicide dans Kandahar, alors que les insurgés promettaient de telles attaques à grande échelle » (cité par Normandin, 2009c). Le journaliste du *Soleil* notera alors que l'augmentation significative des patrouilles des soldats canadiens de l'EPR a pu contribuer à dissuader les talibans (Normandin, 2009d).

Radio-Canada et CBC avaient dépêché Jean-François Bélanger et Susan Ormiston pour la période des élections. Après son séjour à Kaboul, Bélanger est allé couvrir l'EPR, qui l'a emmené voir la guerre des cœurs et des esprits à Deh-E-Bagh : « Aujourd'hui, le village est paisible. Pas assez pour permettre à un étranger de se déplacer seul sans garde armée, mais suffisamment tout de même pour donner à la population un sentiment de sécurité », décrit Bélanger (SRC Télévision – *Le Téléjournal/Le Point,* 2009).

L'équipe de Radio-Canada accompagne alors Jocelyn Paul, le commandant du groupement tactique, dans une tournée des bases avancées. Le 6 septembre, une bombe artisanale emporte la vie du major Yannick Pépin et du caporal Jean-François Drouin. Bélanger et le caméraman Sylvain Castonguay étaient dans le même convoi vers le district de Dand. Bélanger écrira un récit poignant de l'incident :

> Notre blindé s'arrête. Un silence suit. Il me paraît durer une éternité. Puis j'entends la radio de bord : "Contact *IED*". L'écran vidéo devant moi retransmet l'image de la tourelle qui tourne sans arrêt, à la recherche "d'éléments hostiles".
>
> La porte du blindé reste fermée. Impossible de voir ce qui se passe. […]
> Puis, la tourelle pointe vers l'avant. Et ce que je vois alors sur l'écran est sans équivoque : le blindé qui se trouvait devant nous repose maintenant la tête en bas et son devant pointe vers nous. Il a été projeté en l'air sous le choc et est retombé face à nous. Je comprends alors d'un seul coup tout le drame qui se déroule devant mes yeux (Radio-Canada, 2009).

Bélanger, Castonguay et le réalisateur Bruno Bonamigo se trouvent dans d'autres véhicules à l'arrière du blindé qui a sauté. C'est un autre rappel que les déplacements sur les routes infestées d'*IED* constituent toujours un risque pour les journalistes intégrés. Référant à la fois aux risques du métier, à la relation avec les soldats et aux conditions de travail lors d'un incident, le récit de Bélanger est l'un des meilleurs reportages de la guerre. Il traduit bien le jeu de négociation entre l'armée et une équipe intégrée dans un contexte de stress opérationnel. Le caméraman Sylvain

Castonguay est allé porter secours aux blessés avant de tourner les images de l'incident au cœur de l'évacuation médicale par hélicoptère.

> Je demande, relate Bélanger, à aller vers l'avant moi aussi. Permission qui m'est refusée. Le lieutenant-colonel m'explique qu'il y a risque d'une deuxième explosion et qu'il ne veut prendre aucun autre risque. Je jette un coup d'œil vers l'arrière et je vois Bruno qui me fait signe : lui aussi a interdiction de s'éloigner.
>
> Je fais contre mauvaise fortune bon cœur et offre des lingettes antiseptiques au blessé qui revient vers notre véhicule en boitant. C'est un adjudant. Il a le visage maculé de sang. Des coupures superficielles heureusement. Il éclate en sanglots. Il a survécu contrairement à deux de ses camarades. Il est écartelé entre le soulagement, l'horreur, la rage, la tristesse, la culpabilité… […]
>
> L'un d'eux m'engueule lorsque je sors ma caméra, m'ordonnant d'arrêter de filmer. J'obtempère, me sentant un peu honteux, indécent. Mais en même temps, je me dis qu'il faut absolument trouver le moyen de raconter en images ce qui se passe sous mes yeux, de documenter cet événement.
>
> Heureusement, Sylvain continue à filmer sans être inquiété. L'adjudant Moreau l'a pris sous son aile. Il peut continuer. C'est ce qui compte. Il le fera avec grâce et avec retenue. Montrant les efforts héroïques des soldats pour venir en aide à leurs frères d'armes blessés. Il réussit même à obtenir de monter dans l'hélicoptère qui les évacue vers l'hôpital du Rôle 3 à Kandahar (Radio-Canada, 2009).

Très peu de journalistes intégrés ont vécu de si près ce type de situations. L'équipe de Radio-Canada a dû rebrousser chemin ce jour-là, mais elle a eu le sentiment d'avoir vécu une expérience exceptionnelle avec la chance de raconter par des images spectaculaires la réalité cruelle des soldats sur les routes impitoyables de l'Afghanistan. Même si l'intégration n'est pas basée sur la censure formelle, ces images ont été quand même vérifiées par l'armée avant leur publication. Bélanger n'a pas manqué de saluer son collègue caméraman : « Cette journée-là, il a fait doublement son devoir : son devoir d'homme et son devoir de cameraman » (Radio-Canada, 2009). Le lieutenant-colonel Jocelyn Paul a tenu également à envoyer une médaille du *Royal 22e Régiment* à Sylvain Castonguay pour sa conduite lors de l'incident.

Comme d'habitude, les médias intégrés étaient plus intéressés par la guerre des fusils et des *IED* que par la guerre des cœurs et des esprits. Une semaine après l'incident de Dand, des journalistes ont été invités pour assister à une distribution de vivres pour marquer la fin du ramadan, mais l'OAP Godin indiquera que les bureaux des médias ont empêché leurs correspondants de s'y rendre afin de couvrir un autre décès par *IED,* soit celui du soldat Patrick Lombard (Godin, 2013, p. 47).

Toujours à la mi-septembre, le général Walter Natynczyk, chef d'état-major de l'armée canadienne, est venu voir les progrès de la guerre de contre-insurrection en visitant le fameux village de Deh-E-Bagh. Dans une entrevue avec Bill Graveland, il a rappelé que les Canadiens y avaient beaucoup investi en créant des centaines d'emplois et que d'autres districts réclamaient d'être les prochains sur la liste (Graveland, 2009b). Ce que les journalistes intégrés semblaient

ignorer à ce moment-là est que l'opération *Kalay II* avait débuté quelques jours plus tôt pour étendre la stratégie contre-insurrectionnelle au-delà du village de Deh-E-Bagh. « Vous ne pouvez pas tuer une insurrection. Pour être efficace, vous devez combattre l'insurrection à travers le peuple », avait expliqué le brigadier-général Vance (cité par DiManno, 2009b). Rosie DiManno du *Toronto Star* avait demandé à Vance, si la stratégie portait des fruits, mais le général avait noté qu'il était tôt pour le dire, mais qu'il savait que les talibans n'aimaient pas trop ça, car ils n'avaient pas de réponse à ça (DiManno, 2009b). Selon une publication militaire américaine basée entre autres sur des entrevues avec des commandants canadiens qui ont servi à Dand, la guerre contre-insurrectionnelle menée par les Canadiens connaissait du succès, car les commandants talibans auraient demandé à leurs subalternes de ne pas attaquer les Forces canadiennes à Deh-E-Bagh puisque leurs soldats étaient en train d'aider les gens et ne causaient pas de tort (Meyerle, Katt et Gavrilis, 2012, p. 157). Mais tout ne peut être parfait, comme le prouve un incident dans le village modèle.

Le 28 septembre, le général Vance, a convié les journalistes à aller voir les progrès de la stratégie de contre-insurrection dans le district de Dand. « Il pensait que la route pour s'y rendre à travers les villages était sûre et nous étions comme : "Euh, nous ne pensons pas que c'est sécuritaire". Par nos fixeurs, nous savions un peu ce qui se passait. Mais il a dit : "Oh non, c'est sécuritaire, c'est sécuritaire !" Donc, il a dit : "Je vais vous montrer"[94] », raconte Gloria Galloway du *Globe and Mail*. Avant de prendre place à bord d'un LAV, Galloway a assisté au briefing matinal précédant le départ du convoi et précise qu'elle a senti une certaine nervosité : « Vous pouviez dire, dit-elle, que les gars qui allaient dans cette mission étaient comme "oh mon dieu, c'est comme de l'idiotie. C'est juste stupide[95] ». Un autre LAV était parti plus tôt en reconnaissance sur la route, et, au moment où il revenait à la rencontre du convoi du général, le véhicule a explosé sur un engin explosif artisanal. Il n'y a pas eu de décès, mais un soldat canadien a subi de multiples fractures à la jambe avant d'être héliporté à l'hôpital militaire de Kandahar.

Gloria Galloway (2009a) et Bill Graveland (2009c) ont rapporté l'ire du général Vance à Deh-E-Bagh :

> En particulier, il était furieux contre les gens de Deh-e-Bagh de ne pas avoir surveillé les routes et de ne pas avoir averti leurs protecteurs canadiens de la bombe. Il a ordonné au convoi de faire demi-tour et de retourner au village où il a convoqué une réunion immédiate – ou *choura* – avec les anciens du village. […]
>
> "Pourquoi est-ce que je sens que je suis le seul, avec mes soldats, à prendre la responsabilité de la sécurité ?" a demandé Vance, […]

> Puis vint la dernière menace. "Si nous continuons à exploser sur les routes, je vais arrêter de faire du développement. Si nous arrêtons de faire du développement à Dand, alors je crois que l'Afghanistan et Kandahar seront un projet qui ne pourra pas être sauvé" (Galloway, 2009a).

Par cet incident, Galloway illustre l'importance pour les journalistes intégrés de bien comprendre la relation avec l'armée. La couverture de l'incident et de la colère du général dans le village modèle n'a pas plu au service des affaires publiques. D'après la journaliste, une officière d'affaires publiques a verbalisé le fait que ça ne faisait pas bien paraître l'armée[96]. Le problème n'était pas tant la colère du général que la menace formulée à l'endroit des villageois, interprète Galloway : « La simple menace de représailles est apparemment un non-non militaire, il n'aurait pas dû le faire. Mais, il était tellement fâché qu'il l'a juste fait. Et, encore une fois, il n'a pas dit : "Je vais venir vous tuer", c'était juste quelque chose de stupide[97] ».

Pour Galloway, ce n'est pas le rôle du journaliste de bien faire paraître l'armée, mais le journaliste doit bien saisir le travail du service des affaires publiques qui « consiste à mettre le meilleur visage sur l'armée[98] ». Dans les relations armée-médias, il existe une tendance lourde quant aux réactions négatives de l'armée face à une couverture médiatique négative. Ce type de réactions négatives est monnaie courante au sein du service des affaires publiques, qui cherche toujours à discipliner les journalistes en dénonçant les nouvelles défavorables. Dans le cas de l'incident de Deh-E-Bagh, les journalistes ont rapporté la colère très publique du général Vance, et le service des affaires publiques leur a fait sentir la « susceptibilité institutionnelle » quant aux reportages négatifs. Aux dires de Galloway, la couverture de l'incident a certes irrité l'armée, mais le général avait une bonne relation avec les journalistes :

> Il était vraiment bon avec nous. Il était toujours dans les abris anti-bombes en train de fumer, de sorte que vous pouviez toujours sortir et discuter avec lui, mais après, il ne nous parlait pas vraiment. Donc, notre ligne de communication avec le général a été coupée. Il était vraiment un gars brillant, il est toujours un gars très brillant et vous pouviez voir pourquoi il était fâché et vous pouviez voir que n'importe quel humain normal aurait probablement fait ce qu'il a fait[99].

Durant le mois de septembre 2009, le nombre de journalistes intégrés à Kandahar avait légèrement augmenté par rapport aux mois précédents. L'afflux de renforts américains dans le cadre de la stratégie de contre-insurrection a occasionné des demandes d'accréditation supplémentaires de journalistes étrangers. Alors que certains mois dans le passé pouvaient s'écouler sans voir un journaliste étranger à *KAF*, les organes de presse comme *McClatchy News*, *Stars and Stripes*, *Reuters*, *Assaut Magazine* et *NATO Magazine* ont envoyé des correspondants dans le programme d'intégration canadien vers la fin de la roto 7. 2009 est l'année où le programme a enregistré le plus grand nombre d'accréditations internationales à 32 intégrés, soit 34 % du

nombre total. « Il y avait une demande des journalistes étrangers pour venir chez nous parce qu'on est beaucoup plus permissifs que les autres armées[100] », fait valoir l'OAP Mathieu Dufour.

Parmi les correspondants internationaux qui ont couvert la roto 7 se trouve Drew Brown du journal de l'armée américaine *Stars and Stripes*. Ancien soldat dans le 78e régiment de rangers américains, Brown avait couvert la guerre en Irak intégré auprès de la 3e division d'infanterie (*Army's Task Force 3-7 Infantry*), l'une des premières unités qui sont entrées à Bagdad. Brown s'est intéressé aux Canadiens pendant son année de purgatoire avec l'armée américaine. Il avait déjà couvert les Américains en Afghanistan en 2008, mais quand il a essayé de revenir, un officier d'affaires publiques lui a signifié qu'il avait écrit quelque chose qui a énervé un général américain et qu'il ne le laisserait donc pas s'intégrer dans son secteur. « Dans le processus d'intégration, la manière dont ils exercent leur contrôle est que lorsque vous écrivez quelque chose ou publiez quelque chose qui les met en colère, ils ne vous laisseront simplement pas revenir. Les Américains faisaient ça[101] », déplore Brown.

Avec la baisse marquée du nombre de journalistes canadiens, Drew Brown a reçu une invitation d'un officier d'affaires publiques canadien. Il avait d'abord couvert la roto 6 en septembre-octobre 2008, où il avait notamment suivi les soldats de la compagnie Novembre dans un village qui avait été bombardé près de la base Wilson et s'était retrouvé dans une embuscade où une poignée de combattants avaient essayé de contourner par le flanc une quarantaine de soldats canadiens et afghans. Selon Brown, la fusillade avait duré près d'une heure, mais personne n'avait été touché. Alors que les signes avant-coureurs des embuscades pouvaient être perçus, par exemple par l'absence de civils dans un coin, Brown note que les talibans ont changé de tactiques pour privilégier les *IED* : « C'est bien pire que de tomber dans une embuscade, d'attendre un *IED*, vous ne pouvez pas les voir. Il y a très peu d'indications[102] ».

Pour le journaliste du *Stars and Stripes*, le programme canadien était le meilleur pour un journaliste. « Je sentais, confie Brown, que les Canadiens avaient le meilleur programme parmi toutes les autres troupes de l'OTAN que j'ai couvertes en Afghanistan[103] ». Ce dernier trouve la preuve du professionnalisme des Canadiens dans le processus de publication au moment d'un décès, où les journalistes étaient convoqués ou réveillés pour apprendre qu'un incident était arrivé, et, après la notification de la famille, il y avait un briefing à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit pour donner les faits sur le décès[104]. Brown donne un autre exemple témoignant de son

expérience positive avec les Canadiens alors qu'il évoque sa couverture des « Vandoos » durant la roto 7 en 2009.

Un jour, il a suivi les soldats du *22e* dans le village de Zalakhan et, encore une fois, l'action était au rendez-vous. Brown raconte :

> Ils ont tendu une embuscade [et] tué trois combattants talibans, ils étaient à moto. Les talibans avaient un mortier de 60 mm. Ils avaient trois obus de mortier et ils venaient pour poser le mortier, pour tirer des mortiers à la base et les soldats canadiens avec qui j'étais leur ont tendu une embuscade et les ont tués. J'ai pris des photos de tout et c'était une embuscade proche, j'étais à 50 mètres quand ils ont été tués et j'ai pris des photos de tout ça. Quand cela a été fait, le lieutenant m'a mis de côté et m'a dit : "Hé, j'ai besoin que vous effaciez toutes ces photos que vous avez prises" et j'ai dit : "Je suis désolé de ne pas le faire. Et il a dit : "Eh bien, mon [inaudible] dit que vous ne pouvez pas prendre des photos de ceci. Donc, vous ne pouvez pas prendre [des photos] de ceci". Et j'ai dit : "Je suis désolé, ce n'est pas ce que disent les règles d'intégration. Je vais avoir cette conversation avec l'officier d'affaires publiques quand je serai de retour à Kandahar, mais je ne vais pas effacer ces photos. Il me regarde et me dit : "Eh bien, nous devrons être d'accord de ne pas être d'accord"[105].

Le lendemain, le journaliste est allé en patrouille avec les mêmes soldats, nerveux, car le lieutenant ne lui parlait pas. Quand il est retourné à *KAF*, il a raconté ce qui s'était passé et un officier d'affaires publiques lui a signifié qu'il n'y avait pas de problème. Parmi les photos publiées par Brown, l'une d'entre elles montre un combattant tué allongé par terre au milieu d'une route en plan large ; et une autre montre deux motos renversées au milieu de la rue (Brown, 2009). La photo du combattant tué ne viole pas les règles d'intégration, car il est impossible d'identifier le taliban.

Qu'est-ce qui explique alors la réaction initiale ? « Eh bien, ça montrait à quoi ressemblait la guerre. Cela montrait que la guerre consiste à tuer des gens[106] », précise Brown. Il explique que certaines règles interdisent aux militaires de prendre les photos des corps morts, car l'armée veut éviter qu'elles ne se retrouvent sur Internet ; et le lieutenant croyait que les mêmes règles s'appliquaient au journaliste. Brown utilise cet exemple pour montrer que les Canadiens ne l'ont pas censuré, mais il réfère à la question de la sensibilité des images de guerre, comme nous l'avons vu ailleurs dans plusieurs rotations.

Le 15 octobre 2009, la roto 8 a officiellement commencé à Kandahar avec le transfert entre le 2e Bataillon du *Royal 22e Régiment* et le 1er Bataillon du *PPCLI*. Sept journalistes canadiens sont accrédités à ce moment-là dans le programme des médias intégrés. Avec Matthew Fisher et Bill Graveland, Adam Day du magazine *Légion* est l'un des journalistes de guerre les plus expérimentés qui revient couvrir la nouvelle rotation. Les correspondants vont annoncer le transfert du commandement de l'hôpital militaire de Kandahar des Canadiens aux Américains. Cet hôpital avait été un grand symbole de l'engagement militaire canadien et un site privilégié, quoique litigieux, de

la couverture médiatique. À ce moment-là, le premier ministre Harper avait déjà confirmé que la mission militaire de combat allait se terminer en 2011.

Quelques jours plus tard, Gloria Galloway publie un article sur les progrès de la guerre de contre-insurrection avec le témoignage de quatre habitants du village de Deh-E-Bagh : « La stratégie, qui est actuellement reproduite dans des villages plus profondément dans le territoire des Talibans, semble fonctionner, mais sa viabilité à long terme est un point d'interrogation. Les habitants de Deh-E-Bagh affirment que la communauté modèle durera aussi longtemps qu'il y aura une présence canadienne et un afflux correspondant d'argent » (Galloway, 2009b). Les hommes interrogés sont ravis de déposer les armes pour nettoyer leur village moyennant une rémunération de 6 $ par jour.

Après sa formation sur le reportage en terrain hostile au Pays de Galles par la firme AKE, Jonathan Montpetit, un jeune correspondant de La PC, a débarqué pour la première fois en zone de guerre en octobre 2009. L'une de ses premières dépêches parle de la formation sur les *IED,* et ça ne sera pas long avant qu'il ne rapporte ses deux premiers décès par un engin explosif, à seulement deux jours d'intervalle (Montpetit, 2009a, 2009b). Selon le correspondant, le nouveau commandant sur le terrain, le lieutenant-colonel Jerome Walsh, s'attend alors à plus d'attaques avec l'arrivée de l'hiver (Montpetit, 2009c).

Dans le quotidien de l'intégration, il n'est pas toujours facile pour l'armée de prévoir les mauvais coups. Au cours de novembre, c'est une entrevue banale avec un officier médical qui va forcer l'armée à s'expliquer. L'entrevue en question a été menée par Montpetit avec un officier médical de la force opérationnelle qui lui a indiqué que l'armée comptait donner le vaccin de la grippe H1N1 aux prisonniers afghans. C'était à une époque où il y avait une pénurie du vaccin antigrippal au Canada et il y avait une grande file d'attente au Canada pour les personnes qui essayaient de se faire vacciner, rappelle Montpetit[107]. La déclaration de l'officier médical ne sera pas bien accueillie à Ottawa et à Kandahar. Montpetit raconte :

> Il n'a manifestement pas compris qu'il s'agissait d'une grande histoire. Et il disait : "Ouais ouais, c'est exactement ce que nous faisons". Et alors je suis allé voir l'officier d'affaires publiques. J'ai dit :"Regarde, je vais écrire l'histoire mais je veux te faire signe parce que c'est une relation de travail. Je ne veux pas bousiller quelqu'un et je lui ai donc dit : "J'ai besoin d'une citation pour cette histoire, je vous préviens, cela va causer une grosse tempête de merde au Canada"[108].

De fait, la ministre de la Santé du Canada a réagi négativement à la nouvelle de La Presse canadienne, et le ministère de la Défense nationale a été obligé de spécifier qu'aucun détenu n'avait été vacciné et que ce n'était qu'une considération basée sur un avis juridique (Montpetit, 2009d).

La coïncidence a voulu qu'à ce moment même, le ministre de la Défense nationale Peter Mackay soit à Kandahar, notamment pour les célébrations du jour du Souvenir. La situation n'a pas été facile pour l'officier d'affaires publiques Mario Couture. « Il a vraiment eu de gros ennuis pour cette histoire : "Comment peux-tu laisser sortir ça ?". "Comment laisser le gars interviewer sans être accompagné ?". "Pourquoi commentiez-vous vous-même à propos de l'histoire ?". Et donc, nous n'avions malheureusement pas de bonnes relations[109] », relate Montpetit.

Après cet épisode, Montpetit suivra, en novembre, un millier de soldats du commandant Jerome Walsh dans leur avancée vers Haji Baba. C'était le début de l'opération canado-afghane *Hydra* à Haji Baba et à Nakhonay dans le district de Panjwai. « L'opération Hydra a notamment pour objectif de relier Nakhonay à la bulle de sécurité créée par les villages modèles du district voisin de Dand » (Montpetit, 2009e). La progression vers le village a été lente en raison de la menace des *IED*. Dans cette guerre de contre-insurrection, les militaires ont besoin de « patience tactique », « la patience de Job », écrit le journaliste rapportant les paroles du commandant Walsh (Montpetit, 2009f). Pour son séjour initial, Montpetit attendait sa première sortie opérationnelle avec impatience, mais il sera vite confronté aux contraintes du terrain, qui requièrent cette fois-ci la patience journalistique. Parlant de l'opération vers Haji Baba, il raconte :

> Je n'ai rien vu, littéralement pas sorti du VBL, sauf pour dormir. Et ils [disent] : "Ok, c'est là où nous en sommes et c'est ce que nous avons fait aujourd'hui" et cela n'a jamais été désastreux. Je suis ici depuis cinq ou six jours et je reviendrai sans une histoire, quelle perte de temps. Et finalement, le dernier jour, ils ont atteint le village où ils essayaient de se rendre et ils ont fait une patrouille et tout ça. Ils patrouillaient très lentement, je suis allé dans la patrouille. Et puis c'est là que l'explosion s'est produite[110].

Le jeune correspondant a bivouaqué avec les soldats avant d'assister à une *choura* improvisée avec les villageois pour discuter de l'explosion. Même si les opérations de combat sur le terrain sont difficiles à couvrir, Montpetit note que c'est intéressant de voir un peu la réalité des soldats sur le terrain. « En étant là-bas, ajoute-t-il, vous devez parler aux troupes, et parler aux troupes, cela permet de développer d'autres idées de reportages[111] ». Ce genre de sorties mettait certainement la pression à un journaliste d'agence par rapport à un journaliste de magazine. Passer une semaine en opérations avec une unité militaire est certainement intéressant, mais le journaliste sent la pression de ne pas revenir avec une histoire intéressante. Pour l'armée, ce genre de considérations n'a pas de fondement. Si le journaliste est là, il rapporte son expérience. Mais une patrouille de 2009 n'avait pas la même « valeur de vente » rédactionnelle que celle de 2003.

Durant cette période, les journalistes intégrés ont assisté à la passation de pouvoir entre le général Vance, et le brigadier-général Ménard. Patrick White du *Globe and Mail* a notamment parlé d'une école soutenue par l'ACDI, mais il faut dire que les journalistes intégrés n'en avaient que pour la stratégie contre-insurrectionnelle et les renforts américains et peu pour les projets de développement, au grand dam du service des affaires publiques. Les journalistes étaient toujours plus intéressés par les opérations du groupement bataille que les activités de l'EPR. La logistique n'a pas non plus aidé, comme l'indique Stéphanie Godin, OAP de l'EPR : « Ils étaient intéressés, mais c'était plus compliqué se rendre chez nous, puis une fois rendus sur notre camp, retourner au camp principal[112] ». Les journalistes ont tout de même effectué des visites aux bases d'opérations avancées.

Dans la deuxième moitié de 2009, quelques incidents ont rappelé la dangerosité du reportage de guerre. En juillet 2009, Craig Pearson du *Windsor Star* a vécu l'explosion d'une roquette à 20-25 mètres de l'endroit où il était sur une base d'opérations avancée (Pearson, 2009c). La peur d'être frappé sur les routes infestées d'engins explosifs artisanaux était normale pour les soldats et pour les journalistes. Ancien soldat lui-même, Drew Brown en témoigne :

> J'étais toujours nerveux sur le terrain, surtout avant de sortir. J'avais un peu d'appréhension, peut-être que c'est le jour où nous serons frappés, peut-être que c'est le jour où je perdrai mes jambes ou que je me ferai tuer. Cela était toujours avec moi. Mais une fois à l'extérieur, je me glissais dans la mentalité d'être un soldat à nouveau, c'est juste comme ça. C'est la réalité dans laquelle nous vivons, c'était mon état d'esprit. Je sais compartimenter mes émotions. Donc, je ne m'inquiétais jamais de cela, une fois que j'étais à l'extérieur, toutes les idées et inquiétudes que j'avais, je les laissais de l'autre côté et je me concentrais sur mon travail[113].

Au début et à la fin du mois d'août 2009, deux journalistes de l'agence Associated Press et un journaliste de la radio de CBS avaient été gravement blessés séparément par l'explosion de bombes artisanales alors qu'ils voyageaient avec les troupes américaines. Parlant des *IED*, Adam Day écrira : « C'est une façon de mourir si peu glorieuse pour un soldat, et c'est une tactique diaboliquement ardue à contrer pour n'importe quel militaire » (Day, 2010a, p. 246). Le mois de décembre semblait plutôt calme avec un seul décès canadien par *IED* jusqu'à la journée fatidique du 30.

9.9 La mort de Michelle Lang du *Calgary Herald*

La mort de la journaliste Michelle Lang a créé un immense choc dans le programme des médias intégrés à Kandahar. L'incident qui l'a fauchée a vivement rappelé la menace omniprésente

des *IED* dans un pays où l'hostilité envers les troupes étrangères et envers « ceux qui les suivent sans en faire partie[114] » a toujours été palpable. Le sort tragique de Lang a suscité une nouvelle discussion sur les risques du journalisme en temps de guerre. Voyons le parcours succinct de Michelle Lang à Kandahar, et, surtout, l'attentat qui lui a enlevé la vie et dont l'onde de choc a été vivement ressentie par tous dans le programme et dans les rédactions au Canada.

Après le processus d'accréditation avec le ministère de la Défense nationale, Michelle Lang du *Calgary Herald* est arrivée à Kandahar le 11 décembre pour une intégration de six semaines en rotation pour le compte du groupe CanWest News Service. Dans l'un de ses premiers reportages, Lang rapporte l'opération *Dragon* dans le Panjwai, que les militaires canadiens qualifient de significative, car elle avait été amorcée et exécutée par l'armée afghane avec le soutien technique et aérien des Canadiens (Lang, 2009a). La menace que constitue les *IED* pour les soldats canadiens est bien sûr présente dans les reportages de la journaliste. Dans un autre reportage, qui décrit les chiens renifleurs de bombes comme les meilleurs amis des soldats, elle écrit : « Avec leur sens aigu de l'odorat et leur entraînement intensif, les chiens sont un outil important durant les opérations. Leurs compétences sont particulièrement utiles dans la province de Kandahar, où les engins explosifs improvisés sont une arme clé pour les talibans » (Lang, 2009b). Deux jours plus tard, Lang rapporte le décès du lieutenant Andrew Richard Nuttall du 1er Bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, fauché par un engin explosif improvisé lors d'une patrouille à pied dans le district de Panjwai. C'est le 134e soldat canadien tué en Afghanistan, après un mois et demi sans victimes fatales (Lang, 2009c). Dans un courriel qu'elle enverra à un collègue et ami à Noël, Lang écrira : « Tellement triste de devoir faire la cérémonie d'adieux aujourd'hui. J'espère que je ne pleurerai pas, ça va être dur » (citée par Remington, 2009).

À Noël, Lang accompagne le chef d'état-major, le général Walter Natynczyk, et d'autres dignitaires dans une tournée des bases d'opérations avancées. Elle rapportera que Natynczyk a indiqué aux journalistes intégrés que 2009 a été une « année dure » avec 223 soldats de la coalition tués, dont 11 canadiens (Lang, 2009d). Le chef d'état-major ajoutera que les soldats canadiens doivent continuer malgré tout la stratégie de sortir de leurs bases et d'aller dans les villages.

Le 30 décembre, Michelle Lang quitte l'aérodrome de Kandahar à bord d'un hélicoptère pour rejoindre « *outside the wire* » un convoi motorisé d'une compagnie de stabilisation avec des soldats attachés à l'Équipe provinciale de reconstruction. La journaliste prend ensuite place dans un véhicule blindé léger, et le convoi doit quitter le centre du district de Dand pour se rendre en

patrouille dans le village de Hosi Aziz afin de discuter des projets de reconstruction avec les leaders locaux. C'est l'occasion pour Lang de voir l'armée à l'œuvre sur le terrain dans la démarche « tache d'huile » de la stratégie de contre-insurrection.

À 16 h 10, heure locale, une explosion souffle le LAV RWS et ses 10 passagers. L'impact est si violent qu'il provoque ce que les militaires appellent un *K-Kill* (*Catastrophic Kill*), c'est-à-dire la perte de la mobilité tactique et la perte de la puissance de feu. L'onde de choc s'est propagée principalement vers l'arrière du LAV, provoquant des dégâts considérables. Actionnée à distance, la charge a laissé un énorme cratère au milieu de la route, profond de 1,3 m et large de 5,3 m à la ronde. La plupart des occupants du LAV ont perdu leurs signes vitaux. Un commandant de section dans un autre LAV assiste à la scène et dira plus tard : « J'ai vu la terre sortir, j'ai vu les pneus éclater. J'ai vu l'explosion grise. J'ai vu des morceaux d'hommes sortir » (cité par Perkel, 2010).

À la mi-décembre, Matthew Fisher du *National Post* avait parlé de l'arrivée de ces nouveaux LAV équipés de plus de plaques de blindage pour mieux protéger les soldats contre les *IED,* mais un officier de l'évaluation des dommages pour la force opérationnelle avait cependant spécifié qu' « aucun véhicule n'est invulnérable » (cité par Fisher, 2009c). En effet, la protection blindée n'a pas fait le poids contre la charge explosive de l'*IED,* qui a soulevé le LAV dans les airs et percé un trou à travers le plancher du véhicule. Le chef des opérations révélera plus tard que « le véhicule a été complètement viré à l'envers à environ 10 mètres du cratère, hors de la route » (cité par Fisher, 2010a)

Un journaliste qui a requis l'anonymat rappelle que Lang était censée être dans un endroit considéré comme sûr, mais ça n'a pas été le cas[115]. Selon le rapport d'enquête sur l'incident, la route signalée dans le jargon militaire comme *Molson Ice* était connue comme un point chaud pour les *IED*, une attaque similaire s'était d'ailleurs produite dans les parages quatre jours plus tôt (Joint Task Force Afghanistan, 2009). L'état inégal et cahoteux de la route rendait celle-ci facile pour la dissimulation des *IED*. L'enquête révélera que l'engin explosif était très bien dissimulé et que l'ennemi a bien préparé l'attaque en observant les mouvements des troupes canadiennes. L'ennemi a vraisemblablement dissimulé l'engin sous la route et a attendu qu'une cible se présente, n'armant le dispositif qu'une fois le signal donné que le convoi, dont le retour était déjà anticipé, était en mouvement vers la zone d'attaque. Le rapport d'enquête soulignera que pour éviter la route *Lake Effect* en construction et les embouteillages fréquents sur l'autre route nommée *Keystone*, les patrouilles canadiennes étaient forcées d'emprunter la voie *Molson Ice*, un fait connu par les

insurgés. C'est exactement le scénario de la patrouille qui avait emmené Lang, de retour de Dand, qui a dû rebrousser chemin vers le sud pour reprendre *Molson Ice*.

Une quinzaine de minutes après l'explosion, une force de réaction rapide arrive sur les lieux pour établir un cordon de sécurité sous protection aérienne, et les victimes sont évacuées à l'hôpital de rôle 3 sur la base de Kandahar. Le constat est accablant. La journaliste Michelle Lang et quatre soldats (le soldat Garrett William Chidley, le caporal Zachery McCormack, le sergent George Miok et le sergent Kirk Taylor) perdent leur vie et quatre autres soldats sont gravement blessés. Lang et Bushra Amjad Saeed, une jeune analyste politique en poste à l'EPR, étaient les deux civils canadiens du LAV accidenté. Lang et Saeed étaient en pleine discussion quand l'*IED* a frappé. Saeed a été grièvement blessée. Avec un bilan de cinq morts et cinq blessés graves, c'est la pire attaque subie par l'armée canadienne depuis les six morts de juillet 2007.

À 34 ans, Michelle Lang devient la première journaliste à mourir depuis le début du programme des médias intégrés à Kandahar et depuis le début de la mission canadienne en 2002. À maintes reprises, les journalistes intégrés avaient parlé du danger des *IED*, l'arme de choix des talibans. Pour la première fois, les médias allaient rapporter la mort d'un des leurs à la suite de l'explosion de l'un de ces engins explosifs artisanaux qu'ils avaient tant couverts. C'est un choc terrible à la tente des médias à Kandahar et dans les rédactions au pays.

« C'était une annonce qui était très triste, évidemment, ça a touché de très près ses collègues de travail journalistes qui étaient sur place[116] », se rappelle l'officier d'affaires publiques Yves Desbiens. Dans sa dépêche, Colin Perkel de La Presse canadienne mentionne que Lang, journaliste « gentille, décente et curieuse », avait fait bonne impression auprès de ses collègues malgré le peu de temps qu'elle avait passé sur place (Perkel, 2009f). « Dès qu'elle a atterri, elle voulait autant que possible entrer en contact avec les soldats canadiens, être sur le terrain autant que possible et c'était le genre d'histoires que vous pouvez voir dans ses écrits. Elle était un esprit brillant, curieux et animé et justement le genre de journalistes dont nous avons plus besoin ici, pas moins », témoigne James Murray, qui se trouve à Kandahar pour le réseau public (CBC Television – *The National,* 2009b).

Le service des affaires publiques est également ébranlé. À titre de responsable du programme des médias intégrés, l'OAP Yves Desbiens a été appelé à s'occuper des effets personnels de la journaliste dans le véhicule accidenté et à la tente des médias. « C'est des détails auxquels on est pas exposé, confie-t-il, du moins, on s'est jamais penché sur qu'est-ce qu'on ferait si ça devait

arriver[117] ». D'habitude, les officiers d'affaires publiques vont régulièrement à la tente des médias pour annoncer les décès des soldats, mais là, c'est la première annonce de la mort d'un représentant des médias. Avec l'incident qui a impliqué l'équipe de Radio-Canada en 2007, le service des affaires publiques avait été pris de cours avec des journalistes blessés. L'éventualité du décès en théâtre d'un journaliste intégré est codifié dans le contrat d'intégration, mais la survenue d'un cas réel est toujours un moment difficile. Yves Desbiens témoigne :

> Habituellement, c'est pas moi, c'est le commandant des troupes qui l'annonce à ses propres soldats, ses collègues, le deuil est vécu à l'intérieur de leur équipe. Avec les médias, c'est différent, ils ont pas cette même, je dirais, ce même support-là. Mais tout de même, on leur a fourni le support qu'on avait en théâtre au même titre qu'on fournirait du support avec un soldat. Pour ce qui est de ses effets personnels, on s'en est occupé et puis tout a été catalogué, les choses qu'on devait disposer, on a disposé de façon respectueuse, selon les normes. Le restant, les effets personnels, la carte mémoire de l'appareil photo, des choses qui ont été retournées à la famille[118].

Au ministère de la Défense nationale à Ottawa, c'est l'officière d'affaires publiques Josée Bilodeau qui a reçu l'appel initial du major Mario Couture vers 2 h du matin. « Je savais, dit-elle, que c'était très très gros. Et je suis allée au quartier général pour ensuite recommuniquer avec lui pour obtenir toute l'information et pour commencer à préparer là, les différents produits donc tous les communiqués qui vont suivre, tout cet aspect-là[119] ».

Dans sa déclaration aux journalistes, le brigadier-général Daniel Ménard a expliqué que « la journaliste accompagnait les troupes afin d'expliquer ce que les soldats canadiens accomplissent en Afghanistan », tout en précisant que Lang se trouvait à l'arrière du véhicule blindé au moment du drame (cité par Perkel, 2009g). Perkel notera que de nombreux soldats à *KAF* sont venus près des tentes des médias pour exprimer leur sympathie aux deux journalistes qui couvraient la mission canadienne (Perkel, 2009h). Colin Perkel de La PC et James Murray de la CBC étaient les deux autres journalistes canadiens accrédités au moment de l'attentat[120].

À la rédaction du *Calgary Herald,* la rumeur a précédé la nouvelle. Michelle Lang ne communique pas et son téléphone ne répond plus. Les demandes d'information pleuvent à la Direction générale des affaires publiques à Ottawa. « On peut pas parler qu'il y a un décès tant qu'il y a pas une preuve de décès[121] », se rappelle le lieutenant-colonel Christian Lemay. Comme le veut le protocole, il faut notifier la famille d'abord. « Les parents de Michelle étaient à l'étranger, préparaient le mariage de sa sœur. […] La salle de nouvelles du *Calgary Herald* à Calgary était très, très, très, très émotive[122] », relate Lemay. C'est finalement le rédacteur en chef Lorne Motley qui a confirmé la terrible nouvelle aux collègues de Lang :

> C'est une journée dévastatrice, j'ai le cœur brisé, je suis triste pour sa famille, son fiancé, ses amis et la salle de rédaction. "Cela crée un trou, non seulement pour le Herald, évidemment, mais aussi pour CanWest et toute autre organisation de presse parce que nous sommes un groupe assez soudé en tant que journalistes, nous sommes une famille et quand nous perdons l'un des nôtres, c'est difficile pour nous tous de l'accepter (cité par Seskus, Fekete et D'Aliesio, 2009).

L'amorce de l'éditorialiste Robert Remington traduit la peine de devoir écrire sur la mort d'une collègue : « Tout ce qui suit ne sera pas assez bon pour honorer la mémoire de Michelle Lang. Je vais essayer de m'en sortir, d'une façon ou d'une autre, parce que c'est ce que nous faisons » (Remington, 2009). « Il y avait beaucoup de larmes », a témoigné le rédacteur en chef Motley (cité par Graveland, 2009e). Lang devait se marier l'été.

Les hommages ont bien sûr souligné que Lang n'a pas choisi le confort de *KAF,* mais qu'elle a choisi de sortir en mission avec les soldats. Elle voulait être une témoin oculaire. L'ancien chef d'état-major Rick Hillier a rappelé que « "la méfiance normale" parfois entre les soldats et les reporters était généralement rapidement surmontée lorsque les soldats voyaient que les journalistes qui les accompagnaient prenaient les mêmes risques qu'eux pour faire leur travail », avant d'ajouter : « Ceux qui ont couvert la guerre et l'ont fait depuis les lignes de front, sans quoi ils ne pouvaient autrement bien raconter la nouvelle, méritent une place spéciale dans notre histoire » (cité par Martin, 2009).

Vingt-quatre heures après l'incident, seul le nom de Michelle Lang parmi ceux des cinq victimes a été jusque-là mentionné par les médias. L'armée canadienne a fait savoir que les noms des quatre soldats tués ne seraient pas divulgués avant l'achèvement du processus de notification des familles. « Pendant les vacances, il est difficile de trouver des gens, et il est important de savoir que l'armée canadienne fait ses notifications pour la plupart en personne », précise James Murray (CBC Television – *The National,* 2009b). À ce moment-là, l'armée essaie encore de retracer une famille en Arizona. Affecté au Centre d'apprentissage aux affaires publiques de la Défense de 2007 à 2010, l'officier d'affaires publiques Richard Perreault, qui connaît bien les défis du processus de notification, note :

> C'est déjà arrivé un moment donné qu'on n'arrivait pas à retrouver les gens des familles, puis là on avait sorti le communiqué de presse avec telle personne est décédée, telle personne est décédée, le nom de la troisième personne, on peut pas le sortir encore à la demande de la famille ou parce que le plus proche parent n'a pas été encore averti. On reconnaissait le fait qu'on était rendus à un seuil que si la nouvelle devenait trop pressante, puis on avait trop de pression, que même si on n'avait pas réussi à rejoindre le plus proche parent, il fallait informer les médias[123].

Pour les soldats déployés et pour les journalistes intégrés, deux personnes à contacter en cas de décès se trouvent dans leurs dossiers personnels. Un nom principal et un autre au cas où le

premier ne serait pas joignable. Perreault révèle une autre difficulté. « Les familles éclatées aujourd'hui, il y en a beaucoup, note-t-il. Des fois le plus proche parent, c'est une personne, mais cette personne-là avant de dire sortez le nom, il faut que j'informe telle, telle personne, ça prend du temps ça, c'est un méchant défi[124] ». Certes, il n'y a pas d'obligation légale à respecter ça, mais « quand les familles nous demandent quelque chose, on le fait[125] », signifie Perreault.

Un communiqué des Forces canadiennes a finalement annoncé les noms des quatre soldats sans indiquer le nom de l'« officiel canadien du personnel civil de la Force opérationnelle interarmées » (Ministère de la Défense nationale, 2009). Plusieurs jours plus tard, le ministère des Affaires étrangères rendra public le nom de Bushra Amjad Saeed, une jeune analyste politique attachée à l'Équipe provinciale de reconstruction. Dans un état critique, mais stable, elle avait été transférée à l'hôpital militaire américain de Landstuhl, en Allemagne[126].

Deux jours après le terrible drame, la cérémonie d'adieux à l'aérodrome de Kandahar est l'une des plus émouvantes. « La première parade, la parade où on embarque le cercueil d'un de nos collègues dans l'avion, ça c'est des moments très clés, très, très forts en émotion[127] », se rappelle l'officier d'affaires publiques Yves Desbiens. En compagnie des quatre soldats tués, le cercueil de Michelle Lang est en tête de la procession vers l'avion de transport Hercules C-130 en partance pour la base militaire de Trenton. « À côté de la photo encadrée de Lang, une écharpe noire, un bloc-notes de journaliste et un crayon étaient posés sur un coussin noir qui porterait normalement la médaille de sacrifice posthume, décernée aux soldats » (Fisher, 2010b).

« Elle a eu les mêmes honneurs que les soldats qui sont retournés au pays[128] », précise l'OAP Desbiens. « Nous pensons que c'est la bonne chose à faire. C'est le premier reporter qui a participé au programme d'intégration que nous avons perdu, c'est une première pour les Forces canadiennes », a indiqué le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Christian Lemay (cité par le *Calgary Herald,* 2010). Pour Fisher, le collègue de Lang chez CanWest News Service, les honneurs des soldats tombés au combat accordés à Lang constituent « un témoignage des risques auxquels les journalistes sont exposés lorsqu'ils couvrent la guerre en Afghanistan » (Fisher, 2010b). Exceptionnellement, indique James Murray de la CBC, l'armée a permis que des civils servent de porteurs de cercueil (CBC Television – *The National,* 2009c). Des officiers d'affaires publiques militaires et civils du ministère des Affaires étrangères ont porté la dépouille de Lang.

Le correspondant Matthew Fisher venait tout juste de débarquer en urgence pour remplacer Lang pour le groupe CanWest News Service, l'un des médias qui avait maintenu une présence

régulière en Afghanistan. Parlant de la « nature capricieuse de la guerre », Fisher a salué pour la dernière fois sa collègue :

> J'ai dit adieu à Michelle Lang le jour du Nouvel An dans le ventre d'un transport militaire qui devait l'emmener pour la première partie de son voyage de retour à ses proches de l'autre côté de la terre. Alors que je m'agenouillais seul devant le cercueil – recouvert d'un grand drapeau canadien et situé à côté des cercueils de quatre soldats qui sont morts avec elle lors d'une attaque à la mine dans la banlieue de Kandahar mercredi dernier – j'ai dit à Michelle qu'elle avait fait une merveilleuse impression sur les soldats dont elle avait touché la vie le mois dernier et combien elle leur manquait déjà, ainsi que ses collègues ici et ailleurs (Fisher, 2010c).

À la suite du décès de Michelle Lang, la question des risques encourus par les journalistes en zone de guerre est naturellement revenue dans l'actualité comme ça avait été le cas lors de l'incident qui a touché l'équipe de Radio-Canada en 2007 et lors de l'enlèvement de Mellissa Fung de la CBC en 2008. Selon Scott Anderson, le rédacteur en chef de CanWest News Service, « les journalistes savent qu'il y a des risques lorsqu'ils se lancent dans des missions dangereuses. Les journalistes prennent des risques, nous avons toujours su que c'était une possibilité, mais vous ne vous y attendez pas et nous ne nous attendions certainement pas que ça soit si près de chez nous » (cité par Graveland, 2009d).

Les journalistes qui sont passés par Kandahar ont bien sûr senti le besoin de témoigner de leur expérience de l'intégration. Paul Hunter de la CBC a rappelé la question que tout journaliste intégré se pose quand il embarque dans un véhicule militaire : « Et si je ne reviens pas ? » (Hunter, 2009). Accepter d'aller couvrir la guerre est un choix volontaire. La rédaction ne peut pas décider à la place du journaliste. Même chose sur le terrain, le journaliste choisit en principe de sortir ou de ne pas sortir. Néanmoins, le principe ne résiste pas souvent à la réalité. « Le problème est qu'une fois que vous arrivez dans une zone de guerre, vous ne dites presque jamais non », confie Hunter (2009). « Elle était consciente des risques et elle faisait le travail qu'elle voulait vraiment faire », a indiqué James Murray, qui avait discuté avec Lang à son arrivée à Kandahar (CBC Radio – *World Report*, 2009). « Ici une seconde – mort la prochaine. C'est une pensée effrayante et capable de faire éclater le plus courageux des journalistes dans une sueur froide et maladive », relate Michael Staples du *Daily Gleaner* (Staples, 2010).

La grande majorité des journalistes doivent suivre une formation sur les risques en zone de conflit. C'est l'un des éléments principaux de la gestion du risque pour le journalisme de guerre. Craig Pearson du *Windsor Star* avait suivi la sienne avec Michelle Lang. Parlant du danger, Pearson écrit : « Il flotte dans l'air avec la poussière, comme la mort » (Pearson, 2009d). Dans une zone dangereuse, le journaliste court en permanence le risque d'être enlevé, blessé ou tué, mais, il a

aussi, beaucoup plus souvent, la chance de s'en sortir. Le témoignage de Paul Workman de CTV est éloquent à cet égard :

> Vous arrivez en Afghanistan et vous mettez un casque ; et vous enfilez un gilet pare-balles ; et vous entrez dans un véhicule blindé et vous pensez, d'accord, je suis beaucoup plus en sécurité. Mais vraiment, il n'y a pas du tout de méthode de protection infaillible. Et vous sortez dans ces convois et vous espérez et vous pensez, d'accord, les chances sont avec moi. Et je peux vous dire le nombre de fois où je suis revenu et j'ai dit, d'accord, Dieu merci, cette fois, ça ne s'est pas produit. Bien sûr, vous pouvez être formé, comme nous le sommes tous. Vous pouvez avoir beaucoup d'expérience dans un endroit comme l'Afghanistan. Mais vous avez aussi besoin de chance (CTV – *CTV News,* 2009b).

Dans une chronique *requiem*, Michèle Ouimet de *La Presse* a posé une autre question : « Peut-on couvrir une guerre sans voyager avec l'armée ? » (Ouimet, 2009b). Elle confie avoir eu la peur au ventre quand elle est montée dans un blindé :

> En février 2007, j'étais convaincue que je devais voyager au moins une fois avec les soldats. Pour comprendre. C'est probablement ce que Michelle Lang s'est dit. Elle n'a pas été chanceuse. Moi si. Avant de monter dans le blindé, je me suis posé une question toute bête : est-ce que ça vaut la peine de prendre un tel risque ? Car les blindés sautent avec une terrifiante régularité (Ouimet, 2009b).

À la question de savoir s'il remonterait dans un blindé, Pierre-André Normandin du quotidien *Le Soleil* a répondu :

> Oui. C'est la seule façon de couvrir de façon fidèle ce qui se passe sur le terrain. Il y a des journalistes qui restent sur la base principale. Ils peuvent rapporter ce que les militaires leur racontent. Mais il y a tellement une histoire plus grande à dire sur le terrain. Je pense qu'on a une vision très partielle si on reste sur la base (cité par Allard, 2010).

Les témoignages recueillis plus tard par le correspondant Colin Perkel permettront de savoir que lors de la patrouille, le convoi de l'EPR s'est arrêté deux fois pour parler aux villageois, que la réception était amicale, mais que l'attroupement qui s'est rapidement formé a rendu les soldats nerveux : « Saeed et Lang portaient des casques et des gilets de protection, mais il était évident qu'elles n'étaient pas des soldates. De plus, elles étaient des femmes. Pour un informateur ennemi qui se cache dans la foule, il aurait été facile de savoir dans quel véhicule elles se trouvaient et de transmettre l'information à leurs agresseurs » (Perkel, 2010). Cette hypothèse est très plausible si on se réfère également aux conclusions du rapport d'enquête qui, en raison de la grande précision de l'attaque, pointe vers la piste d'un informateur qui aurait observé le convoi et averti le détonateur de la bombe. « Beaucoup de gens pensent que les insurgés font des choses au hasard. Non. Ils pensent à ce qu'ils font », indiquera un soldat qui était dans le véhicule de tête du convoi (cité par Perkel, 2010).

Pour Kathy Gannon, la correspondante de l'agence AP, Lang « était une journaliste courageuse, comme beaucoup de nos collègues, hommes et femmes, qui veulent essayer de comprendre ce que sont ces conflits. Pour comprendre les gens impliqués dans la guerre – les soldats, les gens ordinaires et, oui, même l'ennemi » (Gannon, 2010). Selon un journaliste qui connaît très bien le programme d'intégration, mais qui a requis l'anonymat, il s'agit d'une question de professionnalisme : « Si vous êtes un journaliste militaire qui ne couvre pas la guerre de votre pays, même pas un journaliste militaire, juste un journaliste, vous ne couvrirez pas la guerre de votre pays parce que vous n'aimez pas l'idée de ça ou quoi que ce soit, vous ne faites pas vraiment un très bon travail[129] ».

Quelques jours après la mort de Lang, Rupert Hamer du *Sunday Mirror* devient le premier journaliste britannique à être tué par une bombe artisanale alors qu'il accompagnait une patrouille de Marines américains dans la province de Helmand, au sud de l'Afghanistan. Le photographe Philip Coburn a été gravement blessé dans l'explosion qui a également tué un soldat américain et un soldat afghan en plus d'en blesser quatre autres.

Depuis l'enlèvement de Mellissa Fung en 2008, les responsables des médias canadiens étaient beaucoup plus prudents quant il fallait laisser les journalistes sortir en reportage indépendant. En ce qui concerne le reportage intégré, la multiplication des attaques à l'*IED* depuis 2007 avait déjà contribué à la baisse des sorties journalistiques. Pour le directeur de l'information de la CBC, Todd Spencer, « ça doit être vraiment une bonne histoire de journalisme qui sort de l'ordinaire pour sortir de la base » (CBC Television – *The National,* 2009d). Depuis un moment déjà, c'était la politique de sortie pour le *pool* télévisuel.

Avant la mort de Lang, plusieurs journalistes avaient été impliqués dans des incidents liés aux engins explosifs improvisés. Jusque-là, c'est le caméraman Charles Dubois qui avait subi les blessures les plus graves avec son amputation à la jambe. Les probabilités étaient grandes qu'un incident fatal se produise. La question des risques journalistiques est un débat nécessaire et important. Après la réflexion, le travail doit bien sûr continuer, comme en témoigne Colin Perkel de La PC à Kandahar, dans une entrevue au réseau CTV : « Nous venons ici par choix. Nous venons ici parce que nous croyons qu'il y a une histoire très importante à raconter aux Canadiens à la maison et, oui, cela nous donne à tous une pause, mais en même temps, le spectacle doit continuer, pour ainsi dire » (CTV – *Canada AM,* 2009). Dans les rédactions des médias canadiens, la mort de Lang a consolidé une prise de conscience qui avait déjà commencé à germer au fil des incidents

successifs au cours de la mission afghane et qui avait servi d'alerte en vue de faire face aux risques en zone de guerre de manière plus organisée.

Pour les journalistes, les craintes de sortie existaient toujours en raison des risques et des impératifs particuliers pour les membres du *pool* télévisuel. « Il n'y avait pas un grand appétit à CBC News pour que les journalistes prennent de gros risques en sortant à l'extérieur[130] », dit Cameron McIntosh, qui est arrivé à Kandahar après l'enlèvement de Mellissa Fung et l'incident de Michelle Lang. McIntosh, qui connaissait bien les deux correspondantes, confie que leurs expériences ont lourdement pesé sur lui[131]. Les journalistes de la CBC qui ont été accrédités dans les dernières rotations avaient beaucoup moins de liberté de mouvement que leurs collègues qui ont couvert la mission les premières années. McIntosh ne cache pas que c'était un gros défi d'être confiné à la base et ne pas pouvoir sortir après avoir voyagé dans un endroit si lointain mais dangereux[132]. L'agence La Presse canadienne donnait par contre plus de latitude, et ses rédacteurs laissaient leurs journalistes intégrés utiliser leur jugement quant à la décision de sortir ou pas. Colin Perkel de La PC souligne que dans les dernières années de la mission, c'était très risqué pour un journaliste de faire du reportage indépendant et qu'il fallait faire très attention quant à où on allait et à ce qu'on faisait[133].

En mars 2010, l'armée canadienne installera une plaque commémorative en l'honneur de Michelle Lang à l'entrée des tentes des médias à la base de Kandahar. « Après la mort de Michelle, il nous paraissait normal, compte tenu de sa personnalité, de son dévouement et de son professionnalisme, de lui rendre un hommage semblable », a indiqué, à cette occasion, le colonel Simon Hetherington, alors commandant par intérim (cité par Rennie, 2010a). On peut lire l'inscription suivante sur le mémorial : « *In memory of Michelle Lang, journalist, Calgary Herald & CanWest, KIA*[134] *4:00 p.m. 30 Dec 2009, Kandahar city* ».

Plus tard, lors de la journée de la presse le 3 mai, les journalistes intégrés à Kandahar et les rédactions au Canada ont simultanément tenu une minute de silence pour commémorer la mémoire de Michelle Lang. Sonia Verma du *Globe and Mail* a lu un poème intitulé « *Memorial* » écrit par le correspondant de guerre britannique James Fenton[135]. « Il est extrêmement important que les peuples du monde sachent que d'autres peuples souffrent de la guerre, de gouvernements oppressifs, dans les catastrophes naturelles », témoigne Ethan Baron, le collègue de Lang chez CanWest News Service (cité par Brautigam, 2010a).

9.10 Mener les opérations, ne pas parler des blessés

Le 13 février 2010, les journalistes internationaux rapportent le début de l'opération *Moshtarak*[136]. « C'était une opération d'envergure, les médias ont participé », se rappelle l'OAP Yves Desbiens. C'est en effet la plus grande offensive de la guerre en Afghanistan depuis l'invasion américaine en 2001. Intégrés de nuit, les journalistes ont couvert cet assaut des troupes de l'OTAN dirigé contre la ville de Marjah et le district de Nadi Ali dans la province de Helmand, un bastion taliban. « Trois hélicoptères Chinook canadiens ont aidé à transporter environ 1 100 soldats de la coalition jusqu'à Nadi Ali, sous la surveillance de quatre Griffon canadiens en escorte », rapporte Steve Rennie (2010b). Le jeune correspondant de La Presse canadienne était à bord d'un Chinook qui allait débarquer les soldats de l'assaut. « Il y a des hélicoptères partout, c'est magnifique », décrit un capitaine cité par Matthew Fisher (2010d). « Au total, plus de 50 hélicoptères étaient impliqués, ce qui en faisait le plus grand assaut d'hélicoptère depuis la guerre du Golfe en 1991 », note Derek Stoffel (CBC Television – *The National,* 2010a). Une poignée de soldats canadiens assistent les troupes afghanes au sol. Suivant la doctrine de la guerre contre-insurrectionnelle, l'opération *Moshtarak* est menée dans l'optique du triptyque « *clear, hold, build* » (nettoyer, tenir et reconstruire) promu par le général américain Stanley McChrystal. « Dans le passé, une ville ou un village était nettoyé, mais il n'y avait jamais assez de troupes pour le tenir », explique Janis Mackey Frayer de CTV, de retour à Kandahar (CTV – *CTV News,* 2010).

Peu après son retour à Kandahar à la mi-mars, Murray Brewster a ramené la question des blessés dans l'actualité en révélant que l'armée canadienne avait discrètement cessé d'informer le public lorsque des soldats étaient blessés sur les champs de bataille en Afghanistan et ne livrait plutôt que des statistiques annuelles (Brewster, 2010a). « Si vous êtes à l'aérodrome de Kandahar ou si vous êtes avec une unité dans Arghandab et une unité dans le Panjwai est touchée, votre officier d'affaires publiques est obligé de vous dire qu'il y avait des troupes en contact et qu'il y avait des blessés. Et, ils ont juste cessé de le faire[137] », relate Brewster. Le correspondant de La PC était très fâché, car c'est par accident qu'il a appris ce changement. C'est en effet quand le caporal Darren Fitzpatrick du *3 PPCLI* est décédé dans un hôpital à Edmonton des suites de ses blessures que les journalistes ont appris qu'il avait été auparavant blessé par un *IED* lors d'une patrouille à pied dans le district de Zhari, mais cet incident n'avait pas été rapporté par le service des affaires publiques à Kandahar. Pour l'armée canadienne, c'est « une tentative délibérée de garder les talibans dans l'ignorance » quant à leurs attaques, et le brigadier-général Ménard a défendu la

politique en arguant que « si les insurgés savaient combien de soldats étaient blessés à chaque incident, ils pourraient alors utiliser cette information pour améliorer leurs tactiques et causer davantage de victimes canadiennes[138] ».

La politique de divulgation des blessés avait été révisée en catimini en octobre 2007, et ce sont les journalistes qui ont couvert la roto 5 qui ont senti qu'il y avait un resserrement du service des affaires publiques à ce sujet. Quand le soldat Tyler William Todd sera tué en avril après avoir marché sur un *IED* près de Belanday, Brewster ne manquera pas de souligner que les médias ignoraient si d'autres soldats avaient été blessés lors de l'incident, car l'armée canadienne ne dévoilait plus d'informations au sujet des militaires blessés au combat (Brewster, 2010b). Dans un blogue, Brian Stewart de la CBC a déploré le niveau de secret imposé par l'armée avec le résultat qu'en dehors des attaques fatales d'*IED* et des cérémonies d'adieux, il semblait rien ne s'être passé à Kandahar pendant des jours : « Quand il n'y a pas de victimes, il n'y a souvent aucune nouvelle de notre mission de combat » (Stewart, 2010). D'après Brewster, la non-divulgation des blessés a également déçu certains soldats :

> Je me souvenais que sept mois plus tard, j'étais au milieu de Soja, dans le district de Panjwai avec [une unité] du *Royal Canadian Regiment*, et les gars me criaient : "Vous ne faites pas votre travail, vous ne dites pas aux gens". Ils avaient juste eu de la merde cet été-là. Et un des types blessés est : "Pourquoi vous ne rapportez pas cela ? Vous ne racontez pas l'histoire. Nous avons beaucoup de blessés et personne n'en parle". J'avais l'habitude de garder toutes mes histoires sur mon ordinateur portable. Alors, je cherche cette histoire du printemps précédent, la ramène, et je suis dans un avant-poste de combat ou une FOB. "Voici la raison", ai-je dit. "Ce n'est pas moi"[139].

À propos de l'information de guerre, la minimisation des pertes subies – morts, blessés et dommages matériels – dans les opérations militaires est un réflexe vieux comme la guerre. C'est l'un des thèmes récurrents des relations armée-médias. En Afghanistan, le gouvernement canadien a également cherché à limiter la couverture médiatique des blessés sous le couvert de la sécurité opérationnelle et à ainsi atténuer les effets négatifs auprès de l'opinion.

Durant les dernières rotations de la mission canadienne, le programme des médias intégrés a souffert du désintérêt patent des rédactions pour une longue guerre impopulaire auprès de l'opinion et qui avait déjà drainé d'importantes ressources financières au sein des médias. Depuis la mission de combat en 2006, l'année 2009 a été l'année où on a enregistré le plus bas nombre de journalistes intégrés, avec seulement 94 journalistes (62 canadiens et 32 internationaux). Ce total a produit la moyenne mensuelle la plus basse à seulement 6,75, contrairement à des moyennes de plus de 11 journalistes en 2006 et en 2007, quand le programme opérait au maximum de sa capacité. En

prévision de la clôture de la mission, les rédactions vont dépêcher un peu plus de correspondants à *KAF*.

CHAPITRE 10

L'ÉPILOGUE DE LA MISSION

Depuis quelques années, l'intérêt médiatique pour la guerre en Afghanistan avait commencé à faiblir. Cette longue guerre avait entraîné des dépenses considérables, mais certains grands médias avaient tenu à être présents jusqu'au bout. L'arrivée des renforts américains à Kandahar et l'annonce de la fin de la mission de combat des troupes canadiennes vont rehausser l'intérêt médiatique canadien et international. L'OTAN mènera encore des opérations militaires avec un rôle accru des Américains, les nouveaux maîtres à Kandahar, alors que les Canadiens continueront à offrir un soutien limité avant d'entamer un désengagement jusqu'à leur retrait total des opérations de combat en 2011. Les médias devront composer avec le style direct des Américains.

Comme dans les premières rotations, les défis dans le programme des médias intégrés et dans les relations entre l'armée canadienne et les journalistes accrédités resteront globalement les mêmes. Les médias intégrés qui vont couvrir les dernières rotations de la mission canadienne mettront un certain accent sur les difficultés de la guerre de contre-insurrection sur le terrain. Malgré le discours officiel optimiste des autorités politiques et des hauts gradés des armées canadienne et américaine, les médias feront sentir quelque peu l'impossibilité de gagner la guerre. Jusqu'à la fin, la guerre de l'information des belligérants par médias interposés restera aussi une donnée importante du conflit afghan. Pour la fin de la mission de combat à Kandahar, le plan de communication du service des affaires publiques cherchera à insister sur les succès de la mission tandis que les médias canadiens clôtureront leur couverture en se demandant quel aura été l'héritage de la guerre.

10.1 La couverture de l'opération *Hamkari* : plus de négatif, moins de positif

Alors que la roto 9 se met en place en mai 2010, les autorités militaires commencent à adoucir le discours sur la très télégraphiée grande offensive de Kandahar. En visite à *KAF*, le lieutenant-général Marc Lessard, qui commande les troupes canadiennes à l'étranger, dira aux journalistes intégrés que la gouvernance sera plus importante que la sécurité dans l'opération (cité par Verma, 2010). Lessard réfère alors à *Hamkari*, une opération menée à l'initiative des Afghans. « Il s'agit d'avoir de très petits avant-postes… Canadiens et Afghans réunis qui se mêlent à la population.

L'objectif est d'interagir avec les habitants, de connaître leurs noms, leurs besoins et de savoir qui est qui », explique Lessard (cité par Potter, 2010a). Mais le temps presse pour le Canada compte tenu de la date butoir fixée par Ottawa pour quitter Kandahar en juillet 2011, rappelle le correspondant du *Toronto Star* (Potter, 2010a). Le quotidien torontois avait continué de couvrir l'Afghanistan de manière très sporadique, mais sera bien plus présent durant la roto 9. Avec le retrait anticipé de l'armée canadienne, le service des affaires publiques du COMFEC à Ottawa a senti le besoin de préparer des lignes médiatiques basées directement sur les commentaires du lieutenant-général Lessard aux journalistes intégrés sur la question de l'état de la mission et du rôle des Forces canadiennes dans les prochains mois. Les « messages clés » à communiquer concernent deux changements dans la mission militaire : de l'initiative des forces de la coalition à l'initiative afghane, de l'initiative militaire à l'initiative civile (CEFCOM, 2010).

À ce moment-là, les journalistes intégrés rapportent une série d'attaques talibanes, dont l'un des attentats les plus meurtriers. Le 18 mai, un kamikaze dans une voiture piégée à l'explosif se lance sur un convoi militaire à Kaboul, tuant le colonel canadien Geoff Parker et cinq soldats américains ainsi que douze civils afghans dans un autobus. Le colonel Parker du *Royal Canadian Regiment* est alors le militaire le plus haut gradé à périr en Afghanistan et le 145e soldat canadien tué depuis le début de la mission. Le 22, le personnel militaire et presque une dizaine de journalistes intégrés doivent s'abriter dans des bunkers alors que plusieurs roquettes sont tirées sur la base de Kandahar. Citant un porte-parole de la FIAS, Tara Brautigam de La Presse canadienne, Matthew Fisher de CanWest et Darrow MacIntyre de la CBC, qui s'y trouvent à ce moment, rapportent qu'il y a eu des blessés sur la base (Brautigam, 2010b ; Fisher, 2010e, CBC Television – *The National,* 2010b). Cependant, Fisher rappelle que « pour des raisons de sécurité, les reporters intégrés à l'aérodrome de Kandahar, qui ont entendu et vu les dégâts causés par les roquettes, n'ont pas été autorisés à signaler leur arrivée ou ce qu'ils avaient vu » (Fisher, 2010e). Les autorités militaires feront savoir par la suite qu'un blogue militaire britannique a été retiré après avoir révélé que des Canadiens et des Américains avaient été blessés par les tirs de roquettes (Brautigam, 2010c). Comme c'était déjà arrivé dans le passé, des médias étrangers ont également rapporté certains dommages alors que les règles de la sécurité opérationnelle interdisent en principe ce genre de détails. Lors d'une autre attaque de roquettes, on pouvait voir la différence entre la politique de l'OTAN, qui permettait la divulgation de blessés sans révéler les nationalités ni le nombre, et la politique canadienne, qui ne révélait pas du tout qu'il y avait eu des blessés (Brautigam, 2010d).

La guerre de l'information n'est jamais loin de la guerre des armes. Citant une source à Kandahar, Mitch Potter note que les attaques audacieuses des talibans relevaient plus des opérations psychologiques pour instiguer la peur et le doute chez les Afghans et les populations des pays de la coalition (Potter, 2010b). Dans la même veine, Fisher avance que ces attaques étaient insignifiantes sur le plan militaire, mais fructueuses en matière de coups publicitaires (Fisher, 2010e). Communiquer la guerre, c'est aussi contrer la communication de l'ennemi. À cette offensive psychologique, la coalition doit opposer la contre-propagande, comme l'explique André Salloum, OAP au COMFEC à Ottawa :

> Nous savions, dit-il, que les talibans filmaient des attaques d'*IED* ou des batailles. Une fois qu'ils savaient qu'ils avaient un convoi, ils enclenchaient automatiquement leurs opérations d'information, appelaient les médias afghans et disaient : "Nous venons de tuer 15 soldats de l'OTAN, nous avons supprimé 15 blindés, nous avons abattu 15 hélicoptères". Et l'OTAN voulait toujours contrer cela et dire : "Non, malheureusement, ils ont eu un soldat". Et l'OTAN faisait toujours cela[1].

Tara Brautigam de La PC posera à l'armée canadienne deux questions pertinentes dans cette guerre de contre-insurrection : « Quel est le ratio des *IED* trouvés versus les attaques d'*IED* ? », « Combien sont rapportés par les Afghans ? » (CEFCOM, 2010). Dans les lignes médiatiques préparées par le service des affaires publiques à partir des statistiques de l'*Explosive Ordnance Disposal Squadron*, il est précisé qu'entre le 1er avril 2009 et le 1er avril 2010, 70 % des *IED* avaient été détectés avant d'exploser, 30 % avaient explosé, réussissant ou échouant à frapper les troupes de la coalition ou afghanes, et 60 % des *IED* trouvés avaient été rapportés par les civils ou les forces afghanes (CEFCOM, 2010).

Durant la guerre contre-insurrectionnelle, les journalistes intégrés qui le souhaitaient pouvaient sortir avec les soldats en opérations. À moins d'être accrédité dans une opération d'envergure planifiée, la meilleure façon de couvrir la guerre était certainement d'aller passer du temps avec les soldats dans leurs bases d'opérations avancées en territoire ennemi. Mais comme dans les rotations précédentes, les chances de voir les combats rapprochés avec les talibans étaient très limitées. « Chaque fois que j'ai assisté à un combat réel, à une exception près, c'était une patrouille à pied ; la seule exception étant dans l'ouest du Panjwai, nous avons vu de notre base des *IED* et un affrontement[2] », explique un journaliste qui a requis l'anonymat. L'ennemi ayant essentiellement choisi de mener la guerre des *IED*, les médias pouvaient difficilement voir les affrontements directs d'envergure. Durant les patrouilles, les journalistes intégrés étaient témoins des tirs de harcèlement ennemis et pouvaient parfois être pris dans des accrochages à distance.

Dans un reportage de Francis Silvaggio de Global consacré à la couverture médiatique, le major et OAP Daryl Morrell indiquera qu'on s'attendait à un intérêt médiatique plus marqué, avec toute l'attention qui avait été portée sur l'été à Kandahar (Global News, 2010). Alors que l'armée encaisse sa 150e victime en Afghanistan en juin, Bill Graveland de La Presse canadienne est de retour pour son cinquième séjour d'intégration. Avec Brewster, Fisher et Palu, entre autres, Graveland est l'un des correspondants les plus familiers de la base de Kandahar et des bases d'opérations avancées canadiennes. Le nombre de journalistes accrédités atteint 16 à la tente des médias à Kandahar. C'est alors le nombre le plus élevé enregistré depuis juin 2007. C'est un jeune officier d'affaires publiques, Yves Desbiens, qui est alors responsable du programme des médias intégrés à Kandahar. Il est l'un des deux capitaines qui assistent le major Daryl Morrell, OAP supérieur du quartier général au sein de la force opérationnelle 6-09. Desbiens explique que l'augmentation des journalistes était directement liée au fait que les Américains étaient sous le commandement canadien et que les médias étaient très intéressés par l'évolution de la mission[3]. Le programme d'intégration américain n'est pas en reste. Beaucoup plus imposant, il connaît aussi une forte demande, avec 115 journalistes américains et internationaux enregistrés en mai et 180 autres sur la liste d'attente à Kandahar (Global News, 2010).

En principe, la tente des médias pouvait accueillir une quinzaine de journalistes, mais les différents services d'affaires publiques de l'OTAN se renvoyaient des journalistes demandeurs. Après un passage à l'état-major stratégique au quartier général de la Défense nationale à Ottawa, c'est le tout premier déploiement en théâtre opérationnel pour le jeune Desbiens. « Il y a beaucoup de choses qui étaient une première pour moi, mais il y a aucun doute que ma formation en tant qu'officier d'affaires publiques et puis l'entraînement de pré-déploiement étaient largement suffisants pour me préparer puis me permettre de faire mon travail[4] », note-t-il. En plus de sa formation militaire, Desbiens avait effectué un stage en politique municipale, qui lui a été très utile :

> Je pourrais vous dire, témoigne-t-il, des conférences de presse, on en voit, des organisations d'événements, on en fait, on est habitué à participer à beaucoup, on interagit beaucoup, beaucoup avec les médias. Donc, si on transpose cette expérience-là en Afghanistan, c'est sensiblement la même chose. On a des journalistes qui sont là, qui désirent obtenir de l'information de ton porte-parole, donc là, au lieu d'avoir un seul porte-parole, on se trouve à avoir plusieurs porte-parole[5].

Bill Graveland rapporte le début de l'opération *Hamkari* (coopération) au début de juillet, après des mois de conjectures officielles et médiatiques sur le sort de la ville de Kandahar. Il s'agit de la mise en place d'un périmètre de sécurité composé d'une douzaine de points de contrôle sur

les principaux axes routiers menant dans la ville. « L'opération *Hamkari,* et les diverses opérations qu'elle engendre, n'est pas une opération avec une date de début et une fin. C'est une façon de faire des choses. Elle vise principalement à assurer un gouvernement représentatif et réactif », indique le brigadier-général Jonathan Vance (cité par Graveland, 2010a). À ce moment-là, le général américain David Petraeus arrive pour remplacer Stanley McChrystal à titre de commandant des forces de l'OTAN. Le 15 juillet, les journalistes intégrés mentionnent que c'est sans cérémonie officielle que les troupes canadiennes ont remis le commandement de la ville de Kandahar aux troupes américaines après quatre années de contrôle. Le Canada prend désormais en charge la direction d'un groupe militaire situé au sud et à l'ouest de la ville de Kandahar, plus précisément dans les districts de Dand, de Daman et de Panjwai (Graveland, 2010b). Au moment où elle rapporte la mort par *IED* du sapeur Brian Collier près de Nakhonay, le 151e militaire tué, Janis Mackey Frayer de CTV conclut ainsi : « La transition vers le contrôle afghan est au cœur de la stratégie de sortie de l'OTAN. Il n'y a aucun plan pour savoir comment cela va se passer et les dates ne sont pas contraignantes. Mais la guerre est de plus en plus impopulaire, parmi les Afghans et au Canada, ce jour-ci avec raison » (CTV – *CTV News,* 2010).

La couverture médiatique de cette période compte quelques références aux projets de développement avec des entrevues des responsables civils, mais l'accent porte encore beaucoup sur les opérations militaires et la sécurité. Quand Ottawa a décidé en 2008 d'établir une date de retrait ferme pour l'Afghanistan, le gouvernement a également choisi d'identifier trois zones de développement précises : reconstruire le barrage de Dahla, d'une importance tactique, au cœur du district d'Arghandab à Kandahar, créer des écoles et vacciner les habitants contre la polio, rappellent Graveland et Brautigam (2010), sur fond d'une entrevue avec Ben Rowswell, le plus haut représentant canadien civil en Afghanistan. Cependant, les reportages des médias sont largement dominés par le niveau de violence élevé à Kandahar en raison d'une vague d'attaques talibanes et par les effets des opérations militaires, notamment les dommages constants causés par les *IED*. Les journalistes intégrés ont eux-mêmes été appelés dans les bunkers de l'aérodrome de Kandahar plus souvent que d'habitude. En juin et juillet 2010, si le nombre de morts canadiens est bas, à seulement cinq soldats, il en est autrement des cent vingt-six militaires américains tués, qui ont beaucoup attiré l'attention médiatique au cours de ce qui était alors les mois les plus meurtriers pour les États-Unis en Afghanistan depuis le début de la guerre en 2001.

Selon certains journalistes intégrés, le désintérêt pour certains projets de développement était lié à la répétitivité. Une fois qu'un journaliste a déjà couvert la construction d'une école, ce type de projets perd ensuite le caractère de nouveauté. L'OAP du COMFEC André Salloum est néanmoins en désaccord avec cet argument. Pour lui, il ne faut pas perdre de vue que c'est l'Afghanistan, un endroit où les Talibans avaient démoli les écoles et utilisé les mosquées comme lieux d'exécution des personnes et comme zones de combat et où, ensuite, l'OTAN est arrivée pour reconstruire les écoles en permettant à des milliers d'enfants d'y retourner, et rebâtir les mosquées où les gens pouvaient aller en toute sécurité : « C'est pour moi une nouvelle, défend Salloum. […] Et nous avons essayé de vendre : "Écoutez, une autre école n'est pas simplement une autre, peut-être au Canada c'est une autre école, mais en Afghanistan, cela montre que le pays commence à se reconstruire"[6] ». Jusqu'à la fin de la mission, le discours officiel sur la reconstruction et le progrès se heurtera aux réticences médiatiques liées aux difficultés de la coalition à sécuriser une grande partie de l'Afghanistan face à la résistance tenace des Talibans.

Cependant, Cameron McIntosh de la CBC, qui a couvert la fin de la roto 9, dit que les nouvelles sur le développement avaient quand même un certain attrait dans le contexte de fin de la mission :

> À ce moment-là, explique-t-il, il y avait un peu de lassitude pour la guerre sur le terrain et il devenait plus intéressant defaire de longs reportages sur les projets de re-développement, des histoires précises et convaincantes sur des soldats individuels. Si nous pouvions en trouver, des histoires fascinantes sur l'évolution de l'Afghanistan. L'une de nos histoires a été l'histoire d'une prison à Kandahar et la façon dont elle a été reconstruite par les Canadiens. Et cela s'est avéré être l'une de nos pièces maîtresses[7].

Il estime néanmoins que les nouvelles de type *hard news* occupaient encore environ 80 % de la couverture de la CBC alors que les longs reportages (*feature stories*) représentaient une proportion de 20 %. McIntosh a fait le reportage sur la prison en couvrant l'EPR au camp Nathan Smith. Par rapport aux unités opérationnelles, McIntosh indique que l'EPR était dans un contexte particulier : « La fatigue de la guerre n'était pas aussi évidente là-bas, dit-il, il y avait un autre type d'énergie là-bas. La fonction principale consistait à entrer dans les communautés, à établir des relations, quelque chose de positif[8] ». Amener les médias integrés à couvrir l'aspect positif de la guerre des coeurs et des esprits restera un défi pour le service des affaires publiques de l'armée canadienne. Pour les médias, le négatif est l'un des critères de la valeur informationnelle (Galtung et Ruge, 1965 ; Harcup et O'Neill, 2001).

10.2 « *Hard landing* » et le brouillard de la guerre

Le 5 août, un hélicoptère Chinook de l'armée canadienne en mission de ravitaillement avec cinq membres d'équipage et seize passagers à bord est touché par un tir ennemi et doit se poser d'urgence dans un champ près du village d'Armarah, dans le district de Panjwai. Cet incident entraîne une guéguerre d'interprétation entre l'armée et les médias sur ses causes et ses conséquences. Le major Daryl Morrell, responsable des affaires publiques à Kandahar, indique aux médias que huit personnes ont été blessées, mais qu'il s'agit heureusement de blessures légères (cité par Graveland, 2010c). Selon la dépêche de La Presse canadienne, un porte-parole taliban a revendiqué l'attaque menée par une roquette, mais l'OAP Morrell a refusé d'accréditer cette revendication, affirmant que les enquêteurs devaient analyser les causes de l'« atterrissage brutal » (*hard landing*) et les dommages infligés à l'appareil. Deux jours plus tard, Graveland (2010d) rapporte que les Forces canadiennes ont confirmé que des tirs d'armes de petit calibre avaient forcé l'atterrissage d'urgence du Chinook, et le brigadier-général Jonathan Vance précise alors que les tirs avaient provoqué un incendie qui a contraint le pilote à atterrir et qui s'est soldé par la destruction de l'appareil. Vance dira que c'est un tir chanceux qui a atteint l'hélicoptère, qui vaut 50 millions de dollars, indique Cameron MacIntosh (CBC Television – *The National,* 2010c).

Après l'écrasement, une équipe médiatique a accompagné la force d'intervention rapide qui s'est rendue sur les lieux à partir de la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar. Le journaliste a contacté *KAF* pour s'assurer qu'il pouvait rapporter l'incident, confie l'OAP Yves Desbiens :

> Toute couverture qui aurait permis d'identifier les causes, identifier clairement les causes ou les dommages subis par l'aéronef, ça ça viole les règles de sécurité opérationnelle. Toutefois, on peut pas dénier, on peut pas cacher que l'aéronef est en feu. Donc, ce que je lui ai dit, c'est de tout simplement s'assurer que le visuel ne permettait pas d'identifier très clairement les dommages causés ou du moins de pouvoir créer un effet de cause à effet où l'attaque a permis de causer des dommages, ainsi de suite[9].

Les instructions fournies au journaliste concernaient donc la sécurité opérationnelle et il ne pouvait pas, par exemple, diffuser des images des impacts de balles sur la carcasse du Chinook.

Cet épisode a créé des remous à la tente des médias à Kandahar. Un journaliste intégré croit que l'armée canadienne a essayé d'éviter de confirmer le succès de l'attaque sur l'hélicoptère. « Ils ne voulaient tout simplement pas que les Canadiens sachent qu'un avion avait été abattu[10] ». Apparemment, avance-t-il, il y avait une vulnérabilité sur l'hélicoptère que les Talibans avaient détectée, et ils avaient réussi à abattre des Chinook en recourant à cette astuce. Il en a conclu que

le général Jonathan Vance avait menti en disant que c'était un « atterrissage brutal » alors que les journalistes savaient qu'il avait été abattu[11].

Le brigadier-général Vance défend sa démarche lors de l'incident : « Ce qui m'inquiétait, lorsque cet incident s'est produit, c'est le fait que ça soit automatique qu'il ait été abattu. Et ni nous ni l'équipage n'avons pu confirmer que l'hélicoptère avait été abattu avant que nous ayons pu faire des interviews après coup et comprendre ce qui s'était passé[12] ». L'armée canadienne s'attendait à ce qu'il y ait plusieurs victimes. Le contrôle du message est lié ici à la guerre de l'information et Vance, en était très conscient :

> Les talibans abattant un hélicoptère canadien avec des personnes à bord, il s'agit d'une grande victoire de propagande. C'est gros. Nous voulons nous assurer qu'avant de prendre ce coup, car c'est un coup. Nous savons que nous ne pouvons pas l'éviter, nous ne pouvons pas mentir, nous ne pouvons pas construire une vérité alternative, mais nous demandons de connaître la vérité avant qu'elle ne soit divulguée[13].

La question se pose de savoir si Vance, comme commandant, n'avait pas les rapports de terrain qui permettaient de savoir ce qui s'était passé. Lors d'incidents, le quartier général à Kandahar recevait en principe des équipes sur le terrain un *SIR* (*Situational Incident Report*) qui décrivait ce qui s'était passé. Vance répond : « Dans le brouillard de la guerre, même avec l'état de notre communication, je ne crois jamais au premier rapport, je crois rarement au deuxième rapport et je commence à y croire dès que j'arrive au troisième rapport. Ce ne sont alors que des rapports qui sont livrés par des gens qui sont dans le feu de l'action[14] ». Il ajoute qu'une publication rapide du fait que l'hélicoptère avait été abattu n'aurait rien apporté de plus aux journalistes, mais aurait nui à la mission, et il tenait à vérifier les faits avant d'informer la presse. Les médias n'étaient certainement pas du même avis. « Les forces n'étaient pas aussi communicatives avec les informations à ce sujet aussi rapidement que nous l'aurions souhaité[15] », déplore Cameron McIntosh de la CBC, qui était sur place. Cet incident témoigne d'une dimension intéressante de la guerre de l'information avec le contrôle du message par euphémisation. Le rapport d'incident secret envoyé par la force opérationnelle au COMFEC à Ottawa indique effectivement que l'hélicoptère Chinook a effectué un atterrissage brutal après avoir été touché et que l'évacuation de l'équipage et des passagers a été réussi (Joint Task Force Afghanistan, 2010). Cependant, le rapport ne spécifie pas la cause exacte de la chute à part le feu qui a détruit l'appareil qualifié de « downed » (abattu). Certains journalistes soutenaient leurs faits après avoir parlé aux survivants de l'attaque.

Quelques semaines plus tard, le commandant de l'escadre aérienne canadienne de Kandahar, le colonel Paul Prevost, expliquera que l'armée ne savait pas quel type d'armes avait été utilisé

(cité par Montpetit, 2010). La dépêche de La Presse canadienne précise qu'à la suite de la publication de plusieurs milliers de pages de documents classifiés sur la guerre par WikiLeaks, il y avait eu des spéculations selon lesquelles les talibans utilisaient des missiles à guidage thermique (Montpetit, 2010).

Après la guerre, l'un des soldats qui était à bord témoignera en disant qu'ils ont entendu un bruit sourd puis une explosion avant que l'hélicoptère ne commence à vibrer violemment et à s'écraser (*crash*), et qu'ils ont ensuite été attaqués au sol par les talibans avec des armes légères, puis que ces derniers ont été repoussés par l'énorme explosion de l'hélicoptère (Braybook, 2015). Deux ans après l'incident, un rapport d'enquête mentionnera qu'il y avait eu une détonation initiale suivie d'un incendie, mais qu'aucune preuve directe permettant d'établir le type d'armes utilisé par l'ennemi n'avait pas été retrouvée dans l'épave (Aviation royale canadienne, 2012). Ce rapport note néanmoins que les marques laissées au sol par les pneus indiquent que « l'atterrissage s'est fait en douceur » (Aviation royale canadienne[16], 2012, p. 2, 8).

Cet incident est un événement au sens propre du terme. Ce n'est pas un pseudo-événement, car il n'a pas été planifié (Boorstin, 2012). Ce « *hard landing* » est un événement de type *hard news,* car les médias y accordent une importance. Il a été traité en mode urgence par les médias. Le service des affaires publiques s'est assuré que la sécurité opérationnelle était protégée en limitant les angles de prise de vue. C'est en principe le but premier de tout dispositif de contrôle militaire. Ici, la dichotomie fondamentale s'applique : « voici ce que vous pouvez filmer »/« voici ce que vous ne pouvez pas filmer ». Pour le reste, les journalistes ont rapporté l'événement en parlant avec plusieurs sources qui accréditaient un tir ennemi. Le caractère évolutif de l'événement en fait ce que Tuchman appelle une « *developing story* » (Tuchman, 1978, p. 54-55). Pour l'armée canadienne, l'admission du coup taliban a été faite, mais la stratégie médiatique de différer l'admission a réussi à atténuer l'effet plus dommageable des manchettes qui auraient insisté sur le caractère exceptionnel du coup malgré qu'il n'y avait pas eu de victimes. Les sources militaires ont réussi à imposer une perception de l'événement en fonction de leurs intérêts communicationnels. L'occurrence médiatique de l'événement est une construction évolutive. C'est tout ça qu'on appelle le brouillard de la guerre, « *the fog of war* ». La communication de guerre est un *art de brouillage*.

10.3 Un nouveau chérif en ville

Durant la roto 9, les journalistes intégrés ont couvert l'arrivée massive des troupes américaines dans les zones de responsabilité jusque-là occupées par les Canadiens. À son retour à Kandahar en juillet, Dene Moore de La Presse canadienne a fait notamment sentir l'afflux américain sur le terrain. « Les soldats sont présents partout, dans des convois, en patrouille, sur les bases militaires de plus en plus importantes et aux nouveaux postes de contrôle qui ont été établis sur les routes principales menant à Kandahar » (Moore, 2010a). La correspondante indique que le combat final des Canadiens sera la troisième phase de l'opération *Hamkari* dans la stratégie de contre-insurrection. La première phase avait été d'améliorer la sécurité avec les points de contrôle dans la ville de Kandahar ; la seconde de mener des opérations de nettoyage dans le district d'Arghandab ; et enfin, une fois les combats ralentis, la troisième était de créer des emplois, de favoriser le développement et de renforcer la présence du gouvernement (Moore, 2010b). « C'est un combat difficile », admet le brigadier-général Frederick Hodges, qui commande les opérations du Commandement régional Sud. « La phase de transition pour le retrait du Canada débutera au printemps prochain. Jusque-là, la guerre continue », dit Hodges[17] (cité par Moore, 2010b). Avec les renforts américains, les reportages médiatiques mentionnent de plus en plus le retrait canadien.

Du côté américain, les demandes d'accréditation ont explosé avec les troupes du *surge*[18]. « Tout le monde voulait aller et être avec ces Marines. Je me suis donc mis en ligne et mon numéro n'a jamais été appelé. C'est pourquoi j'ai accompagné les Canadiens[19] », confie Drew Brown du journal *Stars and Stripes*. Si au début de la guerre, en 2001, les médias américains avaient eu toutes les difficultés du monde à couvrir l'Afghanistan, le Pentagone avait progressivement instauré l'intégration médiatique après le succès du programme en Irak. L'armée américaine a construit un immense centre de presse pour accueillir les médias à Kandahar. Les Américains ont pris le contrôle du camp, mais le programme d'intégration canadien a continué à opérer de manière indépendante. Cette présence américaine et leur nouveau style allaient créer quelques frictions avec les médias.

Depuis la guerre en Irak de 2003, plusieurs armées ont imité les Américains et mis en place des programmes d'intégration journalistiques. À Kandahar, les journalistes canadiens pouvaient s'intégrer dans le programme canadien ou demander une accréditation auprès du service des affaires publiques de l'OTAN, mais c'est la première option qui était très largement la plus usitée.

Il pouvait y avoir des visites ponctuelles à d'autres programmes, comme l'explique l'OAP du COMFEC André Salloum :

> Un journaliste pouvait dire : "Ok, je suis avec les Canadiens, mais je veux aller voir ce que font les Américains, ce que font les Néerlandais, ce que font les Roumains, les Australiens, les Britanniques". Donc, l'OAP dira : "Ok pas de problème", envoie un courriel à ses collègues et leur dit :"J'ai un journaliste canadien du *Globe and Mail*, il est intéressé à couvrir les Anglais à Helmand ? Êtes-vous intéressés, les gars ?" Ils avaient également leur propre programme d'intégration, les Britanniques, alors nous avions un accord. Ils avaient leur propre paperasse[20].

À l'aérodrome de Kandahar, les journalistes canadiens ont été confrontés « au nouveau chérif en ville ». La prise de contrôle des Américains à Kandahar signifiait plus de restrictions pour les journalistes étrangers couvrant l'Afghanistan. Les restrictions rendaient difficiles les déplacements des journalistes canadiens qui désiraient quitter l'aérodrome de Kandahar pour interviewer des Afghans locaux et revenir à la base sans entraves, et les militaires avaient commencé aussi à escorter les journalistes accrédités, avait fait savoir Murray Brewster de La Presse canadienne (Brewster, 2009e). Son reportage a noté d'autres restrictions, comme le remplacement des cartes d'accréditation de la FIAS par des laissez-passer de visiteurs qui étaient désormais fournis aux journalistes intégrés.

La nouvelle de Brewster a créé un petit débat dans les milieux journalistiques et militaires. Tout en reconnaissant qu'une directive américaine avait instauré les laissez-passer de visiteurs temporaires à la place des laissez-passer tout accès de la FIAS, un blogue de Brian Hutchinson de CanWest News Service a néanmoins fortement contesté la nouvelle de Brewster, qu'il a qualifiée de « trompeuse », particulièrement en raison du fait qu'il avait lié les nouvelles restrictions à la censure (Hutchinson, 2009). Dans un courriel au directeur exécutif de la Conférence des associations de la défense (CAD) qu'a fait circuler l'organisme, Matthew Fisher de CanWest News Service a aussi répliqué que les restrictions n'étaient qu'« une nuisance et un léger inconvénient », mais qu'elles n'empêchaient pas du tout les journalistes intégrés de faire leur travail (cité par Pugliese, 2009).

Le service canadien des affaires publiques à Kandahar a néanmoins soulevé la question des nouvelles restrictions avec les Américains sans qu'elles soient levées, mais certaines d'entre elles, comme les escortes, n'ont pas affecté les journalistes canadiens, car elles ont été simplement ignorées par les Canadiens. Un autre article de Brewster fera savoir que l'OTAN avait aussi imposé l'identification biométrique en Afghanistan comme ça se faisait en Irak, mais que les journalistes

canadiens avaient été exemptés (Brewster, 2009f). Cette pratique avait été mise en place en Irak à partir de 2006 et les journalistes intégrés devaient s'y soumettre (Bizimana, 2014, p. 95-96).

Avant l'arrivée des Américains, les journalistes canadiens étaient habitués à faire des allées et venues à partir de la base de Kandahar afin d'effectuer des reportages indépendants avec des civils. Cette pratique simple était tolérée depuis les débuts par les Canadiens et il suffisait d'une simple présentation de la carte d'intégration. Ce type de sorties a continué, mais c'est la facilité du processus qui a été perdue. Accrédité au printemps 2009, Alan Waterman de la CBC s'est heurté à cette rigidité à l'américaine :

> Le capitaine américain responsable du terminal de *KAF* a dit : "Oh non, nous avons décidé de ne pas le faire, nous sommes maintenant ici, nous sommes maintenant en contrôle et nous n'allons pas délivrer des cartes de journalistes de la FIAS, vous obtenez un permis de visiteur et si vous voulez sortir du camp, vous devez rendre votre permis de visiteur et votre passeport au contrôle et nous allons vous donner une escorte vers l'extérieur (55:25), vous guider à travers tout le (segment inaudible, 55:27) de sortir comme un vrai civil. Puis quand vous revenez, vous devez appeler à l'avance et nous vous retrouverons à l'extérieur du camp. Quelqu'un vous ramènera à l'intérieur et vous accompagnera tout au long du camp, le camp où vous vivez depuis six semaines, vous escortera tout au long du camp, retour au contrôle où nous vous rendrons votre passeport"[21].

Pour le journaliste de la CBC, ce cas illustre la différence entre les styles de contrôle américain et canadien. Il ajoute : « Le contrôle canadien, c'est beaucoup plus : vous êtes ici avec nous, vous supportez la même merde que nous et, par conséquent, nous ferons tout ce que nous pouvons pour vous aider, et soyez simplement conscients parfois que nous devons dire, c'est OPSEC, c'est la sécurité opérationnelle, ne laissez pas ceci sortir[22] ».

Waterman donne un autre exemple de la nervosité des Américains alors qu'il réalisait une entrevue sur la logistique de *KAF* avec un commandant britannique. Pendant que le commandant lui faisait le tour du camp en montrant les nouveaux véhicules américains stationnés, ils ont alors aperçu un véhicule roulant à vive allure et se dirigeant dans leur direction avant qu'un major américain n'en sorte et ne commence à s'énerver : « "Qui diable êtes-vous et pourquoi êtes-vous ici et qui a dit que vous pouviez être ici devant mes véhicules, et vous feriez mieux d'avoir un Paffo avec vous"[23] », décrit Waterman. « Il a vu les médias là-bas avec la grosse caméra avec ses camions en arrière-plan et il a pensé que c'était une brèche de sécurité[24] », ajoute-t-il. En fin de compte, les images des camions américains n'ont pas été utilisées par l'équipe de la CBC, car elles n'étaient pas essentielles au reportage. Mike Heenan, un caméraman de la CBC, abonde dans le même sens : « Parfois, relate-t-il, les Américains étaient également sensibles à ce que nous filmions sur la base […] et disaient : « "Qu'est-ce que tu fais ? Pourquoi fais-tu ça ?"[25] ». Dans ces cas, même s'ils

avaient les autorisations, les journalistes devaient s'expliquer ou appeler un officier d'affaires publiques canadien pour régler la situation.

Les journalistes intégrés ont noté les différences d'approche entre les systèmes canadien et américain. Waterman note que les Canadiens faisaient beaucoup plus confiance aux journalistes. Gloria Galloway du *Globe and Mail* a aussi senti le changement de garde à Kandahar. « Il y avait, dit-elle, des endroits sur la base où vous ne pouviez pas aller et c'est devenu un endroit beaucoup moins convivial. Les Canadiens, vous pouviez voir, essayaient de respecter les règles imposées par les Américains, mais il y avait beaucoup moins de va-et-vient, beaucoup moins de liberté sur la base. Ils avaient toutes sortes de règles stupides[26] ». À titre d'exemple, elle explique que les Américains ne voulaient pas que les journalistes parlent aux soldats de manière informelle.

> Vous ne pouviez pas simplement parler anonymement à un soldat de la base et lui dire : "Hé, comment ça va, mec ?". Bien sûr, nous l'avons fait, nous ne les avons pas cités mais leur avons parlé. Mais nous ne les citions pas pour ne pas leur causer des ennuis, mais bien sûr, on ne peut pas ne pas parler aux gens. Mais je suppose qu'ils ne voulaient tout simplement pas que quelqu'un donne accidentellement quelque chose [de l'information] qu'ils ne voulaient pas[27].

Sur papier, les systèmes d'intégration canadien et américain sont très similaires avec pratiquement les mêmes *ground rules* héritées de la guerre en Irak. Dans la réalité, certaines différences sont marquées. Drew Brown de *Stars and Stripes,* qui avait été mis au ban de l'*embedding* américain en Afghanistan et qui a couvert les Canadiens, ne mâche pas ses mots : « Je déteste parler contre mon pays, mais c'était plus de contrôle et c'était beaucoup moins cordial. Les Américains ne sont pas diplomates. J'ai trouvé les Canadiens très sympathiques envers la presse[28] ». Ayant couvert les deux guerres, en Irak et en Afghanistan, Brown croit que l'intégration devrait être plus simple. « À mon avis, la règle de base devrait être binoculaire : la sécurité opérationnelle et aucune publication des pertes jusqu'à ce que leurs familles soient avisées[29] ». Mais à part ça, défend-il, il ne devrait pas y avoir de règles, un journaliste devrait être libre d'aller et de faire son travail, et les militaires devraient être chargés de faciliter cela[30]. D'après son expérience, les règles de base de l'intégration sont devenues beaucoup plus strictes quand les Américains se sont installés dans le sud. Il y avait beaucoup plus de restrictions.

Pour autant, cette appréciation positive du programme canadien ne s'applique pas à tous les aspects de la couverture médiatique de la guerre. Durant les dernières rotations, les journalistes intégrés ont continué à couvrir différents aspects de la mission canadienne à partir de *KAF* et des postes d'opérations avancées. En parcourant les reportages médiatiques, on peut voir qu'il y a très peu de reportages dans les parages des opérations de combat. Pour la majorité des journalistes

intégrés, l'accès au front est resté un défi jusqu'à la fin de la mission. Il y avait bien sûr les restrictions imposées aux journalistes par leurs propres rédactions en raison des risques, mais, contrairement aux journalistes intégrés américains, les journalistes intégrés canadiens avaient plus de difficultés à faire le reportage de combat. Jonathan Montpetit de La Presse canadienne témoigne :

> Après avoir parlé à des journalistes américains, vous pouviez dire que des journalistes américains pouvaient aller dans l'intégration avec les Marines et dire : "Je veux aller au front", "je veux aller dans un point chaud", "je ne veux pas voir ceci". Et, boum ! Vous êtes sur un hélicoptère le lendemain. Il me semble que l'armée américaine ne voulait pas du tout que les journalistes traînent à Kandahar[31].

Certes, le programme canadien offrait de meilleures installations avec un environnement de vie et de travail plus confortable incluant, entre autres, un bon accès Internet sur la base de Kandahar, mais les journalistes intégrés américains pouvaient s'intégrer plus facilement dans les opérations militaires.

> Le *New York Times*, le *Washington Post* et le *LA Times*, leurs reportages en première ligne étaient beaucoup plus vifs, beaucoup plus précis et je pense, dit Montpetit, que si vous êtes un consommateur de nouvelles des médias américains, si vous voulez avoir une idée de ce qui se passait dans la guerre, vous pouvez l'avoir. C'était beaucoup plus difficile si vous êtes un consommateur canadien, parce que les médias, l'entreprise de presse et les Forces armées entretenaient une culture de traîner autour de *KAF*[32].

Dans le programme canadien, si les médias étaient beaucoup plus responsables de la « culture de *KAF* » en raison des risques encourus par leurs journalistes sur les routes infestées d'*IED* et de l'obsession pour les images des cérémonies d'adieux en l'honneur des soldats tués ; l'armée canadienne était beaucoup plus responsable de la « culture des opérations sûres » avec la crainte d'envoyer des journalistes intégrés dans des opérations risquées lors de situations non maîtrisées qui pouvaient avoir des effets communicationnels négatifs. La couverture médiatique de la guerre en Afghanistan est une combinaision de ces routines journalistiques et militaires. Les occurrences médiatiques dépendent de ce que décident les « promoteurs » et les « assembleurs » des nouvelles de guerre. L'un des rares journalistes qui connaissaient bien les deux systèmes, canadien et américain, et les opérations risquées, est le photographe Louie Palu. De par sa relation avec les soldats et la profondeur de son travail iconographique, l'expérience de photographe intégré de Palu est unique, comme nous allons le voir.

10.4 Louie Palu, photographe au front

Louie Palu est le photographe qui a connu la présence la plus forte dans les opérations militaires des Forces canadiennes en Afghanistan. Présence forte en ce qui a trait à la relation particulière avec les soldats sur le terrain, mais aussi en ce qui concerne la durée et la diversité d'expériences avec différentes forces de l'OTAN. Il a vu de près les ravages de la guerre sur les militaires, mais aussi sur les civils afghans, et a pu se rendre compte des incohérences de la guerre contre-insurrectionnelle. Son expérience personnelle est certes unique, mais repose aussi beaucoup sur certains éléments qui caractérisent les relations armée-médias dans le programme d'intégration.

Palu a été intégré à l'armée canadienne pour la première fois durant la roto 1 au moment du déploiement du 1er Bataillon du *PPCLI* avec le commandant Ian Hope en 2006. Il avait déjà couvert l'Afghanistan en dehors du dispositif militaire. « J'ai essayé de maintenir cet équilibre entre le travail intégré et le travail indépendant dans la mesure du possible et autant qu'un environnement sécuritaire pouvait le permettre[33] », précise le photographe. Comme les autres correspondants du *Globe and Mail*, Palu a suivi la formation des journalistes en zone hostile de la firme britannique Centurion. « La formation est essentielle, dit-il, mais aucun cours ne peut vous éviter de marcher sur une mine terrestre ou un *IED*[34] ». C'était à la fin de mars 2006 que Palu et Blatchford sont tombés sur un kamikaze qui venait de s'exploser accidentellement. La chair humaine, le sang et l'odeur nauséabonde, c'était l'une de ces scènes horribles qui rappellent les rigueurs du métier. « Il y a avait des morceaux de corps partout… en tant que journaliste, ce n'était pas compliqué de documenter et d'expliquer ce qui était arrivé. Mais en tant qu'être humain… il n'y a pas d'explication possible », dira-t-il plus tard (cité par Weinberg, 2009).

Palu quittera le *Globe and Mail* en 2006 et commencera alors à travailler pour l'agence indépendante américaine ZUMA Press en 2007. Rapidement, il va se révéler comme l'un des meilleurs photographes de guerre en Afghanistan par sa régularité et son style. Grâce à ses nombreuses sorties au front avec les troupes canadiennes, il va très vite gagner la confiance des soldats et se forger une réputation de photographe de combat. « Les troupes avaient confiance en lui. Il m'a aidée [moi aussi] à gagner la confiance. Dans certains cas, il m'a aidée à aller au front, même s'ils [les soldats] avaient peut-être hésité à m'emmener avec eux au début[35] », témoigne Tobi Cohen, qui a couvert la roto 4 à la fin de 2007 pour La PC.

L'officier d'affaires publiques du *Royal 22e Régiment*, Mathieu Dufour, a vu le photographe durant la roto 7 : « Louie Palu, il a jamais été envoyé au front, pourtant il était toujours au front.

Comment il faisait ? Ben, rendu en avant avec les militaires, il disait : "Qui fait quoi, moi j'aimerais ça être avec eux autres". "Oui Ok, pas de problème". La confiance se gagnait puis il pouvait y aller[36] », se rappelle-t-il. Palu n'est pas le genre de photographe à attendre que les OAP viennent lui proposer une liste d'épicerie. *KAF* n'est pas son terrain de chasse. « Louie Palu s'est jamais plaint de quoi que ce soit. Il trouvait des listes de transport puis on le transportait partout. Même lui se trouvait lui-même ses listes en dehors de notre contrôle, puis moi ça me dérangeait absolument pas[37] », indique l'OAP Dufour. Son collègue Yves Desbiens, qui a accueilli Palu à Kandahar en 2009, abonde dans le même sens : « Il a saisi toutes les opportunités qui se sont présentées à lui pour aller sur le terrain. Il est sorti avec un *fixer* aussi à ses risques et périls[38] ».

Les relations bâties au fil du temps sont un facteur dans la négociation de l'accès. En principe, ce sont les officiers d'affaires publiques qui décident où vont les journalistes et quelles unités ils couvrent, mais les relations se bâtissent à travers les contacts sur le terrain. Les journalistes expérimentés comme Murray Brewster, Louie Palu, Matthew Fisher et [Colin] Perkel, qui étaient souvent sur place, n'avaient pas de passe-droit, mais c'est un gros avantage pour eux de bâtir des relations, explique l'OAP Desbiens :

> Les rotations se font entre trois groupes de bataille : Valcartier, Petawawa, Edmonton. Donc, un journaliste qui couvre cette mission-là puis qui en est à sa 10e, 15e présence en théâtre, il risque de rencontrer des gens qu'il a déjà vus dans le passé. Donc, là où il peut y avoir une notion de privilège, c'est le lien de confiance qui a été construit au fil des ans dans le passé[39].

Palu est principalement connu comme photographe, mais il travaille aussi avec une caméra. Parmi ses faits d'armes figurent les images spectaculaires de l'opération *Sharp Sword* en 2007, qui ont été diffusées par plusieurs bulletins d'information des réseaux de télévision. À titre de photographe-caméraman indépendant, il fournira également des images du front au *pool* CBC/Radio-Canada, CTV et Global dont les caméramans étaient généralement confinés à *KAF*.

Quand on suit les soldats au front, les choses peuvent être certainement plus périlleuses. Un jour, il est tombé dans une embuscade : « Je marchais avec des soldats sur la route et on m'a tiré dessus. Les balles ont percuté le sol juste entre mes pieds. Il s'en est fallu de quelques centimètres… J'ai sauté dans le fossé pour me mettre à l'abri » (cité par Weinberg, 2009). Très peu de journalistes intégrés ont vécu ce type de situations. La plupart ont connu la menace des engins explosifs improvisés, qui étaient le cauchemar des convois militaires et des tirs de roquettes à *KAF*.

En 2010, Palu a lui-même vu exploser plusieurs *IED*. Alors qu'il était en patrouille près du poste avancé de Nakhonay, une explosion s'est produite tout juste derrière lui : « Je suis, décrit-il, si proche de l'explosion que je pense que mes jambes sont parties dans la poussière aveuglante. Je

passe rapidement mes mains sur mes jambes et elles sont toujours là » (Palu, 2010b). Le photographe sait que les risques étaient très élevés et qu'à ce titre, son parcours indemne en Afghanistan est notable : « Pendant environ trois ans, je n'ai couvert que les combats de première ligne. Je regarde en arrière et je pense que j'ai eu beaucoup de chance de ne pas avoir été tué[40] ».

Couvrir l'armée signifie bien sûr suivre certaines règles du programme d'intégration. « Les journalistes intégrés évoluent dans un espace de codification et de filtrage » (Bizimana, 2014, p. 15). Pour Palu, les règles d'intégration reviennent à une question d'accès :

> L'accès aux gouvernements, aux entreprises et aux groupes d'intérêt privés ou à n'importe quoi est toujours un problème, que ce soit dans une zone de guerre ou chez nous. Essayez de couvrir un concert pour un musicien ou un groupe célèbre ces temps-ci, il y a toutes sortes de restrictions et de formulaires qu'ils veulent que vous signiez. Ils essaient de contrôler strictement votre position et les types de photos que vous pouvez prendre. Mon travail consiste à contourner cela[41].

Pour les intégrés, il n'est pas évident de contourner complètement les règles militaires, mais tout est une question de négociation. Constamment, l'accès au périmètre opérationnel est négocié à travers des conduites réciproques et des échanges formels et informels avec les commandants des unités militaires et avec les officiers d'affaires publiques qui s'occupent en principe de la circulation journalistique et du rôle d'aiguillage aux sites[42] Plusieurs critères déterminent l'accès, comme en témoigne Palu :

> Certains commandants posent des questions difficiles telles que : "Qu'allez-vous faire si l'un de mes soldats est tué devant vous ?" ou des questions simples comme : "Vous pouvez grimper sur un mur, courir 10 km avec 100 livres sur votre dos ou si vous êtes allé au combat ?". Ils pensent concrètement et si vous allez vous conformer à ce qu'ils essaient de faire sur le plan pratique. Ce sont généralement les politiciens qui essaient de dicter l'accès aux soldats, je garde toujours ça en tête[43].

Plusieurs journalistes et officiers d'affaires publiques qui ont participé à cette étude ont mentionné le fait que Palu a bénéficié d'un très bon accès aux opérations militaires. Le photographe explique : « Ce n'est pas que j'avais un bon accès, c'est vraiment parce que j'ai passé beaucoup de temps sur le terrain. Vous ne pouvez pas avoir mieux que passer plus de temps sur le terrain à observer et à faire du reportage[44] ». Il est vrai que certains caméramans du *pool* ont passé plusieurs séjours confinés à la base de Kandahar sans pouvoir suivre les soldats « *outside the wire* ».

Pour le compte de ZUMA Press, Palu couvre les Canadiens, mais il s'intègre aussi aux troupes britanniques et américaines en Afghanistan. Il se rendra lui aussi compte de la baisse de l'intérêt médiatique pour la guerre. Il écrira : « Je suis retourné en 2007 et peu de publications s'intéressaient à l'Afghanistan. C'était comme si une guerre majeure avait lieu et que personne n'était vraiment intéressé. J'y suis retourné en 2008 et je me suis trouvé au cœur de l'une des

périodes les plus violentes que le pays ait connues depuis 2001 » (Palu, 2009). Entre 2007 et 2008, le photographe couvre plusieurs opérations dans le volatile district de Zhari. Il sera encore très actif durant les dernières rotations de la mission canadienne entre 2009 et 2010.

Palu a amplement couvert la guerre contre les *IED* aux côtés des soldats canadiens et a pu voir lui aussi les difficultés de la guerre de contre-insurrection. Il en a donné une illustration dans un article publié dans le *Toronto Star* :

> Lorsque la patrouille rencontre les chefs de village locaux – plusieurs sont soupçonnés d'être des talibans –, ils insistent sur le fait qu'il n'y a pas de talibans dans leur village. Pourtant, presque chaque jour, une nouvelle bombe est découverte, une était assez sophistiquée pour tuer ou blesser presque toute la patrouille. Nous avons réalisé que nous étions debout à côté la veille (Palu, 2010).

Il racontera, entre autres, sa descente dans le village de Khairo Kala pour « la chasse aux *IED* » avec les soldats de la compagnie Delta du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* en avril 2010 (Palu, 2010).

Depuis 2006, Palu avait suivi les troupes canadiennes dans les bases d'opérations avancées et dans les villages situés dans les districts dangereux du Panjwai et de Zhari. Murray Brewster (2010c) notera que le district de Zhari, que les Soviétiques et les Américains ont tous appelé « l'enfer vert » avec sa végétation dense et marécageuse, donnait encore du fil à retordre aux Américains, qui venaient de le reprendre aux Canadiens. Comme l'écrira Mitch Potter dans le *Toronto Star*, le photographe sera abasourdi par le peu d'attention accordée à la passation de pouvoir dans le district de Zhari entre les Canadiens et les Américains : « Pour Palu, Zhari devrait toujours figurer dans la conscience canadienne comme l'épicentre du sacrifice de ce pays en Afghanistan » (Potter, 2009).

Durant la roto 9 en 2010, le photographe a couvert plus de 150 évacuations médicales héliportées effectuées par les troupes américaines. Jour et nuit, les *Medevac* sont en alerte sur le tarmac à Kandahar en attendant les appels des unités en opérations sur le terrain. Palu décrit :

> Les équipages qui pilotent ces ambulances aériennes d'hélicoptères de la compagnie medevac de la 101e brigade d'aviation de combat américaine sont les héros les plus fous que j'ai jamais vus. Ils volent dans les pires endroits non pas pour se battre, mais pour ramasser de manière désintéressée les blessés, les soldats, les civils et, oui, les insurgés (Palu, 2010b).

Pour les blessés, le son des rotors d'un hélicoptère est un son de réconfort qui annonce l'espoir de pouvoir s'éloigner du danger et de pouvoir s'en tirer s'il y a urgence médicale. Des journalistes intégrés blessés ont également bénéficié de ce service de guerre vital.

Le plus grand défi du photographe de guerre a été, révèle-t-il, de « voir des enfants morts et blessés[45] ». Le correspondant Mitch Potter écrira que le photographe sera hanté par le nombre

impressionnant de civils, de policiers et de militaires afghans blessés qui affluaient aux portes de la base canadienne pour demander de l'aide durant l'été 2010 : « C'était terrible parce que la mission est là pour aider les Afghans et il ne manquait pas des personnes prises entre deux feux. […] Le flux quotidien de blessures a été énorme. L'été a été record pour le traitement des victimes afghanes. Et il y avait peu de couverture de ça, j'ai donc décidé d'en faire le centre de mon travail », dit le photographe (cité par Potter, 2009).

Palu était un photographe respecté par les soldats et les officiers d'affaires publiques. Il a eu d'excellentes relations avec eux, à quelques exceptions près.

> J'ai eu, dit-il, quelques problèmes mineurs, puisqu'un militaire a créé sa propre interprétation des règles et m'a empêché d'accéder à ce que je voulais photographier, cela n'a jamais été une grosse affaire pour moi. Cela n'a pas vraiment d'importance, car j'ai juste quitté mon intégration et j'ai quand même eu les photos[46].

À propos des OAP, le photographe note que « la plupart d'entre eux étaient sympathiques et professionnels[47] ». Avec une réputation de renom qui le précédait sur le terrain, le photographe a eu une intégration assez aisée avec différentes unités militaires. « La plupart du temps, ils savaient que je pouvais suivre les troupes physiquement, que je pouvais survivre au combat, à l'exception des situations limites, et que les troupes ne se plaindraient pas de moi[48] ». De toutes les accréditations avec les Canadiens entre 2006 et 2010, un seul cas a suscité un malaise chez le photographe. « Il y avait un PAO en particulier qui était difficile en 2010, il était vraiment un imbécile. C'était une affaire de personnalité qu'il avait avec tous les journalistes. J'ai juste changé pour une autre unité de l'armée jusqu'à son départ. Certains OAP m'ont même offert un accès incroyable[49] ».

Dans l'espace de surveillance qu'est le programme d'intégration, les images de guerre constituent une zone d'inconfort notoire pour les services d'affaires publiques et l'armée, toutes nations confondues. Cette donnée est constante dans le travail de tout journaliste. Palu explique :

> Les deux questions sur lesquelles les OAP se sont principalement concentrés étaient les images de détenus et de soldats blessés ou morts. J'ai des photos des deux et j'ai exercé au mieux mon jugement pour décider quoi publier ou pas en considérant le contenu graphique et la sensibilité envers le public et les familles des personnes tuées ou blessées[50].

Le travail d'un photographe intégré qui passe des journées et des semaines près des soldats en opérations est susceptible de titiller la sensibilité de l'armée plus souvent que celui d'un autre journaliste intégré. La publication des images de guerre constitue l'un des points contentieux entre les armées et les médias depuis que les appareils photo et les caméras existent. « À quelques

occasions, l'armée m'a contacté à propos d'images de victimes, mais j'avais fait tous mes devoirs en répondant à tous les cas et je n'ai jamais eu de gros problème[51] », relate le photographe.

En couvrant différentes armées de la coalition en Afghanistan, le photographe a pu se rendre compte de quelques différences entre leurs systèmes nationaux d'intégration journalistique.

> Le Canada avait l'un des systèmes d'intégration les plus libéraux qui soient, décrit-il. Les Américains se sont d'abord plaints que le Canada était trop laxiste avec leur accès. De leur côté, les Canadiens avaient beaucoup de mal avec les images de soldats canadiens morts ou blessés. Les Américains ont permis plus d'accès aux victimes. Avec le temps, de 2006 à 2010, l'accès est devenu plus simple pour tout le monde. Les Britanniques étaient tout simplement très difficiles[52].

L'expérience de Louie Palu sera plus tard l'objet du documentaire *Kandahar Journals* réalisé par Devin Gallagher et co-écrit par Murray Brewster de La Presse canadienne. Dans ce documentaire, « la caméra suit les soldats [qui] avancent en sachant que leur prochain pas pourrait être leur dernier, à la poursuite d'un ennemi disséminé dans la population civile, invisible jusqu'à ce que des coups de feu sporadiques retentissent » (Perkel, 2015). Le sergent Matt Snoddon, que Palu avait interviewé sur le front en 2009, y résume le paradoxe de la guerre de contre-insurrection : « En un an, je n'ai pas vu un seul taliban, mais je suis sûr que j'ai parlé à beaucoup d'entre eux » (cité par Perkel, 2015).

Faire son travail sans se laisser impressionner par les règles militaires et les obstacles inévitables qu'on rencontre sur le terrain. Louie Palu est le photographe intégré canadien qui a le mieux maîtriser l'art de couvrir la guerre aux côtés des soldats dans les montagnes pittoresques et les villages inhospitaliers de l'Afghanistan. À la base, en patrouille et au front, Palu a su naviguer aisément les méandres du programme d'intégration, son objectif et sa caméra ont capté les moments particuliers d'une histoire militaire de la mission canadienne en train de s'écrire. Son expérience de photojournalisme au front avec les soldats canadiens et alliés est remarquable. « Je n'ai rien à redire[53] », confie celui qui a photographié et filmé la guerre en Afghanistan pour l'actualité et l'histoire et qui a survécu à plus d'une occasion où le pire aurait pu arriver.

10.5 L'aiguillage planifié et filtré des médias

Après la baisse de l'intérêt médiatique de 2009, l'arrivée des renforts américains en 2010 et la dernière rotation de combat auront un impact positif, avec un plus grand attrait des médias à Kandahar. Le décompte du service des affaires publiques pour 2010 est de 114 journalistes (94 canadiens et 20 internationaux). Cependant, le pourcentage des médias internationaux dans le programme d'intégration est plus élevé pour 2009, à 32 %, contre 18 % en 2010. Cette situation

s'explique entre autres par le fait que le programme américain a aussi attiré plus de journalistes au moment du *surge* des troupes du général américain Stanley McChrystal.

Pour le reste, le programme des médias intégrés a continué à fonctionner comme à ses débuts avec un processus d'accréditation rodé, mais avec les mêmes écueils quant aux relations entre le service des affaires publiques, les commandants et les journalistes. L'accès des médias à l'espace opérationnel a continué à dépendre de différents facteurs de filtrage comme la sécurité, l'expérience ou le confort des commandants, mais aussi du confort de certaines rédactions. La question des soldats blessés a mené à une révision du contrat d'intégration.

L'OAP Desbiens explique que, durant la roto 9, les relations avec les journalistes étaient très bonnes, sous le signe du respect mutuel. Desbiens a vu défiler à Kandahar des journalistes parmi les plus expérimentés et dit qu'il a beaucoup appris de leur travail :

> T'enseignes pas à un vieux singe à faire des grimaces, les journalistes comme Matthew Fisher, Murray Brewster, [Colin] Perkel, Louie Palu, les journalistes qui ont passé des années en théâtre, donc c'est pas un jeune officier d'affaires publiques qui va faire un *bridge* avec un message qui va le déjouer. Puis j'avais pas la prétention non plus d'essayer de faire ça[54].

Comme d'habitude, les journalistes soumettaient leurs demandes avec une liste de priorités aux OAP et ces derniers essayaient de trouver des interlocuteurs et des opportunités de sorties. Desbiens explique :

> Un journaliste qui était là pour la première fois, seulement pour une semaine qui voulait pas sortir, puis qui voulait faire une couverture des cuisiniers, je le traitais à même titre que Matthew Fisher, qui voulait sortir avec le *battle group*, l'impact va être différent c'est sûr, mais en même temps, est-ce qu'une demande en vaut moins qu'une autre, c'est pas à moi de juger ça. Donc, moi les efforts étaient mis pour toutes les demandes, peu importe si c'était un petit journal ou un gros journal, une petite radio, un journaliste expérimenté ou non. Tous les jours, je communiquais avec eux, je revisitais leurs priorités, leurs demandes et puis je m'assurais qu'ils comprennent les défis auxquels je faisais face aussi[55].

Ce rôle d'aiguillage aux sources et aux sites est un élément essentiel du travail des officiers d'affaires publiques. La tâche d'aiguillage comporte plusieurs défis, comme en témoigne Desbiens :

> C'est une chose de me donner une liste de priorités, ça veut pas dire que leur priorité numéro un, elle va être répondue avant la dernière. Si les individus, les porte-parole qui nécessitent de répondre à cette demande-là sont à l'extérieur, sont en congé, ils peuvent pas, ils sont en préparation pour une mission, ils ont pas le temps, ils ont pas la disponibilité, c'est la réalité, mais je devais m'assurer de communiquer ça aux journalistes. C'est aussi simple de toujours avoir une communication ouverte pour avoir une compréhension mutuelle de la situation[56].

Les OAP sont également conscients des contraintes inhérentes au fonctionnement médiatique :

> Je peux pas me permettre, dit Desbiens, d'assumer que [parce] qu'on a une mission qui s'en vient, que ça va être ça la priorité des journalistes, absolument pas. Donc, eux ont un travail à faire puis ça me regarde pas. Au même titre que si la couverture est positive ou négative ça me regarde pas. […] Ils ont leur agenda, ils paient cher pour aller là, ils ont leurs lignes éditoriales, ils ont leurs bagages, leur expérience, ces choses-là, trop compliqué pour moi à comprendre, puis j'essaierai pas de commencer à manipuler ça, c'est impensable de commencer à essayer de manipuler un journaliste pour essayer de l'orienter vers une couverture, surtout pas qu'on est en théâtre dans ce contexte-là[57].

Desbiens a supervisé le programme d'intégration à Kandahar sous les commandements des généraux Jonathan Vance et Daniel Ménard. Il affirme que les deux commandants étaient réceptifs et très ouverts à la présence des médias :

> Fréquemment, dit-il, ils les rencontraient pour partager de l'information avec eux, parfois sous l'effet d'un embargo, à d'autres moments un à un pour répondre à des questions, faire une entrevue, et puis fréquemment pour leur faire l'annonce d'un décès ou de plusieurs décès. Et puis également à plusieurs reprises lorsque le commandant quittait la base, ce qui était très fréquent, souvent ils nous offraient la possibilité de permettre à un ou deux journalistes de les accompagner puis de partir pour douze heures, vingt-quatre heures, trois jours, quatre jours[58].

Pour le journaliste Matthew Fisher du *National Post,* qui ne cachait pas son admiration pour les généraux, Vance et Milner étaient ses préférés : « Vance était fascinant pour discuter de nombreux sujets et m'a donné un accès sans précédent à sa *war room* et aux réunions privées qu'il a eues avec de hauts responsables afghans et de l'OTAN », écrira-t-il (Fisher, 2011a). Cameron McIntosh de la CBC abonde dans le même sens : « Très ouvert à la présence des médias. Il venait nous voir regulièrement. Il arrivait qu'il passât juste près de nous sur le chemin de la salle à manger. Il s'arrêtait et vous parlait. Nous avons eu une relation cordiale avec lui[59] ». Cependant, Fisher dira que le déploiement du commandant Daniel Ménard n'avait été qu'échéances et occasions manquées (Fisher, 2011a).

Travis Smith est un autre jeune OAP qui s'occupait du 1er Bataillon du *Royal Canadian Regiment*, le groupement bataille de la roto 9. Le *RCR* a mené des opérations de contre-insurrection et ses unités patrouillaient en permanence dans les villages ciblés pour perturber la présence de l'ennemi. C'était principalement des patrouilles de présence où les soldats voulaient s'assurer d'être vus, note Smith : « Il était en fait très facile d'avoir des journalistes sur ces patrouilles régulièrement. Ils aimaient ça. Ils apprenaient à connaître un peu les troupes[60] ».

Comme dans les autres déploiements, les OAP des dernières rotations de la mission ont vu tous les types de journalistes. Desbiens décrit :

> On a des journalistes qui étaient très expérimentés, qui nous donnaient du fil à retordre, qui respectaient le programme mais qui jouaient sur les zones grises, alors qu'on en a que c'était la

> première fois, puis qui le respectaient à la lettre. […] Il y en a d'autres qui comprenaient pas du tout puis qui le respectaient pas du tout[61].

De manière générale, la majorité des journalistes comprenaient bien le programme et respectaient ses règles même si des erreurs de bonne foi se produisaient toujours. Quelques cas étaient plus problématiques. L'OAP du *RCR*, Travis Smith, donne l'exemple d'un correspondant de l'agence Reuters qui n'en faisait qu'à sa tête et ne respectait pas les règles d'intégration[62]. Ce journaliste n'a pas été officiellement désaccrédité pour violation des règles, mais le service des affaires publiques canadien l'a simplement renvoyé au service américain. Ce type de comportement se produit souvent quand un journaliste est intégré pour une courte période et n'a pas l'intention de revenir dans le programme. Il sait que le dispositif de pénalité n'aura pas prise sur lui.

À chaque rotation, les journalistes intégrés qui n'avaient pas de contraintes rédactionnelles demandaient à couvrir les opérations sur le terrain avec les unités en action. L'OAP Desbiens note que ce vœu était en principe exaucé :

> Les journalistes, on leur offrait constamment de prendre part à nos opérations, des fois des opérations qui duraient une journée, des fois des opérations qui duraient une semaine, on a des opérations qui duraient plusieurs, plusieurs jours puis on permettait dans la mesure du possible d'être le plus flexible. Et puis pour un journaliste qui voulait y prendre part pour quelques jours et puis ensuite revenir, si le transport sur le terrain nous le permettait, on leur permettait de faire ça[63].

Comme toujours, les OAP étaient en constante communication avec les joueurs clés du QG planifiant les opérations. Dans l'histoire des relations armée-médias, les responsables des médias ont toujours réclamé une planification opérationnelle de la dimension médiatique pour éviter l'improvisation qui s'était manifestée lors de plusieurs opérations militaires (principalement américaines) au lendemain de la guerre du Vietnam. Certaines opérations canadiennes dans les années 1990 n'ont pas bénéficié d'une planification d'affaires publiques élaborée. La mise en place de l'*embedding* par les Américains en 2003 en Irak répondait, entre autres, à cette doléance des médias. L'OAP Desbiens donne ici une illustration de différents aspects du processus de planification sur le plan tactique:

> Quand on a des opérations qui nécessitent beaucoup de planification, souvent il va y avoir beaucoup d'enjeux opérationnels qui touchent la sécurité des individus qui y prennent part. Donc, si on intègre des journalistes à l'intérieur de cette opération-là, on doit les intégrer le plus tôt possible dans les sessions, pas dans toutes mais plusieurs sessions de planification pour leur permettre d'être mieux orientés, de mieux comprendre ce qui va se passer puis les limites, les risques, les ci, les ça, puis ça c'est toujours sous embargo. Il y a d'autres missions qui sont tout aussi importantes, mais qui nécessitent beaucoup moins de préparation, les journalistes sont amenés à un moment tardif dans la session de planification. Il y en a d'autres, des opérations qui sont déjà en cours sur le terrain puis on les intègre au moment même de l'opération qui est en cours[64].

Desbiens dit qu'il a facilité au mieux les demandes journalistiques, que ce soit pour sortir avec les Canadiens, les Américains ou d'autres nations ; pour aller au camp Nathan Smith ; ou pour aller sur une opération avec le groupement bataille : « Un journaliste qui voulait sortir, je faisais tout dans mon pouvoir, j'utilisais tous les contacts que j'avais pour les faire sortir[65] », dit l'OAP responsable du programme d'intégration.

Son collègue Travis Smith, OAP du *RCR*, explique que le groupement bataille était constamment sollicité avec des compagnies dans le feu de l'action, particulièrement la compagnie Bravo. Il envoyait les journalistes les plus expérimentés ou sacrifiait parfois l'expérience pour la publicité si c'était un média d'envergure : « Pour une agence internationale, je m'assurais qu'ils sortent pour raconter l'histoire canadienne[66] », note Smith. La photographe allemande Anja Niedringhaus de l'agence Associated Press a été intégrée par les Canadiens durant la roto 9. « Elle me disait régulièrement à quel point elle était impressionnée par le professionnalisme des Canadiens et par le fait que nous combattions sans cesse, alors que la sienne, l'armée allemande, se trouvait dans le nord. Et elle disait : "C'étaient des vacances pour eux". Ils n'avaient pas de contact, il y avait à peine quelques combats[67] », explique Smith. Gagnante du prix Pulitzer avec l'équipe des photographes d'AP pour la couverture de la guerre en Irak, Niedringhaus avait couvert aussi la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 1990. « Elle racontait les mêmes histoires aux troupes. Et les troupes l'aimaient. Elle était toujours dehors avec les gars. Et, malheureusement, elle a quitté le terrain car elle a été touchée par une grenade alors qu'une des sections effectuait une patrouille un jour. Mais elle était probablement l'une de mes journalistes préférées pendant notre séjour[68] », confie l'OAP Smith. Malheureusement, Anja Niedringhaus sera tuée par un policier afghan en avril 2014 alors qu'elle couvrait les élections dans le pays. Elle était en compagnie de la journaliste canadienne Kathy Gannon, qui a été gravement blessée dans l'attaque.

L'expérience du journaliste est un facteur qui influence le choix du site de sortie. L'OAP Smith indique qu'il ne traitait pas un journaliste qui vient de débarquer pour la première fois en Afghanistan et un journaliste expérimenté de la même manière. Pour le néophyte en zone de guerre, l'OAP essayait de trouver une zone d'opérations plus sécuritaire ou une unité plus encline à recevoir un journaliste pour lui permettre de se faire les dents. À son retour, l'OAP pouvait envisager des endroits plus risqués. L'aiguillage aux sites comporte donc parfois des paramètres de filtrage propres aux OAP qui ne sont pas nécessairement communiqués aux journalistes, mais

qui déterminent une partie de la couverture d'un média. Cette façon de faire peut néanmoins causer des frictions, comme en témoigne Smith :

> Nous avions une compagnie, la compagnie Bravo, qui a passé toute la rotation du côté est du district de Panjwai, dans la région de Nakhonay. Le Canada a perdu beaucoup de soldats dans la région de Nakhonay parce que c'était essentiellement le berceau des talibans. Nakhonay, en tant que ville du district de Panjwai. Donc, nous n'avions pas beaucoup d'amis là-bas. J'envoyais donc les journalistes les plus expérimentés dans cette région et parfois, cela créait un peu d'animosité entre les journalistes expérimentés et les moins expérimentés, car c'est comme : "attendez une minute, j'ai demandé à y aller aussi, mais tu laisses ce type partir"[69].

Le jeune officier d'affaires publiques a parfois eu maille à partir avec certains journalistes intégrés. Fraîchement sorti de l'école militaire d'affaires publiques à Ottawa et d'une courte expérience à Winnipeg, Smith ne cache pas qu'il a évolué dans son rôle d'OAP. « J'ai fait les choses différemment au début de ma rotation par rapport à la fin. J'avais une machine finement huilée à la fin du tour. Au début, je devais [m'adapter] à la situation et j'ai commis des erreurs avec des journalistes. Et, vers la fin, j'ai essayé de corriger cela avec d'autres journalistes[70] ».

L'armée dispose néanmoins d'une grande marge de manœuvre quant à la planification opérationnelle de la composante journalistique. Il n'y a aucune obligation à intégrer les médias dans toutes les opérations. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte quand il s'agit d'inviter des journalistes dans une opération. L'acceptabilité des commandants responsables des opérations et le niveau de risques anticipé sont parmi les facteurs les plus déterminants. Comme ça avait été le cas dans les rotations précédentes, la couverture médiatique de 2009-2010 donne l'impression que les journalistes intégrés étaient le plus souvent invités sur le terrain une fois que les conditions de sécurité étaient jugées acceptables. Jonathan Montpetit de La Presse canadienne abonde dans le même sens :

> Ils ne voulaient pas vraiment vous envoyer s'ils allaient dans un village pour la première fois, ils ne voulaient pas de vous dans la première vague des troupes. Ils vous voulaient dans la deuxième vague des troupes, peut-être la troisième ou quatrième vague. Donc, pour moi, c'était, je pense, professionnellement le plus frustrant, le sentiment de faire une histoire que vous auriez pu faire à partir de Montréal, Ottawa, Québec ou n'importe où[71].

Pour Montpetit, le plus grand défi comme journaliste intégré a été de réaliser le désir d'être sur le terrain, d'être exposé sans bravade[72]. Habitué aux sorties opérationnelles, le journaliste Adam Day du magazine *Légion* a aussi raconté les difficultés qu'il a eues à couvrir un petit avant-poste assiégé dont la route d'accès était surnommée « Route Cauchemar » :

> Au début, il est interdit d'y aller : c'est bien trop dangereux pour les journalistes. Enfin, on arrive à un compromis et on nous permet de nous y rendre, mais pas de sortir de l'avant-poste. Ce

> compromis sera altéré par la suite, mais il nous faut d'abord nous rendre là-bas, ce qui n'est pas facile parce que la route est presque constamment sous le feu de l'ennemi (Day, 2010b).

Alec Castonguay, qui a couvert la guerre pour *Le Devoir* et *L'actualité,* résume ici un sentiment répandu chez les journalistes quant à leur liberté de mouvement :

> La plus grande restriction qui existe, c'est la difficulté de déplacement en raison de la sécurité parce que t'es un peu dépendant des déplacements des militaires pour te rendre d'un camp à l'autre, pour te rendre d'un village à l'autre, etc. quand t'es intégré avec eux. Puis des fois, ils te disent : "la sécurité sur cette route-là est pas assez forte donc on peut pas s'y rendre aujourd'hui, ça va être repoussé dans deux jours par exemple". C'est difficile de savoir si c'est vrai que la sécurité est vraiment très mauvaise comme ils disent, ou s'ils jugent que cette journée-là ils veulent pas avoir de journaliste sur le dos qui s'en va à ce village-là pour x raisons, ça c'est très difficile à vérifier[73].

Jusqu'à la fin de la mission, le programme d'intégration des médias a connu les mêmes difficultés. La méfiance des soldats envers les médias est profondément ancrée dans la culture militaire. Même si le programme avait vu défiler des centaines de journalistes intégrés à Kandahar, l'accueil des médias dans les unités sur le terrain n'allait pas toujours de soi. Les officiers d'affaires publiques devaient faire un travail de persuasion auprès de certains commandants réticents. « J'ai vraiment essayé d'expliquer que les journalistes ne sont pas vos amis et qu'ils ne sont pas votre ennemi. Ils sont là pour faire leur travail, vous avez votre travail[74] », explique l'OAP Smith, qui note qu'en fin de compte, les commandants devaient faire l'expérience par eux-mêmes. Une fois l'interaction consommée sur le terrain, les réticences pouvaient alors s'estomper. Tout officier d'affaires publiques à Kandahar a été confronté à cette réalité durant l'ensemble de la mission. « Je me sentais comme un vendeur, j'avais l'impression d'essayer de vendre ce que les journalistes feront pour la compagnie, pour la mission, etc. Je n'ai pas eu besoin de faire ça après un moment parce qu'ils ont compris. Ils ont vu les résultats[75] », témoigne Smith. Quelle ironie ! L'officier d'affaires publiques est un « vendeur » auprès du commandant qui décide ou pas d'acheter la proposition. Le journaliste est un « vendeur » auprès de la rédaction. L'OAP et le journaliste sont des vendeurs auprès de leur hiérarchie organisationnelle. L'actualité dépend pour une bonne part de la volonté des acheteurs. Militaires et éditoriaux.

Face aux préjugés tenaces, un travail d'éducation auprès des compagnies est nécessaire et après un certain temps, les soldats s'adaptent à l'intégration des journalistes. Contrairement à certains confrères, une journaliste anonyme indique néanmoins qu'elle a trouvé les militaires dans les dernières rotations « beaucoup plus ouverts et plus faciles à s'entendre sur tout et l'accès était plus facile pour presque tout[76] ». Vers la fin de la mission, elle a trouvé les soldats plus accessibles

et plus disposés à parler de leurs expériences et de leurs amis tués, pourvu que les journalistes étaient prêts à aller les voir, car ce n'est pas tout le monde qui souhaitait sortir de *KAF*[77].

Comme au tout début de la mission, la question du transport des journalistes intégrés est restée difficile pour le service des affaires publiques des dernières rotations. Avec les difficultés habituelles de la logistique, l'OAP Yves Desbiens explique qu'il s'est débrouillé en faisant appel aux autres partenaires de la coalition :

> Au fil du temps, on trouve de nouvelles ressources, de nouveaux contacts, on se limite pas, on va voir les Américains qui font de l'évacuation médicale aussi ; il y a des convois de logistique pour du *supply,* ainsi de suite. Donc moi, quand j'étais là, je suis allé rencontrer *RC South*, *ISAF* pour m'assurer d'être en contact avec eux, les Américains, je prenais part à leurs séances de planification, mes collègues qui étaient en affaires publiques aussi et puis, c'est ce qui nous a permis aussi de sortir un grand nombre de journalistes à plusieurs endroits et puis ça a bien été. Mais c'est un défi[78].

Avec des routes dangereuses, les officiers d'affaires publiques ont fait des efforts pour offrir aux journalistes intégrés des sorties par hélicoptère.

Cependant, les OAP indiquent que le phénomène de *death watch* était toujours à l'œuvre en 2010, particulièrement pour le *pool* télévisuel, malgré les opportunités de sorties des médias. Le partage des ressources de tournage constituait toujours un facteur de limitation pour les déplacements des journalistes du *pool* sur le terrain. L'OAP Travis Smith met en perspective la veillée mortuaire du *pool* par rapport à la saison des combats du *RCR* :

> À la mi-juillet ou en août, des gars se faisaient tuer toutes les deux semaines. Alors, les réseaux ne pouvaient tout simplement pas risquer de perdre leurs seuls yeux en Afghanistan, car ils étaient avec la compagnie Bravo lorsque la mort survenait avec la compagnie Charlie et je ne pouvais absolument pas les ramener pour la cérémonie d'adieux[79].

L'immobilité du *pool* posait un défi aux journalistes des réseaux, qui devaient alors se débrouiller pour trouver des nouvelles à Kandahar sans quitter la base. Avec la pression constante d'alimenter régulièrement leur rédaction, Smith indique que certains journalistes produisaient des nouvelles à partir de rien : « Ils rapportaient sur les petites choses de la mission auxquelles vous ne penseriez pas[80] ». La rigidité des déplacements militaires avec l'impossibilité de revenir à Kandahar rapidement et la crainte des *IED* ont contribué encore à clouer plusieurs journalistes à *KAF*. Pour le *pool*, la teneur de l'actualité était certainement teintée par son incapacité à rapporter en dehors de *KAF*.

Depuis la mise en place de la stratégie pangouvernementale, les services des affaires publiques à Ottawa et à Kandahar sentaient la pression du gouvernement Harper pour influencer la couverture médiatique en moussant beaucoup plus les nouvelles sur les projets de développement

et de formation. Les officiers d'affaires publiques attachés à l'EPR et à l'ELMO étaient ceux qui avaient la tâche ingrate de densifier la couverture sur les aspects de développement et de formation. Certes, il y a eu des reportages sur ces aspects-là, mais la suspicion d'une instrumentalisation des médias pour correspondre au discours officiel gouvernemental est restée forte. Les médias étaient toujours réticents à accepter les offres liées à l'EPR et à l'ELMO. Avec un niveau de dangerosité toujours aussi élevé en raison de la guerre des *IED*, les médias étaient encore plus intéressés par la dimension sécurité de la mission. « Je n'ai jamais eu de problèmes pour emmener les intégrés sortir avec le groupe bataille. Je dois dire, être avec le groupement tactique était très facile pour moi. Chaque fois que je venais à la tente des médias, j'étais le gars populaire[81] », témoigne Smith, OAP du *RCR*. Les OAP de l'EPR et de l'ELMO ne pouvaient pas en dire autant.

Depuis quelques années, le service des affaires publiques à Ottawa avait commencé à mesurer plus finement la couverture médiatique de la mission au moyen de rapports hebdomadaires détaillés. Ces rapports d'« analyse de l'environnement public » comportaient des statistiques précises de la couverture des grands quotidiens, de la presse électronique, de certains blogues et d'autres médias internationaux. Le *monitoring* classait les nouvelles dans trois catégories : positive, négative, neutre. La couverture des journalistes intégrés était présentée dans les rapports. Comme l'explique l'OAP Yves Desbiens, on cherchait à mesurer la répartition, entre autres, de la gouvernance, de la reconstruction et de la sécurité : « J'évaluais tous ces paramètres-là, à savoir s'ils étaient couverts dans l'article, puis si c'était couvert d'une façon positive, neutre, négative[82] ». Il est certain que les questions de développement et de reconstruction occupaient une infime portion à la fois de la couverture intégrée et de la couverture au pays. Pour les journalistes en théâtre en 2009-2010, Yves Desbiens estime :

> Règle générale, on avait une couverture neutre légèrement positive. Il est arrivé souvent qu'on a eu de la couverture négative, mais controversée, non. On n'a pas eu de couverture controversée. On n'a pas eu des couvertures qui étaient erronées, qui étaient mensongères, qui étaient fausses. On avait des fois des couvertures qui jouaient sur des zones grises, qui laissaient le lecteur interpréter certains faits ou situations au lieu de décrire explicitement la situation avec les faits[83].

Avec le désintérêt manifeste des médias autour de 2009, la Direction générale des affaires publiques à Ottawa a cherché à bonifier la couverture de la mission en augmentant les visites médiatiques occasionnelles. Depuis toujours, l'armée canadienne a offert aux médias avec peu de moyens des vols militaires pour faciliter la visite ponctuelle de leurs journalistes. Dans un document interne, le service des affaires publiques a déploré le fait que ces visites médiatiques intéressaient peu d'autres ministères à part la Défense nationale, ce qui constituait un manque sur

le plan stratégique dans le contexte de l'approche pangouvernementale (Ministère de la Défense nationale, 2009, p. 5). Les affaires publiques recommandaient alors aux ministères de faire plus d'efforts pour trouver des médias spécialisés et de nouveaux médias pour de futures visites (Ministère de la Défense nationale, 2009, p. 6). Le document a mentionné la visite d'un blogueur militaire qui a occasionné une couverture positive. Avec trois autres journalistes de médias régionaux, Damian Brooks a pris en effet part à une visite de familiarisation en janvier 2009 et a visité, entre autres, le village modèle de Dand sous les auspices de l'Équipe provinciale de reconstruction.

Pour les situations de décès, l'OAP Yves Desbiens a également noté une zone grise avec les journalistes qui avaient développé certains moyens de communication pour aviser leurs rédactions sans pour autant violer les règles d'intégration[84]. Depuis longtemps, un lien de confiance s'était bâti, et les officiers d'affaires publiques communiquaient certains détails sur les incidents avant l'annonce officielle. « C'était un processus qui était bien compris, qui était établi depuis plusieurs années en théâtre, puis les journalistes en théâtre n'avaient pas l'exclusivité, mais ils avaient une longueur d'avance sur les journalistes au pays ou partout dans le monde avant que l'information soit rendue publique », explique Desbiens[85]. Le service des affaires publiques donnait un certain temps pour que les journalistes intégrés puissent envoyer les nouvelles sur les décès en premier avant la publication du communiqué officiel.

Desbiens précise que durant la roto 9, il y a eu au moins deux violations du *lockdown*. « On devait attendre des autorisations très précises, c'était explicitement exprimé, puis à deux reprises, de mémoire, je sais que ça n'a pas été respecté, et puis à ce moment-là, c'était soit que c'était une décision de l'individu ou une décision du bureau pour lequel il travaillait[86] ». Dans ce type de cas, un officier d'affaires publiques porte le cas à l'attention de sa chaîne de commandement et fait des recommandations, mais il appartient au commandant en théâtre de prendre la décision de sanctionner ou pas un journaliste. Comme dans le passé, les deux cas de violation ont été discutés avec les journalistes, mais ils n'ont pas été sanctionnés.

Même aussi tard dans la mission, l'OAP Desbiens dit qu'il a fait des recommandations à la chaîne de commandement pour modifier le contrat d'intégration afin d'éviter certaines zones grises[87]. La question des reportages sur les soldats blessés est l'aspect de la couverture journalistique qui a suscité une plus grande attention. Le major David Devenney, l'OAP le plus gradé à Kandahar, a soulevé cette question dans ses échanges avec le COMFEC à Ottawa en

signifiant que les règles canadiennes ne prévoyaient rien alors que l'OTAN disposait du règlement suivant sur le sujet :

> Les noms, les vidéos, les descriptions écrites/orales identifiables ou les photographies identifiables des militaires blessés ne seront pas divulgués sans le consentement écrit préalable du militaire. Si le militaire meurt de ses blessures, les règles sur la divulgation aux plus proches parents s'appliquent[88].

Devenney suggère alors que le programme canadien se dote d'un tel règlement, car

> il n'est pas clair de savoir comment les journalistes doivent traiter les membres blessés sur le terrain, sont-ils autorisés à prendre des photos, à mener des interviews ? Les membres ont-ils intérêt à ce que des photos et des entretiens puissent être menés même s'ils ne sont peut-être pas en état de décider de leur choix quant à la publication de leurs noms et de leurs images ? S'il s'agit d'un consentement écrit, à quoi cela ressemble-t-il ? S'agit-il d'un formulaire établi ou est-ce que celui-ci est géré par les OAP pour le compte du membre ? Un consentement écrit serait évidemment difficile à obtenir sur le terrain alors qu'une approbation verbale aurait besoin d'un témoin confirmant l'autorisation[89].

Un long reportage d'Adam Day dans le magazine *Légion* attirera l'attention du service des affaires publiques à Ottawa, car le journaliste avait publié des témoignages de deux soldats blessés à la suite d'une explosion d'*IED* en août 2010 alors que le consentement des deux soldats semblait implicite[90]. « Juste avant que Wilson soit transporté à bord de l'hélicoptère, nous lui demandons s'il nous permet de publier les photos de lui que nous avons prises. "Ouais, dit-il, simplement, mais me fais pas avoir l'air d'une femmelette" », avait décrit Day dans l'article (Day, 2010b). Les OAP à Kandahar et au COMFEC ont alors recommandé une mise à jour du contrat d'intégration et c'est ainsi que le passage suivant sur les blessés a été inséré dans la nouvelle mouture des règles de base (*ground rules*) :

> Lorsqu'ils sont en reportage « outside the wire », les journalistes ne dévoileront pas l'identité (ex. noms, visages, étiquettes nominatives, équipements étiquetés ou tout autre élément permettant de les identifier) des membres des Forces canadiennes malades ou blessés sans leur consentement préalable écrit. Si un membre des FC meurt d'une blessure ou d'une maladie, les règles de divulgation aux proches parents s'appliquent (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, 2011, p. 16).

Le programme d'intégration a évolué en fonction de la conjoncture opérationnelle sur le terrain. Certains enjeux de fond sur les relations armée-médias ont traversé l'ensemble des rotations, mais chaque rotation avait son contexte propre. À chaque rotation, les médias ont cherché à négocier l'information en fonction de leurs critères rédactionnels alors que l'armée cherchait à communiquer la mission en fonction de ses objectifs et de la conjoncture à la fois opérationnelle et politique.

10.6 Roto 10, la dernière rotation de combat

Le 9 septembre 2010, les journalistes intégrés assistent à la passation de commandement entre le brigadier-général Jonathan Vance et le brigadier-général Dean Milner, qui arrive pour diriger la force opérationnelle 3-10. C'est la roto 10, la dernière rotation de la mission de combat. Milner sera le dernier commandant à Kandahar, le retrait canadien étant prévu pour juillet 2011. La couverture journalistique de la roto 10 sera fortement teintée par la perspective du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan dans un contexte déjà évident de désintérêt médiatique pour le conflit.

En septembre 2010, la correspondante Dene Moore est très active sur le terrain. Elle a l'occasion de voir de près la stratégie de guerre contre-insurrectionnelle du général Vance,. « Je veux que les Canadiens réalisent que ce que nous essayons de faire n'est pas un effet cinétique, ni des coups de feu, ni des talibans tués ; nous essayons de réussir à ce que la population puisse jouir de la satisfaction d'une association politique, d'une voix politique et d'un gouvernement réceptif », explique le général sortant dans une entrevue à Moore (2010d). Avec les soldats, elle voit encore la guerre des *chouras* qui se poursuit toujours dans les villages afghans.

Mais c'est l'hostilité qui attend le plus souvent les soldats canadiens que l'hospitalité. Moore s'en rend compte dans le village de Fathollah, où elle patrouille avec le 5e peloton de la compagnie Bravo avec des soldats afghans. « Chaque fois que des soldats canadiens se rendent dans le village qu'ils appellent "Taliban town", ils sont impliqués dans un échange de tirs à l'aller ou au retour », écrit-elle (Moore, 2010e). « La moitié de la ville est composée d'ennemis », explique l'adjudant Byron Sheppard (cité par Moore, 2010e). Alors que le Canada entame la dernière ligne droite de la mission, « il y a de la pression à tous les niveaux : sur les soldats pour qu'ils sortent, sur les commandants pour qu'ils montrent qu'il y a du progrès, sur la force opérationnelle canadienne pour qu'elle batte l'ennemi à Panjwai et sur la coalition pour qu'elle gagne la guerre », écrit Adam Day dans le magazine *Légion* (Day, 2010b).

Contrairement à une opération de combat comme *Medusa* en 2006, la guerre contre-insurrectionnelle n'avait rien de spectaculaire à offrir aux médias. Les journalistes intégrés couvraient le jeu de chat et de souris entre la coalition et l'ennemi. Pour ceux qui ont continué à aller sur le terrain, couvrir la mission consistait à aller visiter les bases d'opérations avancées et à suivre les soldats dans les patrouilles et les opérations de nettoyage.

Le facteur risque étant toujours dans l'équation de la couverture médiatique, plusieurs journalistes ne sont pas sortis dans les opérations, car c'était dangereux ; certains n'en avaient pas la permission, d'autres ne le souhaitaient tout simplement pas. « "Tu viens avec nous ?", demande un soldat. "Pourquoi ?", répond un journaliste. "Si j'avais le choix, je ne le ferais pas". », dit alors le soldat. Cette conversation est rapportée par Dene Moore dans une dépêche qui décrit une patrouille avec les soldats de la compagnie Bravo dans le village de Nakhonay. La correspondante y relate les difficultés de la guerre contre-insurrectionnelle en soulignant que le nettoyage des insurgés n'a jamais été un problème pour les troupes internationales lourdement armées et professionnelles, mais que c'est tenir les zones qui constituait le plus gros défi (Moore, 2010f). La guerre de l'information a toujours accompagné les opérations canadiennes en Afghanistan, mais elle était rarement rapportée dans les médias à part les messages routiniers des *chouras* qui ponctuaient les reportages sur les sorties opérationnelles.

Avant de terminer son troisième et dernier séjour en Afghanistan, Dene Moore écrit sur la « Voix du Panjwai », l'une des cinq petites radios militaires de la guerre psychologique de l'OTAN, qui diffuse l'information et les annonces gouvernementales et d'autres programmes destinés à gagner le cœur des Afghans (Moore, 2010g). Initiative du service des opérations d'information de l'armée canadienne, la « Voix du Panjwai » fait partie de la propagande de guerre. C'est l'un des outils de la guerre de contre-insurrection. Moore notera néanmoins que « les insurgés ont souvent fait un meilleur travail d'information que les forces internationales et gouvernementales afghanes, utilisant les téléphones portables pour signaler des attaques et le bouche à oreille pour diffuser leur message » (Moore, 2010g).

À son retour de l'Afghanistan en octobre 2010, où il a notamment visité les soldats à la base avancée de Sperwan Ghar, Brian Hutchinson du groupe Postmedia News (qui venait de remplacer CanWest News Service) explique que la guerre des Canadiens n'est pas en voie d'être perdue, mais qu'elle n'est pas non plus en voie d'être gagnée (Hutchinson, 2010). D'après lui, la stratégie de contre-insurrection était en échec avec la grande méfiance de la population locale envers les autorités afghanes et les troupes étrangères. Il y a eu certes le village modèle de Deh-E-Bagh, mais Hutchinson a vu l'impossibilité de dupliquer le modèle ailleurs, comme à Nakhonay. À première vue, tout pouvait sembler tranquille :

> Je me suis promené le long d'une route à Nakhonay, sans escorte, en prenant des photos et en parlant avec les habitants. Un vieil homme est arrivé, à dos d'âne. Il s'est arrêté pour une brève conversation avec un commerçant local. Des soldats canadiens se sont assis devant leur avant-poste de combat

> bucolique et ont regardé. Je me sentais complètement à l'aise, une chose rare pour moi "outside the wire" à Panjwaii (Hutchinson, 2010).

Quelques jours plus tard, note-t-il, un attentat y a tué un soldat canadien et blessé un autre, et le vieil homme s'est fait exploser, blessant trois Canadiens et des enfants. « Sans coopération, pas de confiance. Pas d'espoir pour la paix », conclut Hutchinson (2010).

Les médias intégrés rapportent à ce moment-là certaines opérations des troupes canadiennes dans la corne du Panjwai durant la troisième phase de la grande opération *Hamkari*. Durant cette période, des reportages signalent aussi la fermeture de la base militaire appelée « camp Mirage ». Cette base aérienne stratégique de soutien logistique située aux Émirats arabes unis a abruptement mis fin à ses activités à la suite d'un différend sur les vols commerciaux entre le Canada et les Émirats arabes unis. Les journalistes canadiens avaient toujours eu des difficultés à couvrir cette base « secrète » dont on leur avait pendant longtemps interdit de mentionner l'existence. Matthew Fisher notera que le ministère des Affaires étrangères a refusé de laisser les journalistes assister à la cérémonie de clôture du camp Mirage, qui avait soutenu les opérations en Afghanistan depuis 2002 (Fisher, 2010f).

À la fin de novembre, le 1er Bataillon du *Royal 22e Régiment* prend officiellement en charge les opérations de contre-insurrection dans le secteur canadien en vue de terminer la mission en juillet 2011. Les soldats de Valcartier doivent poursuivre la lutte contre un ennemi invisible même si les commandements du Canada et de l'OTAN signalent déjà que les talibans seraient invités à négocier s'ils en faisaient la demande. « En fin de compte, tous les Afghans ne sont pas vos ennemis et j'ai essayé d'instiller cela dans mes troupes avant d'arriver ici », dira le lieutenant-colonel Michel-Henri St-Louis, commandant du groupement tactique, à Murray Brewster (2010d). Quelques jours plus tard, le correspondant de La Presse canadienne et Doug Schmidt de Postmedia News rapportent que les Canadiens et les Américains participent à l'opération *Baawar*[91] dans la corne du Panjwai en soutien aux Afghans (Brewster, 2010e ; Schmidt, 2010). C'est le troisième et dernier séjour de Schmidt en rotation pour Postmedia News. « Les troupes canadiennes ont récemment conquis le village de Zangabad, qui a été une épine talibane dans le flanc de la coalition pendant de nombreuses années. Les insurgés qui y vivaient pouvaient facilement lancer des attaques », mais ces avancées se butent encore à la résistance des « cœurs et des esprits », note Brewster (2010f). Cette dépêche a été écrite à Zangabad, où deux personnes soupçonnées d'être des espions talibans ont participé à une réunion avec le chef de district en compagnie des soldats canadiens.

Signe d'une certaine amélioration sécuritaire sur le terrain, les cérémonies d'adieux étaient devenues rares à Kandahar et dans les médias. Cependant, le 19 décembre, les journalistes intégrés rapportent la mort du caporal Steve Martin du *Royal 22e Régiment*. La dernière victime remontait à août 2010, « il ne s'était jamais passé autant de temps entre deux pertes de vie au combat », rappellent Brewster et Rennie (2010). Mais ce fait reste relatif, car Steve Martin est le 700e militaire de la coalition à mourir en Afghanistan en 2010, en fait l'année la plus meurtrière pour l'OTAN depuis le début de la guerre (Brewster et Rennie, 2010). Avec l'approche de l'hiver, plusieurs correspondants rappellent que c'est en principe la fin de la saison des combats.

Entre mai et décembre 2010, le nombre de journalistes intégrés s'est maintenu globalement autour d'une dizaine avec une baisse plus marquée entre août et septembre. L'apport des journalistes internationaux est resté élevé avec la présence des correspondants des grandes agences internationales comme AP, Reuters et l'AFP ainsi que les médias étrangers, dont le *Christian Science Monitor, Le Monde*, Canal+, *El Periódico* et *Le Temps*. À ce moment-là, le *pool* CBC, CTV et Global continue d'assurer une présence rotative alors que la présence des quotidiens *Toronto Star* et *The Globe and Mail* est irrégulière. Parmi les journalistes étrangers qui couvrent la dernière rotation, une correspondante recevra une invitation spéciale de la part de l'armée canadienne. Voyons comment.

10.7 Anne Nivat avec le *Royal 22e Régiment*

Anne Nivat est une correspondante de guerre d'un genre particulier. Elle n'est pas une journaliste de guerre classique au sens militaire du terme, c'est-à-dire accréditée par les armées et protégée par elles moyennant un permis officiel et des règles strictes. Son « accident de parcours » avec l'armée canadienne en Afghanistan est exceptionnel à plus d'un titre. Son séjour d'intégration canadien offre quelques enseignements sur le rapport journaliste-militaire, sur les règles de l'armée, sur l'adaptation au terrain et aux interlocuteurs, sur la guerre de l'information qui touche les opérations et les médias, sur les risques du métier et sur la pratique du journalisme.

Nivat s'est forgé un nom et une réputation de journaliste de terrain dans l'enfer de Grozny au moment de la guerre en Tchétchénie en 1999-2000. Dès lors, l'autrice française de *Chienne de guerre*[92] a sillonné plusieurs zones de conflit et témoigné de la cruauté de la guerre pour les gens ordinaires. Sa marque est de couvrir la guerre en *freelance* du côté des civils.

> Je me rappelle, dit-elle, au tout début de la guerre en Tchétchénie en 1999, ce programme [d'intégration]-là n'existait même pas. […] Je passais ma vie chez les civils à risquer ma peau, à ne pas manger parce qu'il y avait rien à manger, à avoir froid parce qu'il n'y avait plus de chauffage, parce que tout était détruit, à dormir dehors, enfin à subir la guerre comme les autres. Comment décrire cette guerre si je ne la subissais pas moi-même ?[93]

Comment s'est-elle alors retrouvée dans le programme d'intégration de l'armée canadienne en Afghanistan ? D'où est venu cet intérêt qu'on ne lui connaissait pas ? Elle tient à mettre les pendules à l'heure :

> C'est pas moi qui m'y suis intéressée, c'est eux qui se sont intéressés à moi, ça c'est la grande différence. Moi j'avais aucun désir d'aller travailler avec une armée, que ce soit les Américains, les Canadiens, les Français ou quiconque était sur le terrain en Afghanistan, ça ne m'intéressait pas puisque j'étais trop occupée à faire ce que je faisais depuis le début, c'est-à-dire bien avant tous ces programmes, c'est-à-dire être sur le terrain de guerre avec ceux dont on oublie tout le temps de parler qui sont ceux qui vivent dans ces terrains de guerre et qui n'ont rien demandé, et qui sont la majorité de la population[94].

Le 14 mars 2010, Nivat était invitée à l'émission *Tout le monde en parle* à Radio-Canada pour parler de son expérience en zone de guerre et le lendemain, elle a reçu un appel du major Frédéric Pruneau, commandant d'une compagnie de parachutistes de la base de Valcartier :

> "Je vous ai vu hier à la télé, votre expérience m'intéresse parce que moi je vais commander la dernière mission de combat des Canadiens sur le terrain en Afghanistan […] et j'aimerais que vous veniez parler à mes hommes, votre expérience du terrain et justement notamment cette expérience du contact avec les Autochtones", raconte Nivat. C'est cela qui l'intéressait. Et c'est donc ainsi que ça s'est passé, c'est-à-dire, ce sont les militaires canadiens qui sont venus à moi et non pas le contraire, et ça j'insiste beaucoup là-dessus, c'est la pure et la stricte réalité. Et je pense que ça change absolument tout dans le rapport que j'ai eu ensuite avec ces militaires[95].

Quoiqu'étonnée par cette invitation, Nivat acceptera d'aller parler aux hommes de Pruneau, mais l'idée d'une conférence deviendra finalement un séjour d'intégration en bonne et due forme. Un commandant qui prend l'initiative d'inviter une journaliste est un fait rare dans la codification habituelle du journalisme intégré. Cette démarche crée un lien d'hospitalité différencié par rapport au processus normal où le journaliste est demandeur d'une accréditation. C'est en octobre 2010 que la correspondante hôte entame son premier séjour d'une dizaine de jours avec les soldats québécois à Kandahar. Ce n'est pas la première fois qu'elle couvre l'Afghanistan, où elle s'était rendue dès le début de la guerre en 2001. En 2004, elle avait publié *Lendemains de guerre en Afghanistan et en Irak*, où elle fait parler les gens qui vivent le quotidien de la guerre dans ces deux pays.

Avec l'armée, c'est bien sûr un changement de registre majeur pour elle. « L'angle militaire est pour la majorité de mes collègues l'angle commun, c'est-à-dire celui qu'ils ont adopté la plupart du temps, alors que pour moi c'était l'angle exceptionnel », explique Nivat. Elle ajoute : « Moi j'ai

fait autrement toute ma vie, donc quand j'ai été avec les militaires, j'ai accepté ce que me disaient les militaires. De toutes façons, ça m'est bien égal puisque je suis capable d'aller sur le même terrain sans les militaires, moi ce qui m'intéresse c'est la comparaison[96] ». Les règles sont importantes, car elles régissent les conditions générales de travail d'un journaliste intégré, mais le rapport aux militaires se matérialise dans l'interaction sur le terrain.

À son arrivée à Kandahar, Nivat ne tarde pas à aller voir le *Royal 22e Régiment* sur le terrain. Lors de la roto 10, les soldats du *22e* effectuent des patrouilles de présence, jour et nuit, dans le Bazar-e Panjwai. Le contact avec la population locale est la clé de la stratégie de contre-insurrection. Contrairement aux patrouilles des premières années, les patrouilles sont systématiquement conjointes avec les soldats de l'Armée nationale afghane. Le major Pruneau amène alors Nivat à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar. Comme les autres journalistes qui avaient couvert la guerre entre 2009 et 2010, elle entendra beaucoup parler de la guerre de contre-insurrection.

Lors de sa première patrouille à pied à Bazar-e Panjwai, elle voit le major Pruneau tenter de gagner « les cœurs et les esprits » : « Combattre, ça, on sait faire. Mais il nous faut aussi convaincre et construire, comme le dit la devise du *Royal 22e Régiment* pour cette mission. On veut créer des liens avec la population », lui dit le major (cité par Nivat, 2011a). Lors d'une visite d'un village en blindé pour une *choura*, la journaliste peut constater la guerre impossible de l'armée canadienne dans cet Afghanistan qui souffle l'hospitalité et l'hostilité. Nivat écrit : « "Le problème, c'est qu'on ne sait pas vraiment si ces gens sont nos amis ou nos ennemis", me souffle un gradé. C'est bien là tout le défi de la stratégie de contre-insurrection » (Nivat, 2011a).

Après son séjour avec les soldats de Valcartier, la correspondante tient aussi à aller voir la guerre du côté des civils. Elle relate une conversation avec un officier d'affaires publiques surpris qu'elle ne rentre pas :

> Le *PR officer* m'a dit : "Bon il est à quelle heure votre avion là pour votre retour ?" C'était à Kandahar, j'étais à *KAF*. Je lui ai dit : "Mais quel avion ?" Il m'a dit : "Votre avion pour retourner chez vous". Je lui ai dit : "Moi j'ai pas d'avion, moi je retourne pas chez moi, moi je reste, je reste ici". Il me dit, il était stupéfait, il me dit : "Mais comment ça vous restez ici, vous restez où ?". "Je reste en Afghanistan, vous savez il y a un pays-là, derrière les barbelés, *outside of the wire*, un pays qui s'appelle l'Afghanistan, avec des Afghans, je vais chez des Afghans". Il était absolument perplexe parce que ça c'était pour lui complètement *unheard of*[97], il comprenait pas que c'était possible[98].

Elle se rendait en fait à Bazar-e Panjwai, cette fois-ci en taxi avec un contact de longue date : « Je reste sur la banquette arrière, dissimulée sous ma burqa, et nous prenons en stop le plus de femmes

accompagnées d'enfants possible, afin que notre véhicule ait moins de chances d'être arrêté aux points de contrôle », décrira-t-elle (Nivat, 2011a).

Par ailleurs, Nivat évoque la question des risques à travers deux dimensions. Premièrement, l'intégration ne signifie pas que le journaliste est mieux protégé, comme certains le laissent croire. « Si le but c'était de montrer que les programmes *embedded* sont plus sécuritaires que les autres programmes, ça marche pas parce qu'il y a beaucoup de journalistes qui sont morts dans ces programmes *embedded*. Et aussi des Canadiens comme vous le savez[99] », rappelle la journaliste. Il est vrai que le fait de suivre l'armée comporte une part de risques, et le danger des *IED* sur les convois était particulièrement omniprésent en Afghanistan. Mais il est vrai aussi, comme on a pu le voir durant la guerre en Irak, que les journalistes locaux et les journalistes *freelance* constituaient une catégorie à plus haut risque (Bizimana, 2006).

Deuxièmement, l'intégration s'effectue dans un contexte de tendance généralisée de minimisation des risques. Les armées elles-mêmes opèrent dans ce cadre-là, soutient-elle :

> Alors mes discussions avec les militaires sur le terrain étaient très intéressantes à ce propos. Tout le monde sait que le risque zéro n'existe pas. Comment peut-on faire croire, faire gober à nos *public opinions* divers et variés qu'on va à la guerre en ne prenant pas le risque de mourir, mais c'est un leurre absolu ça. La guerre c'est pas un *game boy*, c'est pas un jeu vidéo, la guerre ça pue, la guerre c'est moche[100].

Nivat a eu beaucoup de plaisir à couvrir la rotation des soldats du *Royal 22e Régiment*. Elle avait évidemment déjà entendu parler, de la part d'autres journalistes internationaux, du caractère plus libéral du programme d'intégration canadien. Avec l'accueil qu'elle a reçu, elle n'en disconvient pas :

> Ce sont quand même des hommes d'une immense ouverture d'esprit. Parce qu'ils n'étaient pas sûrs de comment j'allais être avec eux étant donné mon passé, étant donné ce qu'ils savaient de moi, c'est-à-dire tout ce que j'avais déjà publié et mon expérience précédente, mais ils ont eu l'intelligence d'estimer que cela pouvait apporter quelque chose à leurs hommes, ça c'est quand même inouï[101].

Sur le moment où elle a quitté l'intégration officielle à *KAF* pour l'« intégration civile » qu'elle maîtrise bien, elle ajoute:

> C'est à ce moment-là que je me suis dit que c'était là-dessus qu'il fallait que j'écrive. Parce que justement, la vision militaire des choses est tellement différente de la vision civile des choses dans un pays donné qui était celui où j'étais à ce moment-là, l'Afghanistan, je me suis dit, il faut faire un livre là-dessus. Voilà et ça a donné mon livre *Les brouillards de la guerre*[102].

Dans ce livre, elle rappelle : « Oui, j'ai une rude expérience de la guerre, je me suis toujours placée du côté où les bombes tombent, pas du côté d'où elles partent » (Nivat, 2011b, p. 22). L'expérience singulière d'Anne Nivat avec l'armée canadienne, journaliste de renom et autrice

habituée des plateaux de télévision, n'a pas manqué de piquer l'orgueil de certains dans l'armée française. Aux hauts gradés français qui lui ont demandé pourquoi elle ne l'a pas fait avec les militaires français, elle dit avoir répondu :

> Parce que vous ne me l'avez pas demandé. Parce que ce sont des militaires canadiens qui ont eu la présence d'esprit et l'ouverture d'esprit de venir me chercher, et le courage d'une certaine façon, pas vous, pas les militaires français. C'est trop facile aujourd'hui, maintenant, j'ai écrit un livre, ils le voient, ils voient que c'est évidemment dans leur intérêt entre guillemets, parce que bien sûr je montre l'armée d'une façon intéressante, c'est sûr[103].

Anne Nivat effectuera un deuxième séjour avec le *Royal 22e Régiment* en mai 2011. Sur la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar, elle a pu sentir le bon moral du *Royal 22e Régiment*. Ce n'est pas une chose facile sur une base avancée, mais, comme à son habitude, elle essaie de faire le caméléon : « Les professionnels parlent entre eux comme si je n'étais pas là, et c'est justement ce qui m'importe. À moi de comprendre ce qui se passe » (Nivat, 2011b, p. 303).

Le discours de la *COIN* (*Counter-Insurgency*) est omniprésent, comme en témoigne un brouillon d'un article de Philippe Masse, un officier du *22e,* rapporté par la correspondante : « Détruire l'ennemi n'est plus ce qui peut nous permettre de l'emporter. Il faut procéder autrement, et cette retenue donne des résultats » (Nivat, 2011b, p. 298). Elle est reparti en patrouille dans le Bazar-e-Panjwai et sur le poste d'opérations avancé à Nejat. « Depuis l'instauration de la *COIN*, c'est à pied que les soldats se montrent […] », écrira-t-elle (Nivat, 2011b, p. 309).

Le récit de *Brouillards de la guerre* traduit les défis de la guerre de contre-insurrection que Nivat a pu voir sur le terrain avec le *Royal 22e Régiment*. Un sergent du *22e* confie à Nivat : « Nous autres soldats, on s'en fout, de la COIN ; ce qu'on veut, c'est du combat, de l'engagement… Mais y en a pas !... » (Nivat, 2011b, p. 61). Durant les rotations de 2009-2010, le combat était rare, le gros du travail consistait à chercher les caches d'armes et les fabriques d'*IED* et à parler à la population. Citant un journal de guerre d'un capitaine du *22e*, ce qu'un journaliste de la presse quotidienne n'obtiendrait sans doute pas, elle décrit les petits pas de la mission face aux tactiques talibanes :

> Les taliban [sic] planquent leurs armes à proximité de l'endroit de leurs embuscades, évitant ainsi de marcher armés à découvert. Ils se déplacent, l'air de rien, avec une pelle, et une fois sur la position, ils sortent leurs armes et attaquent, puis ils recachent leurs armes et s'en retournent comme si de rien n'était. En trouvant leurs caches, on leur complique la vie (Nivat, 2011b, p. 321).

Il n'y a pas de doute, Anne Nivat a bénéficié d'un accès privilégié dans le programme d'intégration canadien. Invitée personnelle du major Pruneau, Nivat s'est vue dérouler un tapis d'hospitalité rare par les soldats du *Royal 22e Régiment*. « Tous les collègues journalistes à qui j'en

ai parlé pensent que j'ai eu beaucoup de chance » (Nivat, 2011b, p. 308). Très peu de journalistes intégrés ont eu une mention dans des publications militaires. Le journal de l'armée canadienne *La Feuille d'érable* a publié un court texte sur « le geste exceptionnel » d'Anne Nivat, qui est venue sillonner les villages afghans avec casque et veste pare-éclats aux côtés des soldats du *Royal 22e Régiment* (Turcotte, 2011). Dans son livre, Nivat dira avoir été impressionnée par « la discrétion et l'humilité des Canadiens » (Nivat, 2011b, p. 303). Parlant de coup de foudre professionnel réciproque, Mélina Archambault, l'officière d'affaires publiques du *22e*, a écrit dans le journal militaire *Adsum* que Nivat avait séduit « par sa vivacité d'esprit, son dynamisme et sa générosité » (Archambault, 2011, p. 11). Cette attention militaire pour la journaliste française est tout simplement exceptionnelle. Une visite de prestige pour parler de la guerre des cœurs et des esprits que mène le *22e*. C'est un joli « coup de relations publiques » pour l'armée canadienne.

Avec une guerre qui traîne les pieds et qui tire à sa fin pour les troupes canadiennes en Afghanistan, l'heure n'est plus au combat, mais plutôt au désengagement. Pour les médias, la fin de la guerre suscitera un certain regain d'intérêt.

10.8 L'épilogue de la mission dans la corne du Panjwai

Durant les rotos 9 et 10 en 2010, les médias intégrés ont continué à suivre les opérations canadiennes dans les bases avancées et les postes de contrôle avancés. Les reportages se sont bien sûr concentrés sur les faits d'actualité, mais plusieurs indices renvoient aux difficultés de la guerre de contre-insurrection. Référant à une « une campagne de persuasion » d'une équipe de la coopération civilo-militaire et à « une guerre de mots », Paul Watson du *Toronto Star* écrira que « les Canadiens ont du mal à convaincre les villageois réticents de défier les talibans » (Watson, 2010). La guerre psychologique de l'armée canadienne avec des annonces à la radio, des panneaux d'affichage et des tracts exhortant les habitants à signaler les engins explosifs improvisés ou *IED,* continue mais « gagner la confiance de la population » ne sera pas chose facile. Longtemps, la présence des soldats internationaux a été perçue comme transitoire, alors que les Talibans, eux, demeurent (Rennie, 2011). « Je pense qu'ils sont assis sur la clôture en ce moment et qu'ils attendent de savoir qui est le plus capable, qui gagne » (Brautigam, 2011a). Ces paroles du brigadier-général Dean Milner dans La Presse canadienne résument l'humeur des habitants de Nakhonay à la fin de l'opération *Hamaghe Shay* dans le Panjwai, l'une des plus grandes de la

guerre. À la fin des *Brouillards de la guerre*, Anne Nivat fera également un constat sur la guerre des cœurs et des esprits :

> Une contre-insurrection réussie suppose d'avoir gagné la confiance. Or, malgré les milliards de dollars engloutis, la coalition internationale et le gouvernement afghan n'y sont pas parvenus. Au mieux, localement, la population est restée neutre. Difficile de se soustraire à l'infernal cercle vicieux : montrer que le développement est possible, mais pas sans la sécurité, laquelle dépend largement du soutien de la population (Nivat, 2011b, p. 413-414).

Ces constatations sur les limites de la guerre contre-insurrectionnelle sont généralement en porte-à-faux avec l'optimisme caractéristique des messages officiels planifiés des commandants militaires qui soutiennent inlassablement un récit transversal du succès de la mission.

En janvier 2011, l'armée canadienne transfère la responsabilité de l'Équipe provinciale de reconstruction de Kandahar (EPR) aux Américains. Cette petite base au camp Nathan Smith avait été visitée par des dizaines de journalistes intégrés depuis sa création en 2005. C'est l'un des nombreux transferts qui caractériseront le retrait canadien. À Ottawa, on s'active en coulisses pour préparer la couverture médiatique du retrait.

Durant le mois de janvier 2011, le service des affaires publiques du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada à Ottawa a commencé à contacter les responsables des médias canadiens pour planifier la couverture de la fin de la mission de combat en Afghanistan. L'armée canadienne prévoyait un afflux journalistique et voulait donc organiser la logistique à cette fin. Une visite des responsables des médias est même prévue à Kandahar en février. Un message envoyé aux rédactions précise :

> Cette visite permettrait à des représentants de niveau stratégique de vos organisations de constater les conditions dans lesquelles les journalistes opèrent, de mieux comprendre la mission canadienne et de commencer à planifier comment vos organisations couvriront la transition de la mission au printemps et à l'été 2011 (Rozenberg-Payne, 2011).

Les responsables des médias devaient se rendre en Allemagne par leurs propres moyens, mais l'armée offrait alors gratuitement un vol militaire de Francfort jusqu'à Kandahar.

Parmi les échanges entre les médias et le service des affaires publiques du COMFEC, la CBC a rappelé que la couverture journalistique en Afghanistan impliquait des coûts élevés et a annoncé que ce serait probablement le dernier voyage d'un journaliste du réseau public anglais à Kandahar au-delà de la couverture du *pool*. Un responsable au *Toronto Star* a posé la question de savoir si l'armée prévoyait un programme d'intégration pour la mission de formation. À ce moment-là, seuls quatre médias d'information sont à Kandahar (La Presse canadienne, Global pour le *pool*, *The Gazette* et Postmedia).

Il est certainement surprenant qu'aucun média du Québec ne soit à Kandahar durant le déploiement du *Royal 22e Régiment* considérant l'intérêt élevé que les médias québécois y avaient porté lors de la roto 4 en 2007. Quand le colonel Richard Giguère, commandant adjoint de la force opérationnelle à Kandahar, a reçu le rapport hebdomadaire de la couverture médiatique préparé par le service des affaires publiques à Ottawa, il n'a pas hésité à poser la question : « Seulement 15 % de la couverture vient du Québec et les Vandoos effectuent la dernière rotation en Afghanistan… Que se passe-t-il ?[104] ». En réponse à cette question, le lieutenant-colonel Christian Lemay du COMFEC a fourni au commandant adjoint plusieurs éléments d'explication liés à des facteurs tant internes qu'externes sur la couverture des médias. Sur le plan externe, trois éléments ont été présentés : 1) Même si la couverture du Québec sur la mission était alors située à 15 %, elle n'était pas négative ; 2) Les bouleversements internes, comme le lockout au *Journal de Québec* et la grève à *La Presse,* ont certainement eu un impact sur la capacité des médias à couvrir la mission au Canada et par des journalistes intégrés ; 3) Le tremblement de terre et les élections à Haïti ainsi que les événements internationaux du printemps arabe, comme en Tunisie et en Égypte, ont attiré l'attention des médias, et TVA, la SRC, CBC et le *Globe and Mail* y ont dépêché des correspondants[105]. Sur ce dernier point, Lemay avance : « En règle générale, le public au QC et de facto les médias du QC sont davantage attirés par les missions d'aide humanitaire/de défense des droits de l'homme[106] ». À titre de « désordre social » (Gans, 1979, p. 54-55), le tremblement de terre à Haïti a certainement attiré une grosse couverture internationale. À l'exception de la roto 4 en 2007 avec le *22e*, la présence des médias québécois en Afghanistan n'a jamais été robuste en comparaison de la couverture anglophone. La fin d'une longue guerre n'allait pas être différente.

Dans son message, Lemay indique également qu'il a personnellement donné des instructions à son personnel pour que les médias de langue française aient un large accès au programme d'intégration. Cependant, précise-t-il, TVA, la SRC et les médias écrits du Québec, qui avaient été contactés pour la visite des responsables des médias à Kandahar, ont tous décliné l'invitation. Seul le réseau Global avait répondu positivement à l'invitation.

Si les médias ne parlaient pas tant de la mission dans le Panjwai et à Dand, ils s'intéressaient néanmoins à certains enjeux sur l'héritage de la mission, note Lemay : « Nous avons maintenant beaucoup de journalistes qui retournent dans le temps (accès à l'information), confortables de leur salon pour se demander si cela valait le sacrifice en vies et en ressources[107] ». La question des sacrifices fait bien sûr de l'ombre aux réalisations que désire promouvoir l'armée. Seulement, en

dehors du dispositif d'intégration, l'armée ne peut pas exercer une influence efficace sur la couverture médiatique de la mission.

Sur le plan interne, le long message de Lemay a soulevé deux manquements. Il a fait savoir que les médias québécois avaient tenté de parler au commandant de la force opérationnelle durant le déploiement du 5e GBMC (Groupe-brigade mécanisé du Canada), mais que l'occasion ratée n'avait pas été rattrapée, et que le *momentum* avait été ainsi perdu. Contrairement aux conseils de Lemay et du service des affaires publiques à Kandahar, le fait de ne pas s'adresser aux journalistes intégrés dans les deux langues au moment des annonces de décès avait aussi mécontenté Radio-Canada, qui avait porté plainte à ce sujet. « La lune de miel limitée avec les médias du Québec était terminée[108] », a conclu le lieutenant-colonel Lemay.

Le deuxième manquement interne décelé par Lemay concerne le silence du Bureau du Premier ministre qui gère l'approche pangouvernementale. D'après lui, ce service était en train de préparer la communication de la stratégie de sortie de l'Afghanistan et ne disait rien sur les accomplissements positifs de la mission. À un moment, les tentatives de faire intervenir les responsables politiques comme le représentant du Canada à Kandahar et le commandant de la force opérationnelle dans les médias ont été refusées à la dernière minute. Lemay croit même que le mutisme de l'entité pangouvernementale ouvrait la voie aux critiques à l'endroit du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes.

Plus tard, Tara Brautigam de La Presse canadienne rapportera que le gouvernement fédéral a limité les interviews dans la presse à des responsables en Afghanistan en raison de la campagne électorale (Brautigam, 2011b). L'agence de presse avait eu vent des restrictions à la suite d'une demande d'entrevue avec le plus haut diplomate canadien à Kandahar. La directrice des communications par intérim du premier ministre Harper a nié l'existence d'un ordre empêchant les fonctionnaires fédéraux de parler aux journalistes, mais elle a reconnu que les communications avec les médias étaient restreintes pendant les élections (Brautigam, 2011b).

L'équipe des affaires publiques de la force opérationnelle 5-10 à Kandahar sera très sollicitée. L'intérêt des médias pour la période critique de juin-juillet 2011 s'est rapidement fait sentir. Le major Devenney, le plus haut responsable des affaires publiques au QG de la Force opérationnelle interarmées à Kandahar a avisé ses supérieurs à Ottawa qu'il pouvait doubler la capacité du programme d'intégration de 16 à 32 places en ajoutant des lits supplémentaires[109]. Même si en mai, le service des affaires publiques connaissait les intentions de certaines rédactions

quant à leur couverture de la fin de la mission, les confirmations se faisaient encore attendre. Devenney a suggéré au service des affaires publiques à Ottawa des actions concrètes à entreprendre pour obtenir des confirmations pour chaque catégorie de média[110]. Les joueurs réguliers de la télévision (CBC, CTV et Global) et de l'écrit (La Presse canadienne et Postmedia News) étaient attendus pour la clôture de la mission, mais le service des affaires publiques souhaitait une couverture plus robuste. Pour la radio, le plan consistait à offrir des interviews par téléphone aux stations de radio, particulièrement du Québec. Pour l'écrit, le major Devenney note : « Je suis préoccupé par le fait que la presse écrite québécoise continue à rester absente et j'espère qu'elle manifestera un certain intérêt pour l'envoi de journalistes[111] ». Cette préoccupation est suivie par un point d'interrogation sur l'Agence QMI de Québecor. Durant toute la mission en Afghanistan, la présence du groupe privé dans le programme d'intégration à Kandahar a été très irrégulière, avec quelques rares apparitions de TVA, du *Journal de Montréal* ou du *Journal de Québec*, surtout lors des déploiements des soldats francophones. Entre septembre 2009 et novembre 2010, aucun média québécois francophone n'apparaît dans le calendrier des planifications des visites journalistiques du service des affaires publiques à Kandahar. Quand Jean-François Racine du *Journal de Québec* est intégré à la mi-mars, le quotidien fait savoir : « Les membres des Forces canadiennes sont si heureux de voir des médias québécois sur place – un événement très rare – qu'ils nous ouvrent toutes les portes sans cachette, sans langue de bois. Les restrictions sont minimes » (*Le Journal de Québec*, 2011). « Il n'y avait tellement pas eu de journalistes francophones, ils étaient contents qu'on soit là, ça c'était clair[112] », confirme Racine. Ce dernier et le photographe Daniel Mallard alimentent alors *Le Journal de Québec* et l'Agence QMI. Avec le *Royal 22e Régiment*, l'équipe a fait la tournée des FOB. À Ma'Sum Ghar, une patrouille dans un village a été spécialement organisée pour eux, indiquent Racine et Mallard[113]. Un voyage en hélicoptère était également au menu : « On voulait faire des photos aériennes en hélicoptère, ils ont dit parfait. Puis en arrivant à bord, on a vu que c'étaient deux femmes [pilotes], crime là, tu l'as ton histoire[114] », se rappelle Racine. L'intérêt de l'équipe était une couverture d'intérêt humain. « On essayait beaucoup de mettre du *human* pour les familles de Québec puis de Montréal[115] », précise Racine. « Donc toujours faire un lien entre les gens de Québec et ce qu'ils font en Afghanistan[116] », ajoute Mallard.

En prévision de l'intérêt journalistique élevé pour la fin de la missionn, le QG du COMFEC a émis une directive d'affaires publiques pour le *surge* médiatique[117]. La Direction générale des affaires publiques à Ottawa a même prévu l'ajout de personnel supplémentaire dans le cas où le

responsable des affaires publiques à Kandahar en ferait la demande. Cette directive, rédigée par le lieutenant-colonel Christian Lemay, mentionnait que l'OAP supérieur de la force opérationnelle à Kandahar « allait s'assurer qu'un plan de mouvement est élaboré pour que le personnel des médias reçoive des reportages pertinents qui mettent en lumière le succès des FC et les thèmes identifiés par le COMFEC[118] ». Le service des affaires publiques à Kandahar devait également travailler en étroite collaboration avec les autres partenaires de l'approche pangouvernementale. La directive recommandait par ailleurs que la division Plans stratégiques et communications du COMFEC continue de développer des messages stratégiques en soutien au *surge* médiatique « dans le but de vendre le succès de la mission des FC[119] ».

Dans l'un des premiers reportages sur l'héritage de la mission, Colin Perkel de La Presse canadienne écrit : « Une route en gravier de 15 kilomètres pourrait constituer la réalisation la plus tangible de la longue, sanglante et coûteuse implication du Canada dans le sud de l'Afghanistan » (Perkel, 2011a). C'est la route *Hyena,* qui relie la ville de Bazar-e Panjwai et le hameau de Mushan. « Construire la route, c'est comme mettre un poignard dans le cœur des insurgés », défend le colonel Richard Giguère, commandant adjoint à Kandahar (cité par Perkel, 2011a). Les journalistes qui ont couvert la fin de la mission ont senti que ce contexte particulier requérait une stratégie communicationnelle particulière. Susan Ormiston de la CBC est revenue en 2011 pour son quatrième séjour et a dit qu'elle a eu plus de longs briefings par les commandants que ce qu'elle avait connu auparavant :

> Premièrement, dit-elle, ils ont été autorisés à le faire parce qu'ils essayaient de faire du *spin* sur un peu de succès à la fin de la mission. Mais, deuxièmement, je pense que les militaires canadiens ont compris que l'intérêt pour eux allait mourir après cela. C'était donc l'occasion pour eux de faire la lumière à travers les journalistes, mais pour nous personnellement, sur ce qu'ils font et la complexité de leur métier[120].

Pour les journalistes, le danger le plus craint concernait les déplacements terrestres. La voie des airs était considérée la plus sécuritaire. Le 16 mai, Colin Perkel prend place à bord d'un hélicoptère Chinook qui transporte une trentaine de personnes, équipage et soldats, vers le district de Panjwai. En pleine nuit, le vol s'écrase et blesse quatre soldats. Dans une rare dépêche à la première personne, Perkel raconte l'incident :

> Après que l'hélicoptère ait plongé une première fois, j'ai pensé qu'il évitait une montagne. Puis l'appareil s'est enfoncé à nouveau, et un bruit sourd a accompagné sa chute. En un instant, j'ai su ce qui se passait. Le Chinook s'écrasait. […]
>
> Je savais que j'avais survécu à l'écrasement, mais l'espace d'un instant, j'avais de la difficulté à comprendre dans quelle position je me trouvais, par rapport à l'endroit où j'étais un peu plus tôt. J'étais assis du côté du Chinook qui s'est écrasé et je m'étais retrouvé à moitié à l'envers, ma tête

> prise dans les sangles d'un siège. J'ai essayé de relever ma tête et de regarder autour de moi, mais j'étais coincé. […]
>
> C'est à tout le moins irréel de sortir du chaos pour me retrouver dans la nuit magnifique du district de Panjwayi, les deux pieds dans ce qui m'a semblé être le sable fin d'une plage. Autour de moi, je voyais les ombres des soldats qui s'assuraient de leurs états respectifs avant de passer aux choses sérieuses. Il fallait soigner les blessés et sécuriser le périmètre. […]
>
> Rapidement, les blessés sont disparus dans un nuage aveuglant, formé de ce qui m'a semblé être de la poussière de roches. Le deuxième Chinook repartait. La scène est redevenue calme. Les soldats s'assuraient d'être en bonne santé ou fumaient des cigarettes. Tandis que le choc de l'accident s'atténuait, la conversation a repris, de plus en plus fort, de plus en plus librement.
>
> « J'ai survécu à un écrasement », m'a dit un soldat.
>
> Il semblait vraiment heureux. J'imagine bien que nous l'étions tous (Perkel, 2011b).

À ce moment-là, La Presse canadienne préparait déjà une série de reportages sur l'histoire du plus long conflit militaire canadien depuis la Deuxième Guerre mondiale et son héritage (The Canadian Press, 2011). C'est Perkel qui a ouvert la série avec un reportage sur la base militaire de Landstuhl en Allemagne : « Au cours des cinq dernières années, plus de 350 soldats canadiens – victimes de la guerre menée par les États-Unis contre les talibans – sont passés par cette ville du sud-ouest de l'Allemagne, les corps brisés, parfois même leur esprit » (Perkel, 2011c).

À son arrivée pour remplacer Perkel, Murray Brewster assiste à l'inauguration de la route *Hyena* en compagnie du commandant de la mission, le brigadier-général Dean Milner, et du commandant du *Royal 22e Régiment*, le lieutenant-colonel Michel-Henri St-Louis. De la base avancée de Sperwan Ghar, la cérémonie est interrompue par quelques explosions et des tirs d'armes légères, « rien que quelques feux d'artifice », note Milner, « un tir de harcèlement, quelques gars, quelques balles, tirer et fuir », fait remarquer St-Louis (cités par Brewster, 2011b).

À partir de la fin mai, les journalistes intégrés à Kandahar vont rapporter une série d'événements sous le signe de la conclusion. Murray Brewster et Matthew Fisher sont présents pour clôturer la couverture de la mission pour La Presse canadienne et pour Postmedia News. Les deux correspondants couvrent la dernière visite du général américain David Petraeus dans la zone de responsabilité canadienne. « Les réalisations de l'année écoulée ont été particulièrement impressionnantes », dit Petraeus, qui remercie le Canada (cité par Fisher, 2011b). Les deux rapporteront également la dernière visite des familles des victimes à Kandahar. Même si le groupe Postmedia News couvrait la guerre de manière rotative avec les différents correspondants de ses membres, Matthew Fisher du *National Post* a été le correspondant qui a passé le plus de temps à

Kandahar. Durant les dernières rotations de la mission, son séjour d'intégration a été le plus long de tous les correspondants canadiens.

Lors de sa dernière visite surprise à Kandahar à la fin mai, le premier ministre Stephen Harper s'est adressé aux journalistes intégrés. « Peu importent les problèmes et les défis qui subsistent, l'Afghanistan n'est plus une menace pour le monde », déclare-t-il (cité par Brewster, 2011c). « Nous devons considérer cette mission comme un grand succès, en nous rappelant que nous l'avons fait dans la province la plus difficile », affirme Harper (cité par Fisher, 2011c). Brewster rapporte alors l'arrivée du premier gros contingent des troupes qui allaient mener l'opération *Attention*, la contribution canadienne à la mission de formation de l'OTAN.

Journaliste de défense bien connu à Ottawa et dans les cercles militaires, Murray Brewster est l'un des journalistes qui connaissaient le mieux le programme des médias intégrés et l'évolution de la mission militaire canadienne. À Kandahar comme à Ottawa, il a offert l'une des couvertures journalistiques les plus solides de la guerre en Afghanistan avec des reportages fouillés et d'une grande profondeur sur les enjeux militaires, politiques et diplomatiques de la mission. Il est naturel qu'il ait été dépêché pour clore la remarquable couverture de l'agence La Presse canadienne en Afghanistan. Pour lui, l'événement décisif des cinq dernières années et demie à Kandahar a été la bataille historique de Pashmul en septembre 2006, connue sous le nom d'opération *Medusa*. « C'est l'héritage dont l'armée semble la plus fière », note Brewster (2011c).

Brewster est à Zangabad quand la compagnie Alpha du 1er Bataillon du *Royal 22e Régiment* est relevée par les troupes américaines du 3e Bataillon du *21e Régiment d'infanterie*. Le secteur de Zangabad est un repaire des talibans au sud-ouest de Kandahar que les Canadiens occupaient depuis le *surge* américain de 2010. Être avec le dernier convoi des soldats canadiens qui quitte Zangabad s'avère un moment fort pour le correspondant de La Presse canadienne.

> Zangabad était toujours vraiment une zone contestée, se rappelle Brewster. Je me souviens d'être debout à l'arrière de la tourelle du VBL, la tourelle du mitrailleur et regarder les combats qui se déroulaient à notre Est et c'était plutôt violent. Le soldat dans la tourelle et moi debout observons l'hélicoptère américain Apache qui passe au-dessus de nous et tire ses missiles sur les positions des talibans […] et voir la fumée. Notre prise de conscience à ce moment est que nous sortons d'une guerre toujours en cours. Et, je suis là et je suis témoin de cela[121].

Dans ses derniers reportages, Brewster fait sentir l'hésitation de l'armée à crier victoire. « Vous ne me ferez pas dire que le Canada a résolu tous les problèmes de l'Afghanistan, ou encore qu'il a échoué ou réussi à régler ces problèmes, parce que je ne crois pas que c'était là notre mandat,

de toute façon », lui indique le lieutenant-colonel Michel-Henri St-Louis, commandant du 1er Bataillon du *Royal 22e Régiment* (cité par Brewster, 2011d).

En juin, comme prévu, le nombre de journalistes intégrés à Kandahar a sensiblement augmenté alors qu'on approche de la date butoir. Les trois membres du *pool* CBC, CTV et Global ont chacun deux ou plusieurs journalistes intégrés. Radio-Canada et l'Agence QMI/Sun Media, qui avaient été absentes depuis un moment dans le programme des médias intégrés, ont envoyé des journalistes à Kandahar. Les quotidiens *The Globe and Mail* et le *Toronto Star* sont également représentés.

Au sein de l'armée, cet afflux journalistique n'efface pas si vite le sentiment d'une guerre négligée par les médias. Le major Frédéric Pruneau, de la compagnie des paras du *Royal 22e Régiment*, confie à Rosie DiManno du *Toronto Star* : « Il est très décevant que les Canadiens obtiennent une si grande partie de leurs informations sur l'Afghanistan de journalistes qui ne sont jamais venus ici, mais qui en parlent de toutes façons – car ils ont peut-être déjà lu un livre sur l'Afghanistan » (DiManno, 2011). Cette description ne s'applique pas cependant à la correspondante du *Star*. À son neuvième séjour en Afghanistan, DiManno a en effet une feuille de route impressionnante comme correspondante intégrée et non intégrée avec une couverture riche et diversifiée auprès des soldats canadiens et de la coalition, des ONG internationales et des Afghans. C'est l'une des grandes correspondantes de la guerre en Afghanistan.

Parmi le contingent journalistique de fin de mission se trouve Mark Kelley de la CBC. C'est sa première visite à Kandahar en juin 2011. Rapidement, il a pu visiter la base d'opérations avancée de Sperwan Ghar en hélicoptère. Son plan initial était d'animer l'émission *Connect* en direct de *KAF,* mais l'équipement satellitaire était inopérant. Kelley a même soupçonné que l'armée avait peut-être bloqué le signal, mais on lui a assuré que ce n'était pas le cas[122]. C'est en fait un problème technique qui a empêché l'équipe de la CBC de diffuser l'émission en direct et elle a dû procéder par l'envoi des reportages. Néanmoins, si l'équipe de la CBC pouvait être en direct de *KAF*, l'armée a refusé la transmission en direct à partir de la base d'opérations avancée. « Nous pouvions interviewer des gens, nous pouvions tourner nos histoires. Mais ils ne voulaient pas qu'on diffuse de là[123] », fait savoir Kelley.

Dans le contexte de fin de la mission, les journalistes sentaient que les soldats étaient prudents et que personne ne voulait se faire tuer avant de rentrer. D'un point de vue communicationnel, l'armée cherchait à promouvoir des messages conjoncturels. Mark Kelley explique le jeu de

négociation : « Ils ne cessaient de suggérer : "Oh, ils emballent des camions et les renvoient au Canada et je pense que cela ferait une belle histoire". [Et nous disions :] "Non, nous ne voulons pas faire ça". Donc, tous les jours, le responsable de l'information proposait des histoires[124] ». Jusqu'à la fin, il y avait un marchandage de l'information par l'armée, mais les médias avaient aussi leurs propres objectifs de fin de mission. L'armée avait un meilleur contrôle de ce que disaient les sources militaires. Kelley note que les militaires avaient clairement reçu des points de discussion sur le transfert des choses, sur le travail formidable que faisaient les Américains, sur l'espoir d'avoir gagné les cœurs et les esprits et d'avoir fait la différence : « On pouvait, dit-il, entendre ça encore et encore[125] ». À différentes étapes de la mission, la communication des messages a été une constante des relations armée-médias. « Le point clé dans tout cela est que les militaires ont leurs propres agendas stratégiques en matière d'information et la plupart du temps, ils ne se contentent pas de consolider les objectifs stratégiques du journaliste pour obtenir les informations[126] », note Colin Perkel de La Presse canadienne, qui parle d'une source permanente de conflit.

Durant son séjour, l'équipe de la CBC a fait aussi un reportage sur l'hôpital militaire de Kandahar. Ayant reconnu Kelley, un chirurgien militaire canadien l'a alors invité à tourner en salle d'opération avec un prisonnier afghan. L'hôte est canadien, mais l'hôpital est désormais sous responsabilité américaine. « Nous avons dû tout négocier dans cet hôpital[127] », indique Kelley. Depuis toujours, l'hôpital militaire est un endroit sensible. « Mon caméraman, décrit Kelley, pouvait filmer les pieds, l'action qui se passait et de loin, nous pouvions filmer pendant que l'équipe médicale travaillait. Vous ne pouviez pas réellement voir le patient sur le lit et vous pouviez voir les personnes au-dessus de lui[128] ». Comme il avait été invité, Kelley dit avoir bénéficié d'un excellent accès même si les responsables américains étaient plus nerveux de la présence des médias. Le reportage diffusé par la CBC a cependant créé un conflit avec le service des affaires publiques. Kelley raconte :

> Ils opéraient sur son visage et nous avions une image que nous pensions, pouvait illustrer la procédure sans révéler son identité. Et nous avons mis cette histoire en ondes et nous avons été appelés par l'officier avec qui nous avions affaire, l'officier canadien, le major, qui nous a donné de la merde et menacé de nous expulser, de nous renvoyer chez nous en disant que nous avions violé l'accord[129].

Le contrat d'intégration interdit en effet de montrer le visage d'un prisonnier (ou d'un blessé sans son consentement). L'équipe de la CBC croyait certes que c'était un cas limite, mais elle a décidé d'aller de l'avant, car c'était une image silhouette. « Nos critères et leurs critères sont clairement

différents. Donc, pour eux, c'était une violation claire. Et pour nous, nous défendions notre cas. Ils ne nous ont pas expulsés de la base[130] », explique Kelley.

Le 5 juillet, les correspondants intégrés qui étaient arrivés à la base de Ma'Sum Ghar en hélicoptère annoncent que le groupement tactique du *Royal 22e Régiment* a remis aux troupes américaines la responsabilité de la région du Panjwai. « Si Kandahar était un traumatisme national, cette base en serait le cœur, elle qui est devenue un symbole de la lutte du Canada en sol afghan », déclare le lieutenant-colonel Michel-Henri St-Louis (cité par Brewster, 2011e). Il ajoute : « Ma'sum Ghar est symbolique, a été au centre de notre déploiement, et témoin de beaucoup de nos sacrifices » (cité par Brewster, 2011e). C'est un au revoir mémorable dans cette base avancée qui avait accueilli des dizaines de rotations de journalistes intégrés au cours de la mission. Deux jours plus tard, c'est la cérémonie de signature finale de passation des pouvoirs à Kandahar entre le brigadier-général canadien Dean Milner, commandant de la force opérationnelle canadienne ; le major-général américain James L. Terry, commandant de la FIAS ; et le colonel américain Todd Wood, commandant de la 25e division d'infanterie. L'amorce de la dépêche de Matthew Fisher annonce la conclusion : « La première guerre du Canada depuis plus d'un demi-siècle s'est terminée à 11h 18 heure locale » (Fisher, 2011d). Les médias rappellent alors le bilan total des victimes depuis le début en 2002 : 157 soldats canadiens, un diplomate et une journaliste intégrée.

Au moment le plus fort du *surge* médiatique de fin de mission, une quinzaine de journalistes intégrés ont été accueillis par la force opérationnelle à Kandahar. En date du 21 juillet, il ne restait plus que les deux correspondants de La Presse canadienne et de Postmedia News. La Presse Canadienne, CanWest News Service puis Postmedia News et le *pool* CBC, CTV et Global avaient été les seuls à maintenir une présence continue dans le programme des médias intégrés tout au long de la mission. Le programme d'intégration était un pari de l'armée canadienne pour communiquer la guerre au public canadien. De la mission de sécurisation à Kaboul à la mission de combat à Kandahar, les relations entre l'armée et les médias ont connu des hauts et des bas. Chaque rotation de groupement tactique a été couverte par les médias en négociant constamment l'accès aux opérations en fonction du confort des commandants et de la conjoncture sur le terrain. Le 31 juillet 2011, l'armée canadienne a mis un terme au programme des médias intégrés à Kandahar.

Pour la courte roto 11 (juillet-décembre 2011), la dernière de la phase II de l'opération *Athena* avec la Force opérationnelle de la mission de transition et la première rotation (roto 0) de l'opération *Attention* pour la formation à Kaboul (mars-décembre 2011), le service des affaires

publiques du COMFEC déploiera une petite équipe d'OAP pour les besoins de communication et le soutien des médias. Ed Stewart, qui avait été l'OAP du *RCR* durant l'opération *Medusa,* est revenu à Kandahar en juillet 2011 comme OAP de l'OTAN chargé des médias internationaux. « La plupart d'entre eux, dit-il, étaient vraiment axés sur l'effort américain ou l'effort en général[131] ». En octobre 2011, c'est d'Ottawa que les médias canadiens rapporteront la mort du caporal-chef Byron Greff du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, le 158e et dernier soldat canadien tué durant la guerre en Afghanistan.

La Contribution canadienne à la Mission de formation en Afghanistan (CCMF-A) n'a guère suscité d'intérêt pour les médias canadiens. L'OAP Brian Martin, qui était au camp Eggers à Kaboul à titre de directeur des communications de la mission de formation de l'OTAN, n'a vu qu'un ou deux journalistes canadiens durant la roto 2 de l'opération *Attention*[132]. Les accréditations des médias intégrés devaient être approuvées par le QG de l'OTAN. L'équipe d'affaires publiques à l'OTAN devait faire la liaison avec le QG canadien au camp Phoenix sur tout enjeu informationnel lié aux Canadiens, et comme la mission de formation impliquait de travailler avec les forces afghanes, elle facilitait également les approbations journalistiques nécessaires avec l'armée et la police afghanes. Alors qu'auparavant, les journalistes étaient beaucoup sortis dans les FOB, la nouvelle mission était différente, comme l'a constaté l'équipe du *Journal de Québec* et de l'Agence QMI en 2013 durant la roto 2. « On restait dans le camp qui était fait pour la formation, on avait très peu de déplacements[133] », note Jean-François Racine. « Ça a été intéressant parce qu'on voyait des Canadiens qui montraient à des Afghans comment utiliser justement du matériel lourd, tirer des obus, des armes[134] », indique le photographe Daniel Mallard.

Avec la fin de la mission de combat à Kandahar et le début de la mission de formation à Kaboul, l'intérêt médiatique pour l'Afghanistan est passé de faible à tout simplement inexistant. Le 12 mars 2014, après une longue période de presque vide médiatique, seule une poignée de journalistes couvrira la fin de la roto 3, la dernière de l'opération *Attention* et la dernière descente du drapeau canadien au QG de la FIAS à Kaboul. Pour le Canada, la guerre en Afghanistan aura duré en tout 12 ans.

CONCLUSION

Jamais l'armée canadienne n'avait accueilli autant de journalistes dans ses opérations militaires que durant la guerre en Afghanistan entre 2002 et 2011. Plus de 500 journalistes intégrés ont couvert différentes rotations de groupements bataille à Kaboul et à Kandahar au cours des opérations de l'OTAN contre les talibans. Près de 120 officiers d'affaires publiques affectés à différents QG en théâtre opérationnel ont géré l'accréditation des médias sur le terrain. C'est de loin un dispositif de communication plus imposant que les trois groupes de relations publiques qui ont hébergé les correspondants de guerre durant la Deuxième Guerre mondiale.

Pour communiquer la mission, l'armée canadienne a institué un large dispositif informationnel qui était géré principalement par les affaires publiques institutionnelles et opérationnelles et qui reposait sur des objectifs communicationnels stratégiques et tactiques. C'est une communication de guerre avec des politiques d'intégration journalistique et des pratiques de différents acteurs opérationnels (commandants, officiers d'affaires publiques, soldats, agents civils…) dans un but de générer et influencer une couverture médiatique des opérations destinée au centre de gravité qui est le public canadien. À travers différentes rotations, les relations entre les militaires et les médias ont oscillé constamment entre l'interdépendance, la coopération et le conflit. Entre méfiance et confiance, les rapports pouvaient être cordiaux ou froids au gré de la négociation de l'accès ainsi que des défis sécuritaires et logistiques. Cette conclusion revient sur les principales étapes de l'évolution de l'intégration des médias et sur les constats clés qui ont trait à la communication de guerre et à la négociation de l'information.

Depuis ses balbutiements durant l'opération *Apollo* entre 2002 et 2003, la guerre médiatique de l'armée canadienne a pris progressivement de l'ampleur à mesure que la participation canadienne devenait plus robuste, surtout avec la mission de combat au cours de la très longue opération *Athena* (2003-2011). Le programme des médias intégrés à Kandahar a été la pièce de résistance du menu communicationnel de la mission. Durant *Apollo*, les relations entre l'armée canadienne et les médias étaient caractérisées par la méfiance. La planification d'affaires publiques était à la remorque de celle des Américains, et les journalistes des premières rotations avaient l'impression que les vieilles habitudes visant à tenir les médias à l'écart avaient ressurgi.

Malgré les réticences au départ, l'expérience américaine du dispositif *embedding* en Irak en 2003 (Bizimana, 2014 ; Tumber et Palmer, 2004) va convaincre la Direction générale des affaires

publiques et le ministère de la Défense nationale à Ottawa du bien-fondé de la mise en place d'un programme similaire. Pour plusieurs armées occidentales, le principe d'intégrer les médias dans les opérations est devenu la nouvelle norme. Le programme canadien des médias soumis aux *ground rules* a débuté lors de la première rotation (roto 0) de l'opération *Athena* au camp Julien, à Kaboul, en 2003 (Janzen, 2004). Dans l'ensemble, au début, les relations entre les médias et le service des affaires publiques sur le terrain étaient cordiales malgré quelques irritants.

L'intégration médiatique de l'armée canadienne va atteindre sa vitesse de croisière avec un programme consolidé conçu par la composante affaires publiques du nouveau Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Avec la nouvelle mission de combat dans le sud de l'Afghanistan, le COMFEC a donné l'aval à une planification d'affaires publiques entièrement canadienne avec un nouveau contrat d'intégration médiatique (*ground rules*) en 2006. Les journalistes accrédités étaient hébergés à la tente des médias de *KAF*, à l'aérodrome militaire de Kandahar. Les officiers d'affaires publiques devaient néanmoins convaincre les commandants des sous-unités d'accueillir les journalistes. À ce moment-là, le service des affaires publiques était en mode proactif avec une confiance renouvelée dans ses capacités.

Pour les journalistes intégrés (*embedded*), *KAF* était un microcosme fascinant. L'immensité de la base militaire grouillant de milliers de soldats de plusieurs nationalités était une sorte d'exoplanète étouffant de chaleur terrestre, mais gravitant en dehors du monde normal. Chaque nouveau journaliste voulait dire à la terre qu'il y avait un Tim Hortons et des beignes même chez les extraterrestres. Dans l'intégration, faire le tour de *KAF* était devenu une routine journalistique pour les néophytes. Pour les journalistes expérimentés ou plus entreprenants, *KAF* pouvait être une caverne d'Ali Baba si on connaissait le sésame pour ouvrir certaines portes sans se soumettre au filtre des officiers d'affaires publiques. Après tout, parler de tout et de rien avec les soldats qui sont des sources potentielles est une routine de base pour tout journaliste. C'est le premier degré de la négociation de l'information.

L'Afghanistan était « une étrange guerre d'ombres et de fantômes », dira Matthew Fisher du *National Post* et de Postmedia News (Fisher, 2011a). La configuration de la guerre ne rendait pas facile la couverture médiatique. La guerre aérienne de l'OTAN était pratiquement invisible pour les journalistes intégrés. Une grande partie de la guérilla talibane était aussi invisible. Les victimes militaires de la guerre des *IED* étaient la partie visible de l'iceberg. « Il y a une étrange symétrie dans la bataille : nous attaquons de la manière la plus convaincante par le dessus de la terre,

l'ennemi attaque par en dessous. Et au milieu, il y a une sorte de guerre », a décrit Adam Day du magazine *Légion*, l'un des correspondants qui a couvert la guerre auprès des soldats sur le terrain (Day, 2010b). Les journalistes intégrés ont couvert le milieu de cette guerre des fantômes. À l'exception peut-être du district de Dand, où les talibans avaient concédé une sorte de trêve, la guerre de contre-insurrection ne s'est pas révélée pour les médias la grande pacification annoncée par l'OTAN et l'armée canadienne. « C'est une étrange guerre. C'est une guerre où la mission des soldats est de protéger les villageois d'un village dans lequel ils ne peuvent pas entrer, et contre un ennemi qui attaque principalement de manière à ne pouvoir rien faire » (Day, 2010b). Les rapports de force entre l'armée et les médias se sont exercés dans cet espace à la fois de visibilité et d'invisibilité. Avec de fortes contraintes sur ce que les journalistes pouvaient voir, leur couverture a reposé sur une négociation serrée avec les sources militaires à propos de la dimension invisible de la guerre.

Le programme d'intégration repose en grande partie sur la nature des relations entre le service des affaires publiques et les journalistes intégrés. Dans l'ensemble, on peut parler d'une relation fonctionnelle d'interdépendance qui alterne entre collaboration, négociation et conflit. Alec Castonguay du magazine *L'actualité* résume cette relation d'interdépendance :

> Chaque officier d'affaires publiques est différent l'un de l'autre, c'est des humains, tu les catches assez vite, puis là tu sais à qui tu peux faire un peu plus confiance que d'autres. T'es toujours sur tes gardes, tu doutes tout le temps parce que les journalistes, on est très bons pour douter, c'est notre fonction première. Mais en même temps, ils sont utiles aussi, c'est eux qui vont te dénicher une entrevue, c'est eux qui vont des fois te vulgariser des choses. C'est pas comme si t'étais en Afghanistan toute ta vie, des noms de tribus, des noms de districts, des villages, ça fait combien de fois que l'armée intervient dans tel district ces dernières années, toi tu le sais pas par cœur. L'officier d'affaires publiques lui a une connaissance de ce qui se passe sur le terrain, pour pas faire d'erreurs, ils sont aussi utiles. Faut pas que tu te fies à tout ce qu'ils disent, parce que c'est normal de douter de ce qu'ils disent, mais des fois t'as besoin d'eux pour qu'ils t'éclairent sur certaines choses. Donc, c'est une relation de confiance qui se développe ou qui ne se développe pas, comme ça l'est dans d'autres domaines, c'est pas très différent[1].

Les officiers d'affaires publiques ont facilité la couverture journalistique en assurant la liaison avec les commandants et les unités opérationnelles. Pour les entrevues et les sorties journalistiques, les OAP devaient solliciter les différents commandants et les soldats. C'est le double rôle d'aiguillage aux sources et aux sites (Bizimana, 2017). Les places dans les convois étaient généralement octroyées par les commandants de sous-unités. Les journalistes intégrés dans les premières rotations entre l'automne 2005 et l'été 2007 ont semblé être les plus satisfaits de l'accès aux opérations militaires. La couverture de l'opération *Medusa* en 2006 dans le Panjwai a été considérée comme un succès à la fois par les journalistes et les officiers d'affaires publiques.

Sur l'accès opérationnel, *Medusa* est l'exemple le plus probant de la coopération entre l'armée et les médias en Afghanistan. Intégré en 2007, Bruce Campion-Smith du *Toronto Star* dit avoir eu une relation très cordiale avec les OAP, qu'il a trouvés avenants et très efficaces[2] : « Ils travaillent parfois, note-t-il, avec des contraintes hors de leur contrôle[3] ». En effet, les OAP devaient parfois surmonter quelques réticences en négociant avec certains commandants qui ne voulaient pas avoir les médias dans leurs parages. L'officier d'affaires publiques est un *intermédiaire-vendeur ,* mais ce n'est pas lui le décideur ultime.

L'intégration était certes une politique officielle du ministère de la Défense nationale, mais son implantation sur le terrain a nécessité une certaine période d'adaptation et de rodage. La méfiance envers les médias est fortement ancrée dans la culture institutionnelle au sein de l'armée. Beaucoup de militaires devaient apprendre à apprivoiser la nouvelle réalité de la communication de guerre avec l'intégration. Certains commandants ont été rapidement coopératifs avec le programme, mais d'autres l'étaient moins. Les commandants les plus méfiants ne pouvaient certainement pas opposer un non catégorique à toute présence médiatique, mais ils pouvaient faire comprendre à leurs officiers d'affaires publiques que ce n'était pas leur priorité. L'OAP Jay Janzen dit que les réticences qu'il a senties au début se sont estompées par la suite et note qu'il a vu très peu de personnes qui ne comprenaient pas pourquoi l'armée avait des médias là-bas et qui ne voulaient pas s'engager d'une manière ou d'une autre et, à tout le moins, soutenir passivement le programme[4].

Le facteur de la personnalité de part et d'autre joue un grand rôle dans les relations armée-médias. Ross Oakland du *Toronto Star* met en perspective le processus de négociation en fonction de la personnalité du journaliste :

> J'ai constaté qu'il y a deux façons pour les journalistes de se comporter. Il y a des charmeurs et des blaireaux. Ce sont peut-être les deux types de personnes dans le monde. Mais, il y a certaines personnes qui ont tendance à utiliser le charme pour obtenir ce qu'elles veulent et faire en sorte que les gens les aiment et se tirent finement d'une situation difficile. D'autres personnes sont beaucoup plus conflictuelles et les journalistes peuvent l'être et elles essaient de harceler ou d'intimider l'autre personne pour qu'elle fasse ce qu'elles veulent. Je fais vraiment partie de l'école du charme. Et, je ne m'énerve jamais, je n'élève jamais la voix, j'essaie de donner envie aux gens de m'aider parce qu'ils m'aiment. Mais, je connais d'autres journalistes qui fonctionnent d'une manière très différente et cela peut être très efficace. Du moins à court terme. Mais à long terme, je pense qu'il vaut mieux être charmeur[5].

Les officiers d'affaires publiques n'apprécient pas en général le journaliste qui pense que tout lui est dû et qui fait des demandes déraisonnables dans des délais irréalistes. Dans les relations armée-médias, une conduite raisonnable de part et d'autre appelle en principe la coopération, tandis

qu'une conduite déraisonnable de part et d'autre fait en général sortir l'attitude blaireau. Dans une guerre, chaque situation susceptible d'être la matière première de l'information est une relation négociée complexe de rapports de force entre les officiers d'affaires publiques, les commandants, les soldats et les journalistes.

Les relations entre les commandants et les journalistes intégrés étaient en général cordiales même si des points de friction existaient. Militaires et journalistes ont évoqué une relation de respect mutuel. Le général Guy Laroche expose :

> Moi, je considère toujours qu'un journaliste a un travail à faire et lorsque vous échangez avec un journaliste, ce que vous dites peut être rapporté, et c'est correct ça, parce que lui, encore une fois, a une fonction à faire et il la fait. Et vous avez également un rôle, vous avez des rôles et un rôle et des responsabilités et vous devez également faire attention à ce que vous mentionnez de façon à ce que ça ne soit pas rapporté, de façon disons incorrecte et qui pourrait amener un discrédit sur certaines personnes, etc. Donc, je pense que la relation, c'est une relation respectueuse. C'est une collaboration qui est respectueuse entre les deux parties[6].

Murray Brewster de La Presse canadienne a eu affaire avec plusieurs commandants lors de ses multiples rotations. Il dit qu'il a eu une bonne relation avec eux : « Je leur ai quand même posé des questions difficiles. Il y a eu des moments où ils ont été énervés par ce que j'ai écrit. Mais, la plupart d'entre eux étaient suffisamment mûrs pour accepter qu'ils n'aimeraient pas tout ce que j'écris[7] ». Certains journalistes se sont plaints des commandants de leurs rotations comme les commandants se sont plaints de l'attitude de certains journalistes intégrés. Parfois, il s'agit moins de méfiance envers les médias, mais plutôt, pour certains commandants, d'un inconfort lié à leurs habiletés personnelles à communiquer avec les médias.

Des réticences à l'endroit des médias existaient, mais l'armée canadienne avait jaugé les avantages par rapport aux risques du programme d'intégration. À ceux qui avaient encore des doutes, le général Jonathan Vance dit avoir donné ce conseil :

> "Montrez-leur tout ce que vous pouvez et soyez honnête. Advienne que pourra !". Si un journaliste avait ce type d'accès et l'utilisait vraiment à ses propres fins de telle manière qu'il mentait ou qu'il déformait les faits ou qu'il faisait exprès de faire mal paraître quelqu'un, alors nous faisions le suivi avec une lettre au rédacteur en chef, nous demandions peut-être même sa révocation de la mission parce qu'il ne fonctionnait pas vraiment avec intégrité, mais je n'ai jamais vécu cela personnellement[8].

La description de Vance est certainement quelque chose qui est arrivé dans le programme pour certains cas litigieux. Comme d'autres commandants, Vance a accueilli les médias même s'il n'appréciait pas toujours la couverture de certains journalistes.

Sur le terrain, chaque rotation avait sa propre dynamique avec une multiplicité de rapports de force. La question de la sécurité opérationnelle a été un enjeu constant, et les *ground rules* étaient

la boussole de base pour les journalistes intégrés. Dans presque chaque rotation, il y a eu des violations mineures de la sécurité opérationnelle, souvent des erreurs d'appréciation sans grande conséquence. Quelques violations plus graves ont été commises, mais les cas qui ont mené à une désaccréditation officielle, à titre de sanction, ont été très rares.

Dans plusieurs guerres, la couverture médiatique se bute souvent à certaines « zones d'inconfort » qui sont susceptibles de générer une publicité négative à l'action militaire ou porter atteinte à l'image des armées. En Afghanistan, les incidents de tirs amis, les images des blessés et des morts, les images des prisonniers de guerre et les images des dommages matériels ont généralement suscité une relation conflictuelle entre les journalistes intégrés et les officiers d'affaires publiques. Ces zones d'inconfort constituent des zones sensibles et deviennent un espace de tension dans la négociation de l'information.

Pour beaucoup dans l'armée, la présence des médias dans les opérations militaires représente un risque. Comme les choses peuvent toujours mal tourner, avoir des journalistes est une sorte d'épée de Damoclès que plusieurs ne souhaitent pas avoir au-dessus de leurs opérations malgré le bénéfice potentiel de la publicité positive qu'ils peuvent en retirer. Paul Hunter de la CBC revient sur les craintes de l'armée :

> J'ai juste l'impression qu'ils s'inquiètent trop du négatif. Ils ne pensent pas que les Canadiens pensent que les gens vont mourir et se blesser ? Ils ne pensent pas que des erreurs pourraient être commises sur le terrain ? C'est une guerre ! J'ai le sentiment que les militaires ont l'obligation que si vous invitez des gens à venir la couvrir, en tant qu'intégrés, il y a une sorte d'obligation morale que vous nous laissiez voir la guerre aussi. Et je sens qu'il y a une résistance à cela, je sens qu'ils s'inquiètent trop de ce que nous pouvons faire[9].

On ne peut pas évaluer le succès d'un dispositif journalistique sans mesurer l'accès accordé aux médias. Couvrir les opérations cinétiques constitue l'activité qui suscite, plus que toute autre, l'intérêt auprès des médias intégrés. Pour beaucoup de journalistes, couvrir la guerre, c'est avoir l'occasion de la couvrir au front là où les coups sont portés à l'ennemi. Pour le photographe Louie Palu, qui a couvert la guerre au front plus que quiconque, l'intégration est une forme d'accès à un endroit inaccessible[10]. Dans toute guerre, l'accès journalistique au front est un espace de négociation entre l'armée et les médias.

En Afghanistan, l'une des grandes contraintes du dispositif d'intégration a été l'organisation des sorties opérationnelles. Ne couvre pas les opérations qui veut. Oui, l'intégration est une politique officielle d'état-major, mais sa configuration permet aux commandants d'avoir suffisamment de marge de manœuvre pour contrôler les entrées journalistiques dans le périmètre

opérationnel. Durant la mission canadienne en Afghanistan, l'armée a permis l'accès opérationnel aux journalistes intégrés en mesurant constamment le niveau de risques. Avant la mission de combat, les journalistes intégrés ont couvert des centaines de patrouilles, mais l'accès aux raids militaires pendant la période 2004-2005 a été refusé aux médias dans un contexte multinational (Thorne, 2004e ; Wattie, 2004). L'opération *Medusa* est un exemple où les journalistes ont accompagné les soldats au cours d'une grande opération cinétique.

À partir de 2007, la guerre des *IED* est devenue la principale tactique de guérilla de l'ennemi. Il y a eu une myriade d'opérations de contre-guérilla de type *search and destroy* et la guerre des cœurs et des esprits dans les *chouras*. Les médias intégrés avaient un certain accès à la guerre contre-insurrectionnelle en fonction du niveau de risques perçu par l'armée, du confort des commandants et des contraintes logistiques. La sortie désastreuse de l'équipe de Radio-Canada avec le *Royal 22e Régiment* sur la colline Ghundy Ghar a démontré les risques d'un dérapage médiatique tant craint par les armées. Lors de cet incident à la bombe artisanale, l'armée a perdu deux soldats et un interprète afghan, mais comme des journalistes avaient été blessés, ce n'était plus un événement comme les autres. Cela voulait dire que les projecteurs médiatiques allaient être braqués, plus que d'habitude, sur l'opération et sur ce qui n'avait pas tourné rond. C'est le genre d'attention que ne désire aucun commandant sur le terrain. Le général Guy Laroche a dû gérer la plus grave crise de communication de la mission à la suite de cet incident de la roto 4 sur la colline Ghundy Ghar. L'interruption abrupte du déploiement du responsable des affaires publiques à Kandahar était un signe probant de cette crise majeure de communication qui a été fortement ressentie à Kandahar et à l'état-major à Ottawa. C'était la période la plus difficile pour l'armée et pour les médias intégrés à Kandahar.

Par la suite, même si les commandants ont dit qu'il n'y a pas eu de mot d'ordre officiel pour mettre un frein aux sorties médiatiques dans les opérations, il est évident qu'aucun commandant ne souhaitait avoir sur ses bras un autre scénario catastrophe comme celui de Ghundy Ghar. Les journalistes intégrés ont continué à recevoir des offres de sortie de la part des officiers d'affaires publiques, mais c'étaient des offres beaucoup plus filtrées, en mesurant à chaque fois le potentiel de risques. De manière générale, le contrôle exercé par l'armée a créé un goulot d'étranglement sur l'accès journalistique aux opérations. Ce n'était pas un dispositif de répression où les demandes d'accès étaient refusées systématiquement, mais plutôt un dispositif de clôture subtil où les demandes étaient sous-pesées pour minimiser l'inconfort des commandants et les risques inhérents

à la présence des journalistes et des caméras. C'est un accès adaptable par la « régulation du contact » (Maltby, 2012, p. 78-79). Le dispositif d'intégration est un principe qui allie ouverture et fermeture en fonction du risque opérationnel.

Jonathan Montpetit de La Presse canadienne note que les limitations de l'accès ont contribué à susciter une analyse coûts-bénéfices où les médias se disaient : « Ça ne vaut tout simplement pas X mille dollars pour envoyer quelqu'un d'autre là-bas pendant deux mois et ils ne produisent qu'une ou deux histoires vraiment intéressantes ». Il ajoute : « Donc, le sentiment que j'ai eu en parlant à d'autres journalistes est qu'il y avait de la frustration au sein des médias sur le coût mais aussi le niveau d'accès qui leur a été accordé[11] ». Là où les médias voyaient un verre à moitié vide avec un accès limité, l'armée voyait un verre à moitié plein en blâmant plutôt le *death watch* et le refus des médias de sortir en opérations.

Les officiers d'affaires publiques ont souligné que l'un des plus grands défis auxquels ils ont été confrontés a été le transport des journalistes intégrés. Généralement, une ou deux places étaient disponibles dans les convois. Vers la fin de la mission, le transport aérien était disponible avec quelques déplacements en hélicoptère, mais ce moyen est resté un luxe inaccessible pour la majorité des journalistes accrédités. De la première rotation à la dernière, tous les officiers d'affaires publiques ont souligné le manque de ressources pour gérer les déplacements des journalistes intégrés. Le transport militaire canadien, qui était limité, devait servir principalement aux besoins opérationnels et aux convois de ravitaillement. Le déplacement d'un journaliste intégré de la base principale de *KAF* vers une zone opérationnelle ou une base d'opérations avancée était loin d'être garanti. Le dispositif d'intégration des médias a pu fonctionner sur le terrain aussi longtemps que les commandants avaient la latitude de contrôler les entrées et les sorties dans le périmètre opérationnel. Il est certain que les journalistes intégrés auraient souhaité pouvoir compter sur un transport assuré et régulier par le service des affaires publiques en théâtre. Cependant, la disponibilité d'un tel service aurait certainement gêné les commandants, car il aurait été plus difficile d'invoquer la raison sécuritaire si les journalistes se montraient disposés à prendre les risques. Aux commandants qui étaient plus ouverts à cette possibilité, le désastre de la colline Ghundy Ghar et la gestion de la crise consécutive à la sortie de Radio-Canada en août 2007 étaient plus que suffisants pour échauder les volontaires. De plus, les velléités du gouvernement Harper à contrôler les messages de la mission canadienne ont fini par achever tout espoir d'une prise en charge des médias intégrés au-delà du strict minimum opérationnel. Dans chaque rotation, certaines

opérations bien choisies ont été couvertes, des dizaines d'autres ont été annoncées de Kandahar ou sont tout simplement passées inaperçues. Les journalistes qui ont couvert les dernières rotations ont senti un contrôle plus serré sur les mouvements des journalistes (Baron, 2010c).

Le contexte d'augmentation importante du nombre de soldats canadiens tués à la suite des attaques talibanes, principalement par des engins explosifs improvisés ou *IED*, a eu des corollaires significatifs sur la couverture médiatique. Pour les médias, couvrir la mort des soldats est une routine du reportage de guerre. Dans le programme d'intégration, le reportage des incidents impliquant des soldats tués était un rituel bien rodé. Lors d'un incident sur le terrain, un verrouillage des communications (*Coms lockdown*) était décrété par le service des affaires publiques à Kandahar, et les journalistes devaient alors attendre la notification des proches parents avant d'envoyer leurs reportages à leurs rédactions. Les officiers d'affaires publiques fournissaient aux médias des renseignements sur les soldats décédés et sur les circonstances de l'incident, et le commandant faisait un discours lors de la cérémonie d'adieux. « Couvrir la mort des soldats était une partie très importante du travail, cela ne fait aucun doute à ce sujet[12] », explique Colin Perkel de La Presse canadienne. Tout le monde n'avait pas le même système, rappelle-t-il : « Les Américains avaient un système complètement différent. Ils ne permettaient aucune couverture des morts et des cérémonies d'adieux et autres. Si les soldats avaient été tués en Afghanistan, ils sortaient leurs corps en plein milieu de la nuit, il n'y avait pas de cérémonie et certainement aucun média n'y était invité[13] ». L'armée canadienne n'a certainement pas caché ses morts et c'est l'un des éléments qui a valu au programme canadien sa réputation d'ouverture.

Cependant, l'armée canadienne s'est montrée impatiente avec les médias pour ce qu'elle considérait comme une obsession pour les morts. Certains journalistes, particulièrement ceux de la télévision, ne voulaient pas quitter la base de Kandahar de peur de rater les cérémonies d'adieux. C'était une routine journalistique imposée par les rédacteurs en chef au pays. Comme l'explique Ross Oakland du *Toronto Star*, dans la culture journalistique de recherche du scoop, la guerre offrait certainement « le conflit et la mort[14] ». Ce phénomène connu sous le nom de *death watch* a été fortement critiqué par le service des affaires publiques et les commandants à Kandahar. Le journaliste Graeme Smith en témoigne :

> Les militaires sont devenus très frustrés par les médias canadiens et leur approche, particulièrement en 2008 et en 2009 lorsque certains médias ont décidé de placer des journalistes à l'aérodrome de Kandahar en restreignant leur mouvement, ce qui leur a permis de collecter des informations à l'aide de fixeurs ou traducteurs ou recherchistes dans la ville de Kandahar ou dans la province. Mais, pour la plupart, ils ont juste rapporté des déclarations militaires de l'aérodrome

> de Kandahar. Et, beaucoup de ces déclarations étaient des annonces de décès, alors c'est de là que vient le mot *death watch*[15].

Pour l'armée, l'accent des médias sur les décès voulait dire que d'autres aspects de la guerre étaient négligés. « Les Canadiens ne voyaient que les cérémonies d'adieux et ils ne voyaient pas le grand travail des écoles en construction, des mosquées, des routes, des *chouras*[16] », déplore le major André Salloum, qui a été responsable adjoint des affaires publiques du COMFEC. La veillée mortuaire, ou *death watch,* comme routine journalistique, a constitué un irritant dans les relations armée-médias en Afghanistan. « Vous offriez une opportunité de faire une tournée des bases d'opérations avancées et ils disaient "non, je ne peux pas y aller, je dois rester ici juste au cas où quelqu'un meure". Je veux dire que c'était négligeant et cela était un peu malheureux[17] », se désole le major-général Tim Grant. En ce qui concerne les images, la guerre en Afghanistan a été en quelque sorte une « guerre des cérémonies d'adieux » (*Ramp Ceremony War*). La procession funèbre et l'embarquement des cercueils dans le ventre des avions de transport militaires sont devenus l'image la plus emblématique de la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan.

La guerre en Afghanistan est une guerre de la communication. Les médias ont largement évoqué la bataille des relations publiques à travers le vocable de « guerre des cœurs et des esprits ». C'est une guerre qui se jouait sur le terrain auprès de la population afghane et que l'armée canadienne souhaitait communiquer à travers les médias intégrés. Les militaires insistaient sur l'aide au développement apportée aux Afghans et sur les progrès de la guerre. Les médias ont certainement relayé une bonne partie des messages officiels mais les journalistes ont également fait sentir leurs réticences à gober totalement le discours officiel positif de la guerre de contre-insurrection et des progrès de la guerre alors que les cercueils étaient omniprésents sur les écrans de télévision.

La plupart des commandants canadiens ont mené cette guerre dans le cadre des opérations d'information dans leurs zones de responsabilité. Ils avaient à leur disposition une cellule d'informations qui incluaient une composante d'affaires publiques. Peu d'entre eux avoueront publiquement que les médias servent d'outil dans la guerre de l'information. Mais la réalité de la couverture médiatique atteste d'une participation active des commandants dans l'entreprise de modeler les perceptions des publics canadien et afghan à travers les médias. On peut penser aux déclarations soigneusement distillées sur les succès de la guerre de contre-insurrection malgré des résultats très limités sur le terrain. Le lieutenant-colonel Ian Hope, qui a commandé la roto 1 de la phase II d'*Athena*, est le seul commandant qui a défendu l'utilisation des médias intégrés comme

outil de la guerre de l'information et la nécessité d'un *spin* positif pour rehausser le soutien du public et le moral de ses troupes.

Un journaliste anonyme qui connaissait bien le programme à Kandahar explique que les commandants généraux étaient souvent très occupés à planifier la guerre sur le plan stratégique et que ce sont les commandants de groupements bataille qui s'occupaient de mener le gros de la guerre de l'information :

> Ils sont passés maîtres dans l'art de *spinner* les choses et ça avait un inconvénient extrême pour eux, c'est que cela suscitait de graves malentendus avec le public canadien à propos de ce qui se passait. Des généraux parlaient de la construction d'écoles et de villages modèles et ainsi de suite, ils ne parlaient pas de la contraction des opérations aériennes canadiennes dans l'est du Panjwai et ils ne disaient pas qu'ils avaient abandonné le Panjwai occidental à l'ennemi et ils ne parlaient d'aucune des choses tactiques réelles. Ils faisaient essentiellement, en termes militaires, briller la merde. Ils faisaient bien paraître quelque chose de mauvais. Tout simplement parce que c'est ce qu'ils font. Ils sont toujours très prudents[18].

La couverture médiatique a été très influencée par l'action du gouvernement à Ottawa à plusieurs niveaux. Dès le départ, le gouvernement Harper avait établi un rapport de confrontation avec la tribune de la presse à Ottawa en resserrant considérablement le contrôle de l'information. La politique de communication du gouvernement suivra le même schéma. Alors que l'Afghanistan devenait un bourbier sanglant, les politiciens à Ottawa refusaient toujours de parler de « guerre », préférant parler de « mission » et d'autres qualificatifs édulcorants (Brewster, 2011a, p. 98). Au fil des années, le gouvernement Harper a instauré une culture du secret en filtrant les messages de tous les ministères. Ce droit de regard a été jugé excessif par plusieurs et a compliqué les relations avec les médias.

L'une des grandes difficultés pour les journalistes intégrés a été l'accès au personnel civil de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères en Afghanistan. Les agents civils devaient avoir l'autorisation de leurs supérieurs à Ottawa avant de répondre à la moindre question des journalistes à Kandahar. Les opérations militaires en Afghanistan étaient mieux couvertes grâce à une grande accessibilité des responsables et des porte-parole militaires alors que les opérations civiles étaient moins couvertes en raison de l'indisponibilité des interlocuteurs et des porte-parole civils de l'ambassade, du bureau du représentant du Canada à Kandahar et de l'ACDI. Les demandes médiatiques étaient ralenties par une lourdeur bureaucratique occasionnée par le processus ministériel d'approbation et de contrôle.

Le rapport Manley en 2008 a recommandé au gouvernement conservateur de mieux communiquer sur tous les aspects de la mission canadienne. L'approche pangouvernementale est

l'initiative qui fournira le nouveau cadre de communication, non sans difficulté. Le contrôle de l'information étant l'ADN de la communication du gouvernement Harper, la réponse à la recommandation du rapport Manley a été plutôt la continuité du contrôle qu'un véritable changement de cap. Le Bureau du Premier ministre était le filtre central des communications sur la mission militaire en Afghanistan. Même l'itinéraire et les questions des journalistes intégrés remontaient la chaîne de contrôle jusqu'au Bureau du Premier ministre à Ottawa. Susan Ormiston de la CBC note :

> À mesure que l'histoire politique devenait plus difficile pour les Canadiens et pour le gouvernement, les opérations des journalistes intégrés sont devenues restreintes. Je ne blâme pas les militaires, je blâme le contrôle politique à Ottawa. Ils étaient soumis à des instructions strictes selon lesquelles ils ne pouvaient pas nous en dire beaucoup et ne pouvaient pas nous le dire en temps opportun[19].

Pour les agents du ministère des Affaires étrangères et de l'ACDI, la nouvelle politique de communication centralisatrice s'inscrivait dans une logique de hiérarchie connue. Cependant, pour l'armée canadienne et le service des affaires publiques, le passage obligé de la communication de la mission dans le filtre du Bureau du Premier ministre (Bureau du Conseil privé – BCP) est un développement qui a été accepté avec réticences même si les militaires se sont ultimement exécutés. Parlant de communication à deux vitesses entre les entités militaire et civile, le lieutenant-colonel Christian Lemay, qui était responsable des affaires publiques au COMFEC, note : « L'approche de communication a été froide, les réponses n'arrivaient pas vite. Donc c'est de la munition continue pour "challenger" la politique du gouvernement, et non "challenger" le travail fait par les militaires sur le terrain. Ça a été le gros "challenge" qu'on a eu[20] ». L'opérationnalisation vers une communication commune interagence et interministérielle a connu des difficultés de collaboration, de hiérarchisation et de confiance (Lemay, 2009).

Le général Fraser avait raison de dire que les médias intégrés s'étaient peu intéressés à la dimension du développement durant son tour à Kandahar. La stratégie de communication principale de l'approche pangouvernementale consistait à augmenter la couverture des projets de développement et de reconstruction. Mais les difficultés notoires des agences civiles à communiquer avec les médias sur leurs réalisations et à les montrer sur le terrain sont restées un handicap. Le commandant Tim Grant dit qu'il a évoqué la question directement avec le premier ministre lors de sa visite à Kandahar. Il rappelle le chemin laborieux des questions soumises aux agences civiles :

> Le processus était qu'un journaliste devait soumettre des questions écrites à certaines [personnes] des Affaires étrangères de l'ERP. Il fallait les renvoyer à Ottawa avec les réponses suggérées,

> celles-ci étaient approuvées ou révisées à Ottawa et renvoyées 24 heures plus tard. C'était le plan, puis la personne interrogée pouvait alors fournir les réponses qui avaient été approuvées à Ottawa. C'était ridicule[21].

Par ailleurs, les risques sécuritaires ont joué un rôle dans la frilosité de la communication des agents civils. En 2006, la mort dans un attentat-suicide du diplomate Glyn Berry, qui était affecté à l'EPR, a eu un effet inhibiteur sur les sorties opérationnelles civiles. L'augmentation significative des incidents dans les années suivantes n'a fait qu'empirer les craintes. En raison des risques, les agents civils n'avaient pas toujours les coudées franches pour aller montrer leurs projets de développement aux journalistes intégrés. De plus, les officiers d'affaires publiques de l'Équipe provinciale de reconstruction qui travaillaient directement avec les agents civils dans l'approche pangouvernementale n'avaient pas leurs propres ressources pour transporter plus facilement les journalistes intégrés sur les sites des projets de développement et de reconstruction. L'intérêt des médias intégrés pour les projets de développement n'a jamais levé par rapport à la dimension sécurité et aux activités des groupements bataille. Pour rehausser la couverture des projets de développement, le service des affaires publiques au ministère de la Défense nationale a envisagé, entre autres, d'augmenter les visites escortées des médias sur des vols militaires.

La mise en place de la politique pangouvernementale elle-même est apparue tardivement sur les radars médiatiques. Certains journalistes intégrés ont senti une plus grande insistance des affaires publiques pour aller couvrir les histoires de développement et de reconstruction. Mais ce sont les demandes d'accès à l'information entre 2008 et 2009 qui ont principalement révélé les tactiques du gouvernement pour influencer la couverture médiatique de la guerre. Le Bureau du Premier ministre a fait pression sur le ministère de la Défense nationale pour mousser des nouvelles plus positives (Chase, 2008). Le niveau du contrôle pangouvernemental était alors sans précédent : « Ce que les journalistes demandent, ce qu'ils écrivent et ce qu'on leur a dit fait l'objet de notes d'information régulières partagées avec tout le monde, des officiers à Kandahar aux commandants à Ottawa en passant par les fonctionnaires civils relevant du Premier ministre » (Weber, 2009). Faire circuler les questions posées par les journalistes intégrés à différents ministères est un exemple probant d'instrumentalisation à travers un dispositif de capture. L'objectif est de peser sur le rapport de force en faveur d'une communication planifiée. L'action combinée de l'armée et du gouvernement visait à anticiper les routines journalistiques et à les influencer en fonction des objectifs de communication de la mission.

Quand les médias ont découvert les stratagèmes en coulisses et l'ampleur de l'emprise du Bureau du Premier ministre à Ottawa, cela a renforcé la perception d'un gouvernement obsédé par le contrôle de l'information. Le premier ministre Harper ne s'en cachait pas, c'est plutôt l'armée canadienne qui avait le plus à perdre de cette situation de collusion. L'institution militaire avait travaillé très fort pour rebâtir la crédibilité quant à l'ouverture et à la transparence au lendemain du scandale de la Somalie. La participation de l'armée canadienne à cette entreprise de contrôle gouvernemental a miné une bonne partie de la confiance qu'elle avait regagnée auprès des médias. En matière de communication, l'approche pangouvernementale a été reçue par les médias comme une stratégie de contrôle et d'étouffement, voire de propagande, plutôt qu'une quelconque volonté d'efficacité communicationnelle entre différents paliers gouvernementaux. Cette stratégie de communication globale, loin de favoriser l'efficacité de la communication de guerre, a plutôt favorisé l'opacité communicationnelle du gouvernement. « La relation entre l'armée et les médias a toujours été tendue, mais en fin de compte, elle se dirigeait vers un laid divorce » (Brewster, 2011a, p. 262).

La décision de ne plus communiquer les cas de soldats blessés vers la fin de la guerre a été l'un des épisodes qui a envenimé les relations armée-médias en Afghanistan. Pour les médias, les blessés et les morts constituaient la mesure la plus tangible des sacrifices du Canada dans la guerre. Pour l'armée et le gouvernement, les reportages réguliers sur les victimes étaient en grande partie responsables des perceptions négatives de l'opinion sur la mission. Mitch Potter du *Toronto Star* écrira que les blessés étaient devenus un secret d'État (Potter, 2011b).

Avec les rotations de la période 2009-2010, de l'eau avait coulé sous le pont du programme d'intégration à Kandahar. Les relations entre les journalistes intégrés et l'armée canadienne n'étaient pas toujours cordiales, mais le programme fonctionnait tant bien que mal. « L'armée en était venue à comprendre quels étaient les besoins de base d'être un journaliste dans une zone de guerre et les a accommodés dans la mesure du possible[22] », résume Jonathan Montpetit de La Presse canadienne. Néanmoins, dans les dernières rotations, « les officiers d'affaires publiques étaient très agressifs en essayant de façonner le message[23] », décrit un journaliste qui a requis l'anonymat. Le pari que l'armée canadienne a pris en copiant la formule américaine de l'intégration a donné plusieurs dividendes en matière de couverture des activités des Forces canadiennes et d'influence sur l'environnement public malgré l'impopularité de la guerre. « Je pense qu'en fin de compte, il a été décidé de ne jamais arrêter le programme d'intégration. Nous l'avons eu du début à la fin. Je

pense que les gens qui pensent à ces choses ont décidé que les avantages l'emportaient sur les risques[24] », conclut l'OAP Ed Stewart.

Comme durant la guerre en Irak avec les Américains, le dispositif d'intégration en Afghanistan a canalisé la couverture médiatique vers le point de vue canadien et le microreportage des unités militaires et des soldats avec des fragments ponctuels par le petit bout de la lorgnette (*keyhole view*). « Je ne pense pas que je couvrais la guerre, je pense que je couvrais l'armée canadienne en Afghanistan[25] », explique une journaliste anonyme. Rares ont été les reportages avec une perspective plus large de la guerre sur le plan stratégique. Les journalistes ont parfois fait des efforts pour avoir le point de vue de l'ennemi en insérant certaines déclarations des porte-parole Talibans, mais la couverture en soi d'un ennemi invisible était en pratique inexistante, car impossible.

Par ailleurs, le reportage intégré offre peu de flexibilité pour couvrir tout ce qui n'est pas militaire même si les interlocuteurs des soldats peuvent se trouver dans le même environnement. « Je me souviens d'avoir été en patrouille et d'avoir vu des gens et je me demandais ce que ces gens pensaient, mais je n'avais pas la possibilité d'aller leur parler parce que je ne pouvais pas m'éloigner de ce que les militaires faisaient. C'était donc un défi à coup sûr[26] », note Jennifer Madigan de la télévision locale à Ottawa, A Channel. Pour pallier les limites intrinsèques du dispositif d'intégration, les rédactions des grands médias canadiens ont cherché tant bien que mal à couvrir aussi la dimension civile du conflit. Les séjours journalistiques oscillaient entre les accréditations intégrées et les sorties non intégrées avec les fixeurs locaux. « Heureusement, notre couverture de la guerre était beaucoup plus grande que moi[27] », met en perspective une journaliste anonyme. Le reportage militaire a néanmoins dominé la couverture avec l'imposant contingent intégré. Avec l'intensification de la guerre, les risques d'enlèvement pour les journalistes ont quelque peu restreint la marge de manœuvre déjà limitée des rédactions pour les sorties en reportage indépendant.

Tout le monde n'a pas le courage de prendre des risques associés au reportage au front et c'est pour cela que l'accréditation comme journaliste intégré se fait en principe sur une base volontaire. Même si ce n'est pas une condition absolue pour être accrédité, la plupart des journalistes canadiens ont suivi une formation sur les risques en zone de guerre. Tout journaliste savait très bien qu'aller à Kandahar sans jamais quitter la base serait un échec de son intégration. Il serait ce que les militaires appellent péjorativement un « *Kafer*[28] ».

Un noyau de correspondants et correspondantes a cumulé plusieurs séjours d'intégration en Afghanistan. Parmi eux, il y a le photographe Louie Palu de ZUMA Press ; Murray Brewster, Bill Graveland, Dene Moore et Colin Perkel de La Presse canadienne ; Matthew Fisher de CanWest News Service ; Graeme Smith et Christie Blatchford du *Globe and Mail* ; Rosie DiManno du *Toronto Star* ; Susan Ormiston de la CBC et Michèle Ouimet de *La Presse*. « Ce fut facilement l'expérience la plus significative de ma vie », confiera plus tard Christie Blatchford (Blatchford, 2016). Alors correspondante du *Globe and Mail*, Blatchford avait bâti une relation de proximité avec les soldats du *PPCLI*. « Je n'ai jamais trouvé les troupes mal à l'aise, maladroites ou intimidées par les journalistes. Plutôt le contraire : elles étaient ridiculement ouvertes, y compris sur la propension de toute armée à bousiller les choses et ils juraient avec une aptitude enviable, sinon autant bien que moi » (Blatchford, 2016).

Beaucoup de jeunes journalistes sont également allés se faire les dents du reportage de guerre. L'expérience répétée du terrain est généralement un atout journalistique en vue de bâtir un réseau de sources militaires et de mieux négocier l'accès. Le photographe Louie Palu voit le long court comme une valeur du journalisme :

> Je m'intéresse surtout aux journalistes comme Graeme Smith et Murray Brewster qui ont passé des années à couvrir la guerre en profondeur et qui savaient qui étaient tous les joueurs et comment naviguer le système d'intégration à leur avantage la plupart du temps. Ils ont également passé beaucoup de temps en dehors de l'intégration seuls à faire du bon journalisme[29].

Les médias de type agence comme La Presse canadienne et CanWest News Service ont été les seuls à assurer une présence permanente tout au long de la guerre. Les réseaux de télévision CBC/Radio-Canada, CTV et Global ont couvert la guerre de manière régulière, mais en 2007, ils ont créé un *pool* pour mieux supporter les coûts. Le *Globe and Mail* et le *Toronto Star* ont offert une très bonne couverture, mais irrégulière.

> Bien qu'il y ait eu des efforts individuels remarquables, note Mitch Potter du *Toronto Star*, le journalisme canadien n'était pas préparé pour un long parcours. Les journalistes se sont mariés, ont eu des enfants, sont devenus rédacteurs en chef ou ont assumé d'autres tâches. Presque personne n'avait les yeux rivés sur l'Afghanistan du début à la fin (Potter, 2014b, p. 63).

Les journalistes qui ont couvert la guerre en Afghanistan ont été confrontés aux risques du reportage intégré, principalement sur les routes infestées d'*IED,* et aux risques du reportage indépendant avec leurs fixeurs afghans. Plusieurs incidents ont rappelé que le reportage de guerre est un métier dangereux. L'incident où le caméraman Charles Dubois de Radio-Canada a perdu sa jambe, l'enlèvement de Mellissa Fung de la CBC et la mort de Michelle Lang du *Calgary Herald* ont été les événements les plus graves en matière de risques encourus par les médias canadiens.

Les mesures de protection étaient parfois dérisoires face aux bombes artisanales, mais puissantes. Il ne fallait pas être au mauvais endroit au mauvais moment comme Michelle Lang et la majorité des soldats tués par les *IED*. Comme les militaires, certains journalistes ont souffert du syndrome de stress post-traumatique à la suite de leur séjour en zone de guerre. En Afghanistan, dans l'intégration militaire ou en reportage civil, les correspondants canadiens ont connu, d'une manière ou d'une autre, à la fois l'hospitalité et l'hostilité.

NOTES

INTRODUCTION

[1] Forces armées canadiennes

[2] Voir, entre autres, les concepts de « société disciplinaire » (Foucault, 1975), de « société de contrôle » (Deleuze, 2003) et de « société de surveillance » (Mattelart, 2007 ; Lyon, 2001, 1994).
[3] Il ne s'agit que de quelques auteurs, car il existe une très vaste littérature sur ce sujet.

CHAPITRE 1 : L'OPÉRATION *APOLLO* AVANT L'INTÉGRATION

[1] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*
[6] *Ibid.*
[7] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014.
[8] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[9] *Ibid.*
[10] Entrevue avec l'auteur, 13 mars 2014.
[11] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[12] Entrevue avec l'auteur, 13 mars 2014.
[13] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[14] *Ibid.*
[15] Terme utilisé dans le domaine du hockey pour signifier les conversations privées entre les joueurs eux-mêmes ou entre les joueurs et leur entraîneur. Ces propos ne sont pas généralement rapportés par la presse sportive.
[16] Jean Chrétien, premier ministre du Canada de l'époque.
[17] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014.
[18] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[19] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014.
[20] *Ibid.*
[21] *Ibid.*
[22] À partir de la guerre en Irak de 2003, la rigidité des armées sur le secret des forces spéciales s'est assouplie avec l'accréditation des journalistes dans les unités des forces spéciales (Wright, 2004). Plus tard, il est arrivé de voir à la télévision canadienne des reportages triés sur le volet au sujet des forces spéciales en Afghanistan avec l'instruction de brouiller leurs visages.
[23] Entrevue avec l'auteur, 13 mars 2014.
[24] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2014.
[25] *Ibid.*
[26] Entrevue avec l'auteur, 13 mars 2014.
[27] Entrevue avec l'auteur, 13 avril 2014.
[28] Entrevue avec l'auteur, 13 mars 2014.
[29] *Ibid.*
[30] Au début de février 2002, une quarantaine de journalistes sont accrédités pour travailler à Kandahar, mais 30 journalistes sont présents sur la base (Cheadle, 2002).
[31] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[32] Ancien photographe de presse, Garth Pritchard a tourné plusieurs documentaires sur l'armée canadienne, notamment dans les missions de paix dans les Balkans. Voir https://www.nfb.ca/film/caught_in_the_crossfire
[33] Nom donné au relief de cette chaîne de montagnes (*Whales' back*).
[34] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2014.

[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*
[37] *Ibid.*
[38] *Ibid.*
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[42] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014. Voir aussi Thorne (2002c).
[43] Entrevue avec l'auteur, 2014.
[44] Voir cette image dans *Canadian War Correspondents Association Newsletter* (2002), « Pentagon prohibits Shooting Images of Al-Qaida Prisoners », Printemps/Été, p. 19.
[45] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2004.
[46] *Ibid.*
[47] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2002.
[48] *Ibid.*
[49] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2004.
[50] Acronyme diminutif utilisé en anglais pour nommer un officier d'affaires publiques (***P**ublic **Aff**airs **O**fficer*).
[51] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014 (voir aussi Stogran, 2002, p. 14)
[52] Entrevue avec l'auteur, 23 avril 2014.
[53] *Ibid.*
[54] *Ibid.*
[55] *Ibid.*
[56] *Ibid.*
[57] *Ibid.*
[58] *Ibid.*
[59] *Ibid.*
[60] *Ibid.*
[61] *Ibid.*
[62] Cet article ne traite pas du tout de la question médiatique. Voir Stogran, 2004, p. 20.
[63] Créé par la Conférence des associations de la défense [*Conference of Defence Associations Institute*] et l'Institut canadien de la défense et des affaires étrangères [*Canadian Defence and Foreign Affairs Institute*], il récompense un(e) journaliste « qui a fait une contribution significative et exceptionnelle à la compréhension par le grand public de questions qui ont trait à la défense et à la sécurité du Canada » (voir http://www.cdainstitute.ca).

CHAPITRE 2 : L'OPÉRATION *ATHENA* À KABOUL

[1] Durant la guerre du Vietnam, il n'y avait pas de censure préalable comme pendant les deux guerres mondiales et en Corée, mais les correspondants de guerre devaient respecter des directives de sécurité appelées aussi *ground rules*.
[2] Au sens de plusieurs terrains : militaire, civil, ennemi, etc. Voir Bizimana, 2014, p. 105-109.
[3] D'autres armées occidentales mettront également en place des programmes d'intégration. Pour le cas australien, voir Kevin Foster (2013).
[4] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[5] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[6] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[7] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[8] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[9] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[10] *Ibid.*
[11] *Ibid.*
[12] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[13] Entrevue avec l'auteur, 28 mars 2014.
En octobre 2003, le journaliste Pierre-André Normandin a publié un article dans *Le Soleil* sur l'existence de la base secrète en précisant qu'elle se trouvait aux Émirats arabes unis, mais l'armée refusait toujours de confirmer le pays hôte pour ne pas « heurter les sensibilités locales » (Normandin, 2003). Même plus tard, des reportages parlaient d'une base secrète « quelque part dans l'Asie du Sud-Est » (O'Brien, 2004).

[14] Cette règle sur la limitation de la consommation d'alcool est une disposition qui touche d'abord les soldats depuis le scandale de la Somalie.
[15] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[16] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[17] Entrevue avec l'auteur, 28 mars 2014.
[18] Entrevue avec l'auteur, 27 mars 2014.
[19] *Ibid.*
[20] La première rotation d'une opération porte le numéro 0 (roto 0).
[21] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[22] *Ibid.*
[23] *Ibid.*
[24] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[25] *Ibid.*
[26] *Ibid.*
[27] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2014.
[28] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[29] *Ibid.*
[30] La publication des lettres de soldats par les journaux est une pratique qui a été souvent utilisée dans les guerres. Durant la Première Guerre mondiale, *La Presse* et *Le Devoir*, qui n'avaient pas de correspondants de guerre sur le terrain, ont publiés plusieurs lettres.
[31] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[32] Entrevue avec l'auteur, 14 février 2014.
[33] *Ibid.*
[34] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*
[37] Entrevue avec l'auteur, 14 février 2014.
[38] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[39] Dans l'histoire des relations armée-médias, la question des sensibilités politiques des nations partenaires a souvent été invoquée pour limiter la couverture médiatique de certaines opérations. Au début de la guerre du Golfe, alors que les médias réclamaient plus d'accès aux opérations imminentes, Dick Cheney a signifié à la presse américaine que l'Arabie saoudite était une nation souveraine en ce qui concernait l'octroi de visas aux journalistes. Voir MacArthur, 1992, p. 6.
[40] Entrevue avec l'auteur, 3 avril 2014.
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*
[43] *Ibid.*
[44] *Ibid.*
[45] *Ibid.*.
[46] *Ibid.*
[47] *Ibid.*
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*
[50] *Ibid.*
[51] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[52] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2014.
[53] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[54] Entrevue avec l'auteur, 3 avril 2014.
[55] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[56] *Ibid.*
[57] *Ibid.*
[58] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[59] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[60] *Ibid.*
[61] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[62] Entrevue avec l'auteur, 3 avril 2014.

[63] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[64] Thorne a noté une seule exception d'un officier d'affaires publiques qui s'est montré peu coopératif durant la période 2003-2004 (voir Thorne, 2004c, p.18-19).
[65] Entrevue avec l'auteur, 14 février 2014.
[66] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[67] *Ibid.* Les Perreaux fait ce commentaire en comparaison de la gestion du programme plus tard.
[68] Entrevue avec l'auteur, 18 février 2014.
[69] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[70] Entrevue avec l'auteur, 3 avril 2014.
[71] Entrevue avec l'auteur, 14 avril 2014.
[72] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[73] Entrevue avec l'auteur, 3 février 2013.
[74] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[75] Durant la Deuxième Guerre mondiale, la « *little Joe story* » a contribué grandement à l'effort de guerre (voir Bizimana, 2007, p. 326). Le rôle du correspondant de guerre a été très important dans la publicisation des activités de l'armée. C'est le correspondant de guerre américain Ernie Pyle qui a popularisé la chronique du soldat ordinaire surnommé *G.I. Joe*. Radio-Canada a produit une émission sur les soldats canadiens-français intitulée « Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre ». *Jean-Baptiste*, *Joe Canuck* et *G.I. Joe* sont des représentations symboliques des soldats canadien-français, canadien et américain. (Voir le cas américain des *Joe Blow Stories* dans Fussell, 1989, p. 155-158).
[76] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.

CHAPITRE 3 : LE RETOUR À KANDAHAR, *ATHENA II*

[1] Provincial Reconstruction Team (PRT)
[2] Perreault a également travaillé au Centre d'apprentissage des affaires publiques de la Défense (2007-2010) et comme directeur du Bureau de liaison avec les médias au quartier général (2010-2011).
[3] Entrevue avec l'auteur, 7 avril 2014.
[4] Le camp a été nommé en l'honneur de l'un des quatre premiers soldats canadiens tués en Afghanistan après un tir ami par un avion américain le 18 avril 2002 à Kandahar.
[5] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[6] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[7] *Ibid.*
[8] *Ibid.*
[9] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[10] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[11] *Ibid.*
[12] L'*effet Fontenot*, du nom du colonel américain Gregory Fontenot, réfère à une sanction consécutive aux propos rapportés par un journaliste. Le colonel Fontenot avait été réprimandé à la suite d'un article du journaliste Thomas E. Ricks dans le *Wall Street Journal* durant la guerre en Bosnie (1995). Voir Bizimana, 2014, p. 117.
[13] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[14] *Ibid.*
[15] Canadian Expeditionary Forces Command (CEFCOM)
[16] Entrevue avec l'auteur, 15 mai 2014.
[17] *Ibid.*
[18] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[19] « Op Archer – Media Embed Program (Mep) Instructions ».
[20] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[21] Dans le programme américain, cette règle est nommée *security review*. C'est l'obligation de soumettre un reportage à la vérification militaire, ce qui correspond à la censure préalable.
[22] Force opérationnelle Afghanistan ou *Task Force Afghanistan*.
[23] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[24] Entrevue avec l'auteur, 15 mai 2014.
[25] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[26] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[27] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[28] *Ibid.*

[29] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[30] Disaster Assistance Response Team (DART)
[31] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[32] *Ibid.*
[33] *Ibid.*
[34] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[35] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[36] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2013.
[37] *Ibid.*
[38] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[39] *Ibid.*
[40] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[41] *Ibid.*
[42] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[43] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[44] *Ibid.*
[45] *Ibid.*
[46] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[47] *Improvised Explosive Device* [engins explosifs improvisés]
[48] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[49] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[50] *Ibid.*
[51] *Ibid.*
[52] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[53] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[54] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[55] *Civil Military Cooperation (CIMIC)*
[56] Ces rencontres font partie de la stratégie de la force opérationnelle, comme l'écrira plus tard le commandant Ian Hope : « Afin de favoriser la gouvernance, j'ai demandé aux éléments de la FO [force opérationnelle] de convaincre les chefs de village, des districts et de la province de mettre en application les mesures proposées par le gouvernement de l'Afghanistan. Je voulais que chaque patrouille s'arrête dans les villages et tienne des *chouras* (réunions) pour écouter la population et encourager les aînés à s'adresser aux dirigeants de district. Les patrouilles rendaient compte au commandant (cmdt) de la sous-unité concernée qui, à son tour, incitait les dirigeants de district à se faire les porte-parole de leurs villages auprès des dirigeants provinciaux » (Hope, 2008, p. 235).
[57] Dans les programmes d'intégration canadien et américain, l'expulsion d'un journaliste ne veut pas dire que le journaliste est banni à vie. Une demande ultérieure est évaluée par le service des affaires publiques et le journaliste peut être accrédité de nouveau.
[58] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[59] Red Devil Inn est le nom donné par les soldats à leur base avancée de Gumbad.
[60] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.*
[65] Le rapport d'incident note que le lieu est situé à 5 km au sud de la base avancée (Task Force Afghanistan, 2006a).
[66] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[67] *Ibid.*
[68] *National Newspaper Award* (Prix de l'Association canadienne des quotidiens)
[69] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[70] *Ibid.*.
[71] *Ibid.*
[72] *Ibid.*
[73] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[74] *Ibid.*
[75] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[76] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.

[77] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[78] *Ibid.*.
[79] *Ibid.*
[80] *Ibid.*
[81] *Ibid.*
[82] *Ibid.*
[83] *Ibid.*
[84] *Ibid.*
[85] *Ibid.*
[86] *Ibid.*
[87] Voir le reportage de Mitch Potter sur le parcours de Trevor Green cinq ans après l'attaque (Potter, 2011a) et le texte du photographe Rick Madonik (2011). Trevor Greene et sa femme Debbie Greene ont publié en 2012 le livre *March Forth* sur l'incident et ses suites ainsi que leurs projets.
[88] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[89] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[90] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[91] Entrevue avec l'auteur, 15 mai 2014.
[92] *Ibid.*
[93] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[94] En langue pachto, *Ketara* signifie poignard (*dagger*).
[95] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[96] Nom donné aux taxis en Afghanistan.
[97] Entrevue avec l'auteur, 7 avril 2014.
[98] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[99] *Ibid.*
[100] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[101] *Ibid.*
Un autre officier d'affaires publiques a parlé de « *bureau mentality* » (cité par Hobson, 2007, p. 14).
[102] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[103] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[104] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[105] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[106] Dans son ouvrage sur la guerre du Vietnam, Daniel Hallin a proposé une subdivision tripartite du journalisme en distinguant la sphère de la controverse légitime (*Sphere of Legitimate Controversy*), où les journalistes rapportent le débat et la joute politiques et où l'objectivité et l'équilibre sont des vertus cardinales ; de la sphère du consensus (*Sphere of Consensus*), où le journaliste se fait le défenseur de valeurs de consensus sur des sujets qui ne sont pas considérés comme controversés ; et de la sphère de la déviance (*Sphere of Deviance*), où les journalistes rejettent certaines opinions à rebours du consensus politique (Hallin, 1986, p. 116-117).
[107] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[108] L'officier d'affaires publiques du COMFEC Doug MacNair a également évoqué cette question (Voir Hobson, 2007, p. 13).
[109] Le sous-titre de la publication posait cette question : « Y a-t-il autre chose que notre équipe devrait couvrir par rapport à la mission du Canada en Afghanistan ? » Voir notamment l'article d'Allan Thompson (2007).
[110] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[111] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[112] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[113] Épée en langue pachto.
[114] Entrevue avec l'auteur, 13 décembre 2013.
[115] Voir Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.
[116] Entrevue avec l'auteur, 13 décembre 2013.
[117] *Ibid.*
[118] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[119] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[120] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[121] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[122] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.

[123] *Ibid.*
[124] *Ibid.*
[125] *Ibid.*
[126] *Ibid.*
[127] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[128] *Ibid.*
[129] *Ibid.*
[130] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[131] *Ibid.*
[132] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[133] *Ibid.*
[134] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[135] *Ibid.*
[136] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[137] *Ibid.*
[138] *Ibid.*
[139] L'article que le commandant Hope a publié sur son expérience en Afghanistan évoque les opérations d'information envers l'ennemi et la population locale sans développer cette question (Hope, 2008, p. 241).
[140] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[141] *Ibid.*
[142] *Ibid.*
[143] *Ibid.*
[144] *Ibid.*
[145] *Ibid.*
[146] *Ibid.*
[147] *Ibid.*
[148] Cité par Hope (Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014).
[149] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[150] *Ibid.*
[151] *Ibid.*
[152] Durant la guerre en Irak de 2003, le journaliste américain Gordon Dillow a indiqué être tombé en amour avec les Marines, contrairement à ce qui est enseigné dans les écoles de journalisme, tout en expliquant qu'il n'a rien caché (Dillow, 2003, p. 33). Ted Koppel, un autre journaliste américain, a également expliqué qu'à titre de citoyen américain, il aimait bien les soldats, mais que cela ne voulait pas dire qu'il ne pouvait plus garder son objectivité » (cité par Carr, 2003).
[153] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[154] *Ibid.*
[155] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[156] C'est l'auteur qui utilise ce terme.
[157] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[158] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[159] *Ibid.*
[160] Turner et Kearns se sont également intéressés aux chroniques de la journaliste Christie Blatchford par rapport au concept d'objectivité pragmatique (voir Turner et Kearns, 2010).
[161] Entrevue avec l'auteur, 25 novembre 2013.
[162] *Ibid.*
[163] Entrevue avec l'auteur, 30 mai 2014.
[164] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[165] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[166] *Ibid.*
[167] *Ibid.*
[168] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[169] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[170] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[171] Entrevue avec l'auteur, 9 avril 2014.
[172] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.

[173] *Ibid.*
Il donne un exemple anecdotique de certaines choses inattendues que le service des affaires publiques doit gérer : « En 2006, tout le monde va à la guerre avec sa caméra, les soldats qui reviennent de patrouille font un *line up* à attendre les médias pour essayer de leur vendre leurs photos ».
[174] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[175] *Ibid.*
[176] *Ibid.*
[177] *Ibid.*
[178] *Ibid.*
[179] *Ibid.*
[180] Canadian Institute of Strategic Studies
[181] Entrevue avec l'auteur, 13 février 2014.
[182] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[183] *Ibid.*
[184] Le député conservateur Myron Thompson a défendu la position du gouvernement Harper : « Si vous rameniez mon fils à la maison de cette guerre dans un sac, je tirerais sur le premier média qui viendrait sur place. Restez loin de ça. C'est irrespectueux » (cité par Blanchfield, 2006a).

CHAPITRE 4 : À LA CONQUÊTE DU PANJWAI

[1] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[5] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[6] *Ibid.*
[7] Ce fait indique probablement soit que c'est une « ligne médiatique » préparée par le service des affaires publiques, soit que le journaliste de La Presse canadienne a attribué la citation à la mauvaise personne.
[8] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[9] *Ibid.*
[10] *Ibid.*
[11] *Ibid.*
[12] *Ibid.*
[13] Voir à ce sujet mon étude sur le programme d'intégration en Irak (Bizimana, 2014, p. 119-124).
[14] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[15] *Ibid.*
[16] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[17] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[18] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[19] *Ibid.*
[20] *Ibid.*
[21] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[22] *Ibid.*
[23] *Ibid.*
[24] *Ibid.*
[25] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[26] *Ibid.*
[27] *Ibid.*
[28] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[29] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[30] Le terme « désaccrédité » (*disembedded*) réfère au fait de perdre son accréditation après une violation ou le fait de quitter volontairement l'intégration (voir aussi Bizimana, 2014, p. 43, p. 82).
[31] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[32] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[33] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[34] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.

[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*.
[37] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[38] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 25 octobre 2014.
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*
[42] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[43] *Ibid.*
[44] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[45] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[46] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[47] *Ibid.*
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*
[50] *Ibid.*
[51] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[52] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[53] Le rapport d'incident de la force opérationnelle note aussi la quantité d'explosifs utilisée et indique que l'engin était destiné à une attaque contre un véhicule (Task Force Afghanistan, 2006d).
[54] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[55] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[56] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[57] *Ibid.*
[58] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[59] *Ibid.*
[60] *Ibid.*
[61] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[62] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.*
[65] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[66] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[67] *Ibid.*
[68] Dans son livre *Témoin de la guerre*, Adam Day a utilisé un extrait du fameux reportage « La mort du capitaine Waskow » du correspondant de guerre américain Ernie Pyle de 1944 pour démontrer que Pyle aurait été expulsé de Kandahar avec le genre de détails que contenait son reportage (voir Day, 2010a, p. 184-186).
[69] Dans le sens strict, la censure a posteriori repose sur la sanction à la suite d'une violation d'une règle de censure interdisant la publication d'une information quelconque.
[70] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[71] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[72] Voir les concepts de conduites et de contre-conduites dans Bizimana, 2014, p. 214-234.
[73] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[74] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[75] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[76] Voir le chapitre « 27 novembre 2006 » dans Blatchford, 2008, p. 265-282.
[77] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[78] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[79] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 25 octobre 2014.
[80] *Ibid.*
[81] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[82] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[83] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[84] *Ibid.*
[85] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[86] *Ibid.*

[87] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[88] Dans le sens de « cogner doucement à la porte » vs une approche plus agressive.
[89] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 28 octobre 2014.
[90] *Ibid.*
[91] *Ibid.*
[92] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[93] Différentes compilations existent sur les statistiques du programme d'intégration des médias. Le service des affaires publiques a officiellement commencé à comptabiliser le nombre des journalistes intégrés en mars 2006 durant la roto 1. Dans la suite du texte, je vais me référer à cette compilation (voir Document d'accès à l'information, A-2014-00910).
[94] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[95] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[96] *Ibid.*

CHAPITRE 5 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

[1] Paul Workman avait réalisé un premier séjour en Afghanistan pour le réseau public CBC en février 2002. En juillet 2006, après 30 ans de service au réseau public, Workman a rejoint CTV pour occuper le poste de correspondant de l'Asie du Sud, jusque-là occupé en solo par le correspondant Matt McClure. Workman a alors fait la navette entre le bureau de CTV à New Delhi et le programme d'intégration à Kandahar.
[2] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[3] En août 2005, le ministère de la Défense nationale et le ministère des Anciens Combattants ainsi que d'autres ministères ont entrepris un examen des risques humains et environnementaux liés aux essais d'herbicides à la base de Gagetown. Plus tard, le gouvernement va offrir des compensations aux victimes après des années de lutte de vétérans.
[4] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[5] Entrevue avec l'auteur, 22 novembre 2013.
[6] *Ibid.*
[7] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[8] *Ibid.* Il parle ici de son voyage de mai 2013.
[9] *Ibid.*
[10] *Ibid.*
[11] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[12] *Ibid.*
[13] Entrevue avec l'auteur, 31 mars 2014.
[14] Entrevue avec l'auteur, 22 novembre 2013.
[15] Quelques jours plus tard, un autre article publié dans le *Chronicle Herald* d'Halifax note que l'armée a indiqué à la famille que Megeney était dans un état critique (voir Taylor, 2007).
[16] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[17] *Ibid.*
[18] Duchesne n'est pas intégré à ce moment-là.
[19] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[20] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[21] *Ibid.*
[22] *Ibid.*.
[23] Également opération *Lastay Kulang* en langue pachto.
[24] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[25] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[26] Les victimes sont le capitaine Matthew Jonathan Dawe, le caporal Cole Bartsch, le soldat Lane Watkins, le caporal-chef Colin Bason, le caporal Jordan Anderson et le capitaine Jefferson Francis.
[27] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[28] *Ibid.*
[29] *Ibid.*
[30] *Afghanistan Independent Human Rights Commission*
[31] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[32] C'est ce que Tuchman (1978, p. 82-103) appelle a « *web of facticity* ».
[33] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[34] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.

[35] Entrevue avec l'auteur, 25 octobre 2013.
[36] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[37] *Ibid*.
[38] Entrevue avec l'auteur, 19 février 2014.
[39] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[40] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[41] L'originalité est l'un des différents critères qui définissent l'excellence du journalisme (voir Shapiro, Albanese et Doyle, 2006). Pour le reportage de guerre, la maîtrise du pays et des belligérants ainsi qu'une certaine prise de risques sont évoquées par les journalistes qui évaluent positivement le travail de Smith.
[42] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[43] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[44] Christie Blatchford a quitté le *Globe and Mail* en 2011 pour occuper un emploi chez Postmedia et le *National Post*. Elle est décédée d'un cancer en 2020.
[45] Voir au chapitre 8 de cet ouvrage.
[46] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[47] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[48] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[49] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[50] Entrevue avec l'auteur, 19 février 2014.
[51] *Ibid*.
[52] *Ibid.*
[53] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[54] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[55] *Ibid.*
[56] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[57] *Ibid.*
[58] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[59] *Ibid.*
[60] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014. Voir également Smith, 2013, p. 158-161.
[61] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 25 octobre 2014.
[62] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.* Ce cas pourrait être celui du journaliste Scott Taylor du magazine *Esprit de Corps* à qui l'armée a refusé l'entrée dans une base parce qu'il n'était pas formellement intégré (voir Hobson, 2011, p. 10).
[65] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[66] *Ibid.*
[67] Entre avec Katia Brien-Simard, 28 octobre 2014.
[68] Entrevue avec l'auteur, 22 avril 2014.
[69] *Ibid.*.
[70] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[71] *Ibid.*Voir Friesen, 2007d.
[72] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[73] *Ibid.*
[74] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[75] *Ibid.*
[76] *Ibid.*
[77] *Ibid.*
[78] *Ibid.*
[79] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[80] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[81] *Ibid.*
[82] *Ibid.*
[83] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[84] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[85] *Ibid.*
[86] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.

[87] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[88] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[89] *Ibid.*
[90] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[91] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[92] *Ibid.*
[93] *Ibid.*
[94] *Ibid.*
[95] *Ibid.*
[96] Entrevue avec l'auteur, 22 novembre 2013.
[97] Entrevue avec l'auteur, 22 avril 2014.
[98] *Ibid.*
[99] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[100] Entrevue avec l'auteur, 31 mars 2014.
[101] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[102] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[103] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[104] *Ibid.*
[105] *Ibid.*
[106] Entrevue avec l'auteur, 30 avril 2014.
[107] *Ibid.*
[108] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[109] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[110] *Ibid.*
[111] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[112] Entrevue avec l'auteur, 31 mars 2014.
[113] Entrevue avec l'auteur, 23 octobre 2013.
[114] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[115] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[116] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[117] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[118] *Ibid.*.

CHAPITRE 6 : LE TOURNANT DU PROGRAMME D'INTÉGRATION

[1] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[2] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[3] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[4] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[5] Nom d'une émission de Radio-Canada sur les soldats de la guerre de 1939-1945 (voir Bizimana, 2007).
[6] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[7] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[8] *Ibid.*
[9] *Ibid.*.
[10] *Ibid.*
[11] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2014.
[12] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[13] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[14] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[15] *Ibid.*
[16] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[17] *Ibid.*
[18] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[19] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[20] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[21] *Ibid.*

[22] *Ibid.*
[23] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[24] *Ibid.*
[25] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[26] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[27] *Ibid.*
[28] *Ibid.*
[29] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[30] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[31] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[32] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[33] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[34] *Ibid.*
[35] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[36] *Ibid.*
[37] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[38] *Ibid.*
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.
[42] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[43] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.
[44] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[45] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[46] *Ibid.*
[47] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[48] *Ibid.*
[49] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[50] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[51] *Ibid.*
[52] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[53] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.
[54] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[55] *Ibid.*
[56] En 2005, la marine canadienne a intégré des journalistes pour couvrir l'opération *Unison* à la suite de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans.
[57] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[58] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[59] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[60] *Ibid.*
[61] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[62] *Ibid.*
[63] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[64] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[65] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.
[66] Entrevue avec l'auteur, 4 janvier 2013.
[67] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[68] *Ibid.*
[69] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[70] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[71] *Ibid.*
[72] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[73] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[74] *Ibid.*
[75] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[76] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.

[77] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 21 octobre 2013.
[78] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[79] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[80] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[81] *Ibid.*
[82] *Ibid.*
[83] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[84] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[85] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[86] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 26 octobre 2014.
[87] Entrevue avec l'auteur, 10 mars 2014.
[88] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[89] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[90] Entrevue avec l'auteur, 31 mars 2014.
[91] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[92] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[93] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[94] Entrevue avec l'auteur, 6 mars 2014.
[95] Entrevue avec l'auteur, 18 février 2014.
[96] Arnould a lui-même écrit un mémoire de maîtrise sur les limites et les contraintes du *pool* (voir Arnould, 2009).
[97] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[98] Entrevue avec l'auteur, 18 février 2014.
[99] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[100] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[101] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[102] *Ibid.*
[103] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[104] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[105] *Ibid.*
[106] *Ibid.*
[107] Entrevue avec l'auteur, 18 février 2014.
[108] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 26 octobre 2014.
[109] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[110] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[111] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[112] *Ibid.*
[113] *Ibid.*
[114] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[115] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[116] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[117] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[118] Entrevue avec l'auteur, 26 février 2014.
[119] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[120] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[121] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[122] *Ibid.*
[123] *Ibid.*
[124] *Ibid.*

CHAPITRE 7 : UNE GUERRE PEUT EN CACHER PLUSIEURS AUTRES

[1] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[2] *Ibid.*

[3] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*
[6] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[7] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[8] Durant la Première Guerre mondiale, l'armée canadienne avait totalement interdit l'usage d'appareils photographiques avant de permettre l'embauche de photographes officiels, principalement pour des raisons archivistiques (Bizimana, 2009, p. 32).
[9] L'armée canadienne a abandonné les poursuites liées à la révélation des secrets, mais le Collège des médecins de la Colombie-Britannique a sanctionné le docteur Patterson pour inconduite éthique et professionnelle à la suite du bris de la confidentialité d'un patient.
[10] C'est un extrait de l'OAP Adam Thompson qui réagit au blogue de David Common de la CBC (voir Common, 2007b).
[11] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[12] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[13] *Ibid.*
[14] Entrevue avec l'auteur, 5 novembre 2013.
[15] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[16] Entrevue avec l'auteur, 4 janvier 2013.
[17] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[18] Entrevue avec l'auteur, 25 octobre 2013.
[19] *Ibid.*
[20] *Ibid.*
[21] *Ibid.*
[22] *Ibid.*.
[23] *Ibid.*
[24] *Ibid.*
[25] *Ibid.*
[26] *Ibid.*
[27] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[28] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 24 octobre 2014.
[29] Durant la Deuxième Guerre mondiale l'armée américaine faisait la distinction entre les correspondants de guerre et les correspondants de combat associés au corps des Marines.
[30] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[31] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[32] *Ibid.*
[33] *Ibid.*
[34] *Ibid.*
[35] *Ibid.*
[36] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 3 mars 2014.
[37] *Ibid.*
[38] *Ibid.*
[39] *Ibid.*.
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*.
[42] *Ibid.*
[43] *Ibid.*
[44] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[45] *Ibid.*
[46] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[47] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[48] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.
[49] *Ibid.*
[50] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[51] *Ibid.*
[52] Entrevue avec l'auteur, 29 novembre 2013.

[53] Entrevue avec l'auteur, 25 octobre 2013.
[54] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[55] Entrevue avec l'auteur, 24 octobre 2013.
[56] Entrevue avec l'auteur, 24 octobre 2013.
[57] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[58] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[59] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 21 octobre 2013.
[60] *Ibid.*
[61] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[62] Entrevue avec l'auteur, 17 octobre 2014.
[63] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 21 octobre 2013.
[64] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[65] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 3 mars 2014.
[66] Entrevue avec l'auteur, 25 octobre 2013.
[67] *Ibid.*
[68] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[69] Entrevue avec l'auteur, 24 octobre 2013.
[70] *Ibid.*
[71] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[72] *Ibid.*
[73] *Ibid.*
[74] *Ibid.*
[75] *Ibid.*
[76] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[77] *Ibid.*
[78] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[79] *Ibid.*
[80] *Ibid.*
[81] *Ibid.*
[82] Entrevue avec l'auteur, 4 janvier 2013.
[83] *Ibid.*
[84] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[85] *Ibid.*
[86] *Ibid.*
[87] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[88] *Ibid.*
[89] *Ibid.*
[90] *Ibid.*
[91] C'est le texte qui introduit un reportage et qui est lu par le présentateur d'un bulletin d'information.
[92] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[93] *Ibid.*
[94] Les journalistes d'autres médias comme CanWest ont également écrit des blogues sur leur expérience de l'intégration.

CHAPITRE 8 : DE KANDAHAR À OTTAWA ET VICE VERSA

[1] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[2] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[3] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*
[6] Entrevue avec l'auteur, 7 avril 2014.
[7] *Ibid.*
[8] *Ibid.*
[9] *Ibid.*
[10] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.

[11] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[12] Entrevue avec l'auteur, avril 2014.
[13] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[14] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[15] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[16] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[17] *Ibid.*
[18] *Ibid.*
[19] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[20] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[21] *Ibid.*
[22] *Ibid.*
[23] *Ibid.*
[24] *Ibid.*
[25] *Ibid.*
[26] *Ibid.*
[27] *Ibid.*
[28] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[29] Entrevue avec l'auteur, 21 octobre 2013.
[30] *Ibid.*
[31] *Ibid.*.
[32] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[33] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[34] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[35] *Ibid.*.
[36] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[37] *Ibid.*
[38] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[39] *Ibid.*.
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*
[43] *Ibid.*
[44] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[45] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[46] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[47] *Ibid.*
[48] Courriel d'Isabelle Poitras – OGD à Alexander, Vera – BCM; Morel-à-l'Huissier, Laurent – DGC – FTAG [*et al.* en cc.], 16 octobre, dans Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (s.d.), s.t., A2009-000591.
[49] Une grande partie du contenu de la note obtenue par le processus d'accès à l'information a été caviardée (voir Robertson, Sean [2008], *Meeting note for The Minister of Foreign Affairs*, 3 novembre dans (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (s.d.), s.t., A2009-000591).
[50] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[51] *Ibid.*
[52] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014. Alain Blondin a indiqué qu'il ne souhaitait pas commenter davantage le cas de Fung en raison des contraintes de confidentialité.
[53] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[54] *Ibid.*
[55] Entrevue avec l'auteur, 7 novembre 2014.
[56] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[57] Entrevue avec l'auteur, 7 novembre 2014.
[58] *Ibid.*
[59] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[60] *Ibid.*
[61] *Ibid.*

[62] L'équipe de la chaîne *Discovery* a réalisé en mars 2009 la série documentaire *Combat School,* qui montre la formation suivie par les soldats canadiens et leur arrivée en théâtre. La série de six épisodes a été distribuée par la suite sur DVD.
[63] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[64] *Ibid.*
[65] *Ibid.*
[66] *Ibid.*
[67] *Ibid.*.
[68] FTP (File Transfert Protocol).
[69] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[70] *Ibid.*
[71] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[72] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[73] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[74] *Ibid.*
[75] *Ibid.*.
[76] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[77] *Ibid.*
[78] *Ibid.*.
[79] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[80] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[81] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[82] *Ibid.*
[83] *Ibid.*.
[84] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[85] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[86] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[87] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[88] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[89] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2014.
[90] Entrevue avec l'auteur, 10 avril 2014.
[91] *Ibid.*
[92] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[93] *Ibid.*
[94] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[95] *Ibid.*
[96] *Ibid.*
[97] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[98] *Ibid.*
[99] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[100] *Ibid.*
[101] Entrevue avec l'auteur, 19 février 2014.

CHAPITRE 9 : LA CONTRE-INSURRECTION DANS LE DISTRICT DE DAND

[1] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[5] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 21 mars 2014.
[6] *Ibid.*
[7] *Ibid.*.
[8] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[9] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[10] En juin 2009, un total de huit journalistes sont accrédités : quatre canadiens (deux pour la presse écrite et une seule équipe de deux pour la télévision) et quatre internationaux.

[11] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[12] Entrevue avec l'auteur, 18 février 2014.
[13] *Ibid.*
[14] Entrevue avec l'auteur, 9 décembre 2013.
[15] Pour les compétences locale, de risque et éditoriale des fixeurs, voir Gauthier et Bizimana (2022).
[16] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
Pour les rôles des officiers d'affaires publiques et leur relation avec les commandants, voir Bizimana (2017).
[17] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[18] *Ibid.*
[19] *Ibid.*
[20] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[21] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[22] *Ibid.*
[23] *Ibid.*
[24] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[25] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[26] *Ibid.*
[27] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[28] *Ibid.*.
[29] *Ibid.*
[30] *Ibid.*
[31] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 21 mars 2014.
[32] *Ibid.*
[33] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[34] *Ibid.*
[35] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[36] *Ibid.*
[37] *Ibid.*
[38] *Ibid.*.
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*
[43] Terme militaire qui désigne un exercice de répétition pour une opération tactique.
[44] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[45] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[46] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[47] *Ibid.*
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*
[50] *Ibid.*
[51] *Ibid.*
[52] *Ibid.*
[53] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[54] *Ibid.*.
[55] *Ibid.*
[56] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[57] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[58] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[59] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[60] *Ibid.*
[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*
[63] *Ibid.*
[64] Entrevue avec l'auteur, 19 août 2014.
[65] *Ibid.*

[66] *Ibid.*
[67] Entrevue avec l'auteur, 19 août 2014.
[68] *Ibid.*
[69] Entrevue avec l'auteur, 19 août 2014.
[70] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[71] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[72] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[73] *Ibid.*
[74] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[75] *Ibid.*
[76] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[77] L'exemple entre parenthèses sur les attaques de roquettes est uniquement inscrit dans la version anglaise et n'est pas présent dans la version française des règles d'intégration de 2008 et de 2010.
[78] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[79] *Ibid.*
[80] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[81] *Ibid.*
[82] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[83] Deux incidents séparés avaient causé la mort du caporal-chef Scott Francis Vernelli, du caporal Tyler Crooks, du cavalier Jack Bouthillier et du soldat Corey Joseph Hayes et blessé huit autres soldats.
[84] Voir CBC Television – *The National,* 20 mars 2009.
[85] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[86] *Ibid.*
[87] *Ibid.*
[88] Entrevue avec l'auteur, 19 août 2014.
[89] *Ibid.*
[90] *Ibid.*
[91] *Ibid.*
[92] *Ibid.*
[93] *Ibid.*
[94] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[95] *Ibid.*
[96] *Ibid.*
[97] *Ibid.*
[98] *Ibid.*
[99] *Ibid.*.
[100] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[101] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[102] *Ibid.*
[103] *Ibid.*
[104] *Ibid.*
[105] *Ibid.*
[106] *Ibid.*
[107] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[108] *Ibid.*
[109] *Ibid.*
[110] *Ibid.*
[111] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[112] Entrevue avec l'auteur, 20 mars 2014.
[113] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[114] Texte emprunté à la Convention de Genève de 1929 qui décrit les droits des prisonniers de guerre, notamment pour les correspondants de guerre.
[115] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[116] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[117] *Ibid.*
[118] *Ibid.*

[119] Entrevue avec l'auteur, 15 décembre 2014.
[120] Au moment de la tragédie, un correspondant du journal américain *The Stars and Stripes* et un réalisateur *freelance* se trouvent également à Kandahar.
[121] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[122] *Ibid.*.
[123] Entrevue avec l'auteur, 7 avril 2014.
[124] *Ibid.*
[125] *Ibid.*
[126] Bushra Amjad Saeed survivra à ses graves blessures. Elle subira plusieurs interventions chirurgicales et sera amputée à sa jambe droite (voir Duffy, 2010).
[127] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[128] *Ibid.*
[129] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[130] Entrevue avec l'auteur, 10 mars 2014.
[131] *Ibid.*
[132] *Ibid.*
[133] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.

CHAPITRE 10 : L'ÉPILOGUE DE LA MISSION

[134] KIA pour Killed in Action.
[135] James Fenton a couvert les guerres d'Indochine et du Vietnam dans les années 1970.
[136] Signifie « ensemble » en langue dari.
[137] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[138] Selon Brewster (2010a), la liste officielle des blessés de décembre 2009 affichait 529 soldats canadiens.
[139] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[1] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2013.
[2] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[3] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[4] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[5] *Ibid.*
[6] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2013.
[7] Entrevue avec l'auteur, 10 mars 2014.
[8] *Ibid.*
[9] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[10] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[11] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[12] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[13] *Ibid.*
[14] *Ibid.*.
[15] Entrevue avec l'auteur, 10 mars 2014.
[16] *Royal Canadian Air Force*
[17] Le brigadier-général Frederick Hodges avait bien connu le programme *embedding* américain en Irak, où il commandait la 1re brigade de la 101e division aéroportée (voir Bizimana, 2014, p. 77, 81, 141, 174).
[18] Afflux massif de troupes.
[19] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[20] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2013.
[21] Entrevue avec l'auteur, 1er avril 2014.
[22] *Ibid.*
[23] *Ibid.*
[24] *Ibid.*
[25] Entrevue avec l'auteur, 29 janvier 2014.
[26] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[27] *Ibid.*.
[28] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[29] *Ibid.*

[30] *Ibid.*
[31] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[32] *Ibid.*
[33] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[34] *Ibid.*
[35] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[36] Entrevue avec l'auteur, 8 et 12 mai 2014.
[37] *Ibid.*
[38] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[39] *Ibid.*
[40] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[41] *Ibid.*
[42] L'aiguillage aux sites est l'un des rôles des officiers d'affaires publiques (Bizimana, 2017).
[43] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[44] *Ibid.*
[45] *Ibid.*.
[46] *Ibid.*
[47] *Ibid.*
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*.
[50] *Ibid.*.
[51] *Ibid.*
[52] *Ibid.*.
[53] *Ibid.*
[54] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[55] *Ibid.*
[56] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[57] *Ibid.*
[58] *Ibid.*
[59] Entrevue avec l'auteur, 10 mars 2014.
[60] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[61] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[62] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[63] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[64] *Ibid.*
[65] *Ibid.*
[66] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[67] *Ibid.*
[68] *Ibid.*
[69] *Ibid.*
[70] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[71] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[72] *Ibid.*
[73] *Ibid.*
[74] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[75] *Ibid.*
[76] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[77] *Ibid.*
[78] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[79] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[80] Entrevue avec l'auteur, 4 février 2014.
[81] *Ibid.*.
[82] Entrevue avec l'auteur, 19 mars 2014.
[83] *Ibid.*
[84] *Ibid.*
[85] *Ibid.*

[86] *Ibid.*
[87] *Ibid.*
[88] Courriel du major Devenney au lieutenant-colonel Lemay, 21 décembre 2010, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[89] *Ibid.*
[90] Courriel du lieutenant de vaisseau et OAP Rozenberg-Payne au lieutenant-colonel Lemay du COMFEC, 11 janvier 2011, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[91] Assurance en langue pachto.
[92] Publié chez Fayard en 2000, *Chienne de guerre. Une femme reporter en Tchétchénie* est un livre-témoignage de la couverture du conflit russo-tchétchène par Anne Nivat, qui a alors remporté le prestigieux prix Albert Londres.
[93] Entrevue avec l'auteur, 15 avril 2014.
[94] *Ibid.*
[95] *Ibid.*.
[96] *Ibid.*
[97] Expression qui veut dire « du jamais vu ».
[98] Entrevue avec l'auteur, 15 avril 2014.
[99] Entrevue avec l'auteur, 15 avril 2014.
[100] *Ibid.*
[101] *Ibid.*.
[102] *Ibid.*
[103] *Ibid.*
[104] La question a été posée dans un courriel du colonel Giguère à Dave Davenney, le responsable des affaires publiques à Kandahar, et à Christian Lemay aux affaires publiques de CEFCOM, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[105] Réponse par courriel du lieutenant-colonel Christian Lemay au colonel Richard Giguère, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[106] *Ibid.*
[107] *Ibid.*
[108] *Ibid.*
[109] Courriel du major Dave Devenney au lieutenant-colonel Christian Lemay, RE : CF Media Embed Program, 26 janvier 2011, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[110] Courriel du major Dave Devenney au major Andrée Salloum au COMFEC, Final Weeks, 9 mai 2011, dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[111] *Ibid.*
[112] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 4 mars 2014.
[113] *Ibid.*
[114] *Ibid.*
[115] *Ibid.*
[116] *Ibid.*
[117] Lemay (2011), *CEFCOM Public Affairs Guidance – Expected Media Surge for Mission Drawn Down* (s.d.), dans Ministère de la Défense nationale (2011), s.t., A-2012-01971.
[118] *Ibid.*
[119] *Ibid.*
[120] Entrevue avec l'auteur, 19 février 2014.
[121] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[122] Entrevue avec l'auteur, 27 janvier 2014.
[123] *Ibid.*
[124] *Ibid.*
[125] *Ibid.*
[126] *Ibid.*
[127] *Ibid.*
[128] *Ibid.*.
[129] *Ibid.*
[130] *Ibid.*
[131] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[132] Entrevue avec l'auteur, 3 avril 2014.

[133] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 4 mars 2014.
[134] Entrevue avec Katia Brien-Simard, 4 mars 2014.

CONCLUSION

[1] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[2] Entrevue avec l'auteur, 4 janvier 2013.
[3] *Ibid.*
[4] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2013.
[5] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[6] Entrevue avec l'auteur, 6 août 2014.
[7] Entrevue avec l'auteur, 15 octobre 2013.
[8] Entrevue avec l'auteur, 6 mai 2014.
[9] Entrevue avec l'auteur, 22 mai 2013.
[10] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.
[11] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[12] Entrevue avec l'auteur, 27 février 2014.
[13] *Ibid.*
[14] Entrevue avec l'auteur, 28 janvier 2014.
[15] Entrevue avec l'auteur, 19 avril 2014.
[16] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2013.
[17] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[18] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[19] Entrevue avec l'auteur, 19 février 2014.
[20] Entrevue avec l'auteur, 12 décembre 2014.
[21] Entrevue avec l'auteur, 27 août 2014.
[22] Entrevue avec l'auteur, 22 octobre 2013.
[23] Entrevue avec l'auteur, 28 avril 2014.
[24] Entrevue avec l'auteur, 21 mars 2014.
[25] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[26] Entrevue avec l'auteur, 29 avril 2014.
[27] Entrevue avec l'auteur, 2 avril 2014.
[28] Mot qui vient de KAF (*Kandahar Airfield*) et veut dire celui qui reste au camp principal sans affronter les risques opérationnels.
[29] Correspondance avec l'auteur, 21 juillet 2014.

BIBLIOGRAPHIE

Documents obtenus par l'accès à l'information

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ (2008), *Message Event Proposal*, 20 juin, A201500005.

CEFCOM (2010), *Réponse aux médias, CEFCOM MRL 10 044*, A-2016-00398.

GROUPEMENT TACTIQUE 3 R22ER (2007), *Enquête sommaire. Décès et blessures reliés à un incident impliquant un DEC – GT 3 R22ER-22 août 07*, 31 août, A-2015-00077.

JOINT TASK FORCE AFGHANISTAN (2009), *Battle Damage Investigation Report #172. LAV RWS RCIED STRIKE 2009-12-30 Afghanistan*, A-2015-00081.

JOINT TASK FORCE AFGHANISTAN (2010), *JTF-AFG J3 REAR 10-100*, A-2015-00080.

LEMAY, J.M.C. (2011), *CEFCOM Public Affairs Guidance-Expected Media Surge for Mission Drawn Down* Dans MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (s.d.), s.t., A-2012-01971.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (s.d.), s.t., A 2009-00591.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2008), *Report on meeting with senior media managers RE : Embedding Program*, 11 juin, A2016-00397.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2009), *Facilitating Media Access to Canadians in Afghanistan*, *Discussion Paper*, 4 mai, A-2014-00907.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (s.d.), s.t., A-2012-01971.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (s.d.), s.t. [Statistiques de l'intégration], A-2014-00910.

ROZENBERG-PAYNE, Kelly (2011), *CF Visit to Kandahar Air Field/FC visite à l'aérodrome de Kandahar (KAF)*, courriel du 24 janvier Dans MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, s.t., A-2012-01971.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2006a), *SIR TFA 004-2006 CDN Troops in Contact*, A-2015-00055.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2006b), *Réponse aux médias, TFA MRL 06.022*, A-2015-00055.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2006c), *TFA SIR 025–IED Strike ON C/S*, 29 septembre, A-2015-00074.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2006d), *IED REPORT 29 sep 06*, A-2015-00074.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2007a), *Réponse aux médias, TFA MRL 07.018*, A-2016-00398.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2007b), *Battle Damage investigation report 52 09 09 09 LAV III CP Mine Strike 09 0835Z September 2007*, A-2015-00078.

TASK FORCE AFGHANISTAN (2008), *Réponse aux médias, TFA MRL 08.001E*, A-2016-00398.

THOMPSON, Adam (2008), *Report on Meeting with Senior Media Managers RE : Embedding Program*, 20 juin, mise à jour 15 juillet, A-2016-00397.

Ouvrages, articles et autres documents

ALLAN, Stuart et ZELIZER, Barbie (dir.) (2004), *Reporting War: Journalism in Wartime*, New York, Routledge.

ALLARD, Marc (2010), « "Il n'y a jamais de risque zéro" », *Le Soleil*, 3 janvier 2010, p. 15.

AMHERST DAILY NEWS (2006), « Military Gear no Good for Terrain », 20 mars, p. B5.
ANGELL, Lena (2010), « Operation SHER II : Canadians Step Back as Afghans Move Forward » in *Coalition*, nº67, juin, p. 8-9.
ARBOIT, Gérald (2006), « Médias et déclenchement des guerres. Quelle révolution dans les affaires militaires ? » dans ARBOIT, Gérald et MATHIEN, Michel (dir.), *La Guerre en Irak : les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Médias, Sociétés et Relations Internationales », p. 29-46.
ARBOIT, Gérald et MATHIEN, Michel (dir.) (2006), *La Guerre en Irak : les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Médias, Sociétés et Relations Internationales ».
ARCHAMBAULT, Mélina (2011), « La journaliste française Anne Nivat chez les Paras », *Adsum*, 9 février.
ARMSTRONG, Jane (2006), « "Hours of boredom and seconds of terror" », *The Globe and Mail*, 6 octobre, p. A10.
ARNOULD, Frédéric (2009), *Couverture du conflit en Afghanistan : pratique et limites du journalisme télévisuel en pool*, Mémoire de maîtrise, Université du Manitoba.
AUKOFER, Frank et LAWRENCE, William P. (1995), *America's Team : The Odd Couple, A Report on The Relationship Between the Media and The Military*, The Freedom Forum First Amendment Center, Vanderbilt University.
AULD, Allison (2007), « Un militaire canadien aurait été tué par un tir ami à Kandahar », *La Presse canadienne*, 6 mars.
AUSTEN, Ian (2009), « As Journalist, a Doctor Trips Over Ethics », *The New York Times*, 02 février, p. B7.
AVIATION ROYALE CANADIENNE (2012), *Rapport d'enquête sur la sécurité des vols (RESV)*, 1010-CH147202 (DSV 2-5), 10 août.
AYED, Nahlah (2002a), « CP's Nahlah Ayed feasts with Mujaheddeen commander », *Canadian War correspondents Newsletter*, hiver, p. 10, 15.
AYED, Nahlah (2002b), « Les soldats canadiens dans l'un des endroits les plus dangereux », *Le Soleil*, 14 janvier, p. A3.
AYED, Nahlah (2002c), « Assignment: War in Afghanistan », *The Chronicle Herald*, 28 février, p. A10.
AYED, Nahlah (2002d), « Les soldats canadiens s'installent avec enthousiasme à Kandahar », *La Presse canadienne*, 3 février 2003.
AYED, Nahlah (2002e), « Des Canadiens découvrent de précieuses informations dans les grottes afghanes », *La Presse canadienne*, 6 mai.
AYED, Nahlah (2002f) « Une opération militaire risquée ne permet pas de trouver des terroristes », *La Presse canadienne*, 4 juillet.
AYED, Nahlah (2012), *A Thousand Farewells. A Reporter's Journey from Refugee Camp to the Arab Spring*, Toronto, Viking.
BADSEY, Stephen (2008), « The Military and the Media: Past and Future » dans DENNIS, Peter et GREY, Jeffrey (dir.), *The Military, the Media, and Information Warfare.* The 2008 Chief of Army Military History Conference, Canberra, Army History Unit.
BAILEY Sue et WEBER, Bob (2006), « Canada's top general defends handling of Afghan prisoners as torture reported », *The Canadian Press*, 3 juin.
BAILEY, Karen (2010), *Triage : An artist in Kandahar*, Toronto, Red Setter Pub.
BAILEY, Sue (2006a), « La région de Kandahar est plus sûre, soutiennent les leaders de l'OTAN », *La Presse canadienne*, 31 octobre.

BAILEY, Sue (2006b), « Les troupes dans le sud de l'Afghanistan vont obéir à un nouveau commandant », *La Presse canadienne*, 29 octobre.
BAILEY, Sue (2006c), « Les villageois afghans se tourneraient de plus en plus vers les talibans », *La Presse canadienne*, 14 novembre.
BALZER, Timothy (2011), *The Information Front: The Canadian Army and News Management during the Second World War*, Vancouver, UBC Press, coll. « Studies in Canadian Military History ».
BARON, Ethan (2006), « Canadian Soldiers Killed », *Winnipeg Free Press*, 23 juillet, p. a1.
BARON, Ethan (2010), « Canadians not getting a true picture of the war », *The Province, 28 juillet, p. A. 6.*
BEAUCHEMIN, Malorie (2006), « La série noire continue en Afghanistan », *La Presse*, 5 mars, p. A1.
BEAZLEY, Doug (2006), « The killing zone », *Sun Media*, 20 décembre.
BELLAVANCE, Joël-Denis et TOUPIN, Gilles (2007), « Les libéraux avaient donné le feu vert », *La Presse*, 3 mai, p. A1.
BELLAVANCE, Joël-Denis (2007a), « Les libéraux étaient au courant », *La Presse*, 28 avril, p. A8.
BELLAVANCE, Joël-Denis (2007b), « Transfert des prisonniers afghans capturés par les soldats canadiens », *La Presse*, 4 mai, p. A16.
BERCUSON, David J., GRANATSTEIN, J. L. et PEARSON MACKIE, Nancy (2011), *Lessons Learned ? What Canada Sould Learn from Afghanistan*, Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute.
BERGEN, Robert (2005), *Balkan rats and Balkan bats : the art of managing Canada's news media during the Kosovo air war*, Thèse de doctorat, Calgary, Centre for Military and Strategic Studies.
BERGEN, Robert (2009), *Censorship; the Canadian news media and Afghanistan: a historical comparison with case studies*, Calgary papers in military and strategic studies occasional papers, Paper Number 3, February.
BERGEN, Robert (2019), *Scattering Chaff : Canadian Air Power and Censorship during the Kosovo War*, Calgary, University of Calgary Press.
BERGERON, Catherine (2007), « "La couverture régionale est importante" – Denis Bouchard, rédacteur en chef », *Le Quotidien*, 2 octobre, p. 6.
BERKOWITZ, Daniel A. (2009), « Reporters and Their Sources » dans WAHL-JORGENSEN, Karin et HANITZSCH, Thomas (dir.), *The Handbook of Journalism Studies*, New York/Londres, Routledge, p. 102-115.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2006), « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, vol. 25, n°1, automne 2006, p. 84-110.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2007), *De Marcel Ouimet à René Lévesque: les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, VLB Éditeur.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2009), « Le Canada et la Grande Guerre : les nouvelles du front », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n°2, hiver 2009, p. 21-43.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2013), « La couverture journalistique de la Deuxième Guerre mondiale : conditions et contraintes », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, n°3, printemps, p. 48-66.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2014), *Le dispositif embedding: surveillance et intégration des journalistes en Irak,* Québec, Presses de l'Université du Québec.
BIZIMANA, Aimé-Jules (2017), « La relation journalistes-officiers d'affaires publiques dans les opérations militaires » dans BROUSTAU, Nadège et FRANCOEUR, Chantal (dir.),

Relations publiques et journalisme à l'ère numérique. Dynamiques de collaboration, de conflit et de consentement, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2017, p. 157-187.

BLACKWELL, Tom (2007), « Combat photographer latest casualty », *The Winnipeg Free Press*, 1er juin, p. A1.

BLANCHFIELD, Mike (2006a), « Harper Defiant on Media Ban, Flags », *Winnipeg Free Press*, 26 avril, p. A5.

BLANCHFIELD, Mike (2006b), « Canada defers to Dutch, bars reporters from Afghan base », CanWest News, 6 décembre.

BLANCHFIELD, Mike (2006c), « Barred reporter lashes out at Forces », *The Ottawa Citizen*, 26 décembre, p. A5.

BLANCHFIELD, Mike et MAYEDA, Andrew (2007), « Contracts veiled in secrecy », *The Ottawa Citizen*, 19 novembre, p. A1.

BLATCHFORD, Christie (2006a), « In the Afghan Badlands, Troops Get Haunting News », *The Globe and Mail*, 4 avril, p. A1.

BLATCHFORD, Christie (2006b), « A Far More Insidious Form of Embedding », *The Globe and Mail*, 8 avril, p. A15.

BLATCHFORD, Christie (2006c), « Goodbye, Afghanistan (again) », *The Globe and Mail*, 29 juillet, p. A15.

BLATCHFORD, Christie (2006d), « Three Days of Fierce, Bloody War », *The Globe and Mail*, 11 juillet, p. A1.

BLATCHFORD, Christie (2006e), « We debate, with guns blazing », *The Globe and Mail*, 16 septembre, p. A19.

BLATCHFORD, Christie (2007), « This Week : the celebrity embed », *The Globe and Mail*, 1er septembre, p. A19.

BLATCHFORD, Christie (2008), *Fifteen Days: Stories of Bravery, Friendship, Life and Death from Inside the New Canadian Army*, Toronto, Anchor Canada.

BLATCHFORD, Christie (2016), « Christie Blatchford: Why being embedded in Kandahar was easily the most significant experience of my life », *National Post*, 10 novembre. Repéré à https://nationalpost.com/opinion/christie-blatchford-why-being-embedded-in-kandahar-was-easily-the-most-significant-experience-of-my-life

BOORSTIN, Daniel (2012), *Le triomphe de l'image. Une histoire des pseudo-événements en Amérique*, trad. de l'anglais par Mark Fortier, Montréal, Lux, coll. « Mémoire des Amériques ».

BOURRIE, Mark (2011), *The Fog of War. Censorship of Canada's Media in World War Two*, Vancouver, Douglas & McIntyre.

BRAESTRUP, Peter (1985), *Battles Lines. Report of the Twentieth Century Fund Task Force on the Military and the Media*, New York, Priority Press Publications.

BRAESTRUP, Peter (1994), *Big Story. How the American Press and Television Reported and Interpreted the Crisis of Tet 1968 in Vietnam and Washington*, Novato, Presidio.

BRAUTIGAM, Tara (2010a), « Newsrooms fall silent to remember Michelle Lang, mark World Press Freedom Day », *The Canadian Press*, 3 mai.

BRAUTIGAM, Tara (2010b), « Insurgents launch ground assault, rocket attack at Kandahar Airfield », *The Canadian Press*, 22 mai.

BRAUTIGAM, Tara (2010c), « U.K. military blog pulled after saying Canadians wounded in attack », *The Canadian Press*, 24 mai.

BRAUTIGAM, Tara (2010d), « Afghanistan: une attaque fait des blessés à la base militaire de Kandahar », *La Presse canadienne*, 4 juin.

BRAUTIGAM, Tara (2011a), « Canada's top soldier hopes to build trust in Afghanistan's Ambush Alley », *The Canadian Press*, 19 février.
BRAUTIGAM, Tara (2011b), « Election triggers interview restrictions of Canadian officials in Afghanistan », *The Canadian Press*, 29 mars.
BRAYBOOK, Jarred (2015), « Hard Chinook landing » in GRAHAM, Melanie (dir.), *Afghanistan. A Canadian Story 2001-2014 as Told by Men and Women who Served*, Ontario, Magic Light Publishing.
BREWSTER, Murray (2006a), « Canadian soldier died defending outpost in bold assault by Afghan militants », *The Canadian Press*, 30 mars.
BREWSTER, Murray (2006b), « Canadian commander calls new attacks in Afghanistan 'nothing remarkable' », *The Canadian Press,* 28 mars.
BREWSTER, Murray (2006c), « Canadian Soldier Likely Caught in Crossfire, Military Sources Say », *The Canadian Press,* 5 avril.
BREWSTER, Murray (2006d), « Les troupes canadiennes ont mené deux engagements majeurs en fin de semaine », *La Presse canadienne*, 30 avril.
BREWSTER, Murray (2006e), « Quatre soldats canadiens sont tués dans une explosion en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 22 avril.
BREWSTER, Murray (2006f), « Documentary Filmmaker Rides in Ill-Fated Canadian Army Convoy », *The Canadian Press*, 23 avril.
BREWSTER, Murray (2006g), « Les progrès du Canada en Afghanistan seront lents, selon le commandant », 28 avril.
BREWSTER, Murray (2006h), « Canadians Dig into Mountain Pasture to Establish Base Deep in Taliban Territory », *The Canadian Press*, 16 avril.
BREWSTER, Murray (2006i), « General says Canadians ill-informed over Afghan Debate, Defends Mission », *The Canadian Press*, 5 décembre.
BREWSTER, Murray (2007a), « Les efforts de reconstruction ont été retardés par la mort de Glyn Berry », *La Presse canadienne*, 14 janvier.
BREWSTER, Murray (2007b), « Canadians pay Afghan farmers for land lost to building of bloodied roadway », *The Canadian Press*, 22 février.
BREWSTER, Murray (2007c), « Le Canada injectera d'autres fonds dans la reconstruction de l'Afghanistan », *La Presse canadienne*, 25 février.
BREWSTER, Murray (2007d), « Canada signs deal with Afghan human rights body over detainees' treatment », *The Canadian Press*, 28 février.
BREWSTER, Murray (2007e), « Le sort des détenus afghans fait l'objet d'une lutte juridique tenue secrète », *La Presse canadienne*, 6 août.
BREWSTER, Murray (2007f), « Canadian officials reported Afghan torture allegations, Tories now reveal », *The Canadian Press*, 30 avril.
BREWSTER, Murray (2008a), « Michael Starker est le 83e soldat Canadien tué en sol afghan », *La Presse canadienne*, 6 mai.
BREWSTER, Murray (2008b), « New general arrives to take up command of Canadian troops in Afghanistan », *The Canadian Press*, 7 mai.
BREWSTER, Murray (2008c), « Canadian-trained Afghan army units ready for bigger security role: commander », *The Canadian Press*, 15 mai.
BREWSTER, Murray (2008d), « Un soldat canadien est décédé accidentellement en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 8 juin.
BREWSTER, Murray (2008e), « Commons defence committee kept under wraps during secret Afghan visit », *The Canadian Press*, 27 mai.

BREWSTER, Murray (2008f), « Le nombre de soldats canadiens blessés en Afghanistan est à la hausse », *La Presse canadienne*, 28 décembre.
BREWSTER, Murray (2009a), « Canadian Chinook turns the tables, carries U.S. troops to battle », *The Canadian press*, 20 février.
BREWSTER, Murray (2009b), « General says new army manual will shape the future of Afghan war », *The Canadian Press*, 1er mars.
BREWSTER, Murray (2009c), « Javed Yazamy, Afghan fixer and freelance journalist, slain in Kandahar », *The Canadian Press*, 10 mars.
BREWSTER, Murray (2009d), « Rocket attack on Kandahar Airfield kills 1 civilian; wounds 6 », *The Canadian Press*, 21 mars.
BREWSTER, Murray (2009e), « NATO slaps restrictions on Canadian media in Kandahar », *The Canadian Press*, 28 avril.
BREWSTER, Murray (2009f), « Journalists required to submit to biometric scan in Afghanistan », *The Canadian Press*, 28 avril.
BREWSTER, Murray (2010a), « Canadian forbids battlefield reporting of wounded; relies on annual statistics », *The Canadian Press*, 23 mars.
BREWSTER, Murray (2010b), « Un soldat canadien est tué par l'explosion d'une bombe en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 11 avril.
BREWSTER, Murray (2010c), « Les Américains sont malmenés dans un secteur qu'ont quitté les Canadiens », *La Presse canadienne*, 27 avril.
BREWSTER, Murray (2010d), « Van Doos officially take over duties as last Canadian combat group », *The Canadian Press*, 27 novembre.
BREWSTER, Murray (2010e), « Canadian and coalition forces go on the offensive in Taliban stronghold », *The Canadian Press*, 5 décembre.
BREWSTER, Murray (2010f), « Taliban by conviction or convenience; Afghan hearts and minds not easily swayed », *The Canadian Press*, 11 décembre.
BREWSTER, Murray (2011a), *The Savage War – The Untold Battles of Afghanistan*, Mississauga, Wiley.
BREWSTER, Murray (2011b), « Taliban blasts, gunfire do little to disrupt ribbon-cutting on new Panjwaii road », *The Canadian Press*, 27 mai.
BREWSTER, Murray (2011c), « Le premier ministre Stephen Harper effectue une visite surprise en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 30 mai.
BREWSTER, Murray (2011d), « À l'approche du départ des soldats canadiens, l'armée hésite à crier victoire », *La Presse canadienne*, 24 juin.
BREWSTER, Murray (2011e), « Le Canada remet aux forces américaines le territoire de Panjwaii », *La Presse canadienne*, 5 juillet.
BREWSTER, Murray et RENNIE, Steve (2010), « Un soldat canadien a perdu la vie samedi lors d'une patrouille en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 19 décembre.
BROWN, Drew (2009), « Afghanistan 2009 », [Galerie de photos]. Repéré à https://drewbrown.photoshelter.com/gallery/Afghanistan-2009/G00005U5x8B_hMNE/
BURROUGHS, William S. (1981), *Essais II*, traduits et présentés par Gérard-Georges Lemaire et Philippe Mikriammos, Paris, C. Bourgois.
CALDWELL, Kevin (2006), « Les clés de la réussite d'une mission : La Cie « C » en Afghanistan » dans HORN, Bernd (dir.), *Au péril de notre vie. Le leadership sur la ligne de front : Le commandement d'une sous-unité en cours d'opérations*, Kingston, Presse de l'Académie de la défense, p. 167-180.

CALGARY HERALD (2010) « Tributes pour in for Taliban blast victims; Comrades in Afghanistan prepare tearful farewell », 1er janvier, p. A.1.
CAMPBELL, Clark (2008), « SECRECY : Critics blast Ottawa plan to control right reports », *The Globe and Mail*, 13 août, A7.
CANADA NEWSWIRE (2005), « Media Advisory–Canada Day 2005 with Task Force Kabul », 30 juin.
CANADIAN WAR CORRESPONDENTS ASSOCIATION NEWSLETTER (2002), « Pentagon prohibits Shooting Images of Al-Qaida Prisoners », printemps/été, p. 19.
CANADIAN WAR CORRESPONDENTS ASSOCIATION NEWSLETTER (2005), « New Chief Backs Embed Program, Would Reconsider Media Ban », hiver, p. 5-6.
CARPENTIER, Nico (2007), « Fighting Discourses : Discourse Theory, War and Representations of the 2003 Iraqi War » dans MALTBY, Sarah et KEEBLE, Richard (dir.), *Communicating War : Memory, Media and Military*, Bury St. Edmunds, Abramis, p. 103-116.
CARR, David (2003), « A Nation at War: The News Media; Reporters' New Battlefield Access Has Its Risks as Well as Its Rewards », *The New York Times*, 31 mai.
CARRUTHERS, Susan (2011), *The Media at War*, 2e édition, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
CASTONGUAY, Alec (2007a), « Afghanistan : l'armée ouvre une morgue permanente », *Le Devoir*, 16 avril, p. A1.
CASTONGUAY, Alec (2007b), « La roulette russe avec l'armée », *Le Devoir*, 24 août, p. A1.
CASTONGUAY, Alec (2007c), « Naissance d'une armée », *L'actualité*, vol. 32, no15, 1er octobre, p. 42.
CATTAPAN, François (2004), « Dur retour à la réalité après 45 jours à Kaboul », *Québec Express*, 27 mars.
CBC NEWS (2008), « Transcript : Mellissa Fung interview », 13 novembre. Repéré à http://www.cbc.ca/news/canada/transcript-mellissa-fung-interview-1.737266
CBC RADIO – *AS IT HAPPENS* (2002a), 12 février.
CBC RADIO – *AS IT HAPPENS* (2002b), « Four Canadian Soldiers Killed By Friendly Fire », 18 avril.
CBC RADIO – *THE HOUSE* (2006), 24 juin.
CBC RADIO – *THE WORLD AT SIX* (2002), « "*Operation Harpoon*" *is over* », 18 mars.
CBC RADIO – *WORLD REPORT* (2009), « Tragic day for Canada in Afghanistan », 31 décembre.
CBC RADIO – *WORLD REPORT* (2007), 5 juillet.
CBC TELEVISION – *SATURDAY REPORT* (2003), 18 octobre.
CBC TELEVISION – *SATURDAY REPORT* (2007), 17 novembre.
CBC TELEVISION – *SATURDAY REPORT* (2009), « Canadian project in Afghanistan to rebuild a village », 27 juin.
CBC TELEVISION – *SUNDAY NIGHT* (2006), 23 juillet.
CBC TELEVISION – *SUNDAY NIGHT* (2008), 15 juin.
CBC TELEVISION – *SUNDAY REPORT* (2002), « Canadian Soldiers Returned to Base after Five Day Afghan Mission », 17 mars.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2002a), « Canadian soldiers in thick of it in Afghanistan », 13 mars.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2002b), « Canadian-Led Offensive in Eastern Afghanistan », 14 mars.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2002c), « Troops », 19 mars.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2004a), « A World of Difference », 16 février.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2004b), 17 février.

CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2006a), 23 novembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2006b), 4 septembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2006c), 11 septembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007a), 2 janvier.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007b), 6 mars.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007c), 25 mai.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007d), 3 juillet.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007e), 4 juillet.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007f), 23 août.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2007g), 25 septembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2008a), 11 février.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2008b), 13 juin.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2009a), 2 juillet.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2009b), 30 décembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2009c), « Four soldiers and a journalist killed in Afghanistan are coming home to Canada », 1er janvier.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2009d), « Michelle Lang's death puts a spotlight on the dangers journalists face in Afghanistan », 31 décembre.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2010a), « Coalition attacks Taliban stronghold », 12 février.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2010b), « Afghanistan: Canadian troops came under attack by the Taliban today », 22 mai.
CBC TELEVISION – *THE NATIONAL* (2010c), « A Canadian helicopter was shot down in Afghanistan but all onboard are alive », 7 août.
CCNMATTHEWS (2006), « Défense nationale : Soldat canadien tué en Afghanistan », 9 juillet.
CHARON, Jean-Marie et MERCIER, Arnaud (dir.) (2004), *Armes de communication massive. Informations de guerre en IRAK : 1991-2003*, coll. « CNRS Communication », Paris, CNRS Éditions.
CHARRON, Jean (1991), « Les relations entre journalistes et relationnistes : coopération, conflit et négociations » dans CHARRON, Jean, LEMIEUX, Jacques et SAUVAGEAU, Florian (dir.), *Les journalistes, les médias et leurs sources*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, p. 171-204.
CHASE, Steven (2008), « PM's office sought 'a positive spin from reporters », *The Globe and Mail*, 4 juin, p. A10.
CHEADLE, Bruce (2002), « Military Boots Canadian Reporter Off Kandahar Airbase for Revealing Details », *The Canadian Press*, 12 février.
CHIVERS, Christopher J. (2010), « A U.S. Crews Urhent Flight Into the Afghan Desert », *The New York Times*, 18 décembre. Repéré à https://www.nytimes.com/2010/12/19/world/asia/19delivery.html
CICDE [CENTRE INTERARMÉES DE CONCEPTS, DE DOCRTINES ET D'EXPÉRIMENTAIONS] (2007), *Doctrine interarmées de la communication opérationnelle*, DIA – 3.10.2, Nº297/DEF/CICDE/NP, 26 juillet.
CLARKE, Torie (2006), *Lipstick on a Pig. Winning in the No-Spin Era by Someone Who Knows the Game*, New York, Free Press.
COBB, Chris (1994), « The world, according to others », The Ottawa Citizen, 29 janvier, p. B5.
COHEN, Tobi (2008a), « Smoke, diesel smell fill Canadian armoured vehicle hit by bomb in Afghanistan », *The Canadian Press*, 24 août.

COHEN, Tobi (2008b), « Memorial to fallen Canadians an 'oasis of peace' amid Afghan conflict », *The Canadian Press*, 7 décembre.

COMBELLES-SIEGEL, Pascale (1996), *The Troubled Path to the Pentagon's Rules on Media Access to the Battlefield : Grenada to Today*, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College.

COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (2006), *NDDN, Numéro 022, 69e législature [procès-verbal]*, 8 novembre.

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (2007), *Les troupes canadiennes en Afghanistan : il faut voir les choses en face*, Ottawa, Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité, février.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2006a), *Instructions relatives au programme des journalistes intégrés – op archer*, 1350-1 (AP COMFEC), mars.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2006b), *Instructions relatives au programme des journalistes intégrés – op archer*, 1350-1 (AP COMFEC), mai.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2007), *Instructions relatives au programme des journalistes intégrés – op Athena*, 1350-1 (AP COMFEC), février.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2008a), *Programme des journalistes intégrés des Forces canadiennes. Lignes directrices, règles de base et documentation pour la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan*, 27 novembre.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2008b), *Canadian Forces Media Embedding Program. Guidelines, Ground Rules and Documentation for Joint Task Force Afghanistan*, 27 novembre.

COMMANDEMENT DE LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE DU CANADA (2011), Canadian Forces Media Embedding Program Guidelines, Ground Rules and Documentation for Joint Task Force Afghanistan, 28 juillet.

COMMON, David (2007a), « More Canadian injuries, fewer reported », *Kandahar Dispatches*, *CBCnews.ca*, 1er octobre. Repéré à http://www.cbc.ca/news2/reportsfromabroad/kandahar/2007/10/more_canadian_injuries_fewer_r.html

COMMON, David (2007b), « Wounded soldiers: DND and David Common rely to comments », *Kandahar Dispatches*, *CBCnews.ca*, 2 octobre. Repéré à http://www.cbc.ca/news2/reportsfromabroad/kandahar/2007/10/wounded_soldiers_dnd_and_david.html

CORMIER, Ryan (2008), « Mission changing gears; New commander says focus shifts from security to development », *Edmonton Journal*, 8 mai, p. A1.

COTTER, John (2007a), « La distribution de l'aide alimentaire canadienne est difficile en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 4 mars.

COTTER, John (2007b), « Canadian troops back British-led NATO offensive in southern Afghanistan », *The Canadian Press*, 6 mars.

COTTER, John (2007c), « Michaëlle Jean a complété une visite de deux jours en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 9 mars.

COTTER, John (2007d), « Kandahar sitting on fence as coalition, Taliban fight: Canadian officer », *The Canadian Press*, 23 mars.

COTTER, John (2007e), « Devastating roadside bomb kills six Canadian soldiers in Afghanistan », *The Canadian Press*, 8 avril.
COTTER, John (2007f), « Une "grosse" bombe dans un passage étroit a tué les soldats canadiens », *La Presse canadienne*, 9 avril.
COTTER, John (2006a), « Canadians Troops Open base in Taliban Territory to Support Afghan Govternment [sic] », *The Canadian Press*, 10 juin.
COTTER, John (2006b), « Canadian soldier based in Thunder Bay, Ont., killed in Afghanistan firefight », *The Canadian Press*, 10 juillet.
COTTER, Peter (2002) « Canadian troops looking to hitch a ride to Kandahar, Afghanistan: Columnist maintains there is no excuse for the delay in getting troops to Afghanistan », *Cape Breton Post*, 24 janvier, p. A8.
COTTLE, Simon (dir.) (2003), *News, Public Relations, and Power*, Londres, Sage Publications.
COTTLE, Simon (2006), *Mediatized Conflict*, Maidenhead, Open University Press.
CROFT, Michael, HOBSON, Sharon et OLIVER, Dean (1999), *Information warfare : Media-Military Relations in Canada*, Workshop Report, Occasional Paper, nº20, Ottawa, The Norman Paterson School of International Affairs.
CRYDERMAN, Kelly (2007), « Rockets punctuate MacKay's Afghan tour », *Calgary Herald,* 6 novembre, p. A6.
CTV – *Canada AM* (2002), « Canadian Military in Afghanistan », 10 mai.
CTV – *Canada AM* (2003), « Update from Afghanistan on Canadian Forces », 3 octobre.
CTV – *Canada AM* (2004a), 27 janvier.
CTV – *Canada AM* (2004b), « Latest Kabul Suicide Bombing Kills British Soldier », 28 janvier.
CTV – *Canada AM* (2004c) « Canadians hand over command in Afghanistan to Europe », 10 août.
CTV – *Canada AM* (2006a), « Canadian now commands coalition force in S. Afghanistan », 28 février.
CTV – *Canada AM* (2006b), « Commander explains work of provincial reconstruction teams », 10 novembre.
CTV – *Canada AM* (2007), « Canadian corporal dies from non-combat gunshot wound », 7 mars.
CTV – *Canada AM* (2009), « On the Line from Afghanistan », 31 décembre.
CTV – *CTV News* (2002), « Deployment of Canadian Troops to Afghanistan Hit a Snag », 20 janvier.
CTV – *CTV News* (2003), « Governor General Visits Troops in Kabul », 30 décembre.
CTV – *CTV News* (2004), « Afghanistan's Presidential Election », 10 octobre.
CTV – *CTV News* (2006a), « Close call for Us Patrol in Afghanistan », 27 janvier.
CTV – *CTV News* (2006b), « Canadian Troops Take More Responsibility in Afghanistan », 24 février.
CTV – *CTV News* (2006c), « Operation Medusa », 3 septembre.
CTV – *CTV News* (2006d), « Afghanistan », 1er novembre.
CTV – *CTV News* (2007a), « Afghanistan », 21 janvier.
CTV – *CTV News* (2007b), « Afghanistan », 5 février.
CTV – *CTV News* (2007c), « Soldiers Killed », 8 avril.
CTV – *CTV News* (2007d), « Bodies of six Canadian soldiers on their way home », 10 avril.
CTV – *CTV News* (2007e), « Canadian Casualties », 11 avril.
CTV – *CTV News* (2007f), « Frontline Force », 8 mai.
CTV – *CTV News* (2007g), « Surprise Visit », 22 mai.
CTV – *CTV News* (2007h), « Combat photographer has died in Afghanistan », 31 mai.
CTV – *CTV News* (2007i) « Three more Canadian soldiers die in Afghanistan », 20 juin.

CTV – *CTV News* (2007j) « Coping with the climbing death toll in Afghanistan », 5 juillet.
CTV – *CTV News* (2007k, « Major battle with Taliban near Kandahar City », 31 octobre.
CTV – *CTV News* (2007l), « Afghanistan », 1er novembre.
CTV – *CTV News* (2008a), « US Marines in southern Afghanistan », 1er juin.
CTV – *CTV News* (2008b), « Ahmad », 24 septembre.
CTV – *CTV News* (2009a), « Jojo », 10 mars.
CTV – *CTV News* (2009b), « Lang », 30 décembre.
CTV – *CTV News* (2010), « Collier », 20 juillet.
CTV – *Question Period* (2005), « Interview with Colonel Steve Noonan », 24 juillet.
CTV – *Question Period* (2007), « Interview with Gordon O'Connor », 18 mars.
CTV – *W-FIVE* (2006), « Outside the Wire », 15 avril.
D'ALIESIO, Renata (2006), « Attacker chatted with troops », *The Daily News* (Halifax), 21 septembre, p. 10.
DAY, Adam (2010a), *Témoin de la guerre. Mes reportages sur l'Afghanistan de 2004 à 2009*, Kingston, Presse de l'Académie de la Défense.
DAY, Adam (2010b), « Affectation Afghanistan : Suivez Le Cauchemar », *Légion Revue d'histoire militaire du Canada*, 1er janvier. Repéré à https://legionmagazine.com/fr/2011/01/affectation-afghanistan-suivez-le-cauchemar/
DAYAN, Daniel (2009), « Sharing and Showing : Television as Monstration », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 625, n1, septembre, p. 19-31.
DE GRANDPRÉ, Hugo (2007), « Un voyage-éclair sous haute surveillance », *La Presse*, 23 mai, p. A17.
DE PIERREBOURG, Fabrice (2007a), « Une vie pas de tout repos », *Le Journal de Montréal*, 3 octobre, p. 11.
DE PIERREBOURG, Fabrice (2007b), « "La route, c'est un coup de dés" – Le bombardier-chef Francis Leblanc », *Le Journal de Montréal*, 8 octobre, p. 4.
DELEUZE, Gilles (2003), *Deux régimes de fous : textes et entretiens, 1975-1995*, Paris, Éditions de Minuit.
DELPORTE, Christian (2004), « Journalistes et correspondants de guerre » dans AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Jean-Jacques, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, p. 717-728.
DEN TANDT, Michael (2007), « Media creating distorted view of mission: soldiers », *St. Catharines Standard*.ca, 12 octobre. Repéré à http://www.stcatharinesstandard.ca/2007/10/12/media-creating-distorted-view-of-mission-soldiers, consulté le 13 avril 2017.
DESMOND, Robert W. (1984), *Tides of War World News Reporting 1931-1945*, Iowa City, University of Iowa Press.
DEVEAU, Scott (2008), « Front and centre in an *IED* blast », *National Post*, 25 août, p. A1.
DILLOW, Gordon (2003), « Grunts and Pogues: The *Embedded* Life », *Columbia Journalism Review,* vol. 42, nº1, mai/juin, p. 32-33.
DiMANNO, Rosie (2007a), « A furious battle with the Taliban », *Toronto Star*, 9 mai, p. A4.
DiMANNO, Rosie (2007b), « Regrets? Hillier has none as detainee furor grows; Defends decision to hand over captured Taliban as 'right thing to do' », *Toronto Star*, 3 mai, p. A1.
DiMANNO, Rosie (2009a), « Jojo knew where peril lurked, but a bullet still found him; 'Fixer' with 4 cellphones shot down in Kandahar », *Toronto Star*, 11 mars, p. 1.
DiMANNO, Rosie (2009b), « A changing war: what next for Canada? », *Toronto Star*, p. A1.

DiMANNO, Rosie (2011), « Insurgency's gone AWOL in Afghanistan », *Toronto Star*, 28 juin, p. A.13.
DION-VIENS, Daphnée (2007), « Partir sans l'appui des Québécois », *Le Soleil*, 16 juillet, p. 3
DUBÉ, Francine (2004), « "There's been an incident" », *The Telegram* (St. John's), 28 janvier, p. A7.
DUCAS, Isabelle (2002), « Le gouvernement Chrétien dans l'embarras au sujet des prisonniers afghans », *La Presse canadienne*, 30 janvier.
DUCHESNE, André (2007), « Entrevue exclusive avec l'officier du plus haut grade de l'armée », *La Presse*, 30 mars, p. A1.
DUFFY, Andrew (2010), « Terror on a Sunny Day », *The Ottawa Citizen*, 11 septembre, p. B.1.
DUFOUR, Valérie (2008), « Le nombre de soldats canadiens blessés en Afghanistan difficile à obtenir », *Le Journal de Montréal*, 23 décembre, p. 10.
ENDA, Jodi (2011), « Retreating from the World », *American Journalism Review*, décembre-janvier. Repéré à https://ajrarchive.org/article.asp?id=4985
ERICSON, Richard V., BARANEK, Patricia M. et CHAN, Janet B. L. (1989), *Negotiating Control: A Study of News Sources*. Toronto, University of Toronto Press.
ESAU, Jeff (2006), « Canadian Military Yanks Embedded Journalists after Complaints from Allies », *The Canadian Press*, 30 décembre.
EWEN, Stuart (1996), *PR ! A Social History of Spin*, New-York, Basic Books.
FARRAR, Martin J. (1998), *News from the Front: War correspondents on the Western Front 1914-18*, Gloucestershire, Sutton Publishing.
FARRELL, Jim (2002a), « Reporters tempted to go own way for stories », *Edmonton Journal*, 5 mars, p. A2.
FARRELL, Jim (2002b), « Despatches from the Other Ground Zero », *Edmonton Journal*, 10 mars, p. D6.
FARRELL, Jim (2006), « Goddard best of the best, commanding officer says », CanWest News, 20 mai.
FARRIS, Robert (1983), *GOTCHA! The Media, the Government and The Falklands Crisis,* Londres/Boston, faber and faber.
FAUCHER, Jeannine (2007), « Letter of the Day », *Winnipeg Free Press*, 16 octobre, p. A10.
FEINSTEIN, Anthony (2003), *Dangerous Lives. War and the Men and Women Who Report it*, Toronto, Thomas Allen Publishers.
FERRO, Marc (1991), *L'information en uniforme*, Paris, Éditions Ramsay.
FISHER, Matthew (2002), « Tears are not enough », *National Post*, 7 mai, p. A20.
FISHER, Matthew (2003), « Our Matthew, embedded : The "Tip of the Tip" in Iraq », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, Printemps 2003, p. 1, 18-19.
FISHER, Matthew (2004), « Sleeping with Soldiers – An Insider Perspective », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, Hiver/Printemps 2004, p. 1, 18-19.
FISHER, Matthew (2006a), « Canadians in Huge Mountain Attack », *Winnipeg Free Press*, 15 juin, p. a1.
FISHER, Matthew (2006b), « Canadian troops kill at least 20 Taliban in intense battle », CanWest News *service*, 11 juillet.
FISHER, Matthew (2007a), « Data show war's toll on troops », *National Post*, 15 octobre, p. A9.
FISHER, Matthew (2007b), « Canadian troops go to war with wisdom », *The Daily News*, 28 octobre, p. 9.
FISHER, Matthew (2008a), « Soldier killed while on foot patrol », *National Post,* 17 mars, p. A7.

FISHER, Matthew (2008b), « Shilo soldiers get under Taliban skin », *Winnipeg Free Press,* 12 avril, p. A8.
FISHER, Matthew (2009a), « Forces plan to defeat Taliban town by town; New strategy to deliver 'tangible' aid, mentoring », *National Post*, 16 avril, p. A8.
FISHER, Matthew (2009b), « Field guides; Canadians 'lead from the front' in Afghanistan war », *National Post*, 31 août, p. A8.
FISHER, Matthew (2009c), « Canadian LAVs packed with more armour; Better protection for troops against roadside bombs », *National Post*, 15 décembre, p. A.8.
FISHER, Matthew (2010a), « Vehicle flipped in *IED* blast that killed 5; Tunnel Under Road », *National Post*, 5 janvier, p. A1.
FISHER, Matthew (2010b), « Final journey home; Afghan ceremony pays tribute to slain Herald reporter, four soldiers », *Calgary Herald* , 2 janvier, p. A1.
FISHER, Matthew (2010c), « Reporter's death shows capricious nature of war », CanWest News, 3 janvier.
FISHER, Matthew (2010d), « Assault on Taliban 'awesome': Canadian; Offensive Begins », *National Post*, 13 février, p. A21.
FISHER, Matthew (2010e), « Taliban attacks militarily insignificant but successful publicity coups », CanWest News, 24 mai.
FISHER, Matthew (2010f), « Subdued ceremony marks end to Canadian presence at Camp Mirage », Postmedia News, 4 novembre.
FISHER, Matthew (2011a), « A journalist's reflections on Afghanistan », *The Guardian* (Charlottetown), 22 juillet, p. A11.
FISHER, Matthew (2011b), « General praises Canadian effort in Afghanistan », *National Post*, 24 mai, p. A. 5.
FISHER, Matthew (2011c), « PM salutes soldiers for 'difficult' mission; 'Great success' », *National Post*, 31 mai, p. A. 4.
FISHER, Matthew (2011d), « Canadian combat operations in Afghanistan officially comes to a close », Postmedia News, 7 juillet.
FISHMAN, Mark (1980), *Manufacturing the News*, Austin, University of Texas Press.
FISHMAN, Mark (1981), Police news: constructing an image of crime, *Urban life*, vol. 9, n˚4, p. 371-394.
FITZPATRICK, Blake (2014), « Photographing The War In Afghanistan: An Interview With Louie Palu », *Racar : Revue d'art canadienne/Canadian Art Review*, vol. 39, n˚2, Photography and War/la photographie et la guerre, p. 54-70.
FONTAINE, Hugo (2007), « Les médias continuent la couverture », *La Presse*, 23 août, p. A4.
FOOT, Richard (2006a), « Soldiers Patrol in Constant Sorrow », *The Daily News*, 26 mars, p. 9.
FOOT, Richard (2006b), « Canadians Begin Mission to Disrupt Taliban », *Winnipeg Free Press*, 10 mars, p. A1.
FORGUES, Martin (2007), « À l'opposé des unités de combat *», Le Journal de Québec*, 6 octobre, p. 30.
FORTIN, Denis (2004), « Nouveaux soldats, nouvelle ambiance », *Québec Express*, 21 février.
FORTIN, Karine (2007), « Ottawa s'engage à faire le point régulièrement sur la mission en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 04 septembre.
FOSTER, Kevin (2013), *Don't Mention the War: the Australian Defence Force, the Media and the Afghan Conflict*, Clayton, Monash University Publishing.
FOUCAULT, Michel (1975), *Surveiller et punir : la naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

FOWLER, T. Robert (2016), *Combat Mission Kandahar : the Canadian Experience in Afghanistan*, Toronto, Dundurn.

FOWLIE, Jonathan (2007), « Canadian troops push into Helmund province », CanWest News, 6 avril.

FRASER, Clark (2008a), « Sticks-and-stones diplomacy works in Afghanistan », *The Globe and Mail*, 4 mai. Repéré à https://www.theglobeandmail.com/opinion/sticks-and-stones-diplomacy-works-in-afghanistan/article18449765/

FRASER, Clark (2008b), « Letter from Kandahar » [19 août], *TheSgianDhu. The Newsletter of The Queens'Own Cameron Highlanders of Canada Warrant Officers and Sergeants Club*, n°3, novembre.

FRASER, David (2008), « Une grande victoire : observations du commandant de la force opérationnelle multinationale AEGIS durant l'opération *MEDUSA* » dans HORN, Bernd, *Au péril de notre vie : "Le responsable, c'est moi" : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense, p. 269-284.

FREEMAN, Alan et ESAU, Jeff (2007), « Hillier muzzles military over detainees », *The Globe and Mail*, 9 juillet, p. A1.

FREEZE, Colin (2007), « Three Canadians injured in blast », *The Globe and Mail*, 24 décembre, p. A15.

FRIESEN, Joe (2007a), « Military probes soldier's death in shooting on Afghan base », *The Globe and Mail*, 7 mars, p. A12.

FRIESEN, Joe (2007b), « The perils of sniffing out safety on Afghan roads », *The Globe and Mail*, 28 mars, p. A1.

FRIESEN, Joe (2007c), « O'Connor surfaces in Afghanistan », *The Globe and Mail*, 12 mars, p A1.

FRIESEN, Joe (2007d), « NATO's potty rules shut out Afghans », *The Globe and Mail*, 26 mars, p. A1.

FRIESEN, Joe (2007d), « O'Connor surfaces in Afghanistan », *The Globe and Mail*, 12 mars, p A1.

FRISCOLANTI, Mike (2005), *Friendly Fire: The Untold Story of the U.S. Bombing that Killed Four Canadian Soldiers In Afghanistan*, Mississauga, John Wiley & Sons.

FUCHS, Christian (2005), « The Mass Media, Politics, and Warfare » dans ARTZ, Lee et KAMALIPOUR, Yahya R. (dir.), *Bring 'em on. Media and Politics in the Iraq War*, New York, Rowman & Littlefield, p. 189-207.

FUNG, Mellissa (2011), *Under an Afghan Sky: A Memoir of Captivity*, Toronto, Harper Collins Canada.

FUSSELL, Paul (1989), *Wartime. Understanding and Behaviour in the Second World War*, New York/Oxford, Oxford University Press.

GALIPEAU, Céline (2002), « Afghanistan : la traque de l'ennemi continue, Radio-Canada », 15 mars. Repéré à http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/nouvelles/200203/15/005-afghan-vendredi.asp.

GALLOWAY, Gloria (2009a), « Top general lambastes locals after Canadian convoy hit by blasts, *The Globe and Mail*, 29 septembre, p. A12.

GALLOWAY, Gloria (2009b), « In Canada's model village, it's all about the money », *The Globe and Mail*, 16 octobre, p. A162.

GALLOWAY, Gloria et SMITH, Graeme (2009), « Afghan reporter gunned down in Kandahar City », *The Globe and Mail*, 10 mars, A13.

GALTUNG, Johan et RUGE, Mari Holmboe (1965), « The structure of foreign news: The presentation of the Congo, Cuba and Cyprus crises in four Norwegian newspapers », *Journal of peace research*, 1965, p. 64-90.
GANDY, Oscar H. (1982), *Beyond Agenda-Setting: Information Subsidies and Public Policy*, Norwood, Ablex.
GANNON, Kathy (2006), « La résurgence des talibans alimentée par la corruption », *La Presse canadienne*, 24 novembre.
GANNON, Kathy (2010), « What female reporters bring to a combat zone », *The Ottawa Citizen*, 2 janvier, p. B.7.
GANS, Herbert J. (1979), *Deciding What's News: a Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York, Pantheon.
GAUDET, Agnès (2007), « Des témoins de la vie dans l'enfer de la mort », *Le Journal de Montréal*, 2 septembre, p. 30.
GAUTHIER, Benoit et BIZIMANA, Aimé-Jules (2022), « La relation journaliste-fixeur : les apports du fixeur durant la guerre en Afghanistan », *Sur le journalisme* (sous presse).
GIGUÈRE, Monique (2004a), « Finies les patrouilles en Iltis, les G-Wagen arrivent à Kaboul », 6 mars, p. A1.
GIGUÈRE, Monique (2004b), « Une première opération dans une grotte connaît un succès bœuf », *Cyberpresse.ca*, 11 mars.
GLOBAL NEWS (2006a), « Full on assault in Afghanistan », 31 août.
GLOBAL NEWS (2006b), « Four Canadian soldiers killed in Iraq », 3 septembre.
GLOBAL NEWS, (2007a), « Afghanistan », 6 janvier.
GLOBAL NEWS (2007b), « Afghan Battle », 3 novembre.
GLOBAL NEWS (2009), « Valentine's Day in Afghanistan », 14 février.
GLOBAL NEWS (2010), « Afghan War Coverage », 11 juillet.
GLOBENSKY, Manon (2009), « Ceux qu'on laisse derrière », *SRC* (*blogs*), 11 mars.
GODIN, Stéphanie M. M. (2013), *Conflict Correspondence and Journalistic Independence : The Canadian Forces Media Embedding Program in Afghanistan 2002-2011*, Mémoire de maîtrise, Université de Leicester.
GRAVELAND, Bill (2006a), « Derniers adieux à la capitaine Goddard », *La Presse*, 27 mai, p. A14.
GRAVELAND, Bill (2006b), « Canadian commander mourns loss of 'best friend' in Afghan suicide bombing », *The Canadian Press*, 30 novembre.
GRAVELAND, Bill (2006c), « Patrolling with Canadians in Panjwaii: extreme caution the order of the day » *The Canadian Press*, 24 novembre.
GRAVELAND, Bill (2006d), « Le correspondant de la PC se trouvait dans le convoi attaqué par un kamikaze », *La Presse canadienne*, 5 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006e), « Les talibans intensifient leurs attaques contre les Canadiens », *La Presse canadienne*, 10 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006f), « Minutes tick down as Canadians prepare offensive against Taliban in Panjwaii », *La Presse canadienne*, 17 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006g), « Les troupes canadiennes ont lancé une grande offensive contre les talibans », *La Presse canadienne*, 21 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006h), « Reconstruction proceeds in Afghan district amid show of force by Canadians », *The Canadian Press*, 22 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006i), « Rick Hillier sert le repas de Noël aux troupes canadiennes en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 25 décembre.

GRAVELAND, Bill (2006j), « Les talibans promettent de poursuivre leur djihad contre les forces de l'OTAN », *La Presse canadienne*, 26 décembre.
GRAVELAND, Bill (2006k), « Les questions de sécurité continuent de hanter MacKay en sol afghan, *La Presse canadienne*, 8 janvier.
GRAVELAND, Bill (2007a), « NATO forces say learning from past mistakes; aim to reduce civilian deaths », *The Canadian Press*, 3 janvier.
GRAVELAND, Bill (2007b), « New Canadian soldier markedly different than stereotypes of past », *The Canadian Press*, 6 janvier.
GRAVELAND, Bill (2007c), « Une explosion endommage un véhicule antimines canadien, sans faire de blessés », *La Presse canadienne*, 23 octobre.
GRAVELAND, Bill (2007e), « Targeting hearts and minds: Canadians woo undecided among Afghan public », *The Canadian Press*, 30 octobre.
GRAVELAND, Bill (2007f), « Canadian, coalition troops fight major battle with Taliban near Kandahar city », *The Canadian Press*, 31 octobre.
GRAVELAND, Bill (2007g), « Afghanistan : une roquette frappe une base où MacKay se trouve sans le blesser », *The Canadian Press*, 6 novembre.
GRAVELAND, Bill (2007h), « Two more Canadian soldiers die after LAV hits landmine; three wounded », *The Canadian Press*, 17 novembre.
GRAVELAND, Bill (2007i), « Two weeks after heavy fighting – village of Sangisar surprisingly quiet », *The Canadian Press*, 30 novembre.
GRAVELAND, Bill (2008), « *IED* kills three soldiers in Afghanistan, brings Canada's death toll
GRAVELAND, Bill (2009a), « L'absence d'incitatifs financiers pousse les soldats afghans à quitter Kandahar », *La Presse canadienne*, 1er octobre.
GRAVELAND, Bill (2009b), « NATO's 'model village' showing clear signs of success, growth, says Natynczyk », *The Canadian Press*, 12 septembre.
GRAVELAND, Bill (2009c), « Canadian general vents anger over bombings to Afghan village elders », *The Canadian Press*, 28 septembre.
GRAVELAND, Bill (2009d), « Canadians on supply convoys in Afghanistan must be ready for anything », *The Canadian Press*, 5 août.
GRAVELAND, Bill (2009e), « Condolence messages pouring in for reporter killed in Afghanistan », *The Canadian Press*, 30 décembre.
GRAVELAND, Bill (2010a), « Ring of security set up in Kandahar to keep "unwanted individuals" out », *The Canadian Press*, 1er juillet.
GRAVELAND, Bill (2010b), « Canada's area of operation shrinks with turnover of Kandahar city to Americans », *The Canadian Press*, 1er juillet.
GRAVELAND, Bill (2010c), « Canadian Chinook helicopter makes 'hard landing' in Afghanistan, catches fire », *The Canadian Press*, 5 août.
GRAVELAND, Bill (2010d), « Canadian Forces confirms Chinook brought down by small arms fire », *The Canadian Press*, 7 août.
GRAVELAND, Bill et BRAUTIGAM, Tara (2010), « Canada hopes signature Dahla Dam project anchors country's legacy in Afghanistan », *The Canadian Press*, 15 juillet.
GREENSPON, Edward (2007), « Passing the torch to a new generation », *The Globe and Mail*, 28 avril, p A2.
HADAWAY, Benjamin W. (2006), *Lampreys under a Shark: Embedded News Reporters and the Military in the 21st Century*, Mémoire de maîtrise, Carleton University.
HALL, Stuart *et al.* (1978), *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, London, Macmillan.

HALLIN, Daniel C. (1986), *The "Uncensored" War. The Media and Vietnam*, New York, Oxford University Press.
HALTON, David (2014), *Dispatches from the Front: Matthew Halton, Canada's Voice at War*, Toronto, McClelland & Stewart.
HAMILTON, John Maxwell et JENNER, Eric (2004), « Redefining foreign correspondence », *Journalism*, vol. 5, nº3, p. 301-321.
HAMMOND, William M. (1998), *Reporting Vietnam. Media and Military at War*, Lawrence, University Press of Kansas.
HANLON, Christine (2008), « Beyond the Headline », *OnManitoba*, avril, p. 19-23.
HANNAFORD, Nigel (2001), « The Military and the Media in Canada since 1992 », *Security and Defense Studies Review*, vol. 1, hiver, p. 199-214.
HARCUP, Tony (2014), *Oxford Dictionary of Journalism*, Oxford, Oxford University.
HARCUP, Tony et O'NEILL, Deirdre (2001), « What is news? Galtung and Ruge revisited », *Journalism Studies*, vol. 2, nº2, p. 261-280.
HARCUP, Tony et O'NEILL, Deirdre (2016), « What is news? News values revisited (again) », *Journalism Studies*, vol. 18, nº12, p. 1470-1488.
HARRINGTON, Walt (dir.) (1997), *Intimate Journalism. The Art and Craft of Reporting Everyday Life*, Londres, Sage.
HENDERSON, Chris (2006), « En direct de Kandahar », *Revue militaire canadienne*, vol. 7, nº2, été, p. 85-88.
HILLIER, Rick (2010), *A Soldier First: bullets, bureaucrats and the politics of war*, Toronto, HarperCollins.
HOBSON, Sharon (2007), *Information gap: Why the Canadian Public Doesn't Know More About its Military*, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, juin.
HOBSON, Sharon (2008), « Plain Talk: Why Doesn't Hillier Speak Up? », *Canadian Naval Review*, hiver, vol. 4, n° 1, p. 35-36.
HOBSON, Sharon (2011), *Operations security and public's need to know*, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, mars.
HOFFMAN, Fred S. (1990), *Review of Panama Pool Deployment*, *December 1989*, mars.
HOPE, Ian (2008), « Réflexions sur l'Afghanistan : Le commandement de la Force opérationnelle Orion » dans HORN, Bernd (dir.), *Au péril de notre vie. Les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, Kingston, Presse de l'Académie de la défense, 2008, p. 231-248.
HORN, Bernd (dir.) (2007), *Perspectives de l'extérieur: opinions de journalistes et d'analystes de la défense sur le leadership militaire au canada*. Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense.
HORN, Bernd (dir.) (2008), *Au péril de notre vie. "Le responsable, c'est moi" : Les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, Kingston, Presse de l'Académie de la défense.
HORN, Bernd (2010), *No Lack of Courage: Operation Medusa*, *Afghanistan*, Toronto, Dundurn Press.
HUTCHINSON, Brian et JOHNSON, Richard (2011), *The Long Road: The National Post in Afghanistan*, S.I., Harper Collins.
HUDSON, Miles et STANIER, John (1997), *War and the Media : A Random Searchlight*, Stroud, Sutton Publishing.
HUNTER, Paul (2009), « The pressure on journalists to go 'outside the wire' », *CBCNews.ca*, 31 décembre.

HUNTER, Paul (2014), « The war's deadliest weapon » In TORONTO STAR, *StarDespatches*: *Our Longest War, The Story of Canada's 12 years in Afghanistan told by Toronto Star staff journalists and contributors*, p. 50-59.
HUTCHINSON, Brian (2006a), « Key road in Kandahar Newars Completion », *National Post*, 12 décembre, p. A6.
HUTCHINSON, Brian (2006b), « Canadians fan out into Taliban territory as major offensive begins », CanWest News, 21 décembre.
HUTCHINSON, Brian (2007), « Latest campaign a success, Canadian commander says », *National Post*, 3 janvier, p. A4.
HUTCHINSON, Brian (2008a), « Paving way to safety; Canadian soldiers begin work on a road that is a popular Taliban target », *National Post*, 4 février, p. A1.
HUTCHINSON, Brian (2008b), « "Moving in the right direction"; Kandahar outlook better: General », *National Post*, 11 février, p. A1.
HUTCHINSON, Brian (2009). « Assignment Kandahar: Censorship, and what is not », 29 avril. Repéré à http://network.nationalpost.com/np/blogs/posted/archive/2009/04/29/assignment-kandahar-censorship-and-what-is-not.aspx
HUTCHINSON, Brian (2010). « Why this man is a symbol of Afghanistan's fiery, fragile future », *National Post*, 9 octobre, p. A.1.
JANZEN, Jay (2004), « Rotation 0 de l'Op ATHENA-médias intégrés », *Le Journal de l'Armée canadienne*, automne/hiver, p. 50-60.
JOINT PUBLICATION 3-13 (2012), *Information Operations*, 13 février 2006.
KELLEY, Matt (2003), « Pentagon Considers Keeping Embedded Plan », Associated Press Online, 17 juin.
KESHEN, Jeffrey A. (1996), *Propaganda and Censorship during Canada's Great War*, Edmonton, The University of Alberta Press.
KNIGHTLEY, Phillip (2004), *The First Casualty: The War Correspondent as Hero and Myth Maker from Crimea to Iraq*, 3e edition, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
KORING, Paul (2007a), « Ottawa silent on fate of captured terror suspects », *The Globe and Mail*, 6 février, p A15.
KORING, Paul (2007b), « Canada loses track of Afghan detainees », *The Globe and Mail*, 2 mars, p A1.
KORING, Paul (2007c), « Red Cross contradicts Ottawa on detainees », *The Globe and Mail*, 8 mars, p A1.
KORING, Paul (2007d), « O'Connor apologizes to Parliament », *The Globe and Mail*, 20 mars, p A18.
KORING, Paul (2007e), « Ottawa denies allegation of cover-up », *The Globe and Mail*, 26 mars, p A26.
KORING, Paul (2004), « Canadian Soldiers Help to Capture Terrorism Suspect », *The Globe and Mail*, 14 octobre.
KRASS, Clifford (2003), « Afghan Blast Stirs Debate on Canadian Military Spending », *The New York Times*, 4 octobre, p. A2.
LA PRESSE CANADIENNE (2004), « Des soldats de Valcartier font leur dernière patrouille autour de Kaboul », 5 août.
LA PRESSE CANADIENNE (2006a), « Un fonctionnaire canadien a été tué dans un attentat-suicide à Kandahar », 15 janvier.
LA PRESSE CANADIENNE (2006b), « Trois morts et 13 blessés dans une attaque suicide contre un convoi canadien en Afghanistan », 15 janvier.

LA PRESSE CANADIENNE (2006c), « Un autre soldat canadien est blessé dans l'attaque d'un convoi en Afghanistan », 30 mars.
LA PRESSE CANADIENNE (2006d), « Polémique sur la mise à l'écart des médias lors d'une cérémonie pour quatre Canadiens tués en Afghanistan », 26 avril.
LA PRESSE CANADIENNE (2007), « Prisonniers remis aux Afghans par le Canada : Hillier n'a rien contre », 12 mars.
LA PRESSE (2002), « Offensive menée par 500 Canadiens près de Gardez », 14 mars, p. A16.
LA PRESSE (2006), « La capitaine Goddard est morte dans un engagement majeur contre les talibans », 20 mai, p. A32.
LACOURSIÈRE, Ariane (2007), « Bernard Derome part », *La Presse*, 24 août, p. A4.
LACROIX, Jocelyn (2005), *Les médias intégrés en conflit de faible intensité : Op Athéna ROTO1 : Une opération risquée !*, Toronto, Collège des forces canadiennes, mai.
LALANDE, Louis (2006), « Libre opinion : Du journalisme, pas de la propagande » *Le Devoir*, 21 mars, p. A8.
LAMBIE, Chris (2007), « Source: Soldier shot by comrade; Military police won't discuss case while under investigation », *The Chronicle Herald*, 9 mars, p. B1.
LAMPERT, Allison (2007), « Canadians, Gurkhas notch Afghanistan win », *The Daily News*, 18 décembre, p. 17.
LANDRY, Rémi (2003) « Les militaires canadiens : ces oubliés des médias canadiens… », *La Presse*, 27 juillet, p. A9.
LANDRY, Rémi (2004), « Les grands oubliés de l'opinion publique », *Le Soleil*, 12 juillet, p. A17.
LANG, Michelle (2009a), « Afghan army leads successful mission; Canadians lend engineering expertise, helicopter support », *Calgary Herald,* 19 décembre, p. A.3.
LANG, Michelle (2009b), « Bomb dog is a soldier's best friend in Afghanistan », *Calgary Herald,* 22 décembre, p. A.3.
LANG, Michelle (2009c), « Canadian soldier killed in blast », *Calgary Herald,* 24 décembre, p. A. 3.
LANG, Michelle (2009d), « General optimistic despite 'rough year' », *Calgary Herald,* 27 décembre, p. A. 9.
LAROCHE, Jean (2009), « La fièvre des séries s'empare des soldats canadiens », *Le Journal de Québec*, 22 avril. P. 6.
LATENDRESSE, Richard (2007), « TRAVAILLER À L'AVEUGLETTE », *Le Journal de Québec*, 28 août, p. 6.
LAURENCE, Gérald (1985), « La province de Québec » dans Hélène Eck (dir.), *La guerre des ondes : histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, Hurtubise, p. 283-366.
LE 5E GROUPE-BRIGADE MÉCANISÉ DU CANADA (2007), « Avis aux médias – Nouveau véhicule à Valcartier et exercice de commandement pour l'Afghanistan », 21 mars.
LE DROIT (2002), « Le Canada attend les Américains pour envoyer ses troupes en Afghanistan », 23 janvier, p. 22.
LE JOURNAL DE QUÉBEC (2011), « Des journalistes en zone de guerre », 22 mars, p. 47.
LE SOLEIL (2002), « Les soldats canadiens dans l'un des endroits les plus dangereux », 14 janvier 2002, p. A3.
LEMAY, Christian (2009), « L'"opérationnalisation" de la diplomatie publique canadienne au 21e siècle : l'importance de bien comprendre la stratégie de communication », *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 12, no1, p. 32-46.
LÉVESQUE, Claude (2004), « Les petits gestes des soldats de l'humanitaire », *Le Devoir*, 7 août.

LEVITZ, Stephanie (2007a), « Une bombe tue trois soldats canadiens à bord d'un véhicule non blindé », *La Presse canadienne*, 20 juin.
LEVITZ, Stephanie (2007b), « L'armée canadienne suspend l'usage du tout-terrain hors de certaines zones », *La Presse canadienne*, 22 juin.
LEVITZ, Stephanie (2008a), « Canadian Forces seek new ways to thwart insurgent bombings in Afghanistan », *The Canadian Press*, 24 janvier.
LEVITZ, Stephanie (2008b), « Road paving in southern Afghanistan helps the living, honours the dead », The Canadian Press, 9 février.
LEWIS, Justin *et al*. (2006), *Shoot First and Ask Questions Later: Media Coverage of the 2003 Iraq War*, London, Peter Lang.
LI, Heather (2009), « Barbed Relations », *Ryerson Review of Jounalism*, Spring, 13 avril. Repéré à https://rrj.ca/barbed-relations/
LIPPMANN, Walter (1965), *Public Opinion*, New York, Free Press.
LYON, David (1994), *The Electronic Eye: The Rise of the Surveillance Society*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
LYON, David (2001), *Surveillance Society: Monitoring Everyday Life*, Buckingham, Open University Press, coll. « Issues In Society ».
MACARTHUR, John R. (1992), *Second Front :Censorship and Propaganda in the Gulf war*, New York, Hill and Wang.
MACKINNON, Mark (2002a), « There's Nothing Uniform about Canadian Battle Dress », *Globe and Mail*, 18 janvier, p. A1.
MACKINNON, Mark (2002b), « Scorpions, football greet troops », *The Globe and Mail*, 4 février, p. A7.
MACKINNON, Mark (2002c), « Secrecy Surrounds Canadian Missions », *The Globe and Mail*, 7 février, p. A15.
MADIGAN, Jennifer (2011), « On Patrol », *Youtube*, 2 septembre. Repéré à https://www.youtube.com/watch?v=zX3_EdRSDoA&list=PLY0Oo2uIrPyqR3qF2OUKmpWqYKxjSzy-9&index=1
MADONIK, Rick (2011), « Trevor Greene: My Thoughts », *Toronto Star*, 16 juillet. Repéré à https://www.thestar.com/photos/toronto_star_photo_blog/2011/07/trevor-greene-and-me.html
MALONEY, Sean M., (2011), *Fighting for Afghanistan : A Rogue Historian at War*, Annapolis, Naval Institute Press.
MALTBY, Sarah (2012), *Military Media Management*, New York, Routledge, coll. « Media, War and Security ».
MALTBY, Sarah et KEEBLE, Richard (dir.) (2007), *Communicating War : Memory, Media and Military*, Bury St. Edmunds, Abramis.
MANLEY, John (2008), Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan [Rapport final], Ottawa, Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
MANSBRIDGE, Peter (2003), « To "embed" or not », *Maclean's*, 31 mars, vol. 116, n°13, p. 18.
MARCHETTI, Dominique (2002), « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, vol. 111, n°1, p. 22-55.
MARTIN, Don (2009), « For Lang, getting the real story meant braving real risks », CanWest News, 30 décembre.
MARTIN, Lawrence (2006a), « Are we being taken for a ride on Afghanistan, too? », *The Globe and Mail*, 06 avril, p. A21.

MARTIN, Lawrence (2006b), « Are We Making too much of a Few Casualties », *The Globe and Mail*, 13 juillet, p. A17.
MATHESON, Donald et ALLAN, Stuart (2009), *Digital War Reporting*, Cambridge, Polity.
MATHIEN, Mathien (2006), « L'information sur la guerre en Irak. Les médias face aux pouvoirs » dans ARBOIT, Gérard et MATHIEN, Michel (dir.). *La guerre en Irak : les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Médias, Sociétés et Relations Internationales », p. 1-25.
MATHIEN, Michel (dir.) (2001), *L'information dans les conflits armés : du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan.
MATTEAU, Gilles (2007), « Bravo à Louise Plante », *Le Nouvelliste*, 13 octobre, p. 19.
MATTELART, Armand (1992), *La communication-monde : histoire des idées et des stratégies*. Paris, La Découverte.
MATTELART, Armand (2007), *La globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte.
MAYEDA, Andrew (2007a), « Quebec journalists favoured in Afghanistan, military concedes », *The Ottawa Citizen*, 1er septembre, p. A4.
MAYEDA, Andrew (2007b), « Taliban dislodge Afghan police from highway checkpoints », *The Ottawa Citizen* », 8 septembre, p. A12.
MCCARTEN, James (2007), « Canadian soldier killed as Taliban 'melt away' from robust Operation Hoover », *The Canadian Press*, 25 mai.
MCCARTEN, James et PANETTA, Alexander (2007), « Harper insiste sur l'importance de la présence canadienne en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 23 mai.
MCCOMBS, Maxwell E., SHAW, Donald L. (1972), « The Agenda-Setting Function of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, vol. 36, nº2, p. 176-187.
MCLAUGHLIN, Greg (2016), *The War Correspondent*, Sterling, VA, Pluto Press.
MERCER, Derrik, MUNGHAM, Geoff et WILLIAMS, Kevin (1987), *The Fog of War : The Media on the Battlefield*, Londres, Heinemann.
MERCIER, Arnaud (2004), « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, nº 13, février, p. 97-109.
MEUNIER, Hugo (2007a), « Un métier risqué », *La Presse*, 24 août, p. A4.
MEUNIER, Hugo (2007b), « Au cœur de l'enfer afghan », *La Presse*, 23 août, p. A6.
MEUNIER, Hugo et TREMBLAY, Martin (2007), « La guerre made in Québec », *La Presse*, 10 septembre, p. A2.
MEYERLE, Jerry, KATT, Megan et GAVRILIS, Jim (2012), « Vignette 15. Canadian Soldiers and Engineers. Dand, Kandahar, 2009 » in *On The Ground in Afghanistan: CounterInsurgency in Practice*, Quantico, Marine Corps University Press.
MILLER, David (2007), *A Century of Spin : How Public Relations Became the Cutting Edge of Corporate Power*, London, Pluto Press.
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2008a), *DOAD 2008-4, Affaires publiques, doctrine militaire et opérations des Forces armées canadiennes*.
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2008b), *DOAD 2008-0, Politique d'affaires publiques.*
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2008c), *DOAD 2008-2, Relations avec les médias et annonces publiques.*
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2009), « Quatre soldats canadiens et un reporter canadien tués et cinq blessés lors d'une attaque à l'EEI », *Marketwire* [communiqué], 31 décembre.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2007), *Évaluation de la participation des FC et du MDN à l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar*, décembre, 1258-156 (CS Ex).

MIVILLE-DECHÊNE, Julie (2007), *Révision par l'ombudsman de Radio-Canada à propos de la couverture de l'engagement militaire canadien en Afghanistan, en juillet et en août 2007, à la Télévision de Radio-Canada*. Repéré à http://www.ombudsman.cbc.radio-canada.ca/_files/documents/R%C3%A9vision%20engagement%20Afghanistan%2026%20oct%202007).pdf, consulté le 9 avril, 2017.

MIVILLE-DECHÊNE, Julie (2008), *Révision par l'ombudsman de Radio-Canada à propos du carnet de voyage intitulé « La poésie des bécosses »* sur Radio-Canada.ca, 18 mars. Repéré à http://www.ombudsman.cbc.radio-canada.ca/_files/documents/R%C3%A9vision%20po%C3%A9sie%20b%C3%A9cosse%2018%20mars%202008).pdf, consulté le 2 mai 2017.

MOLOTCH, Harvey et LESTER, Marilyn (1974), « News as Purposive Behavior : On the Strategic Use of Routine Events, Accidents and Scandals »**,** *American Sociological Review*, vol. 39, nº1, p. 101-113.

MONTPETIT, Jonathan (2009a), « Un 132e soldat canadien a perdu la vie mercredi en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 28 octobre.

MONTPETIT, Jonathan (2009b), « La stratégie canadienne est mise à l'épreuve après la mort d'un 133e soldat », *La Presse canadienne*, 28 octobre.

MONTPETIT, Jonathan (2009c), « Canada prepares for violent winter in Afghanistan as Taliban changes tactics », *The Canadian Press*, 3 novembre.

MONTPETIT, Jonathan (2009d), « La Défense nationale apporte un bémol à la vaccination de détenus afghans », *La Presse canadienne*, 10 novembre.

MONTPETIT, Jonathan (2009e), « La prise d'une place forte révèle les nouveaux défis des militaires canadiens », *La Presse canadienne*, 17 novembre.

MONTPETIT, Jonathan (2009f), « Canadian soldiers push deeper into insurgent territory in Kandahar », *The Canadian Press*, 21 novembre.

MONTPETIT, Jonathan (2010), « Canadian military confirms enemy action brought down helicopter », *The Canadian Press*, 2 octobre.

MOORE, Dene (2007a), « Canadian troops move in to secure hostile 'Taliban country' in Afghanistan », *The Canadian Press*, 9 septembre.

MOORE, Dene (2007b), « Canadian soldiers, journalist unhurt, but shaken by *IED* blast in Afghanistan », *The Canadian Press*, 9 septembre.

MOORE, Dene (2007c), « Afghan women get education, still threatened with violence from Taliban », *The Canadian Press*, 1er octobre.

MOORE, Dene (2009a), « Canada helps rebuild Afghan schools amid threats from militants », *The Canadian Press*, 23 juillet.

MOORE, Dene (2009b), « Les engins explosifs improvisés continuent de menacer les soldats canadiens », *La Presse canadienne*, 3 août.

MOORE, Dene (2009c), « Kandahar voters trickle into polling centres despite Taliban threats », *The Canadian Press*, 20 août.

MOORE, Dene (2010a), « Les Afghans attendent toujours que soient remplies les promesses des alliés », *La Presse canadienne*, 29 août.

MOORE, Dene (2010b), « Final fight: Canadian soldiers gird for coming battle for Panjwaii », *The Canadian Press*, 26 août.

MOORE, Dene (2010c), « Un 152e soldat canadien déployé en Afghanistan est décédé, de ses blessures », *La Presse canadienne*, 30 août.
MOORE, Dene (2010d), « Governance, not gunshots, will end Afghan war, says Cdn commander », *The Canadian Press*, 5 septembre.
MOORE, Dene (2010e), « Canadian sojourn into 'Taliban town' a taste of what's to come in Panjwaii », *The Canadian Press*, 10 septembre.
MOORE, Dene (2010f), « Canadian soldiers' experience living in Afghan village: a lesson in patience », *The Canadian Press*, 13 septembre.
MOORE, Dene (2010g), « Voice of Panjwaii: Canadians hope to win Afghan hearts over the airwaves », *The Canadian Press*, 24 septembre.
NATIONAL POST (2007), « Kandahar Portraits: The Faces Of War », 1er septembre, p. A1.
NEUMAN, Johanna (1996), *Lights, Camera, War : Is Media Technology Driving International Politics?*, New York, St. Martin's Press.
NEVEU, Érik (2002), *Sociologie du journalisme,* Paris, La Découverte, coll. Repères.
NIELSON-GREEN, Rumi (2011), « Fighting the Information War but Losing the Credibility », *Military Review*, juillet-août, p. 8-15.
NIVAT, Anne (2011a), Afghanistan : de l'autre côté du miroir, *L'actualité*, 15 mars, p. 36. Repéré à https://lactualite.com/monde/afghanistan-de-lautre-cote-du-miroir/
NIVAT, Anne (2011b), *Les brouillards de la guerre. Dernière mission en Afghanistan*, Paris, Fayard.
NORMANDIN, Pierre-André (2003), « Le Canada a une base militaire secrète aux Émirats arabes unis », *Le Soleil*, 7 octobre, p. A5.
NORMANDIN, Pierre-André (2009a), « Silence, on vote… », *Le Soleil*, 19 août, p. 5.
NORMANDIN, Pierre-André (2009b), « Un vote timide sous les roquettes », *Le Soleil*, 21 août, p. 2.
NORMANDIN, Pierre-André (2009c), « Policiers et soldats afghans crient victoire », *Le Soleil*, 21 août, p. 3.
NORMANDIN, Pierre-André (2009d), « L'armée renforce sa présence », *Le Soleil*, 22 août, p. 6.
NORTHFIELD, Stephen (2008), « This is a vital reality check for Canada's Afghan war », *The Globe and Mail*, 22 mars, p. A17.
O'BRIEN, David (2004), « City's 17 Wing has Secret Role in Afghanistan », *Winnipeg Free Press*, 20 novembre, p. B7.
O'NEIL, Katherine (2008), « Taliban strike frees hordes from prison », *The Globe and Mail*, 14 juin, p. A1.
OAKLAND, Ross (2006a), « It's a battle for minds, Canadian officer says », *Toronto Star*, 19 décembre, p. A1.
OAKLAND, Ross (2006b), « Front line in the PR war », *Toronto Star*, 20 décembre, p. A1.
OAKLAND, Ross (2006c), « General brings troops a taste of Xmas », *Toronto Star*, 26 décembre, p. A1.
OAKLAND, Ross (2007a), « Brotherhood in a battle zone », *Toronto Star*, 1er janvier, p. A1.
OAKLAND, Ross (2007b), « Canadians get wary welcome », *Toronto Star*, 6 janvier, p. A6.
OLLIVIER-YANIV, Caroline (2000), « Quels "professionnels" de la communication et des relations avec les médias à la Défense : Carrière militaire et communication », *Langage et société*, vol. 94, no4, p. 75-96. doi:10.3917/ls.094.0075.
OUELLET, Martin (2007a), « Avec l'espoir de faire tourner l'opinion en leur faveur, un premier contingent de quelques dizaines de soldats du Royal 22e Régiment ont posé… », *La Presse canadienne*, 16 juillet.

OUELLET, Martin (2007b), « Afghanistan : il sera difficile de réduire les pertes de vie, selon un général », *La Presse canadienne*, 27 juillet.
OUELLET, Martin (2007c), « L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats du 22e », *La Presse canadienne*, 3 août.
OUELLET, Martin (2007d), « Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones », *La Presse canadienne*, 1er août.
OUIMET, Michèle (2003), « Larmes dans le désert afghan », *La Presse*, 5 décembre, p. A3.
OUIMET, Michèle (2007a), « Scènes de la vie afghane », *La Presse*, 25 février, p. A8.
OUIMET, Michèle (2007b), « La guerre des mots », *La Presse*, 4 septembre, p. A2.
OUIMET, Michèle (2007c), « Le retour », La Presse, 9 octobre, p. A8.
OUIMET, Michèle (2007d), « Allô Ottawa ? Ici Kandahar », *La Presse*, 20 octobre, p. A3.
OUIMET, Michèle (2007e), « "C'est vous, Canadiens, qui êtes responsables de la torture…" », *La Presse*, 20 octobre, p. A2.
OUIMET, Michèle (2007f), « La vie, la ville, la guerre », *La Presse*, 21 octobre, p. A22.
OUIMET, Michèle (2009a), « La vie trop courte de Jojo », *La Presse*, 11 mars, p. A7.
OUIMET, Michèle (2009b), « Requiem pour une journaliste », *La Presse*, 31 décembre, p. A3.
OUIMET, Michèle (2010), « Intégrés ou pas », *La Presse*, 5 avril, p. A12.
PALU, Louie (2009), « Southern Afghanistan : The Fighting Season », *The Digital Journalist*, avril.
PALU, Louie (2010a), « Inside Canada's Hurt Locker », *Toronto Star*, 2 mai, p. 8.
PALU, Louie (2010b), « Bloody hell Where any field can be a killing field », *Toronto Star*, 8 août, p. In.1.
PANETTA, Alexander (2008a), « Militants attack Kandahar prison with suicide bomb, hundreds of inmates free », *The Canadian Press*, 14 juin.
PANETTA, Alexander (2008b), « Le gouverneur rapporte des centaines de morts et de blessés à Kandahar », La *Presse Canadienne*, 19 juin.
PAYNE, Kenneth (2005). « The media as an Instrument of War », *Parameters*, vol. 35, no1, p. 81-93.
PAYNE, Kenneth (2008), « Waging Communication War », *Parameters*, été, vol. 38, no2, p. 37-51.
PEARSON, Craig (2009a), « Winning Afghan hearts, minds », *Windsor Star*, 24 juin, p. C1.
PEARSON, Craig (2009b), « Canada Afghan initiative wins high praise from U.S.; 'An amazing job': Gen. McChrystal », *Windsor Star*, 26 juin, p. C1.
PEARSON, Craig (2009c), « Star reporter's close call », *Windsor Star*, 15 juillet, p. B2.
PEARSON, Craig (2009d), « Remembering a fallen colleague, journalist Michelle Lang », CanWest News, 30 décembre.
PEDELTY, Mark (1995), *War stories : The Culture of Foreign Correspondents*, New York & Londres, Routledge.
PEDWELL, Terry (2005a), « Control of Canada's Forces in Afghanistan Turned Over to New Commander », *The Canadian Press*, 3 août.
PEDWELL, Terry (2005b), « L'Équipe provinciale de reconstruction se met en place en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 31 juillet.
PEDWELL, Terry (2005c), « Les soldats canadiens effectuent une première patrouille à pied dans Kandahar, *La Presse canadienne*, 10 août.
PEDWELL, Terry (2005d), « G-Wagon used in Afghanistan likely saved soldier lives; experts, reporter », *The Canadian Press*, 13 décembre.

PEDWELL, Terry (2006a), « Un attentat suicide tue deux soldats canadiens en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 22 juillet.
PEDWELL, Terry (2006b), « Quatre soldats canadiens ont été tués lors de combats en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 3 août.
PEEBLES, Mark (2006), « When Duty Calls », *Medicine Hat News*, 30 mars, p. C5.
PERKEL, Colin (2009a), « Few on streets of Kandahar appear aware of Afghanistan's national elections », *The Canadian Press*, 23 mai.
PERKEL, Colin (2009b), « Architect of Canada's new strategy slams West's failure to grasp Afghans », *The Canadian Press*, 7 juin.
PERKEL, Colin (2009c), « U.S. general praises Canada's 'model village' as good counter-insurgency », *The Canadian Press*, 25 juin.
PERKEL, Colin (2009d), « Storming Salavat: Canadian soldiers make pre-election move against insurgents », *The Canadian Press*, 25 juin.
PERKEL, Colin (2009e), « Les insurgés afghans sont en déroute, affirme le brigadier-général Vance », *La Presse canadienne*, 12 juillet.
PERKEL, Colin (2009f), « 'Decent, curious' journalist killed in bomb blast that claims life of four soldiers », *The Canadian Press*, 30 décembre.
PERKEL, Colin (2009g), « Quatre soldats canadiens et une compatriote journaliste sont tués à Kandahar », *La Presse canadienne*, 30 décembre.
PERKEL, Colin (2009h), « Four Canadian soldiers in horrific Kandahar blast were reservists, military says », *The Canadian Press*, 31 décembre.
PERKEL, Colin (2010), « One Bomb, Many Lives: a look back at last year's tragic blast in Afghanistan », *The Canadian Press*, 30 décembre.
PERKEL, Colin (2011a), « Panjwaii road dubbed 'dagger' in insurgency heart: A lasting Canadian legacy? », *The Canadian Press*, 1er mai.
PERKEL, Colin (2011b), « Afghanistan: le récit d'un correspondant dans le Chinook qui s'est écrasé », *La Presse canadienne*, 16 mai.
PERKEL, Colin (2011c), « Landstuhl: The vital link in Germany for Canada's war wounded from Afghanistan », *The Canadian Press*, 20 mai.
PERKEL, Colin (2015), « Kandahar Journals: un docu qui tente d'expliquer la guerre afghane aux familles », *La Presse canadienne*, 4 octobre.
PERREAUX, Les (2004), « Canadian soldier killed, 3 others injured in suicide attack in Kabul », *The Canadian Press*, 28 janvier.
PERREAUX, Les (2006a), « Des tirs sont échangés entre des soldats canadiens et des insurgés », *La Presse canadienne*, 19 février.
PERREAUX, Les (2006b), « Canadians in place to take over from U.S. forces in southern Afghanistan », *The Canadian Press*, 23 février.
PERREAUX, Les (2006c), « Afghan Elder Denies Taliban Link for Man Who Attacked Canadian with Axe », *The Canadian Press*, 6 mars.
PERREAUX, Les (2006d), « Un soldat est attaqué à la hache lors d'une rencontre avec des villageois », *La Presse canadienne*, 4 mars.
PERREAUX, Les (2006e), « Un soldat canadien a été tué dans un accident de la route en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 2 mars.
PERREAUX, Les (2006f), « Une mine explose sur le passage d'un convoi qui accompagnait Rick Hillier », *La Presse canadienne*, 10 mars.
PERREAUX, Les (2006g), « Les soldats canadiens en Afghanistan doivent faire preuve de patience », *La Presse canadienne*, 10 avril.

PERREAUX, Les (2006h), « Les Canadiens partent en mission pour assurer une présence en territoire insurgé », *La Presse canadienne*, 10 mars.
PERREAUX, Les (2006i), « Les troupes canadiennes lancent une attaque contre un château fort taliban », *La Presse canadienne*, 2 septembre.
PERREAUX, Les (2006j), « Quatre soldats canadiens sont tués dans les combats en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 3 septembre.
PERREAUX, Les (2006k), « 4 Canadians killed, 6 wounded in big battle with Taliban in Afghanistan », *La Presse canadienne*, 4 septembre.
PERREAUX, Les (2006l), « Des avions de l'OTAN mitraillent par accident des troupes canadiennes », *La Presse canadienne*, 4 septembre.
PERREAUX, Les (2006m), « Battle for Panjwaii fought in long stops and terrorizing quick starts », *The Canadian Press*, 8 septembre.
PERREAUX, Les (2006n), « Les commandants proclament la victoire dans une région d'Afghanistan », *La Presse canadienne*, 17 septembre.
PERREAUX, Les (2006o), « Quatre soldats canadiens périssent dans un attentat suicide en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 18 septembre.
PERREAUX, Les (2006p), « Offensive à Panjwaii : le bilan des civils tués pourrait être plus lourd », *The Canadian Press*, 22 octobre.
PERREAUX, Les (2006q), « Un soldat canadien est mort dans une explosion en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 29 septembre.
PERREAUX, Les (2006r), « Remains of promising Pte. Josh Klukie begin journey home to Canada », *The Canadian Press*, 1er octobre.
PERREAUX, Les (2006s), « Higher toll, deadlier clashes: the new reality for Canadians in Afghanistan », *The Canadian Press*, 22 octobre.
PERREAUX, Les (2007), « La guerre en Afghanistan est désignée nouvelle canadienne de l'année », *La Presse canadienne*, 1er janvier.
PERREAUX, Les (2008), « Media Judgement handling an embargo request : A question of whether no news is good news », *The Globe and Mail*, 10 novembre, p. A12.
PLANTE, Louise (2007a), « Partir ou ne pas partir ? », *Le Nouvelliste*, 1er octobre, p. 2.
PLANTE, Louise (2007b), «"Je suis content d'être ici" », *Le Nouvelliste*, 5 octobre, p. 6.
PLANTE, Louise (2007c), « Pleurez nos morts mais célébrez aussi nos victoires », *Le Nouvelliste*, 8 octobre, p. 26.
PIGOTT, Peter (2007), *Canada in Afghanistan: The War so Far*, Toronto, Dundurn Press.
PORTER, Isabelle (2007a), « "C'est le Québec qui part en guerre cet été" », *Le Devoir*, 18 janvier, p. A5.
PORTER, Isabelle (2007b), « Soutenir les troupes sans appuyer la mission », *Le Devoir*, 16 août, p. A1.
POTTER, Mitch (2002), « Kandahar : Inside and Out », *Toronto Star*, 10 février, p. B01.
POTTER, Mitch (2006a), « War: Canadian Style », *Toronto Star*, 12 mars. Repéré à www.thestar.com.
POTTER, Mitch (2006b), « Ambush in Afghanistan », *Toronto Star*, 5 mars, p. A10.
POTTER, Mitch (2009), « A season of massive casualties », *Toronto Star*, 28 novembre, p. IN.4.
POTTER, Mitch (2010a), « Afghan mission now hinges on local forces, general says », *Toronto Star*, 6 mai, p. A19.
POTTER, Mitch (2010b), « Taliban hits Kandahar base Bold ground attack against massive odds aimed at spreading doubt locally, abroad », *Toronto Star*, 23 mai, p. A2.

POTTER, Mitch (2011a), « Earning their Miracle », *Toronto Star*, 16 juillet, p. A1.
POTTER, Mitch (2011b), « Winning at home, losing Afghanistan », *Toronto Star*, 24 juillet, p. 1N1.
POTTER, Mitch (2014a), « Afghanistan: A brutal war for journalists », *Toronto Star*, 7 avril.
POTTER, Mitch (2014b), « 2009 Media dilemmas » dans *Toronto Star*, « Our Longest War: The Story of Canada's 12 years in Afghanistan Told by Toronto Star Staff Journalists and Contributors, Toronto, *Toronto Star Newspapers*, p. 60-68.
PRESTAT, Maurice (1992), « De la guerre psychologique à la guerre médiatique » in CHALIAND, Gérard (dir.), *La persuasion de masse. Guerre psychologique/guerre médiatique*, Paris, Robert Laffont, p. 27-85.
PUGLIESE, David (2002), « Shroud of Secrecy Hurts Image of Armed Forces, *The Daily News*, 7 mars, p. A6.
PUGLIESE, David (2009). Censorship, Journalism and the Afghan War, *The Ottawa Citizen*, 7 mai. Repéré à https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/censorship-journalism-and-the-afghan-war
RADIO-CANADA (2009), « Les risques du métiers », 11 septembre.
Repéré à https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/446600/risques-metier
RAMPTON, Sheldon et STAUBER, John (2003), *Une arme de persuasion massive. De la propagande dans la guerre de Bush en Irak*, traduit de l'anglais par Jean-Yves Loes, Paris, Le Pré des Clercs.
REESE, Stephen D. (2001), « Understanding the Global Journalist: a hierarchy-of-influences Approach », *Journalism Studies*, vol. 2, nº2, p. 173-187.
REMINGTON, Robert (2009), « Tears flow for adored, tenacious reporter », *Calgary Herald,* 31 décembre, p. A.4.
RENNIE, Steve (2008), « Un mois de décembre meurtrier qui s'explique par la malchance, selon l'armée », *La Presse canadienne*, 29 décembre.
RENNIE, Steve (2010a), « Military unveils memorial for slain journalist at Kandahar Airfield », *The Canadian Press*, 13 mars.
RENNIE, Steve (2010b), « Canadian choppers touch down in largest air assault of Afghan war », *The Canadian Press*, 13 février.
RENNIE, Steve (2011), « Canadian troops pushing into volatile territory as Afghan mission winds down », *The Canadian Press*, 10 janvier.
REPORTERS SANS FRONTIÈRES (2008a), « Le fixeur et le chauffeur de Mellissa Fung de la chaîne CBC doivent être libérés si rien ne peut être retenu contre eux », [*Communiqué de presse*], 20 novembre.
REPORTERS SANS FRONTIÈRES (2008b), « Afghanistan – Après onze mois de détention arbitraire et de mauvais traitements aux mains de l'armée américaine, Jawed Ahmad est libre », [*Communiqué de presse*], 24 septembre.
RICHARD, Béatrice (2002), *La mémoire de Dieppe : radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB Éditeur.
RICHLER, Noah (2013), « Louie Palu : The Art of War », *Canadianart*, 4 octobre. Repéré à https://canadianart.ca/features/louie-palu-the-art-of-war/
ROBERGE, Julie (2006a), « Premier contact avec Kandahar », *Cyberpresse.ca*, 15 février.
ROBERGE, Julie (2006b), « Mon expérience en Afghanistan – Chapitre 1 », *Cyberpresse.ca*, 20 février.
ROBERGE, Julie (2006c), « Mon expérience en Afghanistan – Chapitre 2 », *Cyberpresse.ca*, 23 février.

ROBERGE, Julie (2006d), « Dure semaine », *Cyberpresse.ca*, 4 mars.
ROBERGE, Julie (2006e), « Vive les Afghans », *Le Quotidien*, 17 juin, p. 30.
ROBERTSON, Peter (1978), « Canadian Photojournalism during the First World War », *History of Photography*, vol. 2, nº1, janvier, p. 37-52.
ROOK, Katie (2007), « Going to war with a pencil », *National Post*, 16 juin, p. A10.
ROZENBLATT, Patrick (1995), « L'urgence au quotidien », *Réseaux*, vol. 13, nº69, p. 71-96.
RUSK, James (2006), « Military right to hand over prisoners, PM says », *The Globe and Mail*, 13 mai, p. A3.
SANSFAÇON, Jean-Robert (2006), « Pee-wee-Rambo », *Le Devoir*, 15 mars, p. A6.
SAULNIER, Alain (2007), « Radio-Canada et l'Afghanistan », *Le Devoir*, 6 septembre, p. A6.
SCHLESINGER, Philip et TUMBER, Howard (1994), *Reporting Crime: the Media Politics of Criminal Justice*, Oxford, Clarendon Press.
SCHMIDT, Doug (2007), « Afghan police to take on long-term job of keeping country safe », CanWest News, 11 janvier.
SCHMIDT, Doug (2008) « Prison break in Kandahar frees Taliban », *Windsor Star*, 14 juin, p. A1.
SCHMIDT, Doug (2010), « Afghan-led operation will target Taliban stronghold », *National Post*, 6 décembre, p. A.11.
SCHMITT, Eric (2002), « Inquiry on Canadians' Deaths Says U.S. Pilots Broke Rules », *The New York Times*, 19 juin.
SCHUDSON, Michael (2001), « The Objectivity Norm in American Journalism », *Journalism*, vol. 2, nº2, août, p. 149-170.
SCHUDSON, Michael (2012), *Why Democraties Need an Unlovable Press,* Cambridge, Polity Press.
SESKUS, Tony, FEKETE, Jason et D'ALIESIO, Renata (2009), « 'Brave' Herald reporter, 4 soldiers die in blast ; Michelle Lang », *Calgary Herald* , 31 décembre, p. A.1.
SHAH, Taimoor (2007), « Taliban Fighters Move in near Kandahar for First Time Since 2001 », *The New York Times*, 31 octobre, p. A11.
SHAHZAD, Syed Saleem (2006), « Comment les Talibans ont repris l'offensive », *Le Monde diplomatique*, septembre, p. 11.
SHAPIRO, Ivor, ALBANESE, Patrizia et DOYLE, Leigh (2006), « What Makes Journalism "Excellent"? Criteria Identified by Judges in Two Leading Awards Programs », *Canadian Journal of Communication*, vol. 31, nº2, juillet.
SHAW, Martin (2007), « Western and Terrorist ways of War » dans MALTBY, Sarah et KEEBLE, Richard (dir.), *Communicating War : Memory, Media and Military*, Bury St. Edmunds, Abramis, p. 130-140.
SHIELDS, Alexandre (2007), « Des pacifistes portent plainte contre la couverture de la SRC en Afghanistan », *Le Devoir*, 4 septembre, p. A2.
SHOEMAKER, Pamela J. et REESE, Stephen D. (1996), *Mediating the Message: Theories of Influences on Mass Media Content*, 2e édition, White Plains, NY, Longman Publishers.
SIGAL, Leon V. (1973). *Reporters and Officials: The Organization and Politics of Newsmaking*, Lexington, Mass., D C Heath & Co.
SIMPSON, Emile (2012), *War From the Ground Up. Twenty-First-Century Combat as Politics*, Londres, Hurst & Company.
SIROIS, Alexandre, OUIMET, Michèle et AFP (2007), « Mort "accidentelle" d'un soldat canadien à Kandahar », *La Presse*, 7 mars, p. A23.
SMITH, Graeme (2006a), « Bloodied, but unbowed », *The Globe and Mail*, 4 septembre, p A1.
SMITH, Graeme (2006b), « From the Battlefield », *The Globe and Mail*, 8 septembre, p A1.

SMITH, Graeme (2006c), « Taliban 'eliminated' from pivotal district », *The Globe and Mail*, 18 septembre, A14.
SMITH, Graeme (2006d), « The sad smile of a dying soldier », *The Globe and Mail*, 2 octobre, p. A1.
SMITH, Graeme (2006e), « General defends detainee policy », *The Globe and Mail*, 3 juin, p A13.
SMITH, Graeme (2007a), « From Canadian custody into cruel hands », *The Globe and Mail*, 23 avril, p A1.
SMITH, Graeme (2007b), « Watchdog : 'We can't monitor these people' », *The Globe and Mail*, 24 avril, p A1.
SMITH, Graeme (2007c), « Taliban invade key district near Kandahar », *The Globe and Mail*, 1er novembre, p. A1.
SMITH, Graeme (2007d), « Canadians, Afghans celebrate Taliban retreat », *The Globe and Mail*, 2 novembre, p. A15.
SMITH, Graeme (2008a), « Air strikes, war on drugs drive Taliban », *The Globe and Mail*, 24 mars, p. A1.
SMITH, Graeme (2008b), « Taliban say hostage was theirs », *The Globe and Mail*, 10 novembre, p. A1.
SMITH, Graeme (2013), *The Dogs Are Eating Them Now: Our War in Afghanistan*, Toronto, Knopf Canada.
SMITH, Graeme et CAMPBELL, Clark (2007), « Top soldier changes rack, expresses doubt on deal », *The Globe and Mail*, 3 mai, p A1.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2004a), 28 janvier.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2004b), 9 octobre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006a), 24 février.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006b), 12 mars.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006c), 27 mars.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006d), 4 septembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006e), 27 novembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006f), 15 décembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006g), 3 décembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006h), 22 décembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2006i), 24 décembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2007a), 22 janvier.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2007b), 20 août.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2007c), 9 septembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2007d), 22 septembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2007e), 6 novembre.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2008), 30 janvier.
SRC TÉLÉVISION – *LE TÉLÉJOURNAL/LE POINT* (2009), 7 septembre.
SRC TÉLÉVISION – *UNE HEURE SUR TERRE* (2007), 26 septembre.
STAIRS, Denis (1998), « The Media and the Military in Canada: Reflections on a Time of Troubles », *International Journal*, vol. 53, no3, été, p. 544-553.
STAPLES, Michael (2010), « Why journalists are willing to put their lives in danger », *The Daily Gleaner*, 6 janvier.
STEIN, Janice et LANG, Eugene (2007), *The Unexpected War: Canada in Kandahar,* Toronto, Viking Canada.

STEELE, Darren (2004), « Bulletins de nouvelles de la CBC en direct de Kaboul « », *La Feuille d'Érable*, 3 mars, p. 6.
STEWART, Brian (2010), « Thoughts from one of Canada's most Prominent Foreign Correspondents », *Munk Centre for International Studies*, 10 mars. Repéré à http://webap.mcis.utoronto.ca/StewartBlog.aspx [ce lien n'est plus fonctionnel].
STEWART, Ed (2006) « L'opération MEDUSA – En résumé », *La Feuille d'érable*, 29 novembre.
STEWART, Ed (2007), *Media in Theatre*, [PowerPoint inédit].
STOGRAN, Pat (2002), « Train, Certify Warcos, then Give'em Access says Canada top soldier in Afghanistan », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, automne, p. 1, 14-16.
STOGRAN, Pat (2004), « Fledgling Swans Take Flight », *The Canadian Army Journal*, automne/hiver, p. 14-21.
TAYLOR, Philip M. (2000), « The Military and the Media: Past, Present and Future » dans BADSEY, Stephen (dir.), *The Media and International Security*, Londres, Frank Cass, p. 179-182.
TAYLOR, Philip M. (2003), « 'We Know Where You Are': Psychological Operations Media During Enduring Freedom » dans THUSSU, Daya Kishan et FREEDMAN, Des, *War and the media : Reporting conflict 24/7*, Londres/Thousand Oaks, Sage, p. 101-113.
TAYLOR, Scott (2007), « Defence divulgences indiscriminate », *The Chronicle Herald*, 12 mars, p. A8.
TAYLOR, Scott et NOLAN, Brian (1998), *Tested Mettle: Canada's Peacekeepers at War*, Ottawa, Esprit de Corps Books.
TELEGRAPH-JOURNAL (2007), « What's the story in Afghanistan? », 31 mars, p. A8.
THE CANADIAN PRESS (2007), « Media barred from repatriation ceremony for six fallen soldiers », 10 avril.
THE CANADIAN PRESS (2011), « Advisory on coverage plans for the end of Canada's combat mission in Afghanistan », 18 mai.
THE CANADIAN PRESS – BROADCAST WIRE (2009), « Pay cut prompting many Afghan soldiers to quit in Kandahar », 30 septembre.
THE DAILY NEWS (2006), « Canadians Brace for Taliban Attack », 15 mars, p. 10.
THE GLOBE AND MAIL (2002), « Canadians Launch First High-Altitude Assault », 13 mars. Repéré à http://www.theglobeandmail.com/incoming/canadians-launch-first-high-altitude-assault/article22618790/.
THE NEW YORK TIMES (2006), « Coalition Troops Begin Major Offensive Against Taliban », 14 juin. Repéré à https://www.nytimes.com/2006/06/14/world/asia/14iht-web.0614afghan.1967763.html
THE WESTERN STAR (2006), « Assignment: Kandahar », 3 mars, p. 12.
THOMPSON, Allan, (2007), « Outside the Wire », *Media*, hiver, p. 9-11.
THOMSON, Graham (2007a), « Canadian troops face PR nightmare in Afghanistan », *The Vancouver Sun*, 20 février, p. A9.
THOMSON, Graham (2007b), « NATO troops beat Taliban to the punch: Canadians in 'supporting role' for new offensive », *Edmonton Journal*, 6 mars, p. A2.
THOMSON, Graham (2007c), « Embedded », *Edmonton Journal*, 15 avril, p. D6.
THOMSON, Graham (2007e), « Afghan official skips meeting with defence minister », *The Ottawa Citizen*, 13 mars, p. A3.
THORNE, Stephen (2002a), « Canadian Troops Take Mountain Ridge in First Offensive Action In Afghanistan », *The Canadian Press*, 14 mars.

THORNE, Stephen (2002b) « Editor's Page », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, printemps-été, p. 3.
THORNE, Stephen (2002c), « Canadian Soldiers Uncover Graves Beleived to Belong to Bin Laden's Bodyguards », *The Canadian Press*, 7 mai.
THORNE, Stephen (2002d), « Canadians bombed at site well-known as coalition training range », *The Canadian Press*, 18 avril.
THORNE, Stephen (2003a), « Les troupes canadiennes amorcent leurs patrouilles de sécurité à Kaboul », *La Presse canadienne*, 21 août 2003.
THORNE, Stephen (2003b), « Deux soldats canadiens sont tués et trois autres sont blessés en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 2 octobre.
THORNE, Stephen (2003c), « 2 Canadian soldiers killed, 3 hurt in Kabul explosion; mission continues », *La Presse canadienne*, 2 octobre.
THORNE, Stephen (2003d), « Canadian investigators probe Kabul accident scene where 2 soldiers killed *», The Canadian Press*, 3 octobre.
THORNE, Stephen (2003e), « Canadian troops bid farewell to fallen comrades at Kabul memorial »*, The Canadian Press*, 4 octobre.
THORNE, Stephen (2003f), « Les soldats canadiens se plaignent de leurs véhicules tout-terrain », *La Presse canadienne*, 26 août.
THORNE, Stephen (2003g), « Forces to face war outside Kabul; Danger to intensify for Canadians deployed in Afghanistan in 2004 », *The Chronicle Herald*, 20 décembre, p. C2.
THORNE, Stephen (2003h), « Emotional Survivors Recount suspected mine blast that killed 2 Canadian troops », *The Canadian Press*, 5 décembre.
THORNE, Stephen (2004a), « Editor's Page », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, hiver/printemps, p. 3.
THORNE, Stephen (2004b), « Editor's Page », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, Automne, p. 3.
THORNE, Stephen (2004c), « The Ennemy Within », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, automne, p. 1, 18-19.
THORNE, Stephen (2004d), « Canadian Soldiers Assist Afghan Authorities in Raid, Arret of 6 outside Kabul », *The Canadian Press*, 13 avril.
THORNE, Stephen (2004e), « NATO Operations in Kabul Turing into More-Offensive Measures on Terrorists » *The Canadian Press*, 26 avril.
THORNE, Stephen (2005a), « Les Forces canadiennes ferment la base de Camp Julien, en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 29 novembre.
THORNE, Stephen (2005b), « Lt.-Gen Rick Hillier to Be Named New Chief of Defence Staff », *The Canadian Press,* 12 janvier.
THUSSU, Daya Kishan et FREEDMAN, Des (2003), *War and the media : Reporting conflict 24/7*, Londres/Thousand Oaks, Sage.
TORONTO STAR (2007), *Reporting from Afghanistan* [Guide interne inédit].
TORONTO STAR (2014), *StarDespatches*: *Our Longest War, The Story of Canada's 12 years in Afghanistan told by Toronto Star staff journalists and contributors*, Toronto Star Newspapers Limited, Toronto.
TREBLE, Patricia (2009), « Preparing for battle », *Macleans*, 19 février. Repéré à http://www.macleans.ca/culture/prepping-for-battle/
TREMBLAY, Louis (2007a), « Assurer la "ligne de vie" », *Le Quotidien*, 2 octobre, p. 6.
TREMBLAY, Louis (2007b), « "Un progrès exceptionnel dans tous les domaines" », *Le Quotidien*, 3 octobre, p. 6.

TUCHMAN, Gaye (1972), « Objectivity as Strategic Ritual: An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, nº4, p. 660-679.
TUCHMAN, Gaye (1973), « Making News by Doing Work: Routinizing the Unexpected », *American Journal of Sociology*, vol. 79, nº1, juillet, p. 110-131.
TUCHMAN, Gaye (1978), *Making News. A Study in the Costruction of Reality*, New York, The Free Press.
TUMBER, Howard et WEBSTER, Frank (2006), *Journalists Under Fire. Information War and Journalistic Practices*, Londres, Sage.
TUMBER, Howard et PALMER, Terry (2004), *Media at War. The Iraq Crisis*, London, Sage Publications.
TUMBER, Howard (2004), « Prisonners of News Values? Journalism, Professionalism, and Identification in Times of War » dans THUSSU Daya Kishan et Des FREEDMAN (dir.), *War and the Media. Reporting Conflict 24/7*, Londres/Thousand Oaks, Sage, p. 190-205.
TURCOTTE, Julie (2011), « Une journaliste de renom séjourne auprès des Canadiens », *La Feuille d'érable*, 6 juillet, p. 6.
TURNER, Brian et KEARNS, Judith (2010), « Pragmatic Objectivity in Practice: Reading The Globe and Mail Columns of Christie Blatchford », *Canadian Journal of Communication*, vol. 35, nº1, p. 63-83.
U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE (2003), *Public Affairs Guidance (PAG) on Embedding Media during Possible Future Operations/Deployments In the U.S. Central Commands (Centcom) Area Of Responsibility (AOR)*, 3 février 2003. Repéré à http://www.defenselink.mil/news/Feb2003/d20030228pag.pdf
VAN PRAET, Nicolas (2004), « Canada's role in Afghanistan may grow », *Winnipeg Free Press*, 9 août, p. A5.
VERMA, Sonia (2010), « Political reform trumps military might, Canadian commander says », *The Globe and Mail*, 6 mai, p. A14.
VILLATOUX, Paul (2008), *La guerre psychologique. Des origines à nos jours*, Sceaux, L'esprit du livre, coll : Images d'histoire.
VIRILIO, Paul (1999), *Stratégie de la déception*, Paris, Galilée.
VOGT, Christophe (2006), « Dans le Shawa Li Kot, l'autorité afghane c'est l'armée canadienne », *AFP Infos mondiales*, 7 mai.
WARD, Stephen J.A (2002), « Iraq War Coverage : In Bed with the Military », *Canadian War Correspondents Association Newsletter*, printemps 2003, p. 5-6.
WARD, Stephen J. A. (2003), « In Bed with the Military », *Media*, vol. 10, nº1, printemps, p. 6-7.
WASILOW, Sherry Marie (2017), *Contemporary Canadian Military/Media Relations: Embedded Reporting During the Afghanistan War,* thèse de doctorat, Université Carleton.
WASSERMAN, Elisabeth (2001), « The Videophone War », *American Journalism Review*, vol. 23, nº9, novembre, p. 22-23.
WATSON, Paul (2010), « Campaign of persuasion: for a Toronto reservist and his team, mission in Afghanistan is a war of words », *Toronto Star*, 22 octobre, p. A1.
WATTIE, Chris (2004), « CF on the PR Offensive », *FrontLine Defence*, vol. 1, nº3, p. 14-15.
WATTIE, Chris (2006a), « First Canadian Patrols have begun around Kandahar », *The Telegram*, 11 février, p. A14.
WATTIE, Chris (2006b) « Insurgents Call Canucks "Red Dogs"», *The Daily News*, 28 février, p. 29.
WATTIE, Chris (2008), *Contact Charlie: The Canadian Army, The Taliban and the Battle that Saved Afghanistan*, Toronto, Key Porter Books.

WEBER, Bob (2006a), « Une première femme soldat canadienne est tuée au combat en Afghanistan », *La Presse canadienne*, 17 mai.
WEBER, Bob (2006b), « See CP Photos KANX101-104 », *The Canadian Press*, 16 mai.
WEBER, Bob (2006c), « Military Officials Have Advised a Photographer to Suppress His Pictures of The Largest Group of Suspected Taliban Prisoners Yet Captured by Canadian Soldiers », *The Canadian Press*, 11 mai.
WEBER, Bob (2007), « Le dur métier d'oiseau de malheur », *Le Devoir*, 23 août, p. A3.
WEBER, Bob (2008), « Security commander plays down rash of rocket attacks on Kandahar Airfield », *The Canadian Press*, 16 mai.
WEBER, Bob (2009), « Military, civilians carefully monitor Canadian reporters embedded with troops », *The Canadian Press*, 13 septembre.
WEBER Bob et BREWSTER, Murray (2006), « Remise des prisonniers : des soldats canadiens sont dans un dilemme moral », *La Presse canadienne*, 2 juin.
WEINBERG, Nicolas (2009), « Reporter de guerre en Afghanistan », *Une heure sur terre*, 27 octobre. Repéré à http://ici.radio-canada.ca/emissions/une_heure_sur_terre/2009-2010/Exclusif.asp?idDoc=94522
WHITE, David Manning (1950), « The 'Gate Keeper': A Case Study in the Selection of News », *Journalism Quarterly*, vol. 27, nº4, septembre, p. 383-390.
WHITMAN, Bryan (2003), «The Birth of Embedding as Pentagon War Policy» dans KATOVSKY, Bill et CARLSON, Timothy (dir.), *Embedded: The Media at War in Iraq*, Guilford, Lyons Press, p. 203-208.
WILLIAMS, R. M. (2002), « La vérité, toute la vérité ou rien du tout : une stratégie médiatique pour les militaires à l'ère de l'information », *Revue militaire canadienne*, automne, p. 11-20.
WINNIPEG FREE PRESS (2007), « Fumbling the PR campaign », 27 octobre, p. A1.
WORKMAN, Paul (2003), « Embedded journalists versus "unilateral" reporters », *CBC News Online*, 7 avril. Repéré à http://media.leeds.ac.uk/papers/vp01494d.html.
WRIGHT, Evan (2002), « The Make-Believe War », *Rolling Stone Magazine*, 8 août, nº302, p. 68.
WRIGHT, Richard K. (2004), *Assessment of the DOD Embedded Media Program*, Alexandria, Institute for Defense Analyses, Joint Advanced Warfighting Program, septembre.
YORK, Geoffrey (2006a), « Forces Try to Suppress Photos of Prisoners », *The Globe and Mail*, 12 mai, p. A14.
YORK, Geoffrey (2006b), « Dispatches from an Embedded Life », *The Globe and Mail*, 3 juin, p. F2.
ZELIZER, Barbie (2007), « On 'Having been there': 'Eyewitnessing' as a journalistic key word », *Critical Studies in Media Communication,* vol. 24, nº5, p. 408-428.

INDEX ONOMASTIQUE

A

A Channel, 381, 399, 410, 420, 513
A News, 381, 383
ABC, 281
Abthorpe, Geoff, 173, 174, 175
ACDI (Agence canadienne de développement international), 72, 75, 95, 170, 200, 201, 202, 203, 204, 214, 320, 322, 324, 352, 394, 407, 421, 435, 509, 510
Acton, Barry, 302, 403, 404
Agence France Presse (AFP), 32, 35, 148, 149, 482
AKE, 216, 335, 376, 433
Anderson, Jordan, 525
Anderson, Scott, 442
Armstrong, Mike, 329
Arnould, Frédéric, 302, 303, 305, 307, 348, 349, 529
Assaut Magazine, 430
Associated Press (AP), 31, 32, 103, 128, 199, 208, 230, 435, 472
Attaran, Amir, 235
Audette, Mike, 27, 40
Ayed, Nahlah, 23, 29, 41, 45, 46, 397

B

Babinsky, Pierre, 290, 333, 348
Bailey, Sue, 197, 199
Balfour, Denelle, 270
Baron, Ethan, 151, 445
Barrie Examiner, 358
Bartsch, Cole, 525
Bason, Colin, 525
BBC, 37, 208, 347, 380
Beauchamp, Nicholas Raymond, 330
Beazley, Doug, 215, 218, 255
Bélanger, Jean-François, 270, 310, 427
Bilodeau, Josée, 270, 274, 287, 288, 293, 297, 299, 306, 345, 346, 439
Bizimana, Aimé-Jules, 3, 57, 78, 101, 232, 282, 378, 379, 517, 519, 523, 524, 527, 534, 536, 537
Blackwell, Tom, 229
Blair, Adam, 270
Blais, Joanne, 326
Blatchford, Christie, 112, 113, 122, 128, 135, 136, 138, 144, 146, 158, 160, 161, 162, 187, 198, 239, 241, 247, 250, 270, 279, 280, 281, 463, 514, 522, 526
Blois, Mike, 190, 191
Blondin, Alain, 357, 363, 364, 371, 372, 373, 376, 379, 384, 386, 532
Bonamigo, Bruno, 279, 427
Bousquet, Jean-Maurice, 270, 276, 284, 292, 294, 296, 331, 340, 342
Bouzane, Stephen Frederick, 230
Boyes, Jason, 354
Brautigam, Tara, 450, 451, 453, 490
Brewster, Murray, 132, 136, 137, 139, 140, 141, 150, 156, 168, 214, 235, 236, 238, 240, 340, 343, 354, 355, 356, 359, 360, 361, 364, 392, 399, 402, 403, 404, 420, 446, 447, 452, 459, 464, 466, 468, 469, 481, 482, 493, 494, 497, 503, 509, 512, 514, 536
Brooks, DeCillia, 147, 270, 288
Brown, Chris, 218, 257, 261, 300
Brown, Drew, 431, 435, 458
Brown, Patrick, 37, 83, 105, 113, 129, 131, 158, 159
Brûlé, Pierre, 313
Brunet, Dave, 227
Bulger, Nicholas, 424
Bureau du Conseil privé, 360, 367
Burroughs, William, S., 245
Burt, Gregory, 416, 425, 427
Byron, Greff, 498
Byron, Sheppard, 479

C

Calgary Herald, 175, 181, 435, 436, 439, 440, 441, 445, 514
Campion, Smith Bruce, 502
Canadian War Correspondents Association, 31, 43, 76, 77, 517
CanWest News, 39, 66, 80, 90, 104, 106, 109, 111, 129, 132, 140, 151, 175, 179, 181, 208, 213, 214, 215, 224, 229, 262, 270, 289, 306, 312, 314, 329, 333, 361, 400, 425, 426, 436, 440, 441, 442, 445, 450, 459, 480, 497, 514
Cape Breton, Post, 25
Castonguay, Alec, 201, 216, 217, 226, 251, 262, 297, 316, 474, 501
Castonguay, Sylvain, 427, 428
Caswell, Darryl, 230
CBC, 30, 31, 34, 35, 37, 38, 52, 59, 68, 72, 73, 74, 89, 106, 114, 120, 121, 129, 134, 135, 141, 143, 147, 159, 162, 167, 168, 169, 175, 189, 202, 207, 208, 209, 215, 218, 219, 229, 231, 240, 241, 243, 244, 245, 247, 257, 258, 261, 270, 277, 280, 283, 288, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 311, 316, 330, 333, 335, 342, 345, 349, 353, 361, 362, 363, 367, 369, 370, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 384, 386, 387, 388, 391, 395, 396, 397, 401, 402, 410, 412, 415, 423, 424, 426, 427, 438, 439, 440, 441, 442, 444, 445, 446, 447, 450, 454, 455, 456, 460, 464, 470, 482, 488, 489, 491, 492, 495, 496, 497, 504, 510, 514, 525, 530, 535
Centurion, 77, 216, 463
Chao, Steve, 24, 114, 141, 146, 198, 229
Charron, Luc, 25, 26, 35
Chartrand, Yves, 361
Chase, Sarah, 240
Cheney, Dick, 518
Chidley, Garrett William, 438
Chrétien, Jean, 25, 32, 66, 68, 361, 516
Chronicle Herald, 71, 216, 220, 525
Clark, Fraser, 358
CNN, 37, 83, 162, 208, 380, 412, 414
Coburn, Philip, 444
Cohen, Tobi, 340, 370, 371, 373, 386, 390, 463
Collier, Brian, 453
COMFEC (Commandement de la force expéditionnaire canadienne), 521, 538
COMFEC (Commandement de la Force expéditionnaire du Canada), 93, 94, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 110, 111, 133, 134, 148, 150, 165, 189, 229, 275, 286, 361, 392, 393, 395, 450, 451, 454, 456, 459, 477, 478, 488, 489, 491, 492, 498, 500, 508, 510
Cormier, Michel, 68, 70, 74
Cotter, John, 141, 214, 219, 222, 224, 236
Croix-Rouge, 197, 236
Cruickshank, John, 378
Cryderman, Kelly, 329
CTV, 24, 40, 41, 68, 69, 70, 80, 83, 95, 103, 104, 105, 114, 130, 141, 147, 154, 173, 174, 181, 182, 184, 197, 198, 199, 201, 207, 208, 213, 215, 219, 224, 225, 227, 228, 229, 230, 233, 234, 243, 249, 258, 270, 289, 298, 301, 305, 306, 329, 333, 359, 361, 363, 376, 381, 386, 395, 402, 403, 404, 420, 423, 443, 444, 446, 453, 464, 482, 491, 495, 497, 514, 525

D

D'Aliesio, Renata, 175, 181, 197, 440
Davenney, David, 538
David, Common, 530
Dawe, Matthew Jonathan, 525
Dawe, Peter, 24, 25
Day, Adam, 191, 194, 397, 432, 435, 473, 478, 479, 501, 524
De Salaberry, Michel, 324
Deh-E-Bagh (village modèle de), 398, 399, 401, 418, 422, 426, 429, 430, 433
Den Tandt, Michael, 322
Derome, Bernard, 131, 138, 270, 278, 279, 281, 289, 291, 293, 314, 339
Desbiens, Yves, 438, 439, 441, 446, 452, 455, 464, 475, 476, 477
Desjardins, Sylvain, 174, 185, 186, 202, 245
Deuxième Guerre mondiale, 4, 16, 41, 49, 57, 59, 92, 102, 140, 268, 319, 338, 342, 359, 413, 499, 519, 530

Deveau, Scott, 370, 371, 386
Devenney, David, 477, 491, 538
Dillow, Gordon, 522
DiManno, Rosie, 135, 228, 405, 429, 495, 514
Diplaros, Demetrios, 372
Direction générale des affaires publiques (DGAP), 1, 2, 49, 54, 60, 263, 476, 491, 500
Discovery, 381, 533
Donaldson, Sam, 281
Donnely, Barry, 270
Drolet, Mike, 171, 173, 181, 183, 184, 202, 225, 241, 384
Drouin, Gilbert, 279
Drouin, Jean-François, 427
Dubois, Charles, 206, 207, 270, 271, 272, 273, 277, 278, 279, 281, 313, 379, 444, 514
Dubois, Martin, 207
Duchesne, Christian, 273
Dufour, Mathieu, 413, 419, 431, 463
Dufour, Valérie, 391
Durand, Michel, 299, 303, 304

E

Edmonton Journal, 29, 33, 45, 163, 220, 221, 225, 252
Eggleton, Art, 22, 24, 25
Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), 200, 208, 229, 280, 319, 329, 371, 373, 416, 417, 425, 426, 427, 476
Équipe provinciale de reconstruction (EPR), 93, 94, 95, 103, 104, 110, 114, 115, 133, 196, 200, 201, 202, 203, 205, 208, 233, 252, 264, 322, 352, 353, 358, 359, 401, 407, 414, 419, 426, 427, 435, 436, 438, 441, 443, 454, 476, 477, 488, 511
Esprit de Corps, 526

F

Farrell, Jim, 29, 33, 44, 65, 140
Fenton, James, 536
Feroz, Qaem, 378
Feroz, Shokoor, 375, 376, 378
Fife, Robert, 225, 228
Fisher, Matthew, 39, 51, 52, 57, 66, 90, 92, 146, 159, 160, 312, 314, 354, 361, 399, 400, 425, 432, 437, 441, 446, 450, 459, 464, 469, 470, 481, 493, 497, 500, 514
Fontenot, Gregory, 519
Foot, Richard, 109, 112, 129
Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), 76, 77, 78, 81, 83, 94, 99, 251, 322, 366, 390, 450, 459, 460, 498
Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), 1, 61, 63, 71, 73, 275
Fox News, 208
Francis, Jefferson, 525
Fraser, David, 98, 104, 105, 132, 135, 137, 139, 140, 141, 147, 149, 153, 168, 169, 171, 173, 174, 176, 197, 235, 237, 510
Frayer, Janis Mackey, 446, 453
Frayer, Kevin, 23
Friesen, Joe, 220, 222, 248
Fryer, Andy, 420
FTP, 300, 383, 533
Fung, Mellissa, 231, 374, 375, 376, 377, 379, 380, 386, 397, 404, 442, 444, 514, 532

G

Galipeau, Céline, 37, 38, 131, 134, 138, 200, 210, 280
Galloway, Gloria, 371, 374, 429, 430, 433, 461
Gannon, Kathy, 32, 199, 444, 472
Gaudet, Luc, 71, 165
Gauthier, Alain, 267, 268, 269, 271, 272, 276, 286, 291, 292, 293, 295, 296, 308, 313, 314, 317, 328, 330, 331, 342
Gauthier, Benoit, 534
Gauthier, Michel, 98, 201, 354
Gauvreau, Jérémie, 216
Gendarmerie royale du Canada (GRC), 95, 152, 345, 376, 407
Genest, Hubert, 289, 290
Giguère, Richard, 489, 492, 538
Gillespie, Bill, 37
Girouard, Robert, 198
Global News, 139, 141, 171, 173, 181, 183, 184, 191, 195, 197, 202, 208, 214, 215, 225, 233, 241, 258, 261, 264, 270, 275, 281, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 305, 306, 329, 333, 361, 384, 386, 395, 403,

412, 422, 423, 426, 452, 464, 482, 488, 489, 491, 495, 497, 514
Globensky, Manon, 162, 403
Godin, Stéphanie, 401, 408, 414, 419, 420, 423, 435
Goldberg, Elissa, 367, 392
Gonthier, Étienne, 334
Graham, Laurie, 207
Grant, Tim, 197, 203, 205, 214, 221, 230, 231, 233, 235, 247, 250, 251, 253, 254, 260, 508, 510
Graveland, Bill, 169, 198, 199, 205, 207, 208, 215, 218, 313, 317, 329, 330, 342, 373, 417, 428, 429, 432, 440, 452, 453, 455, 514
GRC, 95, 152, 345, 376, 407
Greene, Debbie, 521
Greene, Trevor, 115, 116, 117, 119, 125, 126, 127, 128, 130, 164, 184, 192, 193, 521
Guerre du Golfe, 2, 4, 6, 15, 16
Guerre du Kosovo, 27, 35, 54, 89, 256
Guerre en Bosnie-Herzégovine, 80
Guerre en Somalie, 2, 22, 28, 41, 45, 49, 55, 96, 110, 149, 177, 188, 212, 235, 239, 257, 338, 416, 425, 512
Guerre en Yougoslavie, 472

H

Hallin, Daniel, 5, 521
Hamer, Rupert, 444
Harper, Stephen, 104, 130, 133, 162, 169, 200, 203, 228, 229, 234, 237, 356, 360, 361, 494
Hayakaze, Michael Yuki, 354
Heenan, Mike, 299, 306, 412, 460
Herritt, Sheldon, 223
Hetherington, Simon, 201, 445
Hillier, Rick, 71, 73, 76, 77, 78, 79, 98, 104, 110, 129, 133, 159, 205, 207, 210, 224, 234, 235, 236, 238, 251, 254, 313, 329, 393, 440
Hobson, Sharon, 393
Hodges, Frederick, 458, 536
Hope, Ian, 96, 97, 98, 103, 104, 108, 110, 112, 113, 114, 128, 129, 130, 132, 133, 140, 143, 146, 147, 151, 153, 154, 156, 157, 158, 159, 160, 163, 164, 171, 463, 508
Hornburg, Nathan, 311
Hunter, Paul, 361, 362, 363, 369, 370, 384, 387, 388, 442, 504
Hutchinson, Brian, 196, 208, 354, 459, 480

J

J5PA, 55, 61, 100
Janzen, Jay, 54, 55, 56, 58, 59, 62, 64, 65, 67, 84, 85, 87, 88, 89, 256, 357, 362, 385, 414, 502
Jawed, Ahmad (Jojo), 402, 403, 404, 405
Jean, Michaëlle, 222
Joint United States Public Affairs Office (JUSPAO), 5
Jones, Charla, 205
Journal de Montréal, 270, 298, 325, 326, 340, 343, 391, 491
Journal de Québec, 285, 320, 400, 410, 417, 489, 491, 498
JTF2, 30, 31, 46, 190
Juneau, Christian, 330

K

Karigiannis, Christos, 230
Karzai, Ahmed Wali, 368
Karzai, Hamid, 69, 73, 74, 83, 202, 379
Kelley, Mark, 495, 496, 497
Kenna, Kathleen, 33
King, Laura, 248, 255, 256
Klukie, Josh, 189, 190, 191, 192, 194, 195
Koppel, Ted, 522
Koring, Paul, 75, 76, 236, 239

L

La Presse, 35, 66, 68, 72, 142, 208, 219, 224, 228, 237, 238, 240, 269, 270, 274, 276, 277, 288, 290, 294, 309, 310, 313, 324, 328, 337, 340, 397, 443, 514, 518
La Presse canadienne (PC), 23, 24, 25, 34, 35, 36, 38, 41, 42, 44, 48, 49, 52, 59, 61, 66, 69, 70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 86, 88, 89, 90, 91, 94, 103, 104, 109, 122, 123, 127, 129, 132, 136, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 169, 171, 172, 173, 174, 179, 186, 187, 189, 193, 195, 197,198, 199, 203, 205, 207, 209, 214, 215, 219, 220, 224, 230, 235, 236, 238, 242, 243, 257, 261, 262, 267, 270, 297, 306, 308, 310, 329, 334, 340, 342, 343, 354, 355, 360, 361, 363,

364, 365, 367, 368, 369, 370, 371, 373, 389, 390, 392, 399, 400, 403, 408, 417, 419, 426, 433, 438, 439, 444, 445, 446, 450, 451, 452, 455, 457, 458, 459, 462, 463, 468, 473, 481, 487, 488, 490, 491, 492, 493, 494, 496, 497, 503, 506, 507, 512, 514
LA Times, 208, 462
Labbé, Éric, 334
Lafaut, Stéphane, 329
Laflamme, Lisa, 104, 113, 130, 225, 227, 249, 402
Lalani, Arif, 238, 320, 321
Lampert, Allison, 333
Landry, Éric, 328
Lane, Watkins, 525
Lang, Michelle, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 515
Laroche, Guy, 266, 267, 268, 272, 275, 279, 280, 286, 287, 290, 292, 296, 318, 319, 328, 341, 346, 356, 357, 503, 505
Laroche, Jean, 400, 410, 417
Larose, Catherine, 291
Latendresse, Richard, 270, 285, 296
Latraverse, Emmanuelle, 361
Lavoie, Omer, 170, 172, 174, 176, 180, 186, 198, 205, 294
Lavoie, Roland, 54, 55, 59, 62, 63, 64, 66, 75, 85, 90
Le Devoir, 162, 262, 268, 518
Le Soleil, 70, 75, 82, 267, 310, 427, 443, 517
Leary, Richard, 359
Lemay, Christian, 26, 27, 28, 30, 34, 35, 37, 53, 99, 392, 393, 439, 441, 489, 490, 492, 510, 538
Lepage, Rita, 98, 99, 103, 134
Lessard, Marc, 449
Levitz, Stephanie, 203, 230, 231, 257, 262, 270, 334
Lippmann, Walter, 11
Longtin, Simon, 270, 271

M

MacIntyre Darrow, 141, 450
MacKay, Peter, 208, 238, 329, 356
MacKinnon, Mark, 24
MacNair, Doug, 521
Madonik, Rick, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 124, 125, 126, 127, 164, 188, 521
Mailloux, Simon, 398
Mallard, Daniel, 491, 498
Maltby, Sarah, 7
Manley, John, 351, 353, 360
Mansbridge, Peter, 52, 71, 72, 73, 74, 134, 280
Martin, Steve, 482
Masse, Philippe, 486
Massouh, Hani, 334
Mayeda, Andrew, 270, 279, 289
McCarten, James, 228
McChrystal, Stanley, 401, 446, 453, 469
McClatchy News, 430
McClure, Matt, 83, 103, 173, 174, 181, 182, 525
McCully, Matthew, 229
McLaren, Mark Robert, 372
Megeney, Kevin, 219, 221, 222, 315, 525
Mélina, Archambault, 487
Ménard, Daniel, 439, 470
Meunier, Hugo, 269, 270, 274, 276, 277, 289, 290, 294, 296, 309, 313, 324, 337, 338, 340, 341
Miller, James, 189
Milner, Dean, 479, 487, 493, 497
Ministère de Défense nationale, 441
Miok, George, 438
Moffat, Richard, 333
Mollah, Naqib (Naqibullah), 327, 328
Montreal Gazette, 333
Moore, Dene, 297, 308, 309, 310, 338, 421, 426, 458, 479, 480, 514
Morrell, Daryl, 452, 455
Motley, Lorne, 439
Murnaghan, Jim, 198
Murray, James, 441

N

Nandlall, Sat, 89, 302, 304, 375
National Directorate of Security, 377
National Post, 39, 51, 54, 60, 69, 85, 90, 104, 146, 159, 196, 208, 354, 370, 399, 425, 437, 470, 493, 500
National Post, 526
NATO Magazine, 430

Naval Postgraduate School, 400
New York Times, 39, 146, 242, 462
Newman, Kevin, 281
Nicoloff, Frédéric, 202, 206, 207, 210, 248
Niedringhaus, Anja, 472
Normandin, Pierre-André, 310, 426, 443, 517
NPR, 240
Nuttall, Andrew Nuttall, 436

O

O'Connor, Gordon, 268
Oakland, Ross, 205, 207, 208, 213, 218, 244, 249, 253, 263, 502, 507
Oliver, Murray, 207
Opération *Achilles*, 221, 222, 223, 224
Opération *Anaconda*, 32, 35, 37, 39
Opération *Apollo*, 20, 22, 29, 41, 67, 94, 499
Opération *Archer*, 94, 95
Opération *Athena*, 20, 50, 56, 61, 66, 67, 72, 75, 84, 86, 87, 88, 89, 91, 92, 94, 103, 108, 147, 180, 258, 263, 351, 406, 414, 497, 499, 500
Opération *Attention*, 494, 497, 498
Opération *Axe Handle*, 229
Opération *Baawar*, 481
Opération *Baaz Tsuka*, 204, 205, 207, 208, 221, 246, 247
Opération *Bravo Corridor*, 171
Opération *Cherokee Sky*, 41
Opération *Dragon*, 231, 436
Opération *Eagle Eye* (*Barkheh Sterbeh*), 271
Opération *Hamkari*, 449, 452, 453, 458, 481
Opération *Harpoon*, 34, 35, 37, 38, 41, 44
Opération Hydra, 434
Opération *Jut Cause*, 281
Opération *Kalay I*, 400, 429
Opération *Kalay II*, 429
Opération *Keeping Goodwill* (*Khar-Khowai*),, 297, 308
Opération *Ketara*, 135
Opération *Medusa*, 20, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 185, 186, 187, 188, 191, 195, 196, 197, 200, 204, 205, 208, 209, 212, 213, 221, 247, 294, 308, 311, 352, 370, 498, 501, 505
Opération *Moshtarak*, 446
Opération *Mountain Lion*, 40
Opération *Mountain Thrust*, 140
Opération *Peacemaker*, 129, 130, 131, 133
Opération *Rawa Tunder* (*Rolling Thunder*), 359
Opération *Sadiq Sarbaaz*, 311
Opération *Silver*, 224
Opération *Tashwish Mekawa*, 330
Opération *Teng Azem* (*Steadfast Decision*), 334
Opération *Tereh Toora* (*Sharp Sword*), 333
Opération *Torii*, 40, 41
Opération *Unison*, 528
Opération *Zahar*, 146, 147
Ormiston, Susan, 240, 243, 244, 396, 427, 492, 510, 514
Osprey Media, 322
OTAN, 1, 50, 54, 61, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 99, 165, 167, 170, 171, 173, 174, 176, 183, 196, 197, 198, 199, 204, 205, 206, 207, 215, 221, 222, 230, 248, 300, 316, 317, 322, 335, 338, 339, 352, 353, 355, 368, 397, 404, 420, 426, 431, 446, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 458, 459, 463, 470, 478, 480, 481, 482, 494, 498, 499, 500, 501
Ouellet, Jérémie, 354
Ouellet, Martin, 267, 270
Ouimet, Marcel, 329
Ouimet, Michèle, 66, 68, 72, 216, 219, 240, 280, 313, 315, 324, 328, 397, 403, 405, 443, 514

P

Palu, Louie, 135, 150, 161, 244, 260, 331, 333, 385, 386, 413, 452, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 504, 514
Panetta, Alexander, 228, 361, 363, 364, 366, 368, 369
Parker, Geoff, 450
Patterson, Kevin, 315, 530
Paul, Jocelyn, 427, 428
Pearson, Craig, 400, 402, 435, 442
Pedelty, Mark, 243
Pedwell, Terry, 69, 70, 78, 94, 95, 147, 171
Peebles, Mark, 96, 97, 107, 111, 114, 133, 134, 138, 142, 145, 151, 155, 156, 164, 165, 168

Pelletier, Miguel, 206
Penney, Lou, 27, 37
Pentagone, 6, 7, 16, 39, 51, 52, 53, 458
Pépin, Yannick, 427
Perkel, Colin, 400, 401, 402, 408, 419, 426, 437, 438, 439, 443, 444, 445, 464, 468, 492, 493, 496, 507, 514
Perreaux, Les, 69, 70, 77, 78, 86, 89, 90, 91, 104, 109, 122, 127, 128, 129, 130, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 180, 183, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 194, 195, 198, 209, 261, 519
Petraeus, David, 453, 493
Plante, Louise, 321, 323
Porter, Isabelle, 268
Postmedia News, 242, 262, 480, 481, 491, 493, 497, 500, 526
Potter, Mitch, 30, 31, 33, 44, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 125, 126, 127, 145, 450, 451, 466, 512, 514, 521
Préfontaine, Paul, 198
Première Guerre mondiale, 4, 10, 15, 16, 55, 518, 530
Priede, Darrell Jason, 229, 230
Princess Patricia's Light Infantry (*PPCLI*), 24, 26, 27, 29, 32, 34, 38, 39, 40, 41, 45, 46, 48, 67, 71, 80, 82, 83, 84, 90, 96, 97, 103, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 129, 130, 134, 135, 137, 138, 139, 140, 142, 146, 151, 153, 155, 156, 158, 164, 168, 180, 196, 209, 210, 258, 280, 302, 353, 373, 432, 446, 463, 514
Puddicombe, Stephen, 114, 120, 121, 143, 162, 189, 202, 241, 247, 301
Pugliese, David, 26
Pyle, Ernie, 524

Q

QMI, 491, 495, 498
Quick, Dave, 375

R

Radio-Canada, 37, 51, 59, 70, 72, 83, 129, 131, 134, 138, 142, 162, 163, 174, 185, 198, 202, 206, 207, 209, 215, 242, 245, 246, 248, 258, 266, 267, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 289, 296, 297, 298, 299, 302, 304, 305, 306, 307, 310, 312, 324, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 341, 342, 347, 348, 349, 350, 361, 375, 379, 380, 386, 395, 403, 427, 428, 439, 442, 464, 483, 490, 495, 505, 506, 514, 519, 527
Régiment aéroporté du Canada, 45
Remington, Robert, 440
Renaud, Richard, 334
Rennie, Steve, 392, 446
Reuters, 430, 471, 482
Ricks, Thomas E., 519
Rowswell, Ben, 453
Roy, Donald, 58, 60
Roy, Patrice, 267, 270, 271, 272, 273, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 285, 286, 288, 296, 313, 324, 379
Roy, Stéphane, 71
Royal 22e Régiment (R22ER), 71, 72, 73, 75, 76, 77, 80, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 277, 280, 281, 289, 290, 335, 374, 399, 426, 428, 432, 463, 481, 482, 484, 485, 486, 487, 489, 491, 493, 494, 495, 497, 505
Royal Canadian Regiment (*RCR*), 54, 56, 61, 62, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 75, 77, 78, 80, 83, 84, 85, 88, 90, 95, 163, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 179, 180, 181, 186, 187, 188, 189, 191, 198, 200, 208, 209, 210, 213, 215, 223, 224, 226, 233, 247, 249, 253, 254, 258, 259, 294, 313, 357, 373, 374, 381, 399, 423, 447, 450, 470, 471, 472, 475, 476, 498

S

Saeed, Bushra Amjad, 438, 441, 536
Saint-Pierre, Raymond, 331, 332, 347
Salloum, André, 451, 459
Sarpoza (prison de), 236, 324, 325, 361, 362, 363, 364, 366, 367, 368
Saulnier, Alain, 279, 282
Schamuhn Kevin, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 125, 129, 164
Schatz, Ron, 324
Schmidt, Doug, 213, 361, 481
Schumiatcher, Cal, 381

Semianiw, Walter, 83
Senay, Cathy, 335, 336, 337, 342
Service correctionnel Canada (SCC), 95
Shepperd, Mark Robert, 217
Silvaggio, Francis, 452
Silver, Harris, 380
Skype, 383
Smith, Graeme, 157, 158, 165, 174, 175, 176, 179, 190, 191, 194, 195, 235, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 256, 328, 329, 342, 354, 355, 363, 364, 367, 378, 388, 507, 514, 526
Smith, Travis, 300, 470, 471, 472, 475
Snoddon, Matt, 468
Snyder, Jonathan, 359
Spencer, Todd, 444
Starker, Michael, 356
Stevens, Christina, 191, 195, 197, 261, 264, 281
Stewart, Brian, 353, 447
Stewart, Ed, 171, 172, 177, 178, 179, 181, 182, 185, 187, 188, 191, 192, 194, 208, 210, 247, 258, 294, 498, 513
St-Louis, Michel-Henri, 481, 493, 495
Stoffel, Derek, 229, 446
Storm, Albert, 198
Sun Media, 208, 215, 216, 218, 255
Szacka, Alexandra, 198, 200, 246

T

Taylor, Kirk, 438
Taylor, Scott, 526
Terry, James, 497
The Globe and Mail, 24, 25, 31, 35, 75, 105, 112, 135, 136, 138, 141, 144, 145, 146, 150, 155, 161, 165, 174, 175, 176, 179, 187, 190, 195, 197, 200, 201, 208, 215, 220, 223, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 244, 247, 248, 256, 262, 270, 279, 280, 328, 346, 354, 355, 359,363, 371, 374, 378, 388, 426, 429, 435, 445, 459, 461, 463, 482, 489, 495, 514, 526
The Stars and Stripes, 43, 430, 431, 458, 461, 536
Thériault, Marc, 97, 100, 104, 105, 106, 107, 108, 111, 121, 132, 134, 135, 142, 143, 144, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 164, 165, 169, 404, 521
Thistle, David, 217
Thompson, Adam, 530
Thompson, Denis, 357, 382, 388
Thompson, Martell, 215, 249, 253, 256, 259
Thompson, Myron, 523
Thomson, Graham, 214, 220, 221, 225, 252
Thorne, Stephen, 32, 34, 35, 36, 38, 40, 42, 43, 47, 48, 61, 66, 68, 71, 75, 76, 77, 78, 86, 88, 89, 95
Tim Hortons, 500
Toronto Star, 27, 30, 31, 32, 33, 44, 116, 117, 118, 120, 123, 124, 125, 126, 127, 135, 145, 164, 188, 192, 205, 207, 208, 213, 215, 218, 228, 244, 249, 253, 263, 270, 293, 324, 346, 405, 429, 450, 466, 482, 487, 488, 495, 502, 507, 512, 514
Tout le monde en parle, 266, 483
Tremblay, Louis, 321
Tremblay, Martin, 270, 309, 310
TVA, 270, 274, 276, 284, 285, 292, 294, 296, 331, 340, 342, 489, 491

U

Une heure sur terre, 277, 278, 332

V

Van Loon, Ton, 197
Vance, Jonathan, 398, 399, 400, 408, 415, 426, 427, 429, 430, 435, 453, 455, 456, 470, 479, 503

W

Walker, Robert, 213, 223, 224, 229, 231
Wall Street Journal, 519
Walsh, Jerome, (Jerry), 433, 434
Walter, Natynczyk, 98, 428, 436
Wardak, Abdul Rahim, 238
Washington Post, 462
Waterman, Alan, 301, 303, 305, 378, 410, 415, 423, 460
Watson, Alex, 205
Watson, Paul, 487
Wattie Chris, 54, 60, 77, 91, 104, 111, 112, 128, 147, 151, 157, 505
Weber, Bob, 140, 148, 149, 235, 306, 379
Weil, Bernard, 27, 28, 32, 33

Wiebe, Joel Vincent, 230
Wiebe, Lindsey, 323
Wilson, Robert John, 373
Windsor Star, 361, 400, 435, 442
Winnipeg Free Press, 80, 230, 323
Wood, Todd, 497
Workman, Paul, 37, 52, 213, 224, 230, 232, 270, 329, 376, 377, 404, 443, 525

Z

Zorthian, Barry, 5
Zuma Press, 244, 463, 465, 514

INDEX THÉMATIQUE

A

Accès, 1, 6, 7, 8, 15, 18, 19, 38, 39, 40, 46, 50, 51, 56, 57, 58, 59, 60, 64, 66, 67, 76, 77, 78, 80, 84, 85, 87, 90, 92, 100, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 135, 137, 143, 152, 153, 158, 164, 167, 174, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 186, 193, 195, 202, 203, 209, 212, 215, 225, 233, 235, 237, 238, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 254, 255, 257, 259, 260, 272, 279, 281, 289, 291, 292, 293, 294, 299, 302, 305, 314, 315, 317, 324, 325, 327, 330, 331, 347, 360, 367, 371, 382, 383, 384, 385, 386, 391, 393, 395, 403, 404, 405, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 424, 459, 462, 464, 465, 467, 468, 469, 470, 473, 474, 486, 489, 496, 497, 499, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 509, 511, 514, 518

Accréditation, 6, 7, 17, 27, 30, 31, 34, 50, 51, 56, 58, 61, 80, 81, 92, 99, 124, 125, 133, 136, 185, 248, 340, 361, 369, 389, 419, 430, 436, 458, 459, 469, 483, 513, 516, 523

Acheteurs, 14

Affinité bureaucratique, 16, 102, 113

Agenda-setting, 11

Assembleurs, 12, 63, 462

Attaques à la roquette, 83, 87, 88, 142, 147, 420, 421

Audiences, 2, 3, 7, 155, 259, 316, 317, 359, 367

Autocensure, 158, 194, 316, 424

B

Base d'opérations avancée (*FOB*), 135, 136, 137, 140, 141, 209, 294, 383, 384, 447, 491, 498

Beat, 10, 86, 145, 248

Blackout, 44, 210

Blessés (couverture sur les), 39, 115, 123, 147, 152, 154, 189, 193, 195, 233, 245, 255, 311, 312, 315, 316, 348, 390, 391, 426, 446, 447, 450, 536

Breaking news, 301, 302, 372

Briefings, 26, 33, 35, 44, 47, 48, 51, 66, 69, 77, 80, 85, 90, 96, 135, 166, 222, 293, 302, 306, 323, 324, 357, 382, 405, 412, 415, 419, 429, 431, 492

C

Catégorisation, 14

Censure, 1, 2, 4, 5, 7, 10, 15, 51, 59, 92, 100, 101, 112, 159, 160, 182, 194, 238, 239, 246, 247, 282, 314, 428, 459, 517, 519, 524

Censure préalable, 1, 2, 5, 51, 159, 182, 517, 519

Circulation, 7, 15, 17, 62, 92, 133, 184, 292, 311, 343, 465

Communication de guerre, 2, 5, 6, 9, 16, 53, 91, 105, 265, 269, 315, 351, 360, 387, 393, 422, 451, 457, 497, 499, 502, 512

Communication militaire, 4, 6, 8, 9, 17, 25, 26, 39, 63, 74, 132, 155, 158, 159, 194, 206, 212, 251, 264, 265, 280, 282, 317, 353, 393, 394, 405, 415

Communication opérationnelle, 4

Conduites, 4, 5, 7, 9, 10, 18, 19, 43, 150, 177, 182, 195, 208, 221, 232, 289, 382, 393, 428, 465, 502, 503, 524

Confiance, 43, 44, 45, 46, 47, 82, 83, 97, 125, 126, 128, 129, 130, 136, 154, 156, 157, 158, 164, 177, 212, 248, 289, 340, 341, 347, 381, 382, 387, 402, 410, 413, 414, 416, 424, 461, 463, 464, 477, 481, 487, 488, 499, 500, 501, 510, 512

Conflit, 4, 5, 12, 17, 23, 39, 42, 43, 52, 53, 158, 162, 168, 170, 174, 195, 201, 212, 224, 226, 242, 244, 246, 247, 253, 256, 259, 260, 268, 282, 297, 298, 318, 320, 321, 335, 338, 339, 352, 356, 361, 364, 379, 391, 416, 424, 442, 449, 479, 493, 496, 501, 507, 513, 538

Consommateurs, 12, 13

Continuing news, 14
Contrat d'intégration, 59, 93, 98, 99, 100, 101, 102, 111, 121, 123, 133, 148, 149, 150, 152, 182, 184, 192, 193, 209, 220, 227, 233, 242, 275, 278, 285, 286, 304, 390, 391, 423, 439, 469, 477, 478, 496, 500
Contre-conduites, 18, 195, 524
Contre-insurrection, 20, 156, 232, 311, 354, 356, 398, 399, 400, 401, 402, 405, 406, 407, 408, 414, 415, 417, 424, 428, 429, 430, 433, 434, 435, 437, 446, 449, 451, 458, 463, 466, 468, 470, 479, 480, 481, 484, 486, 487, 488, 501, 505, 508
Contre-propagande, 451
Contrôle de l'information, 4, 15, 88, 100, 120, 145, 158, 159, 178, 184, 191, 194, 203, 204, 212, 221, 257, 316, 343, 348, 351, 352, 367, 384, 415, 418, 422, 509, 510, 512
Convention de Genève, 148, 149
Coopération, 6, 7, 17, 44, 76, 78, 115, 117, 119, 125, 126, 170, 195, 246, 247, 248, 251, 259, 354, 355, 356, 407, 409, 415, 419, 452, 481, 487, 502
Correspondants de guerre, 4, 6, 10, 16, 35, 48, 52, 57, 59, 71, 91, 102, 191, 318, 319, 321, 329, 342, 346, 356, 413, 445, 499, 517, 518, 519, 524, 530, 535

D

Death Watch (Veillée mortuaire), 137, 141, 143, 144, 145, 146, 168, 258, 260, 261, 297, 302, 303, 353, 372, 374, 475, 506, 507, 508
Déception, 8, 50, 75, 168, 184, 287, 373, 421
Définisseurs primaires, 17
Désaccréditation, 418, 504
Désinformation, 5, 7, 45
Différenciation, 52, 282, 289, 412
Direct, 6, 16, 122, 206, 214, 283, 300, 305, 308, 314, 394, 421, 449, 495
Discipline, 361
Discours stratégique, 9
Dispositif de capture, 7, 125, 511
Dispositif de clôture, 7, 9, 15, 183, 221, 290, 292, 293, 388, 505
Dispositif de visibilité, 7, 265, 274, 343, 348
Dispositif *embedding*, 52, 499
Dispositif informationnel, 6, 7, 155, 178, 387, 499
Dispositif panoptique, 7

E

Effet Fontenot, 97, 519
Embargo, 121, 130, 286, 345, 359, 377, 378, 400, 470, 471
Embedded, 51, 287, 321, 420, 485, 500
Embedding, 1, 6, 7, 9, 17, 18, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 66, 98, 100, 101, 317, 318, 398, 461, 471, 536
Escorte, 399, 446, 460, 480
Événements de routine, 13, 16, 207, 306, 425, 426
Événements médiatiques, 13, 16

F

Facilitation (voir aussi rôle de facilitateur), 4, 33, 63, 74, 88, 115, 155, 156, 248
Filtrage, 9, 465, 469, 472
Fixeurs, 35, 64, 65, 82, 107, 108, 162, 167, 168, 181, 185, 186, 239, 241, 242, 264, 298, 302, 325, 355, 363, 364, 368, 369, 375, 376, 377, 378, 386, 391, 402, 403, 404, 405, 408, 429, 507, 513, 514, 534

G

Ground rules (voir aussi règles d'intégration), 19, 27, 51, 58, 59, 79, 80, 92, 100, 148, 150, 152, 165, 345, 461, 478, 500, 503, 517
Guerre de l'information, 2, 3, 4, 9, 92, 178, 242, 308, 317, 318, 319, 325, 327, 351, 400, 401, 408, 449, 451, 456, 480, 482, 508, 509
Guerre de la communication, 4, 8, 156, 319, 405, 508
Guerre de relations publiques, 5, 204, 206
Guerre des cœurs et des esprits, 5, 6, 20, 176, 206, 212, 213, 221, 317, 350, 354, 393, 402, 427, 428, 454, 481, 487, 488, 505, 508
Guerre des *IED*, 296, 302, 308, 313, 314, 320, 328, 333, 351, 352, 353, 354, 365, 386, 409, 426, 451, 476, 500, 505
Guerre du Golfe, 4, 6, 17, 28, 45, 51, 54, 305, 342, 446, 518
Guerre du Kosovo, 256

Guerre du Vietnam, 5, 14, 15, 16, 51, 91, 110, 316, 321, 333, 338, 471, 517, 521
Guerre électronique, 2, 4
Guerre médiatique, 5, 8, 499
Guerre psychologique, 3, 5, 137, 232, 317, 319, 325, 480, 487

H

Hard news, 13, 14, 38, 64, 132, 220, 454, 457

I

Identification, 52, 116, 127, 149, 160, 345, 412, 459
Imagerie de combat, 4
Images de guerre, 42, 212, 422, 432, 467
Infractions, 389

J

Journalisme parachuté, 240, 243, 244

K

Keyhole view, 252, 513

L

Lockdown (voir aussi Verrouillage des communications), 70, 152, 153, 233, 274, 275, 276, 285, 301, 345, 346, 394, 477, 507

M

Macrodispositif, 245
Médias locaux, 3, 59, 156, 317, 321, 358, 359, 377, 405, 412
Médias régionaux, 72, 477
Méfiance, 8, 22, 42, 43, 44, 47, 49, 79, 96, 103, 111, 114, 115, 249, 338, 339, 340, 382, 388, 411, 416, 440, 474, 480, 499, 502, 503
Microreportage, 513

N

Négativité, 12, 231
Négociation, 10, 17, 18, 85, 88, 106, 118, 124, 150, 170, 189, 193, 218, 221, 227, 247, 248, 252, 317, 356, 413, 427, 464, 465, 496, 500, 501, 502, 504
Newsworthiness, 13
Notification des proches parents, 153, 507
Nouvelle repère, 372, 373
Nouvelles négatives, 12, 113, 193, 227, 249
Nouvelles positives, 160, 314, 408

O

Objectifs de communication, 6, 130, 155, 156, 167, 168, 194, 208, 269, 318, 319, 401, 511
Objectivité, 160, 162, 521, 522
Occurrences, 13, 91, 232, 457, 462
Off the record, 405, 415
Officiers accompagnateurs, 342
On the record, 165
Opérations d'information, 3, 9, 98, 137, 174, 204, 232, 314, 318, 326, 327, 354, 402, 409, 451, 480, 508, 522

P

Panoptique, 314
Patrouilles, 50, 61, 62, 65, 68, 72, 73, 75, 76, 78, 81, 82, 83, 90, 91, 92, 104, 107, 110, 111, 112, 115, 124, 127, 129, 140, 177, 216, 217, 359, 383, 384, 412, 414, 427, 437, 451, 470, 479, 484, 505, 520
Pause médiatique, 209, 210
Pénalité, 7, 348, 471
Pools, 1, 4, 15, 37, 51, 163, 258, 265, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 342, 348, 361, 363, 383, 386, 394, 395, 401, 402, 413, 423, 426, 444, 445, 464, 465, 475, 482, 488, 495, 497, 500, 514, 529
Pré-déploiement, 96, 172, 194, 254, 263, 266, 267, 269, 289, 357, 381, 382, 394, 410, 411, 452
Prison de Sarpoza, 236, 324, 361, 362, 366, 367, 368
Prisonniers, 6, 25, 30, 31, 92, 148, 149, 182, 226, 228, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 246, 247, 256, 257, 324, 325, 329, 333, 362, 363, 368, 379, 388, 404, 412, 433, 521, 535
Programme d'intégration, 1, 20, 50, 53, 58, 59, 62, 64, 66, 77, 78, 84, 88, 89, 90, 91, 93, 96, 97, 101, 102, 108, 110, 112, 113, 123, 135, 143, 147, 148, 155, 163, 164, 165, 166, 182, 188, 191, 193, 195, 198, 210, 213, 215, 216, 219, 228, 239, 242, 243, 245, 246, 247, 254, 257,263, 265, 268,

275, 277, 279, 281, 283, 284, 289, 290, 291, 295, 305, 313, 318, 319, 328, 341, 343, 357, 384, 385, 406, 413, 414, 426, 430, 444, 452, 458, 463, 465, 467, 468, 470, 472, 474, 478, 483, 485, 486, 488, 489, 490, 491, 497, 501, 507, 523, 525
Promoteurs, 12, 16, 63, 64, 317, 462
Promotion de diversion, 326
Propagande, 2, 3, 4, 5, 9, 52, 130, 155, 156, 157, 160, 162, 163, 197, 325, 326, 367, 408, 409, 424, 456, 480, 512
Propagande de guerre, 2, 3, 9, 480
Pseudo-événement, 457
Publicité négative, 7, 48, 168, 252, 258, 308, 312, 314
Publicité positive, 7, 72, 110, 114, 167
Punition, 348, 521

Q

Quadrillage, 9

R

Raids militaires (couverture de), 75, 86, 505
Règles d'intégration (voir aussi *Ground rules*), 19, 59, 80, 101, 116, 121, 124, 148, 150, 152, 181, 182, 192, 229, 230, 233, 246, 247, 253, 256, 340, 390, 418, 419, 420, 422, 432, 465, 471, 477, 535
Régulation du contact, 9, 292, 506
Relations armée-médias, 3, 6, 8, 9, 10, 12, 16, 18, 19, 22, 42, 49, 50, 51, 53, 67, 78, 82, 90, 93, 110, 111, 115, 138, 155, 170, 178, 179, 187, 188, 190, 195, 227, 256, 281, 287, 290, 295, 338, 339, 342, 368, 381, 387, 394, 406, 410, 411, 416, 421, 422, 425, 430, 447, 463, 478, 496, 502, 508, 512, 518
Relations de pouvoir, 327, 340, 394
Relations publiques, 1, 4, 5, 9, 12, 16, 17, 25, 41, 53, 54, 100, 178, 201, 206, 214, 285, 286, 323, 329, 337, 338, 342, 368, 487, 499
Reportage de guerre, 11, 18, 19, 32, 35, 49, 86, 139, 160, 174, 242, 246, 282, 300, 308, 328, 355, 368, 372, 375, 435, 507, 514, 526
Reportage indépendant, 185, 364, 375, 376, 385, 397, 405, 444, 445, 513, 514
Restrictions, 8, 15, 19, 28, 77, 113, 154, 160, 176, 178, 194, 202, 213, 220, 256, 257, 316, 331, 337, 346, 347, 350, 374, 379, 388, 391, 413, 459, 461, 462, 465, 490, 491
Rôle d'aiguillage, 124, 281, 335, 465, 468, 469, 472, 501, 537
Rôle d'approvisionneur, 155
Rôle de facilitateur, 47, 82, 107, 247, 248, 405
Routines, 2, 8, 10, 13, 15, 17, 18, 91, 317, 353, 376, 462, 511

S

Sanctions, 30, 61, 85, 150, 182, 194, 195, 221, 287, 288, 289, 346, 504, 519, 524
Satellite, 36, 40, 63, 151, 152, 153, 177, 299, 300, 301, 304, 314, 317
Scandale de la Somalie, 2, 22, 28, 41, 45, 55, 149, 177, 239, 257, 338, 416, 512, 518
Sécurité à la source, 124, 194, 257, 258
Sécurité opérationnelle (*OPSEC*), 6, 28, 29, 50, 56, 58, 59, 65, 76, 78, 79, 84, 85, 86, 87, 108, 122, 123, 129, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 180, 181, 191, 192, 193, 220, 235, 253, 286, 346, 388, 389, 391, 400, 409, 418, 419, 420, 422, 447, 450, 455, 457, 460, 461, 503, 504
Security Review, 314, 519
Sélectionneur (*gatekeeper*), 11
Société de contrôle, 314, 516
Société de surveillance, 516
Société disciplinaire, 516
Soft news, 13, 207, 383, 422
Sorties opérationnelles, 107, 139, 142, 143, 248, 263, 291, 292, 294, 296, 313, 331, 353, 370, 384, 385, 394, 473, 480, 504, 511
Sources, 2, 8, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 35, 63, 64, 67, 119, 123, 124, 132, 159, 165, 167, 168, 194, 206, 221, 223, 227, 241, 242, 248, 250, 255, 257, 258, 260, 281, 306, 327, 348, 368, 387, 457, 469, 496, 500, 501, 514
Sphère de la controverse légitime, 174, 521
Sphère de la déviance, 521
Sphère du consensus, 232, 521
Spin, 12, 73, 155, 158, 289, 323, 351, 365, 492, 509

Spin doctors, 12
Spot news, 14
Stratégie d'approvisionnement, 38
Stratégie de contournement, 183
Stratégie des 3D, 95, 393
Supériorité informationnelle, 3, 7, 314
Surveillance, 1, 5, 6, 7, 9, 15, 18, 47, 101, 141, 152, 173, 245, 248, 265, 343, 446, 467

T

Téléphone satellite, 27, 35, 36, 37, 63, 88, 119, 151, 207, 276, 323, 324
Télévision, 4, 5, 16, 35, 37, 63, 100, 143, 151, 154, 161, 162, 163, 179, 181, 184, 191, 196, 204, 225, 233, 253, 258, 259, 260, 262, 265, 280, 281, 284, 289, 297, 298, 299, 300, 301, 303, 305, 306, 307, 399, 402, 410, 414, 419, 420, 464, 486, 491, 507, 513, 514, 516
Témoin oculaire, 15, 120, 316, 440

U

Unilatéraux, 52

V

Valeur informationnelle, 10, 11, 12, 13, 14, 145, 231, 232, 269, 374, 426, 454
Vendeurs, 14, 307, 474, 502
Verrouillage des communications (voir aussi *lockdown*), 70, 128, 152, 225, 230, 233, 275, 345, 346, 507
Victimes de la guerre, 6, 390, 493
Vidéophone, 300
Violations, 14, 85, 100, 116, 149, 151, 181, 182, 236, 253, 315, 344, 346, 389, 419, 421, 471, 477, 497, 523, 524
Visibilité, 9, 50, 72, 74, 84, 91, 92, 133, 134, 160, 167, 265, 266, 269, 272, 280, 282, 284, 296, 318, 331, 342, 343
Visite de prestige, 74, 487
Visites, 1, 80, 112, 140, 215, 280, 281, 282, 297, 303, 322, 330, 415, 425, 426, 435, 459, 476, 477, 491, 511

Z

Zones d'inconfort, 184, 246, 310, 312, 315, 316, 327, 467, 504
Zones de confort, 327, 353, 364

Avec le déploiement des Forces armées canadiennes dans les opérations de l'OTAN en Afghanistan, le ministère de la Défense nationale a mis en place une politique de communication dont le pilier principal était le programme d'intégration des médias à Kaboul et à Kandahar. Sous la supervision de la Direction générale des affaires publiques (DGAP) situé à Ottawa et des officiers d'affaires publiques déployés sur le terrain opérationnel, le programme d'intégration des médias avait pour but de communiquer sur l'effort de guerre de la mission canadienne. Durant plus d'une décennie, des centaines de journalistes intégrés (dits *embedded*) canadiens et internationaux ont été accrédités pour couvrir les opérations menées contre les combattants talibans.

Cet ouvrage repose sur une analyse fouillée des relations entre l'armée canadienne et les médias intégrés en Afghanistan à travers deux interrogations principales : Quels sont les déterminants de la couverture médiatique de cette guerre? Quelles sont les conditions d'exercice du reportage de guerre? L'auteur examine les paramètres du dispositif d'intégration et de l'accès des médias aux opérations et révèle les interactions complexes entre les acteurs sur le terrain. La *communication de guerre* se déploie à travers des objectifs, des politiques et des pratiques et par le biais d'une négociation qui sous-tend des rapports de force coopératifs ou conflictuels entre militaires et journalistes.

L'ouvrage exploite un large corpus d'entrevues semi-dirigées avec des journalistes intégrés, des officiers d'affaires publiques et des commandants et mobilise un vaste corpus de documents primaires et secondaires. L'originalité de cette contribution est d'être, d'une part, une analyse documentée sur les relations armée-médias et les ressorts de la production de l'information en temps de guerre, et d'autre part, de constituer une histoire de la couverture médiatique avec une trame narrative qui en resitue les événements majeurs dans leur propre contexte avec précision.

Aimé-Jules Bizimana est professeur agrégé au département des sciences sociales à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Il est chercheur au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS). Spécialiste du journalisme de guerre international et des relations armées-médias, il est l'auteur de nombreuses publications, dont l'ouvrage *Le dispositif embedding : surveillance et intégration des journalistes en Irak* publié aux Presses de l'Université du Québec et traduit en anglais et en espagnol.

Presses de l'Université du Québec